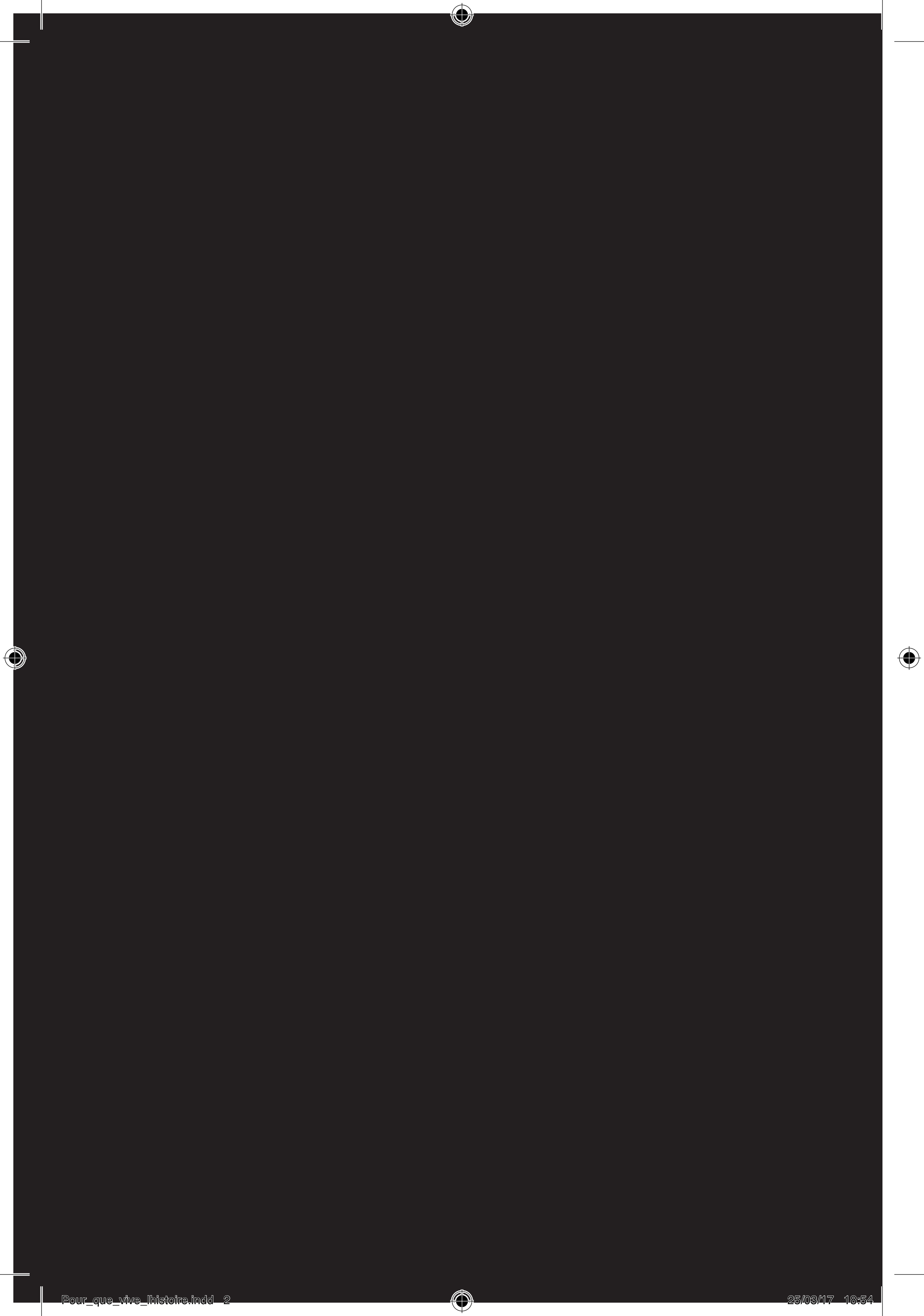
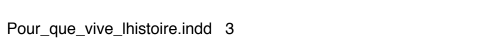






Pour que vive l'histoire







En couverture :

ISSN ISBN 978-2-410-00868-5



Madeleine Rebérioux

Pour que vive l'histoire
Écrits

Ouvrage dirigé par Gilles Candar, Vincent Duclert
et Marion Fontaine




Belin









AVANT-PROPOS

Gilles Candar, Vincent Duclert et Marion Fontaine

Disparue en 2005 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, Madeleine Rebérioux a laissé une œuvre historienne dont les contemporains avaient compris l'importance, mais qui, par sa construction même, est demeurée dispersée en de multiples écrits. Elle est devenue de ce fait de moins en moins visible au fil du temps. Très peu de livres définissent cette œuvre, à l'exception notable de *La République radicale ?* paru en 1975 (Seuil), et qui reste pour les spécialistes une référence. Elle est davantage constituée d'articles, de chapitres d'ouvrage, de conférences, de communications dans des colloques. Il s'agit de publications variées, avec des supports tout aussi divers ; elles s'efforcent, y compris dans les modes d'écriture, d'articuler la vie et la science, de toucher les « doctes et les simples », comme le disait Marc Bloch, en mêlant la dynamique d'une écriture-parole et la rigueur limpide de l'argumentation. Tout cela témoigne en même temps de la manière dont Madeleine Rebérioux faisait vivre l'histoire, dont elle en concevait dans le même mouvement les problématiques et les savoirs.

Elle choisissait de la communiquer dans l'espace collectif de la recherche, de l'enseignement et du débat public ; elle la partageait avec



une grande générosité et un effort inlassable de pédagogie, démontrant comment les historiens interrogent le passé aussi bien que le présent, sondent les mouvements visibles et invisibles des sociétés, décryptent les systèmes d'oppression et les volontés de résistance. Madeleine Rebérioux ne faisait pas qu'étudier le grand XIXe siècle, celui qui va de la Révolution française à la mort de Jaurès le 31 juillet 1914, ce siècle dont elle scrutait à l'échelle de la France, de l'Europe et même du monde les luttes sociales, les combats politiques, les mobilisations intellectuelles. Engagée dans le mouvement de la recherche, elle l'était aussi dans le temps présent parce qu'elle tirait de l'écriture de l'histoire une capacité à comprendre son époque et l'espoir de la changer. La forme de ses travaux porte donc aussi la marque de ses convictions civiques et politiques, sans qu'elle ait jamais cherché à asservir les uns aux autres, elle qui pensait que l'histoire devait, elle aussi, être laïque et que l'engagement n'excluait pas la lucidité critique.

Tout l'enjeu était de rendre compte de cette dynamique et de donner à lire, au-delà de la constellation de textes s'étendant sur plus de quatre décennies, une œuvre[1]. Une première tentative de réunion de ces chapitres, semés au vent de la recherche, a été menée à bien en 1999, déjà par les éditions Belin, pour les textes d'histoire politique et sociale ; une seconde a suivi dix ans plus tard avec *Vive la République !* aux éditions Démopolis. Restait le massif encore inédit des textes d'histoire intellectuelle et culturelle, préparé et construit par Madeleine Rebérioux elle-même dans les dernières années de sa vie. Plutôt que de publier un troisième et dernier volume, les éditions Belin et les directeurs de cet ouvrage ont fait le pari de rassembler l'ensemble, afin de restituer l'œuvre dans son ambition et dans sa cohérence intellectuelle.

Avec ce volume unique pensé comme un ouvrage de référence, de nouvelles générations pourront accéder désormais à une pensée marquante, dont les apports avaient déjà été reconnus dans le colloque « Madeleine Rebérioux et l'historiographie du socialisme démocratique » en 2009[2]. Cette pensée, faite d'interrogation politique, de critique sociale, d'érudition savante, c'est celle qui définissait l'historienne au travail. Elle se rendait ainsi capable à la fois de rénover la connaissance du XIXe siècle et d'apporter aux sociétés contemporaines des moyens de se comprendre, de combattre l'injustice, de progresser collectivement au milieu des périls. C'est un livre conforme à l'idée même que cette historienne





engagée se faisait des livres, elle qui étudiait non seulement ceux qui les écrivaient (depuis les politiques et les intellectuels jusqu'aux poètes et aux artistes, et bien sûr les femmes et les ouvriers), mais aussi ceux qui les fabriquaient (imprimeurs, typographes) ou les diffusaient (le monde des intermédiaires et d'abord des militants dans toute leur diversité). C'est un livre *pour que vive l'histoire*, à commencer par la propre histoire de l'auteur, une vie engagée[3], rythmée par l'écriture de grands textes dont on n'a pas fini de méditer la leçon et le style. Ils donnent à voir les caractères d'une œuvre vivante, parce qu'ils en restituent le mouvement, la nécessité, les étonnements ou les révoltes. En cela, ils témoignent de la vie d'une historienne toujours contemporaine.

Cet ouvrage se veut donc la réunion complète des recueils d'articles voulus par Madeleine Rebérioux et réalisés par ses proches : les grands ensembles d'histoire politique et sociale des années 1970, 1980 et 1990 du volume précédent, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, la série complémentaire d'articles d'histoire politique et civique de *Vive la République !* axée sur les droits et les combats, et le recueil d'études culturelles et artistiques préparé en 2005 avec une préface demandée à l'historien de l'art Pierre Georgel que nous reprenons afin de pouvoir pleinement restituer ce qui aurait dû être, toujours en débat, le dernier livre de Madeleine. Nous reprenons de même le très bel article de Michelle Perrot écrit dans *Clio* en postface de l'ouvrage, portrait ciselé et médité de la « citoyenne Madeleine ».





De parole et d'acte

Madeleine Rebérioux est morte le 7 février 2005 dans son appartement du boulevard Arago à Paris, là où comme elle aimait le dire, dès que la saison revenait, « les marronniers sont en fleurs ». Elle était née le 8 septembre 1920 à Chambéry dans une famille savoyarde, lettrée et laïque, qui s'illustra par sa résistance au nazisme. Lycéenne à Strasbourg, 1er prix au concours général en histoire (1937) et élève en classe préparatoire au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, normalienne et « pacifiste[4] » à Paris sous l'Occupation, jeune enseignante au lycée de Mulhouse, Madeleine Amoudruz épousa un homme du Berry, Jean Rebérioux, résistant et militant communiste, dont elle était fière. Ils eurent quatre enfants, Jean-François, Pierre-Yves, Fabienne et Vincent,





« avec bonheur » aimait-elle à dire, et avec fierté. Ces dimensions privées doivent être ici rappelées tant les lieux, les appartenances, les identités comptèrent pour Madeleine Rebérioux, au moins autant que les convictions politiques et les positions académiques ; pour elle, comme pour Jaurès, ces « petites patries » étaient à la fois un ancrage et un point de départ pour accéder à l'universel et à l'humanité. Sa famille, ses amis et ses passions militantes multiples ne l'empêchèrent pas non plus de réussir une carrière universitaire complète à une époque où l'accès des femmes à l'enseignement supérieur restait une exception. En ce sens, Madeleine Rebérioux fait aussi partie de cette génération d'historiennes de talent et de courage (avec Michelle Perrot, Mona Ozouf, Annie Kriegel, Rolande Trempé, Colette Chambelland et quelques autres) qui montra, et avec quel éclat, que l'écriture de l'histoire n'était pas une prérogative masculine[5].



Jusqu'à la fin, elle put rester ce qu'elle voulait être, une femme *de parole et d'acte,* pour reprendre le sous-titre d'un petit livre qu'elle avait consacré en 1994 à Jaurès. Les trois rôles d'historienne, d'enseignante et de militante étaient d'ailleurs pour elle indissolublement liés, comme autant de facettes du même engagement. Sa conviction était bien là, dans l'idée que le travail méthodique de l'historien, ouvert aux autres sciences sociales comme elle-même l'était, demeurait la meilleure façon de mettre en rapport le passé et le présent, de comprendre mieux son temps, pour pouvoir mieux agir et combattre. Ne jamais se reposer, si ce n'est par l'alternance des tâches – comme Jaurès ! – elle sut ne jamais se contenter d'un succès, toujours remettre en question les certitudes, les critiquer, au sens le plus intégral et le plus exigeant du terme.



Cette démarche, elle l'a d'abord employée pour la compréhension de Jaurès, dont elle fut la première véritable historienne, renouvelant en profondeur à la fois l'étude de l'homme et celle du socialisme de son temps. Sans doute n'a-t-elle jamais écrit la biographie complète qu'on aurait pu attendre d'elle. Mais elle préférait de toute façon les formats plus courts, les passages plus alertes d'un objet à l'autre, « l'histoire dossier » en somme : prendre un problème et chercher à le résoudre, en bonne historienne du temps des *Annales* même si elle a toujours rompu des lances en faveur des grands historiens, républicains et dreyfusards, de la génération précédente, tels Seignobos ou Aulard. Elle se méfiait des synthèses trop hâtives ; elle n'en est pas moins parvenue à restituer à



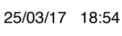
Jaurès toute sa dimension en le replaçant dans l'histoire nationale, dans l'histoire de la République, dans celle du socialisme, de la culture, des intellectuels… Elle a historicisé le «grand homme», la statue un peu figée, lui ôtant son image passéiste et lui donnant toute sa vie. Jaurès était profondément ancré en elle, il fut son inlassable objet d'étude, celui en tout cas auquel elle revenait avec le plus de plaisir, car il était la synthèse vivante de ses aspirations de pédagogue, de savante et d'intellectuelle.

Cette volonté d'articuler toutes ces facettes se retrouve dans son approche de la République. Elle, que son mari aimait à appeler «la citoyenne», a ainsi montré que la citoyenneté républicaine était à la fois un héritage, une construction léguée par le XIX[e] siècle, et une notion vivante, en perpétuel devenir. Elle fut toujours sensible aux défis, aux avancées et aux échecs du XX[e] siècle dans ces domaines: elle les connaissait et les étudiait, depuis la place des femmes dans la République jusqu'à la question coloniale en passant par la situation des travailleurs, des étrangers ou des minorités politiques. Pour elle, la République ne pouvait se concevoir sans combats, combats pour les droits, combats pour la démocratisation, combats pour la République et parfois contre ce qu'elle était devenue – au nom d'un idéal puisé dans les luttes révolutionnaires et ranimé, élargi, humanisé, par le socialisme jaurésien. N'oublions pas qu'à l'origine de sa décision de travailler sur Jaurès, à la fin des années 1950, il y eut pour elle l'impérieuse nécessité de comprendre comment des socialistes, des républicains, se fourvoyaient alors dans la guerre d'Algérie tandis que soixante ans plus tôt leurs devanciers avaient fini par se porter vers la défense du capitaine Dreyfus. Entre ces deux engagements radicalement opposés, entre l'honneur et le déshonneur, il y avait le courage de Jaurès et l'aveuglement de Guy Mollet. Le message qu'elle a inlassablement porté, c'est que la France et la République se construisent dans les combats pour la justice, l'égalité et les droits, des combats dont Jaurès a voulu faire le socialisme. On peut dire que ce message conserve sa – brûlante – actualité.



Le choix de la recherche

Le type d'histoire que choisit Madeleine Rebérioux éclaire donc sa trajectoire militante tout autant qu'il la façonna. Son parcours scientifique commence, très classiquement, par une inscription en thèse auprès





d'Ernest Labrousse, alors la référence incontestée de l'histoire sociale. Labrousse voulait lui faire étudier l'implantation du socialisme français entre 1905 et 1914. Mais la monographie régionale, même traitée à la mode labroussienne, n'allait pas satisfaire son envie d'histoire contemporaine, d'histoire « avec son temps ». Son directeur de thèse la conforta dans ses choix, lui-même étant aussi un militant et un penseur socialiste, en délicatesse aussi bien avec le PCF qu'avec la SFIO, sans avoir vraiment trouvé son compte au PSU. Les problèmes internationaux de l'Europe, la circulation des idées politiques l'intéressaient déjà comme l'avait montré son premier livre, *Proudhon et l'Europe* (1945), diplôme universitaire préparé avec Georges Lefebvre et remarqué par Lucien Febvre. Dès lors, elle préféra toujours aux sentiers battus, gages d'une sage progression académique, les sujets les plus novateurs. Elle y était aussi encouragée par une autre personnalité inclassable, Jean Maitron, âme du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* et maître d'œuvre de la revue *Le Mouvement social* née en 1960. Elle contribua au premier par de très nombreuses notices, allant des militants les plus célèbres, comme Jaurès, aux plus anonymes. Quant au *Mouvement social*, elle en fut la directrice de 1971 à 1982, prenant l'initiative de dossiers qui restent des morceaux d'anthologie historienne, comme « Culture et militantisme en France » (1975) ou « L'expression plastique au XIXe siècle » (1985), ouvrant la revue vers de nouveaux champs d'investigation et faisant appel à des collaborations diverses, et autant que possible, internationales[6]. Madeleine Rebérioux dirigea pleinement ces entreprises scientifiques, tout comme elle ne cessa de nourrir la partie invisible de la recherche faite de comptes rendus, d'articles monographiques.



Le choix d'un tel travail scientifique de question et d'intervention l'amena à collaborer d'égal à égal avec les grands historiens du socialisme, d'Ernest Labrousse bien sûr à Jacques Droz en passant par Georges Haupt avec qui elle dirigea notamment *La Deuxième internationale et l'Orient* (Cujas, 1967). La France républicaine constitua particulièrement le laboratoire où elle démontra combien le socialisme ouvrier pouvait devenir le moteur de la démocratisation et de la justice sociale. Pour ce faire, elle se fit l'historienne de cette époque de référence, offrant en 1975 sur ce sujet l'ouvrage magistral déjà mentionné. *La France radicale ? 1898-1914* proposait aussi la synthèse de ses propres analyses sur l'État républicain et les élites politiques, sur les rapports Paris-Province, sur



l'art social et l'engagement des intellectuels, sur l'affaire Dreyfus aussi dont elle fit un véritable objet de recherche, contribuant à sortir l'événement du mythe et de la légende. Elle fut d'ailleurs très présente, et sans concessions, lors des deux commémorations de 1994 et 1998.

Elle ne voulait pas pour autant s'enfermer dans le cadre des frontières nationales : pour comprendre le socialisme et la République française, elle savait regarder ailleurs. Cela aurait pu être vers le Proche-Orient ou l'Afrique du nord, mais ces pays constituaient sans doute davantage pour elle le lieu de l'engagement militant et affectif. En revanche, elle travailla et écrivit sur la proche Belgique, dont le mouvement ouvrier la passionnait, sur l'Italie aimée, l'Amérique latine, dont elle avait longtemps beaucoup espéré, et dont elle recevait avec plaisir dans son séminaire les cohortes d'étudiants, sur la Chine aussi, qui avec le Vietnam, la fascinait, l'intriguait… Elle y enseigna, connut la joie de voir publier par son élève chinois Ma Shengli les premières études et anthologies jaurésiennes en chinois, mais pas celle de lire l'anthologie coréenne de sa disciple Noh Seukyung.

Une vie d'enseignement

En même temps que la recherche, à travers elle, Madeleine Rebérioux ambitionnait profondément d'enseigner, enseigner ce qu'elle savait et ce qu'elle avait compris. La forme de son écriture s'en ressentait, tout comme sa vie, qui fut aussi celle d'une enseignante, et cela très tôt. Agrégée d'histoire en 1945, elle enseigna près de vingt ans dans l'enseignement secondaire, d'abord à Mulhouse et finalement au lycée Marcelin-Berthelot de Saint-Maur, e la grande maison pleine de livres et de revues où elle vécut jusqu'au décès de son mari en 1993. Mais c'est à l'université de Vincennes (aujourd'hui Paris-VIII), née après mai 68 de la transformation de la vieille Sorbonne (où elle enseignait depuis 1962, à l'appel d'Ernest Labrousse), qu'elle exprima le mieux sa volonté de faire de l'enseignement de l'histoire contemporaine le principe d'une éducation intellectuelle. Elle mobilisa pour ce faire son irréfragable magistère de la parole, une forte exigence critique pour la vérité des faits, un refus de toute héroïsation du passé, et une responsabilisation à l'égard des enjeux présents. L'histoire se prêtait particulièrement à ses yeux à cette ambition, à la condition néanmoins de la renouveler, de renouveler



par exemple le regard porté sur le XIXe siècle en y intégrant l'engagement socialiste et ouvrier, les mouvements d'avant-garde, les formes diverses de l'internationalisme, tout comme le développement du féminisme.

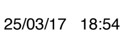
Cette manière de faire de l'histoire, au sens le plus fort du terme, attira à elle de nombreux étudiant(e)s, futurs chercheurs et esprits non conformistes qui, avec d'autres, fréquentaient assidûment son séminaire : de Chantal Martinet-Georgel à Michèle Riot-Sarcey, de Patrick Fridenson à Gérard Noiriel, de Rémi Fabre à Christophe Prochasson, et tant d'autres qui parfois suivirent d'autres voies, preuve supplémentaire de la force de son enseignement. En même temps, elle travailla avec les plus grands historiens de sa génération, Maurice Agulhon, Georges Haupt, Jean-Marie Mayeur, Jacques Droz, Jean Maitron, Jean-Jacques Becker, Michelle Perrot, Rolande Trempé, Jacques Julliard, Lucette Valensi, Pierre Vidal-Naquet, comme avec les francs-tireurs qu'étaient Colette Chambelland ou encore Henri Guillemin. Elle sut les mobiliser pour la plupart, ainsi que ses élèves et anciens élèves, dans sa précieuse « Société d'études jaurésiennes » (SEJ) qu'elle avait cofondée (1959) et qu'elle présida à partir de 1982.



Son séminaire de l'EHESS, qui fut aussi son dernier lieu d'enseignement au début des années 1990, alors qu'elle était déjà professeur émérite, témoigna de la même manière de cette rencontre rare entre les personnes, les savoirs et l'histoire en train de se faire. Auparavant, elle avait animé à Vincennes des projets très interdisciplinaires dont, entre 1973 et 1978, un travail sur les femmes qui l'associa à la sociologue Christiane Dufrancatel et la littéraire Béatrice Slama et qui visait, selon l'expression de cette dernière, « à porter la "question des femmes" à l'Université[7] ». La retraite académique arrivée, elle multiplia les conférences, les interventions devant tous les publics, marquant de sa présence d'innombrables colloques et assemblées générales de sociétés savantes (du Berry de George Sand à Jean-Richard Bloch) où sa parole résonnait toujours. Elle n'était jamais banale, consensuelle, elle insistait au contraire sur les raisons cachées et les problématiques dérangeantes.

Une suite d'engagements

Cette attention pour les êtres (et pas nécessairement pour les plus titrés ou les plus connus) et ce souci de la transmission provenaient certes





de ce que la recherche lui apprenait, mais découlaient aussi de ses expériences militantes, très déterminées, non dénuées de contradictions, et qui connurent plusieurs phases. À la Libération, Madeleine Amoudruz adhéra à un Parti communiste qui représentait pour une grande part de sa génération un lieu d'action et de réflexion indispensable si l'on voulait affronter les défis de l'après-guerre. Contrairement à Annie Kriegel ou à François Furet, elle se résolut à assumer la contradiction entre le militantisme dans un parti à caractère stalinien et l'exercice de la pratique intellectuelle qui la rapprochait bien davantage de l'individualisme démocratique des dreyfusards de l'autre siècle. Elle sut cependant tirer de cette impossible convergence une puissance d'analyse des faits présents et passés, en comprenant, parfois de manière très systématique, mais toujours avec beaucoup de conviction, que les sociétés étaient mues par des rapports de force et que la politique dominait la vie collective sans épuiser pour autant les imaginaires et les pratiques, notamment culturelles. Son effort pour « déniaiser » le réel fut permanent, et lui coûta du reste son appartenance au PCF puisqu'elle en fut exclue en février 1969 pour avoir participé à la création de la revue « dissidente » et « plurielle »




Politique aujourd'hui. S'ajoutaient à cela sa tentative de rapprocher les militants de mai 1968 et ses combats anticolonialistes (guerre d'Algérie, puis guerre du Vietnam) qui l'avaient amenée à militer avec des intellectuels guère prisés au P*Cf.*

Même dans ses actions militantes, l'exigence d'histoire demeurait présente. Au moment de mai 1968, elle participa ainsi (avec Jean-Claude Perrot, Michelle Perrot, Jean Maitron), à un premier recueil de sources, sur et dans le feu de l'événement : « La Sorbonne par elle-même. Mai-juin 1968 », qui constitua le numéro 54 du *Mouvement social* (juillet-septembre 1968). « La participation aux actions universitaires et à la dynamique sociale et politique s'accompagne d'un *ethos* historien », constate Nicolas Hatzfeld en 2008 en revenant sur cette entreprise : « tous remplissent leurs poches de tracts et recueillent dans l'immédiat les sources d'une histoire à écrire. Curieuse sensation de mettre doublement en perspective leur présent : un présent produisant l'avenir, comme le vivent tous les acteurs engagés dans le mouvement et dans les projets qu'il suscite, et un passé en train de se fabriquer, comme y invite leur formation[8]. »



S'agissant de la lutte contre la guerre d'Algérie, elle prit pour Madeleine Rebérioux la place qu'occupa la Résistance pour nombre de ses contemporains ou représentants de la génération précédente. Elle s'y engagea très courageusement et avec une énergie inlassable, animant à partir de 1957 un Comité de défense des libertés contre la guerre d'Algérie, puis devenant la secrétaire générale du Comité Maurice-Audin (1959-1962). Elle cofonda en 1960 *Vérité-Liberté* pour s'opposer à la censure d'État et signa «l'appel des 121» en faveur du refus de servir en Algérie. Ces luttes se prolongèrent ensuite: elle créa et anima ainsi le collectif intersyndical contre la guerre au Viet-Nam de 1965 à 1969. Elle n'apporta pas seulement à ces combats un supplément de politisation, mais aussi, là encore, une profondeur historique comme en témoigna en 1959 la publication d'extraits de Jaurès, *Contre la guerre et la politique coloniale*.




Celle qui aimait à rappeler que «nos vies sont collectives», s'investit aussi avec constance dans l'action syndicale: SNES, SNESup (elle vécut d'ailleurs fort mal en 1969 sa mise à l'écart par la nouvelle direction syndicale). Elle poursuivit enfin son engagement dans la défense des droits de l'homme et du citoyen et dans la ligue éponyme, à laquelle elle avait adhéré dès 1964 et dont elle fut longtemps une vice-présidente active, originale et emblématique à la fois. Au milieu des années 1970 et alors que refluait la vague gauchiste, elle s'investit particulièrement dans des luttes pour approfondir et élargir le champ de la citoyenneté: la démocratisation des armées, la situation de la jeunesse, l'éducation, l'antiracisme, les prisons…

En 1991, elle accéda, pour quatre années, à la présidence de la Ligue des droits de l'homme. Si elle renoua, comme le dit Alain Monchablon, avec «une ancienne tradition de direction universitaire de cette association[9]» fondée notamment par des historiens dreyfusards, elle contribua d'abord à réorienter la Ligue vers des problématiques politiques qui échappaient souvent à celle-ci en raison de ses conceptions juridiques et humanitaires. Elle fut notamment à l'initiative du concept de «citoyenneté sociale» qui rappelait, à un moment d'explosion du chômage de masse, combien l'exercice des droits civiques est déterminé par les conditions de vie et les positions dans la société. Elle engagea aussi la Ligue dans un combat frontal contre une extrême droite alors en pleine ascension, en insistant sur la nécessité d'accroître la démocratisation

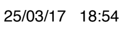
républicaine, la justice sociale, l'égalité des chances comme l'avaient montré l'affaire Dreyfus et le socialisme de Jaurès.

En 2004, elle fit partie de ces féministes qui critiquèrent l'adoption de la loi sur le port des signes religieux ostensibles à l'école : si sa critique de l'intégrisme religieux n'avait pas cessé d'être féroce, elle s'inquiétait des effets d'une loi qui démontrait les échecs de l'intégration « à la française » et risquait d'exclure un peu plus des jeunes filles, dont la seule chance d'émancipation demeurait à ses yeux l'école. Son dernier combat fut, avec *Trop, c'est trop*, pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien et pour la paix avec Israël. On put lui reprocher d'être très critique pour les uns, moins sévère pour les autres. Elle savait que le militantisme, pour réussir ou du moins se faire entendre, ne devait pas aller par quatre chemins. Madeleine Rebérioux disait clairement les choses, au risque de choquer, mais selon l'idée exigeante qu'elle se faisait de la vérité. Elle ne s'interdisait pas pour autant de questionner cette pratique de l'engagement, à la lumière de l'histoire notamment. Militante en 1991 contre la guerre du Golfe, elle fit publier par la SEJ de nouveaux textes de Jaurès avec une introduction qu'elle conclut par ces mots : « L'histoire ne se répète pas. Jaurès ne vit plus parmi nous, nul ne peut le remplacer. Mais nous pouvons méditer sur sa pensée sinon militer pour elle : au reste, milite-t-on pour une pensée ? Insoluble problème. Pour un projet, peut-être[10] ? ».



Retour vers l'histoire : un langage commun

Elle chercha bel et bien à réaliser certains de ces projets. D'un peu loin parfois, mais avec toujours beaucoup de volontarisme, comme pour le Centre national et musée Jean-Jaurès de Castres (1983-1988). Ou bien avec un engagement plus total, lorsqu'elle accepta d'assumer de fortes responsabilités après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Elle voulait être indépendante des groupes, des partis et des clans, mais, comme Jaurès, « avait des amis partout » et cherchait ardemment à faire avancer les projets d'émancipation. Elle soutint ainsi l'action d'Yvette Roudy au ministère des Droits de la femme et présida en 1981 la commission dont les travaux débouchèrent sur le rapport Andrée Michel concernant la place des femmes dans une société d'inégalités ; elle participa de la même façon à la commission présidée par Simone de Beauvoir sur les femmes





et la culture (1984)… Cette action se matérialisa aussi dans les lieux où l'État développe la mémoire collective et les représentations du passé national : à la Délégation aux célébrations nationales (1981-1986) et au Musée d'Orsay, dont elle fut vice-présidente (1981-1987). Elle s'efforça de faire de ce dernier un musée exemplaire d'art et d'histoire culturelle, un lieu de débats et de rencontres entre arts, chercheurs et publics. Elle mit en place tout un programme original d'étude des expositions universelles qui marque un épisode important dans l'histoire des relations entre histoire culturelle et histoire de l'art. Elle fonda un service culturel pionnier que dirigèrent Roland Schaer puis Nicole Savy. « Un très beau souvenir », disent ceux qui, comme Christophe Prochasson, ont connu de près cet âge nouveau de Madeleine Rebérioux. Elle contribua à ce poste à révéler au grand public la richesse et l'importance de la séquence chronologique majeure, « 48-14 » (1848-1914). « Très beau », pour Madeleine, cela voulait dire aussi riche de débats et de confrontations[11]. À Orsay, comme au ministère de la Culture, ceux-ci ne manquèrent pas ! À leur égard, elle avait, au moins après coup, le détachement serein que recommande Jaurès dans son histoire de la Révolution ou son discours « pour la Laïque » : « ceux qui ont lutté […] ont tous été, par la puissance invincible de la vie, des forces de mouvement, d'impulsion, de transformation » (21 janvier 1910). L'exemple du musée d'Orsay l'amena aussi à poursuivre dans la voie de l'histoire culturelle qu'elle avait, avec d'autres, résolument défrichée. Elle y avait été nommée du reste pour cette raison, et dès le 5 août 1981, avec pour mission officielle de « définir la nouvelle orientation historique des programmes » de l'établissement public. Elle défendit à cet égard de nouveaux objets et de nouvelles approches : tableaux, sculptures, objets d'art, photographies était également des objets d'histoire à part entière, et pas seulement ou pas du tout des motifs d'illustration du discours historique ; les œuvres étaient créatrices d'histoire et de sensibilités, et elle aimait qu'elles soient vues aussi de la sorte.




Cette interaction du passé et du présent, de la recherche et de l'engagement, de l'histoire et des combats explique la forme si particulière prise par l'œuvre d'écriture de Madeleine Rebérioux. Ses travaux, même les plus scientifiques, devaient pouvoir être compris par le plus grand nombre et refléter, non pas l'actualité, mais la profondeur des questions présentes. À l'inverse, de brèves interventions destinées au grand public peuvent encore aujourd'hui être lues par les historiens les plus exigeants,



qui peuvent toujours y trouver matière à penser, ou à agir. Si elle-même était attentive à ne pas mélanger les genres, si elle ne souhaitait pas intervenir en historienne sur les périodes ou les actions dans lesquelles elle s'était engagée, il serait mutilant de se priver de ses analyses, interventions et rapports présentés par exemple au sein de la Ligue des droits de l'Homme ou dans sa revue, *Hommes et Libertés*. Il en alla de même, à une époque plus lointaine, de ses articles de *Politique-Hebdo* ou de *Que faire ?* et d'autres publications très à gauche. Lucide et ironique, y compris envers elle-même, elle allait, mais en fin de compte, aimait à revenir au questionnement jaurésien, à ce message assez exceptionnel de liberté et d'espace infini, où il est recommandé de « marcher et chanter et délirer même sous les cieux, respirer les larges souffles et cueillir les fleurs du hasard[12] ».

Avec Jaurès, pour une République des volontés libres, pour l'unité de l'humanité

Au centre de toutes ces vies, se tenait en effet Jaurès dont elle épousa la passion et dont elle voulut assurer la postérité. Si elle ne réussit pas à terminer la grande somme critique qu'elle envisageait pour saisir le « continent Jaurès », elle construisit les éléments les plus décisifs du « vaste monde » qui s'ouvrait avec lui, et elle parvint en 2000 à lancer l'édition de ses *Œuvres* en dix-sept volumes que Fayard assume désormais avec le courage d'un grand éditeur. « Il est fini en effet le temps où, seuls, des militants chevronnés questionnaient Jaurès. Autour de lui se pressent aujourd'hui des chercheurs venus de toutes les sciences humaines », écrivait-elle dans l'introduction générale qui s'achevait par la promesse de « mettre en lumière ce qu'une grande pensée, historiquement située, peut apporter aux hommes d'aujourd'hui et de demain[13]. » Pour éclairer cette pensée, ou pour bien d'autres choses, nous ne pouvons plus entendre Madeleine Rebérioux. Mais nous pouvons réfléchir avec elle, pour mieux comprendre et ainsi retrouver prise sur nos destinées alors que cherche à s'imposer le vent de la renonciation tranquille. C'était pour nous une autre raison proposer ce livre, fait d'histoire et de science, sans complaisance militante, mais tout entier préoccupé par l'état du monde et les questions qu'il pose.





Commençons par les droits de l'homme. Jaurès disait déjà que c'était la question centrale, que la propriété sociale par exemple n'était qu'un instrument d'action destiné à développer les droits de chaque être humain. Mais il ne s'agit pas de se reposer sur des principes chéris et nimbés d'un passé glorieux, il faut étudier leur émergence, leur construction et leur évolution, en un mot les situer historiquement. C'est à cela que s'est employée Madeleine Rebérioux tout en ne craignant pas de chercher les points longtemps laissés aveugles ou négligés par la tradition républicaine qu'il s'agisse des droits des femmes, de leur accession entière à la citoyenneté ou de la question sociale, ce spectre incommode, qui poussa de grands esprits rebelles comme Barrès ou Clemenceau à devenir des hommes d'ordre. La dénonciation, l'histoire des refus et des commencements ne suffisent pas, il faut construire. Construire, c'est d'abord clarifier les mouvements de rupture et de fracture passés, s'entendre sur ce qui s'y est joué, sur ce qui changea et aussi ne changea point, et sur quels modes. C'est aussi accepter de sortir d'un provincialisme séduisant, qui s'allie à un présentisme souvent triomphant, pour faire oublier que le temps de Jaurès et de l'Affaire était aussi celui de la première mondialisation et de bouleversements dans l'équilibre du monde et les rapports de force internationaux comparables à ceux que nous constatons actuellement.




« Organiser le travail, ce dieu de l'histoire, et trouver les moyens d'inscrire la politique dans le politique[14] », Madeleine Rebérioux concluait ainsi un de ces derniers textes qui, sous l'invocation des utopies, cherchait à tenir ensemble histoire, art et interrogation sur le monde contemporain. Elle était fascinée par les difficultés comme la nécessité de penser l'unité du monde. Avec Hugo, elle pensait que l'humanité devait être mise en République universelle. Comme Jaurès, elle voulait construire un lien entre « la diversité des cultures, l'unité de l'humanité et les pratiques citoyennes qui font les hommes acteurs de leur histoire. Un jour, des objectifs communs rapprocheront les êtres humains. Un jour… nous manquons aujourd'hui cruellement d'utopie[15] ».



Ce livre reprend des articles et textes essentiels de Madeleine Rebérioux qui respecte ses volontés et partis pris jusque dans sa forme et sa composition. Seules d'éventuelles fautes factuelles ou typographiques ont été corrigées. La présentation des notes faisait intégralement partie des choix d'écriture et d'exposition des idées de Madeleine Rebérioux. Elle refusait de se plier à toute orthodoxie vétilleuse et artificielle et autant que possible ses éditeurs ont respecté sa politique d'annotation. Les éditeurs du livre tiennent à remercier très vivement journaux et revues, éditeurs et institutions, chercheurs et collègues qui ont accepté de voir ces textes réédités et permis la parution de cet ouvrage. Ils souhaitent également remercier Marie-Claude Brossolet, Sylvie Marcé et Judith Simony d'avoir décidé aux éditions Belin de le publier et Marianne Toussaint, avec les équipes techniques et éditoriales de cette maison, de l'avoir réalisé.

La première partie, « Parcours engagés dans la France contemporaine », reprend les articles publiés sous ce titre par Belin en 1999, à l'exception de « Les travailleurs du Livre : la FFTL devant la crise de l'emploi et des qualifications » (*Technologies, idées, pratiques*, n° 2, 1985), « Socialisme et religion : un inédit de Jaurès (1891) » (*Annales ESC*, n° 6, novembre-décembre 1961), « Jaurès et la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, 1910 » (*Revue française des affaires sociales*, n° 3, juillet-septembre 1996).

La deuxième partie, « La République des droits », reprend la fin de ces premiers *Parcours engagés* (1999) et le contenu de *Vive la République !* (Demopolis, 2009) à l'exception de « Les historiens, la République et la question juive » (*L'Histoire*, n° 173, janvier 1994), « Anarchistes et socialistes » (Laurent Gervereau et Christophe Prochasson (dir.), *L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle*, BDIC-Musée de l'histoire contemporaine, 1994), « Aux origines la justice : Jaurès et l'Affaire » (*Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, n° 137, juillet-septembre 1995), « Victor Basch et les droits de l'homme » (Michel Denis, Michel Lagrée et Jean-Yves Veillard (dir.), *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique*, Presses universitaires de Rennes, 1995), la notice « Jaurès » du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (tome 13) dirigé par Jean Maitron (Éditions de l'Atelier, 1975), « Droit des femmes, sécularisation et laïcité » (Sophie Bessis (dir.), *Femmes de Méditerranée*, Karthala, 1995).







La troisième partie, «Les arts et la culture en partage», correspond au livre que préparait Madeleine Rebérioux au moment de son décès. Il aurait compris en sus sa préface au catalogue de l'exposition «Images du travail» réalisée par Georges Bauquier et Geneviève Lacambre au musée national Fernand Léger de Biot (Éditions de la RMN, 1985).






PARTIE I.

PARCOURS ENGAGÉS DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE









INTRODUCTION

Comment nos vies se constituent-elles ? Nos vies publiques, s'entend, politiques, intellectuelles et donc sociales. L'engagement, notion sartrienne, pratique propre aux clercs, n'est plus en vogue aujourd'hui. Les aînés regrettent souvent le temps perdu en meetings, manifestations, traque de signatures ; il leur arrive de juger fort condamnables leurs comportements de jeunesse, parfois d'âge mûr. L'ironie se mêle à la nostalgie, sinon à la condamnation : « eh quoi ! Nous fûmes ainsi… ». Les thèmes de recherche, les conduites existentielles sont sortis renouvelés de ces renoncements. Les plus jeunes se sentent moins coupables. Certains d'entre eux, « cadres moyens âgés de vingt-cinq à quarante ans », se font les greffiers de la société libérale, comme Flaubert, lorsqu'il écrivait Madame Bovary, se désespérait de la modernité du Second Empire.

Quelle erreur ce serait pourtant de croire que le vaste monde va comme Monsieur-tout-le-monde croit qu'il va ! L'Université, la recherche, la discipline qui porte en elle le présent et qu'on appelle l'histoire, n'ont pas produit que des parcours désenchantés. Surtout, le fossé qui sépare les générations n'est devenu béant que lorsque le passé tout entier, jugé contaminé, a été récusé, voire renié : ce ne fut pas toujours le cas, loin de là. Fort éloignées l'une de l'autre, deux revues d'histoire, Les Cahiers Georges Sorel et Genèses le disent chacune à leur manière. Nés en 1983, les Cahiers, aujourd'hui Mil neuf cent, se veulent l'expression, au tournant du siècle, d'une culture dominée dont se réclama le syndicalisme révolutionnaire : l'autre gauche était au pouvoir, pas pour longtemps. Genèses, en 1990, après la chute du mur de Berlin, avant celle de l'URSS, se prononçait pour l'histoire qui « dérange » contre celle qui « commémore » : elle entendait contribuer à « l'histoire sociale des sciences et de l'histoire » en faisant toute sa place à l'État, ce monstre froid, cet être de



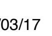


raison et de déraison. Les engagements se diversifiaient : de nouvelles figures se dégageaient. En œuvrant à la publication des quelques textes ici rassemblés, en leur trouvant un éditeur compréhensif et un beau titre, mes amis historiens, à quelque génération qu'ils appartiennent, ont dit que, pour eux comme pour moi, l'histoire n'était pas devenue neutre. Qu'ils en soient remerciés.

Je sais tout cela pour l'avoir vécu et d'une certaine manière pour le vivre encore. À la relecture de ces écrits, quelque chose d'étrange se dégage cependant. Certains sont anciens – quarante ans bientôt –, d'autres datent d'un an à peine. Qu'un livre, qu'un article soient datés, on le sait : à des degrés divers, ils portent la marque de l'instant parfois, du moment toujours. Mais une trentaine de textes ? Il faut aller les cueillir dans les arbres : celui de la connaissance du social, celui du socialisme qui orne le frontispice de l'Histoire socialiste dirigée par Jean Jaurès ne suffit pas sans doute à les unifier. Les arbres secoués, les voici à terre. On y découvre des cohérences. Délaissant l'ordre du temps, on les constitue en chapitres, on y reconnaît des parcours, des engagements. Mais l'auteur ? Comment les relit-il ? En confiance ? À distance ? En tout cas avec surprise : aussi nécessaire à l'homme que la mémoire, l'oubli a fait son œuvre. J'ai donc écrit cela… Deuxième lecture : je n'écrirais plus comme cela aujourd'hui. Mais il me semble que j'écrirais encore cela. Je me trompe peut-être : le monde a changé, l'historiographie a changé, il m'est arrivé d'y contribuer. Ces textes m'incitent en tout cas à réfléchir au rapport entre le travail, modeste, des historiens et les modes d'engagement d'une vie citoyenne.



On peut commencer par le commencement. Pourquoi le socialisme, pourquoi Jaurès, pourquoi l'affaire Dreyfus encadrent-ils ce volume ? Pourquoi pas le syndicalisme, l'anarchisme, le communisme, ou cette réalité sociale inconnue, la classe ouvrière ? Au tournant des années 1950-1960, nous cherchions comment décrypter ces façons de changer le monde. À l'avant-scène il y avait des hommes et des femmes, jeunes, confiants, différents, atteints, meurtris, soucieux aussi de délimiter des territoires où leurs préoccupations, leur quête de vérité pourraient se déployer à l'aise. À l'arrière-plan, des bruits de thèse. Jean Maitron avait soutenu la sienne, sur le mouvement anarchiste, en 1950 : pour maintes raisons – l'antériorité n'était pas la seule, et de loin – il fut notre mentor.





En posant le problème des origines du communisme français, Annie Kriegel, en 1964, choisissait l'analyse politique, les mutations idéologiques, l'organisation. Elle fut la première de notre génération, suivie à un an de distance par le travail définitif de Claude Willard sur les guesdistes. Vinrent ensuite les recherches sur la classe ouvrière : Rolande Trempé, en 1969, à propos des mineurs de Carmaux, Michelle Perrot, en 1971, sur la grève. Jacques Julliard travaillait sur le syndicalisme chrétien, Jacques Rougerie, sur la Commune. Il s'agissait de thèses d'État, tout au moins de projets longuement mûris : leurs auteurs avaient porté ces travaux « hénaurmes », pour parler comme le Père Ubu, pendant que la guerre d'Algérie faisait rage. Mon débarquement en terre historienne, mes premiers centres d'intérêt – la question coloniale, Jaurès, le socialisme français – s'insèrent dans ces années tourmentées.





La durée et les horreurs de cette « guerre sans nom », les craintes inspirées à l'époque par les conditions du retour au pouvoir de Charles de Gaulle rencontrèrent alors le désir d'histoire qui s'emparait d'une nouvelle génération. Multiples furent les médiations. Jeunes ou moins jeunes, nous étions nombreux à avoir connu l'enthousiasme et la difficulté d'être communistes, à commencer par Ernest Labrousse, notre maître à tous, un des premiers militants de la Section française de l'Internationale communiste : s'il avait quitté le parti en 1925, il avait gardé fidélité au message social et politique transmis par le mouvement. Les questions que nous nous posions mêlaient l'éthique au politique, le droit à l'indépendance du peuple algérien à la condamnation du système colonial. C'était un gouvernement de troisième force dirigé par la SFIO qui avait couvert la généralisation de la torture en Algérie et, parti de masse, le PCF, pour maintes raisons, s'était montré incapable d'opposer un barrage efficace au pourrissement de la République. Sauf exception, les syndicats peinaient à percevoir toutes les dimensions de la crise coloniale, les professeurs, les étudiants étaient en flèche. Que cherchaient-ils donc ceux qui se pressaient aux séminaires d'Ernest Labrousse, plus nombreux encore lorsqu'en 1958 il démissionna de la SFIO « mollettiste » ? Non pas une solution, non pas une réponse toute prête aux doutes qui nous assaillaient, mais une histoire sociale à prédilection ouvrière, une histoire du mouvement suscité par la classe ouvrière et des résistances de tous ordres qui lui étaient opposées. Quantifier ? D'accord : le nombre fait la force : il peut faire aussi la faiblesse. Mais surtout : pas de tabous, pas



d'histoire sainte, pas d'avant-gardes autoproclamées. Promenant nos lanternes, tel Diogène, sur un monde nouveau où l'ancien ne mourait pas vite, décidés à refuser les silences pieux, nous nous opposions non pas à l'utilisation mais à l'instrumentalisation de nos recherches. Alors que la vie politique voyait se déliter les charges d'espérance dont elle avait été porteuse après la Libération, c'est l'optimisme de la liberté et du débat, nourri sans doute par le bien-être inavoué des trente glorieuses, qui s'instaurait dans nos équipes.

Car équipes il y eut. En sept ans, entre 1959 et 1966, elles se cristallisent autour d'institutions en train de naître. Cristallisation : ce mot si souvent galvaudé, c'est l'occasion ou jamais de l'employer au sens chargé de magie que lui donna Stendhal en l'attribuant à l'amour. Oui, que cherchions-nous ? Des lieux où nous réunir ; des amis avec qui échanger nos points de vue et nos interrogations, des matériaux nouveaux, ces archives ouvrières, méprisées jusque-là ; des revues, des bulletins où publier ces articles que nous brûlions d'écrire ; et aussi des héros : les militants les plus humbles, ces victimes de l'histoire telle qu'on l'écrivait traditionnellement, ceux dont le nom n'était pas gravé dans le marbre, ceux aussi qui avaient « mal tourné » et à qui toute référence était de fait interdite ; enfin, à l'inverse, tel grand méconnu réduit au marbre justement et aux cérémonies commémoratives.




Ce fut Jaurès, tenu pour une vieille barbe et statufié une trentaine de fois, le plus souvent comme apôtre de la paix, Jaurès autour de qui s'était tu le procès en héritage instauré quelques mois à peine après son assassinat. La Société d'études jaurésiennes fut fondée en 1959, l'année où « le héros tombé en avant des armées » aurait eu ses cent ans. Les manifestations avaient souvent précédé la date stricte de l'anniversaire. À Castres par exemple, au musée dirigé par Gaston Poulain, Paul-Boncour avait inauguré le 1er mai une exposition riche en documents d'un type nouveau : affiches, photos, manuscrits. À l'université de Toulouse, des professeurs avaient conférencé : leurs propos seront réunis trois ans plus tard, sous l'égide de Vincent Auriol, un fils de verrier carmausin devenu président de la République ; titre du livre : Jean Jaurès. Paris n'était pas en reste. Le 15 mai, Georges Têtard publiait au Centre d'apprentissage d'imprimerie de Colombes ses Essais sur Jean Jaurès dont on consulte encore la bibliographie. Ernest Labrousse parlait à la Sorbonne le 20 juin et Michel Launay rendait public dans les Archives internationales de la



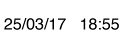
coopération (janvier-juin 1959) un long inédit de Jaurès, qu'il avait intitulé « La question religieuse et le socialisme ». Enfin, c'est le 3 septembre, le jour même du centenaire, que sortait des Presses de la rue de la Grange-Batelière – l'achevé d'imprimer en fait foi – mon premier volume consacré à Jaurès : Contre la guerre et la politique coloniale. Il était accueilli dans une collection, « Les classiques du peuple », contrôlée certes par le PCF, mais où les audaces, grâce à Robert Brécy, n'étaient pas impossibles : citer Trotski avec éloge, par exemple.

En somme les signes forts se multipliaient. De Toulouse à Paris l'Université prenait ses risques : elle revendiquait ce Jaurès dont en 1898 la Sorbonne n'avait pas voulu. Les intellectuels communistes intervenaient dans le débat : en 1958, Jean Bruhat avait écrit dans les Cahiers internationaux un article fondateur sur Jaurès et la question coloniale. Et, de Colombes à la Grange-Batelière, des apprentis typo aux ouvriers du Livre confirmés, s'affirmait l'ancrage ouvrier de Jaurès. Bref, il y avait non seulement utilité politique, mais matière intellectuelle et intérêt populaire à créer une Société.



Née à l'automne, la Société d'études jaurésiennes sous la houlette de son président, Ernest Labrousse, regroupait dans son conseil d'administration tous les héritiers d'une gauche qui se cherchait désespérément, à condition qu'ils aient publié sur Jaurès, toutes les générations aussi. La solitude du S – jaurésien, et non jauréssien ou jauréssiste – signait la volonté de la SEJ de se tenir à l'écart des querelles entre frères ennemis : Ernest Labrousse avait tranché. Quelques centaines d'adhérents en quelques mois, des mises au point non dépourvues de retentissements scientifiques et médiatiques, et un objectif : la publication des Œuvres de Jaurès dont Max Bonnafous n'avait donné avant la guerre qu'une version partielle et peu scientifique.

Au total, la SEJ fonctionna comme un laboratoire où le prestige de Labrousse fit merveille : c'est chez lui qu'on se réunissait et qu'on élaborait le Bulletin dont s'occupait Jean Rabaut, un journaliste trotskisant, les colloques, les projets. « Un même éclair enveloppe parfois l'histoire et l'historien, un long souvenir parfois les associe. Sur la tombe de notre ami, la flamme jamais éteinte des révolutions pourrait aussi veiller. » En prononçant ces quelques mots lors de l'enterrement de Maurice Demmanget, un vieil instituteur qu'il avait bien connu, un de nos vice-présidents, Labrousse parlait aussi pour lui, pour nous, pourquoi





pas pour moi ? L'historien véritable ne peut vivre sans l'histoire qu'il écrit. Il ne peut vivre sans celle qu'il contribue à faire.

La SEJ fonctionna aussi, sinon comme un modèle, du moins comme une incitation à créer d'autres instances historiennes. À la fin de l'année 1960, la petite Actualité de l'histoire devient le Mouvement social : un changement de titre qui renvoie au colloque tenu le 14 février sur « le militant ouvrier français dans la seconde moitié du XIXe siècle ». C'est lors de ce colloque que nous avons fait connaissance, Jean Maitron, Michelle Perrot, Claude Willard, quelques autres et moi-même. Dans l'intervalle il y avait eu les manifestations étudiantes contre la guerre d'Algérie, le réseau Jeanson, le Manifeste des 121. Le comité de rédaction de la revue se constitua en 1961 : une équipe nouvelle était née, autour de Jean Maitron cette fois. Il tissait en même temps autour de lui, inlassablement, la toile du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, un projet né en 1955 et qu'il mena à son terme : je m'y investis immédiatement à ses côtés et j'y pris le goût de l'archive populaire, ouvrière et paysanne, en quête, avant 1914, de cette forme de bonheur, le socialisme.


En 1966 enfin, prenait forme un projet dont nos équipes rêvaient depuis 1963 : le Centre d'histoire du syndicalisme. Installé 16, rue de la Sorbonne, en face de l'antique Maison, il attestait la rencontre, si difficile, entre l'Université garante du sérieux et pourvoyeuse d'enseignements et l'histoire syndicale qui avait longtemps tiré fierté de son étrangeté à la culture bourgeoise.

En quelques années, les pièces du puzzle s'étaient mises en place. L'histoire sociale de la fin du XIXe et du XXe siècles disposait désormais de ses réseaux et de ses lieux. Rien n'eût été possible sans Ernest Labrousse, sans Jean Maitron. Sans nous tous enfin, qui nous activions au travail : pour nous la peine se confondait avec la joie. Les voilà, nos « parcours engagés ».

Ceux-ci se croisaient au reste de diverses manières. Responsable, comme trois autres femmes, du comité universitaire contre la guerre d'Algérie, associée au secrétariat du comité Maurice Audin, un lieu où autour de Pierre Vidal-Naquet la parole était donnée à tous les adversaires irréductibles de la torture, j'étais sans doute de nous tous la plus engagée dans le combat anticolonialiste. C'est par lui que j'étais allée, si j'ose dire, chercher Jaurès : aurait-il pu être le père de Guy Mollet ? Après tout l'idée coloniale n'avait-elle pas investi la République à laquelle il



était si profondément attaché ? Laïcité, civilisation, la France républicaine et son école disaient vouloir les porter outre-mer. Le socialisme suffisait-il à garantir ses militants de cette bonne conscience ? Il fallait chercher. En France, en Europe et dans ces pays qui s'émancipaient sous nos yeux : l'Indochine, Madagascar, la Tunisie, l'Algérie. Que s'était-il passé en 1898, à l'heure où les colons d'Algérie appelaient « les Arabes » qu'ils méprisaient à piller les boutiques des juifs qui, eux, avaient obtenu le droit de vote ? Ainsi se déployait la nécessité, mieux, l'urgence non seulement de découvrir Jaurès mais de cerner sa relation à l'État par d'autres voies que quelques slogans, de savoir aussi ce que le socialisme avait représenté pour ce philosophe attaché à l'unité de l'être et à celle de l'humanité ; de conduire enfin une réflexion plus ample sur le mouvement de l'histoire dans lequel il s'était inséré. L'enquête jaurésienne s'avérait inséparable d'un travail sur la République et le socialisme, sur la laïcité et les religions, sur l'antisémitisme et la « question arabe ». Excusez du peu ! Marx avait voulu être le penseur, sarcastique et grandiose, de cette totalité historique, de cette recomposition d'une histoire découpée, charcutée. Comment l'avait-on lu ?



Ce volume recueille quelques traces de ces interrogations. J'ai tenu à conserver jusque dans leur naïveté les plus anciennes. N'étant nullement assurée par ailleurs que les plus récentes, dans quelque temps, ne paraîtront pas naïves elles aussi : qu'est-ce que cet aujourd'hui qui demain sera hier ? D'aucuns de ces textes nés d'une confrontation que je croyais scrupuleuse, je ne me suis absentée. C'est un risque, je l'avoue.

À travers ces risques, assumés, il me semble à vrai dire que la connaissance, la pauvre petite connaissance historique, a progressé : notre discipline est cumulative. Les équipes dont j'ai présenté l'acte de naissance sont parvenues à faire reconnaître l'intérêt d'un moment historique : le concept de « tournant du siècle » s'est imposé. À travers les problèmes soulevés par l'affaire Dreyfus, certes : une lecture rénovée de l'Affaire a permis de l'insérer dans la crise de l'État républicain et de l'ancien socialisme autant que dans la longue durée des antisémitismes. Ce débat entrouvert est loin d'être achevé. On le retrouve au reste dans les questions posées par le fonctionnement de l'État d'Israël et par l'isolement aujourd'hui de ceux qui persistent à croire que le sud de la Méditerranée fait partie de notre horizon. L'Affaire n'est pas seule en cause. La CGT est née entre 1895 et 1902 ; le débat sur les conventions collectives abordé



en 1906 lors du congrès d'Amiens, renvoie pour tout un siècle non seulement à la négociation paritaire, mais à l'État, seul garant de son efficacité. En 1908 à Toulouse, on oppose le prolétaire au citoyen. Quelles années ! Je n'ai fait qu'en entrevoir la mise à jour en écrivant en 1975 la République radicale.

Qu'elle soit récit ou participation à ce qui advient, l'histoire ne s'est pas arrêtée au début des années 60 et aux découvertes auxquelles elles nous ont conduites. En relisant les textes qui composent ce volume, je vois surgir un autre moment auquel je n'ai nul regret d'avoir été associée : mai 1968, évidemment. Le Mouvement social avait balisé deux ans plus tôt, en relation avec des chercheurs britanniques, le chantier du rapport entre le mouvement ouvrier et l'État. Toute parlementarisée qu'elle fût, la SFIO était riche aussi de ceux qui voyaient dans le Parlement une source de défaillances. Cette question, je l'ai reprise, en l'insérant dans la longue durée des mentalités populaires lors du colloque qui se tint à Cerisy en 1989 : oui, il existe en France une méfiance ancienne à l'égard du régime représentatif, une aspiration à d'autres formes de démocratie politique, une inquiétude même à l'égard du suffrage universel soupçonné, en raison de son individualisme, de briser les pratiques collectives.   Les mots de Mai, inscrits dans La Sorbonne par elle-même, nous devons les prendre au sérieux. Ils viennent de la Révolution française, de la Commune de Paris ; on les reconnaît à travers les tentatives du groupe parlementaire socialiste pour faire adopter le référendum d'approbation des lois et le droit à l'initiative populaire. Sans eux, la popularité des soviets en France est difficilement compréhensible : soviets d'entreprises, soviets de ville, soviets des champs, autant de manières d'échapper à la délégation bourgeoise du pouvoir. L'échec de ces expériences n'en fait pas disparaître l'intérêt. Il y a maintes manières de devenir marginal en histoire.

Dans socialisme il y a social. Jaurès le savait bien qui avait refusé de quitter Carmaux et ses mineurs et donc de conserver la part du pouvoir politique dévolue à la Chambre. Priorité aux ouvriers, donc. Dans nos équipes, cette tâche était remplie par Rolande Trempé, par Michelle Perrot. Il a fallu mai 1968 pour que j'éprouve le besoin de m'associer quelque peu à leurs travaux. En quittant la Sorbonne pour la jeune et problématique université de Vincennes – ce ne fut longtemps qu'un Centre expérimental – j'avais, sans me douter des plages où ils allaient



me conduire, suivi la pente de mes désirs : enseigner autrement, sur d'autres thèmes, à d'autres étudiants pour préparer les grands changements. Plusieurs choix présents au cœur de ce livre sont nés de cette expérience.

Dans le département d'histoire, nous étions non pas au service mais à l'écoute de la demande étudiante. Quelques typographes inscrits à l'Université et peu satisfaits de la façon dont ils enseignaient aux membres de la Fédération française des travailleurs du Livre l'histoire de leur organisation syndicale vinrent me demander de créer sur cet objet une « unité de valeur ». Cela dura trois ans. Un vrai travail collectif. L'embryon d'une histoire sociale d'un type nouveau. Une initiation à l'histoire culturelle ouvrière. Je dois à ces travailleurs du Livre d'avoir compris ce qu'est une imprimerie, ce lieu où le syndicat, né des anciennes sociétés ouvrières, se propose de syndiquer tout le monde. Je leur dois d'avoir eu accès à leurs rituels, à leur parole, à leur étonnante façon de faire grève. Au total un syndicat de masse et de classe, hostile aux femmes, lesquelles « ne sauraient être groupées », structuré autour de la typographie, le métier roi. Les articles de ce livre qui traitent de ce syndicalisme et de sa crise sont incompréhensibles sans le dialogue, peu porté à la concession de part et d'autre, grâce auquel nous avons progressé. L'enjeu n'était pas seulement pédagogique, anthropologique, il attestait aussi la volonté de participer aux efforts faits par une organisation syndicale pour tirer les conséquences des mutations technologiques visibles dès le tournant du siècle et que l'évolution du capitalisme rendait inévitables. Ce ne fut facile pour personne.





« Vincennes »… Ce fut aussi le lieu où l'histoire des femmes s'imposa à moi comme une obligation intellectuelle. Je le dois à l'insistance des étudiantes et à l'amitié de deux collègues : une « littéraire », une « sociologue ». Cinq ans de séminaire, toujours bondés, passionnés, c'est deux de plus que pour les ouvriers du Livre ! J'y ai énormément appris et d'abord à m'interroger sur cet acteur de l'histoire, les femmes. L'entrée se fit par le monde du travail. Nous venions toutes les trois du militantisme communiste. Nous avions des amis et des amies à la CGT, à la CFDT. C'est dans ces conditions que nous fûmes capables, en 1978, d'organiser, avec d'autres chercheurs et chercheuses, avec les responsables syndicalistes qui se battaient pour être reconnues dans leurs confédérations, le colloque sur « Les femmes et la classe ouvrière ». Les



actes n'en ont jamais été reproduits. C'est un reflet bien pâlot de ces années que l'on retrouve dans le chapitre consacré aux femmes de ce recueil.

Dans socialisme il y a social. Il y a donc aussi la rencontre avec la sociologie française, avec Durkheim et ses disciples, avec l'hypothèse de la cohésion sociale. Constamment détruite par les contradictions nées pour l'essentiel du capitalisme, elle reste un objectif que la lutte des classes, cet état de fait, abîme à chaque instant, sans parvenir à le périmer. Dans socialisme il y a social et par seulement syndicalisme. Dans socialisme il y a l'aspiration à l'émancipation de tous, à la protection de tous, à la santé pour tous, faut-il dire à la solidarité ? Peu portés « sur » le syndicalisme de services cher aux ouvriers du Livre, syndicalistes et socialistes eurent du mal à se rallier au système de retraite jugé tolérable en 1910 par le Parlement français. Se rangeait-on alors du côté de la mutualité ? Malgré son ralliement tardif à la République, ils étaient nombreux à s'en méfier. Alors, où trouver les garants des retraites pour tous les travailleurs, de la santé pour tous ? En France, il n'y en a pas d'autre que l'État-citoyen. La question de la santé, aujourd'hui essentielle, c'est une structure du CNRS, le GRECO « Travail et travailleurs au XIXe siècle »,




qui me conduisit à m'en saisir. Aucune vie sociale dans le monde moderne ne peut se résumer à l'entraide individuelle.

Dans socialisme enfin, il y a, depuis le milieu du XIXe siècle, internationalisme : un domaine exploré grâce à Georges Haupt, prématurément disparu, un domaine aux portes duquel on ne se presse guère aujourd'hui. Un seul texte atteste ici plusieurs années de lectures et d'attention : il concerne « la question des femmes dans l'Internationale ». Il faudrait suivre à nouveau ce chemin, le débroussailler plus avant, à partir de la connaissance des mouvements nationaux et de leur rêve de coopération. Il n'est pas sûr que la construction européenne, limitée à un fragment du continent, y soit favorable. Du moins l'histoire comparée est en route.

Consacrant depuis une vingtaine d'années une part importante de mon activité militante à la Ligue des droits de l'homme, cette vieille dame née elle aussi au tournant du siècle, j'aimerais en esquisser demain l'histoire : ni lisse, ni triomphale, soumise aux malheurs de son temps, mal armée pour les affronter. Et pourtant… Deux de ses figures emblématiques dominent le numéro du Mouvement social publié en 1998, deux



dreyfusards de la première heure, deux de ses présidents, tous deux devenus socialistes grâce à Jaurès. Francis de Pressensé (1903-1914), qui fut député du Rhône, combattit le premier pour les droits des colonisés, à Madagascar, en Indochine ; le premier aussi, il plaça l'égalité sociale dans le peloton de tête des préoccupations ligueuses. Victor Basch (1926-1940), hanté par le nazisme, cofondateur du Front populaire, déchiré entre ses convictions et ses obligations, acheva sa vie sous les balles de la Milice. En contribuant à les sortir de l'oubli, en découvrant à travers eux la volonté d'absolu et la nécessité des compromis, sinon des compromissions, j'ai le sentiment de me trouver à nouveau devant mes choix de jeunesse : la question sociale, la question de l'exploitation, de toutes les formes de l'exploitation, ne peut être abordée sérieusement si on ne la rapporte pas au statut de la propriété et à celui du pouvoir. Elle exige une vision globale de l'humanité et de la République. Les réponses qu'elle sollicite ne peuvent progresser si on ne parvient pas à les inscrire dans les pratiques civiques, dans le politique. Si je devais légitimer le va-et-vient un peu confus que j'ai tenté d'établir entre l'activité militante et le travail historique, c'est sur cette conviction que je conclurais. Le « je » auquel il m'est arrivé trop souvent de me résigner au fil de ces pages est de peu d'intérêt. Nos vies sont collectives.




Madeleine Rebérioux, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, **préface, Paris, éditions Belin, 1999**







CHAPITRE I

SOCIALISMES










Socialisme et Révolution française

Lors du congrès mondial des historiens consacré à l'image de la Révolution française qui s'est tenu à Paris du 6 au 13 juillet 1989, plusieurs communications ont été consacrées à l'influence de la Révolution sur les mouvements ouvriers, et plus particulièrement sur les organisations socialistes qui se structurent au tournant du XIXe et du XXe siècle. Je n'en retiendrai que deux : c'est assez pour mettre en lumière non pas – nous en sommes, je présume, tous d'accord – la fonction de la Révolution comme toile de fond de l'évolution historique du « stupide » ou du « glorieux » XIXe siècle, mais son rôle dans la dynamique des forces et la vitalité symbolique, idéologique et concrète des partis qui, en s'affirmant alors, en Europe surtout, hors d'Europe parfois, ont tenu à dire bien haut leur spécificité en se proclamant socialistes.

Claudio Batalha est sans doute trop optimiste lorsqu'il écrit que, à la fin du XIXe siècle, en Europe, « les idées de la Révolution sont devenues, dans le discours du mouvement, inséparables de son histoire »[1]. Trop optimiste, car il n'est pas certain que les sociaux-démocrates allemands ou autrichiens, par exemple, se réclament explicitement de cette tradition. Il montre, en revanche, de façon convaincante, que, pendant les premières années de la République brésilienne, la Révolution française, vécue comme un paradigme, prit une telle place dans la mémoire du mouvement socialiste qu'il fut question de remplacer la commémoration du 1er mai par celle du 14 juillet[2]. Accomplir le 14 juillet, disaient les journaux socialistes, voilà ce qui permettra d'aboutir à la victoire du



quatrième état : le quatrième, une manière de compter riche de sens dans la continuité qu'elle instituait.

Nul besoin, au reste, d'aller chercher des exemples outre-Atlantique. C'est dans la Belgique toute proche que Le Peuple, journal officiel du Parti ouvrier avant de devenir la voix officieuse de l'Internationale, présente le socialisme, cette nouvelle pléiade, comme « un fils de 89 qui créera l'égalité et mettra fin à l'asservissement populaire »[3]. Nous sommes alors au cœur du premier centenaire et le jeune POB, en lutte difficile pour le suffrage universel, vient de décider d'organiser d'importantes manifestations à Bruxelles et dans les grandes villes et d'éditer à 100 000 exemplaires, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Non sans avoir diffusé, depuis 1886, à quelque 260 000 exemplaires, Le Catéchisme du Peuple, une brochure où Alfred Defuisseau opposait en vingt pages la France où le peuple est libre et la Belgique où il est esclave.




D'où viennent alors les réticences à poser en France le problème de la présence de la Révolution dans le socialisme ? Que la situation soit plus embrouillée qu'ailleurs dans le pays qui avait « fait 89 », il n'est que trop vrai. Certes la République moderne inséparable de la citoyenneté, les problèmes liés à l'accès à la politisation de masse par l'exercice, direct ou indirect, des droits politiques, attestent fortement, dans la France d'aujourd'hui, ainsi que le renouveau du débat sur les Droits de l'Homme, l'actualité de la Révolution. Mais, dès lors qu'on aborde les idées et les pratiques dont se réclame un courant politique, les choses se compliquent singulièrement. Le discours filial sur 89 marque en particulier toute la gauche française, il assure même, d'une certaine façon, son unité, au XIXe siècle en tout cas, face à la vieille droite catholique et monarchiste : entre vous et nous – Jaurès le dira souvent à Albert de Mun, son complice parfois en matière de législation sociale – « il y a toute l'étendue de la Révolution française »[4]. Alors, s'engloutir dans la vulgate ? Affirmer au contraire, afficher sa radicale nouveauté ? Entre ces extrêmes, le socialisme a-t-il tenu un discours spécifique ?

C'est en prenant conscience de ces difficultés – et de quelques autres – que je me suis décidée, pour ne pas en ajouter de nouvelles, à m'en tenir à la période où le socialisme français s'est constitué non plus seulement en courant d'opinion, mais, en organisation politique : les quelque vingt-cinq ans en somme qui précèdent la Grande Guerre. Une époque dont aujourd'hui les socialistes se savent les héritiers : l'effet d'actualité



sera donc plus diffracté qu'oblitéré. J'ai bien conscience de viser court, et étroit, mais ce choix, tout compte fait, me semble assez bien adapté à un colloque originellement ancré dans la science politique.

Un enracinement difficile

Difficile à percevoir. Malaisé à affirmer, mais pas impossible.

À regarder surgir le « socialisme organisé » lors de l'« immortel Congrès » de Marseille, en octobre 1879, à contempler l'apparition sur la scène politique française de la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France – un titre un peu embrouillé à vrai dire, non sans raisons… –, c'est sa modernité qui frappe : une nouveauté jeune et vigoureuse qui rompt avec le malheur des années communeuses et rend opaque tout enracinement dans la tradition de 1789. Écoutons le rapport introductif de l'ouvrier bijoutier Jean Lombard : « Il existe une doctrine qui, sous le nom de socialisme… tend à placer la société sur des bases rationnelles et scientifiques ». La presse républicaine ne s'y est pas trompée : quelque chose est en train de naître. Et l'éclatement du jeune « Parti »,




son polymorphisme qui atteint des sommets une dizaine d'années plus tard, ne modifient pas l'essentiel. Nombre de socialistes déplorent ces ruptures, ces fractures. Chacun sent bien cependant – le succès des deux Congrès Internationaux tenus à Paris en 1889 est là pour l'attester – que, comme le dira un peu plus tard Péguy en évoquant sa propre jeunesse, le socialisme apparaît, à la fin du siècle, comme « un jeune homme » fraîchement sorti des eaux.

Un adolescent non dépourvu d'ancêtres certes. Mais, ceux que l'on énumère dans les réunions de propagande, au fil des pages des journaux éphémères ou de la Revue socialiste à l'étonnante longévité[5], ne figurent pas dans la galerie des grands ancêtres chantés par la presse républicaine. On peut tenir pour synthétiques les sept médaillons mêlés de palmes qui fleurissent sur l'arbre du socialisme en tête du tome I de l'Histoire socialiste (de la France) sous la direction de Jean Jaurès[6] : l'œuvre entend en effet, s'adresser à tous les socialistes et son responsable rêve, en vain à cette date, de recruter ses auteurs dans tous les courants. Quels noms, donc ? Et quels visages ? Babeuf, Saint-Simon, Fourier, Karl Marx, Louis Blanc, Proudhon, Blanqui. L'ordre, sans doute à méditer, est un peu étrange. Il reste que, à l'exception de Babeuf, tous sont des hommes du



XIXe siècle. Et lorsque, presque au même moment – en 1902, non plus en 1901 –, Augustin Chaboseau, dans la Revue socialiste, présente, non sans humour, les « deux divinités » du socialisme, c'est Marx et Blanqui qu'il évoque, avec en troisième position Proudhon peut-être ou, qui sait ? Engels, Lassalle voire Malon… Manière de rappeler que l'arbre généalogique du socialisme français n'a pas que des racines françaises. Manière aussi de le détacher du géant révolutionnaire.

Qu'est-ce donc qui unit ces penseurs, ces militants de l'ombre dont se réclame au tournant du siècle la liturgie socialiste ? La conviction que la société issue de la Révolution fonctionne mal et qu'elle devrait fonctionner mieux. Un diagnostic aussi, qu'ils ont en commun, sur les causes de ces dysfonctionnements. Elles ne sont pas à leurs yeux religieuses : ce n'est pas la crise globale de la foi, encore bien moins la perte d'influence de l'Église qui peut rendre compte à leurs yeux de la crise de la société moderne. Pas davantage le système politique : les institutions ne doivent pas être considérées en elles-mêmes, elles puisent leur sens dans leur relation au corps social. Saint-Simon définissait la politique comme la science de la production. À la fin du siècle, les socialistes français adhèrent, dans le même esprit en somme, à la formule adoptée à Londres, en 1896, par le quatrième congrès de l'Internationale reconstituée : « l'action législative et parlementaire » est « un des moyens nécessaires pour arriver » à « la propriété et à la production socialiste »[7]. Pour tous, finalement, ce qui constitue le noyau dur de la crise de civilisation, c'est le social : état social, problème social, question sociale ; eh oui ! Dans socialisme, il y a social. Pas de différences fondamentales à cet égard entre les socialistes pré-quarante-huitards et ceux des années où commence à s'esquisser, un demi-siècle plus tard, l'élan parlementaire du socialisme.




On dira, à bon droit, que la misère n'a pas attendu le XIXe siècle pour déployer ses tragédies, pour nourrir les peurs – la Grande Peur porte bien son nom – et pour susciter le désir d'y remédier par d'autres voies que charitables. La Révolution n'a pas, ne pouvait pas ignorer « les pauvres »[8] : dès avril 1789, Dufourny de Villiers n'énonçait-il pas les plaintes du « quatrième ordre » ? Le Bicentenaire a été justement l'occasion de redécouvrir les travaux du Comité de mendicité[9]. Les sans-culottes enfin n'ont-ils pas fermement promu des revendications égalitaires ? Droite lignée, donc, sur ce terrain, entre la Révolution et le socialisme ?



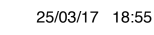
Dans une certaine mesure, oui. Ces mendiants qui parcourent les campagnes, ces vagabonds sans foyer, ces hommes de peine sans travail, ces femmes seules et ces vieux, sans même nommer les enfants, tous en proie à la simple et tragique « misère » dont Victor Hugo avait fait le premier titre de son roman[10], bref, ces êtres humains qui suscitent selon les cas compassion ou répression, n'ont pas disparu à la fin du XIXe siècle. Transformés, renouvelés par la civilisation moderne, rendus moins visibles souvent par l'urbanisme qui les chasse des centres villes vers les sombres banlieues, ils sont toujours là, et les socialistes, les anarchistes plus encore, sont souvent comme saisis au cœur par leur présence[11].



Sans doute. Mais enfin, pour l'essentiel, la tragédie sociale que repèrent les socialistes s'est déplacée. Leur gibier, aurait dit Lucien Febvre, leur raison d'être tout simplement, ce sont de nouveaux pauvres qui les constituent. Non pas ceux qui se débrouillent, vivent et meurent sans travail, mais ceux qui en ont et que leur travail laisse aussi misérables que Job, ceux qui en ont et qui peuvent le perdre d'un instant à l'autre : accident, arbitraire patronal, chômage. Ceux qui en ont, mais que l'usure et le caractère pathogène de l'atelier tuent précocement. L'ouvrier, celui qui naguère œuvrait de ses mains, les enquêtes sociales le constituent en prolétaire ; et peu importe qu'il appartienne ou non à la grande industrie, même si bien sûr la vie à Lille ou à Armentières[12] est plus dure qu'à Paris et le « bagne » de l'usine plus insupportable que le petit atelier.

La voilà donc cette Révolution Industrielle dont la démarche, longtemps doucereuse, change parfois brusquement d'allure et, aux heures de crise violente – les années 1880 par exemple – accroît encore l'incertitude et la dureté de la vie pour des millions d'hommes. De cette Révolution-là, le socialisme se sait le fils, en France comme ailleurs. Une filiation consciente et qui, depuis Saint-Simon, ne se veut pas simple déploration. L'industrie c'est le progrès. Mais pour qui ? Et pour quoi ? La question des pauvres, celle de la mendicité, est devenue la « question sociale », une évidence d'un ordre assez largement nouveau à laquelle les socialistes se disent en état d'apporter une réponse « rationnelle et scientifique » – les deux adjectifs employés par Jean Lombard tiennent chaud à la tête et au cœur – même s'ils ne sont pas les seuls, et de loin, à percevoir la nouveauté du mal et à le décrire[13].

Quelle réponse ? C'est ici que l'ancrage dans la Révolution, son actualité si vous préférez, apparaît dans toute sa contradiction : à la fois





insupportable à la mémoire ouvrière et socialiste et d'une autre manière lumineux. Qu'est-ce en effet, historiquement parlant, que ce collectivisme adopté à Marseille et destiné à une longue carrière dans le socialisme français, même si à l'heure de l'unité, en 1905, le mot disparaît du langage officiel de la SFIO : le jeune parti se déclare alors, tout simplement, « socialiste » en accord avec l'Internationale, partisan – nouvelle référence au Congrès de Londres qu'il n'est même plus besoin de réitérer – de « la substitution de la propriété et de la production sociale à la propriété et à la production capitaliste ». C'était déjà ainsi que, dans une brochure célèbre traduite par Benoît Malon en 1880[14], un universitaire viennois, Albert Schaefflé, avait présenté La Quintessence du socialisme. Transfert de propriété donc : je vais y revenir. Mais, en même temps, et il faut commencer par là, le mot collectivisme se parait en France de couleurs originales.




Elles n'étaient à vrai dire guère favorables à la mémoire révolutionnaire. Les ouvriers ne le savaient que trop, la Révolution avait interdit aux salariés de se coaliser, de s'associer pour « la défense de leurs prétendus intérêts communs ». La loi Le Chapelier (juin 1791), la « loi terrible » comme l'appelait Jaurès qui se refusait pourtant à déceler la haine de classe chez ceux qui s'étaient penchés sur son berceau – il l'interprétait comme l'expression de la volonté des Constituants de privilégier le politique et d'interdire l'émergence de tout corps intermédiaire entre les citoyens et les pouvoirs publics[15] – n'avait pas été abolie par la Convention. Tôt intégrée au Code pénal, et aggravée par ses soins, elle avait été maintes fois utilisée au XIX[e] siècle contre les associations ouvrières comme contre les sociétés républicaines, au reste souvent confondues, et les militants « avancés » avaient appris à la maudire. Il fallut attendre 1884 pour que les syndicats enfin légalisés cessent de tomber sous le coup des menaces de dissolution et puissent coordonner librement leur action en se fédérant. Or, si le concept de collectivisme s'avéra susceptible de rallier nombre d'organisations ouvrières, il le dut largement à ce que Bernard Moss a nommé le « socialisme des métiers »[16]. L'association sous toutes ses formes était devenue la clé du bonheur ouvrier : de la coopérative égalitaire de production on passait petit à petit à la solidarité des salariés, à de nouvelles pratiques collectives qui permettraient un jour de se soustraire pleinement à l'arbitraire du patron et aux exigences du capital. C'est ainsi qu'on s'émanciperait. Ainsi, nombre de



syndicats français enrichissaient-ils de connotations nouvelles l'ancienne culture émancipatrice des classes ouvrières.

Dans les années 1880, cette dynamique propre au mouvement ouvrier se retrouva dans le camp du jeune collectivisme. Un mot hérité pour une part du passé associatif en raison de sa connotation anti-individualiste. Une doctrine ? Bien mal assurée, alors. Sur l'appropriation collective, d'accord. Mais au bénéfice de qui ? Le débat s'ouvrit, il n'est pas terminé : gestion étatique de l'outillage industriel ? Gestion « professionnelle » ? Et dans ce cas, par qui et à quel niveau de centralisation[17] ? Sur la seconde hypothèse s'alluma peu à peu le phare du pouvoir syndical : la Charte d'Amiens, en 1906, lui donna forme abstraite[18]. Mais, même en cas de pouvoir « administratif » – nous dirions aujourd'hui bureaucratique – l'espérance communautaire refusa longtemps de renoncer[19]. De toute façon, le système associatif, né au cœur du monde ouvrier, s'accommodait mal de l'ancrage dans le passé révolutionnaire. Louis Blanc l'avait bien compris[20], lui qui attribuait à la faiblesse des réseaux associatifs le recours des robespierristes à la « Grande Terreur » et, finalement, leur défaite.



Il avait en revanche plus que tout autre – plus même que Buchez, Cabet ou Buonarroti – contribué au mitan du siècle à faire de l'Incorruptible le père du socialisme français, une option qui reste aujourd'hui sous-jacente à une large fraction de la conscience socialiste. Robespierre n'avait-il pas en effet mis en cause, le premier devant la Convention, le caractère inaliénable de la propriété, cette propriété dont les girondins faisaient « un droit absolu et individuel » ? Et Louis Blanc d'opposer, article par article, selon une technique d'une grande efficacité, le projet de Déclaration des Droits présenté par Condorcet en avril 1793 et celui qu'argumenta alors Robespierre[21]. D'un côté Voltaire, l'individualisme encyclopédique, la valorisation illimitée de la propriété. De l'autre Rousseau, la fraternité, la propriété limitée par la « justice » et donc socialisée. Trop belle pour être tout à fait fondée – mais là n'est pas la question – cette antithèse connut de longues années de gloire. Elle constitua le socialisme en héritier non pas de toute la Révolution, mais de ce que Louis Blanc nommait, à tort d'ailleurs, le jacobinisme. Elle constitua les mutations, les limitations, éventuellement la complète transformation de la propriété en pièce maîtresse de la pensée socialiste, en enjeu de ses luttes. En pierre de touche si l'on préfère. Ainsi, lorsqu'en 1901 le parti



radical vint enfin au monde, pour affirmer son identité face aux socialistes – ces socialistes auxquels le liait étroitement la politique de « défense républicaine » – il choisit de se proclamer le défenseur sans défaillance de la propriété individuelle. Et c'est Jaurès qui releva le gant en ironisant sur cette dérisoire entreprise d'éternel gardiennage[22].

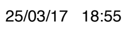
Trier l'héritage ?



Il y avait donc plusieurs Révolutions françaises : deux au moins qui avaient un temps coexisté avant que ne s'engagent entre elles d'inexpiables batailles. La Révolution n'était donc pas un bloc. Les idées qu'elle avait promues n'étaient donc pas, aux yeux des socialistes, également actuelles. Certaines devaient être dénoncées. D'autres leur permettaient de s'insérer dans la France révolutionnaire.

Ils pouvaient donc opérer des tris dans l'héritage. À vrai dire, cette possibilité apparut tout de suite plus théorique que réelle. Louis Blanc tout le premier avait refusé de condamner les girondins au nom de la Montagne : « Qu'ils soient donc bénis les soldats de l'une et de l'autre armée qui, en commun et avec des convictions également intrépides, poursuivirent la conquête de tant et de si nobles choses, qu'ils soient bénis »[23]. Un socialiste devait se sentir frère de tous les hommes. Il pouvait se réclamer de la conception robespierriste de la propriété. Il ne pouvait renoncer à la liberté de conscience, à l'égalité devant la loi, etc. La critique énoncée par Marx des libertés formelles pénétra certes profondément dans la conscience socialiste : elle donnait sens à trop de situations quotidiennement vécues. Mais, les principes restaient là : on pouvait les retourner contre ceux qui les violaient. À des degrés divers, cette double interprétation coexistait dans la tête de tous. La dénonciation des « grues métaphysiques », expression chère à Lafargue, ne fit jamais fortune chez les socialistes français. La Révolution resta consubstantielle tout entière à leur mémoire.

C'est d'une autre manière qu'aux moments où la tension est la plus aiguë s'inscrivent dans le discours sur la Révolution française les âpres polémiques constitutives de la structuration partidaire du socialisme français. Quasi-silence, forte présence : cette ligne de clivage est à la fois lisible et visible aux alentours du premier centenaire. Ainsi, la Revue socialiste consacre-t-elle en 1889 une bonne demi-douzaine d'articles à





évoquer la Révolution. Peu de choses au contraire, presque rien, dans la presse guesdiste, il est vrai pratiquement réduite aux acquêts. Même remarque si, quittant les textes, on s'attache aux éléments de décoration des deux Congrès socialistes tenus à Paris au milieu de juillet 1889. On sait qu'ils marquent la renaissance – certes fractionnée encore : on est en France que diable ! – de l'Internationale. En commun le rouge, couleur du XIXe siècle ouvrier et révolutionnaire, le rouge pourchassé dans la rue par la police jusque dans les cortèges d'enterrement[24], le rouge qui dit à la fois la révolte et le sang des victimes de l'internationalisme. Mais, que de différences ! Au Congrès dit marxiste qui se tient salle Pétrelle, nulle inscription, nulle statuaire ne rappelle la Révolution française. Le « Salut aux travailleurs des deux mondes » qui se déploie sur la vaste banderole se fait « au nom du Paris de juin 1948 et mars-mai 71 » : ni 89, ni 93 n'ont droit à une mention, pas davantage 92, date de naissance de la République, Salle Lancry au contraire, où se réunit le Congrès dit possibiliste, deux bustes de la République en bonnet phrygien – manière de la dire « rouge » et fille ardente de la Révolution – occupent les deux côtés de la vaste estrade où siège le Conseil national du Parti Ouvrier. Et le rapport présenté par l'instituteur Aimé Lavy, au nom de la commission d'organisation rappelle que le Congrès va se dérouler dans « ce Paris qui, il y a cent ans, a proclamé les Droits de l'Homme »[25].





Il faudra quitter Paris pour Bruxelles et 1889 pour 1891 – deux ans c'est peu et c'est beaucoup – pour qu'au plan symbolique comme dans son expression directement politique la réconciliation s'opère. Le véritable congrès de fondation de la deuxième Internationale, c'est le Parti Ouvrier belge qui l'organise, lui dont les délégués avaient participé aux deux congrès de 1889, lui aussi dont j'ai rappelé plus haut qu'il se battait pour cette conquête de la première République, le suffrage universel. À la Maison du Peuple de Bruxelles tout est au rouge : tentures, draperies, etc. Mais, c'est le buste de Marianne qui se drape dans la couleur de « la Sociale », et, sur le tapis qui couvre la table, on lit : « Liberté – Égalité – Fraternité »[26]. À l'heure des danses et des ris enfin, voici La Carmagnole en farandole[27] et c'est La Marseillaise que les congressistes chantent en chœur « chacun dans leur langue »… Pour tout dire, les participants du congrès « marxiste » l'avaient eux-mêmes entonnée lors de leur banquet fraternel d'adieu[28]. La Marseillaise réconciliatrice… À vrai dire,



L'Internationale naissait à peine[29]. Elle fera bientôt une sérieuse concurrence à l'hymne français.

L'essentiel pourtant n'est pas là. Ce qu'il faut relever dès 1891, c'est que l'espace polémique où s'affrontent, en tout cas s'agissant de la Révolution, se distinguent les petits groupes issus de l'union temporaire réalisée à Marseille, tend à se rétrécir dès que le champ politique s'élargit : ouvriers, étudiants, voire intellectuels. Jean Allemane note fortement ce changement en 1891[30] : le socialisme redémarre. Du coup, les références historiques à « la Révolution » retrouvent le clavier du consensus. C'est le manifeste guesdiste pour les élections législatives de 1893, qui déclare que « la mission historique du prolétariat français » est attestée par tout « son glorieux passé révolutionnaire ». Côté Allemane, côté Fournière ou Malon on se bornait à généraliser : la Révolution française appartient aux socialistes, les autres en sont les héritiers illégitimes. Entre les deux, Vaillant : le Comité révolutionnaire central se réclamait, via Blanqui et Buonarroti, de Babeuf et des traditions politiques batailleuses. D'où le choix des dates : le socialisme est le seul héritier légitime de 89 et de 93, comme de 48 et de 71[31].




C'est sous la plume de Jaurès, saint Jean Bouche d'Or, ici, du socialisme, que se met finalement en place au début du XXe siècle l'interprétation historico-politique de la Révolution qui va s'avérer capable de poser les fondements des rapprochements esquissés entre Fournière et Allemane, Guesde et Vaillant. Une nouvelle vulgate socialiste après Louis Blanc ? Oui[32]. Elle intervient toujours, puissamment, dans les lectures qui, en cette année du Bicentenaire, se sont réclamées du socialisme sous toutes ses facettes. En se plaçant sous l'invocation de Plutarque, Jaurès ne fait rien d'autre en effet, que de traiter la Révolution comme une immense épopée où des héros, les « grands ancêtres » – chaque moment de la Révolution a le sien – ont lutté pour les formes d'émancipation que le mouvement auquel ils participaient mettait à l'ordre du jour. Cette « énergie révolutionnaire » dont Babeuf a été l'ultime incarnation et Mirabeau la première, n'est-ce pas elle que la tradition blanquiste a transmise à la France barricadière, puis à la France gréviste, à la « France socialiste » en somme, à la culture socialiste en tout cas que nul militant ne peut récuser ? 89 symbolise dès lors non pas 89 seulement, mais la Révolution tout court et tout entière : bourgeoise ou pas.



Les filiations concrètes

Mais l'entreprise de Jaurès vise aussi, et non seulement à travers l'*Histoire socialiste*[33], à construire de l'œuvre révolutionnaire un exposé qui sur le plan du droit et des textes reconnaisse à la Révolution son statut maternel. Ne prenons qu'un exemple, celui de la propriété, clé du socialisme. Jaurès ne s'est pas « borné » à repérer lors des débats de la Convention sur la Déclaration de l'an I, les « idées sur la propriété » où il reconnaissait des germes, même débiles, de socialisme : Billaud-Varenne, Cloots et Robespierre, Sylvain Maréchal, Boissel et Babeuf[34]. Il a entrepris de montrer que c'est la Révolution tout entière à travers ses juristes les plus « bourgeois » – Dupont de Nemours, Tronchet, etc. – qui a vu dans la propriété un fait social, qui a proclamé son droit à refouler – abolition de l'esclavage, et des privilèges, expropriation de l'Église et des émigrés – la propriété individuelle. « Maintenant que l'heure est venue de créer au profit de tous, la propriété commune, nous pouvons invoquer pour une œuvre plus vaste la définition sociale de la propriété à laquelle fut acculée la bourgeoisie révolutionnaire[35]. » C'est pourquoi les radicaux ne peuvent, sans « déchéance intellectuelle »[36] faire usage d'une formule aussi vulgairement électoraliste que « le maintien de la propriété individuelle ». C'est pourquoi la France socialiste de demain est en germe dans le droit élaboré par la Révolution tout entière.




Une filiation sociale, voire juridique, et militante, globalement assumée, donc. Si l'actualité de la Révolution s'était, aux yeux des socialistes, limitée à la reconnaissance de cet héritage, cette communication perdrait pourtant de son sens. Soucieuse de légitimer le moment que j'ai choisi – celui où le socialisme accède à la Chambre avec 50 députés en 1893, une centaine, vingt ans plus tard, celui où la « question sociale » commence à être perçue comme débordant la question ouvrière[37] –, je voudrais explorer à présent la place occupée chez les socialistes par la réflexion proprement politologique : prioritairement attachés au social, ils auraient pu ne lui attribuer qu'une importance secondaire alors que la valorisation de la citoyenneté, l'invention de la vie parlementaire et la passion constitutionnelle – en 1793, la Convention sur sa demande avait reçu plusieurs centaines de constitutions qui ne demandaient qu'à naître : laissez-les vivre ![38] – avaient caractérisé les années révolutionnaires.



Il n'en fut rien ! Bien évidemment, je n'entends pas désigner ici la passion électoraliste qui s'empara du petit monde socialiste au grand dam des milieux anarchisants ennemis des « bouffegalette » désireux de dénoncer à travers les « QM »[39] les détestables effets de la participation au pouvoir d'État, fruit du socialisme. Je m'en tiendrai aux prises de position qui visent l'aménagement ou la transformation de la Constitution de 1875. Elles sont fort nombreuses : les « lois constitutionnelles » étaient dépourvues de toute sacralité et les radicaux, jusqu'au boulangisme au moins, se joignirent aux socialistes pour les attaquer « de gauche ». Et elles débouchent soit sur des projets individuels auxquels la presse et les revues socialistes font écho, soit, à partir du moment où, au lendemain des législatives de 1893, se constitue à la chambre un groupe parlementaire qui fait office de « préparti » unifié, sur des propositions de loi globales, contresignées par tous les courants socialistes et dont le « père Vaillant » devient immédiatement un spécialiste reconnu. Il en est ainsi en novembre 1895 ; il en sera encore ainsi en juillet 1903 mais avec comme signataires les seuls élus du Parti socialiste de France ; l'unité



réalisée, Jaurès se lancera à son tour dans la bataille pour la représentation proportionnelle à laquelle il n'avait guère pu donner d'aval public en 1903 : le « bloc des gauches » reposait alors sur des alliances arrondissementières politiquement insurmontables.

Deux orientations largement héritées de la période révolutionnaire dominent ces interventions : l'insistance mise sur les libertés communales, l'attachement à la démocratie directe. En matière de liberté communale, la loi d'avril 1884 ne donnait pas pleine satisfaction au municipalisme socialiste, hérité de la large décentralisation mise en place par la Constituante et renforcé par un siècle de lutte contre « Monsieur le Préfet », ferme soutien de tous les notables. Le mouvement communaliste de 1871 avait attesté la pérennité et le renouvellement de cet état d'esprit[40]. Deux revendications dès lors, maintes fois réitérées : la diminution de la sévère tutelle administrative et financière du préfet ; elle interdisait toute autonomie véritable ; la suppression du régime d'exception auquel Paris – deux préfets, c'est trop pour une seule ville ! – restait soumis. Le passage de la capitale de la gauche au « nationalisme » n'empêchera nullement les socialistes de formuler à nouveau, et à nouveau en vain, une exigence qui transcendait, en outre, les mutations survenues dans le personnel municipal[41].



La commune française est en moyenne de si petites dimensions – il y avait 36172 communes en 1900 quand Émile Loubet les convia à son banquet tricolore[42] – que l'élection des conseillers et des maires pouvait passer, dans les bourgs, pour la mise en œuvre du strict minimum de pouvoir délégué. C'est bien ainsi d'ailleurs que, dès l'été 1789, avait pris forme l'apprentissage général de l'exercice sans intermédiaire de ses droits par le peuple souverain[43]. Au niveau départemental et régional, les aspirations fédéralistes restèrent en somme vivaces jusqu'à l'explosion parlementaire du socialisme en 1893. À partir de cette date, les objectifs de la démocratie directe furent reportés au plan national et c'est Vaillant, vieux «centraliste», qui se chargea de les mettre en forme. On était en novembre 1895: c'était la première fois, depuis l'échec de Floquet en février 1889, qu'un projet global de révision constitutionnelle était présenté à la Chambre; le redoutable triptyque boulangiste au cœur duquel trônait la «Révision» avait mis un terme aux tentatives des radicaux de remplacer la «Constitution monarchique» de 1875 par une Constitution vraiment républicaine. Les socialistes reprirent le flambeau mais avec des objectifs largement différents.



Pas tout à fait cependant. Comme les radicaux, avec d'autant plus de hardiesse qu'ils ne risquaient rien, ils firent leur le projet d'une Assemblée unique et souveraine, représentant directement les électeurs: suppression du Sénat et de la Présidence de la République, ces deux pouvoirs issus du suffrage indirect. C'était prendre pour modèle la Convention[44]. Mais, mûrie pendant deux ans dans le giron de la Ligue pour la révision par le peuple – une création de Vaillant – la proposition socialiste visait en outre à rendre possible la participation directe des électeurs à la vie politique: soumission des lois au référendum[45], droit d'initiative populaire sur le modèle suisse. Sans reprendre les critiques gouailleuses du système parlementaire que les scandales de la République avaient encore aiguisées, Vaillant dans son «préambule» disait clairement qu'il ne répondait pas à la nécessaire participation du plus grand nombre à la politique, cette «affaire de tous»: «le parlementarisme n'est qu'une étape de la transformation du gouvernement bourgeois en gouvernement populaire».

Modèle conventionnel d'un côté, inspiration sans-culotte de l'autre. Il était grand décidément le poids de la Révolution. Dans les milieux socialistes cependant une réflexion, parallèle, se développait, qui visait à associer les producteurs à la fabrication de la loi, à mettre un terme en



somme à la radicale séparation du politique et du social héritée de la Constituante et que le projet Vaillant à sa manière entérinait. C'est en 1888-1889, au moment du projet Floquet – purement politique, lui – et de son échec que ces suggestions acquirent le maximum de densité : créer un « Sénat professionnel » – une esquisse du Conseil Économique et Social –, cette proposition fut diffusée par la Revue socialiste[46]. Soumettre les lois « essentielles » non au seul vote du Parlement, mais à une deuxième délibération dans laquelle interviendraient les Chambres de commerce et les syndicats : cette idée, originale, fut largement développée par le jeune Jean Jaurès en route vers le socialisme[47].

Ces tentatives d'articulation du social sur le politique firent long feu : Jaurès lui-même y renonça rapidement et reporta sur le syndicalisme son espoir de voir le monde du travail se fixer des objectifs sociaux à résonance inévitablement politique. Les socialistes français maintinrent finalement leur adhésion à la conception politique de la citoyenneté héritée de la Révolution française y compris dans son souci de dynamiser l'ensemble des milieux populaires. Seules les femmes… Mais cela est une « autre histoire ». L'adhésion au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle elle-même, une des visées de la démocratie sociale qui devint l'objet d'une grande bataille entre 1908 et 1912 ne fut pas seulement justifiée par la nécessité – très « antirévolutionnaire » à vrai dire[48] – d'organiser les partis pour éviter les déliquescences des « mares stagnantes » arrondissementières. On rapporta la volonté d'assurer, dans la justice, le droit des minorités à la tradition révolutionnaire en matière de représentation : on pouvait, en effet, tirer en ce sens les articles 6 et 14 de la Déclaration du 26 août 1789[49]. À condition, bien sûr, de tordre quelque peu le bâton. Ce n'était pas la première fois que fonctionnait, en direction des grands ancêtres, le volontarisme socialiste.




« Il n'y a dans l'histoire humaine ni routine ni rupture. L'humanité […] ne s'attarde pas à ses premières et naïves ébauches ; elle ne les oublie pas non plus, et elle les reprend à longs intervalles avec une puissance croissante. » Ainsi, Jaurès définissait-il en 1898, au cœur de l'Affaire, alors aussi qu'il plongeait dans les matériaux révolutionnaires, ce que nous nommons le mouvement de l'histoire[50]. Il accordait dès lors au socialisme du siècle à venir, le nôtre, cette mission : « être l'expression suprême de l'individualisme révolutionnaire ». Que ce texte poursuivît un but militant, aucun doute. Il s'agissait de mettre en lumière aux yeux



des intellectuels dreyfusards le caractère erroné de l'inquiétude qui freinait leur adhésion au socialisme : « Dire que la liberté politique, la liberté intellectuelle disparaîtrait par l'avènement de la propriété sociale, c'est dire que le servage de la classe ouvrière est la condition de la liberté ». Rude problème, on en conviendra.

La voie socialiste consista à prendre en charge la question sociale en la plaçant au cœur des pratiques citoyennes. C'est par l'inscription dans l'ensemble de la tradition révolutionnaire que le socialisme s'organisa en France à la fin du XIX[e] siècle. C'est par elle aussi qu'une partie de ses militants entreprirent de dire à leurs camarades et au monde, dans les années qui précédèrent le grand massacre, que si la « Révolution de propriété » était bien seule capable de réconcilier tous les hommes entre eux et en eux, il était devenu urgent de prendre conscience des nouvelles tragédies qui s'avançaient dans l'ombre : la colonisation, la guerre, le racisme. Récuser les routines, mettre à jour à chaque instant les facettes de l'urgence civique n'était-ce pas ainsi, somme toute, que la Révolution s'était voulue régénération ? Réussir, c'est une autre affaire.



L'Héritage politique de la Révolution française, **PUL, 1993, p. 136-156**









Un groupe de paysans socialistes de Saône-et-Loire à l'heure de l'unité (1905-1906) : le *Journal* du groupe d'études sociales de Cuisery[1]

La Saône-et-Loire est un des dix-huit départements où les démo-soc obtinrent la majorité absolue aux élections de mai 1849 : un bloc homogène de douze députés montagnards représenta à l'Assemblée législative le département du Creusot, de Cluny, des bourgs viticoles et des campagnes bressanes. Il y a là matière à présumer une évolution favorable aux idées avancées à la fin du XIXe siècle. C'est en effet ce qui se produisit. Mais la répression patronale dans le nord du département, l'audience des radicaux un peu partout, rendirent difficile et tardive l'organisation socialiste, malgré l'importance et la combativité de la classe ouvrière. Malgré diverses tentatives antérieures, c'est seulement en 1894-1895 que la Fédération des Travailleurs Socialistes de l'Est, adhérente au POSR, parvint à s'implanter en Saône-et-Loire. Lorsque se constitua en 1900 la Fédération socialiste de Saône-et-Loire, elle choisit l'autonomie. Mais ses tendances révolutionnaires, sa base ouvrière, l'influence qu'y conquit un moment, dans des groupes de jeunesse très actifs, le blanquisme, amenèrent en mars 1904 son adhésion au Parti Socialiste de France : elle comptait alors quelque mille membres[2]. Les guesdistes y étaient, d'ailleurs, très peu nombreux et le cordon ombilical qui rattachait les socialistes aux radicaux ne se trancha que lentement, d'ailleurs sans douleur apparente : c'est en juin 1905 que le journal « blocard » de Montceau-les-Mines, Le Petit Montcellien, dont l'évolution était évidente





depuis le début de l'année, devint, en accord « avec les organisations socialistes et ouvrières du département », Le Socialiste de Saône-et-Loire, organe de la Fédération, maintenant adhérente à l'unité socialiste.

C'est à l'écart de la fédération autonome et de son évolution vers le PSdF, puis vers la SFIO, que se constitua, le 15 décembre 1904, le Groupe d'études sociales de Cuisery. Il s'agit d'un gros bourg rural sis en pleine Bresse, à sept kilomètres à l'est de Tournus dans une région qui passait à l'époque pour particulièrement réfractaire aux idées socialistes dont Tournus était, vers le sud, la sentinelle avancée. Le fondateur du groupe (il en est à la fois secrétaire et trésorier), Armand Girard, est né le 19 avril 1884 : en 1904, il a vingt ans. Rentré au pays depuis deux ans, il travaille la terre chez son père, qui a fini par s'installer à son compte comme jardinier-horticulteur, après avoir été valet en maison bourgeoise, puis jardinier au château de Cuisery[3].



Dans la formation d'A. Girard, se mêlent étroitement, mais de façon sans doute inégale, les traditions locales et les souvenirs parisiens. La tradition locale témoigne pour tout le département, mais avec une coloration originale. Partout en Saône-et-Loire, la libre-pensée et des habitudes d'esprit plus ou moins libertaires sont profondément enracinées, chez les paysans autant que dans la classe ouvrière ; un bon exemple : la région de Couches-les-Mines où existait un groupe allemaniste dont le leader, un petit viticulteur très populaire, Étienne Gadand, fut plusieurs fois candidat contre Schneider. À Tournus toute proche, l'esprit libertaire marque un étonnant militant, Charles Futin, né en 1866, parti à vingt ans en Algérie, d'où il est rentré en 1897. À Cuisery même survit sans doute le souvenir d'un instituteur passionnément laïque, Désiré Barodet (le Barodet qui fut élu à Paris contre Rémusat en 1873), qui, dans les années 1850, révoqué par Falloux, y avait fondé une école libre laïque et y jouit d'un grand rayonnement. À la fin du siècle, on venait écouter à la veillée les propos d'un sabotier autodidacte, Gonnot.



Quant à Paris, A. Girard n'en eut qu'une connaissance brève : de seize à dix-huit ans, il travailla comme ouvrier agricole à Sarcelles, où la culture régnait encore. On était loin de Paris ! C'est peut-être là pourtant qu'il prit contact avec le Parti socialiste français, qui ne semble pas avoir eu d'implantation en Saône-et-Loire, mais dont, au début de 1905, au moment où la Fédération concrétisait son adhésion au PSdF en y prenant pour la première fois cartes et timbres, il se considérait comme membre[4].



Pour l'essentiel cependant, ce que nous avons conservé d'Armand Girard nous le montre davantage encore marqué par le milieu de son enfance que par celui de son adolescence.

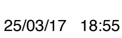
Il se trouve que, grâce à la vénération qui dans sa famille entoure son souvenir, plusieurs cahiers (trois au moins) concernant les deux premières années du Groupe d'études sociales de Cuisery nous ont été conservés. Il s'agit de minces cahiers d'écoliers, d'une trentaine de feuillets au plus – pour l'un d'eux quatorze seulement – couverts de cette écriture fine, allongée, admirablement formée, extrêmement régulière que les instituteurs des années 1880-1900 enseignaient à leurs élèves. On s'étonne aujourd'hui, inlassablement, de l'aisance du style dont faisaient preuve ces hommes qui n'étaient pas allés plus loin que le «certificat».

Le premier de ces cahiers se présente comme le journal du groupe, de janvier à mars 1905. S'y ajoute une «causerie» du 9 décembre de la même année. Le deuxième est tout entier consacré à la réunion plénière que le groupe tient le 31 décembre 1905 pour l'anniversaire de sa fondation: plutôt que d'un compte rendu, il s'agit de notes détaillées préparatoires à cette réunion. Le troisième cahier, plus décousu, enchaîne sur l'année 1906 et s'achève en décembre, à l'occasion du deuxième anniversaire du groupe, qui se décide alors à adhérer à la fédération SFIO.



Ce qui s'esquisse à travers ces pages jaunies, à travers ce Journal (c'est le titre trouvé par Armand Girard), c'est le portrait collectif d'un groupe de jeunes paysans[5] qui adoptent, avec une dizaine d'années de décalage, la dénomination de «groupe d'études sociales», si fréquente vers 1892, et qui hésitent à s'engager dans la voie de l'organisation à une autre échelle que locale. L'image que nous nous en formons est étonnamment vivante et diverse. D'une part, en effet, Girard recopie des saynètes, des nouvelles, des poésies (dont il est parfois l'auteur), et surtout rédige des causeries à prononcer devant le groupe, qui nous permettent de cerner une mentalité. D'autre part, à deux reprises au moins, des informations précises sont données sur la composition, la croissance, les activités du groupe: le 21 septembre 1905 dans un rapport rédigé pour la réunion plénière trimestrielle, le 31 décembre de la même année, lorsque le groupe fête son premier anniversaire.

Commençons par les précisions. Elles concernent d'abord le nombre de membres inscrits. A. Girard note, le 7 janvier 1905, «quarante





adhésions morales » : un gros groupe. En fait, un incident (non précisé) entraîne bientôt le départ d'une dizaine d'inscrits, d'autres quittent Cuisery, le paiement des cotisations est difficile : en septembre 1905, le trésorier a touché dix-huit cotisations entières, à 2 F, et trois demi-cotisations ; mais d'autres adhésions sont en cours : vingt-cinq membres en tout, peut-être ? Avec l'automne, le groupe s'étoffe à nouveau : le 31 décembre, Girard indique qu'il compte environ « cinquante vieux et jeunes républicains du pays ».

Le rythme des réunions frappe par la fréquence envisagée, sinon toujours réalisée. Les statuts du groupe, qui n'ont pas été gardés mais auxquels Girard se réfère à plusieurs reprises, prévoyaient de petites réunions chaque samedi et de grandes assemblées tous les trois mois. En fait, pendant l'été – de mai à la mi-septembre – les réunions hebdomadaires sont suspendues en raison des travaux des champs, mais le groupe continue à organiser des conférences et des réunions publiques (trois en plein mois d'août).



À quelles activités s'adonne-t-on ? causeries et conférences d'abord, de caractère moral et, comme on disait à l'époque, « philosophique », plus que politique. Selon la coutume bressane des « veillées », saynètes[6] et chansons sont en bonne place, mais on s'efforce de les justifier par des arguments tirés de leur utilité sociale. Les membres du groupe sont mis à contribution, mais on fait aussi appel à des personnalités régionales, tel J.-B. Marguin (il y a ce jour-là, en plein mois d'août deux cents présents) ou à des groupes voisins : la Jeunesse laïque de Tournus vient rendre à Cuisery une visite « doublée de la présence des pompiers ». Avoir une salle de réunion bien chauffée en hiver et une armoire pour les livres et les journaux : voilà les ambitions du secrétaire ; au bout d'un an, elles sont satisfaites et le groupe peut se vanter, en sus, de posséder un rouleau à polycopier. Plusieurs camarades offrent des livres « des meilleurs auteurs » (hélas ! nous ignorons lesquels), et Girard note que Le Progrès de Lyon fournit cent brochures pour la somme de 12 F, tous frais compris. L'éducation de ses membres est vraiment au centre de l'activité du groupe de Cuisery, ce qui ne veut pas dire qu'anecdotes et plaisanteries en soient absentes : en Saône-et-Loire et avec un secrétaire de vingt ans, on imaginerait difficilement qu'il puisse en être autrement.

Ce souci d'autoéducation répond, sans aucun doute, à un besoin ancien et profond. Le groupe d'études sociales prolonge l'école laïque



qui ne donne qu'une formation «incomplète» et jette «un voile épais sur cette société mauvaise et corrompue». Le vocabulaire même qu'utilise A. Girard en témoigne: le local du groupe, écrit-il, doit devenir «une salle d'étude et de récréation où tout le monde pourra venir apprendre et s'amuser». Aussi est-il ouvert, comme l'école elle-même, non seulement aux hommes, mais à «nos compagnes, nos sœurs, nos épouses». (Il est vrai que Girard propose aux deux sexes des objectifs sensiblement différents: l'art et la bonté aux femmes, l'action et la politique au sexe fort.) Toujours, comme à la laïque, l'exhortation morale est à l'honneur: il s'agit à l'intérieur du groupe de «vivre heureux, en bonne intelligence, de bien nous entendre» pour que nous rejoignent «tous ceux qui ont intérêt à vivre mieux, à vivre bien». L'apologue fleurit aussi: «Si j'étais antimilitariste (sic)…»: et Girard d'expliquer que l'apologue est vrai, puisqu'il lui a été fait «un crime d'avoir apposé des timbres sur des affiches de la Confédération du Travail: Guerre à la Guerre»[7].



Pédagogie, donc. Mais quel en est le contenu? Mieux vaut ici laisser la parole aux textes. On y verra affleurer le fonds commun sur lequel pousse le socialisme français: libre-pensée militante, amour de la terre natale et antimilitarisme, haine des nobles et des oisifs (la liste en est donnée: les fonctionnaires, les curés, les officiers) plus que des capitalistes; méfiance devant le parlementarisme, mais plus grande défiance encore devant ceux qui utilisent l'antiparlementarisme à des fins «réactionnaires», confiance dans la science et le progrès, solidarisme profond, goût du bonheur.

Pas l'ombre d'une référence à Marx ni au marxisme: les guesdistes n'ont pas passé par Cuisery. Le fond mental, c'est Proudhon et Victor Hugo. Et pourtant… de ce groupe de petits paysans, rarement propriétaires[8], monte l'appel à un socialisme rural: seuls l'usage commun des instruments de travail et l'exploitation en commun des terres peuvent nous arracher à notre vie difficile et routinière. L'aspiration au progrès et l'aspiration au socialisme sont étroitement liées. Mais comment y parvenir? Pour les paysans socialistes de Cuisery, c'est l'entente des travailleurs et leur éducation qui constituent le Sésame. L'idée de conquête du pouvoir politique n'est jamais évoquée. À l'arrière-plan de leur conscience, se profile la tradition fédéraliste et décentralisatrice.

Ce n'est pas que la vie politique quotidienne soit passée sous silence. Elle tient au contraire une grande place, notamment dans les causeries





hebdomadaires de l'hiver et du printemps 1905. Le tsar assassin est vilipendé. On mesure la popularité personnelle de Combes à la tristesse avec laquelle, fin janvier, sa démission est accueillie, alors que l'ensemble du parti radical apparaît disqualifié : Girard félicite, en février, le Conseil national du Parti socialiste français d'avoir « résilié son bail avec les radicaux » : « Notre parti en faisant alliance avec eux n'hériterait que de railleries et partagerait les vestes qui leur seront certainement dévolues ». Mais qu'attendre de l'État, voire de sa conquête ?

Et qu'attendre de la SFIO ? Un groupe d'amis ne peut-il faire une fructueuse propagande pour « l'idéal socialiste » ? La « cohésion » de la « grande famille socialiste », dont la nécessité, dont l'existence ne sont pas mises en doute, passe-t-elle par une organisation centralisée ? Le problème est posé le 31 décembre 1905, lors de l'assemblée générale du groupe. Pierre Ridet, négociant à Louhans, de tendance guesdiste, est venu proposer que le Groupe d'études sociales de Cuisery adhère à l'unité socialiste et à la Fédération de Saône-et-Loire. La réponse de Girard, ambiguë, manque pour le moins d'enthousiasme : il souhaite assurément « favoriser la formation d'un groupe d'action socialiste », mais à condition que soit maintenue l'indépendance entière du groupe d'études sociales ; de l'étude à l'action, le fossé ne lui semble pas comblé. En fait, le groupe d'action ne sera pas fondé en 1906… Si modeste nous paraisse aujourd'hui l'appareil de la naissante SFIO, si légère sa discipline et faible son centralisme, le joug en pèse encore trop lourd pour les paysans de Cuisery. On comprend, à travers les cahiers tenus par Armand Girard, certaines des difficultés auxquelles se heurta la réalisation de l'unité socialiste en France.




Au reste, ces difficultés reculent à la fin de 1906 ; ce sont Bouveri, député de Chalon depuis 1902, et Futin qui viennent saluer le deuxième anniversaire du groupe de Cuisery. Celui-ci se décide alors à adhérer en principe à la Fédération. Mais il faut attendre, en mars 1907, une nouvelle démarche de Futin pour que cette décision passe dans la pratique. Et ce n'est guère qu'à partir de juin 1909 que le groupe participera activement à la vie de la Fédération[9]. La fidélité d'Armand Girard à la SFIO ne se démentira plus jusqu'à sa mort, en 1961.



À l'étranger[10]

L'événement le plus important, c'est le massacre de plusieurs milliers d'ouvriers sur l'ordre du czar pacifique, l'ami et l'allié de la France. Le peuple de Russie et de St Pétersbourg surtout, lassés de misère et d'esclavage, chargé de colère et d'ironie pour ces maîtres incapables, s'abaissat une dernière fois à porter des pétitions, revendications respectueuses au «Petit Père». Celui-ci les fit recevoir par une fusillade et des charges de cavalerie en règle qui mêla le sang des femmes et des enfants avec celui des hommes, malheureux qui allait porter leur plaintes et doléances en procession.

Et ce criminel, cet assassin est encore l'ami et l'allié de la France, le petit père fraternisera encore avec Loubet et Delcassé qui, en notre nom, lui offriront nos témoignages de respect et d'amitié.

À la mort de son père, Alexandre III, pendant plusieurs jours, des drapeaux en bernes, tendus de crêpes s'étalaient sur nos édifices publics. Cinq ou sept mille ouvriers dans une même hécatombe, des ouvriers dignes d'honneur, puisqu'ils allaient pour la liberté et l'humanité, tués par ordre du czar, n'ont reçu de nous ni couronnes, ni condoléances, ni crêpes, ni pavoisements.

Et l'autocrate a commandé de violentes représailles, des droits de tueries illimités, des arrestations en masses, arrestation de savants, hommes de science et de lettres, et donné l'ordre de former de nouveaux convois pour la Sibérie.

Parviendra-t-il à empêcher, à écraser plutôt, un soulèvement populaire, une levée en masse qui le descendrait de son trône pour établir un régime plus équitable ou une République.

Peut-être, les hommes sont lâches dans tous les pays, ont se fait massacrer quand un maître l'ordonne, à la guerre, quand on tue un semblable, un homme que l'on ne connaît pas, qui jamais ne vous a fait de mal, mais se joindre à des camarades, à des frères, pour des revendications, seul de son propre effort et parce qu'on est las de souffrir, cela on ne le voit pas souvent, on ne le fait pas, on n'ose pas.

Eh bien, il faut souhaiter que nos amis, nos vrais amis ceux-là, les Russes ouvriers et esclaves, se lèveront devant l'autocratie, banniront ou étrangleront l'autocrate assassin et proscripteurs et que, dans un effort suprême auquel nous tous socialistes et révolutionnaires nous sommes prêts

à les aider, ils prépareront l'avènement de la République sociale universelle.

Notre pays[11]

Camarades, nous avons le bonheur de vivre dans une contrée fertile et dans un site presque privilégié. Quel est l'heureux pays, qui soit aussi bien placé en bonne exposition, en bon air, que notre cher Cuisery.

Nous avons des forêts giboyeuses, remplies de gentils oiseaux, de jolies fleurs au printemps.

Nous avons une rivière coulant au milieu de prairies admirables et où frétillent d'innombrables poissons.

Nous possédons un superbe édifice, bâtis par nos aïeux et pour eux, des châteaux élégants, confortables, des parcs immenses, auxquels nos pères, nos frères ont travaillés, fruits du labeur de tous.

Notre sol profond, fertile, rempli chaque année la grange et le grenier, nos voisins d'outre Saône nous donnent un vin bien doux et bien coulant. Les fruits les plus dorés, les plus appétissants, pendent en abondance dans les vergers.

Nos routes sont belles et saines, agréables promenades, les environs sont jolis.

Camarades, ces trésors sont à nous ! Ces forêts sont les nôtres, ce gibier est notre bien, ces beaux poissons sont pour nos tables. Cette église et ces beaux châteaux sont à ceux qui les ont construits, à ceux qui les entretiennent ! à ceux qui les embellissent.

Ces sols fertiles, ces fruits, ces blés, ces moissons sont à nous. À nous seuls qui travaillons, nul n'a le droit de spéculer sur nos peines, sur notre sueur.

Nul n'a droit aux privilèges de la chasse et de la pêche ainsi que les rayons du soleil répandus en abondance pour tout le monde. Chacun de nous a droit à ces présents de la nature.

Décrétons nos droits, camarades, disons bien haut que c'est notre bien qu'on usurpe, que c'est notre propriété que l'on s'approprie et que l'on exploite.

Camarades, organisons-nous, apportons nos ressources et nos peines en communs. Camarades, créons, jettons à pleines mains la science et le progrès. Nous récolterons encore davantage, nous diminuerons nos peines. Nous éduquerons nos fils en les apprenant à s'aimer et à s'aider. Nous



soulagerons la vieillesse, l'infortune, nous aiderons les déshérités. Ces grands châteaux seront les lieux de fêtes, et de plaisirs pour tout le monde, des musées pour notre histoire, des théâtres pour notre éducation.

Des hôpitaux et des asiles pour les malades et les convalescents.

Tout ce qui est bon et beau, les arts, les sports, la littérature, il faut que nous, socialistes, qui croyons avoir un idéal humain, plus élevés que d'autres, nous sachions goûter et faire goûter tout ce qui fait le bonheur des hommes. Lorsque nous aurons une salle à nous gentiment aménagée, quand nous posséderons une bibliothèque composée des ouvrages de nos meilleures auteurs socialistes. Quand quelque musicien y aura créé une symphonie, quelque poète apporté un peu de littérature et que d'autres y essayeront leurs crayons ou leurs pinceaux, leurs burins, ou apporteront un peu de leurs sciences, notre œuvre sera complète, ce jour-là notre groupe sera indispensable, nécessaire à la jeunesse qui veut vivre et s'instruire, il sera la source de bonne éducation, de bel esprit, de grand savoir. Ici vivra la véritable fraternité grandissant avec la liberté et l'égalité.

Nous faisons appel à tous les républicains, artistes, musiciens ou poètes, pour répandre leurs talents leur savoir, leur esprit, parmi leurs frères d'idéal.

Nous faisons encore appel à tous ceux qui possèdent des livres et des brochures, pour nous en faire part et les faire circuler dans le groupe.

Nous recevrons de même des dons artistiques, tableaux, images, les collections, vieux papiers, vieilles monnaies, etc. Tout ce qui est susceptible d'intéresser et d'amuser.

Politique à l'extérieur[12]

Nous sommes bien peu actifs en France et paraît-il nous le sommes encore davantage que le reste de l'Europe. De ci, de là quelques agitations, quelques grèves, mais aucun fait bien transcendent ne s'est produit cette semaine marquant un coup, endommageant la couronne de quelques rois ou roitelets. Ou qui fasse faire un pas à l'union sociale, à la victoire de l'humanité malheureuse. Les hommes ne sont pas moins oppresser et le pauvre peut-être rêve-t-il autant de bonheur et d'égalité sociale mais là manque l'initiative, ici la force : Là règnent la misère et le fanatisme.

Soyons encore plus forts, soyons encore plus hardis, levons-nous en masse, montrons l'exemple et à ces frères de misères vivant de l'autre côté de la frontière, nous tendrons la main.





La patrie dans mon cœur, c'est partout sur la terre
Là où le ciel est bleu, où le soleil éclaire
Partout en tout pays où des cœurs altiers
Lutte pour le bonheur, l'amour du monde entier
Il n'est pas de montagnes, il n'est pas de frontières
Il n'est pas d'océan, il n'est pas de rivière
Qui limite ici bas les rayons du soleil
L'union, l'amour des hommes devrait être pareil
La terre, le monde entier, c'est le domaine immense
Qui est donné à tous où germe la semence.

Idéal socialiste[13]

Vices de la société contemporaine au point de vue économique.

Dans le dur labeur où chacun de nous se plonge chaque jour, et par le fait que notre instruction est trop incomplète, il arrive que nous ne nous rendons pas un compte exact de ce qui se passe autour de nous, chez nous, et ce qui devrait s'y passer.

Cet état d'esprit avilit les uns, rend les autres oublieux ou désintéressé, mais dans tous les cas perpétue l'état de choses actuel cependant scandaleux et ignominieux en ce que les uns en retire tous les avantages et les autres sont privés du nécessaire.

Eh bien, le soir dans nos veillées, à ces instants de loisirs, de récréations, mais de réflexions aussi que nous passons ensemble, arrachons un peu le voile de cette société et découvrons la telle qu'elle est, cherchons le remède à y apporter ce que chaque humain a le droit et le devoir de rechercher, d'éclaircir dans l'humanité.

Mais afin que notre labeur soit sincère, afin qu'il soit surtout utile et fécond, persuadons-nous, camarades, que le véritable bonheur de chaque individu, dépend du bonheur de tous, que la nature est ainsi faite toute de sagesse et d'harmonie et ce n'est que de cette seule harmonie que dépend ce qui doit faire vivre bien et sagement chaque individu.

Levons le masque des intérêts, considérons-nous comme des hommes, tous des hommes, tous des travailleurs mais rien de plus ; que la considération des métiers, des talents s'efface pour un instant devant ce qui touche, non pas une classe, non pas une caste, non pas un métier, mais l'humanité toute entière.



Dans la partie économique considérons d'abord le sort des travailleurs de la terre puisque nous le sommes presque tous et mettons nettement à nue, avec l'esprit de vérité sincère que nous aimons, la position dans laquelle chacun de nous se débat et s'oriente.

La terre n'appartient pas à ceux qui la travaillent. Combien d'entre nous, camarades, sont les vrais propriétaires des champs qu'ils cultivent. Combien d'entre nous retire tout entier le fruit du labeur qu'il a commis.

Très peu, camarades, et ceux qui sont avantagés ici n'ont qu'à peine la part qui leur revient du bonheur social.

La terre appartient aux châtelains, la terre appartient aux capitalistes, les produits de la terre sont rongés, grugés par l'impôt et le travailleur ne peut plus vivre.

Ne recherchons pas les causes, camarades, de l'accaparement de la terre par certains individus au détriment de toute la société.

La Révolution de 89 a essayé d'arracher, de déraciner ce privilège mais peu à peu la bourgeoisie triomphante en a recommencé l'accaparement et depuis un siècle aucun effort du peuple n'a même été tenté contre ce vol et cette exploitation.

Mais quels en sont les effets, camarades, ils sont désastreux. Le peuple des campagnes est pauvre et ne prend aucun goût aux travaux des champs. Le peuple déserte la campagne et s'en va se livrer aux pires servitudes dans la ville, et la plupart de ceux qui y sont restés, n'ont-ils pas aussi essayé de partir et ont été forcés de s'y implanter et d'y revenir car ils n'ont pu trouver tous à s'y faire position.

Drôle de société, camarades, ou malgré la richesse des terrains, malgré le travail des individus, on ne peut vivre heureux et même se suffire.

C'est une misère, une véritable misère car presque aucun des désirs ne peut être assouvi, et ce n'est que dans cet assouvissement que l'on peut vivre du vrai bonheur.

Les effets les voilà, la terre est mal cultivée d'abord, parce que l'on n'apprend pas à la cultiver, parce que l'on ne sait pas tirer parti de tout ce qu'elle produit.

La terre est mal cultivée, parce que l'on manque d'outillage, parce que ceux que nous possédons sont loin d'être parfaits et d'être même en rapport avec le progrès.

La terre est mal cultivée, parce qu'elle est trop morcelée, trop divisée, mal assainie, mal arrosée, parce qu'elle est ruinée par les ronces des haies,



parce qu'elle est rongée par les mauvaises herbes qui prennent graines dans les endroits mal ensemencés.

La terre est mal cultivée parce qu'on prend les travailleurs les plus forts, les plus aptes aux travails pendant des années pour peupler les casernes.

La terre est mal cultivée, car plus le travailleur s'y donne de peine, moins il en retire puisque le propriétaire en augmente la location dès l'heure où le terrain bien travaillé, bien amendé, rapporte davantage.

Pourquoi n'apprend-on pas à cultiver la terre, camarades, parce que messieurs nos maîtres et représentants ont toujours considéré comme un travail indigne et dégradants le travail de la terre.

Parce que, en apprenant aux travailleurs à bien travailler la terre, on l'instruit, on développe son intelligence et son esprit et qu'il ne voudra plus, le jour où il sera instruit et comprendra, être une bête de somme, et subir le sort que l'on lui fait subir.

Pourquoi manque-t-on d'outillage pour cultiver cette terre d'où nous retirons cependant tout ce qui est nécessaire à notre nutrition et à celle de l'humanité.

Parce que les outils sont trop chers pour les particuliers dont les terrains ne sont que d'infimes morceaux ou ces outils seraient même inutiles. L'outillage est imparfait parce que le travailleur n'est pas instruit et ne saurait pas même le connaître, le réparer et s'en servir.

L'homme de la campagne est un ignorant et un malheureux.

La terre est mal arrosée, mal assainie, mal préparée parce qu'elle est trop morcelée.

Camarade, vous le voyez, la vie n'est pas toute rose pour le travailleur des champs. Elle est loin d'être ce qu'elle devrait être. Est-ce que tous les chefs-d'œuvre du mécanisme et de la science ne devraient pas être appliqués à l'agriculture ; est-ce que tout n'y est pas applicable et profitable, l'électricité, téléphone, télégraphe, lumière, machine, etc., n'y serait pas utile et ne devrais pas être répandus à tous.

Hélas, camarades, il est bien des choses à réparer, à appliquer avant, nous le savons, il n'y [a] aucun caractère d'ordre et d'organisation dans le travail des champs et il en faudrait beaucoup.

Ceci tient des vices de la société au point de vue moral et social, dont nous parlerons tout à l'heure.



Par la répercussion des vices de l'industrie et de la non-organisation des travailleurs artisans, il manque de tout à la campagne même des choses les plus élémentaires.

Ne cherchons pas plus loin camarades, prenons comme exemple notre pauvre salle du groupe et de chaque objet nous ferons l'histoire et nous retrouverons la main capitaliste et l'impôt qui les rendent inachetables, inabordables aux peuples des campagnes.

Voyez-vous cette mauvaise lampe qui nous éclaire, le pétrole qu'elle contient a subi le vol du trust il est beaucoup trop cher parce que des individus ont pris plus que leur part sur ce liquide, il est trop cher parce que encore le bateau et le chemin de fer qui l'amenèrent étaient exploités de la même façon ; il est beaucoup trop cher car ceux qui l'ont reçu et revendu avaient formé un autre trust qui est un autre vol car par les moyens de répartition et d'arrivages nous qui le consommons, il a passé par trop de mains voleuses et inutiles et par-dessus que tous ceux-là encore payaient différents impôts qui le grugeaient encore davantage.

Eh bien camarades, pour chaque partie de la lampe, comme pour tous les objets qui sont ici nous avons payé cent fois trop cher, mille fois trop cher.

Voilà camarade pourquoi le pauvre est pauvre il est pauvre de la pauvreté de tous et du vol de quelques-uns, il est pauvre parce que la société n'est pas organisée.

Pour l'ouvrier des villes, c'est la même chose, il manque de tout pour les mêmes causes, il a d'autres misères, d'autres ennuis, le chômage, l'exploitation capitaliste mais tout ne tient que d'une chose, le vol par le capital.

Mais qui donc mange tout ce superflu retiré de la bouche de celui qui produit, de la main du peuple. Car enfin si bien des choses sont inutiles, si l'enchevêtrement des industries, la difficulté des échanges y est pour beaucoup. Malgré cependant que la terre ne rapporte pas ce qu'elle doit rapporter, il y a du superflu, où va-t-il, qui en profite.

Tous les fonctionnaires, camarades, tous les fonctionnaires encombrants et parasites qui gênent partout qui nuisent partout, qui trop nombreux ici et qui pullulent dans les villes. Les curés qui en débitant des âneries, grugent encore l'assiette au beurre.

L'armée, camarade, l'armée qui coûte des milliards et dont les seuls chefs tirent tous les avantages. Les soi-disant représentants députés, sénateurs, ministres, ambassadeurs, présidents, coterie qui vole et qui exploite. Rien

que ce sujet, camarades, serait trop loin à énumérer dans un soir et je m'arrêterais là.

Pourquoi [alors] accepte-t-on nous de bonne foi que l'on vive à nos dépens, pourquoi ne sommes-nous pas organisés pour lutter contre cette foule spoliatrice des biens que nous donne notre mère à tous, la nature.

Pourquoi ne sommes-nous pas unis contre les fléaux de toutes sortes qui nous ruinent et qu'il est possible d'éviter.

Pourquoi n'organisons-nous pas notre travail pour qu'il soit plus productif et plus facile.

Pourquoi n'usons-nous pas du progrès et nous ne procurons pas ce qu'on nous refuse et que nous sommes en droits de nous procurer, l'outillage.

Pourquoi, travailleurs des champs et de la ville, ne nous organisons-nous pas en une immense société où nous ferons échange des fruits de notre labeur.

Pourquoi n'organisons-nous pas une nouvelle société où nous aurons tout, où nous profiterons de tout, où il n'y aura plus ni spoliateurs ni spoliés, où nous pourrons penser et agir comme nous voudrons, où nous pourrons nous mouvoir, nous organiser comme nous l'entendrons. Une société où vraiment toute l'humanité trouvera son bonheur.

Cela tient à deux choses, c'est le manque d'éducations, de savoir, d'entente.

En second lieu, l'énergie, le vouloir et le travail pour l'idéal.

[…]

Réunion générale du 31 décembre 1905

[…]

Citoyennes et camarades, je me permettrai encore de vous exposer quelle a été l'œuvre du groupe pendant l'année 1905 et ce que nous en espérons pour l'avenir.

Le groupe est parvenu pendant l'année qui vient de finir de grouper environ 50 vieux et jeunes républicains du pays. Il s'est formé au sein de ce groupe un centre d'activité et d'éducation qui s'il se continue pendant quelques années constituera une force des plus sûres et des plus réelles pour le parti socialiste.

Le groupe est un centre constant de propagande où chacun apporte ses idées, les unient, les comparent, les fusionnent pour ainsi dire.





De plus en attirant autour de lui les camarades voisins, les orateurs de la région il peut encore de temps à autre organiser comme aujourd'hui des conférences qui obtiennent toujours un grand succès.

Le groupe a maintenant à lui une salle assez grande, propre ; une bibliothèque. Le tout est pauvre encore mais nous espérons que l'avenir l'enrichira ou du moins lui donnera plus de force et de vigueur.

Il grandira, nous en sommes certains au fur et à mesure que le progrès s'établira dans notre pays.

Nous nous efforcerons d'en faire une salle d'étude et de récréation où tout le monde pourra venir apprendre et s'amuser. Nous voudrions qu'il s'y forme des groupes de musiciens, de chanteurs, même de collectionneurs.

Car nous savons que les arts inspirent la beauté, la sagesse, l'harmonie et ces qualités sont nécessaires à une bonne société.

Nous serions bien heureux si parmi nos compagnes, nos sœurs, nos épouses, il se forme des groupes ayant un même but. Il est nécessaire de remplacer la promenade des messes et des vêpres par des récréations plus saines et surtout plus spirituelles.

Laquelle de vous citoyennes, prendra l'initiative de réunir ses amies pour un but aussi noble, aussi beau. Les demoiselles et les dames de haute noblesse se réunissent autour d'un vieil harmonium pour chanter des choses niaises dans un langage dont elles ne comprennent pas le premier mot.

Vous femmes et filles de libres penseurs, réunissez-vous aussi pour chanter les belles romances qui plaisent à vos époux et charment vos petits.

Soyez les semeuses de couplets, comme vous êtes les semeuses d'amour et de bonté.

Nous autres hommes, nous mettrons peut-être plus de débats, plus d'actions dans notre groupement. Car quoique nous savons que les femmes ont beaucoup à demander aussi à cette société, nous croyons que notre devoir à nous est de lutter plus âprement et de disputer à la société nos droits, comme nous disputons le progrès à la société.

Nous, camarades, nous devons y apporter des sentiments politiques sincères et forts, autant que de sentiments de bonté et de générosité.

Nous devons par la politique faire face à nos adversaires de toutes nuances qui nous refusent nos droits à la liberté et à l'égalité.

Nous devons vaillamment exposer nos principes et les faire triompher.

Mais nous devons aussi nous souvenir que la politique n'est pas tout, qu'elle ne peut pas nous donner tout ce que nous avons et qu'elle est



souvent aussi traître qu'impuissante. Souvenons-nous que les politiciens ne sont pas toujours des nôtres, et le serait-il qu'il ne pourrait jamais nous faire eux-mêmes une société idéale. Dans le meilleur gouvernement, sous le meilleur régime, il ne peut avoir que malaises et dissensions, si les hommes ne s'aiment pas, ne se comprennent pas.

Nous savons, camarades, que notre misère et nos malheurs ne résident pas non seulement dans et par ce que la forme d'un gouvernement. Mais aussi parce qu'il manque d'union et d'entente parmi le peuple.

Nous savons que pour décréter nos droits, il faut que nous soyons très unis, très serrés, autour de la même idée.

Nous savons que tous les instruments dont nous nous servons pour la culture sont trop faibles, trop durs à travailler, qu'ils ne produisent pas assez, et que pour s'en procurer de plus forts qui fassent mieux et nous donnent davantage, il faut que nous soyons unis et groupé.

Nous savons que la terre est trop morcelée et qu'il faut que ces champs soient réunis et débarrassés de leurs ronces pour qu'ils se travaillent mieux et rapportent davantage.

Nous savons tous que dans nos petits métiers nous manquons de l'outillage nécessaire, de la force de la machine qui donnerait un rendement plus grand avec moins de peines.

Nous savons tous que notre petit commerce est un moyen d'échange, mesquin et mal compris, que tous et tous les jours nous nous efforçons, nous épuisons nos forces à un travail inutile et sans profit.

Nous savons que le vieux monde dans lequel nous vivons ne doit plus être, qu'il faut que le travail et la production s'organisent, nous savons qu'il faut que la machine et la terre fassent retour aux travailleurs.

Et c'est pour cela, camarades, qu'il faut que nous soyons unis. C'est pour cela qu'il faut nous grouper, travailler, éduquer.

C'est pour cela que nous voulons que notre groupe devienne bon et puissant.

C'est pour cela que nous vous pressons à devenir des nôtres, à nous organiser, à lutter.

L'avenir appartient à ceux de la génération qui seront forts et hardis.

Soyons ceux-là ! Notre bonheur en dépend.

Vive le groupe pour la sociale.





Citoyens[14]

C'est aujourd'hui jour de fête pour le groupe d'études sociales, puisqu'il possède ses amis.

Ainsi que dans une famille on est heureux lorsqu'un membre éloigné arrive. Dans la grande famille socialiste on est content de se réunir de se voir et de s'entendre.

Le Groupe d'études sociales de Cuisery qui compte deux années d'existence a resserré les liens amicaux entre les jeunes gens du même pays.

On dit que la politique divise, je crois que, lorsqu'elle est sincère et qu'elle vise un idéal de bonté, de beauté et de justice, qu'elle unit.

Dans cet idéal des travailleurs. Dans ce rêve de société meilleure que poursuit le socialisme, les travailleurs se sont groupés, entendus, unis, ils ont fraternisé.

Nous voudrions le voir grandir et prospérer encore, s'étendre peu à peu aux indifférents et faire la conquête de ceux qui ne sont hostiles que par ce qu'ils ne comprennent pas les sentiments humains qui nous guident.

Pour cela il nous faut beaucoup d'entente et de cohésion.

Pour que nos efforts soient couronnés de succès il faut redoubler d'énergie et de volonté. Il faut comprendre et savoir faire comprendre nos idées. Ceux qui sont capables de faire des prosélytes sont déjà sûrs d'eux-mêmes.

C'est par des réunions semblables à celles d'aujourd'hui que les socialistes jeunes et vieux se formeront. C'est l'école de la fermeté et de la tactique. C'est le moyen combiné, sûr, d'arriver à des résultats prochains et sensibles.

Il nous reste donc à beaucoup remercier les Citoyens Bouveri et Futin de leurs belles conférences si bonnes et intéressantes.

Nous ne doutons pas que les fruits qu'elles porteront ne forment et ne garantissent l'union de tous les socialistes.

Je lève mon verre à l'union internationale des travailleurs, au progrès social et à l'humanité. Et porte la santé aux citoyens socialistes présents, particulièrement aux citoyens Futin et Bouveri[15]*.*

***Le Mouvement social*, n° 56, juillet-septembre 1966, p. 89-103**







Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914)



Jacques Julliard et Éric Hobsbawm ont attiré notre attention sur la discordance, à l'orée du siècle, entre le syndicalisme révolutionnaire français qui se met en état de rupture avec le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire britannique qui se développe en se pénétrant de socialisme. Parmi les raisons possibles d'une divergence si frappante, on pourrait noter celle-ci : le socialisme français s'incarne en un parti qui entreprend la conquête parlementaire de la France alors qu'en Angleterre, malgré la création du Labour, il reste pour l'essentiel un mouvement de pensée extrêmement diversifié. Il y eut toutefois à l'intérieur de la SFIO, toute structurée qu'elle fût en vue de l'action « électorale », comme on disait à l'époque, des attitudes différentes à l'égard du syndicalisme révolutionnaire. Les guesdistes eurent de loin la plus négative, désireux qu'ils étaient de limiter le mouvement syndical au corporatisme. L'objet de ma communication, qui voudrait amorcer une réflexion sur les formes et l'ampleur de la méfiance à l'égard de l'État chez les socialistes français entre 1905 et 1914, est de montrer que cette méfiance caractérise les hommes les plus favorables au syndicalisme révolutionnaire, sans pourtant se limiter à eux.

Il s'agit moins d'une analyse idéologique opposant les différents courants qui se réclament du marxisme ou du proudhonisme que d'un effort pour comprendre le maintien et les mutations d'une mentalité antiétatique à l'intérieur de la SFIO et chez ceux qui la suivent.





Une des difficultés principales tient en effet à ce que, en apparence, les débats qui opposent entre eux les socialistes dans le Parti unifié ne portent que rarement sur l'État : on discute de la possibilité et de la portée des réformes, du rôle respectif du syndicat et du parti, de la valeur de l'« action directe » et de l'« action électorale », etc. En réalité, derrière les problèmes ouvertement posés, il est intéressant de déceler telles tendances, informulées, de la conscience collective.

Le poids des traditions

Si l'on tente de faire le point à la veille de l'unité, on est tout d'abord frappé par le caractère limité, dans le socialisme français, d'un antiétatisme que combattent à la fois la tradition jacobine, l'interprétation couramment diffusée du marxisme et la nature des milieux où se recrutent nombre de militants. Beaucoup de Français sont venus au socialisme à partir d'une certaine image de la Révolution française. Imprégnés de la tradition jacobine, ils voient dans l'État républicain, conquête du peuple, la forme politique intangible du socialisme. Il ne leur apparaît pas comme une forteresse à détruire, mais comme un appareil que les travailleurs peuvent, s'ils veulent agir, pénétrer d'influences socialistes. L'existence, depuis 1893, d'un fort groupe parlementaire dont les députés ne peuvent guère se tenir dans une permanente opposition joue dans le même sens : ministérialistes ou pas, partisans ou non du Bloc des gauches, tous les élus socialistes vont voter plus tard pour les ministères « blocards » dès qu'ils les voient menacés par la « réaction ». L'attachement à l'école laïque, les victoires remportées en commun contre la présence de l'Église dans l'État – quelles que soient les oppositions entre les partisans d'un athéisme militant et ceux qui aspirent seulement à mettre l'Église à « sa place »[1] – renforcent le sentiment qu'éprouvent de nombreux socialistes d'être, pour l'essentiel, la gauche du parti avancé[2]. Le Parlement, et à travers lui l'État, sont confusément sentis – on n'ose dire connus – comme une représentation, certes altérée et déformée par le capitalisme, de la nation dont ils se considèrent comme faisant pleinement partie. L'interprétation que le Parti Ouvrier Français, l'introducteur en France d'un certain marxisme, a présentée de la théorie marxiste de l'État a contribué en fait à étoffer cette conscience confuse. Certes, les guesdistes définissent l'État, même républicain, comme un des modes de la





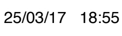

domination de la classe capitaliste, mais, dans leur souci de polémiquer avec les anarchistes, ils mettent constamment l'accent sur la nécessité pour les socialistes non pas de détruire l'État bourgeois et son appareil, mais de le conquérir ; et si, pour cette conquête, l'usage du fusil n'est pas exclu, la confiance dans le bulletin de vote va cependant grandissant : qu'on se souvienne de la manière dont fut saluée l'élection de Guesde à la Chambre en 1893 ! Marx avait bien pu, le 12 avril 1871, écrire à Kugelmann : « La révolution en France doit avant tout tenter non pas de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains – mais de la briser ». Ce n'est pas de cet aspect de ses leçons que se souviennent, au début du siècle, ceux qui en France se considèrent comme ses meilleurs disciples.

Enfin, ils sont nombreux, à l'heure de l'unité, les travailleurs dont les métiers sont liés à l'État par différentes conventions et qui se tournent tout naturellement vers lui, quitte à le voir se détourner d'eux. Rolande Trempé évoque le cas des mineurs. Il faudrait aussi étudier le comportement des cheminots[3] pour la défense desquels s'est constitué de bonne heure un groupe interparlementaire important où se retrouvent sénateurs et députés de divers partis.



Rien d'étonnant dans ces conditions si l'idée qu'il est possible de conquérir progressivement, par le suffrage universel, les pouvoirs publics, se double de la conviction que le rôle des socialistes est d'obtenir l'intervention accrue de l'État dans l'économie capitaliste, notamment par le vote de lois sociales et par une politique de nationalisation. Tous les courants du socialisme français, à l'exception des allemanistes, avaient pu, en 1896, faire leurs ces deux aspects essentiels du « programme de Saint-Mandé » élaboré par Millerand trois ans avant qu'il ne devint ministre[4]. Et, comme le fera remarquer, quinze ans plus tard, Albert Thomas, au congrès de Saint-Quentin (avril 1911), aucun congrès socialiste ne remit en cause d'une manière sérieuse l'objectif de la « reprise par la nation » des grands monopoles : les débats ne portèrent que sur les formes et les conditions.

Mais ni les jauressistes, ni les guesdistes n'acceptèrent jamais le qualificatif de socialistes « étatistes ». Au congrès de Saint-Quentin, un des plus fermes partisans d'une politique active de nationalisation, Ernest Poisson, s'écria : « Nous ne voulons pas qu'on laisse dire, dans un congrès, que nous sommes des socialistes étatistes. Nous sommes des





socialistes tout court »[5]. C'est qu'un ancien courant antiétatiste sourd encore dans le socialisme français à de grandes profondeurs au début du XXe siècle.

La France reste dans une large mesure un pays d'industries dispersées, d'ateliers, de petits paysans demi-indépendants. Dans ces couches sociales survit, plus ou moins transformé, le vieux rêve sans-culotte, mais non jacobin[6], de la démocratie directe, non représentative, et ce rêve s'accommode mal de l'extension des pouvoirs d'un État centralisé. D'autre part, dans la nouvelle classe ouvrière, en proie à des conditions de vie pénibles, pénètre, selon un rythme et des proportions que nous connaissons encore mal, l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire. Elle tend à isoler le prolétariat, à le constituer en groupe radicalement séparé. Que pense-t-on dans ces milieux des petits fonctionnaires plus ou moins intégrés à l'appareil de l'État, gardiens d'une parcelle de son autorité, détenteurs d'une retraite pour leurs vieux jours ? Le fils qui devient postier, douanier, voire instituteur, passe-t-il pour un garçon qui a de la chance ou pour un prolétaire qui abandonne sa classe ?




Quoi qu'il en soit, la tradition centralisatrice française a eu, depuis le XVIIe siècle, des conséquences qui ont suscité par certains aspects l'hostilité des masses populaires dans lesquelles baignent les socialistes. Les travaux de B. Porchnev et de R. Mousnier[7] ont mis en lumière l'importance, au grand siècle, des luttes populaires contre la fiscalité royale dans les campagnes, mais aussi dans les villes : de tels souvenirs laissent sans doute des traces qu'approfondissent, au début du XXe siècle, la manière dont la République bourgeoise utilise son appareil d'État centralisé. L'État républicain s'est révélé profondément indifférent au sort des travailleurs : en 1905, il n'y a pas encore de ministère du Travail ; il est exceptionnel que le Parlement entreprenne une enquête sur la condition ouvrière[8] ; les lois sociales ont, aux yeux de nombreux ouvriers, une fâcheuse tendance à reprendre d'une main ce qu'elles accordent de l'autre : la loi Millerand-Colliard de mars 1900, pour fixer de façon uniforme la durée du travail dans les ateliers mixtes, a commencé par augmenter d'une heure, pendant une période intermédiaire de quatre ans, la journée de travail des femmes et des enfants. Plus grave encore pour la sensibilité ouvrière, le rôle répressif de l'État ne se relâche guère : en juin 1900, la « fusillade de Chalon », au cours de laquelle plusieurs grévistes sont tués par balles, est dénoncée comme un « nouveau



Fourmies» qui succède de peu à la sanglante répression d'une grève d'ouvriers agricoles à la Martinique. La police, l'armée, ces fermes soutiens de l'État, n'ont guère bonne presse et c'est le pouvoir politique central tout entier qui est mis en cause lorsque le Comité général socialiste, institué au congrès de Japy, dénonce «le caractère nécessairement antiprolétarien de l'État actuel» au cours de sa séance du 6 juin 1900.

Au plan moral enfin, non seulement la pratique gouvernementale mais la vie parlementaire elle-même tendent à être dénoncées comme autant d'instruments de corruption. Les élus socialistes n'avaient pas été éclaboussés par le scandale de Panama. Eux du moins ne se déplaçaient pas alors «dans la lumière de la gloire»[9]. Et certes on ne songe pas à accuser Millerand d'être un «chéquard». Mais la rapide évolution vers la droite du premier des ministres socialistes, qui aboutit à son exclusion en 1904 du Parti Socialiste Français, met en lumière aux yeux d'un large public socialiste le rôle corrupteur de l'État avec d'autant plus de force que l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau avait suscité, y compris chez de nombreux guesdistes, les plus vives espérances. Tout député ne devient-il pas soupçonnable de souhaiter devenir ministre ? À la limite tout candidat – même socialiste – à «la timbale électorale» n'est-il pas un Millerand en puissance, un «traître» ? Telle est pour beaucoup la leçon de l'«expérience Millerand».





On comprend mieux, dans ces conditions, à la fois les limites et la force de l'hostilité à l'État dans le socialisme français au moment de son unification. Elle est évidemment bien plus vigoureuse dans le mouvement syndical dont les structures ne s'insèrent d'aucune manière dans les rets du système parlementaire et gouvernemental et qui se recrute dans un milieu encore uniformément ouvrier : en 1905, le syndicalisme n'a pas encore commencé à s'implanter chez les fonctionnaires. Pourtant, l'antiétatisme existe sous des formes complexes et diverses à l'intérieur des courants socialistes qui s'unifient. Dans un bref essai, comme celui-ci, qui n'a pas d'autre ambition que de contribuer à l'élaboration d'une problématique, on peut se demander pourquoi ce problème ne se trouvera pas placé au cœur de l'unité, comment et pourquoi, cependant, on le verra resurgir bientôt sous des formes nouvelles et s'il est vrai que le déclin assez rapide de celles-ci s'accompagnera de la disparition des tendances antiétatiques dans le mouvement socialiste français.



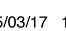
L'Unité

Les conditions dans lesquelles se réalise, au début de 1905, l'unité socialiste tendent à rejeter au second plan, à voiler les problèmes posés par l'existence et l'avenir de l'État et par la naissance du syndicalisme révolutionnaire. Et cela pour plusieurs raisons.

La première est sans doute le caractère impétueux du courant unitaire à la base, aussi bien dans le Parti Socialiste Français de Jaurès que dans le Parti Socialiste de France de Guesde et Vaillant ou à l'intérieur des Fédérations autonomes. Dans une telle conjoncture, les problèmes épineux sont rejetés aux buissons des bas-côtés de la route. La conscience collective met l'accent, selon une formule célèbre, sur ce qui unit et non sur ce qui peut diviser. D'autant plus aisément que les anciens partisans de Millerand ont plus ou moins explicitement accepté de tirer quelques conclusions du comportement du citoyen ministre. Le «ministérialisme» est explicitement abandonné, quelque courte que soit sur ce point l'analyse commune : la Charte d'Unité affirme qu'«aucune alliance n'est possible entre le Parti socialiste et une portion quelconque de la classe capitaliste», elle reconnaît que le groupe parlementaire doit refuser au gouvernement «tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie». Enfin, à la date à laquelle se tient le congrès du Globe – avril 1905 – une série de processus d'une extrême importance pour le socialisme français n'ont pas encore atteint leur point culminant, si bien que l'unité n'en porte guère la marque : si la séparation organique entre syndicats et parti est déjà très poussée, sauf dans les organisations allemanistes, leur séparation doctrinale ne prendra figure statutaire qu'un an et demi plus tard, au congrès de la CGT qui se tient à Amiens, en octobre 1906. Peut-être faut-il relier ce décalage au fait que la radicalisation du mouvement ouvrier, en cours au printemps 1905, n'atteindra de son côté son ampleur maximale qu'au début de 1906.



Dès lors, l'unité vise surtout à liquider le contentieux qui séparait les principales organisations politiques se réclamant du socialisme et à prévoir le strict indispensable pour l'avenir. Le règlement adopté, article par article, au congrès du Globe est plus discuté que la Charte d'Unité, sans doute parce qu'il est tenu pour plus important. Les débats portent essentiellement sur le degré d'autonomie des groupes et des fédérations et sur les rapports entre le groupe parlementaire et les organismes



dirigeants du parti, et ceux qui en débattent représentent des forces socialistes organisées, déjà structurées politiquement. Par contre, les problèmes qui vont bientôt s'avérer fondamentaux ne sont même pas effleurés[10] : celui des relations entre le Parti et la CGT, où, depuis le congrès de Bourges de 1904, le syndicalisme révolutionnaire est clairement majoritaire ; celui de la nature et du rôle de l'État et de son appareil dans la société capitaliste et dans le cadre de la lutte pour la transformation fondamentale de cette société que mènent les socialistes.

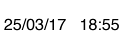
C'est pourtant bien en 1905, au moment et au lendemain de l'unité, qu'entreprennent de se définir et de s'organiser les courants d'opinion qui, dans le socialisme, sont le plus hostiles à l'État et le plus favorables au syndicalisme révolutionnaire ; mais, constitués en marge des anciennes fractions et dans une atmosphère générale peu favorable, ils n'ont pas pesé sur l'unité et, quelque léger que fût l'appareil que se donnait la naissante SFIO, ils ne pouvaient guère espérer l'emporter sauf à capitaliser à leur profit dans le parti un mouvement de masse très profond, ce que rendra particulièrement difficile l'intransigeance de la direction confédérale.



« Socialistes ouvriers » et « insurrectionnels »

Deux tendances incarnent ces positions : celle que l'on appelle « syndicaliste » et qui se définit elle-même comme regroupant les partisans du *socialisme ouvrier* ; celle qu'on appelle « hervéiste » et qui se définit elle-même comme *insurrectionnelle*. On ne peut les étudier en les séparant du milieu qui les a nourries et qui, dans une certaine mesure, continue à les nourrir.

Le courant « syndicaliste » se définit nettement entre la fin de 1904 et 1906, mais il se cherchait depuis quelques années. Son principal leader, Hubert Lagardelle, rappellera en 1911[11] le « sinistre désert intellectuel » dans lequel ses jeunes camarades et lui se débattaient au début du siècle et comment c'est par un effort de réflexion sur le marxisme qu'ils retrouvèrent « la foi dans le socialisme », mais il dira aussi que leur pensée se précisa et s'organisa grâce aux affirmations et aux luttes du syndicalisme révolutionnaire. Sa mémoire le trompait d'autant moins qu'elle s'appuyait sur une revue qui s'appliqua à théoriser le « socialisme ouvrier » et où cette expression apparaît dès avril 1902.





Les partisans du « socialisme ouvrier » disposèrent, en effet, dès le départ, d'une revue parfois bi-mensuelle, parfois même bi-semestrielle, le plus souvent mensuelle, le *Mouvement socialiste*[12]. Elle avait été fondée en janvier 1899, en pleine affaire Dreyfus, et sa première série qui se prolongea jusqu'à la fin de 1904 en fit, un temps, un carrefour des tendances les plus diverses du socialisme et du syndicalisme français et international. Tous s'y retrouvaient, de Georges Sorel qui en fut un des fondateurs, aux supporters du Programme de Saint-Mandé et aux syndicalistes non socialistes, d'Antonio à Arturo Labriola. Son originalité fut, dès le début, réelle. Revue de jeunes, c'était aussi pour une part une revue de provinciaux « montés à Paris » : son directeur, Lagardelle, son secrétaire de rédaction, Jean Rieux, tous deux Toulousains, avaient en 1899 vingt-cinq ans au plus ; Ernest Lafont appartenait à une riche famille de négociants lyonnais. Dans ces conditions, le *Mouvement socialiste* se préoccupa d'analyser, dans un esprit à la fois scientifique et militant, toutes les manifestations nouvelles du mouvement ouvrier sous toutes ses formes, avec l'espoir d'y déceler les lignes de force d'une possible rénovation. À partir de 1902, la revue, tout en restant très ouverte, s'orienta vers les tendances les plus hostiles au Bloc des Gauches. Elle devint, en 1903-1904, nettement antijauressienne et multiplia les critiques à l'égard de tout ce qui pouvait évoquer une alliance entre le socialisme et l'État bourgeois. À la fin de 1904, Lagardelle, qui la finançait pour une grande part, décida d'en réduire très sérieusement la diversité pour en faire, avec le concours d'un certain nombre de syndicalistes, Griffuelhes, Merrheim et d'autres, l'organe théorique du « socialisme ouvrier ». « Qu'on me comprenne bien toutefois, écrivait-il, il ne s'agit pas de se mêler à l'action spécifique des syndicalistes-révolutionnaires, mais de tirer de leurs luttes et de leur pratique les enseignements qu'elles comportent.[13] » Revue à laquelle collaboraient les syndicalistes-révolutionnaires et qui s'inspirait de leur activité, le *Mouvement socialiste* entendait rester sinon une revue du parti, du moins une revue socialiste.



Si le « socialisme ouvrier » eut à sa disposition un organe théorique, il ne tenta pourtant jamais de s'organiser en tendance soucieuse d'acquérir une certaine base de masse dans le parti. L'ambition de Lagardelle et de ses amis était, certes, de rayonner : ils créèrent une collection, la « Bibliothèque du Mouvement socialiste » ; ils firent en France et à





l'étranger des conférences et se taillèrent une place dans les différentes institutions qui vulgarisaient en France les sciences sociales[14] ; ils ne dédaignèrent pas de se faire déléguer aux congrès nationaux de la SFIO[15] et il n'en est pas où deux ou trois d'entre eux n'aient pris la parole. Mais nous sommes impuissants à apprécier l'ampleur du courant d'opinion qu'ils représentaient au sein du « socialisme institutionnel ». Leur revue a certainement connu une vie difficile : il n'est pour s'en convaincre que de suivre les avatars de sa parution du début de 1903 au milieu de 1907, lorsqu'elle inaugure une troisième série. Bien informée, mais agressive et en même temps volontiers pontifiante, elle ne devait guère être lue en France que par des fidèles, mais nous ignorons le nombre de ses abonnés ; et nous ne pouvons parvenir à apprécier le poids, dans le parti, des « socialistes ouvriers » : ils ne déposèrent pas en leur nom de motions de congrès, on ne se compta sur leurs textes ni à Paris, ni en province, ils n'émirent non plus jamais – ceci étant la conséquence de cela – la prétention, que consacre à partir de 1907 l'organisation des tendances dans la SFIO, d'être représentés à la CAP proportionnellement à leur audience dans le parti.



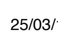

Juste conscience de leur extrême faiblesse ? S'ils ne veulent pas se compter, c'est qu'on les compterait trop facilement ? Sans doute. Mais l'argument ne me semble pas tout à fait suffisant. Peut-être faut-il tenir compte aussi du faible ancrage provincial de leur revue, quoique Lagardelle conserve jusqu'en 1910 un mandat de la Haute-Garonne et qu'à cette date Lafont, devenu maire de Firminy, en obtienne un de la Loire. Avocats (Lagardelle, Lafont), polytechniciens en retraite (G. Sorel), fonctionnaires au service d'un ministère, de la Préfecture ou de la Ville de Paris (A. Morizet, P. Dormoy, J. Gaumont, G. Lévy), la province française leur est lointaine. Et, d'autre part, ces « intellectuels », tout en se proclamant socialistes, ont sans doute redouté, s'ils s'organisaient dans les rangs du parti, s'ils utilisaient eux aussi les motions et la « cuisine de congrès », de sembler valoriser dans la vie du parti ce qu'ils y condamnaient comme désuet : une structure institutionnelle, des habitudes de type parlementaire et, comme ils disaient, « démocratiques », c'est-à-dire bourgeoises. Lagardelle et ses amis n'ont pas franchi le pas qui, d'idéologues – non dépourvus, d'ailleurs, d'habiletés manœuvrières – en eût fait des hommes de parti, capables de peser vraiment sur ce microcosme qu'est un congrès national, sur la machine de la SFIO.



Le deuxième courant d'opinion, celui des hervéistes, des *insurrectionnels*, se présente un peu plus tard à la famille socialiste : entre avril 1905 et la fin de 1906, Le coup de gong est donné par Gustave Hervé au cours d'un meeting qui, le 26 avril 1905, clôture le congrès d'unité. Il y expose avec éclat sa thèse « antimilitariste » et « antipatriotique » : rien de bien différent de ce qu'il professait depuis plusieurs années dans sa fédération, l'Yonne, mais le voici maintenant membre de la CAP. Ses amis et lui vont mettre un an et demi à mieux s'organiser. C'est chose faite en décembre 1906 quand il lance *La Guerre sociale* dont les hervéistes vont faire un moyen de propagande et de polémique autrement plus efficace que l'irrégulière revue des « socialistes ouvriers ». *La Guerre sociale* est un hebdomadaire de quatre pages, six dans les circonstances exceptionnelles, vivant, bien informé, remarquablement mis en page et animé par une équipe de journalistes nés, un vrai journal de militants[16]. Sa direction, assurée par un socialiste, Gustave Hervé, et un anarchiste, Miguel Almereyda, est le fruit de la collaboration entre candidats perpétuels à la prison : socialistes unifiés qui « à l'intérieur du parti luttent pour l'arracher à son réformisme, à son respect de la légalité », syndicalistes partisans de l'« action directe », comme Pouget et Yvetot, et communistes libertaires membres de l'Association Internationale Antimilitariste. Voici donc encore, entre socialistes et syndicalistes, un journal carrefour. Dès le début, il tire à 20 000 exemplaires. Son audience ira croissant jusqu'en 1912 où son tirage approche de 60 000. Le nombre des abonnés, longtemps stagnant autour de 2 500, atteint alors presque 6 000[17]. Journal de masse ? l'expression est sans doute excessive, mais si l'on songe que *L'Humanité*, en 1907, ne tire guère à plus de 40 000, le rapport dit assez l'audience de l'hebdomadaire des insurrectionnels à Paris comme en province. En mai 1908, les comptes du journal pour le trimestre qui vient de s'écouler révèlent qu'en dehors des abonnés et de la vente dans les gares, on vend quelque 5 500 exemplaires à Paris et 7 000 en province. La part provinciale ira en s'étoffant pendant les années d'expansion : en 1912, on écoule au numéro 10 500 exemplaires dans la capitale, 25 000 dans le reste de la France.

À la différence des amis de Lagardelle, les « insurrectionnels » s'organisent publiquement en tendance. Dès le congrès de Limoges en novembre 1906, ils se comptent sur une motion présentée par la Fédération de l'Yonne. Il en est de même à Nancy en 1907, à







Saint-Étienne en 1909, à Nîmes en 1910[18]. À partir de 1907, ils obtiennent d'être représentés à la CAP sur la base du nombre de voix obtenues chaque année par leurs motions : deux sièges en 1907-1908, trois à partir de 1909. Hervé, Jobert, Goldschild, Perceau, Madeleine Pelletier, tels sont ceux que les socialistes hervéistes désignent le plus souvent pour parler en leur nom. Ainsi se dégage une image non pas rigoureuse mais approximative de l'audience des « insurrectionnels » dans le parti. Nul doute qu'elle reste médiocre : trente et un mandats à Limoges, quarante et un à Nancy, cinquante et un à Saint-Étienne.

Sur quels départements s'étend-elle ? Essentiellement la Seine et l'Yonne, mais aussi le sud du couloir rhodanien (les Alpes basses, hautes et maritimes, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône), l'ancienne fédération jurassienne (l'Ain, le Doubs, le Jura et les deux Savoie), certains départements du Nord-Est (la Somme, la Meurthe-et-Moselle) et de la bordure occitane du massif Central (la Creuse, la Charente-Maritime, l'Aveyron, à la limite la Haute-Loire). Il s'agit le plus souvent de départements ruraux parfois semés d'industrie semi-artisanale. Essayons de serrer d'un peu plus près la réalité pour l'Yonne, mère de l'hervéisme : si le Senonais offre encore un certain mélange d'ateliers de professions libérales et de paysannerie indépendante, dans le Jovinien, il n'y a pas une seule entreprise industrielle en dehors de la ville de Joigny. Or, Jobert qui parcourt pour la première fois la région au début de 1906, obtient aux élections législatives, fin avril, 2506 voix ; à Joigny précisément, sur 1400 électeurs, 57 seulement ont voté pour lui ; ce sont les petites communes rurales qui comptent entre 150 et 300 électeurs (il en a visité 97 sur 108) qui lui ont donné l'essentiel de ses voix, presque partout une forte minorité. À la même époque, on signe massivement dans le département l'affiche « Aux soldats » éditée par l'Association Antimilitariste Internationale et pour laquelle les premiers signataires viennent d'être sévèrement condamnés ; ils sont 472 à donner leur nom dans le seul arrondissement de Joigny[19]. L'hypothèse prend forme d'un courant hervéiste, allié aux syndicalistes-révolutionnaires, dans certains secteurs de la petite paysannerie.



Ses militants ont d'ailleurs une implantation régionale bien plus sérieuse et plus diverse que ceux du « socialisme ouvrier ». Hervé est un Breton devenu « commis-voyageur du socialisme » dans l'Yonne. Jobert travaille à la Compagnie parisienne du Gaz, mais ce paysan bourguignon sans terre est resté attaché intensément à sa province natale. La





« citoyenne Sorgue » a des attaches aveyronnaises. En Saône-et-Loire, Raquillet, viticulteur aisé[20], est maire de Mercurey. Stackelberg lui-même s'est créé une situation dans les Alpes-Maritimes et Antiq une influence locale dans les Alpes. Sans doute, les Parisiens sont-ils en force (Besombes, Bruckère, M. Pelletier, Perceau) et surtout les jeunes (Goldschild, Méric, Texcier), mais les gens rassis et les provinciaux enracinés dans leur terroir ne manquent pas.

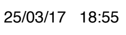
Un terreau commun

On comprendrait pourtant mal l'originalité des « insurrectionnels » et des « syndicalistes » dans la SFIO, entre 1905 et 1910, si l'on se désintéressait du terreau commun où ils ont poussé. Pour l'essentiel, ils sont bien fils de leur temps – et de leurs œuvres – nés de la parlementarisation du socialisme et des formes originales que prend en France la radicalisation du mouvement ouvrier. Pourtant, leurs cadres ont plus souvent trente à quarante ans que vingt et ceux qui les suivent ne se recrutent pas que dans la jeune génération. Où étaient-ils avant ?



Ils viennent de partout, sauf du « socialisme indépendant » qui a fourni une bonne partie des animateurs du Parti Socialiste Français, restés fidèles au Bloc jusqu'à l'Unité. Lagardelle, jeune intellectuel formé au marxisme en 1894-1895 par le POF toulousain, puis ardemment dreyfusard, un temps jauressien, a adhéré en 1902 par esprit révolutionnaire au Parti Socialiste de France à l'intérieur duquel il se livre, dès 1903, à une critique serrée du guesdisme[21]. L'esprit combatif et polémique du guesdisme, on le repère aussi chez deux militantes, Sorgue et Pelletier, et chez un Dormoy dans la Seine, un Norange dans la Marne, etc. Tous se retrouvent aux côtés de Guesde lorsque lui reviennent les vieilles formules où s'exprime un antiétatisme radical : « L'État, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie »[22].

La masse des guesdistes pourtant est restée guesdiste. Les socialistes ouvriers et les insurrectionnels se recrutent surtout dans les nouvelles fédérations et dans celles qu'a marquées l'allemanisme : l'Yonne, les anciens départements jurassiens, la Somme, une partie de la Seine. L'allemanisme, qui disparaît comme courant original dans l'Unité, survit ainsi avec ses traditions ouvriéristes et antiétatistes dans les deux tendances que nous étudions. Les Ardennes sont la seule fédération





allemaniste où ne se soit pas développé un courant socialiste favorable au syndicalisme révolutionnaire : c'est que les syndicats n'y étaient pas devenus révolutionnaires.

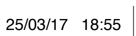
Il est enfin un militant dont le prestige et l'influence contribuent largement à assurer le maintien à l'intérieur du parti des deux courants les plus hostiles à l'État. Vaillant est parfois appelé en consultation au *Mouvement socialiste* ou comme arbitre chez les insurrectionnels de la Seine. Révolutionnaire incontesté, sensible au nouveau, il est depuis longtemps très attentif à tous les mouvements d'opinion qui parcourent le syndicalisme. D'accord avec Jaurès sur la tactique, pratiquement depuis 1906, il motive cependant presque toujours en d'autres termes ses prises de position. Il nourrit en particulier contre l'État agressif et répressif une haine politique moins prête à désarmer que celle de Guesde et qui le rapproche quelque peu, nous allons le voir, des hommes du *Mouvement socialiste* et beaucoup de ceux de la *Guerre sociale*.

Divergences et points communs



Il reste que les deux groupes ne se confondent pas. Mais si les divergences qui les séparent sont « réelles et profondes »[23], pendant quelques années, les points communs l'emporteront.

Les désaccords concernent tout d'abord les objectifs à court terme. Pour les hervéistes, la tâche immédiate est pédagogique : précocement conscients, et de façon aiguë, du danger de guerre, ils voient, dans l'entraînement à l'insurrection par la propagande, la grève, les manifestations de rues, la seule préparation valable au combat révolutionnaire. Selon l'équipe du *Mouvement socialiste*, au contraire, aucune pédagogie ne peut ranimer dans les masses de façon artificielle la flamme insurrectionnelle. Les socialistes doivent observer les tendances nouvelles qui se font jour spontanément dans la classe ouvrière et les encourager. Ces tendances sont caractérisées par la crise de la démocratie politique et le transfert des énergies révolutionnaires sur le syndicalisme. Celui-ci édifie, dès maintenant, en pleine société bourgeoise, des institutions originales, embryon de la future société socialiste. En les faisant connaître, en les analysant, non seulement on préparera la victoire du socialisme, mais on facilitera la lutte contre la guerre dont la CGT fait un de ses thèmes mobilisateurs.





Aussi, les deux tendances ne caractérisent-elles pas de la même façon les forces grâce auxquelles la révolution sera possible. Sans doute exaltent-elles toutes deux le rôle du syndicalisme révolutionnaire, minorité agissante, créatrice de valeurs et d'institutions nouvelles, mais la place qu'elles lui mesurent n'est pas la même. Lagardelle n'attend rien de bon des paysans, des intellectuels dont il dénonce la tendance à se considérer comme les défenseurs de l'intérêt général de la société, et donc de la paix sociale ; il réserve aux salariés le monopole du capital révolutionnaire. Le moteur de la transformation sociale ne peut être, dans une telle perspective, que le mouvement syndical et non le parti. Aux yeux d'Hervé et de ses amis, au contraire, un parti révolutionnaire est indispensable pour animer l'ensemble des forces sans lesquelles le succès du socialisme est impossible. Quoique venant du POSR, Hervé rejette l'ouvriérisme et met l'accent sur le rôle irremplaçable des socialistes dans la conquête de la paysannerie : « Nous irons leur exposer les principes socialistes, nous irons leur dire que leurs enfants ne doivent plus servir de chiens de garde contre les ouvriers des villes qui se mettent en grève »[24].



Enfin, les *leaders* des insurrectionnels et ceux des socialistes ouvriers n'attachent pas la même importance à ce qui se passe hors de France. L'équipe du *Mouvement socialiste*, internationale dès sa fondation, le reste jusqu'en 1914 et cherche à retrouver dans d'autres pays le mouvement par lequel le prolétariat français essaye de se séparer du reste de la nation en élaborant ses propres institutions. L'hervéisme, pour sa part, tout en préconisant la chute des frontières et l'unité du prolétariat mondial, s'en tient en fait à un internationalisme abstrait dans la mesure où il ne s'appuie pas sur une connaissance sérieuse du mouvement ouvrier des différents pays d'Europe.

Si l'on cherche, par-delà les propos des dirigeants, à cerner les motivations de ceux qui les suivent, on pourrait dire que les amis d'Hervé s'inspirent d'une tradition nationale, à la fois blanquiste et lamartinienne et cherchent en fait leur modèle dans le romantisme révolutionnaire français, alors que ceux de Lagardelle sont sur la piste d'un phénomène contemporain auquel ils espèrent trouver un caractère international.

Cela n'empêche pas les *points communs*. Cela n'empêche pas socialistes syndicalistes et insurrectionnels d'être presque toujours, en fait, solidaires à l'intérieur de la SFIO. Leurs publications se soutiennent. En mai 1905, le *Mouvement socialiste* approuve pleinement le discours



« antipatriotique » qu'Hervé a prononcé au Tivoli Vaux-Hall le 26 avril. En février 1908, la *Guerre sociale* publie en encart une conférence de Lagardelle sur Bakounine. Et lors même qu'en avril 1909 Boulay fait état de « divergences profondes », il ajoute aussitôt que « la cause du socialisme révolutionnaire est leur cause, les adversaires d'Hervé sont leurs adversaires »[25]. On s'en aperçoit dans les congrès. Les motions de la fédération de l'Yonne sont votées en 1906 et 1907 par les « syndicalistes ouvriers » et ceux-ci approuvent, en 1908, dans le cadre de la Fédération de la Seine, la motion Jobert, dite du XIIIe arrondissement. En 1910, ils combattent en commun la loi sur les retraites ouvrières et, en 1912, ils constituent la petite minorité – 180 mandats – qui s'oppose à ce que Compère-Morel et Ghesquière soient considérés comme non coupables à l'égard de la CGT[26]. On peut enfin noter que lorsque Lagardelle et ses amis souhaitent détenir les mandats de fédérations où ils n'ont pas d'influence personnelle, ils en trouvent sans grande peine dans l'Ille-et-Vilaine, l'Algérie, la Drôme, la Meurthe-et-Moselle, où les hervéistes ont des appuis ; aux yeux de nombreux militants, l'audience des deux tendances semble à peu près interchangeable.



Non seulement parce que toutes deux soutiennent la CGT, mais parce que toutes deux manifestent la même aspiration à une pratique socialiste immédiate. Comment assurer à un certain nombre de militants une insertion originale, intrinsèquement révolutionnaire dans l'action ? Quels modes de participation leur trouver en marge ou hors des cadres de la République parlementaire ? Jaurès sentait bien ce désir lorsqu'il félicitait Lagardelle au congrès de Toulouse pour son « souci passionné de réalisation et d'action »[27]. Il s'agit d'une morale qui non seulement refuse à des degrés divers l'intégration dans la société politique officielle, mais encore qui s'appuie sur une méfiance profonde, voire une hostilité plus ou moins consciente à l'égard de tout État. J'insisterai maintenant sur cet élément essentiel.

Ce n'est pas le régime républicain qui est en cause. Le ralliement au monarchisme de Berth et de Sorel, deux de ses prestigieux compagnons de route, laisse en 1909 pantois Lagardelle et les « syndicalistes ouvriers » et les amène à réaffirmer leur attachement à la République. La critique du régime parlementaire elle-même ne va pas, tout au moins dans les masses, au-delà de la dénonciation de la « timbale électorale ». Les sirènes abstentionnistes ne sont pas écoutées[28]. Comme l'explique, en mars 1910,





la *Guerre sociale*, il faut faire des concessions à « la base » en « trempant nos lèvres dans l'alcool frelaté du parlementarisme ».

Mais le succès d'une grande partie des campagnes que lancent les « insurrectionnels » et les « syndicalistes » s'explique dans la mesure où elles recoupent l'hostilité d'une partie de l'opinion à l'égard de l'appareil d'État et en particulier de sa partie répressive, l'armée, la police, la magistrature. Les nombreux procès intentés aux antimilitaristes sont l'occasion, dans de très nombreux groupes socialistes, de « vouer au mépris » les magistrats. Les campagnes de la *Guerre sociale* contre la police des mœurs font pénétrer plus profondément encore dans la conscience de ses lecteurs l'idée que la police est intrinsèquement perverse, qu'il s'agisse des policiers qui chargent les manifestants, de ceux qui s'introduisent dans les organisations révolutionnaires ou de ceux qui pourchassent les souteneurs. Mais c'est surtout l'armée qui est visée, l'armée qui brise les grèves et tue les ouvriers, l'armée qui pille, torture et massacre aux colonies, l'armée, école du crime, qui détruit les consciences libres et les fortes individualités. Les campagnes contre « Biribi » et les bagnes militaires d'Afrique, reprises par tant de chansons et d'almanachs, expriment




et en même temps renforcent l'image que se fait, entre 1905 et 1910, la conscience populaire de l'institution dans laquelle s'incarnent les caractères les plus pernicieux de l'État.

N'est-il donc vu dans ce secteur du socialisme qui lui est hostile que sous son visage répressif ? On n'est guère plus tendre pour « l'État-Patron », qui se montre plus dur que les capitalistes privés eux-mêmes, puisqu'il interdit aux fonctionnaires de se syndiquer. Les poursuites contre les premiers syndicats de postiers, d'instituteurs sont dénoncées sous cet angle. État-gestionnaire, il est, d'autre part, considéré comme incapable : le *Mouvement socialiste* ne se prive pas d'emprunter à la droite libérale traditionnelle de vives critiques contre la gestion des PTT. Tout au fond des consciences sommeille enfin l'image de l'État-Voleur, transmise sans doute quasi intacte depuis la monarchie : c'est le militant socialiste et syndicaliste Luquet (il ne suit ni Lagardelle, ni Hervé) qui, au congrès de Nîmes, lors du débat sur les retraites ouvrières, évoque le risque de voir l'État s'emparer à son profit des millions capitalisés dans la Caisse des Retraites, grâce, pour un tiers, aux cotisations des travailleurs[29]. Il y a là une série de stéréotypes dont il est nécessaire de parvenir



à repérer la fréquence dans les milieux influencés par le socialisme si l'on veut saisir l'intensité qu'y atteint l'antiétatisme.

Faut-il en conclure que l'État est l'ennemi parce qu'il est le représentant d'une classe ennemie ? L'hostilité semble plus profonde. Lagardelle en démêle bien les fils au congrès de Toulouse lorsqu'il explique, se réclamant à la fois et avec raison de Marx et de Proudhon, que le socialisme a pour but de « délivrer le corps social de la tutelle oppressive de l'État »[30]. Il ne suffit pas de conquérir l'État : il faut briser les institutions qui font sa force et les remplacer par des services publics socialisés. Des socialistes coopérateurs comme Jean Gaumont, dans sa plaquette *L'État contre la nation* (1911), des intellectuels blanquistes comme Paul Louis dans son livre *Le Syndicalisme contre l'État* (1910) approfondissent cette idée en réfléchissant aux moyens de désacraliser l'État auprès de ses propres serviteurs et de préparer non pas une étatisation, mais une socialisation des monopoles. À la limite, Lagardelle avance l'idée que les services publics devraient être gérés par les seuls salariés de l'État, celui-ci n'intervenant que pour obliger les contractants à respecter les clauses du contrat.

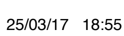


C'est ainsi que se renouvelle et s'enrichit, en tenant compte de la concentration financière croissante et des distances que certains fonctionnaires commencent à prendre vis-à-vis de leur employeur, l'antique défiance à l'égard de l'État, l'ancien rêve de le briser radicalement au jour de la Révolution.

Ruptures et survivances

À partir de 1911, cependant, les ruptures s'ébauchent. La CGT cesse d'être le modèle pour les tendances étudiées ici, qui vont elles-mêmes se transformer et, en quelque manière, s'effacer.

L'évolution de la CGT, à l'intérieur de laquelle recule la « gymnastique », un temps influente, au profit d'une analyse plus sérieuse des réalités économiques, amène l'hervéisme à rompre les liens étroits qui l'unissaient à elle. Dès lors, Hervé va osciller entre la tentation de créer, avec les anarchistes, un nouveau parti révolutionnaire et, devant l'impossibilité de trouver dans la SFIO un soutien suffisant, le retour sans phrase à la vieille maison où il prêchera, dès la fin de 1912, la disparition des tendances, le « désarmement des haines ». Du côté des « socialistes



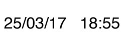


ouvriers», la crise syndicaliste et la menace révélée par le passage de Berth et Sorel à l'Action française ont précipité également l'évolution. À partir de la fin de 1910, Lagardelle prend ses distances par rapport au syndicalisme révolutionnaire. Il affirme l'avoir toujours conçu comme un moyen de dépasser la démocratie, non de la supprimer, donc comme un complément au Parti socialiste, non comme une solution de remplacement. Ce ne fut jamais à ses yeux, dit-il, une «nouvelle école» avec sa dogmatique, mais un simple «mouvement suggestif d'idées nouvelles»[31]. Plus encore: il lui semble à présent que, dans un pays où la classe ouvrière n'est qu'une minorité, il faut travailler à imprégner de l'esprit héroïque du syndicalisme révolutionnaire les autres couches populaires. C'est la réhabilitation du rôle de la SFIO. Poisson l'entérine, dans la vieille *Revue socialiste* devenue *Revue syndicale et socialiste*, en déclarant que la tendance syndicaliste s'est peu à peu fondue dans la majorité jauressiste du parti, comme le confirment, d'ailleurs, des changements de rédaction qui se produisent au *Mouvement socialiste*.



Si notre hypothèse de départ est fondée, nous devons parallèlement, pendant les trois ou quatre années qui précèdent la guerre, voir s'atténuer les attitudes d'hostilité à l'État et en comprendre les raisons. Celles-ci sont de trois ordres. L'État commence à jouer un rôle nouveau dans la vie sociale: il faudrait, pour en bien juger, étudier de près le fonctionnement du ministère du Travail créé en 1906, le recrutement et le comportement des inspecteurs du travail que des indications éparses semblent montrer assez indépendants du patronat. Si médiocres d'ailleurs qu'apparaissent les lois sociales votées pendant ces années, elles existent cependant et il n'est pas certain que l'opposition manifestée par la CGT en 1910 à la loi sur les retraites ait traduit l'opinion ouvrière. Deuxième raison: l'apparition du syndicalisme chez les fonctionnaires tend à dissocier l'État et une partie de son appareil: dans l'État apparaissent des alliés du prolétariat. Enfin – troisième raison – les progrès de la concentration industrielle, l'étude plus sérieuse qu'en entreprennent les socialistes renforcent les tendances favorables aux nationalisations. Si ambigu que soit le bref débat ouvert à ce sujet en février 1912 au congrès de Lyon, les réactions des fédérations jusque-là les plus antiétatistes confirment cette appréciation.

Jaurès a-t-il donc gagné? Non seulement il avait tout fait pour assurer la fusion des tendances dans le Parti unifié, mais encore, dans *L'Armée*





nouvelle, il avait, en définissant l'État démocratique comme un terrain de rencontre entre les classes, engagé le prolétariat et ses alliés non pas à le détruire, mais à y pénétrer pour le transformer. Et pourtant… Le courant socialiste révolutionnaire antiétatiste n'est pas épuisé : on le voit renaître dans les organisations de jeunesses socialistes qui, longtemps redoutées du parti, se constituent timidement en 1913 ; on le retrouve dans les déclarations de ceux qui écrivent à la *Guerre sociale*, à la fin de 1912 et au début de 1913, pour expliquer les raisons de leur adhésion au parti. On peut admettre que la vieille méfiance envers l'État, si elle a reculé, est pour une bonne part à la recherche de nouveaux cadres pour s'exprimer ; elle attend confusément les circonstances politiques qui lui donneront l'occasion de renaître efficacement. Il serait intéressant de vérifier, de ce point de vue, les choix opérés en 1920 au congrès de Tours. Peut-être l'option communiste a-t-elle représenté alors de façon notable le ressurgissement des tendances révolutionnaires antiétatistes que Lénine avait d'une certaine manière reprises à son compte, contre le courant social-démocrate, dans *L'État et la Révolution*.




***Le Mouvement social,* n° 65, octobre-décembre 1968, p. 21-37**






Albert Thomas, pivot du réformisme français




« Un homme d'origines modestes qui, parti du fournil du boulanger paternel, put, après avoir remporté tous les succès scolaires et universitaires, parvenir jeune aux responsabilités gouvernementales, même sur le plan international et y remplir pleinement son rôle. » Ces quelques lignes extraites de la préface de Marius Moutet au seul livre d'ensemble qui ait été consacré à Albert Thomas, celui de B. W. Schaper[1], disent assez bien, en somme, l'histoire d'Albert Thomas, né à Champigny le 16 juin 1878, à l'heure où se réorganise en France le mouvement ouvrier, mort à Paris le 7 mai 1932, alors que la crise mondiale bat son plein. Il entre à la rue d'Ulm en 1899, socialiste déjà (?), en tout cas passionné par l'histoire ouvrière et celle des doctrines socialistes. Disciple de Lucien Herr, ami de Charles Andler, admirateur de Jaurès pour qui il écrira un volume de L'Histoire socialiste de la France[2], il accomplit en 1902-1903 le voyage en Allemagne, alors classique ; il y découvre une société industrielle greffée sur des structures de pouvoir autoritaire que le syndicalisme allemand s'efforce de transformer dans le sens d'une plus grande démocratisation. Il admire l'Allemagne de Bernstein et de Legien, celle surtout du pouvoir organisé à la base et non encore pleinement bureaucratisé. Ainsi en est-il au même moment de son ami Edgard Milhaud dont le livre sur La Démocratie socialiste allemande paraît en 1903. L'Allemagne, puis l'Angleterre qu'il connaîtra plus tard, voilà à ses yeux l'horizon de la France dans la mesure où y triomphe la société industrielle, freinée au pays des Droits de l'Homme par des traditions rurales et artisanales. De



cette certitude, Thomas développe sur trois plans les implications : comme syndicaliste, grâce à la rubrique dont Jaurès lui confie en 1904 la responsabilité à L'Humanité, puis à la tête de La Revue syndicaliste, qu'il fonde en 1905 ; comme coopérateur, quoique là aussi son activité soit surtout de plume, comme socialiste qui se consacre à l'action municipale – il entre en 1904 au conseil municipal de Champigny, dont il devient maire en 1912 –, législative – il est élu non sans peine député de Sceaux en 1910 – et éducative : s'il n'est pas responsable du Groupe d'études socialistes qui se réunit mensuellement depuis 1909 autour d'Alfred Bonnet, de Robert Hertz, d'Henri Lévy-Bruhl et de François Simiand et qui publie Les Cahiers du socialiste, il est néanmoins de leurs amis, et la collection qu'il dirige à la veille de la guerre, « Documents du socialisme », va dans le même sens, avec peut-être moins d'ampleur.




Le syndicat, la coopérative, le parti : triptyque classique dans le socialisme français du début du siècle. La personnalité de Thomas lui confère une saveur originale. À l'intérieur de la SFIO, comme dans la CGT, il ne se borne pas en effet à répéter le vieux réformisme broussiste, il ne redouble pas Keufer. Les années passant, son chemin s'éloigne toujours plus de celui de Jaurès sans que leur amitié en souffre. Largement créatrice, sa pensée tire argument des analyses de Lysis et du développement des services publics, mais non de la montée des impérialismes. Elle se moule sur les problèmes que pose à l'État le développement d'industries qui grandissent de façon « anarchique ». Thomas est pour beaucoup dans l'orientation à droite de l'imagination théorique du socialisme français à la veille de la guerre. Il nourrit d'ailleurs pour Millerand une vive admiration : elle ne le conduira pourtant jamais aux ruptures et aux condamnations violentes qui seront le lot du premier ministre socialiste français.

La guerre, qui trouve tout naturellement Thomas dans les rangs de l'Union sacrée, lui permet de révéler ses capacités d'organisateur. Dès octobre 1914, Millerand, ministre de la Guerre, l'affecte à la fabrication de matériel de guerre. En mai 1915 est créé pour lui un sous-secrétariat d'État à l'artillerie et aux munitions. En décembre 1916, le sous-secrétariat devient ministère. Il en garde la direction jusqu'au retrait des ministres socialistes en septembre 1917 : une décision qu'il n'a acceptée que par discipline. Pendant ces trois années, en effet, il a cru voir surgir la possibilité concrète d'intégrer la classe ouvrière à la nation. Avec



l'institution des délégués ouvriers, les Commissions mixtes, l'organisation neuve du travail des femmes dans l'industrie de guerre, il a eu le moyen de proposer – ou d'imposer ? – une voie nouvelle au prolétariat.

Mais au lendemain de la guerre, cette orientation est récusée aussi bien par la majorité issue du Bloc national en novembre 1919 que par la classe ouvrière secouée par un ample mouvement de lutte et de grève. Isolé, minoritaire d'extrême droite dans son parti, Thomas se fait élire député de Carmaux, ce qui lui épargne le contrôle de la vigilante et communisante Fédération de la Seine. Au même moment, il est désigné par la Conférence internationale du Travail de Washington comme directeur du Bureau International du Travail, dont la Conférence vient de décider la création. Tout est à faire à ce poste. Thomas s'installe à Genève. Jusqu'à sa mort en mai 1932, il concevra sa tâche comme celle d'un haut fonctionnaire international, d'un bourreau de travail, jamais comme celle d'un bureaucrate.




De sa jeunesse normalienne à son âge mûr, la pensée d'Albert Thomas frappe par sa continuité. Pivot du réformisme, il l'est en ce sens que son intense activité militante et organisatrice rayonne en de nombreuses directions. Il l'est aussi par les stratégies qu'il élabore au contact des « faits » comme il dit, et loin de toute « doctrine », c'est-à-dire, dans le langage du début du siècle, à l'écart du marxisme et surtout du marxisme révolutionnaire. Il l'est par sa volonté constante non pas de nier les classes, mais de placer au-dessus d'elles l'intérêt national qui exige leur mutuelle reconnaissance et leur collaboration. Il l'est enfin par sa valorisation absolue des sociétés industrielles et son inaptitude à penser les relations qui existent entre nations dominantes et nations dominées.

L'Actualité de l'Histoire a déjà donné, en juillet-septembre 1958, un fort intéressant numéro spécial sur Albert Thomas[3]. Les six textes retenus et publiés aujourd'hui, dans l'ordre chronologique, ne prétendent pas donner une vue d'ensemble de la pensée d'Albert Thomas. Mais ils s'ajoutent à ceux qu'avaient présentés L'Actualité de l'Histoire[4], et, tout récemment, Les Cahiers du Monde russe et soviétique pour attirer sur Albert Thomas l'attention des historiens de la France au XX[e] siècle.

Albert Thomas définit en 1907 sa conception du syndicalisme

Elle est bien modeste, La Revue syndicaliste que Thomas fonde en mai 1905. Si elle se veut explicitement l'organe des courants non révolutionnaires à l'intérieur de la CGT, de Keufer à Cleuet, de Coupat à Sellier, le souci qu'a Thomas de ne jamais rompre avec la discipline ni même avec la solidarité et l'unité syndicales et l'intérêt qu'il porte au mouvement syndical international lui confèrent un cachet original. La revue ne parvient pourtant pas à percer : elle ne dépasse pas les 600 abonnés et ses dettes s'accumulent, même lorsque, en 1909, elle se déclare aussi revue du mouvement coopérateur. Jeune vieillard, elle fusionne en 1910 avec une vraie vieille dame, La Revue socialiste. Le texte que nous publions ici porte encore la marque des débats du Congrès d'Amiens sur la neutralité politique des syndicats à l'égard des anarchistes comme à l'égard des socialistes, et il en tire une leçon corporatiste avec le souci de maintenir l'unité syndicale. Surtout on y voit s'affirmer clairement l'aspiration à une gestion démocratique de l'entreprise, assumée par le patronat et les salariés : elle restera au cœur de la pensée de Thomas.



« Le syndicalisme – nous le répéterons chaque fois qu'on semblera l'oublier – doit demeurer neutre. Il doit être le lieu de rencontre pour la défense et l'amélioration des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière, le lieu de rencontre de tous les ouvriers, de tous les salariés, de quelque opinion politique ou religieuse qu'ils se réclament. Il ne doit pas devenir socialiste par l'adhésion, imposée ou volontaire, immédiate ou future, au parti socialiste. Il ne doit pas devenir anarchiste par l'adoption de méthodes de violence ou d'illégalité systématiquement préconisées par les anarchistes. Si même les syndicalistes révolutionnaires prétendent que l'action syndicale comme telle doit suffire à la révolution, qu'ils forment des groupes de syndicalistes, qu'ils fondent un nouveau Parti, Parti du Travail, Parti syndicaliste, etc., mais, en tant que leur propagande tend à la défense d'une conception qui s'oppose aux autres conceptions politiques, leur propagande ne doit pas trouver place dans les syndicats.

Pour que le Syndicat reste le Syndicat, pour qu'il ne se laisse pas entraîner à la remorque d'un parti ou qu'il ne devienne pas lui-même un parti, il faut et il suffit qu'il se souvienne de son origine et de son rôle. Son rôle, c'est la défense professionnelle ; on ne le répétera jamais assez. Cette



conception est peut-être vieux jeu ! je le regrette. Mais il n'y a point de Syndicat sans défense professionnelle.

Par surcroît et subsidiairement, le Syndicat tend à la transformation du système économique et social actuel. C'est une idée que tout ouvrier syndiqué est amené à comprendre ; c'est une idée que les confédérés de toutes tendances ont acceptée à Amiens. Mais, de même que les coopératives sont révolutionnaires non point en ce qu'elles versent des subsides à la caisse des partis politiques ou dans la mesure où elles nourrissent des grévistes, mais bien parce qu'elles révolutionnent les principes de l'échange[5]*, de même le Syndicat n'est pas révolutionnaire parce qu'il s'affilie à un parti politique ou proportionnellement au nombre de vitres qu'il a cassées. Il est révolutionnaire dans la mesure où il parvient à substituer dans l'usine la démocratie industrielle à l'autoritarisme patronal. Il est révolutionnaire dans la mesure où il sape le principe même de désordre – les bourgeois disent : de liberté – sur lequel se trouve fondé le régime actuel de la production. Un contrat de travail passé entre vingt maçons et leurs trois patrons dans une bourgade retirée de France est plus révolutionnaire que dix motions de Stuttgart*[6]*, de Christiania*[7] *et d'ailleurs […]. »*

« Syndicalisme neutraliste », Revue syndicaliste, octobre 1907.

Le parti socialiste est le vrai parti national (1913)

Depuis 1910, Thomas, qui est entré à la Chambre, tend à valoriser davantage l'action politique. C'est dans la collection qu'il dirige chez Rivière, « Les Documents du socialisme », qu'il publie à la fin de 1913, à la veille du congrès radical-socialiste de Pau et à quelques mois du congrès socialiste de Brest, la brochure d'où ce texte est extrait. Il s'y proclame « blocard impénitent », mais les temps, dit-il, sont changés : le programme du Bloc ne peut être aujourd'hui que celui du parti socialiste : organisation de la production nationale pour « sortir la France de sa torpeur économique », car « la commande industrielle ne suit pas le prêt financier », institution d'une armée de milices, représentation proportionnelle pour permettre une vie politique stable. La SFIO peut seule prendre en charge les intérêts de la nation tout entière.

« Il faut que notre parti, ce parti "d'anarchistes", de "saboteurs", "d'antipatriotes", "d'unifiés" pour tout dire, se révèle aux yeux de tous ce qu'il





est réellement : un parti capable, en réalisant la révolution socialiste, de faire plus qu'aucun autre la prospérité et la grandeur du pays.

Or il n'a qu'à prendre conscience de son effort, il n'a qu'à réfléchir sur la politique qu'au milieu de difficultés sans nombre, de heurts souvent rudes et de conflits affligeants, il a su forger de toutes pièces pour manifester à tous qu'en dépit de la phraséologie gouvernementale les solutions socialistes sont les solutions nationales. Dès aujourd'hui le parti n'est plus isolé, en opposition avec la nation. Dès aujourd'hui il sent qu'il répond intimement à ses préoccupations et à ses besoins. L'heure vient où il devra être reconnu comme le vrai parti national. »

La Politique socialiste, « Les Documents du Socialisme »,
Paris, Rivière, 1913, p. 30.

L'apologie de la croissance et de l'intégration (1917)



Cette heure sonne beaucoup plus tôt que Thomas sans doute ne le pensait, avec la guerre et l'Union sacrée. Ministre socialiste, Thomas dirige les fabrications d'armement. À ce poste, Thomas fait plusieurs expériences qui le marquent de façon durable. Il constate les faiblesses de l'économie française, mais aussi la rapidité avec laquelle la France assure une production de guerre sans cesse plus élevée, franchissant un cran nouveau dans l'industrialisation du pays ; de là chez lui une conscience précoce de « l'impératif industriel », de la nécessité d'une croissance française qui doit se poursuivre et se renforcer dans la paix. Thomas, d'autre part, prend goût à sa collaboration avec les industriels de la sidérurgie et de la transformation des métaux[8] ; l'indispensable développement industriel que demande Thomas depuis quelques années déjà ne pourra se faire sans eux. Les relations inévitables que Thomas entretient aussi avec les Alliés imposent à son esprit l'institution des délégués d'atelier, jaillie spontanément et massivement en Angleterre au début de 1915, puis les séductions de la civilisation américaine, qui lui paraissent être un moyen et une direction de l'intégration ouvrière à la nation. Ce sont ces thèmes que Thomas, qui s'est lié d'amitié avec Louis Renault[9], expose le 1er septembre 1917 aux ouvriers de Renault lors de sa visite ministérielle aux usines du constructeur de Billancourt[10]. Bien sûr, il s'agit d'un discours de circonstance, et Thomas leur déclare : « Vous avez senti entre vous la grande solidarité industrielle, cette sorte d'union intime





qui, dans les heures d'efforts, s'établit entre les directeurs d'industrie et la masse des ouvriers». Mais ce discours va bien au-delà ; tout démontre qu'il exprime les convictions intimes de Thomas : «développer et multiplier» de «grandes entreprises de production», «réaliser la coordination des efforts de toutes les classes», «voir dans la classe patronale, pour une grande part, la dépositaire des intérêts industriels de l'avenir», subordonner les «intérêts particuliers» des classes sociales à «l'intérêt commun de la production».

«Camarades, si nous faisons vivre l'institution des délégués d'atelier, nous arriverons ensemble à réaliser dans la nouvelle industrie française une entente, un accord, qui permettra d'organiser de grandes entreprises de production, malgré les difficultés qu'entraîne leur personnel nombreux. Avez-vous réfléchi parfois à ce que représente l'organisation d'une usine où travaille une foule comme la vôtre, dépassant vingt mille ouvriers et ouvrières ? Représentez-vous ce mécanisme formidable, inconnu jusqu'à présent de nos centres parisiens, et que nous devons développer et multiplier à l'avenir, si nous voulons faire vivre cette industrie française que Michelet[11] évoquait tout à l'heure et si nous voulons qu'elle prospère pour le bien du pays ! (Applaudissements.)

Cet effort d'entente, camarades, je vous demande de le faire avec nous pour que, demain, la victoire économique vienne compléter l'autre victoire, pour que ce peuple de France, après tant de sacrifices dans la guerre, ne soit pas écrasé dans la bataille économique de la paix et qu'ainsi un peu plus de liberté, un peu plus de bien-être puissent encore se réaliser dans notre pays. Or, pour cela, il faudra produire, produire encore, aménager la production, l'organiser par le travail du Parlement et du gouvernement, mais aussi en associant, en coordonnant toutes les initiatives et en demandant encore au peuple ouvrier, qui aura les garanties qu'il doit avoir, d'apporter dans la paix quelque chose de ce magnifique effort qu'il a su apporter dans la guerre. (Applaudissements.)

Camarades, pour cette œuvre-là, nous devons réaliser la coordination des efforts de toutes les classes. De temps à autre, nous voyons dans quelque article de journal reparaître la vieille question : "Y a-t-il des classes ?" Des classes, il y en a ; il suffit d'ouvrir les yeux pour les voir, et c'est pour cela qu'à la veille de la guerre, la classe ouvrière française se révoltait parfois contre telle vaine théorie de fausse paix sociale, où elle ne voyait que la renonciation à tous ses rêves, à toutes ses espérances. Mais nous dirons,



nous, que si les classes existent, il faut, pour l'intérêt supérieur de la nation, pour sa victoire dans la guerre, pour sa victoire économique dans la paix de demain, il faut que les classes subordonnent leurs intérêts particuliers à l'intérêt commun de la production qui les fera vivre les unes et les autres. (Applaudissements.)

Il faut que les ouvriers s'accoutument à voir dans la classe patronale, pour une grande part, la dépositaire des intérêts industriels de l'avenir ; il faut qu'ils s'accoutument à voir dans un effort comme celui qui a créé cette usine, non pas seulement la réalisation d'un intérêt particulier et égoïste, mais le profit commun qu'en tirent la nation et la classe ouvrière.

Et, par contre, je le rappelle aux représentants de la classe patronale française, à l'heure où ils demandent le grand et magnifique effort de labeur que vous réalisez chaque jour dans ces ateliers, il ne faut pas, lorsque des revendications surgissent, qu'ils y voient simplement l'expression de l'intérêt particulier et égoïste des ouvriers, mais aussi la représentation de l'intérêt d'ensemble de la Société ; il faut qu'ils y voient la possibilité du travail et la condition de l'avenir industriel du pays. Je leur demande, camarades, de faire confiance à l'âme de votre classe, à ses idées, à ses espérances, et de faire que, chaque jour, un peu plus de liberté, un peu plus de bien-être se réalisent pour la classe ouvrière. (Applaudissements.)

Cette bonne volonté d'entente, cette énergie dans l'effort, je ne vous les demande pas seulement pour la magnifique production industrielle que réaliseront demain, ensemble, la classe ouvrière et le patronat français, je veux vous rappeler que j'ai le devoir de vous les demander tout de suite, d'une manière continue et intense pour la guerre. (Applaudissements.) »

Direction des Usines Renault, Visite du ministre de l'Armement aux usines Renault, 1er septembre 1917, Paris, A. Omeyer, 1917, pp. 36-38.

Notre rôle est de créer l'Usine nouvelle (1917)

Le 12 septembre 1917, les socialistes quittent l'Union sacrée, et Thomas perd son portefeuille. C'est donc en simple militant socialiste et en simple député que Thomas, accompagné de Marcel Cachin, se rend le 25 novembre au gymnase Huyghens pour justifier son activité ministérielle auprès des délégués ouvriers de Renault, peu après la grève que viennent de mener les ouvriers de l'usine contre Louis Renault, du 25 au 28 septembre 2012. Son discours, prononcé après un exposé introductif





de Michelet et plusieurs interventions fort critiques de syndicalistes, nous montre un Thomas qui s'est réintroduit dans une dynamique ouvrière où il est amené à tenir des propos plus ambigus que lors de sa récente visite officielle des usines Renault. Ainsi reconnaît-il à la classe ouvrière «le grand rôle directeur qui lui revient». De même, les délégués d'atelier ne sont plus présentés comme des «hommes d'esprit pratique et positif, des organisateurs capables de comprendre le jeu nécessaire des rouages et de s'adapter au fonctionnement régulier d'une immense usine», mais bien, comme cela avait été le cas en Angleterre, comme l'ébauche d'un pouvoir compensateur ouvrier dans la grande entreprise moderne. Aux militants qui, ayant sans doute encore en mémoire l'amère expérience des délégués d'atelier chez Renault de décembre 1912 à février 1913, lui objectent l'inefficacité et l'insuffisance de l'institution des délégués, Thomas répond en désignant ces derniers comme les futurs artisans d'une nouvelle «organisation technique du travail» que le passage à la production de masse et l'extension du taylorisme imposent de négocier. Ils permettront, selon lui, aux ouvriers non seulement de suivre les changements et la croissance, mais encore de «créer au point de vue humain l'usine nouvelle». Ils formeront un encadrement supplémentaire du monde ouvrier s'ajoutant au syndicalisme. Selon Thomas, il s'agit, pour la classe ouvrière française, contrairement à la révolution russe, d'avoir «cette organisation si nécessaire si elle veut agir, dominer, triompher».




«Dans l'organisation industrielle de demain, l'institution des délégués ouvriers peut être une grande chose, une grande possibilité de renouvellement. Les patrons eux-mêmes finiront par le comprendre, car, bien que les choses aient changé bien souvent, vous ne vous rendez pas compte vous-mêmes de l'énorme révolution industrielle qu'aura été la guerre. Les usines ont poussé de tous côtés, comme des champignons; nous en avons dressé dans tous les coins de France; mais les usines nouvelles ne sont pas les usines d'hier. Matériellement, elles sont des usines modernes, c'est-à-dire que c'en est fait des vieilles méthodes routinières, que c'en est fait du machinisme d'autrefois, que c'en est fait de toutes les déplorables organisations du travail qui ont pesé si longtemps sur le prolétariat français. Usines modernes au point de vue matériel, mais aussi forcément usines nouvelles au point de vue moral. Avez-vous réfléchi que dans notre région parisienne, qui était avant l'automobile une région de toute petite industrie mécanique, qui est devenue depuis l'automobile déjà une région de grande



industrie moderne, avez-vous réfléchi que cependant avant la guerre on n'avait pas vu ce phénomène social énorme qu'est l'usine de 22 000 ouvriers que vous représentez aujourd'hui ; et l'usine de 22 000 ouvriers que vous êtes maintenant comporte une organisation spéciale. Hier, le petit façonnier, le petit mécanicien avait à côté de lui ses compagnons ; il les connaissait, il contrôlait le travail lui-même, ayant souvent poussé l'outil. Mais aujourd'hui le grand patron a beau, comme M. Renault lui-même, savoir ce que c'est qu'un outil, il n'en est pas moins vrai que, quelquefois, il ne peut pas connaître aucun de ses ouvriers, et c'est alors, dans l'atelier même, la nécessité d'une autre organisation ; et quand nous nous sommes rencontrés avec Michelet et avec tous les autres camarades[13]*, qu'est-ce que nous avons dit ? Ayant eu quand même confiance dans ce que pouvaient être demain les destinées de la classe ouvrière, nous avons dit : "Notre rôle est de créer au point de vue humain l'usine nouvelle qui doit être établie dans notre région parisienne". Et, camarades, voilà le rôle : l'usine nouvelle avec ses délégués d'ateliers apportant aujourd'hui les réclamations du travail, les discutant, se bornant, comme le veut la circulaire, en attendant la loi, aux questions de salaire, aux questions de travail, ayant la prudence d'être par derrière une amicale des délégués, et non pas cette commission qui faisait peur à nos patrons comme un soviet russe ; ayant la prudence de s'entendre au point de vue technique et de laisser au syndicat lui-même le rôle de représentant des intérêts généraux de la corporation, mais déjà intervenant dans la pratique, dans l'organisation du travail, créant cette organisation nouvelle, que je n'ai pas pu, parce que je n'étais qu'un ministre, créer dans les établissements privés, mais que je me suis fait un devoir de créer dans nos établissements d'État où nous avons établi, quelques semaines avant mon départ, la Commission mixte du travail où les directeurs, les ingénieurs, les ouvriers qualifiés et élus par leurs camarades viennent discuter de la réalisation de telle ou telle commande, de la collaboration de tels ou tels ouvriers, en un mot de l'organisation technique du travail. Voilà l'œuvre des délégués ouvriers d'aujourd'hui, œuvre d'aujourd'hui, œuvre de demain. Et maintenant, si nous parvenons à créer dans la région parisienne et dans toute la France les usines modernes organisées selon les nécessités modernes du travail, si nous parvenons à les créer, oh ! alors nous aurons un prolétariat français organisé et conscient, agissant et capable de tenir dans l'État et dans la société le grand rôle qui lui sera dévolu.*







C'est donc] par l'effort quotidien, par l'action modeste des délégués d'ateliers, c'est par l'action plus modeste encore de tous ceux qui vont se syndiquer et qui, éduqués, instruits, organisés auront le souci de la production nationale en même temps que de l'avenir de leur classe [que le pays connaîtra une paix durable et que la classe ouvrière exercera] le grand rôle directeur qui lui revient.»

Archives nationales, 94 AP 238, Discours d'Albert Thomas aux délégués ouvriers de Renault, 25 novembre 1917, pp. 16-20 du texte dactylographié.

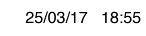
De l'Union sacrée dans la guerre à l'Union sacrée dans la paix (1918)



La pratique de l'Union sacrée et les responsabilités que Thomas a exercées au gouvernement pendant la guerre l'amènent, la paix revenue, à infléchir ses analyses de 1913. Dans ce discours prononcé trois semaines à peine après l'armistice, à Champigny, sa ville natale, dont il est maire depuis 1912, à côté de Raymond Poincaré qui commence cette longue campagne d'inauguration de monuments aux morts et de cimetières que Giraudoux moquera dans Bella, les problèmes sont posés plus clairement qu'avant 1914, en termes d'alliance organisée par l'État entre les associations patronales et ouvrières.

«Que notre union nationale, cimentée par la victoire, ne soit donc plus seulement la formule de réconfort qui exalta un jour nos courages. Qu'elle devienne la règle d'action d'une démocratie pacifique et ordonnée. Qu'elle nous permette d'aborder désormais, avec des âmes de vainqueurs, les réformes les plus hardies.

La foule ouvrière et paysanne a gagné sur les champs de bataille et dans les usines le droit à une existence plus sûre, plus douce, plus noble. Pour qu'elle en jouisse, accordons-lui, dans la patrie, la part plus large de collaboration et de responsabilité qu'elle se sent capable d'assumer. Les grandes associations syndicales ont formulé ces jours-ci un programme de raison et de sagesse[14], fondé tout entier sur une intense production nationale. De cette production les unions patronales recherchent avec passion les moyens et les conditions. Offrons aux uns et aux autres, par nos ententes avec les Alliés, et par une organisation réfléchie, les perspectives d'avenir qui seules peuvent donner à tous sécurité et audace.»





Au Monument de Champigny, 1870-1918, Discours prononcés le 1er décembre 1918 par Raymond Poincaré, président de la République et par Albert Thomas, député-maire de Champigny, imprimerie Cadet, s. d.

La perspective des « relations industrielles » (1927)

À partir de 1921 le directeur du BIT présente chaque année un rapport à la Conférence internationale du Travail. Pour Thomas, il ne s'agit pas seulement de faire le point sur la mise en œuvre, État par État, des recommandations de l'Organisation internationale du Travail. Il entend aussi présenter les éléments qui lui semblent annoncer une politique nouvelle. Ici, des États-Unis à l'Italie fasciste, les différents modes d'organisation par lesquels s'introduit la collaboration, favorable à « une exploitation satisfaisante de l'industrie », entre patrons et ouvriers : cadre de l'entreprise, de l'industrie, voire, comme en France, cadre national.

« Il nous faut signaler le développement d'une forme particulière de relations qui retiennent de plus en plus l'attention : les relations industrielles […]. Ces questions ont pris une importance toute spéciale aux États-Unis où, par suite de circonstances diverses plus ou moins propres à ce pays, la nécessité d'établir un contact plus étroit entre patrons et ouvriers s'est fait sentir d'une manière toujours plus pressante. Le mouvement s'est manifesté principalement par l'institution, dans les entreprises industrielles, de commissions représentant les travailleurs et chargées de discuter avec la direction des questions intéressant les conditions de travail dans l'atelier15 […].

Dans les établissements qui emploient des ouvriers syndiqués, la collaboration ainsi inaugurée entre syndicats et employeurs semble préparer la voie à une nouvelle conception du syndicalisme qui a cours actuellement aux États-Unis et qui tend à considérer les syndicats comme des facteurs actifs et responsables dans la vie industrielle […]. D'une manière générale le trait caractéristique de tous ces plans est qu'ils assurent un contact plus étroit entre la direction des entreprises et les ouvriers et permettent à ces derniers de collaborer, dans une certaine mesure, par l'entremise de leurs représentants à la prospérité générale des établissements dans lesquels ils sont employés. Le même problème a été abordé dans d'autres pays suivant des méthodes similaires : en Grande-Bretagne ont été institués les Conseils industriels paritaires ; en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie et en Norvège existent les Conseils d'entreprise ; en France fonctionne le





Conseil économique national16 et en Italie est appliqué le système légal des corporations17. Tous ces mouvements semblent indiquer qu'un changement est graduellement introduit dans les relations entre patrons et ouvriers et que l'on reconnaît la nécessité de faire de ces derniers des associés responsables, par l'entremise de quelque organisation représentative, si l'on veut arriver à une exploitation satisfaisante de l'industrie. On ne peut guère affirmer qu'aucune des méthodes d'organisation qui ont été adoptées jusqu'à présent ait dépassé le stade expérimental. Toutefois le mouvement présente une signification suffisamment importante pour mériter l'étude la plus attentive et pour rendre souhaitable que l'on suive et analyse le succès ou l'échec des diverses expériences qui sont actuellement faites, afin de les faire connaître et de les faire pleinement comprendre dans tous les pays où des efforts semblables sont tentés. Les relations industrielles ne sauraient demeurer dans un état stationnaire : elles sont soumises à la loi qui concerne la plupart des institutions humaines et qui veut que celles-ci progressent ou périclitent. C'est pourquoi nous n'avons point hésité à traiter ce sujet à cette place puisqu'il est un de ceux auxquels le monde industriel paraît devoir porter dans l'avenir un intérêt sans cesse accru.»

Rapport du Directeur à la Conférence internationale du Travail, 10e session, Genève, 1927, pp. 238-239.

Conclusion

Depuis un article justement célèbre de Jean Touchard sur «l'esprit des années trente», on a coutume de situer dans cette période la genèse de nombreux thèmes du vocabulaire politique de la France actuelle. S'agissant de la gauche, et en particulier de son courant réformiste ou de ses revendications à court terme, les textes d'Albert Thomas montrent qu'il faut remonter plus haut, sans doute de plus d'une décennie. Albert Thomas apparaît en effet avoir joué le rôle d'un laboratoire politique pour une bonne partie de la gauche française contemporaine. N'est-ce pas lui qui inscrit définitivement la croissance, l'industrialisation, la productivité, voire le productivisme, dans les programmes de la gauche, tendance que le succès des plans soviétiques viendra grossir ? Les thèmes de la gestion démocratique de l'entreprise, des conventions collectives, de la politique contractuelle, du paritarisme, des réformes de structures, aujourd'hui si familiers, sortent en droite ligne de la pensée d'Albert





Thomas. Il est donc temps pour l'histoire de mieux connaître le legs si important de Thomas[18] et de davantage reconnaître ce que l'idéologie de larges secteurs de la gauche politique et syndicale (y compris la CFTC d'avant 1964) doit à Thomas, et par quelles filières son héritage a cheminé jusqu'à nous.

Ce que ces textes disent aussi, c'est que, comme toute recherche, la pensée de Thomas a évolué. D'une part, aux modèles anglais et surtout allemand admirés avant 1914, elle a peu à peu substitué à partir de la guerre le modèle américain et a contribué à en faire une référence obligée de la réflexion des Français. L'activité de Thomas au BIT lui donnait, de fait, une ouverture internationale beaucoup plus grande ; elle a permis à la gauche française de parfaire son information sur les diverses expériences de développement économique. D'autre part, Thomas est passé d'une vision de l'intérêt national incarné par le seul Parti socialiste à la conception d'un partage des responsabilités entre le patronat et les organisations ouvrières sous la tutelle de l'État, et de l'exigence de la « révolution socialiste » à celle de « réformes très hardies ». Ce faisant, il prenait même en considération, comme nous l'avons vu, les corporations   fascistes, ce qui lui valut les plaintes et des socialistes italiens et de certains socialistes français. Thomas répondit qu'en tant que fonctionnaire international il devait s'intéresser à tout encadrement du travail et des travailleurs et qu'en outre il souhaitait la réalisation d'un accord de la totalité du monde ouvrier sur les progrès des relations industrielles qui, à son sens, renforceraient l'organisation ouvrière. Bref, il finissait par aspirer à un œcuménisme politique de la croissance industrielle.

On peut alors se demander pourquoi l'aile marchante du patronat français dans les années 1920 n'a pas réalisé de véritable convergence entre ses vues et celles de Thomas. Pourtant la collaboration entre eux avait été fructueuse pendant la guerre, et, un peu plus tard, un homme comme Detœuf devait se révéler assez proche de certaines idées de Thomas. Deux ordres de raisons semblent avoir joué. Thomas reste socialiste, et sa vision du monde continue à donner une telle place au syndicalisme qu'elle n'est pas acceptable pour la grande industrie française. À l'inverse, même dans la CGT, beaucoup de militants n'étaient pas disposés à suivre Thomas et ses propositions. Dès lors aucune rencontre durable entre les deux courants ne fut possible du vivant de Thomas, d'autant que l'affaiblissement du mouvement ouvrier après 1920



en réduisait l'intérêt politique. Les beaux jours du réformisme ne survinrent qu'après la mort de Thomas.

Article écrit en collaboration avec Patrick Fridenson, ***Le Mouvement social*****, n° 87, avril-juin 1974, p. 85-98**













Guesdisme et culture politique : recherches sur *L'Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel

Quel fervent du socialisme n'a tenu dans ses mains un de ces volumes parfois solidement brochés, plus souvent abrités sous une « couverture de peau souple » d'un rouge sombre, à juste titre vantée par l'éditeur ? On les trouve encore chez de vieux militants, généralement au complet, car ils ont été achetés par souscription. Les historiens ont appris à s'en servir, avec prudence, et nous sommes tentés aujourd'hui de les lire davantage comme un témoignage sur l'immédiate avant-guerre socialiste que pour les renseignements qu'ils contiennent. *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière* est entrée dans sa carrière historique après avoir rempli – mais jusqu'à quand ? – sa fonction militante.

Ces quelques pages ne prétendent pas en faire l'histoire. Il y faudrait une analyse de contenu, fastidieuse en l'absence d'une étude comparatiste internationale. Et d'autre part les enquêtes nécessaires – auprès des vieux militants en particulier – n'ont pas été conduites : je ne dirai donc rien de la manière dont l'*Encyclopédie* fut reçue et de l'usage qu'en firent ceux qui y avaient souscrit ; et je ne critiquerai ni n'analyserai ses douze volumes. Enfin les archives indispensables à une étude globale se sont en partie dérobées : la librairie Aristide Quillet, qui édita l'*Encyclopédie*, et qui en 1919 transféra ses services à Strasbourg, a perdu tous ses papiers au cours de la Deuxième Guerre mondiale[1]. Et, dans les dossiers que les héritiers d'Adeodat Compère-Morel, maître d'œuvre de l'entreprise, ont



bien voulu mettre à notre disposition, deux textes seulement ont pu être utilisés[2]. Bref on ne trouvera ici que le résultat de quelques recherches sur une œuvre qui, à certains égards, pourrait nous apparaître comme « le premier Maitron », mais que ses origines enracinent fortement dans la vie et les conflits du socialisme français à la veille de la Grande Guerre.

Socialisme et édition

C'est en novembre 1911 que le public socialiste prend connaissance de l'ouvrage en gestation. Premier annonceur : *Le Socialisme*. L'hebdomadaire que les guesdistes ont lancé en novembre 1907 publie sur une demi-colonne, dans son numéro du 11 novembre 1911, un article déjà détaillé : le projet y est décrit de l'extérieur – « nos camarades se sont assuré la collaboration… » – mais en utilisant largement le texte qui va servir de préface au tome I et de noyau à l'entreprise entière. La semaine suivante, *Le Socialiste*, qui est devenu depuis l'unité l'organe central de la SFIO, prend le relais dans les mêmes termes. Ces annonces vont se renouveler régulièrement. En renfort arrive au même moment une plaquette de huit pages, cartonnée en rouge[3] : son texte, signé Compère-Morel et Jean-Lorris, est daté d'octobre 1911. Un livre tous les deux mois, douze forts volumes au total ; sur deux ans, plus de quatre mille pages de texte : voilà la nouvelle. Le prix de vente – quatre-vingt-quinze francs – est abaissé pour ceux qui souscrivent avant le 1er mai 1912, date de parution du premier volume, à soixante-dix francs, payables par mensualités : trois francs par mois, dix centimes par jour. À compter de mai 1912 le prix de souscription passera à soixante-quinze francs, en juillet à quatre-vingts francs, en avril 1913 enfin à quatre-vingt-quatre francs. Une somme non négligeable malgré les illustrations prévues, mais que le mode de paiement mettait à la disposition de bourses modestes en ces années de bon Kondratieff, et de chômage rare. Un projet aussi ambitieux supposait, en l'absence d'une édition militante[4], un éditeur privé intéressé, une solide campagne de propagande et un directeur placé à la tête d'une équipe efficace. *L'Encyclopédie socialiste* eut tout cela.



La Librairie Quillet[5] n'en était plus à ses débuts. C'est en 1902 que son fondateur – il avait alors vingt-deux ans et exerçait la profession de comptable dans une importante maison de tissus de Paris – avait, par relations personnelles, trouvé les 14 000 francs nécessaires au démarrage





de la Société Aristide Quillet et Cie. Le jeune Aristide ne manquait pas d'idées : dès 1898 il avait tenté sa chance dans une petite affaire d'édition de cartes postales, une des premières en France. À partir de 1902 il s'oriente vers la diffusion d'abord, puis l'édition-diffusion d'ouvrages de forme encyclopédique à destination populaire : médecine et hygiène, mécanique, électricité. En 1907 il publie *Mon professeur*, dont les cinq gros volumes sont, selon la préface, destinés à « l'éducation des fils du peuple à qui ont manqué les ressources de l'école ». Fils lui-même d'un ouvrier carrier de Villiers-Adam, orphelin à treize ans, Aristide Quillet n'avait pas dépassé l'école primaire et c'est en autodidacte qu'il avait pris conscience des services que pouvait rendre, et de l'argent que devait permettre de gagner, un système d'édition destiné essentiellement à des autodidactes. Il s'agit de mettre à la disposition des couches nouvelles qui forment le support politique de la république radicale les éléments culturels qui leur font défaut. Ce projet, qui prolonge sur un plan commercial l'effort militant des universités populaires, sous-tend aussi, au début du siècle, certains nouveaux magazines, parfois illustrés : ainsi *Je sais tout*, de Pierre Lafitte, né en février 1905, ou, au même moment, *Lisez-moi*, édité par *Le Petit Parisien.* Ni *Le Petit Parisien* ni Pierre Lafitte n'auraient sans doute accepté d'imprimer une encyclopédie aussi engagée. Aristide Quillet, lui, s'était assuré, en diffusant *L'Homme et la Terre*, d'Elisée Reclus, que le public socialisant ne lui était pas rebelle, et ses choix militants l'encouragèrent : Quillet, qui deviendra en 1919 propriétaire des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* et en 1948 grand officier de la Légion d'honneur[6], avait en 1906 adhéré à la SFIO[7] ; collaborateur épisodique de l'organe de la Fédération socialiste-révolutionnaire de Seine-et-Oise, *La Lutte sociale*[8], il y avait prêché, comme son « maître Anatole France », le développement de cercles d'études sociales pour pallier « l'ignorance du but poursuivi par le socialisme international »[9]. Son nom disparaît ensuite du journal, et sa carrière politique à Villiers-Adam sera beaucoup plus tardive[10] et précédera de peu son départ du parti en 1927[11]. Cet homme à l'esprit entreprenant, qui s'était « habitué de bonne heure à fréquenter tous les milieux, même les plus populaires »[12], mettra vingt ans à s'apercevoir de l'erreur politique qu'il avait commise.





Nous ignorons le tirage exact de *L'Encyclopédie*. Mais, si l'on tient compte d'une information, tardive il est vrai, de Rappoport[13], on peut



l'estimer à quatre ou cinq mille exemplaires. Dans le système mis en place pour faire connaître l'ouvrage en gestation, l'éditeur a joué son rôle. Quillet avait non seulement organisé, mais, faute d'argent, personnellement participé à la diffusion à domicile des premiers livres distribués par sa société. Il en connaissait bien les avantages et il trouva en la personne de Jean-Lorris un « directeur propagateur » chargé de compléter l'œuvre de la presse socialiste et de parcourir la France[14]. Jean-Lorris avait toutes les vertus requises pour devenir un parfait commis-voyageur en livres socialistes. Ce fils d'un directeur d'école, bachelier et journaliste, avait dès le début du siècle défendu l'Idée en sillonnant l'Yonne. Il était ensuite parti en Loir-et-Cher réveiller les groupes socialistes somnolents du Blésois et du Vendômois et porter la parole jusque dans la Beauce rétive. Depuis 1910, chassé de son département par l'efficace politique de clientèle des radicaux, il était disponible et, après avoir rêvé de mettre « le socialisme à la portée de tous » en une dizaine de brefs récits où devaient se marier la pédagogie et le romanesque[15], il allait entreprendre de placer l'*Encyclopédie* auprès des militants, voire des notables socialisants soucieux de s'éclairer[16]. Il s'installa à Nîmes dès 1911 et y vécut un temps de la diffusion d'ouvrages d'éducation politique et populaire[17].





Le choix nîmois ne relevait pas du hasard. Compagnon de route des guesdistes, Jean-Lorris avait été, semble-t-il, attiré dans la métropole du Gard par Compère-Morel, devenu député d'Uzès au printemps 1909. Davantage que « directeur technique » de l'*Encyclopédie* – c'est son titre officiel – Compère-Morel en fut en effet l'initiateur et le réalisateur. Édouard Vaillant ne s'y trompe pas qui emploie, en lui écrivant le 3 novembre 1911, l'expression « votre encyclopédie »[18]. Ni Jaurès : « Une œuvre conçue et dirigée par vous »[19]. Ni à vrai dire personne. Sa photo apparaît à la première page du premier tome, avant celle de Jean-Lorris, et l'ordre alphabétique n'en est pas seul responsable : c'est toute la distance du père au propagateur. Cet homme de quarante ans, dont le lorgnon sourcilleux et la mine sévère évoquent plutôt le fonctionnaire que le petit horticulteur, ce lecteur passionné et méthodique, se trouve en 1910, au moment où il conçoit l'*Encyclopédie*, en pleine force de l'âge. De la France socialiste, s'il ignore la classe ouvrière, il connaît bien la base rurale, et les méandres de l'appareil ne lui sont pas étrangers. Il a longtemps milité dans l'Oise, à Breteuil, et depuis 1899 fréquenté les congrès nationaux. Désigné comme délégué suppléant à la propagande



en novembre 1907, il a porté le socialisme aux champs : c'est sa spécialité. Sa vie itinérante s'est stabilisée après son élection. Sa forte capacité de travail, il la partage maintenant entre la Chambre et le Gard. Il a l'âge de parler haut dans un parti où les jeunes ne sont pas toujours bien vus, et la demi-aisance financière d'un parlementaire[20] que les interventions n'accaparent pas à l'excès. Il dispose enfin – je vais y revenir – d'un réseau : celui de l'ex-POF, du jeune *Socialisme*.




Si nous ignorons tout des étapes préalables au projet public d'*Encyclopédie socialiste*, celui-ci nous est assez bien connu, grâce à la plaquette détaillée éditée par Quillet. « Loin de vouloir créer, nous nous sommes assigné un simple but de vulgarisation » : cette phrase, reprise comme toute l'introduction de la plaquette, dans l'introduction générale qui figurera en tête de l'œuvre, en désigne nettement les objectifs. La hantise des « nouveaux socialismes » où s'exprimaient, confusément, à la fois la lassitude de la routine, le désir de conquérir la jeunesse et de s'appuyer sur les secteurs les plus combatifs du prolétariat, la volonté enfin d'échapper aux contraintes d'une doctrine – le marxisme – qui posait en principe le caractère inéluctable des conflits de classe, tout cela limitait l'ambition des auteurs et en tout cas la définissait. Ni socialisme des services publics, ni antimilitarisme, ni grève-généralisme. Du « socialisme », rien que du « socialisme ». Il fallait dire l'essentiel (doctrine, textes, statistiques, histoire) sur le fameux triptyque du socialisme français – le parti, le syndicat, la coopération – et esquisser le portrait du socialisme à l'étranger. Un plan détaillé donnait quelques précisions. Les titres prévus pour les douze volumes avaient parfois figure aguichante, un peu terne aussi souvent : *Un peu d'histoire, Pourquoi nous sommes socialistes, Comment nous sommes socialistes, La Révolution sociale, Le Parti socialiste en France, Le Syndicat, La Coopération, La France socialiste* (2 volumes), *Le Mouvement socialiste international, La Littérature socialiste*. Un dernier tome devait, à coups d'index et de table des matières, constituer un véritable *Dictionnaire socialiste*. Ce synoptique faisait large part à l'histoire. Il annonçait la collecte d'informations neuves sur la base du parti, ses fédérations, pour l'étude desquelles était requis le concours des militants. Et place était prévue pour ceux qui – souvenir ou rêve militant – s'intéressaient à la chanson du peuple et au théâtre social.



Propagander ?

Le projet d'*Encyclopédie* répond dans le parti à la mise en cause, récente, des formes et du contenu de la propagande. J.-B. Séverac y voit la marque même du « socialisme moderne » : c'est, écrit-il « l'activité socialiste par excellence », elle « légitime toutes les autres »[21]. En présentant *L'Encyclopédie* comme « une nouvelle arme de propagande »[22], Compère-Morel et Jean-Lorris empruntent la route que suit l'écrasante majorité du parti. Propagander, voilà donc la priorité : tous en sont d'accord. Mais avec quels résultats ? et comment ? À l'étranger, en Allemagne surtout – terre des donneurs de leçons socialistes – la lenteur du recrutement français suscite quelque ironie, mais la SFIO s'en émeut médiocrement. C'est de l'intérieur du sérail, des préoccupations propres au parti français, que sourd, à partir de 1909, un long débat sur la propagande, lové en maintes discussions, compliqué de questions de personnes et de tendances, – riche en détours et en multiples implications, irracontable ici, mais dont quelques aspects sont nécessaires à mon propos.




Ce qui est contesté c'est d'abord le magistère absolu de la parole. Au Congrès de Lyon, en 1912, Dubreuilh le dira brutalement : dans les grandes villes « le public, blasé, fait le vide autour de nos orateurs, ne répondant à notre appel qu'en temps de période électorale… Après quelques réunions données dans un centre rural ne craint-on pas que l'effet produit ne soit bientôt identique ? »[23]. Comment suppléer à l'ennui qui naît de la répétition du même discours par des voix souvent médiocres ? Les grands orateurs du parti, trop rares, n'y peuvent suffire. On cherche : le phonographe socialiste transcendera peut-être la routine par l'animation collective ? En novembre 1909, *L'Humanité* le propose pour 120 francs, avec le premier disque militant : seize chansons, dont *L'Internationale* et, bien sûr, *Le Temps des Cerises*. Trois ans plus tard, en réponse à une enquête du BSI, c'est au cinématographe socialiste que certaines fédérations penseront. Solutions d'avenir, mais coûteuses. Pour le tout-venant, et dans une France alphabétisée, c'est vers l'écriture que s'oriente le Parti. Le texte doit fonctionner comme relais et permettre au militantisme de faire boule de neige : « Ce que nous voulons, c'est que les militants fassent eux-mêmes la propagande, c'est que les camarades comprennent qu'ils ont le devoir d'éduquer autour d'eux »[24]. Mais, hélas, l'accord est général pour déplorer la pauvreté de la librairie de la SFIO :



son fonds – 4000 francs en 1905, en provenance pour l'essentiel du PS de F – passera bien en 1914 à 24000 francs[25], mais en raison du rachat, en 1909, d'un fonds ancien en provenance de l'éditeur Jacques[26] ; le rythme des publications nouvelles, très lent – trois ou quatre brochures par an au maximum –, ne s'accélère guère malgré la création en juillet 1909 de la sous-commission des éditions et de la librairie[27]. Bref, si le militant porte volontiers l'églantine et les oriflammes – ces « fariboles » n'ont que trop de succès[28] – il ne lit guère, mais aussi ne lui propose-t-on pas grand-chose à lire. C'est à sortir de ce cercle que va s'efforcer *L'Encyclopédie socialiste* : il faut ramasser le miel épars « à travers des centaines de livres, de brochures, de revues et de journaux », il faut en un seul ouvrage offrir une « bibliothèque socialiste », et « très jolie »[29]. Le lancement de *L'Encyclopédie* coïncide avec l'acmé de ce long débat sur la propagande où la nécessité d'éduquer par le texte a été reconnue comme une fonction centrale.




Lié à la forme, le contenu. Le recours à l'écriture limite sans doute l'annonce de la Parousie et témoigne à lui seul de l'évolution qui emporte l'ensemble de la SFIO loin des rivages exaltés où bruit le grand soir, loin aussi de l'espoir révolutionnaire. Il faut proposer des certitudes argumentées et des informations précises pour montrer que le socialisme est « fatal ». Les mots clefs de la *Revue socialiste* émaillent à présent les propos d'un vieux guesdiste comme Compère-Morel. S'est-il pleinement rallié à cette conception qui, tirant le socialisme vers la sociologie, nourrit les volumineux comptes rendus de la revue fondée par Benoît Malon ? Non sans doute, mais il est de ceux qui pensent qu'il n'est pas de bon socialisme sans statistique : on doit fournir le lecteur en « renseignements et chiffres contrôlés avec soin »[30]. Dès lors les experts sont à l'ordre du jour. Chaque préface de Compère-Morel[31] souligne la qualification de l'auteur et souvent les difficultés de sa recherche. Certes les objectifs de *L'Encyclopédie* ne sont pas ceux du groupe d'études qui, autour d'Alfred Bonnet, Henri Lévy-Bruhl, François Simiand, édite depuis la fin de 1909 *Les Cahiers du socialiste*[32]. Et, si l'on disait à Compère-Morel que sa démarche diffère peu de celle d'Albert Thomas et de la collection qu'il dirige chez Marcel Rivière, « les Documents du socialisme », il frémirait. Pourtant tous ont en commun le mépris de la phrase, la volonté de savoir et le désir de gérer, bridé toutefois par « la doctrine » chez les auteurs de *L'Encyclopédie*. Le discours des collaborateurs de Compère-Morel sonne



tout autrement que celui que tenaient les apôtres du socialisme des années 1880. L'âge est à l'étude et aux lentes conquêtes. Jusqu'aux compagnons de Lagardelle qui, tel Pierre Dormoy, le nouveau secrétaire de la Fédération de la Seine, s'adressent aux *Cahiers du socialiste* pour constituer un bureau de renseignements municipaux sur les questions de gestion et de doctrine[33]. Le socialisme flamboyant se meurt, les temps des techniciens du socialisme approchent.

Peut-on parler pour autant d'une unanimité du parti ? Depuis qu'en octobre 1908, à Toulouse, la crise originelle a pris fin, les risques de voir éclater la SFIO se sont émoussés. Seule exception, l'extrême gauche hervéiste : elle reste jusqu'en 1911 – mais pas plus tard – tentée par la perspective d'un « Parti révolutionnaire ». La coexistence s'est institutionnalisée. Une commune évolution pousse au rapprochement de tendances traditionnellement considérées comme de gauche et de droite : la sclérose des militants de l'ancien POF, insuffisamment compensée par la vitalité de quelques jeunes, nourrit une pratique aussi peu contestataire, aussi peu révolutionnaire que celle de l'ex-PSF. Et pourtant – *L'Encyclopédie socialiste* en témoigne – la lutte des tendances n'a pas cessé. Elle peut même se trouver passagèrement aiguisée par des problèmes personnels. Dans une SFIO en lente ascension, qui détiendra le pouvoir ? Qui orientera le Parti ?



Une tentative d'hégémonie guesdiste

Les militants de l'ancien POF avaient pu espérer, en 1905, exercer une influence dominante sur le parti unifié : ils y étaient encouragés par la capacité militante du PS de F et par la motion votée au congrès d'Amsterdam. À Chalon encore, en octobre 1905, les jeux n'étaient pas faits. Mais sur deux problèmes fondamentaux – l'un, les rapports parti-syndicat, parce qu'il visait la classe ouvrière, à la fois chair et mythe du Parti, l'autre l'importance à donner à la lutte contre la guerre parce qu'il mettait en cause la perception des temps nouveaux – les guesdistes étaient devenus minoritaires. L'élection de la CAP à la proportionnelle consacrait depuis 1907 leur recul. Vaillant, l'allié du PS de F, qui représentait la SFIO au BSI, partageait à présent l'essentiel des analyses de Jaurès, et c'était un des siens, Dubreuilh, qui assurait le secrétariat du Parti. Enfin le refus par le conseil national d'envisager des regroupements régionaux



de fédérations[34] avait privé le courant guesdiste de l'espoir un temps caressé de se tailler des terroirs plus amples qu'un département. De congrès en congrès l'autorité de Jaurès, que certains pères fondateurs du Parti considéraient encore comme l'ennemi[35], s'était affermie. D'autant plus repliés sur eux-mêmes qu'ils se savent isolés, anciens et nouveaux guesdistes vont faire porter leurs efforts conquérants sur le secteur crucial de la propagande écrite. C'était un souci traditionnel chez ceux qui se réclamaient du marxisme : qu'on se souvienne d'Engels houspillant Lafargue pour la négligence mise par le Parti ouvrier à se doter d'un journal[36]. Or – tout en y conservant une position privilégiée, puisqu'un des leurs, Lucien Roland, l'administrait – les guesdistes avaient remis au Parti leur journal, *Le Socialiste*. Et la SFIO tout entière avait décidé de laisser à Jaurès la direction de *L'Humanité* et de participer, moyennant un certain nombre de transformations, à la relance du journal : le congrès de Saint-Quentin venait, en avril 1911, de régler la question pour la plus grande gloire du député de Carmaux[37]. Comment dès lors diffuser le socialisme scientifique dont les militants guesdistes pensaient être les détenteurs privilégiés, voire exclusifs ? Il leur fallait occuper un certain nombre de positions d'où le marxisme, falsifié selon eux par les amis de Lagardelle, ignoré des hervéistes et trahi par les intellectuels jaurésistes, pourrait rayonner en France et informer l'Internationale que le guesdisme, s'il avait perdu quelques batailles, n'avait pas perdu la guerre.




Premier bastion : *Le Socialisme*. Il y a quelque excès à baptiser revue, comme le font ses dirigeants, cet hebdomadaire qui paraît sur huit pages. Pourtant, « journal de chevet » du bon militant de province[38], diffusé depuis le début, au numéro, dans huit départements (ce qui n'est guère)[39], il se veut « organe d'éducation et de propagande sur les questions à l'ordre du jour » et se garde longtemps et publiquement des querelles personnelles. Son comité de rédaction, dont Bracke assure le secrétariat depuis janvier 1908[40], mais où, selon Rappoport, l'essentiel du travail est longtemps fourni par lui-même et par Marius André[41], lui assure jusqu'en 1911 une bonne tenue. Il va servir de rampe de lancement à diverses entreprises de culture politique. Et d'abord à sa propre librairie qui, contrairement à celle de la SFIO, ne diffuse que les ouvrages signés de militants de l'ancien PS de F, de jeunes guesdistes ou de porte-parole du courant marxiste international. La deuxième étape ne tarde guère. En juin 1908, le comité de rédaction du journal conclut un « traité » avec

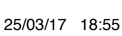


une revue – une vraie revue celle-là –, mensuelle et trinationale: (France-Angleterre-Allemagne), fondée en décembre 1907: dans *Les Documents du progrès*, l'équipe du *Socialisme* sera responsable d'une rubrique consacrée au mouvement ouvrier international[42]. C'est aussi sur le *Socialisme* que prendra appui, en juin 1912, la tentative de créer dans la Fédération de la Seine un nouvel organe mensuel, *La Jeunesse collectiviste.* Et la disparition de l'hebdomadaire guesdiste en mars 1913 n'est que le prélude au lancement, toujours sous la direction de Guesde, d'une « revue marxiste de langue française », *Socialisme et lutte de classe*, modeste[43] mais ambitieuse: pour la première fois le courant guesdiste parvient à animer un périodique non exclusivement français, où la Belgique avec de Brouckère et la Suisse avec Graber sont impliquées[44].

L'effort est donc systématique. Son développement révèle sinon un plan d'ensemble, du moins des perspectives d'une certaine ampleur. D'autant que le contenu même du marxisme que les guesdistes entendent diffuser est défini de façon neuve: Guesde déclare qu'il ne s'agit ni d'un dogme, ni d'un système, ni même d'une doctrine, mais d'une « méthode d'interprétation des faits au point de vue du prolétariat combattant »[45]. Bonne nouvelle ! Cette volonté de rénovation peut-elle rester confinée dans les limites de quelques journaux, voire de petites revues ? L'offensive devrait être tous terrains. Mais l'enseignement, l'édition se dérobent. Ou plutôt les guesdistes n'y ont point la priorité: d'autres courants socialistes occupent les premiers la place. Pour créer l'École socialiste c'est aux conseils de Charles Andler que fait appel en 1909 le groupe des étudiants collectivistes[46]: Charles Andler, c'est-à-dire une des têtes socialistes les plus hostiles aux guesdistes et même à tous les marxistes, quoiqu'il ait édité le *Manifeste*; et chez Rivière comme chez Giard et Brière ou chez Cornély, c'est Albert Thomas, Simiand ou à la rigueur Lagardelle qui animent les collections nouvelles. Non que les guesdistes soient ici ou là interdits d'enseignement ou de publication: le vieil *Essai de catéchisme socialiste* de Jules Guesde est repris en 1912 dans la collection d'Albert Thomas, et Guesde et Lafargue, Bracke et Compère-Morel parlent à l'École socialiste. Mais ils ne dirigent pas et ne sont même pas à l'origine du projet mort-né d'édition de Marx. Au printemps 1911 ils ont, ici aussi, perdu l'initiative.



Compère-Morel la leur rend. Le père de *L'Encyclopédie*, guesdiste fidèle, excellent administrateur de surcroît[47], ne lance pas seulement son



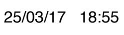


grand projet quelques mois après le congrès de Saint-Quentin pour occuper un terrain resté vierge, celui de la propagande encyclopédique. Il entend aussi rassembler autour de lui des collaborateurs qui partagent les positions fondamentales du guesdisme. Regardons-les. En tête pour l'ampleur de la collaboration Charles Rappoport (trois volumes) et Hubert-Rouger (deux volumes prévus, quatre menés à bien) : au total sept volumes sur douze. Certes Rappoport, longtemps disciple de Lavroff, est une conquête récente : c'est en 1900-1901 que, converti au marxisme, il a quitté l'organisation socialiste-révolutionnaire russe en France, et en 1902 que, rompant avec Jaurès, il a rallié le camp du PS de F[48]. Certes, aussi, homme d'humour et d'humeur, il résiste mal à son goût pour la polémique personnelle. Mais sa connaissance du marxisme, qui éblouit les milieux français où il évolue, sa culture historique et philosophique font de lui une recrue précieuse. Avec Hubert-Rouger, Compère-Morel se sent toutefois davantage en confiance. Un peu plus jeune que lui – il est né en 1875 – le rédacteur en chef du journal de la Fédération du Gard, devenu député de Nîmes-II, est dépourvu des flèches acérées que Rappoport détient en son carquois : c'est un homme sûr, un de ces rares guesdistes du midi qui ont résisté à la crise millerandiste. Secrétaire du groupe parlementaire SFIO, il a par les voies parlementaires le contact avec la nouvelle France socialiste et son ancien militantisme POF lui vaut la confiance de vieux adhérents. Solidement assis dans le Gard, le compagnonnage de Compère-Morel et d'Hubert-Rouger se maintiendra fort longtemps : tous deux joueront, pendant la guerre, un rôle décisif à l'extrême droite du Parti.



Compère-Morel ne pouvait guère recruter la totalité de ses collaborateurs dans le courant guesdiste : commercialement parlant la chose n'était pas rentable. Il fit pourtant encore appel à Brizon, un des espoirs de la jeune garde, député de l'Allier et spécialiste comme lui de la question paysanne. Et le nom, estimé, de Bracke, un homme d'âge déjà – né en 1861 il appartenait à la génération de Jaurès –, un savant et un militant de la première heure, figurera jusqu'en 1921 parmi les principaux collaborateurs d'une *Encyclopédie* dont il n'écrivit pas une ligne. Ce patronage avait un sens plus international encore que français : il désignait l'entreprise comme orthodoxe auprès de Kautsky et de la *Neue Zeit*.

Voici à présent ceux qui n'appartiennent pas à la famille : Jean Longuet, Paul-Louis, Jean-Baptiste Séverac, Sixte-Quenin et Ernest





Poisson : trois jeunes et deux anciens. Aucun n'a droit à plus d'un volume. Les vieux, Paul-Louis et Sixte-Quenin, sont des anciens du PS de F, antimillerandistes de toujours : *L'Encyclopédie socialiste*, légèrement annexionniste, présentera même Sixte-Quenin comme « un des fondateurs, avec Guesde et Lafargue, du POF »[49]. En fait, forte tête, mais peu théoricienne, il a sans doute été recruté en fonction de son appartenance au clan méridional : député d'Arles, il collabore assez souvent au *Combat social*, l'hebdomadaire du Gard. Quant à Paul-Louis, militant jadis du CRC, il joint l'esprit unitaire et ouvert des vaillantistes[50] à une intelligence socialiste hors du commun[51]. Restent les jeunes recrues. Le plus âgé c'est Jean Longuet, le seul aussi auquel on puisse accoler l'étiquette « de *L'Humanité* » puisqu'il appartient à l'équipe fondatrice du journal. Mais ce jauressiste est d'une espèce particulière : ses origines familiales, les liens personnels qu'il a toujours entretenus avec les marxistes du SPD, ses positions de gauche dans le PSF à l'heure de l'unité[52] offrent de sérieuses garanties. Au reste, traitant du mouvement socialiste international, il y manifestera un sens aigu de l'apothéose. Pour le syndicalisme – thème délicat entre tous, car il mettait en question les modalités de « l'action ouvrière »[53] – Compère-Morel fit appel à Séverac : professeur de philosophie, titulaire d'une petite thèse sur les Bogomyles[54], Séverac, né en 1879, avait vécu en Russie l'époque des âpres polémiques françaises. Entré, modestement, au *Mouvement socialiste* au début de 1910, à l'heure où s'éteignaient les feux du « socialisme ouvrier », il n'en gardait que la cendre. Mais s'il manifestait peu de foi à l'égard du Parti et de l'action électorale[55], si l'article qu'il donna au *Mouvement socialiste* après le suicide de Lafargue fut d'une dureté perspicace[56], ses propos syndicalistes restaient tolérables sur le plan doctrinal dans la mesure où son économisme n'offrait nulle faille : « Le socialisme est d'autant plus près que le capitalisme est plus pleinement épanoui »[57]. « La révolution ne se prêche pas, elle est le terme d'une évolution »[58] ; au total l'histoire se fait sans les hommes : « Nous écrivons l'histoire, nous la regardons faire ; ce sont nos outils qui la font »[59]. Quant au benjamin, Poisson – il a tout juste trente ans en 1912 –, le seul qui soit engagé dans des activités militantes ouvertement contraires aux choix guesdistes – il est un des deux ou trois leaders de la campagne qui conduisit en 1912 à l'unification du mouvement coopératif à laquelle s'oppose la puissante Fédération du Nord – il







ne sera recruté qu'*in extremis* et son nom ne figurera jamais parmi ceux des « principaux collaborateurs » de *L'Encyclopédie*.

Telle est l'équipe réunie par Compère-Morel et son ami Jean Lorris. Les noms des auteurs n'apparaissent pas dans le prospectus rouge, mais à l'exception, considérable, de Rappoport et, moins visible, de Brizon[60], ils figurent déjà sur la première publicité de presse du *Socialisme*, le 11 novembre 1911. *L'Encyclopédie* dut mûrir pendant l'automne de 1910, en tout cas au cours du premier semestre de 1911 : ainsi s'expliquent sans doute les réticences à l'égard de Rappoport que ses attaques, pour le moins maladroites, contre Jaurès, au congrès de Saint-Quentin, ont isolé au point que Bracke et Guesde ont dû le désavouer[61]. La Fédération du Gard sert de nourrice au projet : appels réguliers à partir du 27 janvier 1912, longs commentaires à la sortie de chaque volume, prise en charge officielle dans le rapport présenté par le secrétaire fédéral Louis Bieau au congrès de février 1912, souscriptions reçues à la Fédération même. Au total il ne s'agit pas d'une entreprise exclusivement guesdiste, mais, chez les guesdistes, d'une tentative hégémonique conçue et exercée dans le cadre d'une plus vaste offensive.



Si la ligne politique de Compère-Morel était sur tant de points aux antipodes de celle de Jaurès et de Vaillant[62], et si le désir de servir sa petite famille politique l'animait fortement, il n'appréciait guère les querelles personnelles. Jamais en tout cas il ne marchanda à Jaurès ses félicitations quand il le vit marcher droit[63]. Surtout il avait conscience – et Aristide Quillet aussi, qui se vantera, lorsqu'il songera à briguer le conseil général, d'avoir été l'ami de Jaurès[64] – de la signification à la fois marchande et symbolique d'une préface de l'un ou de l'autre des nouveaux leaders du socialisme français : pouvait-on plus efficacement valoriser *L'Encyclopédie* aux yeux d'un large public ? Comment mieux dire devant le Parti tout entier que les guesdistes, politiquement isolés, étaient reconnus comme ses penseurs et qu'un jour, effacée l'écume anarchisante ou révisionniste, la SFIO reviendrait, purifiée de ses péchés, au berceau de l'orthodoxie ? Compère-Morel essaya. Et il essuya un double échec. En attestent deux lettres qu'il avait conservées. L'une, de Vaillant – une douzaine de lignes de sa fine écriture –, est soigneusement datée du 3 novembre 1911, au lendemain du congrès extraordinaire de Paris[65]. La lettre de Jaurès – huit pages amples et aérées – ne porte que le nom du jour, non le quantième, mais son contenu nous assure qu'elle a été



écrite entre le retour de Jaurès à Paris, après son voyage en Amérique du Sud, le 28 ou le 29 octobre 1911[66], et l'article qu'il publia le 13 novembre dans *L'Humanité* pour s'expliquer sur ce voyage. Datée de « mercredi » alors que celle de Vaillant indiquait « vendredi », elle ne peut donc avoir été écrite que le mercredi 1er ou le mercredi 8 novembre. Je penche plutôt pour la deuxième hypothèse, mais sans certitude[67].

Pour justifier leur refus, les deux leaders invoquaient le même motif : le caractère partiel, sinon sectaire, de l'entreprise les gênait. « La constitution même et l'organisation de l'œuvre » ne donnaient pas, quel que fût le bon vouloir personnel de Compère-Morel, « les garanties d'une impartialité unitaire, certaine, assurée » : cette opinion que Vaillant partageait, disait-il, avec divers amis, et qu'il rattachait à la conjoncture[68], Jaurès la faisait sienne. Mais son argumentation fut à la fois plus théorique et plus passionnément personnelle. Il tirait son premier argument de sa conception de l'unité dans la clarté : « Autant je suis pénétré de la nécessité et de la valeur de l'unité, autant je crois qu'elle ne doit pas être confusion et que tous les problèmes doivent être clairement posés dans le parti » ; ils seraient inévitablement voilés par une préface qui donnerait l'aval de son signataire aux exposés de « plusieurs collaborateurs » de l'Encyclopédie dont il différait sur « d'importantes questions de méthode socialiste ». L'accord ne peut se faire qu'une fois les divergences élucidées… Jaurès était d'autant moins disposé à accepter le rôle de potiche qu'il avait à cette date précise le sentiment d'être systématiquement calomnié par les guesdistes ou plutôt – la tournure manifeste une grande subtilité – par « le groupement » qui rédigeait *Le Socialisme*. C'est dans le journal de Guesde et de Bracke – et de Compère-Morel – que Rappoport avait, à la veille du congrès de Saint-Quentin, mis en cause les origines de *L'Humanité* de façon jugée par Jaurès calomnieuse. Et c'est encore là que Lafargue avait publié le 19 août 1911, pendant que Jaurès voguait vers le Brésil, un article – son dernier article[69] – où il attaquait Jaurès, assez grossièrement en effet : à l'occasion de critiques formulées par un responsable syndicaliste portugais contre la réception quasi officielle que Jaurès avait acceptée de la jeune République portugaise, Lafargue faisait état de ragots – « à ce qu'on dit… on va même jusqu'à assurer » – pour l'accuser d'avoir quitté la France quasi clandestinement, de se faire payer 10 000 francs par conférence[70] et d'accepter le financement partiel de cette « tournée » par le gouvernement de







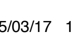

répression anti-ouvrière qui sévissait en Argentine[71]. Nul au *Socialisme*, écrivait Jaurès n'avait protesté contre cette « récidive », ces « venimeuses attaques ». Convaincu qu'il s'agissait d'un comportement collectif et délibéré, il en tirait la conclusion : « Il m'est impossible de donner d'avance ma signature et ma caution à une œuvre où ce groupement, qui semble avoir pour objet dominant de me salir par le mensonge, exercera une action que je ne peux contrôler. La dignité la plus élémentaire me l'interdit. »



Ces deux lettres – celle de Jaurès surtout – en disent long sur les tensions qui subsistaient chez les notables socialistes trois ans après le congrès de Toulouse. L'*Encyclopédie socialiste* parut donc sans grande préface et chaque volume, jusqu'en 1919, sera précédé d'un simple « avis de la direction ». Elle ne pouvait apparaître extérieurement comme le fruit de « toute la pensée socialiste ».

Intérieurement non plus. Sans entreprendre si peu que ce soit l'analyse des douze volumes, je m'en tiendrai à quelques sondages dans les annexes du texte. Les illustrations par exemple : le tome I de l'ensemble consacré par Hubert-Rouger à *La France socialiste* présente (page 32) une maquette des « revues du Parti » où le maigre *Socialisme* occupe plus d'une demi-page alors que l'abondante *Revue socialiste* et l'inégal *Mouvement socialiste* sont réduits à deux quarts de page. Sur les photos de congrès seuls Guesde et Vaillant sont nommés, utilement d'ailleurs, car il est impossible de les reconnaître… Broutilles… Compère-Morel eut des démêlés plus graves avec certains collaborateurs étrangers au « groupement » (pour parler comme Jaurès). En annexe au remarquable *Parti socialiste en France* de Paul Louis qui, il est vrai, avait choisi de présenter les statuts de deux fédérations révolutionnaires non guesdistes, la Seine et le Var, il opéra un montage de textes officiels publiés par le POF entre 1883 et 1899. Au néo-malthusianisme proclamé de Sixte-Quenin, il opposa un contre-article publié le 16 février 1913 dans *le Socialisme* et à sa critique incisive du colonialisme de Deslinières[72] il répondit en louangeant le *Projet de code socialiste* où le beau Lucien brossait le portrait d'un « socialisme assagi, fort utile ».

Et pourtant…



De la réconciliation aux vrais déchirements

Et pourtant dès 1912 les signes se multiplièrent, du côté de l'*Encyclopédie*, d'un adoucissement des mœurs socialistes, d'un fléchissement des tensions. Les efforts de Compère-Morel n'y étaient pas étrangers : Jaurès et Vaillant l'avaient d'ailleurs, dès novembre 1911, explicitement dissocié des reproches qu'ils adressaient au groupe guesdiste[73]. En laissant entrer Poisson dans le consortium de *L'Encyclopédie*, en acceptant par conséquent que le volume consacré à la coopération rendît deux sons de cloche – l'un, guesdiste orthodoxe avec Brizon, l'autre, majoritaire, avec Poisson – Compère-Morel faisait droit à un des vœux essentiels formulés par Jaurès dans sa lettre de novembre 1911. Surtout, chez les guesdistes, le ton changeait. Le suicide de Lafargue, le 25 novembre 1911, arrachait à Jaurès ce cri : « Quel mystère l'homme est pour l'homme ! »[74]. Et Rappoport, convaincu que la catastrophe approchait, lançait un an plus tard, à la veille du congrès de Bâle, un brûlot, *Contre la guerre*, auquel collaborait Pressensé, un ami de Jaurès ; à la fin de *La Révolution sociale*[75], il prenait explicitement ses distances avec ceux des guesdistes qui croyaient à l'impossibilité d'une guerre générale.



Du coup *L'Humanité*, silencieuse en 1911, s'ouvrait en janvier 1912 à la publicité de *L'Encyclopédie*. À compter de la fin février elle recevait elle-même les souscriptions[76]. Du coup aussi les réponses des fédérations et des militants au questionnaire que leur avait adressé Hubert-Rouger se faisaient plus nombreuses. Le premier volume qui leur était consacré, paru en 1913, avait brossé l'histoire des trente-neuf fédérations les plus promptes à se raconter ou à être racontées par autrui : celle du Nord bien sûr, mais aussi par exemple celle du Cantal, fondée en 1908 après une tournée de Compère-Morel et qui en 1912 n'avait placé que six cartes[77]. Il faudra deux autres volumes pour que le reste de la France socialiste nous soit conté et que soit brossé le premier portrait départemental du socialisme français[78]. La collection n'étant pas extensible à volonté, c'est en silence que disparut ce rêve d'un volume tout entier consacré à la « littérature socialiste ». En silence et peut-être non sans quelque lâche soulagement : qui donc eût osé l'entreprendre ? Jean-Lorris, Lucien Roland, Bracke ? Nous l'ignorons encore.

« Toute la pensée socialiste, toute l'action ouvrière » : ce slogan vainqueur qui s'imprime sur la page de garde de *L'Encyclopédie* paraît mieux





justifié à la veille de la guerre que lors de son lancement trois ans plus tôt. À la pensée socialiste, les volumes consacrés aux théories et à leur histoire, à l'évolution de la propriété, à l'étude des « conditions les meilleures dans lesquelles la société capitaliste enfantera la nouvelle organisation collectiviste »[79]. À l'action ouvrière, le syndicalisme, la coopération, le Parti. Des deux côtés, un certain *modus vivendi* semble s'être établi. Au prix souvent d'un vigoureux gommage de contradictions : il est lisible dans la préface euphorisante du volume de Longuet. Et parfois au prix de véritables acrobaties : il faut voir Compère-Morel se débattre, dans la préface qu'il écrit pour *Comment nous sommes socialistes*, moins avec Sixte-Quenin qu'avec l'« opinion moyenne » qu'il faut rallier tout en maintenant la doctrine. Comme Sixte-Quenin elle veut, cette opinion, savoir maintenant ce que sera demain, alors que la doctrine interdit les portraits utopiques. Compère-Morel s'en tire comme il peut : « Voulant éviter avec soin toute incursion dans le domaine de l'hypothèse, nous nous sommes efforcés de rester sur le terrain du problématique »…



La pensée socialiste, l'action ouvrière : la culture politique dispensée par l'*Encyclopédie* restait tendue vers l'espoir, en France comme ailleurs, de la catholicité du socialisme. Alors que, dans le recueil de conférences prononcées en 1908 à l'École libre des sciences politiques[80] ou dans *Socialist at work* que venait de publier à New York le millionnaire socialiste Robert Hunter, l'accent était mis sur les différences nationales, Longuet les aplanissait de son mieux. On ne sait quelle aurait été exactement la couleur de l'autre grand projet encyclopédique international, *Die Geschichte des Sozialismus in Einzeldarstellungen*[81] : de cette entreprise marxiste interrompue par la crise révisionniste, le tome II consacré aux monographies nationales ne vit jamais le jour. De toute façon, à la veille de la guerre, la tentation avait grandi en France, et pas seulement chez les guesdistes, de donner de l'histoire du socialisme international une vision continue et harmonieuse.



La guerre arriva. Et la Révolution russe. Et Tours. Quoique conduite tambour battant, *L'Encyclopédie* n'avait pas tout à fait suivi le rythme auquel s'étaient engagés ses directeurs. En juillet 1914, neuf volumes avaient paru. Le dixième était prêt[82]. Il paraîtra en 1919, et les deux derniers, consacrés aux fédérations, en 1921. La scission avait brisé l'équipe rédactionnelle sans tenir nul compte des anciennes



appartenances de tendances : Paul Louis, Rappoport, Brizon étaient passés à la SFIC. Hubert-Rouger, qui restait dans la vieille maison, ne cacha pas dans sa conclusion son sentiment sur Tours : « Scission criminelle, imposée de l'extérieur. » Le rêve d'hégémonie guesdiste de 1911 était bien mort. Celui de la conciliation aussi. Seul Compère-Morel, dans son ultime préface, maintenait, malgré ses choix jusqu'auboutistes, le style modeste et apaisant dont il avait le secret : *L'Encyclopédie* avait souhaité être aussi « attrayante » que possible ; le dernier volume, qui évoquait les conflits nés de la guerre, voulait « faire plaisir » aux lecteurs ; l'ouvrage certes n'était pas parfait, mais à travers lui s'était exprimée « la fatalité » de la réalisation du socialisme.




Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron,
Paris, Éditions ouvrières, 1976, p. 211-227



CHAPITRE II

HOMMES ET FEMMES AU TRAVAIL










La question des femmes dans les débats de la Deuxième Internationale

Vaste est le monde des dominés. Vaste et divers. Et rares au total les moments où des hommes et des femmes en prennent conscience et décident d'agir pour corriger ces situations, pour y mettre un terme. Il en fut ainsi au tournant du siècle. L'émergence d'acteurs sociaux collectifs confère à la dernière décennie du XIXe siècle et aux premières du XXe un intérêt exceptionnel. Tout semblait possible alors, ou presque.

Dans le cadre de ce volume consacré, à l'occasion du cinquantenaire de sa mort, à Anna Kuliscioff, révolutionnaire russe émigrée en Italie où elle fut la compagne d'un anarchiste collectiviste, Andrea Costa, puis du socialiste Filippo Turati[1], on s'intéressera à la rencontre, difficile, entre le monde socialiste alors en train de s'organiser, et l'émergence, dans un grand nombre de pays, de courants féministes: la catégorie «travailleurs, ouvriers, prolétaires», bref la catégorie socialiste, quelle place a-t-elle faite aux femmes? ou, plus exactement, à la «question des femmes»? comment celle-ci a-t-elle évolué entre 1889, et 1914, dans la Deuxième Internationale, encore si mal connue, en France en tout cas? C'est un pari fort risqué, dont il faut en tout cas définir strictement les limites.

À quel niveau de lecture se situe-t-on en effet? L'interprétation du débat sur les femmes dans l'Internationale supposerait pour être menée à bien, même en se limitant aux cadres institutionnels, le dépouillement des congrès nationaux: l'Internationale est et reste une fédération de partis, même si le Bureau socialiste international, mis en place en 1900,

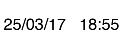


tente d'aller au-delà d'une simple coordination[2]. La presse socialiste aide parfois à l'organisation de courants, encore illégaux : c'est le cas, après 1890, pour *Die Arbeiterrinenzeitung*, une réponse autrichienne à l'interdiction opposée aux femmes d'adhérer à des organisations politiques. Elle permet aussi à des courants de pensée fragiles, qui disposent de rares appuis ou sont encore peu décantés, de mieux se définir et de trouver de nouveaux soutiens : ainsi en France avec *La Femme socialiste* (1901-1902), *La Femme affranchie* (1904-1908), *La Suffragiste* (1907-1908). Des livres, des brochures largement diffusés et traduits en différentes langues, constituent un autre apport, indispensable au débat socialiste sur les femmes. On ne soulignera jamais assez l'importance du livre de Bebel, publié en 1879 et continuellement enrichi de nouveaux apports. Réédité en allemand à maintes reprises, il est traduit en anglais en 1885 et en français, sous le titre *La Femme et le socialisme*, en 1891. Le premier tome du livre de Lily Braun, *Die Frauenfrage*, est traduit peu après sa parution par Charles Andler ; le tome II ne le sera jamais.



Faisons une place à part à *Die Gleichheit*, le bimensuel dirigé à Stuttgart par Clara Zetkin à partir de 1891[3]. Fort liée à Rosa Luxemburg, militante de la gauche social-démocrate allemande, la grande Clara donne en sous-titre à son journal : « La défense des intérêts des travailleurs ». Sous l'insigne de l'égalité, il se place donc au service des femmes prolétaires. Assez longtemps sa diffusion se limite à l'Allemagne. Son tirage reste modeste – 2 000 exemplaires en 1892, 12 000 en 1904 – malgré la collaboration de presque toutes les femmes qui comptent dans le féminisme socialiste allemand : Lily Braun, Anna Blos, Irma Ihnez, Luise Zietz, d'autres encore. Le bond en avant se produit en 1907, une date que nous devrons retenir pour l'Internationale : 70 000 abonnée en 1910, 125 000 en 1914. Deux raisons peuvent expliquer ce succès : de nombreux syndicats l'adressent désormais à leurs adhérents en même temps que leur bulletin, et, d'autre part, à partir de 1908, toutes les femmes allemandes se voient enfin reconnaître le droit de militer dans des organisations politiques[4] ; sur ce plan en tout cas, l'égalité est en marche ! Enfin, à partir de 1907, *Die Gleichheit* devient l'organe du Mouvement international des femmes socialistes, et ses articles trouvent un écho au-delà des frontières du Reich.

L'essor final de *Die Gleichheit* attesterait-il, après un démarrage difficile, puis un progrès continu, une expansion régulièrement renouvelée





et élargie du débat sur les femmes dans la Deuxième Internationale ? La périodisation des congrès, ces temps forts de l'institution, réserve à cet égard bien des surprises. Après des débuts prometteurs, une longue plage vide ; le temps de la relance viendra finalement assez tard lorsque l'Internationale tentera de s'ouvrir aux vents nouveaux qui soufflent sur le monde, ou, tout au moins, de poser quelque peu autrement le problème des opprimés.

En parcourant les congrès



Les trois premiers congrès, de 1889 à 1893, forment un bloc. La nouvelle Internationale hérite d'un débat sur le travail féminin engagé à l'époque de l'Association internationale des travailleurs, interrompu par son effondrement et qui renaît dans plusieurs pays à la fin des années 1870. Sur ce vieux filon s'en greffe un autre, né en partie à l'extérieur du mouvement : le débat féministe. Les trois premiers congrès apparaissent dès lors comme une prolongation du passé en même temps qu'ils s'inscrivent dans une nouvelle problématique, socialiste, sur les femmes. Rien n'est encore joué. La « question des femmes » – elle n'a pas encore trouvé son nom – est affrontée sans tabou, avec l'intention de contribuer à élaborer une position majoritaire : l'unanimité n'est pas requise. Comment serait-ce possible ? Chacun tâtonne. Mais le problème – quel problème au fait ? – est posé partout. En 1889 par exemple, on débat des femmes dans les deux congrès qui à Paris, où l'on célèbre le centenaire de la Révolution française, relancent l'Internationale : le congrès dit « possibiliste » qui se tient rue de Lancry, le congrès dit « marxiste » installé salle Pétrelle. À regarder la suite, en revanche – Bruxelles, en 1891, Zurich en 1893 – ce sont les socialistes allemands qui tiennent le haut du pavé : fiers de leur doctrine à vrai dire, plus que de leurs réalisations et de leurs activités encore faibles. Écoutons à Paris Clara Zetkin : à l'orée de sa longue carrière politique, mandatée de façon passablement abstraite par les « travailleuses » de Berlin – elles n'avaient pas dû la rencontrer souvent – elle a l'honneur de prononcer le discours d'ouverture. En 1891, dans la capitale de la Belgique, l'intervention de Paul Singer – lui aussi un futur « grand » du parti – introduit une notion qui fera date : l'égalité complète des deux sexes. À Zurich enfin, en 1893, la parole est à Luise Kautsky : c'est la femme de Karl, le patron de *Die Neue Zeit*, mais c'est





aussi une valeureuse militante. Des personnages donc, ces Allemandes. Au reste, à Zurich[5], Adelheid Popp, l'Autrichienne, et l'Italienne Anna Kuliscioff sont coauteurs du rapport.

Est-ce à dire que les dures réalités vécues par les ouvrières et au nom desquelles s'expriment les militants leur sont familières ? C'est le cas pour Adelheid. Pour les autres, comment serait-ce possible ? Songeons en particulier aux difficultés des Allemands : jusqu'à la mort de Bismark en 1890, les lois d'exception réduisent à l'extrême leurs activités. Rien d'étonnant donc si l'idéologie l'emporte souvent sur la pratique. Pour qu'on entende vraiment la voix des femmes ouvrières, il faut en outre qu'elle ait la possibilité de s'élaborer collectivement dans le parti. Impossible de fait en France et en Italie, en Belgique et en Suisse : les femmes y sont rarissimes. En Hollande, en Suède cependant, les premiers cercles de femmes se créent très tôt[6]. L'Allemagne fait mieux, où le parti est le premier à favoriser une certaine autonomie de deuxième sexe : que les femmes socialistes se réunissent entre elles pour la désignation de leurs délégué(e)s[7].




Dans les réunions mixtes en effet, on ne mandate la plupart du temps que des hommes. Chanson bien connue… La direction du parti, le *Parteivorstand*, joue alors pleinement son rôle : si on laisse la possibilité aux femmes de délibérer entre elles, leurs représentant(e)s aux congrès poseront plus sérieusement les problèmes qui les concernent.

Au total, pendant ces premières années, le socialisme encore balbutiant – parce qu'il est encore balbutiant ? la question mérite d'être posée – semble pourtant disposé à prendre au sérieux ce qu'on n'appelle pas encore la question des femmes : femmes ouvrières, femmes deux fois exploitées. Quel contraste avec la période qui s'ouvre, en 1896, au congrès de Londres ! Au murmure, certes confus, mais chargé d'espérances et somme toute audible, succède le silence. Sans doute quelques femmes prennent-elles encore la parole : ainsi Clara, toujours elle, à Londres. Mais si elle passe pour « la reine du congrès », elle ne parle pas des femmes. Et aucun homme ni à Londres, ni à Paris en 1900, ni à Amsterdam en 1904, ne s'avise de s'exprimer à leur place. Les motions votées font place quelquefois aux droits des femmes, mais sans qu'un débat les introduise, sans qu'on entende le point de vue des militantes. Pire : la tentative faite en 1896, en marge du congrès, par les déléguées de quelques groupes de femmes socialistes pour nouer des liens entre



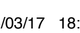
elles échoue. L'objectif ne semblait pourtant pas très ambitieux : établir une correspondance internationale entre les femmes socialistes de tous les pays. Projet repoussé. Comment ? par qui ? Nous l'ignorons. Tout se passe, en somme, comme si le resserrement de l'Internationale sur une définition du socialisme qui magnifie la voie parlementaire – les anarchistes et, avec eux, nombre de syndicalistes, sont exclus à Londres – entraînait une manière de désamour pour la « question des femmes ». La femme, si rarement électrice…

Un nouveau tournant se dessine à partir de 1907, sur deux fronts désormais autonomes, mais qui restent étroitement associés : les congrès où tous les socialistes se retrouvent, les conférences propres aux femmes qui les accompagnent. À Stuttgart, en 1907, l'ordre du jour appelle un cinquième et dernier point, « le suffrage des femmes ». La question des femmes fait sa rentrée. À vrai dire, il s'en est fallu de peu que le sexe dit faible soit une fois de plus absent des assises du socialisme international. Le Bureau socialiste international, le BSI, lorsqu'il s'était réuni le 10 novembre 1906[8] pour préparer le congrès, n'avait été saisi par les partis membres que de quatre questions : rien sur les femmes ! Quand le



BSI se sépara, il avait, certes, ajouté un problème essentiel à l'ordre du jour – les rapports entre partis et syndicats – mais les femmes manquaient toujours à l'appel. C'est au cours de la session suivante, la dernière avant le congrès (9 juin 1907), que le Bureau prend position sur deux projets de résolution en provenance des femmes socialistes d'Autriche et d'Allemagne. Faut-il en faire un point spécial de l'ordre du jour ? Les Français se taisent… Mais Adler, Bebel, Singer et Angelica Balabanova considèrent que « la question est mûre »[9]. D'accord : il ne s'agit donc pas au congrès d'un débat à la sauvette.

L'efficacité de cette initiative féminine s'explique en partie par la décision de tenir à Stuttgart, où Clara Zetkin publie *Die Gleichheit*, une conférence internationale des femmes socialistes : elle doit coïncider avec la première journée du congrès. Dix ans après l'échec à Londres du projet de correspondance internationale, un pas, un grand pas est franchi, à l'initiative, en 1906, de la Conférence nationale des femmes socialistes allemandes : comme la coutume s'en était établie depuis 1900, elle s'est déroulée en marge du congrès du parti à Mannheim. Vigoureusement appuyées par les Autrichiennes – un autre parti social-démocrate – en dépit de divergences sur lesquelles je reviendrai, les Allemandes ont fait





accepter par le SPD l'idée de réunions internationales périodiques, les conférences, en marge des congrès internationaux et en relation étroite avec eux : l'accent était mis, dans un parti qui comptait quelque 30 000 femmes adhérentes, sur l'obligation d'agir en relation étroite avec le socialisme organisé.

Il en fut question dans le cadre du « Stuttgart féminin » entre le 17 et le 19 août 1907[10]. Un vrai succès : cinquante-huit déléguées venues de treize pays, y compris de France où les femmes se réclamant du socialisme ne devaient pas être plus que quelques centaines. La diversité des points de vue échangés est fascinante : pas plus d'accord entre les femmes qu'entre les hommes socialistes, ces recrues anciennes. La conférence a comme premier objectif l'organisation durable du mouvement international des femmes socialistes. Faut-il, à l'image du BSI, constituer un Bureau international ? C'est la proposition d'une des trois déléguées françaises, Madeleine Pelletier[11] : pourvue d'un mandat de la SFIO après le congrès de Nancy – celui-ci, pas plus que les congrès précédents, ne s'était attardé sérieusement sur « la question des femmes » – elle se présente à la conférence internationale comme déléguée d'un groupe féministe, Solidarité des Femmes, né en 1891 sous l'égide d'Eugénie Potonie-Pierre puis de Caroline Kauffmann[12]. Proposition repoussée par Rosa Luxemburg qui critique de gauche le BSI et met en avant la nécessité d'une authentique agitation politique. Décision : un Secrétariat international, beaucoup plus restreint, qui laisse les mains libres à Clara Zetkin, promue secrétaire bien sûr, et à son journal *Die Gleichheit*, qui va devenir l'organe officiel du mouvement. Quel essor ! Limité à 12 000 en 1904, son tirage passe, nous l'avons vu, à 70 000 en 1910 et à 125 000 en 1914.




Signe que quelque chose a bougé. Quelque chose : ce n'est pas si facile d'apprécier les conséquences du mouvement d'autonomisation des femmes tel qu'il est porté en avant par la gauche de la social-démocratie ; mouvement de masse assurément dans les pays où l'emporte ce mode d'organisation, mais strictement limité aux groupements qui se réclament explicitement du socialisme. Trois ans plus tard en tout cas, lors du congrès de l'Internationale, grandiose, qui se tient à Copenhague, la deuxième conférence des femmes réunit cent déléguées venues de dix-sept pays. Bravo ! Mais à l'exception du Portugal, aucune socialiste en provenance d'un pays latin n'est mandatée : ni de France, ni d'Italie,



ni d'Espagne. Plus grave peut-être: en 1907, la conférence de Stuttgart avait élaboré la motion sur le suffrage des femmes qui avait été transmise au congrès lequel l'avait bien sûr amendée; rien de tel en 1910[13]. Est-ce à dire que les prises de position des femmes socialistes ont disparu de la parole des congrès? Certes non, comme le montre l'intervention passionnée de Clara Zetkin «au nom des femmes socialistes de tous les pays» le 25 novembre 1912, lors du congrès extraordinaire de Bâle[14]: «Contre ce crime [la guerre] nous nous révoltons comme femmes et comme mères [...]. Nous devons créer notre patrie dans l'ordre socialiste [...]. Socialisme, que ton règne arrive!». On en conclura, provisoirement, que la voix des femmes, séparée depuis 1907 dans le mouvement socialiste, retrouve sa force, son impact dans les circonstances solennelles. Avec Jaurès, à Bâle.

N'empêche: les lieux internationaux du débat socialiste sur les femmes se sont sensiblement déplacés. Surtout le débat lui-même a partiellement changé d'objet. En son cœur en tout cas.

Les thèmes débattus

Pendant les premières années, la discussion porte sur le travail des femmes. Rien d'étonnant: la problématique syndicale domine les assises de l'Internationale jusqu'en 1896: la longue dépression (1880-1896) conduit les jeunes partis à prendre en charge les revendications sociales quotidiennes. *Quid* des femmes dans ce contexte difficile? Faut-il «accepter» qu'elles travaillent et, disent certains, qu'elles enlèvent du travail aux hommes? Si l'on «admet» que «la femme» travaille, faut-il la protéger par des moyens spécifiques? lesquels? Il n'est pas sûr que ces questions aient disparu, cent ans plus tard, de notre horizon. Ce n'est pas tout: les femmes sont mères aussi, productrices de vie et non seulement de richesses matérielles. Si une protection spéciale s'avère nécessaire, doit-elle couvrir tous les âges du travail ou la seule période de la maternité?

La prohibition du travail féminin est encore au centre du congrès «possibiliste» de Paris en 1889: la femme «ange du foyer», cet antique slogan y est surtout défendu par des syndicalistes français, ouvriers du livre en tête[15]. Mais même en ce lieu symbole d'un âge qui s'achève, cette thèse n'est pas majoritaire. Le délégué du Parti ouvrier italien, par





exemple, distingue le travail des enfants qu'il faut « interdire » de celui des femmes qu'il suffit de « protéger » et la motion adoptée, défendue par les Trade Unions, ne demande pas l'interdiction. Deux ans plus tard, à Bruxelles, lorsque le fringant intellectuel belge Émile Vandervelde déclare que, à son avis, la place de la femme est au foyer, on crie dans la salle : « Ce n'est pas socialiste »[16]. Un peu d'idéologie ne fait pas de mal, vraiment…

Et « protéger », le faut-il ? Le congrès « marxiste », en 1889, entend sur ce thème le premier discours de la grande Clara. Liée à Guesde et à Lafargue, elle a réalisé pour le journal du Parti ouvrier – il ne s'intitulera « français » qu'en 1893 – quelques enquêtes sur l'exploitation des femmes qui travaillent dans les industries de luxe. Elle a surtout lu passionnément Marx, Engels, Bebel et, vivant en France depuis plusieurs années, elle connaît bien les positions des féministes qui comme Hubertine Auclert ont tenté de conjuguer l'exploitation des prolétaires et celle des femmes[17]. Son discours au congrès témoigne d'une volonté égalitaire radicale : les femmes « se sont enrôlées sous la bannière du socialisme, dit-elle, sans l'aide des hommes et même souvent contre leur volonté ». C'est le travail qui les y a conduites : en les émancipant de leur père, de leur mari, il les place sous la domination du capital, il fait apparaître la contradiction entre la réalité économique et les mœurs, les lois. Pas question pour les socialistes de protéger les femmes : elles ne demandent que l'égalité, dans la lutte, puis dans la vie. Il n'y a donc pas une « question de la femme ouvrière ». Nulle autre protection sinon « celle que le travail en général revendique contre le capital ».




Ni limitation, ni protection. De chaleureux applaudissements accueillirent le discours de Clara, mais la motion votée, défendue par Bebel, n'en tint nul compte. Ce qu'elle demandait ? l'interdiction du travail des femmes « dans toutes les branches de l'industrie particulièrement nocives pour l'organisme féminin » et la suppression du travail de nuit pour les femmes et les jeunes de moins de dix-huit ans.

Quatre ans plus tard, à Zurich, le débat s'ouvre à nouveau. Grâce à une participation ouvrière très forte, le congrès permet de confronter à fond idéologies et expériences. Les femmes aussi sont exceptionnellement nombreuses : dans la délégation allemande il y a Clara bien sûr, mais aussi Luise Kautsky ; neuf Autrichiennes parmi lesquelles deux ouvrières, Adelheid Popp et Anna Boschek ; de la délégation italienne se détache



Anna Kuliscioff ; deux déléguées belges dont l'une, bien connue, est Émilie Clays ; la Hollande est représentée par la femme de Van Kol et Mrs Irvin brille parmi les Anglaises. Quatre courants se dégagent en séance plénière après des débats en commission très animés. N'insistons pas sur les positions de Keufer : le secrétaire français de la Fédération du livre reste opposé à tout travail féminin. Mais la réglementation « spéciale » a toujours ses partisans ; les Belges, la citoyenne Van Kol et Bernard Shaw y voient le risque, en refusant aux femmes l'accès à certains métiers, de les vouer à la prostitution : le discours des Belges sur ce point est très moralisant et marqué par le conflit des sexes. Troisième courant, très important : « à travail égal, salaire égal ». De nombreux délégués russes, espagnols, hollandais, anglais, y voient la seule garantie de la non-concurrence entre les sexes sur le marché du travail. Anna Kuliscioff, en particulier, développe cet argument en le liant à une critique implicite de toute protection spécifique.



Il y a enfin ceux qui la réclament, cette protection particulière : « congés de maternité », journée de travail plus courte, un jour et demi de repos par semaine, création d'un corps d'inspecteurs du travail[18]. Puisque c'est la santé qui est concernée, comment ne pas interdire en même temps le travail de nuit ? Ces militants, ces militantes, ne s'opposent pas au principe « à travail égal salaire égal » : ils le jugent irréaliste au regard des besoins des travailleuses. Telle est la position de la délégation allemande. Non seulement Luise Kautsky, mais Clara Zetkin, qui a découvert en Allemagne au contact des ouvrières ce que ses études ne lui avaient pas fait percevoir en France : la condition des femmes dans la grande industrie, l'exploitation aussi des domestiques privées de tout droit, la double journée de toutes les travailleuses.

La motion allemande obtint en commission une forte majorité contre la voix de Keufer et celles des femmes belges et autrichiennes[19]. En séance plénière, elle fut approuvée par acclamation. Mais le congrès décida d'y inclure le principe d'un salaire égal pour un travail égal. Le désir de protection, si fort, si poignant, n'avait pas totalement éclipsé les formules égalitaires chères à toutes les femmes, prolétaires ou bourgeoises. Et la motion de Zurich fera autorité jusqu'à la guerre.

Deuxième thème débattu dans l'Internationale : l'égalité des droits civils et surtout politiques. Ici la scène primaire se joue au congrès de Bruxelles, en 1891. À vrai dire, la « question de la femme » n'était pas à





l'ordre du jour. Dans l'esprit du jeune Parti ouvrier belge qui « recevait », il s'agissait surtout de mettre un terme aux conflits majeurs qui, à Paris en 1889, avaient empêché la tenue d'un congrès unique, sans pour autant gommer les diversités. Pari gagné : à cet égard le congrès de Bruxelles est le premier de la Deuxième Internationale. La parole des femmes, non prévue, vient des groupes féminins présents au Bureau ; Anglaises, Belges, Allemandes : déléguées ouvrières, elles sont souvent, en Belgique, inscrites à la « section des citoyennes » du parti à Bruxelles[20]. Italiennes, Allemandes, elles proviennent de la réserve activiste et marxiste du congrès de la salle Pétrelle. Signée notamment d'Attilie Baader, Luise Kautsky et Anna Kuliscioff – Clara ne participe pas au congrès – la motion, bien défendue par Paul Singer, « invite les partis socialistes et ouvriers de tous les pays à affirmer énergiquement dans leurs programmes l'égalité complète des deux sexes et à demander avant tout l'abrogation de toutes les lois qui placent la femme en dehors du droit commun et public »[21]. Non seulement toutes les femmes s'y rallièrent, y compris une proche amie de Guesde, Aline Valette – elle n'a joué aucun rôle pourtant dans le groupe de rédaction, essentiellement belge et allemand – mais la très grande majorité du congrès : une exception, le jeune Vandervelde, qui voulait dissocier le droit de vote qu'il approuvait et l'accès à toutes les activités qui s'opposait à sa vision de la ménagère.




Cette résolution fera date dans l'histoire de l'Internationale comme témoignage de l'universalisme socialiste : le socialisme devait parler pour tous les exploités, toutes les victimes de toutes les discriminations, et donc pour toutes les femmes et pas seulement pour les salariées. Mais si elle énonçait un principe et définissait des objectifs lointains, elle ne dessinait aucune tactique, aucune stratégie. L'Internationale allait-elle mener campagne pour une réelle égalité civile et politique des deux sexes ?

Après le temps des fondateurs, celui des réalités. En 1907 à Stuttgart, les programmes se veulent réalistes. Qu'est-ce à dire ? Abandon des principes ? Non. Mais nécessité de tenir compte pour les corriger, les rectifier, des pratiques politiques des grands partis sur lesquels repose l'avenir de l'Internationale. Or, la SFIO par exemple n'avait encore entrepris aucune campagne : un record dans le retard ! Dans d'autres partis, les courtes vues prédominaient et il était urgent de « remettre sur le bon chemin »[22] les camarades. En premier lieu, selon Zetkin, la social-démocratie



autrichienne : elle avait obtenu au début de l'année le soutien des femmes socialistes à la campagne pour le suffrage universel masculin sans que soit posé le problème du droit de vote des femmes… Puis, l'Independent Labour Party : il avait mené campagne avec les féministes bourgeoises pour l'élargissement aux femmes du vote censitaire masculin et non pour le suffrage universel[23]. En fait, comme le déclara Clara en séance plénière, toutes ces réformes servaient les classes dominantes : le prolétariat était appelé à « payer le prix de la paix », l'abandon de la guerre des sexes à l'intérieur des familles bourgeoises. Qui donc détenait en ce domaine la « vérité socialiste » ? Les Allemands qui entendaient affirmer le droit du SPD à corriger ceux qui étaient dans l'erreur et à interdire la « collaboration avec les bourgeois », principale préoccupation d'un grand parti fortement replié sur ses certitudes et, comme Jaurès ne s'était pas privé de le dire à Bebel en 1904[24], peu capable d'obtenir de vraies réformes. Gardien du temple, en somme, – ce n'est pas rien – voire gardien de buts mais sans marquer beaucoup de buts…

À l'écart des congrès

À l'ombre de ces deux problèmes majeurs – le travail, les droits civiques – bien d'autres questions baptisées féminines furent effleurées dans l'Internationale. Tous les débats ne s'inscrivent pas dans des résolutions. Tous les thèmes ne se traduisent pas par des votes. Ce fut la grandeur, justement, de l'Internationale socialiste que d'ouvrir des chantiers plus théoriques. L'un d'entre eux, le plus riche peut-être en développements de longue durée, concerna la crise de la famille. Marx et Engels avaient mis en évidence sa destruction par l'économie capitaliste. La discussion ne se limita pas aux Allemands, aux Autrichiens. Social-démocrate russe convaincue et combative, présente dans tous les congrès depuis Stuttgart, Alexandra Kollontaï s'empara passionnément de ce thème dans *Les Bases sociales de la question féminine* (1909). En France, non seulement Lafargue resta fidèle à cette tradition – *La Question de la femme*, en 1904, est beaucoup plus qu'un libelle – mais des militants qui avaient rompu de longue date avec Engels comme Paul Brousse ou Eugène Fournière continuèrent à s'interroger sur le rôle de la structure familiale dans la crise des relations amoureuses. Lorsque Léon Blum publia en 1907 *Du mariage*, le jeune maître des requêtes au





Conseil d'État s'insérait à sa façon dans un débat qui dépassait de beaucoup le théâtre de son ami Georges de Porto-Riche. Il mettait l'accent sur l'égalité sexuelle : pourquoi avant le mariage la femme ne serait-elle pas polyandre puisque l'homme était polygamme ? Évidemment, la morale catholique, c'est-à-dire la morale commune qui valorisait à l'extrême la virginité au mariage, ne sortit pas renforcée de ce livre…

Trois ans plus tard, Greta Meisel-Heiss, dans *La Crise sexuelle*, abordait en Allemagne les difficultés auxquelles se heurtait un durable amour. Que pouvait-on faire ici et maintenant ? Aux yeux des socialistes les plus radicales, il était clair que l'union libre ne constituait pas une solution : pour les « bourgeoises » peut-être ; mais pour les ouvrières à qui incomberait l'entière responsabilité des enfants ? Alors la contraception ? À Stockholm, en 1907, les femmes suédoises votèrent une motion sur les moyens d'éviter des grossesses trop nombreuses[25]. Fruit d'une ample discussion, cette proposition manifestait leur volonté de résoudre à leur manière, dès maintenant, ce qui était leur problème. Il y eut des hommes, en socialisme, pour penser comme elles, ou plutôt pour préconiser les mêmes moyens : *La Guerre sociale*, fondée par Gustave Hervé et Almeyreda en 1906, et *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, où Hervé avait fait ses premières armes, n'hésitèrent pas à faire de la publicité pour les pharmaciens socialistes et anarchistes qui vendaient des contraceptifs[26]. Certes c'était l'eugénisme qui était invoqué et non le droit des femmes au contrôle de leur corps. Mais le socialisme militant compta plus d'hommes « à part » qu'on ne le croit. Les théoriciens, eux, se limitaient le plus souvent à prophétiser un avenir où les rapports du couple seraient transformés. Ainsi Lafargue : en annonçant une liberté totale dans les comportements sexuels, en imaginant les femmes maîtresses de choix volatiles, en les libérant du malheur d'être mères grâce à la prise en charge collective des enfants, le gendre de Marx imaginait le régime socialiste comme susceptible de rendre au sexe dit faible l'antique primat détenu aux temps heureux du matriarcat.



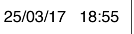

Ainsi s'ébauche dans les milieux apparentés au socialisme le mythe de la femme nouvelle, cher, après-guerre, à Aragon – voyez *Les Cloches de Bâle* – et à Jean-Richard Bloch, l'inventeur de *Sybilla*. Un thème facile à repérer dans le roman français, aux alentours de 1900, et que communistes et socialistes pareront plus tard de riches couleurs. À vrai dire, les socialistes anglais surent s'en emparer plus tôt qu'en France : mise en



scène par Edward Carpenter dans *Love's Coming of Age*, la sexualité féminine devait exorciser la superbe du mâle. Au pays du suffragisme militant, cette vision assura aussi en 1911 le succès de *Women and Labour* dont l'auteur, Olivia Schreiner, avait été l'amie d'Eleanor Marx. Même si nous n'avons pas encore bien déchiffré le concept de « nature féminine » que Clara Zetkin aurait entrepris de valoriser dans *Der Student und das Weib*[27] – différentialisme ? essentialisme ? ces mots dont nous nous servons aujourd'hui seraient-ils adéquats ? – même si Clara, qui venait de loin, voit dans la « sensibilité » et « l'ardeur » des femmes un bien destiné non à la revanche du sexe mais au bonheur de la communauté, nous devrions aujourd'hui œuvrer à éclairer ces fragments idéologiques surprenants enchâssés dans des cultures socialistes aussi différentes que celles de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Que leur capacité à se diffuser largement en socialisme organisé soit faible, c'est plus que probable[28]. Mais leur poids sociologique ne suffit pas à en définir la portée : le socialisme déborde de beaucoup sa représentation ; ce qui circule dans la parole des femmes et des hommes qui s'en réclament déborde la consigne qu'ils en ont. Il est un peu facile de s'en gausser[29]. L'influence du discours ne se cantonne pas au discours.



La rencontre entre les femmes et le socialisme a bien eu lieu. Même si celles qui se sont exprimées dans les congrès internationaux étaient peu nombreuses, le mouvement socialiste a favorisé l'affirmation de femmes remarquables. Certaines, comme Rosa Luxemburg ou Henriette Roland-Holst, ont donné leur vie, et leur mort, à une cause que, comme leurs camarades masculins, elles assimilaient, jusque dans ses déchirements, à celle de l'humanité, sans distinction de sexe. Celles dont il a été question dans ces pages, et les hommes qui sont intervenus à leur côté, ont en outre participé à, et parfois initié des débats, des prises de position, des confrontations où l'on pouvait reconnaître ce que l'on appelait la « question féminine ». On évoquait aussi la « question coloniale », la « question de l'immigration », la « question agraire », manière de nommer des problèmes importants, mais qui ne touchaient pas à l'essentiel, qui ne mettaient directement en cause ni l'émancipation du monde du travail victime du capitalisme, ni la paix considérée dans l'Internationale comme la condition de tout progrès. À parcourir par exemple le *Bulletin périodique du Bureau socialiste international30* entre 1912 et 1914, à partir du





congrès de Bâle, on repère aisément la distance qui sépare les partis, « occidentaux » et ceux qui, des Balkans à la Pologne et à la Russie sont hantés par les guerres qui ravagent ou menacent de ravager leurs territoires. Les premiers sont attentifs en général à promouvoir l'accès des femmes au suffrage universel défini comme un objectif essentiel depuis la conférence des femmes et le congrès de Copenhague en 1910 : Autrichiens, Hongrois, Hollandais, Suédois, Russes manifestent début mars 1913, le 9 mars le plus souvent, parfois le 2, pour « le suffrage universel des deux sexes » ; seuls tergiversent le Parti ouvrier belge, engagé bien malgré lui en avril dans une grève générale pour le suffrage universel, sans faire mention des femmes, et la SFIO soucieuse de ne rien faire. Franchie la ligne qui passe à l'est de Vienne, la ligne de la modernité selon la mère du grand Élias Canetti, c'en est fini : tous les appels de tous les partis, peu fournis encore en adhérents, visent à mobiliser l'opinion contre la guerre et en faveur souvent de ce rêve, de cet objectif, la Fédération balkanique.




En somme à l'est l'urgence politique l'emportait sur les objectifs idéologiques fixés en commun. Elle dominait aussi les configurations nationales. Cette évidence ne périme pourtant pas les choix faits, s'agissant des femmes, par les courants d'opinion qui ont traversé l'Internationale. Ce sont ceux qui se réclamaient du marxisme qui ont formulé les premiers les rudiments théoriques de « la question féminine ». Engels, Bebel, Clara Zetkin, Lafargue, Alexandra Kollontaï ont les premiers analysé la crise de la famille et la double exploitation de la femme ouvrière, ils ont formulé le principe de l'égalité des droits. C'est dans les pays où cette orientation prédominait chez les socialistes que l'organisation des femmes a atteint son plus haut niveau : en Allemagne, en Autriche. Mais l'existence de ces courants ne s'est pas traduite partout par un large débat, par un effort d'organisation. En France, les femmes – qui en 1899 créent le premier « groupe féministe socialiste » – ne s'orientent pas vers le Parti ouvrier français, celui de Guesde et de Lafargue ; elles se rapprochent des forces qui s'agglomèrent autour de Jaurès, lui-même si peu féministe[31]. En dépit de quelques articles en faveur du suffrage féminin, un marxiste convaincu comme Bracke s'est beaucoup moins intéressé à la cause des femmes que l'avocat René Viviani, engagé à la droite du mouvement socialiste et qui d'ailleurs le quittera en 1905 à l'heure de l'unité. En Suède et en Grande-Bretagne,



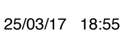
pays faiblement marqués par l'influence des disciples de Marx mais où la richesse de la vie locale offre aux femmes divers modes d'insertion, surgissent des idées neuves et des pratiques militantes qui font école.

C'est dire que, pour comprendre les faiblesses et parfois la force, les orientations aussi, du débat sur les femmes dans la Deuxième Internationale, plus qu'aux courants idéologiques étiquetés, plus même peut-être qu'à la conjoncture, il faut prêter attention aux figures nationales, à la situation de chaque pays, à l'inscription des femmes et des hommes dans l'histoire de leurs peuples.

De quel poids pèse le caractère plus ou moins libéral, plus ou moins démocratique, plus ou moins clérical des différents régimes politiques ? À travers quelles médiations s'exercent ces influences ? En France, patrie du suffrage universel masculin, terre fertile en anticléricalisme, le vote des femmes, disent les républicains, donnerait des ailes à l'Église et ferait régresser Marianne difficilement libérée de son emprise. Or si elles ne votent pas, les femmes n'intéressent guère, politiquement parlant, ce peuple de citoyens. Elles se sentent exclues des sections de la SFIO auxquelles elles ont, formellement, le droit d'adhérer. À quoi bon leur donner, à quoi bon se donneraient-elles une organisation autonome ? Diamétralement opposée est la situation en Allemagne, en Autriche. Dans ces pays où le suffrage universel masculin n'est pas reconnu, hommes et femmes peuvent mener campagne commune[32]. Face à un pouvoir qui dénie aux femmes – jusqu'en 1908 en Allemagne – la liberté d'association politique, la social-démocratie unit ses forces pour contourner l'obstacle : elle définit un système d'organisation, de représentation. Au total, pendant la dernière décennie du XIXe siècle, quand se déploie l'Allemagne industrielle moderne, l'opposition globale du parti à l'État joue en faveur des femmes. Une féministe allemande fort bourgeoise a pu écrire du coup, en 1905, que, dans son pays, le SPD était le seul parti féministe[33].



Soulignons pour finir trois faits essentiels si l'on veut comprendre les termes dans lesquels le débat sur les femmes émergea dans l'Internationale. Organiser la classe ouvrière, tel fut son objectif majeur : ce n'est pas un hasard si les questions posées lors des premiers congrès relèvent à nos yeux du mouvement syndical autant et plus que du parti politique – deux formes encore peu différenciées ; ce n'est pas un hasard si le 1er mai est né dans les structures de l'Internationale. Or, pour reprendre une expression de Michelle Perrot, les travaux de femmes sont alors fortement



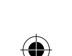


sexués : textile, travail à domicile, domesticité et, au tournant du siècle, ascension du tertiaire. S'y intéresser pour ceux qui sont fiers souvent d'appartenir au monde rugueux de la mine, de la métallurgie, aux corporations nobles des transports, ne va pas de soi. Organiser, moins encore : il y faut non seulement un discours cohérent contre l'exploitation, mais une, ou plutôt des, pratique(s) sociale(s).

Prière surtout de ne pas oublier la force de l'antiféminisme culturel commun à toutes les sociétés européennes au XIXe siècle. Les socialistes ne vivent pas en vase clos, ils partagent les préjugés communs. Les partis peuvent fonctionner comme des contre-États ; il leur est très difficile de devenir des contre-sociétés. Très profond en France, en Italie, en Espagne, plus faible dans les pays du nord de l'Europe, l'antiféminisme n'épargne aucun pays.

Enfin, plus l'activité des femmes s'intensifie à l'intérieur des partis ou sur leurs franges, plus les socialistes sont obsédés par la menace de contamination qu'ils croient déceler dans le féminisme bourgeois. Certes l'essentiel de l'argumentaire a été mis en place en 1893, lors du congrès de Zurich[34] ; les « considérants » invoqués au point V de l'ordre du jour « Protection des ouvrières » étaient explicites : en posant le problème de l'égalité des droits « vis-à-vis de l'homme », le risque existait de « laisser de côté » le caractère principal de la « société actuelle » basée sur l'exploitation de l'homme et de la femme ; c'est l'histoire, c'est le moment capitaliste qui était négligé au bénéfice d'une « nature humaine sexuée » en même temps qu'était méconnu « le rôle assigné à la femme par la différenciation des sexes », la maternité. Tout était dit. Mais les textes de Zurich, s'ils visaient à définir une position propre aux femmes ouvrières, ne relevaient pas de la métaphysique sociale. Le monde changeait. Des femmes se réclamant du socialisme découvraient qu'elles étaient femmes aussi. Et le socialisme lui-même apprenait à ne pas se définir seulement en termes de classe. On comprend dès lors que la dénonciation rageuse du « féminisme bourgeois » imposée aux militantes ait eu comme résultat l'assèchement féminin du socialisme : ce fut le cas en France de façon quasi caricaturale. Reste à savoir dans quelle mesure des points de vue radicalement différents ont pu contribuer à faciliter aux femmes qui se réclamaient du socialisme l'entrée dans le XXe siècle[35].

Anna Kuliscioff e l'eta del riformismo,
Milan, Mondo operaio e Edizioni Avanti !, 1978





Le mouvement syndical et les femmes jusqu'au Front populaire

Il a fallu attendre les années 1970 pour que se développe, à la CGT et à la CFDT, une réflexion spécifique sur la syndicalisation des femmes. Et pour que la FEN elle-même, représentative d'une branche professionnelle particulièrement féminisée et riche de grandes traditions, prenne conscience de ce que sa direction ne comptait aucune femme. Cet état d'innocence ne signifiait certes pas que les femmes n'étaient pas défendues. Il valait pourtant la peine de le signaler, d'autant qu'il s'enracinait le plus souvent dans un passé lointain : il ne suffit pas pour s'en éloigner d'en secouer la poussière. Il ne suffit pas davantage de dénoncer les hommes et le machisme. Et même pas de se réjouir de changements quantitativement évidents : en 1900 les femmes – 34,5 % de la population active – représentaient 6,5 % des syndiqués. En 1975, au moment où les confédérations abordaient sérieusement le problème, l'écart s'était en grande partie comblé : 30 % de femmes syndiquées pour 38 % de la population active.

Ces quelques pages se proposent d'abord d'explorer la place prise par les femmes dans la production et les services salariés au fil du développement des révolutions industrielles, puis de décrire les difficultés de leur rencontre avec le syndicalisme en en marquant les principales étapes. Ces difficultés, il s'agit ensuite d'en comprendre les causes essentielles avant d'évoquer quelques expériences originales qui ont marqué cette histoire. Ce travail s'appuie sur une bibliographie moins étoffée que celle



qui concerne l'histoire du féminisme ou l'étude des rôles masculins et féminins. Il brasse souvent estimations chiffrées et exemples isolés : ce mélange est inévitable étant donné l'état de nos connaissances et le silence, souvent, des sources qui devraient nous instruire sur les femmes ; surtout il est utile : le terrain parle autrement que la statistique. Rendons hommage ici aux historiens, aux historiennes surtout, et aux sociologues – ce substantif asexué – qui nous aident à échapper à l'ignorance, à la mauvaise foi et aux dénonciations répétitives, même si le récit reste largement troué.

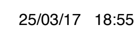
Les femmes dans la révolution industrielle

Assurément, les femmes ont toujours travaillé. Nombre d'entre elles ont mené de front, sous l'Ancien Régime, leurs activités de ménagères et, par exemple, d'ouvrières. Ce sont elles qui tissent les « draps de soie » destinés à vêtir les riches Troyens du XIIe siècle. Elles qui – dentellières, brodeuses, fabricantes de chapelets – triment pour apporter les quelques sous nécessaires au paiement de la dîme ou à l'acquisition d'un lopin de terre. Au XVIIe siècle, au XVIIIe, la poussée des arts mécaniques conduit la fabrique lyonnaise à chercher dans les campagnes environnantes les quelque sept mille « tireuses » de soie qui lui sont nécessaires et, dans les rudes régions lainières du nord du Bassin parisien, les femmes sont au travail bien avant qu'au XVIIIe siècle la manufacture de toiles peintes d'Oberkampf engendre une main-d'œuvre nombreuse « de tout sexe et de tout âge ». Mêlées aux hommes, donc, ces femmes ? Les côtoyant jusque sur les chantiers de terrassement où elles s'activent avant la Révolution ? Certes. Mais déjà cohabitation ne signifie pas égalité.



Comme l'a par exemple montré Nathalie Davies, la tisserande lyonnaise est surtout la femme du tisserand : bouche-trou à ses heures, auxiliaire non payée du mari le plus souvent. Chez Oberkampf comme à la Fabrique Neuve de Cortaillod, au bord du lac de Neuchâtel, les filles « pinceleuses » – un travail sous rémunéré auquel aucun garçon ne s'adonne – n'ont aucun espoir sérieux de promotion. Maurice Godelier a étudié l'ancienneté de la ségrégation sexuelle au travail : la voici à l'œuvre.

On le sait, la phase proto-industrielle, portée par la vitalité de la société rurale, a été en France particulièrement longue. C'est pourtant





le processus désigné de 1780 à 1880 sous le nom de révolution industrielle, largement contemporain du précédent, qui rythme au cours des deux premiers tiers du XIX[e] siècle l'entrée des femmes dans les nouvelles fabriques, les premières usines, ainsi que la relance du sweating-system. Le maintien des petits métiers, l'appel aux nourrices qui ne recule dans les classes aisées que devant le grand mouvement pour la moralisation de la maternité, le poids, énorme, des domestiques et des serveuses, tous ces phénomènes, désormais mieux connus, relativisent assurément la vision du prolétariat féminin diffusée par les enquêtes de Villermé ou du docteur Guépin. Les misérables en haillons dont ils évoquent la marche hagarde, à l'aube vers la fabrique, ou le soir vers leur paillasse, on peut leur opposer aussi bien les jeunes filles enfermées pendant la semaine dans les couvents soyeux du midi que les « artisanes », ces belles filles pauvres mais indépendantes, évoquées par George Sand dans André, un de ses plus beaux romans berrichons. Rien de tout cela n'annule pourtant cette entrée nombreuse des femmes dans les industries de consommation caractéristiques de la première révolution industrielle.





Elles deviennent en effet les mains de la fabrication des bougies et du sucre dont la généralisation atteste un certain mieux-être. Surtout, elles dominent la production des tissus, du linge et des vêtements dont le dynamisme va croissant jusqu'à la grande dépression où la France entre au début des années 1880 : en 1896 encore, l'industrie textile entendue au sens large fait travailler 73 % des ouvrières ; à côté du roi-coton, cet Alsacien, ce Normand, voici les filatures de laine du Nord, la bonneterie troyenne, le travail de la soie actif dans la vallée du Rhône, et la couture parisienne où la machine à coudre qui fait ses premiers pas renouvelle l'exploitation, la pire peut-être, celle que la femme s'impose à elle-même dans son chez-soi, pour surveiller et l'enfant et la soupe. Partout la croissance démographique, inférieure en France aux autres pays européens, rend nécessaire l'appel que lance aux femmes le monde industriel. Pas tout entier, à vrai dire. Les vertus attribuées aux femmes, ou leurs faiblesses, dessinent les contours d'un marché fortement segmenté. Les femmes ne sont pas, dit-on, aptes à tous les travaux : à l'homme le bois et le métal, à la femme la molle étoffe, et cette segmentation n'est pas énoncée seulement par le patronat. « Le lot de la femme est la famille et la couture » : voici le grand partage qui renvoie, dans le monde ouvrier aussi, à la nature féminine. Il définit l'espace industriel réservé aux



femmes. Même si, bizarrement, dans les fabriques, on les emploie comme bobineuses, dévideuses ou finisseuses, travaux qui ont peu de choses à voir avec la couture mais qui les séparent des hommes, cardeurs ou tisserands, et renforcent ainsi la division sexuelle du travail : n'est-ce pas là l'essentiel ?

Le tournant du siècle qui correspond au démarrage tardif de la deuxième révolution industrielle et à la relance de la croissance s'avère riche de conséquences pour le travail féminin. Le textile demeure certes, lors du grand recensement de 1906, le premier secteur d'emplois : la souveraineté du coton n'est pas encore ébranlée, ni la vigueur de la soie, sa sœur aînée ; dans la bonneterie troyenne comme dans le Nord où se multiplient les métiers self-acting, la féminisation croissante de la force de travail correspond aux mutations technologiques. L'essentiel cependant n'est pas là : le dynamisme des nouvelles industries s'affirme avec le caoutchouc, symbole des industries chimiques, et l'automobile, emblématique de la métallurgie. Même si elles n'ont pas épuisé toutes leurs réserves, les campagnes ne suffisent pas aux besoins : on ne quitte pas volontiers la terre en France. L'appel aux travailleurs étrangers, désormais massif dans les mines et la sidérurgie, ne résout pas les problèmes des nouvelles industries de transformation. Les femmes, heureusement, sont là, et bien là. En 1906, pour la première fois, elles constituent 36 % de la population active : un pourcentage qui, sauf pendant la Grande Guerre, ne sera pas dépassé avant 1975. Certes, 17 % d'entre elles vaquent aux travaux du ménage, chez « les autres », et 36 %, ou peu s'en faut, s'adonnent à domicile au service de l'aiguille ou de la « couturière de fer » : c'est sur ces dernières que se penchent les enquêtes produites, dans les années 1910, par l'Office du travail. Mais le quart de ces femmes – parmi lesquelles les agricultrices, sans doute considérées « inactives », ne sont pas comptées – triment à l'atelier ou à l'usine. Et des déplacements s'opèrent : certaines victimes du sweating-system commencent à « prendre conscience de leur malheur » et à chercher ailleurs une vie de travail moins solitaire et mieux payée. En même temps, s'ouvre l'éventail des branches professionnelles féminisées – caoutchouc, papeterie – pendant que se renforce encore le quasi-monopole féminin sur les tabacs : 91 % des vingt mille travailleurs de ce secteur étatisé sont des Carmen, en puissance tout au moins.






Voici plus important encore pour le sujet qui nous intéresse – que, contrairement peut-être aux apparences, je n'ai pas perdu de vue : des emplois nouveaux s'offrent aux femmes. Le secteur tertiaire s'élance au tournant du siècle et sa féminisation commence. Les postes d'institutrices rentrent-ils dans cette catégorie ? Oui et non. Non, car elles n'enseignent toujours qu'aux seules petites filles et si leur nombre grandit sensiblement – il passe d'environ 70 000 en 1881 à quelque 80 000 à la veille de la guerre – on ne saurait pourtant parler d'un véritable bond. Oui, car l'essentiel du progrès accompli bénéficie à l'école publique : de plus en plus souvent sorties des Écoles Normales, les maîtresses se sentent quelque peu, comme leurs collègues masculins, les hussardes de la République. Et même s'il faut attendre 1919 pour que les traitements soient alignés, les lois du Bloc des gauches, en les augmentant, atténuent la dégradation secrète attestée par tant de lettres et de romans.



Pendant les mêmes années, le nombre des femmes employées dans les grands magasins augmente lui aussi très sensiblement. Et messieurs les ronds de cuir sont en recul dans les bureaux des ministères et dans les banques en expansion à la Belle Époque. C'est que les femmes se pressent aux portillons : six mille candidates pour vingt-cinq postes, en 1906, à la Banque de France ; trois mille pour cinquante dans le métro. Nulle branche professionnelle pourtant n'a réputation de se féminiser plus vite que les PTT. C'est là d'ailleurs que le mot apparaît, dans les années 1890, pour désigner la substitution, par l'administration, des postes d'employées du sexe dit faible aux commissaires auxiliaires en cours de titularisation : une quarantaine de villes sont alors touchées, sans même parler du service du téléphone. Voici donc non seulement des emplois, mais des métiers féminins. Leur nombre augmente dans une conjoncture générale de scolarisation et de professionnalisation qui atteint jusqu'au monde des hôpitaux : aux bonnes sœurs à cornette commencent à se substituer des infirmières tenues de suivre les cours du soir.

N'exagérons pas. Le personnel hospitalier de l'Assistance publique compte encore, en 1900, 12 000 religieuses recrutées sur la base de la vocation et non du savoir, vingt-deux ans après les cours inaugurés par le docteur Bourneville. Et à cette date, elles ne sont encore que 1 350 sur 4500, les employées des rayons et des services du Bon Marché : au Printemps seulement elles s'affirment majoritaires. Malgré la machine à





écrire enfin, aux débuts assez lents il est vrai, ni les banquiers, ni les ministères ne se montrent ardents à la féminisation, à l'exception des PTT, alors que les filles d'ouvriers à statut ou les petites bourgeoises s'avèrent sensibles à la relative sécurité de la mensualisation et au prestige qui auréole ces professions où l'on ne saurait « sortir en cheveux ». Résultat, une cote encore mal taillée : en 1906, ces employées ne représentent encore que 8 % des femmes actives. Bref, le mouvement de tertiarisation reste embryonnaire.

Quelle croissance en revanche après la Grande Guerre ! Hosanna ! Les dames-secrétaires sont là, dans les services publics comme dans le commerce et la banque. L'extension des compétences de l'État entraîne le recrutement, dans les ministères, de milliers de nouveaux agents : les fonctionnaires civils – 626 000 en 1906 – se retrouvent 925 000 en 1936. Si l'on additionne bureaux et magasins, tertiaire public et privé, on y décompte un million de femmes entre 1921 et 1926. Leur nombre a progressé aussi, massivement, chez les employés des industries de transformation : dès 1926, elles y dépassent le tiers des effectifs. Au total, alors qu'on comptait en 1906 une employée pour trois ouvrières, en 1931, un quart de siècle plus tard, c'est une employée pour deux ouvrières que l'on dénombre.



À la Grande Guerre s'attache pourtant le souvenir de l'entrée massive des femmes dans la production industrielle, base logistique d'une éventuelle syndicalisation. Pure légende ? Il faut y regarder de plus près. La participation des femmes au travail industriel doit être étudiée d'abord dans le temps court de la guerre, et non seulement à l'aube des années de stabilisation qui l'ont suivie. Époque de la « mort virile » en effet, pour reprendre une expression de Jean-Louis Robert, la guerre a incontestablement accru le pourcentage des femmes actives : il atteint 40 % du total en janvier 1918 ; un essor sérieux par rapport à 1906, mais non un saut qualitatif. La grande nouveauté n'est pas dans ces chiffres. Elle n'est pas non plus dans la féminisation de nouveaux services des PTT : les 11 000 trieuses et releveuses de boîtes qui remplacent les 18 000 agents de la Poste mobilisés n'ont guère le sentiment d'investir une place forte. Il en va autrement pour les conductrices de tramways dont le sang-froid suscite des éloges étonnés. Il en va autrement, surtout, pour les usines de guerre. Ce que la guerre induit en effet, c'est l'entrée des femmes non dans le travail, non dans l'industrie, mais dans des industries nouvelles :

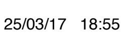


chimie, travail des métaux. Les femmes n'y étaient que 39000 avant 1914. En 1918, les seules usines d'armement en emploient 430000; à proximité de la capitale certes, mais aussi dans nombre de provinces. Leur spécialité: la fabrication des cartouches, grenades et obus. Ainsi naissent les munitionnettes, ces «ouvrières de la victoire». Le territoire qu'elles investissent alors, c'est celui de l'acier rigide, une branche professionnelle non seulement masculine, massivement, mais virile dans son comportement, ses emblèmes, sa fierté et son discours syndical.

Brève expérience. Dès novembre 1918, le ministre de l'Armement, Loucheur, appelle ces femmes à retourner chez elles, à faire place à ceux qui rentrent du front. La guerre est finie. Loucheur change de ministère. Quant aux femmes, elles ne rentrent pas toutes à la maison, elles ne réintègrent pas toutes leur activité d'origine. Dans la Loire par exemple, les veuves sont restées. Et si, pendant la décennie qui suit la guerre, l'emploi des femmes régresse dans les branches industrielles traditionnelles – dans la confection, la machine à coudre en se généralisant chasse la couture à la main – dans la mécanique ou la construction électrique en revanche, la présence féminine pèse deux fois plus qu'avant-guerre. Un transfert s'est bien opéré vers les métaux: 115000 femmes y travaillent en 1921; ce chiffre ne fléchira plus guère qu'au rythme de la conjoncture économique et la stabilisation de ces emplois sera attestée en 1936 par le fort pourcentage de femmes mariées qui les occupent: 50,8 % des ouvrières des métaux contre 21,8 % dans le travail des étoffes. Peut-on pourtant considérer cette percée comme une victoire sur la ségrégation sexuelle du travail? À demi seulement. Sylvie Zerner aboutit, pour les industries mécaniques, aux mêmes conclusions que Hélène Chenut pour la bonneterie troyenne: aux femmes vont les tâches parcellaires, aux hommes les machines les plus performantes et le réglage des autres, secteur où se créent les nouveaux métiers qualifiés. Simone Weil l'avait bien vu. Il y a plus d'une manière d'user du taylorisme et des modes de recomposition sociale du travail qu'il induit.



Mais déjà reconnues compétentes dans l'austère maniement des machines à écrire et du téléphone, cette machine à communiquer, ainsi que dans ce bon usage de la raison qui s'affirme à travers les pratiques de l'enseignement laïque, les femmes ont acquis là une expérience susceptible de rendre obsolète, à leurs yeux en tout cas, leur traditionnel – et imaginaire – cantonnement à la molle étoffe.



Les femmes et le fait syndical

Que l'exploitation ne génère pas le syndicat selon un processus «naturel», c'est ce que montre avec un triste éclat le difficile rapport des femmes au fait syndical. Les pages qui suivent se veulent essentiellement descriptives, même si bien sûr toute description met à jour et induit des catégories et des problèmes qui appellent ensuite éclaircissement; elles se veulent aussi chronologiques, même si l'ordre du temps s'agissant des femmes côtoie souvent le désordre, tant leurs rapports aux institutions qu'elles n'ont pas créées apparaissent à la fois hachés et comme traversés de traînées dont on ne parvient pas à voir la fin.

Rappelons tout d'abord d'un mot qu'au lendemain de la Commune de Paris, à l'heure où le mouvement ouvrier, appuyé sur ses propres associations, très diverses, tâtonnait à la recherche de formes d'organisation plus structurées, les travailleuses participèrent sérieusement aux premières assises nationales du travail. De 1876 à 1879, au fil des trois premiers congrès ouvriers français, elles en suivirent activement les séances et s'imposèrent sans peine dans les comités d'initiative. Lingères ou institutrices, on entendit leur voix, et les salles de Paris, de Lyon et de Marseille résonnèrent des noms de Joséphine André, Marie Finet, Antoinette Redelet, Louise Tardif, Marie Vincent, d'autres encore. Sans attendre Hubertine Auclert dont la rhétorique brillante éclipsa en 1879 leur parole plus humble, elles évoquèrent, en termes simples, leurs difficultés quotidiennes: questions de salaires certes, mais aussi problèmes de logements, comportements sexuels des contremaîtres et des ouvriers eux-mêmes, sous-instruction des filles quand la misère oblige à n'envoyer à l'école qu'une partie des enfants. Et Marie Vincent de nommer à Lyon des chambres syndicales dont les femmes étaient exclues par leurs maris ou leurs frères: «Ce qu'il y a de plus triste dans ces faits, avait-elle conclu, c'est que les citoyens qui s'en rendent coupables sont tous cités pour de bons citoyens, pour de sincères démocrates ou de vrais socialistes et qu'ils prêchent eux-mêmes l'émancipation de la femme». En effet. D'une certaine façon, tout était dit.



Nous ne savons toujours pas très bien comment ces femmes, ces militantes en somme, ont reculé dans l'ombre. Mais nous le constatons. Au fur et à mesure que se cristallisaient les formes d'organisation dans lesquelles allait se reconnaître le mouvement ouvrier et que le syndicat



se constituait en lieu majeur pour les travailleurs, les femmes disparaissaient de sa vie et de ses instances. La loi Waldeck-Rousseau de mars 1884 n'y est évidemment pour rien. Davantage sans doute le fait que la longue dépression industrielle dans laquelle la France entre au début des années 1880 rend impossible ou tout au moins très difficile une syndicalisation massive et active ou réactive, au nom de la « concurrence », toutes les pulsions antiféminines. En tout cas, dès le deuxième congrès de la Fédération des syndicats (1887), aucun non féminin ne figure plus parmi les délégués. D'orientation guesdiste, la Fédération des syndicats se meurt à l'heure où se tiennent les premiers congrès de la Fédération des Bourses du Travail : à l'exception des deux premiers – 1892 et 1893 – auxquels assiste Marie Bonnevial, une institutrice laïque qui avait fait partie du comité d'initiative du Congrès ouvrier de Lyon en 1878, pas plus de femmes présentes que de beurre en broche. Quant aux congrès de la Confédération générale du Travail née en 1895, à l'exception en 1901 du congrès de Lyon auquel quatorze Lyonnaises sont déléguées – une vraie tradition –, on n'y trouve jamais plus de trois ou quatre travailleuses, toujours déléguées d'ailleurs par des syndicats purement féminins. On dira que le niveau confédéral est trop haut placé pour le charger de significations qui le débordent. Soit. Suivons alors Madeleine Guilbert dans le dédale des congrès de fédérations qu'elle a étudiés jusqu'en 1914, et constatons avec elle que, à l'exception des tabacs et de l'habillement, la représentation des femmes, souvent nulle, est toujours minime. Comment s'étonner dès lors si elles n'accèdent que fort rarement à la majesté du bureau de ces assemblées, plus rarement encore à celle de la présidence ?



À compter du tournant du siècle cependant, des changements importants s'esquissent. Dans *La Vie ouvrière en France* qu'il publie en 1900 mais où il s'appuie sur des statistiques plus anciennes (1893), Fernand Pelloutier, le secrétaire général de la Fédération des Bourses, a fait le point sur la période qui s'achevait. Écoutons-le : « C'est à peine si quelques milliers d'ouvrières ont enfin compris l'utilité des syndicats ». Manière de s'intéresser non au système de représentation qui, lors des congrès, les élimine, mais à leur faible syndicalisation en leur en faisant reproche, en les culpabilisant en somme ? Assurément. Mais manière aussi de décrire la vérité statistique du syndicalisme féminin à la base, là où en effet on éprouve (ou non) le besoin de se syndiquer. L'année même





où paraît son livre, trente-trois départements ne comptent toujours aucune syndiquée, et il n'y a encore que 31 000 femmes organisées dans 267 syndicats ouvriers, dont 31 exclusivement féminins. Tel est le bilan des deux décennies qui s'achèvent.

Le chapitre consacré par Pelloutier au travail des femmes atteste à vrai dire autre chose : dans le syndicalisme, des points de vue nouveaux commencent d'arriver à maturation, au sommet des organisations tout au moins, là où se font les bilans et se jouent les options idéologiques et stratégiques. Jusqu'en 1900 en effet, quand on débattait du « travail des femmes » dans les congrès, ce n'était ni de syndicalisation, ni de salaire qu'il s'agissait, mais tout bonnement de leur droit au travail : « la place de la femme est au foyer, non à l'atelier ». Formule étayée d'arguments à la fois physiques et moraux – la santé de la femme, la pureté de son âme – familiaux aussi. Si bien que, molle étoffe elle-même, la femme n'était excusée de s'y adonner qu'à la maison. Aux hommes d'obtenir par l'action syndicale des salaires assez élevés pour nourrir leur famille. La notion même de salaire d'appoint trouvait à peine place dans ce discours. Des voix s'élevaient, certes, pour en tenir un autre : des femmes parfois, pour rappeler le cas des veuves ou des abandonnées, voire, comme la citoyenne Deleuil, des Tabacs, lors du congrès fédéral de 1892, pour saluer les femmes qui « ont montré le droit chemin à ceux qui se croient les plus forts » ; quelques hommes aussi, des socialistes le plus souvent. Elles étaient rares, ces voix. Or en 1900, les délégués au congrès confédéral, mieux informés grâce à un questionnaire bien préparé, plus conscients aussi dans une phase générale de démocratisation, se résignent à prendre acte du réel : les femmes travaillent, et pour longtemps. La problématique syndicale change alors de sens, dans son principe tout au moins. À l'œuvre pour la syndicalisation des femmes. Après la logique de l'exclusion, voici celle de la syndicalisation. Elle s'accompagne d'un autre objectif de principe : à travail égal, salaire égal. Plus difficile encore à mettre en œuvre il est vrai, d'autant qu'il peut être utilisé à rebours du premier : nous n'accepterons les femmes que si les patrons, en leur versant le même salaire, ne les mettent pas en concurrence avec nous.



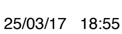

Au total, plusieurs éléments se mettent à bouger, avec le siècle nouveau, dans le paysage syndical féminin. Naturellement tout le mérite n'en revient pas aux principes admis par la CGT, sur lesquels elle ne reviendra plus. Les activités salariées des femmes, en effet, se diversifient,



nous l'avons vu. Puis, l'entrée de la France dans un bon « cycle Kondratiev » ouvre la porte à l'expansion des industries et des services. Du coup, les craintes – masculines – de concurrence reculent. Les changements – ils n'ont rien de révolutionnaire – se marquent dans plusieurs directions. Tenons-nous d'abord au ras des chiffres et marquons quelques étapes. À la veille de la guerre, les femmes syndiquées sont trois fois plus nombreuses qu'à l'orée du siècle : elles constituent près de 10 % des syndiqués – n'oublions pas, pour relativiser les choses, qu'elles sont 36 % de la population active – et on ne compte plus que six départements où le mouvement syndical soit privé de femmes. Au lendemain de la guerre, nouveau bond en avant, même si les sommets atteints en 1919 se délitent rapidement. Les statistiques du ministère du Travail signalent en 1920 l'existence de 239 000 ouvrières syndiquées, soit 15 % du total des travailleurs organisés. Des chiffres qui ne semblent pas avoir progressé – décliné plutôt aux fumeux quinquets de la crise des années trente – jusqu'à l'extraordinaire vague de syndicalisation consécutive à « 36 ». Deux exemples pris dans deux activités différentes ancrent dans la réalité le mythe du « Front popu » : au Bon Marché, 10 employés syndiqués à la veille de la grève, 1 800 à la fin, dont une grande majorité de femmes ; à la fédération de l'Habillement, selon Jacques Kergoat : 741 adhérentes et 5 097 adhérents en avril 1936, et en octobre, respectivement 83 187 et 17 419 ; dans cette branche professionnelle très féminisée, c'est la grève qui libère l'adhésion massive des femmes. Après la ruée, les chiffres vont « se stabiliser », manière pudique de désigner leur fléchissement ; ils resteront pourtant, y compris pour les femmes, en forte hausse comparé à ce qu'ils étaient avant « 36 ».



La référence au Front populaire oblige qui l'oublierait à se souvenir de ce que le syndicalisme ne se limite pas aux cotisations. Il est aussi expérience de vie, expérience de luttes. Ces luttes auxquelles les femmes participent et où se construisent des solidarités. Dès 1869, Eugène Varlin en incitant les ovalistes de Lyon, en grève depuis près d'un mois, à adhérer à l'Association internationale des travailleurs, avait pu leur transmettre une collecte de 1 095 F. Mais il est certain qu'au début du XXe siècle, la nouvelle attitude programmée par la CGT, la multiplication des journaux syndicaux, donnent aux grèves de femmes ou à la participation des femmes à des grèves mixtes un nouvel écho et font retentir le bruit de leur combat spécifique dans le monde ouvrier, jusqu'à entraîner





parfois des pratiques solidaires. Trois exemples pris dans l'avant-guerre. À Douarnenez en juillet 1905, les ouvriers du bâtiment se mettent en grève pour soutenir les sardinières, organisées quelques mois plus tôt, à leur exemple. Lors de la grève des Postes de mars 1909, partie du central télégraphique de Paris où les femmes étaient en majorité, leur combativité dans les meetings et les cortèges face au ministre Simyan qui les a insultées en termes d'un grossier machisme force une estime faite d'un mélange ambigu d'admiration et d'humour. Et lorsque le 24 décembre 1911, La Voix du Peuple, l'hebdomadaire officiel de la CGT, évoque la grève des midinettes de la maison Esders, c'est pour la saluer d'une chaleureux : « Elles sont admirables de courage et d'audace ». Comment ne pas noter enfin qu'on peut estimer à environ 50 000 le nombre des munitionnettes en grève à Paris entre 1915 et 1918, que la première grève d'usine de guerre en juillet 1916 chez Dion-Bouton, bien soutenue par la Fédération des Métaux, est exclusivement féminine et que, pour prendre aussi un exemple provincial, dans la seule ville de Saint-Chamond, quatre grèves de femmes touchent la Pyrotechnie entre juillet 1916 et mai 1918 ?



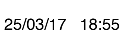

S'agissant des grèves de 36 sur lesquelles il n'existe que peu d'études sérieuses consacrées aux femmes – elles soulignent, notamment pour la Fédération de l'Habillement la rapidité, plus vive que chez les hommes, de l'adhésion – je m'en tiendrai à deux déclarations. Elles mettent en évidence le niveau de rupture introduit dans le quotidien. C'est Jeanne Martin, responsable CGT des ouvrières à domicile de la confection, qui déclare le 12 juin au moment où elles se mettent en grève : « On n'a pas le droit de considérer notre travail, même si nous l'accomplissons à domicile, comme un salaire d'appoint. Notre salaire c'est notre indépendance. Nous voulons tenter une vie digne, nous ne voulons pas dépendre de l'homme. Nous ne voulons plus être livrées à la prostitution ». Un tract hardi, en direction d'une classe ouvrière très jeune : la tranche d'âge la plus laborieuse s'y situe entre quatorze et dix-sept ans. Et voici Henriette Nizan qui, dans Vendredi, tire le 26 juin les leçons du mouvement : « Cette grève a abattu trop de barrières et d'écrans. Les femmes vont craindre l'ennui et l'indigence des existences repliées. Elles ne renonceront pas à leur nouvelle richesse ». Optimiste, Henriette ? Sans doute. Mais quelque chose s'était passé.

L'élan des femmes vers la CGT réunifiée traduit assurément un cri, un appel, nourri de l'enthousiasme de l'action et de la victoire, de la découverte, simple, évidente, des vertus de l'organisation: pour négocier, il faut un syndicat. Cela n'autorise pas à occulter le travail fourni antérieurement par les deux confédérations issues, à l'heure des scissions, de la vieille CGT. Celle qui garde ce nom redoute, derrière Jouhaux, toute autonomisation des femmes à l'intérieur du syndicalisme. Elle met l'accent sur les mesures propres à protéger la maternité ouvrière et à combattre les alertes nées d'une démographie gelée et vieillissante. Elle se bat, avec Jeanne Chevenard, contre le travail à domicile et ses prétentions à permettre aux femmes de jouer leur rôle de mères. Des positions humanitaires, nourries d'une bonne documentation, peu novatrices sans doute, mais qui habituent les militantes à des actions de longue durée. Du côté de la CGTU, c'est une autre chanson. La Confédération a mis en place depuis le congrès de Saint-Étienne une commission féminine animée tour à tour par Marie Guillot, Lucie Colliard et Alice Brisset. Élue par une conférence nationale qui se réunit à la veille de chaque congrès, elle a surtout des tâches de sensibilisation et de documentation. Une initiative audacieuse, que La Vie ouvrière tentera en vain de relancer en mars 1936, mais dont il ne semble pas que toutes les possibilités aient été exploitées.



De réels efforts, donc, et des changements réels. Depuis le début du siècle pourtant, le malaise subsiste, profond. Avant d'en rechercher, sur la longue durée, les raisons, je voudrais là encore me situer au niveau de ce qui est directement observable en plusieurs domaines.

Commençons par la pratique des grèves, bonne occasion d'échapper à l'aridité du nombre et du pourcentage et d'extraire le suc de témoignages vivants. quand nous en avons ! Deux exemples pris à trente ans de distance. Ils suggèrent des difficultés plus qu'ils n'en affirment la continuité. Voici Lucie Baud, secrétaire au début du siècle, pendant plusieurs années, du syndicat des ouvriers et ouvrières – des ouvrières surtout – en soierie du canton de Vizille. Michelle Perrot a publié et commenté sa brève autobiographie. Lucie évoque le conflit qui en 1907 oppose les ouvrières à Victor Renard, le secrétaire national de la Fédération du textile. Militant capable, mais très hostile à l'idéologie et aux pratiques du syndicalisme révolutionnaire dont se réclame Lucie – son courant est le seul à ne pas avoir approuvé la Charte d'Amiens –, il





accuse les femmes de Vizille d'avoir dansé pendant les grèves trop longues et trop coûteuses : « Nous ne pouvons avec le sou [de la grève] vous fournir des pianos pour vous distraire ! ». Des pianos ! Ici le mouvement des femmes à la recherche des moyens de maintenir la joie des premières heures de la grève, de l'échappée belle, se heurte à une culture masculine, plus rigide, plus politique et parlementaire aussi. Curieusement en juin 1936, les images de bal, les photos de danse au son de l'accordéon vont au contraire porter au loin l'image des plaisirs bondissants du « Front popu » en lutte. Il semble bien pourtant que les pratiques masculines n'ont pas toujours été dépourvues de sexisme. Ils sont nombreux les cas où les femmes ont été exclues de la grève sur le tas, de l'occupation des usines, nocturne en tout cas : chez Renault aussi bien que chez Lavalette à Saint-Ouen, ou aux services de livraison de la Samaritaine. Et voici réitérés les arguments physiques, moraux et familiaux évoqués jadis pour écarter les femmes du travail à l'atelier, des pratiques collectives de mixité. Signe qu'elles ne reposaient pas sans doute sur la seule crainte de la concurrence, mais sur des fantasmes plus profondément enfouis.




Deuxième type de tests : ils concernent la place faite aux femmes dans la direction des fédérations d'industrie. Tenons-nous en à deux branches professionnelles fortement féminisées mais très inégalement concentrées et syndiquées. Voyons, au début du siècle, les Tabacs : sur quelque vingt mille ouvriers, les neuf dixièmes, dans ces manufactures d'État, sont des femmes, et pour moitié des cigarières au savoir-faire reconnu de tous. Certes des femmes siègent en assez grand nombre au comité directeur ; elles sont assez nombreuses aussi à prendre la parole dans les congrès pour des revendications communes aux deux sexes, ou spécifiques : crèches, fourniture de vêtements de travail tout faits aux femmes comme aux hommes. La citoyenne Jacoby y acquiert par son franc-parler une réputation de leader. Mais les responsables nationaux de la fédération sont des hommes, aussi bien les secrétaires fédéraux que les trésoriers. On ne s'étonnera pas de retrouver cette situation, aggravée, à la fédération de l'Habillement, dans un milieu où l'extrême jeunesse des ouvrières, surexploitées, atteste leur désir de quitter ce travail, soit en se mariant, soit en entrant dans le commerce des étoffes et du vêtement. Des militantes femmes remarquables y ont émergé, dès avant la guerre, actives surtout – ce n'est pas rien ! – dans leur région : Alice Delucheux à



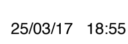
Amiens, Élisa Augier à Marseille. On les retrouve avec d'autres pendant l'entre-deux-guerres. Mais Françoise Blum qui a retracé l'histoire de la Fédération a montré que, malgré le souci affirmé à la CGT comme à la CGTU d'assurer l'active présence des femmes dans les instances dirigeantes, elles y sont constamment restées minoritaires. Et le congrès d'unité, en décembre 1935, accentue encore cette situation : la commission exécutive élue ne compte sur treize membres que quatre femmes et le Bureau fédéral aucune.

Il y a plus grave, car mieux voilé par le discours ou le silence. À travail égal, salaire égal : grand objectif. Oui, mais. En juin 1936 dans l'Habillement, les conventions collectives maintiennent de forts écarts, dans certains secteurs tout au moins. Ils disparaissent en effet dans la confection pour hommes où c'est une femme, militante « unitaire » connue pour sa combativité, Ginette Bodineau, qui a conduit les négociations, alors que dans la confection pour dames, les salaires féminins restent amputés de 21 à 32 %, selon l'âge ! Et, aux féministes qui protestent – voir le numéro de juillet du Droit des Femmes et la lettre de Maria Verone, datée du 15 juin, à Jouhaux et Salengro – la réponse des patrons arrive comme un couperet : ils ont entériné les propositions des négociateurs syndicaux. Des négociateurs tout-puissants dans une industrie prodigieusement morcelée, puisqu'en 1936 deux entreprises sur trois n'y emploient pas plus de cinq personnes.



Autre « acquis », semble-t-il, du siècle nouveau : la pleine reconnaissance du droit des femmes au travail. Voire ! Laissons la fédération du Livre : j'y reviendrai. C'est bien au-delà de ce milieu professionnel que le travail des femmes est mis en cause lorsque s'y prête la conjoncture. C'est la guerre qui fonctionne la première comme révélateur, certes exceptionnel, et ce, dans des organisations classées à gauche du mouvement syndical. Il est difficile d'oublier l'ordre du jour adopté à l'unanimité, après de longs débats, par le comité fédéral national des Métaux sur la main-d'œuvre féminine en septembre 1917 :

« Le comité […] déclare que l'introduction systématique de la femme dans l'atelier est en opposition absolue avec la création et l'existence du foyer et de la famille ; il estime en premier que l'homme doit obtenir de son travail la possibilité d'assurer la subsistance de son foyer et d'élever dignement ses enfants ». Suivent quatre paragraphes sur le même thème : « l'absorption de plus en plus généralisée de la femme par toutes les





industries est une contradiction flagrante avec l'invitation à la procréation», etc.

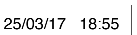
Certes la fédération des Métaux décide «cependant» de continuer à syndiquer les femmes, mais, il est de fait qu'à l'heure de la loi Loucheur et du renvoi pur et simple de nombre de munitionnettes dans leurs foyers, elle ne se préoccupera d'aucun cas, et Dieu sait, comme Jean-Louis Robert l'a souligné, s'il y en eut de douloureux ! Quant au Groupe d'action des instituteurs publics de la Seine où, depuis mai 1918, milite notamment Marceau Pivert, il se donne purement et simplement comme objectif de renvoyer chez elles les quinze mille institutrices nommées pendant la guerre, quels que soient leurs diplômes, au motif suivant : pour «préparer la génération audacieuse» dont la France a besoin, il faut «ceux qui ont bravé la mort». Ce culte du virilisme et du monopole de l'emploi se nourrit certes de l'inégalité, bien réelle, des deux sexes devant la sinistre faucheuse des tranchées. Mais n'y a-t-il que cela ?

Comment s'étonner dès lors si l'ampleur et la brutalité de la crise des années trente entraînent sans grande protestation syndicale le licenciement de 330 000 femmes entre 1931 et 1936 ? Et si de nombreuses femmes, intériorisant la culpabilité dont témoigne la campagne active pour le retour de la femme au foyer, renoncent à se présenter sur le marché du travail ? Moins prévisibles en revanche sont les noms de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'y associent. Les catholiques ? D'accord : il faudrait regarder de près la position de la CFTC. Mais on s'étonnera de voir – persistances des mentalités – une socialiste comme Suzanne Lacore défendre en mars 1936 le «salaire maternel» comme alternative au «salaire d'appoint», et un communiste de la taille de Paul Vaillant-Couturier souhaiter au même moment que les femmes puissent choisir entre «travailler ou demeurer à la maison» : ce choix, on le sait, n'en est jamais un.



Pourquoi ?

Faible taux de syndicalisation des femmes malgré l'épisode joyeux du Front populaire ; modeste participation aux responsabilités syndicales ; méfiance persistante des hommes devant le travail des femmes et, sans doute, confiance modeste des ouvrières elles-mêmes : oui, la rencontre entre les femmes et le syndicalisme n'a pas été facile. On doit assurément



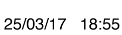


invoquer le poids dont a pesé l'idéologie patriarcale sur ceux mêmes qui se définissaient comme les promoteurs d'organisations et d'actions de classe. On doit rappeler que cette idéologie est ancrée dans une réalité non pas biologique, mais sociale, largement préexistante au capitalisme. On doit aussi – la démonstration en a été tentée pour les lendemains de la Première Guerre mondiale – s'interroger sur la pesée de la faible concentration industrielle de grandes branches massivement féminines sur la faible syndicalisation des femmes. On essaiera ici de condenser d'autres arguments.

Sur l'attitude du syndicalisme français à l'égard du salariat féminin pèse tout d'abord la question des origines. Né tardivement et lentement dans notre pays pour des raisons à la fois économiques et politiques, le mouvement syndical à ses débuts apparaît largement comme l'héritier d'anciennes sociétés ouvrières où se regroupaient les ouvriers de métier, voire, en un sens plus étroit, les « gens de métier » étudiés par William Sewell. Pendant la première moitié du XIXe siècle, il s'agit essentiellement de sociétés de secours mutuels, que celles-ci aient, ou non, couvert de bonne heure d'authentiques sociétés de résistance. L'ouvrier s'y initie à des formes de vie sociale largement nouvelles : c'est là qu'il apprend à échanger des arguments, à gérer l'argent de la solidarité en cas de maladie, de funérailles, de chômage – et qu'est-ce que la grève sinon un chômage volontaire ? –, à rédiger rapports et comptes rendus de séance. C'est là que les travailleurs d'un même métier se retrouvent dans une atmosphère fraternelle souvent prolongée par une discussion au bistrot, ce haut lieu de sociabilité ouvrière. Des travailleurs toujours qualifiés, fiers d'une compétence dont les « maîtres », pensent-ils, puis les patrons, ne peuvent se passer.



On prendra volontiers pour exemple les typographes en raison de leur vitalité associative – six sociétés de secours mutuels à Paris sont, dans les années 1830, exclusivement typographiques – et de leur attitude symbolique future face aux ouvrières. Chez eux, les fortes cotisations mutualistes collectées dans l'atelier sont rendues possibles par de bons salaires eux-mêmes légitimés par la durée de l'apprentissage. À terme le typo, le vrai typo est maître de toutes les étapes du procès de production : c'est à ce prix seulement qu'il peut se parer du beau nom d'ouvrier ; les autres ne sont jamais que des « similaires ». Entre 1833 et 1881, par étapes, le syndicalisme du Livre, la FFTL, se dégage, au plan national





de sa riche matrice associative. Au centre de ses préoccupations, il place – c'est sa nouveauté – la défense exclusive du salaire : le tarif. Mais les pratiques et les valeurs héritées de ce passé glorieux et transmises aux jeunes dans l'atelier, au titre de la geste ouvrière, restent vivantes au cœur du mouvement syndical, et les typographes continuent d'apparaître comme le métier roi. On pourrait multiplier les exemples : jusque, et y compris, les renouvellements profonds de l'entre-deux-guerres, jusque, et y compris, l'apparition de ce nouveau type de militant ouvrier, le communiste, c'est parmi les travailleurs les plus qualifiés que se sont recrutés les meneurs, ceux dont Jaurès a dit qu'ils s'étaient « levés avant le jour », bref les syndicalistes.

Or cette culture syndicale, enracinée dans son passé, est fortement masculine : langage plus ou moins codé – il faut du temps pour l'apprendre – nourri d'argot et de plaisanteries professionnelles, allusions politiques fréquentes dans un pays où, même lorsqu'on s'affirme indifférent ou anarchiste, la République sociale reste à l'horizon du mouvement ouvrier, modes d'organisation du travail propres au métier, habitudes festives, haute qualification surtout, et jusqu'à l'atmosphère




enfumée des lieux de réunion, les éléments constitutifs de cette configuration définissent un monde où les femmes trouvent difficilement place. Interdites de citoyenneté, elles ne peuvent guère se situer par rapport à l'arrière-plan politique – républicain, socialiste, « révolutionnaire » – sur lequel s'inscrit une bonne part des débats syndicaux. Longtemps plus illettrées que les hommes, elles peinent à tenir les écritures d'une association ou sa comptabilité, même si elles ne se trompent guère quand le mari a dépensé sur le zinc une part de sa paye. Le café justement, voilà bien un lieu masculin : qu'on se souvienne de l'étonnement de Gervaise quand elle va y chercher son homme ; la ménagère hésite au seuil de ce lieu bruyant et bruissant. Surtout elles sont soumises en droit et en fait au père, ces ouvrières, et associées ensuite au mari ou au compagnon, au foyer, dans un rapport complexe dont la dépendance est un des éléments. Aussi leur travail salarié est-il marqué autrement plus que celui des hommes par le rythme des saisons et celui de la famille, par la précarité et la discontinuité. C'est Dominique Vanoli qui a dit comment, toutes jeunes, on les enferme dans les « internats soyeux » du Sud-Est pour y gagner de quoi payer leur future dot. Ce sont elles qui, Louis Tilly l'a montré, quittent l'usine textile à Roubaix pour se consacrer à nouveau



au ménage, dès lors que, filles ou garçons, les enfants sont assez grands pour contribuer financièrement à l'entretien du foyer. Dans une vie de travail aussi hachée, où trouveraient-elles le temps d'apprendre – et d'exercer – un «métier»? Lorsque cela leur arrive – et il arrive que cela leur arrive –, non seulement – voyez les cigarières – elles se syndiquent activement et volontiers, elles prennent à la base, dans la manufacture, des initiatives plus nettes qu'au sommet, dans les congrès, mais des organisations syndicales traditionnellement peu favorables savent, si besoin est, leur manifester une fraternelle solidarité.

C'est aussi autour de la problématique de la qualification que tournent finalement les politiques patronales à l'égard des ouvrières. Leur connaissance, encore fragile, est essentielle pour notre sujet. La faible syndicalisation des femmes ne saurait en effet s'expliquer exclusivement par les caractères, masculins, d'une culture syndicale ancrée dans les réseaux des sociétés ouvrières. Le syndicalisme n'est pas un monde en soi. Son développement autonome à compter des années 1860 – les chambres syndicales sont «tolérées» à partir de 1868 – et surtout des années 1880 est inséparable des étapes de la révolution industrielle. Or une partie notable du patronat a systématiquement utilisé les femmes comme agents de ses stratégies industrielles. Contre les syndicats masculins et, dans ce cas, avec quelles réactions de leur part? C'est ce que nous allons voir à travers deux exemples: celui du Livre bien sûr et celui des patrons pré-tayloriens des usines de guerre.



Le tarif que la Société typographique de Paris est parvenu en 1843 à faire accepter par les maîtres-imprimeurs ne concerne que le territoire de la capitale. Quelques années plus tard, certains gros patrons tentent d'échapper à ces contraintes, fort minutieuses il est vrai et qui avaient fait l'objet de longues négociations. Après l'imprimerie Le Clère, c'est Paul Dupont, «l'imprimeur de l'archevêché», qui décide d'implanter un atelier en banlieue, à Clichy, alors que se tient la commission mixte qui a mission d'actualiser le tarif. À quelle main-d'œuvre fait-il appel? Des femmes qu'il formera en quelques semaines et auxquelles il propose un salaire inférieur au tarif de 30 %. Moyen, incontestablement, de peser sur le débat parisien. Mais, pour les femmes engagées comme «typotes», moyen de gagner leur vie mieux que dans le cadre de toute autre activité salariée: à Paris, comme ailleurs, les salaires féminins sont alors en moyenne inférieurs de 50 % à ceux des hommes, et les typos sont bien



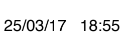


payés. Quel piège ! La presse bonapartiste de sensibilité sociale, ainsi L'Opinion nationale, commence une campagne à résonance féministe, douce au cœur de Paul Dupont et de ses amis, douce aussi aux femmes ; certaines y participent au nom de l'égalité : les femmes ont, comme les hommes, droit à des salaires corrects ; elles peuvent, tout comme eux, discuter « le prix de leur labeur ».

La réplique ouvrière est immédiate : la Société typographique déclenche la grève, la « mise bas » contre l'introduction des femmes et son président Gauthier est arrêté pour délit de coalition. Nouveau conflit, violent, en 1878 : c'est en pleine grève, et à Paris même, pour tenir en échec les revendications ouvrières, que plusieurs imprimeurs font appel à des femmes ; la grève échoue. Et, en 1901, chez Berger-Levrault, à Nancy, le patron, soucieux d'obtenir une main-d'œuvre plus docile, fait venir de Paris au cours d'une grève des typotes membres d'un syndicat non confédéré dirigé par la féministe Marguerite Durand ! La longue lutte des typos contre la syndicalisation des femmes s'enracine dans ces techniques d'instrumentalisation. C'est, disent-ils, parce que les femmes ne sont pas qualifiées que les patrons font appel à elles : du procès de travail elles ne connaissent et ne peuvent connaître que quelques coups de main, n'étant point passées par le long apprentissage du sexe fort. Et du coup leur emploi déqualifie la maison qui s'adresse à elles : elle devient une de ces imprimeries sans principe qui ne produisent que du tout venant, où le beau métier se perd, comme se perdent les pratiques de négociation contractuelle, aux origines du tarif, et donc la dignité ouvrière. Bref on ne doit pas plus syndiquer une femme qu'un « sarrazin », un jaune, ou plutôt « la femme » est l'incarnation même du sarrazin. Ces propos et bien d'autres sont répétés à satiété dans la presse typographique et font l'objet, jusqu'en 1920, de motions de congrès, même si s'enfle, depuis 1900, la vague complexe de ceux qui, s'appuyant sur les orientations du congrès confédéral de Paris, proposent, devant le flux croissant des typotes, de les inclure désormais dans le syndicat au lieu de perpétuer leur exclusion. La célèbre affaire Couriau (1913), du nom d'une typote de Lyon dont la section décida d'exclure son mari qui la soutenait, fut pour beaucoup dans cette évolution. Mais celle-ci ne mit pas un terme aux pratiques discriminatoires.



S'agissant des usines de guerre, les industriels, dans une conjoncture nationale et économique très particulière, ont surtout cherché à utiliser



les femmes pour moderniser l'organisation du travail dans le sens d'une meilleure rentabilité. Ils ont appliqué aux femmes une stratégie générale de déqualification du travail ouvrier qui en temps de paix n'avait pas donné que de bons résultats. Le patronat de l'automobile notamment avait fait appel sur des machines nouvelles à une catégorie ouvrière nouvelle, les OS – ni manœuvres, ni ouvriers qualifiés – aptes, pensait-on, à répéter sans problème quelques gestes simples. Il leur était arrivé de renâcler sérieusement, chez Renault par exemple: la grève de 1913 est entrée dans la légende. La guerre y met un terme. Les munitionnettes vont être soumises à un travail divisé à l'extrême. Elles vont être affectées à des tâches étroitement parcellisées, à des travaux en série exécutés automatiquement sur des machines-outils réglées par les hommes. Il y aura certes des grèves: j'en ai évoqué quelques-unes. Mais elles ne concerneront guère l'organisation du travail: les salaires plutôt, ou le comportement des petits chefs. Et Marcelle Capy, brillante journaliste, pourra évoquer dans La Bataille syndicaliste les journées de dix heures, faites de la même opération des centaines et des centaines de fois répétée. L'organisation du travail en sortira durablement transformée pour les hommes comme pour les femmes, et les ouvrières, louées à raison de leur patience et de leur aptitude aux travaux monotones, se verront du coup refuser, davantage encore, ce que les industriels appellent «l'attention inventive». Bref, le taylorisme, en tout cas le travail à la chaîne, elles vont bientôt, avec les immigrés, en devenir les spécialistes.




J'ai tenté jusqu'à présent de rendre compte des difficiles rencontres entre le syndicalisme et les femmes par un système argumentaire étranger à ces dernières. Il est temps de regarder de leur côté. Moins à travers une analyse des rôles que par un effort de compréhension des fonctions. Ouvrières, les femmes sont aussi, souvent, épouses et mères. Salariées, elles sont aussi, souvent, ménagères. Il n'est pas certain qu'elles aimeraient partager cette fonction de «ministre de l'Intérieur et des Finances de l'ouvrier» qu'on leur reconnaissait publiquement en 1879, au congrès de Marseille. Sans m'étendre sur ce thème particulièrement étudié par Michelle Perrot, je voudrais seulement rappeler qu'il est porteur de lourdes conséquences dans l'axe du syndicalisme. En raison tout d'abord de la double journée de travail qui ne laisse à ces femmes, souvent éreintées à trente ans – que de témoignages tragiques! – pas une minute, littéralement, pour «penser à autre chose»! Difficile, vraiment,



d'assumer une présence syndicale régulière. Puis, gestionnaires de la consommation, elles se sentent en charge d'un autre monde que celui où l'on produit, où elles produisent. On aimerait savoir par exemple quelle part elles ont prise aux « comités de résistance » contre la vie chère mis en place sur les marchés dans le Nord de la France en 1910-1911.

Du coup, leurs besoins, leurs attentes peuvent être porteurs de revendications qui leur sont propres et que les syndicats ne prennent pas toujours au sérieux. Pour en évaluer l'ampleur, à vrai dire, il faudrait de nombreuses monographies de grèves féminines : ni la presse syndicale, ni les congrès ne permettent aisément la confrontation entre les vœux de la base ou d'une partie de la base et les thèmes revendicatifs légitimés. Quelques exemples cependant. En 1869, lors de la grève des ovalistes lyonnaises, l'aspiration à un gîte solitaire, fût-ce une soupente, si forte chez ces filles entassées chez leurs employeurs, disparaît des revendications rédigées pour elles par les militants. Dans l'Habillement, les femmes interviennent sèchement pour que les ouvriers qui emploient eux-mêmes des « petites mains » exploitées par eux soient exclus du syndicat : rapports mère-fille. Les ouvrières des Tabacs, la citoyenne Jacoby en tête, se battent en 1911 pour obtenir des vêtements de travail tout faits ; les hommes soutiennent mal cette revendication : les femmes n'ont qu'à coudre ! Quant à la grossièreté des contremaîtres, souvent dénoncée, ce thème mériterait une enquête systématique : les hommes ne doivent pas toujours le faire leur, c'est une litote !




Rien n'autorise pourtant à conclure à des revendications féminines puissantes et relativement homogènes que le syndicalisme masculin aurait refusé de défendre. Même pendant la guerre, alors que les ouvrières forment en moyenne le tiers des assistants aux réunions du syndicat des Métaux, elles n'y prennent que rarement la parole. Crainte de s'exprimer dans un milieu majoritairement masculin ? Refoulement de leurs projets propres ? Nous allons y revenir. Non sans avoir noté le rôle que les femmes ont joué pour promouvoir les modes nouveaux de réduction du temps de travail sur lesquels s'est battue à deux reprises la CGT : la semaine anglaise en 1912-1913, et, à la veille de 36, la semaine de quarante heures ; deux manières pour elles de se sentir à la fois ouvrières et ménagères.

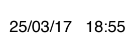


Des modes féminins d'organisation syndicale

On peut donc faire l'hypothèse sinon de revendications, du moins d'aspirations propres aux femmes ou les intéressant tout particulièrement, d'une culture féminine aussi, d'une manière d'être, de vivre et de se sentir originale. Le syndicalisme, de fait généré et dirigé par des hommes peu habitués à considérer la femme comme en même temps autre et leur égale, a eu pour le moins du mal à saisir, à faire siennes, ces aspirations. Surtout, il n'a pas su, parfois pas voulu, en favoriser l'émergence. Par diverses voies, tâtonnantes, nous abordons maintenant un nouveau rivage : non plus celui, théorique et finalement inscrit dans la longue durée, du syndicalisme de lutte de classes, nécessairement mixte, mais celui, mouvant, historiquement daté, d'organisations syndicales où les femmes, mues par des idéologies diverses, ont pris en charge elles-mêmes leurs problèmes de salariées et leurs problèmes de femmes. Ce terrain, elles l'ont exploré à trois niveaux : un syndicalisme proclamé féministe, un syndicalisme féminin chrétien, enfin, dans le cadre même de la CGT, un syndicalisme de femmes piloté notamment par des institutrices.



« Le travail salarié de la femme, une question parmi d'autres pour le mouvement féministe français » : cette formule de Marie-Hélène Zylberberg dit l'essentiel. Une question certes, et d'autant plus importante que le mouvement féministe recrute l'essentiel de ses forces dans les couches sociales du tertiaire qui entrent en salariat au tournant du siècle, et qu'elles sont nombreuses – journalistes de La Fronde, enquêteuses sociales – à découvrir avec émotion la lente tragédie vécue par les travailleuses à domicile : lingères, fleuristes, plumassières, des femmes quasi exclusivement, épuisées, isolées. Mais une question parmi toutes celles dont la solution doit permettre de donner à la femme une place égale à celle de l'homme dans la société du XXe siècle. De nombreuses féministes en tout cas conseillent d'abord aux femmes exploitées de ne pas s'organiser entre elles, d'adhérer aux syndicats masculins : c'est plus simple. Il faut attendre le tournant du siècle pour que, en particulier autour de Marguerite Durand, d'autres choix commencent d'être préconisés : moyens privilégiés pour placer les femmes qualifiées à la recherche d'un emploi, voire armes de combat féministe contre tels syndicats masculins exclueurs de femmes. C'est reprendre, du côté féminin, une





démarche masculine : le syndicat convient aux détenteurs, aux détentrices d'un métier, à celles aussi chez qui s'aiguise une conscience féministe d'égalité.

C'est ainsi que viennent au monde la Chambre syndicale des femmes sténodactylographes (1899), le Syndicat des femmes typographes (1899 aussi), l'Association syndicale des sages-femmes françaises (1902), bref les « syndicats Marguerite Durand ». Ils sont bien nommés : chaleureuse et autoritaire, fortunée et quelque peu politicienne, Marguerite les loge, les finance, les subventionne. et parfois les préside – ainsi en est-il du syndicat des typographes qui impriment La Fronde, le journal de Marguerite. Ce statut un peu étrange tout de même, à tout le moins maternant et infantilisant, jette autant de suspicion sur le type de féminisme à l'œuvre dans les syndicats Marguerite Durand que le rôle de briseuses de grève qu'elle fit jouer en 1901 à « ses » typotes lors de la grève Berger-Levrault. La volonté de puissance – vertu masculine ? – rayonne vraiment de cette « blanche marguerite, dardant ses pétales comme une étoile rayonnante sur un fond de velours vert, couleur d'espérance ». Les syndicats qu'elle avait créés ne semblent pas avoir trouvé une place durable dans la société. Il ne suffisait pas pour ce faire de ne pas être confédéré.





Il en va autrement des premiers syndicats chrétiens, promis à une longue histoire, et sur lesquels, grâce notamment à Michel Launay et à Joceline Chabot, nous commençons à être mieux informés. Pourtant la vision de sœur Milcent, fondatrice en 1902 de l'Union des syndicats professionnels dite de l'Abbaye, et de sœur Couderc dont les ouailles sont installées elles aussi à Paris, rue de Sèze, ne diffère pas vraiment, à l'anticléricalisme près évidemment, de celle de Marguerite Durand ; les travailleuses sont à leurs yeux de grandes enfants naïves qu'il faut protéger en les organisant : dames-employées, ces premières syndiquées doivent aussi beaucoup à une laïque à la forte personnalité – comme Marguerite ! – Andrée Butillard. Ce qui distingue pour l'essentiel ces syndicats de femmes de ceux qui gravitent autour de la patronne de La Fronde, c'est une idéologie qui s'ancre dans une pratique de séparation des sexes. La non-mixité pour eux n'est pas accessoire, elle ne répond pas à une opportunité passagère ; encouragée officiellement par l'Église, elle ne traduit pas seulement un état des mœurs, mais une certitude



religieuse qui ne minore ni ne majore la femme, introductrice du péché, mais relevée du péché. Bref, ils fonctionnent sur une nécessité.

Les religieuses ne sont pas seules. Il est aussi des militantes catholiques pour grouper des femmes salariées et les arracher à leur isolement. Ainsi pour des femmes employées de commerce. Le cas le mieux connu est celui des « ouvrières de l'aiguille » que Marie-Louise Rochebillard commence d'organiser en 1899-1900, au même moment que les syndicats Marguerite Durand. La chose se passe à Lyon où vit depuis 1830 une tradition originale de militantisme ouvrier. L'Église a toujours eu son mot à y dire, l'Église ou les catholiques laïques. Et Lyon rayonne sur le Dauphiné, jusqu'à Voiron au moins. M.-L. Rochebillard vient certes de ce qu'on appelle une bonne famille, mais à la suite de ce qu'on appelle aussi des revers de fortune, elle doit gagner sa vie. Ce pourrait être le piano. C'est l'aiguille et la découverte de l'isolement des jeunes ouvrières. Des syndicats naissent de cette rencontre. Leur gestion ne semble guère plus démocratique que celle des bonnes sœurs parisiennes. Les objectifs sont moins revendicatifs qu'éducatifs, un grand mot du temps : il faut « perfectionner la femme » dans sa « double tâche, ménagère et professionnelle ». On est bien près des conseils distribués par les disciples de Le Play dans La Réforme sociale. Surtout les hommes sont radicalement exclus : un féminisme sévère.




L'intérêt de ces syndicats quelque peu groupusculaires – le syndicat lyonnais de l'Aiguille n'a jamais compté plus de 275 adhérentes – ne réside pas tant dans leur prime histoire que dans leur histoire. En 1919, ils adhèrent en effet à la CFTC naissante par l'intermédiaire de leur fédération professionnelle. Alors, cantonné à la base et donc à l'autosatisfaction de quelques centaines de femmes, le syndicalisme chrétien, le gouvernement restant aux hommes en échange – si j'ose dire – de l'honneur des dames ? Pas tout à fait. Le syndicalisme féminin pénètre d'une façon originale la CFTC : il est déclaré « partie intégrante » du mouvement ; des femmes entrent, en fait sinon en droit, dans les plus hautes instances : en 1920, elles sont cinq sur les trente-cinq membres du Conseil national, deux sur les quinze membres du Bureau confédéral ; dans chaque département, la Chambre syndicale est composée paritairement d'hommes et de femmes ; au sommet, la Commission centrale féminine désignée par le Bureau confédéral coordonne l'activité des syndicats féminins confédérés dans toute la France. Du coup, les problèmes



féminins sont présentés par des femmes et débattus à tous les niveaux. Une solution, parmi d'autres, qui contribue à dessiner la personnalité de la CFTC.

Dernier cas de figure – le plus passionnant à mon sens, le plus complexe en tout cas – parmi ces tentatives originales pour autonomiser le rapport des femmes au syndicalisme : les Groupes féministes de l'Enseignement laïque, les GFEL. Si leur rayonnement date de l'entre-deux-guerres, eux aussi s'enracinent dans l'avant 1914. C'est en 1903-1909 que les premiers Groupes féministes universitaires se constituent à l'intérieur de la Fédération des syndicats d'instituteurs, jeune, fière et toujours menacée. Solidaires de leurs collègues hommes puisqu'elles se syndiquent, ces femmes affirment en même temps publiquement leur solidarité d'institutrices : elles se battent pour l'égalité de traitement. Et leurs militantes se sentent en même temps les sœurs des ouvrières dans leur action contre les discriminations sexistes : elles jouent un rôle essentiel dans la Fédération féministe du Sud-Est dont l'intervention est exemplaire et efficace lors de l'affaire Couriau ; le poids moral des institutrices, le prestige du tertiaire intellectuel, se trouvent ainsi engagés, en liaison étroite avec la CGT syndicaliste-révolutionnaire et avec les courants les plus radicaux du féminisme, dans une vraie campagne, lyonnaise d'origine mais au retentissement national. Cela vaut toutes les motions de congrès du monde. En tout cas, cela leur donne chair et sang.




Disloqués par la guerre, les groupes, dont les animatrices ont fait alors des choix pacifistes et même zimmerwaldiens, vont renaître au sein de la nouvelle Fédération des Syndicats membres de l'Enseignement laïque, dénomination qui entend élargir à tous les ordres d'enseignement une structure née chez les instituteurs et dont ils continuent d'être l'âme et, à 95 %, le corps. Le premier GFEL vient au monde en 1920, en Saône-et-Loire, autour de Marie Guillot, la « grande Marie », une pionnière de l'avant-guerre. Pendant quelques années, c'est le succès – vingt et un groupes en 1924, quarante-deux en 1929 – un succès que ne freine pas leur rattachement à la Fédération universitaire de l'Enseignement et, par son intermédiaire, à la CGTU. Il est vrai que la FU, tout en les aidant financièrement et en leur ouvrant une tribune dans L'École émancipée, a rendu possible la mise au point d'une structure très originale étudiée par Anne-Marie Sohn. Il s'agit, depuis 1923, de « groupes

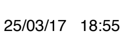


départementaux d'intérêts féminins» associés à la structure syndicale dans le cadre du département, mais fédérés entre eux au plan national: congrès annuel qui précède celui de la FU, comité central et secrétaire générale élus pour deux ans. Mieux encore, les groupes sont libres de leur recrutement à l'intérieur de la profession enseignante: des groupes départementaux vont se recruter majoritairement parmi les adhérentes du SM confédéré à la CGT – ainsi dans l'Ain, les Hautes-Pyrénées – et il en est même qui sollicitent et obtiennent l'adhésion de non syndiquées. Une structure remarquable, vraiment, puisqu'elle autonomise, au-delà des tendances et au plan national, les institutrices qui le souhaitent – environ 50 % des syndiquées – tout en maintenant pour tout ce qui relève de ses compétences générales le rôle du syndicat.



Sans doute, dira-t-on. Mais pour quoi faire? Cette question classique est prise en main dans les groupes par un noyau de féministes convaincues, cent vingt militantes environ, le dixième du total. Féministes, mais aussi syndicalistes et pacifistes, voici les militantes révolutionnaires typiques de l'enseignement primaire: Marie Guillot, Pierrette, Henriette et Marguerite Rouquet – le trio de l'Indre – Gabrielle Bouet du Maine-et-Loire, Louise Cazeaubon la vagabonde etc. Fort peu suffragistes – c'est un héritage du syndicalisme révolutionnaire –, pas du tout antimasculinistes – elles sont parfaitement à leur aise à tous les échelons du syndicat –, elles se battent à la fois pour des objectifs professionnels au sens étroit, mais non indigne (!) du terme, et pour des fins plus larges où sont impliquées toutes les travailleuses: l'égalité des salaires, la reconnaissance de la maternité comme fonction sociale et donc de la «maternité libre» (Marguerite Molard, Henriette Alquier), le partage des tâches dans la vie de couple (Marie-Louise Perrot), l'aide à l'enfance malheureuse, la lutte contre la guerre. Enseignantes, elles se veulent en même temps féministes et appartenant au prolétariat. Les GFEL leur ont donné les moyens de s'affirmer telles.

Pas très longtemps, hélas! Est-ce le fruit des querelles de tendances qui font rage, de plus en plus, dans la FU et où elles ne peuvent éternellement refuser de se situer? Ou de l'insuccès de leur travail avec la Commission féminine de la CGTU et avec la CGTU elle-même? Alice Brisset, une militante remarquable de la Fédération de l'Habillement, aux lourdes responsabilités, a noté des décalages sérieux entre les thèmes généraux qui mobilisaient les CFEL et les ouvrières: problème réel,





peut-être surestimé par une militante assez ouvriériste, nous ne pouvons en juger. Ce qui est visible en revanche, c'est l'étiolement des groupes entre 1929 et 1932 et leur transformation, à partir d'août 1932, en une sous-commission rattachée à la FU. Triste fin, mais riche expérience dont il n'est pas certain que toutes les leçons aient été tirées.

Quelle histoire ! S'y mêlent sur un demi-siècle – c'est peu en somme – le maintien de mentalités anciennes et la naissance de pratiques et d'affirmations nouvelles du côté des hommes, et aussi des femmes. Mentalités anciennes : les typographes ont exprimé de façon caricaturale ce que pensaient beaucoup d'autres. La femme n'est pas une « vraie ouvrière » : pourquoi l'admettre à l'atelier ? La femme « ne saurait être groupée » : pourquoi tenter de la syndiquer ? La femme est, dans les mains des patrons, une concurrente qui fait baisser les salaires : l'homme peut-il accepter de vivre « comme un Arabe, d'une maigre pitance que lui gagnera sa femme » ? Cette dernière interrogation n'est pas formulée par un typo, mais par un ouvrier bijoutier au congrès de cette fédération en 1909. Et ce sont les Métaux enfin qui en 1917 fourbissent les arguments populationnistes destinés à éliminer les femmes des industries nouvelles où le malheur des temps veut qu'elles pénètrent.




Mais aussi, que de changements ! Arc-boutons-nous à la veille de la Grande Guerre. Un certain nombre de responsables syndicalistes se prennent à penser que les ouvrières sont leurs égales – mot magique au pays où la petite sœur Égalité ne se laisse séparer ni de la Liberté ni de la Fraternité – et non plus seulement des travailleurs plus enfantins que les hommes qu'il convient d'éduquer et de représenter ou des mères qu'il est urgent de renvoyer à leurs foyers. Ce qui pousse dans ce sens : les luttes auxquelles elles participent ou qu'elles animent, les campagnes comme l'affaire Couriau où s'investit finalement la presse confédérale, et jusqu'à certaines pratiques du féminisme, celles en tout cas qui apparaissent chez les syndicalistes. La CGT découvre du coup que les femmes ont leurs problèmes rendus manifestes par la poussée des syndicats purement féminins, pas toujours confédérés : un quart des femmes syndiquées. Peut-être est-il bon, comme l'écrit timidement Francis Million dans La Voix du Peuple le 14 juillet 1912, que les hommes acceptent « une part de responsabilité » dans le caractère fugace du syndicalisme féminin. C'est à cette analyse que répond la grande campagne pour la semaine



anglaise : elle doit permettre à la femme de mener le dimanche sa « vraie vie » avec mari et enfants.

Les arguments ne vont plus guère changer. Ce que l'on débat, ensuite, du côté du mouvement syndical – CGT, CGTU, CFTC – est d'un autre ordre : quels sont les meilleurs modes d'organisation à adopter ? Quelle part faire à une organisation autonome des femmes ? À quels niveaux ? Qu'est-il advenu du grand plan élaboré par la CGT en 1914 sur ce thème ? Et quand on dit « la CGT », de qui s'agissait-il ? Assez peu de choses finalement passent dans la pratique, malgré les expériences idéologiquement contradictoires, mais organisationnellement convergentes, des employées catholiques et des institutrices laïques et révolutionnaires. Quelle a été la contribution de la tertiarisation croissante des femmes à ces évolutions ? Quelle celle de la situation particulière du féminisme français défini comme bourgeois de l'intérieur du socialisme, du communisme et, largement, du syndicalisme ? Et quelle finalement celle des grandes idéologies qui ont formé les militants et les militantes du syndicalisme français ? Sur tous ces points, beaucoup doit être fait, ne serait-ce que pour comprendre la longue durée et la résurgence des obstacles. Mais, après tout, l'avenir, c'est demain.



Le Féminisme et ses enjeux, **Paris, FEN-Edilig, 1988, p. 61-85**

Travaux individuels

Jean-Paul Aron, Misérable et glorieuse. La femme du XIXe siècle, Fayard, 1980 ; rééd. Complexe, 1983.

Claire Auzias, Annick Houel, La Grève des ovalistes, Payot, 1982.

Christine Bard, « L'apôtre sociale et l'ange du foyer : les femmes et la CFTC à travers *le Nord-Social* », *Le mouvement social,* oct.-déc. 1993.

Françoise Blum, La Fédération de l'habillement 1919-1933, Univ. Paris I, 1977.

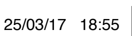
Jeanne Bouvier, Mes Mémoires. Une syndicaliste féministe 1876-1935, La Découverte, 1983.

Marcelle Capy, Aline Valette, Femmes et travail au XIXe siècle, Syros, 1984.

Joceline Chabot, « Les syndicats féminins chrétiens et la formation militante de 1913 à 1936 : « propagandistes idéales et héroïne identielle », *Le mouvement social, op. cit.*

Madeleine Colin, Ce n'est pas d'aujourd'hui, Éd. Sociales, 1975.

Cécile Dauphin, Pierrette Pezerat, De l'employé à l'employée. Figures du travail dans les bureaux en France, communication au IXe congrès international d'histoire économique, Berne, 1986.





Pierre Delon, Les Employés, Éditions Sociales, 1969.

Jean-William Dereymez et Léon Griveau, «Marie Guillot et le syndicat des instituteurs de Saône-et-Loire», Le Mouvement social, avril-juin 1984.

Annie Fourcault, Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres, Maspero, 1982.

Patrick Fridenson, «Les ouvriers de L'automobile avant 1914», Sociologie du travail, juillet-sept. 1979.

Madeleine Guilbert, Les Fonctions des femmes dans l'industrie, Mouton, 1966.

– Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914, Éditions du CNRS, 1966.

Madeleine Guilbert, Nicole Lowit, Marie-Hélène Zylberberg, Travail et condition féminine, bibliographie commentée, Éditions de la Courtille, 1977.

Jacques Kergoat, La France du Front populaire, La Découverte, 1986.

Michel Launay, La CFTC, Origines et développement 1919-1940, Publications de la Sorbonne, 1986.

Roger Martin, Idéologie et action syndicale. Les instituteurs de l'entre-deux-guerres, PUL.

Françoise Parent-Lardeur, Les Demoiselles de magasin, Éditions Ouvrières, 1970.

Madeleine Rebérioux, Les Ouvriers du Livre et leur fédération, Temps actuels, 1981.

– «Le socialisme français de 1871 à 1914», in Jacques Droz, Histoire générale du socialisme, t. II, PUF, 1975.



Jean-Louis Robert, «La syndicalisation en France 1914-1921», Annales ESC, sept.-oct., 1974.

– «La CGT et la famille ouvrière 1914-1918», Le Mouvement social, juillet-sept. 1981.

William H. Sawell, Gens de métier et révolutions, Aubier, 1983.

Anne-Marie Sohn, Féminisme et syndicalisme, les institutrices de la Fédération unitaire de l'Enseignement 1919-1935, Université Paris VII, 1973.

– «Les institutrices de la CGTU», Revue d'Histoire moderne et contemporaine, juillet-sept. 1977.

Charles Sowerwine, Les Femmes et le socialisme, Paris, Pr. de la FNSP, 1978.

Françoise Thebaud, La femme au temps de la guerre de 1914, Stock, 1986.

Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, Féminisme et syndicalisme en France, Anthropos, 1978.

Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français, Éditions Ouvrières, 1981.

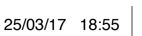
Travaux collectifs

Travaux de femmes dans la France du XIXe siècle, numéro spécial du Mouvement social, sous la direction de Michelle Perrot, oct.-déc. 1978.

Métiers de femmes, numéro spécial du Mouvement social, sous la direction de Michelle Perrot, juillet-sept. 1987.

1914-1918, L'autre front, Cahier du Mouvement social, n° 2, Éditions Ouvrières, 1977.

Numéros spéciaux de Pénélope :





– La Femme soignante, automne 1981,

– Femmes et techniques, automne 1983,

– Femmes et associations, automne 1981,

– Les Femmes en France dans une société d'inégalité (sous la direction de Andrée Michel et Madeleine Rebérioux), La Documentation Française, 1982 (Rapport au ministre des Droits de la Femme).

Michèle Riot-Sarcey, Marie-Hélène Zylberberg éd., Travaux de femmes au xixe siècle, Établissement public du Musée d'Orsay, 1987.











George Sand, Flora Tristan et la question sociale

J'interviens sur la première moitié du XIXe siècle, période dont je ne suis pas spécialiste. Comme tout un chacun, j'aime et j'admire Flora Tristan, mais je la connais encore plus mal que Sand, à laquelle des responsabilités récentes m'ont conduite à m'intéresser de près. Dans ces conditions, mon propos sera beaucoup plus marqué par elle que par Flora.

Le parallèle entre George Sand et Flora Tristan va de soi, Stéphane Michaud le disait lors du colloque de Dijon, il y a une dizaine d'années : ce sont vraiment des vies « en miroir »[1]. L'intérêt de ce parallèle est redoublé aujourd'hui par le développement de ce qu'on appelle d'un terme assez pompeux la micro-histoire, manière de dire que chaque destin individuel est autonome, que rien n'est écrit, que rien n'est décidé à l'avance, que nul ne dépend intégralement des conditions dans lesquelles sa vie s'est déroulée, et que d'une certaine manière tout est aléatoire. Ces dernières années, ce mode d'approche a été largement nourri par l'histoire des intellectuels. Il a été théorisé par Christophe Prochasson, dans son beau livre sur Les Intellectuels, le socialisme et la paix entre 1900 et 1920[2], et à nouveau mis en œuvre dans un récent numéro de la revue Mil neuf cent, que dirige Jacques Julliard. Consacré à l'affaire Dreyfus, il s'intitule : « Comment ils sont devenus Dreyfusards et anti-Dreyfusards ».

Enfin, cette façon de faire joue à plein pour l'histoire qui s'intéresse aux femmes. Flora et George rendent souvent nécessaires cette



confrontation et l'étude des trajets individuels. Il y a peu de traces collectives de la vie des femmes. Plutôt des vies isolées, parfois croisées, comme le montre le récent livre de Michèle Riot-Sarcey, La Démocratie à l'épreuve des femmes[3]. L'auteur y fait le point sur la première moitié du XIXe siècle, allant jusqu'à la fin du Second Empire, à partir de trois vies de femmes, de trois rencontres. Ni Sand ni Flora, mais trois femmes dont elle nous avait déjà parlé lors du colloque de Dijon.




Interroger George Sand et Flora Tristan sur la question sociale, voilà qui nous conforte dans une certitude ancienne. Ernest Labrousse, notre maître commun à Maurice Agulhon, Michelle Perrot et moi-même, avait eu sur ce point une remarque très forte: dans une période de créativité intellectuelle et politique intense – ce qui est le cas, je pense, du premier XIXe siècle – dans une telle période, observait-il, on aurait grand tort de réduire la pensée sociale à quelques textes fondamentaux; on aurait tort même de vouloir définir de trop près des filiations, ou de prendre trop au sérieux des rejets ou des refus. Un récent travail que j'ai fait sur le socialisme dans le Dictionnaire de Pierre Larousse[4] m'a convaincue davantage encore de l'exactitude de cette assertion. Il n'y a pas de raison de s'attacher seulement aux noms censés être grands. On dira que celui de Sand l'est – il ne l'est pas forcément en histoire du socialisme –, que celui de Flora Tristan l'est – il l'est davantage en histoire du socialisme – mais enfin, ils ne relèvent quand même pas de ce qu'on appelait jadis les grands noms du socialisme utopique ou prémarxiste. Ces deux femmes nées avec le siècle, ayant quasiment le même âge (Flora est d'un an l'aînée), découvrent la question sociale en France. La paria certes a déjà enquêté en Angleterre. Sa découverte de la question sociale n'en est pas moins à peu près contemporaine de celle de George Sand, dont la réflexion commence vers 1835-1836. On peut dire finalement que la période qui précède et qui suit 1840 marque vraiment, pour toutes deux, un tournant. Et ce tournant n'est pas le fait du hasard.

C'est en 1840 que l'Académie des sciences morales et politiques met au concours la question suivante: «En quoi consiste la misère? Par quels signes se manifeste-t-elle dans différents pays? Quelles sont ses causes?». C'est cette année-là aussi que Villermé publie son célèbre Tableau. Plus important cependant pour Sand, c'est le moment où Louis Blanc, dont elle a été quelque peu amoureuse, formule ses premières propositions concrètes sur l'organisation du travail. Sa célèbre brochure est publiée



en 1839, et pleinement diffusée en 1840. Et c'est le moment surtout où des ouvriers prennent la parole sous des formes diverses. Non pas seulement des bourgeois, comme on disait à l'époque, ou, comme on dirait aujourd'hui, des intellectuels, mais des ouvriers : ainsi Corbon, le typographe, qui lance cette même année 1840 avec un groupe de prolétaires catholiques (et se présentant comme tels) le journal L'Atelier qu'il va diriger pendant de longues années. C'est le moment où les poètes ouvriers cumulent leurs publications, Savinien Lapointe, Magu, Gilland, Charles Poncy surtout, dont le recueil Marines sort en avril 1841 – un personnage qui a été particulièrement lié aussi bien à Flora qu'à George. Et plus important que tout, semble-t-il, pour nos belles amies, c'est le moment où Agricol Perdiguier publie le Livre du compagnonnage : la première édition date de 1839. Agricol Perdiguier a joué un grand rôle dans leur vie. Né en 1805, il appartient exactement à leur génération. C'est à la lecture du Livre du compagnonnage, découvert en 1842, que Flora conçoit l'idée de l'Union ouvrière et du Tour de France. À vrai dire, elle les conçoit en partie contre Agricol Perdiguier, au moins pour l'Union ouvrière. Car elle s'inquiète de voir qu'un si grand homme, qui fait le tour de France dont elle reprend le principe à son compte, n'est pas capable de voir beaucoup plus loin que l'union des compagnonnages, ni de penser l'union ouvrière dans sa dimension totale. Sand avait lu Agricol Perdiguier plus tôt ; Pierre Moreau lui en avait parlé. Elle l'invite à dîner en 1839, l'écoute et le prend comme modèle pour son grand roman écrit en 1840, Le Compagnon du tour de France.



Cette entrée en écriture et en parole sur soi du monde ouvrier entraîne avec elle maintes stratégies de communication qui apparaissent très clairement dans les années 1840. On voit se multiplier les périodiques, les revues surtout. La Revue indépendante est lancée par Sand et Pierre Leroux en 1841, mais bien d'autres l'accompagnent. C'est aussi le temps des publications diverses dans les périodiques existants. On se bat pour arriver à publier un chapitre d'un livre dans un périodique, avant que le livre ne sorte en librairie. On est en quête de petits éditeurs parce que les gros sont hors de toute atteinte. On est en quête de souscripteurs aussi. George Sand passe énormément de temps à en trouver pour les livres de ses amis, les poètes ouvriers. Elle-même souscrit à ce à quoi Flora Tristan lui demande de souscrire, à l'Union ouvrière en particulier. On voit se créer pendant ces années de véritables réseaux de





correspondants provinciaux, un système où George Sand est passée maître. Et enfin, ouvriers ou pas, ceux qui ont quelque chose à dire (finalement ils se nomment légion) engagent un échange de propos, de suggestions et de réponses, qui ne passe plus, à la différence du début des années 1830, par cet organe fondamental, central, qui a rayonné sur toute la vie intellectuelle française novatrice, le Globe saint-simonien. Non, désormais, le système de correspondance se fait par toute une série de voies extrêmement diversifiées que l'on commence à bien connaître, pas encore parfaitement bien cependant. Les réfutations, les avertissements, les préfaces, les lettres ouvertes, les brochures se multiplient. La correspondance est une source majeure dans ce domaine, mais ce n'est pas la seule.

Ceux qui participent à ce moment d'échanges exceptionnel produisent ainsi leur propre pensée. Je veux dire par là qu'aucune pensée n'est donnée comme acquise. Dans les périodes de créativité, il en est ainsi : chacun forge sa pensée au feu de celle des autres, dans la contestation, l'adhésion ou la répartie. Ce n'est pas encore le temps de la propagande, ni même probablement le temps de l'organisation (Flora mourra de ce que le temps de l'organisation n'est pas encore venu) ; c'est le temps de l'échange, où chacun fabrique sa propre existence, sa propre vie et sa propre vision du monde dans l'échange avec autrui. On retrouve cette thématique de l'aléatoire et de la micro-histoire, dont je disais deux mots en commençant. Quels seront les plus grands ? Nul ne le sait. Seul le temps le dira. Et finalement, chacun espère, chacun peut espérer qu'il est ou qu'il sera un jour le plus grand. George Sand et Flora Tristan sont particulièrement partie prenante dans cet échange. C'est Perdiguier qui révèle à Flora sa vocation, en même temps qu'il devient le grand héros du roman de Sand.




Toutes deux sont en correspondance très étroite avec le poète Charles Poncy, un Toulonnais que Maurice Agulhon connaît mieux que quiconque. Et chacune de vouloir l'arracher à l'autre. À l'évidence, il y a une véritable concurrence entre ces deux belles dames ; avec qui sera Charles Poncy, un de ces prolétaires venus du monde des métiers – ces métiers que George Sand a énumérés dans une belle lettre qu'elle lui adresse le 12 septembre 1844[5]. Elle lui suggère d'écrire un recueil de chansons populaires, enjouées et simples. ça s'appellera la Chanson de chaque métier. Et de les énumérer, masculins de façon dominante, mais



féminins aussi, tous métiers qui ne relèvent guère de ce que Villermé avait étudié en Alsace, à Rouen, ou dans le Nord. Les voici : « Le postillon, le forgeron, la lavandière, le maçon, le colporteur, le laboureur, le meunier, le boulanger, le ciseleur, le couvreur, la chanteuse des rues, la brodeuse, la fleuriste, le jardinier, le fossoyeur, le ménétrier du village, le charpentier, etc., etc. ». Ce monde des métiers ne renvoie pas à la fabrique bien sûr, ni même forcément à l'artisanat. Il s'agit plutôt des petits métiers, groupés (à supposer qu'ils le soient) dans de petits ateliers, et parfois aussi peu groupés qu'il est possible de l'être. Tous souffrent de la crise qui sévit alors en France, et c'est à partir d'eux que commence à s'élever le long chant nostalgique qui glorifie le passé, le temps où, dit-on, ces métiers étaient bien portants, alors qu'aujourd'hui ils vont très mal. Ce chant de déploration va durer tout au long du XIXe siècle et du XXe. Un chant triste, un chant de regret où la dénonciation du présent se noue avec l'aspiration à un monde nouveau.




Ce qu'il y a d'intéressant enfin dans le rapport de Flora et de George au monde des métiers, c'est que, à leurs yeux, la question sociale qui nourrit la dénonciation du présent et l'aspiration à un monde nouveau, c'est la question ouvrière. Rien d'original sans doute dans ce constat. On peut néanmoins s'interroger sur la sensibilité exceptionnelle que toutes deux lui ont manifestée. Et relever ce qu'il y a d'étrange (et en somme de commun) dans leurs origines : de quoi aviver leur intérêt pour les prolétaires, de quoi le fixer aussi. Du côté de Flora l'irrégularité – volonté ou plutôt négligence ? – du mariage en Espagne de sa mère, une Française désargentée (qui avait fui, avec sa propre mère, la Révolution), et de son père, un noble d'origine péruvienne. Du côté de George, si la naissance n'est pas celle d'une paria, le discord social entre ses parents apparaît plus profond encore. Marie-Victoire est une « plébéienne » de Paris, sans généalogie : « Aucun titre, aucun emblème, aucune peinture ne conserve le souvenir de ces générations obscures »[6]. Son père, lui, descend, fût-ce par bâtardise, de Maurice de Saxe : une très grande famille. Ni l'une ni l'autre, donc, n'ont une origine paysanne ou « bourgeoise ». Toutes deux sont marquées par une manière de profonde difficulté sinon à naître, du moins à être : le contraire des enfances toutes droites de tant de fillettes. Bref, une sorte de marginalité.



Et pourtant, que leurs itinéraires sont différents ! Et contrastées les voies par lesquelles chacune va faire de « la question sociale », de la « question ouvrière », le noyau de sa vie !

Flora est une femme qui a « roulé sa bosse ». Entre 1825 et 1830, après l'échec de son mariage, elle a, pour gagner son pain, voyagé avec des Anglaises : Italie, Suisse, Angleterre. Une situation dominée, voire humiliée. Puis le voyage en quête de ses racines péruviennes. Cinq mois en mer. Elle a gardé la nostalgie du pays de son père, et s'y rend en 1833-1834. Elle vit une belle aventure sur le bateau, mais qui ne dure pas plus que le temps de la traversée. L'Angleterre, elle y retourne en 1839, et c'est à partir de son expérience outre-Manche qu'elle prend rang d'enquêtrice sociale. Elle y découvre (comme Michelle Perrot l'avait montré lors du colloque de Dijon, comme Frédéric Moret l'a analysé dans la thèse sur la ville qu'il a soutenue sous la direction de Michelle Perrot, et comme l'avait aussi montré François Bédarida, le préfacier des travaux de Flora) à la fois la ville et la nouvelle classe ouvrière, cette nouvelle classe ouvrière dont George Sand ne sait rien. Flora, elle, a vu les machines, dans les brasseries, dans les usines à gaz. Elle a vu l'obligation de la discipline, la saleté. Elle a vu aussi la détresse propre aux femmes de ces milieux ouvriers et la prostitution comme solution à cette détresse. Lorsqu'elle revient en France, et c'est la vocation de son Tour de France, elle va enquêter avec passion en 1843-1844, dans le midi, de Roanne à Marseille, à Toulon, à Lyon aussi. Une enquête que la mort interrompra, si bien qu'elle ne verra pas le nord du pays. Elle ne verra pas l'Alsace, la Normandie, les grandes fabriques textiles. Mais son enquête provinciale faite pour découvrir la France ouvrière nourrit ces deux volumes merveilleux qui constituent son journal, son tour de France à elle.




Sand est dans une situation complètement différente. Elle n'est jamais sortie de France, sauf pour des épisodes amoureux : l'Italie avec Musset (ce n'était pas très réussi), puis en 1855 avec Monceau (c'était un peu mieux, elle était moins jeune et Monceau n'était pas très bien portant) – de cet épisode, elle n'a pas tiré grand-chose. Et l'Espagne avec Chopin, ce fut encore moins bien. On peut dire que les expériences étrangères de George Sand, toutes liées à des voyages amoureux, ne sont pas ce qu'elle a fait de mieux dans sa vie. En France même, que connaît-elle ? Paris. Mais elle y va pour le monde, pour les affaires, pour le théâtre, et pas du tout pour s'informer sur la vie des ouvriers parisiens. Elle connaît



aussi son cher Berry, mieux que quiconque n'a jamais connu une province, mais la question sociale, au sens de la question ouvrière, ne s'y étale guère. Le département de l'Indre n'est pas industriel. Malgré le beau roman, André, qu'elle a consacré aux ouvrières-lingères de La Châtre, son œuvre berrichonne est à dominante rurale. Elle ne connaît pas grand-chose du monde ouvrier. Elle a voyagé en Auvergne et en a rapporté un roman utopique, le seul dans lequel elle a essayé de décrire une communauté. C'est La Ville noire, qui se passe à Thiers, roman tardif publié sous le Second Empire. Elle a vu, il est vrai, travailler les ouvriers sur couteau. Mais ce qu'elle en a tiré concerne moins le travail, que l'espoir d'une société où entre ouvriers et patrons le monde tournerait comme il faut. Bref, elle n'a rien d'une enquêtrice, si bien que quand elle écrit le 28 janvier 1844 à Charles Poncy que Flora ne connaît rien au peuple, elle s'exprime au nom d'une autre intuition qu'elle a du peuple, au nom d'une vision du peuple qui englobe d'abord les paysans et les laboureurs plus que les ouvriers, ou parce que l'influence qu'elle exerce sur le poète-ouvrier Charles Poncy est alors concurrencée auprès de lui par Flora.



Et pourtant Flora ne consacre ni son œuvre ni sa vie à ce qu'on appellera plus tard la classe ouvrière. Son Tour de France, elle le dédie aux ouvriers et aux ouvrières «intelligents», un mot très fort qui est aussi un mot terrible. L'ouvrage n'est pas dédié «aux ouvriers et aux ouvrières», mais à ceux qui sont «intelligents», à ceux qui lisent, à ceux qui la comprennent. Il est difficile de ne pas se demander alors qui est inclus dans cet adjectif, et qui en est exclu. Le livre est dédié à ceux qui sont d'accord pour participer à son entreprise de constitution de la classe ouvrière, ceux qui ont les moyens financiers de payer quand même au moins deux francs de cotisation pour réaliser l'union. Et beaucoup d'ouvriers salariés ne le peuvent pas. Elle le dédie aussi à ceux qui ont les moyens intellectuels de vouloir l'union. Et, dans le monde ouvrier qu'elle fréquente, tous n'ont pas le capital intellectuel nécessaire à cette fin. Quand on réfléchit aux textes, magnifiques, de l'Union ouvrière et du Tour de France, il ne faut pas oublier à qui ils sont dédicacés. Rude question qui nous permet peut-être de considérer d'un œil un peu plus bénin George Sand qui n'enquête pas, mais qui réfléchit elle aussi et communique avec tant de ceux qui réfléchissent et écrivent.





Faut-il en effet avoir enquêté pour se forger une opinion sur la question sociale ? Ce n'est pas le sentiment de Sand. Sa réflexion sur le problème social se forge au fil de ses rencontres avec des hommes, avec des femmes, au fil de ses passions, de ses amours, de ses lectures. Rencontres, passions, lectures, dont sa correspondance atteste l'étendue. Pour les seules années de 1840 à 1845, deux énormes volumes de 900 pages chacun, les tomes V et VI de la monumentale édition de Georges Lubin. Nous laisserons de côté les grands romans socialistes, qui paraissent pendant ces années, justement au moment où Sand approfondit sa pensée sur le socialisme dans sa correspondance, et où Flora Tristan, elle, écrit l'Union ouvrière et part pour son tour de France. Ces romans paraissent entre 1840 et 1845. Ils ont été récemment étudiés par Michèle Hecquet dans sa thèse sur L'Idéalisme de George Sand. C'est Le Compagnon du tour de France, le premier en date, puis Horace, puis Jeanne, roman que je considère comme le plus beau et le plus merveilleux. Plus mystique que social, mais où le mariage entre la mystique et la question sociale se réalise de façon sublime. Ce sont encore Le Meunier d'Angibault, Le Péché de Monsieur Antoine. Je ne les analyserai pas. Il faudrait pourtant en venir à confronter l'épistolaire et le romanesque. Savoir dans quelle mesure le roman et l'écriture des lettres, le roman produit et les lettres écrites au même moment, disent des choses différentes, constitue une question fondamentale pour les historiens comme pour ceux qui s'intéressent à la littérature et à l'écriture. Si le Centre George Sand voit le jour, on pourra peut-être s'y atteler. Je suis pour le moment incapable de faire ce travail. Je m'en tiendrai donc à la correspondance.



Lorsque George Sand écrit le 27 décembre 1841, donc au début de ces quatre ou cinq années, à Charles Duvernet, un journaliste républicain lié au National, qu'elle n'a plus désormais à chercher ses idées et que celles-ci se sont éclaircies dans son cerveau, elle est déjà au bout d'un long parcours intellectuel[7]. Son itinéraire a déjà comporté un moment républicain, un moment catholique, un moment saint-simonien et, pour finir, un moment philosophique-ouvrier. Elle a déjà exploré ces différents domaines. Son itinéraire est plus complexe que celui de Flora Tristan. L'originalité de Sand, c'est qu'elle commence par le moment républicain.





C'est la rencontre avec Michel de Bourges, républicain farouche, comme on disait à l'époque, qui a poussé George Sand à se jeter dans la mêlée. Son exaltation républicaine, la passion violente, sensuelle et sans doute unique qu'il lui a inspirée, l'ont obligée à se poser, elle qui écrivait sur les femmes et sur les mondes lointains, le problème de la République et même d'une certaine façon le problème du socialisme. Elle écrira elle-même à propos de Michel de Bourges : « tu es venu et tu m'as enseignée ». Cela, elle ne l'a écrit de personne. Ce n'est pas seulement l'enseignement de l'amour ou de la parole, c'est un enseignement né du spectacle, et de quel spectacle ! Sand a assisté auprès de Michel au procès monstre des accusés d'Avril, en 1835. Elle a vu, à ce moment-là, Michel de Bourges tous les jours. Elle a interprété le procès non seulement comme un grand moment républicain, mais aussi comme le moment de la fusion des principes entre des hommes naguère opposés : Michel de Bourges, Lamennais, Balanche. Elle a vu fonctionner le procès comme une manifestation, comme nous voyons aujourd'hui fonctionner une manifestation réussie. Quand une manifestation de rue marche bien, cela veut dire que des gens qui viennent d'horizons très différents, adhérant à des organisations très




différentes, peuvent se retrouver et être tous d'accord le temps de cette action ; la manifestation est créatrice. Sand le sait très bien, et elle l'écrit en détail. Le 23 mai 1835, elle envoie une lettre détaillée à un magistrat berrichon, Alexis Duteil, qu'elle appelle « mon cher camarade », et qui devait donc être un républicain. Elle a commencé par la découverte de la République, de l'esprit républicain dans un magnifique spectacle de fusion. Dans ce spectacle, elle a conçu que la République, ce pouvait être le moment de la fusion.

En 1840-1841, au début des années qui lui sont communes avec l'enthousiasme, la vie militante et l'écriture de Flora, c'en est fini de l'exclusivisme républicain. La République, oui. Mais à la République il faut, ajoute-t-elle, une « idée » comme elle l'écrit, en décembre 1841, à Duvernet. Autre manière de dire, sous la plume de George Sand, que Marianne n'incarne pas à elle seule « l'idée », alors que beaucoup de bons républicains continuent à penser qu'être républicain suffit. Après le moment républicain intégré, mais comme n'étant plus le tout, voici chronologiquement, en 1835-1836, le temps des Évangiles, de la religion. C'est à ce moment que se noue et se dénoue l'amitié, et non l'admiration, qu'elle gardera, pour Lamennais. Elle cherche alors, dit-elle dans les



lettres qu'elle échange avec lui, la vérité religieuse et la vérité sociale dans une seule et même vérité.

Après Lamennais, trop rugueux pour elle, elle converse par écrit, au cours des années 1840, avec le groupe de L'Atelier. Le débat entre elle et Corbon, qui dirige le groupe inspiré du socialisme chrétien, du socialisme buchézien, comme on dit à l'époque, s'achève en 1845 sur un constat de rupture avec l'Église et le catholicisme. Constat dans une très longue lettre qu'elle écrit à L'Atelier et qu'elle ne souhaite pas rendre publique[8]. Trois éléments motivent sa décision. En premier lieu, les contradictions que les Évangiles entretiennent entre eux. Comment, dans ces conditions, peut-on avoir foi en eux ? Je ne sais pas d'où lui vient le refus explicite de la divinité du Christ. Il est fondé en tout cas sur une certitude acquise en 1845 : le peuple a déjà rompu avec ce culte profane, le culte catholique. Le passé s'écroule sous nos pieds, et la religion catholique appartient à ce passé. Nulle insulte, nul anticléricalisme véhément, grossier, comme on en trouve sous la plume de certains des socialistes matérialistes. Ce qui compte dorénavant, dit-elle, ce qui résiste à tout, ce qui passe maintenant au premier plan de toute réflexion sur la question sociale, « c'est l'éternelle et unique religion de l'humanité ». Certes, comme elle le dit dans d'autres lettres au même moment, cette religion n'est coupée ni de Jésus ni de Rousseau, ni de la pitié chrétienne ni de la vertu républicaine, ni de la vieille fraternité ni de la jeune égalité. L'extraordinaire série de parallèles fait apparaître des réseaux d'équivalences, d'oppositions, et de relations qui mériteraient de longues études de vocabulaire. La religion de l'humanité n'est coupée d'aucun de ces éléments. Mais elle fonctionne autrement, en rupture avec la religion.




Cette « religion », George Sand en avait déjà, dès 1835-1836, exploré les perspectives socialistes. Les fouriéristes, George Sand les déteste tous. Elle se désole qu'ils n'arrivent pas à mettre en formules claires et à la portée de lecteurs qui ne sont pas des lumières intellectuelles la doctrine du maître. D'après elle, ce sont des hommes calculateurs, des organisateurs à la Victor Considerant qu'elle redoute. Ils lui font froid dans le dos. Bref, comme elle le dit d'une façon qui synthétise des jugements antérieurs nombreux dans une lettre de janvier 1845 à Édouard de Pompéry, un de ses nombreux correspondants : ce sont des matérialistes[9]. À bas les fouriéristes ! Par contre, les saint-simoniens sont bien. Une communication au colloque de 1991 sur la correspondance de George



Sand a fait le point sur Sand et les saint-simoniens[10] : « J'aime ces hommes », écrit George Sand. On ne peut pas dire mieux. Que lui apportent-ils ? Leur amour de la paix et de l'égalité. Nous retrouvons là ce qu'elle disait à propos de Rousseau, à propos de la République, ce que pense d'ailleurs Louis Blanc, une théorie qui traverse toute l'histoire de la Révolution française : l'amour de l'égalité – sentiment pourchassé à la surface de la terre. Les saint-simoniens lui apportent aussi leurs rapports avec le monde du travail, leur implantation prolétarienne, et notamment leur présence dans les quartiers les plus populaires de Paris et leurs tentatives pour gagner les villes (tentatives dont Flora Tristan tirera parti lors de son tour de France). Ils lui apportent donc des idées et des réalités. En revanche, elle rejette radicalement, entre 1840 et 1844-1845, leurs leaders dont elle a une horreur absolue. En tête de tous, Enfantin et sa théocratie théâtralisée. Comment une femme peut-elle accepter, dit-elle, (or, beaucoup de femmes l'ont acceptée), la théocratie enfantinienne ? « Non, je ne serai jamais, écrit-elle en 1845, la papesse d'Enfantin. » Une belle déclaration.




Pour en terminer, si j'ose dire, avec ses expériences et son itinéraire propre, voici Pierre Leroux. Né en 1797, il est plus âgé qu'elle de quelques années. Saint-simonien, bien sûr – qui ne l'a pas été ? Même les fouriéristes, d'une certaine manière. Mais il avait rompu, dès 1831, avec le Père. Elle le rencontre en 1835 et entame avec lui un très long compagnonnage, intellectuel et matériel. C'est un compagnonnage de réalisation : faire vivre une revue, une imprimerie, renoncer à son éditeur et lancer un journal provincial, L'Éclaireur de l'Indre. Voici tout un pan de sa vie qui s'annonce, que des travaux récents, notamment ceux de Jean-Pierre Lacassagne et de Miguel Abensour, nous aident à mieux saisir[11]. Profuse, fumeuse parfois – Leroux le reconnaîtra lui-même, en présentant par exemple à Hetzel La Grève de Samarez –, elle est toute bouillante et brûlante de générosité. L'Encyclopédie nouvelle – le titre date de 1835 justement – en témoigne. Sand va élever sa fille aux accents de cette entreprise, bien sûr inachevée, dont il est le fondateur, le directeur. Avec lui elle découvre le brassage attendu ou tout au moins rêvé de la fraternité, de l'égalité, de l'humanité. « Finalement, écrit-elle en mai 1843, c'est grâce à lui que je suis guérie définitivement du scepticisme qui dessèche mes contemporains » : le voilà bien, l'effet de la



religion de l'humanité ! Il y a là quelque chose d'existentiel et en même temps de synthétique où elle a puisé un intense réconfort.

Et en même temps pointe à l'horizon une œuvre précise à accomplir. Les nécessités temporelles sont là : il faut faire tourner l'imprimerie de Boussac, acheter l'encre et les machines. George Sand paye, Leroux ne restitue jamais et semble trouver cela normal : pourquoi pas si l'esprit de l'œuvre leur est commun ?[12] Ainsi, l'apport de Pierre Leroux s'associe-t-il à l'appétit pour les choses concrètes que Sand a si souvent manifesté. D'autant qu'il lui fait connaître de vrais ouvriers : Perdiguier bien sûr, mais aussi Jules Leroux, le frère de Pierre, typographe comme lui, mais exclusivement typographe, Jules qui en 1833 avait obtenu des typos parisiens qu'ils renoncent, par un vote à main levée, au rêve des coopératives et qu'ils acceptent de s'inscrire dans un rapport moderne, celui qui unit et qui oppose les salariés et les patrons. Bref, la perspective syndicale.




George Sand a donc connu des ouvriers qui pensent par eux-mêmes, qui n'attendent pas que des bourgeois viennent leur apporter la parole. Des ouvriers qui les obligent, elle et Pierre Leroux, à regarder en face le grand problème du siècle, dit-elle. Non pas la République seule, ni la religion seule, ni le socialisme seul, mais la République dans le socialisme et le socialisme dans la République. C'est ce que Leroux dira sur lui-même en 1858 dans une lettre à Sand, où il résume ce qu'il croit avoir apporté. Verbiage que tout cela ? Pas tout à fait.

La pensée sociale de Sand s'affermit et s'affirme entre 1840 et 1845, et même jusqu'en 1852. Il est temps, écrit-elle en 1852 à Mazzini (le célèbre républicain italien, en exil à Londres) de prendre à fond le parti du socialisme, en tout cas de ne jamais l'attaquer, de ne jamais laisser croire que si la République n'a pas encore vaincu, la faute en est au socialisme. « Cessez de dire ces sottises », écrit-elle à Mazzini[13], tout en concluant : « Je vous aime et je vous respecte ». Il est temps en effet, selon elle, de placer non pas la République, mais le suffrage universel au-dessus de tout. Pourquoi ? C'est qu'il constitue une conquête démocratique, et donc une conquête sociale fondamentale. Il transcende le choix du régime politique : il y a des républiques démocratiques, il y a des républiques conservatrices. Si chacun se voit reconnaître à jamais et sans subterfuges le droit de voter, si les ouvriers « sur le trimard », et en somme sans domicile fixe, peuvent l'exercer comme les paysans propriétaires et la bourgeoisie urbaine, un jour le monde changera. Aussi



donne-t-elle raison au Prince-Président qui a rendu le droit de suffrage aux trois millions de Français à qui les républicains conservateurs l'avaient retiré ! Cela nous vaudra peut-être dix ans d'Empire ? Tant pis : confiance dans le suffrage universel !

Elle n'est pas la seule à penser ainsi : le culte populaire du droit de vote remonte en France à la Convention. Michelet, Louis Blanc, le réaniment. Le peuple aussi, qui a choisi Louis-Napoléon. Plus curieusement, on notera qu'elle ne s'est pas indignée que les femmes en soient exclues. Chacun le sait, elle a même refusé en 1848 une candidature symbolique que d'autres femmes lui offraient. Comment l'expliquer ? Il y a un temps pour tout : les femmes doivent d'abord conquérir les droits civils, et l'histoire procède par étapes.

George Sand a inventé un concept pour désigner la portée, elle-même lointaine, des conséquences du suffrage universel. C'est « le communisme social », expression originale qui figure dès le 1er août 1848 dans une belle lettre à Charles Poncy, le poète ouvrier[14]. Le communisme social laissera subsister la petite propriété individuelle : il instaurera en revanche la propriété sociale la plus large possible sur les chemins de fer et les mines, les canaux et les routes. Certes il y faudra du temps. Il y faudra une longue éducation, mais, désormais, le but est là.




Avoir cru qu'on pouvait se lancer dans une entreprise active et grande d'union ouvrière, sans que les ouvriers eux-mêmes aient clairement vu où ils voulaient aller, n'est-ce pas en dernier lieu le reproche fondamental que George Sand adresse aux initiatives de Flora Tristan en 1843-1844 ? Elle ne reproche pas à Flora son audace, qui nous fait aujourd'hui paraître si grande la paria, mais, ce qui lui paraît une erreur historique : avoir osé alors que l'éducation n'avait pas été poussée assez loin, alors que les ouvriers n'avaient pas encore pensé par eux-mêmes, ce communisme social auquel elle donne son adhésion pour l'avenir. En somme Sand pense qu'elle a le temps devant elle : un jour, sans doute… Une vision étapiste de l'histoire, assez éloignée du « romantisme » qu'on lui prête souvent. Avait-elle « raison » ? C'est un autre problème. Mais, non sans réflexion, il me semble qu'entre Flora-la-toujours-pressée, Flora qui sait peut-être qu'elle va mourir, Flora à qui la vie n'a apporté que si peu de choses, et George chez qui le mouvement de la pensée s'articule avec le rythme de l'histoire, là se trouve la ligne principale de démarcation.



Que la survivante l'ait utilisée, non sans cruauté sans doute, c'est évident. Les femmes ne sont pas meilleures que les hommes[15].

« Georges Sand, Flora Tristan et la question sociale », *Flora Trista, Georges Sand, Pauline Roland*, **Études réunies par Stéphane Michaud, Paris, Créaphis, 1994, p. 83-94. © Éditions Créaphis**






Naissance du secrétariat typographique international

On comptait à la veille de la guerre de 1914 vingt-huit secrétariats professionnels internationaux. Si les mineurs avec 1 374 000 adhérents, les métallos – 1 106 000 – et les ouvriers des transports – près de 882 000 – détenaient la royauté qui s'attache au nombre en démocratie politique et à la masse quand il s'agit, socialement parlant, d'établir des rapports de force, les typographes, avec 137 450 membres, faisaient belle figure, presque autant que les tailleurs, deux fois et demi moins que les ouvriers du bois[1] : ils venaient en cinquième position.

Comme vingt-trois autres, ils avaient leur siège en Allemagne où le Secrétariat typographique international (désormais STI) était venu s'installer en 1907. Typographique, l'adjectif peut surprendre : même si les compositeurs, les typos, constituaient toujours l'armature de l'organisation, son métier roi, imprimeurs, fondeurs et relieurs, les vieux métiers y avaient leur place et ceux que l'on désignait du qualificatif de « similaires » et dont le nombre s'était multiplié au fil des mutations technologiques avaient commencé de pénétrer dans les fédérations nationales[2]. Bref, il convient d'entendre « typographie » au sens large comme au sens étroit du mot.

Ce n'est pourtant pas à l'heure où la guerre va briser les solidarités internationales que je compte me placer pour présenter le STI. Bien plutôt à sa naissance, entre juillet 1889 et décembre 1893 – un accouchement long, sinon difficile –, et pendant sa prime enfance, de 1894 à 1900. Raisons d'opportunité : les rapports annuels, et parfois



trimestriels, du Secrétariat figurent dûment imprimés, en français et en allemand, les deux « langues typographiques », dans les archives de l'ex-Fédération française des travailleurs du livre, la FFTL, aujourd'hui FILPAC, ainsi que, sous forme d'un numéro spécial de la Typographie française, le compte rendu du congrès international de 1889, véritable matrice du STI. Raison de fond aussi : surtout s'agissant de métiers aux traditions aussi fortes et aussi anciennes, on cerne mieux, en se plaçant aux origines, les obstacles rencontrés, les thèmes porteurs, les raisons de s'avancer sur le devant de la scène européenne, bref le sens et la portée de l'internationalisme typographique. Raison enfin de gloire professionnelle dont les organisations ouvrières restent friandes : avec les mineurs qui tiennent leur premier congrès à Manchester en 1890 et disposent dès lors d'un délégué permanent, les typos sont les premiers à s'être donnés une structure internationale.




Il y avait beau temps que la pratique du « voyage » – quête de nouveaux tours de main, recherche du travail aussi, voire plaisir de la route[3] – avait mis en relation les typos du continent. Les sociétés typographiques de plusieurs pays étaient, elles, entrées en contact dans les années 1840. Puis était venu le temps des expositions universelles : avant même la naissance de l'AIT, les délégués ouvriers du livre parisien, envoyés à Londres en 1851, avaient été frappés par l'organisation anglaise de l'apprentissage et par l'ampleur de la commandite, le mode d'organisation du travail le moins autoritaire qui avait pour cette raison leur préférence. En mai 1880, à Bruxelles lors d'une exposition internationale non universelle, la société typographique de la capitale belge avait convié les principales associations européennes à discuter de « problèmes d'intérêt commun » fort précis. La Belgique avait ainsi acquis une manière de privilège d'antériorité dont les échos se font encore entendre neuf ans plus tard à Paris[4]. Sa méfiance devant la pratique allemande du viatique, ses réticences devant l'hypothèse d'une entente internationale de tous les travailleurs vont pourtant l'empêcher de jouer, lors de la fondation du STI, le rôle qu'elle va remplir dans l'Internationale socialiste. Reste qu'il fallut attendre le centenaire de la Révolution française et l'exposition organisée en son honneur par le gouvernement de la jeune République[5] pour que la FFTL soit en état d'organiser un vrai congrès international[6].



Aux origines du STI : le congrès de 1889

Cette manifestation est moins connue assurément que les deux congrès socialistes qui se tinrent simultanément à Paris au milieu du mois de juillet et où l'on a pris coutume de discerner le point de départ de la Deuxième Internationale, même si leur dualité et leurs oppositions idéologiques peuvent rendre cette référence critiquable. Le congrès typographique ne peut pourtant pas en être séparé. La cristallisation des formes d'organisation de la classe ouvrière étant loin d'être achevée à cette date, les syndicats européens avaient des délégués dans les deux congrès socialistes[7] ; en outre, de nombreux socialistes étaient en même temps syndicalistes.



La date d'ouverture du congrès typographique, le 18 juillet, à l'heure où les congrès socialistes tiraient sur leur fin, devait permettre d'utiliser au mieux des délégués dont ni la FFTL, organisatrice, ni les sociétés locales ou nationales n'auraient, du coup, à payer le voyage : l'Espagnol Iglesias, orateur séduisant, l'Autrichien Kralik – tous deux venaient du congrès marxiste –, l'Américain Crowley, le Belge Defnet, actifs chez les possibilistes. D'autres en revanche – l'Allemand Trapp, l'Italien Veraldi, les Suisses Borgeaud, Siebenmann – n'étaient là que pour les beaux yeux, et avec les sous, de la typographie. Quinze nationalités au total, censées représenter 74 000 adhérents.

Les Français, à l'évidence les plus nombreux, prirent grand soin d'éviter les manifestations trop éclatantes d'impérialisme gaulois, tout en apportant à l'organisation des débats, outre la touche typographique, la sagesse de leur dirigeant, le positiviste Auguste Keufer : projet d'ordre du jour envoyé un an auparavant à toutes les sociétés typographiques connues de la FFTL, préparation minutieuse des rapports par le congrès français qui venait de s'achever, stricte limitation du temps de parole – deux fois dix minutes par orateur –, habileté enfin, extrême, de Keufer pour synthétiser les débats et faire voter les nationalités au moment opportun.

Un vrai congrès donc. Un de ceux à travers lesquels s'affirme, tôt, la maîtrise organisationnelle – quel vilain mot ! – du mouvement ouvrier. Jusqu'où cependant fallait-il aller ? On connaît bien aujourd'hui, notamment depuis les travaux de Georges Haupt[8], les hésitations des socialistes, le long refus d'Engels, son inquiétude devant ceux qui voulaient « refaire



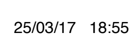


l'Internationale» alors que l'heure était au renforcement des structures nationales du mouvement. À cette position stratégique s'ajoutait un choix tactique: éviter tout ce qui pouvait gêner le socialisme allemand alors que la Social-Démocratie restait soumise aux lois d'exception. Jusqu'en 1900 l'Internationale socialiste, refusant tout bureau, tout secrétariat permanent, ne fonctionna que sous la forme de congrès périodiques. Les amants de la Fédération de tous les travailleurs ne manquaient pas cependant. On entendit plusieurs d'entre eux – Iglesias, l'Italien Veraldi et le bouillant correcteur français Sellier – au congrès typographique: ils reportaient leurs espoirs sur le monde des salariés qui, à la différence des idéologues socialistes, avaient tous «les mêmes aspirations et les mêmes besoins». Ils appelaient les typos à fonder d'urgence la «Fédération internationale de tous les travailleurs», à en poser les fondements en tout cas: à l'audace syndicale de relayer la timidité socialiste! Le tir de barrage fut immédiat: seuls l'Espagne, l'Italie et le Danemark approuvèrent la proposition d'Iglesias. La majorité fit retour aux sages propositions de la FFTL: c'était les «forces de la typographie», toutes les forces de la typographie qu'il s'agissait d'organiser pour faire progresser «le bien-être moral et matériel du prolétariat». La typographie, à Paris, se pense donc comme une avant-garde: elle ose ce que les socialistes n'ont pas osé. Mais dans le cadre des intérêts des métiers du livre.



Allons-y! Mais comment? Et à quel rythme? On retrouve le bloc des impatients, les mêmes d'ailleurs. Iglesias propose de constituer tout de suite la Fédération typographique internationale: nommons une commission qui d'ici la fin du congrès proposera des statuts. Holà! Ce rythme d'enfer ne convainc guère les prudents typos: cinq voix contre dont la France et les deux Suisses, cinq abstentions dont l'Allemagne, trois voix pour seulement, les mêmes que tout à l'heure. La solution? Nommer une commission de l'industrie du livre, chargé d'entrer en relation avec toutes les fédérations nationales et régionales, tous les syndicats et d'étudier les statuts de tous les pays.

Objectif: «présenter pour le prochain congrès un projet complet de la fédération internationale des travailleurs du livre, avec ses statuts, son organisation et son but bien défini, où les intérêts et les besoins de chaque nation seront respectés». Aucune voix ne s'y oppose. Keufer a bien négocié. Le leadership français s'inscrit dans les décisions. Avec modestie, comme il se doit. Ce n'est pas la France en effet, mais la Suisse





allemande – pays carrefour, terre de liberté : ainsi l'a définie le délégué de Berne, Frédéric Siebenmann – qui est chargée de désigner la « Commission » ; premier acteur durable qui a vocation à élaborer les statuts de la future fédération, c'est elle qui rapportera au prochain congrès international : il se tiendra du coup à Berne, en 1892. Un clignotant pourtant : l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique se sont abstenues sur la proposition française. La pratique abstentionniste est polysémique : légère ou lourde ? Le côté allemand risque, comme chez les socialistes, de peser lourd : l'Allemagne et l'Autriche, voilà les gros bataillons ; plus du quart de tous les fédérés, les deux cinquièmes si l'on ne tient pas compte des États-Unis, ces oiseaux de passage.

Défaite de la Fédération, naissance du secrétariat

La Fédération allait-elle venir au monde ? Il fallut cinq ans pour qu'elle échoue définitivement, durablement en tout cas, et un an de moins pour que mûrisse un concept de substitution, celui de secrétariat international : une assez longue histoire où l'on vit se rétrécir les ambitions et se déployer les pratiques.



Je n'ai malheureusement pas pu consulter la correspondance engagée entre les cinq membres de la commission mise en place par la fédération alémanique et les autres organisations typographiques[9]. Mais les rapports annuels du secrétariat, à partir de 1894, et pour certaines années – 1897 en particulier – des rapports trimestriels, permettent de suivre la marche générale des choses. Le premier, pour l'an 1894, est en outre l'occasion de faire le point : il complète des comptes rendus lacunaires du congrès de Berne.

Sans me soucier de suivre rigidement la chronologie, je voudrais mettre en évidence à partir des sources que j'ai pu consulter et qui sont à compléter, la triple logique qui débouche sur l'émergence du STI : confiance fraternelle des confrères dans les hommes choisis pour faire avancer le projet international ; méfiance assez large devant tout phénomène non pas même centralisateur, mais fédérateur ; et, en contradiction avec cette attitude suspicieuse, démarche centralisatrice qui se nourrit non seulement des « besoins » du mouvement ouvrier, mais de la nature du syndicalisme typographique.



Chez les typos, l'ancienneté des pratiques mutuellistes d'entraide est attestée depuis l'Ancien Régime avec une force particulière[10]. L'univers de l'atelier d'imprimerie crée, de par sa structure topographique même, de par l'enchaînement aussi des opérations de travail une identité collective, une culture solidaire dont des récits flatteurs assurent la perpétuation légendaire[11].

La dignité suprême de «l'art typographique», article de foi qui, dans l'imprimerie, confère aux membres du corps ouvrier la certitude d'être les égaux de «messieurs les maîtres», est un élément essentiel de la confiance interpersonnelle dont rayonnent ceux qui ne se nomment entre eux ni citoyens, ni camarades, mais confrères. La délégation de pouvoir dans ces conditions ne soulève pas de difficulté. Le congrès de 1889 ne tente pas de constituer une commission plurinationale pour prospecter le projet fédératif. La fédération suisse allemande a proposé ses services: on les accepte avec joie, quitte à lui adjoindre la Suisse romande. S'agit-il d'un trait particulier aux ouvriers du labeur et de la presse? Gardons nous de donner dans l'exceptionnalisme: d'autres syndicats professionnels confient à un seul pays le soin de les gérer, ainsi les mineurs. Mais le pouvoir anglais n'est pas supporté sans vives contestations par les hommes noirs du continent, à la différence du choix suisse en typographie. La confiance, il est vrai, s'ancre ici dans des pratiques démocratiques d'élection et de reddition de comptes, elles aussi anciennes: lorsqu'il faudra désigner le secrétaire international, la fédération alémanique recevra mandat, à Berne en 1892, à Genève en 1896, de mettre le poste au concours et de faire diffuser la nouvelle par les journaux de toutes les fédérations.




Confiance dans les hommes, mais inquiétude devant les institutions à naître. En premier lieu, la Fédération internationale. Le projet échoue en deux étapes et cet échec donne, à mi-route, naissance au STI. De 1889 à 1892, la commission missionnaire peut arguer de considérations techniques: cinq militants non salariés peuvent constituer un bon organisme d'impulsion, mais s'il s'agit de gérer des contacts forcément délicats, fût-ce par correspondance, c'est trop de quatre. Le congrès de Berne croit résoudre cette difficulté en confiant les fonctions de secrétaire à un seul typo, un permanent dûment appointé: 2500 francs par an[12], ce n'était pas le Pérou, cela permettait de vivre.



Voici l'acte de naissance du STI dont le premier titulaire, un Suisse allemand bien sûr, G. Reimann, est installé à Berne le 10 décembre 1893. Va-t-il pouvoir lever les obstacles ? Point du tout : ils n'étaient rien moins que techniques. Il fallait prendre au sérieux l'abstention de l'Allemagne et de l'Autriche au congrès de Paris : elle équivalait à un refus. Rien n'y fit. Reimann s'en aperçut quand, à peine nommé et croyant s'appuyer sur la fluidité des discours tenus au congrès de Berne, il entreprit de diffuser auprès des organisations associées du STI le « projet de fédération ».

Le secrétaire l'écrivit quelques mois plus tard, non sans amertume : « À l'exception du comité de la fédération allemande, aucune direction centrale ne vit dans ce projet de statuts un danger pour l'organisation nationale ; ce comité objectait qu'au congrès international de Berne il avait été uniquement décidé de créer un bureau central chargé de faire l'intermédiaire entre les associations de différents pays »[13]. L'argument invoqué lui parut fragile et il osa l'écrire : une aussi puissante organisation pouvait-elle se laisser à ce point impressionner, les lois d'exception ayant disparu, par « les décisions prises par le tribunal impérial » ? N'y avait-il  pas d'autres raisons pour que les allemands se soumettent aussi facilement ? La fraternité typographique et la visée internationale du Secrétariat interdisaient en tout cas d'aller plus loin : la puissance allemande s'imposait. 

C'en fut donc fini du projet fédératif. Il disparut des tâches du STI. D'outil prospectif, celui-ci devenait une manière de pis-aller. Le « Règlement » élaboré en 1894 par la commission et approuvé par les fédérations sur la lancée de cet échec, ne se borna pas bien sûr à supprimer la finalité fédérative des activités du secrétariat. Il en limita étroitement les pouvoirs. L'instance créée l'année précédente n'avait d'autres fonds à sa disposition que la cotisation modique versée par chaque fédération adhérente au prorata du nombre de ses membres : un peu plus, un peu moins de 4 000 francs selon les années jusqu'en 1899, une somme sur laquelle il fallait prélever le traitement du secrétaire. Gardien des archives, fier au reste de pouvoir les montrer aux chercheurs intéressés, il devait se cantonner dans un « rôle purement consultatif »[14]. Par écrit de préférence : le droit d'aller consulter sur place telle association adhérente, le droit de l'informer oralement, si important dans les pratiques délégataires des ouvriers du livre, ne lui fut que lentement



reconnu. Le secrétaire n'avait pouvoir ni de régler une question délicate – une de celles par exemple suscitées à chaque instant par le viatique –, ni de décider, fût-ce en cas d'urgence, de soutenir un mouvement de grève. Ce n'était pas la gloire.

Si modeste soit-elle, toute institution supporte mal l'extrême maigreur. Surtout quand son détenteur a nourri de plus hauts rêves. Ce fut le cas, à grand bruit, de G. Reimann.

De sa propre autorité, qu'il espère ainsi accroître, il enquête à travers le vaste monde sur la machine à composer, qui s'apprête à traverser la Manche et il utilise son rapport annuel pour diffuser les « levées statistiques » – un mot magique – recueillies[15]. Bientôt, il tape sur la table : « un changement s'impose. Dans l'état actuel, la position du Secrétariat international n'est pas tenable », écrit-il en 1896. Et de manœuvrer pour tenir à l'écart la commission dite cependant de direction dont il a obtenu que, pour d'évidentes raisons de commodité, pour d'autres aussi peut-être, elle se réunisse à Berne où il est installé ; en peu de temps elle devient un simple « organe consultatif adjoint au secrétaire »[16]. Les fédérations s'inquiètent. Reimann, toujours bien soutenu par la Suisse allemande – une petite fédération sensible à son propre prestige – démissionne au printemps 1896 pour entrer au Secrétariat ouvrier suisse.





En août, le congrès international de Genève modifie le règlement, en accroissant au détriment du secrétaire les pouvoirs de contrôle de la commission. Invitée à se réunir fréquemment – quinze séances en 1897, neuf en 1898 – elle a désormais la charge d'établir le budget du Secrétariat : le coût des voyages en particulier sur lesquels elle acquiert ainsi la haute main. Lorsque Siebenmann, le nouveau secrétaire – nous l'avons déjà vu à l'œuvre au congrès de Paris – se retire, sans démissionner, pour raison de maladie, en septembre 1900 – il meurt le 8 janvier 1901 – c'est le président de la commission, Léonard Schzag, qui, tout naturellement, le « remplace ». Moins bruyants assurément que Reimann, moins hostiles à la fédération allemande, ces deux confrères n'en ont pas moins agi, eux aussi, avec persévérance, pour élargir leurs attributions. Comment en serait-il autrement dès lors qu'un pouvoir d'intervention plus centralisé apparaissait nécessaire au développement du mouvement ? Internationalisme et centralisation : un couple en ascension ?



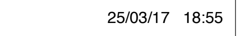
Les thèmes porteurs

C'est autour de trois thèmes chers aux sociétés typographiques et donc au syndicalisme, leur héritier, que s'organise l'exigence d'une forte activité interfédérative et d'une structure capable de la promouvoir : la machine à composer, le viatique, l'aide aux grèves.

La machine voilà l'ennemi ! Voilà bien un mot d'ordre étranger aux ouvriers du livre. Vive la machine ! Même remarque[17]. S'agissant en particulier de la machine à composer, ses deux dénominations en milieu typo, la masculine – le « confrère en acier » –, la féminine – la « typote de fer » – disent bien l'ambivalence des comportements mentaux : fascination devant les possibilités techniques, inquiétudes devant les conséquences, sur les salaires, sur l'emploi, de l'entrée, toujours redoutée, de « la femme », cette « non-ouvrière » sans qualification, inapte à se syndiquer, dans l'atelier du typographe[18]. Tout se précipite à l'extrême fin du siècle. Au Secrétariat d'aider les fédérations nationales à refuser le refus dans lequel certaines sections – ainsi, en France, celle de Toulouse – pourraient avoir tendance à s'enfermer. Au Secrétariat d'abord d'aider les organisations trop confiantes à ouvrir les yeux : elle arrive, elle est là, la première dame de fer. À lui de diffuser les bases de négociation sur lesquelles petit à petit le monde des compositeurs se met d'accord : exiger le même apprentissage au moins que pour la typographie à la main, diminuer le temps de travail, refuser le salaire aux pièces. À terme, Siebenmann, qui croit à l'union des deux mondes et non à la seule Europe, rêve à des retrouvailles avec les confrères américains, perdus de vue depuis 1889 : la question n'est-elle pas « importante pour les ouvriers typographes d'une manière internationale »[19] ?



Avec le viatique, nous abordons un ensemble de coutumes fort anciennes liées pour d'autres professions aux compagnonnages et auxquelles certaines fédérations nationales étaient passionnément attachées : ce service, car il s'agit d'un dû, d'une obligation financière de solidarité, ne disparaîtra de la trésorerie de la FFTL qu'en 1933. D'autres en revanche ne le pratiquaient guère, se plaignaient d'avoir à subvenir aux besoins des chômeurs, ou supposés tels, qui traversaient leur territoire et cherchaient maintes manières d'y échapper : ne payer le viatique qu'aux ouvriers ayant un « engagement fixe » – ni chômeurs donc, ni promeneurs – ne le verser qu'à ceux qui parlent la langue du pays, etc.





Ainsi s'opposaient les nations grandes voyageuses – l'Allemagne, l'Autriche, les pays scandinaves – ou traditionnellement favorables, comme la France, à cette entraide errante, et les terres vouées au bref passage – la Belgique – ou plus riches de soleil que de gros sous : l'Espagne et l'Italie.

Le versement du viatique était habituellement réglé par des accords bilatéraux. La Suisse, à partir de 1889, le STI depuis 1894 se donnèrent pour objectif de le constituer en « question d'ordre international ». Paris, Berne, Genève, les trois congrès les y incitèrent. Il s'agissait d'obtenir que toutes les fédérations affiliées, toutes les sociétés en reconnaissent le principe, puis d'aller, par étapes si besoin, vers un mode et un niveau de paiement égalitaires. Rude affaire tant étaient diverses les situations de départ. L'égalité, ou le minimum possible d'inégalité, exigeant le maximum d'internationalisation, le STI impose lentement, à coups de circulaires, cette coutume nouvelle, un premier niveau de centralisation : seule une fédération, et non une section urbaine, est en droit de refuser le viatique à un confrère. Il se fait reconnaître le droit, sauf appel, d'inventer des sanctions retorses : suspendre par exemple, dans toute sa mouvance, le versement du viatique à des confrères venant des pays qui refusent de le verser. Il fait l'inventaire des cas aberrants. Et, lorsque le règlement international adopté à Genève en a fixé la liste, c'est au STI d'agir pour que soit rétabli le service du viatique par toute fédération qui l'aurait irrégulièrement suspendu.




Promotion des règles internationales, imposition du respect de ces règles, voilà sa tâche. L'égalité n'avait pas été conquise, mais le bilatéralisme avait sensiblement reculé.

Parmi les sanctions imaginées par Reimann – il n'avait pas osé la mettre en œuvre – il y avait eu la suppression de « tout secours en cours de grève ». Rien de plus grave pour des ouvriers du livre. Pas pour eux seuls bien sûr : l'internationale du bâtiment, la fédération internationale des ouvriers de la métallurgie pratiquaient largement au tournant du siècle cette entraide financière constitutive naguère de l'AIT, de la Première Internationale. Mais dans l'imprimerie, où le syndicalisme prestataire de services s'était largement constitué autour de la grève, la mise en œuvre de la solidarité gréviste apparut très vite non seulement comme une activité internationale prioritaire, mais comme le moteur principal

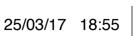


de l'internationalisme typographique. Une tâche sans cesse recommencée. Un horizon sans fin reculé.

Comme pour le projet fédératif, tout avait pourtant bien commencé. Cette comparaison n'a rien d'imaginaire : la fédération et l'entraide gréviste, deux doubles. Voyons un peu. Le congrès de Paris avait chargé les deux fédérations suisses de présenter un projet de « Caisse internationale de résistance » en 1892. À la tête de ce qu'on appela alors le « groupe latin », Keufer se battit à Berne pour lui donner un contenu simple : chaque organisation fédérée paierait pour tous ses membres une cotisation mensuelle de cinq centimes. Les résistances furent les plus fortes. Allemands, Autrichiens, Hongrois, les gros bataillons ouvriers, l'Europe centrale sociale-démocrate ne croyaient pas à l'utilité de ressources aussi faibles pour soutenir de longues grèves nationales. Peu sensibles à l'effort de toute éducation cher au cœur des disciples d'Auguste Comte, ils bloquèrent le projet. Fallait-il porter la contribution obligatoire à dix, voire à vingt centimes ? Ce fut alors aux adhérents de renâcler. L'accord acquis sur le principe ne put se faire sur les modalités de constitution du capital. Même en France, l'enthousiasme de Keufer n'était pas partagé par toute sa base[20]. Le projet fut finalement rejeté en 1897 par la majorité des fédérations[21].



Ce vote ne signifiait pas le refus de toute solidarité internationale en cas de grève. Le Secrétariat qui avait soutenu avec acharnement le projet de caisse internationale se rabattit un peu tristement sur celui d'un simple « fonds de résistance » alimenté par des cotisations volontaires, où il lui serait possible de puiser en cas d'urgence. Le besoin s'en faisait sentir avec le retour du bon Kondratieff et l'arrivée de la machine à composer : un nombre croissant de grosses sections, de fédérations, « mettaient bas », au même moment parfois. Difficile dès lors de les soutenir au coup par coup. Il fallait un fonds commun. Celui-ci se mit lentement en place mais sans tapage, grâce aux reliquats laissés par diverses collectes « personnalisées » dont le STI assura la gestion[22]. C'est l'organisation de ces collectes qui allait lui conférer petit à petit sa stature. C'est aussi la légitimation qu'il en fournissait en se conformant au règlement élaboré à Genève et en diffusant largement les objectifs et la nature des luttes en cours. Outre l'appel à contribution volontaire en effet, un mode d'intervention minimal qui exigeait toutefois que la grève n'eût que des motifs professionnels[23] c'est la « contribution extérieure obligatoire », qui





constituait l'arme de choix du Secrétariat. Pour la lancer, il fallait à la société bénéficiaire un noviciat d'un an.

Il fallait surtout que le Secrétariat eut informé à temps toutes les fédérations sur les tenants et aboutissants du mouvement : une majorité des deux tiers était requise[24] ; en son absence, interdiction au secrétaire de promouvoir l'appel ; si elle était acquise, tous devaient se soumettre. Fidèle aux habitudes de la typographie, aussi étrangères à la spontanéité gréviste qu'à la grève générale révolutionnaire, cette pratique inspira au tournant du siècle toute une jurisprudence internationale : montant de la contribution (le plus souvent dix centimes par affilié et par semaine, cinq parfois, jusqu'à vingt dans des cas exceptionnels) ; durée du versement : pas plus de treize semaines ; soutien à chaque gréviste : de 1,50 franc à 2 francs par semaine. Le récit des luttes transmis par les rapports annuels, souvent chaleureux, toujours précis, parfois ironique se colore de ces chiffres austères grâce auxquels le STI, contre vents et marées, conquit ses grades.

1900



Il n'y eut pas de congrès typographique international en 1900 : signe que le STI s'était rodé et que les questions les plus épineuses avaient trouvé ou étaient en train de trouver une solution satisfaisante ? Pas toujours, au regard des ambitions prénatales. Le STI n'était parvenu à imposer ni la fédération internationale, ni l'égalité complète devant le viatique, ni la caisse, ni même au sens propre, le fonds de résistance. Puis la dimension internationale s'était fortement réduite en une dizaine d'années : les États-Unis étaient partis les premiers – leur présence à Paris en 1889 n'en est que plus énigmatique – l'Angleterre avait saisi l'affaire du viatique pour se replier sur ses îles dès 1895, et sur le continent, l'Espagne en 1894, surtout en 1896 la France, pionnière de l'internationalisme typographique avaient cessé de cotiser au STI.

Le noir n'est pas si noir. Les pertes n'étaient pas toujours définitives : la France réintégrera le STI en 1903[25]. Surtout on avait vu s'affilier petit à petit toutes les fédérations et les sociétés d'Europe centrale qui s'étaient excusées en 1889 de ne pouvoir, par pauvreté ou contrainte politique, se joindre au premier congrès et, en Scandinavie, la Suède et la Finlande avaient rejoint le pétulant Danemark et la sérieuse Norvège. À l'exception de la Russie, de la Grèce et de la partie balkanique de la Turquie, c'était toute « la maison commune » qui se reconnaissait dans le STI. Si





l'Angleterre restait aux marges depuis Berne, Siebenmann n'avait pas désespéré de la voir reprendre le chemin du continent : un grand obstacle, la langue… on ne parlait pas l'anglais dans l'Europe typographique[26] !

Choisira-t-on enfin d'entendre par internationalisme les pratiques internationales d'égalité et de solidarité ? L'apport du STI, ce modeste substitut, ce pis-aller, semble considérable : il avait régulé des conflits, raboté de rugueuses aspérités, organisé face aux maîtres l'influence ouvrière, sinon le pouvoir ouvrier. Son apolitisme vigilant, son corporatisme professionnel – le STI ne soutient que les hommes du livre – en dessinaient les limites, mais aussi la force[27]. Du viatique aux grèves il avait su à la fois maintenir, préciser et transformer ces impérieuses traditions qui tissaient la culture de la typographie. Le temps n'était pas encore venu enfin – mais il n'était plus très lointain – où la petite Suisse devrait renoncer à gérer les affaires, européennes plus qu'internationales, des ouvriers du livre et où ce serait l'Allemagne qui, comme pour tant d'autres syndicats professionnels internationaux, porterait le flambeau. Jusqu'en août 1914, jusqu'à la catastrophe.



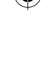

Syndicalisme. Dimensions internationales, **sous la direction de Guillaume Devin, Paris, Éditions Érasme, 1990, p. 37-52**







Premières lectures du congrès de 1883
À propos des sociétés de secours mutuels

L'interprétation d'un congrès est toujours chose difficile, quelle que soit l'institution qui l'organise. On ne peut en effet se borner au compte rendu, fût-il, comme c'est le cas pour le premier congrès national des sociétés de secours mutuels, de bonne dimension et fidèle, pour les réunions plénières tout au moins, à la sténographie[1]. C'est que l'essentiel se joue dans les marges. Il y a d'abord la phase de préparation, marquée par une intense correspondance entre les divers protagonistes, les lettres d'invitation, les rapports préalables. Il y a aussi ce qui se dit et se fait dans les coulisses du congrès, sur quoi, normalement ou, autrement dit, officiellement, nous ne savons rien : pour nous éclairer, il nous faut compter sur la correspondance encore, sur les reportages d'une presse curieuse – à condition qu'elle le soit – voire sur les souvenirs des acteurs, souvent infidèles, ou, mieux, sur des carnets tenus au jour le jour, ou encore sur les renseignements souvent précieux dont disposent les services de police[2]. Surtout, pour cerner le sens d'un congrès il convient de connaître les individus qui l'animent, comme ceux qui y participent ; et il faut avoir quelque idée des enjeux qui se jouent autour des rapports, des discussions et des motions débattues, qu'elles soient finalement votées ou repoussées. Chose impossible en l'absence d'une vraie, d'une ancienne familiarité avec le projet sous-jacent au congrès et l'institution ou les institutions qui en sont porteuses. Il y faut une pratique d'historien ou, à tout le moins, de militant ; mieux, des deux.



S'agissant du congrès national des sociétés de secours mutuels qui se tient à Lyon en septembre 1883, ces difficultés redoublent. N'est-il pas le premier à revêtir un caractère national bien difficile à assumer si l'on songe à l'extrême diversité des organisations qu'il a vocation de regrouper ? Or, malgré leur légalité déjà ancienne, nous les connaissons plus mal, ces sociétés que les syndicats dont le statut officiel ne relève encore que de la tolérance. Leurs finalités, leurs pratiques, leurs modes de financement, les hommes qui les animent et ceux qu'elles regroupent, les rapports qu'elles entretiennent avec les pouvoirs publics : autant d'incertitudes.

Il n'est donc pas question de proposer ici une interprétation globale du congrès. Je me limiterai à suggérer quelques niveaux de lecture en essayant de situer l'événement dans la période où il se produit et de rapprocher cette assemblée d'autres rencontres qui, sur un court terme, mettent en mouvement d'autres secteurs du monde du travail ; l'organisation du congrès, les intentions politiques explicites ou sous-jacentes, les perspectives sociales, tels sont les trois niveaux que je vais sommairement évoquer.



Où ? Comment ? Et qui ?

Commençons par l'évidence. Le lieu tout d'abord. Les sociétés de secours mutuels tiennent congrès à Lyon, vieille capitale ouvrière, aux anciennes et tragiques révoltes, Lyon où s'est réuni en 1878 le deuxième des trois congrès nationaux qui ont marqué le réveil du monde du travail après la Commune[3], Lyon où va venir au monde en 1886 la première Fédération nationale des syndicats. Mais les salles qui les abritent ne respirent ni la poudre, ni la grève ; aux commissions sont réservées les classes primaires du Lycée – primaires : on n'a pu faire mieux, les organisateurs s'en excusent –, à l'assemblée plénière un amphithéâtre de la Faculté. C'est dire, d'emblée, l'accord des autorités scolaires et l'intérêt bienveillant des pouvoirs publics.



Une manifestation importante en somme, sinon tout à fait officielle. Une manifestation bien organisée aussi. C'est une commission lyonnaise qui, quelques mois plus tôt, en avril, s'en est vu confier la responsabilité par les délégués de soixante-dix-huit sociétés de la région réunies dans la capitale des Gaules : ce mode de préparation, tout à fait habituel à

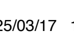






l'époque, souligne la persistance des habitudes fédéralistes, en particulier dans le midi et la vallée du Rhône[4]. La commission a fourni un gros travail. Elle a invité en deux fois les présidents de 4500 sociétés dites « approuvées »[5] : créées par le décret du 26 mars 1852, celles-ci ne sont plus, comme sous l'Empire, directement sous tutelle[6], puisqu'une décision du gouvernement provisoire de la République, en date du 27 octobre 1870, leur a rendu le droit d'élire leurs présidents ; mais elles continuent de bénéficier par rapport à celles qui n'ont jamais voulu se soumettre au décret – celles-ci sont dites « autorisées » – de divers avantages, et notamment de subventions, à charge pour elles entre autres de ne pas verser de secours de chômage, c'est-à-dire de grève et d'accepter diverses règles. Est-ce volontairement que les quelque 2000 sociétés simplement autorisées, celles dont la méfiance envers l'État était la plus assurée, n'ont pas été invitées ? Non, répond la commission, sans d'ailleurs que la question lui soit vraiment posée : les présidents des sociétés approuvées sont « les seuls dont les noms figurent sur les documents administratifs » et, en outre, l'existence du congrès a été portée à la connaissance de quelque trois cents journaux. Quelques sociétés non approuvées sont d'ailleurs venues. En petit nombre. De Grenoble surtout. Au reste la commission ne s'est pas bornée à expédier des invitations. Fidèle à la passion pour l'enquête statistique si caractéristique de cette époque – jusque dans les milieux ouvriers comme en avait déjà témoigné[7] l'Association internationale des travailleurs – elle a élaboré un questionnaire en cinquante-huit points dont les réponses, pour le moment non retrouvées, vont servir de base au pré-rapport présenté devant chacune des sept commissions qui siègent pendant le congrès : but et constitution des sociétés de secours mutuels, conditions d'admission des membres, administration générale des sociétés, service médical, pensions de retraite, unions de sociétés et rapports avec l'État, vœux. Un gros travail, donc, et qui laisse place, sinon aux affrontements passionnés des premiers congrès socialistes, du moins à de vives confrontations, à des retournements spectaculaires – de la commission compétente à l'assemblée plénière –, bref à tout ce qui fait d'un congrès une manière de spectacle d'opéra.

Qui donc y participe ? Cette grande question souffre, elle aussi, diverses réponses. Numériquement, toutes les sociétés invitées ne sont pas venues, et de loin. Au total 700 environ sont représentées, un dixième de toute la mutualité française, un peu plus du sixième de celles qu'une





convocation explicite avait touchées. C'est beaucoup. Mais toutes, et de loin, ne sont pas présentes en chair et en os. 208 seulement ont une représentation «particulière». 495 sont représentées par des délégations collectives qui témoignent de la puissance de certains groupements : ainsi à Marseille avec le Grand conseil et les Amis de la mutualité. Le congrès peut-il se dire dans ces conditions représentatif de toute la France ? Que sa vitalité soit d'abord régionale, nul ne s'en étonnera : Lyon cité invitante, vieille ville mutualiste se taille la plus belle part, ainsi que le département du Rhône et les régions industrielles voisines, la Loire en tête et l'Isère. Mais de solides délégations sont venues du Doubs, de la Normandie, du Nord même. Certes quelques absences font problèmes. Ainsi la capitale n'a envoyé que huit sociétés. C'est peu, même si l'on sait – ou si l'on croit savoir, car il faudrait y regarder de très près – que l'organisation mutualiste y est en crise dans la classe ouvrière. Plus étonnante encore, l'absence totale d'un département comme la Nièvre : elle compte pourtant à cette date – pour une fois nous en sommes assurés – dix-neuf sociétés groupant 4 187 membres dont une puissante association d'instituteurs et, aux Forges de la Chaussade, une «Saint-Éloi» plus importante encore[8]. Ce n'est donc pas toute la Mutualité française, même pas, et de loin, toute la Mutualité approuvée, qui se retrouve à Lyon. Mais la diversité régionale est suffisante, outre l'intention, pour que, à la différence des congrès mutualistes de Paris (1881), Rouen et Marseille (1882), nous ayons bien affaire à un congrès national : le premier.





Il est en revanche extrêmement difficile, sinon impossible, de cerner clairement les bases sociales des groupes représentés. J'en ai compté 62 dont le nom renvoie explicitement à un recrutement d'ouvriers ou d'employés, un dixième donc du total, mais un bon tiers des sociétés qui ont envoyé leur propre délégation. Ce n'est pas beaucoup. Mais quelles conclusions tirer de ce chiffre modeste ? Nous ignorons combien de sociétés à base municipale sont essentiellement ouvrières. Et plus d'une intervention au cours du congrès atteste que les délégations collectives regroupent souvent, à côté d'autres sans doute, des associations purement ouvrières. Les noms en tout cas, qu'il serait intéressant d'étudier, ne renseignent guère sur les professions ou les catégories sociales. Davantage parfois sur les orientations confessionnelles. Ainsi l'Émulation chrétienne de Rouen, présidée depuis 1871 par un avocat catholique très actif, Henri Vermont, est-elle, depuis sa naissance en 1849, placée sous



le patronage moral et financier des archevêques de Rouen[9]. Dans l'ensemble cependant, les sociétés catholiques, si nombreuses sous l'Empire, ne semblent pas être venues en foule : une piste à suivre.

Parmi ces délégués souvent venus de loin émergent quelques leaders dont le compte rendu fait revenir le nom au fil des pages. Certains ont affirmé leur autorité dans la phase de préparation : le congrès va renforcer la légitimité de leur rayonnement. La diversité de leurs origines souligne, dès 1883, le caractère interclassiste du mouvement mutualiste où les ouvriers ne manquent pas, mais où les professions libérales et les notables ont déjà pris solidement place. Voyons un peu. Trois ouvriers se détachent parmi les dix membres de la commission lyonnaise de préparation : le coefficient de militantisme de deux d'entre eux, Pinet, un papetier et Pâquet, mécanicien au PLM, est attesté par leur présence dans le *Dictionnaire biographique* de J. Maitron. Deux représentants lyonnais de mutuelles d'employés de banque – Clément – et de commerce – Magnin – figurent davantage, à vrai dire, parmi les étoiles du congrès, ainsi qu'un médecin de Marseille, le docteur Millou, élu président de deux commissions sur sept. Mais n'oublions pas M. Bleton, le président de la Caisse générale de retraite de Lyon : le qualificatif de « honorable » que lui accole *Le Nouvelliste*[10] témoigne de ses liens avec les milieux catholiques conservateurs de la région. Il rassure. Sa parole en tout cas est moins combative que celle d'Alexandre Hippolyte Maze, le député de Seine-et-Oise, qui a déposé à la Chambre, à la fin de 1882[11] deux projets de loi sur les caisses de retraite et les associations de prévoyance mutuelle. Président d'honneur du Congrès, il fait cadeau à Pierre-Auguste Bleton de son livre chaud sorti des presses, *La lutte contre la misère*, et ne dédaigne pas d'assurer de commission en commission, la promotion de son projet de loi. C'est à lui, bien sûr, que revient le discours de clôture, ce grand moment de tout congrès. Malgré la modestie de son propos – « Je suis là pour apprendre » – nul n'en peut douter : le congrès de Lyon, c'est Maze superstar.




Aussi l'orientation majoritaire se structure-t-elle autour de son mutuellisme républicain et laïque. L'orientation majoritaire, mais non la seule. Autour de Vermont, le porte-parole de l'Émulation chrétienne de Rouen, se regroupent ceux, peu nombreux, qui entendent s'en tenir au concept de « secours mutuels », c'est-à-dire, selon eux, d'entraide à fondement religieux entre riches et pauvres, de charité, dira Maze ; ceux



qui refusent la notion de prévoyance et qui dénoncent à l'avance la politisation des modalités prévues par le projet Maze pour distribuer les subventions. Malgré sa forte personnalité et la hardiesse de ses interventions, Vermont est mis régulièrement en minorité soit en commissions soit en assemblée plénière. Peu soucieux – c'est le moins que l'on puisse dire – d'idéologie républicaine, il est au total radicalement marginalisé.

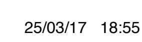
Il en va autrement de ceux que *Le Nouvelliste* appelle « les socialistes ». Venus de Saint-Étienne et de Vienne, de Lyon, de Grenoble et de Marseille, souvent porte-parole de sociétés explicitement ouvrières[12], ils s'élèvent victorieusement, dès le premier jour, contre les conditions prévues pour désigner les bureaux des commissions, ces lieux majeurs d'influence : ils en dénoncent l'autoritarisme. Leurs souhaits ? Comme Vermont, mais pour d'autres raisons, ils veulent diminuer le poids des politiques dans la répartition des subventions ; mais ils veulent aussi pousser l'État à en augmenter le montant et à faire davantage pour les retraites ouvrières. À leur tête, un militant de Saint-Étienne, Joly. Peut-être s'agit-il de cet Alphonse Joly qui, quatre ans plus tôt, au Congrès socialiste de Marseille, représentait les sociétés ouvrières stéphanoises ? Les soutiens qu'il rencontre le suggèrent, ainsi que son habileté tactique. Au total ces leaders non reconnus tels au départ, non légitimés en somme, vont empêcher le congrès de fonctionner pleinement au consensus. Ils y interviendront jusqu'à la fin, non sans trouver parfois de sérieux soutiens.



Lecture politique

C'est dire que l'étude du congrès est inséparable d'une approche politique. Certes, le mot fait problème. Le congrès se place en effet, dès le point un de son règlement, sous le signe du rejet de ce concept : « Toutes questions politiques ou religieuses sont et demeurent étrangères aux travaux du congrès ». Voire… Comment rester étranger à la politique à l'heure où la République, conquérante, reste un objet de culte ? Quel est donc le statut de cet interdit ? Voyons un peu.

Si H. Maze fait figure, au cours du congrès, de vedette longtemps attendue et enfin souveraine, le rituel qui se met en place en 1883 n'est pas encore associé à la société du spectacle. Il s'agit moins de promouvoir un homme que les orientations d'un projet, à vrai dire étroitement associé à son nom : le projet de loi Maze que la Chambre vient d'adopter, non



sans remaniements à la baisse, mais dont on sait qu'il va se heurter au Sénat à maints obstacles. Sur ce thème général, la première commission entend un long rapport : il prend la forme d'une étude comparative du décret organique de 1852 et du projet Maze auquel sont confrontées, de façon annexe, les propositions des deux congrès régionaux tenus l'année précédente.

Deux traits majeurs caractérisent le projet. La liberté d'abord. C'en est fini des demandes d'autorisation et des interdits auxquels étaient soumises sous l'Empire les sociétés simplement « autorisées », qu'on disait « libres » dans la mesure où elles ne subissaient pas la tutelle directe de l'État. Toute « association de prévoyance mutuelle » et notamment toute société de secours mutuels pourra se constituer de plein droit sans avoir à solliciter l'autorisation du gouvernement et sans que soit limité le nombre de ses membres. Il lui suffira de déposer ses statuts et la liste des noms et adresses de ses administrateurs (obligatoirement français), pour jouir de la personnalité civile, ester en justice, prendre à bail et acquérir les immeubles nécessaires à ses réunions : on reconnaît là les grandes lignes de la loi qui, à partir de mars 1884, va régir les associations syndicales. Les sociétés de secours mutuels pourront également faire des versements à la Caisse nationale de retraite pour constituer à leurs membres des pensions viagères : le rayonnement de la Caisse créée sous l'Empire se trouve ainsi comme élargi.




Incontestablement libéral, favorable au réseau associatif de protection mutuelle, conforme en ce double sens aux vœux, maintes fois exprimés sous l'Empire, notamment par les ouvriers, le projet Maze n'est pourtant pas « égalitaire ». Toutes les sociétés de secours mutuels sont libres certes de se constituer. Mais la catégorie « sociétés approuvées » prévue par le décret de 1852 subsiste. Certes, il n'est plus question que leurs présidents soient nommés par les pouvoirs publics[13]. Mais les subventions de l'État, maintenues, leur sont réservées en échange du strict maintien des statuts, déposés pour ce faire au ministère de l'Intérieur, ainsi que d'un état détaillé de leur situation financière soumise donc à contrôle. Une nouveauté cependant, que Maze fait valoir d'une voix sonore, les subventions ne seront plus réparties selon « l'arbitraire de l'Administration », mais par un Conseil supérieur de la mutualité de composition tripartite : hauts fonctionnaires, parlementaires, représentants des associations élus par leurs collègues, ces derniers étant minoritaires. Cette nouvelle



instance modifie indéniablement le mode d'intervention de l'État dans le champ, entrouvert, de la protection sociale.

Ce texte est sous-tendu par une philosophie dont H. Maze a dégagé les grands traits à plusieurs reprises, aussi bien dans les rapports qu'il a présentés à la Chambre et réunis dans son livre que lors de ses interventions au Congrès. Aux lois de « dictature » de l'Empire, il oppose la liberté républicaine, le « 89 de la Mutualité »[14], le droit à s'associer hors de tout contrôle : un droit nié en 1791 par la loi Le Chapelier à laquelle il n'est jamais fait référence, par crainte sans doute de blesser les « grands ancêtres ». Mais il ne s'agit pas ici de n'importe quelle association… Les sociétés de prévoyance ont vocation selon lui à combattre la misère. Et elles proposent une manière de la combattre. À la charité privée – pratique d'inspiration religieuse, étrangère à l'idéologie républicaine – à l'assistance publique, cette « charité officielle » à laquelle il accole, peu ou prou, le nom de Martin Nadaud, le maçon creusois devenu député républicain, auteur d'un projet alternatif du sien – Maze oppose la pratique de la prévoyance associative.



Certes, l'objection libérale, celle d'un Léon Say, d'un Jules Simon, n'est pas totalement retenue : comment légitimer si elle l'était la dotation étatique à laquelle aspirent les sociétés qui, depuis l'Empire, ont grandi sous le régime de l'approbation ? Et l'idéologie chrétienne n'est pas totalement récusée : les sociétaires, quasi unanimes, souhaitent continuer à bénéficier sinon de l'entregent des notables, du moins de leur argent. Mais c'est à la mise en forme collective de la prévoyance individuelle que la préférence est donnée : ce n'est pas à l'État de refaire la société en organisant l'assistance par prélèvement sur l'ouvrier et le patron[15], c'est aux individus de s'organiser et à l'État de créer les conditions favorables pour, ensuite, dès que possible, se désengager, quitte à exercer un contrôle, où interviendront les politiques, sur l'argent qu'il distribue tant qu'il le distribue. Mieux : alors que les chambres syndicales se proposent d'organiser les individus sur la base de la défense des salariés et du salaire, la mutualité, elle, entre tous les efforts que fournissent les travailleurs pour se protéger des malheurs de la vie, est présentée comme l'autre voie, celle qui, en tout cas, ne passe pas par la reconnaissance des classes, celle qui permet d'assurer la paix sociale.

Nous voici au cœur d'une des ambiguïtés du mouvement mutualiste. Maze ne s'aventure pas ici en solitaire. Non sans maintes nuances que,



seule, une analyse rigoureuse des débats parlementaires[16] permettrait peut-être de détecter, les républicains modérés – ce qui ne signifie pas, on le sait, qu'ils soient «modérément républicains» – sont à ses côtés. Eux aussi, sur ces bases, soutiennent les mutuelles, qu'il s'agisse des disciples de Gambetta mort quelques mois plus tôt – l'un d'eux, Waldeck-Rousseau, a retrouvé depuis février 1883 le ministère de l'Intérieur – ou des ferrystes dont le leader préside le conseil des ministres. La presse explicite ces choix : au silence des journaux radicaux qui misent sur le syndicalisme des métiers s'opposent les colonnes du *Temps* ou de la gambettiste *République française*, largement ouvertes aux communiqués et aux comptes rendus des sociétés de secours mutuels. Sans engager trop avant l'État – cet argument a plus de poids chez les amis de Ferry que chez ceux de Gambetta – la mutualité doit permettre, selon des plumes compétentes et averties, d'encourager l'esprit d'épargne et de consolider la société tout en faisant reculer la misère.



En ce début des années 1880 pourtant l'adversaire véritable ne se situe pas du côté des tenants d'un quelconque socialisme[17]. Les républicains qui ne sont maîtres que depuis 1879 de l'ensemble des pouvoirs publics savent combien cette maîtrise reste fragile dans la nation. Certes, ils achèvent de voter les lois laïques qui vont permettre de faire reculer l'emprise catholique antirépublicaine sur l'école et sur la jeunesse. Mais ils ont impérieusement besoin d'avoir à leurs côtés toutes les forces vives susceptibles de leur servir de relais dans la société civile. Parmi elles, les sociétés de secours mutuels. À condition qu'elles rejettent le patronage des curés sous lequel un certain nombre d'entre elles ont grandi pendant l'Empire, à condition en somme qu'elles se républicanisent et que leurs notables, leurs présidents, élus depuis 1870, se situent désormais du «bon côté». On ne s'étonnera pas dès lors que Maze ait dédicacé son livre «aux instituteurs et aux institutrices de France» : c'est à eux de relayer les prêtres, à eux d'éclairer enfants et parents sur les vrais moyens de combattre la misère «dans une société démocratique et républicaine» en prêchant l'épargne et l'entraide. La confiance des amis de Jules Ferry, comme celle de Maze, inscrit à leur groupe, va en priorité aux hussards de la République, messagers d'ordre vrai, d'économie et de prévoyance.

Vu sous cet angle, le congrès débouche sur un plein succès. Il marque une étape importante dans la républicanisation des sociétés de secours mutuels. Les adversaires du projet Maze doivent battre en retraite. Le





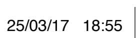
député de Seine-et-Oise fait approuver son texte à une écrasante majorité, malgré les vives contestations orchestrées en commission par les trublions du congrès, chrétiens à la Vermont, ouvriers plus ou moins socialistes ou gestionnaires mécontents. Complète, la victoire de Maze s'explique pour une part par ses capacités de débater : il a bien payé de sa personne, il a su isoler ses vrais adversaires. Mais plus profondément, elle repose sur la rencontre entre l'idéologie républicaine et le désir de s'organiser librement, dans la sécurité des nouvelles institutions, qui se manifeste au fil du congrès. Au soir du 9 septembre 1883, la pleine républicanisation de la mutualité est en route. Les instituteurs vont entreprendre à présent de mutualiser la société. Et l'État les aidera en témoignant, par de nombreuses « marques de satisfaction », l'estime où il tient les présidents de sociétés, ces bons serviteurs de la République. D'une certaine manière, il est dès lors secondaire que le Sénat rejette la loi Maze. Il faudra certes attendre 1898 pour que soit enfin votée la grande charte de la mutualité : le député de Seine-et-Oise était mort huit ans plus tôt ! Du moins avait-il eu le temps, en 1883, de rallier à son projet les congressistes réunis à Lyon.



Le retard mis à voter la loi Maze pose cependant plus d'un problème. Il renvoie en particulier aux mutations des mutuelles, aux nouveaux modes d'organisation qui émergent alors durablement dans la classe ouvrière, où le mouvement mutuelliste avait puisé l'essentiel de sa vigueur pendant la première moitié du XIXe siècle et au regard que l'État porte sur elles.

D'un projet politique à un projet social

Hippolyte Maze avait donc bien rempli sa fonction. Mais on se tromperait étrangement si on n'attribuait à son projet qu'une signification étroitement politique. Pour en prendre toute la mesure il convient, sans entrer dans les problèmes passionnants soulevés par les modes de couverture sociale en débat entre les mutualistes, de se référer aux rapports complexes qui, pendant ces années, s'instaurent entre le politique et le social. Pour l'essentiel, j'aborderai ces problèmes en référence à la classe ouvrière. Il me semble en effet qu'on ne peut comprendre l'évolution qui franchit en 1883 une nouvelle étape sans être sensible aux nouvelles



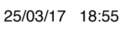


structures qui, à ce moment décisif, émergent durablement dans le monde ouvrier.

Dès la fin de l'Empire, en effet, s'était amorcée sérieusement la dissociation entre mission mutualiste et mission syndicaliste. Certes, les procès-verbaux de la Commission ouvrière constituée en 1867 à l'occasion de l'Exposition universelle faisaient état de pratiques mutualistes coïncidant dans divers métiers avec l'action revendicative de caractère syndical. Mais les ambitions du patronage impérial d'une part, le développement des caisses de secours patronal de l'autre, avaient rendu méfiants les ouvriers les plus désireux de « faire leurs affaires eux-mêmes » et avaient orienté nombre d'entre eux, dès que, en 1867-1868, les chambres syndicales avaient été tolérées, vers ces formes d'organisation et d'action qui firent leurs preuves lors des grandes grèves de la fin de l'Empire[18]. Et la répression étatique, qui culmina lors de la Commune de Paris et des Communes de province, avait atteint assez souvent celle des sociétés qui avaient vécu en symbiose avec les chambres syndicales ou leur avaient servi de support. La crise ainsi ouverte dans la mutualité ouvrière est plus grave que celle déclenchée par les premiers décrets impériaux qui avaient tendu à privilégier, par le régime de l'approbation, les mutualités à base territoriale et donc interclassistes sur les sociétés de métier. Beaucoup de sociétés ouvrières avaient en effet préféré alors la pauvreté et la liberté de classe. C'est devant de tout autres dilemmes qu'elles se trouvent placées lorsque l'Empire s'achève et que démarre la République.



D'autant que c'est bien autour des syndicats que se manifeste dès le lendemain de la Commune et plus encore après la suppression, en avril 1876, de l'état de siège, la vitalité ouvrière. Des syndicats qui certes ne s'affichent pas révolutionnaires au sens véhément du terme – de Londres où l'exil les a conduits, Blanqui et ses amis le leur reprochent assez[19] –, des syndicats tout de même, et non des sociétés mutualistes. Dès 1876, il existe dans la capitale une centaine de chambres syndicales qui pour changer le monde, pour se libérer du joug patronal, ne placent leur confiance ni dans la barricade, ni dans la grève, mais, pour quelque temps encore, dans la coopérative de production : celle-ci leur paraît susceptible de faire progresser le « socialisme » dont souvent elles se réclament, alors que la mutualité – qu'elles ne rejettent pas, mais dont les groupes les plus ardents ont cessé de débattre – leur semble pauvre en



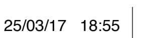


perspectives. Ces débats dominent les congrès ouvriers de 1876 à 1879. Ils tirent leur force des organisations nationales que commencent à se donner certains métiers, voire certaines industries : la première fédération de métier vient au monde chez les chapeliers en 1879, la première fédération d'industrie – dominée, à vrai dire, par un métier roi, la typographie – chez les ouvriers du livre en 1881[20]. Et, en 1883, voici, éphémère, la première fédération des mineurs. L'organisation des ouvriers du livre, par sa stabilité et son enracinement dans le mutualisme constitue un observatoire particulièrement intéressant pour notre propos : lorsqu'elle se constitue en effet, en réponse à l'échec d'une dure grève parisienne, elle ne se donne, outre l'éducation syndicale de ses adhérents, qu'un objectif : la défense du tarif, du salaire. Il faudra de longues années pour que son secrétaire général, Keufer, parvienne à réintégrer le service de mutualité dans les activités syndicales.

La structure syndicale va également servir de base aux premières ébauches de parti ouvrier qui naissent en symbiose avec elle, comme le syndicat naguère avait grandi en symbiose avec la société de secours mutuels. Parti ouvrier : ce projet serait cependant incompréhensible sans la libération du suffrage universel que rend possible la République et, très concrètement, sans la fin en 1878-1879 de ce véritable cauchemar, l'ordre moral, imposé un temps par toutes les droites, bref sans une nouvelle conjoncture. Avec la Fédération du Parti des travailleurs socialistes de France portée sur les fonts baptismaux lors de « l'immortel congrès » de Marseille en octobre 1879, s'affirme, à travers le projet de candidatures nationales, la volonté d'autonomie électorale ouvrière associée à un projet collectiviste auquel de nombreux socialistes et anarchistes, renonçant à placer leurs espoirs dans la coopération, se sont finalement ralliés. Voilà qui inquiète fort les républicains modérés : « Dans notre société démocratique (en effet) qu'est-ce que l'ouvrier d'aujourd'hui si ce n'est le bourgeois et le patron de demain et d'après-demain ? » s'écrie Maze[21]. Et de conclure : ni parti ouvrier, ni parti bourgeois, « il n'y a que des Français ».



Sur le moment cette inquiétude s'avère excessive. Entre 1880 et 1882 le projet d'un parti ouvrier unique échoue : le temps des sectes s'ouvre avec la dispersion politique et doctrinale, avec l'éclatement des socialistes. Quant au syndicalisme, non seulement, à quelques exceptions près, il reste émietté, mais encore il marque le pas quand débute la crise





industrielle : les mouvements de grève fléchissent en 1883 par rapport aux « bonnes années » précédentes ; surtout quand l'augmentation du nombre des mouvements inorganisés – 47 % du total[22] – atteste que reste modeste la prise des syndicats sur la vie ouvrière.

Y aurait-il là une chance à saisir pour les mutuelles ouvrières ? En tous cas le mouvement mutualiste, dans son ensemble, ne s'en saisit pas. Le congrès de 1883 semble étrangement étranger à la conjoncture : alors que la crise s'abat avec violence sur la France, en commençant il est vrai par la capitale[23], orateurs et rapporteurs gardent sur elle un profond silence. On les dirait comme aseptisés, à l'écart tout au moins des tragiques réalités ouvrières du moment, absorbés dans la permanence du social ou dans l'instant politique. Au reste la décrue syndicale doit être relativisée : d'ores et déjà le syndicalisme a dépassé le seuil en deçà duquel il aurait pu être sérieusement menacé.

C'est bien pourquoi d'ailleurs gambettistes – eux surtout – mais aussi radicaux se penchent finalement avec prédilection sur les associations purement ouvrières et, notamment, sur les syndicats. Que l'État ne puisse plus rester à l'écart des problèmes vécus et posés par la classe ouvrière, les plus lucides d'entre eux – même s'ils sont encore peu nombreux – l'ont compris : « Ce qui, à mon avis, différencie surtout des époques antérieures, l'époque à laquelle nous vivons, ce n'est pas qu'il y ait plus de misère, plus de chômage, mais c'est qu'on s'en préoccupe davantage »[24], déclare Waldeck-Rousseau. À l'État donc de réglementer, là où son intervention peut être socialement, et même politiquement, la plus efficace. Le syndicat, organisation proprement ouvrière, est vu comme l'instance à travers laquelle les travailleurs, librement organisés, pourront prendre place dans la société civile, comme le lieu aussi à partir duquel pourra être limitée la contestation politique révolutionnaire, qu'elle soit d'inspiration socialiste ou anarchiste, n'importe. C'est dans ces conditions que la loi sur les syndicats sera finalement votée en mars 1884.



Les mutuelles finalement n'ont pas été perçues par les républicains de la même manière. Si ni le projet Nadaud, ni le projet Say, ni même le projet Maze, pourtant porté par le congrès, n'aboutissent, c'est peut-être parce qu'il convenait d'abord d'achever de les républicaniser : les syndicats eux, nés républicains, n'en avaient guère besoin. Mais peut-être aussi parce qu'une bonne partie d'entre elles – combien ? – avaient cessé d'être purement ouvrières, ou n'étaient plus ouvrières du tout. On pouvait sans





doute en attendre, du point de vue des républicains du gouvernement, d'utiles rencontres interclassistes. Elles pouvaient en revanche difficilement réguler les comportements d'une classe ouvrière qui prenait conscience de son statut diffèrent, voire séparé, dans la société globale.

Que ces premières lectures du congrès de septembre 1883 soient réductrices à l'extrême, aucun doute. Pour des mutualistes, l'essentiel est ailleurs : dans la discussion sur les retraites déjà largement ouverte, y compris par les mineurs et leurs organisations ; dans le débat qui s'amorce sur le droit de tous à la santé. Ces quelques pages n'ont eu qu'un triple objectif : souligner d'une part la rupture politique que le congrès instaure clairement dans le mutualisme en ralliant explicitement aux principes de liberté, à la République, les sociétés qui y sont représentées ; mettre en évidence, en même temps, le caractère durable de l'évolution engagée sous l'Empire : si l'on veut que fonctionne la protection mutualiste, il y faut l'aide financière et donc d'une certaine manière un certain contrôle de l'État ; faire apparaître enfin le recul de l'audience mutualiste dans la classe ouvrière, à travers l'intérêt au total modeste que le parlement et le gouvernement portèrent au congrès alors que le débat sur la législation des syndicats allait enfin aboutir.





« Premières lectures du congrès de 1883 » *in* **Autour du premier congrès des sociétés de secours mutuels,** ***Prévenir*****, n° 9, pages 75-85, Société coopérative d'édition de la vie mutualiste, mai 1984**



Mouvement syndical et santé en France, 1880-1914

Mouvement ouvrier : à la différence de classe ouvrière (éventuellement au pluriel : classes ouvrières), de peuple ouvrier, voire de « les ouvriers », ce concept renvoie aux institutions qui se sont difficilement structurées au cours du XIXe siècle et du début du XXe pour représenter et défendre les travailleurs : sociétés de secours mutuels, coopératives, syndicats, partis socialistes. On rougit de rappeler – mais il est parfois nécessaire de rougir – que le discours anti-institutionnel, indispensable dans la mesure où il souligne la distance qui sépare toujours les représentants des représentés, n'est pas pour autant toujours innocent. Délégitimer les organisations ouvrières non seulement en rappelant en permanence cet écart, mais en en tirant la conclusion que « la vérité » est ailleurs, voici une vieille stratégie dont l'historien du monde du travail pèse à chaque instant les conséquences. Faut-il ajouter qu'à aucun moment et dans aucune société, dans aucun pays, le mouvement ouvrier globalement entendu ne constitue un bloc et que des tensions plus ou moins sérieuses peuvent y être repérées même lorsqu'elles n'éclatent pas au grand jour ? Il en est ainsi tout particulièrement en France pour le long quart de siècle qui sépare la victoire des républicains (1879) et la Grande Guerre : cette époque où le syndicalisme et la mutualité conquièrent enfin la liberté de s'organiser et où les petits partis socialistes parviennent – temporairement ! – à s'unifier, cette époque aussi où les formes nouvelles revêtues par la révolution industrielle créent les conditions nécessaires à leur essor. Un essor volontiers conflictuel dès lors que les organisations qui se





réclament du mouvement ouvrier se cristallisent petit à petit à partir d'une matrice qui leur fut assez longtemps commune. Or, au fil de cette cristallisation, c'est le mouvement syndical qui émerge comme la force ouvrière principale. Ses premiers cadres sont certes souvent venus des sociétés de secours mutuels, mais celles-ci, quand il y a eu rupture, tendent le plus souvent à se notabiliser dans le cadre d'une politique de républicanisation voulue par le nouveau régime : pour la conduire, celui-ci ne manque pas d'arguments[1] et ceux-ci – voyez Barberet et le barberétisme – ne manquent pas d'efficacité. Le syndicalisme français d'autre part, la chose est connue, ne s'est construit ni, comme en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, en tant que relais social du socialisme politique – c'est ce qu'on appelle la social-démocratie –, ni, comme en Grande-Bretagne, en tant que matrice du travaillisme. Jusque dans leurs rapports complexes avec les partis et les institutions de la République, les voix ouvrières font entendre, à travers les syndicats, une volonté d'autonomie, certes fort diversifiée, réelle cependant.




Ainsi s'explique le caractère limité de cette communication. Elle prend pour pivot le mouvement syndical à l'heure où il s'organise nationalement : 1886, naissance de la Fédération des syndicats ; 1892, naissance de la Fédération des Bourses ; 1895-1902 : long accouchement de la CGT, seule organisation confédérale jusqu'à la guerre, à l'exception de la structuration tardive et éphémère des syndicats « jaunes »[2]. À l'heure aussi où il se dote d'une idéologie proclamée majoritaire, le syndicalisme d'action directe ou syndicalisme révolutionnaire. À l'heure d'un rayonnement bruyamment affirmé, déjà largement contesté, il est vrai, pendant les années qui précèdent le grand massacre. Ni les pratiques mutualistes, ni les propositions socialistes ne sont totalement absentes de cet exposé, mais leur présence tourne autour d'un axe : le syndicalisme fédéré puis confédéré. D'où l'utilisation de sources spécifiques qui constituent un corpus restreint mais relativement homogène : comptes rendus des congrès interprofessionnels (Fédération des syndicats, des Bourses du travail, CGT) et des congrès d'hygiène des travailleurs où, à partir de 1904 et jusqu'en 1907, la présence active d'ouvriers syndiqués est attestée à côté de médecins de plus en plus nombreux ; comptes rendus des congrès de quelques fédérations de métiers et d'industrie, essentiellement l'Alimentation, le Bâtiment, le Livre et le Verre, bref des branches professionnelles à haut risque en matière d'accidents du travail et de maladies



professionnelles[3] ; les enquêtes sociales à condition qu'elles impliquent les syndicats et les syndiqués comme acteurs[4] ; la presse syndicale enfin[5], mais sans qu'une exploration systématique ait pu être conduite : à thème trop neuf, brefs coups de sonde.

Une relative indifférence

Les congrès en particulier constituent une source exceptionnelle, en raison de leur régularité – les rythmes peuvent d'ailleurs varier considérablement selon les industries[6] – des confrontations nationales auxquelles ils donnent lieu et du vote par mandat qui oblige, en principe et souvent en pratique, les délégués même lorsque, pour des raisons d'économie, chacun d'eux est titulaire de plusieurs mandats[7]. À s'en tenir à leurs comptes rendus ainsi qu'à l'ensemble des sources que je viens d'énumérer et en décidant délibérément d'en faire, en un premier temps, une lecture au premier degré, on est frappé, dès lors qu'on les interroge sur la place tenue par les problèmes de santé, de la relative indifférence avec laquelle ceux-ci sont abordés. Il est bien maigre, l'espace qui leur est réservé. Jacques Léonard l'avait déjà noté[8] : parmi les congrès ouvriers tenus entre 1880 et 1899, un petit quart seulement ont évoqué les accidents du travail, les maladies professionnelles, l'hygiène à l'usine. Et même si, entre 1900 et 1909, le pourcentage, en augmentation nette, s'élève à un bon tiers – je reviendrai sur cette évolution –, même si ces calculs peuvent souffrir quelque lacune et s'ils s'arrêtent cinq ans avant la guerre, le total reste faible. Au reste quand les problèmes du corps sont abordés, c'est le plus souvent, surtout dans les congrès fédéraux, in extremis, et le temps qui leur est imparti, alors même qu'ils figuraient explicitement à l'ordre du jour, en est abrégé d'autant. De brefs débats, aucun souvent, ou du moins le compte rendu n'a pas jugé bon de les reproduire et nulle protestation ne s'élève à ce sujet. Une résolution souvent votée à l'unanimité. Ajoutons que, s'il arrive à un militant d'insister – ainsi au congrès de l'Alimentation en 1904 – pour que les problèmes d'hygiène, « impérieux », soient posés de façon à mobiliser, au-delà des travailleurs les plus « conscients », l'intérêt des « parias de l'alimentation » et à leur ouvrir à la fois la voie de la santé et celle du syndicalisme, le congrès écarte la proposition et préfère s'attarder longuement sur une revendication non négligeable des garçons de café : le droit à porter moustache.







On peut certes ne pas tirer de conclusions majeures de l'absence de réponses au fameux questionnaire rédigé par Marx et diffusé à 20 000 exemplaires, en avril 1880, par la Revue socialiste[9], à une date où son directeur, Benoît Malon, entretenait d'étroites relations avec ceux qu'on commençait d'appeler les guesdistes. Le nombre important de questions relatives, sur une centaine au total, à l'état de santé des ouvriers dans telle ville ou telle industrie, aux causes de leur fatigue, au respect ou à l'ignorance par le patronat d'un minimum de règles d'hygiène et de sécurité, souligne en tout cas le sens du concret, le souci du corps ouvrier chez l'auteur du questionnaire. Les réponses après tout ont pu être égarées et rien n'interdit d'espérer les retrouver. En revanche, vingt ans plus tard, grâce à La Vie ouvrière en France[10], nous connaissons les conclusions de l'enquête menée par Fernand Pelloutier pour l'Office du travail : non seulement Pelloutier consacre un chapitre entier, nourri d'informations précises, à « la mortalité professionnelle » – absence d'hygiène dans les ateliers, maniement de matières premières dangereuses, accidents – mais tout en recentrant sur la vie au travail les causes de l'exceptionnelle mortalité ouvrière, tout en se distinguant ainsi de la tradition hygiéniste, il n'oublie pas que l'ouvrier vit aussi hors de l'atelier et il reprend à son compte la « fatigue », ce concept à l'époque peu médicalisable mais à travers lequel s'exprimait obscurément le vécu des prolétaires. Moins de dix ans plus tard, en 1908, c'est sous l'intitulé La Vie tragique des travailleurs[11] que Léon et Maurice Bonneff, deux socialistes qui collaborent aussi à la presse syndicale – La Vie ouvrière à partir de 1909, La Bataille syndicaliste à compter de 1911 – regroupent des reportages centrés exclusivement, eux, sur un certain nombre d'industries pathogènes, grandes, moyennes ou petites.




Manière de dire que l'enquête ouvrière militante, de Marx aux frères Bonneff, va autrement plus loin que les congrès. Manière aussi, si nous revenons à ces derniers, de marquer cette différence jusque dans le discours de légitimation tenu pour fonder les revendications essentielles, celles qui visent la diminution de la durée du travail. À l'ordre du jour du syndicalisme interprofessionnel, dès le premier congrès de la Fédération des syndicats en octobre 1886[12], non seulement elle ne fait pas encore l'unanimité – les selliers, la pelleterie y sont hostiles –, mais, à l'exception, notoire, des mineurs dont le porte-parole, Rondet, développe une argumentation spécifique très nourrie, en termes de santé,



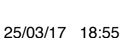
c'est, pour l'essentiel, un autre argumentaire que celui de la fatigue du corps qui est majoritairement déployé : diminuer la durée du travail, cela doit permettre d'une part de réduire le chômage, d'autre part de laisser à l'ouvrier du temps pour s'instruire dans son syndicat ou son groupe d'études sociales[13]. Il en sera de même au congrès de la CGT à Rennes, en 1898 ; à son ordre du jour, le repos hebdomadaire à partir d'un rapport nourri présenté par Beausoleil : jouir de la société de ses semblables, goûter le plaisir d'être « un homme vivant, pensant, jouissant et non une bête de somme », contribuer à l'instruction de ses enfants, toutes ces raisons sont avancées avant que, in fine, le rapporteur indique que l'ouvrier doit aussi « reposer ses membres fatigués ». Et, lorsque, un peu plus tard, la CGT lance sa campagne pour la « semaine anglaise », c'est sur le droit des travailleurs à vivre un peu en famille – le droit en somme à une vie privée – que se fondent affichettes et cartes postales, davantage que sur le droit à la santé[14].

En quête de raisons…



Est-il possible de comprendre ou tout au moins d'entrevoir les raisons de cette attitude un peu « blanche », de cette semi-indifférence attestée sur un quart de siècle par les congrès ouvriers ? La lecture d'autres textes, une lecture au second degré de ceux-ci, permettent d'aller au-delà de l'apparente évidence – les syndicats se taisent sur les problèmes de santé parce qu'ils vont de soi : nul besoin d'y revenir – et d'atteindre des motivations qui renvoient plus profondément à la mentalité ouvrière.

Prière de se souvenir tout d'abord des ancêtres directs du syndicalisme français : des sociétés ouvrières de toute nature, souvent héritées du XVIIIe siècle malgré les interdits liés à la loi Le Chapelier, maintenues et renouvelées au titre et au nom de l'honneur ouvrier autant que des intérêts du métier[15]. Longtemps hostile au travail féminin et à la syndicalisation des femmes[16], le syndicalisme demeure à la fin du XIXe siècle très masculiniste. À ses yeux ce qui touche à la maladie, à la fatigue même, non seulement concerne par priorité ces « petites natures », les enfants et les femmes, mais relève du sexe faible, tout comme la prime éducation donnée aux enfants. Femme soignante : la sage-femme qui a remplacé la matrone et que le médecin n'a pas encore éliminée des pratiques d'accouchement en milieux populaires[17] ; l'infirmière religieuse,





la « petite sœur », la « cornette blanche » que les laïques ne remplaceront, même à l'hôpital, que lentement au début du XXe siècle[18] ; l'épouse, la compagne qui donne les premiers soins ou qui assiste, souvent jusqu'à la mort, son compagnon. Que de femmes associées aux moments difficiles, aux atteintes à la santé ! Affaire de femmes, celle-ci ne mérite donc guère qu'on s'y attarde, à peine qu'on la nomme. C'est au nom d'arguments plus virils que les revendications qui unissent la classe doivent être formulées.

Ce masculinisme est effet inséparable du profond ouvriérisme qui confère pour une large part sa couleur au syndicalisme français. Ce n'est pas l'homme seulement, c'est l'ouvrier conscient de sa force, qui refuse de s'attarder sur les questions de santé à la différence des bourgeois efféminés. Michel Pigenet a cité dans sa thèse[19] la réponse de cet ouvrier mouleur de Rosières, dans le Cher, qui répondait au questionnaire de 1884, la première enquête officielle dans le cadre de laquelle des ouvriers ont eu la parole : il jugeait « bonne » l'hygiène des ateliers de Rosières et affirmait que son métier n'était pas insalubre alors que la poussière de charbon et de sable inhalée à longueur de journée par les mouleurs remplissait les alvéoles de leurs poumons. L'honneur ouvrier veut que l'individu réponde à ces atteintes par le mépris, par la vigueur du corps. Il exige le rejet du misérabilisme. Puissant – les beaux dessins de Steinlen, porteurs de stéréotypes, le donnent ainsi à voir[20] – l'ouvrier, le jeune ouvrier surtout, le syndicaliste donc, est aussi un homme libre : si, lors du congrès de l'Alimentation, en 1904, l'attention se déplace si rapidement des « questions de l'hygiène » à la « question de la moustache », c'est que le droit de la porter, aussi élémentaire que celui de la barbe pour les militaires aux temps maudits du Second Empire, est refusé aux garçons limonadiers par des employeurs « despotiques ». L'esprit d'indépendance ouvrier, l'énergie ouvrière ne peuvent l'admettre. Il faut lutter. Le syndicat lui-même, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, force motrice de la CGT, a comme tâche essentielle la lutte, seule digne d'une classe qui se donne pour objectif la « disparition du patronat ».





L'ouvriérisme de classe s'accompagne – comment en serait-il autrement ? – d'une sérieuse suspicion à l'égard des « professionnels » de la santé ouvrière dont le nombre va croissant au tournant du siècle. Je n'insisterai pas sur les parlementaires, même si, pour ne citer qu'un exemple, il y a matière à clabauder lorsque la loi interdisant l'usage du





blanc de céruse, demandée par les associations de peintres en bâtiment depuis les années 1840[21], n'est votée par le Sénat qu'en 1909… pour n'être appliquée qu'en 1915 ! Le faible rendement législatif de la Troisième République est bien connu. Au reste le syndicalisme n'en rend pas responsables ceux des socialistes qui travaillent à de « bonnes lois » : un Jaurès, un Jules-Louis Breton, un Vaillant ; Millerand lui-même, malgré sa rapide évolution, conserve l'estime des ouvriers qu'il rencontre en 1904, au premier congrès de l'hygiène des travailleurs et qu'il retrouve en 1907. Non, ceux dont le mouvement syndical conteste les compétences et le dévouement, ce sont des hommes directement et quotidiennement liés à l'accident, à la maladie : inspecteurs du travail, juristes et médecins, bref des spécialistes.

C'est sur l'inspection du travail que le débat est le plus longtemps, le plus sérieusement ouvert[22]. L'attente syndicale s'appuie en particulier sur la loi sur les délégués ouvriers que les mineurs ont obtenue en 1890 au prix d'un véritable forcing. Pourquoi les inspecteurs chargés de veiller à l'application, dans les ateliers, des lois sur l'hygiène, la sécurité, le travail des femmes et des enfants ne sont-ils pas eux aussi élus alors que les textes qui organisent leur corps sont postérieurs de deux ans à la loi qui a créé les délégués mineurs ? Au congrès des Bourses de 1898 un long débat s'engage sur ce thème : faut-il exiger des inspecteurs élus par les ouvriers ou, pour tenir compte des « connaissances spéciales », hélas nécessaires[23], vaut-il mieux que les Bourses proposent des candidats au gouvernement ? Six ans plus tard, lors du premier congrès d'hygiène des travailleurs, en présence d'assez nombreux inspecteurs, et malgré le rapport nuancé présenté par Deslandres, ce n'est qu'un cri : de dérogations en dérogations, de silences en silence, ces « fonctionnaires » ont failli. Impossible de les contrôler : on ne contrôle pas l'État. Il faut les élire, « comme les prud'hommes », propose Bourderon, du Tonneau[24]. Son apostrophe condense toutes les attaques : « Oui, messieurs les inspecteurs, vous êtes sous le coup d'une certaine suspicion de la part des ouvriers […]. Je ne dis pas que cette suspicion soit justifiée, mais elle existe et la plupart des ouvriers voient dans l'impossibilité où vous vous trouvez actuellement de remplir votre devoir une certaine complaisance à l'égard des patrons »[25]. Et les avocats-conseils ? les médecins ? Les rapports que les syndicats, les Bourses du travail entretiennent avec eux se multiplient après le vote de la loi de 1898 sur les accidents du travail :





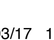


conseils juridiques, prolongation de convalescence, propositions d'indemnisation, autant de raisons, jadis lointaines, aujourd'hui urgentes, de ne plus les tenir à l'écart. Des ouvriers instruits, spécialisés ne pourraient-ils remplacer avantageusement les avocats-conseils ? C'est ce que suggère Clément Beausoleil qui rapporte sur ce thème en 1910 devant le congrès des Bourses du travail. Une étude parmi d'autres, qui fera son chemin : le syndicaliste expert. On ne remplace pas en revanche un médecin même quand on l'accuse d'être désormais recruté par la compagnie d'assurance et docile à ses injonctions[26]. Alors que faire ?

Nous allons y revenir : ces problèmes ne se sont guère posés avant le début du XXe siècle. Mais il nous faut auparavant évoquer, à partir du monde médical, la longue méfiance du syndicalisme français à l'égard de l'hygiénisme : elle est en effet pour beaucoup dans les discours qui maltraitent la santé. Un vieux mot, l'hygiénisme : regards, méthodes, pouvoirs, il est à l'œuvre dès la Restauration[27]. Un vieux thème sur lequel se rencontrent, depuis le Second Empire surtout, médecins et architectes, confiants dans les transformations édilitaires, étrangers aux préoccupations authentiques de la classe. Les Pelloutier ne le leur envoient pas dire en 1900[28] ; on meurt davantage à Paris sur les hauteurs de Ménilmontant où l'air pur côtoie la misère que dans l'insalubre vieux quartier du Temple peuplé de gens aisés ; l'essentiel ce n'est pas l'environnement, ce n'est ni le soleil, ni le logement, ni le tout-à-l'égout, mais la nourriture et le repos ; les huit heures et un bon salaire, voilà ce qui fait la force de la classe. Cette conclusion qui théorise, par d'autres voies que celles de la sociabilité et de l'être ensemble, le peu d'intérêt porté aux conditions de logement par le mouvement ouvrier, l'enquête d'initiative parlementaire réalisée à Lille en 1903-1904 auprès de 1845 ouvriers du textile l'étend à l'hygiène des ateliers : leur insalubrité est moins coupable de bronchite chronique et tuberculose, elle crée moins de « tousseurs » que le surmenage physique et l'insuffisance de l'alimentation générée par un trop maigre salaire[29].

Experts contre experts : les syndicats lorsqu'ils rejettent les présupposés méthodologiques de l'hygiénisme tentent donc d'étayer leurs points de vue sur des enquêtes qui prennent en charge les pratiques ouvrières. C'est avec plus de véhémence encore, et plus d'unanimité, qu'ils s'élèvent contre la prétention des médecins hygiénistes à moraliser les ouvriers en combattant l'alcoolisme. Ici encore, Pelloutier, convaincu pourtant de





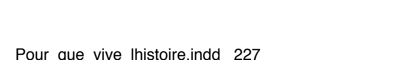


ses dangers, ouvre la voie : l'alcoolisme n'est pas « une des plus menaçantes des maladies sociales »[30]. Le serait-il, il apparaît comme une conséquence de l'excès de travail, il est vécu comme un excitant par ceux qu'affaiblit une insuffisante nourriture. Et, des plus combatifs aux plus modérés, tous les ouvriers syndiqués qui ont accepté d'être délégués au premier congrès d'hygiène des travailleurs se coalisent contre les médecins pour s'opposer à l'interdiction des boissons alcoolisées dans les ateliers – vingt-trois voix contre vingt, le directeur du Travail, Arthur Fontaine ayant publiquement annoncé qu'il votait avec les ouvriers : « l'ouvrier ne verrait pas d'un bon œil que l'inspecteur du travail » s'en préoccupe[31]. On peut certes interpréter diversement ce vigoureux refus, le seul auquel les médecins se sont heurtés dans ce congrès auquel ont accepté de participer des ouvriers qui n'étaient pas radicalement hostiles à l'hygiénisme. Cette explication de textes, éventuellement plurielle, débouche sur une impasse. Au troisième congrès d'hygiène des travailleurs, la motion votée englobe toute l'hygiène des ateliers et, une fois de plus, en récuse jusqu'à la pertinence : « le surcroît des heures de travail est un empêchement matériel pour les travailleurs de prendre les mesures d'hygiène les plus élémentaires »[32].

Ainsi s'éclaire la parole, étrange pour un non initié, proférée par le rapporteur sur « l'hygiène dans l'imprimerie » au congrès de la FFTL en 1905 : « Tout d'abord, la question de l'hygiène peut sembler un peu déplacée dans un congrès ouvrier »[33]. C'est que, face à la thèse du consensus hygiéniste[34], les syndicats et les syndiqués entendaient accorder la priorité aux revendications susceptibles d'unifier la classe. Les médecins hygiénistes avaient plutôt accru que fait reculer, quelle que fut leur bonne volonté, la suspicion qui s'attachait déjà aux « médecins des compagnies ». L'hygiénisme fonctionnait comme un frein supplémentaire à la prise de conscience militante des problèmes de santé.

Une évidente évolution

Et pourtant… Non seulement certains syndicats n'hésitent pas à les intégrer explicitement dans leur stratégie dès le début des années 1880, dès leur naissance – ainsi les mineurs – mais, pour la très grande majorité d'entre eux, et pour la CGT elle-même, pour les Bourses du travail en







particulier, les comportements et les discours évoluent nettement pendant la décennie qui précède la guerre.

Il faudrait des pages et des pages pour en faire entrevoir les raisons. Reine de la législation du travail, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents trône au cœur de ce dispositif[35]. En renversant la preuve de la culpabilité en matière d'accidents du travail, elle ne se borne pas à inciter les patrons à souscrire des assurances-accidents : elle ouvre la voie à une jurisprudence complexe dont les ouvriers ne sortent pas forcément vaincus, contrairement aux craintes qu'elle avait souvent suscitées. Du coup son extension à ces catégories qu'elle excluait au départ ou à d'autres aspects tragiques du malheur ouvrier devient objet de lutte : objectif syndical donc, qui contraint à prendre au sérieux la diversité de l'appareil d'État. Limitée au départ aux entreprises industrielles, elle est ainsi étendue aux entreprises commerciales en avril 1906 ; mais il faut encore des années pour que le patronat forestier, bien soutenu par les magistrats qui dénoncent les interprétations abusives de la loi par le Conseil d'État et par le Sénat, finisse par céder[36]. Que la loi soit, dans sa conception même insuffisante, les ouvriers n'en doutent certes pas, mais ce sont les socialistes plus que les syndicalistes qui se font en ce domaine leurs porte-parole[37]. En revanche son extension aux maladies propres aux métiers fait l'objet, très tôt, d'un débat syndical de longue durée. Les arguments invoqués par le rapport sur « l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail » présenté en 1903 par la Commission d'hygiène industrielle ne sont pas seulement repris par les milieux socialistes. Des syndicalistes comme Niel – un temps secrétaire de la CGT en 1908-1909, entre Griffuelhes et Jouhaux – en tirent une définition élargie de l'accident du travail, adoptée par la commission ad hoc lors du congrès des Bourses de 1910[38]. Et voici les syndicats engagés sur une voie ancienne[39] à laquelle le syndicalisme ne peut adhérer sans réserve : le repli sur les maladies propres aux différentes professions, sur l'hygiène de l'atelier, bref sur les atteintes à la santé directement associées au milieu de travail, ne laisse-t-il pas entrevoir à l'horizon comme un rétrécissement, une spécialisation en tout cas, des objectifs unifiants de la classe ? Rude contradiction, embryonnaire certes, mais…



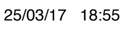

C'est pourtant dans ce sens qu'au tournant du siècle se dirigent les milieux socialisants qui s'investissent dans la gestion étatique du travail. En flèche, voici Millerand, premier ministre socialiste du Commerce et



de l'Industrie en juin 1899 dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Après ce taureau râblé, entre en scène le fringant Viviani, premier ministre du Travail en 1906. Ils ne sont ni de la même eau, ni de la même taille, et leur œuvre reste mal connue. La forte personnalité d'« Alexandre » l'oriente en tout cas vers la protection concrète de la santé au travail[40] ; des convictions qu'il partage avec des pastoriens, éminents représentants, quasi officiels, de la médecine, tel le docteur Brouardel[41] : « il est plus facile de prévenir que de guérir », l'hygiène de l'atelier ne saurait être négligée au bénéfice de l'hygiénisme local. Homme de terrain, il nomme des parlementaires socialistes, Jaurès en personne, au Conseil supérieur du Travail, une instance née en janvier 1891 et, reprenant un projet du radical Gustave Mesureur qui avait alors échoué devant l'opposition des conservateurs, il décide par décret que les représentants des syndicats ouvriers seront désormais élus par leurs pairs. Il crée la Commission d'hygiène industrielle chargée d'élaborer diverses prescriptions. Surtout il investit son autorité et son prestige dans le congrès international pour la protection légale des travailleurs qu'il organise en juillet 1900 dans le cadre des congrès officiels de l'Exposition universelle[42]. Une rencontre qui ne reste pas sans suites : l'Association internationale qui en sort se subdivise en sections nationales ; la section française voit le jour en mars 1901. Les subventions de l'État restent maigres, ô combien ! : quelques milliers de francs. Mais la multiplication des initiatives est portée au crédit du ministre. Certes Millerand va accumuler plus tard bien des haines sur sa tête, mais il n'est pas certain que, dans les milieux syndicalistes, chez les plus réformistes en tout cas, le jugement flatteur porté sur une œuvre qui se voulait concrète, palpable, n'ait pas survécu au discrédit jeté sur son évolution politique. En tout cas, après la démission du cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1902), après son exclusion de la fédération socialiste de la Seine (janvier 1904), il continue pendant quelques années à fréquenter les congrès d'hygiène des ateliers. Le courant qu'il a représenté va rester vivant dans la mouvance socialiste, dans la mouvance réformiste syndicale aussi – mais avec moins d'éclat – jusqu'à la guerre : davantage finalement grâce au jeune Albert Thomas, un travailleur acharné lui aussi et lui aussi un réalisateur passionné[43], que par l'éloquent et fragile Viviani.

Les mutations de la société industrielle sont inséparables en France de ce nouveau regard porté par l'État sur l'hygiène au travail et des







nouvelles attitudes syndicales. Dans un pays où la démographie ouvrière, longtemps vivace, a commencé de fléchir, la vigoureuse croissance de l'industrie au début du siècle nouveau est largement dépendante de l'appel aux femmes et aux travailleurs étrangers : des ouvriers peu qualifiés dont il faut élever le « rendement »[44] en utilisant mieux leur potentiel physique, en réalisant leur adaptation à un matériel plus simple, les fameuses machines spécialisées. Avec une plus forte parcellisation des tâches s'amorce le recul – non pas la mort, pourtant cent fois annoncée – des ouvriers professionnels, s'esquisse le personnage nouveau de l'OS. Le patronat peut moins se permettre désormais de gâcher la matière humaine. La « débilité de la race », concept associé à l'idée, répandue, d'une décadence généralisée[45], devient objet d'inquiétude d'autant qu'on commence à entendre gronder les menaces de guerre. Les syndicats qui ont conscience de la défaite qui naîtrait de leur repli sur les seuls « professionnels » doivent prendre en charge l'ensemble des problèmes de cette nouvelle classe ouvrière, y compris ses problèmes de santé.



Il est passionnant de suivre leurs réactions à cet ensemble de mutations, passionnant de les voir souvent s'évader de positions anciennes, tâtonner toujours, y revenir parfois. Nos connaissances sont trop précaires encore, trop partielles pour que nous puissions prétendre à une typologie. Tout juste à un premier inventaire de quelques cas. Ils suffisent à nous donner une idée de la diversité des modes d'adaptation et de la difficulté à subsumer sous l'étiquette « santé » des comportements qui ne peuvent guère être compris en dehors des branches professionnelles où ils se manifestent.

Prenons les verriers. Leur ancienne Fédération, jadis florissante, a dû se dissoudre en 1895 : les souffleurs hautement qualifiés l'abandonnent à l'arrivée de la machine Bouchet[46]. Il faut attendre 1902 pour qu'une nouvelle Fédération nationale des travailleurs du verre adhère à la CGT : non les seuls souffleurs, tous les travailleurs. Dès 1904, avec le secrétaire de la Fédération, Charles Delzant, un anarcho-syndicaliste d'une trentaine d'années, les débats tournent non plus autour du maintien des modes de production traditionnels en voie d'effritement, mais autour des problèmes de la santé. Tuberculose, syphilis : « les syndicats ne s'en occupent pas de façon réellement suffisante »[47]. À vrai dire c'est l'angoisse de la vérole qui apparaît primordiale : syphilis, ce nom maudit suscite en ce début du siècle un vaste effort publicitaire qui couvre d'affiches





jusqu'aux murs des vespasiennes et des brochures à gros tirage et à petit prix – Danger social, En guérit-on ? – se multiplient[48]. Certes il ne s'agit pas à proprement parler, pas plus qu'avec la tuberculose, d'une maladie professionnelle spécifique : rien à voir avec le blanc de céruse. Mais la situation de travail en général ne débouche-t-elle pas très fréquemment sur ces calamités ? Et les verreries ne constituent-elles pas un terroir particulièrement propice ?

Cette question est inlassablement débattue jusqu'en 1912. Cette année-là le syndicat obtient d'un médecin, le docteur Dodier, qu'il suive son congrès pendant toute une journée. Écoute, exposé approfondi, réponses aux questions. Un épisode émouvant, et rare, que seul le partage d'une même culture anarchiste a rendu, semble-t-il, possible. C'est une véritable angoisse qui sourd des propos des militants, terrifiés par la maladie, par les comportements conjoints des maîtres-verriers et de leurs propres camarades, conscients que « les verriers meurent généralement très jeunes ». Le syndicat devient comme un lieu de catharsis. Ce qui s'esquisse finalement ? Les grandes lignes d'une politique, d'abord éducative : la dignité de l'homme se révolte en effet à l'idée d'une visite sanitaire obligatoire, bonne pour « les filles soumises »[49] ; il reste la conférence et l'effort de soi sur soi, le syndicat des individus. Mais des individus assemblés. L'ordre du jour, adopté à l'unanimité, a une valeur revendicative : que chaque souffleur soit muni d'un jeu de cannes personnel ; que, comme en Allemagne, en Angleterre, les ateliers soient pourvus de ventilateurs, de cabinets d'aisance, de réfectoires et de douches[50]. L'hygiène est devenue une exigence de l'atelier.




Balbutiante, cette stratégie de branche professionnelle n'a pas valeur générale : c'est qu'elle vise moins la santé quotidienne que la syphilis, cette antichambre de la mort ; c'est qu'elle s'appuie sur des taux de mortalité extrêmement élevés que le comité fédéral avait rappelés dans une lettre du 29 septembre 1909 adressée à tous les maîtres de verreries à vitres[51]. Dans d'autres fédérations syndicales, le débat sur la santé conduit à renouer avec d'anciennes solutions, liées au mutualisme, ou tout au moins à en débattre. La mutualité française a en effet le vent en poupe : c'est en 1902 qu'elle est constituée en Fédération nationale sous l'impulsion de Léopold Mabilleau, utilisant ainsi les possibilités que lui offrait la Charte approuvée par le Parlement en 1898. Le mouvement



ouvrier va-t-il s'y ré-intéresser ? Deux exemples aux conclusions contradictoires : l'Alimentation et le Livre.

C'est entre 1908 et 1912 que la stratégie mutualiste fait son entrée dans les débats de la Fédération de l'Alimentation : une entrée moins « technique », moins ouverte sur les services mutualistes, que politique, une entrée fracassante. Faut-il réaffirmer solennellement l'incompatibilité entre l'appartenance syndicale et l'appartenance mutualiste ? Les « purs » syndicalistes révolutionnaires en font grand cas : trop de patrons, trop de notables dans les sociétés de secours mutuels, que les meilleurs militants ouvriers ont abandonnées. Mais quoi, nombre de syndicats récemment fédérés trouvent les mutuelles bien utiles : « tout le monde chez nous est mutualiste », déclare au congrès de 1908 le représentant des limonadiers de Bordeaux. Et d'ajouter : si on nous interdit la mutualité, le syndicat se videra. La majorité des cuisiniers pense comme lui. À l'inverse, les pâtissiers, les boulangers. Le congrès tranche, de justesse – 29 voix contre 21 et trois abstentions – en faveur du rejet de l'incompatibilité : le mutualisme ne porte certes en lui-même « aucun remède », mais il peut aider à « atténuer le mal social ». Ce choix est remis en cause au congrès de 1912 : l'ordre du jour favorable à l'exclusion pure et simple – « On ne peut être à la fois mutualiste et syndicaliste » – obtient 53 voix contre 19 à celui qui appelait à respecter la liberté de chacun. Les motifs sont profonds : « le souci mutualiste » annihile « l'initiative syndicaliste ». Priorité donc à l'énergie sur la gestion de la santé.




Bien différentes, les réactions des ouvriers du Livre. Rien d'étonnant, dira-t-on, s'agissant de métiers aussi anciennement mutualisés. Rien d'étonnant non plus pour une fédération syndicale qui, dès sa création en 1881, s'était voulue prestataire de services[52] : indemnités en cas de grève, secours de route (le viaticum). Au reste beaucoup de sections locales avaient leurs mutuelles, indépendantes parfois et parfois intégrées : nul a priori hostile, donc ; certes la mutualité n'était qu'un palliatif, mais la régénération de la société exigeait le groupement des salariés, et comment l'obtenir sans leur offrir des « avantages »[53] ? Aussi bien n'est-ce pas sur l'intérêt des mutuelles que porta le débat, mais sur la stratégie que la FFTL devait déployer à leur égard ; entre 1892 et 1900 les fédérés débattirent – presse, référendum, congrès – sur la nécessité de créer une Caisse fédérale alimentée par une cotisation nationale obligatoire et sur les services qu'elle devrait fournir : indemniser les chômeurs, d'accord ;

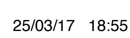


fallait-il en faire autant pour les malades ? Le chômage concerne le travail dont il est l'envers, la maladie, non. C'est à modifier cette vision des choses que s'appliquèrent les partisans d'une large mutualité intégrée aux services fédéraux, Auguste Keufer le positiviste et Georges Yvetot l'anarchiste en tête, lors du débat décisif qui se déroula trois ans après l'échec du référendum de 1896 : somme toute, disaient-ils, un père de famille malade et un chômeur se trouvent dans la même situation ; la maladie rend l'ouvrier chômeur… La décision fut prise lors du congrès de 1900 : la cotisation fédérale jusque-là de 0,75 franc par mois – c'était beaucoup – était portée à 1,25 franc ; le malade recevrait douze francs par semaine pendant sept semaines au maximum ; les syndicalistes n'étaient pas incités à quitter leurs mutuelles locales[54] ; ce qui leur était offert c'était parfois un minimum destiné, surtout en province, à attirer de nouveau syndiqués, et parfois un plus. Signe d'une préoccupation grandissante pour les problèmes de santé, signe aussi des progrès du plein emploi par bon Kondratief, certains confrères appelèrent en 1904-1905 à supprimer l'indemnité chômage et à développer le secours maladie fût-ce au prix d'une nouvelle augmentation de la cotisation syndicale. Elle sera acquise en 1913. Chez les ouvriers du Livre on peut donc à bon droit parler, au tournant du siècle, d'une mise en stratégie mutualiste de la santé.



Les fédérations d'industrie n'étaient pas, et de loin, les seuls lieux dans le cadre desquels se développa le débat sur la santé ouvrière et s'élaborèrent des solutions intéressantes. Bien des Unions locales, des Bourses du travail, géraient, depuis leur création légalisée par Waldeck-Rousseau, des caisses de solidarité distributrices de secours en cas de maladie, d'accident ou d'accouchement. C'était la « mutualité des Bourses », différente de celle des sociétés de secours mutuels en ce sens qu'elle limitait son activité aux syndiqués, voire à leur famille, et qu'elle constituait comme une « dette de solidarité » à laquelle tout syndiqué pouvait faire appel[55]. C'est là par exemple que, de façon empirique, le montant du secours quotidien en cas de maladie s'établit petit à petit à deux francs. Certaines Bourses comme celle de Bourges organisaient dès avant la fin du siècle des consultations médicales suivies de rabais en pharmacie[56].

Avec la loi sur les accidents du travail et la montée de l'hygiénisme industriel, ces services explosent : voici les premiers dispensaires, les





premières cliniques, bref les premiers services médicaux systématiques créés par les Bourses, et les premiers services juridiques mis à la disposition des blessés. Les comptes rendus des congrès des Bourses – leur organisation reste distincte au plan national de celle de la CGT –, les journaux syndicaux[57], les revues ouvrières en parlent : Revue syndicaliste, Revue socialiste, Vie ouvrière, etc. Après une montée en puissance relativement lente, le débat sur les réalisations en cours devient général aux alentours de 1910. Bien sûr, les grandes villes sont en flèche : Paris, qui monte un service médico-chirurgical à la Maison des Fédérations, rue de la Grange-aux-Belles, Lyon, Marseille, Toulouse, Lille et Le Havre. Mais aussi des cités de moindre importance : Reims, Montpellier, Bourges. Au congrès des Bourses qui se tient à Toulouse en 1910, une commission composée de huit militants élabore un rapport collectif sur les cliniques ouvrières et les conseils judiciaires à partir d'un substantiel exposé présenté, au nom de l'Union des syndicats de la Seine, par Clément Beausoleil[58] : il faut frapper un grand coup, explique-t-il, car trop de Bourses restent encore indifférentes. On confronte des expériences, des luttes, des échecs… et des succès. Le rapport de la Commission des huit, finalement adopté, préconise des mesures, inimaginables quinze ans plus tôt : organiser l'agitation pour obliger les juges, experts et autres « auxiliaires de la justice » au respect de la loi (de 1898) ; créer dans toutes les Bourses des Conseils judiciaires ; étudier partout la possibilité d'instituer des cliniques médicales.





Est-ce à dire que les anciennes méfiances ont disparu ? Bien sûr que non. Beausoleil affirme, audacieusement, que les ouvriers pourraient, aussi bien et mieux que les avocats, constituer les conseils judiciaires, ces avocats que les syndicalistes soupçonnent d'être un peu trop souvent comme les entremetteurs de la SFIO[59]. En revanche, comment un prolétaire remplacerait-il un médecin ? Cette idée n'effleure personne. L'ombre du pouvoir médical est là. Plus d'une Bourse se glorifie d'ailleurs de l'avoir victorieusement affronté : Lyon raconte comment le « groupement médical du Rhône » a dû baisser pavillon et renoncer à imposer la fermeture du dispensaire ouvrier[60]. Mais peut-on témoigner une plus grande confiance aux « syndicats de médecine sociale » où se regroupent les médecins qui acceptent ou désirent travailler avec la CGT ? Même si l'Union des syndicats parisiens va jusqu'à admettre leur affiliation en mai 1910, est-ce une raison pour baisser la garde ? Dans La Vie ouvrière,

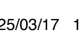


un autre médecin, de tendance anarchiste, le docteur Lafontaine explique, au terme d'une longue polémique[61] que ces syndicats ne sont pas des organismes de défense professionnelle, mais bien des ligues, plus ou moins politiques – lisez : socialistes – d'hommes qui veulent défendre des idées et promouvoir des lois sur l'hygiène industrielle. Leurs membres ne sont d'ailleurs que rarement salariés. Bref, impossible de faire confiance à ces « intellectuels » qui refont le coup du dreyfusisme. Sans doute. Sans doute… Saint-Venant a défendu la même thèse en septembre 1910 au congrès de l'Alimentation. Mais au total ces médecins acceptent de coopérer. Alors ? Ce qu'il faut c'est que la Bourse soit propriétaire de l'immeuble où s'installe la clinique, c'est que les docteurs acceptent de lui céder une partie de leurs honoraires. Et, dès lors, vivent les cliniques !

Je ne ferai qu'effleurer ici le projet, socialiste, d'assurance sociale généralisée pour lequel Vaillant, un ancien médecin, un ancien communard, se bat avec constance. Il suffira de noter que, de la proposition de loi en faveur d'un « ministère du Travail, de l'Hygiène et de l'Assistance publique » qu'il dépose devant la Chambre avec quatre autres députés socialistes le 30 octobre 1894, il passe en 1903 au projet d'un ministère du Travail et de la Santé publique : la « santé » accède à la gloire parlementaire. Et dès 1900, il a renoncé à l'assistance pour exalter l'assurance sociale qui doit déboucher sur la prévention de la maladie comme de l'invalidité et, en allongeant l'espérance de vie des travailleurs, poser de façon moins dérisoire le problème de la retraite. Malgré les liens, à la fois concrets et symboliques, qui unissaient Vaillant au monde du travail, malgré les efforts de maints socialistes[62] pour faire rougir les ouvriers français du retard de leur système de santé sur celui de l'Allemagne, de l'Angleterre, les perspectives énoncées étaient en quelque sorte frappées d'un sceau étrange : celui de l'utopie parlementaire. En fait, comme l'a montré J.-A. Tournerie[63], les propositions socialistes, fonctionnelles, au ras de la gestion administrative, avaient souvent en même temps un caractère prémonitoire. Le mouvement ouvrier, au sens étroit du terme, n'en prit pas vraiment conscience : il est vrai qu'elles visaient toute la nation et non la classe ouvrière, encore glorieuse de son statut solitaire.

N'exagérons pas. L'aspiration à organiser la santé ouvrière, l'inquiétude partagée devant les maladies dégradantes et les accidents mutilants, ce désir d'un corps plus sain qui remplace une ancienne négligence,







simple signe peut-être d'un long malheur, rien de tout cela ne revêt, avant 1914, les aspects d'une vague de fond. Les promoteurs de ces pratiques nouvelles : des syndicalistes devenus en quelque sorte des spécialistes. Le créneau qu'ils commencent d'occuper est étroit encore. Ceux qui s'y installent transcendent pour ce faire leurs querelles de tendances : Delzant, le verrier, est anarchiste ; Charles Saint-Venant, le confiseur lillois, guesdiste ; Auguste Savoie, le boulanger, s'associe en 1912 aux méfiances traditionnelles de la CGT à l'égard du PS en signant « l'Encyclique syndicaliste » ; Clément Beausoleil vient du syndicat, plutôt réformiste, des employés de la Seine et Marius Lescalié, un des membres de la Commission des huit lors du congrès des Bourses de 1910, évolue dans la mouvance d'Allemane. Certes, si l'on dresse la liste de ceux qui suivent les congrès d'hygiène des travailleurs et des ateliers, le nombre des modérés, des réformistes s'allonge : c'est que là le militant sort de son milieu, il abandonne sa force, son chez-soi. Mais, dans l'ensemble, c'est davantage l'esprit de sérieux et d'éducation que celui du modérantisme qui les anime. Il faut des ouvriers forts pour préparer l'émancipation ouvrière : voilà la médiation.





Les réticences pourtant ne sont pas massivement levées : rapports, commissions, conclusions soumises au vote, tout cela est bel et bon. Il reste que ces problèmes sont presque toujours rejetés en fin de congrès. Il reste que les ténors ne s'y investissent guère. Domaine d'experts. Il en sera encore de même après la guerre. Il faudra longtemps pour que tout syndicaliste puisse dire à ses camarades : à votre bonne santé. Une histoire quasi inconnue.

« Mouvement syndical et santé, France, 1880-1914 » *in* **Mouvement ouvrier et santé, volume 1, une comparaison internationale,** ***Prévenir*****, n° 18, pages 15-30, Société coopérative d'édition de la vie mutualiste, 1er semestre 1989**



CHAPITRE III

JAURÈS












Jaurès et la nation

Mort ou vivant, les controverses tournoient autour de Jaurès. Du Temps à L'Action Française, de L'Écho de Paris aux Cahiers de la Quinzaine, il est, à la veille de la guerre, l'ennemi numéro un de la patrie, l'agent préféré de l'Allemagne, Herr Jaurès[1]. Une partie des militants cégétistes qui rédigent La Bataille Syndicaliste, une partie seulement, l'accusent au contraire de chauvinisme et dénoncent, avec Francis Delaisi, le militarisme de L'Armée Nouvelle[2]. Les guesdistes ne sont pas beaucoup plus tendres : Paul Grados, dans leur hebdomadaire, Le Socialisme, voit dans ce même ouvrage la dangereuse recherche « d'une solution qui satisferait à la fois les intérêts des travailleurs et ceux des exploiteurs », en bref un livre au service du ministre de la Guerre[3], et nulle étude ne vient plus tard nuancer ce jugement sévère. La mise en cause radicale par les uns de son patriotisme, par les autres de son internationalisme, datait de loin : c'est en 1905, l'année même où fut réalisée l'unité socialiste, qu'il faut remonter si l'on veut en déceler les origines. Assurément, depuis qu'en 1913 la campagne contre la loi de trois ans avait rapproché radicaux de gauche, syndicalistes et socialistes, les lignes de clivage s'étaient simplifiées[4], la gauche tendait à faire bloc dans l'action et les cris de mort se faisaient plus aigus et plus précis dans les milieux nationalistes. On ne peut dire pour autant qu'aient disparu les ambiguïtés. Nation ou prolétariat ? Nation ou civilisation ? Patriotisme ou internationalisme ? Y avait-il lieu de choisir ? Quel ordre d'urgence avaient en tête les manifestants du Pré-Saint-Gervais ou les électeurs







d'avril 1914 qui portaient à la Chambre une majorité « antitroisanniste » ? Quel contenu donnaient-ils à la lutte pour la paix ? Quel contenu lui donnait Jaurès ?

Les incertitudes ont facilité dans le Parti socialiste et dans la CGT le tourbillon des opinions après que la direction de la SFIO et le secrétaire général de la CGT se furent engagés dans la politique d'Union sacrée. Du nom de Jaurès, les internationalistes du Comité pour la reprise des relations internationales orneront leur drapeau, au début clandestin, et les majoritaires de la SFIO affirmeront que Jaurès eût été comme eux « jusqu'auboutiste ». Au procès Villain, les avocats et les témoins de la défense brosseront le portrait d'un Jaurès « patriote », au sens que donnaient à ce mot Pierre Renaudel et Paul-Boncour ; mais Jacques Mesnil et Rappoport, Brizon et Marcelle Capy, Romain Rolland et Vaillant-Couturier en jugeront tout autrement. « Il est toujours permis à l'historien d'opposer des hypothèses au destin », avait écrit Jaurès[5]. Et pourtant… Ce qu'eût été, pendant la guerre, sa praxis, sa mort où s'exprime cette Némésis, dont il disait qu'elle pèse encore sur le monde[6], nous empêche à jamais de le savoir. D'autant plus nous fait-elle obligation




de cerner sa pensée, de briser l'écorce des mots et des oppositions réelles ou factices, de chercher à comprendre ce que Jaurès mettait, en idée et en acte, derrière le concept de nation. Par l'intermédiaire du vocabulaire, c'est une mentalité que je voudrais essayer d'atteindre.

Un nouveau problème surgit alors dont la solution est, elle aussi, obscurcie par les références, les citations, les appréciations parfois dogmatiques. Faut-il, en ces questions, tenir Jaurès essentiellement pour un philosophe sans ancrage réel dans la vie et les attitudes mentales de son temps ? Ou, à l'inverse, pour un praticien dont tout l'apport au socialisme réside dans les combats qu'il a menés ? Homme politique ou théoricien ? Qu'on le loue d'être l'un ou l'autre, ou qu'on l'en critique, là encore deux camps se dessinent.

Mais est-ce bien poser la question ? Le problème n'est-il pas plutôt pour l'historien de savoir de quoi Jaurès était représentatif et de qui ? Il est bien des moyens qui permettront un jour de le savoir : les études d'implantation, l'analyse de contenu de la presse et de la littérature, les enquêtes rétrospectives de psychologie sociale comme celle qu'a entreprise à Poitiers M. Castellan, autant d'éléments essentiels à l'élaboration d'une réponse. Ils ne nous dispensent pas d'analyser la pensée de Jaurès,



d'examiner son comportement politique, d'étudier son évolution. À travers cet homme exceptionnellement grand, à travers cet intellectuel souvent contesté par les cadres de son parti, mais profondément lié à la classe ouvrière et aux esprits les plus avancés de son pays, à travers ce républicain français, d'origine centre-gauche, devenu un des grands leaders de l'Internationale, nous sommes avides d'atteindre l'épaisseur nationale du socialisme international. Il m'a semblé qu'aborder en ces termes ce qui doit être le thème de notre colloque, c'était être fidèle, non seulement à Jaurès, mais à la problématique d'un moment de l'humanité, le nôtre, où les « voies de passage au socialisme » tendent à se diversifier[7].

L'enracinement du sentiment national

Ce qu'il faut souligner dès l'abord, c'est l'attachement profond et simple que Jaurès a toujours éprouvé pour son pays. Il y a là une donnée de sa jeunesse, une constante de sa nature à partir de laquelle s'élaborent peu à peu une théorie du fait national et une politique nationale.



On sait sous quelles formes s'exprime, dans ses jeunes années, son amour pour « le noble pays de France »[8] ; son enthousiasme pour l'expansion coloniale est sans limites aux alentours de 1885 : contre Clemenceau, il affirme la vocation de la République à porter outremer la civilisation française, la première du monde. Et la perspective d'une « guerre sainte pour notre France bien aimée », il l'accepte sans trop de difficultés à quelques semaines de l'affaire Schnaebelé au point de se féliciter du « patriotique silence » avec lequel sont alors votés les crédits militaires[9]. Certes, à la lumière du boulangisme, il condamne dès 1888 et pour toujours « le patriotisme tapageur, agressif, provocateur et fou »[10], et il cesse bientôt de croire qu'une universelle tendresse entoure partout la France. Mais quel chant d'amour vers son pays monte de son œuvre entière ! Amour inquiet, souvent amour blessé. N'importe, « la patrie, écrira-t-il en 1910 dans L'Armée Nouvelle[11], tient par ses racines au fond même de la vie humaine et, si l'on peut dire, à la physiologie de l'homme » ; et lorsqu'il cherche dans le même ouvrage à serrer de plus près la réalité, c'est encore à l'univers du spontané, du mental collectif qu'il fait appel, à « ce fonds indivisible d'impressions, d'images, de souvenirs, d'émotions… ces tours de pensée et de passion communs à tous les



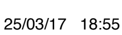


individus d'un même groupe que les influences multiples de la nature et de l'histoire, du climat, de la religion, de la guerre, de l'art ont largement façonné»[12].

C'est aux origines de Jaurès, à sa génération, à sa culture, qu'il convient sans doute de se reporter, si l'on veut éclairer ce sens national intense. Inutile d'insister ici, à Toulouse, sur ses origines régionales: le Tarn, c'est déjà le Midi, et c'est encore le centre de la France. Dans cette province éloignée des frontières et protégée, Jaurès, qui allait sur ses onze ans quand commença la guerre de 1870, n'en a pas subi les souffrances; il n'a pas connu non plus les déchirements de la guerre civile et l'expérience de la Commune ne tient guère de place dans le modelage de sa pensée. Ni Lorrain, ni Parisien: cela compte, cela aide à comprendre la simplicité spontanée d'un patriotisme qui s'accroît de la longue fréquentation de la campagne. La splendeur et le délire des cités, Jaurès les découvrira à dix-sept ans en arrivant à Paris et il a dit bien des fois quelle stupeur il en avait éprouvée. Son enfance et sa jeune adolescence, c'est entre La Fédial et Castres qu'il les avait passées. Il mettait quelque coquetterie à savoir comment on rentre, comment on vend le blé. Il n'eût jamais rien d'un déraciné et, dans la longue gamme des patriotismes, rien n'est plus étranger à la fièvre barrésienne que sa tranquille assurance.



Dans sa famille, le patriotisme, au sens le plus traditionnel du mot, allait de soi et aussi l'intérêt pour les choses de l'armée que Jaurès, sans avoir eu à faire son service militaire, garda toute sa vie. M. G. Poulain, présentant la famille Jaurès dans un numéro spécial de la revue Europe[13], rappelait que son oncle maternel, Louis Barbaza, était sorti de Saint-Cyr et avait été blessé à Sébastopol. On sait mieux que du côté paternel il y avait deux amiraux et que son frère Louis occupa les mêmes fonctions. Les deux frères – ils avaient moins d'un an de différence – appartiennent à la même génération. Lorsqu'ils approchent de leur vingtième année, aux alentours de 1880, le sentiment national en France porte certaines couleurs: le prestige de Gambetta est au plus haut. Il apparaît comme l'homme qui a identifié passionnément la république et la nation. Derrière le président de la Chambre que Jaurès, normalien, va écouter, se profilent les «grands ancêtres» de 1793. L'anarchisme, fût-il littéraire et philosophique, fût-il celui d'un Élisée Reclus, ne le tente pas; il n'avait d'ailleurs que bien peu d'influence dans les milieux intellectuels parisiens, assez étroits, que Jaurès fréquentait alors. On ne discutait guère du patriotisme





à l'Université. C'était l'époque du Tour de la France par deux enfants; c'était le temps où, sous l'impulsion de Paul Bert et de Déroulède, étaient créés en 1882 les premiers bataillons scolaires; c'était «l'âge d'or du sentiment national» confondu avec le sentiment républicain.

Ajoutons que toute sa culture ancre solidement Jaurès, en ses jeunes années, dans l'attachement aux valeurs nationales. Il n'a commencé à voyager que bien tard: un bref séjour en Algérie à la fin d'avril 1895[14], le Congrès socialiste de Londres en 1896… son expérience, jusqu'à cette époque, reste exclusivement française. Les meetings à l'étranger viendront plus tard, et quelques grands voyages, en Amérique latine essentiellement. Plus tard aussi, la fréquentation des militants belges (il se liera d'amitié avec Vandervelde et C. Huysmans), allemands (il a échangé entre 1900 et 1903 des lettres avec Bernstein et Vollmar, puis avec Rosa Luxemburg), italiens (on connaît la fameuse lettre à Andrea Costa d'avril 1902 où Jaurès fit scandale en définissant les aspects positifs de la Triple Alliance). Plus tard encore, après 1905, les liens avec les émigrés russes, bundistes et sionistes, turcs, et sa dimension internationale. Sa connaissance des langues étrangères, longtemps assez fragile comme il était de règle à l'époque, ne lui offrait pas non plus, dans les années quatre-vingt, un accès direct aux cultures autres que celle de la France. C'est la littérature latine, et surtout comme l'a montré Michel Launay dans son travail sur «Jaurès orateur»[15], la littérature grecque qui nourrissent d'abord sa pensée, ainsi que toutes les grandes œuvres françaises parmi lesquelles il avoue une dilection particulière pour Rabelais et pour le XVIIIe siècle. Rien de plus caractéristique à cet égard que les listes de livres qu'il emprunte à la bibliothèque de l'École Normale Supérieure. Les cultures étrangères se grefferont plus tard sur ce solide fonds national: Jaurès se perfectionnera en allemand, en anglais, apprendra l'espagnol et assez de portugais pour lire Camoëns dans le texte pendant son voyage au Brésil. La vraie culture classique, écrira-t-il le 1er octobre 1911 dans La Revue de l'Enseignement Primaire, «ne repose pas sur le seul latin». Ses emprunts à la Chambre, sa bibliothèque personnelle – sa seule richesse – conservée en partie à Montreuil, en porteront témoignage. L'originalité de chaque tradition culturelle lui apparaîtra avec d'autant plus de vigueur qu'elles se détacheront sur une culture française et gréco-latine d'une exceptionnelle richesse.






Ainsi s'éclairent peut-être un certain nombre d'attitudes de Jaurès, relativement constantes, face au problème de la nation.

Jamais il n'a éprouvé le besoin d'analyser certains éléments du fait national qui vont de soi pour un Français. Il est resté à l'écart du travail d'élaboration auquel se livrent au début du XXe siècle les théoriciens de l'austro-marxisme en proie aux complications nationales infinies d'un empire à l'existence duquel ils ne veulent pas renoncer[16], ou, à la veille de la guerre, les bolcheviks dans l'immense pays desquels problème national et problème colonial tendent souvent à se confondre. Il est douteux qu'il ait lu les ouvrages de Karl Renner et d'Otto Bauer qui concluaient à la « nationalité culturelle » et dont, à ma connaissance, aucune revue socialiste française ne publia de compte rendu. Plus douteux encore qu'il ait même entendu parler du travail publié par Staline en 1913, sur « Le marxisme et la question nationale » dans la revue bolchevik Provechtchénié (n°s 3-5). Quant au « Droit des nations à disposer d'elles-mêmes », ce texte, plus tard célèbre, de Lénine, parut dans la même revue en 1914 seulement (n°s 4, 5, 6). La définition que les bolcheviks donnaient de la nation, l'attitude qu'ils préconisaient devant le fait national, lui ont à peu près certainement échappé. En tout cas, il n'éprouvait pas le besoin de poser le problème sur lequel polémiquaient socialistes autrichiens et russes. En France, où le territoire national est relativement stable, où la langue commune est transmise à tous par l'école, où l'unité nationale est un fait acquis, il n'est pas nécessaire de chercher les critères de la nation.



Jaurès n'a pas davantage mis en cause la notion de défense nationale. Je n'ai pu encore étudier en détail les notes qui couvrent les pages de L'Accumulation du capital, de Rosa Luxemburg, qu'il lisait à la fin de 1913[17]. On sait que la grande militante allemande, si critique envers Jaurès pendant les années 1899-1900 et la période du Bloc des Gauches, s'était rapprochée de lui pour lutter contre la guerre. Dans son livre où elle développait les cours qu'elle venait de professer à Berlin, elle affirmait qu'à l'époque de l'impérialisme triomphant il ne saurait y avoir de guerre nationale. Tout indique que sur ce point Jaurès était avec elle en désaccord. On ne dira jamais assez combien nous fait défaut le rapport sur l'impérialisme qu'il s'était, en 1914, engagé à présenter au Congrès de Vienne. Il ne semble pas pourtant qu'il eût modifié fondamentalement à cette date ce qu'il disait au Congrès de Limoges en 1907, ce qu'il







répétait dans L'Armée Nouvelle : une agression est toujours possible, elle a comme critère le refus de l'arbitrage international, les guerres de défense nationale ne disparaissent pas radicalement avec l'impérialisme.

La mise en question du fait national et la réponse jaurésienne

Voici pourtant qu'à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, le contenu, la portée, la valeur de l'idée de nation sont mis en cause par une partie des intellectuels et de la classe ouvrière française. Il vaut la peine de s'attarder avec quelque détail aux réactions de Jaurès et à leur cheminement. À propos de Martin Luther, Lucien Febvre distinguait naguère trois catégories d'êtres humains : ceux que les influences subies dissolvent, ceux qui restent fermés au monde extérieur, et ceux qui, sans rien perdre de leur originalité, s'enrichissent de toute mise en question de leur pensée. C'est à ce dernier type, on s'en doute, qu'appartient Jaurès. Mais comment ?



Le premier choc, il l'a reçu d'Allemagne. On aimerait en connaître la date exacte et les circonstances, difficiles à préciser en l'absence quasi totale de toute correspondance jaurésienne pour ces années. Disons que cela se produit sans doute entre 1887 et 1890. Claude Digeon a montré dans sa thèse sur La crise allemande de la pensée française[18], le reclassement qui s'opère au lendemain du boulangisme face à l'Allemagne : prise en charge de l'idée de revanche par le courant nationaliste de droite, épanouissement du courant rationaliste de gauche avec Anatole France, puis Zola. Jaurès, antiboulangiste mais non encore socialiste, opte « à gauche » mais, très vite, ses motivations dépassent le cadre français. En préparant sa thèse secondaire sur Les origines du socialisme allemand[19], il ne s'intéresse pas seulement à Kant et à Fichte, mais à ces socialistes allemands contemporains en qui il voit les héritiers de Kant et Fichte, à Bebel et Liebknecht qui eurent le courage de s'opposer à l'annexion par leur pays de l'Alsace et de la Lorraine. Jaurès en est bouleversé. Et de se hasarder à en parler (il semble que sa découverte soit alors toute récente) dans un article essentiel de La Dépêche en date du 9 janvier 1890 : « Pourquoi ne le dirai-je pas ? ». L'Allemagne est aussi « la patrie de ces hommes ». Quand on sait combien il était encore à cette date ignorant des organisations socialistes françaises et peu attiré par elles, on apprécie



mieux l'importance de ce que j'appellerai «la révélation Bebel»: révélation de l'internationalisme en acte et dans le cas le mieux fait pour toucher un jeune Français. Le voici préparé, plus profondément que par la crise boulangiste, à admettre qu'on peut donner divers contenus à la notion d'intérêt national et à faire front, solidement, à des mises en cause d'un tout autre caractère.

Elles approchent. En 1898, l'affaire Dreyfus rend public en France le débat sur le contenu du patriotisme limité auparavant à des cercles assez étroits. L'unité de l'ensemble de la nation et de son armée, jusque-là transcendante aux luttes politiques, quoique menacée une première fois par le boulangisme, se rompt. Chez beaucoup d'intellectuels dreyfusards, la notion même de patriotisme cesse d'être sacro-sainte. La voici en discussion, soumise à toute une série de conditions (le respect du droit, de la vérité), voire à la conscience de chacun. C'est à cette dissection que se livre, par exemple, le philosophe Frédéric Rauh, ami et ancien collègue de Jaurès à Toulouse, dans l'enquête qu'il mène en 1903-1904 avec ses élèves de l'École Normale Supérieure[20]: «Le patriotisme est-il un sentiment raisonnable? Résiste-t-il à l'épreuve des faits?».



Au début du XXe siècle, le courant antimilitariste, maintenu vivant dans une fraction de la classe ouvrière, notamment par les allemanistes, et élargi par l'affaire Dreyfus, et le courant des intellectuels rationalistes qui tendent à subordonner le service de la patrie au respect de la démocratie, se rapprochent et se trouvent engloutis par ce que l'on va nommer l'antipatriotisme. Si nous en connaissons encore bien mal les multiples origines, nous savons quels en furent, au départ, les porte-parole les plus éloquents et les plus efficaces: la direction de la CGT influencée par des militants anarchistes et sensibilisée au rôle de l'armée dans la répression des grèves, la «gauche socialiste» avec H. Lagardelle et G. Hervé. Ce sont les circonstances qui ont mis Jaurès dans l'obligation de faire face à leurs arguments. Une fois de plus, et ce n'est pas la dernière, sa détermination est empirique. L'audience de Lagardelle, ancien guesdiste toulousain et qui dirigea pendant plus d'un an, en 1895, La Jeunesse Socialiste qui fut sans doute la première revue marxiste française, était en réalité assez limitée et la vie de la nouvelle revue qu'il fonda en 1899, Le Mouvement Socialiste, resta toujours précaire[21]. Il en était autrement de Gustave Hervé. Professeur de lycée à Sens, agrégé d'histoire, il établit, entre 1900 et 1905, son influence à la fois dans les milieux enseignants

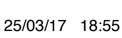


où sa révocation de novembre 1901 et sa collaboration à la pacifiste Revue de l'Enseignement Primaire lui assurèrent une certaine audience, et dans la fédération socialiste de l'Yonne où il se fit « commis voyageur en socialisme ». « Sans Patrie », il signait ainsi, dès avril 1900, ses articles du Travailleur Socialiste de l'Yonne, mais le terme ne désignait alors rien d'autre que la répudiation du nationalisme. C'est seulement en 1905, dans la période de rapide radicalisation du mouvement ouvrier européen, qu'Hervé lance, selon des procédés publicitaires fort modernes, « l'antipatriotisme ». Ce franc-maçon, anticlérical, un temps partisan du Bloc des Gauches, s'écrie : « Notre patrie, c'est notre classe », Et d'en tirer, sans plus d'analyse économique, des conséquences pratiques : il ne saurait plus y avoir de guerre de défense nationale ; en cas de guerre, les soldats doivent pratiquer la grève militaire.

Détestable paradoxe, pense au début Jaurès. D'autant que ces déclarations retentissantes, Hervé les formule pour la première fois publiquement au meeting qui, le 26 avril 1905, fête l'unité socialiste ! Mais La Guerre Sociale, bientôt fondée par Hervé, a beaucoup de lecteurs ; dans les congrès socialistes nationaux, les motions d'Hervé obtiennent une quarantaine de mandats[22] ; il devient bientôt une sorte d'image du diable, l'ennemi numéro un de l'armée, des magistrats, de la droite, des radicaux d'affaires ; dans le parti, les guesdistes le combattent sans merci à partir d'août 1905. Or, Jaurès se heurte aux mêmes adversaires dans la lutte qu'il entreprend contre la guerre. De plus, Hervé se fait entendre des masses : dans l'Yonne, les paysans l'acclament ; dans le Vaucluse[23], ils signent les affiches de l'Association Internationale Antimilitariste ; en septembre 1905, 3 000 ouvriers de la métallurgie l'applaudissent. Pour Jaurès, passionnément sensible aux mouvements d'opinion qui soulèvent les travailleurs organisés, le fait est décisif : comme il l'écrit dans L'Humanité du 14 septembre 1905, il s'agit là de « révolutionnaires conscients […] dans l'axe et au centre de gravité de la pensée politique française ». Il ne saurait être question de négliger l'antipatriotisme dont la CGT, fait elle aussi son cheval de bataille.



Enfin, dans les années qui précèdent la guerre, la montée des nationalismes soulève de nouveaux et plus angoissants problèmes. C'est au nom de l'intérêt national que les hommes d'affaires et les colonels lancent insidieusement la France dans la conquête du Maroc où notre pays perd, selon Jaurès, son prestige moral et risque la guerre. C'est au nom de leurs





exigences nationales qu'en 1912 les peuples des Balkans attaquent la Turquie et l'éliminent de l'Europe, en tant que nation. Y a-t-il donc une dynamique du fait national qui conduit à la guerre ? Que penser dans ces conditions de la notion même de nation ? Quelle place lui réserver dans la hiérarchie des notions socialistes ?

À tant de questions et de sollicitations, Jaurès répond en « réfléchissant » de plus en plus son patriotisme. Essayons de définir les trois niveaux auxquels se situe sa réponse.

Le premier est celui de la rationalité. Depuis 1898-1899, Jaurès affirme que l'idée de nation peut et doit, comme toutes les autres, être passée au crible de la raison. Ceux qui s'y refusent, ceux qui font de la patrie « une idole » – très concrètement : les anti-dreyfusards – visent à faire reprendre au peuple « l'habitude de l'adoration »[24]. C'est l'héritage de Bayle et de Voltaire, l'héritage du XVIIIe siècle. Pas plus qu'en septembre 1905[25], lorsqu'il ironisait sur « la sonnerie de clairon sous un lambeau d'étoffe », à laquelle se résumait la patrie selon Albert de Mun, il n'est disposé, en 1913-1914, à s'incliner devant l'instinct, le cri, à abdiquer les droits du jugement critique devant un soi-disant absolu patriotique. Tous les problèmes doivent être discutés et puisque l'idée de patrie en soulève, qu'elle soit elle-même soumise à discussion devant et par le peuple tout entier. Cette participation de l'ensemble des citoyens à la vie publique fait la force d'un pays : « Les nations qui renoncent à penser renoncent à vivre »[26]. Nous sommes ici une fois encore aux antipodes de l'attitude barrésienne : les prestiges du sang et des morts sont récusés au bénéfice de l'analyse critique et de la vie.



Mais quels points de vue doivent guider l'analyse ? Que la nation ne soit pas un absolu, soit ; mais sous quel angle Jaurès en aborde-t-il l'étude ? Un moment d'abord, il tâtonne. En 1898-1900, il dépouille un moment, comme Rauh, la nation de sa charge d'émotivité, de réalité, au point d'en rendre quasi incompréhensible le prestige au nom d'une analyse morale et rationnelle abstraite. Bientôt, la pratique de l'histoire lui fournit la solution. L'historicisme du XIXe siècle l'aide, à ce deuxième niveau, à se constituer un système de références. Non seulement chaque peuple a une histoire dont, à chaque moment, la collectivité nationale assume l'héritage, mais l'idée même de nation a changé de base et de contenu au cours de l'histoire et elle continue d'en changer. Rien de plus inexact que le jugement porté en 1920, dans le numéro sept de La Revue





Communiste, par le jeune critique Jacques Mesnil, lorsqu'il écrivait : « Jean Jaurès parle pêle-mêle de la patrie à travers les âges comme si c'était une seule et même chose ». Sa vision du monde est au contraire, au début du siècle, devenue profondément historique.

À ce troisième niveau, et pour éclairer l'évolution historique du fait national, Jaurès a recours à l'analyse marxiste. À Bordeaux, en 1900, il avançait l'argument selon lequel « l'idée de nation a été créée dans toute sa force à la fin du siècle dernier par la Révolution française ».

Dans le fameux chapitre X de L'Armée Nouvelle, il va plus loin ; il esquisse une critique systématique de la thèse suggérée par Anatole France, en 1908, dans son Introduction à la vie de Jeanne d'Arc, selon laquelle le sentiment national a toujours eu comme fondement la propriété foncière et ne saurait donc être éprouvé par ceux qui en sont dépourvus. Jaurès reprend contre France l'analyse de Marx, mais en en modifiant les termes, en se l'appropriant totalement. Il montre comment le morcellement de la production féodale, à base essentiellement terrienne, entraînait le morcellement politique et rendait impossible l'apparition de la solidarité nationale.



« Au contraire, dès que le producteur industriel n'est plus indépendant du manoir, dès qu'il produit pour le marché, il a besoin d'une protection plus étendue et plus constante pour ses échanges, pour ses déplacements personnels, pour l'expédition de ses produits. Il perçoit des rapports plus vastes, il se sent plus directement solidaire d'un groupe plus étendu, de la bonne ou mauvaise administration de tout un ensemble ; et c'est précisément parce qu'il est moins enraciné au sol qu'il est plus fortement enraciné à la patrie.[27] »

Ainsi se constitue la nation bourgeoise (Jaurès n'emploie jamais le mot, mais il définit la chose) dans un vaste réseau de solidarités mobilières.

Ces solidarités sont aujourd'hui dépassées par de nouvelles forces sociales. Elles freinent les nations en progrès et deviennent source de dangers. Ce n'est pas à dire que la notion de patrie soit épuisée et qu'il faille la briser, la rejeter. « L'apparente crise de l'idée de patrie est une crise de croissance.[28] » Dans les grands pays modernes se prépare, dès à présent, une nouvelle étape de l'histoire des nations. Constituées par et pour les besoins de la bourgeoisie marchande et industrielle, contrôlées aujourd'hui encore par une oligarchie sociale au rôle historique de





laquelle Jaurès a rendu, dans le tome I de L'Histoire Socialiste et dans L'Armée Nouvelle, le plus magnifique hommage, les patries modernes tendent à devenir la chose de tous. Elles le seront lorsque les forces du travail y auront conquis la propriété sociale des moyens de production et fondé à un niveau supérieur l'unité nationale. Appuyées à la propriété sociale, les nations « socialisées » seront invincibles et non agressives. L'historicisme optimiste de Jaurès, appuyé sur Marx, lui a permis de tourner vers l'avenir la notion de nation.

L'essor du syndicalisme révolutionnaire, les appels confus à l'unité nationale qui s'élèvent des manuels d'histoire[29] ou des discours officiels, les menaces grandissantes qui grondent sur une Europe emportée par les nationalismes agressifs, autant de données réelles pourtant, concrètes, auxquelles on ne peut se contenter de répondre en magnifiant l'évolution historique. Surtout quand on est Jaurès : un militant, un homme responsable. J'ai tenté de montrer comment les questions posées par d'autres avaient enrichi sa pensée. Je voudrais maintenant serrer de plus près la portée et le contenu de son sentiment national à travers deux problèmes majeurs auxquels il se trouve affronté après 1905, pendant ces années où le mouvement ouvrier français tend à prendre une vive conscience de sa spécificité, de sa séparation et où le heurt des nationalismes déchaîne les luttes : Nation ou prolétariat ? Nations ou paix ? Tels sont les dilemmes où d'aucuns entendent l'enfermer et, avec lui, le socialisme. C'est une politique que Jaurès met ici en œuvre, dans le cadre du parti unifié et de l'Internationale.



Nation et prolétariat

C'est le problème de l'unité nationale. Elle ne sera pleinement réalisée que dans la société socialiste. Certes. Mais alors ? Mais aujourd'hui ? Qui a raison ? Briand, Barthou, Poincaré, lorsqu'ils préconisent avant la lettre, l'Union sacrée, lorsqu'ils se présentent, après la chute du ministère Clemenceau en 1909 et surtout à partir de 1912, comme les hommes du « grand parti national » ? Ou les militants ouvriers qui, utilisant une phrase célèbre du Manifeste communiste, affirment qu'en France, au début du XXe siècle, les ouvriers n'ont pas d'autre patrie que leur classe[30] ? C'est dans les années 1905 à 1907, à partir des exigences ouvrières, que Jaurès formule sa réponse à cette question redoutable ; elle lui servira



ensuite de règle pour l'action. Le désarroi est grand dans les milieux socialistes. Pour s'en rendre compte, il peut suffire en première approximation de lire le compte rendu des débats qui se déroulent à la Chambre en juin et décembre 1905, ou ceux du congrès de Limoges en novembre 1906. À Nancy, en 1907, les choses ont déjà commencé à se clarifier, la longue intervention de Jaurès ordonne les esprits. Dans L'Armée Nouvelle, en 1910, au congrès de Lyon en 1912, dans L'Humanité en septembre 1913, il pourra nuancer sa formulation, il ne modifiera plus, sur le fond, sa pensée.

Il ne s'est pas borné à répéter, en l'amplifiant de toute son éloquence, ce que d'autres, avant lui, avaient dit ; il ne s'est pas borné à répéter ce que, comme Guesde, il proclamait en 1893 et en 1900 : « Les socialistes sont les meilleurs des patriotes »[31]. Son immense culture, son goût du dialogue, son sens révolutionnaire l'amènent à formuler en France, pour la première fois, les grandes lignes d'une théorie du rôle national de la classe ouvrière, et à en tirer, dans l'action, les conséquences.



Comme Vaillant dont il fut si proche, il affirme d'abord que la nation, telle qu'elle a été donnée par l'histoire, telle qu'elle est aujourd'hui, est « le cadre, le point d'appui, la pierre du foyer », le lieu à l'intérieur duquel se meuvent les forces politiques et sociales façonnées par une longue vie commune. Comme telle, elle doit être préservée par tous ceux qui y agissent, y combattent. Rien d'original encore en apparence dans ce « refus des équivoques funestes »[32]. Rien qui puisse fonder autre chose que ce bloc des classes contre lequel se dressent les militants ouvriers. En réalité, dès ce moment, se manifeste l'originalité de Jaurès. Par-delà la réelle expérience de la violence, de la tyrannie des classes qui inspire l'attitude de la CGT, et des « socialistes ouvriers », il décèle l'intégration profonde dans la vie nationale de la classe ouvrière française. La nation n'est pas seulement un cadre, explique-t-il à la Chambre le 15 décembre 1905, mais un organisme à l'intérieur duquel s'organisent des rapports sociaux bien différents de « la pure force brutale telle qu'elle sévissait sur l'humanité primitive ». Voici plus neuf encore : dans ce même discours, Jaurès aborde le problème de la participation du prolétariat à la culture nationale. Marcel Sembat, la semaine précédente, avait dénoncé le caractère clos de la culture bourgeoise, livre fermé à l'ensemble du prolétariat. Jaurès en convient. Le 13 avril 1900, dans une conférence sur « L'art et le Socialisme », il avait lui-même dénoncé « la civilisation d'aujourd'hui »

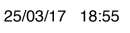


qui « a refusé aux paysans et aux ouvriers le moyen de pénétrer ces trésors accumulés par le génie des générations ». Au reste, l'expérience des universités populaires des années 1900[33] et leur échec ont montré à la génération de l'affaire Dreyfus et à Jaurès lui-même, l'impuissance des tentatives paternalistes d'éducation ouvrière. Mais quoi ? La culture n'est pas tout entière dans les livres. Devant la Chambre médusée, Jaurès entreprend d'expliquer que, lorsqu'elle va dans le sens de la libération intellectuelle et sociale de l'homme, le prolétariat, au moment des grandes crises de la vie nationale, en incorpore l'essentiel à sa pensée et en nourrit sa pratique : les sans-culottes de 1793 se sont appropriés la sève vive et vigoureuse de Rousseau, de Voltaire. Plus encore, dans la classe ouvrière organisée, dans le mouvement syndical, s'élabore, sous l'effet de l'expérience collective, du travail manuel, de la réflexion, des luttes, non pas une culture séparée de la culture nationale, mais une véritable « encyclopédie vivante qui est à l'image de l'encyclopédie du XVIIIe siècle ». La culture ouvrière, issue du monde ouvrier, rejoint ainsi la culture des livres. Tel est le sens concret, le premier sens, que Jaurès donne à la phrase célèbre, mais quelque peu sibylline (« Vous nous chantez l'Angélus », s'écrient les députés de la droite !) qu'il jette au vent de l'Assemblée en ce même jour de décembre : « C'est dans le prolétariat que le verbe de la France se fait chair ».



Nous sommes ici au droit fil d'une tradition qui unit la conscience du travail ouvrier et la conscience de classe. L'horizon étroit de l'artisanat qui domine encore tant de travailleurs, en France en particulier, au début de ce siècle, c'est par le syndicalisme que le prolétariat y échappe. L'organisation en classe suscite la conscience de classe. Les prolétaires n'ont jamais été des déracinés dans la vie de leur pays ; le syndicalisme, même s'il s'exprime d'abord par une volonté de rupture, les y enracine davantage. Non pas passivement, mais dynamiquement, dans la lutte qu'ils mènent, en chaque nation, pour s'en approprier l'entière culture et la direction en la socialisant.

Les ouvriers ont donc une patrie, ou plutôt : la classe ouvrière a donc une patrie. De la phrase fameuse du Manifeste Communiste qui semble le nier, Jaurès a recommencé trois ou quatre fois l'analyse : au lendemain de la révocation d'Hervé (Petite République du 24 décembre 1901 au 25 janvier 1902), à propos de l'antimilitarisme des Bourses du Travail (Chambre des députés, 15 décembre 1905), brièvement au Congrès de





Nancy, longuement enfin dans L'Armée Nouvelle. Jamais il ne s'est montré aussi critique envers Marx que dans L'Armée Nouvelle : cette formule, y écrit-il, « c'est la négation sarcastique de l'histoire elle-même, c'est l'idée sacrifiée à la boutade »[34].

Faut-il prendre la formule de Marx au pied de la lettre, la détacher de son contexte historique, l'expliquer selon les règles de la méthode lansonienne ? Jaurès ici règle ses comptes avec le marxisme tel qu'il était diffusé en France au début du XXe siècle, avec le marxisme de Guesde ou d'Andler. Et il les règle en définissant sa dialectique personnelle du nouveau et de l'ancien puisque « c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source ». La classe ouvrière et ses alliés sont seuls susceptibles d'une conscience nationale débarrassée de tout chauvinisme, car ils ont seuls dans les nations modernes des intérêts fondamentalement non contradictoires. Nation ou prolétariat ? Non : le prolétariat héritier de la nation.

La pratique



Guesde, aux débuts de l'affaire Dreyfus, avait dit un jour à Jaurès : « Je vous aime parce que chez vous l'action suit toujours la pensée ». Il est vrai. On ne saurait déduire, mais on ne peut non plus séparer, la conception originale que Jaurès se fait du rapport nation-classes sociales de l'ensemble de sa pratique politique et intellectuelle.

Héritier de la tradition nationale, le prolétariat assume, écrit-il dans L'Humanité du 8 mars 1905, « toute la France ». Mais de façon, dans le présent, critique. Sur le Moyen Âge, sur les temps modernes, Jaurès jette le regard empreint de sympathie, de compréhension de Michelet en ses jours les plus beaux. La noblesse et la bourgeoisie furent grandes, l'Église aussi, que jamais il ne rabaisse. Mais que ces classes sociales puissent ne plus être, aujourd'hui, dignes de leur passé, voilà qui lui inspire une vraie souffrance : « Je n'ai aucun orgueil chauvin, mais j'ai la fierté de la France, de toute la France. La déchéance d'esprit et de conscience d'une de ses classes, de celle-là même que je combats, m'afflige et me blesse »[35].



C'est cette douleur qui donne aux attaques de Jaurès contre la politique des dirigeants français un accent si poignant. Qu'il dénonce les fautes commises contre la paix, les coups portés à la démocratie, les crimes coloniaux, c'est toujours au nom de l'histoire de la France qu'il



parle puisqu'il est le porte-parole de ceux qui en revendiquent l'héritage. Et sa dénonciation en revêt un caractère moral, admirablement en accord avec les traditions humanitaires du peuple de son pays.

Héritier, le prolétariat l'est dans la mesure où il devient l'acteur décisif. Jaurès s'attache à rechercher dans la Révolution française ses titres de noblesse : il refuse de se laisser prendre au piège mystique du « Peuple » mis en scène par Michelet, il ouvre la voie à l'étude scientifique des paysans, des sans-culottes. Dans la vie militante, il s'attache passionnément à renforcer l'organisation ouvrière. Il ne saurait être question ici de retracer ses efforts pour que se réalise l'unité socialiste et pour que, réalisée, elle devienne réalité ; ni sa lutte inlassable pour que L'Humanité s'ouvre à toutes les tendances et conserve en particulier une rubrique syndicale où il faut reconnaître que le parti et lui-même furent plus d'une fois, et durement, égratignés. C'est que, par delà l'unité socialiste, il vise l'unité de classe du prolétariat, indispensable pour que celui-ci puisse jouer un rôle déterminant dans la nation ; il sait qu'elle ne peut être obtenue ni par la subordination, ni par les constants affrontements et qu'il lui faut de loyales et amicales controverses. Les progrès étaient sensibles depuis 1909-1910, comme l'ont montré, dans leur biographie




de Jouhaux, D. Tintant et B. Georges[36] et, si l'on en croit le témoignage de P. Parenthou-Dormoy[37], Jaurès se préparait même à la veille de la guerre à faire appel à ce jeune militant, de tendance syndicaliste-révolutionnaire, pour le secrétariat général du parti.

Il souhaitait d'ailleurs qu'au Parlement et dans l'ensemble de la vie politique française, se manifestât la même tendance à la structuration politique des différentes classes sociales. Telle est la racine de son attachement à la représentation proportionnelle dont il fit, dès 1906, mais surtout entre 1910 et la fin de 1912, un objectif immédiat et essentiel du Parti socialiste. Il ne s'agit pas seulement pour lui de donner à chaque parti la représentation parlementaire qui correspond à son influence réelle dans le pays. Il s'agit de combattre l'esprit destructeur, « l'anarchisme bourgeois infiniment suranné »[38] des animateurs du « grand parti national ». Il s'agit de combattre, avant la lettre, la notion confuse d'Union sacrée propice à toutes les ruses, à toutes les entreprises obscures. Contre les hommes nouveaux du capitalisme et leur action dans les milieux politiques, auprès des radicaux en particulier, contre Briand surtout et le « briandisme », Jaurès, qui avait tant aimé jadis le « citoyen



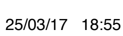
Aristide», n'a pas de mots assez durs: «La vie politique – par leur faute – est prodigieusement décomposée. Où est le pouvoir? Où est la majorité? Où va-t-on et par où y va-t-on? Tout est ambiguïté, artifice, incohérence, et jamais précisément la nécessité ne fut plus urgente d'aider à l'organisation des partis et des responsabilités»[39].

L'unité de la nation n'est donc possible, selon lui, que dans l'organisation des classes et des partis. L'unité nationale exige la lutte à l'intérieur de la nation[40]. Y compris si l'on veut que celle-ci soit capable d'assurer sa défense. L'attention scrupuleuse que Jaurès a portée aux problèmes de la défense nationale et les solutions qu'il a proposées, tel est le dernier trait (et, aux yeux de beaucoup de ses amis et de ses adversaires, le plus surprenant) où se retrouve la conception dialectique qu'il se fait du rapport classes-nation.



Bien des éléments d'information nous manquent encore, certains nous manqueront sans doute toujours, pour apprécier les origines et l'importance des réflexions et des propositions de Jaurès en matière de défense nationale. On sait qu'il écrivait peu. Le dépouillement des archives de la commission de l'armée à la Chambre m'a livré moins de renseignements que je l'espérais. Il faudrait surtout savoir, grâce aux archives de Vincennes et à celles de la Franc-Maçonnerie, quels officiers républicains ont pu renseigner Jaurès et quelle audience rencontraient leurs opinions. Toutefois, les nombreux articles qu'il a consacrés toute sa vie à cette question, ses discours à la Chambre (une quinzaine de janvier 1887 à juillet 1913), L'Armée Nouvelle surtout, nous permettent de nous faire une première idée de sa problématique et de son évolution. Cependant que les propositions de loi de Vaillant – le plus ancien «spécialiste militaire» du parti – les textes du capitaine G. Moch[41], les articles signés Rossel ou XXX dans L'Humanité, les témoignages apportés au procès Villain en 1919, les souvenirs de Vandervelde, de Caillaux, de J. Moch[42] nous aident à apprécier le degré d'originalité de la pensée jaurésienne.

Si l'on en croit Vandervelde, c'est à Amsterdam, où l'on avait dans les couloirs évoqué la possibilité d'une guerre générale, que Jaurès se décida à étudier les questions militaires et commença de songer à rédiger L'Armée Nouvelle. La référence a pour elle l'existence à cette date de la guerre russo-japonaise dont le déclenchement, six mois avant le congrès de l'Internationale, avait brutalement tiré Jaurès des espoirs de paix dont il se berçait. De toute façon, comme l'a indiqué Lévy-Bruhl dès 1916,





L'Armée Nouvelle devait prendre place dans une série de livres où Jaurès eût exposé sur la diplomatie, l'organisation intérieure, etc., les éléments d'une « solution préparatoire au socialisme dans les cadres de la société actuelle ». Vieux souci dont on trouve déjà trace dans les études qu'il donna en 1895 à La Revue Socialiste et qui sous-tend à nouveau, en juin 1906, les grands discours parlementaires où il s'oppose à Clemenceau. C'est en juillet 1908 qu'il décida de poser sa candidature à la commission de l'armée[43], et en 1910 qu'il rédigea son livre. Mais on aurait grand tort de limiter à la rédaction de L'Armée Nouvelle la réflexion de Jaurès sur la défense nationale. Ce thème court à travers toute son œuvre. Une bibliographie jaurésienne exhaustive, à laquelle nous ne pouvons encore que rêver, en ferait aisément la preuve. Dès le 26 mars 1887, il exprime sur la formation des officiers, dans La Dépêche, plusieurs de ses idées maîtresses. Ses lectures sur le comité de salut public, sept à huit ans plus tard, l'affermissent dans l'idée que le service militaire obligatoire ne suffit pas à créer une armée nationale. De 1898 à 1902, c'est, comme on pouvait s'y attendre, l'affaire Dreyfus et, comme on s'y attend peut-être moins, la guerre des Boers, qui relancent sa réflexion. La loi de deux ans lui paraît alors le dernier avatar d'une armée de métier « à bout de souffle ». L'Armée Nouvelle enfin est tout autant un point de départ qu'un point d'arrivée. Après sa publication, les articles d'« officiers républicains » se font plus fréquents dans L'Humanité, Jaurès mène pied à pied le combat à la fois le plus ample et le plus technique contre la loi de trois ans[44]. On peut donc tenir ce grand livre pour représentatif de l'ensemble des perspectives jaurésiennes en matière de défense nationale, non pour le dernier état de sa pensée.




Il ne saurait évidemment être question d'exposer ici l'ensemble de la doctrine et des propositions concrètes, souvent minutieuses, que contient L'Armée Nouvelle. Le lecteur quitte pourtant ce livre si riche avec un sentiment de totale cohérence ; pas un détail qui ne soit éclairé par l'idée que Jaurès se fait de la nation : la France doit être prête à se défendre contre toute agression et c'est la tâche des socialistes d'y veiller dans la mesure justement où la classe ouvrière est héritière du passé national, responsable du présent, sûre de l'avenir. Or, la défense du pays ne peut être pleinement nationale que si la nation tout entière « y participe de son esprit comme de son cœur » (p. 47). Chose impossible tant que les masses populaires redouteront de voir l'armée utilisée comme une police,



tant qu'elles ne seront pas persuadées de l'objectif exclusivement pacifique de la politique française. La défense nationale suppose une politique intérieure totalement démocratique, une politique extérieure de paix et de détente. Ces préalables, la République française les avait réalisés en 1793. C'est au XIXe siècle que s'est consacré le divorce entre l'armée et la nation. Il est maintenant si profond que, pour y mettre un terme, il est nécessaire non seulement de réorienter toute la politique et la stratégie françaises, mais de supprimer les barrières qui séparent l'armée de la réserve et d'intégrer à l'éducation nationale la préparation à une vie militaire ainsi renouvelée.

Livre difficile non seulement à raison des nombreuses difficultés techniques qu'il soulève et des obscurités qui entourent encore son origine et son audience, mais aussi parce qu'il est impossible d'en juger équitablement si on le sépare de la conduite politique de Jaurès pendant ces années. Livre neuf aussi, je le crois.

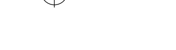


Neuf d'abord, et essentiellement par la force avec laquelle Jaurès vit l'ensemble de l'héritage national, l'ensemble des données nationales: entrecroisement de la tradition jacobine, démocratique, mais aisément utilisable par l'impérialisme et d'un antimilitarisme profond, non obligatoirement révolutionnaire; sentiment d'injuste spoliation né de la perte de l'Alsace-Lorraine, entretenu par l'enseignement primaire[45], configuration du territoire français ouvert à l'Est et au Nord, fléchissement démographique qui limite à l'extrême l'efficacité de l'encasernement. Ma liste n'est pas limitative. C'est en tenant compte de tous ces éléments que Jaurès justifie, par exemple, l'impossibilité d'adopter en France, sans modifications considérables, le système suisse des milices dont se réclamait jusque-là la tradition socialiste française exprimée par Vaillant[46].



Ouvrage neuf surtout parce que cet ardent appel à l'intégration de l'armée dans la nation, indispensable, mais difficile puisque dans l'état actuel des choses, ni l'armée, ni la nation n'en veulent, Jaurès le publie au moment même où il mène contre les militaires coloniaux et contre la politique extérieure et intérieure de son pays les plus ardentes campagnes, au moment où on le décrète d'antipatriotisme[47], au moment où, plus que jamais, il place dans l'organisation et dans l'action de l'Internationale l'essentiel de ses espoirs. «Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale, beaucoup de patriotisme y ramène»: à condition qu'à long terme





soit définie la mission de la classe ouvrière et, dans l'immédiat, ses obligations.

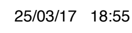
Nations et progrès

Que la France eût droit, entre toutes les nations, à un traitement privilégié, Jaurès l'a sans doute assez longtemps pensé : au Congrès d'Amsterdam, en 1904, n'en faisait-il pas encore, face à l'Allemagne dont il admirait pourtant le génie, une manière d'école de l'Europe ? Il lui faut ensuite y renoncer. Pas de moments plus douloureux que ceux où il dénonce au Parlement « la part de détestable responsabilité [de la France] dans ces violations universelles de la foi jurée, dans cet abaissement de la signature et de la loyauté internationales »[48].

Et dès lors, c'est pour toutes les nations constituées qu'il proclame un droit égal à la pleine indépendance, de toutes qu'il attend, dans le respect de leur originalité, qu'elles participent au progrès humain. Contre un cosmopolitisme et un universalisme abstrait, assez répandus dans certains milieux intellectuels qui se réclament des droits de l'homme, il affirme que la personnalité de chaque nation sera préservée jusque dans le passage au socialisme : « L'action révolutionnaire, internationale, universelle, portera nécessairement la marque de toutes les réalités nationales. Elle aura à combattre dans chaque pays des difficultés particulières, elle aura en chaque pays, pour combattre ces difficultés, des ressources particulières, les forces propres de l'histoire nationale, du génie national [...]. L'internationalisme abstrait et anarchisant qui ferait fi des conditions de lutte, d'action, d'évolution de chaque groupe historique ne serait qu'une Icarie, plus factice encore que l'autre et plus démodée »[49].



Mais les nations constituées ne font pas l'univers, elles ne font même pas toute l'Europe. Il en est qui se jugent incomplètes, telles les nations balkaniques ; il en est qui n'ont pas d'existence indépendante, comme l'Irlande ; il en est enfin qui, comme la France en Alsace-Lorraine, se considèrent comme mutilées. C'est pendant les années d'avant-guerre, où leurs heurts souvent savamment dirigés menacent la paix, que l'on aperçoit clairement la place que réserve Jaurès à l'idée de nation dans sa hiérarchie des valeurs, que se définissent ses critères fondamentaux. À l'heure du choix, la question nationale tend à devenir prioritaire chez les socialistes allemands, irlandais, autrichiens et tchèques, et, comme la





guerre le prouvera, chez la très grande majorité des socialistes français. Lénine au contraire, tout en concluant au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, affirme la priorité du concept de classe : « Le prolétariat apprécie sous l'angle de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale »[50]. Et Jaurès élabore une réponse originale. Ni le critère de classe, ni le critère national ne sont pour lui décisifs. L'essentiel, c'est le progrès humain que seul le maintien de la paix entre les nations rend possible ; dans le prolétariat dont il magnifie le rôle, il voit « une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité »[51].

On aperçoit nettement ce point de vue et ses conséquences au moment des guerres balkaniques de 1912 auxquelles G. Haupt consacre (au cours de ce colloque) une partie de sa communication et sur lesquelles je serai, par conséquent, extrêmement brève. Sans doute Jaurès n'est pas le seul à préconiser la création d'une confédération balkanique qui garantisse l'autonomie de chaque État (mais non, puisqu'il s'agit d'une confédération, son indépendance) : c'est le programme dont se réclament les socialistes des Balkans lors du congrès de Bâle. Mais alors que d'autres socialistes français ; Pressensé, Longuet, prennent assez aisément leur parti de la défaite des Turcs, Jaurès s'en désole : « Nous considérerions comme un grand malheur que leur défaite militaire fût assez écrasante pour les rejeter hors d'usage. Ce serait un grand échec pour la civilisation générale si les Musulmans perdaient la suprême chance qui leur était laissée de s'adapter à l'Europe »[52]. On le voit, la « turcophilie » de Jaurès, qui lui valait d'être persona grata auprès des Ottomans[53] et qui détermine sa politique balkanique, ne s'inspire ni de l'intérêt de classe immédiat des socialistes balkaniques ou turcs (que le gouvernement jeune-turc persécute), ni des intérêts des nationalités de la péninsule, mais de la place qu'il attribue aux civilisations musulmanes dans le présent et l'avenir du genre humain.



Dans la question d'Irlande, son jugement repose sur le même type d'option. Sans doute, la situation est différente : Jaurès a, pour l'Angleterre libérale, une vive sympathie et il entend ne point se mêler d'une affaire à ses yeux essentiellement anglaise et qu'au reste il connaît médiocrement. Pourtant, au retour du meeting international qui avait eu lieu à Londres le 10 décembre 1910, il confie à la *Revue de l'Enseignement Primaire* ses réflexions. L'autonomie de l'Irlande au sein de la



«grande union britannique» sera un bienfait pour ce pays comme pour l'Angleterre, car elle créera «une très noble association humaine». Et de féliciter les Irlandais – fort à contretemps comme le montreront en 1912 leurs réactions au Home Rule – d'avoir renoncé à l'indépendance et choisi de favoriser le progrès général de l'humanité.

Il était évidemment plus difficile et plus urgent, pour un socialiste français, d'adopter sur l'Alsace-Lorraine une attitude constructive, et nous connaissons encore bien mal, pour de multiples raisons, les positions et l'évolution des représentants de la classe ouvrière en Alsace-Lorraine et en France sur ce problème majeur. La Petite République, L'Humanité, les revues socialistes semblent souvent le mettre entre parenthèses, à tout le moins, selon le mot de Gambetta, n'en parler jamais. Il ne s'agit pas seulement en effet de répudier la revanche militaire, ce sur quoi tous les socialistes sont d'accord, mais de dire si l'avenir de l'Alsace-Lorraine ne peut être envisagé que sous la forme d'une «réparation du droit» (ce qui implique une tension franco-allemande permanente) ou si la «nation mutilée»[54] peut accepter de renoncer à retrouver les provinces perdues pour servir la paix et le progrès. Jaurès ne se décide pas vite à adopter la deuxième solution. Il ne lui suffit pas de l'évolution de l'opinion publique alsacienne dont de nombreuses brochures font déjà état en 1904-1905[55]. C'est seulement à partir de 1910 qu'il prend position, à titre personnel et dans son journal[56], pour l'autonomie la plus large de l'Alsace dans le cadre de l'empire allemand. Là encore, quoique avec douleur, il a finalement opté en fonction de ce qu'il pensait servir «la civilisation générale et la paix».




Et c'est aussi par rapport au progrès humain, entendu au sens le plus large, qu'il détermine, à la fin de sa vie, sa politique d'alliances et d'arbitrage. Depuis 1905, l'alliance franco-russe, qu'il n'avait pas au début combattue, lui paraît dangereuse: son agressivité en Extrême-Orient et dans les Balkans menace des forces essentielles à la civilisation, ces peuples de l'Asie dont Jaurès magnifie l'éveil[57], en même temps qu'elle fournit des arguments aux chauvins d'Allemagne. Dangereuse alliance donc à laquelle seraient préférables un isolement momentané et une politique générale de détente. On sait qu'Isvolsky ne pardonna pas à Jaurès de tels propos, que celui-ci se préparait encore, selon une tradition vraisemblable, à répéter pour L'Humanité, le 31 juillet au soir, au café du Croissant.

Quelques éléments de réponse

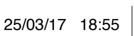
Il est peut-être possible maintenant d'apporter quelques éléments de réponse aux questions que je posais au début de cet exposé et de les soumettre à la critique du colloque.

L'enracinement de Jaurès dans la vie et dans l'histoire de son pays, sa volonté de préserver contre toute agression l'indépendance de la France ne sont pas en contradiction, mais en liaison étroite avec sa foi dans l'Internationale socialiste comme image du genre humain et comme institution capable un jour d'en régler la vie. Mais ce n'est encore rien dire. Mon effort a consisté à cerner sinon les raisons conscientes, du moins les motivations profondes de l'intensité avec laquelle Jaurès vit cette relation et à en apprécier les conséquences.



Dans le lien qu'il établit entre nation, classe et Internationale, le fait d'être Français a une importance essentielle. L'expérience privilégiée que la France a faite de la Révolution lui donne, entre toutes les nations, vocation à la totale démocratie – elle est le pays du suffrage universel, celui où la participation populaire à la vie nationale a les traditions les plus anciennes et les plus glorieuses –, vocation au progrès – elle est, par son système scolaire, sa conscience laïque, à la pointe des pays avancés –, vocation à l'universel – elle parle depuis 1789 pour tous les hommes, pour tous les peuples. Elle est par excellence la nation où se marient patriotisme et internationalisme. Historien de la Révolution française, Jaurès ne l'est pas devenu par le hasard de sa défaite aux élections de 1898 ou du refus qui lui fut opposé par la Sorbonne, à la même date, de professer un cours libre sur le socialisme[58]. Il lisait et travaillait depuis 1892 environ lorsqu'il signa avec Rouff le contrat de L'Histoire Socialiste. À cet égard, il se situe dans cette longue série des historiens français du XIXe siècle qui, socialistes ou non, cherchent dans la Révolution française la légitimation d'un patriotisme à perspective quasi missionnaire.

Oui, mais historien socialiste, Jaurès refuse, à la différence de l'historiographie officielle selon Lavisse et même des courants radicalisants qu'animent Aulard et Seignobos, de faire de la patrie française une idée transcendantale. La Révolution est un moment capital de l'histoire des classes et de la nation, elle n'en est qu'un moment. Dans son « Bilan du XIXe siècle », texte peu connu par lequel s'achève le tome XII de L'Histoire Socialiste de la France, Jaurès salue ce « vrai Dieu de l'histoire,



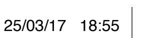


le travail», ces vrais héros de l'histoire moderne, les travailleurs. Il ne saurait s'agir pour lui de figer le sentiment national dans le cadre des valeurs bourgeoises qui, à la fin du XVIIIe siècle, l'ont passagèrement emporté. Ce prolétariat dont il cherche les origines et la trace sous la Révolution, il tend à devenir le facteur principal du progrès national non seulement en France, mais chez tous les peuples d'Europe. D'où l'exigence jaurésienne, exigence d'historien véritable : que le comportement pratique, politique, de la France soit conforme, réellement, aux lignes de force de l'histoire contemporaine, et non seulement, mythiquement, aux souvenirs de 1789. C'est au nom d'une compréhension dialectiquement supérieure de l'histoire de son pays que Jaurès peut condamner sa politique extérieure, en appeler à une réglementation et à une action internationale, passer pour un «sans patrie».

Être Français, pourtant, ne fonde pas seulement la grandeur de l'attitude jaurésienne face au fait national, mais en explique aussi les limites. Elles sont, me semble-t-il, sensibles à trois niveaux. Tout d'abord au plan économique : Jaurès a sans nul doute sous-estimé jusqu'à la fin la vigueur des contradictions entre les pays capitalistes. On dira qu'il n'est pas le seul et que ce n'est pas le propre de la France : le livre d'Hilferding qu'il avait lu et médité (il le cite à la Chambre le 18 novembre 1909) mettait en évidence les solidarités internationales du capitalisme financier et concluait que l'impérialisme pouvait aider à la consolidation de la paix. Il faut cependant noter la pauvreté des études économiques élaborées dans les années qui précédent la guerre par ceux qui, en France, se réclament du mouvement ouvrier : les sérieuses analyses de Vincent Carlier, de Marcel Cachin restent limitées à des problèmes spécifiquement français ; les articles de Lysis dans L'Humanité, ceux de Delaisi dans La Guerre Sociale, l'effort de Merrheim dans la jeune Vie Ouvrière : au total, voilà peu de choses. Il n'y a pas là de quoi alimenter une réflexion sérieuse sur les formes nouvelles que revêtent les conflits entre les classes et entre les nations.



Peut-être faut-il chercher la racine de cet état de choses, non seulement dans toute une tradition culturelle française, mais aussi dans la structure du capitalisme et du prolétariat de notre pays avant 1914 : des capitaux encore assez peu concentrés, un prolétariat déjà nombreux mais encore en partie semi-artisanal, imprégné de traditions démocratiques radicalisantes ou anarchisantes et intégré sans doute assez profondément



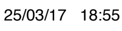


dans la société française malgré les appels à la rupture qui partent de la direction de la CGT et d'une fraction des socialistes. En ce domaine, nous avançons encore à tâtons et aucune affirmation n'est possible faute d'études de structures et de mentalités satisfaisantes. On peut cependant formuler l'hypothèse que, si le point de vue de classe est souvent non distinct pour Jaurès de celui du progrès humain en général, il est sur ce point en accord avec de larges couches des travailleurs français.

Enfin, c'est encore une expérience typiquement française qui amène Jaurès à tenir le plus souvent pour non essentielles les revendications des « nationalités » en formation : la France est une nation achevée. Quant aux colonies, à l'exception du Maroc dont Jaurès a, en d'admirables textes, défendu la vocation nationale contre les nationalistes français qui traitaient les Marocains de fanatiques, on ne saurait encore à la veille de la guerre y déceler, à la différence de ce qui se passe en Inde ou en Égypte, une conscience nationale. Le maintien de certains liens entre la métropole et les colonies, déjà entrées dans la mouvance française, a pu dans ces conditions et en l'absence d'une conception générale de l'impérialisme, apparaître à Jaurès, comme à la grande majorité des socialistes des pays colonisateurs, un facteur de progrès. L'expérience d'un socialiste français, si lié qu'il fût à la lutte contre la conquête et l'exploitation coloniales, avait chance de le porter plutôt, au début de ce siècle, à sous-estimer l'importance concrète et la portée révolutionnaire de la question nationale.



On comprend dès lors mieux l'explication et les implications de la politique « nationale » de Jaurès. C'est bien d'une politique qu'il s'agit en effet et non seulement d'une idéologie. Rien n'est jamais dit ni pensé qui n'alimente l'action. Mais c'est bien aussi sinon une idéologie, du moins une mentalité et un ensemble cohérent de pensées que je me suis efforcée d'atteindre. Une mentalité qu'on saisirait mieux encore en la rattachant de plus près à sa philosophie de la continuité. Le monisme élaboré par Jaurès en 1890-1892, n'est pas mort en 1914. Par son refus de la rupture, son sens de l'héritage humain et du progrès continu, Jaurès est le dernier des grands socialistes français du XIXe siècle. La conception qu'il se faisait des traditions nationales, son immense culture, son tempérament, tout ce qui a formé son génie personnel, tout cela le prédisposait assez mal aux foudroyants clivages que la guerre va tracer entre les hommes. Peut-être – et voilà qui nous aiderait à comprendre l'actuelle





renaissance des études jaurésiennes – eût-il été plus facilement en accord avec les problèmes nouveaux que le milieu du XXe siècle a mis à l'ordre du jour de l'humanité. [À propos de *l'Armée nouvelle*, on signalera sa réédition partielle en 10/18 avec une préface de M. Rebérioux (1969), sa réédition intégrale par l'Imprimerie nationale avec une préface de J.-N. Jeanneney (1992) et les Actes du colloque « Jaurès et la défense nationale », sous la responsabilité de L. Hamon publiés en 1993 par le *Cahier Jean Jaurès* n° 3.]

Actes du colloque **Jaurès et la nation, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, 1965**







Vision du prolétariat

Aux yeux de Jaurès, la classe ouvrière définit l'avenir. Son argumentation est fixée pour l'essentiel en 1892-1893 : elle étaye son adhésion au socialisme et lui donne son plein sens.

Dans nos sociétés divisées, la lutte des classes est une nécessité tragique dont la reconnaissance constitue «le principe, la base, la loi même de notre parti». Elle oppose fondamentalement la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, la classe qui détient les moyens de production et celle qui, selon le mot de Marx, «n'a à perdre que ses chaînes». C'est pourquoi le prolétariat est la force principale de transformation d'un monde intolérable, l'agent essentiel de la «révolution de propriété» qui ouvrira aux hommes enfin réconciliés entre eux et en eux «la magnifique promesse des jours heureux». Ce dénuement qui fonde l'unité ouvrière par-delà les multiples clivages qui morcellent la classe, et l'apparente continuité que certains croient déceler entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, est aussi ce qui fait du prolétaire l'homme à l'état pur, «ce qui reste de l'homme quand on en a prélevé la fortune, le génie conscient, l'aristocratique beauté, la haute science»: «classe d'humanité», la classe ouvrière, est le seul agent de la civilisation, «la vraie classe intellectuelle».

Certes, le prolétariat est débile encore. Peu nombreux, à peine organisé, insuffisamment conscient du terme où il tend, soumis constamment à la pression idéologique – et non seulement matérielle – des classes dirigeantes: «la chaîne est au cœur». Mais il progresse: en nombre, en



concentration; surtout il s'éduque, du fait d'abord de son expérience – sur le lieu du travail, dans les luttes – qu'enrichit la confrontation des idées, grâce aussi aux organisations qu'il se donne et où il se reconnaît en tant que classe. Toutes divergences assumées, la classe ouvrière, fondamentalement une, tend vers son unité de conscience et d'action, et vers la victoire.

Vision classique? Certes, les bases appartiennent à la vulgate. Et Jaurès n'a pas le monopole d'une perception moniste et optimiste de l'histoire. Mais, constamment contesté pour péché d'idéalisme, le regard qu'il pose sur la classe ouvrière se caractérise surtout par sa chaleur, son ampleur, par les circonstances originales aussi au cours desquelles il s'est fixé. Il n'est pourtant possible ici que de les évoquer brièvement, en sollicitant le privilège d'être cru sur parole.

Ni sa famille, ni ses études, ni ses activités universitaires ne prédisposent Jaurès à connaître, à comprendre la classe ouvrière – moins encore à lutter avec elle.




Ce qui l'angoisse: l'isolement urbain, l'aliénation de ces «fantômes solitaires» qui errent «sans se révolter». Ce qui le rebute en ses jeunes années: la violence, la priorité donnée à autre chose qu'au renforcement de la république. Aussi est-il capital – pour le proche comme pour le lointain avenir – que ses premiers contacts durables avec le monde ouvrier se nouent en 1886-1887, dans le Tarn, avec des syndicalistes – mineurs, mégissiers, tisserands, chapeliers – dont la pratique lui est accessible. Les mineurs de Carmaux le font inviter avec quelques autres députés, en janvier 1886, au deuxième congrès de leur Fédération nationale: ils attendent beaucoup de l'État, ces hommes du charbon – de l'État où Jaurès ne voit encore que «la plus haute et la plus vaste des associations» – et d'abord qu'il rompe avec le libéralisme et impose aux compagnies l'institution nationale des délégués mineurs. À Graulhet, à Mazamet, à Castres et Albi, une demi-douzaine d'autres syndicats cherchent à se fédérer au plan départemental pour faire «triompher leurs justes revendications» et «prévenir les passions et les ambitions locales». Le syndicalisme lui apparaît ainsi comme un mouvement réglé de démocratie fraternelle grâce auquel «l'idée socialiste» pourrait peut-être pénétrer dans la société française. Rencontre essentielle: toujours Jaurès attendra du mouvement syndical autre chose que la défense d'intérêts étroitement corporatifs, autre chose aussi qu'un apprentissage de la vie

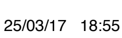


politicienne : un élargissement, à tout le moins, de l'horizon morcelé des travailleurs, une source de pensée collective chez les opprimés, l'organisation de la « démocratie ouvrière ».

Mais comment traduire politiquement les tensions de classes, les espoirs des travailleurs ? Faut-il donc, pour aller vers la démocratie sociale, se séparer de la bourgeoisie républicaine et constituer une force politique autonome ? La crise boulangiste, qui révèle, jusque dans le Tarn, les deux sources de l'antiparlementarisme français – revanche du vieux monde, espoir d'un autre avenir –, fait éclater les syndicats et rejette un temps Jaurès vers la défense du système : en politique, république d'abord. Mais à condition que la voix ouvrière ne soit pas étouffée et que la puissance industrielle ne confère pas automatiquement le pouvoir politique, à condition que fonctionne « librement » le suffrage universel. Il se débat dans cette contradiction. La transcroissance se fait lentement en 1890-1892. Convergent le dégoût d'un monde où tout se vend, d'un régime où rien ne peut aboutir, l'influence rayonnante d'ouvriers toulousains et d'intellectuels parisiens, et surtout la lente découverte – à Fourmies, à Toulouse – des noces durables entre le patronat industriel et la violence étatique. Il faut donc conquérir les pouvoirs publics, le pouvoir d'État. Le pas est franchi pendant l'été 1892 avec la grande grève des mineurs de Carmaux : « républicaine », elle exige pour un ouvrier socialiste le droit de faire respecter une décision du suffrage universel ; mouvement de classe, elle exalte l'honneur ouvrier. Jaurès n'adhère toujours à aucun des partis socialistes. Mais, candidat à Carmaux en janvier 1893, il accepte le programme guesdiste, et c'est comme député socialiste qu'il entre à la Chambre. L'idée socialiste nourrie de longues lectures, la réalité ouvrière et syndicale, l'action politique se sont rejointes.



Entre Carmaux et lui s'établit peu à peu une étonnante symbiose : fidélité et réciproque tendresse. Certes, Jaurès, à la différence de Basly et d'autres députés mineurs, ne se laissera pas enfermer dans la défense de la mine. De meetings en congrès, dans les commissions ad hoc de la Chambre et jusque sur les champs de grève, il va rencontrer aussi les cheminots et les verriers, les ouvriers du tulle et du lin, les chaussonniers de Fougères. Deux industries semblent l'avoir moins sollicité : le bâtiment, fier héritier d'un grand passé, et la métallurgie dont le règne commence. Mais, davantage qu'à l'époque symbolisée, il faut s'intéresser



aux orientations des travailleurs avec lesquels Jaurès va nouer les liens les plus constants. Aux côtés des mineurs, ce sont dès lors les cheminots qui surgissent : dès 1894, il est vice-président du puissant groupe parlementaire qui les soutient à la Chambre. Très nombreux (278 000 en 1906), assez fortement syndiqués comme les mineurs, les « serfs de la voie ferrée » sont, à la fin du XIXe siècle, plus soucieux encore d'obtenir, face aux compagnies, l'appui d'un État qui, pendant les premières années de la IIIe République, a développé dans leur direction, sous l'impulsion des amis de Gambetta, la notion de service public. Pour les lois sociales, pour le maintien et l'obtention des libertés syndicales – que les compagnies refusent longtemps aux cheminots –, les hommes de la mine et ceux des chemins de fer croient à l'efficacité de la pression que les parlementaires peuvent exercer sur l'État et voient essentiellement dans la grève un moyen de renforcer cette pression. Du moins en est-il assez longtemps ainsi.

C'est à leur contact que, pour une bonne part, va se forger la conception jaurésienne de l'organisation de la lutte ouvrière.




Vingt années

En vingt ans, cependant – vingt années au cours desquelles les voix ouvrières se rassemblent, se disputent, se rapprochent, et pendant que commence à s'étendre sur le monde l'ombre du XXe siècle – les liens que Jaurès noue avec le prolétariat vont changer d'épaisseur et peut-être de nature.

1893-1900 – Années cruciales et obscures pendant lesquelles les formes institutionnelles où va se cristalliser le mouvement ouvrier restent éclatées, embryonnaires. Conditions favorables à l'épanouissement d'un nouveau leader dont l'éloquence est multiple et la vitalité exceptionnelle, et à l'établissement de son charisme personnel.

La note dominante est alors incontestablement politique, même s'il s'agit des seules années où il intervient directement dans de grandes grèves. Jaurès est comme saisi par la joie d'être une force dans la cité. À la Chambre, certes : l'orateur est sorti de sa glaise. En dehors, aussi bien : lors de son échec au premier tour des élections de 1898, il refuse une circonscription sûre à Paris ; ce grand parlementaire n'a rien d'un « parlementaire ». Moins encore est-il alors homme de parti : malgré son étroite



collaboration de trois années avec les guesdistes, nulle esquisse chez lui d'une théorie partidaire ; à peine – tardivement – une réflexion qui visera surtout à tourner par la base le « sectarisme » des organisations politiques qui se réclament du socialisme. Non, ce qui l'intéresse, c'est l'action politique dans son rapport avec le pouvoir d'État : en accord avec les mineurs de Carmaux – leur expérience les a convaincus que la lutte politique est « la limite et l'achèvement de l'action corporative » –, il espère d'abord utiliser le suffrage universel pour imposer la république sociale en chassant les gouvernements de réaction. Puis la révolution s'éloigne… L'Église, en se ralliant à la République, a renforcé le pouvoir des notables. L'Armée, comme le montre l'affaire Dreyfus, menace les fondements mêmes de la démocratie. Pendant la grève des verriers déjà, la magistrature était aux ordres. Le combat se déplace vers l'appareil d'État : ici le terrain est vierge et les dénonciations ne suffisent pas.

Comment articuler à ces luttes l'action des organisations ouvrières, parfois adhérentes aux partis socialistes, mais dont l'organisation autonome se développe, en rupture essentiellement avec le guesdisme ? La vigueur avec laquelle Jaurès intervient au Congrès de l'Internationale à Londres (août 1896) pour exclure du socialisme les anarchistes et donc les syndicats, où ils sont nombreux, qui ne croient pas à la vertu de l'action législative et parlementaire prouve qu'il ne perçoit à cette date ni certains enjeux – la parlementarisation du mouvement politique – ni ce qui est en train de naître dans le mouvement syndical : ne s'imagine-t-il pas avoir affaire à Londres à un coup de force anarchiste sans vraie base syndicale[1] ? Tel est peut-être le prix de ses liens si forts avec les hommes de la mine.





Dès ce moment pourtant s'élève, venant d'autres secteurs de la classe ouvrière, un chant auquel il ne reste pas insensible : celui des syndicalistes, des coopérateurs allemanistes de la région parisienne. Il a suivi leurs efforts pour étendre à toute la classe ouvrière la solidarité indispensable à la création de la Verrerie ouvrière ; il les retrouvera à ses côtés pendant l'affaire Dreyfus. Il est attentif aux tentatives de la jeune CGT pour donner aux ouvriers syndiqués le journal indépendant dont il rêve lui-même pour tous ceux qui se réclament du socialisme, et il porte grande estime à l'anarchiste Pelloutier, le secrétaire de la Fédération des bourses du travail. Aussi, tout en continuant à penser que l'opposition syndicaliste au patronat ne peut pas déborder les cadres de la société

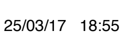


capitaliste, tout en sachant que l'hostilité à l'action politique cache bien souvent tous les accommodements avec le pouvoir, il commence à comprendre la signification de «l'action directe» pour les travailleurs. Son engagement national dans l'affaire Dreyfus accroît finalement la popularité que son dévouement lui avait conquise au temps de la Verrerie ouvrière (1895-1896). Elle éclate lors de la grève du Creusot (octobre 1899) et surtout en janvier 1900 à Saint-Étienne où il est appelé comme arbitre par les grévistes, «un des plus grands honneurs qui m'ont été faits dans ma vie militante». Il va utiliser ce capital pour produire, après l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, un discours sur la classe ouvrière qu'il a lentement mûri: presque toutes les idées qu'il formulera systématiquement en 1908 sur la grève, les rapports de classes dans l'entreprise et ceux du syndicat avec la base, il les a déjà mises en avant pendant les quelques mois heureux (fin 1899-1900) où un large secteur de l'opinion ouvrière et populaire était prêt, au-delà de ses leaders traditionnels, à accepter son magistère.



1900-1905 – Le creux de la vague arrive vite. Hors le milieu privilégié de Carmaux où il reconquiert en 1902 le siège perdu en 1898, l'influence de Jaurès sur les militants ouvriers s'effrite lentement à la fin de 1900 et au début de 1901, alors que la relance des grèves depuis 1899 renforce le poids du militantisme: «Je ne sais, écrit-il le 26 février 1901, si, entre les calomnies de droite et les suspicions de gauche, j'ai gardé, après une longue crise obscure, un peu de la popularité révolutionnaire qui fut la suite d'âpres combats et de durs labeurs». Isolé des mineurs les plus combatifs pendant la grande grève de Montceau (janvier-mai 1901), il ne peut éviter, à la fin de 1902, la rupture entre la Fédération nationale des mineurs de France, à laquelle Carmaux reste rattaché, et la nouvelle Union fédérale qui donne son adhésion à la CGT. Avec l'arrivée de Guérard puis de Griffuelhes au secrétariat général, surtout après le Congrès de 1902, celle-ci a le vent en poupe. La rupture de ses dirigeants avec Jaurès s'est produite pendant l'été 1901 sur le thème de la grève générale. Jaurès ne l'a jamais condamnée, mais il lui refuse une finalité révolutionnaire. Amplifiées par La Voix du peuple enfin créée (décembre 1900), les suspicions, voire les attaques confédérées vont se prolonger jusqu'au Congrès de Bourges (septembre 1904) et au-delà.

En fait, non seulement la structuration du mouvement syndical se renforce pendant ces années plus vite que celle du parti, mais celle-ci,



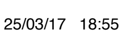


en se bipolarisant – Parti socialiste français et Parti socialiste de France –, pousse le syndicalisme à affirmer avec vigueur son altérité pour échapper aux querelles tactiques : sauf exception, on n'appelle plus Jaurès – ni d'ailleurs d'autres députés – sur les champs de grève. En même temps, à Fougères comme à Montceau, dans les petites entreprises comme dans les vastes concentrations industrielles, le comportement du patronat frappe de dérision aux yeux de beaucoup les projets de démocratisation industrielle communs à Jaurès et à Millerand : l'arbitrage obligatoire, le contrat collectif, l'organisation de la grève par le suffrage universel ouvrier. Ceux-là mêmes qui quelques années plus tôt les auraient peut-être approuvés s'en détournent : comme citoyen, on peut-être « ministérialiste », mais comme prolétaire ? Voici renaître la contradiction majeure.

1905-1914 – C'est l'unité socialiste qui permet à Jaurès de sortir de l'impasse. Bien loin qu'elle le ligote, il lui doit le renouveau de son personnage dans l'opinion ouvrière : la constitution de la SFIO, d'un parti pluriel, non seulement le libère de compagnonnages pesants, mais rend à nouveau le dialogue possible avec les secteurs de la classe ouvrière qui se reconnaissent dans le guesdisme, le vaillantisme, l'allemanisme, avec la Fédération de la Seine, si diverse, si mêlée aux activités des syndicats. Et ce n'est pas seulement dans l'Internationale que l'alliance entre Vaillant et Jaurès va transformer l'image de marque de l'ancien ami de Millerand. Il dispose maintenant d'un lieu d'où parler à la CGT, d'un lieu, le parti, où faire progresser l'idée de l'indépendance et de la convergence finale des deux mouvements.



Que la Confédération déclare « ne pas s'en préoccuper » n'est pas l'essentiel aux yeux de Jaurès. Tout d'abord, l'apolitisme de la CGT se fixe les mêmes buts que le Parti : grouper « les travailleurs conscients » pour préparer « l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation du capitalisme » (charte d'Amiens). Cette position, que Jaurès avait cru d'abord marginale dans le syndicalisme, reçoit maintenant l'appui de centaines de milliers de syndiqués. Surtout, au mot « politique » répond à présent pour Jaurès un contenu nouveau. Non pas essentiellement parce que les statuts du parti le protègent des illusions du ministérialisme. Ni même seulement parce qu'au loin grondent les échos de la révolution russe. Le grand fait nouveau, c'est que la guerre frappe à la porte. L'urgence du combat contre la barbarie transforme en





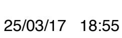
problème politique les problèmes de tout le monde. Et d'abord ceux de la classe ouvrière. Si la guerre passe, les hommes meurent, les droits s'effondrent. Dès 1905, sur ce point, Jaurès trouve dans la CGT un «allié objectif»: l'arme de la grève contre la guerre, c'est le «génie ouvrier» qui l'a inventée et la CGT veut l'enseigner aux prolétaires.

Le peut-elle? Tout en exaltant le syndicalisme révolutionnaire à la Chambre (dès décembre 1905) et dans les turbulents meetings parisiens (le jour même où est votée la charte d'Amiens), tout en le défendant dans les congrès SFIO (Limoges, Nantes, Toulouse), Jaurès, obstinément, exige de la CGT qu'elle analyse son rapport réel à la classe ouvrière. Ouverte dès août 1906 à tous les courants du syndicalisme confédéré, L'Humanité lui sert de tribune permanente: la classe ouvrière ne vit pas que d'idéologie; la minorité agissante la plus enthousiaste ne peut disposer de tous les travailleurs; comment rassembler? quels mots d'ordre choisir? le syndicalisme peut-il à lui seul conduire au socialisme? La crise de la CGT, perceptible dès 1908, le reflux des grèves (1907-1909), puis souvent leur échec, rendent le prolétariat – peut-être – la Confédération – sûrement – attentifs à ce discours. Jusqu'à quel point?



L'idylle n'est pas de ce monde. L'unité ouvrière en progrès? Le leadership de Jaurès en route? Sans doute. Mais, ni sur les transformations fondamentales qui apparaissent dans l'organisation du travail – les métallos, en particulier, en portent la marque – ni sur le nouveau mouvement révolutionnaire qui se cherche à la veille de la guerre, Jaurès ne s'est vraiment expliqué. Et ce n'est pas seulement à des fins électorales qu'en avril 1914 il disait aux ouvriers de Carmaux: «Je ne demande qu'une chose, c'est de rester digne de vous». La vieille mine demeurait son horizon de prédilection. Mais l'état d'une réflexion ne se traduit pas immédiatement en textes ou en actes. Et, somme toute, c'est aux travailleurs immigrés que Jaurès a consacré son dernier article ouvrier.

Comme tous les textes, ceux-ci ne peuvent être compris qu'historiquement. Mais leur intérêt n'est pas seulement «historique». Assurément, l'histoire ouvrière, l'histoire du socialisme, n'a pas connu – quelle litote! – cette marche ascendante et régulière, sinon triomphale, que Jaurès entrevoyait. Pourtant, bien des questions soulevées aujourd'hui dans la classe ouvrière ou à son propos s'enracinent dans l'époque lointaine des grèves de Carmaux, du millerandisme et du syndicalisme d'action directe. Nature de la grève, masses et minorités agissantes, syndicats et partis,





modalités et finalités des alliances de classes, sur tous ces points, une lecture de Jaurès plus ample que celle qui est offerte ici permettrait de dépasser les schémas explicatifs traditionnels, de déjouer les pièges nés pour une part d'un vocabulaire figé, de percevoir les rapports réels derrière le langage.

C'est que, philosophe, historien, député, Jaurès est aussi, jusqu'en 1900, un chef de grève et, jusqu'à sa mort, un leader ouvrier. C'est aussi que, si les conditions de vie et de travail, les modes d'intervention, les perspectives immédiates de la classe ouvrière ont profondément changé en France depuis le début du XXe siècle, cette époque est aussi celle où l'ouvriérisme, épanoui, s'inquiète, où l'État esquisse pour la première fois – timidement… – le ballet de l'intégration des prolétaires, où le monde enfin fait irruption chez les travailleurs français. Puis, après tout, «l'esprit révolutionnaire consiste à ne jamais s'arrêter dans l'effort et dans la lutte[2]»…




La Classe ouvrière, **Paris, Maspero, 1976, p. 9-19. © Éditions La Découverte**







Jaurès et le marxisme

Le marxisme en France



«Le socialisme français ne se débarrassera des confusionnistes que par un retour à Marx»: ainsi Lagardelle, en mars 1903, annonçait-il en termes à peine voilés sa rupture avec Jaurès[1]. En se référant à Marx pour le vingtième anniversaire de sa mort, il était pourtant quelque peu isolé, du moins à l'intérieur de la famille socialiste: le nom de Marx, le terme «marxiste» n'est prononcé que deux fois au cours de la controverse célèbre qui oppose à Lille en octobre 1900 les tenants des «deux méthodes», et par Jaurès, non par Guesde. Lafargue lui-même n'avait guère fait davantage cinq ans plus tôt en répondant, au nom du matérialisme, à la conception de l'histoire défendue par «ce diable d'homme»[2]. Il s'agissait pourtant des deux leaders les plus connus du socialisme révolutionnaire français, de ceux qui avaient avec Marx rédigé en 1880 le célèbre «Programme du Parti Ouvrier»! Ils sont au total bien peu nombreux ceux qui, dans le socialisme français, se réclament sérieusement du marxisme avant 1914: Vaillant plus que Guesde sans doute, et davantage aussi que Lafargue. Dans un livre récent Daniel Lindenberg est allé jusqu'au bout de cette remarque: le marxisme français serait, à la fin du XIXe siècle, «introuvable». En tout cas les attaques contre Jaurès, si fréquentes du côté guesdiste à partir de 1898 et vigoureuses aussi au tout début du XXe siècle chez Vaillant, visent surtout sa pratique politique, sa «méthode», parfois sa personne, ou, lorsqu'elles touchent



– rarement – à ses conceptions globales, à sa philosophie, et se situent plus souvent au niveau du matérialisme traditionnel qu'à celui de la dialectique. La faiblesse théorique des dirigeants du socialisme français, qui se considéraient comme les introducteurs du marxisme dans leur pays, et l'absence quasi totale de théoriciens dans le mouvement limitent en France le débat marxiste et même l'information, et l'empêchent en tout cas de se développer. De quel lieu d'ailleurs s'élèverait-il ? N'exagérons pas : de 1893 à 1900 les conférences organisées par les groupes étudiants qui se réclament du socialisme permettent à Paris des exposés, parfois contradictoires : c'est dans un de ces tournois que s'opposent, à la fin de 1894 et au début de 1895, Jaurès et Lafargue. Au même moment deux jeunes revues, *L'Ère nouvelle* (1893-1895), puis le *Devenir social* (1895-1898), malheureusement quasi confidentielles, apportent une nourriture plus forte en s'ouvrant aux théoriciens roumains, italiens, belges et hollandais, allemands surtout. Mais qu'elle est maigre la place qu'y occupent les Français, Sorel excepté (sous divers pseudonymes), et Lafargue ! Ces revues marxistes ne durent d'ailleurs que l'espace d'un matin, alors que *La Revue socialiste* de Benoît Malon, qui tient sa place dans le chœur d'ignorance et de défiance qui s'élève en France autour du marxisme – l'article où Gustave Rouanet présente en 1887 « Le matérialisme économique de Marx » en est la redoutable preuve – a la vie dure : née définitivement en 1885, elle vit toujours en 1914. Et, dira-t-on, *Le Mouvement socialiste* ? La revue que Lagardelle fonde avec d'autres en 1899 a au moins le mérite de tenir ses lecteurs – ils ne seront sans doute jamais plus de 800 – au courant d'une partie de la production socialiste internationale. Elle a aussi celui d'être animée par des militants que le marxisme intéresse et qui n'entendent pas s'enfermer dans la répétition de quelques slogans. Mais à partir de 1903-1904, son équipe dirigeante se rétrécit et fixe son choix sur l'interprétation sorélienne du « socialisme ouvrier » : si passionnante qu'elle soit alors, au moins jusqu'en 1908, c'est-à-dire pendant les belles années de la CGT, la revue de Lagardelle tend à se fermer au débat théorique. Il reste la presse quotidienne… Rares, apparemment, ceux qui se plaignent de cette situation.



Nous touchons là, fort sommairement esquissé, un des motifs qui rendent malaisé de traiter du marxisme de Jaurès, voire de sa critique du marxisme : si populaire qu'il soit dans la classe ouvrière française – ou si



discuté – dès qu'il agit et appelle à l'action, ses réflexions théoriques l'isolent souvent par le simple fait d'exister. Lorsque le débat marxiste est en France à son apogée, entre 1893 et 1900, il y participe certes, mais, croyant la révolution imminente, piaffant sous la pression conservatrice du pouvoir politique, il met le plus souvent entre parenthèses ses divergences idéologiques : « Nous ne chercherons pas le secret profond de la vie tant que tous les salariés, tous les écrasés, ne pourront pas le chercher librement avec nous », dit-il en novembre 1896 sur la tombe de son ami Sautumier. Plus tard le débat se fige en France sur des points de tactique où Jaurès s'absorbe lui aussi avec passion et ceux qui s'en gardent, comme Sorel, mettent si peu la main à la pâte que Jaurès se détourne d'eux comme d'objets inutiles. Pour trouver des interlocuteurs, il lui faut regarder vers l'étranger. Or il connaît mal les Italiens : à vrai dire l'ignorance où il semble être de l'œuvre d'Antonio Labriola surprend d'autant plus que les *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, dont une partie a été publiée dans le *Devenir Social* en juillet 1895, paraissent chez Giard et Brière en 1897 et sa correspondance avec Sorel en 1899 ; faut-il penser que le nom de Sorel a desservi Labriola auprès de Jaurès ou en référer au seul hasard ? Les marxistes russes aussi lui sont comme étrangers, alors qu'il attache une grande importance aux événements de





Russie : il se peut que l'écran vienne de Roubanovitch, socialiste-révolutionnaire, fort critique à l'égard des sociaux-démocrates, qui fait fonction de correspondant pour les affaires russes à *L'Humanité* ; mais les théoriciens russes échappent de toute façon quasi totalement à l'horizon français. C'est d'Allemagne essentiellement, et d'Autriche, terres de l'*establishment* idéologique de l'Internationale, que lui viennent, avec Rosa Luxemburg, Kautsky, Hilferding et Bernstein, les incitations créatrices. Le débat marxiste risque dès lors de prendre à ses yeux la forme d'un débat politique entre la social-démocratie allemande et le socialisme français, ce qui ne favorise guère un effort théorique global. Ainsi s'explique pour une part une autre difficulté de notre travail : Jaurès ne s'est jamais dit marxiste mais il n'a jamais non plus entrepris une critique systématique du marxisme ; sur ce sujet ses propos sont dispersés et apparemment contingents. Est-il donc légitime de le placer, aux côtés de Bernstein et de Benedetto Croce, parmi les « révisionnistes », comme le fait un ouvrage récent[3] ? Contrairement au penseur allemand et même au philosophe italien, il n'a pas eu grand-chose à réviser. Mais est-on



pour autant fondé, comme le fait un autre ouvrage[4], à l'exclure radicalement de l'histoire du marxisme ? C'est ce dont nous allons débattre.

Jaurès et le marxisme

Pour accéder à l'œuvre de Marx et d'Engels, Jaurès n'a pas eu à vaincre d'obstacles matériels majeurs. S'il parle malaisément l'allemand, il le lit couramment et ce lui est un avantage inappréciable, non seulement sur Guesde mais sur Lafargue qu'Engels essaya toute sa vie de convaincre qu'il était temps de se mettre à l'étude de la langue de Marx. Les horaires de langue vivante avaient été augmentés en 1872 dans l'enseignement secondaire – Jaurès avait treize ans – et l'allemand y occupait une place de choix : la France se définissait dans une large mesure par rapport à l'Allemagne, et, si les dirigeants guesdistes s'en souciaient peu, il n'en fut pas de même pour les intellectuels socialistes dont l'histoire associe le nom à d'autres courants : Édouard Vaillant, Lucien Herr, Charles Andler, Hubert Lagardelle, Albert Thomas. À sa formation universitaire, Jaurès ne doit pas seulement la maîtrise de l'allemand classique, mais sa vocation philosophique. Elle aussi le conduisit, comme tant de ses contemporains, vers l'Allemagne, mère des grandes doctrines issues du kantisme : sa génération, celle des élèves de « Monsieur Boutroux », s'intéresse non seulement à Kant, mais à Fichte et à Hegel. En même temps elle commence à échapper à la fascination intellectuelle quasi absolue exercée quelques années plus tôt par l'Université allemande : « On ne va plus en Allemagne, ni en exploration ni en pèlerinage, mais il y a encore de l'intérêt à y aller »[5]. Elle cherche chez les Allemands, à partir ou à côté de la philosophie, autre chose que la philosophie.



Tel est le chemin que suit Jaurès. Sa thèse secondaire – en latin[6] – sur *les Origines du socialisme allemand*[7], soutenue en 1892, part en quête des « liens entre le socialisme et la philosophie allemande » chez « ces hommes qui ont pour ainsi dire façonné le génie et la pensée allemande », Luther, Kant, Fichte et Hegel ; de la philosophie il détecte le pouvoir « belliqueux » et il déclare que pour comprendre le socialisme allemand, « il ne suffit pas de le saisir dans la forme particulière et transitoire que lui ont donnée Bebel et ses camarades », il faut en atteindre « les vraies sources profondes ». Fasciné par le socialisme comme philosophie et comme organisation, comme « parti dans l'État » il se tourne d'abord vers le seul





socialisme qui soit déjà constitué en une force réelle et il ne se trompe pas sur la personne de son plus récent penseur : ce n'est ni Schaefflé, ni Lassalle, qui pourtant l'intéresse, c'est « le célèbre Marx ». Une telle démarche présente à tout le moins l'avantage de ne pas enfermer au départ le marxisme dans une pédagogie politique ou une pratique militante, voire dans une critique de l'économie, sans pour autant nier qu'il soit aussi tout cela. Aussi, même si Jaurès ne perçoit alors ni l'importance de la rupture anti-individualiste chez Hegel ni celle de la rupture matérialiste chez Marx, la manière dont il pose le problème du socialisme comme totalité – philosophie globale et instrument de lutte politique – rapproche sa visée de celle de Marx. Il n'est pas indifférent au « marxisme de Jaurès » que Jaurès ait été philosophe, même si ses analyses proprement philosophiques nous semblent aujourd'hui – peut-être à tort[8] – bien peu novatrices. Il est en tout cas le seul philosophe de formation qui soit devenu en France un leader du socialisme sans jamais établir de coupure entre sa pratique politique et ses conceptions philosophiques.



Ce n'est évidemment pas une garantie de culture marxiste. Celle de Jaurès est cependant très supérieure à celle des porte-parole officiels du marxisme français. Outre ses amis normaliens et philosophes, il se lie avec Louis Révelin, dont les témoignages s'accordent à évoquer, au tournant du siècle, la culture théorique, et avec Gabriel Deville, économiste marxiste solide, qui fut un de ses correspondants attitrés et presque son documentaliste pendant la gestation de *L'Histoire socialiste de la Révolution française*. Rien ne prouve évidemment qu'il n'ait pas lu les œuvres qu'il ne cite pas, mais, parmi les textes de jeunesse de Marx, s'il se réfère à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit*, il n'évoque pas la *Sainte Famille*, ni, naturellement, *L'Idéologie allemande*, inconnue même en Allemagne jusqu'à ce que Bernstein en publie des extraits en 1902-1903. Son premier choc, il le reçoit à travers *Le Capital*, ce livre « vigoureux et algébrique »[9] qu'il a lu et relu au moins depuis 1889. Rien d'exceptionnel ici : c'est *Le Capital* qui, dans les quinze dernières années du siècle, polarise l'admiration que la puissance intellectuelle de Marx inspirait même à ses adversaires. Mais à la différence de tant d'autres, Jaurès essaye de ne pas isoler ce livre de l'ensemble de l'œuvre. Attentif aux préfaces, aux postfaces, il repère dans la *Neue Zeit*[10] les inédits de Marx et d'Engels que Kautsky[11], à qui les filles de Marx ont confié les papiers de leur père, y publie de temps en temps et à





travers lesquels se constitue comme une première image de l'histoire du marxisme en formation. Ses liens personnels avec Bernstein, l'exécuteur testamentaire d'Engels, et avec Hyndman, chez qui il descend quand il séjourne en Angleterre, lui facilitent l'accès à des souvenirs, à des pages mal connues. Il ne les aborde pas en érudit jaloux, mais en socialiste d'éducation qui distingue la formation critique des militants de la simple vulgarisation[12]. C'est ainsi qu'il signale aux lecteurs de *La Petite République* et de *La Dépêche* l'intérêt de la « Bibliothèque socialiste » où, au début du siècle, Charles Longuet préface *Les Luttes de classes en France* et Andler *Le Manifeste Communiste*. Pour la première fois, l'appel lancé en 1847 trouve en France un vaste public[13]. Jaurès en prendra occasion, jusqu'à la fin de sa vie, pour accrocher une critique à la fois immuable et diversifiée à quelques-unes des formules vigoureuses, ramassées, elliptiques, du *Manifeste*[14].

Le marxisme serait-il mort avec Marx en 1883, voire en 1895 avec Engels ? Jaurès ne lui reconnaît pas d'interprète privilégié. Il se méfie des vulgates. Mais tous les héritiers l'intéressent. Il controversera avec Bernstein, préfacera des livres de Kautsky[15], lira Hilferding, étudiera *L'Accumulation du capital* et l'annotera aussi minutieusement que *L'Iliade*, comme le montre l'exemplaire en allemand conservé à Montreuil dans sa bibliothèque. Mais son appétit de lecture privilégie-t-il la tradition marxiste ? Il ne semble pas. Toute publication sérieuse d'inspiration socialiste mérite à ses yeux diffusion. Éclectisme ? Pour en juger, il est indispensable d'entamer le long détour de la chronologie et de tenter de reconstituer, dans la (faible) mesure du possible, l'itinéraire de Jaurès face au marxisme.

La formation de Jaurès

L'accord se fait aujourd'hui entre les spécialistes de Jaurès pour admettre qu'il ne devint pleinement socialiste, au sens moderne du terme, qu'à trente-trois ans passés, après la grève de Carmaux. Il a enseigné la philosophie au Lycée d'Albi, puis à la Faculté de Toulouse, il a rédigé ses thèses de doctorat et analysé pour la première fois *Le Capital* en l'absence des connaissances concrètes et de la *praxis* sociale nécessaires à sa naissance au socialisme, à la saisie de la fonction et de la nature du marxisme. En a-t-il été lui-même pleinement conscient ? À demi






seulement. Mais il convient peut-être de prendre davantage au sérieux ses propos qu'on ne l'a fait – que je ne l'ai fait moi-même – depuis une quinzaine d'années. Quelle image se fait-il de son évolution lorsqu'au fil de sa vie il se penche sur son passé ? Écoutons-le.

1893 : « Depuis de longues années je soutiens la cause socialiste ; les premiers articles publiés par moi dans *La Dépêche,* dès la fin de 1886, sont d'un socialisme marqué [...]. Ce qui est vrai [...] c'est que je croyais possible d'entraîner au socialisme, sans déchirement et sans lutte, tous les républicains unis. Là était évidemment l'erreur, l'illusion un peu naïve de ma première jeunesse »[16].

Quelques mois plus tard : « Dès les premiers mois de la Chambre de 1885 j'avais le sentiment profond et le dégoût des iniquités sociales actuelles ; et le remède m'était apparu dans l'organisation collectiviste. J'ai rédigé pour moi seul en 1886 des études collectivistes que j'ai encore, où j'essayais de préciser pour moi les difficultés et les problèmes »[17].

1899 : « J'ai adhéré à l'idée socialiste et collectiviste avant d'adhérer au Parti socialiste »[18].



1904 : « Je ne me calomnie point assez moi-même pour dire que la vie ne m'a rien appris [...]. Dans les premières années d'études j'avais pénétré ou pressenti tout le socialisme, de Fichte à Marx, et je ne savais pas qu'il y avait en France des groupements socialistes... Dans la législature de 1885 à 1889 je n'étais inscrit à aucun groupe [...] je siégeais géographiquement au centre [...] mais j'étais dès lors profondément et systématiquement un socialiste collectiviste »[19].

Illusion rétrospective ? Désir, non seulement de se défendre contre de basses attaques – elles n'ont pas manqué à un tel transfuge – mais, plus profondément, de donner à sa vie la continuité dans le changement que valorisait, jusque dans l'histoire de l'humanité, sa réflexion philosophique ? Sans doute. Mais il y a autre chose. Jaurès parle comme s'il avait d'abord découvert l'idée, ensuite les organisations, d'abord la doctrine, ensuite l'action. Ainsi que tous les « comme si », celui-ci mérite qu'on y regarde de près ; même si Jaurès se trompe à nos yeux sur sa propre évolution, l'insistance qu'il y met incite à penser qu'il distingue certes l'idée et la pratique, la doctrine et les actes, mais qu'en même temps l'un, selon lui, procède de l'autre : l'idée, qui est première, doit un jour s'incarner car « l'être est ». Ainsi Jaurès renvoie-t-il constamment ses contradicteurs ou ses critiques à la réflexion philosophique sur « la réalité



du monde sensible» qu'il a élaborée au début des années quatre-vingt et mise au point en rédigeant sa thèse en 1889-1891, et dont il ne reniera jamais la substance[20]. Ses choix philosophiques ont certes évolué par rapport à son point de départ, puisque du criticisme kantien de ses jeunes années[21], il est passé au réalisme de l'être. Mais il ne les a pas renversés : la philosophie reste pour lui l'univers de la métaphysique et l'homme, dès la première heure, s'affirme comme «un animal métaphysicien, puisque l'essence même de la métaphysique c'est la recherche de l'unité totale dans laquelle seraient compris tous les phénomènes et enveloppées toutes les lois»[22].

Jaurès n'a donc ni renié, ni même critiqué l'attitude intellectuelle qui avait été la sienne pendant les dix premières années de sa vie philosophique. On comprendra aisément qu'elle ne facilitait pas l'accès au processus de rupture avec la métaphysique que constitue la philosophie marxiste. C'est ce que montre en effet la manière même dont il aborde la pensée de Marx dans les premiers articles où, au début de 1890, il prononce son nom et surtout dans sa thèse secondaire : en quête d'éléments qui lui permettront de surmonter «les difficultés» théoriques qui le préoccupaient depuis 1886, et de constituer une théorie socialiste susceptible de s'intégrer à sa métaphysique de l'être, il rencontre le marxisme comme un élément parmi d'autres, le plus récent seulement, mais qui ne lui permet encore que «de répondre aux sophismes de l'économie libérale […] de méditer utilement sur le problème social actuel»[23]. Il lit *Le Capital* comme *L'Organisation du travail* de Louis Blanc ou *La Capacité politique des classes ouvrières* de Proudhon. Certes – tradition universitaire, information directe ou conscience politique en gestation – c'est bien au socialisme allemand qu'il consacre sa thèse secondaire. Mais pour y déduire *Le Capital* de la philosophie idéaliste allemande. Si dans sa thèse il décrit de façon correcte, en citant Marx[24], les points par lesquels celui-ci «diffère» de Hegel, le vocable employé – «différer» – minimise à l'extrême la «différence». Marx, explique Jaurès, a vu clair dans «le mouvement économique et historique», mais il a le tort de s'imaginer que la formation de sa propre pensée est liée aux progrès de la grande industrie, alors qu'elle lui vient essentiellement de Hegel : le marxisme n'a pas été conçu par un philosophe anglais étroitement mêlé par ses traditions nationales au processus industriel, mais par un dialecticien, disciple de Hegel, assuré qu'aucune forme de l'Idée ne vaut pour






l'éternité. «Les événements découlent des idées, l'histoire dépend de la philosophie»[25] : telle est la conclusion formulée par Jaurès en 1891.

Il lui était difficile dans ces conditions de transcender ses habitudes universitaires et le fond même de sa vision du monde. Du moins Jaurès va-t-il intégrer à sa réflexion personnelle certains aspects révolutionnaires de l'œuvre de Marx et certains comportements que seuls des philistins pouvaient prétendre en séparer. L'homme Jaurès, privé par ses origines et sa formation de toute référence locale, familiale, ou professionnelle aux luttes ouvrières, va se lier lentement au mouvement ouvrier lors de son essor rapide entre 1890 et 1893. Bon républicain, quoique sa croyance à l'unité de l'être détonne parmi les anticléricaux français[26], patriote comme Ferry et marqué comme lui par l'idéologie franco-centriste de la «grande nation», il n'a jamais, jusqu'à l'été 1892, été partie prenante dans une grande lutte prolétarienne, et sa problématique de rassemblement républicain démocratique, si elle commence à exiger une description des classes sociales – les théoriciens du socialisme lui ont appris qu'il y a des classes – ne parvient pas à les caractériser nettement : il distingue par exemple, en mars 1889, «ceux qui vivent exclusivement du travail de leurs mains» (les prolétaires) de ceux, qui, «ayant un certain capital, vivent beaucoup moins de ce capital que de l'activité qu'ils y appliquent» (travail, éducation : ce sont les classes moyennes) et des capitalistes dont les revenus proviennent, quoiqu'ils ne soient pas oisifs, moins de leur travail que de leur capital. Pour faire vraiment connaissance avec les prolétaires, avec l'oppression sociale et politique que le capitalisme leur impose, il lui manque la révélation que lui apporte en 1892 la grève de Carmaux : le conflit entre l'élu des mineurs J.-B. Calvignac, mineur lui-même, et le marquis de Solages, propriétaire de la mine, député de la circonscription, scelle l'adhésion de Jaurès au combat prolétarien, lentement préparée par les contacts qu'il avait eus comme député dès 1885 avec les mineurs, puis à Toulouse, comme conseiller municipal, avec la Bourse du Travail et les grèves locales. Son élection à la place du marquis en janvier 1893 consacre les noces de Jaurès et du prolétariat, et la reconnaissance par le nouveau député non plus seulement de la réalité et de la tragique nécessité de la lutte des classes, mais des bases sur lesquelles celles-ci s'opposent : la petite bourgeoisie radicale a sans doute soutenu les ouvriers de Carmaux, c'est eux cependant qui





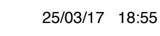


ont subi le poids de l'oppression, eux qui ont lutté et vaincu contre le représentant quasi symbolique du grand capital.

Les années 1893-1900

Le voici donc collectiviste – ainsi se proclame-t-il –, militant du Parti socialiste – au sens que ce terme avait dans l'Association Internationale des Travailleurs[27] – et élu sur le programme du Parti ouvrier français. Aux années 1893 à 1900 va correspondre un effort considérable de réflexion sur le marxisme. Bien des raisons l'y poussent, et dans des sens très divers. Certes le Parti ouvrier français, heureux de compter parmi ses proches ce parlementaire rayonnant, ne le somme guère de prendre position sur la doctrine et le zèle militant de Jaurès aurait tendance nous l'avons vu à accepter une certaine indifférenciation. Mais en même temps sa pensée s'infléchit et se précise au gré de lectures que la vitalité, précaire, des revues marxistes lui permet de multiplier. Un exemple : la traduction, dans le numéro d'avril 1894 de *L'Ère nouvelle*, de la première partie du *Ludwig Feuerbach* d'Engels influence sans doute l'introduction que Jaurès rédige le mois suivant pour *La Morale sociale* de Benoît Malon et que *La Revue socialiste* publie en juin. Lafargue fait remarquer malicieusement à Engels le 26 juin que l'article de Jaurès « indique bien qu'il a été touché » : « au lieu de dire que Malon a complété Marx comme le répètent tous les Français, il essaie de démontrer que Malon l'a compris et ne s'est pas départi de sa méthode »[28]. Et voici Jaurès amené à préciser publiquement, à plusieurs reprises, ses points d'accord et de désaccord avec Marx. Des deux conférences qu'il donne en ce sens en 1894 au groupe des Étudiants collectivistes, la première, prononcée le 9 juillet et consacrée au « matérialisme économique de Karl Marx », n'a malheureusement pu être retrouvée : elle avait remplacé le sujet primitivement prévu, « l'individu et le collectivisme ». La seconde, en décembre 1894, est bien connue[29]. Elle concerne un thème alors majeur : la conception matérialiste de l'histoire ; le père du socialisme roumain, Dobreanu Gherea, en avait parlé au Cercle des Études sociales de Bucarest en 1892 et son exposé avait été repris dans le numéro de janvier 1894 de *L'Ère Nouvelle*. Le texte d'Engels sur *Ludwig Feuerbach* en traitait. Jaurès rédige autant qu'il parle : de quelques mois antérieure à son introduction au livre de Malon, la controverse sur le collectivisme qu'il conduit dans







La Dépêche avec le sénateur Bernard Lavergne, son premier protecteur républicain dans le Tarn, avait touché, entre septembre 1893 et janvier 1894, un large public provincial. Et les copieux articles qu'il publie à *La Revue socialiste* de mars 1895 à mai 1896, s'ils ne visent plus immédiatement et directement l'œuvre de Marx concernent des problèmes connexes, tout comme les textes remarquables qu'il donne en 1898 à deux revues «bourgeoises», *Cosmopolis* et *La Revue de Paris*. En février 1900 enfin, il reviendra devant les Étudiants collectivistes, au plus fort du débat révisionniste allemand et du débat millerandiste français, pour y définir sa position par rapport à «Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste». Les réflexions formulées pendant ces huit années, et surtout pendant les trois premières, pourront par la suite faire l'objet de nuances et de rectifications, parfois d'approfondissements, elles ne seront plus jamais remises en cause.





C'est alors que Jaurès s'est vraiment colleté avec le marxisme et qu'il en a assimilé ce qui lui semblait assimilable. Cet effort de réflexion, dans une large mesure d'adhésion, en tout cas d'adaptation des analyses marxistes à sa propre vision du monde et de rejet critique de l'incompatible se poursuit, entre 1893 et 1900, dans des circonstances politiques assez favorables. Les liens de Jaurès avec les guesdistes restent étroits jusqu'en 1898 et, homme nouveau dans les milieux du socialisme international, il parvient sans trop de peine à se mettre au diapason des marxistes allemands, même s'il en éprouve parfois quelque regret: c'est le sentiment que laisse par exemple le rapide mouvement qu'il esquisse en faveur des syndicalistes, fussent-ils de tendance anarchiste, après avoir voté avec les partisans de leur exclusion au Congrès de Londres de l'Internationale (1896). Les ruptures nées de l'affaire Dreyfus et du millerandisme ne sont pas au début décisives. Jaurès mise sur l'unité socialiste que la croissance du mouvement rend indispensable, et, longtemps soutenu par Vaillant sensible comme lui au mouvement des masses, il ne peut imaginer que les socialismes «historiques» veuillent vraiment s'y opposer. Au reste, dans le conflit qui l'oppose à Guesde et cette fois à Vaillant, lors de l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899), il se sait soutenu dans une large mesure par Kautsky: la motion Kautsky, dite «motion caoutchouc», adoptée au Congrès international de Paris (septembre 1900), n'est pas susceptible d'une autre interprétation. Jaurès n'a jamais recherché la rupture avec



les marxistes allemands et français, et pendant longtemps il espère l'éviter. Sans suggérer que son comportement à l'égard du marxisme ait été mû par l'opportunisme politique, on peut penser que l'effort d'adaptation lui a été facilité par une atmosphère dans l'ensemble favorable.

Cet effort concerne plusieurs « secteurs » du marxisme, inégalement présents dans le débat théorique ouvert pendant ces années : la lutte des classes, la théorie de la valeur, la conception matérialiste de l'histoire. Le rôle décisif joué par la compréhension de la lutte des classes dans la venue de Jaurès au socialisme militant suggère de l'explorer d'abord. « C'est le mérite décisif de Marx », écrira-t-il en novembre 1901 dans la célèbre lettre-préface connue sous le nom de « Question de méthode », « le seul peut-être qui résiste pleinement à l'épreuve de la critique et aux atteintes profondes du temps, d'avoir rapproché l'idée socialiste et le mouvement ouvrier. […] Il mit l'idée dans le mouvement et le mouvement dans l'idée, la pensée socialiste dans la vie prolétarienne, la vie prolétarienne dans la pensée socialiste[30]. » Cette déclaration produite par Jaurès au moment où il a au contraire tendance, comme je le montrerai tout à l'heure, à aiguiser le contenu de la critique, a le mérite de condenser de façon définitive ce que lui ont appris le marxisme et les mineurs de Carmaux. La lutte des classes dont Jaurès a reconnu la réalité, mais dont les épisodes, les drames, l'affleurement existentiel le font littéralement souffrir, est bien présente, mais passe au second plan alors qu'une de ses composantes, le mouvement ouvrier, est exalté. Le socialisme devient le but avec la réalisation duquel se confond « la croissance du prolétariat ». La classe ouvrière devient « la classe » par excellence, non seulement en tant qu'agent de l'histoire, mais parce que, à la différence des capitalistes qui « ne s'oublient jamais pour le capital »[31], le prolétariat lui existe davantage encore que les prolétaires. Mais si la classe ouvrière dispose comme d'un supplément d'être par rapport à la bourgeoisie, les terrains où campent les deux classes ont une égale consistance. Jaurès le répète clairement dans la critique aiguë qu'il présente en 1900 des positions de Bernstein : « Quelles que soient les diversités internes de chacune de ces classes, la ligne générale de démarcation subsiste »[32] entre ceux qui ne détiennent pas les moyens de production et ceux qui les possèdent, et elle fonde entre les deux classes un radical antagonisme. L'unité du prolétariat, par-delà toutes ses divergences idéologiques, critiques ou organisationnelles, est le rocher solide sur lequel Jaurès



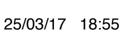



appuie son aspiration à la création d'un parti unique de la classe ouvrière et c'est aussi sur elle qu'il compte pour surmonter les divisions historiquement apparues en France entre le socialisme des partis et celui de la CGT.

Travail contre capital. Que leur opposition réside fondamentalement dans les rapports de production, Jaurès en est d'accord. Il considère, au moins depuis 1893, comme définitivement acquises l'analyse marxiste de la plus-value, la théorie de la valeur : « Pour moi, je trouve admirables et vraies ces analyses de l'idée de valeur et de la formation du capital par un prélèvement incessant sur le travailleur »[33]. Chez les spécialistes de science économique il est pourtant de bon goût, depuis 1895 surtout, de moquer les « erreurs » de Marx : si Sorel a pris sa défense, en 1897 notamment, dans le *Journal des Économistes* – il ne rompt avec le marxisme qu'à la fin de cette année –, d'Antonio Graziadei à Rome à Vilfredo Pareto à Lausanne, de Thomas Masaryk à Bernstein lui-même, la mort d'Engels et le retour au beau temps du profit ont déclenché l'assaut contre les concepts économiques de Marx. Jaurès n'en a cure. Sans doute ce n'est pas un technicien, mais il s'est assimilé sans peine des analyses difficiles. « Lorsque nous analysons la thèse de Graziadei, conclut-il, et que nous la creusons, nous sommes obligés ou d'y trouver le néant, ou d'y retrouver la doctrine même de Marx[34]. » Au cours de son exposé anti-bernsteinien du 10 février 1900, il s'est reporté explicitement à la conférence qu'il avait faite en juillet 1894 sur « le matérialisme économique de Karl Marx » : elle a sans doute représenté le sommet de l'effort jaurésien d'assimilation du Livre I du *Capital*. Claude Willard a souligné le fait que seul Jaurès avait, en France, réfuté le révisionnisme de Bernstein[35] et, si le front de l'économie politique est chez les guesdistes un peu mieux ravitaillé que d'autres, la théorie de la valeur et du surtravail, Engels mort et Gabriel Deville retiré du Parti, ne leur a rien inspiré de plus percutant qu'à Jaurès.



La manière même dont ce dernier avait approché Marx au temps de sa thèse secondaire lui interdit cependant de s'en brosser une image exclusivement économique. Plus sa réflexion s'approfondit, plus il renonce à la dichotomie facile entre « socialisme économique » et « socialisme idéaliste » à laquelle il se référait encore parfois au printemps de 1893, fût-ce pour la résoudre en interaction. Avec G. Deville dont il présente en 1896 les *Principes socialistes* et à qui il rend l'hommage d'un





disciple à un maître qui a su écarter de son chemin les ronces les plus épineuses accumulées par Marx, il proteste contre ceux qui accusent le marxisme d'être un «socialisme du ventre»: «Pour Marx même, pour le puissant dialecticien qui a si puissamment montré au contraire les grands et beaux reflets des phénomènes économiques en phénomènes intellectuels et moraux, le reproche est absurde»[36]. Quels reflets et comment s'allument-ils? Contre les tenants français du pouvoir immédiat, absolu, de l'infrastructure, Jaurès explique à maintes reprises que selon Marx le reflet n'est jamais direct: le fait économique est bien la base de l'histoire, mais Jaurès précise tout d'abord qu'il faut entendre par là non point les seules techniques, mais tout «le système de la production, du travail, de la propriété», et d'autre part «il ne faut pas croire que ce sont là des réflexes immédiats: les forces toujours plus variées et plus riches de la nature humaine désunifient sans le rompre le thème de l'ordre économique»[37] qui finalement n'est efficace qu'en dernière instance. C'est l'analyse de Sorel et d'Antonio Labriola en 1897. Seuls les vocables – ces signes de reconnaissance des disciples de Marx – font défaut à Jaurès. Ceux qui apparaissent témoignent d'ailleurs, plus encore que les absents, de la culpabilité du vocabulaire: voici en effet qu'au cœur de l'effort de reconnaissance du marxisme entrepris au lendemain de son adhésion militante au socialisme, l'apparition du concept de nature humaine dévoile un fond irréductible qui résiste à l'enthousiasme intellectuel, au désir d'une collaboration étroite avec le Parti ouvrier, aux lectures et aux conversations érudites et amicales.



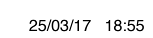
Jamais d'ailleurs, même pendant ces années, Jaurès n'a paru céder à un coup de foudre marxiste. Il s'est toujours préoccupé de garder ses distances, par rapport à Marx parfois, et plus souvent par rapport aux épigones français. Ses techniques de distanciation ne manquent pas de raffinement. Il s'agit en premier lieu de n'accorder au «célèbre Marx» qu'un minimum de supériorité sur le vieux socialisme français. Deux solutions: rappeler que Marx a bénéficié de l'effort de pensée et de combat du socialisme européen depuis un siècle; affirmer la nécessité d'un «socialisme français ayant sa physionomie propre et son autonomie, comme la France a dans l'humanité sa physionomie propre et son autonomie»[38]. Jaurès est poussé dans cette voie non seulement par la terre qu'il porte à ses souliers, mais par ses électeurs de Carmaux, mineurs fermement républicains, paysans fermement attachés «à la propriété



individuelle en ce qu'elle a de légitime et d'essentiel»[39]. Tout ceci sans nulle agressivité. D'autant que Jaurès tient à montrer l'importance le plus souvent secondaire des divergences qui l'opposent à Marx. Rien de plus efficace que de les évoquer dans un article de polémique contre un anti-marxiste notoire, un Bernard Lavergne, mieux, un Émile Faguet[40]. Ces messieurs s'indignent-ils du refus marxiste de faire bouillir «les marmites de la société future», de dessiner même à grands traits l'avenir socialiste, Jaurès glisse un mot sur le caractère «excessif» de ce refus et sur «certaines habitudes négatives du marxisme», mais c'est pour les justifier au fond car la victoire du socialisme n'arrêtera pas le devenir.

L'entreprise de séduction jaurésienne consiste enfin à suggérer voire à démontrer, lorsque ses démêlés avec les guesdistes s'aggravent, que Marx sans doute lui donnerait raison. Il invoque contre la loi d'airain la critique fondamentale de Marx[41]. En vain. En vain aussi utilise-t-il d'anciennes lettres d'Engels à Bernstein, publiées en 1900 par *Le Mouvement Socialiste*, pour expliquer que la masse non socialiste n'est pas homogène, et qu'il convient d'éviter l'amalgame entre les partis républicains bourgeois[42]. Il n'a jamais poussé ce type d'argumentation plus loin que dans sa conférence sur Bernstein. La structure de son raisonnement s'y présente ainsi : il n'est nul besoin des entreprises de révision de Bernstein pour trouver dans Marx la légitimation théorique de l'action réformatrice[43]. Il n'est donc nul besoin de critiquer sa «conception économique de l'histoire» pour élaborer «une méthode d'action complexe, complète, vaste comme la réalité, hiérarchisée comme la réalité». Et de conclure : «Ah ! Je comprendrais qu'on essayât d'étrangler la théorie marxiste si elle immobilisait le prolétariat dans l'attente hallucinée de la société future, si le prolétariat pouvait conclure de la théorie marxiste que la seule marche de la dialectique l'affranchira ; mais non, ce qui fait la profondeur et la vie de la théorie marxiste, c'est que le développement en est toujours calculé de façon à mettre au service du prolétariat la force de la nécessité et à obliger tous les jours le prolétariat à compléter, par toutes les ressources de son action et à réaliser cette force immanente de la nécessité»[44]. Les amis de Guesde, avec qui en février 1900 la bataille politique est entamée, mais pour le moment comme feutrée à l'intérieur d'un même parti, ne peuvent guère ne pas se reconnaître lorsque Jaurès, allusif, évoque les «socialistes qui disent : inutile de combattre directement l'Église, le meilleur moyen de combattre le cléricalisme c'est de





combattre le capitalisme qui en est la racine»[45]… Le piquant est de le voir, non sans raison, invoquer contre eux, comme contre leur ennemi juré Bernstein, l'autorité de Marx et y puiser des arguments décisifs: le marxisme légitime l'usage de formes de lutte différentes, de tactiques différentes, et, en ce moment précis, d'une tactique «réformatrice» appliquée à la consolidation de la démocratie politique puisque – et sur ce point Jaurès fait son autocritique[46] – la perspective d'une victoire rapide du socialisme a reculé.

Les années 1901-1905

Les temps de l'idylle s'achèvent. De 1902 à 1905, lorsque la rupture entre socialistes aboutit à la structuration de deux partis, le Parti Socialiste de France, qui regroupe guesdistes et vaillantistes et se constitue entre novembre 1901 et septembre 1902, et le Parti Socialiste français qui naît en mars 1902, l'attitude de Jaurès à l'égard du marxisme se modifie sensiblement. Certes le discours sur le marxisme ne s'interrompt pas. Il aborde même de nouveaux objets: «Le marxisme et la patrie», ce titre[47] annonce un débat qui va se prolonger. Mais la place du marxisme tend à fléchir, dans les réflexions que Jaurès rend publiques, au profit d'autres thèmes que *La Revue socialiste*[48] accueille volontiers. Et quand Marx reste présent, c'est le plus souvent dans les colonnes de la presse quotidienne, plus propice aux discussions sur la tactique qu'à un débat de fond. Restent les préfaces, substantielles, où Jaurès a loisir d'exposer une orientation d'ensemble; alors qu'en 1899 il n'avait rédigé pour son premier recueil d'articles, *Action socialiste*, qu'une introduction de quelques lignes, c'est une ample préface qu'il achève le 17 novembre 1901, quinze jours après la signature entre guesdistes et vaillantistes de la Charte d'Ivry, pour les *Études socialistes* que publie Péguy. De toute façon ses propos se font ouvertement critiques et ses reproches se situent à de nouveaux niveaux: ils mettent à présent en cause certains aspects, à ses yeux passéistes, du marxisme.

Certes le changement n'est ni brutal, ni surtout total. En 1901, en 1902 encore, Jaurès se réfère à Marx avec admiration, non seulement pour ses «mérites décisifs» toujours rappelés – Marx a «grandi la classe ouvrière par la grandeur même de sa mission historique», il a dévoilé son rôle dans la solution des antagonismes nationaux, dans la réalisation



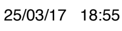




du socialisme – mais pour son «sens merveilleux de la réalité et de l'histoire»[49]: attentif aux articles écrits par Marx sur la situation internationale entre 1849 et 1856, il le montre entrant «dans le mouvement de la vie, dans les conflits de grandes forces nationales pour en dégager le plus qu'il peut d'action révolutionnaire universelle»[50]. Il poursuit ses recherches en paternité et s'efforce encore d'attirer Marx à lui au prix de démarches parfois hasardeuses. Si l'on peut admettre en effet que le concept d'«évolution révolutionnaire»[51] qu'il emprunte à Marx en 1901 et qu'il présente comme la clef marxiste de son gradualisme désigne bien cette «action lente et continue des choses» par laquelle se prépare la révolution sociale, on peut douter que l'évolution révolutionnaire ait consisté pour Marx «à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle»[52]. Il n'est pas sûr non plus que Marx, louangé pour avoir dit que «la révolution sociale serait au meilleur marché possible si elle pouvait indemniser les détenteurs actuels du capital»[53], ait entendu par là proposer en régime capitaliste la mise en place d'un réseau d'obligations et d'assignations «commençant la transformation de la grande propriété foncière en propriété sociale». On observe ici comme un glissement des formules de Marx aux traductions qu'en donne Jaurès, dont la validité est discutable, mais qui continue à témoigner d'une persistante volonté de filiation.



Voici venue cependant la critique ouverte ou plutôt, car Jaurès ne s'était jamais rallié au matérialisme historique, les nouvelles critiques. Il intervient pour défendre sa tactique face aux guesdistes, mais aussi pour répondre à des mises en cause inédites: il s'agit surtout de l'entreprise «anti-patriotique» dont Gustave Hervé est le bouillant leader[54]. C'est autour du *Manifeste*, et non plus du *Capital* que se développe l'analyse jaurésienne: signe qu'à une lecture socio-économique et philosophique[55] du marxisme succède une lecture essentiellement politique[56]; signe aussi, inséparablement, des responsabilités politiques nouvelles de Jaurès, constamment sommé de défendre une tactique à l'utilité de laquelle il croit, mais dont il doit bien constater qu'elle n'est pas toujours rentable et qu'elle l'isole dangereusement en socialisme. L'intérêt nouveau qu'il porte à Saint-Simon, voire, plus brièvement, à Proudhon[57], ses références précises et passionnées à la Révolution française dont il est en train d'écrire l'histoire, s'inscrivent dans ce contexte critique global. Il ne s'agit

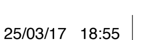




pas d'un retour à l'éclectisme de ses premières années, mais du désir, politique, d'explorer d'autres théories socialistes et en particulier d'un effort pour restituer leur passé révolutionnaire aux travailleurs français. Les en aurait-on privés ? Jaurès ne va pas jusque-là, mais il suggère que le primat accordé à l'économie dans le mouvement de l'histoire est peut-être dû chez Marx à un matériau essentiellement allemand et anglais[58] : « Marx et Engels, malgré les efforts de leur dialectique et de leur érudition, n'ont jamais pleinement compris la tradition révolutionnaire française »[59].

Peu sensible à la spécificité de l'idéologie française, le marxisme est volontiers présenté comme nourri de formules abstraites. À propos du *Manifeste*, Jaurès parle même d'une « abstraction systématique »[60] inadéquate à la complexité du réel. En déclarant à la veille de la Révolution de 1848 que « les ouvriers n'ont pas de patrie », Marx aurait visé essentiellement non pas à décrire la conscience commune de la classe ouvrière à cette date, moins encore à énoncer une vérité générale – « prise à la lettre, la formule du *Manifeste* est un non sens » –, mais à obliger le prolétariat à rompre un moment, par la pensée, « sa solidarité historique avec toutes les forces qui l'enveloppaient, le soutenaient parfois, mais le neutralisaient et l'obscurcissaient à demi ». Jaurès, qui sera plus sévère dans *L'Armée nouvelle*[61], considère donc le *Manifeste* comme un outil révolutionnaire : ce faisant il ne trahit pas la pensée de ses auteurs. Mais le reproche d'abstraction est-il totalement innocent ? En justifiant Marx pour le passé, Jaurès continue à viser ses épigones, ceux qui se bornent à « répéter simplement des formules abstraites », ceux qui pensent que la classe ouvrière doit refuser de participer à la défense nationale. C'est qu'il est convaincu que la classe ouvrière n'a plus besoin d'être rappelée en France à sa vocation de séparation. Bref, le *Manifeste* est « suranné ». L'adjectif, nouveau sous la plume de Jaurès, revient à plusieurs reprises. Il vise « bien des aspects de la pensée de Marx »[62] ou, pour être plus précis, la totalité de sa « méthode de révolution » telle qu'elle se dégage du *Manifeste*[63]. Ce n'est pas en effet l'ensemble du marxisme que Jaurès considère comme dépassé, ce n'est pas le marxisme en tant que science du développement des sociétés, mais les hypothèses formulées par Marx en 1848 sur le jeu des classes et les perspectives révolutionnaires dans les pays industrialisés. La méthode révolutionnaire de Marx « procède, écrit-il, ou d'hypothèses historiques épuisées, ou d'hypothèses







économiques inexactes »[64]. La révolution prolétarienne peut-elle se greffer sur une révolution bourgeoise ? Les babouvistes en ont tenté en vain l'expérience, Blanqui aussi et à maintes reprises, Marx et Engels enfin : elle a échoué en Allemagne comme en France. Certes en proposant aux prolétaires de forcer le destin, cette « méthode » a permis que la question fondamentale, celle de la propriété, soit posée en Europe avant que la classe ouvrière ait les moyens de la résoudre et en la posant elle a renforcé ces moyens. Mais aujourd'hui « le mode déterminé sous lequel Marx, Engels et Blanqui concevaient la révolution prolétarienne est éliminé par l'histoire »[65]. Le temps des révolutions bourgeoises est terminé. Tout en réservant prudemment le cas de la Russie, Jaurès, fort du développement pacifique de l'Europe occidentale et centrale, explique qu'il n'est pas de pays où la démocratie politique bourgeoise ne puisse s'épanouir sans crise révolutionnaire. Comment espérer dès lors qu'une révolution ouvrière en jaillisse ? Les temps sont venus où le prolétariat doit préparer directement le passage au socialisme. Mais comment ? Peut-on continuer à espérer pour bientôt la chute brutale de la bourgeoisie, impuissante à assurer la régulation économique des sociétés qu'elle dirige ? Cette « hypothèse économique », Jaurès la considère comme inexacte. Lorsque Marx écrit que « le paupérisme grandit encore plus vite que la population et la richesse », Jaurès entend dans cette phrase une théorie de la paupérisation absolue que le développement économique européen lui paraît contredire et que l'européo-centrisme qu'il partage à cette date avec presque tous les socialistes lui interdit d'analyser à une autre échelle que celle des sociétés industrielles.




À la thèse du *Manifeste*, il en oppose une autre, résolument gradualiste. Certes il n'élimine pas – et n'éliminera jamais – la possibilité d'une crise de l'histoire, mais jamais celle-ci ne lui paraîtra moins vraisemblable. En pleine affaire Dreyfus, lorsqu'il lui semblait « fort probable »[66] que l'avènement du prolétariat aurait un caractère révolutionnaire, il envisageait la nécessité de la dictature du prolétariat : « Le prolétariat socialiste […] ne commettra pas la faute des révolutionnaires de 1848 : il réalisera d'emblée la grande réforme sociale de la propriété et il ne laissera pas à la réaction le temps d'égarer ou de violenter les masses ». Il insistait seulement pour qu'une longue préparation diminue la résistance de la société bourgeoise et abrège la durée de « la dictature prolétarienne ». Les demi-victoires remportées pendant l'affaire Dreyfus, la perspective



puis la pratique du Bloc des gauches l'assurent à présent qu'en « démocratie républicaine, aucun obstacle intérieur ne s'oppose à l'avènement légal du socialisme »[67]. La république vers laquelle le porte depuis son adolescence un attachement mystique caractéristique de ceux qui ont eu 18 à 20 ans au moment du 16 mai, il ne la voit plus seulement comme la forme politique du collectivisme – en raison de la constitution du peuple en catégorie politique agissante, grâce au suffrage universel et au régime parlementaire – il pense que, grâce au programme réformateur du Bloc, elle prépare le terrain au socialisme, grâce à l'épuration de l'armée et au recul de la puissance de l'Église, elle réduit à rien les oppositions qui pourraient naître de l'appareil d'État. Dans « le Socialisme et le radicalisme en 1885 » qu'il rédige à la fin de 1903 ou au début de 1904, Jaurès révise la vision problématique qu'il avait formulée en 1898 : il oppose théoriquement et non plus seulement historiquement les deux hypothèses, celle de la prise révolutionnaire du pouvoir, celle de sa conquête lente et graduelle. Miser sur les deux lui semble constituer « une combinaison paradoxale » et relever d'un « dualisme déconcertant »[68].



Les années 1905-1914

À dater de 1905 s'ouvre une nouvelle phase dans les rapports entre Jaurès et le marxisme. Après les années de la critique viennent celles du silence : le débat marxiste semble clos. Est-ce à dire que le soit aussi la réflexion sur Marx ?

Au silence public on entrevoit plus d'une raison. La création de la SFIO avait mis un terme aux discussions sur la tactique telles qu'elles s'étaient présentées pendant les années précédentes. Pour consolider l'unité du Parti, il fallait maintenant juxtaposer, au plan du langage tout au moins, des stratégies différentes, au lieu de les opposer. Il fallait aussi clore un débat théorique qui devenait sans objet puisqu'il était privé d'un impact concret. Jaurès semble s'en être aisément consolé. L'essentiel avait été dit plus tôt. À quoi bon débattre, si le débat était devenu inutile à l'action ? La composition de sa bibliothèque personnelle, il est vrai très fragmentaire, pendant les dernières années de sa vie et ce que nous savons de ses lectures, d'après le témoignage de ses amis Lévy-Bruhl et Enjalran[69], vont dans le même sens. Seuls le *Manifeste, Le Capital* et *L'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg sont en bonne place à





Montreuil. En vieillissant Jaurès s'en tient de plus en plus aux classiques : la Bible et Homère, Virgile et Dante, Shakespeare et Goethe, Hugo et Tolstoï et aux philosophes, de Hume à Kant et à Nietzsche. La place occupée par les œuvres de Bakounine – six volumes, parus entre 1907 et 1913, tous annotés – dépasse celle de Marx. Jaurès se serait aussi, selon Enjalran, reproché d'avoir trop pratiqué les Allemands au détriment des Anglais et, lors de son voyage en Amérique latine pendant l'été 1911, les thèmes et le ton de ses conférences se situent hors des sphères qu'occupait jusque-là sa réflexion sur le marxisme. Je retiens cet exemple car sa vie politique haletante lui refusa presque toujours les plaisirs de la méditation. Elle le priva aussi du temps nécessaire aux vastes ouvrages où il comptait exposer sa vision du monde et dont le chapitre X de *L'Armée nouvelle* nous donne peut-être un avant-goût.

Faut-il ajouter que le vent de l'histoire faisait se lever, depuis 1904-1905, de nouveaux problèmes auquel nul n'avait de réponse et qui échappaient au schéma marxiste officiel développé par la IIe Internationale ? Le corps diffusé de la doctrine faisait difficilement place à l'éveil de l'Asie, aux premiers pas de la rénovation de l'Islam, aux heurts violents des nationalités qui s'entrechoquaient en Russie, dans les Balkans et jusque dans ce cœur quasi immuable de la vieille Europe l'Autriche-Hongrie. Il n'aidait pas directement à comprendre les formes nouvelles du partage colonial et semi-colonial, ni la sombre montée de la guerre dans un monde où le capital semblait s'internationaliser. Bref, l'univers capitaliste était en train de changer de visage, mais, pour en prendre pleinement conscience, il fallait sortir des pays que le marxisme avait décrits comme le lieu de l'histoire véritable, celle qui opposait le capital et le travail. Il fallait que l'Internationale devînt vraiment l'Internationale. Comment y parvenir ? La lutte des classes, concept central du marxisme, pouvait-elle être pensée à l'échelle mondiale, c'est-à-dire repensée ? Cela supposait que le mouvement ouvrier ne fût plus seul à incarner la marche vers le socialisme alors que dans la découverte de cette incarnation se trouvait aux yeux de Jaurès le mérite impérissable de Marx. Pour qu'il fût porté à élargir l'image qu'il se faisait du marxisme en ce domaine essentiel, il eût fallu que la pensée marxiste s'y appliquât dans son ensemble. Or elle semblait en France gravement sclérosée : parfois quelque analyse de la gauche radicale allemande pénétrait dans l'hebdomadaire relancé par les guesdistes, *Le Socialisme*, mais c'était






pour y voisiner avec un bric-à-brac poussiéreux et des attaques personnelles insupportables ; quant à la revue de Lagardelle elle s'enfermait dans l'ouvriérisme, alors qu'il eût fallu écouter les appels du monde entier. Hors de France, les marxistes les plus audacieux, ceux qui réfléchissaient à la signification des aspirations nationales, de la domination coloniale, ceux – moins nombreux encore – qui tentaient d'intégrer cette réflexion à une vision mondiale de l'impérialisme ne se hasardaient dans cette voie que lentement. Jaurès ne les a pas totalement ignorés : il connaissait bien Rosa Luxemburg et les notes qui criblent son exemplaire de *L'Accumulation du capital* prouvent l'intérêt qu'il y porta. Avec Hilferding, dont il a lu *Le Capital financier* et qu'il cite comme un « disciple de Marx », avec Kautsky il avait tendance à penser que le capitalisme international, tenu par des liens multiples, pourrait surmonter ses contradictions et devenir un jour une force de paix[70]. On est néanmoins en droit de se demander dans quelle mesure sa *praxis* et sa pensée la plus profonde ont été marquées par ces lectures, dans quelle mesure l'effort puissant de renouvellement et d'approfondissement qu'il tenta au cours des dix années qui précédèrent la guerre ne s'est pas déroulé en marge de ceux qui visaient à mettre la réflexion et la *praxis* marxistes sur d'autres rails et par référence à des catégories qui lui étaient propres.



On ne peut répondre à cette question sans cerner à grands traits les centres d'intérêt nouveaux auxquels il s'attache. L'espace où se meut Jaurès s'élargit en effet très rapidement et les réunions de l'Internationale auxquelles il est assidu[71] lui sont l'occasion d'écouter beaucoup et d'apprendre. À vrai dire, Paris est déjà une petite Internationale : on y voit passer Sun Yat Sen et les premiers socialistes indiens ; les modernistes musulmans égyptiens et les Jeunes Turcs y tiennent foyer ; la colonie russe, toutes tendances socialistes hostiles, y est très nombreuse – Zinoviev est même inscrit en 1909 aux cours de l'École socialiste organisée par la SFIO[72] ; progressistes hongrois, sionistes russes y font de longues haltes. Ils sont rares ceux qui n'essaient pas de rencontrer Jaurès, parfois chargés d'une mission précise[73], souvent mus par leur seule admiration. Ainsi s'initie-t-il par des voies multiples aux significations diverses du socialisme dans le monde en mouvement. Il n'est guère de leader dans l'Internationale dont les contacts soient aussi divers et aussi chaleureux avec les forces qui dans tous les pays attendent du socialisme compréhension à leurs problèmes et soutien à leur cause.





Dans quelle mesure la quête jaurésienne de la vérité européenne et extra-européenne s'inspire-t-elle des mêmes intentions et des mêmes principes que celle des socialistes qui, comme Otto Bauer ou comme Lénine, partent de leur culture marxiste pour trouver une solution à ce problème majeur, la question nationale ? Jaurès ne semble pas avoir lu Lénine, il est certainement plus proche de l'analyse que fait Otto Bauer de la « conscience éthique collective », mais son point de départ n'est pas le même. C'est le sort de l'humanité entière qu'il a constamment sous les yeux, et son internationalisme englobe tous les êtres humains à travers le monde. « Hommes humains de tous les pays, voilà l'œuvre de paix et de justice que nous devons accomplir » : cette phrase, l'avant-dernière du dernier discours de Jaurès, prononcé le 29 juillet 1914 à Bruxelles[74], a la valeur d'un testament. On en retrouverait aisément le mouvement dans maints articles de *L'Humanité* comme dans les conférences d'Argentine et c'est en ce sens d'abord que le socialisme de Jaurès peut apparaître comme un humanisme[75], une vision du monde dont l'horizon est l'humanité, non le prolétariat. Mais en même temps, il accède à une perception nouvelle de la pluralité des civilisations : ce concept par lequel il échappe à son franco-centrisme primitif et à ce qu'il y avait d'européo-centrisme inavoué dans la tradition marxiste de la IIe Internationale lui permet de structurer au plan mondial ces « hommes humains » que la guerre menace. De l'Amérique pré-colombienne détruite par les Espagnols, des civilisations nouvelles qui naissent au sud du Rio Grande à la Chine immense piétinée par les soldats européens et à la civilisation arabe méprisée en Afrique du Nord par les Français[76] et qui risque de l'être dans ses prolongements européens si s'accomplit dans les Balkans l'écrasement de la vieille Turquie[77], Jaurès s'engage dans la voie d'un pluralisme culturel à, travers lequel il espérait montrer un jour « l'apport des diverses races à l'œuvre commune »[78].

Faut-il pour autant penser que cette vision aboutit à un refoulement des conflits de classes, à un renoncement au rôle privilégié du prolétariat comme moteur de l'histoire dans les sociétés industrielles modernes ? Il est facile de montrer que sa pratique politique, au plan français comme au plan international, l'amène au contraire à s'appuyer plus que jamais sur la force et sur l'unité ouvrières. À ses yeux, la CGT doit être intégralement défendue en toutes circonstances et contre tous ses adversaires, qu'ils soient partie prenante dans le complot clemenciste de 1908, dans



le complot briandiste de 1910, ou qu'ils s'expriment à l'intérieur même de la SFIO[79]. Dans la lutte mondiale contre la guerre d'autre part, c'est sur la grève internationale ouvrière que se porte de plus en plus l'essentiel de ses espérances et jusque dans les nations peu industrialisées il affirme la mission spécifique du prolétariat[80]. Mais si le comportement de Jaurès témoigne de façon éclatante de sa fidélité à la classe ouvrière, il faut regarder de plus près son discours théorique. Il ne manque pas en effet de complexité.

Jamais Jaurès n'a plus hautement affirmé la grandeur de la bourgeoisie. Jamais il n'a souhaité aussi ouvertement qu'elle se débarrasse de l'aliénation où la tient la société capitaliste, qu'elle renonce à «vivre avec des fantômes»[81] pour accepter la collectivisation du capital et permette à «tous les travailleurs, enfin devenus des hommes, de s'administrer eux-mêmes dans le travail»[82]. Aurait-il donc, comme le suggère Yves Le Bras dans l'étude qu'il a consacrée à ce problème[83], juxtaposé l'exaltation du rôle du prolétariat à la négation de la lutte des classes? Il n'en est rien. L'espoir jaurésien d'une bourgeoisie qui prendrait conscience de sa propre aliénation pour la secouer ne dure qu'un temps (1905-1906), et même alors, c'est à peine un espoir: «C'est sans doute une utopie, conclut-il, d'espérer de la bourgeoisie cet acte de clairvoyance»[84]. Et, dans *L'Armée nouvelle*: la combativité de la classe ouvrière suscitera sans doute un jour la «curiosité inquiète des classes dirigeantes»; elles en seront non point converties, mais affaiblies comme «une armée obligée de combattre avec le soleil dans les yeux»[85]. Tel est le dernier état de la pensée de Jaurès sur la lutte des classes. Formulé dans un livre où il a mis non pas celles de ses intuitions qui nous paraissent aujourd'hui les plus modernes, mais la somme de ses méditations sociales, ce discours frappe par la certitude, exprimée jusque dans le vocabulaire, de la longue durée de la lutte des classes. Jaurès n'y puise aucun réconfort. Aux origines du relatif «infléchissement de sa pensée vers le pessimisme» relevé dans «les tout derniers temps»[86] par son ami Enjalran, il y a lieu sans doute de situer non seulement des raisons privées, non seulement l'angoisse que lui inspire la montée de la guerre – qu'il envisage comme un désastre absolu pour l'humanité[87], même si un jour doit en jaillir un sursaut révolutionnaire – mais la certitude lentement acquise que dans «l'essentiel, le fondamental conflit de classes», il n'y avait plus lieu d'espérer en la désaliénation de la bourgeoisie: ne se montrait-elle pas





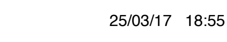

insensible, dans le cadre de la colonisation, à l'inversion radicale des valeurs qu'elle avait elle-même mises au jour[88] ?

Le rapport avec le marxisme

Cet inventaire diachronique était nécessaire pour faire comprendre que le « marxisme » de Jaurès – et sa critique du marxisme – ne revêtirent pas d'immuables couleurs. Le moment est venu de prendre une vue globale des éléments qui ont permis à Jaurès de se ranger parmi les admirateurs du « célèbre Marx » et de ceux qui interdisent de considérer qu'il en fut pleinement un disciple. Ce qu'il peut y avoir de scolastique et de peu dialectique dans une telle démarche sera peut-être partiellement corrigé par l'étude chronologique et limité par la conclusion.



Le roc marxiste chez Jaurès repose sur la fonction qu'il attribue explicitement à la lutte des classes, sur la place implicite qu'il accorde au processus de la contradiction, sur son adhésion sans réserve sérieuse aux analyses par lesquelles Marx explique la formation du capital. Sur la réalité des classes sociales, il n'a jamais varié depuis 1893. C'est dans « Le Socialisme et le radicalisme en 1885 » qu'il s'appliqua le plus sévèrement à en démonter les mécanismes pour convaincre les radicaux, ses alliés, de leur erreur. Il venait alors d'achever les quatre énormes volumes de son *Histoire socialiste de la Révolution française* et la préface à ses *Discours parlementaires* est le premier long texte rédigé après cet immense effort. On doit reconnaître la parfaite adéquation entre la « théorie du mouvement social »[89] qu'il y explicite et la méthode historique qui sous-tend son chef-d'œuvre : en faisant des classes en déclin, en gerbe ou en herbe, les véritables héros de la Révolution française[90], il dégage dans l'*Histoire de la Révolution* les lignes de force que Marx avait eu seulement le temps d'entrevoir[91]. C'est que, malgré l'absence dans son récit des notions marxistes élémentaires – forces productives, rapports de production – et quoique le concept de contradiction ne soit jamais utilisé comme l'outil qui permet à chaque moment de cerner théoriquement le ressort de l'événement historique, Jaurès doit d'apparaître encore aujourd'hui non seulement comme le premier, mais comme le plus grand des historiens marxistes de la Révolution[92] au dévoilement de la contradiction fondamentale entre l'essor des forces productives, où la bourgeoisie tenait la tête, et le maintien de rapports de production qui la minorisaient. Quant





aux raisons pour lesquelles, à la différence des théoriciens anarchistes, mais aussi en opposition constante au courant révisionniste bernsteinien, Jaurès présente le prolétariat comme le dieu de l'histoire contemporaine, elles n'ont pas non plus varié depuis que la grève de Carmaux avait donné son plein sens à sa première lecture du *Capital*. Au cœur de *L'Armée nouvelle* comme dix ans plus tôt dans sa conférence sur Bernstein, il maintient intact le jugement qu'il portait sur la théorie de la valeur: «Je crois que la théorie de la valeur de Marx résiste à toutes les critiques quand on l'entend dans son vrai sens, c'est-à-dire comme une métaphysique sociale, comme une dialectique profonde de la valeur, non comme une théorie superficielle des prix»[93].



Un roc solide donc. Il est pourtant impossible de ranger Jaurès parmi les disciples de Marx. Les divergences de tactique qui l'opposèrent aux marxistes orthodoxes au début du siècle ne sont pas de simples divergences de tactique, elles ne se laissent pas cerner par le seul contexte politique. Rosa Luxemburg l'avait bien pressenti, qui suggérait dans ses articles de la *Neue Zeit* (1900-1901) que les problèmes fondamentaux posés concernaient la nature de l'État. C'est pourquoi on les retrouve sous-jacents à toute la tactique parlementaire de Jaurès. Pourtant peu de socialistes français ont exprimé une aussi vigoureuse méfiance devant les tendances bureaucratiques de l'État moderne. Il y a là un thème constant de sa réflexion, depuis ses premiers pas timides vers l'idée socialiste en 1886, en passant par sa controverse avec Bernard Lavergne en 1893, son projet d'organisation socialiste en 1895, ses longs articles de 1898 jusqu'à *L'Armée nouvelle*. Même pour le futur «État de transition», il préconise un sévère contrôle des syndicats[94] et des organisations de base où devra se faire, à l'abri de la propriété souveraine de la nation, la gestion directe des instruments de production. Nulle tendance par conséquent à hypostasier l'État[95]. La divergence avec la tradition marxiste ne concerne pas les pouvoirs qu'il faut lui laisser, mais sa nature. L'attachement que Jaurès voue au système parlementaire – au Parlement français en particulier, où la liberté de parole est pour l'essentiel assurée et dont il oppose l'efficacité à la pauvreté du système allemand – la confiance qu'il place dans l'École comme agent de libération des esprits l'amènent à penser que les autres institutions de l'appareil d'État – l'armée, la magistrature, la police – peuvent elles aussi être irriguées par l'esprit démocratique. Dès lors, l'État dans son ensemble lui apparaît comme «un instrument à deux fins



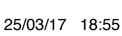


qui sert en quelque manière deux classes ennemies». C'est pourquoi il croit possible de le pénétrer efficacement par la magie du verbe, la présence d'un ministre socialiste ou la pratique, dans le cadre parlementaire du Bloc des gauches.

La vie parlementaire, dès lors qu'elle s'oriente vers une «politique positive», suppose des alliances. Pour Jaurès, l'allié privilégié, depuis 1893, c'est le Parti radical: soutien au ministère Bourgeois de novembre 1895 à avril 1896, lutte commune avec Clemenceau pendant l'affaire Dreyfus, collaboration souple pendant le ministère Waldeck-Rousseau et étroite pendant le Bloc des gauches, espérances maintenues jusqu'aux ruptures de 1906-1907 et qui réapparaissent avec le ministère Monis en 1911, enfin, après le Congrès de Pau en octobre 1913, sentiment que l'histoire de France commence à rentrer dans ses rails. Jaurès garde jusqu'à la fin l'espoir de convaincre la petite bourgeoisie radicale non seulement de réaliser des réformes sociales, mais d'accepter entièrement la perspective du socialisme. Il ne croit pourtant pas à la convergence des intérêts de classe ambigus de la petite bourgeoisie avec ceux du prolétariat[96]. Mais chez les radicaux, il croit possible de faire prévaloir sur la conscience de classe la conscience politique. Attend-il cette victoire de la pédagogie? Pas seulement. Nous touchons là au point où, par rapport à Marx, se dessine l'irréductible. Jaurès s'en est expliqué une fois pour toutes dans sa conférence de décembre 1894 sur «Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire»: «Oui, il n'y a dans tout le développement de la vie intellectuelle, morale, religieuse, de l'humanité que le reflet des phénomènes économiques dans le cerveau humain; oui, mais il y a en même temps le cerveau humain, il y a par conséquent la préformation cérébrale de l'humanité»[97]. L'homme n'est pas seulement la somme ou la résultante des phénomènes économiques ou plutôt des rapports sociaux – nous avons vu en effet que Jaurès abandonne vite l'idée que pour Marx l'économie détermine directement le mental – il est «métaphysique», il est «l'homme même» obscurément guidé par l'idée de justice, susceptible d'échapper aux intérêts étroits de sa classe, susceptible de devenir un jour «l'homme humain» lorsque, par la suppression des classes, l'humanité sera enfin pleinement constituée.



Le «Dieu caché» de Jaurès, celui vers lequel selon l'interprétation d'Henri Guillemin se tournait son «arrière-pensée»[98], ne serait-il pas l'humanité elle-même? Lorsque le socialisme aura triomphé, dit Jaurès,





aucune force surhumaine n'écrasera plus l'humanité, « Dieu n'existera plus pour l'homme que dans la mesure où il sera l'homme lui-même, prenant conscience de sa grandeur et de la beauté du mouvement universel où il concourt »[99]. Les problèmes soulevés par la « religion » de Jaurès, renouvelés par la publication en 1959 du long inédit de 1891 sur « La Question religieuse et le socialisme »[100], s'ils ne sont pas de même ampleur en 1891-1892 (la question religieuse obsède alors Jaurès) et à la veille de la guerre (quelques allusions obscures, un grand souffle métaphysique), sont cependant de même nature : l'esprit religieux consiste à affirmer que l'homme préexiste à toute société et que l'humanité est l'horizon historique des sociétés de classes. L'être est un, transcendant à son devenir dispersé. Certes nous appartenons au moment de la dispersion, mais tout individu peut penser le devenir de l'humanité et du monde, si, d'origine bourgeoise, il se détache de son appartenance de classe. On voit comment la politique d'alliances de Jaurès, cette tactique étroitement liée à l'espoir qu'il nourrissait de réformes partielles assurant une pesée régulière sur et dans l'État bourgeois, est inséparable de sa métaphysique. Le choc de la rencontre militante avec la classe ouvrière n'a pas modifié profondément la visée de ses thèses de doctorat. C'est bien là que par rapport à Marx se situe l'irréductible.

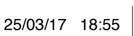


Je voudrais conclure en essayant de formuler quelques propositions claires.

I.1. La pensée théorique de Jaurès s'est formée, pour l'essentiel, avant toute lecture de Marx. Elle ne procède pas du marxisme. Elle est liée à la culture universitaire de sa génération, à sa générosité personnelle puissamment tournée vers le monde, la nature, les hommes, autant que vers la méditation intérieure, à son besoin de penser l'être tout entier et de le penser dans son unité. C'est un panenthéisme, un monisme : ce concept, qu'il employa en 1901 à propos d'Édouard Vaillant[101], c'est à lui qu'il s'appliquait d'abord.

I.2. La découverte de la réalité de la lutte des classes a fait de ce philosophe un grand militant. La puissance incroyable que recelait son tempérament de combattant s'est libérée au service des travailleurs et en eux, de toute l'humanité. Nul n'a mieux compris cet aspect titanique du personnage que Léon Trotsky[102].

I.3. Du marxisme, Jaurès a acquis une connaissance certes partielle mais au moins égale à celle des Français de son temps qui pouvaient





prétendre le connaître au mieux. Il s'en est assimilé tout ce qui n'était pas contradictoire avec son point de départ. Malgré les polémiques passagères, il a constamment défendu l'essentiel de ce qu'il avait assimilé. Il a fait progresser des concepts généralement négligés de son temps : l'aliénation, la bureaucratie. Il a manié, sans le désigner explicitement, le concept de contradiction. Surtout il a su éviter les pièges du doctrinarisme : il s'est efforcé de faire coïncider sa théorie et sa pratique, et parfois – dans son œuvre historique, dans ses derniers combats – sa pratique a devancé sa théorie.

I.4. La « part » du marxisme qu'il récusait entièrement reste essentielle. L'inquiétude, le recul même qu'il éprouve chaque fois que lui apparaît le caractère irrémédiable de la lutte des classes n'est pas seulement le fait d'un tempérament optimiste menacé par la mélancolie. Fondamentalement, il tient l'homme pour antérieur aux rapports sociaux de classes et l'humanité pour accomplie lorsque tous les hommes seront libérés de l'aliénation sociale.



I.5. – Sur ces points de rupture il eût sans doute été plus proche du « jeune Marx », du Marx qui se déterminait par rapport à Hegel, que du Marx postérieur à la « coupure épistémologique ». Il l'a parfois comme pressenti ; « Rosa Luxemburg et moi, dit-il au Congrès d'Amsterdam, nous sommes tous les deux les disciples de Hegel […] moi, je suis celui qui a mal tourné ». Et si, lorsqu'il lit – ou relit – en 1901, la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*[103], il décèle dans ce texte de 1844 le point de départ de la tendance de Marx à souligner l'inefficacité de toute réforme ouvrière partielle, il y trouve en même temps – formulée en termes qu'il reprendra presque intégralement en 1903 dans sa conférence sur « La Justice dans l'humanité », en 1910 dans *L'Armée nouvelle*, en 1911 dans ses conférences d'Argentine – l'idée suivante : la force révolutionnaire du prolétariat lui vient de « l'injustice totale qui est accomplie sur lui »[104], de l'absence en lui de tout « titre historique » autre que le titre d'homme, et de ce que par conséquent il ne peut « s'émanciper […] sans émanciper par là toutes les autres sphères de la société ».

Mais le milieu marxiste que Jaurès a connu ne lui permet pas d'aller bien loin dans sa réflexion sur le jeune Marx.

II.1. Ce milieu est d'abord celui des marxistes français : l'ignorance philosophique de la quasi-totalité des guesdistes, les difficultés qu'ils éprouvent à relier leur pratique politique, de plus en plus sclérosée, à





une vision globale du monde, leur tendance par conséquent à se figer dans la doctrine en tuant l'esprit, tout cela gène Jaurès. Il n'y a pas de question particulière qui puisse être résolue si l'on ne s'est entendu sur une philosophie générale : ce qui constitue pour Jaurès une évidence ne l'est nullement pour les socialistes français de la fin du siècle. Lorsque l'unité du parti se réalise, c'est au prix du silence sur ces questions.

II.2. Le milieu marxiste de la IIe Internationale est dominé par les sociaux-démocrates de langue allemande. Jaurès n'en manie pas le vocabulaire il n'en utilise que rarement les concepts, auxquels il cherche des équivalents spiritualistes ou qu'il néglige. Son langage et sa philosophie le rendent incompréhensible aux marxistes de son temps, toutes tendances confondues. Ni orthodoxe, ni révisionniste, ni radical. Inclassable.



III.1. Dès son adhésion au socialisme il a mis l'accent sur la spécificité française. Le poids des marxistes allemands dans l'Internationale l'a conduit, au cours des polémiques qui l'ont opposé à la social-démocratie, à renforcer ce qu'il y avait de « français » dans son socialisme. D'une part l'importance attachée à une forme politique, la République ; cet attachement fut interprété comme la preuve qu'il hypostasiait la superstructure par rapport à l'infrastructure, qu'il privilégiait le théâtre parlementaire de la rencontre avec la bourgeoisie sur les lieux de croissance et d'organisation du prolétariat. D'autre part l'importance de la tradition révolutionnaire française, dont les Allemands, comme il le leur rappela à maintes reprises, étaient dépourvus : Jaurès mettait ainsi en évidence une certaine continuité entre bourgeoisie et classe ouvrière, il fondait historiquement la possibilité pour les deux camps de retrouver un jour peut-être les liens de solidarité humaine dénoués par la montée du capitalisme.

III.2. Mais pendant les dix années qui précèdent la guerre, sans saisir pleinement et même sans chercher à saisir, comme d'autres le tentèrent, les mécanismes généraux susceptibles de rendre compte des événements qui se préparaient, Jaurès s'éleva contre la répétition de formules traditionnelles inadaptées et vagues. Il fut extraordinairement attentif à ce qui commençait. Tout en s'exprimant au nom de la SFIO, il entendit parler avec et pour toute l'Internationale : à ses yeux celle-ci n'était pas seulement l'outil indispensable pour la lutte contre la guerre, mais le lieu où pouvaient s'organiser les opprimés du monde entier.

Histoire du marxisme contemporain, **t. 3, Paris, UGE-10/18, 1977, p. 205-246.**





La conception du parti chez Jaurès

Jaurès n'appartient pas à la première génération des socialistes français de la IIIe République, pionniers de l'action politique au tournant des années 1870-1880. En 1879, quand sonne l'heure de « l'immortel congrès », il vient d'entamer sa deuxième année rue d'Ulm, Homère le nourrit, Jules Ferry et Gambetta[1] lui font découvrir, de loin, la force de la tribune et la nécessité de l'action républicaine. Benjamin de la Chambre en 1885, il entreprend, comme d'autres, de défendre devant l'aréopage national les revendications des mineurs sans se sentir lié à autre chose qu'au « grand Parti républicain ». Après son échec électoral de 1889, il s'engage personnellement, au Conseil municipal de Toulouse, dans une pratique de collaboration avec les radicaux, non toujours exempte de difficultés, mais peu propice à lui rendre désirable la structuration partidaire[2]. Surtout, même s'il entre en socialisme en 1892-1893, et s'il est élu député de Carmaux sur le programme du Parti ouvrier qui va s'adjoindre le qualificatif « français », il ne fera sienne qu'en 1905 l'appartenance à un parti organisé, un parti au sens moderne du terme, davantage modelé d'ailleurs par les traditions françaises que calqué sur la social-démocratie allemande[3] : à cette date il ne lui reste que neuf années à vivre. Je ne signale pas ces quelques étapes bien connues pour reprendre le problème de l'adhésion de Jaurès au socialisme, mais pour dessiner à grands traits l'arrière-plan des difficultés auxquelles se heurte toute réflexion sur sa conception du parti. Les voici donc.






On trouve dans l'œuvre de Jaurès une théorie de la classe ouvrière, une théorie du mouvement social et donc de l'histoire, une doctrine sur l'armée et la défense nationale. On n'y rencontre pas de théorie du parti, du moins pas de théorie constituée, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'attachement profond, voire de conception rêveuse du parti, mais ce qui suggère que cette conception a fortement « bougé » de 1885 à 1914 et ce qui implique qu'elle n'a jamais été vraiment formulée, au sens où formuler signifie mettre en forme. Bref ni Kautsky, ni Plekhanov, ni Lénine. La difficulté est d'autant plus grande que des vocables quasi magiques – unité, tendances –, tôt présents dans son langage symphonique et dans sa pensée, contribuent à retarder la maturation jaurésienne du concept de parti ou, en tout cas, la voilent à nos yeux.



Ce comportement ne manifeste en France, et même hors de France, aucun marginalisme, aucune exceptionnalité. Certes les stratèges du POF s'attachent en maintes circonstances à le définir comme parti d'avant-garde au seul service de la classe[4], mais, vues de près, les choses ne sont pas si tôt si claires. Nous connaissons encore mal la façon dont se structurent, à partir de 1871, les partis ouvriers, même si de sensibles progrès ont été accomplis au cours des dernières années[5]. Nous restons hors d'état d'analyser avec précision, en l'absence notamment d'un recensement sérieux du vocabulaire, le rythme auquel se forge et la manière dont évolue l'acception marxienne du parti. On peut se mettre d'accord pour reconnaître que, très vaste dans les années 1880 comme au temps de l'AIT, elle se rétrécit peu à peu sous le double effet de la fondation du Parti social-démocrate allemand et de la Commune : c'est ce que Miklos Molnar a exposé lors du Colloque parisien de 1971[6]. Mais, et Miklos Molnar le sait mieux que personne, cela n'épuise pas le sujet. D'autant que – signe de vitalité ? en tout cas de diversité nationale et même de différenciation régionale – la pratique foisonne plus longtemps encore que la théorie : à l'extrême fin du XIXe siècle, des clubs socialistes locaux, en Hollande, en Espagne, s'intitulent partis ouvriers ; des comités électoraux, des comités de rédaction de revues, des coopératives ouvrières, des syndicats surtout sont membres des diverses sectes où se morcelle le socialisme français[7]. Survivance – parfois renouvelée et rajeunie après désagrégation – du statut ambigu de l'organisation née au Congrès de Marseille : ceux qui y participaient ne conféraient pas le même sens au parti à la fondation duquel ils se ralliaient, et la Fédération du Parti des





travailleurs socialistes de France (beau titre mais assez obscur) sortit du premier congrès collectiviste sans statuts, sans programme et quasiment sans ligne politique, sinon sans idéologie majoritaire. Ces nuées s'étaient quelque peu déchirées quand Jaurès vint définitivement au socialisme, mais par fractionnement en quelque sorte et donc sans élucidation collective. Or le langage jaurésien ajoute encore à l'opacité ou tout au moins – rhétorique ou mode supérieur d'appréhension ? ce n'est pas le lieu d'en débattre – ne facilite pas l'accès au noyau essentiel de la pensée du leader français. Un des procédés constants selon lesquels se module son écriture, la juxtaposition de deux vocables par virgule interposée, laisse souvent perplexe : s'agit-il d'un ajout ou d'une équivalence ? Deux exemples, pris à quelques années de distance, feront mieux sentir la difficulté. La Verrerie ouvrière, écrit-il en septembre 1896, « doit se fonder et vivre par le concours de tout le prolétariat, de tout le Parti socialiste »[8]. Et, huit ans plus tard, évoquant la nécessité d'« arracher racine à racine toute la propriété capitaliste », il s'écrie : « Le parti, la classe, qui ont cet idéal pour lumière et pour règle, peuvent certes se tromper et souvent en effet se trompent ; mais ils peuvent aussi constater et redresser leurs erreurs »[9]. Comment interpréter ces virgules ? Est-ce à dire que le parti idéal exprime la classe ouvrière au point de se confondre avec elle ? Faut-il attacher quelque importance à la priorité topographique accordée tantôt à la classe, tantôt à l'organisation ? Le langage le moins sophistiqué a de ces obscurités… Elles ne contribuent pas peu à faire de la conception jaurésienne du parti un écheveau long à se constituer et pénible à débroussailler. C'est pourquoi, laissant pour le débat l'expression des certitudes de chacun, je vais me limiter modestement à cerner le problème chronologiquement.



1885-1897 : les années prépartidaires

« Simple » républicain, mais riche d'inspirations socialisantes[10], puis député socialiste des mineurs de Carmaux, non seulement Jaurès, jusqu'en 1898, n'adhère à aucune organisation ressemblant de près ou de loin à un parti, mais encore il ne conduit sur ce thème aucune réflexion tant soit peu systématique. En cette période de jeunesse prompte – et plus particulièrement pendant les années où, parlementaire ardent et leader de grève, il puise dans ses incroyables ressources intellectuelles la







force de collaborer à jusqu'à quatre quotidiens en même temps[11], son demi-silence sur un tel sujet est d'abord signe d'incertitude. Sur le sens même dans lequel on peut utiliser le concept de parti, et surtout celui de Parti socialiste, sur son adéquation aux besoins du «socialisme collectiviste», de la «République du travail organisé et souverain»[12], Jaurès hésite longtemps entre deux interprétations.

Un parti c'est d'abord, à ses yeux, en dehors de toute organisation centralisée, un ensemble d'individus qui ont en commun un même idéal et l'expriment d'une manière ou d'une autre sur la scène du vaste monde. Cette définition non explicitement formulée a quelque rapport avec la vision que l'AIT donnait d'elle-même dans sa prime jeunesse: elle se déclarait parti mondial des travailleurs alors que la prise du Conseil général sur les sections était sans commune mesure avec les capacités de celles-ci à se faire reconnaître par le prolétariat en lutte[13], et que nul «programme théorique» ne les unissait[14]. Jaurès, lui, applique souvent cette définition, implicite jusqu'en 1890-1891, au «grand Parti républicain»[15], celui qui regroupe avec les opportunistes, les radicaux et les premiers socialistes, tous ceux qui auraient dû s'unir face au «parti rétrograde» et qui, en s'en montrant incapables, ont facilité ses manœuvres[16]. En même temps de-ci, de-là, dès 1889, il évoque, de façon plus maximaliste, dans le cadre de cette vision englobante, la «démocratie ouvrière»[17], voire la «démocratie ouvrière et socialiste […] pénétrée des habitudes de liberté, des idées de justice»[18]. Entre cette nébuleuse d'individus et de groupes ouvriers animés par les mêmes espoirs et le «Parti républicain», il croit assez longtemps l'osmose non seulement nécessaire mais possible; il a pris confiance dans la capacité de «l'idée socialiste» d'éclairer et d'entraîner l'ensemble de la «démocratie», c'est-à-dire tous ceux qui, attachés à la République, espèrent dans le suffrage universel pour assurer la promotion et le changement social. Au même moment, en octobre 1889 plus précisément, le vocable «Parti socialiste» pénètre dans son vocabulaire pour désigner une «force organisée»[19]. Frappé d'abord par la faiblesse de cette organisation, il affirme dix-huit mois plus tard dans un texte capital que «la manifestation d'un parti socialiste défini est le plus grand fait de la politique en France depuis un an»[20] et lentement – au plan local dès 1890[21], au plan national en juillet 1892[22] – il admet qu'en raison des «antagonismes profonds qui existent dans la société actuelle» le Parti socialiste doit présenter ses propres candidats:






une fonction limitée mais essentielle, celle sur laquelle s'étaient lentement comptés après la Commune les partisans parisiens des candidatures ouvrières[23] avant de déboucher en 1879, au plan national, sur un projet commun. Chacun fait à son heure son expérience. La démarche d'un intellectuel n'a pas de raison d'épouser celle d'un ouvrier avancé de la capitale.

Mais le « Parti socialiste » existe-t-il ? Est-il autre chose qu'une idée directrice ? Ici intervient la pratique, le mouvement réel. Jaurès connote obstinément, de façon péjorée « les partis socialistes » au pluriel, ces « sectes »[24] inférieures non seulement à leur tâche mais à « l'idée ». Sa jeunesse, son ignorance de l'enracinement des organisations socialistes, les lui rendent incompréhensibles. Il les regarde d'un œil étranger et comme innocent. Il en dénonce le sectarisme, d'abord par rapport au Parti républicain qu'elles affaiblissent dangereusement puis, à partir de 1891, par rapport au « Parti socialiste » en tant que force organisée finalement souhaitable[25]. Ainsi fonde-t-il son refus radical d'y adhérer. Lucien Herr qu'il voit souvent pendant ces années où il travaille à ses thèses, peut bien s'inscrire en 1889 au groupe allemaniste, voire collaborer au Parti ouvrier[26], l'opinion de Jaurès n'en est pas infléchie d'un pouce. Son refus sera durable, puisqu'en janvier 1893[27] il fait état publiquement du mandat que les ouvriers de Carmaux viennent de lui donner – ne s'inféoder à aucun groupe socialiste, tout en approuvant le programme du POF – et qu'il réaffirmera la validité de ce mandat jusqu'à la veille de l'affaire Dreyfus[28].





Ne pas adhérer, soit. Mais à mesure que se développent en France les syndicats ouvriers, que le socialisme se renforce électoralement et intellectuellement[29] et que la « démocratie rurale » semble devenir plus réceptive à l'idée[30], le besoin d'une organisation socialiste unifiante, unitaire, poigne davantage Jaurès, et prend forme l'exigence du mandat carmausin : travailler à l'union des socialistes. En un premier temps, le groupe parlementaire assume cette fonction. Chaud foyer de la vie socialiste, le voici devenu, après le saut quantitatif de 1893 – une cinquantaine de députés quasi d'un coup – l'instance non seulement de la conciliation, mais de la réconciliation entre les élus antérieurement et extérieurement organisés ou non, le lieu où s'élaborent les projets sociaux et où les socialistes s'affrontent au pouvoir de leurs ennemis jurés, un Dupuy, un Méline. Jaurès en évoquera bien plus tard la vie joyeuse en préfaçant la



biographie du « député en blouse », Cristou Thivrier : « C'est à la Chambre de 1893 que j'ai pour la première fois rencontré Thivrier. Comme nous étions jeunes alors, tous, même les anciens ! Il y avait dans le groupe socialiste, soudainement grandi, une allégresse, une force admirable d'espérance et de combat ! […] L'unité du parti […] dans cette sorte d'aurore de 1893 […] avait je ne sais quoi de juvénile et d'ardent qui est resté dans le souvenir de tous comme un enchantement »[31]. Il serait déraisonnable de limiter à la jeunesse du groupe les raisons de son prestige : un certain nombre de députés socialistes exercent une fonction ouvrière pendant les grèves et auprès des fédérations professionnelles, une fonction socialiste plus large aussi en assurant la liaison avec des couches sociales non ouvrières. Jaurès, Guesde, Millerand qui a la responsabilité du groupe[32], ne sont pas des exceptions. C'est d'ailleurs un des arguments majeurs auxquels Jaurès fait appel, en 1896, au lendemain du Congrès de Londres, pour légitimer sa volonté d'y être admis en tant que parlementaire : « Le mandat de député socialiste n'est pas purement parlementaire. Il lui donne le droit et il lui impose le devoir de prendre part à toute l'action socialiste d'organisation et de propagande nationale et internationale »[33].




Quelqu'intense qu'ait été l'investissement de Jaurès dans l'activité du groupe, c'est en marge qu'émergent, en 1896-1897, trois thèmes – plutôt effleurés à vrai dire, que développés – à travers lesquels s'affirment l'attente et même l'exigence de nouveaux facteurs unifiants. Tout d'abord, il faut une vulgate. La plate-forme proposée par Millerand pour les élections de 1893, sur laquelle les guesdistes et Jaurès avaient fait campagne, ne constitue guère autre chose qu'un programme électoral : ainsi les perspectives de collectivisation y sont limitées à la Banque de France, aux mines et aux chemins de fer. Le bréviaire va se forger entre 1893 et 1896 sous la houlette encore de Millerand, dont la vocation unitaire ne s'affirme pas seulement au groupe parlementaire mais à La Petite République qu'il dirige depuis juillet 1893. La dimension parlementaire l'emporte cependant, au point qu'à Saint-Mandé, lors du célèbre banquet du 30 mai 1896, Millerand invoque non pas l'attente du prolétariat mais les nécessités de la politique électorale pour justifier son programme : la généralisation de la « propriété sociale » – le vocabulaire s'est affiné en tenant compte, entre autres, de la réflexion de Jaurès[34] – et la conquête des pouvoirs publics permettent de démarquer les socialistes non



seulement des radicaux, mais, anticipant ainsi de quelques mois sur le Congrès de Londres, des antiparlementaires.

Pour qui cette vulgate ? Quels sont les forces, les groupements qui constituent potentiellement ce « Parti socialiste » à l'avènement duquel travaille Jaurès ? Il précise sa réflexion dans la tribune libre par laquelle il inaugure le 21 février 1897, sa collaboration à La Lanterne[35] : « Je voudrais m'adresser à tous les groupes politiques et à tous les groupes corporatifs de notre parti ». Certes par-delà les groupes ce sont les diverses fractions socialistes – le mot « secte » a disparu – qui sont visées, et, à travers les groupes syndicaux ou corporatifs, c'est la jeune CGT. Mais du point de vue où je me place en ce moment, là n'est pas l'essentiel. Ce qui importe, c'est la « nature mixte » du parti grâce à laquelle il doit pouvoir multiplier ses liens avec le monde du travail. Même si depuis Londres, Jaurès ne peut plus espérer regrouper dans le parti rêvé l'ensemble des « groupes syndicaux » – tout au moins dans l'immédiat – tout en reconnaissant l'existence et peut-être la nécessité de groupements distincts[36], il récuse encore au plan de l'organisation nationale comme dans les luttes quotidiennes de Carmaux la séparation, à ses yeux mutilante, entre la catégorie du politique et celle de l'économique.



Enfin, le journaliste qu'est Jaurès s'est convaincu, pour que le Parti socialiste ainsi entendu vienne vraiment au monde, de l'absolue nécessité d'un quotidien. C'est même à le proposer qu'il utilise la première tribune libre de La Lanterne : ce quotidien futur, « moyen nécessaire de propagande et d'attaque », doit appartenir au parti et à lui seul : l'expérience de La Petite République – dont les exigences du président du Conseil d'administration, Teillard, ont conduit en janvier 1897 toute la rédaction du journal, guesdistes compris, à la démission, avant que le 2 février les guesdistes n'y reviennent[37] – a porté. Bien plus, ce journal, Jaurès qui le définit comme devant laisser place aux « divergences secondaires » dans le cadre de « l'unité essentielle du principe », y voit non seulement un outil de propagande unitaire entre les groupes socialistes, mais un moyen d'amorcer un processus de réconciliation avec les syndicats temporairement éloignés du parti : « Quel est, écrit-il de façon plus volontariste que réaliste – mais la volonté ce n'est pas rien –, le syndiqué ou le coopérateur qui ne proclame pas la nécessité d'une transformation générale de l'ordre social, c'est-à-dire de l'action politique et socialiste ? ». Évidemment le « c'est-à-dire » fait problème… Il signale en même temps une conviction



jaurésienne profonde : priorité à « l'esprit socialiste »[38] sur les formes d'organisation qu'il doit imprégner. Priorité aussi, et de plus en plus à partir de 1893, à l'action socialiste. Ou plutôt, comme Jaurès l'écrit en janvier 1898 dans Cosmopolis « l'état de parti » se confond, à ses yeux comme à ceux des ouvriers les plus militants, avec « l'état de combat »[39]. Un combat multiforme où sa vitalité et son charisme lui permettent, malgré les fêlures graves apparues en 1896 lors du Congrès de l'Internationale, de faire figure de « force qui va » du socialisme, sinon d'un Parti socialiste dont l'organisation n'est pas encore assurée.

1898-1901 : L'esquisse d'une théorie du parti

Le désir d'une doctrine commune, l'espoir d'un tissu organisationnel diversifié, voire l'appel – finances comprises – à la création d'un journal pleinement indépendant : la prospection de chacun des éléments à travers lesquels le projet d'un Parti socialiste prend consistance a croisé le Congrès de l'Internationale à Londres. Les choix que Jaurès y avait non seulement assumés mais revendiqués[40] témoignaient surtout pour sa vision ample de l'action parlementaire. Même si on peut s'interroger sur la représentativité des discours syndicaux tenus à Londres, voire sur le caractère révolutionnaire de leur idéologie[41], les décisions prises à ce moment décisif ont cristallisé les réflexions de Jaurès sur la structure du futur parti, sur son rapport au prolétariat et à ses organisations économiques. Elles vont s'infléchir en 1898-1899 en relation avec les discussions approfondies qui se déroulent dans le monde syndical et au contact du débat national ouvert par l'affaire Dreyfus. Ainsi Jaurès se trouve-t-il conduit à esquisser les contours d'une théorie du parti.



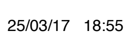
Au centre une exigence rugueuse, incontournable, confère une dimension nouvelle à l'ancienne horreur des sectes, lentement muée en rêve de coexistence des fractions : la nécessité pour les socialistes de s'engager dans une large politique d'alliance de classes est devenue vitale. Vitale en raison des problèmes que l'Affaire met au jour dans la cité – le nationalisme, l'antisémitisme, ces « noms variés » d'une même réalité[42] – en raison aussi de la crise institutionnelle dont elle souligne l'ampleur et la gravité dans l'armée, dans la magistrature, au sein de l'appareil d'État. La victoire du prolétariat ne pourrait suffire à redresser la situation, la rénovation du tissu étatique ne saurait se réduire à l'occupation



du pouvoir politique ; elle exige de la classe ouvrière une attention vigilante à tous les corps qui dans l'État détiennent l'autorité. Et d'ailleurs, comment conquérir la majorité parlementaire ? Avec les élections de 1898, les espoirs de 1893 se sont pour longtemps envolés. Sauf à rester impuissante, la classe ouvrière doit donc s'allier avec les employés et le « prolétariat administratif », avec les paysans, les intellectuels et les artistes : « Bien des jeunes gens de la bourgeoisie pauvre – savants, chimistes, ingénieurs, professeurs de demain – sont pénétrés de l'esprit socialiste, mais [...] leur science reste vaine parce qu'elle n'est pas en contact avec la force décisive, avec l'énergie révolutionnaire du prolétariat militant »[43]. Une condition toutefois à cette politique de large alliance : aux alliés futurs de reconnaître dans le prolétariat « inorganique et rude [...] la force et la sève, la promesse de la victoire et de la vie »[44].



C'est donc le processus historique dont l'Affaire a précipité la maturation qui assure la promotion d'une stratégie d'alliance. Comme toujours, celle-ci suppose un pouvoir qui l'élabore, lui confère sa légitimité, la fasse accepter des militants et la conduise si possible à la victoire. Le groupe parlementaire socialiste ne dispose plus d'un prestige suffisant pour tenir ce rôle : Jaurès et Guesde n'en font plus partie ; le groupe ne s'est pas signalé par une particulière exubérance – c'est une litote – pendant les premières heures et même pendant les premiers mois de l'Affaire, ceux qui ont précédé l'arrestation et le suicide du colonel Henry. Au reste, sa désagrégation avait commencé avant même que le parlement ne se trouve comme mis sur la touche par les affrontements entre dreyfusards et antidreyfusards : les faux socialistes, les radicaux nationalistes et les nationalistes radicaux avaient entrepris de le quitter dès qu'avait été formulé le timide programme de Saint-Mandé[45]. Au feu du millerandisme, le groupe va voler en éclats, contrairement aux prévisions optimistes que Jaurès formulait encore en janvier 1899[46]. Exit donc le groupe. Reste à constituer le parti que, sous l'emprise de la dure nécessité, Jaurès conçoit maintenant comme le lieu central d'où le prolétariat pourra, comme classe, proposer alliance à d'autres couches sociales et intervenir dans « les crises toujours plus confuses et plus vastes »[47] auxquelles est en proie la République bourgeoise. Comment faire sortir de sa chrysalide ce papillon ? Au fil de la longue discussion qui depuis le punch du Tivoli-Vauxhall (7 juin 1898) – dernière tentative au lendemain des élections pour tourner, à partir de Paris, l'hostilité des





organisations[48] – prend la forme du combat à plusieurs étapes pour ce qu'on a appelé, jusqu'à Japy, « la première unité », il a pris acte de l'essor français et international du syndicalisme[49] alors que stagnent les groupements partidaires. Il a perçu la possibilité de concevoir la catégorie du politique en termes non exclusivement parlementaires[50]. Il a renoncé enfin aux modalités d'unification qu'il avait longtemps cru réalisables. Dès lors, il avance trois idées-force qui visent la pratique, la nature et la structure du parti.

Le parti en construction doit « s'appuyer » sur des syndicats où il faut appeler à entrer toute la classe ouvrière[51], des syndicats de masse donc, comme ceux dont le développement exponentiel suscite son admiration, en Angleterre et en Allemagne en particulier. Cette conception du syndicalisme bâtie à l'image des hommes de la mine restera sienne. Mais le « s'appuyer sur » n'est pas d'interprétation facile. Pour l'essentiel, il désigne un ensemble de tâches pratiques que les socialistes doivent impérativement se fixer. Il ne leur suffit pas selon lui de recruter pour le parti, ils doivent militer pour la création des syndicats et accessoirement des coopératives, des « œuvres où [le prolétariat] est seul avec lui-même, où il n'a à redouter ni confusion ni déviation »[52]. Bref, il s'agit pour les socialistes d'investir leur activité dans les organisations purement ouvrières. Pourquoi ? Engagé dans la politique waldeckiste, Jaurès éprouve parfois une manière de vertige devant le risque que représente pour le parti une militance étroitement liée au pouvoir politique en place[53]. Comment rééquilibrer en permanence le parti ? Comment lui donner la force de regrouper autour de lui les paysans affranchis et la bourgeoisie intellectuelle avide d'humanisme, de science, de pensée libre, sans qu'il risque de perdre son âme ? Seul le puissant développement des organisations ouvrières permettra au Parti socialiste de devenir « l'élite agissante et pensante de l'humanité »[54].




Ce soutien syndical, cet appui, ne fonctionnerait-il pas plus efficacement encore s'il pouvait s'installer au cœur même du pouvoir politique socialiste, à l'intérieur d'un parti largement ouvert aux organisations proprement ouvrières ? La question est posée, très concrètement, par la préparation du Congrès de Japy, le premier congrès général des organisations socialistes françaises (du 3 au 8 décembre 1899). Quelles organisations doivent être reconnues comme socialistes par le Comité d'entente mis en place entre les organisations politiques centrales dont



certaines, on l'a déjà vu, comptent des syndicats parmi leurs groupes constitutifs ? Question capitale : c'est l'embryon du parti unifié que le peuple socialiste et ceux qui s'en sont rapprochés dans le cadre de la défense républicaine ou en raison des espoirs éveillés par un ministre socialiste attendent de Japy. Les problèmes de pouvoir, ou si l'on préfère d'influence, se mêlent ici inextricablement aux problèmes de doctrine. Jaurès hésite : dans quel sens les syndicats, les coopératives vont-ils faire pencher la balance ? Puis il s'engage à fond pour que s'organise une « délibération commune »[55] : exclure les groupes non directement politiques, les groupes « purement ouvriers » conduirait à « créer une apparence de conflit entre le Parti socialiste et la classe ouvrière corporativement organisée ». La CGT, dont le statut est encore bien mal assuré, ne risquerait-elle pas alors de se constituer en structure antagoniste ? Outre le risque de voir s'aggraver la parlementarisation d'un Parti socialiste privé des « habitudes d'action réelles et quotidiennes »[56] du syndicalisme ouvrier, voilà bien le péril majeur. Jaurès le découvre à mesure que grandit chez les syndiqués le sentiment confus que la politique divise : les tensions entre les directions socialistes ont en effet redoublé depuis l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau. C'est en pleine conscience du « péril extrême » que représenterait l'avènement d'un deuxième socialisme, un socialisme syndical[57], que Jaurès mène dès lors campagne, pendant deux ans, aux côtés des allemanistes[58], des coopérateurs socialistes et d'assez nombreux socialistes indépendants contre les guesdistes et les vaillantistes[59] et contre le Secrétariat général des Bourses du travail, que Pelloutier occupe encore[60]. À Japy, la commission des résolutions propose d'admettre dans le parti les syndicats adhérant au socialisme, par 33 voix contre 24, et les coopératives socialistes par 29 voix contre 28. Le Parti ouvrier français et le Parti socialiste révolutionnaire se rallient alors temporairement à la majorité. Jaurès se réjouit de ce résultat pour trois raisons : une attache solide sera nouée entre la force politique et la force économique du prolétariat ; l'unité socialiste favorisera le développement du mouvement syndical et coopérateur ; l'unité de la direction du parti, empêchée désormais de se perdre dans les intrigues politiciennes, sera renforcée au détriment des divergences persistantes des écoles[61]. Victoire donc, mais plus étroite encore que les chiffres ne le donnent à penser, car Jaurès n'a pas pu ne pas noter ce que Pelloutier relevait, non sans exagération d'ailleurs, dans sa Lettre






aux anarchistes, le petit nombre de syndicats représentés : par départements ils ne dépassent deux unités qu'à Paris, où ils sont une quarantaine, dans le Cher (25), l'Allier et l'Isère (14 chacun)[62].

De toute façon, le projet unitaire débouche à Japy au moment où les conditions qui l'avaient rendu possible sont en train de disparaître : la défense républicaine n'est plus la politique commune des socialistes, le courant vaillantiste et celui de Pelloutier se renforcent dans le mouvement syndical. Jaurès s'épuise en 1900 à tenter de réagir contre ces difficultés nouvelles, à tenter de maintenir sa vision d'un parti mixte. Il essaie en vain de rassurer Pelloutier, qui « ne cesse de pousser le cri d'alarme », que ses craintes sont chimériques : la situation de Londres en 1896 ne peut se renouveler, la grève générale que le nouveau Congrès socialiste national et le Congrès international vont étudier exige la participation massive des syndicats au parti – n'est-elle pas « le point où l'action économique agrandie se transforme en action politique ? »[63]. Le voici conduit dès l'automne 1900 à mettre l'accent sur les structures du parti, seules capables, lui semble-t-il à présent, d'assurer sa nature mixte. Puisque les obstacles au sommet semblent invincibles, il va jouer la carte des « fédérations départementales et ouvrières », autonomes par rapport aux organisations historiques et susceptibles de rassembler des groupes de types divers : l'autonomie départementale, un outil tactique, non un objectif stratégique. Dans le Comité général socialiste mis en place pour contrôler le groupe parlementaire le 10 octobre 1900, après le départ des guesdistes au Congrès de Wagram, les fédérations n'ont pas moins de seize sièges : Jaurès lui-même y participe au titre de la Fédération du Tarn, alors que les syndicats ne sont directement représentés que par quatre militants et les coopératives par deux.





Le modèle du Parti socialiste mis en place empiriquement par Jaurès au tournant du siècle et défendu par lui comme seul susceptible, en raison de multiples contraintes, de mobiliser de nouvelles énergies socialistes et d'éviter les dérives politiciennes, ne repose donc pas essentiellement – tout le monde le sait, l'échec du premier projet a été patent – sur la participation au sommet des organisations historiques que le schéma retenu tente précisément de contourner. Il ne fait pas appel non plus, comme l'entreprendront plus tard les bolcheviks, à l'organisation ouvrière dans l'atelier, dans l'entreprise. Il donne au contraire une large place à l'autonomie des fédérations, chère au courant



anticentralisateur que l'on retrouve, souvent caché, à travers toute la trame de la société française mais qui, sous la IIIe République, comporte le risque de laisser couler à plein bord l'électoralisme. Et il tente de se prémunir contre ce péril par l'adhésion des syndicats et des coopératives, des groupes économiques, censés introduire en permanence la chaleur ouvrière dans la petite marmite socialiste départementale. C'est sur ce modèle tardif que, Jaurès renonçant à partir de 1901 à poursuivre plus loin la bataille ouvrière, le Parti socialiste français va fonctionner. Mais la croissance du syndicalisme révolutionnaire, plus encore que la vitalité du Parti socialiste de France, tendra petit à petit à vider « le parti de Jaurès » de ce que, justement, il avait à tout prix depuis 1899 voulu y mettre : la chair syndicale.

1904-1914 : Jaurès et la SFIO

Somme toute, l'histoire a joué en France contre la tentative entreprise par Jaurès à l'extrême fin du XIXe siècle. Elle a légitimé l'obstination de Vaillant : le parti ne sera pas le rassemblement organisé, dans le cadre départemental, des « groupes économiques » et des « groupes politiques ».





Jaurès va tirer les leçons de cet échec : à vrai dire, le Parti socialiste français lui importait moins que les objectifs politiques du Bloc des gauches ; il ne pouvait guère se satisfaire des mesquineries du Comité général[64], moins encore de l'impuissance ouvrière du parti, visible jusque dans la naissance de L'Humanité[65] et patente pendant les premières années du nouveau quotidien. Il lui arrivera même, quelques années plus tard, de théoriser la rigoureuse cristallisation des formes d'organisation du mouvement ouvrier en la référant à « la grande loi de la croissance organique qui différencie en harmonisant »[66] : hommage à Marx qu'il admirait ou à Durkheim resté son ami ? En tout cas, dès que s'engagent en 1904 les pourparlers pour la « deuxième unité socialiste » – il n'est évidemment pas question d'évoquer ici la part précise qu'il y prit, ni les circonstances qui y conduisirent – il est entièrement rallié à l'idée d'un parti de type direct, voué à « l'action politique » et à l'écart duquel le syndicalisme est constitué en organisation séparée, indépendante et parallèle. Rallié aussi au fameux « tryptique socialiste » selon lequel tout prolétaire doit agir et combattre comme citoyen – ne parlons pas des citoyennes –, comme syndiqué, comme coopérateur : le parti, le syndicat, la coopérative, « trois



forces distinctes, autonomes et solidaires »[67]. C'est la théorie du partage des tâches, sur laquelle se mettent aisément d'accord Renaudel, Sembat et Compère-Morel. Alors, Jaurès, un SFIO bien rangé ?

Au vrai, ce n'est pas par une réflexion spécifique sur la structure du parti du type de celle qu'il avait conduite au tournant du siècle, ni même par une analyse personnelle de la place occupée par la SFIO dans l'éventaire tenu par les socialistes que Jaurès se distingue, l'unité faite. S'il contribue à infléchir les formes politiques que définissent les statuts votés au Congrès du Globe, c'est par sa pratique. Et c'est par elle aussi, plus que, à la différence de la période précédente, par le truchement de la presse ou par des exposés théoriques, qu'il manifeste une conception toujours originale du système de pouvoir dans le parti et de sa fonction.




Le pouvoir. Le temps n'est plus où le groupe parlementaire l'assumait sans le détenir (1893-1896) ou le détenait tout en l'assumant (c'est le cas du PSF de 1902 à 1904). Les élus ne sont représentés au Conseil national que par « une délégation collective » trop peu nombreuse pour le contrôler, même au prix de multiples alliances, et aucun député ne siège à la Commission administrative permanente, dont l'autorité réelle est d'ailleurs faible. Jaurès ne s'émeut pas d'une telle situation qui l'exclut, lui, l'homme de la Chambre, des lieux officiels de décision[68]. C'est qu'il est aussi l'homme de la parole de masse et de la plume : en exerçant, sur un parti rassemblé, son magistère par les congrès, les meetings et L'Humanité, il conserve l'essentiel du pouvoir. Avec force concessions, certes, mais en sont-elles pour lui ? Son effort personnel joue comme toujours en faveur de la diversité des courants, mais contre les tendances figées. Dans ce parti pluriel, les heurts d'idées les plus vifs lui semblent normaux, voire souhaitables. Et son goût profond pour le « travail utile » qu'a bien noté, sur pièces, Marcel Sembat[69], compte, autant que son attachement au parti tout entier – voyez Gustave Hervé ![70] – pour lui permettre d'orienter, au moins depuis 1908, ce qui est encore la jeune maison. Mais le gel des tendances le choque et il ne supporte pas les luttes d'influence dans le parti : il ne s'identifiera jamais au courant dit jauressiste. Simple habileté du leader qui entend arbitrer entre les courants ? Plutôt, à mon sens, conviction que si, à de certaines heures, il peut devenir nécessaire d'élire la CAP à la proportionnelle, ce système, dans le Parti socialiste, est dépourvu de bases sociales et donc de supports



objectifs stables. On peut en discuter… Mais il est de fait que l'optimisme partidaire de Jaurès s'appuie, à partir de 1913, sur l'élection redevenue unanime de la CAP. Ainsi s'explique en tout cas, autant que par un respect de la parole donnée au Congrès du Globe, le quasi-silence que, pendant ces années si pleines, Jaurès garde sur les structures du pouvoir dans son parti : d'une certaine manière, et malgré maints accommodements qui restent à décrire, voire à analyser, il me semble qu'il les domine.

Cette question laisse entière celle de la fonction que Jaurès assigne à la SFIO. Nulle part définie, elle se lit dans la trame quotidienne du comportement. Nullement abstraite, elle répond aux problèmes nouveaux qui assaillent le socialisme français au début du XXe siècle. La crise coloniale, la menace de la guerre, de la barbarie, les défaillances intellectuelles et les désarrois de la politique républicaine, les incertitudes d'un impérialisme conquérant et ce qu'il appelle « la dissolution du monde d'aujourd'hui »[71], il en a une perception plus aiguë que celle de ses camarades.



La SFIO lui sert d'abord de tremplin. Elle est le lieu constitué d'où il peut à nouveau s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière en reconquérant la popularité dont il avait joui à la fin du XIXe siècle : s'il n'avait jamais hésité à la sacrifier à ce qu'il croyait vrai, il avait, comme tout orateur, souffert de ce fléchissement[72]. La SFIO est en particulier le lieu d'où il lui est possible de renouer le dialogue avec les militants d'une CGT qui « a grandi […] et représente une force de premier ordre »[73] : a-t-on assez remarqué qu'il attend que le « contrôle du parti » s'exerce sur L'Humanité en 1906 pour offrir aux militants confédérés de participer à une tribune libre du journal ?[74] La pratique des larges alliances ne présente ni la même urgence ni les mêmes possibilités qu'au temps où la République semblait menacée ou lorsque s'organisait le Parti radical. L'heure est à la dégradation des partis, voire à leur dissolution ; elle est au repli des intellectuels un temps intégrés aux luttes de la cité. Le parti doit donc renforcer ses solidarités ouvrières. Et comment sans la CGT conduire avec quelque chance de succès la bataille nécessaire contre la barbarie guerrière ? Il faut donc reconnaître sa pleine indépendance : « Le syndicalisme ne peut être puissant et ami du socialisme que dans la fierté de l'autonomie »[75]. Le parti n'est pas son avant-garde, mais une autre aile du mouvement socialiste.





L'existence d'une Section française de l'Internationale ouvrière enfin unifiée rend également possible à ses leaders de peser pleinement dans les débats de l'Internationale. À la délégation française coupée en deux du Congrès de Londres, à la France socialiste brouillonne et incapable de Paris en 1900[76], à celle qui doit en 1904, accepter la résolution allemande de Dresde pour base de sa réunification, succède un parti conquérant qui occupe vite la première place dans l'Internationale, ou qui en tout cas la dispute au Parti social-démocrate allemand. Vaillant et Jaurès se relaient ou se complètent au Bureau socialiste international dans une harmonie de vue quasi totale. Et dès Stuttgart, Jaurès fait entendre la voix d'un parti qui lui en a donné mandat aux Congrès de Limoges et de Nancy – sans doute de justesse – mais aussi dans les meetings parisiens où se pressent les militants batailleurs de la Fédération de la Seine. Les documents du BSI postérieurs à 1907, à l'édition desquels travaille Georges Haupt, la correspondance de Vaillant avec Camille Huysmans[77], attestent en particulier le poids que l'existence de la SFIO conféra à Jaurès et Vaillant, ses porte-parole lors de la très grave crise déclenchée en 1911 par le coup d'Agadir[78]. Au leadership traditionnel de la social-démocratie allemande, Jaurès oppose, dans la course à la lutte contre la guerre, la conscience du péril et la recherche des moyens qui vont faire émerger le leadership français.





Du parti enfin, Jaurès, à la différence de tant de ses codirigeants, attend bien autre chose qu'un effort de propagande et que le rassemblement, toujours plus nombreux, d'adhérents dévoués et d'électeurs fidèles. L'étude sérieuse des nouvelles réalités économiques et sociales, l'agitation politique de masse, tels sont les objectifs que, dans les dernières années de sa vie, renouant avec l'espoir déjà formulé en 1898[79], il propose à la SFIO. Plus nombreux, moins désuni, moins séparé de la CGT, le parti peut espérer devenir un organisateur collectif des luttes au cours desquelles naîtront à l'organisation de nouvelles couches du prolétariat susceptibles d'amplifier de « premiers essais »[80]. Certes, il faut respecter l'autonomie syndicale – sauf exception les socialistes ne sont plus appelés sur les champs de grève –, mais les convergences sont possibles, elles permettent de conduire des luttes politiques : la campagne contre la loi de trois ans est l'occasion de les manifester[81]. Bref, socialiste ô combien et réformiste assurément, Jaurès n'a rien d'un social-démocrate.



Peut-être comprenons-nous mieux maintenant pourquoi, à la différence de ses amis intellectuels les plus chers – un Lucien Herr sûrement, un Léon Blum – Jaurès ne se sentit ni brimé ni ligoté dans la SFIO[82]. Malgré les violentes inimitiés, jamais tout à fait éteintes, vivaces en tout cas jusqu'en 1911[83], sa conception du parti – peu exigeante dira-t-on – se satisfaisait de ce parti. Tacticien parfois, innocent souvent, il fut toujours convaincu que la démocratie ne pouvait évoluer vers le socialisme si les partis politiques y étaient abaissés et ravalés au rang de clientèle. Assuré du rôle majeur du prolétariat autour duquel, et autour duquel seul, les grandes luttes peuvent être conduites, il disait ce qu'il ressentait – sinon ce qui était vrai – lorsqu'il déclarait à André Lebey : « C'est le parti qui me fait, qui me permet de me réaliser »[84].

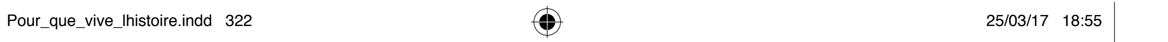
Vers ce parti venaient en 1914 des adhérents subitement beaucoup plus nombreux[85], originaires de couches sociales diverses : paysans certes – le succès remporté à Carmaux en mai 1914 prend ici figure de symbole[86] – mais aussi ouvriers en nette progression, intellectuels inquiets qui réadhèrent ou adhèrent devant la menace de guerre, et travailleurs du secteur tertiaire dont l'ascension militante frappe par sa rapidité. Plus nettement encore qu'auparavant, Jaurès priait ses électeurs de Carmaux de développer leur organisation : « Multipliez et fortifiez dans tous les cantons les groupes du parti », tel est le dernier message qu'il leur ait laissé. On dira que c'est celui de tout leader politique. Peut-être. Mais en France où la pensée syndicale, un temps si riche, semblait depuis quelques années en partie tarie, l'envol multiple de la SFIO pouvait laisser croire que cet étrange parti, né si tard et si fortement engoncé dans la tradition républicaine, serait enfin capable de donner, au moins contre la guerre, la main à la CGT. Quand on regarde le problème du côté de Jaurès, on ne peut pourtant manquer de s'interroger non seulement sur le retard pris dans la prospection des mutations de la classe ouvrière, mais sur l'adéquation de la conception du parti à laquelle Jaurès avait fini par se rallier, à la vision du rôle qu'il s'en était forgée : celle d'un organisateur des luttes et d'un entrepreneur de civilisation dans une vieille société où la démocratie apparaissait de plus en plus comme une façade dédorée. L'outil était-il à la hauteur non pas du rêve, mais de l'ambition ? Et Jaurès avait-il pu ou su lui consacrer une suffisante réflexion ?

Jaurès et la classe ouvrière, **Paris, Éditions ouvrières, 1981, p. 83-100**











Jaurès devant le problème de la croissance industrielle au début du XXe siècle

Si les anthologies de Jaurès publiées en France mettent souvent l'accent sur la symbiose lyrique avec la nature où il lui est arrivé de vivre[1], on évoque plus rarement ses réactions devant les paysages ou les objets industriels, Robert Moureaux a rappelé cependant comment, voyageant en Allemagne avec Jaurès et Albert Thomas en 1911, ils avaient parcouru avec passion le Musée industriel de Munich ouvert quelques années plus tôt et admiré les conduites automatiques électriques auxquelles les visiteurs avaient accès[2]. Et Péguy, relatant une de ses ultimes promenades avec Jaurès, avait évoqué cet homme « qui, debout aux grêles parapets de fonte ou de quelque métal du pont de Suresnes, regardant vers Puteaux, admirait, savait admirer en spectateur moderne toute la beauté industrielle de cette partie de la Seine »[3]. Les décalages de date, ici, nous interpellent ; les charmes de la campagne, Jaurès les exalte au temps où il rédige ses thèses ou lors du tournant du siècle, alors que les témoignages industrialistes sont contemporains des années 1905-1914.

Il y a là plus qu'un problème jaurésien. Le phénomène industriel change en effet de dimension en France au début du XXe siècle. Non seulement parce que la croissance industrielle connaît alors une ample mutation, mais en raison des transformations qui s'opèrent dans l'organisation du travail et le système des qualifications, enfin en fonction des comportements nouveaux qui apparaissent dans les pratiques de la classe ouvrière et dans le discours des organisations syndicales et politiques.



Dès lors, pour tenter d'évaluer l'éventuelle originalité de Jaurès, il faut d'abord en quelques mots caractériser la nouvelle croissance, puis s'interroger sur les réactions qu'elle a suscitées dans le mouvement ouvrier entendu au sens large.

Vers une société industrielle ?

Quoique des désaccords sensibles subsistent entre spécialistes sur la date à partir de laquelle la reprise industrielle devient sensible en France après le long Kondratieff déprimé qui avait dominé les années 1880[4], l'accélération de la croissance pendant les années qui précèdent immédiatement la guerre ne fait, elle, pas de doute : un taux de croissance de 5 % par an environ, maximisé en 1910-1913, ce n'est pas rien, même si la productivité du travail reste assez faible. Les industries nouvelles en sont les grandes bénéficiaires : cycle et automobile (Peugeot et Renault), mécanique de précision (Fives-Lille, Société alsacienne de construction mécanique), électro-métallurgie (Péchiney, Froges), matériel destiné aux grandes cités (Pont-à-Mousson), industries chimiques surtout (Gillet, Usines du Rhône).



Autant que le rythme, c'est le style de la croissance qui se transforme avec la percée fulgurante de quelques grandes firmes et, malgré la rareté des ententes industrielles, l'essor de la cartellisation dans la sidérurgie, les Houillères du Nord[5] et la chimie de base. Même si une ligne Le Havre-Sète continue de séparer la France moderne de celle des industries résiduelles, les problèmes d'organisation industrielle se posent, face notamment à la concurrence allemande, à un nombre croissant d'industriels[6] et le taylorisme, cette idéologie d'ingénieurs[7] associée à l'apparition de machines-outils de plus en plus spécialisées, pousse ses premières pointes dans les usines d'automobile, fût-ce sous la forme réductrice du chronométrage[8]. Somme toute, si, à la veille de la guerre, le terme de société industrielle reste d'un emploi problématique s'agissant d'un pays où les habitants des campagnes représentent encore 56 % de la population totale, la France, dont la première révolution industrielle avait été fortement retardée[9], en tout cas ralentie et comme doucereuse, est bien entrée dans l'ère industrielle.

Et les organisations syndicales et politiques dont la structuration accompagne pendant ces années les mutations ouvrières en prennent



conscience presque au même rythme, sinon tout à fait dans les mêmes termes.

À la CGT, dont un dépouillement des sources imprimées sur le «problème économique» a été réalisé il y a une dizaine d'années[10], ce n'est pas du côté des réformistes déclarés – au reste en perte de vitesse et peu capables de se regrouper interprofessionnellement, comme le montre l'échec de la *Revue syndicaliste* et de *L'Action Ouvrière* – qu'un travail vraiment sérieux est produit de 1906 à 1914. En revanche les organes officiels de la Confédération, *La Voix du Peuple*, puis *La Bataille syndicaliste* quotidienne créée en avril 1911 s'y adonnent, tout comme *La Vie ouvrière* née en 1909.

L'éclatement – récemment mis en lumière par V. Daline[11] – du noyau homogène qui, autour de Griffuelhes et de Merrheim, avait dirigé la CGT entre 1906 et 1909, et son remplacement à partir de 1911-1912 par deux pôles nettement divergents – celui de la majorité du Bureau Confédéral qui contrôle *La Bataille syndicaliste (BS)* avec Griffuelhes et Jouhaux et celui des minoritaires de *La Vie ouvrière (VO)* autour de Monatte et de Merrheim – n'empêche pas les deux noyaux, les deux journaux de rivaliser dans leurs efforts pour faire connaître les mutations industrielles en cours.



Les syndicalistes français semblent, au sommet en tout cas, éprouver une faim dévorante de statistiques et de bilans, tirés surtout des journaux patronaux. À dater de la fin 1910, Delaisi va jusqu'à publier dans la VO une «sorte de manuel industriel à l'usage des syndiqués» pour leur apprendre à décrypter la situation de leur entreprise. Sous l'impulsion de Merrheim les monographies descriptives se multiplient et l'étude de la concentration des sociétés métallurgiques et minières se fait plus ample. Certes à partir de 1912 Griffuelhes engage la *BS* dans une remise en cause des «savantasseries de Merrheim» qui peuvent induire une image inexpugnable du capitalisme. Mais même ceux qui, comme Dumoulin, partagent ce point de vue considèrent que les syndicalistes doivent désormais «vivre dans les réalités et non dans les rêves»[12].

Et, quand la *BS* en juin 1913 mène campagne contre la loi de trois ans, c'est l'affaiblissement du potentiel économique de la France par retrait de la vie active qui est le plus vigoureusement dénoncé: tel serait l'objectif conscient ou inconscient des trusts.





Passons du côté de la SFIO. À l'exception des amis de Gustave Hervé, nulle indifférence. Comme chez les syndicalistes l'intérêt démarre doucement, vers 1906, pour se renforcer en 1908-1910. C'est en 1910 qu'André Morizet, un proche de Lagardelle, relance après Thomas[13] la campagne contre la mainmise du capital privé, sur les mines de l'Ouenza et que Vincent Carlier, jeune député guesdiste, dénonce à la Chambre les trusts de l'électricité. Mais, à la différence de la CGT, c'est sur la droite du Parti qu'est incontes-tablement fourni l'effort de connaissance et de propositions le plus considérable et le plus systématique. Dans un remarquable mémoire de maîtrise[14], Christophe Prochasson a étudié le groupe dit des « socialistes normaliens », qui, dans la mouvance d'Émile Durkheim, – et non de Lucien Herr – a impulsé ces recherches, autour de Robert Hertz, entre 1907 et 1914. Travail collectif, réunions régulières, publication dès 1908 d'une série de brochures, *Les Cahiers du Socialiste*[15], contacts avec ce qu'on hésite à appeler l'appareil de la SFIO par l'intermédiaire de Thomas, ce « pivot du réformisme »[16], chargé par exemple de présenter devant la Chambre en juin 1910 le programme économique et politique contresigné par les soixante-quinze membres du groupe parlementaire constitué au lendemain des Législatives. *L'Humanité* s'associe d'ailleurs, mais assez modestement, à ces tentatives. Le quotidien que dirige Jaurès s'efforce de tenir les fils de quelques grandes campagnes : dénonciation des pratiques caractéristiques de la société industrielle en gestation, explication de mécanismes économiques nouveaux à travers, par exemple, les articles de Lysis – alias l'économiste Letourneur – dirigés contre les monopoles bancaires et les conditions de placement de certains emprunts étrangers en France[17].




Sans marquer ici de façon aussi nuancée que je l'ai fait ailleurs[18] les différences qui apparaissent quand on essaie de systématiser les conclusions de la CGT et celles de la SFIO[19], sans pouvoir signaler, autrement que de façon allusive, l'inégalité du consensus dans les deux organisations[20], je me bornerai à caractériser en quelques mots les orientations qui, devant l'émergence de la société industrielle, leur sont communes. Le Parti et la confédération reconnaissent la nouveauté des problèmes qui se posent à la classe ouvrière. Mais, sauf épisodiquement[21], ils ne perçoivent guère l'ampleur de la nouvelle croissance. Certes un large consensus productiviste les unit : la classe ouvrière sera d'autant plus forte et son émancipation d'autant plus rapide que la production aura



plus de vigueur. Mais justement ils en dénoncent en France la faiblesse. Comme Lysis, comme plus tard Lénine, ils ont tendance à voir dans les hommes d'affaires français «les usuriers de l'Europe», qui, en exportant massivement les capitaux, accentuent par exemple le retard de la sidérurgie française sur l'allemande. Le mal français ? le malthusianisme économique. Alors, une seule solution, la nationalisation ? Les syndicalistes restent méfiants devant un processus susceptible de favoriser le pouvoir de l'État, désireux aussi de coller aux réalités quotidiennes ouvrières. Mais Albert Thomas et ses amis sont pour l'essentiel déjà ralliés et, sur ce thème, les socialistes les plus réticents ne livrent plus guère en 1913-1914 qu'un baroud d'honneur.

Jaurès : des conditions de prise de conscience spécifiques

Par rapport à ces analyses, la prise de conscience de Jaurès s'infléchit en fonction de trois données principales.

Et tout d'abord de sa culture propre. Rurale, a-t-on dit : l'enfant qui a grandi dans la ferme de la Fédial a de la terre à ses souliers. Classique surtout, au sens français du terme, c'est-à-dire gréco-latine, étrangère à l'économie politique, ancienne ou nouvelle ; Pareto, Walras, il ne les nomme, me semble-t-il, jamais. Sa formation se situe aussi marginalement par rapport à la lignée durkheimienne, aux sociologues à la Simiand avides de séries de prix et de salaires. Voilà pour les origines. Mais qui donc en reste à ses origines ? Pas Jaurès en tout cas.



Il les connaît, ces cités industrielles créatrices de cette solitude qui rive les chaînes au cœur des prolétaires : qu'on relise pour s'en assurer le début de *L'Armée nouvelle*. Surtout, il n'a guère cessé, au fil des ans, de scruter les changements en cours dans les rapports de production, dans les rapports sociaux.

On connaît mieux depuis quelques années son intérêt pour les interprétations théoriques étayées sur l'observation des sociétés capitalistes. Il a lu et relu Marx[22], préfacé et lu Kautsky, lu Bernstein aussi, sans le préfacer[23]. Et s'il n'est pas certain qu'il ait dépouillé la plume à la main *Le Capital financier* de Hilferding – il a pu connaître ses thèses à travers *Der Kampf*, la revue de la social-démocratie autrichienne, voire à travers *Die Neue Zeit* –, nous avons l'assurance qu'il a minutieusement annoté Rosa Luxemburg[24]. Son approche des phénomènes français s'appuie





aussi, depuis l'affaire Dreyfus et peut-être sous l'influence de Léon Blum, sur une connaissance précise du droit : pour étudier les mutations que les sociétés de commerce imposent à la propriété individuelle[25], pour comprendre « l'immense mouvement économique et social qui substitue à la propriété industrielle personnelle, la propriété anonyme et les sociétés par actions »[26], c'est du Code de commerce qu'il part.

Mais en même temps, et depuis longtemps, il a horreur des raisonnements rhétoriques, voire purement abstraits. Les informations concrètes, les statistiques, voilà son pain quotidien dès lors qu'il s'agit de percevoir les mutations économiques et sociales. Dès juillet 1891, lorsqu'il rédigeait, pour lui seul semble-t-il – en tout cas il n'en fit jamais usage – les quelque 130 pages grand format auxquelles il donna pour titre « La question sociale » et que la Société d'Études Jaurésiennes a retrouvées tout récemment, il étayait ses conclusions collectivistes sur les derniers recensements du Tarn et sur les mouvements qu'y revêtaient les prix et les salaires : telles étaient ses vacances à l'heure où il venait de mettre la dernière main à sa thèse. C'est la même démarche qu'il utilise en rédigeant ses articles de 1901 sur les sociétés du commerce : appelant à la rescousse *l'Annuaire de l'Office du Travail*, il y repère les valeurs comprises en 1899 dans les donations et successions pour remarquer que, le tiers de ces valeurs fructifiant à l'étranger, tout « rapport personnel » cesse entre le propriétaire français et la propriété anonyme qui se déploie en Russie, en Turquie ou autres lieux. Foin de l'éloquence creuse. Une pédagogie républicaine, c'est une pédagogie de la connaissance. À l'État donc – à l'État capitaliste et républicain – de faire lui-même connaître la vérité. Et Jaurès d'exiger, en 1910, « [qu']un tableau précis des émissions et du cours des valeurs depuis vingt ans permette à la nation de se rendre compte de l'emploi qui est fait des richesses de la France et de ses économies »[27]. Au début de 1913, c'est à l'ensemble de la production nationale qu'il élargit clairement cette exigence : « Que la France connaisse enfin la France »[28], voilà un beau vœu.




Reste que nul ne peut tout savoir. La pensée de Jaurès sur les problèmes posés par l'industrialisation est nécessairement marquée par les branches professionnelles dont il a acquis l'expérience la plus directe. Vieux métiers d'abord, dont William Sewell a récemment étudié les solidarités traditionnelles[29], sensibles à la grave crise des années 1880, celles mêmes où Jaurès, jeune député du Tarn, les a vu vivre à Castres, sa ville



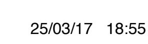
natale[30]. Mégisserie et chapellerie, tissage et typographie, ceux qui s'y activent ne sont plus déjà des artisans conformes au modèle du «forgeron» si souvent évoqué à la Chambre pour son aptitude merveilleuse à conserver la sagesse populaire et à refuser de se syndiquer[31]. De l'atelier à la fabrique, Jaurès les a connus en proie aux problèmes des sociétés modernes.

Ses véritables initiateurs aux réalités nouvelles du monde capitaliste, Jaurès les a cependant rencontrés un peu plus tard du côté des mineurs et des cheminots soumis à de puissantes compagnies, acteurs de la première révolution industrielle. Le plan Freycinet de développement du réseau ferroviaire, la faim de charbon qui maintient les profits des sociétés minières jusqu'au cœur des sombres années 1880, voilà les agents directs de l'essor de ces industries puissantes vers lesquelles la quête de travail, l'appât d'une retraite[32] jettent maints fils de paysans. Or, du côté des mineurs comme du côté des «serfs de la voie ferrée», les travailleurs font appel aux groupes de défense parlementaire, soucieux, parfois, de clientèle, aux Commissions spécialisées de la Chambre et finalement aux Assemblées susceptibles de produire de bonnes lois[33]. À la différence des industries plus anciennes, ces branches professionnelles se trouvent inextricablement mêlées à l'État, non seulement par la confiance que les mineurs ou les quelque 300000 cheminots font à la République, mais au travers de réseaux institutionnels garantis, des ingénieurs des mines aux conventions ferroviaires, par la puissance publique.



Plus étroits encore, bien sûr, les liens qui unissent à l'État les agents d'une fonction publique en plein essor. Un seul chiffre: 30000 postiers en 1871; 120000 en 1914. La société industrielle génère le puissant développement de ce qu'on appelle aujourd'hui «les services» et, au début du XXe siècle, la syndicalisation y progresse à grands pas[34]. Alors qu'une partie du Bureau Confédéral maintient ses options ouvriéristes, Jaurès, qui suit de près la grève des postiers de 1909 comme les premiers signes du syndicalisme enseignant, proclame que c'est l'honneur du Parti socialiste d'avoir affirmé la grandeur du mouvement et sa légitimité[35]. Voici en effet, pour une part, les nouveaux acteurs, imprévisibles au XIXe siècle, d'un monde où le salariat déborde largement les murs des usines.

En revanche, ni le bâtiment, ensemble toujours glorieux de métiers et d'activités faiblement concentrés, ni les industries chimiques où œuvre un prolétariat particulièrement exploité, ni l'automobile qui commence





d'imposer, à la veille de la guerre, le « métallo » comme héros du monde ouvrier, ne constituent un horizon permanent pour la pensée de Jaurès. Certes, en mars 1907, lorsqu'avec Pataud le syndicat des électriciens plonge Paris dans la nuit, il les défend contre Clemenceau, et contre ce monstre diffus, l'opinion publique. Et, en avril 1912, on le voit suivre attentivement le congrès de la Fédération du Bâtiment en quête de l'autocritique ouvrière. Mais ce sont épisodes sans grande suite et sans grands précédents. Plus significatif encore : il ne produit aucun commentaire lors de la fameuse grève des usines Renault de février 1913 – la première lutte, certes ambiguë contre le chronométrage et donc, d'une certaine manière contre le taylorisme – à laquelle *L'Humanité* consacre cependant de nombreuses pages[36]. On a pu s'interroger, non sans raisons somme toute, sur l'intérêt porté par Jaurès aux modes nouveaux d'organisation du travail, aux formes nouvelles de l'exploitation que révèlent ces nouvelles industries[37].




Il est vrai que, plus s'approche l'heure du grand massacre, plus Jaurès – c'est la troisième dimension dont l'historien doit tenir compte – est absorbé par d'autres problèmes. Où trouverait-il le temps nécessaire pour s'interroger à fond sur les formes que revêt la deuxième révolution industrielle alors qu'il lui faut veiller aux bourrasques qui, du côté du Maroc ou des Balkans, menacent la paix du monde ? Aussi ses interventions dans *L'Humanité* se limitent – elles le plus souvent à de courts billets à travers lesquels il éclaire, sur un point fondamental, une campagne conduite par d'autres que lui. Ainsi en est-il de janvier à mars 1910, à propos de l'Ouenza, ou, en janvier 1913, à propos de la plus-value foncière à Paris, un problème auquel s'attache un nouveau conseiller municipal attentif, Marcel Cachin[38]. Bref, pour comprendre les limites que l'on peut déceler dans l'approche jaurésienne des mutations industrielles en cours au début du siècle, il importe de prendre acte, plus encore que d'une culture économique et d'une pratique militante largement héritées des années 1890, du labeur forcené et des responsabilités politiques internationales qui s'abattent sur lui, sans qu'il puisse s'en décharger sur quiconque, pendant les années mêmes où se dessinent en France les traits d'une société industrielle, où prend forme l'impérialisme[39].



L'industrie, le crédit, les nationalisations

Limites ou pas – qui donc en est dépourvu ? – Jaurès a les yeux ouverts. Et ce qu'il voit, pendant les années qui précèdent la guerre, il l'interprète à partir d'un schéma conducteur qu'il a fait sien depuis des années, mais qui reste susceptible de maintes modulations.

Au cœur de ce système, un socialisme de la production. Jaurès n'a pas attendu les manifestations du dynamisme économique des années 1905-1914 pour affirmer que la victoire du socialisme est indissociable de l'élan et de l'ampleur de la croissance. Dès 1895-1896, lorsqu'il esquissait dans la *Revue socialiste* l'organisation future de la société, il s'attachait à dénoncer les préjugés qui faisaient des socialistes les amants exclusifs d'une plus juste répartition, alors que le problème de la production dominait leur pensée[40]. C'est là une des raisons – la raison principale – de son admiration pour Saint-Simon qui, dit-il en 1903, a vu « la justice non pas dans l'appauvrissement des hommes, mais dans la généralisation de la richesse dans une société harmonieuse et organisée »[41].




Un choix exceptionnel chez les socialistes ? Nous savons bien que non. Mais l'accent de Jaurès a quelque chose d'original, sa musique est différente. Ne serait-ce que par sa manière d'aborder la problématique de la croissance capitaliste, de cette « production dévorante et grandiose » évoquée dans le chapitre 10 de *L'Armée nouvelle*, à laquelle s'adonnent, tout compte fait, les détenteurs du capital : n'ayant plus aucune attache directe aux hommes qui produisent, ni aux conditions de la production, c'est à l'aune du seul profit qu'ils jugent non seulement les techniques et les machines, mais le travail humain ; ce faisant, le capitalisme déclenche des luttes ouvrières qui l'obligent en retour « à améliorer ses moyens de production, à perfectionner son outillage et l'organisation du travail ». Cette analyse des solidarités nichées au cœur des luttes de classes, même si en aucun cas, elles ne les éliminent, n'a pas toujours été bien reçue par les lecteurs socialistes de *L'Armée nouvelle*. En tout cas c'est dans le mouvement ascendant de la production industrielle, favorable au profit comme aux grèves victorieuses, que Jaurès les a vues à l'œuvre. Et c'est pourquoi il est hostile à tout sabotage, à tout freinage : non seulement les ouvriers y perdraient leur âme, mais la langueur de l'industrie, loin de les réveiller, affaiblirait les énergies ouvrières[42].



Aussi, à la différence de nombreux socialistes et syndicalistes français, Jaurès ne croit-il pas la France de l'avant-guerre engagée de façon systématique sur la voie du malthusianisme industriel. Lysis a beau collaborer à plusieurs reprises à *L'Humanité*, le directeur du journal ne fait guère référence à ses articles. Il est vrai que le secteur industriel qu'il connaît le mieux, celui des charbonnages, quoique fortement cartellisé, ne pratique pas une politique restrictive.

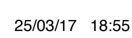
En revanche deux préoccupations émergent aussi bien des discours de Jaurès à la Chambre que de ses articles dans *L'Humanité*.

Le moment lui semble venu tout d'abord, à partir de 1909, d'atténuer progressivement, dans le cadre d'un large accord international, les tarifs protectionnistes mis en place quinze ou vingt ans plus tôt, quand la crise économique battait son plein. Les temps ont changé, dit Jaurès, qui ne conteste pas l'efficacité temporaire de telle ou telle mesure. Il est devenu possible d'« adapter le régime des nations modernes à l'ampleur du marché universel », et cela dans l'intérêt non seulement des consommateurs – ouvriers en tête – mais de la production nationale : l'excès de protection au service du patronat risque en effet – comme le freinage ouvrier, même si Jaurès ne tente pas cette comparaison – « d'atténuer les énergies françaises »[43]. Un discours apparemment sans suite dans son œuvre, mais qui renvoie bon an mal an à des analyses antérieures et suggère une relecture attentive des textes jaurésiens sur le système douanier[44].



Sa deuxième préoccupation, il l'a en revanche exprimée beaucoup plus souvent et plus explicitement. Elle vise l'ignorance économique, et la politique du secret jalousement gardé par ceux qui se proclament l'élite. Dans ce monde saturé d'informations en effet, où « clarté, tumulte, scandale, publicité retentissent », déclare-t-il à la Chambre le 11 mars 1910, en interpellant le garde des sceaux sur ce qui est en train de devenir l'affaire Rochette, « sur la vraie cause des choses, on ne sait rien ». Passons sur l'évidente actualité de ces propos…

« On ne sait rien », répétera-t-il trois ans plus tard dans *L'Humanité* : « ni documents précis, ni statistiques certaines sur la marche de la production en France, sur les conditions dans lesquelles les entreprises nouvelles sont créées, sur les directions que prend l'épargne nationale. »[45] Et Jaurès d'exiger que le gouvernement enquête dans ces trois directions, en souhaitant instamment que la situation de la France puisse ainsi être





comparée utilement à celle d'autres pays. Ils ne sont pas nombreux, les parlementaires qui formulent de telles exigences. Moins encore ceux qui, comme Jaurès l'avait fait à la Chambre le 15 juillet 1909, peuvent se féliciter d'avoir, dans leur entourage immédiat, des chercheurs qui témoignent du « renouveau de la pensée scientifique en France » : Simiand et Halbwachs, Lévy et Tarbouriech, les collaborateurs, en somme, des *Cahiers du Socialiste*.

À ces matériaux, insuffisants d'ailleurs et épars, Jaurès propose une interprétation globale. Ce qu'il entreprend de démontrer c'est, d'abord, l'extrême imbrication des grandes entreprises : il en prend pour exemple en 1909 la Compagnie des Messageries maritimes[46]. Quelques années plus tard, c'est l'extrême centralisation du crédit qui lui paraît décisive : il y voit une des raisons de l'exportation des capitaux, au reste normale à condition de ne pas se muer en « déportation »[47], car toute politique de défiance envers l'étranger serait « misérable »[48]. Il y voit aussi la base d'un pouvoir sur la production particulièrement dangereux : « quelques établissements » sont aujourd'hui en état de « gouverner l'épargne publique » et d'orienter à leur guise la production industrielle ; « le fonctionnement du capitalisme français » en est, conclut-il, « faussé »[49], puisque la concurrence des producteurs est mise hors d'état de fonctionner. Plus encore que la cartellisation industrielle, ce qui l'inquiète donc c'est la capacité du capital bancaire à s'imbriquer dans le capital industriel. La lecture de Hilferding va conforter ici sa propre démarche.





Ses informations n'en restent pas moins très lacunaires. Il a fallu l'ouverture de bien des archives pour rendre possibles les travaux que Pierre Guillen[50] et Georges Oved ont consacrés au Maroc[51], et ceux de Jean Bouvier, René Girault et Jacques Thobie sur « l'impérialisme à la française »[52]. Que le secret des grandes affaires soit bien gardé, nous le savons tous aujourd'hui. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, s'agissant des mines de l'Ouenza, Jaurès, lorsque s'engage la dernière phase du débat parlementaire – fin 1913, début 1914 –, met l'accent moins sur l'entrée des banques françaises qui confère sa structure moderne à la Société des Mines que sur la défense des « intérêts réels » de la France et de l'Algérie face à l'influence des « trusts allemands »[53]. Ni s'il surestime à la veille de la guerre l'entrée de Krupp dans le groupe Poutiloff-Schneider alors que le problème majeur du capital financier français est à cette date de limiter la russification des industries russes d'armement[54]. Ni même s'il



sous-estime au Maroc la longue rivalité entre la Compagnie Marocaine liée à Schneider et la Banque de Paris et des Pays-Bas, deux structures d'affaires dominées par la France. Ce qu'il entend démontrer, c'est qu'il n'est pas dupe du caractère pseudo national des affrontements : tel est le sens du discours qu'il prononce à la Chambre le 22 novembre 1909 à propos du Maroc. C'est aussi que « L'Interna-tionale de la finance » c'est aussi celle « de la guerre », comme il l'écrit dans le célèbre article qu'il consacre à l'Affaire Poutiloff dans *La Dépêche* le 1er février 1914 : les trusts de pays rivaux associés dans une même entreprise pourraient travailler à la paix ; or, symboliquement, ils cherchent plus souvent à s'entendre pour fabriquer des canons, pour œuvrer à la mort.



Il existe donc une certaine connexion entre les mutations de l'organisation du crédit et de l'industrie et les menaces de guerre plus pudiquement désignées sous le nom de « politique internationale » : c'est en ces termes que Jaurès, animal politique s'il en fut, attentif aussi à la naissance de la société industrielle, et à ses contradictions rejoint le débat sur l'impérialisme. Ni du côté que cerneront Boukharine et Lénine. Ni aux côtés de Rosa Luxemburg. Mais pas non plus en plein accord avec les thèses de Hilferding. Comme si souvent, sa capacité oratoire et son langage propre ont voilé plus que dévoilé la manière dont il s'insérait dans les débats majeurs de son temps.

Il n'est pas homme cependant à se satisfaire d'une analyse, d'une dénonciation. Non seulement, plus lucide sur ce point que bien d'autres, il se refuse à supposer une relation causale directe entre l'économique et le politique, il s'attache à souligner « la convergence des intérêts et des manœuvres des politiciens, des diplomates, des gens d'affaires, des gens de plume »[55], mais encore il propose des solutions. L'État a seul, s'il le veut, le pouvoir d'intervenir quand le mode de production se « socialise » en contrevenant aux intérêts les plus évidents de la nation, cette collectivité humaine. Or il fait l'inverse : il livre aux Compagnies « le trésor industriel de la nation »[56], richesses minières de l'Est, forces hydrauliques alpines, réserves de l'Ouenza. Bref, comme la SFIO, Jaurès préconise le retour à la nation des biens ainsi aliénés, des sources d'énergie et des chemins de fer concédés au détriment de la puissance publique. Il y a plus. Les accusations qu'il porte contre la concentration du crédit, sa volonté d'en comprendre les mécanismes et d'en cerner les résultats ne devraient-elles pas déboucher à terme sur la nationalisation d'une partie





du système bancaire, sur son contrôle tout au moins ? Jaurès ne se porte pas explicitement à cette pointe extrême de sa pensée : mais, sur ce point aussi, il semble difficile de faire l'histoire de l'idée de nationalisation en France sans passer par la pensée jaurésienne[57].

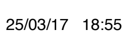
Notamment par sa vision des services publics et de ceux qui pourraient un jour le devenir. À condition – il en avertit à maintes reprises ceux de ses camarades qui, tel Albert Thomas, ont pleine confiance dans les solutions étatiques – de ne pas voir dans le remplacement des consortiums par l'État une solution socialiste aux transformations de la production industrielle.

Le rachat, écrit-il en 1906 à propos du Chemin de fer de l'Ouest[58] n'est pas « un commencement de collectivisme », mais « le commencement de la lutte contre les féodalités capitalistes ». Et, commentant, en septembre 1912, les débats du congrès que la CGT tient au Havre : la nationalisation n'est pas la socialisation[59]. Non seulement il faut continuer à payer les intérêts des emprunts contractés pour le rachat, mais surtout il y a risque de renforcer la bureaucratie étatique[60].



C'est dire – et d'ailleurs Jaurès le dit – que la question industrielle ne se limite pas à l'accroissement de la production industrielle et à sa mise au service de la nation. Les problèmes soulevés ne sont plus tout à fait ceux qu'il posait en 1895-1896 lors des célèbres articles de *La Revue socialiste*. Il ne s'agit plus de faire gérer les industries par les fédérations syndicales, mais d'œuvrer à la démocratisation et à la socialisation des grands services publics grâce à l'intervention des organisations ouvrières[61]. Que faire, dès lors, pour que, par étapes, l'État devienne « ce qu'il n'est pas, la nation organisée »[62] ? (Entre parenthèses, quelle admirable formule !) Deux orientations majeures se dégagent, au terme de sa vie, du discours jaurésien.

Il faut dès à présent favoriser franchement la capacité de contrôle des travailleurs des services publics dont le rôle ira croissant avec l'élargissement et la multiplication des voies grâce auxquelles l'État exerce de plus en plus de « fonctions industrielles »[63]. Or, le développement de cette force de contrôle suppose dans la fonction publique un syndicalisme libre et hardi. L'État républicain s'y oppose encore en cette aube du XXe siècle, pour les enseignants notamment, et une fraction notable de la CGT lui reste hostile.





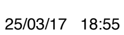
Il faut aussi faire en sorte que l'entreprise privée cesse d'être pure propriété privée. Il faut conquérir pour les syndicats, pour tous les travailleurs, le droit d'y intervenir. Mieux – plus difficile ? – il faut qu'ils en éprouvent le désir et que ce désir se fasse volonté. C'est ainsi qu'ils apprendront à devenir force de contrôle non bureaucratique si leur branche professionnelle venait un jour à être nationalisée. Faute de temps, faute aussi de prise concrète sur les problèmes nouveaux d'organisation du travail – ainsi ceux qui surgissent dans l'automobile – Jaurès, malgré la clarté de ses nouveaux objectifs, ne suggère que des initiatives parcellarisées : ainsi, la fin des disciplines patronales surannées[64] ; ou la fin des modes d'organisation du travail qui privilégient indûment certains ouvriers, les plus qualifiés, par rapport à d'autres plus démunis[65]. Le syndicalisme des salariés ne peut se limiter à la défense du salaire et du temps de travail : l'intensité du labeur, la discipline peuvent mobiliser les ouvriers[66]. Surtout si la démocratie ouvrière, le « suffrage universel ouvrier » pénètrent dans l'atelier et dans l'usine sous les auspices de délégués élus à la sécurité, de conseillers prud'hommes, voire sous ceux du référendum ouvrier auquel Jaurès n'a jamais renoncé. Bref, le suffrage universel ouvrier, c'est la confiance de la classe ouvrière en elle-même.



Telles sont les voies dont Jaurès a entamé la prospection pour qu'un jour la nationalisation acquière un sens socialiste. Elles ne relèvent pas tant de l'État que du mouvement ouvrier et de celui, plus large, des salariés. Les lois ne peuvent suppléer à l'infirmité de la conscience sociale : Jaurès, ce grand parlementaire, le sait bien.

C'est pourquoi, devant la société industrielle en train de naître, les problèmes qu'il se pose et qu'il s'emploie à lier à la lutte contre la guerre, ne relèvent plus, comme en 1895, d'une image de l'avenir, mais d'une réflexion sur ce que, depuis lors, on a appelé la transition. Une réflexion marquée par son temps et par le travail de ses amis, mais au cours de laquelle il lui arrive de se démarquer nettement. Un thème resté d'une étrange actualité et sur lequel Jaurès n'a pas fini de nous parler.

Frankreich Deutschland und die Zweite Internationale, am Vorabend des Ersten Weltkriege, **sous la direction de Ulrike Brummert, Tübingen, Gunter Narr Vlg, 1989, p. 195-209**





PARTIE II.

LA RÉPUBLIQUE DES DROITS










INTRODUCTION

Citoyens et travailleurs

Il n'y a pas de vraie liberté pour les sans-travail.

Citoyen, travailleur : depuis la Révolution française et la révolution industrielle – une majuscule pour l'événement, une minuscule pour le processus –, ces deux figures apparaissent emblématiques de notre modernité. Citoyen : ce mot si beau est depuis la Révolution employé au masculin, et même au féminin malgré le refus obstiné du droit de vote aux femmes pendant plus de cent cinquante ans. Ou, plutôt, il change alors durablement de sens : il cesse de désigner l'habitant d'un bourg, le bourgeois, normalement catholique, dont les droits ont naguère été reconnus par le seigneur, pour évoquer l'être humain émancipé, celui qui s'évade des discriminations religieuses comme de toute subordination, voire de l'obligation d'être Français.

La création révolutionnaire

Le citoyen se reconnaît en effet, non seulement aux libertés mais à l'égalité neuve que lui met en mains la Révolution. Certes, un tiers environ de la population adulte masculine est privé du droit de vote par la Constitution de 1791 et les femmes le sont totalement. Mais, curieusement, ces limites n'apparaissent pas alors comme des barrières décisives. Les femmes elles-mêmes s'appellent tôt entre elles citoyennes





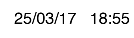
et les hommes aussi les désignent de ce nom, tout en leur refusant le droit de vote et cet autre attribut de la citoyenneté, le droit de porter la pique, symbole de la volonté de défendre sa terre et ses droits. Puis si, juridiquement, les limites du droit de vote sont définies avec précision, socialement, comme l'a montré Pierre Rosanvallon, l'idée, défendue par Robespierre et quelques autres, que le suffrage masculin est potentiellement universel, latente dès 1791, prend forme au lendemain de la chute du roi, le 10 août 1792: elle sera inscrite dans le marbre de la Constitution de 1793.

Surtout, la citoyenneté est désormais pourvue d'une forte dimension symbolique dont des hommes comme Pétion ou le pasteur Rabaut-Saint-Étienne ont exprimé la substantifique moelle: la proclamation des droits civiques nourrit, même aux yeux de ceux qui ne sont pas (encore) électeurs, une confiance éthique et politique dans l'égalité de tous. Protestants, juifs, les voici semblables aux «*membres du corps auguste des citoyens chrétiens*» – c'est-à-dire catholiques – comme on dit dans les provinces quand on a lu Rousseau. Que le «marc d'argent», ou la possession d'une propriété foncière, puissent être exigés pour devenir député est, certes, fâcheux. La bataille est vive à ce sujet: serait-ce la victoire de l'âne s'il a de la richesse, comme le suggèrent diverses caricatures?



Mais ceux-là mêmes qui, tel Barnave, défendent ce privilège de l'argent affirment et ce n'est pas pure hypocrisie – que l'imaginaire égalitaire n'en est pas affecté. Enfin, le danger de la patrie et la chute du roi non seulement suppriment les conditions censitaires au cœur de l'été 1792, mais ouvrent la voie à la possible attribution de la citoyenneté aux étrangers qui ont bien mérité de la France, de Tom Paine l'Américain à l'Allemand Schiller en passant par Anacharsis Cloots, le «baron batave», avant que la Constitution de l'an I précise les conditions, fort larges, qui permettent à un non-Français de devenir citoyen en France: nourrir un enfant, soigner un vieillard, exercer une activité productrice utile, etc.

Reste que la dignité citoyenne au moment même où elle brille de ces nouveaux feux, persiste à marquer son territoire. Les femmes, certes. Mais, fût-ce en métropole, elles ne sont pas seules. Vagabonds, mendiants, ouvriers «sans domicile fixe», domestiques aussi, pour des raisons différentes, restent longtemps en marge de la citoyenneté électorale. Les assemblées primaires auxquelles est soumise par référendum la Constitution de l'an I excluent de leurs rangs les non domiciliés et les





ouvriers qui logent en hôtel garni : cela fait beaucoup de SDF, 15 % peut-être des hommes en âge de voter ; ces non-citoyens qui soulèvent la suspicion et sèment une inquiétude nourrie des souvenirs récents – juillet 1789 – de la « Grande peur ». Les vagabonds sont réputés « gens sans aveu ». Le cas des domestiques relève d'une autre figure sociale. À la différence des errants, la ville est leur terre de prédilection : ils seraient 16 à 17 % de la population active de la capitale. Surtout les liens de dépendance qui les attachent à leurs « maîtres » parlent contre eux : ces hommes touchent des gages, ils ne perçoivent pas de salaires, ce ne sont point des ouvriers.



Aussi n'ont-ils pas voté lors des élections à la Convention de septembre 1792, et nul ne s'en est ému, sinon Anacharsis Cloots, « *l'orateur du genre humain* ». Il a fallu la vague égalitaire de l'an I pour que la nouvelle Déclaration des droits proclame non que les domestiques ont le droit de voter, mais que « *la loi ne reconnaît point de domesticité* ». Une formule qui tire son sens, superbement, d'une nouvelle définition du contrat de louage : tout homme peut engager ses services et son temps, non sa personne ; *« il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie »*. En d'autres termes : le domestique est, aux yeux de la République, aux yeux de la vie publique, un salarié comme les autres. Ou encore : tout travailleur – domicilié s'entend – est un citoyen.

Je ne sais si je suis parvenue, à travers ces quelques lignes, à faire prendre conscience de l'ampleur de la révolution sociale, politique et mentale qui s'est opérée entre 1789 et 1793. Finie – pour un temps assurément, mais quel temps ! – l'époque des droits réservés au propriétaire. Les potentialités de la citoyenneté se déploient d'abord comme une réponse égalitaire aux incapacités qui frappaient encore les protestants, malgré l'édit de 1787 – « *nous ne demandons pas la tolérance mais la liberté* », s'écrie Rabaut-Saint-Étienne –, comme une solution à la question juive dans son extrême diversité régionale. Elles donnent leur chance – pas pour longtemps certes ! – à l'étranger et au *jus soli*. Elles reconnaissent à ceux qui ne vivent que de leurs mains, dès lors que point ne vagabondent, les mêmes droits civiques qu'aux propriétaires : la voilà bien la différence avec le royaume d'Angleterre ! Le citoyen, le travailleur stable : une même personne. Faut-il s'étonner, dès lors, de la place privilégiée que la citoyenneté, cette figure de l'égalité, va occuper pendant







deux siècles dans la tête et le cœur des travailleurs français ? Au point de faire oublier ceux, celles qui en restent exclus. Voter, mais aussi se rassembler, pétitionner, voire manifester, ces attributs de la citoyenneté, la poussée de l'an I les a inscrits dans la mémoire du vaste peuple des travailleurs.

Le culte de la citoyenneté




Le XIXe et le XXe siècles ont confirmé l'exceptionnel attachement des Français à la citoyenneté et à ses usages. Certes, son ambition cosmopolite a fondu « comme neige au soleil » dès l'an II, la guerre à laquelle est en proie la jeune République met à l'ordre du jour la méfiance à l'égard des « étrangers ». Ceux qui en souffrent ne sont pas uniquement des spéculateurs : Paine est jeté en prison, Cloots est guillotiné. Certes, les juifs français restent intégrés à la « grande Nation ». La prétention à les inscrire parmi les étrangers, fondement du moderne antisémitisme français depuis les années 1880, se brise, depuis l'affaire Dreyfus, sur le rappel des décisions de 1791 : citoyens comme les autres, les juifs français appartiennent au « peuple de France ». La prétention de Vichy, malgré ses conséquences dramatiques ne mord pas sur ce socle fondamental. Mais ceux qui, juifs ou non – sous Vichy, juif d'abord, puisque après Drumont c'est eux qui sont désignés comme « *les plus étrangers des étrangers* », alors qu'aujourd'hui il s'agit bien plutôt des hommes et des femmes du Sud – n'ont pas la nationalité française ? La réponse est d'une simplicité biblique sauf à devenir français par naturalisation a depuis la loi de 1889 aujourd'hui mise a mal, par naissance et formation sur le sol de France, ils sont exclus de la citoyenneté civique, politique. Les batailles récentes conduites pour dissocier citoyenneté et nationalité, au nom et au niveau de la citoyenne de résidence, ont échoué et les conditions constitutionnelles mises par le Parlement à la ratification du traité de Maastricht, ont écarté durablement cette option pour tous 1es « non-communautaires ». Cette exclusion a accompagné pendant cent cinquante ans celle des femmes renvoyées à leur potage incivique par les « bons républicains », inquiets de leurs liens supposés avec l'Église, et partisans convaincus des deux rôles : à la femme vie privée, à l'homme la citoyenneté publique



Et pourtant – peut-être même en raison de ces exclusions qui valorisent les tenants du titre – le culte de la citoyenneté a prospéré en France, associé à celui de Marianne, à un degré inconnu de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie. La victoire définitive du suffrage universel masculin en 1848, si elle lui fait perdre un peu de la saveur barricadière acquise sous la monarchie de Juillet, l'ancre dans des pratiques régulières, plus pacifiques. «*Aux urnes, citoyens!*»: les Marseillaises électorales se multiplient au début de la Troisième République. La vraie victoire, c'est sur les ennemis de Marianne qu'il faut la remporter: citoyens eux aussi, assurément, mais de drôles de citoyens, pense-t-on dans le camp des amants de la République, des citoyens à abattre au jour de gloire des élections. Ainsi la citoyenneté pare-t-elle d'une dynamique politique égalitaire et républicaine ceux qui se nomment eux-mêmes, par opposition aux autres, les «bons citoyens». Or, en même temps, les efforts déployés par les bourgeoisies, ralliées au système représentatif, pour enserrer dans les liens du vote et le religieux respect du Parlement les pratiques de citoyenneté, sont loin de parvenir entièrement à leurs fins.




Démocratie directe, démocratie représentative

S'y opposent en effet d'une part une tradition elle-même ancrée dans la Révolution française et d'autre part l'irruption d'un monde ouvrier, fils de la révolution industrielle, fortement conscient de sa force et de sa différence. Voyons un peu.

Albert Soboul a le premier analysé l'attachement des sans-culottes à la démocratie directe de l'an II. Il en avait fait la racine politique des contradictions entre les Montagnards et la Commune de Paris. La Convention savait d'ailleurs à quoi s'en tenir puisqu'elle avait accepté de soumettre par référendum la Constitution de 1793 aux assemblées primaires: quelque 7000 délégués étaient alors, en pleine guerre civile et étrangère, montés sur Paris. Au reste, en 1789-1790, les quartiers «bourgeois» de Paris avaient montré eux aussi l'intérêt qu'ils portaient à la «démocratie sectionnaire», comme on disait alors. Élire des représentants, ce n'est pas le seul bonheur politique. On peut être citoyen autrement. Sous la forme d'une critique vivace de la démocratie représentative, cette conviction qui ne relève pas seulement du populisme vulgaire, même s'il lui arrive d'être récupérée par lui, court à travers deux



siècles d'histoire de la France. «*Tous pourris!*» ce cri n'a rien de nouveau, mais on ne saurait s'en tenir à sa dénonciation. Gardons-nous d'oublier les efforts déployés, sous la Troisième République, par les radicaux, par les socialistes, pour rester en phase avec leur électorat populaire: comptes rendus de mandats fréquents car un député doit rendre compte de tous ses votes, des votes que la presse locale à l'époque diffuse largement et au sujet desquels elle l'interpelle; mieux – ou pire, si l'on s'en tient au régime représentatif – reconnaissance de ce fait majeur: un paysan, un ouvrier, un boutiquier ne font vraiment leur un texte législatif d'importance qu'après l'avoir approuvé personnellement.

Les radicaux se satisfont en ce domaine des «comités» auxquels leurs électeurs sont censés faire confiance. Les socialistes vont plus loin: malgré le discrédit républicain attaché au référendum depuis le Second Empire, ils déposent à plusieurs reprises, à l'unanimité de leur groupe parlementaire, des propositions en sa faveur, jusqu'à la veille de la Grande Guerre. Faut-il ajouter que si, sauf exception, la pétition ne s'enracina pas régulièrement en France dans les moeurs citoyennes, il n'en fut de même ni pour la réunion publique, ni pour la manifestation, ces pratiques militantes auxquelles la Révolution avait dû tant de moments éclatants? La liberté de réunion, après avoir fait quelques pas timides à la fin du second Empire, trouva sa forme légale en 1881. La manifestation de rue, elle, ne commença à s'institutionnaliser pacifiquement qu'en 1908-1909.





Il vaut la peine de s'y arrêter. La demi victoire remportée en 1909 pour le droit de manifester – après l'inauguration, au Père Lachaise, de la plaque à la mémoire des «morts de la Commune», après la seconde manifestation de protestation contre l'assassinat de Francisco Ferrer – est inséparable en effet de l'ascension du monde du travail comme force «consciente», selon le mot de l'époque. Pour que la manifestation pût devenir «le suffrage universel de la rue», il avait fallu l'intervention pressante de la SFIO, de sa fédération de la Seine en particulier: Vaillant associé à Jaurès, tous deux en phase, même difficile, avec la CGT. Or la capacité manifestante se laisse malaisément séparer des critiques adressées aux formes électorales de la citoyenneté par la nouvelle conscience ouvrière. On en entend les échos à travers les textes mis en forme par les syndicalistes révolutionnaires comme à travers les énoncés de ce que Maxime Leroy a appelé «*la coutume ouvrière*».

La méfiance populaire

Qu'apporte donc de nouveau, au tournant du siècle, la critique de «la classe ouvrière organisée»? Quel son de cloche différent de la méfiance populaire à l'égard du système représentatif nous donne-t-elle à entendre? J'ai choisi, pour y être attentive, la controverse qui opposa, lors du célèbre congrès tenu par la SFIO à Toulouse, en 1908, deux socialistes: Hubert Lagardelle, porte-parole, à cette date, du jeune «socialisme ouvrier» et théoricien d'une approche syndicaliste de la lutte des classes et le député des mineurs de Carmaux, Jaurès. Directeur du *Mouvement socialiste*, une revue née en 1899 et qui se voulait l'expression des courants marxistes liés au syndicalisme, Lagardelle se présente comme l'interprète des principes nouveaux apportés à la culture politique socialiste par la jeune CGT. Du parlementarisme il déplore le caractère fondamentalement conservateur: pas de système parlementaire sans compromis, pas de loi issue du compromis sans obéissance à la loi. Du vote citoyen, il dénonce avec force la vocation individualiste et donc bourgeoise: à l'heure électorale chacun compte pour un; comment la force ouvrière n'en sortirait-elle pas atomisée? Le vote marque le triomphe du libéralisme bourgeois. À rebours, la nouvelle conscience prolétarienne tire sa force des institutions collectives créées par la classe – les syndicats, les bourses du travail – et de l'action propre au monde ouvrier: la cessation collective du travail, la grève. À l'électeur, au citoyen, le «socialisme ouvrier» – le vrai socialisme, selon Lagardelle – oppose le producteur, le prolétaire. Opposition rhétorique? Que non! La stratégie d'action directe est présentée comme la suite nécessaire de cette analyse. Ce sont ces forces militantes que les socialistes doivent aider à se développer au lieu de les laisser se dissoudre dans les eaux tièdes de la citoyenneté. Que les travailleurs et les socialistes ne se laissent pas prendre aux pièges du pouvoir intégrateur de la citoyenneté bourgeoise!



Est-ce donc la fin de «l'illusion démocratique» aux yeux du monde du travail? Le signe du divorce essentiel entre le citoyen et le prolétaire? La mort, en somme, de la spécificité française ancrée dans la grande Révolution? Que la voie ouverte par Lagardelle et ses amis balise en partie le chemin sur lequel s'avancera plus tard le mouvement communiste, on ne peut guère en douter, même si l'attention qu'il porte aux





institutions et aux « œuvres » ouvrières rapproche aussi ce fringant jeune homme du choix le plus « réformiste » qui soit, celui où s'engageait au même moment le puissant syndicalisme· allemand, et même si le PCF ne reprendra pas sa critique de « la politique ». Mais : l'essentiel n'est pas là.

Les syndicalistes ont, en fait, refusé de se reconnaître dans cette absolutisation du syndicalisme. Attachés à leur autonomie politique, face aux partis – les radicaux, les socialistes – et aux « sectes » – les anarchistes – ; ils ne sont pas allés jusqu'à se concevoir comme une force radicalement séparée, étrangère aux mouvements qui agitaient la société ; française et le vaste monde. Comment ne pas voter quand on a devant soi les hommes de : Clemenceau, de Briand, de Barthou ? Comment, au « second tour », laisser la place au seigneur de la mine, au baron du textile, voire à l'homme des curés qui leur est soumis ? Le socialisme français sut ne pas détourner le mouvement ouvrier de la démocratie ; citoyenne, il empêcha les travailleurs de céder aux sirènes de la radicale séparation.



Ce fut sa faiblesse aussi ? Bien sûr ! Tant de petites manœuvres accompagnent l'action citoyenne ! Grands sont les risques associés ; au consensus républicain : on renoncera ici à en dresser la liste. Mais lorsque Jaurès, à la fin du congrès de Toulouse, répondit à· Lagardelle, ce fut pour aller au-delà de ces constats militants et/ou désabusés. Ce fut pour rappeler son contradicteur à l'universalisme potentiel des droits et à la tradition révolutionnaire : « *L'ouvrier français*, déclarat-il, *avant de se syndiquer, même quand il est syndiqué, est autre chose qu'un salarié, autre chose qu'un producteur, il est l'héritier dépouillé d'une immense humanité de revendication et de combat*. » Et de conclure : « *C'est ce qui fait l'originalité du syndicalisme français, c'est ce qui échappe à nos camarades étrangers, cette ampleur de la conscience ouvrière dans le syndicalisme français.* »



Manière de dire, entre autres, mais pas seulement, la nécessité vécue de la citoyenneté, la non-rupture entre les objectifs politiques et les luttes sociales. La participation électorale en milieu ouvrier, comme ailleurs, l'atteste aux heures de fort enjeu. Plus de 79 % des inscrits s'expriment en 1902, l'année où le Bloc des Gauches remporte la victoire ; un peu plus au printemps 1914 quand la bataille tourne autour de la « loi de trois ans » ; 84,3 %, un triomphe inégalé lors des élections qui portent au pouvoir le Front populaire. Le choix de 1902 est particulièrement intéressant. Sous hégémonie radicale, voici le temps des comités, des sociétés



de libre-pensée, des associations multiples dynamisées par la loi de 1901, où les ouvriers discutent avec ceux qui ne le sont pas : quelles lois pour les travailleurs, quid de l'armée, de l'Église, bref, au lendemain de l'affaire Dreyfus, quelle République ? Puis, « 36 » : la grève révèle la puissance ouvrière, les manifestations la donnent à voir dans la rue. Mais le choix fait, et parfois déploré, est celui du civisme républicain – à bas les ligues ! – et de la solidarité républicaine des canons pour l'Espagne ! –, non celui de la prise politique du pouvoir. Les congés payés, les 40 heures, d'accord. Pas la rupture. Le rôle du PCF, on le sait, fut important dans le choix de cette stratégie. Au reste, la rapidité avec laquelle, dès 1938, la société française commença de se défaire, laisse supposer qu'une option d'isolement prolétarien n'eût guère été suivie.

Un mot encore pour éclairer les raisons qui, sur deux cents ans, ont donné sens au choix civique des travailleurs. Le thème de la fierté – on est fier d'être un travailleur, on est fier de travailler – circule déjà dans les sociétés ouvrières du premier XIXe siècle, comme un moteur pour revendiquer le suffrage universel qu'un peuple insuffisamment puissant a laissé se perdre après « 93 ». Ce thème intègre la qualification acquise, toujours sur le tas. Il renvoie aussi à la force virile. Songeons au célèbre dessin de Signac : ses « démolisseurs » au lourd marteau sont prêts, aussi, à reconstruire. Leur force vient de leur corps, de leurs muscles bandés, de l'énergie aussi qui se lit sur leur visage. Femmes, censées fragiles et à grand-peine reconnues comme ouvrières, que feriez-vous là ? Quel serait votre apport à la citoyenneté républicaine ? Peut-être aussi – sans doute faut-il évoquer, à l'arrière-plan de cette adhésion du prolétariat français à la citoyenneté, les formes confuses du patriotisme, du nationalisme ouvrier. Il est difficile de ne pas tirer gloire de la filiation de « 93 ». Il est dangereux aussi, pour cet internationalisme de la citoyenneté qu'évoquait Jaurès, de s'y adonner sans partage.



Un grave processus de dé-citoyenneté

L'évocation, un peu longue, mais à mon sens nécessaire, de ces années citoyennes met en lumière, cruellement, la crise que nous traversons aujourd'hui. Les rapports étroits entre la sphère politique, celle de la citoyenneté, et la sphère sociale, celle du travail et du monde du travail, se sont profondément détériorés. L'indicateur électoral en est le





révélateur impitoyable : l'abstentionnisme atteint aujourd'hui une ampleur inégalée auprès de laquelle les pires élections de la Troisième République, celles de 1881 par exemple, avec 70 % de votants font glorieuse figure. On en est réduit à se féliciter de ce que ce pourcentage ait été atteint lors du référendum sur Maastricht. Si l'on tient compte, comme une étude récente de la LDH vient de le faire pour Marseille, des étrangers auxquels la citoyenneté est toujours refusée et de ceux qui, Français, refusent ou négligent – il y en eut toujours beaucoup parmi les plus démunis – de s'inscrire sur les listes électorales, on découvre que nos actuels députés sont les élus d'une petite minorité de citoyens potentiels. Voilà qui est aussi grave, au moins, que les scores du Front national. D'autant qu'il ne s'agit pas d'une conjoncture passagère : le mal va s'approfondissant de cycle électoral en cycle électoral. C'est la démocratie représentative qui est en cause. Plus grave encore peut-être : le tissu associatif ne fournit pas de pôle alternatif. L'abondance numérique des associations masque la pauvreté de chacune. La crise malmène partis, syndicats, mouvements antiracistes. Et l'on ne voit pas encore poindre le relais.




Ce numéro, commun *à Hommes et Libertés* et à *Panoramiques*, veut inscrire la situation présente dans son rapport au passé. Il entend surtout tirer de cette situation quelques éléments d'appréciation et prospecter quelques pistes. Curieusement l'exploration des pistes offre peut-être moins de difficulté que la mise en évidence des points forts de l'actuelle rupture entre le civisme et le social. Tous les paramètres, ou presque, ont changé en effet entre les temps de citoyenneté et ceux que nous vivons. Il n'est donc pas si facile de savoir d'où vient le sentiment actuel, largement partagé, d'une démocratie rouillée, d'une citoyenneté en peine et en panne : autre manière de dire que la crise est globale et qu'il est malaisé de promouvoir tel ou tel facteur pour rendre compte des malheurs du lien civique.

On a glosé d'abondance par exemple, et non sans raisons, sur les conséquences du spectacle télévisuel : mensonges avérés comme à Timisoara ou à Cuba, mensonges vrais, tels les propos lénifiants et consensuels tenus par les pseudo-experts de la guerre du Golfe. Et, par ailleurs, des concepts se sont imposés, non sans raisons aussi, dont la mise en œuvre, à terme, pose problème. Ainsi, celui d'exclusion. Combattre toutes les exclusions, nous dit-on. Assurément : les droits de

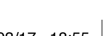


tous les exclus doivent impérieusement être défendus et promus. La plus petite traversée de rue, guidée par une voix secourable aux malvoyants, est une victoire sur l'exclusion, tout comme l'aide apportée à un enfant handicapé pour l'aider à conquérir un minimum d'autonomie. Mais quel est le degré d'efficacité civique d'une telle mise à plat au nom d'un concept fourre-tout et du catalogue qui le définit ? Ne faut-il pas nous attacher davantage à la quête d'un point de vue central ? Pour défendre les victimes des logements rares et chers, si l'on veut combattre les difficultés de l'école à promouvoir l'égalité, pour atténuer le mal-vivre des banlieues – en fait des villes –, n'est-ce pas, pour tout dire, la centralité de la crise du travail qu'il est devenu nécessaire d'affirmer, afin de comprendre l'ampleur du retrait de citoyenneté dont souffre la société française et de le réduire ?

Au cœur du processus de décitoyenneté qui frappe la France – ce pays où le couple citoyen-travailleur n'avait jamais été mis sérieusement à mal, où les prolétaires, loin de camper aux portes de la République, avaient largement contribué à dessiner le visage de Marianne – se dresse aujourd'hui le chômage. Ce chômage qui tue les citoyens, jeunes et moins jeunes, garçons et filles, cadres et ouvriers. Certes, des nuances s'imposent. Les jeunes filles en particulier, surtout quand elles sont issues d'un milieu patriarcal, voient dans le travail un outil d'émancipation personnelle : elles y puisent le sens de la responsabilité, elles y font l'apprentissage du civisme et du besoin de civisme. Diverses enquêtes ont montré que nombre de jeunes gens y sont moins sensibles : leur vie ne se structure plus seulement autour du travail. Les cadres, eux, sont, depuis un ou deux ans, frappés de stupeur : quoi ! On peut les licencier, malgré leurs diplômes, comme de vulgaires ouvriers ! Et de redoubler d'efforts quand l'emploi est encore là ! Et de regarder avec quelque ironie les contraintes imposées par le droit du travail ! Et de s'enfoncer dans le stress, sans plus trouver le temps nécessaire au syndicalisme, à la réflexion politique, à leur propre vie.

Si diverses qu'elles soient, ces nuances ne modifient cependant pas l'essentiel. C'est bien la crise sans précédent du travail – sa rareté, son organisation défaillante et, malgré quelques apparences et quelques réalités, souvent désuète, sa répartition aberrante au fil de chaque vie – qui permet de comprendre pour· quoi la France, pays à haute tradition citoyenne, est aujourd'hui aussi gravement atteinte dans sa vie civique.







C'est bien cette crise qui isole de l'élaboration, de la participation, de la décision politique des millions d'hommes et de femmes, avec le risque de remettre dans les mains de quelques milliers d'experts les orientations nationales, européennes, mondiales qui s'imposent. Les exclus du civisme ce sont les non-travailleurs, les solitaires, les SDF.

En forgeant le concept de citoyenneté sociale, nous avons voulu placer ce problème au cœur de notre réflexion et de notre action. Nous avons voulu dire qu'on ne bâtit pas une politique de la ville, si indispensable soit-elle, comme un cache-sexe de l'absence de travail. Nous avons voulu dire qu'on doit, certes, aider les chômeurs à s'organiser et à prendre la parole, les sans-logis à en trouver un par une politique efficace et transparente, les hommes et les femmes à récurer le racisme, mais qu'il n'y a pas de vraie citoyenneté pour les sans-travail. Nous avons voulu souligner l'intérêt pour les organisations syndicales, qui ont mille fois raison de ne pas céder aux pressions modernistes, qu'elles viennent du patronat ou des consommateurs, à prendre en compte la nécessité urgente de réduire non seulement la «*souffrance au travail*», comme dit Christophe Dejours, mais la souffrance sociale née pour l'essentiel du non-travail et de ses imbrications politiques: la xénophobie et l'incivisme. Ce qui est atteint aujourd'hui, c'est le lien civique, celui qui fonde la capacité des actifs à modifier le rapport social.



C'est la force de la Ligue des droits de l'homme, organisation de défense des droits née en citoyenneté, de pouvoir tenir légitimement ce discours et d'agir pour que se comble la fracture en train de s'ouvrir.

En cette fin du XXe siècle, la citoyenneté doit se ressourcer dans l'action en faveur des aspects sociaux de la vie individuelle et collective: le logement, l'éducation, la santé, les droits des travailleurs. Elle doit ne pas laisser s'effriter son rendez-vous avec ce qui confère aux êtres humains leur dignité et ce qui les fait acteurs de leur propre vie et de celle d'autrui: «*Le travail, ce dieu de l'histoire*», disait naguère Jaurès.

«Le spectre de la déchirure sociale», ***Panoramiques/Hommes et Libertés*****,**
n° 13, 1994, p. 16-23









CHAPITRE IV

L'AFFAIRE DREYFUS






Jaurès : « pour l'amour de l'humanité »

Mil neuf cent, numéro spécial Comment sont-ils devenus dreyfusards ou antidreyfusards, 1993

L'opposition Guesde-Jaurès, ce topos du socialisme français, se noue traditionnellement autour de l'affaire Dreyfus : le refus de la lutte des classes, du lutte-de-classisme, comme dira Péguy, aurait permis à Jaurès d'incarner, dès la première heure, au même titre que Zola, le flamboiement dreyfusien dont se détournait l'étroitesse marxiste et ouvriériste de Guesde. Cette légende recèle, bien sûr, sa part de vérité, sa part seulement. Depuis quelques années, cependant, le resserrement de la problématique autour de la question des intellectuels a opéré un déplacement des interrogations : à quel titre Jaurès est-il intervenu dans l'Affaire ? se demande-t-on désormais. Comme socialiste, c'est-à-dire peu ou prou comme politique, comme homme de parti ? Ou comme membre des réseaux normaliens, comme ami de Lucien Herr, bref comme intellectuel[1] ? Ces quelques lignes se proposent de faire le point sans prétendre apporter grand-chose de nouveau par rapport à deux contributions récentes qui m'ont permis d'abattre mes cartes[2].

Quelques données sont aujourd'hui acquises. Jaurès n'appartient pas à la première cuvée dreyfusiste. Avant lui, la famille. Avant lui, Bernard Lazare, Scheurer-Kestner et Clemenceau. Avant lui, les intellectuels normaliens : Lucien Herr, Léon Blum, Gabriel Monod, Charles Péguy, etc. Avant lui, Zola. Son engagement explicite commence en janvier 1898, entre le 16 et le 22 janvier, pour parler avec précision, et non sans de



rudes contradictions. À partir de l'été 1898 – de l'été seulement – sa personnalité domine le mouvement, suscitant la haine des adversaires de Dreyfus, les inquiétudes aussi – la chose est moins connue et je me réserve d'en parler ailleurs – de plus d'un dreyfusard.

Trois problèmes se posent dès lors. Pourquoi si tard ? Puis : d'où vient ce choix ? Et pour finir : quel choix ? quel dreyfusisme ? La première question sollicite une chronologie relativement longue. La réponse à la deuxième s'inscrit au contraire dans le temps court. La troisième traverse activement les deux premières. Comment expliquer que Jaurès ne prenne dans ses fortes mains la cause de Dreyfus que trois ans et plus après sa condamnation, plusieurs mois après le démarrage des campagnes de presse ? S'agissant du jeune leader socialiste, cette question, qui ne le concerne pas seul, et de loin, se colore de son exceptionnelle présence politique et sociale. Acquis de longue date aux théories collectivistes, Jean Jaurès a découvert, en effet, depuis son élection à Carmaux en 1893, non seulement le militantisme le plus ardent mais la pensée socialiste sous sa forme la plus radicale : une saisine moderne du monde, un avant-gardisme de parole, de pensée et d'action. L'époque est, à ses yeux, scandaleuse : menue monnaie que Panama ! C'est la société tout entière qui, au regard du droit, au regard de la justice, au regard des modes de production, constitue un scandale permanent, celui que combattent les socialistes.




S'il faut trier, s'il faut choisir, pourquoi s'apitoyer en priorité sur les malheurs du capitaine ? Sanction sévère que la déportation à l'île du Diable ? Mais Dreyfus, « convaincu de trahison par un jugement unanime » a eu la vie sauve, lui qui appartenait à la caste des officiers de carrière, alors qu'« on fusille sans grâce et sans pitié de simples soldats coupables d'une minute d'égarement et de violence »[3]. Ces propos valent à Jaurès, le 24 décembre 1894, la censure avec exclusion temporaire de la Chambre. S'il faut trier, s'il faut choisir, pourquoi plaindre en priorité le capitaine alors que, au cœur de l'été 1895, la société et la République laissent Rességuier lock-outer les verriers de Carmaux[4] contraints à l'exode ? Pour deux ans, la nouvelle Verrerie – la « Verrerie ouvrière » – devient la grande affaire de Jaurès : problème d'emploi, problème de classe, problème de justice. Les tribunaux le condamnent pour s'être « ingéré dans une affaire privée » en soutenant les verriers. Et le suffrage universel, en apparence bien assis, ne se porte guère mieux que le droit

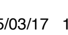


ouvrier balbutiant : plusieurs mois avant les législatives de 1898, Jaurès doit renoncer à défendre sa circonscription : y met-il les pieds que se déchaînent les provocations dont le maître de la mine profite pour renvoyer les mineurs mal-pensants[5].

Faut-il ajouter – il le faut – que les débuts tâtonnants du dreyfusisme politique n'ont rien de très exaltant aux yeux des socialistes ? Si on laisse de côté le vieux Scheurer-Kestner peu ouvert aux problèmes du monde moderne, c'est parmi les adversaires acharnés du socialisme que se recrutent les premiers dreyfusards : un Yves Guyot, le directeur du Siècle, dénonce à l'envi Jaurès, ce « Numa Roumestan du socialisme », comme faisant « l'apologie du vol professionnel »[6] ; un Ludovic Trarieux avait été en 1893 et 1894 rapporteur des « lois scélérates » sur la presse ; ministre de la Justice en 1895, il donne au procureur de la République, dans l'affaire Rességuier, des consignes qui visent à éradiquer la popularité de Jaurès dans le Tarn[7]. Pire, peut-être : l'engagement d'un Joseph Reinach, celui d'un Emmanuel Arène – le « Vidi » du Figaro – n'apparaissent pas vierges de toute arrière-pensée politique. Les socialistes les soupçonnent de chercher à réhabiliter, en prenant la défense du capitaine, le clan gambettiste, leur clan, éliminé du pouvoir politique en 1893, après Panama, au bénéfice des « cléricaux ». D'un côté, le « groupe judaïsant et panamisant ». De l'autre, les mélinistes auxquels les Juifs n'inspirent que mépris et qui s'attachent à disqualifier, à travers Dreyfus, tous les non-catholiques, tous les « dissidents », libres-penseurs et protestants. Telle est l'analyse politique du célèbre Manifeste adopté le 19 janvier 1898 par le groupe parlementaire socialiste unanime, Jaurès compris. Un texte dont, bien à tort, on ne cite jamais que la fin : « Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise »[8]. Un texte annoncé depuis plusieurs semaines dans La Petite République par divers articles de Jaurès, Sembat et Vaillant[9].



Voici donc « les Juifs », à travers le « groupe judaïsant », intégrés avec l'aval de Jaurès, à un argumentaire socialiste, six jours à peine après « J'accuse ». Même si le Manifeste, lu dans son entier, donne à comprendre que les deux « clans » ne sont pas renvoyés tout à fait dos à dos, la référence aux Juifs renvoie à la question dite de l'antisémitisme socialiste, ou plutôt, puisque c'est de Jaurès qu'il s'agit ici, à la conception qu'il en a et au rôle de frein qu'elle a pu jouer dans son adhésion au dreyfusisme.





Maintes fois scrutée, l'attitude de Jaurès est aujourd'hui assez bien connue.

Certes il lui était arrivé, en 1890, de suggérer à Drumont[10] que le socialisme pouvait, sans soulever d'objections, se « nuancer d'antisémitisme » : c'était pour affirmer que « l'action juive » n'est qu'« un cas particulièrement aigu de l'action capitaliste ». Certes en avril 1895, au retour d'un bref voyage à Alger où il avait assisté au troisième congrès du « Parti socialiste algérien », animé par un antisémite notoire, Daniel Saurin, il avait stigmatisé le rôle, là-bas, de « l'usure juive » et employé le concept de « juiverie ». Dans les deux cas, il avait manifesté une insuffisante distance par rapport à ce que Marc Angenot a appelé le discours social, la doxa, fût-ce dans sa version socialiste[11]. Et la comparaison qu'il introduit le 22 janvier 1898 encore, dans La Petite République entre les « écumeurs juifs » et les « cléricaux » ne rend pas un son très différent du texte, vieux de trois jours, du Manifeste : moins politique cependant, ou plutôt à demi politique – les cléricaux –, il garde, à l'horizon, le thème, social, du rôle de la banque juive.



Il convient cependant de rappeler le caractère exceptionnel de ces textes dans un discours jaurésien encore mal débarbouillé. Il convient aussi de rappeler qu'à la différence d'autres socialistes, il n'a jamais accepté de paraître sur une estrade aux côtés du marquis de Morès ou des hommes de La Libre parole, même pour sauver la Verrerie ouvrière. À les bien regarder, il y a plus d'ironie que de complaisance dans les épithètes d'apparence louangeuse – « psychologue », « sociologue » – dont il affuble Drumont, lequel lui avait fait longtemps en revanche une cour empressée. Au fond, malgré des imprudences de langage et un fond de méfiance à la fois rural et socialisant à l'égard de la banque juive emblématique du capitalisme tout entier, non seulement il n'a jamais eu recours à l'antisémitisme populiste, mais il aurait pu dire, en 1898 comme en 1890[12], qu'il n'y a somme toute « qu'une race qui est l'humanité ».

Reconnaissons cependant que, à la différence de Zola, la haine de l'antisémitisme ne joue pas un rôle déterminant dans son passage au dreyfusisme. L'importance symbolique que nous attachons aujourd'hui à la question juive ne lui apparaît pas centrale. Alors, les motifs ?

La certitude de l'innocence de Dreyfus ? Il ne la détient pas en janvier 1898, à l'heure, nous allons le voir, de son premier engagement. Bien plutôt, de façon quasi caractérielle, mais à haute formulation



politique, l'horreur des « équivoques », des « mensonges », des « lâchetés » qu'il dénonce à la Chambre dans son grand discours du 22 janvier 1898. La véhémence avec laquelle il apostrophe Méline, sa manière de gouverner sans gouverner, de parler en se taisant, en dit long à la fois sur son désir de transparence politique, sur son besoin d'assister à la confrontation publique des arguments des « deux clans », bref sur le rôle qu'il attache au Parlement, ce lieu de parole contradictoire, cet outil de la démocratie moderne. Moderne aussi – ô combien ! dans une société passablement gérontocratique – la volonté de Jaurès d'entendre la voix de « la jeunesse » énoncer les devoirs et les espoirs de l'avenir. Le socialisme ne revêt-il pas les couleurs de la jeunesse du monde ? Aux jeunes antisémites auxquels Zola s'est adressé en décembre 1897[13], il oppose, trois jours avant le Manifeste, « tous ces jeunes hommes, cette élite de pensée et de courage qui, sans peur, proteste publiquement contre l'arbitraire croissant des porteurs de sabre, contre le mystère dont ils environnent leur palinodie de justice »[14], bref cette jeunesse normalienne et socialiste dont Péguy, entre autres, s'est fait le héraut. L'Affaire ou la modernité.



Engagement individuel ? Engagement collectif ? « Je le dis sous ma responsabilité personnelle », s'est-il écrié le 22 janvier, au milieu du tumulte. Mais un socialiste peut-il se passer du soutien des siens ? Or des guesdistes aux indépendants – Millerand, Viviani – les élus, pour des raisons fort diverses, se montrent fort méfiants. Est-il raisonnable de placer l'Affaire au cœur des législatives qui approchent ? Jaurès va témoigner au procès Zola, puis il retrouve le silence sur Dreyfus. Sa défaite électorale, en mai, le libère. Il va pouvoir prendre du champ, pour aborder la politique autrement. En conquérant pour la première fois un vrai pouvoir de presse, en devenant en juin codirecteur, avec Gérault-Richard, de La Petite République dont Millerand abandonne la direction pour aller relancer La Lanterne[15], Jaurès ne cherche-t-il pas, entre autres, à réintervenir, sur des bases plus sûres, en dreyfusisme ?

Tel est mon sentiment. Il s'appuie en particulier sur les nouvelles interpellations qui s'adressent à lui en ce mois de juin décisif. Elles ne viennent plus seulement de la « jeunesse pensante », mais d'un secteur du mouvement ouvrier. C'est Paul Fribourg, un cheminot de trente ans, militant du Parti socialiste révolutionnaire, le parti de J. Allemane, qui l'interpelle le 11 juin dans le journal des allemanistes. Il le supplie



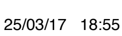


d'opposer la « clarté convaincante de sa parole » et son « rayonnant esprit » aux difficultés de compréhension des milieux populaires et des ouvriers[16]. Or Jaurès est très attaché aux allemanistes, ces socialistes à mi-chemin du parti, du syndicat et de la coopérative, ces militants dont le soutien sans faille lui a permis de créer la Verrerie ouvrière d'Albi, une œuvre prolétarienne particulièrement complexe[17]. Le voici en état maintenant de répondre à leur appel[18].



Coup de dé final du hasard. Le discours du nouveau ministre de la Défense, Cavaignac, sème, le 7 juillet, le désarroi chez les dreyfusards : il y a donc des « preuves » formelles contre Dreyfus ? Et une dizaine de jours plus tard, le 18 juillet, Zola, conseillé par Labori, quitte en secret Paris pour Londres : il perd ainsi l'hégémonie intellectuelle que « J'accuse » lui avait valu dans la bataille. À Jaurès de prendre le relais, à lui de s'engager en dreyfusisme, mais comme socialiste. C'est dans La Petite République qu'à partir du 10 août il entreprend de publier ses propres Preuves : une œuvre d'histoire à chaud d'un exceptionnel intérêt, une œuvre militante aussi dont la rédaction est comme couplée avec une tournée de conférences : Montpellier, Sète, Toulon. Seul le soutien des Bourses du travail permet d'assurer la sécurité des orateurs dreyfusards. Des intellectuels s'en réjouissent, tel Célestin Bouglé. D'autres, plus âgés, plus méfiants devant le socialisme, tel Joseph Reinach, s'en inquiètent : ces trublions ne risquent-ils pas d'entraîner le dreyfusisme du terrain du droit sur celui de la révolution sociale[19] ? La vision de Jaurès n'exclut certes pas cette hypothèse. Elle englobe en même temps une vision du monde où « nous ne sommes pas tenus, pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité »[20]. Dans toutes les grandes crises nationales il faudra désormais compter avec le socialisme. C'est bien en politique que Jaurès est entré dans l'Affaire.

Comment sont-ils devenus dreyfusard ou antidreyfusard ? *Mil neuf cent*, n° 11, 1993, p. 56-62





L'affaire Dreyfus, crise de la République et sursaut républicain



Il y a mille et une manières d'aborder l'Affaire, textes et images, mémoire et histoire mêlés. N'en relevons que quelques-unes, réanimées à l'heure du centenaire. Saga familiale, telle est la tâche que s'est assignée Michael Burns dans son *Histoire d'une famille française*[1]. Roman d'espionnage qui tourne au roman de gare : entre 1894 et 1899, ce type de récit fut sans doute prépondérant, alimenté qu'il était par les aventures d'une femme de ménage espionne et de l'escroc Esterhazy, aménagé ensuite au gré des « dames voilées » et des rencontres dans les églises. Le film d'Yves Boisset fait à bon droit large place à ces épisodes et l'intitulé, alléchant, comme le contenu, du livre de Jean Doise, *Un secret bien gardé*, atteste assez la pérennité de cette vision. On peut aussi, à meilleur droit, mettre l'accent sur la révélation d'un éternel antisémitisme au pays qui, en 1791, avait le premier, fait des Juifs des citoyens comme les autres. Selon des modalités diverses, des travaux individuels et collectifs ont ces dernières années œuvré dans ce sens, qu'ils concernent la presse antisémite et catholique du Nord (Danielle Delmaire), l'ampleur dispersée de l'« idéologie du rejet » (Georges Bensoussan), les Juifs, l'Alsace et la Franc-maçonnerie (colloque de Mulhouse) ou le catalogue de l'exposition organisée par le Comité du Centenaire à la mairie du XIe arrondissement. On peut encore – on doit – voir dans l'Affaire l'occasion offerte à un nouveau groupe social, les intellectuels, d'occuper le devant de la scène : Christophe Charle en a donné une lecture à la fois



sociologique et historienne, Alain Pagès pour Zola, Pierre Michel pour Mirbeau, l'ont consolidée et diversifiée.

J'avoue me sentir également réconfortée par les lectures de l'Affaire qui, de Pierre Birnbaum à Vincent Duclert, d'Éric Cahm à Michel Drouin, sans oublier le gros catalogue de l'exposition inaugurale de la BDIC, sous la direction de Laurent Gervereau et de Christophe Prochasson, ont voulu mettre l'affaire Dreyfus en relation avec l'ensemble de la France de son temps : miroir d'une société au point d'émergence paroxystique d'une longue crise de la République, occasion aussi pour que Marianne en sorte autrement vêtue, rajeunie, moderne en somme. Ayant participé de mon mieux à cette vision, c'est elle que je voudrais évoquer ici en quelques pages.

Le terreau de l'affaire : la crise




De quoi s'agit-il. Depuis le début des années 1880 – à certains égards depuis le *Krach* de Vienne (Autriche) en 1873 – une longue crise ronge la France comme les autres nations en voie d'industrialisation. Assez semblable à celle qui a commencé aux alentours de 1974, elle frappe d'emblée par son caractère global : crise éthique, crise sociale et économique, crise politique enfin, plus tardive, mais non moins violente ; elle déclenche des réactions multiples, elle constitue le terreau sur lequel l'affaire Dreyfus va prendre naissance et s'enraciner. Ce n'est pas en quelques lignes qu'on peut en mesurer l'ampleur, encore moins la diversité. On pardonnera donc, je l'espère, à la modestie des informations et au schématisme de l'analyse. Il s'agit surtout de promouvoir une lecture moins unilatérale, moins événementielle et plus conjoncturelle de l'Affaire. Il s'agit de comprendre d'où vient l'antidreyfusisme si longtemps dominant.

Spectaculairement parlant, la crise est d'abord éthique, ou, si l'on préfère, morale. Nourrie d'incidents antérieurs qui avaient mis en cause dès 1887 la famille du président de la République, Jules Grévy – on chantait alors dans les rues « Ah ! quel malheur d'avoir un gendre ! » – elle débouche publiquement en 1892-1893 sur le « scandale de Panama »[2] : pas question d'en débroussailler les fils multiples, ni d'étudier de près les modalités selon lesquelles, à partir de 1892, et au moins jusque fin 1897, le scandale se développe. Une presse avide de sensations et, comme



on dit aujourd'hui, d'investigations, une presse bon marché et libre, libre de mentir aussi ; la chambre des Députés, haut lieu du pouvoir politique et les commissions d'enquête qu'elle a pouvoir de constituer ; les tribunaux enfin. Au centre de l'accusation, du scandale moral : un certain nombre de parlementaires – 104, dit-on, ce n'est pas rien dans une Chambre qui compte un peu plus de 500 membres – sont accusés d'avoir touché de l'argent de la Compagnie de Panama pour l'autoriser à organiser une tombola à lots interdite par la loi.

Les épisodes dramatiques se multiplient : mort du baron Jacques de Reinach (nuit du 19 au 20 novembre 1892), gravement compromis ; attaque véhémente le 21 novembre à la Chambre d'un député boulangiste, Jules Delahaye, qui oblige les plus réticents – ils étaient légion ! – à créer une commission d'enquête parlementaire ; levée de l'immunité parlementaire de plusieurs ministres le 20 décembre de la même année. Dix ans plus tard, dans *Leurs Figures*, Maurice Barrès, alors jeune député, a relaté cette chasse à courre et renforcé l'émotion qui sourd toute seule de la lecture du *Journal officiel.*



La montagne, juridiquement parlant, accouchera d'une souris. Mais la confiance naïve (?) que nombre de républicains portaient aux membres du « parti républicain » et, au-delà du Parti, à Marianne elle-même, est gravement atteinte. De Joseph Reinach à Floquet et à Clemenceau, les plus visés sont les amis de Gambetta, mort en 1882, et les radicaux, bref les partisans d'une vraie République. À quoi bon s'être battu pour elle si les mœurs parlementaires ravalent le régime nouveau au rang du Second Empire et des « comptes fantastiques d'Haussmann » ?

Puis, parmi tant de corrompus présumés, et aussi de corrupteurs, d'intermédiaires en tout cas, certains ne sont-ils pas plus coupables que d'autres ? *La Libre Parole*, le journal que Drumont a fondé en avril 1892, n'est pas seule à désigner « les Juifs » : la famille Reinach, Cornélius Herz, l'ami de Clemenceau, Émile Arton, un escroc fraîchement naturalisé, sont montrés du doigt. Qu'importent Emmanuel Arène, Henri Maret, Charles Floquet ! « Éliminez les Juifs » et, plus largement, les étrangers. On dit souvent les « rastaquouères ». Rendez « la France aux Français » et notre nation retrouvera sa légendaire pureté.

Le mariage, aux conséquences bien peu « morales », des affaires et de la politique est d'autant plus facile à dénoncer auprès des couches populaires qu'elles sont atteintes par un malaise social aux formes multiples,



inséparable de « la grande dépression ». La croissance de l'économie, rapide sous l'Empire, s'est ralentie, la baisse des prix est générale. Plus encore que la boutique, l'artisanat est atteint : les grands magasins, quelle menace ! La chute des prix du blé et de la viande, l'effondrement du vin précipité par le phylloxéra, angoissent le monde rural. Solution : le protectionnisme (loi Méline, janvier 1892). Surtout, la recomposition du capital fait appel à de nouvelles technologies, à de nouveaux modes d'organisation du travail. Le poids des ouvriers de métier recule : voyez ce qui arrive aux verriers de Carmaux, défendus par Jaurès ! Une manière de « prolétariat intellectuel » émerge enfin à côté d'eux : nouveaux bacheliers, jeunes « pions » réduits à des activités peu plaisantes alors qu'ils souhaitaient conquérir Paris. Le chômage est partout. Alors que les syndicats, nombreux, restent morcelés, le personnel républicain qui avait été capable entre 1879 et 1884 de faire voter les grandes lois de liberté est comme paralysé, pour de nombreuses raisons. Aucune mesure sociale sérieuse n'aboutit dans les années 1890, à l'exception de la création de l'Inspection du Travail même si progresse, notamment autour de la création de l'Office du Travail, la découverte officielle du fait social. Berlin fait mieux que Paris. Elle est loin, la Sociale.





Elle est loin et les mouvements de colère liés à la crise se multiplient. Après le Boulangisme voici, de 1892 à 1894, les attentats anarchistes. Que cette voie soit sans issue, c'est ce que signifient la forte percée électorale socialiste aux élections de 1893 et, en septembre 1894, le congrès syndical unitaire de Nantes. Mais le vaste monde des possédants, gros, moyens et petits, n'est pas rassuré pour autant. Nombreux sont ceux qui ne font nulle différence entre le terrorisme et la grève générale, entre Ravachol et Jaurès. Tous des Rouges !

Cette idéologie de peur sociale culmine, comme l'ont montré les travaux d'Éric Cahm, pendant l'été 1894. Elle l'emporte sur l'antisémitisme à la veille de l'arrestation du capitaine. Qui, mieux qu'une armée pure et dure, peut garantir l'Ordre ? D'autant que l'immobilisme social serait incompréhensible si on ne prenait pas la mesure de la crise politique qui s'est mise en place depuis 1889, depuis 1893 surtout, en douceur. Nul coup de force même si les « lois scélérates » antianarchistes votées en juillet 1894 sont à l'extrême limite de la « légalité républicaine », et si la Chambre au lendemain du massacre de Fourmies le 1er mai 1891[3] avait refusé la commission d'enquête parlementaire, qui s'imposait. Où



est la crise donc ? Voilée à l'heure du Boulangisme par les nécessités de la défense républicaine, régulée par des hommes qui n'appartiennent déjà plus à l'ère des fondateurs – un Tirard, un Constans, un Rouvier[4] – elle apparaît avec éclat à partir de 1893 lors des cabinets Ribot, Dupuy et surtout Méline[5]. Autant de ministères de défense sociale, comme le leur dit Jaurès le 21 novembre 1893 : c'est le discours dit « de la vieille chanson » ; il entraîne la chute du premier, mais non du dernier, cabinet Dupuy.

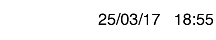
Défense sociale d'accord. Mais quel en est, au Parlement, le soubassement politique ? Les socialistes, les radicaux et, depuis Panama, les gambettistes étant éliminés du jeu mis en place, le système d'alliance politique issu des élections de 1893 définit les contours, pour la première fois depuis la victoire républicaine, d'un grand parti centriste. Il englobe les républicains modérés dits « de gouvernement », et les catholiques fraîchement ralliés à la République. L'appel de Léon XIII comme l'a montré Jean-Marie Mayeur[6] a en effet été plus aisément entendu dans les milieux de la bourgeoisie catholique libérale que chez les « abbés démocrates » ou les pères assomptionnistes qui financent *La Croix*. Au *finish*, le ralliement fonctionne dans les deux sens : rescapé du gambettisme, Spuller, ministre de l'Instruction publique en décembre 1893, annonce qu'un « esprit nouveau » fait « de bon sens, de justice et de charité » souffle sur la France, en d'autres termes que la séparation des Églises et de l'État n'est pas pour demain ; longtemps compagnon de Jules Ferry, Méline[7] passe au conservatisme rural et politique : c'est lui qui, Premier ministre, affirmera en décembre 1897 qu'« il n'y a pas d'affaire Dreyfus ».



Comment s'étonner de la colère des « bons Républicains », des anticléricaux, des laïcs de combat ? Elle rapproche les électorats radicaux et socialistes. Elle annonce, plusieurs années à l'avance les orientations, face à l'Église catholique, du mouvement républicain postdreyfusard.

La croissance des idéologies antidreyfusardes

C'est sur ce fond de crise globale que croissent les idéologies antidreyfusardes. Antirépublicaines, pourrait-on dire tout aussi bien, à condition de définir la République non seulement comme une forme de gouvernement, mais comme une culture civique et potentiellement





sociale, ou, si l'on préfère – mais je n'use guère de ce mot – comme ensemble de valeurs.

Les éléments de la culture antidreyfusarde sont bien visibles en effet, avant que le capitaine ne soit arrêté et scandaleusement condamné. Au fil du déroulement de l'Affaire que Mathieu et Lazare, puis Zola, Jaurès et Picquart vont promouvoir, ils s'inscrivent dans un courant politique nouveau, le nationalisme. Nationalistes : telle est en effet l'étiquette que revendiquent dès 1892 leurs chantres[8] et dont les affubleront, pour les combattre, les républicains plus ou moins tardivement convertis au dreyfusisme. Nationalisme, telle est la configuration politique où se retrouvent, après l'épuisement moral des faussaires et des traîtres – Henry, Boisdeffre, Esterhazy, etc. – aussi bien Méline que Cavaignac, aussi bien Barrès que Maurras, Syveton ou Jules Lemaître. La France est, en raison de sa forte tradition politique, le seul pays où le nationalisme ait acquis cette signification exemplaire. Les modes d'articulation de la crise dreyfusienne sur la crise globale conduisent en effet ce mouvement à recouvrir au moins quatre figures.




La xénophobie d'abord : qu'ils s'agissent des Belges dans le Nord, ou des Italiens en Lorraine et dans le Sillon rhodanien[9], les voilà accusé d'ôter le pain de la bouche des Français, d'accepter l'embauche à bas prix et donc de détruire la haute qualité de l'industrie française. Le législateur y met son grain de sable : depuis 1888, ils doivent se faire immatriculer dans la commune où ils résident ; depuis 1893, ils doivent posséder une carte d'identité, ce qui n'est exigé à l'époque d'aucun « national ». Voleurs d'emplois, sont-ils même assimilables ? On en doutera à lire les chansons contre les « pots de beurre » belges, pas très méchantes à vrai dire[10] et, plus redoutables, les interrogations sur l'avenir des Italiens en France : trop catholiques, peuvent-ils s'adapter au fond laïque de la société française ? Ouvriers, Belges et surtout Italiens sont perçus comme des concurrents. À Aigues-Mortes en août 1893, la xénophobie tourne au drame[11]. Combien de morts au cours de cette agression au couteau ? On ne sait. Les survivants doivent s'enfuir. Bref, à fleur de peau du nationalisme populaire, la bonne vieille xénophobie. Alsacien dont la famille est restée à Mulhouse, ce Dreyfus ne serait-il pas quelque part un étranger ?

D'autant qu'il est juif. L'antisémitisme ne se réduit certes pas en cette fin de siècle à une modalité de la xénophobie : le catholicisme reste



encore le support de masse principal de la haine des Juifs. *La Croix*, née en 1883 dans la mouvance directe des Assomptionnistes, et ses petites sœurs, les *Croix* diocésaines, enseignent l'antique antijudaïsme : « ils sont maudits si nous sommes chrétiens ». Maints travaux confortent cette analyse[12]. Au reste *La Croix* se proclame elle-même en 1890 « le journal le plus antisémite de France », un titre de gloire que *La Libre Parole* tentera de lui ravir à partir de 1892. Non sans alliance avec quelques « bons pères »[13]. Imposées par Drumont au ministre de la Guerre Mercier, ce parfait symbole de ce que l'armée peut produire de lâche carriérisme, l'arrestation de Dreyfus et sa condamnation sont pain béni pour cet antisémitisme catholique.

Mais à vrai dire la haine de l'étranger n'est pas loin : le Juif, « le plus étranger des étrangers », le mot est de Drumont justement. Doublement étranger même, car le Juif n'est de nulle part. Il constitue une race inassimilable, inassimilée, une race venue de la lointaine Asie, et sans patrie. Pire qu'un Allemand, un Anglais ou un Italien, un homme qui est « chez nous… en location ». C'est pourquoi, comme le disent nombre d'antisémites, la question juive n'a pas vraiment, et pour certains n'a jamais été religieuse : elle est nationale[14]. Une loi les a faits nos concitoyens en 1791. Une seule solution, la défaire ; les Juifs seront alors rendus à leur cosmopolitisme. Et les Français n'auront plus besoin d'être « nationalistes » : ils se retrouveront patriotes, tout simplement.



On aurait tort pourtant de croire – voici ma dernière remarque – que l'antisémitisme est une composante obligatoire du nationalisme fin de siècle. La presse qui s'en réclame de la façon la plus sourcilleuse, la presse la plus rigoureusement antidreyfusarde – à l'exception de *La Croix* ou de *La Libre Parole* – est loin d'être unanimement antisémite. C'est difficile dans une société « républicaine », même quand des énoncés équivoques sont susceptibles de s'y glisser. Un exemple célèbre, minutieusement étudié par Janine Ponty : *Le Petit Journal*. Ardemment nationaliste, on n'y trouve pas trace d'antisémitisme. Or il s'agit du quotidien qui a lancé en 1863 la presse à un sou et qui conserve le plus gros des tirages. Même Marc Angenot avait dû, en 1989, renoncer[15] à mettre en accusation ce grand quotidien populaire, le premier avec *Le Petit Parisien*, d'où l'antisémitisme explicite est également absent.

On dira : mais alors ? Que se passe-t-il dans les milieux sociaux où l'antidreyfusisme nationaliste va se structurer ? L'antisémitisme n'y règne



pas davantage en maître. Jean-Pierre Roux a montré de façon décisive dans son étude sur la Ligue de la patrie française (1899-1904)[16] que l'antisémitisme est, avec constance et fermeté, réprouvé ou ignoré, sous toutes ses formes, dans les réunions de la jeune organisation. Au reste, un grand notable comme Brunetière est fermement opposé à tout énoncé antijuif. Tout une aile du nationalisme est bien trop conservatrice, socialement et politiquement, pour s'avancer sur le terrain où s'agitent, à côté du vieil antijudaïsme, les trublions antijuifs à la Drumont. Jusque dans les listes de souscription pour le «Monument Henry» si ouvertes pourtant à l'antisémitisme le plus abject, on relève des formules de ce genre: «Ni pour, ni contre les Juifs, mais pour la veuve Henry, contre Reinach[17].»





Qu'est-ce à dire? Quelles dimensions majeures du nationalisme recèle ce type de propos? Elles sont de deux ordres. Au cœur de ce mouvement, davantage que la haine ou le mépris des Juifs, gît le culte de l'armée. Gustave Rouanet, qui dirigeait encore à cette date *La Revue socialiste,* l'avait bien vu, dès le printemps 1898. Tout aussi bien Brunetière ou Lemaître, ces vieux conservateurs. Ou ce patriote radical, et stupide, Godefroy Cavaignac. Ou encore Albert de Mun. On s'étonnera sans doute que cette évidence puisse avoir été niée, au bénéfice des hurlements de haine de la presse antijuive. Ce qu'on appelle en effet[18] la raison d'État entre 1894 et 1899 n'est autre que la conviction proclamée selon laquelle l'Armée incarne l'État: un conseil de guerre ne peut donc se tromper. Il faut des socialistes libertaires, héritiers de la Commune de Paris – un moment de notre histoire où il était malaisé de glorifier le comportement des militaires – pour mettre en cause, par principe, le jugement d'un conseil de guerre[19]. Mais pourquoi? pourquoi l'armée est-elle «l'Arche sainte»? L'espoir de la Revanche n'a certes pas disparu: première raison. Mais surtout, deuxième raison: peu renouvelée encore malgré les divisions qui déjà la parcourent[20], l'armée française symbolise la continuité de l'État monarchiste, bonapartiste, républicain. L'État plus que la nation. Et enfin, dans cette période socialement troublée, dans cette période où la crise sociale atteint la République, l'armée qui fabrique des Français à partir de provinciaux divers, apparaît aussi – troisième argument – non seulement comme le ciment de la patrie, mais comme la gardienne de l'ordre social. Il vaudrait la peine de constituer un florilège des textes qui le proclament comme on l'a fait pour ceux qui



dénoncent les Juifs. On y verrait, aisément, l'exaltation d'une « conception de la société fondée sur l'ordre et le respect de la hiérarchie »[21], propre à rassurer les bons Français et à inquiéter les étrangers et les cosmopolites.

Car c'est à eux qu'il faut revenir finalement si l'on veut comprendre à quel point le nationalisme synthétise toute la crise des vingt dernières années du siècle et saisir l'ancrage qu'il représente pour l'Affaire. À la citoyenneté républicaine qui cherche à assimiler les étrangers et refuse les pulsions communautaires, s'oppose – c'est la dernière dimension du mouvement nationaliste – le culte des racines et du sang. Aux tendances universalistes baptisées cosmopolites s'oppose, pour parler comme Maurice Barrès, l'amour de « la terre » et des « morts ». Où sont enterrés nos ancêtres, là est notre patrie. Zola, cible principale de Barrès, bien plus que Dreyfus, ne saurait penser français puisque c'est un sang italien qui coule dans ses veines. Certes, cette vision holiste de la cohésion sociale n'est pas neuve. C'est une constante de la pensée de droite – d'une partie de la droite en tout cas – au XIXe siècle. Mais le caractère cumulatif de la crise la régénère à la fin du siècle, la hantise de la décadence cosmopolite la pare de vives couleurs et la condamnation du capitaine, puis sa mise en cause font l'objet de violentes tensions.



Le principal danger du nationalisme, aux quatre niveaux que je viens de repérer, est son caractère interclassiste. Son originalité tient dans sa capacité, en quelques années, à se constituer en parti politique, transcendant les anciens clivages. Et sa faiblesse ? Elle s'incarne dans sa défaite. Ou, en d'autres termes, dans la manière dont la République va sortir de la crise, de sa crise.

Sortie de crise : le sursaut républicain

Car elle en sort. Et l'Affaire contribue à ce qu'elle en sorte. Voilà ce que j'aimerais montrer.

Certes, les malheurs du capitaine Dreyfus et la mobilisation, partielle malgré tout, ne l'oublions pas, suscitée autour d'enjeux qui ne se dégagent que lentement n'ont pas de relation directe avec le retour à une conjoncture économique plus clémente. L'Affaire est peu compréhensible si on ne tient pas compte des conditions dans lesquelles se met en œuvre la deuxième industrialisation de la France, mais c'est au début du siècle





seulement que redémarre vraiment la croissance[22]. Que la nouvelle prospérité ait contribué au recul de la xénophobie, de l'antisémitisme, on ne peut guère en douter. Le travail était redevenu abondant. Mais l'Affaire n'y fut pas pour grand chose.

En revanche elle a joué un rôle éminent dans les nouveaux modes de structuration de la vie publique. Le Parlement s'était largement discrédité. L'attachement aux valeurs républicaines avait été dévoyé. De nouveaux modes d'aménagement s'imposaient. Selon une triple dimension, civique, partidaire, syndicale. Le politique, entendue au sens large, selon la tradition républicaine française, les englobe ou, si l'on préfère, s'y investit. Voyons un peu.




D'un point de vue civique, les choses se nouent, largement, autour de la naissance de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen. Cela se passe entre février et juin 1898[23], au lendemain du procès intenté à Émile Zola, avant les déclarations tonitruantes et imprudentes de Cavaignac à la Chambre, le 7 juillet, et la publication des *Preuves* par Jaurès, en septembre. L'originalité de la Ligue est triple : elle rassemble des hommes politiques – Trarieux, son fondateur et premier président, jusqu'en 1903, est un républicain « progressiste » donc très modéré – et des intellectuels, y compris, suprême audace, quelques femmes ; elle fonctionne d'emblée en s'appuyant sur des sections locales, pourvues d'une large autonomie[24] ; elle se propose de défendre « tous les droits », dans l'esprit de la Révolution française : Dreyfus apparaît ainsi comme le catalyseur d'aspirations dispersées, de volontés citoyennes d'interpeller désormais les pouvoirs publics, en prenant appui sur une idéologie commune, une même volonté. « Vigie de la République », donc. Et vigie étrangère aux luttes partidaires. La Ligue se veut carrefour des militants républicains : plus facile à dire qu'à faire, d'accord ! mais entre 1898 et 1902, les ligueurs encore peu nombreux (25 000 en 1902) considèrent, comme une majorité de citoyens, que ces mots ont un sens[25].

L'Affaire, ce n'est pas une de ses moindres conséquences, a en même temps poussé – obligé serait trop dire – les partis politiques à s'organiser. À la veille de l'arrestation du capitaine, ils n'existaient que sous forme de comités électoraux, locaux ou départementaux, et de groupes parlementaires. Même les socialistes ne disposaient que d'un lieu unifiant : le groupe animé par Millerand depuis 1893, avec l'assentiment de leur principale organisation, le Parti ouvrier français. La cristallisation



partidaire de la vie politique était sans doute rendue inévitable, à terme, par le suffrage universel masculin[26]. L'Affaire la précipita. Enfin organisés, les partis, pensait-on, veilleraient à ce que les programmes électoraux parlent d'une même voix. Ils éviteraient des scandales comme l'adhésion de radicaux au «groupe antisémite» de la Chambre fondé par Drumont élu d'Alger en 1898. Certes l'Alliance républicaine démocratique née en mai 1901, la première en date, n'est guère autre chose qu'une association de notables. Mais, dans la perspective des élections de 1902, elle permet d'entendre la voix des républicains modérés qui ont choisi de rompre avec l'héritage centriste constitué autour de Méline et, avec Waldeck-Rousseau, leur prestigieux chef de file, de constituer, dans le cadre d'un recentrement dreyfusard de gauche, le gouvernement de «Défense républicaine» (juin 1899). La même démarche est suivie en juin 1901 par les fondateurs d'une organisation appelée, pour une quarantaine d'années, à un grand avenir, le Parti radical et radical-socialiste. L'appel à la base séduit des militants que ne sont pas tous satisfaits d'avoir si tardivement choisi le camp dreyfusard. C'est aussi en 1901-1902 que vient au monde, autour de Jacques Piou, l'Action libérale populaire. Elle a renoncé, non sans déchirement, à se dire «catholique». Dernière venue, en avril 1905 : la SFIO dont il est superflu de rappeler ici les conditions de naissance[27]. Voilà donc constituée la France des partis, à gauche bien plus qu'à droite, comme on voit. Il en sera ainsi pendant un demi-siècle.





Le rôle de certains socialistes et certains intellectuels radicaux engagés dans le dreyfusisme, souvent à travers la LDH, a été grand lorsqu'il s'est agi de structurer, face au camp nationaliste la défense du droit. L'adhésion des «travailleurs», des ouvriers, dépendait largement de leurs efforts. Un Jaurès, un Basch, un Allemane, bien sûr, du côté socialiste, un Bouglé, un Seignobos, un Buisson ont parlé et agi en flèche. On rappellera ici, d'un mot, la parole de Jaurès, ce «cœur d'or» à en croire les ouvriers du textile de l'Aube, de tradition guesdiste. La parole, non les paroles[28] ; d'une part «Dreyfus est dépouillé par l'excès même du malheur de tout caractère de classe», il n'est plus ni officier, ni fortuné. Et d'autre part, en s'intéressant à Dreyfus, on s'intéresse à toute la classe ouvrière «menacée en permanence par la violence toujours glorifiée des répressions militaires». Le résultat ? Nombre d'ouvriers assurent la sécurité des



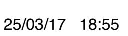
meetings dreyfusards et à Rennes, la ville de Victor Basch et du second procès du capitaine, ils sont bientôt plus de 500 à adhérer à la LDH[29].

L'essor du syndicalisme a compté en effet dans la structuration de la vie publique qui a escorté, et, pour une part, assuré la sortie de crise. Sans doute le mouvement syndical était-il moins directement partie prenante que les politiques – la presse, le Parlement, la rue – dans les rapports entre la société et l'Affaire. Mais la création de la CGT en deux étapes, rigoureusement contemporaine de l'Affaire – 1895, naissance, assez pâlotte, à Limoges; 1902, refondation brillante à Montpellier – s'appuie, au-delà des intérêts de métier, sur un idéal d'émancipation propre au syndicalisme français. Sur une classe ouvrière mieux organisée et idéologiquement mieux armée, le poids de la presse nationaliste et de ses excitateurs patentés fléchit, l'antimilitarisme occupe grande place dans les Bourses du travail. Même si le «superbe isolement» affirmé par les syndicalistes révolutionnaires et leur dédain de la politique, nourri, à vrai dire, de force expériences concrètes, laisse une partie du monde ouvrier sensible à la dénonciation de la ploutocratie capitaliste.



J'ai gardé pour la bonne bouche une allusion – pas davantage! – au rôle joué par une couche sociale nouvelle, les intellectuels, dans le processus qui fait de l'affaire Dreyfus non seulement l'acmé de la crise mais le point de départ du renouveau républicain. Après les figures charismatiques du philosophe, de l'artiste, voire du savant, voici surgir l'intellectuel dreyfusard: celui qui quitte sa salle de cours, ou son laboratoire, son bureau pour s'engager en faveur de «la Justice et la Vérité». Deux mots qui rendent possible sa rencontre avec le peuple républicain et avec les ouvriers, cette force d'avenir. Deux mots aussi que nombre d'intellectuels souhaitent définir par eux-mêmes et dont ils se considèrent, face à la «raison d'État», comme les seuls garants. Source de problèmes innombrables, de plaintes et de revendications sans fin. Source aussi d'une dimension d'exigence éthique et citoyenne, constamment mise en difficulté, jamais totalement éteinte[30].

Finalement la sortie de crise s'incarne, bien tard il est vrai, scandaleusement tard, dans la réhabilitation pleine et entière du capitaine Dreyfus. Elle est acquise le 12 juillet 1906 lorsque la Cour de cassation déclare en séance publique solennelle que «de l'accusation portée contre Dreyfus rien ne reste debout». Cet acte de justice civile qui annule tant d'injustice(s) militaire(s) est acquis par la conjonction de trois forces.





L'intervention décisive de Jaurès qui, comme l'a montré le premier Vincent Duclert, a permis de relancer la bataille[31] ; la semi-complicité du Bloc des gauches au pouvoir depuis 1902 et du ministre de la Guerre, le général André ; la reconquête par la République de la supériorité du Droit sur les douteux prestiges de l'Armée sans oublier le rôle personnel de Jaurès en étroite relation avec Alfred Dreyfus depuis 1900[32]. En publiant *in extenso*, en 1907, le dossier intégral de la Cour de cassation, la Ligue des droits de l'homme assume son rôle de vigie : il ne suffit pas de dire le droit, il faut faire connaître les processus par lesquels le non-droit a failli l'emporter, l'a emporté si longtemps ; il faut mettre en œuvre les pratiques de citoyenneté associative garantes du droit.

Un mouvement populaire

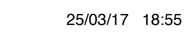
Au total, c'est un mouvement qu'on pourrait qualifier de populaire qui à partir de l'Affaire, assure le sursaut de la République et son entrée dans le XXe siècle. Populaire ? Oui, car les anciens notables ne sont pas seulement remplacés par les « nouvelles élites » mais par un tissu associatif dense et profondément renouvelé. Sursaut autour de l'Affaire.



Regardons de plus près.

Certes l'Armée sort de l'Affaire amnistiée : la loi du 27 décembre 1900, promue par Waldeck-Rousseau, bénéficie d'abord aux hommes de l'État-Major et à ceux qui les ont couverts ou influencés. Le général Mercier peut être élu sénateur et venir témoigner longuement devant la Cour de cassation. Le général André va bien tenter « une reprise en main des armées après l'ébullition »[33], mais l'affaire des Fiches débouche sur l'impuissance du pouvoir civil, voire, aux yeux de beaucoup, sur son discrédit. L'armée reste l'arche sainte : signe que le culte qui lui était voué, tout en constituant le noyau dur du nationalisme, le débordait assez largement. Elle ne sera pas républicanisée. Jaurès, ici, est vaincu[34].

Mais, sur tous les autres plans, le nationalisme, mouvement politique complexe, est vigoureusement battu. Tout d'abord, politiquement. C'est le sens des élections du Bloc en 1902, même si le sort de la capitale est contraire. Puis juridiquement. L'arrêt de 1906 marque la victoire de la justice civile, à travers la plus haute juridiction de l'État, sur la justice militaire. Et enfin idéologiquement. Dans la presse de gauche, le mouvement syndical, les réunions publiques, le discours antisémite et





xénophobe recule. Et dans les cœurs ? dans les conversation de café ? Ce n'est pas sûr. Mais les mutations de la parole publique, ce n'est pas rien. Du côté ouvrier, où le retour du bon Kondratieff facilite incontestablement les choses, maints constats peuvent être faits. Je n'en signalerai que deux : l'échec du « syndicalisme jaune », né au cœur de l'Affaire comme la CGT, mais porteur explicite des valeurs xénophobes[35] et le comportement de la Confédération en 1906, à l'égard d'un des siens, Janvion, un anarchiste, à qui il était arrivé de faire parade de son antisémitisme dans un meeting de la Mutualité.

À mi-chemin enfin de la vie politique et des valeurs universalistes, ou, peut-être, vu de France, les surplombant, la sortie de crise se signala par la reprise de l'œuvre laïque interrompue par la coalition politique centriste qui s'était dissoute en juin 1899. Waldeck-Rousseau l'avait commencée. Le Bloc des Gauches – plus que le petit père Combes longtemps réticent[36] – l'acheva, Jaurès et Briand lui donnèrent sa touche finale : la loi de séparation des Églises et de l'État (décembre 1905), grande loi de liberté, fruit de très longs débats, sut en même temps être et rester chaude au cœur des « bons républicains ».




Jean Jaurès Cahiers trimestriels, **numéro spécial L'affaire Dreyfus,** *Histoire*, **juillet-sept. 1995, p. 42-52**



Pour introduire *Les Preuves*

Les Preuves : un titre célèbre, un livre méconnu. Pour le rééditer – c'était la première fois depuis 1898 – à l'heure où, en 1981, la gauche arrivait au pouvoir, je n'avais trouvé qu'une très petite et courageuse maison d'édition[1] : elle ne tarda pas à sombrer… C'est dire si nous sommes nombreux à nous féliciter de la possibilité, aujourd'hui largement offerte, d'accéder à ce texte si fort. On me pardonnera de ne pas le résumer – Vincent Duclert s'en charge chapitre par chapitre. On m'excusera aussi de ne pas chercher à en chanter les louanges. Mieux vaut tenter de le situer en son temps, cela va de soi, mais aussi en dreyfusisme et en socialisme jaurésien.

Attardons-nous un instant sur les mots qui constituent le titre : langage juridique ? politique ? historique ? Le sous-titre « Affaire Dreyfus », dans sa sécheresse, ne renvoie ni au roman-feuilleton cascadeur qui plaisait au bon peuple, ni aux souffrances du capitaine, ni même à ce militantisme des droits de l'homme qui, le 4 juin 1898, lors de la séance constitutive de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, avait déchaîné l'enthousiasme ; « Mais pardon ! Personne ici n'a soufflé mot de l'Affaire Dreyfus ! Il me semble pourtant que nous ne sommes ici que par elle et pour elle », s'était écrié un journaliste du Figaro, Georges Bourdon[2]. C'est deux mois plus tard que Jaurès s'élance : la suite d'articles – comme on parle d'une suite de Bach – dont le livre est constitué s'ouvre le 10 août 1898 dans La Petite République, le quotidien socialiste dont il était devenu fin avril le codirecteur. La préface qu'il



rédige in fine date du 29 septembre. Quel été ! Le 7 juillet, le nouveau ministre de la Guerre, Godefroy Cavaignac avait, devant la Chambre produit les « preuves » décisives de la culpabilité de Dreyfus et soulagé ainsi ceux qui rêvaient de l'être. Le 30 août, les aveux du colonel Henry, le faussaire, avaient été rendus publics. Le lendemain, il s'était suicidé. Oui, quel été !

Revenons au titre : Les Preuves. Jaurès l'avait annoncé dès le 7 août dans son journal. Il a, me semble-t-il, une triple origine, et une référence majeure. Les origines ? Les experts en écriture officiels d'abord, ceux qui, à la majorité, ont attribué à Alfred Dreyfus la paternité du « bordereau », la pièce originelle. En tête, l'ineffable Bertillon, l'inventeur de « l'autoforgerie » : c'est le système par lequel il explique les dissemblances entre l'écriture du capitaine et le papier retrouvé dans la corbeille du diplomate d'une « puissance étrangère », comme on dit à l'époque pour ne pas nommer l'Allemagne. On a entendu depuis lors d'autres experts, tout aussi professionnels, début janvier 1898, lors du procès d'Esterhazy ; procès que Jaurès, à la différence de celui de Dreyfus, a suivi de bout en bout. Après les preuves des experts, voici celles des savants : chartistes, paléographes, historiens, tous ont démontré en février, pendant le procès intenté à Zola, que c'est à l'écriture d'Esterhazy, tombée par hasard dans le domaine public, que celle du bordereau ressemble à s'y méprendre. En vain. Troisième producteur de preuves, Cavaignac ; lorsqu'il lit à haute voix les trois lettres qui sont censées accabler Dreyfus, leur caractère probatoire tient au lieu où elles sont énoncées – la tribune de la Chambre – et au personnage du ministre : homme de la nouvelle majorité, issue des législatives de mai, Cavaignac est l'héritier d'un grand nom de l'histoire nationale. Comment ne pas lui faire confiance ?




Ni expert, ni savant, ni ministre, Jaurès n'est même plus député. Journaliste seulement, et de longue date. Engagé aussi, pour plusieurs années – mais qui le sait ? – dans l'écriture de l'histoire. Pas n'importe laquelle : l'Histoire socialiste de la Révolution française[3]. À ce titre s'établit entre les chartistes, les historiens et l'ancien député de Carmaux, battu aux dernières élections, une référence commune : l'Introduction aux études historiques, ce manuel du parfait jeune chercheur en histoire, tel que le rêvent Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos[4]. Ce guide pour l'établissement de preuves garantes de l'authenticité d'un texte est sorti des presses à l'heure du procès Zola. Or, grand dreyfusard devant



l'Éternel – il le restera jusqu'à sa mort en 1942 – Seignobos se veut soucieux de culture civique. Les principes de la «méthode historique», leur mise en pratique sont, écrit-il, «très hygiéniques pour l'esprit». Ils devraient aider à guérir de la «crédulité» le commun des mortels. C'est par la «méthode» – sans nul qualificatif – que l'histoire s'affiche comme la «science maîtresse». On lisait cette certitude, toujours douce à nos cœurs, lors des obsèques de Gambetta : n'était-elle pas inscrite ce jour-là sur la bannière autour de laquelle s'étaient groupés les fondateurs de La Revue historique ?

Dès lors, comment s'étonner que deux longs chapitres des Preuves – «Expertises contradictoires», «Faux évident» – soient consacrés à mettre en œuvre ces techniques, cette «méthode» ? Et à démontrer du coup la nullité, au sens propre du terme, de textes inauthentiques ? Dès le 8 juillet, une «lettre ouverte» adressée par Jaurès à Cavaignac via *La Petite République* lui avait annoncé l'essentiel : on ne prend pas en faute un ministre de la République sans le mettre au parfum ; puis, il fallait bien remonter le moral des socialistes à demi-dreyfusards, désespérés ou inquiets de voir leurs élus voter l'affichage du discours du ministre. Viendra plus tard le temps de la démonstration. Elle est annoncée le 28 août : «L'article prochain le démontrera». Le 31 août, les aveux d'Henry sont rendus publics. Et Gerault-Richard, codirecteur de La Petite, comme on disait familièrement, de commenter ce même jour : «Jaurès ne se doutait guère que sa parole de vérité recevrait une aussi prompte confirmation».



Alors, Jaurès superstar ? Le seul, ou en tout cas le tout premier, des dreyfusards à dire la «vérité» pendant ces mois d'été où le colonel Picquart reste publiquement silencieux, où le grand Zola, mal conseillé par Labori, a fui la prison en gagnant l'Angleterre[5] ? Que non ! Il n'a pas été le seul à garder son sang-froid après le discours de Cavaignac. Le 8 juillet, tout comme Jaurès, Clemenceau dans *L'Aurore*, Yves Guyot dans *Le Siècle*, déclarent que la communication de pièces secrètes lors du conseil de guerre de 1894 n'ayant pas été niée par le ministre de la Guerre, la révision est devenue inévitable. Et *Le Temps*, la bourgeoisie faite journal, s'il s'est félicité de ce que l'honneur de l'armée fut désormais «hors de cause», a noté cependant que «dans l'ordre des choses humaines» l'infaillibilité dogmatique n'existait pas : le champ restait donc ouvert à la discussion «judiciaire». On peut apprécier diversement le



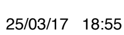


jésuitisme d'une telle formule. Le fait est que Le Temps, où Francis de Pressensé dirigeait la rubrique de politique extérieure depuis 1888[6], publie le 30 août – les aveux d'Henry ne sont pas encore connus – le texte intégral, sur quatre colonnes, d'une longue lettre adressée à Cavaignac par Ludovic Trarieux : le président de la toute jeune Ligue des droits de l'homme y démontre, comme Jaurès et d'autres l'avaient déjà fait, l'illégalité de la procédure suivie en 1894 ; il y discute pied à pied les pièces citées par Cavaignac et, notamment, la lettre de novembre 1896 où Dreyfus était nommé en toutes lettres ; il argumente enfin, en juriste consommé, sur la « question des aveux ». Signé : « Ludovic Trarieux, sénateur, ancien Garde des sceaux ». Bizarre, certes, qu'il n'ait pas fait mention pour Le Temps de ses fonctions à la Ligue, ou que le journal n'en ait pas fait mention. Mais l'essentiel n'est pas là : tout le démontre, Jaurès n'a pas l'apanage de la lucidité, ni même de la rhétorique démonstrative. Les principaux militants du camp dreyfusard parviennent à peu près au même moment aux mêmes conclusions : il y a bien une unité de cette communauté.



Des conclusions d'ailleurs en partie erronées. Pas plus que Trarieux, Guyot ou Clemenceau, Jaurès n'a su repérer le principal faussaire. À leurs yeux, le coupable en chef c'est du Paty de Clam, ce héron au long col, sanglé dans son uniforme. Les soupçons qui pèsent sur lui sont liés à son ancienneté dans le « crime », à l'acharnement avec lequel il poursuit Dreyfus depuis la célèbre scène de la « dictée », le 15 octobre 1894. Comme celle de la dégradation, la caricature, les images d'Épinal la placent au cœur d'une vision quasi cinématographique de l'Affaire : le plus méchant des méchants ne peut être que celui-là ; son sens de la rocambole, son obéissance niaise et romanesque l'amèneront à jouer plus tard le rôle de la « dame voilée »[7]. Du Paty, c'est « l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire », avait écrit Zola dans « J'accuse ». Il ajoutait cependant : « En inconscient, je veux le croire ». Jaurès, lui, enfonce le clou : « Cerveau de faussaire […], l'esprit le plus faible, l'intrigant le plus misérable ». Or, le coupable, c'était Henry. Zola, pendant son procès, en avait deviné la noirceur : « Plus policier qu'officier […], capable de tout pour servir un chef ». Jaurès, lui, ne l'avait pas repéré.

Arrêtons de battre la coulpe du grand Jaurès. Et passons à l'essentiel. Les Preuves ne se présentent pas seulement comme une suite d'articles





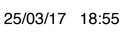
dont on peut suivre le cheminement à la loupe de l'érudition et dont l'historien, ce maître de l'imaginaire vrai, doit tenter d'éclairer, du côté de l'auteur, l'élaboration à chaud et, du côté du lecteur, la découverte haletante. Le livre ne se borne pas à déconstruire les mensonges accumulés, les demi-vérités et les silences. Ce qui en fait un grand texte va bien au-delà.

On évoquera bien sûr l'écriture et ses trouvailles. Puis la démarche argumentaire, ce mélange de tradition rhétorique diffusée par l'enseignement français, d'acquis journalistique et de prescience historique[8]. On admirera aussi la capacité d'indignation ardente et d'interpellation passionnée à laquelle on reconnaît, ô Hugo !, le véritable grand homme : « À genoux devant la France, coquins qui la déshonorez ! ». Il faut pourtant aller plus loin encore au-delà de la fermeté démonstrative et de l'éclat formel, même si ces traits suffisent à distinguer Les Preuves de tous les autres traités sur l'Affaire, écrits eux aussi en pleine bataille et dont l'éditeur Stock, qui intégra d'ailleurs ce livre à sa production dreyfusienne[9], se fit au cœur de la crise une spécialité.



Une question domine l'intérêt que, aujourd'hui où l'essentiel est connu, nous portons aux Preuves : pourquoi Jaurès s'engage-t-il dans cette entreprise ? pourquoi ne se contente-t-il pas du soutien qu'il a apporté à Zola lors de son procès, et de quelques articles, épisodiques ? pourquoi lui, que sa pratique sociale et politique a tenu quelque peu à l'écart du milieu intellectuel où il compte pourtant tant d'amis, oui, pourquoi choisit-il de consacrer son premier livre depuis ses thèses de philosophie à débroussailler cet écheveau d'allure feuilletonnesque, dont le héros malheureux ne ressemble guère aux rudes mineurs de Carmaux, et ne lui ressemble pas davantage ? Quoi de commun en effet entre Alfred Dreyfus, cet Alsacien fortuné, ce polytechnicien attaché à l'ordre et à la discipline militaire, et Jaurès, ce normalien amant d'Homère, bon vivant et qui a fait le choix de la classe ouvrière ? Voilà qui intriguait à l'époque et intrigue sans doute encore aujourd'hui, malgré tant de savants travaux[10].

Jaurès, on le sait, a mis assez longtemps à se forger une conviction. À la différence de Mathieu, le « frère admirable » et de Bernard Lazare, il n'est pas des premiers dreyfusards, même si ses interventions à la Chambre contribuent de longue date à briser le silence ministériel sur l'Affaire. La parole des jeunes normaliens – la solidarité entre les



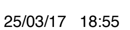


promotions est forte rue d'Ulm – Péguy en tête, et celle de Lucien Herr ont assurément pesé. Celle des allemanistes – un courant du socialisme ouvrier sur qui il avait pu s'appuyer pour la création de la Verrerie ouvrière d'Albi – a été décisive: la chronologie le montre[11]. Puis il a suivi le procès Esterhazy, il a témoigné au procès Zola. Mais enfin, quelle conviction ? ou plutôt, de quelle nature ? Juridique, civique, politique : ces adjectifs scandent le champ où se situent Les Preuves.

Le droit d'abord ? Bien sûr. La communication aux juges du conseil de guerre en 1894 de pièces non versées au dossier, non soumises même en cours d'audience, à l'accusé et à son défenseur, constitue une atteinte fondamentale au droit français : c'est ce déni radical de justice qui a mobilisé longtemps les intellectuels. Certes le droit a été, et reste à la fin du siècle, violé en bien d'autres circonstances. Les « lois scélérates », chaleureusement défendues, en juillet 1894 par leur rapporteur au Sénat, Ludovic Trarieux – eh ! oui – ont créé un délit d'opinion, contraire aux fondements de notre droit, la Déclaration de 1789. Un exemple concret ? Dans l'affaire de la Verrerie ouvrière d'Albi[12] où Jaurès et les ouvriers ont été littéralement pourchassés par une justice aux ordres – montrons aux prolétaires ce qu'il en coûte de suivre les conseils de ce Jaurès, et nous en serons débarrassés – le secret le plus absolu a été imposé en prison contre tout droit, pendant cinquante jours, à deux ouvriers de Carmaux. Conclusion de Jaurès : « Nous défendons les garanties légales » contre les juges qui les brisent, juges militaires, juges civils. C'est l'intérêt des petites gens, comme de ceux qui ont de la fortune. Juifs ou pas : le droit les a fait citoyens français à part entière en 1791. Dans Les Preuves, Jaurès en finit une fois pour toutes avec les formules équivoques – « Le groupe judaïsant et panamisant » – qu'il avait encore tolérées dans le Manifeste du groupe parlementaire socialiste, le 19 janvier 1898.



Conviction civique aussi. Car on n'est pleinement citoyen que quand on est informé. On n'est pleinement citoyen que quand on est capable de se former un jugement. L'école n'y suffit pas : douloureuse découverte au fondement de ce qu'on a appelé le socialisme d'éducation. La IIIe République n'en finit pas avec cette question lancinante à laquelle est soumis le suffrage universel : comment le rendre éclairé ? et qu'est-ce que la lumière ? qui en est porteur ? Aux conservateurs, aux réactionnaires, à tous ceux qui doutent, qui accusent, à tous ceux qui gardent le pouvoir de faire plier leurs subordonnés ou de « tromper le peuple », au





nom même de la liberté citoyenne, Jaurès répond en fils de la Révolution : vive la presse libre où chacun expose ses convictions.

Convictions politiques enfin. De quoi s'agit-il ? En cet été 1898, Jaurès, qui fait définitivement le choix du socialisme, a acquis une certitude : le socialisme ne progressera pas « tout seul ». Pas de boule de neige électorale : les élections de mai l'ont montré. Pas de progrès décisif associé à la parole parlementaire : ni les grands projets – voyez Vaillant qui en est le porte-parole[13] – ni les habiles manœuvres – voyez Millerand – ne permettent de progresser vraiment. Le capitalisme est responsable, certes. Mais l'État aussi résiste de tout son poids. Le repérage, la dénonciation de cette résistance, voilà ce dont traitent Les Preuves. Au nom de la raison d'État, plutôt utilisée au reste qu'invoquée, le gouvernement avalise les choix de la haute armée, et le Parlement ceux du gouvernement. De Méline – président du conseil pendant deux longues années, jusqu'aux législatives de mai – à Brisson, d'un centriste à un radical, quelle différence ? Comment faire progresser en République la pensée socialiste ? Oui, comment ?




Entre mai et juillet 1898, la crise du socialisme français revêt une telle ampleur que Jaurès doit en tirer les conséquences. À vrai dire, sa défaite électorale le libère du poids dont pesait sur lui le groupe socialiste de la Chambre, cette première figure de l'unité – ce rêve ! mieux cet objectif ! – fondée sur la délégation de pouvoir : bon connaisseur de Rousseau[14], Jaurès sait à la fois qu'on ne peut s'en passer et qu'on ne doit pas lui faire pleine confiance. En tout cas, puisqu'il n'est plus député et qu'il n'y a toujours pas de parti unifié, sa parole se trouve libérée : plus besoin de consulter soir et matin Millerand, ce jeune-vieux routier, Guesde ou même Vaillant. Les amarres sont rompues. Peut-on marcher vers l'unité par d'autres voies ? Le 7 juin, le meeting organisé par La Petite République au Tivoli Vaux-Hale sonne le glas de cette espérance : ni les guesdistes ni les vaillantistes n'y ont participé ; la route basique, comme on disait en France il y a quelques années, est barrée, en fait. Elle l'est publiquement, et à grand fracas, lorsque le 24 juillet, le conseil national du Parti ouvrier français déclare à propos de l'Affaire, quinze jours après le discours de Cavaignac, que « les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur ». Conclusion tirée par Jaurès, et symbolisée début août par le début de la publication des Preuves : ni le suffrage universel, ni la seule parole de classe n'épuisent la démocratie et l'avenir



du socialisme. Regardons du côté de l'appareil d'État républicain, du côté de ceux qui entravent l'essor de la République. Bref, agissons autrement.

Et comment, puisque tout se mêle, puisqu'il ne s'agit pas seulement d'un jugement, d'une erreur ? Autrement dit, quoi de nouveau avec Les Preuves ? D'abord, le livre lui-même. Vendu 1,50 F, il est accessible à bien des bourses dont les détenteurs hésiteraient à payer les 3 francs demandés, pour un nombre de pages comparable, par Stock : pas de droits d'auteur il est vrai, voilà qui plaît à Péguy et au « socialisme moral », voilà surtout qui permet une large diffusion. Ce n'est pas seulement une question de prix : à côté des brochures, des images d'Épinal, des caricatures promptes et vives, voici un ouvrage plein, cohérent, où tout est soumis à la libre critique, un volume qu'on peut ranger sur la « planchette du militant » chère aux syndicalistes révolutionnaires – la CGT n'a que trois ans ! – comme dans la bibliothèque du sorbonnard. Bref, un livre pour tous. Un livre aussi dont les tâtonnements originels – fin juin, début juillet[15] – puis la préface, rédigée comme il se doit à la fin, sont soumis à la parole véhémente des meetings, et aux coups que, comme dans les rues de Carmaux en 1895-1897, on risque d'y recevoir[16]. Bref un vrai livre, socialiste, si l'on admet qu'être socialiste c'est aussi recevoir des coups pour les idées – et avec les hommes – que l'on défend. Et c'est tenter, avec eux, grâce à eux, les ouvriers aux bras solides, de s'en protéger et de protéger, du coup, les fondements même de la République.



Cette République que la justice civile – Dieu sait si elle peut être injuste ! – ne met pourtant pas en péril. Aussi bien Jaurès ne l'attaque guère : il joue sur ses principes, voire ses contradictions, avec un sens aigu du politique qui arrachera enfin l'arrêt dreyfusard décisif de la Cour de cassation en 1906. C'est que son mode d'insertion dans la République ne la conduit pas à la mettre en péril. C'est l'état-major, en revanche, qu'il faut frapper. C'est là qu'est la clé hiérarchique de la haute armée, et du pouvoir qu'elle exerce sur la classe politique et la société civile. Dès lors, que la responsabilité directe des faux antidreyfusards incombe à du Paty de Clam ou à Henry, là n'est pas l'essentiel. La mort tragique de Henry, écrit Jaurès, le 4 septembre, ne doit pas « faire oublier le fond du débat ». Et voilà le point où il s'oppose au Temps, voire à Trarieux : la « machine à fabriquer des faux » n'est pas l'œuvre d'un ou deux

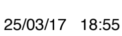


militaires. Elle avait à sa tête Boisdeffre, Pellieux et Gonse : Jaurès les a croisés, il les a entendus surtout, pendant le procès Zola[17]. Il ne s'agit pas d'excuser les comparses, mais de situer les responsabilités, militaires et politiques, et d'en tirer les « vastes conclusions nécessaires ». Notre « système militaire », écrit-il le 4 septembre, doit être complètement renouvelé pour s'adapter « à une démocratie en marche vers le socialisme ». L'Armée nouvelle, écrite en quelques semaines en 1910[18], c'est là qu'elle prend racine.

Cet article, intitulé « Les conséquences », ne sera pas repris dans Les Preuves. On y trouve, avec le mot « socialisme », la trace de la piste aux étoiles que Jaurès n'a pas abandonnée un seul instant, lors même qu'il consacrait une grande partie de son temps à son livre. Le socialisme à ses yeux ce n'est pas seulement une doctrine. Pas même un parti. Pas même une classe, « la vraie classe intellectuelle », comme il l'écrira en ironisant sur les prétentions de la Ligue de la patrie française[19]. C'est l'ensemble des transformations de l'humanité à l'œuvre dans le vaste monde. À la différence en effet de ses amis les intellectuels, que l'Affaire a fait entrer sur le mode de la raison dans le monde de la passion, Jaurès n'est pas obnubilé par l'Affaire. C'est à la « question arabe » en Algérie qu'il consacre deux articles essentiels le 17 juin et le 1er juillet 1898 : alors que quatre députés « antijuifs » viennent d'y être élus, dont Drumont, il en tire la conclusion que « la France a été le tuteur infidèle du peuple arabe »[20]. Le 23 août, « l'antique et pesante Asie » s'impose, sous sa plume, à l'éditorial de La Petite République, toujours elle : elle va entrer, l'Asie, « dans le mouvement fiévreux des sociétés européennes » ; le capitalisme « modernisera » là-bas à la fois la misère et la résistance à la misère : qui a dit mieux ? Le 22 septembre enfin, deux jours après la publication du dernier chapitre des Preuves dans son journal, c'est aux terrassiers en grève qu'il s'intéresse : une grève peu banale, de portée internationale, puisqu'elle se déploie sur le chantier de la future Exposition universelle.



Peuples soumis par la colonisation ou la tradition. Hommes soumis par l'exploitation économique ou discriminés par le racisme. C'est l'ordre social tout entier que Les Preuves mettent en question. Tel est au fond le sens de ce cri du cœur et de la raison que Jaurès adresse aux prolétaires hésitants : « Dreyfus est dépouillé par l'excès même du malheur de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même au plus haut





degré de misère et de désespoir qu'on puisse imaginer». L'humanité. Tel est le sens des Preuves.

Jean Jaurès, *Les Preuves, Affaire Dreyfus*, **La Découverte, 1998, p. 15-25.**







Histoire, historiens et dreyfusisme




L'affaire Dreyfus est inscrite dans l'histoire. Même si ses épisodes ne sont pas encore totalement transparents, nous ne la déchiffrons plus guère aujourd'hui, depuis le livre décisif de Marcel Thomas, pour en sonder les secrets, et le problème du «troisième homme» a, sauf exception[1] cessé d'être au cœur des préoccupations de ses historiens. Ceux-ci s'intéressent davantage aux jeux des groupes de pression qui s'y sont. manifestés, aux passions qui s'y sont révélées, aux mutations diverses qui se sont ancrées dans la vie tumultueuse des dernières années du XIX[e] siècle. Or les clivages mis en évidence par l'Affaire dans la société française, si, pendant longtemps, ils ne correspondent ni aux forces politiques organisées ni aux classes sociales, traversent avec une particulière vigueur la couche des «intellectuels[2]». En tout cas ceux-ci s'expriment tôt, longtemps et de multiples manières. Et les historiens en particulier passent pour s'être engagés de façon particulièrement précoce et ardente. Certes, à l'époque, ils ne sont pas visés plus explicitement que d'autres par leurs adversaires. Lorsqu'il veut convaincre du péché de non-scientificité les intellectuels dreyfusards, Brunetière apostrophe «la linguistique, la philologie, la paléographie, la métrique, l'exégèse, l'anthropologie, l'ethnologie» et se borne, pour les autres disciplines, à déclarer qu'il pourrait «prolonger l'énumération à l'infini[3]»: statut peu honorable pour l'histoire. Certes, aussi l'étude la plus récente, celle de William R. Keylor, fait-elle prompte justice de l'opinion selon laquelle l'*establishment* historique se serait rallié dans sa totalité à la bannière



dreyfusiste. Mais W. R. Keylor avance l'idée que le premier flot de protestations contre l'injustice vint des «membres les plus éminents des milieux professionnels de l'histoire et de la sociologie[4]». Et. c'est aussi un des thèmes du travail un peu plus ancien de Robert J. Smith[5] dont les conclusions ont été dégagées il y a trois ans, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*[6]. Conditions d'un éventuel magistère historique; modalités et ampleur de l'engagement dreyfusard des historiens: voilà deux points que je souhaiterais éclaircir.

Ces quelques pages n'ont en aucune manière la prétention d'épuiser le sujet. Il y faudrait une étude attentive de la province et le dépouillement systématique des dossiers personnels classés en F17 : il a été entrepris par V. R. Keylor pour neuf universitaires connus – A. Aulard, H. Berr, A. Croiset, Fustel de Coulanges, G. Lanson, G. Monod, G. Paris, A. Rambaud, Ch. Seignobos – et pour quelques autres, moins célèbres, à l'exception d'Albert Mathiez, par James Friguglietli[7]. Les correspondances conservées aux Manuscrits de la Bibliothèque nationale[8] et dans les fonds versés aux Archives nationales[9], les archives privées présentent un grand intérêt[10]. Ma quête, suit bien des points, est restée partielle et cet article se veut, par nécessité, davantage prospectif que conclusif. Mais, même avec des moyens limités et une connaissance insuffisante des carrières et des choix, il semble intéressant de dessiner à grands traits le comportement des historiens dreyfusards, de définir la place qu'ils ont occupée parmi les autres intellectuels et de chercher de quel poids le dreyfusisme a pesé sur la pratique et l'organisation de la discipline historique en France au tout début du XXe siècle.



Un magistère historique ?

À l'heure où s'ouvre l'affaire Dreyfus, qu'est-ce qu'un historien ? Le concept pose quelques problèmes. Faut-il par exemple y englober les membres des sociétés savantes locales, mal connus et souvent méprisés des professionnels de l'histoire ? Que faire des hommes politiques, des journalistes cultivés, auteurs de livres «historiques» ? Assez nombreux sont ceux qui, avant d'abandonner l'Université, ont fait des «études d'histoire», jusque dans les lieux les plus fermés du sérail. R. J. Smith n'a-t-il pas calculé que 10 % des élèves entrés en section Lettres rue d'Ulm entre 1871 et 1881 s'engagent ensuite dans une carrière





extra-universitaire et que le pourcentage s'élève à 16 % entre 1881 et 1890, pour continuer à croître ensuite[11] ? Et d'ailleurs, en créant en 1882 la Société historique et le Cercle Saint-Simon, Gabriel Monod, Ernest Lavisse et Albert Sorel avaient justement voulu réunir « hommes d'étude, littérateurs et savants » et faire se rencontrer au 215, boulevard Saint-Germain, en une sorte de club à l'anglaise, « tous ceux qui s'occupent d'études historiques ou qui s'intéressent à ces mêmes études, comprises dans le sens le plus large : histoire proprement dite, histoire littéraire, droit, philosophie, art., langues, etc.[12] ». C'est ainsi qu'en 1898 Armand Brette, journaliste au *Siècle*, auteur de divers travaux sur la Révolution française, se donne le titre d'historien pour présider une des sections du ixe arrondissement de la Ligue des Droits de l'homme[13]. Mais le même titre sera implicitement refusé par Charles Bémont à Joseph Reinach : « journaliste, diplomate, homme d'Etat d'une haute culture », ces qualificatifs seront seuls reconnus au moment de sa mort au plus célèbre des historiens de l'affaire Dreyfus[14].




Complication supplémentaire : sur les listes de pétition, au bas des lettres et des protestations dont se nourrit quotidiennement la presse dreyfusarde, il est rare que la discipline à laquelle l'auteur se rattache soit mentionnée. Quand il y a profession au sens précis du terme, pas de difficulté : les archivistes-paléographes s'engagent ès qualité ; et comment leur refuser le titre d'historiens alors que les « sciences auxiliaires » ont étayé pendant tout le XIXe siècle la marche de l'histoire vers un nouveau statut ? Il en va autrement pour le secteur enseignant de l'Université. On y est agrégé et non pas, ou très exceptionnellement, agrégé d'histoire[15]. On signe en qualité de licencié – ou de docteur – ès lettres. Et les professeurs de lycée ou de faculté précisent très rarement leur spécialité. L'incertitude où le lecteur est ainsi entretenu reflète le système des titres et des grades universitaires et le caractère tardif de la dissociation des disciplines littéraires. Depuis le triomphe de la République elles sont d'ailleurs toutes entrées, vigoureusement, dans l'ère de la croissance. Le nombre des agrégés augmente au rythme assez rapide des créations de chaires de lycée. Les thèses de lettres sont deux fois plus nombreuses entre 1880 et 1899 que pendant les vingt années précédentes[16]. Et la décennie où s'inscrit l'Affaire voit s'élever le nombre des licenciés ès lettres si vite[17] que de divers côtés on dénonce les risques que fait courir à la société l'apparition d'un « prolétariat intellectuel ». Né en 1877 avec



la création des bourses de licence puis d'agrégation, consolidé dans son être par l'institution en 1883 de «l'inscription», l'étudiant en lettres, s'il ne s'appelle pas encore légion, s'est multiplié. Et l'étudiant en histoire est un parmi d'autres.

Pas tout à fait. L'histoire a son poids propre et l'historien exerce en des lieux marqués. L'organisation des études est pour beaucoup dans ce statut original. Sans doute les licences ne seront indépendantes et spécialisées qu'en 1907, mais le décret du 25 décembre 1880 a fait apparaître trois options[18], dont l'histoire, sur le tronc commun littéraire. Surtout à l'enseignement de l'histoire la recherche s'entrelace pour la première fois de façon institutionnelle: le diplôme d'études supérieures, créé en 1886, est rendu obligatoire, d'abord pour l'agrégation d'histoire, l'année même où Dreyfus est condamné. Ainsi la différenciation universitaire de la discipline, affirmée longtemps au seul niveau de l'agrégation, se précise lentement tout au long du cursus. Dans les grandes facultés de province comme à Paris, les chaires d'histoire elles-mêmes, maintenant séparées de celles de géographie, tendent à se spécialiser et l'on voit apparaître le découpage en «périodes» que l'enseignement supérieur a pour l'essentiel conservé jusqu'aujourd'hui. Mais les étudiants avancés sont encore peu nombreux[19] et, malgré les perspectives décentralisatrices et les chantiers ouverts et souvent achevés, Paris garde presque la moitié – exactement 36 – des 80 chercheurs et enseignants d'histoire comptabilisés par Ferdinand Lot dans les grands établissements publics en 1896[20].




Mon exposé glisse lentement vers l'histoire enseignée dans l'Université. C'est que, comme le montre bien W. R. Keylor, la professionnalisation de l'histoire se constitue dans les eaux vives du système universitaire. Et Paris en reste la capitale en raison de la concentration des établissements d'enseignement supérieur où se retrouve, au sommet de la hiérarchie, la nouvelle société historienne et où commence à s'animer un peuple étudiant dont on entendra les voix lors des chaudes journées de l'Affaire. Davantage en effet que les autres disciplines, l'histoire dispose d'un réseau institutionnel d'une réelle ampleur: on la professe non seulement à la Faculté des Lettres et à l'École normale supérieure, non seulement dans la vieille maison du Collège de France et dans la ive section de l'École pratique des Hautes Études fondée par Duruy en 1868, mais à l'École des Chartes[21] à la toute jeune École libre des Sciences politiques[22] et à l'École du Louvre plus jeune encore. Un étudiant d'histoire suit



souvent des cours dans plusieurs de ces maisons dont l'universitaire belge Paul Frédéricq, enquêtant à Paris au début des années 1880, nous a laissé un vivant portrait. Respectueux des hommes et des hiérarchies, il n'hésite pourtant pas à affirmer ses préférences : « L'École des Chartes m'a paru être une institution hors de pair. C'est, avec l'École pratique des Hautes Études, ce que l'enseignement historique offre de plus solide, de plus complet, de plus vraiment scientifique à Paris[23] ».

En tout cas, pour qui veut apprendre, et apprendre à travailler, les possibilités sont incontestablement plus diverses en histoire que dans d'autres disciplines littéraires. Cependant que l'extrême concentration géographique du milieu facilite les échanges de vues et la concertation : dans les bâtiments de la nouvelle Sorbonne se croisent les professeurs d'histoire qui vont faire leur cours de licence, ceux qui empruntent l'escalier de l'E.P.H.E. et ceux qui initient les chartistes à leur futur métier[24]. Le Collège n'est pas loin, la rue d'Ulm non plus et pas davantage les locaux de la *Revue historique* où la direction reçoit tous les vendredis après-midi. En ces lieux s'épanouissent les contraintes, les mérites et les joies du métier d'historien. Cette discipline dont l'ascension, à la différence de tant d'autres, manifeste séculairement une belle continuité, comme le montre la courbe établie par Terry N. Clark[25], suscite le respect des laborieux et l'intérêt des politiques. Elle doit ce statut un peu particulier à la méthode dont elle fait profession dans la société savante et républicaine et à la fonction qu'elle exerce dans l'Etat national.



Fourbie au contact sans cesse poli des textes, la « méthode historique » – les historiens disent plus symboliquement « la méthode » – s'est affinée aux confins de la philologie et par la longue lecture des écritures. Être historien c'est avoir acquis la maîtrise de la critique des textes, c'est être capable de mettre en œuvre les leçons résumées par Langlois et Seignobos dans le petit manuel célèbre qu'ils publient en 1897[26]. C'est d'abord ne pas être « littéraire ». Julien Benda retrouvera plus tard cette volonté coupante en rappelant ce qui, après sa licence d'histoire, le conduisit au dreyfusisme : « Ce qui se mobilisait chez moi en toute ardeur dans cette affaire, c'était mon culte de la méthode tel que me l'avaient inculqué la mathématique et la discipline historique, et ma haine du littérateur avec ses chants de ténor qu'il prend pour des raisons et son mépris de la patiente recherche dont il est par essence entièrement incapable[27] ». Or c'est aux Chartes et aux Hautes Études que se sont







lentement consommées les noces philologiques de l'histoire. Le titre même de la ive section de l'E.P.H.E., vouée aux sciences historiques et philologiques, le dit assez. Et les Chartes ont formé aussi bien un Gaston Paris, professeur de langue et de littérature médiévales, qu'un Paul Meyer, maître en paléographie. La critique de textes a ensuite essaimé vers l'E.N.S. et la Sorbonne, ces temples du bien dire et du magistral discours. Bien plus tard encore, un historiographe des Chartes, Maurice Prou, mettra en lumière la supériorité, non douteuse à ses yeux, du chartiste sur le sorbonnard[28]. Par-delà l'entreprise amicalement annexionniste il y a donc une sûre conscience du statut commun à l'histoire et à la philologie dans la notice nécrologique qu'en 1903 Gabriel Monod consacre à Gaston Paris : « Le véritable philologue, écrit-il, est avant tout un historien ; c'est la méthode historique qu'il emploie, ce sont les qualités d'historien qu'il exerce[29] ». Vingt ans plus tôt, Lavisse formulait la même certitude, à l'envers : « Le véritable historien est un philologue », disait en 1881 celui qui n'était encore que le suppléant à la Sorbonne de Fustel de Coulanges[30]. Ce retournement n'est pas dépourvu de sens : à l'intérieur du couple le rapport de force s'est modifié. Après s'être





modelée sur la philologie, l'histoire est à son tour devenue modèle. Dans la ive section, 6 enseignants seulement sur 36 constituent la sous-section d'histoire[31], mais, depuis que Paris a pris en 1895 la direction du Collège de France, c'est Gabriel Monod qui la préside : ainsi s'exprime, dans l'institution, l'ascension de la méthode historique.

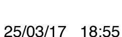
L'apprentissage sévère du métier d'historien est sans doute soutenu chez les disciples par l'espoir des brillantes carrières que leurs aînés ont parcourues. Il est aussi sous-tendu par toute une vision du monde : culte du labeur intellectuel, fût-il le plus humble (un Bémont, véritable bénédictin de la *Revue historique*, en est le dévot sinon le chantre[32]) ; exigence de la vigilance critique (Gaston Paris dira de Paul Meyer qu « on ne peut lui reprocher que d'être trop difficile en fait de preuves[33] ») ; certitude que l'histoire est l'exercice par excellence qui guérit les jeunes gens de l'état de nature – la crédulité – et les acculture aux vertus républicaines en leur enseignant le culte de la vérité et donc de la justice. Ainsi la pratique historique est-elle d'elle-même civique : elle crée l'homme libre. Et le jugement de l'historien se fait d'autant plus aigu que les textes sur lesquels il travaille exigent de lui plus grand labeur. Quoi de plus difficile à manier qu'une bonne charte ?



Aussi l'Université historienne s'oriente-t-elle, préférentiellement, vers l'épigraphie ou l'histoire médiévale aux textes hérissés de difficultés. À l'École des Chartes, entre 1890 et 1900, 34 thèses seulement sur 142 présentées pour l'obtention du diplôme d'archiviste portent sur des sujets «modernes»: il y a recul par rapport aux années 1865-1875 et cette quête des origines médiévales, si elle n'est pas dépourvue sans doute d'intentions nationales – rendre compte de la France sur sa longue durée –, exprime en même temps l'hésitation des chercheurs à se confronter aux problèmes du monde moderne et leur désir de se replier sur l'étude de siècles où la méthode peut se déployer à l'aise et où la controverse ne peut avoir de portée politique immédiate. À l'inverse les temps modernes et, pis encore, contemporains, livrés à l'éloquence littéraire, au journalisme, sont laissés aux passions politiques. L'histoire du XIXe siècle, et même dans une large mesure celle de la Révolution et de l'Empire, sont pour l'essentiel élaborées par des historiens qui, tels Albert Sorel ou Albert Vandal, enseignent dans des établissements un peu exotiques – Sciences politiques, Saint-Cyr –, voués à la formation de diplomates, de militaires, non d'enseignants ou de savants. À l'horizon, brillent de leurs feux encore prestigieux auprès d'un large public, les quatre académies, noyaux d'une contre-*intelligentsia* conservatrice en politique, voire monarchiste, mais qui, dans le récit historique – sinon dans la recherche –, n'hésite pas à faire preuve d'un esprit d'initiative – et d'une imprudence – que les maîtres de l'Université regardent et parfois dénoncent avec inquiétude. Le discours historique de la *Revue des Deux Mondes* n'est pas vraiment contredit par celui de la républicaine *Revue de Paris*, même si Lavisse a pris la direction de celle-ci. Et à l'exception d Alphonse Aulard, journaliste impénitent et radical, en même temps que titulaire à la Sorbonne, depuis 1891, de la chaire d'histoire de la Révolution française, les maîtres de l'histoire républicaine se tiennent à l'abri, dans leur enseignement comme dans leur vie quotidienne, des écarts du monde contemporain: manière assurément de l'accepter, voire de l'approuver.



La méthode vaut en soi et comme garantie de la recherche du vrai, intégrée à l'idéologie républicaine universitaire. Elle n'induit pas automatiquement la fonction nationale remplie de façon spécifique par l'histoire à la fin du XIXe siècle, mais elle ne saurait, dans l'esprit de ceux qui la manient et qui l'enseignent, lui être étrangère. Inutile ici de rappeler la place occupée par le dessein national dans l'idéologie des





pères fondateurs de la *République*. Bientôt les langues vivantes, les sciences vont lui être officiellement associées jusque dans l'enseignement secondaire traditionnellement voué aux études classiques : ce sera un des objectifs de la réforme de 1902, élaborée au terme d'une grande enquête qui coïncide avec l'affaire Dreyfus[34]. Jusqu'à la fin du siècle pourtant c'est la connaissance de l'histoire de France et l'affirmation de l'unité nationale qui sont au cœur des tâches patriotiques définies pour l'Université par la République. Nul n'en récuse l'importance ni l'urgence : Monod, pas plus que Fagniez, qui s'est pourtant séparé de lui à la *Revue historique* par hostilité à ses « idées de rénovation morale et sociale[35] », et Lavisse, plus national que républicain, pas plus que le jeune jacobin Albert Mathiez. Mais cet objectif fortement intériorisé par les historiens de profession n'est quotidiennement explicité qu'au niveau des manuels de l'enseignement primaire. Chaque grand universitaire historien patronne d'ailleurs les siens – Lavisse chez Colin, Monod chez Alcan, etc. – qu'il faudrait confronter de près à propos de thèmes cruciaux : la Saint-Barthélemy, la Montagne, la Commune, les révoltes populaires. Perçu comme allant de soi, le dessein national n'a donc pas l'occasion d'être sérieusement débattu. Aussi l'adhésion qu'il suscite chez les historiens peut-elle recouvrir – comme on le verra pendant l'Affaire – les plus graves divergences. Elle peut aussi éclairer l'existence d'un substrat profond qui, dans bien des cas, resurgira après 1905 ou après 1914. À la fin du siècle en tout cas, entre les valeurs liées à la méthode historique et la fonction nationale exercée par l'histoire, le coin va s'enfoncer. On comprend pourquoi les historiens vont subir plus que d'autres intellectuels, et jusque dans la chair de leur discipline, la crise de l'affaire Dreyfus.




Il semble pourtant difficile, quelle que soit, à la veille de la crise, l'apparente cohésion de leur idéologie, de négliger l'inégal exercice du magistère et les perspectives diverses qui se manifestent chez les professionnels de l'histoire. Au sommet, gérant la méthode, le travail et les hommes, quoique inégalement, quelques grands noms : Paul Meyer et Gaston Paris, nés tous deux en 1840, Ernest Lavisse (1842) et Gabriel Monod (1844). Républicains certes mais, même si Lavisse est le seul à avoir été précepteur du prince impérial, tous ont commencé leur carrière sous l'Empire, apparemment sans en souffrir. Deux chartistes, Meyer et Paris ; deux normaliens agrégés d'histoire : Lavisse et Monod. Associés



longtemps au Cercle Saint-Simon, ils y ont fréquenté les historiens non professionnels, hommes de lettres ou politiques. En cette fin du siècle ils touchent au sommet de leur carrière. Meyer dirige l'École des Chartes, Paris administre le Collège de France et appartient à deux académies. Les pouvoirs de Monod et de Lavisse, très différents, sont plus complexes : ils assurent un lien personnel entre plusieurs institutions. Monod préside la ive section de l'E.P.H.E., il est professeur rue d'Ulm et vient en 1897 d'être élu membre de l'Académie des Sciences morales. S'il est en train de procéder à la dissolution du Cercle Saint-Simon dont la gestion financière était devenue déficitaire[36], il a la direction de la *Revue historique*, puissant instrument au service de la méthode et il peut légitimement aspirer au Collège de Franc[37]. Quant à Lavisse, nullement gêné dans sa carrière par son tardif ralliement au régime[38] que la continuité de l'Etat[39] a sans doute facilité, il exerce un pouvoir essentiellement fondé sur l'organisation des études historiques et la gestion des carrières. L'érudition n'est pas son domaine, ni l'exercice de la méthode son pain quotidien. Professeur d'histoire moderne à la Sorbonne – à partir d'une thèse d'histoire médiévale –, membre de l'Académie française depuis 1892, il assure surtout la direction des études historiques à la Faculté et… à Saint-Cyr, et il représente l'histoire dans les lieux officiels de décision. Ses liens avec le milieu politique ministrable sont, nécessairement, plus amples que ceux d'un Monod. Il s'agit notamment de Poincaré, ministre de l'Instruction publique en 1893 puis en 1895, dont plusieurs lettres sont conservées qu'il adressa à Lavisse en janvier 1899[40]. Tous « beaux hommes[41] », les quatre patrons de l'institution historique universitaire en France abordent donc l'Allaire avec un bagage relativement homogène pour Meyer, Paris et Monod, bien différent pour Lavisse.




Derrière ceux qui ont passé la cinquantaine, voici la deuxième génération. Autour de Charles Seignobos (promotion 1874 à l'E.N.S., professeur à la Sorbonne), de Lanson (promotion 1876 el professeur à Ulm) et du chartiste Ch.-V. Langlois se dessine la constellation des historiens qui ont vécu dans la Méthode et dans la République et n'ont pas eu à s'y adapter ou à lutter pour elles[42]. À la différence de leurs aînés, ils n'hésitent pas à prendre parti dans les querelles républicaines : Seignobos, comme Aulard, se définirait volontiers comme radicalisant et son salon fait, dit-on, les ministères[43]. G. Lanson est socialiste et collaborera à la première *Humanité*. Ils n'hésitent pas non plus à quitter les sentiers



battus de la critique des textes antiques ou médiévaux pour implanter la saine méthode sur le sol mouvant de la littérature ou du XIXe siècle encore inachevé : c'est en 1897 que Seignobos publie l'*Histoire politique de l'Europe contemporaine* (de 1815 à nos jours), dont la singularité vaudra longtemps à ce professeur austère un public féminin et étranger[44], surprenant en Sorbonne.

Dix ou quinze ans après ces historiens de transition, voici, autour d'Andler (promotion 1884 à l'E.N.S.), de son ami le chartiste Camille Bloch, de Victor Bérard, d'Henri Hauser qui soutient sa thèse en 1892, d'Elie Halévy (promotion 1889) et Philippe Sagnac (promotion 1891), une nouvelle génération : les luttes sociales dont ils sont les contemporains les conduisent à percevoir de nouveaux aspects de l'histoire. À côté de ceux qui, comme Sagnac, s'enferment dans leur carrière scientifique[45], d'autres, plus nombreux, s'orientent, pour aider à la compréhension de l'Europe contemporaine, vers d'autres terres que l'hexagone[46] et plusieurs s'ouvrent à une problématique militante – c'est le cas de Camille Bloch et de Victor Bérard du côté des radicaux –, voire socialisante : Andler, Hauser. Le militantisme politique s'étoffe encore, tout au moins rue d'Ulm où grandit l'influence de Lucien Herr, bibliothécaire depuis 1888, et celle du surveillant général Paul Dupuy, socialiste lui aussi, lorsque entrent en scène les promotions postérieures à 1893. Avec François Simiand en 1893 et la turne « Utopie D qu'Albert Mathiez et Georges Weulersse partagent avec Péguy et Albert Lévy en 1894, le socialisme fait son entrée en force chez les jeunes économistes, les jeunes historiens pendant que les groupes d'étudiants de gauche précisent leurs orientations, organisent des conférences et de-ci de-là interviennent dans la rue[47]. A la même heure les premières revues se réclamant du marxisme, *L'Ère nouvelle*, puis *Le Devenir social*, trouvent un public au quartier Latin. La jeune université, en cette période tumultueuse, ne peut plus se désintéresser de la vie politique. Les ponts avec les aînés ne sont pas rompus : Ulm notamment est un foyer où se rencontrent les générations. Les historiens sont pris comme d'autres dans le mouvement bruissant de la vie. Comment vont-ils y réagir ?






Le dreyfusisme des historiens

Le directeur de la Revue historique a joué un rôle de premier plan dans l'engagement dreyfusiste des historiens en raison de son rayonnement moral, de sa position universitaire et. de ses relations. De famille protestante[48], il avait pendant sa jeunesse été pensionnaire chez le pasteur Edmond de Pressensé[49] avec Tommy Fallot, le futur animateur des premières manifestations du christianisme social en France[50], et il avait épousé la fille cadette de Herzen, dont la «seconde mère», Malwida de Meysenburg, l'introduisit dans l'entourage de Nietzsche et de Wagner. Quoiqu'il fût en contact avec la classe politique, en raison en particulier des liens qui, comme Gaston Paris, l'unissaient à Gabriel Hanotaux[51], il se sentait, comme protestant, quelque peu marginal dans la société française[52]; profondément patriote, il avait en même temps ses entrées dans un milieu beaucoup plus largement européen que la majorité des grands intellectuels français. Il dira plus tard[53], en préfaçant le livre de son ami Puaux que, dès la fin de 1894, il était en proie à la «torture du doute». Ce texte, riche en confidences, nous livre les angoisses physiques – les seules réelles, disait Alain – par lesquelles Monod passa pendant trois ans, partagé entre les informations données par Bernard Lazare[54] et le sentiment de culpabilité qu'il éprouvait à «mettre en doute la clairvoyance ou la probité des chefs de notre armée»: «quotidiennes insomnies», «maladie de corps et d'âme», en quelques pages il ressuscite la crise morale et civique qu'il traversa. Il en sortit le jour où il put déchiffrer, comme il l'eût fait d'une charte, le fameux bordereau et lorsqu'il apprit par son ami Gibert, familier de Félix Faure, que Dreyfus avait été, condamné sur des pièces secrètes. Monod rompt alors le silence. C'est l, célèbre lettre du 5 novembre 1897, adressée aux directeurs des principaux journaux français, et suivie le lendemain d'une nouvelle épître où s'exprime la crainte de l'auteur d'avoir blessé les experts en écriture, «des hommes que je respecte et j'estime». Ce texte qu'il est difficile de ne pas trouver admirable[55] est bien davantage «le cri d'une âme oppressée» par le mensonge que la glorieuse affirmation d'un intellectuel sûr de sa méthode. Ce n'est pas pour l'essentiel le métier d'historien qui conduit Monod à prendre la parole, mais «un besoin personnel de conscience, un pur scrupule de justice» qui n'exclut même pas la possibilité que lui-même, en ce 5 novembre 1897, commette une erreur[56].







La lettre du 5 novembre survenait alors que la presse procédait à une relance de l'Affaire et qu'on attendait une déclaration de Scheurer-Kestner[57]. Elle inaugurait l'intervention des universitaires et ouvrait la voie à une des manifestations de cet engagement : la lettre personnelle à laquelle la réputation et les titres du signataire confèrent un poids exceptionnel. Lettres aux directeurs de journaux, lettres « à un ami », à un homme politique ou à un collègue, elles vont désormais se multiplier. Chacun y livre son tempérament. Monod, en général, refuse de se poser en expert : il entend – ainsi le 3 janvier 1898 – livrer l'opinion de « tout homme de bon sens » et formuler la protestation du cœur. Les lettres de Gaston Paris – en particulier celle, frémissante, qu'il adresse à son confrère l'académicien Albert Sorel[58], signataire du Manifeste de la Patrie française – témoignent de ce que « la religion de la philologie… (n'est) pas seulement maîtresse de science mais aussi de morale et de vertu[59] ». Celles de Paul Meyer mettent en lumière la redoutable causticité du directeur des Chartes : ainsi la carte « Sincères condoléances » qu'il fait parvenir au général de Pellieux le jour de l'arrestation d'Henry[60], ou la longue lettre qu'il envoie à Jules Lemaître après le meeting où il avait défini les objectifs de la Patrie française : « Ce qui m'effraie, monsieur, c'est moins votre langage dont je ne m'exagère pas la portée, que l'attitude de votre auditoire[61] ». La lettre ouverte permet de livrer, comme à haute voix, non seulement la texture du raisonnement et son enchaînement *ad hominem*, mais les sentiments refoulés qu'un universitaire peut éprouver pour ses pairs et, parfois, la mélancolie des amitiés rompues. Les historiens y sont passés maîtres.




Aux formulations épistolaires, l'interview qui les commente se mêle parfois étroitement. Paul Meyer redouble d'insolence en exposant au *Temps* que le général de Pellieux a manqué non de sincérité – « qualité que je prise plus que tout… plus que l'intelligence même » – mais de perspicacité[62]. Les journalistes demandent à Gaston Paris de se porter garant de la prudence, la circonspection et la méthode[63] » dont ont fait preuve, au procès Zola, les chartistes qui témoignaient pour la défense. Certains journaux dreyfusards cherchent à s'attacher la collaboration durable de quelques historiens. En tête *Le Siècle* où Yves Guyot fa il parade de la participation d'Arthur Giry, membre de l'Institut, des frères Molinier, du jeune Henri Hauser et d'Albert Réville, professeur au Collège de France[64]. L'historien devient un personnage journalistique : le



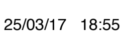
10 février 1898, un grand titre barre toute la première page du *Siècle*, « Témoignage d'un historien ». Et le 31 août, Arthur Giry réussit un scoop extraordinaire en dénonçant, par les procédés les plus éprouvés de la critique de textes, le faux Henry, le jour même où le colonel passe aux aveux[65],

En intervenant dans la presse, les historiens renouent avec une tradition jamais tout à fait rompue. La pétition leur pose d'autres problèmes. Collective, elle suppose l'accord, sur un texte, d'individus peu soucieux de se fondre dans la masse, celle-ci fût-elle restreinte au départà un groupe étroit auquel les signataires futurs sont appelés à se rallier. Forcément brève, elle rend difficile l'expression des nuances et des scrupules. Aussi la lettre individuelle précède-t-elle chronologiquement la pétition. Celle-ci s'introduit d'abord sous les auspices de la lettre collective en provenance d'étudiants encore mal installés dans la carrière mais voués pour diverses raisons à y prospérer : tous les normaliens contresignent une lettre ouverte de « respectueuse sympathie » adressée à Monod après les « attaques injurieuses » dont il a été l'objet[66] : et c'est un neveu de Monod, normalien de surcroît, Ernest Babut, qui prend au tout début de janvier 1898 l'initiative d'une lettre ouverte a Zola, émanant du « monde des Écoles[67] ». Au même moment[68] commencent à circuler les deux pétitions qui, sous l'intitulé *Une protestation* et *Une deuxième protestation*, vont prolonger dans la presse l'explosion de *J'accuse*[69]. Pourquoi deux textes ? L'origine du dualisme est si obscure que les témoins les confondent le plus souvent dans leur souvenir. Nulle concurrence en tout cas, même si chaque journal accueillant au dreyfusisme peut avoir ses préférences : *L'Aurore* publie chaque jour les noms des nouveaux signataires de la première protestation, *Le Temps* se spécialise bientôt dans la seconde, *Le Siècle* ne donne quotidiennement que des extraits. Bien des noms figurent sur les deux textes. Reconnaissons au premier[70], patronné par Emile Zola, Anatole France et Duclaux, le directeur de l'Institut Pasteur, le mérite de la brièveté, de la vigueur révisionniste et de la tonalité militante :

« Les soussignés, protestant contre la violation des formes juridiques au procès de 1894, et contre les mystères qui ont entouré l'affaire Esterhazy, persistent à demander la révision. »

et au second[71], qu'introduisent Octave Mirbeau et Paul Alexis, une couleur plus légaliste et peut-être plus politique :



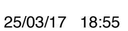




«Les soussignés, frappés des irrégularités commises dans le procès Dreyfus de 1894 et du mystère qui a entouré le procès du commandant Esterhazy, persuadés d'autre part que la nation tout entière est intéressée au maintien des garanties légales, seule protection des citoyens dans un pays libre, étonnés des perquisitions faites chez le lieutenant-colonel Picquart et des perquisitions non moins illégales attribuées à ce dernier officier, émus des procédés d'information judiciaire employés par l'autorité militaire, demandent à la Chambre de maintenir les garanties légales des citoyens contre tout arbitraire.»

Agents démarcheurs: les normaliens[72] et un groupe de jeunes écrivains[73]. Têtes de listes: des écrivains célèbres, non des universitaires, aucun maître à penser de l'histoire. A consulter les listes rassemblées quelques mois plus tard dans le Livre d'hommage des lettres françaises à Emile Zola[74], les absences frappent autant que les présences. Absents des deux protestations, les très grands noms parmi les historiens: ni Monod, ni Meyer, ni Paris, ni naturellement Lavisse. Mais absents aussi: Giry et Molinier (des Chartes), Aulard, Croiset, Denis, Espinas et Seignobos (de la Sorbonne), Boutmy (des Sciences Po), sans parler des plus jeunes: Berr, Mantoux, Mathiez. Très normalienne – Andler figure sur les deux listes, Bérard, G. Bloch, Bourgeois, Fauconnet, Hubert, Simiand, Weulersse sur la première, les frères Bourgin sur la seconde – la collectivité des signataires inclut clairement, malgré l'absence de Monod, et grâce à Charles Bémont, la *Revue historique*. Surtout on y remarque les provinciaux: les noms de Henri Sée (Rennes), Georges Pariset (Nancy), Henri Hauser[75]; figurent au bas des deux pétitions et l'on voit apparaître sur la seconde Georges Lefebvre, licencié d'histoire à Lille. Il n'est pas question de lire des niveaux de dreyfusisme à travers ces absences et ces présences, mais on doit relever que, à la différence des quelques grands «scientifiques» et des écrivains, les leaders de l'*establishment* historique se réservent au début de l'Affaire pour d'autres modes d'intervention que la pétition. Ils l'adopteront au contraire, massivement, plus tard, lorsque la Ligue des Droits de l'homme organisera la «Pétition pour Picquart» après le transfert du lieutenant-colonel devant le conseil de guerre: les historiens les plus réputés accepteront alors d'intervenir, non plus comme maîtres d morale ou de science, mais comme simples citoyens.







Ils n'avaient pourtant pas renoncé à porter témoignage devant la justice. A. Giry, A. Molinier[76] et P. Meyer déposent au premier procès Zola « sans se soucier ni des clameurs, ni des menaces, ni des insinuations malfaisantes[77] » : professeurs à l'École des Chartes, ils sont cités comme experts par la défense, mais s'ils acceptent d'expertiser le bordereau, c'est en raison de « la gravité des questions de justice et de légalité qui· dominent tout le débat[78] ». En janvier 1899 c'est Monod qui va déposer devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, et, dans le prétoire de Rennes, c'est Arthur Giry. Activités épisodiques. Mais aussi terreau où, pour beaucoup d'entre eux, s'enracinent la conscience d'un danger quasi institutionnel et la volonté d'une action plus durable. Aussi les historiens vont-ils se trouver nombreux non seulement parmi les pétitionnaires de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen[79], mais parmi ses fondateurs. Certes, aucun d'eux n'est membre du bureau, mais on trouve au Comité central les chartistes en la personne du directeur de l'École – Paul Meyer deviendra vice-président de la Ligue en juin 1901 – et de son collègue Auguste Molinier, la Sorbonne avec Seignobos et l'École normale supérieure grâce à Emile Bourgeois. En acceptant en outre la présidence d'une section locale à, Paris, Molinier témoigne d'une volonté concrète de militantisme comme Eisenmann à Dijon, H. Bourgin à Beauvais, Gallouédec, le géographe, à Orléans et à Amiens Thalamas, le futur « insulteur de Jeanne d'Arc » 1[80]. Pour certains, il s'agit d'une altitude de principe dont ils ne se départiront pas : on retrouvera par exemple Seignobos en 1911, membre du Comité « pour la justice, le droit et la vérité » dans l'affaire Rousset[81], où l'accusé ne sera plus un capitaine fortuné, mais un soldat quelque peu perdu. Ce type d'engagement va parfois les conduire jusque sur les estrades des meetings, voire le pavé des rues, gardées par une police vigilante. Les historiens ne se transforment certes pas en piliers de meetings – moins me semble-t-il que les chimistes ou les biologistes – mais, lors des grandes manifestations de 1899 – élection de Loubet, funérailles de Félix Faure, manifestation pour la mise en liberté de Picquart, Grand Prix d'Auteuil – les jeunes normaliens font bloc autour de Lucien Herr[82] et Seignobos descend avec eux, à plusieurs reprises, dans la rue.



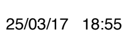

Neuf à l'époque, l'engagement des historiens dans la crise de la cité républicaine surprend par contre moins aujourd'hui, que la présence accordée à l'Affaire dans la seule grande revue dont disposait alors



l'*establishment* historique. La *Revue historique* assurait certes une rubrique bibliographique d'histoire contemporaine, mais ses limites, imprécises, englobaient parfois jusqu'au XVIIIe siècle, et ils étaient rares ceux qui, comme André Lichtenberger, s'aventuraient jusque dans le lacis du siècle finissant et se réjouissaient de ce que « depuis quelque temps la curiosité non plus des politiques seulement mais des philosophes, des historiens et des sociologues (tournât)… vers notre situation sociale et morale de Français de la fin du XIXe siècle[83] ». Or, sous la plume de Monod, le Bulletin de la Revue va, pendant quelques années, s'ouvrir systématiquement à l'histoire la plus immédiate. *Les preuves* de Jaurès font l'objet d'un compte rendu chaleureux dès septembre-octobre 1898, alors que le volume est à peine sorti des presses de La *Petite République* : « L'historien psychologue et le critique, écrit Monod, liront avec profit *Les Preuves* de M. Jaurès, œuvre extraordinaire de dialectique éloquente et passionnée » ; il y associe le « résumé lucide » publié par E. de Haime. Un an plus tard, le directeur de la *Revue* énumère cinq « morceaux excellents de critique historique » provoqués par l'Affaire : de Jaurès (encore) à l'équipe qui a entouré Simiand pour écrire L'histoire des variations de l'état-major, les normaliens sont à l'honneur. Monod oppose ouvertement à l'impuissance intellectuelle des adversaires de la révision la rigueur historique de ses partisans, reflet de leur volonté de dire a toute la vérité[84] ». Il en sera ainsi jusqu'en 1902 et les notices nécrologiques consacrées aux historiens qui furent mêlés : au mouvement prolongeront dans la *Revue historique*, jusqu'à la mort de Bémont (1939), le souvenir du dreyfusisme. Ainsi l'engagement du clerc s'est-il manifesté jusque dans l'organe que les historiens s'étaient donné pour faire de la science française l'égale de l'allemande. Ainsi la génération de Gabriel Monod, fille sur ce point de Michelet[85]‹ rejette-t-elle superbement neutralité et pseudo-objectivité. Il n'y a pas deux thèses en présence dans l'Affaire. Elle n'est objet de polémique que pour les ignorants, la méthode et la morale ont parlé, ensemble.

Attitude aisée à défendre si la *Revue historique* n'avait eu en face· d'elle que des collaborateurs de la cléricale et très conservatrice *Revue des questions historiques*. Il n'en était pas ainsi. Le dreyfusisme ne régnait sans partage dans aucune des grandes institutions où s'édifiait la profession d'historien. N'insistons pas sur l'Académie française : en signant au début de janvier 1899 le Manifeste de la Ligue de la Patrie française







22 académiciens, dont Albert Sorel, avaient voulu démarquer nettement cette forteresse du patriotisme conservateur de la Sorbonne conquise par l'esprit germanique[86]. Gaston Paris était assez isolé dans la maison du quai de Conti. La Sorbonne, un bastion ? En histoire, les dreyfusards y avaient sans doute la majorité, mais, avec Emile Guebhart et Alfred Rambaud[87] dont la solidarité avec le ministère Méline ne se démentit pas quand il quitta l'Instruction publique en juin 1898, la partie n'était certes pas totalement gagnée. Au reste, à côté des dreyfusards combatifs il y avait les silencieux : ce fut le cas jusqu'en janvier 1899 d'Alfred Croiset et de Lavisse. À l'École des Chartes, plus engagée encore que la Sorbonne, en raison du rôle joué par les archivistes-paléographes dans la première sédimentation de l'Affaire, la tension fut d'une grande violence. C'est la qualité même de l'enseignement donné à l'École, sous la direction de Paul Meyer, que mirent en cause, au lendemain du procès Zola, les anciens chartistes groupés autour d'un des leurs, membre de l'Institut, R. de Lasteyrie, Barthélemy, Delaborde, Georges Espinas, Funck-Brentano, Héron de Villefosse, Loth, etc[88]. Les options idéologiques surdéterminaient les jugements portés par les hommes de l'art[89], au point de les conduire à dévaloriser l'école qui les avait formés. Nulle part les querelles civiques ne furent plus totalement investies dans le métier d'historien.




Autant peut-être que sa conception nationale, voire nationaliste, de l'histoire, cette situation pesa sur les choix ou sur l'absence de choix d'Ernest Lavisse. Homme J'appareil, beaucoup plus que chercheur et tout autant qu'enseignant, il ne vivait bien que dans l'unanimité contrôlée. Pape de l'enseignement supérieur historique, il entendait ne parler que pour rassembler les enfants, égarés dans le tumulte des joutes civiques, au nom des « intérêts vitaux de la patrie ». Tel est le sens de l'Appel à l'union qu'il parraina à la fin de janvier 1899[90]. Au carrefour de la Sorbonne et de l'Académie, il avait attendu que la Ligue de la patrie française se dévoile comme agressivement antidreyfusarde pour se poser à la fois en « ami de la légalité » (un sourire à Monod) et de « la paix publique » (un autre pour Rambaud, codirecteur avec lui de la grande *Histoire de France*). Bref, il se plaçait en position d'arbitre national d'une corporation divisée. La chose ne déplut pas : Paris, Monod, Réville, Pariset, mirent leurs noms à côté de Boissonnade (Poitiers), Diehl



(Nancy) et Croiset (Sorbonne). Mais les historiens orientés politiquement à gauche s'y refusèrent.

Parmi les historiens dreyfusards, plusieurs types se dégagent en effet au fur et à mesure que se brise le consensus républicain sur lequel reposait en histoire la vie de la communauté universitaire. Il serait passionnant de suivre le cheminement des étudiants au-delà des murs de la rue d'Ulm, bien sondés déjà par R. J. Smith. Pépinière dreyfusiste, l'École l'a été dès le début, fournissant au mouvement la moitié environ de ses élèves et, à la fin, la grande majorité[91]. Cette image de marque ne semble guère prêter à contestation : commune aux littéraires sans distinction de spécialité, plus encore qu'aux scientifiques, elle est renforcée en histoire par la grande cohésion des enseignants[92] et le rôle de pointe joué par Monod. Blanchard a pu dire que le dreyfusisme était rue d'Ulm comme naturel. On aimerait en savoir autant sur les étudiants de Saint-Cloud[93], de Sciences Po, de la Sorbonne et des Chartes, pour s'en tenir à la capitale. C'est cette génération que le dreyfusisme va marquer le plus profondément : il la saisit au moment où tout est possible.



Chez les maîtres, la matrice du dreyfusisme a été définie par Arthur Giry au procès Zola : détecter les faux, débroussailler le vrai, voilà le métier d'historien. Mais pour l'appliquer hors de l'enseignement, il faut l'aiguillon de la justice, particulièrement puissant chez ceux qui voient dans la méthode historique autre chose qu'un ensemble de techniques et pour qui la *République* est restée un peu plus que la *République.* Chez ces hommes couverts d'honneurs et de titres, sans contacts d'ailleurs avec la vie ouvrière, la connaissance directe de l'injustice, de la discrimination opérée entre les êtres par la société, moins rare qu'on ne le pense, intervient peu au plan social[94]. Davantage à celui des filiations religieuses dans un pays encore mal laïcisé. Ceux qui étaient d'origine protestante ont sans doute ressenti plus fortement que d'autres la montée de l'antisémitisme :

Auguste Molinier avait en 1883 publié une *Enquête sur un meurtre impulsé aux juifs de Valréas*[95] Et Monod fait état, dans sa lettre du 5 novembre 1897, de son hostilité aux « préjugés cruels ». Il dira plus tard que l'affaire ne fut qu'un « épisode de l'histoire de l'antisémitisme[96] ». Et au-delà des questions religieuses ou raciales, et par-delà les frontières nationales, un Arthur Giry a toujours été sensible, de façon militante, aux malheurs des persécutés : membre du Comité de Défense des





Arméniens, il siège aussi au Comité pour la protection des indigènes « opprimés par la brutalité et la rapacité des Européens[97] ». On pouvait, partant de là, aller très loin. C'est ce qu'ils firent tout en gardant très longtemps confiance dans la possibilité de faire jouer le magistère historique – et, auprès de leurs pairs leur propre influence – à tous les niveaux où la manifestation en était possible dans la République. Et l'on perçoit à bien des signes ce que signifièrent pour eux l'impossibilité d'un accord entre historiens républicains et l'effritement du pouvoir non seulement scientifique mais moral et politique de la discipline historique. Cette forme de la conscience dreyfusiste, deux d'entre eux l'ont incarnée pleinement : Gabriel Monod dont elle a empli la vie, et Arthur Giry dont ceux qui l'ont bien connu ont dit qu'en novembre 1899 il en était mort[98].




Et voici parmi les historiens dreyfusards ceux qui, davantage mêlés au mouvement politique, ont forgé une image légèrement différente du dreyfusisme. De Seignobos à Andler, de Mathiez à Bourgin, ils entrent en lice, un peu plus tard souvent. Ils n'interviennent ni en maîtres de morale ni en experts. Mais souvent en militants qui assurent le lancement et le succès des pétitions, les manifestations et meetings. Et d'autre part, tout émus qu'ils soient par « l'atroce histoire[99] », ils tentent presque constamment d'analyser la crise. Ils en ont d'abord une vision assez étroitement politique. Andler par exemple, une semaine après *J'accuse*, explique à son ami Camille Bloch que « le bon terrain de polémique, pour convaincre les modérés, est de démontrer que le ministère autant que les chambres sont menés par la bureaucratie militaire ». Au demeurant, ajoute-t-il, il s'agit d'une « nouvelle équipée cléricale » contre laquelle les faubourgs de Paris marcheront comme « toujours quand cela commence à sentir Ramollot et Loyola[100] ». Jeter dès le départ le cléricalisme et les jésuites dans la balance, c'était sans doute évacuer la profonde originalité de l'Affaire, mais c'était aussi parler le langage politique, non dépourvu de sens, que la gauche française pouvait entendre et qui sera bientôt celui du Bloc. Leur analyse s'enrichira plus tard, surtout pour ceux qui se considéraient comme socialistes, mais ils tenteront jusqu'au bout de tirer des événements un programme d'action non seulement social mais politique, aux dimensions de ce que le passé et les idéologies républicaines rendaient en France possible.



L'histoire, ensuite…

Qu'ils se soient ou non réclamés d'un courant politique, les historiens dreyfusards s'étaient trouvés étroitement mêlés aux luttes de la cité. Ils s'étaient convaincus de ce que la connaissance et la pratique professionnelle de la méthode, jointes aux professions de foi républicaine, ne suffisaient pas à assurer la reconnaissance du droit : Hanotaux, Rambaud, quels exemples[101] ! Ils s'étaient inquiétés du long silence de Lavisse et ceux mêmes qui en janvier 1899 avaient rallié son Appel à l'union avaient été émus par sa seule prise de position publique, l'article de *la Revue de Paris* (1er octobre 1899) où il enterrait l'Affaire encore toute palpitante[102]. Ils avaient acquis la certitude de la corruption des « forces sociales sur lesquelles reposent l'Etat, le gouvernement, la magistrature et l'armée[103] ». Enfin, les réactions populaires les avaient troublés : le mensonge pouvait donc acquérir force de loi au nom même de ce sentiment national à l'élaboration duquel ils avaient volontairement contribué ? Cette découverte donne son deuxième sens, le plus profond, à la lettre de P. Meyer à J. Lemaître que j'ai citée plus haut : c'était bien « l'attitude de l'auditoire » de la « Patrie française » qui faisait problème, davantage encore que les propos d'un académicien élégant. Quelles conclusions allaient-ils en tirer ?




Comme la majorité des intellectuels dreyfusards, ils vont investir, pendant quelques années dans « l'œuvre d'éducation » une partie de leur énergie. Quoique non spécifique, leur participation ne saurait être passée sous silence. Camille Bloch crée l'Université populaire d'Orléans où il est archiviste et où il milite avec ardeur. Gabriel Monod, qui a exprimé le 4 mars 1900, dans une lettre à Péguy sa confiance dans le mouvement d'enseignement populaire pour « maintenir l'union entre les intellectuels et le monde ouvrier[104] », préside pendant plusieurs années l'Université populaire de Versailles[105]. Le groupe des historiens normaliens et socialistes s'active autour de Lucien Herr et de la Société nouvelle de librairie et d'édition, créée en août 1899 comme une « coopérative d'intellectuels » : Andler, Isaac, Fauconnet, mais surtout H. Bourgin, et Simiand – chacun de ces derniers souscrit 45 actions de la Société[106] – y représentent l'histoire ; Bourgin et Simiand siègent au conseil d'administration. La Société entend participer à l'œuvre générale d'éducation, mais, à la différence des universités populaires, elle se donne comme premier



objectif la formation sérieuse, civique et méthodologique, des jeunes intellectuels, des étudiants[107], ces futurs cadres d'un socialisme auquel nombre de dreyfusards, au début du siècle, se rallient confusément[108].

Mais l'Affaire a également révélé aux historiens dreyfusards que les universitaires patentés n'étaient pas les seuls à pouvoir faire œuvre de vérité et que l'esprit critique pouvait se forger chez d'autres que les professionnels de l'histoire. Chez les politiques d'abord. Jaurès, ce philosophe «verbeux», cet utopiste – normalien il est vrai, ce qui est d'un grand secours, et pourvu, grâce à son amitié avec Herr, d'un relais influent au cœur de l'institution –, se fait reconnaître comme historien à l'égal des plus grands. Aux éloges que la *Revue historique* avait décernés aux *Preuves* s'ajoutent, à partir du printemps 1902, ceux que, la première, elle formule il propos du tome I de l'*Histoire socialiste de la Révolution*: Monod – toujours sensible aux vertus dreyfusistes de l'histoire – en souligne «la hauteur de vues et l'effort constant d'impartialité qui en font un vrai livre d'éducation populaire[109]». L'article d'Aulard, le 14 octobre 1902, dans sa revue *La Révolution française*, est bien connu et témoigne de l'estime et même de l'admiration d'un maître officiellement incontesté.  Et malgré des critiques de détail il y a comme de l'enthousiasme dans les longs comptes rendus que le froid Philippe Sagnac, qui a soutenu en 1899 une thèse d'histoire révolutionnaire, consacre aux deux premiers volumes de Jaurès, en 1903-1904[110]. Davantage, c'est aux forces vives des travailleurs intellectuels de province, au peuple des historiens locaux non reconnus par l'*establishment*, que la Commission d'Histoire économique de la Révolution française[111] décide de s'adresser. Approuvée dans son principe – ce qui entraîne l'attribution de crédits – par la Chambre du bloc, le 27 novembre 1903, fonctionnant. à partir de janvier 1904 dans les locaux mêmes du ministère de l'Instruction publique, la Commission que Jaurès va réellement présider jusqu'en 1911, non seulement associe officiellement l'histoire et la politique[112] mais fait appel, pour constituer ses comités départementaux, à de nombreuses bonnes volontés locales: professeurs, bibliothécaires, instituteurs et magistrats, fonctionnaires divers, médecins et journalistes, ceux-là même que Lucien Herr avait en 1898 souhaité recruter comme observateurs de la société française et informateurs du journal auquel il songeait alors, *La Semaine*[113]; ceux-là aussi que Camille Bloch, au grand effroi de Pierre Caron, avait proposé d'initier au travail historique dans un rapport qui, le 31 octobre 1901,



avait soulevé les plus vives protestations lors d'une des premières séances de la Société d'Histoire moderne. Ces forces vives sont maintenant intégrées à la recherche, potentiellement tout au moins, et les universités «tutrices nées du travail provincial» doivent le guider, l'encadrer, sans exercer aucun monopole. Œuvre savante, œuvre critique: en un mot œuvre collective pour un objet collectif, la connaissance des forces sociales.

La Révolution se rattache-t-elle à l'époque moderne ou contemporaine? La querelle paraît à l'époque un peu byzantine. Pourquoi les temps modernes ne seraient-ils pas modernes? L'adjectif «contemporaine» ne figure qu'en petits caractères sur la couverture du premier numéro de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (mai-juin 1899) où «moderne» s'étale plus amplement. La chose compte davantage que le mot. C'est ce que signifient deux nouvelles créations institutionnelles, nettement distinctes, non seulement dans le temps mais par le personnel dirigeant, et peut-être dans les intentions, mais qui affirment toutes deux l'accès à la pleine et entière majesté historique des temps postérieurs au Moyen Age: la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* et, deux ans plus tard, la Société d'Histoire moderne.




Autour du berceau de la nouvelle revue, des patrons austères: Pierre Caron, Philippe Sagnac. Peu sensibles au militantisme radical[114], socialiste ou moral, étrangers à toute mystique fût-elle démocratique, ils veulent, dans un esprit rationaliste, substituer pour l'époque moderne et contemporaine, la collecte de «faits précis et (de) documents» au discours éloquent, qu'il soit de gauche ou de droite. Cette perspective, scientiste au sens le plus étroit mais aussi le plus fort du terme, va permettre à cette revue de jeunes – Sagnac n'a que 30 ans – de se faire bientôt éditer par la Société nouvelle, alors qu'elle est à l'évidence beaucoup moins engagée dans l'Affaire que la *Revue historique*. On retrouve ces intentions aux origines de la Société d'Histoire moderne: celle-ci n'admettra, dit l'appel lancé le 6 juillet 1901 par Mathiez et Muret – deux jeunes agrégés eux aussi «d'autre règle que la raison contrôlée et soutenue par une méthode rigoureuse». Il s'agit d'appliquer à l'histoire moderne «les obligations de la méthode rationaliste». Mais la composition du premier bureau de la Société, élu le 22 juillet 1901 – outre Mathiez[115] et Muret, il comprend Emile Bourgeois, président, Lemonnier et Camille Bloch –, celle de la commission de présentation des candidatures



– Aulard, Debidour, Denis, Hauser, Lanson –, aussi bien que les exposés présentés lors de cette première séance[116] soulignent assez que la tonalité de la Société est beaucoup plus dreyfusienne que celle de la *Revue*. La *Revue d'histoire moderne et contemporaine* en publiera régulièrement de brefs comptes rendus, mais en insistant de façon quelque peu volontariste sur l'absence de «couleur politique» de la Société[117]. Ces nuances sont plus que des nuances, mais, au regard de l'émergence de l'histoire contemporaine comme secteur autonome de la recherche et comme objet de possibles publications, elles comptent au total assez peu. C'est cette émergence que la participation des historiens à l'Affaire avait finalement servie.




Ils avaient aussi, plus paradoxalement, conduit l'histoire vers d'autres voies que la seule étude critique des textes. Sans avoir véritablement failli en effet, celle-ci avait démontré ses insuffisances civiques, puisque sa pratique n'avait pas conduit «du bon côté» tous ceux qui la professaient. Il importait de sonder les «trous» qui étaient apparus dans l'armature des intellectuels républicains. Le ménage histoire-philologie ne suffisait plus. C'est vers les sciences sociales que vont dès lors se tourner une partie des historiens dreyfusards. Pour certains il s'agit surtout de leur injecter la méthode historique. Ainsi réagissent, en 1899, Hubert Bourgin[118] et en 1901 Charles Seignobos, qui publie un nouveau manuel, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*[119], mais la génération normalienne socialisante, qui a accédé à la vie politique avec l'Affaire, va en général plus loin. Pour Mantoux comme pour Simiand et pour Fauconnet, la réflexion historique ne peut plus se séparer de la sociologie, voire de l'économie. Afin d'échapper à la connaissance des seuls événements et d'accéder à la compréhension des réalités sociales, elle doit emprunter aux sciences sociales leurs modes d'approche, leur type de réflexion, sinon leurs méthodes. L'Affaire a révélé l'impossibilité de la cohésion sociale, dont l'espérance avait nourri le consensus républicain. Il reste à comprendre les mécanismes de cette défaillance et à prospecter les voies qui permettront la régénération du corps social. Dès lors le débat est engagé entre l'histoire historisante et une histoire à naître, fille un peu de l'économie et surtout de la sociologie, valorisant les faits de société et à propos de laquelle se divisent dès 1903 les historiens qui avaient combattu côte à côte pendant l'Affaire[120]. On ne s'étonnera pas que les socialistes ou ceux qui s'en sentaient les plus



proches aient penché, en raison même de cette problématique, du côté de l'histoire sociologisante.

Le socialisme était en effet à leurs yeux le moyen de rétablir l'unité de la société, l'unité de l'homme aussi. Mais quelle société ? Et comment penser la France ? Seule ? En nation vaincue ? En puissance sûre de sa résurrection ? Forte d'un empire dont l'extension paraissait à certains porteuse de civilisation en direction des « pauvres sauvages[121] » ou en proie aux contradictions d'un monde gagné par l'impérialisme ? Le nationalisme, sur lequel s'était brisé, pendant l'Affaire, le consensus des historiens républicains, va resurgir au creux des nouveaux problèmes qui assaillent la société française à partir de 1905. Le dreyfusisme aura largement contribué· au renouvellement de la discipline historique. Et, s'il n'a pas protégé les historiens des ruptures que d'autres ont connues, le souvenir des valeurs communes si fortement liées à la discipline historique et si fortement ancrées dans un réseau institutionnel maintiendra entre eux, pendant un certain temps, le dialogue[122].





« Histoire, historiens et dreyfusisme », ***Revue historique*****, 1976, pp. 407-432**



Ce que l'Affaire a changé

À la question : « ce que l'Affaire a changé », on peut être tenté de répondre : peu de choses. Gracié en septembre 1899, Alfred Dreyfus fut tôt oublié, sauf des siens bien sûr et de quelques proches. L'amnistie, une manière bien française d'empêcher la recherche des responsabilités, étendit son voile grisâtre sur l'État-Major et les hommes politiques qui en avaient à tout le moins couvert le fonctionnement. Il fallut la persévérance de Jaurès pour rouvrir le dossier devant la Chambre en avril 1903 et obtenir que la Cour de cassation, à nouveau saisie, établisse définitivement l'innocence du capitaine : chose jugée enfin, mais dans un oubli certain. Cruellement divisés depuis la grâce qui les privait de Dreyfus, les dreyfusards se déchirèrent : rien de très neuf, en somme, dans ces ruptures fratricides. Elles attestèrent en tout cas que sur les questions essentielles posées au siècle nouveau – la paix, la « révolution » – il n'y avait pas de dreyfusisme qui tienne.

Et pourtant… Nombre d'individus sortirent de l'Affaire sinon transformés, du moins marqués à vie. On ne peut guère comparer l'inscription de l'Affaire dans la mémoire de maints dreyfusards qu'à « l'éclair de juillet » (1830) ou aux combats contre la torture et la guerre d'Algérie. Le cas de Péguy est bien sûr emblématique : « Nous fûmes des héros […]. Nous avons été grands. Nous avons été très grands »[1]. Un regard nostalgique porté, comme celui de D. Halévy, sur les temps mystiques : il permet de dénoncer leur dégradation en vulgaire, en laide politique. On aurait tort cependant de ne retenir, en raison de la beauté du cri et de la



réputation méritée des Cahiers de la Quinzaine, que la mémoire péguyste. Voyez l'itinéraire d'un Anatole France, académicien mondain, littérateur raffiné, que son entrée en dreyfusisme conduit au socialisme : le goût du sarcasme chez lui n'abolira pas la référence à l'Affaire comme le montre admirablement en 1909 L'Île des pingouins. Et voyez, à l'autre extrémité du champ, le cas de Barrès qui abandonne alors définitivement le culte du moi, déjà fragilisé il est vrai, pour celui de la terre et des morts. Tous deux suggèrent de profondes mutations de la personnalité. Et que dire des grands ligueurs ! Un Pierre Quillard, un Mathias Morhardt, un Francis de Pressensé, un Victor Basch : la vie militante au sein de la Ligue des droits de l'homme entretient chez eux et entre eux l'évocation récurrente des heures glorieuses de l'Affaire et fait jouer les anciennes solidarités. Ces rappels de mémoire confèrent à l'Affaire, sur les âmes et les hommes, un pouvoir largement né moins des faits eux-mêmes que du discours sur soi.




Au-delà de ces quelques exemples qui relèvent de la micro-histoire, on s'intéressera ici à un objet plus collectif et plus évidemment politique. L'affaire Dreyfus a en effet servi de révélateur d'abord, de porte de sortie ensuite à la crise profonde que, depuis la fin du boulangisme, traversait la République. Elle a permis à « la Troisième » de changer d'époque. Ce n'est pas rien.

Quelques mots d'abord sur les éléments constitutifs de la crise. Elle est à la fois sociale, morale, et politique, sur fond de longue dépression économique bien sûr. Sociale, car nul projet de réforme tant soit peu sérieux n'a abouti alors que des formes nouvelles de malheur s'abattent sur les « travailleurs de la main, de la charrue et de la pensée », pour reprendre une expression jaurésienne. Morale, car « Panama » en 1892, et ses suites, soulignent le poids de l'argent sur les convictions dans la presse, ce vecteur médiatique des temps nouveaux, comme au Parlement : de quoi rendre acceptables pour beaucoup les marques accrues de l'antisémitisme au nom de la « pureté » des bons Français et de la corruption des « Juifs ».

Crise politique enfin où se brouillent les repères de la République : pour promouvoir la « défense sociale », ce thème central de la presse à l'heure de l'arrestation du capitaine, les républicains de gouvernement – un groupe d'où Panama a largement éliminé les gambettistes – élaborent avec les catholiques « ralliés » au régime à l'appel du Pape, une nouvelle



alliance centriste. Elle élimine les radicaux, pas assez sûrs. Sa pointe est tournée vers les anarchistes bien sûr – c'est l'objet officiel des « lois scélérates » consécutives aux attentats de 1892-1894 –, vers les socialistes surtout que leur succès parlementaire en 1893 et leur influence sur les grèves rendent particulièrement dangereux. Sait-on que le futur fondateur de la Ligue des droits de l'homme, Ludovic Trarieux, ministre de la Justice en 1895, encourageait le procureur de la République d'Albi, lors des procès intentés par leur patron aux ouvriers verriers de Carmaux, à frapper sur eux « tant que durera à Carmaux la situation créée par cet homme funeste [c'est de Jaurès qu'il s'agit] qui pervertit les esprits par ses idées malsaines » ? Objectif : démanteler les institutions ouvrières, syndicats et coopératives ; assurer l'échec électoral de Jaurès !



C'est cette coalition, baptisée par elle-même « progressiste », qui couvre audacieusement les mensonges de l'État-Major : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ». Jusqu'où iront ces « faux » républicains comme commencent à les appeler les « bons » ? jusqu'à laisser mûrir les esquisses de coup d'État d'un Déroulède, d'un baron Cristiani entre février et juin 1899 ? Ces tentatives donnent quelque consistance à ce que beaucoup annonçaient : non seulement l'esprit, mais les institutions de la République n'étaient plus garantis. Sur ce fond de crise, les travailleurs ont hésité longtemps, en somme. Si la République crache sur ses enfants, que faire ? Si, pour prendre un cas concret, elle pourchasse les verriers de Carmaux qui ont « lutté pour le droit de tous », n'est-il pas normal d'accepter l'argent d'un Rochefort, au reste ancien communard, tout antisémite qu'il se présente ? Où est l'essentiel ? Difficile dilemme.



Or l'Affaire, justement, par les énergies qu'elle déclenche, par les réflexions qu'elle inspire, va ouvrir une autre voie : non pas celle de l'aventure « intransigeante » avec ses ressources d'anti-sémitisme mensonger, mais celle d'une solution politique assurant le recul de l'antisémitisme et le redémarrage du mouvement populaire laïque. Voyons un peu.

Et regardons d'abord du côté du pouvoir. Le système d'alliance « progressiste » avait été grandement facilité par l'absence d'organisation des forces politiques : on peut tout se permettre en régime parlementaire quand nul parti ne contrôle les élus, quand des groupes multiples et fluctuants sont maîtres du jeu. Le suffrage universel aurait sans doute, de toute façon, conduit à la mise en place d'un théâtre politique moins

archaïque. L'affaire fut le détonateur : entre 1901 et 1906, des partis modernes viennent au monde. Plus robuste à gauche, leur constitution – au sens où l'on parle de la capacité physique d'un être vivant – reste assez faible au centre et à droite. Il en sera ainsi pendant toute la Troisième République : ni l'Alliance républicaine née en octobre 1901, ni la Fédération qui se pare du même adjectif (novembre 1903), ni, chez les catholiques, l'Alliance populaire (1902-1903) ne sont de « vrais » partis. Mais enfin on est sorti de la mosaïque des comités électoraux. À gauche il y a plus de vigueur, plus d'exigence populaire aussi. La naissance du Parti républicain radical et radical-socialiste (juin 1901), le premier à s'organiser, surprend ses notables, mais réjouit nombre de radicaux, las d'errer sans boussole. Et le processus qui conduit en avril 1905 à l'unité socialiste souligne lui aussi, dans un cadre différent, non seulement la difficulté, évidente, mais la volonté, réelle, de définir les liens entre « la base » et la direction.




Peut-on aller plus loin que ces constats organisationnels, regarder un peu au-delà des premières années du siècle nouveau ? Deux problèmes essentiels étaient à l'origine non pas de la condamnation de Dreyfus, mais de la longue hésitation de « la gauche » à s'engager dans la campagne dreyfusarde. Le premier visait l'absence de répondant politique dans la République aux problèmes posés par l'ascension du capitalisme, par la question sociale. L'unification des « sectes » socialistes et l'orientation que Jaurès finit par imprimer à la SFIO offrent enfin une issue politique au mouvement ouvrier et assurent à terme un minimum d'articulation entre politique et social, parti et syndicat. La création du PCF au lendemain de la Grande Guerre ne remettra pas en cause, tout au contraire, ce patrimoine commun aux « partis ouvriers ». Elle se bornera à lui assurer un autre fonctionnement.

Voilà qui nous renvoie au deuxième problème, celui de l'inscription des forces qui se réclament de la gauche dans la « défense de la République », au sens que cette formule revêt en France depuis l'Affaire. Laissons ici la parole à un politologue contemporain du tourbillon dreyfusard, André Daniel, l'auteur fécond des Années politiques. L'an 1899, écrit-il en préfaçant le volume qui lui est consacré, est « l'année la plus douloureuse que la France ait vécue depuis longtemps ». À cause de la mort de Félix Faure, ou de la tentative de coup d'État de Déroulède ? Nullement : « M. Waldeck-Rousseau, l'espoir des

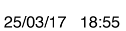


républicains conservateurs et la dernière carte contre le socialisme menaçant […] gouverne désormais avec M. Millerand, le chef du collectivisme». Horreur ! C'est la fin du système d'alliance progressiste. L'Affaire l'a détruit. Les antisémites, les ralliés, et une large partie des républicains du centre sont éliminés du pouvoir. Associé à quelques radicaux et à un socialiste – dont l'avenir révélera la fragilité – le gouvernement de Waldeck inaugure une nouvelle ère, au nom de la défense de la République.

Laquelle ? Celle qui ne se définit pas seulement par un nom, par un régime, par une constitution. Celle qui renvoie aux heures de la grande Révolution, à la Déclaration des droits bafouée par les conseils de guerre et l'État-Major, tenue pour ridicule par la coalition progressiste. Celle qui ne saurait admettre que, au nom de la «race» – un concept que certains utilisent comme un appel au meurtre : «rôtir tous les Juifs», et d'autres comme le fondement d'un interdit : «Pas de Juifs à l'État-Major» – on transige avec le principe de l'égalité devant la loi. Bien sûr, cette République n'est pas si pure que le rêvent nombre de ses défenseurs. Bien sûr les provocations – voyez Galliffet – les petitesses, et ce que nous appellerions la copinerie ne vont pas lui manquer. Bien sûr, elle garde dans ses rangs gouvernementaux nombre de personnages douteux : c'est cela «la politique». Mais au total les Juifs français, les prolétaires – pour les Italiens c'est moins sûr – redeviennent des citoyens comme les autres. Et Marianne sort plus propre de l'affaire Dreyfus. On s'en souviendra, dans un tout autre contexte, quand sonnera l'heure du Front populaire.



On aurait grand tort d'ailleurs d'entendre les changements politiques issus de l'Affaire dans un sens trop étroitement partidaire. Au-delà des formations proprement politiques en effet, apparaissent de nouveaux lieux de régulation civique. En tête les syndicats, ou plutôt la CGT : née en 1895, tâtonnant autour de l'Affaire selon des voies qui n'ont pas encore été bien explorées, elle ne prend son essor qu'entre 1902 et 1906. La politique ? jamais ! Les politiciens ? pas brillants ! Et les «sectes» – mot codé qui renvoie désormais aux anarchistes – ça ne vaut pas mieux. Le syndicalisme pourrait brouiller sérieusement le nouveau jeu républicain s'il décidait de se retirer sous sa tente en préconisant l'abstention, ou de limiter ses espérances et ses luttes à quelques acquis sociaux susceptibles – il y en a des exemples – d'être soutenus aussi bien par la «démocratie chrétienne» que par les socialistes, voire par certains





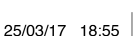
monarchistes en quête d'opposition pure et dure à « la gueuse ». Malgré quelques exceptions locales – les grèves de Mazamet en 1909 restent la plus célèbre – il n'en fut rien. Comme Jaurès l'avait bien vu, y compris au cœur des controverses les plus graves, l'horizon du syndicalisme révolutionnaire n'était pas corporatiste, mais politique : il s'agissait de changer le monde et cela ne pouvait se faire ni avec l'Église – Pie X, le pape nouveau, élu en 1903, moins que tout autre – ni avec l'Action française. Pas d'autre horizon sérieux que de rester dans la République rajeunie en pesant sur elle : où trouver ailleurs la garantie des droits ? C'est très exactement la thèse qui avait été défendue par Pelloutier pour les Bourses du Travail, et par le « Manifeste de la CGT » en janvier 1898.

Ces choix, rarement explicités dès lors que la « défense républicaine » n'était plus en danger, mais profondément vécus, s'articulaient aussi sur la condamnation de tout discours antisémite publiquement tenu : une diversion, rien d'autre. Et une diversion potentiellement dangereuse. Le rôle de la Ligue antisémite, les violences des bandes antisémites dont furent victimes les orateurs anarchistes, socialistes, syndicalistes, ligueurs, « intellectuels » en 1898-1899 avaient alerté nombre de Bourses du Travail dont, comme à Rennes ou à Montpellier, les militants s'étaient mis à la disposition des dreyfusards. On vit dès lors disparaître du discours syndical les références à « la juiverie », les allusions aux Rothschild comme seuls représentants du capitalisme bancaire ; bref, quelque chose avait changé.



Pas seulement chez les syndicalistes. Un tissu associatif nouveau s'élabora ou, déjà ancien, se consolida et se renouvela. Les sociétés de libre-pensée, par exemple, préexistaient à l'Affaire : elles en sortirent revigorées. Non que leurs militants, le plus souvent, aient œuvré en dreyfusisme. Mais la dénonciation du goupillon associée au sabre grâce aux tonitruantes déclarations de La Croix rendait la filiation à l'Affaire comme naturelle. On s'intéressera un peu plus longuement à la Ligue des droits de l'homme, née pour sa part non seulement en dreyfusisme, mais du dreyfusisme. Une curieuse institution, la Ligue qui pousse comme un champignon, avec ses sections locales et son comité central où on fait place aux femmes, grande nouveauté !

On la connaît encore très mal. On cerne encore mal le poids des hommes politiques, républicains fort modérés qui, de Trarieux à Reinach et à Yves Guyot, la portent sur les fonts baptismaux. À côté d'eux, en





province, une foule petite bourgeoise, ouvrière parfois. Et, à Paris, une structure d'accueil pour intellectuels qui n'ont pas envie de fréquenter Jaurès, mais cherchent à briser la solitude de Monsieur Bergeret. Au total un cumul assez étonnant d'énergies neuves et ardentes, de prudence inquiète et d'audace.

Ce que ces organisations ont en commun ? La conviction qu'on peut rompre le fil des jours, arrêter la dérive de la République, à condition de retrouver l'esprit de la grande Révolution : oui, on peut convaincre, on peut interpeller le pouvoir, on peut peser sur lui par d'autres voies encore que le vote. On peut se conduire en citoyens. Ainsi seront peut-être – quel pari ! – éliminées les défaillances liées à l'âge des foules et aux errements du suffrage universel. Ainsi se forgera une nouvelle culture civique, avec ses réseaux et ses adversaires.

Voilà les cadres de pensée et d'action qui donnent vie au vaste mouvement populaire dont le début du siècle voit se déployer la force. La démocratie est en marche. Les petits journaux se multiplient. On vote des motions dans les réunions publiques, dans les conseils municipaux. On les gourmande aussi. Cette vie sourd, inégalement bien sûr, non seulement des grandes cités, mais des bourgs où se réfugie encore la France profonde. Et les centres ouvriers ne sont pas en reste. Que faut-il faire ? Appliquer « fermement » la loi sur les associations en combattant les congrégations ? D'accord. Séparer les Églises de l'État, et selon quelles modalités ? On pèse dans ce sens. Prendre la laïcisation de la société française comme point de départ pour explorer la question sociale ? C'est là que le bât blesse, à terme en tout cas. Quoi qu'il en soit, le mouvement populaire assure, par son élan, sa vitalité, la sortie politique de la crise. La France n'était prête à affronter sérieusement ni la question militaire, ni la question ouvrière. Mais grâce à la puissance ancienne de l'anticléricalisme populaire et aux nouvelles énergies ressourcées dans l'Affaire, elle prit en charge jusqu'au bout la pleine laïcisation qu'elle poursuivait depuis la Révolution.



Les historiens n'ont pas coutume de porter ces mutations au crédit de l'Affaire. Ils s'accordent en revanche à dater de ces années fiévreuses l'émergence d'un personnage nouveau : l'intellectuel. Manière de parler, ou de juger, hâtive assurément. Depuis plusieurs années, l'intellectuel frappait à la porte du théâtre politique, pour maintes raisons, sociologiques et politiques que Christophe Charle a brillamment élucidées[2] :





démocratisation de la culture, maintenue cependant dans d'étroites limites ; crise de l'emploi ; émergence des avant-gardes. L'Affaire capitalise tout cela et promeut les intellectuels à la célébrité, avec et derrière Zola. L'intellectuel : ce personnage a certes mille visages ; à chacun son itinéraire. On ne saurait pour autant renoncer à le cerner dans ses expressions collectives. Celles, d'abord, de la « trilogie civique » repérée par Vincent Duclert[3] : historiens, sociologues, biologistes ont des raisons professionnelles de se passionner pour ces sombres histoires de faux sur lesquelles s'arrime la condamnation d'un innocent. Contre Brunetière et la vieille Revue des deux Mondes, ils revendiquent l'usage de la méthode critique, productrice de « la Vérité », une des reines dreyfusardes, avec « la Justice ». La science, cette mise en œuvre du vrai, contraint le savant, conscient de soi, à l'engagement civique, dût sa conviction politique en souffrir au point peut-être de se reconnaître mal fondée. À côté des savants cependant, s'avancent artistes, publicistes, écrivains, éditeurs même dont l'entrée en dreyfusisme s'abreuve à d'autres sources : leur mépris devant tous les establishments.




Bref, à travers et après l'Affaire, le « modèle intellectuel » affirme sa prétention à l'autonomie et se démarque des élites traditionnelles. Engagement de l'intelligence et de l'être, autonomie face au pouvoir politique, au conformisme social. Christophe Prochasson a suivi quelques destins[4] au fil du premier XXe siècle et suggéré, au-delà de leur diversité, les brisures, les fractures : la guerre, le communisme, le parti communiste plutôt. Et pourtant, l'intellectuel, ce personnage si bien né, peut renaître de ses cendres : on le vit bien pendant la guerre d'Algérie.

On s'interrogera, pour finir, sur les risques d'une lecture trop exclusivement dreyfusarde de l'Affaire. Nous savons bien que l'antisémitisme n'a pas désarmé, que le nationalisme n'a évacué ni le champ de la politique ni celui des intellectuels. Peu importe la courte vie de la Ligue de la patrie française. Le conservatisme social et culturel pouvait s'en passer, il avait ses propres institutions, anciennes, toujours vivantes.

Aussi, ne rougissons pas d'achever ce texte en dreyfusisme. L'Affaire n'a pas terminé son cours. Le choix moral, l'exaltation des premiers dreyfusards – on naissait antidreyfusard par amour de l'Armée et de l'Ordre, on devenait dreyfusard – n'ont pas cessé de nous toucher. Périodiquement, la République se ressource dans l'Affaire. Je ne sais si des jeunes filles peuvent encore tomber amoureuses du colonel Picquart,



mais il y avait une étrange transparence dans le silence de ceux qui, le 10 janvier 1994, écoutèrent à l'invitation de la Ligue des droits de l'homme la lecture du texte par lequel Victor Basch avait ressuscité, en 1909, le procès de Rennes. C'était hier !

L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle, **Musée d'Histoire contemporaine – BDIC, 1994, p. 275-580**











CHAPITRE V

LES PRINCIPES À ENRICHIR










Origines et actualité de la citoyenneté

J'aborderai le problème de la citoyenneté à partir, non pas des idées de Condorcet, mais de ce que j'appellerai les pratiques de citoyenneté. Rabaut Saint-Étienne avait bien raison, en août 1789, lors de ce débat si essentiel à l'Assemblée constituante qui a duré trois semaines en séance plénière, sur la Déclaration des droits de l'homme, d'opposer à la tolérance la liberté. Mais, une fois qu'on a dit qu'on préférait à la tolérance, la liberté et les droits, le problème reste entier de savoir comment les droits peuvent être promus quand ils ne sont pas encore inscrits dans la loi, et comment ils peuvent être garantis quand ils y sont inscrits. L'universalité des droits dont nous nous réclamons n'est que potentielle et non pas réelle. Comment faire pour garantir ou promouvoir des droits ?




Les textes fondateurs de la citoyenneté en France, les déclarations et les constitutions de la Révolution française proposent trois types de garanties. D'abord l'Être suprême, puisque c'est sous ses auspices qu'est placée la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais l'Être suprême est lointain pour beaucoup d'entre nous et la médiation entre lui et les individus n'est pas évidente. Ensuite, les tribunaux et la justice. Mais le contrôle des droits par les juges pose beaucoup de problèmes. La justice est soupçonnée tantôt d'être soumise au pouvoir politique, et dans ce cas on a « les juges du gouvernement », tantôt d'être opposée et totalement indépendante du pouvoir politique, et dans ce cas on parle de « gouvernement des juges ». Ainsi, la capacité pour la justice d'être



garante de façon suffisante de la promotion ou de la conservation des droits n'est pas acquise. Le troisième type de garantie est constitué par les pratiques de citoyenneté et les supports de ces pratiques.

Les prémices de la citoyenneté

Mon propos va s'organiser en trois points autour de ces pratiques de citoyenneté et de leurs supports. Le premier point et le deuxième seront historiques, c'est-à-dire tournés vers le passé, alors que le troisième sera au contraire très actuel. Comment sont nées la citoyenneté et les pratiques de citoyenneté ? Remontons aux origines de la citoyenneté, à la Grèce antique et à Athènes qui a inventé la participation des citoyens à la vie publique, dans le cadre de la cité, au Ve siècle avant J.-C. Mais cette participation à la vie publique et à l'élaboration de la politique de la cité, qu'on appelle citoyenneté à Athènes, ne concerne qu'une petite minorité d'Athéniens qui disposent d'un statut hérité, puisque pour être citoyen il faut être fils de citoyen (c'est le droit du sang), et exclut tous ceux qui travaillent et qui par leur travail rendent possible la citoyenneté quotidienne, car ils permettent aux citoyens d'être tous les jours sur l'Agora : les esclaves. Ce sont eux et les métèques, c'est-à-dire les étrangers qui vivent à Athènes et sont chargés du commerce et du négoce, qui travaillent et font vivre la cité et sa démocratie.




Aux origines de la citoyenneté, il y a aussi Rome, où on assiste à un élargissement de cette notion à partir de la cité. À Rome, à la fin de la République et sous l'Empire, on peut devenir citoyen romain et jouir de ce statut en acquérant la citoyenneté romaine alors même que l'on n'est pas né à Rome ou fils de Romains ; on peut ainsi jouir d'un statut supérieur à celui des non-citoyens qui habitent les régions qui ont constitué l'Empire romain. Les Romains se sont demandé si tous les habitants de l'Empire pouvaient devenir citoyens. L'édit de Caracalla avait pour objectif de mettre au point la possibilité pour tous les habitants de l'Empire de devenir citoyens romains, mais il a correspondu à une espérance très brève et n'a pas été mis en œuvre. Avec la chute de l'Empire romain, aux IVe et Ve siècles, le concept de citoyenneté va réintégrer la cité (la ville) et la citoyenneté va s'enfermer dans la citoyenneté locale, Genève en étant un excellent exemple, et dans les statuts de bourgeoisie. On peut être bourgeois de sa ville, mais tous les habitants de cette même ville ne



le sont pas forcément. Un bourgeois est-il un citoyen ? Une ville est-elle une cité ? Tout habitant d'une ville peut-il devenir bourgeois, c'est-à-dire jouir des droits de citoyenneté dans la ville ? Ce sont des questions absolument majeures, posées par un grand penseur du XVIII[e] siècle, Jean-Jacques Rousseau (*Le Contrat social*, livre 1, chapitre 6), à partir desquelles j'essaierai de suivre le cas français sous la Révolution.

Avec la Révolution française naît la citoyenneté moderne, occidentale, qui a montré sans cesse les signes de sa fragilité mais qui a fait une entrée fracassante sur la scène du monde en 1789 après être apparue d'abord aux États-Unis. Le citoyen est celui qui, dans la nation – le concept de nation émerge exactement en même temps que ceux de citoyen et citoyenneté –, a des droits spécifiques. Pas seulement des droits civils (comme d'être propriétaire ou d'hériter, d'exercer librement sa religion), mais également des droits civiques, ou, comme on dira plus tard, des droits politiques. En effet, il s'agit, à travers la citoyenneté, de promouvoir dans la nation une société politique, un État (le royaume de France, puisque la France reste une monarchie jusqu'en septembre 1792), par le vote, qui est la première des pratiques politiques de citoyenneté, mais non la seule. En affirmant ainsi que la société politique se construit par le vote, la Révolution française affirme la primauté du lien politique. Primauté, d'abord, sur le lien religieux, qui n'est absolument pas récusé, mais rejeté potentiellement dans la vie privée (il ne le sera définitivement qu'avec la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905). Mais aussi sur les liens sociaux, puisque la société d'Ancien Régime était une société d'états, c'est-à-dire de corps intermédiaires, d'associations très diverses dont les unes étaient reconnues et d'autres tolérées ou parfois pourchassées. La Révolution, dès 1791, supprime, à travers les lois d'Allarde et Le Chapelier, différentes mais complémentaires, toutes les corporations, tous les corps dans lesquels les ouvriers et les patrons étaient organisés. Il n'y a plus alors d'organisations sociales dans la société française, mais uniquement des liens politiques, et, si des liens sociaux doivent se reconstituer, une société ne pouvant pas vivre sans liens sociaux, ils le feront dans un état de dépendance par rapports aux liens politiques affirmés comme fondamentaux.



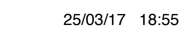

Les limites et les contradictions de l'œuvre révolutionnaire

On constate là les contradictions de la conception de la citoyenneté apparue sous la Révolution. Les pratiquants de toutes les religions auront-ils véritablement les mêmes droits civiques ? Ce fut accordé très rapidement pour les protestants, plus lentement pour les Juifs, qui ont dû attendre 1791, soit deux ans, pour obtenir sur tout le territoire les mêmes droits que les catholiques et les protestants. Une autre question se pose : les domestiques, qui sont deux millions en France, sont-ils libres d'aller voter ? Et les pauvres, les vagabonds, les gens qui se déplacent, qui sont des millions, ont-ils la capacité pour s'exprimer en politique et participer par conséquent au pacte civique ? Et les Noirs esclaves aux Antilles et à la Réunion, faut-il leur donner les droits civiques ? Et les femmes ? En dehors de Condorcet, seul l'abbé Sieyès n'exclut pas la possibilité qu'elles aient « un jour » des droits civiques.



Certaines de ces antinomies sont levées dès la Révolution française. Pour les Juifs, en 1791. Pour les pauvres et les vagabonds, en 1792, grâce au suffrage universel qui préside à l'élection de la Convention à la suite de la journée du 10 août et de la chute de la monarchie. Pour les domestiques, en 1793, grâce à un article de la Déclaration des droits de 1793 qui dit « aucun homme ne peut engager sa personne », ce qui signifie que l'on peut engager ses services mais pas sa personne. Pour les Noirs, en 1794, avec le décret qui proclame l'abolition de l'esclavage (ce dernier étant rétabli ensuite par Napoléon). Quant aux femmes, la Révolution ne changera rien à leur situation quant au droit de vote : elles sortiront de la Révolution privées de tout droit civique, mais non pas de tout droit civil, ce qui vide sérieusement de sens le suffrage universel.

En même temps que le droit de vote, qui a pour objectif de faire désigner par les électeurs des délégués pour gérer les conflits de la nation et définir sa politique, on voit apparaître dans cette période fondatrice de la Révolution, le troisième élément que sont les pratiques de citoyenneté autres que le vote. Le droit de vote par délégation déplaît énormément à beaucoup de Français, dans les milieux populaires comme dans la bourgeoisie. À Paris, entre 1789 et 1792, tous les quartiers le refusent et les gens cherchent d'autres manières d'être actifs. On a donc vu apparaître des pratiques de citoyenneté débordant de beaucoup le nombre, important, mais, jusqu'au suffrage universel masculin en 1792,





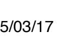
restreint, de ceux qui ont le droit de vote. Ces pratiques, concrètes et non inscrites dans la loi, signifient que la citoyenneté à la française est potentiellement universelle et peut donc s'adresser, en France et ailleurs, à des tas de gens qui n'ont pas le droit de vote. Ce sont la liberté de se réunir, le droit de rédiger des textes (motion ou pétition), le droit de les faire signer (et les révolutionnaires ne s'en privent pas, les femmes étant d'une activité intense quand elles font la queue devant les magasins, par exemple…), le droit de porter les pétitions aux Assemblées (comme, les assemblées municipales, l'Assemblée constituante, la Législative et la Convention…). Les grandes assemblées révolutionnaires passent leurs matinées à recevoir des délégations. C'est dire l'ampleur de ce lien qui s'établit ainsi, par une pratique de citoyenneté qui n'a rien à voir avec le droit de vote mais qui va en direction des élus pour leur rappeler leurs responsabilités. Il y a encore les manifestations.



Réunions, pétitions, délégations et manifestations constituent un bloc de pratiques citoyennes, qui s'accompagnent de pratiques dites « ethnologiques », comme le fait que les hommes et les femmes s'appellent entre eux « citoyen » et « citoyenne ». Notons que les hommes qui refusent le droit de vote aux femmes les appellent « citoyennes », et ces dernières s'appellent entre elles également « citoyennes », signe que ces pratiques sont à leurs yeux une manière de s'exprimer en politique autrement que par le vote qui leur est refusé. Il y a aussi les costumes, et des séances homériques où les femmes les plus militantes et révolutionnaires veulent imposer à toutes les femmes de Paris le port d'un petit bonnet tuyauté tricolore. Certaines trouvent que le bleu, blanc, rouge ne leur va pas… d'autres trouvent que cela fait trop révolutionnaire ! La « guerre des bonnets » durera ainsi plus d'un an.

La citoyenneté ne se réduit pas au vote

Vous voyez qu'à travers ces pratiques, telles qu'elles émergent sous la Révolution française, on est loin de Condorcet et de sa façon de dire ce qu'est être citoyen. Être citoyen, cela désigne une masse de pratiques, beaucoup plus larges, concernant les pauvres, les vagabonds, les domestiques et les femmes, totalement exclues de la citoyenneté, on l'a vu, au niveau du vote. Et même pour le vote, on voit sous la Révolution française les étrangers autorisés en France, sous certaines conditions, à





devenir citoyens français et donc à participer aux élections à la Convention et à être élus. Les conditions sont les suivantes : être installé en France, exercer une activité économique utile, élever un enfant français orphelin ou s'occuper d'un vieillard abandonné par ses enfants ou dont les enfants sont morts. Il y a aussi ceux auxquels on a reconnu une sorte de citoyenneté d'honneur. Beaucoup d'étrangers sont citoyens français sous la Révolution, jusqu'en 1794-1795. Tout ceci va ancrer la citoyenneté dans l'imaginaire populaire des Français, non seulement pendant la Révolution mais pendant tout le XIXe siècle et encore pendant une très grande partie du XXe siècle.




Au cours du XIXe siècle, on assiste d'abord à l'universalisation, lente et difficile du droit de vote. En 1848, le suffrage universel masculin, qui avait été de droit en 1792 mais immédiatement récusé par Napoléon, et était devenu, avec la Restauration et la monarchie de Juillet, un suffrage bien plus restreint qu'il ne l'avait été pendant la première partie de la Révolution, est à nouveau reconnu. Mais ce suffrage universel masculin est tourné, deux ans après, par la loi du 31 mai 1850, votée par le parti de l'ordre, après l'écrasement du mouvement ouvrier de 1848, qui assimile au vagabondage la mobilité de la classe ouvrière et déclare qu'aucun homme ne pourra voter s'il n'habite pas depuis trois ans la même ville. Or la classe ouvrière de cette époque est vagabonde, les gens vont chercher du travail d'une ville à l'autre, pas seulement dans le cadre du compagnonnage, mais aussi quand il y a du chômage dans une ville. Ainsi, trois millions de citoyens à qui on venait de reconnaître le droit de vote se le voient enlever deux ans plus tard. Naturellement, l'objectif était qu'il y ait moins d'électeurs ouvriers et d'éliminer les « rouges ». Il faudra attendre Napoléon III, pour que le suffrage universel soit rétabli, après le coup d'État du 2 décembre 1851. En le rétablissant, il le ligotera soigneusement puisqu'on ne pourra voter que pour des candidats officiels. C'est sans danger pour lui puisqu'il l'a aménagé en sa faveur, mais le principe est là et on ne reviendra plus sur le suffrage universel masculin, même après la Commune.

En 1944, les femmes finiront par obtenir le droit de vote, en raison du rôle qu'elles ont joué dans la Résistance et, en grande partie, grâce au général de Gaulle, non pas qu'il fût particulièrement féministe, mais parce qu'il avait mis au pas les vieilles forces qui, au Parlement, alors que la Chambre des députés approuvait le droit de vote des femmes, le



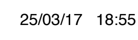
faisaient régulièrement rejeter par le Sénat. C'est donc à l'affaiblissement temporaire du Sénat, en 1944, que l'on doit que la France ait adopté, parmi les derniers pays d'Europe, le droit de vote des femmes.

Le deuxième élément est la mise en place, par la République, d'un discours positif social, porteur de formation des électeurs. Ce dispositif est celui de l'école, qui deviendra l'école laïque, gratuite et obligatoire, en 1881. Projet d'un système de formation, qui donne aux électeurs le minimum de connaissances jugées nécessaires à l'époque (histoire et géographie du pays, système électoral). L'école a évolué, devenant porteuse de débats. Jaurès disait que le devoir de l'enseignement public laïque était de débattre de tous les grands problèmes tels que la grève, la guerre, les religions, évidemment dans le respect des opinions de chacun. Jules Ferry était d'un avis contraire : il préconisait la « neutralité », le silence. L'école est devenue ensuite un lieu d'expression civique, grâce aux enseignants qui, avec beaucoup de foi et de passion, souhaitaient introduire dans les écoles des pratiques civiques pour les élèves afin qu'ils cessent d'être uniquement des pions auxquels on donne des ordres, qu'ils aient le droit de s'exprimer dans l'école, bien sûr dans le respect des règlements, mais les règlements sont respectables jusqu'au jour où on les change, et pour les changer il faut faire quelque chose…



Il y a aussi la conquête, par le monde ouvrier, d'un contenu réel des droits, rendant possible leur exercice. Car la critique du droit de vote repose, d'abord, sur l'idée « *à quoi bon voter, car les élus seront des bourgeois qui ne s'occuperont pas de nous* ». Cette conquête consiste à obtenir, pour le monde du travail en proie à la révolution industrielle, des droits économiques et sociaux qui lui rendent la vie tolérable (un certain nombre de libertés au travail, la limitation de la journée et de la semaine de travail), et qui finalement, lui feront prendre conscience de sa force dans la société et l'amèneront à s'exprimer non seulement comme travailleurs mais aussi comme citoyens. La liberté de s'associer, de se syndiquer intervient en France en 1884, les Anglais ayant ce droit depuis 1822. En France, les droits politiques arrivent avant les droits sociaux, mais, quand ces derniers sont reconnus, les ouvriers s'en emparent, donnant ainsi un contenu à la citoyenneté.

À partir de cet ensemble de transformations, le droit de vote va être littéralement sacralisé en France pendant le XIXe siècle. L'isoloir ressemble au confessionnal, l'urne est déposée sur la table centrale comme un autel.





Une vision de la citoyenneté comme élément du rituel laïque et républicain (qui comprend les innombrables vérifications avant de voter) acquiert une force extraordinaire. Cela contribue à rendre les Français conscients que voter c'est affirmer que l'on appartient à la communauté des citoyens. En même temps, le socialisme français assure le maintien de la supériorité du lien politique sur le lien social, en expliquant aux ouvriers français que tout prolétaire est un citoyen, et qu'opposer le prolétariat aux citoyens, comme on le fait en Angleterre ou en Allemagne à cette époque, n'est pas acceptable en France. Le Français sait depuis la Révolution, depuis Napoléon et surtout depuis qu'il conquiert des droits, qu'être citoyen sert à quelque chose. Et le syndicalisme à la française, celui qui émerge à la fin du XIXe et au début du XXe siècle avec la CGT française, se veut porteur de l'émancipation de tous par l'émancipation de la classe ouvrière. C'est une différence forte avec l'Allemagne. Ainsi, l'articulation du lien politique sur le lien social devient un objectif principal dans la société française de la fin du XIXe et du XXe siècle : c'est l'articulation du lien social nouveau, né de la révolution industrielle et des luttes syndicales. On combat la charité, réservée à l'Église, et on réclame des droits qui doivent être reconnus et non tolérés. C'est cette différence fondamentale par rapport aux États-Unis et à l'Angleterre, qui donne à la société française pendant la lue République, de la Commune de Paris jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, une originalité très grande.




De façon obscure et opaque, l'idée qu'on est citoyen signifie en même temps que d'autres ne sont pas citoyens dans le pays. C'était le cas sous la Révolution française où les femmes n'étaient pas citoyennes et c'est le cas également à la fin du XIXe et pendant la première moitié du XXe siècle pour les colonisés, les Algériens, par exemple, qui, bien que l'Algérie forme trois départements français, sont reconnus comme nationaux français et non comme citoyens français, et n'ont ni droit de vote, ni pratiques de citoyenneté. Aujourd'hui, c'est le cas des étrangers en France, qui n'ont pas le droit de vote, même aux élections municipales, la campagne conduite par l'ensemble des organisations antiracistes et à laquelle les syndicats avaient fini, non sans difficultés, par se rallier, ayant été abandonnée par le parti socialiste face à la droite, qui lui était, de toute façon, opposée. Par conséquent, même la citoyenneté à la française, qui est forte et originale, possède en même temps cet aspect d'exclusion.

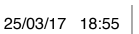


Aujourd'hui, la citoyenneté est entrée dans une crise très profonde. C'est notre tragédie civique. Nous assistons à l'affaiblissement du civisme et du lien politique sous toutes ses formes. La première de ces formes, la plus patente et la plus visible, c'est le vote. Alors qu'en France, lors des élections républicaines traditionnelles, entre 78 et 82 % des électeurs inscrits vont voter, nous sommes arrivés en 1993 à 60 % de participation. À Marseille, une étude très intéressante réalisée par des sociologues, des géographes et la Ligue des droits de l'homme au moment des élections législatives de 1993, a montré que moins des 80 % des gens qui vivent dans la ville et ont l'âge de voter, ne l'avaient pas fait. Les uns parce qu'étant étrangers, ils n'en avaient pas le droit, les autres parce qu'ils n'étaient pas inscrits (c'est le cas, souvent, des plus jeunes), d'autres encore qui, bien qu'inscrits, ne sont pas allés voter, et enfin certains qui ont mis des boutons de chemise dans l'enveloppe au lieu d'un bulletin, pour bien montrer dans quel mépris ils tenaient les gens qui se présentaient à leurs suffrages.



Une panne générale de citoyenneté

II y a là une crise profonde et nouvelle en France, qui touche toutes les pratiques civiques qui sont en difficulté, malgré les récentes grandes manifestations pour l'école laïque, contre ce qu'on appelait le CIP et le mouvement de décembre 1995. Les manifestations sont infiniment plus rares qu'auparavant. Les réunions publiques rassemblent peu de monde. Les gens rédigent peu de textes, font signer peu de pétitions, n'organisent pas de délégations. Cela, en dehors des pratiques locales, intéressantes certes, mais qui par rapport aux objectifs nationaux ou européens relèvent plutôt du localisme que Rousseau critiquait si vivement. Et enfin, tout le tissu associatif, qui est porteur en France d'un contre-pouvoir par rapport au gouvernement et au Parlement, ne va pas très bien non plus. Il se crée chaque année des milliers d'associations en France, mais il en meurt davantage (la loi française est telle qu'on sait quand une association se crée, puisqu'elle doit l'annoncer, mais pas quand elle meurt). Les grandes associations porteuses de militantisme, comme les organisations antiracistes, ne se portent pas bien non plus. Ce n'est pas seulement un problème de volontarisme militant, mais un problème beaucoup plus





profond. Ce recul du contre-pouvoir associatif accompagne le recul des pratiques civiques et la panne du vote.

À la Ligue des droits de l'homme, nous avons essayé d'en analyser les raisons et leur avons consacré un congrès en 1993. Il ne suffit pas de se lamenter ou de nommer des fautifs. Il y a bien sûr ce qu'on appelle «les affaires». Évidemment, quand des ministres, des députés sont en prison ou devraient y être, il y a une crise éthique et morale qui porte atteinte à la représentation nationale. Mais cela ne devrait pas porter atteinte aux autres pratiques de citoyenneté, empêcher d'organiser des manifestations, de faire signer des pétitions. Une deuxième raison touche un ressort fondamental de nos sociétés à l'entrée dans le XXIe siècle: l'individualisation et l'effritement des pratiques de groupes, en même temps que s'impose la solitude devant la télévision. Bientôt, on pourra tout faire sans sortir de chez soi. Il est vrai que l'individualisation de la société, conséquence du développement des médias et de la manière dont on les engage à se développer, est un problème.



Encore plus profondément, cette crise civique puise ses origines dans la crise sociale que traverse non seulement la France (même si la France la traverse plus que d'autres), mais l'ensemble des pays industriels avancés. Crise économique, crise d'organisation du travail, se traduisant par l'intensité du chômage massif, un chômage des jeunes plus fort que dans n'importe quel autre pays d'Europe (un jeune sur quatre de 18 à 25 ans est chômeur, beaucoup de jeunes chômeurs n'ayant jamais vu leurs propres parents travailler), un chômage élevé chez les plus de 40-45 ans, et un chômage des cadres qui est un phénomène tout à fait nouveau (quand le chômage touchait uniquement les ouvriers, la télévision n'en parlait pas mais, avec les cadres, cela a changé). Cette conscience de la profondeur de la crise du travail nous a amenés, à la Ligue des droits de l'homme, à inventer un concept que nous avons appelé la citoyenneté sociale. Nous utilisons ce concept comme un outil, pour analyser la crise que nous vivons et pour dire qu'il ne suffit pas d'exhorter les gens à s'associer, à adhérer, à voter. Ils se disent, comme pouvaient se le dire certains jeunes en 1935: «*Y a-t-il encore une perspective pour nous, et laquelle?*» Ils doivent d'abord reprendre confiance dans la société dans laquelle ils vivent. Et quand ils auront retrouvé, et nous comptons les y aider, une perspective sociale en matière d'activité salariée ou de travail,





cette dignité, alors la citoyenneté, certainement transformée, retrouvera dans ce pays sa vitalité.

Les conséquences de la panne actuelle de citoyenneté sont considérables pas seulement pour tous les citoyens désocialisés mais aussi pour la marche de l'État. Qui décide, quand les citoyens ne contrôlent plus l'État ? Les technocrates et une poignée d'hommes politiques, qui se sont fait élire de façon tout à fait démocratique en apparence, mais en réalité, dans le désintérêt patent d'une partie des citoyens. Il nous faut mettre un terme à cette situation qui favorise, au-delà des technocrates, ceux qu'on appelle les populistes, l'extrême droite, tout ce que nous détestons. Il faut réfléchir à cela et s'engager sur des pistes sérieuses, poser les problèmes, admettre qu'aujourd'hui on ne peut plus affirmer la supériorité du lien politique sur le lien social. On est obligé de prendre en compte la crise du lien social pour rétablir le lien politique. De ce point de vue, le message de Condorcet sur la suprématie du lien politique sur le lien social, celui qui a été pendant un peu plus de cent cinquante ans le message de notre société, doit être réanalysé et peut-être révisé.




« Origine et actualité de la citoyenneté », ***in*** **Jean-Claude Lenoir (dir.),** *Tolérance et liberté : les leçons de Voltaire ou de Condorcet*, **Bruxelles, Complexe, 1997, p. 117-131**







Les droits de l'homme

Pour ce sujet, intraitable, imaginons deux postulats. Voici le premier : catégorie politique et sociale, même le droit l'a de plus en plus investie, les droits de l'homme sont inscrits dans l'histoire et non dans le purgatoire des codes ou le ciel des idées dont pourtant ils se réclament. Puis du droit romain aux Lumières, en passant par les traditions religieuses et les coutumes anglo-saxonnes, le champ des origines à explorer – il ne faudrait oublier ni Proudhon ni Marx – est trop étendu pour qu'on puisse, en quelques pages, s'y risquer.



Trois choix ont été effectués : d'autres étaient possibles, et légitimes. On insistera d'abord sur le travail déclaratoire produit par la Révolution française. On s'attachera ensuite, au nom d'une lecture politique militante, à deux modes de présence des droits dans le monde associatif : les sociétés des années 1830, la Ligue des droits de l'homme si active au XXe siècle. On interpellera enfin la Déclaration de 1948 sur sa capacité, et sa légitimité à remporter la coupe du monde de l'universalité des droits.

Déclarer d'abord, produire des maximes courtes, jugées fondamentales, qui ne visent ni à résumer le droit positif ni à dire la vérité, mais bien à transformer la France, voire le monde. Les hommes des Lumières savent plaider et énoncer. De là à éprouver le besoin de rédiger des Déclarations…





En 1789, les Cahiers des États généraux demandaient, massivement, une Constitution, non une Déclaration. C'est seulement début juillet que trois personnages importants, Target le Parisien, Mounier le Grenoblois et, le « héros des deux mondes », La Fayette, avancent l'idée que, pour produire de bonnes lois, il faut d'abord « fixer la liberté ». La violence des débats à l'Assemblée en 1789, puis en 1793, atteste la difficulté de cette énonciation. Les querelles de mots ne sont pas seulement des querelles de mots. La question des « devoirs » surgit la première : le clergé, tout entier, la pose, y compris les meilleurs amis du tiers état, tel l'abbé Grégoire. Même ralliés au « droit naturel », ils étaient nombreux à prôner une lecture pessimiste de la nature humaine : certes, l'homme a des droits, mais Dieu seul, garant des devoirs, peut fixer les garde-fous nécessaires. En rejetant les « devoirs », à une faible majorité, ou plutôt en les renvoyant au domaine de la Constitution, l'Assemblée nationale choisit l'optimisme des Lumières. À nouveau posée en 1793, la question sera tranchée de la même manière. En revanche, en 1795, au nom de l'ordre, en 1848, au nom de la religiosité sociale, les devoirs l'emporteront. Le retour, dans nos constitutions modernes, à 1789, a assuré leur disparition. Mais il n'est que d'entendre les familles, les patrons, la police, parfois les enseignants, pour savoir que les partisans du retour en force des devoirs n'ont pas baissé les bras.




Revenons à l'été 1789, à la semaine déclaratoire, sérieusement préparée, qui va du 20 au 26 août. Une semaine pour dix-sept articles : explicitement inachevé, ce travail pionnier donne naissance à un texte qui, pour le meilleur et pour le pire, fait de la France « la patrie des droits de l'homme ». De l'Homme avec une majuscule. Nulle référence au sexe (Olympe de Gouges va s'en plaindre), aux pauvres (on ne sait comment a réagi le Comité de la mendicité), aux travailleurs. Les droits de l'Homme sont les droits de tous les hommes. Producteur et garant de la loi qui désigne les limites. Voici le citoyen. Voici ses droits. Ceux de l'Homme appartiennent au genre humain. Le préambule et les deux premiers articles chantent cet hosanna : « Les hommes naissent et demeurent… » Un constat ? Ce serait ridicule. On n'est pas dans le droit positif. Il s'agit d'un principe : en s'en réclamant, on fera progresser la loi.

Tout va bien quand le consensus s'approche. Survient la question des temps anciens, toujours présents. Comment énoncer la liberté religieuse



dans une société qui reste profondément catholique ? Les camps manquent d'en venir aux mains lorsqu'on discute, deux jours durant, au sujet de l'article 10. Trois directions : les prélats ne veulent rien entendre, les protestants exigent, pour eux et pour les juifs, non pas la tolérance, ce mot honteux, mais la pleine égalité des droits avec les catholiques ; nobles libéraux et le tiers démocrate : ils doivent renoncer à l'égalité des cultes, et se rabattre sur « la liberté des opinions, même religieuses ». C'est le pluriel qui atteste la reconnaissance de la diversité. À quel prix ! Fort discuté sur le moment, ce compromis nous semble aujourd'hui obsolète. À l'inverse, le droit de propriété, énoncé deux fois dans la Déclaration – quel était le sens de l'article 17 abordé in extremis qui la disait « inviolable et sacrée » ? –, souleva dès 1793 maintes questions et n'a pas cessé d'être discuté.




Lorsqu'en juin 1793, en l'an I de la République, est adoptée la deuxième Déclaration des droits pour laquelle ont milité Montagnards et Girondins, Condorcet et Robespierre, le feu couve aux Jacobins, dans la presse, dans les brochures, autant et plus qu'à la Convention. Trois droits nouveaux, plus « modernes » se dégagent. Omise en 1789, l'égalité figure en tête des droits énoncés. L'instruction doit être mise « à la portée de tous les citoyens ». Les « secours publics » enfin sont dus aux « citoyens malheureux ». La phase exclusivement libérale de la Révolution est terminée. Les énoncés sur la propriété, à propos desquels Robespierre s'était battu et avait été battu, perdent, du coup, de leur importance. Institution sociale, la propriété ne fait pas l'objet d'un débat frontal. Faut-il aller jusqu'à dire, avec Jaurès en 1901, qu'elle est devenue un « droit secondaire dérivé » ? C'est aller un peu vite en besogne. Mais c'est bien cette intrépidité nouvelle, cette avancée en direction du XIXe et du XXe siècle, qui va assurer la popularité de la Déclaration de l'an I : dans les années 1980-1990, la Ligue des droits de l'homme vendait encore deux Déclarations ; les sections choisissaient à leur guise. Si on y regarde de près, le « préambule » de la Constitution de 1848, adopté en juillet, après les journées de juin, ne dit pas autre chose. Tocqueville était passé par là, Ledru-Rollin, Louis Blanc avaient été battus avec les prolétaires parisiens. Et aussi Victor Considerant, le fouriériste, chargé, en mai, de rédiger les huit articles du préambule. Le temps n'était plus où le droit au travail était présent pour ceux qui n'avaient que leurs bras, comme « corrélatif du droit de propriété » pour les possédants. On en était



revenu à 1793, c'est-à-dire à la Révolution. C'est-à-dire à la prééminence de la loi, et du politique, et à la mise à l'écart des problèmes sociaux. Mais aussi, très vite, à l'impossibilité de ne pas y faire face. Deux exemples peuvent être, ici, examinés, l'un au XIXe siècle, l'autre au XXe siècle. On les a retenus, parmi d'autres, en raison de la titulature « droits de l'homme » qu'ils affichent.

La société des droits de l'homme vient au monde en 1833 : les espoirs placés dans l'évolution démocratique de la monarchie de juillet n'ont pas été à la hauteur des espérances républicaines et populaires. En donnant à leur association sa référence aux droits, ses fondateurs ne renvoient ni à la Déclaration de 1789 ni à celle de 1793, mais au projet défendu par Robespierre au club des jacobins et présenté à la Convention le 24 avril 1793 : l'assemblée élue six mois plus tôt en avait retenu quelques idées, mais non l'essentiel. Ce texte que Louis Blanc va porter aux nues quelques années plus tard est paré, puisqu'il n'a jamais été adopté, des charmes de l'utopie : édité treize fois entre 1830 et 1848, il atteste à cette date la popularité de l'Incorruptible. Or c'est à cette Déclaration que doivent adhérer « ceux qui demandent à s'inscrire aux "Droits de l'homme" ». Mieux, chaque réunion de section de la Société doit s'attacher à en commenter quelques articles : effort d'éducation sans précédent. Quelques thèmes : le système de propriété est favorable aux « riches » et aux « tyrans » ; droit reconnu à tous les citoyens de « s'assembler paisiblement » ; obligation pour la nation de « pourvoir à la subsistance de tous ses membres » ; droit enfin, et même devoir, de « résister à l'oppression ». Le robespierrisme émerge, pour quelques années, comme l'idéologie de la République démocratique et militante.




Les modes d'organisation et le recrutement social de la Société des droits de l'homme le confirment. Cherchant à échapper aux risques de la clandestinité, elle prend acte des interdits fixés par l'article 291 du Code pénal : aucune section ne peut compter plus de vingt adhérents. Ce chiffre est-il dépassé ? On crée une nouvelle section. La coordination entre elles, la circulation de la propagande sont assurées par des comités départementaux dits d'affiliation, et surtout, selon la tradition jacobine, par un comité central. Juridiquement, si l'État décide de frapper, c'est bien là où le bât blesse. D'autant que « les Droits de l'homme » ne font pas mystère de leur objectif républicain, au reste légal jusqu'aux lois de septembre 1835 : pour leurs affiliés, Louis-Philippe n'est pas « la

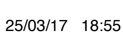


meilleure des Républiques » ! Vive Marianne ! Et vive Robespierre ! C'est aussi en son nom que s'opère la popularisation, voire l'ouvriérisation de l'organisation républicaine. La collecte l'emporte sur la cotisation à taux fixe : « chacun contribue selon ses moyens », lit-on dans le règlement. Les gens du petit peuple peuvent donc adhérer. De Paris à Lyon, de Rouen à Saint-Étienne, de la Saône-et-Loire au Jura, ils ne s'en privent pas. Trois mille peut-être ? Le comité central, fortement relayé en province – qui peut oublier la longue lettre de ce « voyageur », George Sand, à Éverard, alias Michel de Bourges ? – assure la transition entre la volonté, héritée des Lumières, d'éclairer les « aveugles » et l'attente de l'action. En l'absence de relais parlementaire, deux voies restent ouvertes : les ateliers, la rue. Voici avril 1834 : à Lyon d'abord où les animateurs des ateliers de tissage dirigent les sections, puis, le 13 avril, à Paris, « rue Transnonain » titre Daumier. Beaucoup de morts. Aucun résultat. Sauf, ce n'est pas rien, le souvenir de l'héroïsme. Le procès intenté à la Société en 1835 est grandiose et funèbre. Le drapeau des droits de l'homme disparaît pour un demi-siècle de la titulature républicaine.



Il faut attendre 1888 pour qu'il réapparaisse sous les feux de la rampe : Clemenceau, qui a beaucoup à se faire pardonner en matière de boulangisme – il n'est pas le seul à l'extrême gauche –, ressuscite, en milieu radical et franc-maçon, la Société des droits de l'homme. Pour quelques mois : moment mal choisi, épisode trop politicien ? On ne sait. Dix ans plus tard, nouvelle tentative, dans un contexte tout différent. Cette fois, l'accouchement réussit. En 1898, la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen vient au monde. Fini, Robespierre. Fini, 1793. Une seule référence : la Déclaration de 1789. C'est que, pour le collège des fondateurs, les conditions dans lesquelles Dreyfus a été condamné quatre ans plus tôt, l'acquittement d'Esterhazy en décembre 1897, le déroulement du procès Zola en février 1898, donnent à penser que les bases mêmes de la République au pouvoir sont en cause : les garanties dues à tout citoyen par la loi ont été violées au détriment d'un officier juif et de ses défenseurs ; elles peuvent donc l'être pour tout un chacun. La Ligue nouvelle se pose en lieu de rassemblement et en porte-parole des citoyens, garants des droits et de la justice. Pas plus. Pas moins.

L'inscription en politique de la Ligue est évidente. Et en politique modérée, celle même dont les représentants sont au pouvoir. Certes, les





intellectuels ne manquent pas dans le premier Comité central, mais nul socialiste n'y brille, pas même Lucien Herr, collecteur en chef de signatures, et nul radical à l'exception de Charles Seignobos. Pas davantage d'écrivains ou d'artistes d'avant-garde. Le noyau dur se compose de parlementaires ou anciens parlementaires déjà rassis, souvent progressistes comme les élites centristes : Reinach, Trarieux, etc. Jaloux de son influence et de son autorité, Ludovic Trarieux, avocat bordelais fortuné, a été ministre de la Justice et rapporteur au Sénat des lois que la tradition de gauche a baptisées « scélérates » : elles limitaient le droit pour les anarchistes ou supposés tels. Avec l'Affaire, il a trouvé son chemin de Damas et, pour sa vie, une fin glorieuse. Pas question de Clemenceau, pas davantage de Jaurès : même si l'estime peut jaillir entre dreyfusards, ces révolutionnaires, ces bretteurs, ces défenseurs des ouvriers inquiètent Trarieux et ses amis, à l'aise au contraire dans la politique républicaine au sens traditionnel du mot : coulisses parlementaires – sénatoriales surtout –, avenues ministérielles – qui sait ? –, ruelles journalistiques : *Le Siècle* que dirige Yves Guyot, un libéral acharné ; Le Temps où Francis de Pressensé a ses entrées ; tous deux deviennent tôt d'actifs ligueurs. Puis les hommes changent avec la bataille : à l'assemblée de la Ligue de décembre 1899, dix-huit mois après sa création, Trarieux, à la tribune, serre la main de Sébastien Faure, anarchiste dreyfusard. Et dès lors que Waldeck-Rousseau gracie Dreyfus et rétablit l'ordre dans l'armée, la diffusion dans les écoles de la Déclaration des droits devient œuvre pie : la Ligue trouve dès lors sa place dans la nébuleuse de la défense républicaine, puis du bloc des gauches.




Sa place ? Quelle place ? Quelle « mission » – un concept cher à la Ligue de ce temps – met-elle en œuvre ? Comment inscrit-elle dans la politique le nom qu'elle s'est donné ? L'usage de ce terreau est incompréhensible si on l'isole de la démocratisation à l'œuvre au lendemain de l'Affaire. La classe ouvrière n'y participe que modérément même si ses forces vives s'activent pour la séparation des Églises et de l'État. La Ligue construit sa personnalité en s'appuyant sur tout un petit peupIe de petits notables républicains : instituteurs, petits fonctionnaires, postiers, artisans, vétérinaires, médecins de campagne et de ville affluent dans les sections qui se multiplient comme petits pains. Une clientèle à mi-chemin des sociétés de libre-pensée et de la franc-maçonnerie. C'est, de plus en plus, celle du Parti radical (fondé en 1901) et, pour une part, des



socialistes. Les statuts votés en 1903 autorisent les sections à adhérer à un comité électoral. Trarieux a beau, en 1902, déclarer que la Ligue est restée « étrangère à la politique proprement dite » et s'est bornée à rappeler « les grands principes », le conflit s'ouvre entre les partisans d'une hégémonie politique « morale » et ceux qui, à la base, veulent la victoire des « bons républicains » détenteurs d'une application vigoureuse des immortels principes. Cette tension que l'on va retrouver dans l'histoire de la Ligue, au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, accompagne les conflits entre radicaux et socialistes, puis l'ascension, sous des formes diverses, d'une vision d'extrême gauche, où toutes les nuances se heurtent, se mêlent, coexistent, y compris lors du Congrès de juillet 1936 : celui-ci adopte un « complément de la Déclaration de 1789 », très social, très « Front populaire ». On est à trois ans de la catastrophe : sur l'usage à faire des droits de l'homme – la « paix », la « vie » sont-elles prioritaires ? – quand le nazisme frappe à la porte, la Ligue ne pouvait pas ne pas se diviser.




« Patrie des droits de l'homme », énoncés pour tous, la France avait vu ce slogan sérieusement écorné par son comportement colonial. La guerre met une nouvelle fois les droits hors la loi : Auschwitz, Dresde, Hiroshima. L'ampleur de la tragédie relance le problème de l'universalité : a-t-elle un sens ? La sdn, européenne, ne s'était pas posé la question ! Les Nations unies naissent, au lendemain de la catastrophe, aux États-Unis : le monde a changé d'espace, sinon de base. Et c'est à Eleanor Roosevelt que le Conseil économique et social de l'ONU confie, en juin 1945, la présidence d'une Commission des droits de l'homme chargée de rédiger une Déclaration dite à l'époque internationale. D'un seul État autoproclamé, la France, le pouvoir est passé dans les mains de cinquante-huit : aucun des vaincus (Allemagne, Italie, Japon, Hongrie, etc.) ; aucun État nouveau du tiers-monde, à l'exception de l'Inde et du Pakistan. La décolonisation commence à peine. Trois ans plus tard, le 10 décembre 1948, l'assemblée générale des Nations unies approuve la Déclaration dite désormais « universelle » : aucun vote hostile, huit abstentions (l'URSS et ses proches, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite), deux absents. Les débats, longtemps méconnus, avaient opposé les États-Unis et la France représentée par René Cassin, les libéraux à ceux qui souhaitaient des formulations contraignantes, notamment pour garantir les droits



économiques et sociaux, les défenseurs enfin de la réglementation nationale à ceux qui rêvaient d'un droit mondial. Au final, un texte court, très pédagogique : il proclame, en trente articles, les droits civils, économiques, sociaux et culturels – grande nouveauté –, plus brièvement les droits politiques. « Sans distinction de » : la formule fera mouche, elle dit l'universel. Le texte n'en est pas moins fortement daté : le préambule, rédaction Cassin, invoque les « actes de barbarie » qui ont « révolté la conscience de l'humanité ». Nulle allusion, en revanche, aux droits des peuples : comme en 1789, la société humaine n'est composée que de « personnes ».




Cinquante ans plus tard, où en sommes-nous ? Le monde a changé, prodigieusement. S'agissant des droits, des acteurs nouveaux sont entrés en scène. D'une part, les États nés de la décolonisation ont fait reconnaître le droit d'autodétermination des peuples, inscrit dans les textes nouveaux, dès 1966, quatre ans après l'indépendance de l'Algérie, et ils ont ouvert la voie aux débats sur les différences culturelles : la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples en porte témoignage en 1981 : les Nations unies l'entérinent. D'autre part, les ong ont fleuri de toute part : des centaines, bientôt des milliers d'organisations non gouvernementales – toutes ne sont pas, et de loin, « reconnues » par l'ONU –, acharnées à faire entendre leur voix à l'écart des pouvoirs publics, voire contre eux. La conférence mondiale sur les droits de l'homme organiséeà Vienne en juin 1993 leur a donné pour la première fois la parole dans une enceinte prévue au départ pour les seules Nations unies. Les discours tenus ont exprimé une conscience collective d'interpellation, l'opinion publique internationale s'y est fait entendre après des années où elle semblait usée ; la « diplomatie des droits de l'homme » a été relancée sur des bases nouvelles.

Ainsi, sans oublier le soutien des médias, s'est diffusé un vaste appareil, conçu au lendemain de la Déclaration, pour que celle-ci devienne plus qu'une simple « résolution » morale. Politiquement d'abord : publiés en 1966, en vigueur depuis 1976, dès lors que trente-cinq États les avaient signés, voici deux Pactes Internationaux ; le premier concerne les droits économiques, sociaux et culturels, le second les droits civils et politiques. Les États signataires s'engagent à leur mise en œuvre, notamment législative. Pour l'essentiel, les Pactes reprennent la Déclaration. D'autres textes, soumis eux aussi à ratification, font figure de pactes

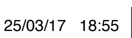


complémentaires. Qu'il s'agisse de la discrimination raciale (1969), des droits des femmes (1979), de la torture (1984), des droits de l'enfant (1989), ou du patrimoine culturel et naturel mondial (1972), ces « conventions » attestent l'évolution des mœurs et des problèmes : l'énoncé des droits tente de, et tend à les refléter. Distinguons-les soigneusement, il le faut, d'autres « conventions ». Il s'agit ici d'instruments régionaux et conçus pour donner à certains droits, dans telle partie du monde, une garantie juridique. En tête, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Signée à Rome en 1950, au cœur de la guerre froide, elle ignore les droits économiques et sociaux pour la reconnaissance desquels l'URSS s'était tant battue, mais transforme en obligations juridiques devant une Cour européenne des civils et politiques : plaidant contre son État, plus d'un citoyen français y a remporté la victoire.



Comment se portent aujourd'hui les droits de l'homme ? Fort mal, assurément. De nombreux État, puissants, refusent toujours de s'engager sur des thèmes essentiels : les États-Unis, la Chine. D'autres le font mais trahissent à longueur de temps leur signature. Les fondamentalismes religieux connaissent une nouvelle vitalité : en Algérie, en Israël, aux États-Unis. Dans divers États dits islamiques, mais pas dans tous, ils alimentent des lois intolérables. Suffit-il de leur déclarer la guerre au nom du terrorisme ? De chasser les Talibans ? De combattre par la violence le gia ? Suffit-il de déclarer qu'on a les droits pour soi, au nom du monde moderne censé incarner leur triomphe ? Trois obstacles majeurs : l'arrogance de quelques États que leur richesse ou les sacrifices qu'ils représentent placent au-dessus des droits, la différence de l'imaginaire occidental, cet héritier du pouvoir colonial, à dialoguer avec les cultures de l'Orient immense, la marchandisation triomphante dans un monde où tout se vend, y compris les êtres humains, jusque sous les oripeaux des droits.

« Les droits de l'homme », ***in Dictionnaire critique de la République*****,**
Paris, Flammarion, 2002, p. 162-167





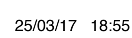




Les associations

Dopé par son foisonnement entre sept cent mille et huit cent mille associations déclarées, sa reconnaissance nationale attestée lors de la cérémonie officielle du 1er juillet 2001, et l'audience affaiblie de la représentation politique, le mouvement associatif semble au plus haut à l'orée du XXIe siècle. Pourtant, chacun continue de chercher son chat : nous ignorons le nombre des associations en état de coma dépassé puisque rien ne les oblige à annoncer leur décès. Puis les problèmes qui pèsent sur elles se sont multipliés comme le disait le 1er juillet 2001, le président de la Confédération permanente des coordinations associatives. Enfin leurs rapports souvent difficiles avec le mouvement syndical et le monde de l'entreprise, la difficulté persistante où nous sommes quand nous cherchons à définir la « société civile » dont elles passent pour emblématiques, tout atteste que les célébrations porteuses de riches travaux ne suffisent pas à régler les problèmes.

Histoire complexe que celle des associations. La première difficulté à laquelle tout exposé se heurte tient à la définition même de son objet. De quoi parle-t-on en effet ? De l'association en général, ce besoin primaire, primitif, ancien comme l'humanité ? Ou de l'association politique, sociale, religieuse, économique ? Puis, deuxième difficulté, ne s'agit-il que des textes qui les régissent ou de la société elle-même sur laquelle nulle interdiction n'est pleinement efficace, mais où la peur des organisations associatives mit fort longtemps à reculer, s'appliquant





tantôt à une forme, tantôt à une autre ? Au total, chassez une association par la porte, elle rentre par la fenêtre. De dissidences en métastases et en novations, les associations se multiplient parfois en se conformant à la loi, parfois sans elle et parfois contre elle.

Reste que, s'agissant d'un Dictionnaire critique de la République, la succession en France des Républiques propose un cadre commode, une lecture scandée par des limites, des interdits, des ouvertures, le tout mis en forme par la loi dont il faut comprendre la genèse et le rôle. L'époque de la Constituante est ici emblématique. Au Printemps de 1848, quand Marianne remonte en scène, l'association est exaltée, elle s'épanouit dès que l'Empire se libéralise, mais ne remporte la victoire législative que trente ans après la proclamation de la IIe République. Enfin, passé les années noires, il faut attendre la Ve République pour qu'elle s'impose constitutionnellement, s'ouvre à tous, c'est-à-dire aux étrangers, et fleurisse comme jamais. Suivons donc le fil du temps.




Il y a deux manières de regarder l'œuvre associative de la Révolution. On doit d'abord saluer en elle un moment exceptionnel de plénitude sociale et civique. Les clubs, les sociétés populaires naissent en tous lieux : en ville d'abord, surtout dans le Sud-Est, puis, en l'an II, dans les campagnes. Les réseaux d'affiliations sont désormais bien connus. Les bases sociales aussi : bourgeoisie, petites gens, sans oublier les femmes. Les associations où l'on apprend la politique sont cinq mille cinq cents en l'an II. Elles ont aussi recruté dans les formes anciennes de sociabilité. L'article 122 de la Constitution de 1793 garantit leur droit à se réunir. Mais, sur le long terme, c'est l'œuvre législative de la Constituante finissante qui s'inscrit dans la tradition libérale, c'est-à-dire, s'agissant du fait de s'associer, répressive. Cette liberté ne figure pas dans la Déclaration des droits de 1789. Et ce refus fonde les deux lois de 1791 dont le rapporteur est le juriste Le Chapelier. Car il y a deux lois : celle du 14 juin qui interdit aux « citoyens d'un même état ou profession […] de nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, de tenir registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ». C'est la matrice de la législation antiouvrière du XIXe siècle, jusqu'en 1884. Et puis, celle du 30 septembre, adoptée en hâte et que récusera pour deux ans – c'est peu ! – la Constitution de l'an I : le texte de 1791 prévoit une suppression temporaire des droits civiques, et des amendes pour toute société ou association qui paraîtrait « sous un nom



collectif » pour « former des pétitions ou des députations ». Ici la politique est en cause : la Révolution n'est pas finie, le tri entre les clubs, pas achevé. Du coup, les peines sont plus légères, mais des possibilités d'interdiction s'affichent : elles vont durer jusqu'en 1848 et renaître sous le Second Empire.

À l'arrière-plan de ces deux textes on entend assurément sourdre l'inquiétude devant les gars du bâtiment, les charpentiers, plus ou moins soutenus par les anciens compagnonnages, qui s'associent pour faire grève ; on découvre aussi les craintes inspirées par ces sociétés turbulentes qui apprennent à pétitionner. Mais il faut creuser plus profond. Le Chapelier parle au nom d'une vision de la nation : aucun corps constitué ne doit s'interposer entre les citoyens et leurs représentants chargés de faire la loi. Toute association fait planer le spectre de la division, toute fraction peut engendrer une fraction. Robespierre, ancien constituant, le dira lui aussi sous la Convention. Certes, les « clubs d'amis » peuvent se réunir « paisiblement » pour former l'opinion de chacun. Mais s'ils s'expriment publiquement, ils nuisent, selon Le Chapelier, à l'énoncé de la « volonté générale » : la liberté citoyenne est individuelle. Il prend moins de gants encore s'agissant des « assemblées de citoyens de même profession ». Il en prend quand même : quoi ! ces sociétés prétendent distribuer des secours ! Erreur, car les secours dépendent de la nation depuis qu'en novembre 1789 les biens du clergé ont été mis à sa disposition. En réalité, ces associations visent le prix de la journée en fomentant des coalitions et des « troubles », en ressuscitant, selon les métiers, les corporations honnies et abolies. La Constituante suit Le Chapelier à l'unanimité. Conclusion : l'association politique peut avoir ses raisons, on ne lui fixe que des limites, l'association ouvrière, dite professionnelle, n'en a aucune, elle menace l'ordre et le marché. Mais, au total, la doctrine est la même : à bas les corps intermédiaires !




Longue va être la vie de cette idéologie. Les gardiens jaloux de la paix sociale et de l'ordre s'en emparent. Ils vont moduler sur elle, pendant un siècle, les conditions et l'ampleur des sanctions, leur arbitraire aussi. Sans empêcher en fait la formation sociale de sécréter des formes d'action associative, propices souvent à la rencontre entre le politique et le social. Au chapitre de la répression, c'est le politique qui est désormais systématiquement visé : il y a des ouvriers sages, voire dévots, mais immatures ; ils peuvent devenir la proie des républicains, des révolutionnaires. Le

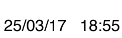


Code pénal vaut à partir de 1830 : ses articles 291-292-293 ne seront abrogés qu'en 1901. Ils exigent l'autorisation de « l'autorité publique », et non plus une simple « déclaration », pour toute association de plus de vingt personnes au but « religieux, littéraire, politique » ; les anciens chouans n'ont pas renoncé, tous les catholiques n'ont pas rallié l'Empereur. Puis, les rois étant revenus, et l'éclair de juillet ayant séduit quelques illuminés, voici la grande loi d'avril 1834. Elle permet d'atteindre les associations de moins de vingt personnes, tenues jusque-là pour des « sociétés d'amis », et d'étendre les poursuites et les pénalités, aggravées, à leurs membres et non plus à leurs seuls dirigeants. Le gouvernement refuse tout amendement. La défense républicaine est faible, celle des légitimistes, partisans des Bourbons, plus vigoureuse. La loi est votée à une forte majorité. Sa lourdeur répond à la peur née de la vitalité nouvelle des sociétés républicaines et surtout à la dimension nationale et politiquement éducatrice qu'elles revêtent : en tête, les Amis du peuple et surtout la Société des droits de l'homme (1832-1834). Bien des avocats (jeunes), bien des militants y avaient croisé et « formé » bien des ouvriers. Les voici réduits à une activité clandestine.



Les associations ouvrières, elles, reposent sur un socle de besoins, de relations sociales, qu'aucune loi ne peut être réduite à néant. Fort ancien, le compagnonnage gère, sur la route, l'apprentissage des tours de main et l'usage de la fraternité à l'intérieur d'un même « Devoir ». Instruite par son ami Agricol Perdiguier, George Sand, en rédigeant en 1840 la préface de son livre (?) Le Compagnon du tour de France, note, intelligemment, que ces Devoirs, « non avoués par les lois », sont « tolérés par la police ». Beaucoup de métiers au reste – ainsi les ouvriers du livre – entretiennent de longue date des confréries, des sociétés de secours mutuels, elles aussi tolérées, à condition que l'argent collecté soit convenablement géré : en d'autres termes que la solidarité serve aux funérailles, aux malades, aux sans-travail, mais non à la « résistance », c'est-à-dire à ceux qui pratiquent ce « chômage volontaire », la grève. Distinction difficile : qui décide ? Quels sont les mots acceptables ? Le pouvoir ne se sent tranquille que quand la société est présidée ou tout au moins parrainée par un notable. En ces temps de montée du « socialisme chrétien » et du « patronage », les catholiques se pressent au portillon, plus nombreux que d'autres.

La solution républicaine s'impose malgré les massacres de juin. Proclamée le 4 novembre, la Constitution de 1848 déclare que « tous les





citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes». Ce texte, si neuf, enregistre une attente, plus qu'il ne traduit une espérance. Pour que la société devienne plus fraternelle – la fraternité est le mot clé de 1848 –, il faudrait qu'elle s'associe tout entière… Bientôt, très tôt, la peur des «rouges», couleur honnie, parfois chérie, noue l'alliance entre conservateurs de tous bords et aventuriers du pouvoir: l'Église s'est ralliée.

Le coup d'État n'impose pas seulement le retour à la clandestinité des «Mariannes» républicaines. Il impose une sévère surveillance à la mutualité ouvrière. Les décrets de mars 1852 créent une catégorie privilégiée: les sociétés «approuvées» placées sous tutelle, elles peuvent seules recevoir des subventions en échange de la nomination par décret de leurs présidents. Une caisse nationale permettra de «réassurer» les sociétés qui versent des secours de retraite.




Les temps nouveaux s'ouvrent pour les associations, de 1860 à 1900, bien avant, donc, le vote de la grande loi. De l'Empire dit libéral à la IIIe République, ils transcendent les régimes politiques. Le mouvement associatif explose: quelque quarante-cinq associations déclarées sont répertoriées en 1900. Si l'arbitraire administratif n'a pas cessé de donner le la, il coïncide, sauf exceptions, avec une assez large tolérance.

Commençons par les exceptions. L'une d'entre elles concerne les congrégations. Au-delà des Jésuites, adversaires traditionnels de tout État, plus ou moins gallicans, elles paient le rôle assumé par l'Église en France depuis juin 1848. Littré, Renan, Sainte-Beuve ont dénoncé le «parti clérical». L'Ordre moral, en 1873 a mis en évidence la collusion entre le clergé et les conservateurs. En adoptant, entre mars et octobre 1880, les décrets qui ordonnent la dissolution des congrégations masculines non autorisées – environ trois cents –, le pouvoir place pour la première fois «la congrégation» au rang des associations dont les républicains se méfient plus que de la peste. La peur sociale inspirée par les associations révolutionnaires n'a pas disparu pour autant. L'Association internationale des travailleurs en est la figure emblématique: trois fois poursuivie devant les tribunaux français entre 1867 et 1870, elle tombe sous le coup de la loi, après la Commune. En mars 1872, encourt une peine de prison toute société affiliée à une «association internationale»



ayant pour but «la suspension du travail» et, pour faire bonne mesure, «l'abolition du droit de propriété, de la famille et de la religion».

Et continuons par la vie sociale. L'amour proclamé pour l'association n'a jamais été autant à la fête qu'après 1860. Elle devient la clé du bonheur. Sous toutes leurs formes, les organisations politiques restent les plus surveillées. Côté organisation du travail: l'espoir des AOP, les associations ouvrières de production, vivace en 1848, renaît: plus de patrons! Les chambres syndicales se multiplient, tout comme les orphéons. Les loges se revitalisent, la libre-pensée s'organise. L'exigence éducative s'impose: la Ligue de l'enseignement vient au monde (1866), et les sociétés populaires créent les «bibliothèques». Bref, l'Association sera le genre humain. Moins d'enthousiasme sous la IIIe République, même si le flux continue. Trois orientations nouvelles. Grande innovation: des cercles politiques en tous genres fleurissent à l'ombre de Marianne. Nombre de partis en naîtront. Puis les sociétés de secours mutuel secouent le joug des notables catholiques: à dater de 1883 (congrès de Lyon), l'esprit «républicain» s'empare d'un peuple de petits présidents dévoués aux pratiques de solidarité et contents d'être reconnus, même s'il leur faut attendre la loi de 1898 pour pouvoir se fédérer. Les chambres syndicales enfin, qui se sont remises à pousser comme champignons, même à Paris où la répression de la Commune les avait décapitées, obtiennent à petit bruit la légalisation de leur pratique.



Les hommes sages, les amis de Barberet, chantent une discrète victoire: c'en est fini de la loi Le Chapelier et des articles 291 et suivants du Code pénal; moyennant une simple déclaration – au reste, fort mal perçue: donner son nom à la police! –, les syndicats pourront s'organiser, recevoir des dons, posséder des immeubles et se fédérer, chose essentielle. Une condition: qu'ils se cantonnent à l'étude des intérêts industriels et agricoles; la voie de la politique, du socialisme, leur est fermée.

Vue d'aujourd'hui, la loi de 1884, accueillie dans l'indifférence, atteste la reconnaissance des «intérêts communs» à l'intérieur du monde du travail et leur propose une légalité particulière. Du point de vue républicain, forgée sous la pression de la réalité sociale et de l'idéologie au cours du XIXe siècle, elle ne constitue qu'une figure du droit de s'associer «dans un but autre que de partager des bénéfices». C'est un droit que défend quinze ans plus tard Waldeck-Rousseau, devenu en 1899 président du Conseil, au non de la «défense républicaine». Sa loi est





votée le 1er juillet 1901. « Sa » loi ? Son projet libéral – nul n'est explicitement exclu de l'usage de la loi – et attentif à l'ordre national – la « déclaration » est indispensable, toute association entre Français et étrangers est soumise à « autorisation préalable » – est subverti au Parlement sous la pression de l'opinion publique.

Deux députés socialistes, Groussier et Gras, un radical, Rabier : voici les héros de l'aventure de cette loi. Groussier obtient, non sans grande difficulté, que les « sociétés de personnes » puissent se former sans « déclaration », sauf à ne pas jouir de la capacité juridique (posséder, acquérir, etc.). Gras obtient le retrait de l'autorisation préalable pour les associations où il y a des étrangers : celles-ci, en revanche, pourront être dissoutes si leurs agissements sont « de nature à fausser les conditions normales du marché ». Mais c'est à propos de « l'amendement Rabier » – il est porté par la Ligue de l'enseignement et la presse de gauche – que se déroule le débat le plus véhément. Le non-dit doit être dit : il s'agit bien sûr des congrégations religieuses dont l'affaire Dreyfus a été l'occasion de souligner l'antisémitisme, et le mépris des pratiques républicaines. Les nouveaux articles 13 et 14 de la loi exigent une autorisation « donnée par la loi » pour la formation de toute congrégation et l'interdiction pour quiconque de diriger un établissement d'enseignement « s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée ». Au-delà du combat anticlérical, la loi, amendée, rappelle qu'au début du XXe siècle le temps des corporations fermées de l'Ancien Régime où se reconnaissaient encore les ordres religieux est définitivement terminé : l'association naît et vit du rassemblement de citoyens libres qui peuvent la quitter à leur guise. C'est une loi de liberté.




Sociétés de secours mutuels, syndicats, congrégations : le sort du « social » et du « religieux » était désormais réglé par des mesures législatives particulières, jusque dans le cadre de la loi pour les congrégations. Les associations politiques, elles, pouvaient à leur gré bénéficier pleinement du libéralisme de 1901 : victoire, donc, pour les partis en train de s'organiser. Mais l'éternité ne prend pas place dans l'histoire, sans même parler de la parenthèse vichyste, le ton changea dès les années 1930 sous la pression des extrêmes – extrême droite surtout ! – et la peur des étrangers. Possibilité de dissolution et rétablissement de l'autorisation



préalable – que la philosophie républicaine de Waldeck-Rousseau avait rejetée – furent remis à l'ordre du jour.

La loi du 10 janvier 1936, une loi Laval approuvée à gauche, ouvrit une large brèche en autorisant la dissolution, en Conseil des ministres, des organisations pourvues de « groupes de combat et de milices privées ». Il s'agissait des ligues d'extrême droite : elles furent dissoutes en juin. Élargie en décembre 1944 aux « adversaires du rétablissement de la légalité républicaine » – Vichy, c'est fini –, la dissolution en Conseil des ministres est utilisée, à partir du 1er juillet 1972, contre les racistes. Citons cet ajout célèbre au nom duquel on peut continuer à poursuivre, voire à dissoudre, aujourd'hui : « Ceux qui provoqueraient à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. » La loi de janvier 1936 a gardé toutes ses dents : elle n'a pas été abolie.



Il n'en est pas de même des tentatives pour rétablir l'autorisation préalable. Certes, pendant la panique prévichyste, Daladier utilisa les décrets-lois qu'il venait d'obtenir de la Chambre pour l'imposer en avril 1939 à « toutes les associations étrangères », en fait « dirigées par des étrangers ». Mais quand trente ans plus tard, un autre ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, tenta, pour juguler quelques entreprises « gauchistes », d'en faire une loi, la réplique du jeune Conseil constitutionnel fut cinglante : « La constitution d'association […] ne peut être soumise pour sa validité à l'intervention préalable de l'autorité administrative ou même de l'autorité judiciaire. » Bref, le 16 juillet 1971, la liberté d'association, proclamée le 1er juillet 1901, fut constitutionnalisée.

Retour sur terre. Chaque association a son objectif, non lucratif s'entend, ses statuts et ses ressources, aujourd'hui, dans la masse, majoritairement publiques. Éducation populaire, sports, action sanitaire et sociale, se sont développés. Des secteurs nouveaux – l'antiracisme, l'humanitaire, etc. – se sont créés. Des risques ont été limités – ainsi celui des organisations dites para-administratives – et d'autres dominés : la dispersion est combattue par des regroupements de plus en plus complexes. Faute de traiter de tout, prenons, pour finir, le taureau associatif par ses deux cornes : l'idéologie et le politique.





Le clivage entre la France laïque et la France cléricale concerne, depuis 1901, quasi tous les secteurs aisément repérables. La Ligue de l'enseignement, ses composantes et ses proches assurent l'hégémonie du camp laïque, solidement appuyé sur l'école publique chère à la République. Numériquement plus faibles, les « cathos » s'activent, de l'ACJF aux patronages, de l'enseignement privé à la JOC et à la JAC. L'Union sacrée, réalisée en août 1914, si elle réhabilite les curés partis « sac au dos », ne change pas grand-chose à cette dichotomie que les lois « anti-laïques » des années 1950 et 1960 repeignent de fraîches couleurs, chez les parents d'élèves comme dans les syndicats enseignants. Il faut attendre les profonds renouvellements générationnels de mai 1968, puis, plus près de nous, l'impuissance de l'État face au chômage et au malheur urbain pour que les zones d'influence idéologique se redistribuent sur de nouvelles bases dans la société civile et aux frontières du politique.

Car le voici enfin ce domaine privilégié depuis la Révolution dans la tradition française sur lequel a buté si longtemps et bute encore, par chance, le renouveau, programmé par certains, de ce pays. Le temps des organisations directement contrôlées par les partis ne s'est pas éteint : les associations satellites continuent de servir de relais et d'écran au Front national. Mais le Parti communiste ne délibère plus de la composition des groupes qui dirigent ses anciennes organisations de masse, et le parti socialiste n'est que très rarement parvenu à mettre en place ce type de structures militantes. Surtout, loin de s'en tenir au discours aujourd'hui convenu sur l'« évaporation » du politique au feu de la vie associative ou sur les prétentions de certains à se proclamer seuls représentants authentiques d'un peuple dépolitisé, le grand colloque de 2001 sur « Association et champ politique » attire notre attention sur deux associations qui tentent de renouveler la politique sans prétendre s'y substituer : la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, gaillarde centenaire, qui puise dans ses origines et dans son histoire, inscrites dans la mouvance de l'État-nation, un magistère moral et une parole civique originaux, et la jeune Association pour une taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens qui se présente, depuis la rencontre du G8 à Seattle en 1998, comme le creuset des luttes transnationales contre la mondialisation libérale et des choix politiques et sociaux que celle-ci peut engendrer.

« Les associations », *in Dictionnaire critique de la République*,
Paris, Flammarion, 2002, p. 669-675



Orientation bibliographique

À but non lucratif, 1901-2001. *Cent ans de liberté d'association*, Paris, Fischbacher, 2001.

Andrieu (C.), Le Béguec (G.), Tartakowsky (D.) (dir.), *Associations et champ politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

« Autour du premier congrès des sociétés de secours mutuels, Lyon, 1883-1983 », *Prévenir*, 1984 (sous la responsabilité scientifique de Madeleine Rebérioux).

Barthélemy (M.), *Association ou Un nouvel âge d'or de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences-po, 2000.

Gaillard (J.), « Les associations de production en France, 1852-1879 », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1965.

Gibaud (B.), *De la mutualité à la Sécurité sociale*, Paris, éditions ouvrières, 1986.

Gossez (R.), *Les Ouvriers de Paris, 1848-1851*, La Roche-sur-Yon, édition ?, 1967.

Sewell (W.), *Gens de métier et révolution*, Paris, Aubier, 1983.






Pétitionner



«Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut en aucun cas être interdit, suspendu, ni limité»: l'article 32 de la Déclaration des droits de 1793, an I de la République, ne figurait ni dans celle de 1789 ni dans le projet présenté en février 1793 par Condorcet. Il reprend en revanche à peu près exactement le texte déposé par Robespierre le 24 avril sur le bureau de la Convention. On sait que la confrontation Condorcet-Robespierre, portée à son incandescence par Louis Blanc dans son Histoire de la Révolution française, fut courtoise mais vive. On mesure, à la victoire remportée ici par Robespierre, la radicalisation, en l'an I, de la Révolution[1]. On mesure aussi l'ancienneté des débats politiques autour du droit de pétition. Inutile de dire qu'il ne s'agissait pas de la pétition individuelle, du «placet», pleinement admis déjà sous l'Ancien Régime, mais bien des pétitions collectives alors interdites. Elles avaient afflué dès mai 1789 au moment où se réunissaient les États généraux, où la presse explosait, où les sociétés politiques de toutes sortes naissaient comme champignons sous la pluie. Inquiète de cette pesée directe des nouveaux citoyens sur ses délibérations, la Constituante avait tenté par divers décrets et une loi, celle du 9 août 1791, de limiter le droit de pétition. La Convention elle-même avait, le 28 septembre 1792, essayé de réglementer le temps de parole des délégations qu'elle recevait à sa barre[2]. En vain: trop impétueux était le flot, trop sûrs de leur bon droit les pétitionnaires.



L'article 32 prend acte de cette impuissance du pouvoir et inscrit du coup la pétition en tant que pratique légale dans l'histoire de la France.

Jusqu'à nos jours. Malgré le qualificatif de « subversion pétitionnaire » utilisé par certains journaux pour qualifier le mouvement de signatures contre la « loi Debré » qui s'est déployé en France en février-mars 1997, nul n'a songé à le limiter par des arguties juridiques, encore moins à l'interdire. Sa légalité n'a, semble-t-i1, pas été contestée. Son ampleur en revanche a frappé, même si les chiffres énoncés dans la presse restent problématiques : 125 000 signatures ont été déposées le 25 février à l'Assemblée nationale ; la Ligue des droits de l'homme en avait reçu fin mars 1928 000 et continue d'en recevoir au milieu d'avril[3] ; le « tourbillon des pétitions » aurait touché quelque 200 000 personnes. Tout cela reste à vérifier. De même qu'il faut explorer les voies de la « contagion ». Trois d'entre elles apparaissent déjà : la voie associative à travers les collectes faites sur les marchés, dans la rue par des « collectifs » antérieurs ou constitués *ad hoc* ; la voie professionnelle initiée par l'appel des 59 cinéastes rendu public le 11 février et immédiatement relayé par la télévision ; enfin, celle que l'on a plus particulièrement baptisée citoyenne : hommes et femmes isolés, de tous âges, de toutes professions, récusant toute « récupération », qui se sont en particulier adressés à la Ligue des droits de l'homme dont la vocation à les recevoir avait été rappelée par *Libération* ; des gens pour qui « signer » constituait un événement, voire une aventure.




Diversité des trajectoires, diversité des textes signés aussi, et des initiatives. Massivité du résultat. L'esquisse même d'une étude de ce vaste mouvement n'est pas encore à l'ordre du jour. On s'interrogera simplement ici sur une question. Le ministre de l'Intégration et de la Ville, le ministre de l'Intérieur aussi ont ironisé sur la participation des signataires (cinéastes, chercheurs, universitaires, artistes, médecins. avocats, etc.) à la « gauche caviar ». Intellectuels coupés du peuple, on leur a suggéré d'aller flairer l'air des banlieues avant de donner leur avis sur l'immigration. C'était reprendre une antienne déjà ancienne. Le vote en deuxième lecture de la loi à l'Assemblée nationale et divers sondages d'opinion ont au reste montré que la majorité n'était pas du côté des pétitionnaires. On ne s'attardera pas sur ce qu'a d'un peu surprenant l'idée qu'un professeur, un musicien, un médecin ne sauraient vivre « en banlieue » ou ne pourraient avoir d'opinion que fondée sur leur habitat. On tentera en



revanche de situer sur le long terme ce flux passionné, de le distinguer de l'intellectualisme pétitionnaire dominant en France depuis l'affaire Dreyfus et de le rattacher à une pratique civique plus ancienne qui a coïncidé avec l'apprentissage, difficile, du verdict des urnes[4].

Rappelons-le d'un mot : après la campagne contre la Tour Eiffel (1887-1889) et celle qui fut organisée en 1893 pour la défense de Jean Grave, ce sont les deux manifestes dreyfusards de janvier 1898 qui promeuvent l'émergence des intellectuels comme diseurs de vérité, énonciateurs d'éthique, producteurs de textes soumis à signature. Christophe Charle[5] a étudié les stratégies d'influence et de prestige qui président à l'ordonnancement des 1 482… savants, universitaires et étudiants, écrivain et artistes : à bas l'ordre alphabétique et le semi-anonymat citoyen qu'il introduit dans la forêt des noms ! Les grands hommes des temps nouveaux marchent en tête. L'effet de nombre n'est pas le premier recherché. Cette arme moderne se retrouve au fil du XXe siècle, à gauche le plus souvent, à droite aussi quand le cas est jugé grave[6]. Après la Libération la personnalisation s'impose : as-tu signé l'appel de Sartre ? celui de Laurent Schwartz[7] ? « Cent vingt et un » signataires en pleine guerre d'Algérie, ce n'est pas rien. Ce n'est pas beaucoup non plus. Faut-il parler, depuis la fin des années 1970, d'un « crépuscule des clercs » ? ou d'une transformation souterraine de leur influence ? En tout cas la vague pétitionnaire de 1997 s'est présentée sous d'autres auspices. Les initiatives des intellectuels sortis à nouveau du bois dans un contexte politique fort précis ont cristallisé une colère, et, peut-être, une honte, diffuses, conféré une vigueur nouvelle à un mouvement associatif combatif mais dont l'audience restait limitée et mis à jour de très nombreuses volontés citoyennes, bien au-delà des cercles initiateurs.

Ce faisant, on renouait avec une tradition pétitionnaire vieille de deux siècles, avec une pratique civique qui a profondément évolué au rythme de l'expérience du vote – adhésion, rejet, apprentissage – et de la quête obstinée d'autres modes d'accès au politique dans les milieux populaires. Suivons le fil que nous tend la chronologie.

Il est dur de ne pouvoir légiférer en paix ! C'est ce que pensent par exemple les membres de la Législative qui en juillet 1792 reçoivent les pétitions apportées par les citoyens véhéments du club des Cordeliers et des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel pour réclamer la déchéance du roi. Nombre d'entre eux n'avaient sans doute pas voté aux élections







censitaires de septembre 1791. Cela ne les empêchait pas plus de se penser comme membres du peuple souverain que les blanchisseuses, éliminées du vote au nom de leur sexe, qui, en février 1793, vinrent exiger de la Convention la baisse du prix du savon et la peine de mort contre les accapareurs[8] : motion, pétition, délégation bruyante, le peuple se révélait inventif.

Faut-il qualifier de moins révolutionnaires, en tout cas de moins populaires, les pétitions adressées à la Chambre sous la monarchie de Juillet[9] ? Sans doute. Les mœurs se sont policées chez ceux et celles qui écrivent. Il est fini le temps où le ton des porteurs de pétitions se faisait comminatoire à la barre des assemblées. L'écriture se substitue, bourgeoisement, à la parole, qu'il s'agisse, comme en 1832, de solliciter, comme le font 250 « dames de la ville de Romans », la libération de la duchesse de Berry, ou, comme en 1840, sur des textes « mixtes », le rétablissement du divorce. Cependant des thèmes nouveaux apparaissent, significatifs de nouvelles aspirations démocratiques : ils sont 5 050 en 1847 à demander la suppression du livret ouvrier ; et ils étaient plus de 1 000 ouvriers en 1833 à demander, corps de métier par corps de métier, « l'en-




seignement des hautes sciences » pour ceux qui en sont « capables », et la réforme du suffrage aussi, faute de quoi les pétitions risquent fort de demeurer vœux pieux.

L'avènement du suffrage universel en 1848 inaugure une autre époque, même si les femmes restent exclues de la citoyenneté. La pétition change de sens. Ces députés élus par le peuple tout entier, il s'agit de leur faire savoir ce que l'on attend d'eux. S'ouvre le temps des pétitions de masse. De la Deuxième aux premières années de la Troisième République, elles disent que le pouvoir n'est pas totalement délégué par les citoyens-électeurs et que les députés ont à tenir compte de la volonté de leurs mandants quand celle-ci s'exprime massivement. Deux exemples.

Le premier concerne la protestation contre la loi du 31 mars 1850 votée en toute hâte par une assemblée saisie par la peur : « premier coup d'État de la bourgeoisie » a dit Marx à bon droit, elle retire le droit de vote à trois millions d'ouvriers et détruit le suffrage universel accueilli avec amour, presque avec dévotion, au moment de la Révolution de février. La campagne pétitionnaire se développe en deux-trois semaines dans l'espoir de peser sur le vote qui ne sera acquis que fin mai. Elle atteste l'extrême sensibilité du monde du travail et d'une fraction notable



de ceux-là mêmes que la loi ne vise pas[10]. Un seul texte ? Que non ! Comme ce sera le cas en 1997, on signe sur des pétitions diverses. Chaque journal montagnard, ou presque, a sa formulation, plus ou moins respectueuse, plus ou moins menaçante, et la met en circulation. Au total, 527 000 signatures, en provenance de tous les départements. En 1851, une tentative de relance à laquelle s'associeront dans le Sud-Est certains légitimistes donnera des résultats beaucoup plus modestes[11]. La loi passe. C'est peu de dire que les Montagnards sont déçus. Mais quel mouvement ! et pour quel principe fondamental ! Ne touchez pas au suffrage universel ; il est « le droit » ; les élus ne peuvent le modifier à leur guise. Pas de Conseil constitutionnel. Nul n'y songeait alors, et certainement pas les Montagnards ! Mais le peuple masculin, si récemment reconnu souverain, n'entendait pas abdiquer.



Vingt ans après… Ce n'est plus l'émotion puissamment ressentie qui, à la différence de 1850, va dicter la conduite de centaines de milliers de pétitionnaires. En deux ans, et en deux temps – un bref moment traversé par la guerre, la défaite et la Commune –, sonne l'heure de la plus imposante pétition de l'histoire de la France. Mûrement réfléchie dans son principe, elle concerne l'école primaire, devenue chez les républicains l'objet de tous les désirs. Il y a ceux qui voient dans la généralisation de l'enseignement primaire le principal mode de régulation du suffrage universel rétabli par Louis-Napoléon Bonaparte mais bafoué par ses soins[12]. Il y a ceux, nombreux chez les ouvriers, qui pensent que la diffusion de l'instruction balisera l'émancipation de l'humanité. Ces deux espérances ne sont pas forcément contradictoires. C'est un ancien de 1850, un vieux de la vieille de la pétition de masse, Jean Macé, né en 1815, qui ouvre la voie. Ferme républicain – il a été inquiété après le coup d'État –, ce journaliste devenu pédagogue se consacre en 1868-1870 à la création de cercles, non illégaux, que la Ligue de l'enseignement, non encore constituée, fédèrera à partir de 1881[13]. Le cercle de Strasbourg, un des tout premiers créés, utilise en avril-mai 1870 le ministère Ollivier, réputé « libéral », pour faire circuler une pétition en faveur de l'instruction obligatoire : mieux qu'une béquille, un puissant bâton pour conforter la proposition de loi à laquelle travaille à cette date Jules Simon. En quelques semaines, 350 000 signatures sont acquises. Dans l'Est surtout, haut-lieu de l'alphabétisation, patrie d'adoption, à Beblenheim, de Jean Macé.





La guerre brise cette offensive. Elle est reprise en octobre 1871, Jules Simon étant devenu ministre de l'Instruction publique, par le cercle le plus nombreux, le plus actif, celui de Paris[14]. La « pétition en faveur de l'instruction obligatoire et gratuite » est très largement diffusée : sociétés d'éducation populaire, correspondants provinciaux du cercle parisien, presse républicaine. La pétition ? Disons plutôt, comme en 1850, l'esprit de la pétition. Car chaque journal ou presque a sa formulation sur laquelle il appelle à pétitionner. Modéré, *Le Temps* ne propose que l'instruction obligatoire : c'était la position du cercle de Strasbourg en 1870. Radical, *Le Siècle* réclame la laïcisation. Le mot, tout frais tout neuf, inquiète Jean Macé, mais enthousiasme le fondateur du cercle parisien, Emmanuel Vauchez, un homme d'une autre génération, né en 1836. Qu'importe au fond ? Chacun cherche son chat. Chacun signe où il veut. Gros succès. Relance de quelques mois pendant l'été 1872 : elle s'avère, comme en 1851, peu efficace. Au total 917 267 signatures sont recueillies en six mois : 13 % pour l'école obligatoire, un objectif majoritairement jugé insuffisant ; 44,7 % pour l'école obligatoire et gratuite (l'un est la condition, démocratique, de l'autre) ; 42,3 % ajoutent la laïcité. Pour peu qu'on prenne en compte la pétition de 1870, on atteint 1,2 million de signatures. C'est énorme. Assez peu de femmes, hélas ! 13 %. Mais dans certains départements très protestants et très républicains, le Gard par exemple ou l'Ardèche, ces messieurs leur cèdent le pas.




Sauf à l'occasion d'une autre loi Debré, celle sur l'enseignement privé, en 1959-1960, la pratique pétitionnaire ne retrouvera plus jamais autant d'adeptes. Au temps de l'affaire Dreyfus les textes les plus abondamment signés, ceux qui cherchaient comme en 1870-1872 un effet de nombre, ne parviendront pas à grouper plus de 30 000 à 40 000 noms : ainsi la pétition pour le colonel Picquart[15], la souscription pour le Monument Henry[16] ou l'appel à l'Union lancé, sous cet intitulé consensuel et donc flatteur, par la Ligue de la Patrie française[17]. La magie des mots l'emporte en outre désormais sur la quête du nombre. Surtout, le monde ouvrier, s'il n'est pas étranger, et de loin, aux campagnes pétitionnaires n'a guère participé à leur mise en scène : aux heures les plus ardentes celle-ci fut plus populaire qu'ouvrière. C'est par la manifestation où l'on se tient chaud[18], où s'expriment les aspirations collectives, davantage que par la



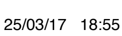
pétition qu'ont été assurés les passages entre classe ouvrière, petit peuple et milieux intellectuels.

Comment rendre compte dès lors du flux de 1997 ? On avancera, à tâtons, une hypothèse dont le seul intérêt est de conjuguer le court et le long terme. Depuis la Révolution française on entend, sans relâche, la petite musique des citoyens qui peinent à se reconnaître dans le régime représentatif. Chez ceux mêmes pour qui le suffrage universel masculin était une religion, le désir de ne pas déléguer pleinement « le Souverain » ne disparut jamais[19]. La quête d'autres modes d'élaboration de la loi fut assurément pour quelque chose dans l'adhésion longtemps donnée aux soviets par une fraction non négligeable du peuple français. L'échec de cette espérance, de ce système n'a pas suffi à faire disparaître une conviction sourde : la « volonté générale », concept entre tous rousseauiste, ne saurait se réduire au régime représentatif.



Bien des données récentes colorent aujourd'hui ce sentiment diffus : il y a d'autres modes de participation à la vie politique que l'élection de professionnels de la politique. Dans son refus – ostentatoire ? – de l'anonymat, dans son rejet – dangereux ? – de la délégation de pouvoir s'expriment – judicieusement : c'est une autre affaire – des pratiques citoyennes que l'on croit nouvelles et l'espérance d'un mode rénové de la démocratie.

« Pétitionner », ***Le Mouvement social*****, n° 181, octobre-décembre 1997, p. 127-132**









La défense des droits sociaux




Il n'était pas facile, pour la jeune Ligue des droits de l'Homme, de s'engager dans la défense de ce que nous appelons aujourd'hui les droits sociaux. Ni le milieu où elle est née, ni les circonstances de sa naissance ne l'y poussaient. Ces difficultés n'ont d'ailleurs pas toujours disparu aujourd'hui. Ludovic Trarieux, dont la personnalité est fortement critiquée par ceux qui tentent de faire admettre des droits dont l'horizon dépasserait l'individu[1], se réfère à une lecture de la Déclaration des droits de 1789 qu'il ne tente nullement d'élargir, et encore moins son compère Yves Guyot, archétype du libéralisme intégral. La Ligue naissante doit intervenir « partout où la liberté individuelle est menacée ou violée ». Forte parole ; nous la jugeons toujours essentielle ; mais elle ne connaît que des individus. Telle est d'ailleurs la tradition des Lumières, en tout cas dans son courant anglophile représenté par le directeur du *Siècle*, journal officieux de la LDH. Yves Guyot, un siècle et demi après Voltaire[2], est convaincu que les droits essentiels défendus, depuis l'*Habeas corpus*, par les notables anglais sont ceux de « la nature » : liberté entière de la personne et de ses biens (c'est la propriété[3]) ; droit de « parler à la nation par l'intermédiaire de sa plume » ; droit de professer en paix « quelque religion qu'on veuille ». La priorité chronologique de l'Angleterre dans ce domaine ne saurait être récusée. Elle fait sa grandeur. Elle renvoie en même temps à une vision notabiliaire que la France révolutionnaire intègre et élargit. On la retrouve à la base du code civil En la défendant, Trarieux, Guyot, Reinach et les autres assurent la défense de



Dreyfus. Mais ils rendent difficile celle des syndicalistes que la vie politique française maintient en lisière.

Peu lisible, pour ceux qui ne savent pas – ou ne veulent pas – voir. Car les salariés s'agitent. Légitimée en 1884 par la loi Waldeck-Rousseau, la CGT, balbutiante, vient au monde en 1895. Que les salariés soient sages ou pas, ce n'est pas à cette question que la Ligue est confrontée. Mais à la forme, à l'espérance syndicale, chez ceux qui relèvent de l'État-patron : instituteurs, postiers, les formules associationnistes ne les contentent pas. Nous aussi, disent-ils, nous avons besoin d'être liés au monde du travail. Puis, jusqu'où va la quête des droits nouveaux chez les prolétaires ? Deux juristes y réfléchissent : Léon Duguit, théoricien du « droit objectif » (1902), celui que les conflits du travail imposent ; Maurice Hauriou, en 1910, dans ses *Principes du droit public*. Révolutionnaires ? Que non ! Mais, comme Charles Gide, Célestin Bouglé et Jean Jaurès, il leur semble que l'homme ne peut être abstrait de son milieu social. Grandes conséquences dont s'était déjà emparée, dans une tradition volontiers chrétienne, la Déclaration des droits de 1793[4] : la

sainte égalité » y rejoignait la liberté et la propriété (pas facile de les

réunlr !) parmi les droits naturels constitutifs du pacte social cher à Rousseau. Bref, au tournant du siècle, les démocrates ne se réclament pas que de 1789.

Le rôle de Francis de Pressensé

Aiguisée, depuis 1902, par la victoire électorale du Bloc des gauches, cette conscience s'insinue dans la Ligue : les sections poussent comme champignons, radicaux et socialistes sont sensibilisés aux attentes qui montent, qui s'expriment dans le monde du travail. Ce n'est ni par hasard, ni seulement en raison de son courage physique que Francis de Pressensé, fils de pasteur, chroniqueur au *Temps*, devenu en mai 1899 « socialiste révolutionnaire », député du Rhône depuis 1902, est élu à l'unanimité président de la Ligue en octobre 1903. Le « grand Francis » la marque de son empreinte en plusieurs domaines. La défense de ceux qui se battent pour les droits sociaux le fascine d'autant plus que lui aussi vient du « centre ». Simplement, il n'a pas fait carrière en politique, même s'il y entre joyeusement au début du siècle. Il va faire figure, jusqu'à sa mort en janvier 1914, d'audacieux social. Au reste, nombre de sections



l'y encouragent, elles-mêmes parfois talonnées, au départ, par les Bourses du travail. Deux exemples, venus de la banlieue parisienne. Montreuil-sous-Bois dénonce, le 16 novembre 1903, les menées policières contre « sa » Bourse : ce « domicile des syndicats ouvriers » devrait être aussi inviolable que celui d'un particulier[5]. Aubervilliers, dont la section se qualifie d'ouvrière, met en lumière certains effets inattendus des lois Millerand sur a durée du travail : par peur des inspecteurs, les patrons ne forment plus d'apprentis de moins de dix-huit ans Pressensé commente : voilà une « question de premier ordre ».

Comment constituer ces suggestions en exemple ?

Comment leur conférer une carrure nationale ? La direction de la Ligue assume ici un de ces événements qui marquent la geste ouvrière : une répression inique dont il est possible de faire une « affaire », un scandale dont, collectivement, des prolétaires ont été victimes. Collectif et ouvrier, cet événement sert de pendant à l'affaire Dreyfus. Les symboles comptent, et comment ! En plein Bloc des gauches, la tradition répressive de l'État leur offre, sur un plateau, le cas de Neuvilly : près du Cateau-Cambrésis, c'est un de ces gros bourgs voués au tissage, et au malheur. Trente-neuf ouvriers de l'usine Cayez ont été arrêtés début juin 1904, plus de deux mois après l'incendie de la maison d'un propriétaire, alors que l'instruction était close et que la grève, à l'origine des incidents, avait cessé.





« Justice de classe », déclare Pressensé le 17 juillet : il s'adresse à la foule ouvrière, ainsi qu'une dizaine de membres du comité central[6]. C'est ce jour-là que Paul Painlevé, membre de l'Institut. Proclame : « La Ligue n'est pas une assemblée de notaires, chargés d'enregistrer congrûment les iniquités sociales, pourvu que la forme légale ait été respectée. » Et Sicard de Plauzoles : pas d'égalité vraie sans « égalité de fait, égalité sociale[7] ». L'ordre du jour adopté « se refuse à croire que la République française livrera à une justice de classe des victimes de l'iniquité sociale ». La Ligue n'est jamais allée plus loin, s'agissant d'un conflit non syndicalement géré. La mort du Bloc, en 1905, l'arrivée au pouvoir de Clemenceau, grand dreyfusard devant l'Éternel et homme à poigne, déplace la donne. Le débat, pour plusieurs années, concerne les droits de ces salariés pas comme les autres, les fonctionnaires, ces agents de l'État-patron. C'est tout l'appareil vivant de la Ligue qui se met en mouvement pendant quelques années : les sections ou leurs



regroupements en train de naître, la « Seine » en tête ; les commissions désignées pour examiner les « vœux » venus de la base ; les conseils juridiques dont le mode de fonctionnement distingue la Ligue des partis et des syndicats ; le comité central et le bureau ; le congrès enfin, instance suprême. Cela fait beaucoup de monde. Une population « ligueuse » de quelque 80 000 adhérents en 1908 : le combat pour les droits des fonctionnaires va en modifier l'ampleur et, sans doute, le recrutement.

Commençons (la chronologie nous y appelle) par les hussards de la République, souvent influents localement au-delà de leur école (beaucoup sont secrétaires de mairie). souvent las, quand ils sont jeunes, des bas salaires et de l'arbitraire des hiérarchies quotidiennes. Encouragées par les républicains, leurs amicales, en essor, constituent une force non négligeable. Dès 1904, les vœux de certaines sections accompagnent les protestataires. Auprès des préfets, c'est le secrétaire général qui proteste. Quand le « niveau » exige d'aller plus haut, voici le président. Quelle affaire lorsque les plus véhéments des « primaires » envisagent de se syndiquer ! oh ! là ! là ! comme des ouvriers du textile ? Et leur prestige alors ? Et les institutrices ? Iront-elles « en cheveux » comme les rouis-




seuses du lin de la vallée de la Lys ? Or, en juillet 1905, la Fédération des syndicats des instituteurs vient au monde, maigrelette certes, mais voulant jouer la carte de l'élargissement des droits. Or le préfet de la Seine refuse le récépissé de dépôt des statuts, déposé par le syndicat des instituteurs du département et prévu par la loi de 1884. Pressensé intervient le 25 octobre[8] : le refus, dit-il, est illégal. La Ligue se veut garante de l'application de la loi. Le gouvernement renonce à poursuivre. En bon Français, il cède. Le débat va rebondir avec Clemenceau, un Premier ministre pressé de se faire obéir. Mais l'intervention de la Ligue a ouvert une voie : étendre le droit et en exiger l'application comme si c'était chose faite.

Plus facile à dire qu'à faire. Justement, car les postiers bientôt frappent à la porte. Certains parlent d'adhérer à la CGT, voire de se mettre en grève. Ici, Pressensé est en flèche : socialiste, il soutient la position énoncée par Jaurès en 1900 lors de la célèbre controverse qui l'a opposé à Guesde[9]. La Ligue doit prendre position sur le principe, sans contester aucune stratégie. Pour ce faire elle doit s'appuyer sur « le droit ». Au-delà de la loi, un « droit positif » est en train de naître. Un oiseau rare peut aider la Ligue à le formuler : il s'appelle Maxime Leroy ; juriste de formation, il est né à la pensée ligueuse à Nancy, pendant



l'Affaire, parmi les amis de Gallé[10]. Ami des jeunes cégétistes, Merrheim Griffuelhes, il associe « droit positif » et « coutume ouvrière[11] ». Pressensé et Morhardt l'intègrent au groupe des « conseillers juridiques » que John Appleton, professeur de droit à Lyon, ne parvient plus à maîtriser. Trois livres en trois ans sur Le Droit des fonctionnaires[12]. Soit. Mais avec les experts, sait-on jamais ? Sait-on jamais, en effet. Le premier des débats, qui vont s'étaler sur trois ans, se déroule au congrès de juin 1906, autour d'un problème, toujours vivace : les

fonctionnaires qui détiennent « une portion de la puissance publique » peuvent-ils se syndiquer comme les autres ? Non, déclare Leroy, président de la commission chargée de préparer la discussion ; celle-ci le suit à une faible majorité : quatre voix sur sept. Au nom de la minorité, Rodrigues, un enseignant d'Amiens, obtient aussitôt la parole. Il défend le principe du droit commun. Au vote, le congrès, habilement mené par Pressensé, accepte la proposition de Rodrigues (le nombre de voix n'est pas indiqué) et, sur mandats, reconnaît que, dès lors, tous les fonctionnaires ont le droit de grève, inséparable du droit syndical : 75 voix contre 64[13]. Une victoire, mais une courte victoire. Un résultat essentiel cependant : la reconnaissance du syndicat comme acteur social, de plein droit.




De là à soutenir, réellement, les grèves de fonctionnaires, il y a loin. D'autant que le décor politique change. Puis, les dirigeants de la CGT se sont fait de rudes ennemis. Et Pressensé est loin d'être soutenu comme il le voudrait lorsqu'il essaie d'obtenir au congrès de juin 1908 que la liberté d'opinion soit inscrite à l'ordre du jour ; il aurait bien aimé que ce droit des droits soit reconfirmé pour témoigner lors des procès intentés aux membres du Bureau confédérai du syndicat[14]. Le congrès le laisse bien seul, tant la Ligue est alors divisée. Une division qui, au printemps 1909, se focalise à nouveau sur les fonctionnaires. Entrée des postiers, un ensemble de métiers très différents, où prolifèrent les organisations corporatistes, inégalement sensibles (c'est une litote) à une conscience collective. Leur ministre, Simyan, sous-secrétaire d'État en fait, trouve le moyen de mettre le feu aux poudres en modifiant les règles de l'avancement. C'est la grève en mars 1909, au Central télégraphique de Paris. Conflit en voie de règlement. Mais, soutenu par Clemenceau, Simyan demande, après la grève, la révocation de sept postiers. Le conseil de discipline doit siéger le 8 mai. Le comité central de la LDH, lui, se réunit par fois, le 5 et le 7 mai. Ni Pressensé, ni Buisson n'y participent. La



réunion s'achève le 7 à une heure du matin. La tension est extrême. Les décisions sont prises sous la pression, patente, de la section des «Grands-Carrières» ou Sembat, socialiste, est tout-puissant. Le comité rejette la proposition de Basch (une démarche collective auprès de Clemenceau) et il approuve, par treize voix contre quatre, la tenue du meeting de la Ligue prévu le 11 mai. Président: Pressensé. La motion adoptée proteste contre la «bataille violente» voulue par «le gouvernement de la République». La province n'a suivi que modestement, alors même que nombreux étaient les postiers à en approuver les objectifs. D'accord sur le but. Mais sur les moyens?

En quelques jours, les démissions du comité central pleuvent: il faut une nouvelle direction. Les résolutions votées par les sections, en très grande majorité hostiles, affluent. Le meeting a été perçu, non sans de solides raisons, comme un encouragement à la grève sous la pression d'un dirigeant notoire de la SFIO, Marcel Sembat, face aux radicaux. Difficile de le nier: la dimension politique du conflit l'emporte. Mais le camp de ceux qui ont fait le choix non pas d'aider X contre Y, mais de soutenir les acteurs syndicaux, a montré sa faiblesse.



Le congrès s'ouvre à Rennes le 29 mai, quelques jours plus tard, dix ans après le second procès Dreyfus, date symbolique[15]. Un congrès à la mesure de l'événement: accepter la bagarre, au nom du passé et de ses divisions potentielles et réelles. L'attaque est portée sans fard, dès le 30 mai, par Émile Perrin. Délégué de la section de Paris VIIIe, il représente tout ce que déteste la gauche de l'organisation. Il interpelle sur «la situation morale de la Ligue»; le conflit des PTT n'est énoncé qu'*in extremis*, après l'affaire de Madagascar[16]. Mais la proximité de l'événement lui confère un poids fort, La Ligue, soutient-il. ne peut appuyer que des mouvements «légalitaires», elle récuse toutes les tendances «insurrectionnelles» auxquelles

la CGT est accusée de prêter la main. Bien soutenu par Marius Moutet (SFIO, Lyon) et par Ferdinand Buisson, un des papes de la réflexion pédagogique radicale, Pressensé qui paie de sa personne l'emporte sur Perrin: 25 045 voix pour la motion présentée par le comité central, 5 842 contre et 6 200 abstentions[17]. Une nette victoire. Mais le souffle du boulet a passé. Pendant les dix-huit mois qui suivent, la Ligue perd quelque 30 000 adhérents: beaucoup de radicaux et de francs-maçons. Les partisans des droits syndicaux, dont la grève, les défenseurs



des fonctionnaires face à l'État paient chèrement leur victoire. Comment ne pas tirer quelques conclusions d'un pareil coup de semonce ? En d'autres termes : comment avancer sur le terrain miné des droits syndicaux, sans affaiblir la spécificité de la Ligue ? Le comité central devient de plus en plus prudent. Il renonce aux meetings, et non plus seulement aux manifestations de rue. Lors de la grève des cheminots (10-17 octobre 1910), le bureau ne semble pas déployer de grands efforts pour que sa position adoptée le 17 octobre soit largement diffusée. Elle parle d'actes « arbitraires », quelques jours plus tard le congrès les qualifie d'« illégaux » (c'est plus grave) et renouvelle la dénonciation des « paroles de coup d'État » de Briand, président du Conseil[18] : celui-ci résiste plus mal au mépris que Clemenceau au courroux. On signalera aussi que les cheminots ne sont pas des fonctionnaires et que les licenciements massifs décidés par les compagnies et qui ont marqué la mémoire cheminote s'abattent sur eux[19]. La Ligue les défend. Ceux qui ont repris le travail, d'ailleurs, ne se sont pas présentés tête basse, mais, bien souvent, drapeau rouge en tête. Voilà qui confirme le sentiment de Pressensé et de Morhardt : l'acte syndical, l'acte de grève, soulignent la fierté du citoyen-producteur.




L'affaire Durand

C'est sous de tout autres atours que se présente ce qu'on appelle l'affaire Durand. Pour maintes raisons. Certes, c'est bien un syndicaliste qui est visé : Jules Durand est secrétaire du syndicat des ouvriers charbonniers du Havre. Mais sa condamnation à mort, le 25 novembre 1910, par la cour d'assises de Rouen en fait la victime absolue d'un jugement stupide, non acteur. Puis c'est une section de la Ligue, celle du Havre[20], et non la direction nationale qui en fait une « affaire Dreyfus de la classe ouvrière » et lui confère une grandeur propre aux temps nouveaux : le caractère christique du prolétariat. Tel est le sens de la déclaration du secrétaire de la section, Combes, lors du premier meeting consacré, le 6 décembre, à Durand. Pressensé et Quillard, le nouveau secrétaire, arrivent le 14 : le meeting prend une autre dimension. Et le 19 décembre, le président s'excuse en somme : le comité central ne s'est pas encore occupé collectivement de cette affaire[21]. Il appelle désormais toutes les sections à organiser l'action. En ce sens, l'affaire Durand ouvre une ère



nouvelle : le « national », mieux contrôlé par les sections, se sent mieux engagé à leur suggérer des initiatives communes. Y compris à propos de la bataille pour les droits des ouvriers.

La terrible, la stupide Grande Guerre ouvre une nouvelle étape. La « volonté sociale » s'ancre dans les sections que gonflent les luttes réelles, après quatre années d'atonie relative. Assez largement reconstituée et renouvelée, profondément divisée sur le problème des « origines de la guerre », pourvue d'un président vénéré mais vieillissant, la Ligue esquisse un pas de danse, timide, sur le chemin, qu'elle n'avait encore jamais parcouru, de « la politique économique et sociale ». Elle invite pour en parler Alphonse Merrheim, l'ancien secrétaire des « Métaux » qui s'est éloigné, tôt, du pacifisme pendant la guerre, et, naturellement, des révolutionnaires qualifiés de bolcheviks[22]. C'est un choix très politique : il ne suffit pas de venir du syndicalisme pour se faire écouter dans une association dont la base est redevenue turbulente. Entrée en matière ratée. Ça ne se passe pas beaucoup mieux dix ans plus tard au congrès de 1931. Les propositions de William Oualid, un juriste, sont vivement contestées et pas seulement par la turbulente fédération de la Seine[23]




Comment peut-on mettre sur un pied d'égalité le syndicalisme des salariés et celui des patrons ? Le voilà bien, le balancement juridique.

Il faut déplacer ces sables immobilisés depuis tant d'années. Jeune élu au comité central, Pierre Cot, député depuis 1928, d'une famille catholique, lui-même « jeune Turc » en radicalisme, s'en charge. La Ligue doit s'appuyer sur les « bonnes forces du syndicalisme » pour dénoncer et combattre les liens entre l'État et certaines grandes organisations patronales et syndicales, ces « forces d'argent ». Voici la Ligue réancrée à gauche et disposée à soutenir l'État « jacobin » et à lui montrer son devoir.

Ainsi la Ligue va-t-elle à la recherche de son chemin. À tâtons, dans cette nuit obscure qui enveloppe l'entre-deux-guerres. Les « droits sociaux », comment les aborder ? Leurs défenseurs, leurs adversaires, la Ligue a tout essayé. Encore faudrait-il les énoncer. Timbre de Elle y parvient au congrès de Dijon (17-19 juillet 1936), au lendemain de la constitution du ministère Léon Blum, au moment précis où la guerre civile commence en Espagne, es rOi s presen es comme « complémentaires » de ceux de 1789, de 1793. Ils ont été discutés, dit-on, avec d'autres ligues, regroupées dans la jeune et fragile Fédération interna e. U cen re, e « droit à la vie » ; un concept nouveau : le droit au travail, à



la subsistance, à la culture. Ils supposent la paix, alors que toutes les nations se préparent à subir la guerre. Ils supposent des limitations imposées à la propriété privée. L'enthousiasme est grand : le Front populaire, en France, a vaincu. Et ailleurs ? Demain la guerre et les crimes insondables (génocide, Hiroshima, souffrances non seulement des Juifs et des Tsiganes mais des Slaves). Après-demain la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Puis les luttes et les victoires des peuples colonisés. Puis… La marche des droits, la marche pour les droits, des Individus, des peuples, des classes, la Ligue a contribué, faiblement et fortement à la fois, à en déblayer le chemin.




« La défense des droits sociaux », *in Droits de l'homme. Combats du siècle* **(Gilles Manceron et Madeleine Rebérioux (dir.), Paris, Seuil – BDIC, 2004, p. 50-67**







CHAPITRE VI

COMBATS POUR DE NOUVEAUX DROITS










Femmes et citoyenneté




En ont-elles dit, en ont-elles fait, les femmes pendant la Révolution française ! On en discute en cette année du Bicentenaire. On en discutera lors du colloque mondial de Toulouse entre le 12 et le 14 avril 1989. La mise à jour des connaissances et des réflexions a commencé. Au cours des quelque deux cents colloques organisés depuis quelques années, il est arrivé – rarement, mais enfin… – que la voix des citoyennes de 89 à 95 se fasse entendre. Grâce aux volumes publiés en 1982 par Edhis, le corpus des textes accessibles s'est beaucoup élargi. Dans le temps surtout : la Législative, la Convention sont entrées dans la danse. Dans les références culturelles aussi : «*Née avec le courage d'une Romaine et la haine des tyrans*», ainsi se présente, à la barre de la Législative, Claire Lacombe, digne sœur de ceux pour qui l'Antiquité fut une source exceptionnelle d'espérance politique. Élargi enfin dans l'expression des attentes populaires : «*Après quatre ans de malheur, nous voulons des preuves*», voilà ce que les citoyennes républicaines révolutionnaires viennent, au cœur de l'été 1793, dire à la Convention. Surtout, des travaux neufs ont vu le jour, voués non plus aux seuls discours mais aux pratiques naguère encore délaissées. Les femmes patriotes en ont bénéficié, davantage encore la sans-culotterie féminine. D'Élisabeth Guibert-Sledziewski, la juriste philosophe, à Arlette Farge et à Dominique Godineau, les historiennes, d'Annette Rosa à Élizabeth Roudinesco, des connaissances neuves, des interprétations originales et mieux fondées se sont



multipliées. Nous pouvons aujourd'hui en tirer parti sans rien renier de ce qu'ont écrit les pionnières.

Vous voici donc mieux connues, ô femmes qui avez vécu la période désignée hors de France comme *« la grande Révolution française »*. La sociabilité salonnière où telles d'entre vous, les plus huppées, avaient triomphé pendant les décennies précédentes, vous n'y avez pas renoncé. Les lois de la conversation, les règles de la politesse, vous êtes assez nombreuses à continuer de les faire respecter au cœur des débats de plus en plus politisés et que vous avez, sans toujours le vouloir, contribué à politiser sous le manteau de l'enjouement et de la civilité. La jeune Madame de Staël, la jeune Madame de Condorcet qu'Élisabeth et Robert Badinter nous ont aidés à redécouvrir ouvrent leur salon à la même heure ou peu s'en faut, trois ou quatre ans avant l'an 89. Celui de Sophie, rivale en ce point de Manon Roland, ne se fermera guère avant le printemps 93. Moins de lectures littéraires désormais, moins de jeux dans les mots, davantage d'ardentes convictions. Mais, même aux plus hardies, il faut du temps pour ne pas se cantonner dans les confidences, ne pas se limiter aux conseils qu'on prodigue au guerrier : *« Les femmes doivent inspirer le bien et nourrir, enflammer les sentiments utiles à la patrie, mais non paraître concourir à l'œuvre politique »,* c'est Manon qui l'écrit en avril 1791, ce pourrait être Sophie.



Salon ou pas – en règle générale : guère de salons –, le patriotisme au féminin s'épanouit de 1789 à 1791. Curieusement, nous en cernons moins mal la mouvance en province qu'à Paris. Une trentaine de clubs strictement féminins au moins – on espère en découvrir une cinquantaine – apparaissent : à Dijon dès 89, un peu plus tard à Aunay et à Civray, à Ruffec, à Cusset et à Bordeaux, à Marseille et à Nantes : toute une géographie, encore bien incomplète, à explorer. Des femmes d'avocats et de médecins, d'hommes de loi et de commerçants, d'officiers municipaux – on aimerait pouvoir apprécier la participation des sages-femmes, ce nouveau métier, et des marchandes de modes en place depuis plus longtemps – commentent les journaux et les lois, proposent les éléments d'une société régénérée, préparent leur participation aux fêtes de la Fédération, vont saluer les évêques constitutionnels. Amies de la Constitution : ainsi se dénomment-elles souvent ces femmes à qui la Constitution justement refuse le droit de vote. Et de proposer qu'à l'exception des pauvres, chacun donne, pour faire disparaître le déficit, une



somme proportionnelle à ses revenus : ainsi renaîtra « *l'harmonie dans tous les cœurs français* ». Et de suggérer aux femmes artistes et orfèvres que, pour « *sauver la nation, soient sacrifiées les parures frivoles* ».

C'est assurément aux femmes du peuple – eh oui ! – que sont allées ces dernières années les recherches les plus neuves, les plus substantielles. À ces femmes quasi anonymes dont les archives policières elles-mêmes, pourvoyeuses de fiches inquisitoriales, perdent un jour la trace. Retour aux travaux du ménage, à la monotonie du gagne-pain, départ au loin, mort solitaire, des silences soudains, sur lesquels bute toute une vie, légitiment toutes les hypothèses. Composante féminine du petit peuple de Paris à la veille de la révolution, elles participent à sa marche, mais à leur pas. Dominées, certes : quelle femme ne l'est pas ? et elles, donc, ô combien ! Mais aussi, autonomes, actives, créant leur existence sans renoncer pour autant à assurer la subsistance de la famille. Si la révolution, en dehors de quelques grandes figures, n'est pas exclusivement une histoire d'hommes, on le leur doit largement. Dans leur vie en tout cas, elle a dû apparaître comme une source de ressentiment peut-être – le pain cher, le fils blessé, le mari, qui sait ?, emprisonné – mais plus sûrement comme un moment de conscience et d'action, d'action et de conscience : une aggravation, souvent, de leurs soucis, mais aussi une de ces ruptures existentielles dont s'empare plus tard le souvenir. Quel dommage vraiment que ni Michelet ni Louis Blanc n'aient cherché à retrouver Françoise Dupont, la blanchisseuse de linge fin, Marie-Marguerite Bardot, la mercière de détail ou la pâtissière Geneviève Gauthier, toute jeune en prairial an III ! Génial comme presque toujours, Michelet éprouva quelque douleur de cette lacune : « *Le grand défaut de mon livre* », écrit-il en achevant *Les Femmes de la Révolution,* « *c'est qu'il ne répond pas à son titre, on n'y rencontre que des héroïnes* ». Il serait plus heureux aujourd'hui.





Nous les connaissons enfin ces femmes des « *glorieux faubourgs* » : Saint-Antoine, Saint-Marcel, Saint-Jacques. Nous savons que la rue en est peuplée, comme sous ce régime qui s'achève et que bientôt on va appeler « *l'ancien* ». Espace public – espace privé : cette dichotomie date du XIXe siècle. Rien dans les années 1780 ne les confine à domicile : ni les mœurs ni les maris. Marchandes ambulantes, fripières, dames de la Halle – ces dernières hautement productrices de pétitions, de manifestations prostituées parfois, et ouvrières bien plus nombreuses qu'on ne l'a cru



longtemps, elles s'affairent avec leurs bonnets tuyautés, plus ou moins patriotiques, bientôt fleuris de cocardes. Ménagères, elles murmurent contre le prix du pain, du sucre. Complices, elles se réunissent entre voisines. Violentes, en proie à des maris eux aussi violents, elles vocifèrent, les mains sur les hanches, elles se battent aussi. Laborieuses surtout, elles ne sont pas femmes à s'enfermer dans leur ménage : le personnage de la ménagère, c'est plus tard qu'il viendra au monde ; en 89, la très grande majorité du peuple féminin de Paris exerçait une profession, des professions déjà soumises à la longue discrimination des salaires. « *Coudre et servir, instruire et soigner* », telle se dessine la configuration de leurs emplois. Des initiatives comme le projet, fin 1790, d'une école typographique pour les femmes, donnent chair, au cœur du moment révolutionnaire, à la revendication générale de l'instruction, si bien relevée par Paule-Marie Duhet.



Instruction professionnelle en l'occurrence : pourquoi tels emplois seraient-ils refusés aux femmes ? De quel(s) droit(s) ? Nul ne peut dire : « *Je ne suis pas fait pour travailler* » puisque « *tous sont nés pour exister* ». Mais, inséparablement, instruction générale à finalité civique : aux femmes comme aux hommes de s'élever à la pleine dignité du genre humain. Comment devient-on partie prenante du « *souverain* » ? Cette question hante celles qui savent s'exprimer et on l'entend comme en sourdine derrière bien des pratiques. S'instruire comme les hommes et comme eux, travailler, bonne réponse : Il *La raison est à la portée des femmes comme des hommes* ». Ce n'est pas la seule. Ne se marier qu'avec un patriote, voilà, en 1790, la proposition des Dames citoyennes de Marseille : on leur fera comprendre, avance hardiment une autre citoyenne deux ans plus tard, que « *l'égalité est entre les époux et les épouses* ». Un vœu isolé ? Non. Tout l'an 89 bruit de « *réclamations des femmes* » contre le « *despotisme marital* », de dénonciations de ces « *chaînes d'autant plus pesantes qu'elles sont forgées dans le sein des familles* ». Nul enfermement cependant dans le champ du privé : c'est collectivement que des femmes entendent porter la pique, cette arme entre toutes symbolique du sans-culotte. Collectivement aussi qu'à l'heure de la patrie en danger, près d'un millier s'enrôlent et jurent de « *renoncer aux séductions de l'amour* » pour aller combattre les tyrans : « *N'avons-nous pas, comme vous, fait serment de vivre libre ou de mourir ?* » Nulle supplique ici : des droits, revendiqués. En passant des doléances à



l'exigence, la conscience d'appartenir au «*souverain*» s'affirme. Citoyenne, cette définition se charge peu à peu d'un sens nouveau: la citoyenne est celle qui a des droits, qui le sait et qui le dit.

Avec des textes, avec des mots. Nul doute que, comme les hommes, les femmes du peuple manient plus volontiers la parole que l'écriture. Paroles échangées dans la rue ou à la porte du boulanger, cris qui rassemblent, chansons qui procurent le surcroît nécessaire d'énergie et d'ardeur. Paroles écoutées aussi: tricotantes et tricoteuses, elles occupent les tribunes des assemblées de section, des assemblées nationales et y font l'apprentissage de la vie civique.





Paroles délibérantes enfin: dans les cabarets de quartier où, le soir, elles se retrouvent entre voisines pour entendre la lecture du journal, dans les clubs aussi, certes moins fréquentés, parfois mixtes – le premier: la Société fraternelle des Amis de la Constitution, naît à l'automne 90 –, parfois exclusivement féminins, tel celui des Citoyennes républicaines révolutionnaires que Michelet déjà avait repéré. Il y a bien une spécificité populaire, d'autant que les paroles se mêlent aux actes: c'est la «femme Devaux» et la jeune Joséphine Rouillère, toutes deux de la section du Finistère, qui, le 1er prairial an III, dix mois après la chute de Robespierre, organisent une véritable marche insurrectionnelle sur la Convention. L'échec de l'émeute ce jour-là, la reddition des faubourgs, sonneront le glas du mouvement féminin de masse dont les militantes étaient susceptibles d'obtenir l'appui quand la faim menaçait les familles ouvrières, et en même temps celui de tout le mouvement populaire mobilisé autour d'un objectif éminemment politique: du pain et la Constitution de l'an I.

Et pourtant… À parcourir les récits, les pamphlets et les fiches de police, le sentiment s'impose qu'entre les activistes de la parole urgente et celles de la prompte écriture, entre Anne-Félicité Colombe, propriétaire de l'imprimerie Henri-IV, et Marie Martin qui sait signer mais non écrire, le fossé est moins profond que celui qui sépare Camille Desmoulins par exemple, le gentil Camille, des sans-culottes des faubourgs. Propriétaires ou non, aisées ou miséreuses, ces femmes, exclues du vote et de la représentation, ont le désir de se faire reconnaître comme citoyennes. Parler, gesticuler, écrire, autant de manières de faire acte de citoyenneté. Au reste, c'est ensemble qu'elles signent plus d'une pétition rédigée d'une plume lettrée. Ensemble aussi parfois qu'elles les portent en délégation à la barre de l'Assemblée. Leur culte de l'égalité, la volonté

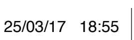


de communion civique qui les rend promptes aux serments, voilà ce qui les constitue bientôt en chaleureuses républicaines. Ce que nous donnent à entendre la voix des pamphlets rédigés par les «*écrivaines*» et celle, toute populaire voire populacière, que nous transmettent les rapports de police, c'est bien la passion civique, l'ardeur citoyenne de femmes aptes à mettre en œuvre une certitude consciente ou obscure: il existe d'autres formes de citoyenneté que le vote.

De celui-ci, on le sait, la Révolution avait radicalement privé les femmes, de son aurore à sa phase culminante, lors même que, peu à peu, elle avait reconnu aptes à jouir de la capacité politique les comédiens et tous les juifs, les hommes de couleur, les pauvres, les domestiques enfin, renonçant au système complexe d'exclusion sur lequel la Constituante avait au départ construit la capacité politique. S'agissant des femmes, la chose semblait si évidente qu'entre représentants du peuple on négligeait de s'en entretenir. Lorsque Condorcet, qui n'était pas alors député, publia en juillet 1790 *Pour l'admission des femmes au droit de cité* – il ne s'agissait d'ailleurs que des femmes propriétaires –, ce texte n'eut guère d'écho à l'Assemblée… Il fallut attendre avril 1793 pour que la «*Commission des six*», chargée par la Convention d'étudier les quelque trois cents projets de Constitution reçus, ouvrît le débat et, malgré Gilbert Romme, proposât clairement d'exclure les femmes du droit de cité, «*au moins pour quelques années*». Une argumentation qui avait le mérite de n'être pas «*naturaliste*», mais qui, tout compte fait, se bornait à reprendre, dans la phase la plus hardiment égalitaire de la Révolution, la thèse énoncée en 1789 par Sieyès, au fil de son long projet de Déclaration des droits: si les femmes ne doivent pas «*influer directement la chose publique*», cette exception au droit de suffrage qui les range du côté des enfants et des pauvres ne concerne que «*l'état actuel*».



Qu'en pensaient les femmes? Grande question. On ne peut tenter d'y répondre que chronologiquement. Trois grands moments se dégagent, semble-t-il. Que la citoyenneté électorale ne soit pas le principal souci en 1789, *les Cahiers de doléances des femmes* le montrent assez, à l'exception de Madame B··· B··· qui déclare qu'il est juste de recueillir leurs suffrages, pour peu qu'elles soient propriétaires. Travailleuses, elles énoncent leurs revendications. Mais surtout elles se pensent comme «*filles, sœurs, épouses et mère de citoyens*»: belle formule utilisée dans les «*Lettres d'une citoyenne à son amie*», écrites de Grenoble et datées





d'avril 1989. Pourquoi ne pas aller plus loin ? Elles « *savent trop bien combien la faveur aurait de part à leur éventuelle élection* : c'est du moins ce que dit la pétition adressée au Roi par « *les femmes du Tiers* » le 1[er] janvier de cet an de grâce. Dépendre du favoritisme : insupportable. Il y a là comme un constat social contre lequel elles entendent lutter en exigeant des droits civils – fin du privilège de masculinité en matière d'héritage, divorce – et l'instruction, objet d'un passionné désir. S'agit-il pour elles d'une étape nécessaire avant de passer aux droits politiques ? Ce n'est pas certain. Aucun texte n'énonce à cette date cette perspective. Ne s'agirait-il pas plutôt d'une adhésion intime à la thèse qui fait de la femme non pas l'égale en droits, mais l'éducatrice et le complément de l'homme, disons, pour faire court, la thèse de la complétude ? C'est en réalisant cette nature profonde, « *sa* » nature, que la femme peut contribuer à la régénération de la société, à la Révolution. Voilà qui définit les contours d'un mode féminin de citoyenneté ni « *active* » certes, ni « *passive* », mais « *autre* », mise au service de la nation, faite de vertu assumée, d'exemples donnés à la patrie – ô Cornélie, mère des Gracques – et de grandeur d'âme.



Assez vite pourtant le débat sur l'égalité des droits gagne les femmes du Tiers. Plus exactement des femmes du Tiers auxquelles se mêlent quelques brillantes marginales. Est-ce le texte de Condorcet, superbe dans son volet théorique, qui cristallise à partir de l'été 1790 des courants d'opinion jusque-là dispersés ? Est-ce le Cercle social de l'Abbé Franchet, ce lieu du Palais-Royal encore si mal connu mais fréquenté par tant de personnalités fascinantes dont Ella Palm, la « *fausse baronne* », pourvu en outre d'une imprimerie, qui facilite les rencontres et la maturation de la pensée ? Ou le simple mouvement de la Révolution conduit-il à réfléchir sur la mise en œuvre de la Déclaration des droits, un texte qui associait inséparablement droits de la personne et droits du citoyen ? Toujours est-il que, des *Etrennes nationales des Dames* et de *l'Adresse* signée par quelque 300 « citoyennes de la capitale » à la *Déclaration* d'Olympe de Gouges (septembre 1791), le thème de l'égalité et celui de l'universalité se substituent à ceux des deux natures et de la complétude. « *Qui y a·t-il de commun entre les hommes et les femmes ?* » interroge Olympe. Réponse : « *tout* ». Et Condorcet, qu'el1e a peut-être rencontré au Cercle social : « *Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes* ». Politiquement enfin, c'est Olympe qui,





redoublant au féminin le grand texte de 89, écrit en clair : « *Toutes les citoyennes et citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants à la formation de la loi* ». L'entrée dans la gestion des vil1es – nous n'avons pas inventé le « *vote aux élections locales* » –, la représentation à l'Assemblée Nationale, toutes deux demandées par les *Etrennes des Dames,* l'affirmation selon laquelle « *les femmes valent bien les juifs et les gens de couleur* » (Requête à l'Assemblée Nationale), ont trouvé leur formulation unitaire, à la fois théorique et politique.

Sans grand écho dans l'immédiat, semble-t-il. L'entrée en scène, à partir de 1792, de la sans-culotterie féminine déplace à nouveau les enjeux. Pour faire reculer le fédéralisme, pour défendre les intérêts des sans-culottes, et notamment des femmes sans-culottes, est-il si important d'élire ses représentants ? Les femmes ne sont pas seules à être tentées de répondre par la négative : les foules masculines ne se pressent pas non plus lors des élections à la Convention, à un moment pourtant où la Révolution est encore très loin d'être « *glacée* ». La démocratie directe dans les sections fascine davantage, Albert Soboul l'avait montré. Surveiller et punir, exiger et agir, multiplier les signes de reconnaissance, investir en somme le politique par d'autres voies : c'est ce qu'expérimentent les femmes de l'an I. Comme celles de 89, elles se pensent et se voient citoyennes sans droit de vote. Mais, à la différence de 89, c'est par les lieux de sociabilité publique, par l'évidence de leur présence dans la ville qu'elles définissent leur citoyenneté. Vision populaire, distincte de l'imaginaire des Lumières, de la représentation de la citoyenne mère et épouse ? Assurément. Mais nombre de celles qui, en 89, se pensaient exclusivement « *filles, sœurs, épouses et mères de citoyens* » avaient adhéré à ces pratiques nouvelles. Quelque chose avait bougé.




Il n'en était apparemment de même ni dans la sans-culotterie masculine, ni chez les Montagnards, ni dans la Plaine, dès lors qu'ils se trouvèrent confrontés à la turbulence féminine. Fin octobre 1793, lorsque la Convention ouvre son seul vrai débat sur les femmes, Amar au nom de la police – le Comité de Sûreté générale – et Chaumette, le procureur de la commune, rivalisent d'arguments pour obtenir, au reste sans grand mal, la fermeture des clubs de femmes, présentés comme manipulés par les « *Enragés* ». Assurément ils invoquent la « *nature* » féminine. Mais ce n'est plus dans la perspective d'une citoyenneté originale. Olympe devient une « *virago* » qui « *abandonna les soins du ménage pour se mêler*



de politique ». Les femmes sont renvoyées à leur potage. Elles ne rentreront pas si vite à la maison. La fin ne viendra qu'avec la répression de prairial an III.

Elles avaient tout de même beaucoup appris. Et quelque peu acquis : ne serait-ce que le droit au divorce par consentement mutuel (30 août 1792) que, mal mariées si souvent, elles avaient demandé avec tant d'insistance, et dont elles seront, en nombre, les principales bénéficiaires. Surtout, elles avaient pensé, elles avaient pratiqué. Elles avaient pesé sur la vie publique par des voies qu'il nous arrive de redécouvrir aujourd'hui.

Si les leçons de citoyenneté nées de la Révolution française ont pu sembler longtemps perdues, si la femme du XIXe tend à être figée dans son rôle maternel, si l'image masculine d'Amar et de Chaumette a perduré, le Bicentenaire n'est-il pas l'occasion de retrouver textes et pratiques des femmes de cette époque fondatrice, dans leur active plénitude et leur profonde incomplétude ?




Préface de Madeleine Rebérioux au livre *Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes*, **introduction de Paule-Marie Duhet, Paris, © Des femmes-Antoinette Fouque, 1981**







Le mur des fédérés

Rouge, «sang craché».

Tombe sans croix et sans chapelle,
Sans lys d'or, sans vitraux, d'azur.
Quand le peuple en parle, il l'appelle
Le mur.
JULES JOUY,
4 novembre 1887.

Imaginez au pied du Mur des fédérés une colline de fleurs et de rubans à lettres d'or. La manifestation monte là-dedans comme un soleil […] et chante, en piétinant ce sol que la bataille défonça.
HÉLÈNE PARMELIN,
La Montée au mur, 1950.

Tout en haut du Père-Lachaise, dans la soixante-seizième division du vieux cimetière planté d'arbres aux oiseaux innombrables, semé d'étranges monuments, dans cette ville des morts, il y a – nous sommes en 1880 et la IIIe République va célébrer son premier 14-Juillet – un terrain vague situé au sud-est, près du mur qui borde Charonne, «le mur gris des vaincus de mai» écrira plus tard Séverine[1]. «Ils sont là nos combattants; ceux que nous avons aimés, les bons et les braves, couchés côte à côte dans leur linceul de chaux»[2], ceux qui, pourchassés à travers



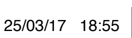
les tombes, ont été fusillés, le dos au mur, ceux, plus nombreux encore, que les services de la préfecture de la Seine ont amenés là par charretées entières, en reprenant du 28 au 31 mai 1871, possession du Paris communeux[3]. Hâtivement enfouis, leurs corps ont été entassés en hauteur, sur trois rangs. Dix ans plus tard, quand, par un beau dimanche de mai, l'après-midi s'achève, il arrive que des jeunes gens s'amusent à faire rouler des crânes le long de la colline, à reconstituer des squelettes[4]. Simple jeu, macabre, ô combien ! jeu cependant ? Ou allégorie cruelle d'un possible oubli ? Des hommes, des femmes, des organisations ont voulu le combattre. Comment ? Au nom de quoi ? Socialiste pour les quartiers et les hommes les plus rouges, républicaine, ardemment, pour tous, telle avait été la Commune, la ville libre, évoquée par Jacques Rougerie. Mais Ferry – Ferry-famine –, maire de Paris pendant le siège, porte ce poids sur ses épaules lorsqu'il arrive au pouvoir en 1880. Et Thiers, l'organisateur de la répression, ne fut-il pas aussi un des pères de la République, « la seule forme de gouvernement possible » ? À travers quels réseaux d'interprétation surmonter cette contradiction ? À travers quelle histoire ?



Naissance du Mur

Il a fallu quelque quinze années pour que le mur des Fédérés émerge comme lieu privilégié de la mémoire communeuse. Ce n'est guère chose faite avant 1885, l'année de la mort de Vallès qui combattit et de Hugo qui eut pitié. Quinze ans vraiment ? Parcourons-les.

De 1871 à 1880, c'est le silence. Non que le souvenir de la Commune soit vraiment étouffé. Comment serait-ce possible dans la ville martyre, et surtout sur les hauteurs de Belleville, ce quartier révolté qui passait pour barbare[5] ? Malgré la prudence indispensable tant que se prolonge la grande répression et que s'abat l'Ordre moral, malgré les multiples formes prises par le recentrage nécessaire de tous les républicains sur la défense du nouveau régime, elle n'est pas morte, Nicolas[6]. Même si nul ne la nomme lors du premier congrès ouvrier, le congrès de la salle d'Arras en octobre 1876, et si, dans les théâtres et les cafés-concerts, la commission de censure interdit toute allusion au printemps de 1871, les complaintes s'élèvent souvent au fond des cours populeuses pour dire la peine des proscrits et la douleur de leurs parents[7]. Le Comité de secours





aux familles des détenus politiques fondé en novembre 1871 par un député radical de la Seine, un ancien canut, Jean-Louis Greppo, collecte en neuf ans plus de trois cent quarante mille francs distribués à plus de trois mille d'entre elles[8]. Mais, lorsque le culte de la Commune commence de s'organiser, c'est autour du 18-Mars et non du Père-Lachaise : les repas fraternels, semi-clandestins d'abord, véritables banquets du souvenir bientôt, s'accompagnent de plus en plus souvent, à mesure que se desserre l'Ordre moral, d'une conférence, d'un concert, voire d'un bal, et, depuis 1878, c'est dans une atmosphère d'espoir, sinon de fête, que l'on célèbre l'aube de la Commune.




Même si c'est sur papier rouge que, quand ils le peuvent, les premiers journaux socialistes – *L'Égalité, Le Prolétaire* – lui consacrent leurs numéros spéciaux, l'écho de ces jours heureux déborde déjà, de beaucoup, les milieux qui s'avouent révolutionnaires. Le Comité Greppo, dont le responsable a évolué dans la mouvance du gambettisme, fait circuler ses listes de souscription dans les banquets républicains : anniversaire de Valmy le 22 septembre 1876, trentième anniversaire de la IIe République le 24 février 1878 et, la même année, centenaire de la mort de Voltaire. Simple geste de compassion, dira-t-on. Il ne semble pas, car la réciproque fonctionne elle aussi. Le 16 mai est qualifié en février 1878 de « date fatale » par Maujean, le trésorier du Comité de souscription permanente pour les réfugiés de la Commune, qui fonctionne à Londres au moins depuis 1874[9] : signe visible d'attachement au régime que le coup d'État de Mac-Mahon avait menacé quelques mois plus tôt. Les radicaux le savent bien selon qui, de Pelletan à Tony Revillon, le peuple de Paris fut inséparablement communard et républicain. Et, dès la fin des années 1870, comme l'a montré Gérard Jacquemet, la République reconnaît dans les Bellevillois d'excellents républicains, d'ardents patriotes aussi qu'on ne manque pas d'applaudir lors des manifestations. L'association de vocabulaire Commune-République s'impose aussi dans les cercles démocratiques du Midi aux vivaces tendances fédératives. L'image des communards qui commence à s'affirmer en ces régions ; c'est celle de républicains entre tous avancés ou, comme on dit encore, « énergiques »[10]. Quelle que soit leur volonté d'asseoir le régime chez les notables et leur inquiétude devant les « excès » de la Commune, les amants de Marianne qui arrivent au pouvoir en 1878-1879 ne peuvent l'oublier. On le leur rappelle d'ailleurs en exigeant d'eux l'entière



amnistie, cet objectif humain, certes, voire humanitaire, politique aussi. Si bien que, dès le début, à travers la campagne menée par les journaux radicaux – Gambetta s'y associera de façon décisive avec son grand discours du 21 juin 1880 – les luttes du présent s'investissent dans le souvenir.

Il est plus agréable – et, dans la perspective politique que je viens d'esquisser, sans doute plus efficace – de commémorer une aurore qu'un massacre[11]. Jusqu'en 1880, l'objectif ne se fixe que lentement sur la Semaine sanglante, plus lentement encore sur le Père-Lachaise. Semaine ou décade ? Le vocabulaire lui-même n'est pas assuré[12] et les proscrits, lorsqu'ils tentent, en vers, de raconter la Commune, suffoquent devant ses ultimes moments : « La Semaine sanglante en pourrai-je parler ? », se demande Pottier dans un alexandrin impeccable niché le 18 mars 1876 au cœur d'un long poème. Les adversaires eux-mêmes hésitent : si un feuilletoniste connu, Georges Bell, met en scène non sans frémissement la bataille du Père-Lachaise[13], Ernest Daudet, dans L'*Agonie de la Commune*, minore l'horreur de la chasse à l'homme entre les tombeaux. Les massacres du cimetière, en somme, ne sont pas encore exemplaires. Il en fut d'autres, il est vrai, dans le Paris communeux, et il est d'autres nécropoles : Montparnasse, Charonne[14] ou, hors les murs, Clichy. Jusqu'en 1880 en tout cas, nulle trace de pratiques collectives au cimetière bellevillois : la tradition veut que, dès la Toussaint 1871, des bouquets y aient été déposés, mais on n'y compta jamais plus qu'une poignée de visiteurs[15].




De la veille de l'amnistie à l'enterrement de Victor Hugo, entre 1880 et 1885, tout change. Mais avec quelle lenteur, même en ces années privilégiées, émerge ce haut lieu, le Mur ! Dès 1880 *Le Prolétaire* comme *L'Égalité* encadrent de noir leurs numéros spéciaux consacrés à la Semaine sanglante. Ce signe de deuil en fait après le 18-Mars, l'autre moment de la commémoration. Le Mur, lui, manque toujours à l'appel. Pendant plusieurs années la presse militante qui s'accroît de nouvelles unités – *La Bataille* de Lissagaray, *Le Cri du peuple* de Vallès, etc. – propose comme lieu de rendez-vous aux amis de la Commune la fosse profonde où sont enterrés pêle-mêle les Fédérés, la fosse commune. Défilé chapeau bas, prises de parole émues, silence du cortège, on retrouve les pratiques d'enterrement dont ces morts furent privés : en 1882, les socialistes-révolutionnaires de Saint-Denis s'y soumettent



comme le groupe des Écoles et la Libre Pensée du xxe arrondissement[16]. L'évocation du Mur, ce n'est ni dans les appels publiés par les journaux, ni dans leurs comptes rendus qu'il faut la chercher. Son invocation, moins encore.

Mais, d'abord, dans les poèmes qui construisent et diffusent sa mémoire au rythme d'un nouveau rituel. En multipliant les feuilles volantes et les journaux, ample provende où puiseront bientôt quelques recueils aux beaux noms[17], Pottier se taille dans cette entreprise la part du lion. À la fosse, au trou noir et profond, il annexe lentement le mur où s'adossèrent pour mourir, hommes, femmes et enfants, symboles de tous les cadavres enfouis (*Le Monument des fédérés*, 1883) :

Ici fut l'abattoir, le charnier. Les victimes
Roulaient de ce mur d'angle à la grand'fosse en bas.

C'est lui qui, fantasmatiquement, constitue le rite (*Le Quatorzième Anniversaire*, 1885).

Cet anniversaire est le quatorzième.
Tous les ans Paris est venu de même
Saluer les vaincus de mai,
Crave toujours et toujours désarmé.

Et c'est lui, finalement, qui intègre le mur à l'histoire (*Le Mur voilé*, 1881) :

Le massacre en l'éclaboussant
En fit une page historique.

Aux poèmes, aux chansons, s'associent très tôt dessins, estampes et tableaux. N'en retenons qu'un, dès le début de 1880 : *Le Triomphe de l'ordre* d'Ernest Pichio qui fut membre de la commission fédérale des artistes sous la Commune, et dont le républicanisme est attesté par sa *Mort de Baudin*. Lithographiée, l'œuvre de Pichio, entièrement barrée par le Mur au pied duquel s'entassent les cadavres, sera souvent reproduite dans la presse socialiste et républicaine[18]. Pichio, c'est, comme plus tard le Philémon de Descaves, un vieux de la vieille. *Le Triomphe de l'ordre* va contribuer à lier à la fosse commune, image de la mort, la verticalité du Mur, symbole de la lutte.



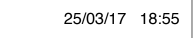


Alliance féconde. De 1880 à 1885 il y a autour du Mur une manière de va-et-vient entre l'émotion recueillie et, dès lors que la République l'a emporté, la volonté d'affronter les tenants de l'ordre bourgeois. Ainsi se forgent de nouvelles pratiques, politiques, physiques et symboliques. La première manifestation, le 23 mai 1880[19], relève de l'affrontement. Affrontement politique, d'abord, entre la bourgeoisie, fût-elle républicaine, et les socialistes rassemblés, depuis 1'« immortel congrès » de Marseille, quelques mois plus tôt, dans l'Union fédérative adhérente au Parti de la fédération des travailleurs socialistes de France. En rendant hommage « à ceux qui sont morts en 1871 pour l'émancipation sociale », le prolétariat affirmera « sa scission complète avec la bourgeoisie »[20]. Mais voici que le gouvernement interdit le regroupement prévu place de la Bastille. La presse radicale qui juge le projet peu opportun, à l'heure où s'engagent les ultimes efforts pour l'amnistie, ne proteste pas. « Le suffrage universel a tué les barricadeurs » : ce propos du *Temps*, quelque peu déclamatoire, exprime assez bien, de son côté, le sentiment des républicains de gouvernement. L'affrontement sera donc physique : le préfet de police fait charger sabre au clair les rares porteurs de couronnes qui ont passé outre à l'interdiction. Surtout, deux symboles sont en présence : vainqueur du comte de Chambord, le drapeau tricolore rassemble tous les républicains – et au-delà – pendant que le rouge, qui incarne la guerre civile pour les hommes d'ordre et la police, est chargé par ceux qui sont au Père-Lachaise de l'espérance des ouvriers[21].



Des affrontements il y en aura encore pendant ces cinq années. Ceux du 24 mai 1885 se sont d'autant plus nettement gravés dans les mémoires qu'ils se sont déroulés devant le Mur auquel ils ont fourni comme une seconde consécration. Ce jour-là, sur l'ordre d'Allain-Targé, ministre de l'Intérieur depuis quelques semaines, la police fit du zèle et chargea avec une grande violence pour empêcher le déploiement des rouges emblèmes dans le cimetière, pire, pour détruire ceux qui avaient été saisis. Il y eut plusieurs dizaines de blessés dont deux grièvement[22]. C'était le surlendemain de la mort de Hugo. Une carte postale de style caricatural popularisa cette scène jugée scandaleuse très au-delà du vieux faubourg.

L'émotion pacifiée constitue l'autre pôle autour duquel se forge la conscience du Mur. À vrai dire, de 1881 à 1884, elle l'emporte sans peine pour peu que ministres de l'Intérieur et préfets de police choisissent l'apaisement : un choix de sagesse en ces années où le chômage s'abat sur





la capitale et où se multiplient les manifestations tumultueuses[23]. Le dernier ou l'avant-dernier dimanche de mai, le Père-Lachaise est laissé au souvenir. La couleur des couronnes, celle des roses que l'on plante devant le Mur, celle des églantines qu'on porte à la boutonnière, les gardiens de l'ordre renoncent à s'en inquiéter. En 1883 les drapeaux rouges eux-mêmes, toujours interdits dans la rue, peuvent se déployer dans le cimetière[24] et, dès 1882, la parole est libre au bord des tombes. Vingt discours peut-être cette année-là[25] ! C'est que, même si les forces qui se réclament du socialisme et de la révolution sont rassemblées au cimetière, leur dispersion est telle, l'union de 1879 ayant volé en éclats, que du Parti ouvrier au Comité révolutionnaire central, des anarchistes aux groupes socialistes de Saint-Ouen, chacun veut délivrer son message. Pour l'essentiel, des proscrits aux jeunes manifestants, l'appel du vieux Joffrin a cependant été entendu : le sol où les combattants de la Commune sont couchés ne peut sans crime être transformé en champ de bataille pour une lutte entre socialistes. Cette parole communeuse suscite le respect. Dès lors, les femmes, les enfants peuvent se mêler aux groupes. Dès lors aussi la politique se fait mémoire et prophétie. Les propos tenus devant le Mur n'évoquent qu'un passé magnifié – le sacrifice de ceux qui sont morts pour la République – ou un avenir lointain et brumeux, plus fascinant que flamboyant, où se marient le rêve abstrait de la vengeance et l'espoir d'un avenir meilleur. « Vive la Commune », ce cri simple et sublime par lequel tous se réconcilient tend à se revêtir d'intemporalité.




Il signifie aussi que la mémoire de l'événement est devenue inséparable de ces tombes. Or, les règlements administratifs menacent la fosse commune. Le « coin des fédérés » risque d'être loti en concessions privées, fructueuses pour la Ville. La presse socialiste s'en émeut. Les anciens s'organisent. Les comités se multiplient : après l'Association fraternelle des anciens combattants de la Commune née en 1880 sur des objectifs de solidarité[26], voici le Comité du monument des fédérés[27], sans parler des organisations propres aux proscrits[28]. Le 24 décembre 1883, le Conseil municipal, tout en refusant la concession du terrain à perpétuité, décide de ne pas le lotir pendant vingt-cinq ans, d'en niveler et gazonner le sol, de le relier « au grand chemin de ronde par deux sentiers suffisants ». Les élus républicains de Paris s'engagent, en somme, à la



déférence. La zone constituée par la fosse et le mur va échapper au délabrement, le Mur va s'affirmer, le long duquel, dès 1885, le chroniqueur du *Temps* voit courir « une plate-bande d'arbustes et de fleurs soigneusement entretenus »[29]. Les amis de la Commune se réjouissent-ils de cette entrée du vieux Mur dans la civilisation des cimetières ? La banalisation bourgeoise ne le guette-t-elle pas, à mesure qu'il perd de sa sauvagerie ? Le Comité du monument des fédérés avait, non sans hésitation, fait un autre choix : clôturer le terrain avec une grille acquise par souscription et célébrer à l'avenir, aux jours anniversaires, le souvenir des martyrs dans l'intimité collective[30]. Deux logiques, on le voit, furent à l'œuvre dans la reconnaissance du Mur : celle d'une ouverture à tous les publics, porteuse un jour – qui sait ? – de tourisme social ; celle du chez soi, chère au parti ouvrier, aux possibilistes. Malgré une décision du Conseil municipal, le 17 mars1884, favorable à la seconde démarche[31], c'est la première qui l'emporta : le préfet de la Seine fit prévaloir l'autorité de la loi et s'appuya sur un texte du Consulat pour mettre sous séquestre la grille acquise par le Comité.





Et pourtant, au fil de ces mêmes années, les pratiques militantes, qu'elles se veuillent de rupture avec la bourgeoisie républicaine ou de simple continuité commémorative, confèrent au mur des Fédérés un statut privilégié. Ces couronnes rouges qui commencent d'affluer fin mai, comment assurer d'une année à l'autre leur survie ? À terre, sur la fosse, les immortelles pourriront. Le Mur est là, accueillant. À partir de 1882, on les accroche dans ses interstices. Bientôt on pose quelques crochets. Les rouges oboles vont rester là ; humbles ou éclatantes, elles vont assurer la continuité du souvenir. On en parle. On les photographie. On en fait des cartes postales. Faut-il aller jusqu'à dire qu'avec les chansons et les dessins ce sont elles qui ont créé ce mur « sans lys d'or et sans chapelle », ce mur laïque et révolutionnaire chanté par Jules Jouy ? C'est trop dire peut-être. En tout cas elles en ont assuré la promotion, elles lui ont communiqué à la fois la chaleur de la révolte et la tendresse de la mémoire. Et l'on peut lire comme emblématiques les tensions qui, à leur propos, se sont manifestées, de 1880 à 1885, entre les hommes du pouvoir central – ministres de l'Intérieur, préfets – et le Conseil municipal d'une ville qui se souvient, même si les socialistes ont à peine commencé d'y pénétrer : ce n'est pas la République qui est en cause.

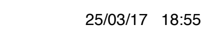
Tensions autour du Mur : 1885-1905

Le moment est venu de tenter de cerner les discours de tout ordre qui, une fois le Mur établi dans sa dignité, vont s'entrecroiser autour de lui. Le risque de redondance, la pauvreté, souvent, des textes typiques suggèrent – sauf à retracer l'entière histoire des rapports entre les groupes socialistes parisiens, véritables créateurs du Mur, leurs amis-ennemis radicaux et les gouvernements de la République – une approche aussi ethnologique que politique.

Partons donc des couronnes dont chaque année, fin mai, se vêt désormais le vieux Mur. Leur stabilité, leur nombre, leur caractère symbolique, les enjeux dont, au début des années 1880, – elles ont été porteuses, tout conduit à valoriser leur témoignage. La préfecture de police, pourtant, ne semble s'être intéressée à leur langage qu'avec la nomination de Lépine, le 11 juillet 1893, peu avant les élections législatives du mois d'août : des élections glorieuses, les premières, pour les socialistes, et – pour cette raison peut-être – significatives d'un repli conservateur des républicains de gouvernement. Dans ces dossiers, deux « nomenclatures des couronnes déposées au mur des Fédérés », et deux seulement : elles datent de 1897 et de 1900[32]. À trois ans de distance, le nombre des emblèmes recensés reste sensiblement le même, plus faible que celui donné pour 1885 par *Le Cri du peuple* : une soixantaine en 1885, quarante-sept en 1897, quarante-neuf en 1900. Quelques années plus tard, l'officier de police du xxe arrondissement, reprenant ses comptes, en dénombrera, pour 1900, cinquante-quatre et précisera qu'entre 1901 et 1903 il a diminué d'une dizaine[33]. Il n'y en aura plus que trente-six en 1904[34] : il est vrai que *L'Humanité* du 30 mai, dont c'est « le premier Mur » en compte, elle, quarante-deux. Mais le déclin n'est guère contestable.



Le rouge, en tout cas, a durablement triomphé, comme en 1880 lors de la manifestation de *L'Égalité et du Prolétaire*. Dans l'intervalle il y avait eu quelques flottements : en 1885 *Le Cri du peuple* avait noté beaucoup de jaune et de violet, le violet du deuil ; en 1897, même les groupes libertaires déposent des couronnes rouges. Une seule, celle de Séverine, est tissée de perles noires, en souvenir de Vallès qu'enchantaient la profonde tristesse de cette non-couleur et le danger qu'elle faisait planer sur l'adversaire[35]. Que le rouge soit, lui aussi, menaçant pour la





République devenue, par antiphrase, « progressiste », les interdits qui continuent de peser sur le déploiement des drapeaux dans les rues de la capitale, fût-ce à l'occasion d'un enterrement[36], le disent assez. Mais les inscriptions dont on attendrait une énonciation plus explicite restent étonnamment peu loquaces : aux martyrs, aux victimes, aux fusillés, aux assassinés, aux combattants de la Commune, aux vaincus, à nos frères, à nos pères, aux fédérés, aux communeux enfin. Manque d'imagination ? Refus de s'exprimer en termes politiques dans un lieu de piété, fût-elle laïque et militante ? Ou prudence ? En 1899 la police arrache du Mur comme séditieuse la couronne de la Jeunesse révolutionnaire internationaliste des XI[e] et XII[e] arrondissements : dédiée « Aux frères assassinés », elle eût été tolérée ; « Aux frères assassinés par les Versaillais », la voilà récusée. Passe d'être tué à condition qu'il n'y ait pas de tueur. Ni d'idéologie porteuse de mort : en 1900, Lépine fait disparaître la couronne de la Fédération des jeunesses socialistes de France consacrée « Aux victimes du militarisme »… Les collectivistes du XX[e] arrondissement avaient, quoique fort hardis, montré plus de prudence en 1897, en dédiant la leur « Aux martyrs, victimes de la férocité bourgeoise » : c'était désigner une classe, non des hommes, et pas davantage une idéologie nationale. En 1900 elles sont deux à tenir un langage plus clair, et plus clairement républicain : celle de Séverine est vouée « Aux morts pour la République », celle du Parti socialiste-révolutionnaire du IVe arrondissement, un groupe vaillantiste, « Aux victimes du nationalisme » : cette dédicace respire l'odeur des rudes meetings contemporains de l'Affaire Dreyfus plus que celle de la poudre qui abattit les fédérés. Lépine ne dut pas la lire.




Pour qui cherche à dépister autour du Mur un discours politique plus abondant, c'est du côté des chansons, dont j'ai déjà souligné le rôle, qu'il convient de regarder. Non que les chants révolutionnaires s'élèvent dans le cimetière : le lieu exige le recueillement ; toute parole violente y semble longtemps inadmissible[37]. Mais, dans les rassemblements qui s'organisent à l'entrée ou à la sortie du Père-Lachaise, les militants, en chantant, se libèrent de la tension émotive née de la montée au Mur. En 1897 les anars, assez nombreux, reprennent la très républicaine *Carmagnole*, un des airs à travers lesquels s'exprime le plus fortement la continuité d'une tradition, mais aussi *Le Tocsin* et *La Ravachole*[38]. En 1898 la campagne antinationaliste assure, sur un air connu, le succès d'un couplet qui



ridiculise Rochefort[39] et les apprentis dictateurs. Et s'il faut attendre 1905 pour trouver dans la presse la première mention de *L'Internationale*, la popularité de Montehus imposera très vite *l'Hymne au dix-septième* et son culte profond de la République :

Vous auriez, en tirant sur nous,
Assassiné la République.

Les chants s'élèvent, plus nourris, à partir du tournant du siècle. Les trajets aussi se précisent, que suivent fin mai les pèlerins, les manifestants. Prenons ici encore, comme poste d'observation, 1897, une année ordinaire, bien suivie par la police. Les groupes se donnent de plus en plus souvent rendez-vous à leur siège, parfois éloigné, avant de se déployer dans Paris. Certains, les banlieusards, se retrouvent dans les gares. Près du cimetière se sont petit à petit imposés des relais, des cafés aux vastes salles et aux comptoirs savoureux : la salle Florat, place Voltaire ; la salle Planchon, rue du Château-Vert, surtout la salle Lexcellent – ce petit hôtel existe toujours – au coin de la rue du Repos et du boulevard de Ménilmontant : on s'y réunira pendant tout le XXe siècle. Les manifestants s'y retrouvent après le Mur, en réunion publique ou privée ; c'est là aussi qu'ils prennent en tout début d'après-midi les ultimes dispositions avant de pénétrer dans la nécropole. Des dispositions que rendent indispensables depuis 1893-1894 l'effritement du *modus vivendi* avec les forces de police, plus ou moins établi dans les années 1880, la mise en place d'un système policier, insupportable non seulement aux anciens communards – il leur rappelle l'Empire et la répression – mais à tous les « bons républicains ». Chaque année[40], un fort contingent de gardes à pied – cinq cents à cinq cent cinquante – est mobilisé, ainsi qu'un contingent plus léger et plus variable, plus impressionnant aussi, de gardes à cheval : entre quarante et cent vingt-cinq. Sur eux repose la force de Lépine, l'humiliant système des « petits paquets » que tous dénoncent, mais qu'Allemane et ses amis supportent particulièrement mal : dans l'allée principale, divisée en écluses, aucun groupe ne pénètre, fût-ce entre deux rangs de gardes, tant que le groupe précédent n'a pas quitté le bief ; les vexations s'accumulent aussi pour ceux qui, avant ou après le Mur, souhaitent gagner la tombe de Blanqui, de Vallès, de Delescluze ou de Pottier. Et, à partir de 1895, Lépine impose, et le gouvernement de la République accepte, que toute parole soit interdite devant le Mur : les







manifestants sont contraints de défiler silencieux, toujours par petits paquets, sous l'œil vigilant des gardes, du commissaire du quartier et parfois du préfet.

Provocation ? Le mot ne semble pas excessif pour désigner la chose, à Belleville surtout, dans ce secteur du Père-Lachaise qui, depuis 1884, envoie Vaillant siéger au Conseil municipal, et, depuis 1893, à la Chambre. À plusieurs reprises les allemanistes, voire les broussistes – ces expressions sont devenues courantes – menacent de ne plus monter au Mur[41] : qu'est-ce donc que cette République insultante ? Celle des Versaillais ? Pour limiter au plus juste les conséquences de ces pratiques hautement symboliques, il a fallu que d'autres crises s'ouvrent dans les milieux révolutionnaires parisiens et qu'elles rendent à la fois nécessaires et possibles d'autres reclassements. Il a fallu les mutations qui se sont opérées pendant ces quelque vingt années dans le socialisme vécu par la capitale. Des mutations complexes : ce n'est pas sans mal, comme l'a montré Zeev Sternhell[42], que les socialistes les assument ! Pour souligner, plus fortement que Sternhell, la victoire remportée sur eux-mêmes et sur une part de leurs traditions par les socialistes les plus conscients de la   nécessaire inscription dans le régime des espérances révolutionnaires, retenons deux moments clés : 1887-1890, la crise boulangiste et celle du Comité central révolutionnaire ; 1898-1900, l'Affaire Rochefort – autant et plus ici que l'Affaire Dreyfus – et la crise nationaliste.

Même si le premier épisode couvre une période antérieure à l'étalage par Lépine de la force étatique, il faut l'intégrer à ce survol. C'est alors qu'apparaissent en effet, entre les groupes qui se réclament de la Commune et se retrouvent au Mur, les premières tensions insurmontables, insurmontées. Elles naissent de la crise industrielle, profonde depuis 1883 dans la capitale, et des grèves véhémentes qu'elle déclenche – la plus célèbre, pour maintes raisons, celle des terrassiers, dure du 19 juillet au 17 août 1888 –, du refus aussi de la Chambre élue en 1885 de prendre quelque initiative sociale que ce soit[43]. Enfin des espoirs que nombre de travailleurs, mais aussi un certain nombre de militants socialistes-révolutionnaires, placent dans la capacité de l'agitation boulangiste à déstabiliser la bourgeoisie opportuniste, à offrir au peuple, et d'abord aux ouvriers parisiens et à ceux qui leur sont proches, une issue politique et sociale[44]. À partir de mai 1888, le boulangisme, pour la première fois, cristallise jusqu'au Père-Lachaise, traditionnellement unanimiste, les



deux courants communards et ceux qui se veulent leurs amis, leurs héritiers. Hégémoniques depuis 1887 dans le groupe socialiste au Conseil municipal et à la Bourse du travail qui vient de s'ouvrir, les possibilistes, amis de Brousse, Joffrin et Allemane, acceptent le 23 mai 1888, au nom de «l'entente entre tous ceux qui sont demeurés fidèles à la République», de se coaliser avec radicaux et francs-maçons dans la Société des droits de l'homme, pendant que blanquistes, et, à un moindre degré, guesdistes s'indignent: la République, oui; avec les radicaux, non, d'autant que Boulanger n'est pas si dangereux que le disent ceux qui en font un épouvantail. La Commune s'éloigne? Qu'importe! La mémoire sert à lire le présent. Le Parti ouvrier – les possibilistes – appelle les inorganisés à se joindre à la coalition cadettiste contre «ceux qui ont oublié le rôle de M. Boulanger pendant la Commune». Et, lorsque le 17 mai 1888 l'anarchiste Lucas tire au Mur sur un blanquiste, le journal de Joffrin n'hésite pas à écrire: «Messieurs les blanquistes et M. Rochefort, leur allié, ont reçu l'affront qu'ils méritaient»[45], ils ont démérité de la République.




Deux ans plus tard – la Commune en 1890 va sur ses vingt ans – c'est entre les blanquistes eux-mêmes que la violence éclate au Père-Lachaise. Le Comité révolutionnaire central a fait scission lorsque, après la mort et l'enterrement dramatique d'Eudes, s'est posé en plein boulangisme le problème de la candidature de Rochefort aux élections législatives de 1889 dans le XXe arrondissement. Voici d'un côté Vaillant et ses fidèles, partisans de Susini, contre Rochefort soupçonné de «césarisme», étranger à l'organisation socialiste, mais ancien communard – il en fait parade – et soutien financier peu contestable des journaux révolutionnaires; de l'autre, Rochefort, et surtout Granger qui refuse qu'un candidat révolutionnaire soit opposé au marquis communard. Rochefort est battu au deuxième tour par un ouvrier du Creusot, un possibiliste, Jean-Baptiste Dumay, qui a eu besoin, grand besoin, des voix, même peu nombreuses, de Susini. Césure décisive malgré ou à cause de son caractère électoral qui l'intègre dans le système. Dorénavant, chaque fois que Granger et ses amis appelleront à se recueillir sur la tombe de Blanqui, à monter au Mur, les autres socialistes, avec Vaillant, s'opposeront à «l'affront que l'on veut faire à leurs morts» et mêleront aux cris traditionnels «Vive la Commune!», «Vive la Révolution sociale!», ceux de: «À bas la dictature, à bas Boulanger!» En mai 1890 la bagarre fait rage au Père-Lachaise. Le Mur a cessé d'être réconciliateur.



Conflit sur la forme républicaine du régime ? Sûrement pas : l'accord est total. Pas même sur le parlementarisme auquel allemanistes et vaillantistes appellent souvent, comme le groupe Granger, à substituer la législation directe[46]. Mais sur les risques de césarisme, cette hantise française, sur les menaces chauvines mieux perçues par ceux qui ne récusent pas en Marx un penseur allemand[47], et tout autant sur l'importance de l'organisation ouvrière, sur la nécessité de multiplier syndicats et comités socialistes, sur le danger de la barricade aventureuse. Aussi est-ce contre « l'aventurier Rochefort » qu'à partir de l'Affaire Dreyfus les passions vont se redéployer. Rochefort qui a pris position dans l'Affaire pour la « patrie », et donc pour l'état-major et les forces d'ordre qui le soutiennent, Église comprise, est véhémentement conspué le 29 mai 1898 au Père-Lachaise par les groupes *dont La Petite République*, le journal de Gérault-Richard et de Jaurès, est le catalyseur. Les communards sont « tombés pour la République et la justice sociale », la Commune a servi le socialisme dans tous les pays : Jaurès, d'ailleurs étranger à la tradition communeuse, ne serait-ce qu'en raison de son âge, l'écrit non sans force ce jour-là. Mais autour de lui, au Père-Lachaise, sous la houlette, pour la première fois, de socialistes indépendants, nouveaux venus et combatifs, c'est « la haine du sabre, des soutanes et de la gent galonnée » que tous expriment – y compris les allemanistes, ces pionniers du dreyfusisme ouvrier[48]. Pourchassés à travers le cimetière, les porteurs de la couronne de *L'Intransigeant* – Rochefort n'est pas venu – ne peuvent la déposer au Mur que sous la protection de la police[49]. En 1899, en 1900, ils manifesteront une semaine avant les autres. Malgré le groupe de la Jeunesse blanquiste, ils ne font en effet pas le poids : une centaine en 1899[50], ce n'est guère. En 1901 ils se présenteront le même jour, mais pas à la même heure que l'« agglomération » guesdiste qui vient de se séparer des « ministérialistes »[51]. En 1905, c'est fini : dégoûtés de la « manifestation gouvernementale » qu'est devenue selon eux la montée au Mur, les blanquistes déclarent s'abstenir désormais de ces « démonstrations hypocrites ». En fait, les raisins sont trop verts. L'unité socialiste en se réalisant a laissé leur groupe sur la plage. Elle s'est faite contre eux. Contre la tradition qu'ils incarnaient et les possibilités de « droite révolutionnaire » qu'elle recelait. La mémoire du Mur se fixe ailleurs.






1905-1914 : Victoire du politique

Les conséquences de l'unité ne vont se faire pleinement sentir, au Mur, qu'à partir de 1908. Relance d'une mémoire un peu ternie par les ans et les mutations politiques, sociales, culturelles. Démarrage d'une efficace entreprise de structuration sous l'égide du parti unifié : ces deux événements, rigoureusement contemporains, ne se recouvrent pas, et de loin. Le nouveau départ de la mémoire communeuse s'articule sur la décision prise, le 20 décembre 1907, par le conseil municipal, d'affecter perpétuellement à la sépulture des fédérés l'emplacement réservé pour vingt-cinq ans en 1883[52]. Leur insertion dans l'histoire de la République serait-elle officiellement assurée ? En tout cas les comités, en déclin à l'heure des divisions socialistes où leurs animateurs ne se reconnaissaient guère, reprennent vigueur et tentent d'affirmer l'autonomie de la commémoration : une commémoration plus ou moins négociée avec le gouvernement Clemenceau. On devine, entre les lignes assurément, cette tactique et cet objectif chez le Dr Edmond Goupil comme chez Élie May, tous deux anciens communards – Goupil, il est vrai, a démissionné de la Commune le 1 7 avril – et chargés de responsabilités dans la franc-maçonnerie, comme chez le Dr Navarre, un conseiller municipal, beaucoup plus jeune, que son adhésion à l'unité n'empêche pas de rester pour l'essentiel un radical[53]. Devenu Comité du Mur, le Comité du monument est en flèche. Le 24 mai 1908 une manifestation, nombreuse pour la première fois depuis le début du siècle, peut sur son initiative inaugurer le « monument » longtemps désiré : une simple plaque de marbre au texte si bref et si raboté qu'il est loisible de l'interpréter comme le seul sur lequel les anciens et les nouveaux se sont mis d'accord ; un texte si simple aussi qu'on rêve de le lire comme le plus émouvant des hommages : « Aux morts de la Commune, 21 au 28 mai 1871 ». Pas aux vaincus, pas aux héros, pas aux assassinés. Aux morts. En effet.



Si le 24 mai 1908 la méthode des petits paquets a été pour une fois mise entre parenthèses, si cinq militants – Goupil, Mayet Navarre pour les comités, Allemane et Vaillant au nom du Parti – ont pu prendre la parole devant quelque dix mille personnes[54], on le doit certes aux efforts des associations spécifiquement communeuses, mais aussi à ceux, différents, de la Fédération socialiste de la Seine. Dubreuilh et Renaudel ont en effet jeté dans la balance la participation massive des sections pour





obtenir que le Comité du Mur se dessaisisse de l'organisation et du patronage de la manifestation à leur profit[55]. Lieu de mémoire, le Mur devient un enjeu de pouvoir. Le Parti, qui tient à s'affirmer dans sa spécificité après la rupture du Bloc, l'emporte sans peine. À partir de 1910, Renaudel, bon organisateur, est chargé de repérer les lieux, d'arrêter le plan de la manifestation, de l'encadrer à l'allemande, avec des « hommes de confiance » placés tous les cent mètres[56]. La manifestation, incontestablement, se rigidifie : les socialistes indépendants tel Faillet, un vieux communard trop convaincu de la « supériorité morale de la France » pour adhérer à l'Internationale socialiste[57], sont rossés par les unifiés ; leur couronne est mise en pièces[58]. En 1911, la Fédération refusera de laisser les Jeunesses socialistes, soupçonnées d'hervéisme, participer en corps au défilé[59]. Mais, pour la première fois, l'ensemble des forces du Parti, y compris toutes les sections de banlieue se groupent pour la montée au Mur… Qui donc a dit que l'histoire était riche en contradictions ? Et aussi en anticipations. La commémoration de la Semaine sanglante est désormais totalement investie dans les luttes du présent.



L'effort propre de Jaurès va consister à utiliser pour un grand objectif, la lutte contre la guerre, l'emprise acquise par la S.F.I.O. sur la célébration de la Semaine sanglante. Tel est le sens du puissant rassemblement prévu au Père-Lachaise le 25 mai 1913 contre les trois ans. En interdisant, pour la première fois depuis 1880, la manifestation du Mur[60], Barthou ne dessert pas le projet jaurésien. Au contraire. « Le Parti socialiste a la responsabilité de ne pas faire massacrer le peuple », dit Renaudel[61]. En fait on sera plus libre hors les murs, au Pré-Saint-Gervais. En trois jours la S.F.I.O. y reporte ses efforts. Pour la première fois non seulement la Fédération communiste anarchiste et les Jeunes Gardes révolutionnaires, mais surtout l'Union départementale des syndicats C.G.T., inégalement investie dans les traditions communeuses, se joignent au Parti. Le lieu de mémoire a été abandonné en quelques heures au profit de l'efficacité et de l'urgence politiques. Grande leçon. Certes, divers groupes socialistes et l'Association des anciens combattants de la Commune iront les jours suivants déposer au Mur leurs couronnes[62]. Comme l'avait dit Compère-Morel, c'était « le souvenir ». Il y eut cent cinquante mille personnes au Pré-Saint-Gervais, et quelque quarante mille l'année suivante – beaucoup plus qu'en 1912 – au Mur retrouvé.





Lépine avait renoncé. En tant qu'organisateur collectif, le Parti avait gagné.

Le XXe siècle

D'une certaine manière, tout est joué dès 1914. Quelque cinquante ans après la semaine sanglante, la mémoire directe de la tragédie s'efface, la prise en charge du souvenir par le parti dominant s'affirme, surtout la fonction politique du pèlerinage au Mur l'emporte définitivement sur les traces du deuil. Des retrouvailles de mai 1919, après le long sommeil de la guerre, jusqu'au centenaire de la Commune, tel de ces traits pourra s'atténuer, tel autre se renforcer, n'importe : comme en tant d'autres domaines, les forces vives du XXe siècle étaient lisibles dans le tissu de la Belle Époque. C'est pourquoi il n'est plus nécessaire, pour évoquer l'histoire du Mur depuis la Grande Guerre, de respecter l'ordre de l'émergence, l'ordre chronologique. Les lignes de force sont dessinées. Suivons-les.




Le lent écoulement du temps érode impitoyablement la mémoire. Les témoins vieillissent, ils ne se reconnaissent plus dans le monde comme il va, ils disparaissent. Le charme si doux, presque poignant, de la recherche du temps perdu à laquelle se livrait, dès 1913, Philémon, dans le plus beau roman de Lucien Descaves[63], se nourrissait déjà de l'éloignement d'une histoire qui pénétrait peu à peu dans le royaume des ombres : dans sa cuisine proprette, il se souvenait, Philémon, et il savait qu'il allait cesser de se souvenir. Et la même année, le père Burtau, un ancien déporté blanquiste, auquel Léon Deffoux prêtait une parole balbutiante[64], se disposait à renoncer à jamais au Mur et à la vie. Ces personnages romanesques renvoient au monde réel. Certes, les derniers survivants de la Commune ne s'éteindront qu'au début des années trente : Élie May (1930), Zéphirin Camélinat (1932), Jean Allemane (1935). Mais leur place dans les manifestations du souvenir est devenue de plus en plus décorative. Le Dr Goupil, Élie May le joaillier, Allemane le vieux typo ont cessé d'être en prise sur la réalité politique française. Camélinat lui-même, l'ancien responsable de la Monnaie, entré vivant dans la légende communiste pour avoir, après Tours, équitablement partagé les actions de *L'Humanité*, n'a joué dans le P.C.F. qu'un rôle pour l'essentiel symbolique, rehaussé encore lors de ses obsèques par le corbillard des



pauvres qu'il avait exigé ; cependant que Briand, le « renégat » devenu ministre, se voyait offrir deux jours plus tard des funérailles officielles. Le seul ancien communard capable d'intégrer le souvenir à une pratique politique partidaire[65], Édouard Vaillant, était mort en 1915.

Bref, les Anciens doivent prendre acte à la fois du fléchissement inéluctable de leur présence et des décalages politiques qui les ont marginalisés. Dès janvier 1914, d'ailleurs, l'Association des anciens combattants de la Commune, est devenue, sur proposition de Séverine, Société fraternelle des anciens combattants et des amis de la Commune[66]. Camélinat la reconstitue en 1930 dans la mouvance du P.C., à l'heure des plus grandes divisions[67]. Anciens combattants : le mot va disparaître avec eux. Et lorsque Jacques Duclos en 1962, puis, après sa mort, Jean Bruhat, aujourd'hui Claude Willard, assureront le redémarrage de l'Association, elle n'aura plus vocation à regrouper que « les amis de la Commune » : sa revue née en 1975, *La Commune*, se voudra, jusqu'à sa disparition en 1982, lieu de rencontre d'historiens et non plus support de témoignages. N'est-ce pas en mai 1971, l'année du Centenaire, que fut déposée au pied du Mur l'urne contenant les cendres d'Adrien Lejeune, le dernier des communards, mort en 1942, de mort naturelle, en U.R.S.S. où il s'était installé en 1926 ?




Ce retour des cendres couronnait la longue entreprise de légitimation conduite en direction du Mur par le P.C.F. Au plan de la tradition révolutionnaire, telle que l'avait sacralisée la Commune, les communistes n'ont pas eu grand mal à supplanter ceux qui étaient restés à la vieille maison. Certes, des deux côtés, on use, pendant les premières années, d'un langage lyrique, voire mystique qui tranche sur le discours organisationnel du début du siècle : Barbusse évoque en 1926 « le Mur sacré où notre armée révolutionnaire va se recueillir comme dans un temple », cependant qu'en 1932 encore *Le Populaire* écrit qu'il s'agit de « conduire l'humanité vers la cité de liberté, d'égalité et de fraternité que porte en lui le socialisme »[68]. Mais, alors que, du côté socialiste, toute charge Politique précise s'effrite et que, seul, pendant de longues années, le « devoir » appelle les « militants » au Père-Lachaise, un devoir que rien ne vient spécifier et qu'il faut « accomplir » en honorant « les morts de la Couronne »[69], les mots d'ordre concrets, les collectes, les appels abondent du côté des communistes et leur dynamisme fonctionne à plein.



À l'image de Jaurès[70], mais avec une vigueur nourrie par l'apparition d'un nouveau modèle révolutionnaire, le P.C. affirme en effet sa capacité non seulement à conserver, mais à renouveler l'héritage. La difficile et contraignante durée de la « Commune soviétique » permet par exemple aux critiques jadis formulées par Marx de passer enfin la rampe : la « force révolutionnaire », la « discipline de fer » de la IIIe Internationale[71] rendent possible une lecture, nouvelle dans le mouvement révolutionnaire français, de la Commune de Paris. Marcel Cachin en tire une solide leçon en trois points qui sera par la suite maintes fois paraphrasée. Cependant que, pour la première fois, en 1932, les chœurs parlés de la F.T.O.F.[72] donnent à ceux qui montent au Mur le sentiment de participer – c'est tout au moins ce qu'éprouve Vaillant-Couturier – à une veille de bataille, à une revue révolutionnaire : au lendemain du succès électoral remporté à Paris par les socialistes, il s'agit de montrer que « si la S.F.I.O. a des électeurs, nous avons des militants et des sympathisants »[73] ; aux manifestants clairsemés et peu combatifs rassemblés une semaine plus tôt par la Fédération socialiste de la Seine il s'agit d'opposer les gros bataillons venus de la banlieue rouge, encadrés par la vitalité des militants culturels de l'Agit-Prop. Pour faire sienne devant « les masses » la mémoire militante du Mur, le P.C.F. n'a même pas eu besoin d'éliminer par la violence physique ceux qui s'en forgeaient une autre idée : en défilant depuis 1921 un autre jour, les socialistes avaient choisi et affirmé leur différence ; ils avaient aussi pris le risque de donner, à Paris, le spectacle d'une certaine faiblesse militante[74].



La Résistance et la Déportation vont renforcer encore la légitimité de la mémoire communiste et sa prégnance sur le Mur. C'est dans la quatre-vingt-dix-septième division du Père-Lachaise qui jouxte la soixante-seizième, celle du Mur, que sont rassemblés, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, stèles et monuments dédiés aux martyrs et aux héros. Aux deux figures de bronze enchaînées au gouvernail de l'envahisseur, à la tête sans visage « soutenue par un corps fragile »[75], dédiée aux martyrs d'Auschwitz, aux monuments aux morts de Ravensbrück et de Neuengamme, à celui qui sortit des carrières de Mauthausen, à l'urne emplie de la terre de Treblinka, se mêlent le bloc de granit à la gloire des élus communistes, « héros et martyrs de la Résistance », le monument à la brigade Fabien et la stèle de Paul Éluard. Et, tout près, à côté du « petit Timbaud » dont Léon Blum sut parler

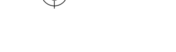


avec émotion au procès de Riom, de Guy Moquet et de Georges Politzer, voici Barbusse et Vaillant-Couturier, morts avant la guerre, Thorez et Cachin, Duclos et Frachon, plus récemment disparus. Le souvenir anonyme des camps prolonge celui des morts sans noms de la semaine sanglante. Sa participation à la Résistance a permis au P.C.F. sinon d'identifier l'ensemble de ses leaders à l'héritage communard, du moins de créer une proximité géographique propice à cette identification.





Et pourtant… L'espérance, cette petite sœur qui, aux abords du Mur, s'est finalement substituée à la pitié, ne peut rassembler les foules que dans l'unité politique des frères désunis depuis Tours. C'est Léon Blum qui l'écrit le 20 mai 1935, lors du premier grand Mur unitaire[76] : « Le grand jour de deuil était bien devenu un jour de fête. » Et Marcel Cachin, un an plus tard, le 26 mai 1936 : « Ils ne sont pas venus cette fois au Mur pour pleurer leurs morts héroïques. Devant la fosse où reposent leurs martyrs, ils ont montré qu'ils étaient près de leur définitive montée au pouvoir et qu'ils en avaient conscience. » Tout un peuple est là, écrit *Le Populaire* ; six cent mille personnes dit *L'Humanité*. On est à quelques jours de la victoire électorale. Et la manifestation est en partie vécue, chez les socialistes et chez les communistes, comme l'occasion de « venger » enfin la Commune, comme l'attente d'une « revanche » totale qui enracine ce jour de fête dans le passé endeuillé. Cette houle puissante, le vieux cimetière la retrouvera à la Libération le 27 mai 1945. Mieux que les journaux dont les reportages sont réduits à la portion congrue par de sévères restrictions de papier, c'est le roman d'Hélène Parmelin, *La Montée au mur*, qui permet au lecteur d'aujourd'hui d'imaginer cette journée. Les premiers déportés viennent de rentrer : les ombres de ceux qui ont péri dans les camps les escortent jusqu'à la fosse où reposent les corps des fédérés. La tombe du cheminot Pierre Sémard n'est encore recouverte que de terre brune. Les monuments viendront plus tard. Le vent de la victoire souffle-t-il plus fort que celui du deuil ? Il semble que oui. Le cimetière « parle et rit pendant plus de sept heures ». Derrière Zélie, la fille de Camélinat « au nom de bergerie », s'avancent le comité central du P.C.F. et le comité directeur de la S.F.I.O., suivis du Comité parisien de libération – derrière les partis, la chose reste à noter –, de l'Union départementale C.G.T. de la région parisienne et de tant d'autres mouvements. Jamais il n'y avait eu, non, même pas en 36 semble-t-il, et il n'y eut plus jamais, pareil rassemblement. Le Front populaire, la

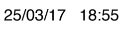


Libération, ces deux moments révolutionnaires de notre XXe siècle, ont démultiplié les foules réunies au Pré-Saint-Gervais en 1913. Au-delà des différences de ton, sensibles d'une manifestation à l'autre – en 1945 apparaît le drapeau tricolore –, ils ont amplifié la mémoire du Mur jusqu'à en faire celle des éternels vaincus par deux fois vainqueurs.

Le mur des Fédérés ne s'est remis ni de la guerre froide, ni des mutations intervenues dans la population de la capitale et de sa banlieue, ni peut-être des mœurs nouvelles qui ont gagné le monde du travail. Les divisions politiques, l'affaiblissement à Paris du poids de la classe ouvrière, la pratique des longs week-ends ont, au fil des trente à quarante dernières années, affaibli la capacité mobilisatrice du Mur. On l'a bien vu en 1971 où le Centenaire de la Commune a fait l'objet de manifestations particulièrement éclatées. Quatre cortèges se sont en effet succédé au Mur : le dimanche 16 mai la Ligue communiste révolutionnaire a ouvert la marche en mobilisant dans son défilé coloré au moins trente mille jeunes manifestants[77], tout chauds encore des journées proches de mai 1968 ; le samedi 22 au matin, la C.F.D.T. et le P.S.U. ont organisé un rassemblement qui n'a guère dépassé quatre mille personnes ; l'après-midi, ce fut au tour du P.S., de F.O. et de la F.E.N. de pénétrer fort lentement dans le cimetière : là encore quatre mille participants au maximum ; il a fallu attendre le dimanche 23 mai pour que les communistes rassemblent plus de cinquante mille manifestants au Mur. Le bureau national de la Convention des institutions républicaines s'était joint à ce défilé : à cette date ce n'était encore qu'un bureau. Unitaire au contraire – c'est le temps du Programme commun –, le défilé de 1972 n'a pas pour autant été massif. On a classé le 14 novembre 1983 le mur des Fédérés monument historique : ce n'est pas forcément un signe de mort, ce n'est pas nécessairement un signe de vie.

En tout cas le Mur n'a jamais pu être « récupéré » – quel vilain mot ! – à droite ou à l'extrême droite. Les hommes qui gouvernent habituellement la France ne s'en sont pas souciés. L'équipe de *Je suis partout*, en revanche, a tenté l'aventure lorsqu'elle a décidé en mai 1938 de porter au Mur une couronne dédiée « aux premières victimes du régime » dans un sentiment, comme l'écrit Robert Brasillach, de « pitié pour les égarés » et de « respect pour les patriotes parisiens qui voulaient continuer la lutte »[78]. La rédaction du journal, ouvertement fasciste, fit la « une » de son numéro du 27 mai avec la photo de cette couronne, assortie d'une







liste des « victimes actuelles » de la gueuse : militants d'extrême droite et ouvriers révolutionnaires choisis – quand même ! – parmi les non-communistes. Cet effort n'eut que peu d'écho. Il n'a jamais suffi de détester la République pour pouvoir se dire héritier des communeux.

Il n'a jamais suffi non plus de se dire républicain : il reste rouge le drapeau qui orne aujourd'hui la carte d'Ami de la Commune de Paris. Mais pour la quasi-totalité de ceux qui, entre 1880 et 1885, ont fondé la tradition de la montée au Mur, la République n'a pu triompher de ses ennemis que grâce aux hommes et aux femmes fusillés par les Versaillais. Et, au fil du boulangisme et de l'Affaire Dreyfus, s'est affirmée la finalité républicaine, au sens français du terme, du Mur. La République en France ce n'est pas seulement un régime. C'est pourquoi le Mur n'a jamais pu être perçu comme un lieu de mémoire antirépublicain. S'il est vrai, comme l'a écrit Jeanne Gaillard, et comme je le crois, que « la confiance dans l'avenir républicain, c'est cela qui fonde l'existence de la République »[79], alors le Mur, lieu entre tous mythique, qui doit sa mythologie à une histoire renouvelée, témoigne fortement de la difficulté de séparer en France l'amour de la Révolution et celui de la République.




« Le mur des fédérés », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, **tome I,** *La République*, **Paris, Gallimard, 1981, pp. 619-649**



Manifester pour Ferrer, octobre 1909




L'exécution, l'assassinat de Francisco Ferrer dans les fossés de Montjuich, le 13 octobre 1909 – le père de l'École Moderne avait tout juste cinquante ans – a-t-il soulevé une manière de « protestation universelle » ? Oui, répond l'article récent de Vincent Robert[1] où cette communication a puisé maintes informations, les affirmations chaleureuses de Jaime Vicens Vives[2] et de Maurice Dommanget[3]. On en connaît de façon assez précise l'ampleur en Amérique Latine, de l'Argentine au Mexique et au Brésil où, à partir de 1910, le 13 octobre sera commémoré chaque année. Les amis de Louis Guilloux, ses admirateurs ont en mémoire la page du *Pain des Rêves* où « l'oncle Paul », breton fait parisien, raconte à sa famille provinciale éblouie « la » manifestation Ferrer : « vous connaissez pas Paris, alors vous pouvez pas vous rendre compte. C'est pas la peine que je vous explique, mais on n'avait jamais vu ça. La police a chargé […]. Si vous aviez entendu ça, comme ça gueulait ! Et les coups de revolver alors… »[4]. L'historien Ernest Labrousse qui vient de mourir datait, pour sa part, de 1909 – il avait quatorze ans et suivait les cours du lycée de Saintes – sa « première grande émotion politique »[5]. Et, si l'on se reporte à la mémoire jaurésienne, comme il est assez naturel dans cette maison, comment ne pas rappeler la participation de Jaurès à la manifestation évoquée par Louis Guilloux, celle du 13 octobre ? Le dossier de presse constitué par la Préfecture de police[6] la met en évidence. La présence du leader socialiste était chargée de sens : militante – il y avait des coups à prendre –, symbolique – celui qui aspirait à devenir le



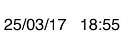
leader du parti unifié se devait d'être là[7] –, elle renvoyait aussi aux querelles de tendances si vives dans l'extrême gauche française, dans la capitale surtout. Comment ne pas évoquer en 1909 le rôle de *L'Humanité*, ce quotidien fondé cinq ans plus tôt par Jaurès et dont le statut dans le parti restait complexe[8] ? Sans limiter au leader socialiste ma communication, je voudrais analyser ici en quelques mots la diversité, la richesse et la portée politique et symbolique des réactions suscitées, autour de la SFIO et, plus particulièrement, de sa Fédération de la Seine, par la mort de Ferrer.

Mercredi 13 octobre

Parlons du mercredi 13 octobre. On vient d'apprendre l'exécution de Ferrer le matin à 9 heures après le refus opposé à sa grâce par le gouvernement espagnol : le roi Alphonse XIII en est à bon droit rendu responsable[9]. Le soir même, à Paris, autour de l'ambassade d'Espagne, dix à vingt mille manifestants. Un gardien de la paix tué par balle, des dizaines de blessés, onze arrestations. La violence des heurts – charges de cavalerie commandées par Lépine en personne, candélabres abattus, tramways lapidés, coups de revolver – est rendue plus tragique encore par l'épaisseur de la nuit. Les plus violents affrontements dans la capitale, depuis la Commune ? On l'a dit, sans doute à tort[10]. Mais une différence sérieuse distingue la première manifestation Ferrer de celle, par exemple, qui, un quart de siècle plus tôt s'était déroulée autour de cet emblème interdit, le drapeau rouge, pour empêcher que la police ne s'en empare : la manifestation de 1909, avait en effet rapidement tourné à l'émeute, en raison de ce que Jaurès appela « *germes de terrible colère* ». S'il le déplorait, il comprenait aussi, un pareil soir, leur présence dans « quelques âmes violentes ». Pour finir, loin de désavouer la manifestation, il se félicitait de ce que « le peuple de Paris [ait] pu s'avancer [...] si près de l'ambassade que le représentant de la monarchie meurtrière [ait] pu entendre le grand cri d'indignation ».



L'Humanité avait d'ailleurs joué un rôle important dans ce rassemblement nocturne. À la fin de l'après-midi, une édition spéciale avait appelé les parisiens à se rassembler à 9 h 30 « au 34 boulevard de Courcelles », manière de désigner, sans la nommer, l'ambassade d'Espagne. « Peuple de Paris qui t'émeus aux grandes injustices, peuple ouvrier des





faubourgs… », l'invocation humaniste, dans la tradition hugolienne, colore à nouveau, le lendemain, le récit – une manière de reportage – au cours duquel Jaurès évoque « le cri qui montait de la grande ville républicaine et humaine ». Selon tous les témoignages deux « colonnes socialistes » avaient, outre les autres, participé à la manifestation. D'un côté Vaillant, la poitrine barrée de son écharpe tricolore, et Dejeante, suivis, selon *Le Temps*, de Charles-Albert et Laisant, les responsables de la lutte contre la répression en Espagne : ni l'un ni l'autre n'appartenaient à la SFIO, mais ils manifestaient avec le vieux Vaillant. De l'autre, Jaurès et Sembat escortés de plusieurs rédacteurs de *L'Humanité* : Renaudel, Duc-Quercy, Landrieu. Le directeur de la police municipale Jauny, qui se trouvait à côté de l'ambassade d'Espagne quand éclatèrent les incidents a brossé, pour son rapport, des portraits modérément amènes des journalistes socialistes. Duc-Quercy, écrit-il[11], « est si réservé qu'il ne peut arriver à s'exprimer ». Jaurès, « blême, le chapeau cabossé, a l'air désemparé, et bientôt, au milieu du tourbillon de ses amis, il est emporté et s'éloigne ». Ni Duc-Quercy, ni Jaurès, vieux habitués des grèves et des réunions électorales tumultueuses de la région carmausine, ne passaient pour manquer de courage physique. Cette fois ci cependant, il venait d'y avoir mort d'homme et le policier a sans doute bien interprété le geste esquissé par le leader socialiste, que ses amis, soucieux de sa sécurité, l'empêchèrent d'achever : « Jaurès me voit, note-t-il, il veut me parler et ne peut articuler un son ». Empêcher une charge de cavalerie, freiner ainsi l'exaspération, rendre impossible l'aggravation de l'affrontement, telle avait été, pour autant que les récits divers soient interprétables, l'intention immédiate du dirigeant socialiste.




D'où était donc venue l'extrême violence ? La presse quasi unanime, à l'exception de *L'Humanité*, silencieuse sur ce point par refus de rompre les solidarités populaires, désigna les membres d'une troisième colonne venue, elle, de la place Clichy – quelque 4 000 personnes – et rejointe en cours de route par de très nombreux manifestants. « À mort Alphonse ! » criaient ces hommes exaspérés non seulement par l'assassinat de Francisco Ferrer mais par le souvenir tout proche de quatre autres suppliciés de Montjuich[12] et de la centaine de morts tombés trois mois plus tôt, à Barcelone, pendant la « Semaine Tragique ». C'était le groupe de *La Guerre sociale.* L'hebdomadaire fondé en décembre 1906 par Miguel Almereyda et Gustave Hervé avait diffusé lui aussi un numéro spécial



dans les faubourgs. En termes soigneusement pesés ce tract appelait syndicalistes, anarchistes, socialistes à montrer ce qu'ils étaient capables de faire :

« C'est le moment aux braillards[13] et aux autres de se montrer. Vos ennemis prétendent que la CGT ne sait que bluffer, qu'elle n'a personne derrière elle : nous le verrons ce soir. D'autres prétendent que les anarchistes ne savent que japper de loin comme les roquets. Nous saurons cela ce soir. D'autres accusent les socialistes de s'être laissés abâtardir par les pratiques trop exclusives de cuisine électorale. Nous verrons ce soir s'ils ont quelque chose… dans le ventre ».

Cet appel prolongeait une vive campagne conduite par *La Guerre* – comme on disait dans les milieux révolutionnaires – depuis que début septembre, on avait appris l'arrestation de Ferrer. « S'ils touchent à Ferrer ! » (numéro du 8 au 14 septembre) etc. À chaque occasion, le journal laissait entendre que ses électeurs – ses partisans – étaient prêts à se situer à l'extrême limite du toléré, en réponse à l'intolérable. Un discours vieux de trois ans : les amis de Gustave Hervé, un socialiste aux marges de la dissidence, mais se gardant d'y tomber et de Miguel Almereyda dont Jean Maitron a bien montré que lui aussi, de culture anarchiste, se mouvait aux franges du mouvement où il avait fait ses premières armes[14], ne se faisaient pas appeler pour rien les « insurrectionnels ». Et ce n'était pas pour rien qu'ils dénonçaient en permanence le puzzle de l'appareil d'État[15]. Dès le début de 1907 ils s'étaient exprimés sur ce que représentait pour eux la manifestation de rue : « on n'influence le gouvernement qu'autant qu'on lui inspire quelque crainte », avait écrit Almereyda ; et Bruckère, membre, lui, de la SFIO : « nous procédons par le désordre, la confusion, l'inquiétude jetée systématiquement chez tous les mercantis d'une grande ville »[16].




Certes, on n'était plus en 1907. Briand, qui avait remplacé Clemenceau à la présidence du conseil depuis juillet 1909, venait à la fin du mois d'août de rendre à la liberté trois membres de la rédaction de *La Guerre* : Marchal, Méric, Almereyda lui-même. Certes il avait acquis durablement le surnom de « la jaunisse » mais il n'avait pas encore brisé la grève des cheminots et les jugements qu'on portait sur lui dans les milieux socialisants et révolutionnaires n'étaient pas encore systématiquement défavorables. La situation s'était aussi modifiée dans la Fédération SFIO de la Seine. Sans avoir rallié les jauressistes comme l'avaient montré les



votes sur la stratégie électorale émis en avril 1909 au congrès de Saint-Étienne[17], les «insurrectionnels» de la Seine avaient approuvé, un an plus tôt, à Toulouse, la synthèse jaurésienne: un ressort avait fléchi. Enfin, la crise de la CGT était ouverte et nombre de syndicalistes révolutionnaires, pour ne pas parler des autres, supportaient difficilement le ton d'Hervé et les consignes qu'il prenait plaisir à leur prodiguer. Mais rien n'était joué. Les amis du «Sans patrie» continuaient d'étriller leurs adversaires de tendance: ainsi Aubriot[18]. Surtout, dans la cité incertaine où *La Guerre* vendait chaque semaine 5500 exemplaires, outre les abonnements et les kiosques de gare, mais où la majorité du conseil municipal depuis 1900, était passée au nationalisme, le courant «révolutionnaire» aux composantes complexes, restait vivace, et la banlieue, en essor, renforçait sa vocation ouvrière.

Alors, les blessés et le mort du 13 octobre, une provocation venue des rangs de l'extrême gauche? L'hypothèse fut évidemment avancée, notamment par *Le Temps* et *Les Débats*, réputés sérieux. Le bruit courut que Gustave Hervé allait être inculpé: restait à trouver un chef d'inculpation précis. Dès le premier jour, le «général» – c'était un de ses surnoms – expliquait que la manifestation n'avait nullement eu l'intention de forcer les barrages placés autour de l'ambassade. Mieux vaut l'en croire. Restait la pression d'une foule peu ou pas organisée. Il y aurait eu, en tout cas, grande injustice à adopter la thèse de la provocation en ignorant deux autres séries argumentaires. D'une part en effet, malgré le nouveau ministère, la hiérarchie policière n'avait guère changé, le comportement des forces responsables du maintien de l'ordre pas davantage. Toujours vert, Lépine régnait toujours sur la Préfecture. Le «manège Mouquin»[19], la brutalité des «sergots», les charges de cavalerie lui avaient valu de solides inimitiés, au delà des «meneurs».




Comme le soulignera *L'Humanité* du 16 octobre, Jaurès et Sembat avaient été frappés, Vaillant renversé, avant les premiers coups de feu: était-ce là les «gens sans aveux» dénoncés par les responsables de l'ordre? On rappellera *in fine* – c'est peut-être l'essentiel – que le droit de manifester n'existait toujours pas en France: les seuls textes en vigueur restaient la loi du 7 juin 1848 et celle du 30 juin 1881 qui interdisaient les «attroupements sur la voie publique» susceptibles de «troubler la tranquillité» (publique aussi évidemment)[20]. Du coup, en l'absence de toute régulation, la tentation restait grande, du côté policier de cogner,



sans frein, du côté des manifestants d'outrepasser les bornes qui, n'étant point définies, restaient livrées à ce que Jaurès avait appelé, en 1907, «le hasard des inspirations individuelles».

Dans le cas Ferrer, d'autres difficultés s'étaient amoncelées. La SFIO restait une organisation légère et peu dirigée. La CAP n'avait guère que des pouvoirs administratifs, modestes: ses décisions étaient rendues de façon si neutre que seul le bouche à bouche militant leur conférait quelque vigueur. On n'a pas la preuve qu'elle se soit réunie pendant l'affaire. Les vacances parlementaires se prolongeant, le poids de *L'Humanité*, les choix de Jaurès devenaient déterminants aux côtés de ceux de *La Guerre* et de la Fédération de la Seine. Fallait-il manifester pour Ferrer? Le choix exigeait du courage. Toute une aile du parti, les guesdistes, certes peu influents dans Paris mais dont l'apport était nécessaire à l'équilibre du journal[21], se montraient plus que réticents. Dans le journal officiel du parti, qu'ils contrôlaient, *Le Socialiste*, pas un mot sur Ferrer en octobre. On comprit pourquoi début novembre: un de leurs militants, Paul Aspard, expliqua à la une du journal, et sur deux colonnes, qu'il y avait eu deux mouvements bien distincts dans ces mani-


festations: «le seul intéressant pour des socialistes» visait la répression mise en œuvre par le gouvernement espagnol pour empêcher la révolte du prolétariat catalan; l'autre était lié à l'émotion, certes légitime, éprouvée par «les anticléricaux et les maçons du monde entier» devant l'exécution de Ferrer… C'était opposer l'internationale maçonnique, anticléricale et bourgeoise, à l'internationale socialiste: un socialiste ne doit s'intéresser qu'à un prolétaire[22].

Au delà de la tonalité antihumaniste, voire antidreyfusarde, d'un tel propos que son auteur lui-même tentait d'adoucir en indiquant que «au lendemain de la mort de Ferrer, on ne pouvait éviter de citer son nom», l'hebdomadaire officiel du Parti touchait un point sensible: une fois acquise la Séparation les socialistes allaient-ils renouer avec un discours anticlérical de pacotille dont la grossièreté avait toujours déplu à Jaurès et où beaucoup s'accordaient à déceler une manière d'éviter les problèmes sociaux? *L'Humanité* s'employa à ce qu'il n'en fût rien. Jaurès nota, le 14 octobre, que l'Église en couvrant le crime, voire en l'encourageant, avait «réveillé dans des millions de consciences» les colères assoupies par la mise en œuvre de la Séparation: ce fut pour le regretter. Et d'autre part, le journal avait, avant le crime, systématiquement ouvert ses



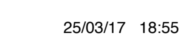
colonnes à toutes les formes de protestation autres que la dénonciation des « ratichons », autres aussi que la manifestation de rue. Une mobilisation qui peut paraître modeste si l'on s'attache uniquement au ton et à la place occupée par les informations et les appels – en gros un texte tous les trois ou quatre jours depuis le début de septembre –, une campagne qui avait pris garde de ne pas se focaliser sur le seul Ferrer[23], mais au cours de laquelle le journal de Jaurès était le seul quotidien à ne pas avoir dételé.

Quel soutien du côté jaurésien ?

Quelques mots ne seraient pas de trop pour qualifier de façon plus précise les formes de soutien, apportées par *L'Humanité* aux victimes espagnoles et, bientôt, à Francisco Ferrer. Regardons tout d'abord l'éventail des organisations accueillies. Aucune association de libres penseurs en tant que telle. Dès le 6 septembre en revanche *L'Humanité* annonce, tout comme *La Guerre sociale*, la création trois jours plus tôt, du Comité de défense des victimes de la répression espagnole. À sa tête, l'ancien député radical Alfred Naquet et deux libertaires, Charles Laisant et Charles-Albert qui en devient le secrétaire : trois amis personnels de Ferrer, membres tous trois de la Ligue internationale pour l'Éducation Rationnelle de l'Enfance, ce qui annonce la tonalité éducative de la campagne. À la différence de *La Guerre*, *L'Humanité* évoque régulièrement la croissance du Comité : des anarchistes essentiellement, au début, de toutes tendances ; bientôt des instituteurs syndicalistes, des groupes socialistes, ce type de comité dont les socialistes n'ont pas la direction mais auquel ils apportent leur appui pour Durand, pour Rousset, etc. Il atteste la capacité d'investissement de Jaurès et de ceux dont il est proche dans ce que nous appelons aujourd'hui la société civile. À l'époque, il permet en outre, en ne visant pas la défense du seul Ferrer, de limiter les réticences syndicales et socialistes.



Après le Comité de défense, la Ligue des droits de l'Homme, née de l'affaire Dreyfus ; la Ligue a toutes ses aises à *L'Humanité*, surtout depuis que Francis de Pressensé, un protestant venu au socialisme par le dreyfusisme, a remplacé à sa présidence Ludovic Trarieux dont les militants en général et Jaurès en particulier avaient eu quelque mal à oublier le comportement, comme ministre de la justice, pendant la grève des





verriers de Carmaux. Le 9 septembre le journal de Jaurès publie la longue lettre adressée à Charles-Albert en tant que responsable du Comité de défense par Pressensé[24] : un texte fort, dans la droite ligne de la campagne déjà menée par la Ligue en 1907, un texte qui ne séparait pas Ferrer des « milliers de pauvres créatures humaines enfermées par le pur caprice d'une répression féroce » et qui se gardait de mettre en cause l'Église catholique. Sans même évoquer son action en province, la Ligue sera désormais présente dans presque tous les meetings annoncés par *L'Humanité.* Davantage que Victor Basch, particulièrement mobilisé cependant[25], c'est le docteur Sicard de Plauzoles qui la représentera le plus souvent.





La CGT enfin : on connaît les efforts passionnés de Jaurès pour que tous les courants de la confédération puissent s'exprimer dans son journal[26], fût-ce au prix d'une grande violence à son égard et à l'égard du parti. Ici, nulle difficulté. Normalement préoccupée par le sort des syndicalistes espagnols, des martyrs anonymes qu'il est encore possible de sauver et que Ferrer symbolise peut-être, sans pourtant les représenter, la CGT s'engage dans l'organisation d'une campagne nationale contre « les bourreaux de la liberté » dont Vincent Robert a mis en valeur le caractère spécifique et à laquelle *L'Humanité* donne asile comme *La Voix du Peuple*.

Le champ « socialiste » au sens large et non partidaire du terme avait donc été balayé avec une certaine prudence. On peut aussi aborder la campagne conduite par *L'Humanité* du 3 septembre au 13 octobre 1909 sous l'angle de la typologie des modes d'intervention. Il en est de quasi traditionnels dans le mouvement ouvrier : la collecte pour les victimes de la répression, les meetings dont V. Robert a dressé pour toute la France une courbe savante qui donne à voir la précocité du démarrage dans la région parisienne jusqu'au premier rassemblement du Tivoli Vaux-Hall – un haut lieu – dominé, le 18 septembre, par Hervé.

Le 11 octobre, quand Jaurès a acquis la certitude que « c'est un crime qui se prépare », nouveau meeting organisé avec Vaillant, Sembat et Jaurès par la Fédération SFIO de la Seine : « il y a quelque chose de poignant et de tragique dans la protestation des milliers d'hommes qui sont ici sans savoir si leur protestation sera utile » ; à cette date en effet Ferrer a été condamné par le conseil de guerre, mais le roi n'a pas encore

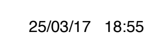


refusé sa grâce. Le sort de l'homme Ferrer est devenu pour quelques jours l'essentiel.

Se mettent aussi en place des formes d'intervention plus récentes, nées en dreyfusisme. Ainsi la pétition pour Ferrer adressée aux seuls «universitaires»[27]. Envoyée en même temps à *L'Humanité*, aux *Débats* et au *Temps* journaux réputés sérieux, et au *Matin* le plus ouvert aux intellectuels des organes dits d'information, elle n'est publiée, le 9 octobre, que par le quotidien socialiste. Dreyfusard, ce texte ne l'est pas seulement par sa brièveté, sa finalité, ses destinataires[28]. Il participe à la constitution du champ universitaire comme laboratoire d'interventions: Ferrer est défini, dès la première ligne, comme un «professeur espagnol»; tel est d'ailleurs le titre qu'il portait sur la fiche de police établie à son nom à la Préfecture en avril 1901. Nulle mention de ses «idées» sinon pour dire qu'elles lui ont «fait bien des ennuis». Et les premiers signataires de la pétition se recrutent parmi les vieux dreyfusards, professeurs à la Sorbonne – Charles Andler, Gustave Bloch, Victor Basch, Lucien Lévy-Bruhl – au Collège de France – Sylvain Lévi – ou membres de l'Institut: Paul Painlevé. Les signatures suivantes – elles affluent pendant quelques jours – respectent, comme au temps de l'Affaire, la hiérarchie de la titulature: voici la piétaille des maîtres de conférence et des agrégés. Si ce texte se joue enfin sur la scène primaire des intellectuels que fut le dreyfusisme, il le doit aussi à l'appareil de dénonciation de la fausse justice qui s'y déploie: tribunal militaire, acte d'accusation fondé sur des documents douteux, etc. Une similitude profonde qui n'exclut pas, cependant quelque différence; la pétition est mise en circulation très tard à l'heure où «le crime», comme dit Jaurès, est en route, au moment où il s'agit tout simplement de sauver une vie, réelle et symbolique à la fois. À cet égard elle se présente bien plutôt comme celles qui, soixante ans plus tard, au cœur de la guerre d'Algérie, tenteront d'arracher tel condamné à mort[29] que comme les pétitions contre Esterhazy ou pour Picquart.



Bien ancrée cependant dans un terreau labouré depuis une décennie, la pétition Ferrer se rattache à un genre en plein essor dont le début du siècle constitue l'âge d'or. Il faut considérer plus anticipatrice l'initiative manifestante du 9 septembre. Il s'agit de produire l'événement politique par une manifestation-spectacle[30]. Une caravane automobile défilant lentement, Charles-Albert en tête. Dans les voitures, des pancartes «on





va tuer Ferrer ! » signées du Comité de défense. Le tout, un beau dimanche après-midi, de la Concorde à la Madeleine et sur les grands boulevards. Le coup médiatique a réussi : le premier du genre ? Il sera renouvelé, deux jours avant l'ouverture du procès, avec cette fois le soutien concret de la Fédération SFIO et de l'Union des syndicats de la Seine[31]. *L'Humanité* en rendit compte amplement, même si, cette fois, l'attention d'autres journaux fut frappée elle aussi par cet insolite spectacle. Le journal et Jaurès, son directeur, avaient donc misé sur tous les modes publics de soutien à Ferrer à l'exception de la manifestation de masse, de l'occupation de la rue. Le 13 octobre avec l'assassinat cette étape fut franchie. Ce furent, étroitement mêlées, l'angoisse née de la nuit, l'horreur des piétinements et de la mort. Les socialistes allaient en tirer la conclusion.

Vers la régulation de la manifestation de rue





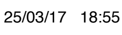
La conclusion ? Sans doute. Mais laquelle ? Les choix antérieurs que je viens de présenter soulignent à l'envi que ni *L'Humanité*, ni même la Fédération SFIO de la Seine toute « insurrectionnelle » qu'en fût l'image, n'étaient disposées à entrer dans le cycle manifestation – émeute – nouvelle manifestation – nouvelle émeute. L'existence même de cet engrenage est incertaine : plus policière peut-être que politique ? Puis la prise du pouvoir au terme d'une « journée » n'était plus de mise : comme l'avait écrit dix ans plus tôt « le capitalisme fait journal », le suffrage universel avait « tué les barricades »[32]. Pourtant les « mouvements de multitudes » restaient nécessaires, à certains moments, en République[33]. Les urnes ne détenaient pas seules la voix populaire, en particulier lorsque le monde du travail visait non à critiquer le gouvernement français mais à exprimer sa solidarité avec des frères ailleurs opprimés. Au vrai, depuis l'essai manqué de 1907, évoqué plus haut, la voie était tracée aussi bien par Jaurès dont l'autorité sur Paris était alors indécise que par Vaillant qui y jouissait traditionnellement d'une manière de vénération. À l'avenir, avait alors écrit Jaurès, la victoire du prolétariat sera d'obliger les dirigeants à « *autoriser les grandes manifestations ouvrières organisées sous le contrôle et sous la responsabilité du prolétariat lui-même* ». Et Vaillant : « il n'y aura pas de République vraie tant que la classe ouvrière ne pourra pas, par ses manifestations, montrer directement sa volonté »[34].



Si tel était bien le but énoncé depuis deux ans, la sombre soirée du 13 octobre pouvait n'apparaître que comme une parenthèse liée au poids particulier des « révolutionnaires » dans la défense de Ferrer. Elle en rendait somme toute, la réalisation possible : *La Guerre Sociale* elle-même n'avait pas revendiqué le 14 l'usage de la violence et, finalement, Hervé n'avait pas été poursuivi. Bref, les conditions pouvaient paraître créées. On aurait tort pourtant de s'en tenir à la vision sociologique qui domine certaines analyses récentes et passionnantes[35]. Une interprétation plus « positiviste » – comme dirait Michel Offerlé[36] – permet d'aller plus loin dans la compréhension de ce deuxième événement d'hommage à Ferrer, la manifestation de masse organisée le 17 octobre. Lors du rassemblement au Mur des Fédérés, le 24 mai 1908, au cours duquel avait été inauguré le « monument des fédérés » – une simple plaque toujours lisible aujourd'hui au milieu des couronnes printanières – était apparue clairement, du côté de la Fédération socialiste, la volonté de régenter le flux des manifestants, quelque dix mille personnes, et de s'assurer ainsi le bénéfice politique de la plus importante commémoration communeuse depuis le début du siècle[37]. Louis Dubreuilh pour le secrétariat du parti, Pierre Renaudel surtout, proche de Jaurès et de *L'Humanité*, excellent organisateur, fort actif dans « la Seine », à l'arrière-plan Vaillant soucieux de trouver dans l'action la voie d'une unité toujours menacée dans « sa » fédération, avaient alors déployé tout leur entregent. Fin mai 1909, la montée au mur n'avait pu attester le prolongement de ces efforts. Avec la nouvelle manifestation Ferrer, quelle occasion !



Une proposition publiquement saisie, cette fois. En 1908 en effet la Fédération de la Seine avait accepté de ne pas apparaître, à travers les médias, au poste de commande de la commémoration du Mur. Trois de ces cinq orateurs s'étaient exprimés au nom des comités du souvenir : Edmond Goupil qui avait été membre de la Commune, Élie May un négociant en pierres fines réfugié à New York et Louis Navarre, qui avait été président du conseil municipal de la capitale en 1898-1899 et qui avait la charge du monument des fédérés : trois francs-maçons notoires. Certes Navarre transitait alors vers la SFIO, mais son adhésion reste difficile à dater et peu spectaculaire. Quant à Allemane et Vaillant qui, tous deux anciens communards, s'étaient exprimés au nom du parti, ils n'avaient pas joué de rôle dans le quasi-chantage mis alors en place par Renaudel : nous n'assurerons la participation massive des sections





socialistes que si la SFIO a la responsabilité de l'organisation. Bref, les apparences communeuses avaient été respectées.

Il n'en est pas ainsi un an plus tard. Le 16 octobre 1909, la Fédération SFIO de la Seine annonce clairement les couleurs dans *L'Humanité* : « faire avec loyauté une décisive expérience pour conquérir la liberté des pacifiques manifestations de la rue, comme elle existe dans les monarchies d'Angleterre et de Belgique » ; et la faire en se situant dans l'exacte mouvance du 13 octobre : d'autres Espagnols sont menacés qu'il faut sauver ; « jeudi, nous étions 20 000, dimanche nous serons 100 000 ». Un signal adressé au courant guesdiste[38]. Publiquement aussi, la Fédération prend ses responsabilités devant l'État : il ne sera pas question de « violer le territoire espagnol représenté diplomatiquement par l'ambassade ». Mieux, les décisions d'organisation, les voies par lesquelles elles seront élaborées sont portées à la connaissance de tous : le Comité fédéral se réunit le soir même, les sections sont invitées à attendre les consignes de leur délégué au Comité. À celui-ci de prouver sa capacité à impulser ses choix politiques sans avoir recours à « l'autonomie des groupes »[39]. Enfin *L'Humanité*, cet outil de la transparence, annonce que la Fédération a nommé un groupe de travail chargé des mesures pratiques.



Sur d'autres points en revanche les initiatives prises pour « le Mur » en 1908 anticipaient celles de la grande manifestation Ferrer. Dans les deux cas c'est à la pleine lumière du jour, un dimanche donc, que les Parisiens sont appelés à se rassembler, « hors de l'ombre propice aux coups de police comme aux actes individuels qui en sont la conséquence », selon l'appel de la Fédération de la Seine. C'est elle au reste qui, un an plus tôt, assumait les responsabilités[40]. De même enfin que les Comités communeux avaient en 1908 accepté que la SFIO négocie pour eux avec la police – que c'était dur pour Allemane par exemple, et pour les siens ! – de manière à rendre possible un ample cortège dans les allées du Père Lachaise, de même en 1909 ni *La Guerre Sociale*, ni l'Union des syndicats de la Seine ne s'opposent aux discussions avec le ministère de l'Intérieur. *La Guerre* rend publique, dans une des éditions spéciales non datées qu'elle multiplie entre le 13 et le 15 octobre, la promesse qu'elle a faite d'appeler ses amis à se « prêter loyalement à cet essai de manifestation pacifique » ; pas de revolver, pas de chaussettes à clous[41]. Quant à l'Union des syndicats, le meeting auquel elle appelle le dimanche matin

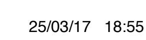


donne l'occasion au dernier orateur de demander à tous de rejoindre la manifestation. Bref, les socialistes de la Seine ont gagné la partie.

Sans dissimuler – ou alors avec des voiles si légers… – les négociations conduites au niveau gouvernemental le plus élevé : Briand, écrit *L'Humanité* le 17 octobre, avait refusé l'autorisation de manifester à une délégation du conseil municipal. « Que se passe-t-il ensuite ? Toujours est-il, écrit benoîtement le journal, que Monsieur Briand revint sur sa première décision… ». Le reste va comme de soi : l'itinéraire impératif, avec plan à l'appui, de la place Clichy à la Concorde – l'ambassade d'Espagne est effleurée – et les sept points de concentration ; le rythme de la marche assez lent, régulier, ni drapeaux – c'est difficile à accepter – ni pancartes ; les conditions de la dispersion[42]. Grande innovation, forte garantie sur le modèle de la social-démocratie allemande : l'apparition des « hommes de confiance »[43]. Leur liste nominale – 190 noms – donnée par *L'Humanité* et par *La Guerre*, pour chaque lieu de rassemblement partiel, rend visible la composition du « Comité d'organisation » sans qu'il soit besoin de l'annoncer officiellement : la SFIO certes, et dans toutes ses composantes, d'Hervé à Luquet et à Grados, des insurrectionnels aux guesdistes en passant par les syndicalistes socialistes – je ne cite ici que les extrêmes, les autres vont de soi –, mais aussi les leaders du Comité contre la répression – Charles-Albert, Laisant –, les anarchistes de *La Guerre* avec Almereyda et le secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, Auguste Savoie : sa présence a du poids non seulement en raison de sa légendaire robustesse, mais parce qu'il ne fut jamais socialiste. Au total une ouverture remarquable, fruit d'une politique d'alliance très jaurésienne. À l'appareil des manifestations de rue tel qu'il se déploiera au XXe siècle il ne manquait que le double cordon du service d'ordre chargé de délimiter l'espace de la manifestation. Il était assuré, et fort lourdement, par une police et une armée ultra-présentes. Les manifestants n'en eurent que plus de mérite…

Tout se passa bien en effet. Cent mille participants ? Le chiffre était un peu trop annoncé à l'avance pour paraître tout à fait crédible. Celui de vingt mille énoncé par la police paraît un peu bien maigrichon… Nous connaissons tous ce problème. Peu de femmes en tout cas, même si la doctoresse Madeleine Pelletier qui avait quitté les guesdistes pour les insurrectionnels fut sacrée « homme de confiance ». Pas d'incidents. *Le Temps* qui les cherchait à la loupe ne put relever qu'un léger cafouillage







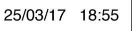
horaire entre syndicalistes et socialistes, place Clichy. Un grand succès en somme, reconnu par l'ensemble de la presse et auquel n'avait pas nui l'absence de Jaurès, retenu de longue date à Lyon le samedi et, le dimanche, à Vienne.

Plusieurs lectures se dégagent de cette histoire d'apparence un peu événementielle : manifestations, appels, négociations, texte et paratexte, actes et para-actes, tous peuvent être interprétés à plusieurs niveaux. C'est leur épaisseur que j'ai cherché à démêler.

Au départ, Ferrer. Aucune analyse en forme de stratégie ne peut gommer l'émotion causée par son assassinat. Il cristallise les colères nées de la répression de la semaine sanglante. Il atteint des couches nouvelles : non plus seulement les socialistes, les syndicalistes, mais la Ligue des droits de l'Homme, les libres-penseurs, les francs-maçons. Entre deux, les libertaires prennent grand soin d'apparaître le moins possible au premier plan. À cet égard les deux manifestations de rues parisiennes sont sœurs. Intégrées à « la protestation universelle », elles en constituent l'acmé, Le 17 octobre comme le 13, on crie « vive Ferrer ! À bas Alphonse ! ».



Deuxième angle d'approche : le rôle de la SFIO, plus particulièrement de *L'Humanité* et de la Fédération de la Seine, voire de *La Guerre Sociale*. En termes d'hommes : Jaurès, Renaudel, Hervé. La légitimité du parti sort renforcée de « l'affaire Ferrer » : D. Cardon, M. Offerlé l'ont bien vu. Mais les forces se sont sensiblement déplacées. Du début de la crise à la fin, le journal de Jaurès joue certes pleinement son rôle de caisse de résonance. Comme *La Guerre Sociale*, mais avec des options différentes, il se veut conducteur de la lutte. Mais, au lendemain de la nuit du 13, le parti, ou plutôt la Fédération de la Seine prend le relais et devient l'organisateur collectif. Ici émerge – ce n'est pas la première fois – le personnage de Renaudel : administrateur du journal, fort lié à Jaurès, le souvenir de ses options dans l'ancien parti socialiste français, son activisme déjà à l'œuvre en 1908 font merveille, du côté de Briand qu'il a côtoyé avant l'unité comme à l'intérieur du parti. Nous voyons moins bien qui a discuté avec la CGT, mais le résultat est là : l'unité ouvrière, ce rêve jaurésien, se réalise un temps ; elle était donc possible… Dans l'action le parti unifié est capable d'exercer une hégémonie discrète. La classe ouvrière, dira Dubreuilh quelques mois plus tard, s'habituera à le voir « marcher à sa tête »[44].





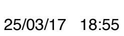
S'agit-il pour autant d'une progression durable ? Rien n'est moins sûr. Du côté libertaire, *L'Anarchie*, *Germinal* mettent en cause, en termes inégalement violents, le complot – ou la concertation – Jaurès – Hervé – Lépine[45]. Le bon Gustave se croit obligé de menacer le gouvernement de « bombes » – pas moins – s'il reprend ses violences anti-ouvrières[46]. Ces critiques se nourrissent du choix politique fait par Jaurès et une trentaine de ses amis : ils se sont abstenus le 27 juillet 1909 lors de la constitution du ministère Briand[47] et cette « incartade », oubliée au milieu d'octobre dans l'action, réapparaît deux semaines plus tard dans la vie interne du parti socialiste ; au Conseil national du 30 octobre la Seine dépose contre le choix de Jaurès une motion votée par 52 voix contre 45 et 3 abstentions[48]. Gourmand, un ami d'Hervé, Perceau a raconté aussitôt la chose dans *La Guerre Sociale*. Enfin si la Fédération a gagné en prestige et en efficacité, elle a perdu des militants. Il lui faut reconnaître à Nîmes un déficit de 375 adhérents[49], pas assez pour renoncer au rang qu'elle occupe, juste derrière le Nord, suffisamment pour poser problème. Des insurrectionnels l'ont-ils quittée ? À voir. C'est ainsi en tout cas que se dessinent les limites d'un réel succès politique.



Les travaux les plus récents enfin se rencontrent pour marquer la place des manifestations Ferrer à Paris dans la généalogie de la manifestation moderne. Une place assez largement soulignée sur le moment par la presse républicaine même quand elle se dit peu satisfaite d'avoir dû supporter *L'Internationale* tout un après-midi.

« Nous avons fait l'essai des mœurs anglaises, écrit *Le Temps* daté du 19 octobre, la première expérience de longs cortèges qui se déroulent sans violence et qui parcourent un itinéraire préalablement fixé. » Les socialistes vont récidiver pour le Mur en 1910, en 1911. Jaurès va parler d'un « droit nouveau » qui s'esquisse, celui-là même à propos duquel il s'était en 1907 opposé à Clemenceau :

« ainsi, peu à peu, écrira-t-il dans *L'Humanité* le 29 mai 1911, nous nous acheminons vers la conquête d'un droit nouveau qui, obtenu, permettra peut-être à tous les partis de faire valoir publiquement leurs revendications et leurs espoirs mais qui, en tout cas, profitera surtout au parti socialiste, parce qu'il est de tous le plus vivant, le plus actif et le plus entreprenant ». En effet, même si le droit de manifester n'était toujours pas inscrit dans la loi, même si sa pratique allait en France rester soumise à maintes contestations, une double preuve avait été apportée :





à la différence des propos scandalisés, tenus de Taine à Gustave Le Bon, sur l'âge des foules, toute foule n'était pas forcément désordonnée et livrée au chaos ; et, d'autre part, son poids, son influence pouvaient croître à proportion de son nombre. La manifestation peut-elle être le suffrage universel de la rue ? Guesde lui-même après tout « ne voulait plus appeler le Palais Bourbon que Palais Ferrer… »[50].

« Manifester pour Ferrer, octobre 1909 », *in* Centre national et musée Jean Jaurès, *L'affaire Ferrer*, Castres, 1991, p. 79-99






L'internationale et le problème colonial (avec Georges Haupt)

Lorsque nait en 1889, à Paris, la Seconde Internationale, la colonisation contemporaine est en plein essor, mais elle n'a pas encore atteint sa phase monopolistique, elle n'a pas encore déclenché de graves crises internationales. En tenant compte à la fois de l'évolution du fait colonial et de celle du socialisme, on peut distinguer trois grandes périodes dans l'histoire de la manière dont la question coloniale a été abordée, discutée et tranchée par l'Internationale jusqu'en 1914.

La première époque est celle d'une préhistoire. Elle correspond pourtant aux années où l'expansion coloniale proprement dite connaît sa plus grande ampleur et suscite les premiers grands conflits, à celles aussi où recule, lorsque remontent les prix et que reprennent les affaires, l'attitude d'opposition globale à l'État, l'espoir d'une imminente révolution. Mais l'organisation des partis socialistes est, sauf exception, embryonnaire ; celle de l'Internationale en tant qu'institution, bien davantage encore. Autour du problème colonial on tâtonne, les tendances se cherchent sans aller jusqu'à l'affrontement. Cette période s'achève au lendemain du congrès d'Amsterdam en 1904, au moment où va commencer la révolution russe.

La deuxième époque est tout entière centrée, de 1906 à 1908, sur le congrès de Stuttgart de 1907, dont les échos assourdis se prolongent jusque dans la préparation du congrès de Copenhague en 1910. C'est le moment où, sous la pression d'événements très divers, la question



coloniale passe au premier plan des préoccupations de plusieurs partis et où se heurtent les analyses «modernes» et les thèses «traditionnelles» que certains commencent à s’efforcer de renouveler. Au plan idéologique le choc est rude, mais ses conséquences pratiques n’ont pas de caractère décisif.

À partir de 1908 et surtout de 1910, l’atmosphère change à nouveau. La lutte contre la guerre prend la priorité et les phénomènes révolutionnaires ou sub-révolutionnaires qui surgissent dans certains pays de l’«Asie avancée» – l’expression est de Lénine – donnent quelque poids chez eux aux projets socialisants et sont plus ou moins confusément ressentis par l’Internationale. Le problème est dès lors de savoir si le socialisme parvient à établir un lien entre les formes déjà classiques de l’impérialisme colonial et les manifestations de l’impérialisme en tant que phénomène économique et social plus vaste; si l’Internationale arrive à élaborer, en l’absence de tout grand mouvement en Afrique, une issue dynamique à la fois pour les peuples dépendants et pour le prolétariat des pays avancés.




Une unanimité de façade

Les premiers congrès internationaux sont ouvriers bien plus que «socialistes». Syndicats et organisations politiques y sont également représentés. La nécessité de 1’«action législative et parlementaire» n’est clairement proclamée qu’au Congrès de Londres en 1896. C’est aussi à Londres qu’est définitivement délimité l’objectif d’une nouvelle organisation socialiste de la propriété et de la production. Même dans les pays où l’expansion coloniale est en cours et où des partis socialistes sont organisés – Allemagne, la France, l’Italie, la Grande-Bretagne –, les intérêts matériels immédiats de la classe ouvrière, qui souffre de la dépression économique à laquelle s’ajoute souvent la répression politique et policière, préoccupent bien davantage les socialistes que les problèmes soulevés par l’expansion coloniale. Lorsque ceux-ci sont abordés, c’est quasi exclusivement par rapport à ces mêmes intérêts. Lorsque Guesde s’oppose, en France, dès 1881, à la conquête de la Tunisie et aux projets d’expéditions sur Tombouctou et l’Égypte[1], il souligne les services exclusifs que de telles entreprises rendent à la classe dirigeante; lorsque la social-démocratie allemande s’oppose à l’ouverture des lignes maritimes



à destination des colonies, elle demande que les bateaux nécessaires soient à tout ! e moins construits dans les docks allemands[2]. La première motion « coloniale » élaborée dans un congrès international, à Zurich, en août 1893, concerne la « question du Siam » alors sujet de tension entre la France et l'Angleterre, et s'inspire des mêmes préoccupations[3].

Elles sous-tendent aussi les tentatives d'analyse qui se font jour dans certains partis, en Allemagne, en Italie, par exemple, où une large fraction de la bourgeoisie industrielle reste, jusque vers 1895, hostile à l'expansion. Turati, comme Kautsky, explique, dans les années 1892-95, que les conquêtes sont voulues par les classes attardées et parasitaires, qui détiennent encore dans ces pays le pouvoir politique, les milieux dynastiques, la caste militaire. Lutter contre l'expansion coloniale c'est donc lutter pour les intérêts réels des couches ascendantes, intéressées ensemble à l'essor de la production industrielle et du libre commerce : industriels, ouvriers[4].




En France, l'opposition n'était pas moins radicale dans la mieux organisé des partis socialistes : le Parti ouvrier français. Mais l'analyse de la notion de classe dirigeante y était beaucoup moins élaborée : au Congrès de Romilly de septembre 1895 est votée une célèbre motion anticolonialiste, qui reprend le slogan d'Andrea Costa : « Ni un homme, ni un sou… » ; ce deviendra le slogan du POF. Mais les guesdistes se bornent à y dénoncer les « fIibusteries coloniales » comme « une des pires formes de l'exploitation capitaliste ». Il n'est pas sûr que cette définition, plus sommaire que celles de Kautsky ou Turati, soit due seulement aux faiblesses du POF en matière d'analyse de classe : en 1895, en France, le « parti colonial » était en train de se consolider et l'on y trouvait aussi bien les tenants d'une société attardée que des représentants des grands intérêts commerciaux et financiers du capitalisme moderne[5]. Du coup, la motion de Romilly se préoccupait de répondre à l'argument de 1'« intérêt national » que développait la grande presse, et elle le faisait en opposant clairement les objectifs sociaux de la classe ouvrière à ceux du bloc dirigeant : « La seule façon réelle et humaine d'assurer des débouchés à la production mécanique », c'est d'abolir la barrière des classes, ce qui permettra aux travailleurs de consommer les richesses qu'ils produisent. Même opposition, même souci principal, mêmes divergences dans l'analyse des causes de l'expansion. Divergences aussi, mais encore secondaires, dans la capacité à sortir d'un européocentrisme étroit, à



envisager pour la première fois la colonisation du point de vue des colonisés. À cet égard, la tradition humanitaire française et anglaise se révèle féconde. C'est elle qui apparaît dans les textes de Jaurès de 1896 et dans la motion de Romilly où la colonisation est dénoncée comme source de « corruption et destruction des populations primitives ».

Lorsque le POF proposa pour la première fois d'inscrire la question coloniale à l'ordre du jour d'un congrès international, celui qui allait s'ouvrir à Londres en 1896, il y était poussé par ses nouvelles responsabilités. Leurs succès parlementaires plaçaient à cette date les socialistes français dans l'obligation d'étudier les faits coloniaux et de dépasser les relatives facilités de la propagande pour définir, en matière coloniale, une ligne politique et donner un contenu à leurs interventions. Jaurès l'avait bien senti lorsqu'il conjurait les socialistes de chaque pays de ne pas s'en tenir à une condamnation « dogmatique », de s'informer pour avoir prise sur le réel[6]. C'est que, depuis les élections de 1893, le groupe parlementaire comptait une cinquantaine de députés dont les hésitations théoriques et les ignorances s'étaient reflétées, par exemple, dans l'intervention de Rouanet au cours du grand débat colonial de février-mars




1895. En 1894, les socialistes belges étaient également entrés en force à la Chambre et, leur parti une fois constitué en 1892, les députés socialistes italiens étaient, depuis 1895, une douzaine.

Et pourtant, au congrès de Londres, la proposition française ne fut pas retenue. Elle ne figura pas à l'ordre du jour du congrès et c'est seulement dans le cadre du rapport de la commission d'action politique qu'une appréciation rapide – celle du POF – mais beaucoup moins nourrie et argumentée – fut portée sur la politique coloniale[7]. Elle ne déterminait, tout au moins explicitement, aucune règle de conduite pour les socialistes ; elle se bornait à une définition sommaire qui sous-entendait une condamnation globale. On peut penser que la Révolution dont les socialistes attendaient encore l'arrivée imminente devait suffire, à leurs yeux, à régler le problème.

Quatre ans plus tard, au congrès de Paris, n'étaient plus présents que les représentants d'organisations se réclamant du socialisme. Pour la première fois, la « politique coloniale » figura à l'ordre du jour, au point 6 il est vrai. Le rapporteur désigné par la commission fut le jeune député hollandais Henri Van Kol. Nous n'avons malheureusement pas gardé le compte rendu des débats de la commission et les comptes rendus des

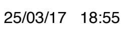


débats en séance plénière sont bien peu satisfaisants[8]. Mais le point de vue de Van Kol à l'époque nous est bien connu, à la fois par la motion qu'il défendit au congrès international de sociologie coloniale qui se tint à Paris juste avant le congrès socialiste et par la conférence qu'il fit aux Sociétés savantes, le 21 janvier 1901, sous les auspices du groupe des Étudiants collectivistes et dont le texte fut reproduit dans *le Mouvement Socialiste*. Le choix de Van Kol s'expliquait par ses compétences : ingénieur, il avait longtemps vécu à Java ; il en parlait en termes généreux où le lyrisme ne visait pas les seules beautés naturelles : « J'y ai passé les seize plus belles années de ma vie, parmi ces indigènes que j'ai appris à aimer, ces peuples si doux et si pacifiques, toujours esclaves, toujours abandonnés, toujours martyrs. » Les sentiments que lui inspiraient les souffrances infligées aux indigènes par la colonisation n'étaient pas douteux, pas davantage son paternalisme[9] ni sa capacité à se laisser tromper par quelques apparences : d'un voyage en Afrique du Nord en 1902, ne rapportera-t-il pas l'idée que la colonisation française en Tunisie était un chef-d'œuvre d'humanité… parce qu'on avait maintenu les institutions traditionnelles[10] ? Il était, dès 1900, de ceux qui, avec Bernstein[11], Vandervelde et Jaurès, étaient partisans d'une « politique coloniale positive ».



Mais l'atmosphère du congrès ne lui fut que partiellement favorable et la motion votée ne refléta ses tendances idéologiques que par quelques formules ambiguës. La condamnation de la « politique coloniale » était tout aussi ferme qu'au congrès de Romilly et développait les mêmes arguments, enrichis par les thèses jauressistes sur les risques de guerre. Toutefois, l'insistance avec laquelle était répété le génitif « politique coloniale *de la bourgeoisie* » laissait entendre qu'une autre politique coloniale (socialiste ?) était possible et qu'il convenait donc de la définir. La motion, d'autre part, proposait pour la première fois des mesures « positives » : la plus originale préconisait « la formation de partis socialistes coloniaux adhérents aux organisations métropolitaines » et la création de « rapports entre les partis socialistes des différentes colonies [12] ». Ces propositions contenaient en germe de riches virtualités, mais il faut se garder de les interpréter dans l'optique du milieu du XXe siècle.

Pour comprendre ce texte, il faut tenir compte à la fois du contexte international et du degré de maturation atteint par les problèmes internes du socialisme en 1900. Le siècle ne s'ouvrait pas seulement sur les

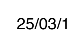




fIons-flons de l'Exposition parisienne. Passions chauvines et guerrières ne se contentaient plus de profiler leurs ombres derrière l'expansion coloniale. La guerre était là. Après Fachoda, ça avait été l'écrasement de la révolte des *Boxers* par une expédition militaire internationale, et la guerre des *Boers* contre laquelle les délégués anglais Pete Curran, Hyndman, Quelch, élevèrent au congrès une chaleureuse protestation. En Allemagne, le parti socialiste venait, au Congrès de Mayence, de mettre en minorité Bernstein et de réaffirmer avec vigueur ses positions traditionnelles. Enfin, la colonisation ralliait à présent l'ensemble des classes dirigeantes dans les pays économiquement avancés. Comme l'a bien montré, dans une étude que publia en janvier 1901, Le Mouvement Socialiste, le socialiste polonais Karski, elle revêtait à présent « un caractère épidémique » et s'emparait de « toute la masse de la bourgeoisie ». Ainsi s'expliquent le caractère radical du texte voté à Paris et le fait que pour la première fois l'expansion coloniale ait été explicitement reliée à l'impérialisme militaire : elle était devenue, disait Karski, la « condition essentielle de l'existence du capitalisme ». Il faudra cependant attendre le livre de Hobson en 1902 pour lire une première esquisse d'une réflexion sur l'impérialisme financier. Quant au projet de formation de partis socialistes coloniaux, l'Internationale y vit essentiellement le moyen d'étendre hors d'Europe son influence et non la création d'une machine de guerre du « Tiers Monde » contre l'impérialisme. Dans aucun pays colonial, même pas en Inde, ne s'exprimait encore nettement l'aspiration à l'indépendance nationale. La proposition était venue des vieilles colonies françaises des Antilles, où les populations indigènes aspiraient alors à une véritable assimilation : le jeune Lagrosillière, qui sera à partir de 1910 député socialiste de la Martinique, avait activement participé à la commission coloniale du congrès. Les socialistes français seront d'ailleurs les seuls jusqu'à la guerre (avec les Russes) à créer non pas des partis mais des fédérations socialistes dans certaines colonies, anciennes ou à fort peuplement européen.



La porte était ouverte enfin à une mise à l'étude, certes bien nécessaire, des questions coloniales. Le congrès « avait recommandé à chaque parti, et Van Kol et ses amis, qui commençaient à se connaître, comptaient bien profiter de leurs réelles compétences pour faire prévaloir leurs vues sur les tenants de positions traditionnelles insuffisamment argumentées.



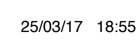


Ce ne fut pas si facile. Nous ne savons pas qui proposa qu'il y eût deux rapporteurs sur la question coloniale au congrès d'Amsterdam (1904). Mais qu'il en ait fallu deux signifie que les tendances commençaient à se cristalliser dans l'Internationale et que les rapporteurs, retenus par le secrétariat du BSI au cours du deuxième semestre 1903[13] aient été Van Kol et Hyndman[14] prouve que la nécessité d'une certaine compétence commençait à être ressentie des deux côtés. Leader de la *Social-Democratic Federation*, passionnément anticolonialiste[15], Hyndman connaissait bien le problème indien et utilisait sa culture marxiste pour définir avec une certaine précision les formes prises en Inde par l'exploitation coloniale: «Nous fabriquons délibérément la famine pour nourrir l'avidité de nos classes prospères en Angleterre[16]». Son rapport, sérieux et passionné, est encore aujourd'hui éclairant et pas seulement sur l'homme. Les «crimes de l'Angleterre en Inde» lui paraissaient la conséquence nécessaire de toute colonisation. Dans ces conditions, concluait-il, il n'y a pas d'autre «politique coloniale» concevable qu'une ardente dénonciation de l'impérialisme. C'était le point de vue traditionnel des socialistes de la fin du XIXe siècle.



Celui de Van Kol était, à bien des égards, aux antipodes. Il affirmait la nécessité du fait colonial. La colonisation lui paraissait inévitable, même en régime socialiste[17], en raison des besoins vitaux de toute société industrielle en expansion. Les crimes, par contre, pouvaient être limités, voire évités, par une «politique coloniale socialiste» définie de manière totalement paternaliste. Le jeune Albert Thomas, qui assista au Congrès et en rendit compte dans *la Revue Socialiste*[18], vit bien la radicale nouveauté de ces propos par rapport à la motion de 1900.

Et pourtant l'affrontement entre les deux thèses n'eut lieu qu'en commission. Le compte rendu n'en a pas été gardé, mais l'article d'Albert Thomas et des informations parues dans *Le Peuple* de Bruxelles[19] permettent de délimiter les deux camps: d'un côté, comme leaders, Hyndman, Bracke, De Brouckère; de l'autre, Van Kol, Bernstein, Terwagne, Tarbouriech. La commission aboutit à une motion transactionnelle et une apparente unanimité put se dégager en séance plénière sur un texte qui «répudiait absolument ce qu'on entend par politique coloniale capitaliste», conseillait de «créer dans chaque nation des comités d'étude» et de travailler à «toutes les réformes de nature à améliorer les conditions des populations coloniales: création d'écoles,





hygiène, travaux publics». Mais la motion mettait entre parenthèses les divergences les plus importantes, celles qui concernaient les causes profondes du phénomène colonial : capitalisme ou industrialisation (la thèse, défendue quelques années plus tôt par Kautsky et Turati, du colonialisme Comme expression des couches arriérées de la société, ayant été abandonnée par les partisans de la position traditionnelle). Cette volonté de conciliation peut sans doute s'expliquer par la conjoncture : les problèmes coloniaux n'étaient pas, en août 1904, particulièrement à l'ordre du jour ; les souvenirs des guerres impérialistes de 1898-1902 tendaient à s'effacer, la guerre russo-japonaise n'avait pas le caractère d'une guerre coloniale, enfin aucune tendance disposée à légitimer la conquête coloniale ne s'était encore exprimée chez les socialistes. Un accord de façade put donc se réaliser. En séance plénière, il s'accompagna même d'un moment de bouleversante émotion : dans un silence religieux, le congrès écouta le militant indien Dadabhai Naoroji[20], le «Père du Congrès indien», vieillard de 80 ans, au reste fort modéré, le conjurer d'obtenir des Britanniques le «*self-gouvernement*, dans la meilleure forme praticable, par les Hindous eux-mêmes sous souveraineté anglaise[21]». Pour la première fois, un porte-parole d'un peuple colonisé s'adressait à l'Internationale rassemblée. Les congressistes eurent le sentiment, si doux au cœur, que l'Internationale vraiment débordait l'Europe, que de mythe elle devenait réalité… Mais cette conscience ne dépassa guère, sans doute, pour la grande majorité d'entre eux, la durée d'un instant et le plan de l'émotivité.



L'affrontement de Stuttgart

C'est entre 1906 et 1908 que la question coloniale arrive vraiment au cœur des préoccupations de l'Internationale et des partis socialistes des nations d'Europe engagées dans l'expansion. Comment rendre compte de cet intérêt intense et assez général ? Comment cerner les raisons pour lesquelles les tendances se cristallisèrent sur ce problème ? Quelles difficultés s'opposèrent finalement, en ces années d'effervescence de la réflexion, à l'élaboration d'une solution dynamique ?

Le Congrès d'Amsterdam avait invité les partis à constituer des Commissions d'études coloniales[22]. Nous ignorons tout de leur composition. Sans doute ne furent-elles jamais mises en place ; mais dans chaque



pays on vit apparaître des spécialistes. En France, par exemple, on peut tenir pour tels, pendant ces années, outre Jaurès, Tarbouriech, membre avec Charles Gide et Paul Viollet du Comité de protection et de défense des indigènes[23], Paul Louis[24] et Rouanet, qui seront chargés de préparer un double rapport pour les Congrès de Nancy et de Stuttgart ; Henri de la Porte, de formation blanquiste ; et Bracke, guesdiste ; le Martiniquais Lagrosillère, d'abord « blocard », et qui se rapproche ensuite des guesdistes, et le jeune professeur de philosophie Félicien Challaye. À l'exception de Tarbouriech et de Jaurès, ce sont tous des hommes jeunes. Un dépouillement systématique de la presse socialiste et des débats parlementaires dans les principaux pays permettrait de même de connaître sinon ceux qui ont composé ces commissions fantômes, du moins ceux qui y avaient vocation[25].

De nouveaux événements, inégalement ressentis d'un pays à l'autre, sollicitent à partir de 1905 leur attention et déterminent une émotion qui déborde largement les cercles de spécialistes. Au premier rang figure la question marocaine qui, du printemps 1905 au printemps 1906, rappelle « aux peuples et aux prolétaires combien la paix est fragile et précaire dans la société d'aujourd'hui[26] ». Ce n'est plus seulement en Extrême-Orient, en Afrique du Sud, que la volonté d'expansion risque d'entraîner la guerre. L'opinion socialiste en eut-elle pleinement conscience, du moins en France et en Allemagne ? Des sondages entrepris dans la presse socialiste de province en France n'en donnent pas la certitude. Les directions, par contre, sentirent le péril.



En Afrique noire de sanglants incidents étalaient publiquement une autre plaie de la colonisation. Dans les deux Congos, dans le Sud-Ouest allemand, le visage spoliateur, destructeur et répressif, le visage « traditionnel », du colonialisme apparaissait à nu. Les Hereros étaient acculés à la famine par le général Von Trotha et les souffrances des Noirs congolais victimes du « *rubber-system* » étaient dénoncées avec véhémence par les Belges et les Français en liaison avec la « *Congo Reform Association* » anglaise. En France, c'est le 16 février 1905 qu'avait éclaté, dans *Le Matin*, la. nouvelle que des fonctionnaires coloniaux de Brazzaville avaient fait sauter à la dynamite un jeune Noir pour célébrer le 14 juillet 1903[27]. Pendant toute l'année 1905 et jusqu'aux élections de 1906, *l'Humanité* mena contre « la barbarie coloniale » au Congo, en AOF, aux



Antilles et à la Guyane une campagne bien informée et bien dirigée par Rouanet.

Enfin, les résistances indigènes à la colonisation apparaissaient maintenant en divers points, de manière parfois puissante et déjà cohérente comme en Inde, le plus souvent encore sporadique et peu élaborée. Paul Louis, dans le chapitre trois de son livre sur *Le Colonialisme*, énumérait les révoltes qui dans les dernières années avaient créé quelque émotion dans l'Empire français. Il insistait sur «l'insurrection» algérienne de Margueritte, sur la rébellion qui avait éclaté dans la province de Faranfagana à Madagascar, sur les soulèvements qu'alimentait, du Tonkin à la Cochinchine, la victoire remportée par le Japon sur la Russie, encore que, fort probablement, la valeur prémonitoire de ces incidents n'ait guère été comprise.




C'étaient là des données mises à jour par le fait colonial lui-même. Pour mieux saisir la manière dont l'opinion socialiste les ressentit, il faut tenir compte de la conjoncture internationale. Elle sensibilise en 1905-1906 une large fraction des socialistes à une ferme condamnation du colonialisme, en même temps qu'elle agit sur d'autres comme un frein et les pousse à s'installer dans le régime : si cette appréciation est fondée, elle peut nous aider à comprendre le durcissement des tendances au moment du congrès de Stuttgart.

On peut à juste titre parler de la radicalisation du mouvement ouvrier en 1905-1907. Dans plus d'un pays d'Europe, pour ne rien dire de l'Asie, la combativité des travailleurs s'accroît, des objectifs de combat sont définis, on discute sur les moyens les plus efficaces pour les atteindre. «Le prolétariat, s'écrie Jaurès, veut être l'acteur de son propre drame.» Le branle-bas est donné par la Révolution russe, dont le retentissement est immense. La grève des mineurs de la Ruhr de 1905 atteint une ampleur jamais égalée. Les grandes grèves françaises de 1906-1907 secouent l'opinion. En Angleterre, où le «*great unrest*» ne commence qu'en 1908, les élections de 1906 ont pourtant été marquées par une véritable lame de fond. Les discussions sur la colonisation dans les partis nationaux, puis à Stuttgart, portent pour une part la marque de ces ardents combats. Mais, au moment où le congrès se réunit, une vague de déceptions commence à toucher les socialistes. En France et en Allemagne, il faut la mettre en relation avec les maigres conquêtes obtenues par les grévistes et les résultats décevants des élections. On attendait



beaucoup en France de celles de l'été 1906 : or le parti progresse à peine de quelques milliers de voix. En Allemagne c'est pire : les « élections hottentotes » de 1907 font perdre à la Social-Démocratie la moitié de ses sièges : de 81 députés, elle tombe à 43. La tentation est grande pour ceux qui avaient toujours combattu de leur mieux la radicalisation des masses de tirer de cette défaite argument pour leur politique coloniale, et pour les responsables de l'« appareil », qui ont mission de mener le parti à la victoire, d'éviter à l'avenir toute campagne anticolonialiste fracassante. En 1912 la Social-Démocratie mènera sur les problèmes coloniaux une campagne « dépourvue d'emphase » (l'expression, est de Abraham Asher) et… gagnera un million de voix.



L'année 1907, celle du congrès international, fut une année de réflexion idéologique intense en matière coloniale, tout au moins dans certains pays. Une exception : la France, où la presse socialiste n'aborde plus guère ces thèmes ; au congrès de Nancy, qui se tient au début d'août 1907, les deux rapports présentés : celui de Rouanet sur la condition faite aux indigènes et de Paul Louis sur les causes et les conséquences du colonialisme sont adoptés… sans discussion ! Et le parti ne les transmet même pas à l'Internationale, comme il s'était engagé à le faire. Seul le rapport de Paul Louis fut publié dans *Le Socialiste* : c'était un simple résumé de son petit livre paru deux ans plus tôt. Dans les Pays-Bas et en Angleterre, les rapports de Van Kol et d'Hyndman ne semblent pas non plus refléter de grands débats nationaux. En Belgique, au contraire, le problème du Congo est toute l'année à l'ordre du jour. Ce sont les quatre rapports élaborés par Denis, De la Fontaine, Furnémont et Vandervelde pour le Congrès extraordinaire du POB du 30 juin 1907 qui constituent l'apport théorique du parti au congrès international. Le rapport de Hector Denis concerne « le principe de la colonisation », celui de La Fontaine « la situation internationale du Congo », celui de Furnémont « la législation coloniale prévue par les capitalistes ». Celui de Vandervelde sur « la reprise du Congo » n'a pas été fourni au congrès international, les thèses de Vandervelde ayant été battues à Bruxelles.

Mais c'est en Allemagne que l'effervescence est à son comble. Dans les *Sozialistische Monatshefte*, les partisans d'une « politique coloniale » attaquent. Bornons-nous à citer quelques noms et quelques titres : Max Schippel avec « Die Kuliarbeit und die Chinesenfrage in Amerika, Australien und Süd-Afrika[28] » ; Richard Kalwer avec « Kolonialpolitik und





Sozialdemokratie[29] » ; David, dans la *Volkszeitung* de Mayence[30] ; Bernstein affirme que « la question coloniale est… la question de l'extension de la civilisation ». La gauche marxiste réplique, en général un peu tard. Ainsi le rapport du parti allemand pour le congrès international, confié à Ledebour en mai 1907, fut rédigé tardivement, ne put figurer dans le volume, *Propositions et projets de résolutions* avec les rapports explicatifs présentés au congrès, et, quoi qu'imprimé à la dernière minute en allemand, il resta pratiquement inconnu[31]. Quant à Karl Liebknecht, il critique certes, mais avec une grande modération, « le point de vue de quelques-uns de nos camarades disant que nous n'avons qu'à nous déclarer pour une politique coloniale rationnelle[32] ». Mais la revue officielle du parti, la *Neue Zeit*, ne s'engage pas tout de suite, le débat n'est vraiment ouvert qu'au lendemain du Congrès de Stuttgart et du Congrès d'Essen, quand Dix Arthur publie sa brochure, Kautsky et Parvus leurs livres[33]. Les congrès ont été une dure leçon.




On comprend l'émotion de Kautsky et de la gauche quand on reconstitue l'atmosphère de Stuttgart. Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, on entendit le rapporteur, Van Kol, développer, au nom de la majorité de la commission, une motion qui renonçait à condamner la « politique coloniale » entendue au sens d'acquisition et exploitation de colonies ! « Le Congrès, lisait-on dans le premier paragraphe, tout en constatant qu'en général on exagère fortement, notamment dans la classe ouvrière l'utilité ou la nécessité des colonies, ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale qui en régime socialiste pourra être une œuvre de civilisation ». Pour la première fois aussi, depuis le congrès de Londres, on assista en séance plénière à de dramatiques retournements. Kautsky, qui n'avait pas participé aux travaux de la commission, s'éleva contre la motion et conjura le congrès de se ressaisir. Paul Singer, qui présidait, fit procéder à deux votes d'un inégal intérêt. Le premier, capital, concerna un amendement de gauche (signé de Ledebour, Wurm, De La Porte, Bracke, Karski) qui remplaçait le passage dont nous venons de signaler l'orientation et condamnait une fois de plus la politique coloniale capitaliste. La majorité ne fut acquise que par 127 voix contre 108. On vota ensuite pour l'ensemble de la motion ainsi amendée ; le vote avait moins d'importance ; à la majorité ou à l'unanimité toutes les délégations approuvèrent le texte, sauf les Hollandais qui s'abstinrent. À l'intérieur de la délégation allemande



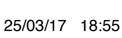
pourtant de violents incidents éclatèrent : David mena grand tapage pour obtenir le droit de voter individuellement contre la motion. Non seulement l'unanimité n'avait pu être maintenue, non seulement l'affrontement avait été pathétique, mais encore la majorité obtenue ne correspondait sans doute pas à l'état d'esprit de la majorité des délégués : la gauche devait sa « victoire » au prestige personnel de Kautsky.

Il n'est pas moins intéressant d'observer comment s'étaient déroulés les débats et les votes. En commission, où étaient inscrits 57 délégués, il n'y en eut jamais plus de 28, et aucun « ténor », sauf quelques spécialistes. Ni Kautsky, ni Lénine, ni Rosa Luxemburg, ni Bernstein, ni Jaurès, ni Turati. Faut-il en conclure que pour beaucoup de délégués les débats coloniaux restaient marginaux ? En fait, la lutte contre la guerre mobilisait déjà l'essentiel des énergies et la personne d'Hervé faisait salle comble. En séance plénière, les « marginaux », cette fois, s'exprimèrent, en particulier les délégués des nations non colonisatrices. Ils donnèrent massivement leurs voix (sauf les pays scandinaves et l'Autriche-Hongrie) à l'amendement Ledebour, qui ne passa que grâce à eux, tandis que la majorité des voix françaises et anglaises, la totalité des voix allemandes, belges et hollandaises, allaient à la motion de Van Kol. Parmi les grandes nations colonisatrices, seuls les Russes soutinrent Ledebour à l'unanimité.



C'est à partir des arguments développés en 1905 et 1907, souvent repris dans les rapports destinés au congrès, exposés en commission et en séance plénière[34], qu'il est possible de dégager, en ce moment crucial, les tendances qui s'expriment dans l'Internationale sur le problème colonial. Les difficultés sont grandes : elles tiennent aux hésitations de certains, par exemple Rouanet, à l'aisance avec laquelle d'autres changent d'opinion, ainsi Van Kol qui, dans son rapport, démontre que les colonies ne sont guère utiles, mais dans les débats soutient avec véhémence la thèse contraire ; surtout, les armes employées sont bien souvent mouchetées. Contrairement aux votes acquis en séances plénières, ce ne sont pas deux mais trois courants qu'il faut distinguer en 1907. Un quatrième s'y greffe déjà, mais qui ne s'est pas encore exprimé au congrès et, naturellement, toutes sortes de nuances existent dans chaque camp.

À l'extrême-droite, Eduard David et ses amis. Le député de Mayence est le chef de file reconnu du courant impérialiste dans la social-démocratie. C'est en Allemagne que sa tendance recueille le plus d'appuis,





Schippel, Noske, Hilldebrand, Vollmar, UIrich, les époux Maurenbrecher. En séance plénière il ne s'est manifesté que par son obstination. En commission, il a proposé un amendement qui, sur 28 votants, n'a obtenu que 7 voix. Ce texte saluait dans l'« idée colonisatrice un élément intégral du but universel des civilisations poursuivi par le mouvement socialiste ». L'Europe, d'ailleurs, a besoin de colonies : « Sans colonies nous serions assimilables, au point de vue économique, à la Chine[35] ». L'intégration de David et de ses amis dans l'État impérialiste est quasi-totale. Ils en approuvent les buts et n'en désapprouvent que faiblement les méthodes. Sous le couvert de l'extension de la civilisation, ce sont les besoins des États capitalistes européens qui les déterminent. Du marxisme ils n'ont gardé qu'un vocabulaire employé à contresens (David confond moyens de productions et forces productives), de la tradition ouvrière du XIX[e] siècle que l'européocentrisme. Pas de conflits entre eux ni en eux. Ils sont un bloc.



Il n'en est pas de même au centre où se retrouvent autour de Van Kol ceux qui depuis longtemps partageaient son point de vue – les Belges, les jauressistes – et ceux qui l'ont rejoint en 1907 – une large fraction du parti allemand. Si l'on tient la composition de la commission pour représentative du congrès, la majorité leur appartient, d'autant que, contre la gauche, David et ses amis les soutiennent : en commission, la motion Van Kol obtient 18 voix avec l'apport de la fraction impérialiste, contre 10 à la gauche. Autour d'elle se regroupent en séance publique Bernstein et Rouanet, Vandervelde et MacDonald, Bebel lui-même. Entre eux bien des nuances : Van Kol croit toujours au protectorat comme à une panacée. Rouanet, informé des réalités de l'Empire colonial français, ne se fait sur ce point aucune illusion : « L'association est une hypocrisie et un mensonge, comme l'était la prétendue assimilation à laquelle on la substitue », écrivait-il dans *l'Humanité* dès le 8 août 1906. La Fontaine, Jaurès, d'autres encore, rêvent d'une gestion internationale des colonies ; Van Kol, Bernstein n'y croient pas. Ils sont divisés aussi (et parfois, comme chez Van Kol, la ligne de partage passe à l'intérieur d'eux-mêmes) sur la question de l'utilité des colonies : sont-elles utiles aux nations européennes ou seulement aux capitalistes ? Bien des nuances donc, mais, plus encore, des points communs.

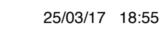
Tous considèrent la colonisation comme un fait qu'il est dérisoire de combattre. Mais, moins intégrés dans l'État que la fraction David, animés



de l'esprit humanitaire si vif dans la tradition socialiste du XIX[e] siècle, tous accordent grande place à la dénonciation de la « barbarie coloniale ». Tous sont, sauf dans leurs moments d'humeur, indigénophiles. Seulement leur sollicitude pour les indigènes est celle d'un père pour ses très jeunes enfants et, sur un point capital, ils ont brisé avec l'humanitarisme démocratique : la conscience, pour certains la connaissance, de la spécificité du monde colonial les amène à nier le caractère universel des valeurs socialistes. Il y a les pays avancés, civilisés, capitalistes, pour qui valent les objectifs socialistes traditionnels, et les pays encore sauvages, pour lesquels il convient d'élaborer un programme original, un programme « colonial » ; Van Kol, lors de la réunion du BSI d'octobre 1908, y englobe pêle-mêle : la nécessité de la corvée, l'impossibilité du suffrage universel (éléments qui maintiennent dans un état de subordination les peuples coloniaux) et… l'utilité du travail de nuit dans les pays chauds ! Il ne s'agit pas de réformes particulières adaptées à chaque colonie, point sur lequel tout le monde est d'accord, mais d'une problématique du « Tiers Monde » conçu comme un tout, un univers non seulement différent, original, mais globalement inférieur. Univers clos ? Sur ce point, malgré beaucoup d'hésitations, la croyance au progrès l'emporte. En apportant le capitalisme dans les colonies, la colonisation est facteur de progrès ; au terme d'une longue marche dont le socialisme peut atténuer les souffrances, c'est la mission des socialistes des pays colonisateurs que de conduire vers l'indépendance le monde colonial ; la motion approuvée par la majorité de la commission à Stuttgart est formelle : « Les mandataires socialistes ont le devoir… de travailler… par tous les moyens dont ils disposent à l'éducation de ces peuples pour l'indépendance ». La spécificité des colonies n'est qu'une étape, mais une étape à respecter : l'indépendance des colonies rendrait « les USA aux Indiens » s'écrie Bernstein ; et Van Kol : « Les délégués allemands, français et polonais, qui ont signé la résolution de la minorité[36], veulent-ils prendre la responsabilité de supprimer simplement le système colonial actuel ?[37] ».



Et la gauche ? Sa stupeur nous surprend. Ne sentait-elle pas monter le péril ? Les réactions de ses représentants à la commission de Stuttgart sont purement défensives, de même celles de Kautsky à la séance plénière : gagner du temps, éviter le pire, répéter les formules anciennes en attendant que d'autres soient mises au point. Puis vient le temps de la réflexion. La réponse s'élabore dans deux directions qui vont





lentement diverger. Celle de Kautsky est prête la première. Il l'expose dans son ouvrage paru à la fin de 1907, après le nouvel affrontement qui l'oppose à David au congrès d'Essen. Elle inspire ensuite sinon les guesdistes français dont la pensée se fige pendant les années qui précèdent la guerre, du moins des marxistes belges[38]. Les arguments de Van Kol et de Bernstein sont pris en considération de façon sérieuse et rejetés au nom à la fois d'une analyse économique plus poussée et d'un « projet » essentiellement éthique. Il n'est pas vrai, explique Kautsky, que la colonisation soit facteur objectif de progrès. Elle ne développe, en effet, ni les moyens de production ni les forces productives ; elle utilise, au contraire, sous forme de travail forcé et de modes de pillage variés, les formes d'accumulation et de production les plus primitives. La condamner ce n'est donc pas s'opposer à la dialectique de l'histoire. Au reste, le genre humain est un, la démocratie est possible dans les colonies comme ailleurs, le programme socialiste dans ses grandes lignes est valable dans tous les pays[39]. L'Internationale est ouverte à tous. Avec ce point de vue, Lénine se déclare, en octobre 1908, en accord total[40].





C'est avec les rapports destinés à la conférence de la commission socialiste interparlementaire qui devait se réunir pendant le congrès de Copenhague que la « question coloniale », au sens déjà traditionnel du vocable dans l'Internationale, a jeté ses derniers feux. Il s'agit de trois rapports publiés dans le numéro 6 du *Bulletin périodique du BSI* : un long texte, un de plus, de Van Kol ; un court rapport du belge Furnémont ; une brève note du *British Socialist Party*, héritier de la *Social Democratic Federation*. Ils ont été élaborés à la demande de la commission Interparlementaire socialiste, le 8 novembre 1909, après qu'à la réunion du 12 octobre 1908 l'Internationale eût décidé, contrairement au projet de Van Kol, combattu par Ledebour, Furnémont, Kautsky et Vaillant, de ne pas créer de commission spéciale pour l'élaboration d'un « programme colonial », mais de demander aux différents partis ce que chacun préconisait. Incontestablement, les relations ont commencé à s'aigrir. On s'en aperçoit, par exemple, à la lecture d'un article vengeur de Vandervelde paru dans *Le Peuple* du 16 février 1908 sous le titre : « Les Beckmesser du socialisme international ». Vandervelde y répond sur un ton exaspéré, peu fréquent chez lui, aux attaques parues dans la *Leipziger Volkszeitung*, organe de la gauche allemande contre la politique coloniale du POB. On s'en aperçoit aussi aux vaines tentatives que fait



Lénine au congrès de Copenhague pour regrouper la gauche que traversent en réalité les courants les plus divers. En tout cas, la note anglaise, très sèche, ne reflète rien. Le rapport de Van Kol reprend des thèses déjà connues[41], celui de Furnémont énumère les garanties qu'il est possible d'obtenir pour les indigènes et y voit « la base d'une action socialiste en matière de politique coloniale[42] ». C'est apparemment le triomphe du réformisme. Il est vrai que ces textes ne furent même pas discutés. La conférence n'eut pas lieu.

Le réveil de l'Asie

Pourquoi la question coloniale disparaît-elle ainsi des débats de l'Internationale, alors que dans les partis socialistes on continue à en discuter ? Il est certain que depuis Stuttgart les risques de guerre noircissaient de plus en plus l'horizon : les Balkans devenaient une poudrière. Le menace du conflit mondial et les moyens de la combattre passaient au premier plan des préoccupations de l'Internationale. Or, à l'exception de la Tripolitaine et du cas marocain que régla d'ailleurs, à partir de novembre 1911, l'accord franco-allemand, les colonies n'apparaissaient plus comme une source majeure de division entre les deux blocs. On pouvait nourrir l'illusion que, le partage du monde étant fini, aucun conflit majeur ne naîtrait du repartage. Là était l'essentiel. L'Internationale tendait, dans sa majorité, à prendre assez aisément son parti de ce qu'on eût disposé « de pays et de peuples sans tenir compte de leur volonté et de leurs désirs », du moment qu'on avait « épargné à l'Europe une guerre qui aurait également mis ces pays sous une domination étrangère, mais aux dépens de sacrifices qu'aucun chiffre ne saurait traduire[43] », c'est ce qu'écrivit Vliegen dans le rapport sur l'impérialisme qu'il rédigea pour le Congrès de l'Internationale qui devait se tenir à Vienne en 1914.



Mais si le problème colonial dans son ensemble cesse de préoccuper l'Internationale, on assiste à partir de 1908 à la prise de conscience d'un phénomène nouveau : le réveil des peuples d'Orient et, en particulier, d'Asie. La conquête du pouvoir par les Jeunes Turcs en 1908, la révolution iranienne, surtout, à partir de 1911, les événements de Chine, sont responsables pour l'essentiel de cette nouvelle orientation de la conscience socialiste.





Elle s'exprime en premier lieu, la chose est bien connue, chez Lénine, et, ce l'est moins, chez Pannekoek et certains « Tribunistes » hollandais[44]. Dans un article du 23 juillet 1908 paru dans *Proletarii* et reproduit dans un recueil fondamental, aisément accessible, *Le Mouvement de Libération nationale des Peuples d'Orient*[45], Lénine analyse les événements de Perse et de Turquie et demande « un peu plus d'attention à la montée du prolétariat révolutionnaire international ». Sa vigilance ne se relâchera plus. Non seulement dès octobre 1908 il souligne « l'éveil de l'esprit de résistance et de riposte chez les masses opprimées des colonies », mais il montre qu'il faut en même temps développer « l'agitation dans les masses contre le pillage des colonies[46] ». Cinq ans plus tard, analysant la double crise qui mûrit dans le monde en liaison avec les révolutions en Asie et, en Europe, « la folie des armements et la politique impérialiste », il conclut : « L'époque historique qui vient apportera au marxisme, doctrine du prolétariat, un triomphe plus éclatant encore[47] ».

On connait moins Pannekoek qui militait alors avec l'extrême gauche allemande à Brême, mais la presse qui se considérait comme marxiste orthodoxe publiait parfois ses articles dont le ton et les perspectives tranchaient le plus souvent avec le reste du journal. Il analysait les solidarités entre les révolutions de l'Asie et les luttes de classes de l'Europe et prédisait, en relation avec les luttes pour l'indépendance, la guerre et la révolution sociale : « La révolution politique de l'Asie, le soulèvement de l'Inde, la rébellion du monde musulman opposant à l'expansion du capitalisme d'Europe un obstacle décisif… des collisions sanglantes deviennent de plus en plus inévitables. Aux guerres d'indépendance et de colonisation en Asie se lie la guerre générale entre les peuples européens[48] » et à celle-ci la révolution.



Chez l'un comme chez l'autre le caractère global de l'analyse et, dans une certaine mesure, de la stratégie, reposait sur une conscience révolutionnaire mondiale. S'y ajoutait chez Lénine l'attention passionnée portée au fait national et à l'espace asiatique auquel se rattachait pour une part la Russie. Mais si seule l'extrême gauche de l'Internationale était susceptible de saisir de façon aussi profonde « l'éveil de l'Asie », nombreux étaient les socialistes qui avaient le sentiment confus de se trouver devant un tournant de l'histoire.

Sous le pseudonyme de Tigran Derwisch, parait en 1909 dans *Die Neue Zeit* un article consacré à la révolution persane où est



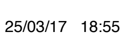


vigoureusement formulée l'idée que « nous sommes à la veille d'une grande révolution[49] ». Et si, dans la SFIO, le mouvement « jeune-turc », au reste riche en contradictions, suscite bientôt de très nombreuses réserves, le plus grand leader français, délégué au BSI, Jaurès, exprime clairement et souvent l'espoir que la Turquie libre pourra constituer un jour un pont entre le monde musulman et l'Europe, et il lui arrive maintes fois de saluer « cette autre force qui s'éveille…, tous ces peuples de toutes les races, jusqu'ici inertes ou qui le paraissaient, qui semblaient, pour nous, à travers notre tourbillon d'agitations européennes, couchés dans un sommeil éternel et qui, maintenant, se réveillent, réclament leurs droits, affirment leurs forces, races de l'Afrique, races de l'Asie[50] ». Le mouvement est si profond qu'un dirigeant aussi peu « révolutionnaire » que Vliegen exprime clairement en 1914 l'idée que c'est la mission de l'Internationale, « le devoir des partis socialistes de tous les Etats de faire à l'égard de ces pays annexés comme colonies une politique qui leur rende au plus vite l'indépendance qui leur a été enlevée[51] » : c'est l'envers paternaliste d'une médaille dont les milieux les plus « radicaux » dégageaient la face révolutionnaire.



Quelles qu'aient été les conclusions politiques qu'en aient tirées les uns et les autres, on avait donc assez largement conscience dans l'Internationale du réveil de l'Orient C'est que non seulement les révolutions politiques attiraient l'attention vers ces contrées plus ou moins éloignées de la vieille Europe, mais encore des informations précises circulaient sur la pénétration des idées socialistes, ou tout au moins « révolutionnaires démocratiques[52] » dans les pays dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux. En ce domaine l'étude des archives du BSI et de la presse socialiste de l'époque permet de modifier certaines conclusions hâtives tirées des comptes rendus des congrès internationaux, et de mettre à jour les liens qui s'établirent entre l'Internationale et les premiers mouvements socialistes dans le proche et l'extrême Orient, en relation avec les échos de la révolution russe de 1905.

Les prises de contact entre l'Internationale et les mouvements socialistes naissants furent étroitement liées à l'éveil du sentiment national sur le continent et aux révolutions qui éclatèrent, après 1905, en Chine, en Perse et en Turquie. Mais la structure même de l'Internationale – fédération de partis autonomes – l'empêchait, de toute façon, d'agir directement. Le BSI se contenta de transmettre des informations et des





appels parfois déchirants, de mettre en rapport organisations et personnalités socialistes d'Asie et de les faire bénéficier de son expérience et de son autorité morale.

Nous passerons ici très rapidement sur la Chine[53].

Le problème chinois est en effet particulièrement complexe et déborde largement le cadre de ce volume. Les révolutionnaires chinois se réclamaient du socialisme, mais l'on peut se demander à bon droit ce qu'ils entendaient par là. Sun Yat-sen, en tout cas, multiplia les contacts non seulement avec l'Angleterre, où il avait souvent rencontré Keir Hardie, mais avec l'Allemagne[54] et avec la France[55].

En 1905, de passage à Bruxelles, il fit la connaissance de Huysmans. Le rapport d'activité de Camille Huysmans pour 1905 indique en effet que « le secrétariat a reçu la visite de socialistes chinois qui s'organisent et semblent désireux d'assister au prochain congrès de Stuttgart[56] ». Parmi eux il y avait Sun Yat-sen. Huysmans a publié le texte. de ses entretiens avec Sun dans le journal flamand *Vooruit*. Ce contact épisodique devint plus organique après la révolution chinoise. En 1912-1913, Sun entretint toute une correspondance avec le secrétaire de




l'Internationale, tandis que les groupes socialistes qui se formaient en Chine assuraient leurs liaisons par l'intermédiaire de socialistes américains : G.L. Harding et J.A. Jackson. Ces groupes qui s'intitulaient « partis socialistes » envisagèrent même d'envoyer leurs délégués au congrès de Vienne.

S'agissant de la révolution persane, l'Internationale alla plus loin. En 1908, elle avait reçu le « Manifeste des sociaux-démocrates persans défenseurs de l'Islam » qui saluaient la révolution au moment de la proclamation de la première constitution[57]. Dès 1909, elle chercha à mobiliser l'opinion socialiste mondiale. Le congrès de Copenhague vota l'année suivante une motion très chaleureuse qui exprimait la solidarité du socialisme international[58]. En septembre 1911, le secrétariat du BSI envoya à la presse socialiste un appel signé d'Ibrahim, secrétaire du parti social-démocrate persan, qui demandait à tous les « ennemis du banditisme colonial » de protester par tous les moyens contre la « politique cynique des gouvernements russe et anglais qui se préparent à étrangler le peuple persan ». L'appel se terminait ainsi : « Vive la liberté des peuples ! Vive le socialisme international ! » Moins de deux mois plus tard la situation s'aggravait encore et les forces anglo-russes écrasaient la révolution persane. Le BSI



transmit à nouveau deux télégrammes persans, d'abord aux délégués russes et anglais, puis à tous les journaux socialistes, après la chaleureuse réponse de Keir Hardie qui annonçait un grand débat aux Communes[59].

Ce document avait été transmis à C. Huysmans par le délégué du POSDR, V. Lénine ; ce fait n'est pas dû au hasard. C'est avant tout par l'intermédiaire du mouvement socialiste russe que les idées socialistes ou socialisantes ont pénétré en Perse. Il n'est donc pas étonnant de constater que les débuts du mouvement socialiste en Perse, ses rapports avec le mouvement révolutionnaire russe, ont attiré surtout l'attention des historiens soviétiques. Les ouvrages d'Ivanov, les études de N.K. Belova et A. Agahi ont apporté de nombreux faits inédits. Il en résulte que déjà à la veille de la révolution russe, en 1904, s'était formé à Bakou un petit groupe social-démocrate persan. C'est dans cet important centre d'industrie pétrolière où furent concentrés plus de 10 000 ouvriers iraniens que le comité de Bakou du POSDR créa l'organisation *Hümmet* qui avait comme tâche la propagande et l'agitation parmi les ouvriers musulmans du Caucase. Avec l'aide de *Hümmet* fut créée la première organisation social-démocrate iranienne, *Edjtemajune-Ammiyun* (« social-démoorate »). Bakou devint le centre de propagande des idées socialistes qui se diffuseront en Perse pendant la révolution.



Ce processus de pénétration reste encore obscur et sujet à controverse pour la première période de la Révolution constitutionnaliste. Dans le rapport présenté au congrès international socialiste de Copenhague (1910) sur le rôle des sociaux-démocrates caucasiens dans la révolution persane, le socialiste georgien Tria (Vlass Mgeladze), souligne que les révolutionnaires russes n'ont pris aucune part à la première révolution persane en 1905 et que les comités sociaux-démocrates n'apparaissent en Perse qu'après juin 1908. Cette affirmation est contestée par l'historienne soviétique Belova qui émet l'hypothèse qu'entre 1905 et 1907 les organisations social-démocrates avaient déjà été organisées en Perse mais qu'elles étaient demeurées conspiratrices, ce qui explique que leur existence reste encore si mal connue[60].

Il est certain, en tout cas, que l'activité des groupes qui s'intitulaient sociaux-démocrates n'eut un caractère public qu'après la victoire des constitutionnalistes et que leur rôle fut considérable dans les événements qui caractérisèrent la seconde étape de la révolution persane.





Entre 1908 et 1911, le recrutement des comités sociaux-démocrates iraniens s'accroît et leur présence est signalée dans de nombreuses localités, surtout en Azerbedzan persan. Leur propagande s'est intensifiée : ainsi, à Rechte, centre important dont les révolutionnaires persans aidés par des sociaux-démocrates russes (parmi lesquels S. Ordjonikidze) et des révolutionnaires arméniens se sont emparés, paraissent des brochures socialistes dont une traduction partielle du *Manifeste communiste*[61]. Dès 1910, dans les colonnes du journal *Irane-ê Now* (Nouvel Iran) furent publiés des articles de propagande socialiste, certains de tendance marxiste[62]. C'est surtout dans la révolte de Tabriz, où affluèrent les membres des diverses organisations révolutionnaires caucasiennes, que l'activité des sociaux-démocrates persans fut remarquée. À cet égard, le rapport de Tria fournit à l'Internationale un aperçu, complété ensuite par l'étude du socialiste russe M. Pavlovitch, qui parut dans la *Revue du Monde musulman* en février 1911. Reste à savoir là encore ce qui se cachait sous le vocable « socialiste ». L'Internationale ne semble pas avoir hésité sur ce point et, même aujourd'hui, rares sont les historiens qui, comme Belova, manifestent une attitude plus critique.



Si les archives du BSI sont particulièrement riches en ce qui concerne la Perse, elles nous apportent moins de renseignements sur l'Inde. Il y a là quelque paradoxe quand on sait la place que les socialistes anglais, tout particulièrement, nous l'avons vu, Hyndman à la tête de la SDF, mais aussi Keir Hardie et l'ILP, accordaient à la lutte contre l'impérialisme britannique dans les Indes et quand on se souvient de la présence d'une délégation indienne dans les congrès internationaux depuis Amsterdam. L'Inde fut, de plus, le premier pays colonisé où se développa, dès la fin du XIXe siècle, un mouvement syndical très combatif à Bombay, à Calcutta[63], en particulier chez les cheminots et les ouvriers du textile[64]. Mais aucun mouvement socialiste ne s'y implanta avant 1914. La révolution russe de 1905, la victoire japonaise sur la Russie amenèrent, certes, un extraordinaire renforcement de la lutte nationale et, à l'intérieur du Congrès indien, la naissance d'un courant patriotique radical dans ses objectifs et ses moyens d'action, mais l'idéologie conservatrice qui animait ses dirigeants les plus intrépides freina l'apparition de tout mouvement socialiste.

L'Indonésie, au contraire, représente, malgré la place minime qu'elle occupe dans la correspondance du BSI, un cas original d'implantation





du socialisme. Sans doute, comme en Perse et en Chine, ce fut dans le contexte de la croissance du mouvement national que le socialisme indonésien vit le jour. Mais la naissance des idées socialistes n'y est pas liée à un mouvement révolutionnaire, et d'autre part, certains socialistes du pays colonisateur jouèrent un rôle décisif.

À la réunion du BSI qui se tint à Londres le 14 décembre 1913[65], le délégué hollandais Vliegen signalait «l'important mouvement qui s'est produit dans les colonies des Indes hollandaises qui, à Java seulement, se sont «groupés au nombre de 600 000 pour défendre leurs droits comme indigènes» et il invitait l'Internationale à se préoccuper de ce problème. Le mouvement patriotique remontait au moins à l'année 1908. C'est le 20 mai que des étudiants de Batavia fondèrent le *Budi Utomo* (Noble Effort), organisation d'intellectuels et de médecins qui contribua à la formation d'un certain nombre de leaders nationalistes, sans jamais présenter un caractère révolutionnaire. Le mouvement s'étendit bientôt à des milieux plus larges. Non seulement, en effet, la pratique de la langue malaise et la religion musulmane constituaient entre les îles des traits d'union, non seulement la fréquentation des universités hollandaises par une très petite minorité de jeunes Indonésiens formait des intellectuels en contact avec les mouvements progressistes d'Europe, mais encore la volonté de résister à la concurrence européenne et chinoise renforçait la conscience nationale de la petite bourgeoisie urbaine et, dans les plantations et les raffineries, un prolétariat s'était formé.




Dans ces conditions, surgirent presque en même temps (1911-1912) un petit Parti des Indes[66], vite interdit pour avoir réclamé l'autonomie et appelé, autour de Java, à l'unité indonésienne, et une puissante société, le *Sarekat Islam* (Union islamique) qui réunit au début des commerçants javanais et prit bientôt, dans le centre et l'est de Java, le caractère d'une organisation de masse où se retrouvaient aussi paysans et ouvriers. Les statuts de l'organisation, définis en 1912, lui fixaient des objectifs uniquement économiques, sociaux et religieux[67], donc non politiques, ce qui lui permit d'obtenir le droit d'exister, tout au moins pour ses sections locales.

La direction du Sarekat Islam n'avait assurément rien de socialiste[68]. La pénétration des idées socialistes, essentiellement parmi les colons hollandais, remonte sans doute au début du siècle, mais il faut attendre l'arrivée en 1912 d'un militant syndicaliste bien connu, Sneevliet, pour



que commence une propagande systématique. Rapidement en contact avec les éléments socialistes hollandais, et en particulier avec D. M. G. Koch, il organise en 1913 l'Union des ouvriers de chemin de fer de l'Indonésie[69] qui, dès 1914, disposera d'un journal imprimé, *De Volharding* (*Persistance*). En même temps Sneevliet entrait en relation avec les animateurs de Sarekat Islam et considérait comme une tâche importante d'y faire pénétrer les idées socialistes. C'est pourtant tout à fait en dehors du Sarekat que fut constituée, en mai 1914, l'Association indienne social-démocrate (AISD). Selon la *Revue du Monde musulman* de 1922, elle ne compta à ses débuts que 140 membres, d'ailleurs fort divisés. Dans son rapport au deuxième congrès de l'Internationale communiste, Sneevliet, qui joua un rôle capital dans l'implantation de l'AISD, expose les points sur lesquels porta le débat. Les réformistes voulaient fonder «une sorte de société fabienne» et considéraient que les conditions n'étaient pas encore mûres pour la propagande socialiste. Les révolutionnaires qui formaient la majorité – à leur tête Sneevliet – étaient de l'opinion contraire. Lorsqu'éclata la guerre, l'AISD faisait ses premiers pas[70].




Prise de conscience ou ligne révolutionnaire ?

Nous pouvons à présent, sinon répondre aux questions qui se posaient à nous, du moins suggérer quelques éléments de réponse. Peut-on dire que «la deuxième Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale»? Cette opinion du jeune communiste indien Manabendra Nath Roy[71], formulée sous forme de thèse complémentaire au deuxième congrès de l'Internationale communiste, n'est pas fondée. Il n'est pas vrai que pour la seconde Internationale «le monde n'ait existé que dans les limites de l'Europe». C'était là assurément une tendance ancienne, profonde, liée à l'avance du mouvement ouvrier européen et à l'interprétation mécaniste de quelques textes de Marx. Mais l'ampleur du fait colonial, la nécessité d'agir dans les parlements et les traditions libérales dont la grande majorité des leaders socialistes étaient imprégnés, amenèrent l'Internationale à mettre à l'ordre du jour, de façon presque constante depuis 1900, les problèmes coloniaux et à se préoccuper du sort des peuples colonisés. Jusqu'au bout, elle appela à agir contre l'expansion coloniale. Elle suggéra aux différents partis d'œuvrer à la



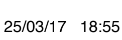
constitution de partis socialistes dans les colonies. Elle invita les socialistes à travailler à l'éducation des peuples coloniaux en vue de leur indépendance. Elle devina, à partir de 1908 surtout, l'importance du réveil de l'Asie, elle répondit même à l'appel de ceux qui, en Perse et en Turquie, se réclamaient du socialisme : elle diffusa leurs documents, conçut pour la Turquie une ligne politique féconde d'union de tous les opprimés par-delà les haines de races et de religions, appela à de grandes manifestations contre les actes impérialistes d'agression en Perse, en Tripolitaine ou dans les Balkans. En la personne de Kautsky, elle élabora une théorie éthique séduisante.

Lénine avait eu une position beaucoup plus nuancée que Roy, dont les compétences en matière coloniale l'avaient pourtant impressionné. Il rendit plus d'une fois justice, avant 1914, à la constance avec laquelle l'Internationale abordait la question coloniale. Évoquant, dans le *Proletarii*[72], le congrès de Stuttgart, il écrivait que « ce n'est pas la première fois que les congrès internationaux s'occupent de la question coloniale. Jusqu'à présent leurs décisions ont toujours consisté à condamner irrévocablement la politique coloniale bourgeoise, politique de pillage et de violence ». Un an plus tard, il notait encore avec joie qu'à la réunion du BSI d'octobre 1908, la « ligne de la social-démocratie » l'avait emporté sur la « ligne opportuniste » en matière coloniale[73].



De là à reconnaître à l'Internationale socialiste une ligne révolutionnaire conséquente en matière coloniale, il y a une marge. Plusieurs remarques nous semblent s'imposer.

La première concerne les clivages qui jouèrent dans l'Internationale. Comme on le vit au congrès de Stuttgart, il y avait tout d'abord une profonde différence entre l'attitude des partis socialistes dans les pays colonisateurs et les pays dépourvus de colonies : dans ces derniers, les motions radicales rencontraient un soutien quasi unanime. Différence aussi entre le socialisme des pays colonisateurs, où le régime politique garantissait un certain nombre de libertés et visait à intégrer à la nation la classe ouvrière, et celui des pays – la Russie par exemple – où les organisations ouvrières et surtout socialistes restaient, au début du XXe siècle, en dehors du droit commun. Les clivages principaux, pourtant, se retrouvaient d'un pays à l'autre, bien qu'avec une très inégale ampleur. Sur le problème colonial les tendances dans l'Internationale sont internationales. Les traditions nationales, les cadres historiques





pouvaient être divers, les échos que soulevait la colonisation rendre d'un pays à l'autre un son différent, les mêmes courants se décelaient dans les partis allemand, belge, hollandais, italien et même français.

À la veille de la guerre, d'ailleurs, et ce sera notre deuxième remarque, les divergences vont en s'accentuant, même si la question coloniale proprement dite n'est plus au centre du débat. Une petite aile se consolide, qui suit avec passion le réveil des peuples soumis, et, non sans tâtonnements et contradictions, cherche une issue dynamique à la crise qui s'annonce dans les pays dépendants comme dans les grands pays capitalistes. Il s'agit pour ces hommes de trouver des objectifs communs et des modes d'alliance entre le prolétariat des pays avancés et le peuple des pays dépendants : Sneevliet joue un rôle décisif, en 1914, dans la fondation du mouvement socialiste aux Indes néerlandaises ; Rosa Luxemburg, dans *l'Accumulation du Capital*, situe, en 1913, la contestation de la politique coloniale dans le cadre d'un combat général contre le système ; Lénine, qui polémique avec elle et lui reproche de sous-estimer gravement le fait national, rappelle le programme « qu'enseigne aux ouvriers le marxisme… égalité complète des nations, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, union des ouvriers de toutes les nations[74] ». Mais, à l'opposé, une partie de la gauche marxiste passe au centrisme et les courants de droite « colonialistes » dans les partis allemand, anglais, italien, et même français se renforcent à la veille de la guerre. Ni le centre ni les divers courants disposés à considérer la colonisation comme un phénomène nécessaire aux sociétés industrielles, en régime socialiste comme en régime capitaliste, n'entreprennent d'ailleurs de fonder solidement leur conviction. Van Kol, par exemple, porte-parole de ces tendances dans l'Internationale, démontre longuement d'un rapport à l'autre… l'inutilité économique de ces colonies dont il annonce que la classe ouvrière aura d'autant moins besoin qu'augmentera sa capacité de production et de consommation. Le centre et la droite n'offrent aucune analyse économique cohérente.



Troisième remarque, lors même que l'Internationale votait sur les questions coloniales des motions radicales, sa pratique restait essentiellement pacifiste, libérale et humanitaire. Les seules grandes campagnes qu'elle a menées en ce domaine ont été inspirées par la haine de la guerre que risquaient d'entraîner les conflits coloniaux ou par l'horreur pour les crimes et les sévices commis sur les indigènes. Sympathie pour le



genre humain ? Certes. Internationalisme de combat ? Sûrement pas. Les recommandations des congrès, qui visaient à la création de partis socialistes dans les colonies et de liens entre eux, restèrent lettre morte, à l'exception de l'Indonésie. En Algérie, en Tunisie, pour ne prendre que des exemples français, se créèrent des fédérations adhérant à la SFIO où dominaient les colons et leur idéologie[75]. Dans les colonies anglaises, allemandes, belges : rien. Au Turkestan, en Perse, les sociaux-démocrates russes jouèrent un rôle dans la fondation des partis socialistes[76].

Quatrième remarque enfin : après avoir été pendant longtemps confondu avec l'expansion coloniale, l'impérialisme est devenu objet de recherche systématique dans les cinq années qui précèdent la guerre, mais ces recherches n'arrivent pas encore à déboucher sur une *praxis* politique. Le vocable avait pénétré dans le bagage commun des socialistes à la fin du XIXe siècle, mais, malgré quelques essais sans suite (dus en particulier à Karski, un socialiste polonais qui militait au côté de Rosa Luxemburg dans les rangs de la Social Démocratie allemande) et malgré l'ouvrage de Hobson, peu connu sur le continent, il fallut attendre en 1910 la parution du *Capital financier* de Hilferding pour que la réflexion s'élargisse, que la recherche progresse et que les débats s'engagent. L'impérialisme fut dès lors défini comme un nouveau stade dans l'évolution de l'économie capitaliste que ses contradictions semblaient vouer à une chute prochaine. C'est Rosa Luxemburg qui dans le cours qu'elle professe en 1912 et qu'elle reprend en 1913 en publiant *l'Accumulation du Capital*, définit, dans le cadre de l'impérialisme, la nécessité d'une stratégie révolutionnaire mondiale. En fait cependant sa théorie de l'espace capitaliste axée sur la seule lutte du prolétariat industriel des pays développés ne fait guère de place à ce que pourrait représenter la lutte de libération nationale des peuples coloniaux et à ce qu'elle pourrait révéler de potentiel révolutionnaire[77].



La guerre allait poser les problèmes en termes nouveaux, créer de nouvelles prises de conscience dans les pays coloniaux et amener la scission de l'Internationale. La maturation du léninisme, la découverte du rôle que les peuples colonisés pouvaient jouer dans le processus stratégique de la révolution mondiale détermineront la politique de la troisième Internationale. Cependant, l'Internationale socialiste continuera à poser la question coloniale à chacun de ses congrès, à la traiter en termes





généralement traditionnels et à proposer, longtemps en vain, l'alternative de la décolonisation pacifique.

« Le socialisme et la question coloniale », *Le Mouvement social*, **n° 45, octobre-décembre 1963, p. 7-37**






PARTIE III.

LES ARTS ET LA CULTURE EN PARTAGE










Introduction de Pierre Georgel

Les textes ici recueillis ne donnent qu'une idée partielle de l'énergie déployée par Madeleine Rebérioux pour élargir les matériaux de l'historien à toutes les variétés de la « culture visuelle », avec une exacte conscience des pouvoirs propres des beaux-arts comme de ceux de l'image « de masse » au siècle de la reproduction industrielle et de la démocratisation du savoir. Dans les limites de son champ d'étude et de la recherche historique française (mais rappelons, dès 1947, en Angleterre, le grand *Art and the Industrial Revolution* de F.D. Klingender, et dès 1961, aux Etats-Unis, l'étude quelque peu méconnue d'E. W. Herbert sur littérature et arts plastiques d'une part, socialisme et anarchisme de l'autre, dans les années 1890), peu d'historiens patentés l'avaient précédée dans cette voie, à la notable exception de Maurice Agulhon dans ses travaux sur les avatars imagiers de la symbolique républicaine. Quant aux historiens de l'art, ils étaient encore moins nombreux à se tourner vers l'histoire politique et sociale à la suite des pionniers anglo-saxons (R.L. Herbert, Linda Nochlin, T.J. Clark…), pour tenter de retracer le cadre socio-économique de l'art du XIXe et du début du XXe siècle et d'évaluer les réalités sociales qui s'y trouvaient figurées ou plus souvent occultées. L'ardeur intellectuelle et la foi interdisciplinaire d'après 68 aidant, le mouvement allait connaître une rapide montée en puissance et Madeleine Rebérioux y participer avec entrain par toute une suite de travaux collectifs conduits sous sa houlette séminaires de recherche, colloques, numéros spéciaux de revues… comme par ses



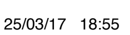



contributions personnelles. Dans la plus stricte démarche historique mais sous les angles d'attaque les plus divers, les uns et les autres visaient à mettre au jour les ressorts idéologiques et les modalités concrètes de l'« expression plastique au XIXe siècle » (pour reprendre le titre d'un numéro du *Mouvement social* alignant démocratiquement les arts « nobles », installés dans leur légitimité, et des nouveaux venus au statut ambigu et débattu, comme la photographie, la carte postale ou la peinture de panoramas, formes pourvues d'une forte valeur d'usage et relevant à la fois de l'art et de l'industrie).

Si les thèmes traités tendaient à quadriller sans restriction les potentialités fort étendues du sujet, plusieurs recoupaient des préoccupations familières à notre auteur, au premier chef la grande question, ici omniprésente, de l'appropriation populaire de la culture et de la médiation exercée en ce sens par les intellectuels et les organisations militantes… mais aussi, à leur façon « intéressée », par les industries de la vulgarisation, grandes dispensatrices d'images, d'objets « d'art » et de mises en scène donnant à voir et à rêver. Car c'est bien, semble-t-il, à la faveur de ses incursions dans le « visuel » que Madeleine Rebérioux prend la mesure de ces prémices d'une consommation culturelle à grande échelle, que ce soit dans la montre géante des expositions universelles ou dans le « spectacle dans un fauteuil » des histoires illustrées de la Révolution : d'abord limitée à la culture de l'écrit et à son vecteur propre, la critique littéraire, sa problématique s'affine et rebondit pour intégrer les leçons de son nouvel objet. Regrettons que le temps lui ait manqué pour tirer de ses recherches et de celles de ses étudiants le livre qu'elle aurait pu donner sur les concepts d'« art industriel » et d'« art social », si révélateurs dans leur proximité comme dans leur écart tous deux ambitionnent de populariser le beau, mais le premier par la banalisation du luxe bourgeois et l'action uniformisatrice de la machine, le second par une esthétique novatrice et le travail créateur de l'artiste et de l'artisan et sur leur mise en œuvre contrastée par les entrepreneurs capitalistes comme par les champions du socialisme d'éducation.



Autre question centrale fouettée par l'enquête sur l'art (entendu cette fois au sens restreint de « beaux-arts ») : celle des avant-gardes culturelles, plus précisément artistiques, dont l'historienne, avec ses outils propres, s'emploie à expliquer la « discordance » avec les avant-gardes politiques – si décevante pour l'observateur épris à la fois de culture et de progrès





–, et dont, simultanément, elle ausculte les rapports avec la crise globale des valeurs à la veille de la Grande Guerre, refusant donc le mythe de la tour d'ivoire esthétique alors même que la sécession des artistes a pour effet de l'accréditer. C'est l'objet principal de l'ambitieux article sur l'année 1913, dont les conclusions sur ce point rejoignent, par-delà Francastel, le diagnostic sur l'art moderne de la *Revue socialiste* de 1912, rare instant de convergence entre les deux avant-gardes : « un intime mélange de présence au monde contemporain et de refus du présent ». Hors de toute conscience politique, voire à rebours des intentions de l'auteur, l'œuvre d'art, l'œuvre d'art insigne, dans toute sa puissance d'imagination et de rupture, exprime son temps. Madeleine Rebérioux reviendra sur ce constat dans son étude sur *les Demoiselles d'Avignon*, celle où elle s'aventure le plus loin dans les allées de l'histoire de l'art. Elle y souscrit aux interprétations qui rompent avec le passé formaliste de la discipline pour déceler, à la lumière de la biographie et de la psychologie des profondeurs, une peur intime de la femme dans le « tableau d'exorcisme » de Picasso, terrifié par la syphilis et client assidu des bordels… Mais elle y reconnaît surtout les symptômes d'une crise




historique du masculin au tournant du siècle, crise attestée par la littérature et certes explicable par le péril vénérien – bien réel et très présent dans les esprits –, mais aussi par les progrès du mouvement féministe et les premiers signes d'émancipation professionnelle des femmes.

L'intensité de cette réflexion multiforme sur les arts, dont on voit qu'elle ne se bornait pas à des observations périphériques, jointe à une connaissance magistrale des problèmes de la démocratisation culturelle, sur lesquels Madeleine Rebérioux apportait non des présupposés militants mais le savoir raisonné de l'historien, justifiaient amplement que la gauche au pouvoir la chargeât dès août 1981 de participer à la conception du musée d'Orsay, si précisément ajusté à ses compétences par son programme chronologique (« 48/14 »), et que François Mitterrand allait peu après gratifier d'un péremptoire : « Orsay, c'est l'histoire ! ». Le dernier article de ce recueil relate l'expérience et en expose honnêtement les limites. Aux raisons de fond qu'il en donne – sans s'attarder à des conflits de corporations qui furent grossis par la malveillance – on se permettra d'en ajouter une autre, peut-être plus décisive. « Force admirable de la muséologie quand elle prend l'histoire à bras le corps… » : dans son sincère enthousiasme pour la capacité du musée à communiquer



un propos par sa mise en scène (le parti architectural, l'organisation du parcours, la disposition des collections…), Madeleine Rebérioux l'aurait-elle quelque peu surestimée ? Un musée n'est pas un livre ! Au-delà du face à face somme toute rudimentaire, de part et d'autre du cours central d'Orsay, des œuvres applaudies et des œuvres rejetées en leur temps, et quand bien même l'orientation du musée eût été plus ouvertement historique, la magie de la muséologie aurait vite échoué à plier la réalité des œuvres – et d'abord leur réalité matérielle (leur poids, leur format, leur fragilité…), qui fait la servitude du musée mais le rend bel et bien irremplaçable – à la complexité d'un discours substantiel. Que le musée, donc, s'ouvre autant qu'il le peut aux enseignements de l'histoire, mais, pour prendre Clio « à bras le corps », que les historiens fassent des livres, de beaux livres pensés et nourrissants comme celui-ci.






CHAPITRE VII.

LES INTELLECTUELS EN DÉBAT










Culture et militantisme

Culture et militantisme : le titre de ce numéro du *Mouvement social* fait problème. Il situe notre recherche au point de convergence de travaux déjà anciens, mais toujours renouvelés sur les pratiques du mouvement ouvrier et de réflexions plus récentes sur les comporterments culturels.



L'histoire culturelle – concept qui reste à préciser – s'est intéressée pendant ces dernières années aux cultures élitistes des XVIIe et XVIIIe siècles fondées sur le livre, ouvertes aux lisants. Elle a cherché aussi à travers les peurs et les espérances que l'on saisit notamment lorsque se rompt le cours traditionnel des choses, à travers les cycles cérémoniels de l'année et notamment les fêtes, à décrypter les attitudes mentales des foules rurales et urbaines[1]. Elle a tenté, en s'appuyant sur une vaste production littéraire, de cerner à travers les petits livres bleus de Troyes et les almanachs diffusés par les colporteurs jusque dans les cuisines bourgeoises et les veillées villageoises, les contours et les idéaux de toute une culture populaire[2]. Toujours riche en livres de piété, en récits astrologiques, moralisateurs et utilitaires, offrant toujours les services d'un répertoire historique et romanesque, cette littérature de colportage se maintient au XIXe siècle jusque sous le Second Empire[3] tout en se renouvelant sensiblement et en relayant le mythe de Charlemagne par celui de Napoléon. Mais, dès la première moitié du XIXe siècle, la première révolution industrielle entraîne l'érosion des traditions populaires[4] que véhiculait en milieu ouvrier le compagnonnage, cette « province particulière de



l'esprit », selon le mot d'Emile Coornaert. Cette usure déroule naturellement ses conséquences en ville plus vite qu'au village, comme en témoignent quelques livres récents de l'anthropologie et la sociologie collaborent étroitement avec l'histoire[5]. Et en même temps grandissent dans le vaste Midi, en train de virer au Rouge, et au village plus encore qu'en ville, les formes nouvelles de sociabilité qu'a étudiées Maurice Agulhon[6]. Au reste, les pratiques culturelles restent parfois – et fort tard – archaïques, comme le montre pour le Limousin Alain Corbin[7]. De son côté, Georges Duveau, dans un livre aujourd'hui classique[8], a évoqué l'émergence d'une culture partiellement nouvelle, celle des ouvriers parisiens, au temps où la vie ouvrière rafraîchit ses rites et s'engage sur des routes neuves. C'est aussi l'époque où prend forme le personnage du militant : c'est à son propos que se cristallisa naguère le passage de *L'Actualité de l'histoire au Mouvement social*[9].




Dans les tâches qu'ils assument, les militants se heurtent, entre autres obstacles nés de la puissance patronale et de l'appareil d'État, à la misère culturelle des nouveaux prolétaires qui vivent souvent entassés, épuisés – parfois, comme les tisseuses du Midi, enfermées – dans l'usine-bagne. Il s'agit moins semble-t-il, d'analphabétisation – les lois Jules Ferry ont davantage complété et confirmé que créé – que d'une authentique déculturation, née des conditions de travail et de la vie quotidienne, de la rupture avec le cadre originel et de la rareté des nourritures culturelles offertes aux travailleurs. Irrégulièrement suivi, l'apprentissage scolaire est-il d'ailleurs toujours consolidé ?[10]. Quand il l'est, les nouveaux journaux quotidiens à cinq centimes et les hebdomadaires populaires illustrés jouent sans doute, avec les brochures à diffusion massive comme celles de la « Bibliothèque Franklin » ou de la Librairie centrale des publications populaires, un rôle essentiel dans la diffusion de nouveaux éléments culturels. La fonction d'acculturation de la presse s'exerce d'abord dans les années 1880 à travers des textes simples – éditoriaux, échos, faits divers – constitutifs d'une culture politique : voyez *La Lanterne*, anticléricale et, bien sûr, républicaine, et, aux antipodes, *Le Pélerin*, dont le public est d'abord fortement ouvrier. Les feuilletons, les contes et nouvelles, la publicité y tiennent une place grandissante. Quelle connivence s'y exprime, jusque dans les journaux les plus populaires et les plus proches du socialisme, avec les modèles culturels des classes dominantes ? De quelles images, de quels stéréotypes est porteuse cette nouvelle



culture ? Quelle est la signification de l'exotisme, de l'évasion, de l'apparent réalisme ? Sur ces problèmes si importants et si mal résolus, plusieurs travaux sont aujourd'hui en cours[11].

C'est ici – et alors – que s'insère l'objet de notre réflexion : la relation entre culture et militantisme. Ouvriers ou non, liés organiquement au mouvement ouvrier ou désireux de l'être, un certain nombre de militants se trouvent confrontés à la pauvreté de la production littéraire, artistique et scientifique mise à la disposition des couches populaires, urbaines en particulier, et aux conséquences qui en résultent. À la fin du siècle, l'affaire Dreyfus donne une dimension politique à cette prise de conscience qui n'était guère le fait jusque-là que des petits groupes anarchistes ou anarchisants : l'école primaire ne suffit plus ; la presse républicaine peut être menteuse – elle l'a massivement démontré[12]. Il est temps d'aider le peuple à s'éduquer. Fugitivement, ce projet en croise un autre qui prend naissance dans les Bourses du Travail. La rencontre est éphémère, mais il est possible et probablement nécessaire de faire remonter au temps de l'Affaire non pas l'apparition, mais la vive extension de nouvelles préoccupations culturelles chez des militants français très divers et d'en suivre le mouvement depuis les toutes dernières années du XIXe siècle jusqu'au temps du Front Populaire.




Essayons d'abord de définir quelques types d'intervention culturelle militante : il en est que l'on retrouve pendant les quarante années qui nous préoccupent. Quatre modèles principaux se dégagent. Le plus simple, et le plus constant, c'est le groupe d'amis né sur fond d'affinités électives. Passionnés de création artistique ou littéraire, quelques jeunes gens fondent un club, ou, pour parler comme Péguy, une Amitié. Pôle d'attraction, le groupe peut s'enrichir de nouveaux apports et même renouveler ses modes d'intervention, sinon son idéologie. Ses membres sont unis par la volonté de populariser leur conception de l'art dans un but militant et de faire de l'« Art social ». Ainsi se nomme le groupe anarchiste qui, autour de Gabriel de La Salle[13] et de Louis Lumet, décide en juillet 1896 de créer un « Théâtre d'Art social » et de relancer une revue qui porte ce nom. Cette expérience, étudiée par Xavier Durand, diffère assez peu au départ de celle que vit la Ghilde Les Forgerons créée en 1921 par quelques anciens élèves du collège Chaptal qui entendent faire de « l'Action d'Art » (édition, revue, conférences, représentations théâtrales). Et les groupes de théâtre militant qui surgissent un peu



partout dans les arrondissements parisiens et les villes ouvrières de banlieue à l'aube des années 1930 sont eux aussi cimentés, au-delà des nuances de l'idéologie, par l'amitié et la jeunesse.

Deuxième modèle : des intellectuels plus chevronnés se mettent « au service du peuple » pour lui communiquer leur culture. Ils répondent avec ardeur à l'appel de groupements qui proposent à leur savoir une nouvelle issue. Ainsi naissent les Universités populaires si diverses et encore si mal connues[14]. Quoique les premières soient antérieures à l'affaire Dreyfus, elle apparaissent surtout entre 1899 et 1901, souvent sous les auspices d'une Bourse du Travail : Bourges, par exemple, ou Laval. Presque toujours non seulement les orateurs sollicités, mais ceux qui, présidant l'UP, orientent sa destinée appartiennent à la bourgeoisie intellectuelle. On rangera dans la même catégorie ces frères ennemis des UP, les Instituts populaires du Sillon. Après un temps de minutieuse observation, ils fonctionnent à partir de 1901 : Paul Bourget y remplace Anatole France. On hésitera en revanche pour le Collège libre des sciences sociales (1895) qui se veut producteur d'un discours neutre sur des disciplines auxquelles l'Université reste étrangère, et même pour




l'École des Hautes Études sociales qui s'en dégage sur sa gauche en décembre 1900[15]. Mais on retrouve une tentative du même ordre dans l'éphémère Université du peuple que les Forgerons inaugurent au printemps de 1920.

La bourgeoisie locale ayant pris le plus souvent le contrôle de fait des UP, on voit se renforcer un troisième type de démarche militante : l'aspiration à une formation spécifique assurée par les organisations ouvrières. Aux origines, après le détour des UP, et souvent parallèlement à elles, les Bourses du Travail, Jacques Julliard a dit ce qu'avait été en ce domaine le rôle de Fernand Pelloutier[16] et comment il s'était efforcé de faire progresser, à la base, son projet d'auto-éducation de la classe ouvrière. En 1908, ce programme est repris au Congrès confédéral de Marseille, mais nous connaissons mal la portée pratique de la motion présentée par Yvetot et Janvion[17]. Lorsque, entre 1931 et 1933, la CGT met sur pied, sous la responsabilité du Centre confédéral d'éducation ouvrière, un Institut supérieur ouvrier et des Collèges du travail décentralisés, cet enseignement est entièrement contrôlé par la Confédération. Les syndicats ne sont pas seuls. À l'intérieur de la SFIO, l'activité du Groupe des étudiants collectivistes[18] aboutissent en 1909 à la première

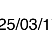


École socialiste ou l'enseignement n'est donné que par des membres du parti[19]. Après la scission, la nécessité de former politiquement les militants d'un Parti communiste en cours de bolchevisation sera à l'origine des Écoles de la Jeunesse communiste et des premières Écoles de la Jeunesse communiste en cours de bolchevisation sera à l'origine des Écoles de la Jeunesse communiste et des première Écoles du Parti communiste français, que Danielle Tartakowsky saisit, entre 1924 et 1926, au temps de leur adolescence. Ces exemples ne prétendent certes pas à l'exhaustivité.

Voici enfin un dernier cas. À l'aube du Front populaire, des organisations naissent ou se transforment, dans l'intention de diffuser autour d'elles «la culture» à un public potentiellement immense et indifférencié. Elles peuvent surgir à l'intérieur d'un parti. C'est le cas, pour la SFIO, de «Mai 1936»: il s'agit, il est vrai, du parti qui vient d'occuper le pouvoir d'État grâce à la victoire électorale et qui se trouve en position d'influence et de rayonnement à la fois officiel et militant. Elles peuvent naître aussi d'une de ces mutations de masse: ainsi l'Association des Écrivains et Artistes révolutionnaires, créée en mars 1932 par des intellectuels communistes, fonde en mars 1934 les premières Maisons de la culture qui, en trois ans, vont rassembler plus de 70000 adhérents[20]. Le succès tout nouveau de ces institutions n'est pas dû seulement au moment politique et à la manière dont sont saisies les possibilités qu'il offre. Il exprime aussi leur capacité, par-delà les modes traditionnels de la production culturelle – le livre et le théâtre, la musique et les arts plastiques – à prospecter ses formes nouvelles: la radio et surtout peut-être le cinéma, dont Pascal Ory, évoquant «Ciné-Liberté», recrée la présence ardente. C'est un numéro spécial entier qu'il faudrait consacrer à ce bref moment où s'opèrent, entre le militantisme et la culture, des noces joyeuses, mais dont la restitution laisse filtrer un goût de cendre à la mesure des espoirs investis et de leur précarité.



Cette esquisse typologique, discutable, souffre de «blancs» inquiétants: où classer les Équipes sociales d'inspiration catholique que Romain Garric anime au lendemain de la guerre? D'autre part, les doubles affiliations, ou tout au moins les passages, sont fréquents. Pelloutier, qui voue sa vie aux Bourses du Travail, participe en même temps aux réalisations du groupe l'Art social[21]. À l'exact tournant du siècle, nous l'avons vu, bien des Bourses du Travail créent elles-mêmes des Universités





populaires ; et, vingt ans plus tard, une société d'amis exemplaires, Les Forgerons, esquisse une impossible Université du peuple. Une douzaine d'années s'écoulent et c'est le PCF qui prend l'initiative de porter sa culture, sa vision du monde au-delà du cercle de ses militants : tel est l'objet de l'Université ouvrière, créée en 1932, sous le patronage du couple Barbusse-Rolland, pour diffuser un enseignement marxiste de l'histoire, de la philosophie, de l'économie politique. Ces glissements nous invitent, autant que les décrochages et les inégalités chronologiques qui surgissent dès qu'on observe d'un peu près les catégories proposées, à considérer l'évolution des objectifs et des idéologies, des dernières années du XIXe siècle jusqu'à 1936.

Les finalités du militantisme culturel ont rarement été plus diverses que pendant les années où la société français, si bien ancrée encore dans le siècle qui s'achève, bascule dans le nouveau ; mais, de cette richesse, le vocabulaire ne rend compte qu'obscurément. Faire des hommes : le mot, commun à presque tous dans son ambiguïté, se décante lentement. À l'ombre de « l'homme » se profilent le révolté, le citoyen, le prolétaire, le militant. Ainsi les initiatives des groupes qui se réclament de l'Art social visent à former des hommes « dignes de ce nom », qui récusent totalement l'ordre social : des révoltés. En raison des craintes politiques liées à l'affaire Dreyfus, les fondateurs des Universités populaires sont, eux, porteurs d'un projet civique qui n'implique pas forcément le rejet des fondements de la république bourgeoise : la connaissance contraindra les puissances des ténèbres à reculer ; elle permettra au peuple de s'émanciper. Cette confiance politique dans la « culture » rencontre un écho profond dans la classe ouvrière, qui y voit une arme pour sa propre émancipation[22]. La déception qui suit n'en est que plus amère. La CGT s'engage alors dans la formation de prolétaires conscients de la spécificité de leur classe, et appliqués, grâce à la lutte syndicale, à l'enseignement professionnel et à la morale née dans l'atelier, à se modeler une conscience séparée. Quant à la SFIO, inquiète du faible renouvellement de ses cadres[23], elle s'attache essentiellement à former ses militants.




Par-delà les objectifs affirmés, nous connaissons encore bien mal les orientations idéologiques qui s'expriment au travers des pratiques culturelles militantes. Pourtant le matériau ne manque pas : la presse, les chansons, quelques expériences théâtrales, les bibliothèques proposées par les organisations, les cours et les conférences. Son exploitation, qui



commence à s'affiner, n'en est qu'à ses débuts. L'image dit-elle toujours « la même chose » que le texte ? La musique, si souvent sentimentale, s'accorde-t-elle à la colère qui sourd des paroles ? Et la publicité, les faits divers, les feuilletons des journaux militants tiennent-ils le même discours que leurs articles de fond ? L'interprétation ne se limite évidemment pas à l'analyse, difficile, de ces discordances. Ne seraient-elles pas par ailleurs moindres qu'on l'a cru ?[24]. Il faut aussi repérer l'évolution des modes d'émergence de la culture militante : le rôle de la chanson semble reculer ; les tournées provinciales de Montéhus cachent peut-être un vide ; le « théâtre du peuple » ne vient pas au monde et les tréteaux, provinciaux, restent rares[25] ; enfin l'efficacité de l'exposé public de la « doctrine » fléchit : les socialistes s'en souvient et songent au phonographe, au cinéma, comme les y invite le Bureau socialiste international. Pour la première fois, en revanche, à la veille de la guerre, des groupes militants organisent des expositions d'art dans les quartiers. Au total la part du texte tend peut-être, temporairement, à s'accroître. Il semble en tout cas porteur, en même temps que d'une volonté plus vive d'insertion politique[26], d'aspirations à une connaissance plus rationnelle du « milieu économique et social »[27] : Merrheim pèse dans ce sens comme, à l'intérieur de la SFIO, Simiand ou Bourgin. Le sérieux de ces analyses, la certitude de ceux qui les formulent, qu'ils produisent ainsi des socialistes, autant d'aspects des perspectives qui s'ébauchent.




Plutôt qu'à un tournant, c'est à un approfondissement et un renouvellement que correspond la coupure de 1914. L'objectif humaniste, entretenu par l'action culturelle, pendant la guerre, dans les groupes pacifistes, s'effrite à partir de 1918. Et, de même, la volonté de former, lentement, des militants. L'ampleur du massacre, comme l'événement russe, rendent peu crédible toute démarche qui suppose un large consensus. La nécessité de prendre en compte les bouleversements économiques, l'urgence des choix politiques font le malheur de groupes comme les Forgerons, déchirés en courants inconciliables. À l'horizon de « l'homme socialiste », se lève un nouveau soleil : le « Sport rouge » devient, après l'adhésion en 1923 de la Fédération sportive du Travail à l'Internationale Rouge sportive, un moyen de dénonciation du profit, de mise en accusation de la société capitaliste[28]. Mais, à l'exception de quelques intellectuels comme Marcel Martinet, dont Nicole Racine nous restitue la réflexion sur la « culture prolétarienne », le PCF n'intervient



que tard, et en ordre dispersé, sur le front culturel[29] : Barbusse, qui devient directeur littéraire de *L'Humanité* en 1926, se montre réservé au nom de la tradition littéraire, et la critique de cinéma, art de masse au bref passé, industrie vouée au profit comme le sport, s'avance presque seule, hardiment, avec Moussinac, dans le combat contre la production bourgeoise.

Au tournant des années 1930, la transformation des rapports entre la culture et le militantisme se précipite. La crise fait apparaître sous un jour brutal les oppositions de classes ; elle touche gravement dans leur travail les hommes de culture et de spectacle. En Allemagne commence l'ascension d'Hitler. En Russie, l'Association des Écrivains prolétariens (RAPP), née en 1927, permet au Proletkult d'acquérir, jusqu'en 1932, une influence hégémonique dans le cadre de la stratégie « classe contre classe » élaborée au Vie congrès de l'Internationale[30]. De toutes parts le « monde réel » presse ceux qui, par la plume ou la parole, le geste ou l'image mouvante, disposent de quelque pouvoir d'expression, en même temps que, dans les organisations liées au mouvement ouvrier, s'expriment des besoins nouveaux. On voit naître au même moment des moments de culture populaire aussi différents que le Comité confédéral d'éducation ouvrière de la CGT et la Fédération des Théâtres ouvriers de France – tous deux crées en 1931 – l'Association des Écrivains et Artistes révolutionnaires, et l'Université ouvrière fondées en 1932. L'idéologie dont se réclame Ludovic Zoretti, le père officiel du CCEO, tend à fournir à la classe ouvrière une culture exempte des miasmes du dehors et propice à une désaliénation théorique : elle est peut-être moins novatrice que l'entreprise qui la supporte. Les autres mouvements naissent dans la mouvance directe du PC, et la personnalité rayonnante de Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*, constitue entre eux, fût-ce de façon informelle, un trait d'union. La vitalité et les techniques de l'Agitprop allemande font irruption dans la pratique culturelle française. La FTOF fédère des groupes qui lui sont antérieurs et en suscite d'autres : quelque deux cents bientôt. Acteurs amateurs ou professionnels plus ou moins au chômage, tous se veulent « au service du prolétariat »[31]. La « banlieue rouge », les quartiers ouvriers, voilà le terrain où poussent *Prémices*, et *Mars*, *Dix et Douze*, *Combat*, et *Révolution*, *Regard* à Bobigny et *Henry Barbusse* à Montreuil, *La Phalange* du XVIIIe et *Les Coquelicots* du XXe. La Fédération définit les objectifs qui leur






sont communs : imposer un spectacle fasciste et politiquement d'avant-garde, bannir la « culture bourgeoise », jouer pour ceux que le théâtre traditionnel ignore. En fait les groupes, encore très mal connus[32], se diversifient rapidement : à côté de ceux qui, comme *Proscenium* ou *Masses*, issus tous deux de *Prémices*, mettent l'accent sur la qualité artistique, sur la nécessité d'un travail de la diction et du corps tout entier[33], voici ceux qui sont d'abord soucieux d'une « juste ligne » politique et ceux qui, comme *Octobre*, dont la composition est à l'image de la diversité de l'extrême gauche française, rompent, par l'originalité de leur violence verbale, avec les consignes et les critiques. Ils interviennent dans les fêtes et les meetings, dans la rue et les usines, partout où se rassemble une foule ouvrière et populaire[34], mais l'Agitprop, au sens strict du terme, n'est pas le fait de tous. Autant le débat sur la « littérature prolétarienne »[35], conduit à de multiples niveaux et inséré dans des rets fort longs à dénouer, se complaît dans la théorie et s'enlise souvent dans l'abstraction en l'absence d'un bouleversement des rapports sociaux et en présence des contraintes de l'écriture, autant le théâtre militant sait user de modes d'expression nouveaux qui valorisent l'idéologie politique.

Le mouvement culturel prolétarien s'exprime aussi à travers le discours communiste sur la sexualité que François Delpla décrypte dans les premières années de *Regards*. Le changement qu'il décrit entre 1934 et 1936 est lié aux nouvelles perspectives culturelles qui correspondent à la montée du Front populaire. À vrai dire fait toujours défaut une étude serrée de ces correspondances et des relais à travers lesquels elles se précisent. Mais grossièrement les concordances chronologiques ne prêtent guère à contestation. Entre 1934 et 1936, ce qui disparaît, c'est l'aspiration tumultueuse ou militante à une culture dont les éléments constituants et les modes d'expression se voulaient liés de façon privilégiée, voire exclusive, au seul prolétariat en état de guerre de classe. Ce qui renaît, c'est l'idéologie de la démocratisation culturelle, l'espoir de diffuser l'héritage national et d'y faire participer les ouvriers comme le reste de la nation. Barbusse meurt au moment où ses aspirations triomphent. Les groupes de théâtre qui survivent sont, tel *Proscenium*, ceux qui ont choisi la qualité artistique plutôt que le sarcasme et la mise en accusation : *Octobre* « meurt de Front populaire », mais sans que, de Brussières à Prévert, ses membres critiquent publiquement une stratégie



politique et culturelle qui, face à ceux qui brûlent des livres et détruisent les organisations ouvrières, porte les espoirs du peuple. Les arts plastiques eux-mêmes[36] et la musique, si longtemps éloignés de toute insertion militante, entrent dans la ronde populaire. Les tentatives ambiguës de littérature prolétarienne se replient sur elles-mêmes : le débat qu'elles avaient un temps suscité n'éveille plus guère d'écho. Et les tenants d'une culture militante révolutionnaire se vouent, avec l'aide d'un État passagèrement aux mains de la gauche[37], à la défense et à l'illustration des grandes œuvres du passé. Nous sommes ici au cœur des contradictions assumées par le Front populaire. Mais c'est une autre histoire que ce numéro ne peut aborder.

Ce projet est né d'un séminaire qui s'est tenu entre 1968 et 1972 dans le cadre du Centre d'histoire du syndicalisme. Il s'agissait de réfléchir aux attitudes culturelles du monde ouvrier français depuis les débuts de la Troisième République. Dans une première phase, nous nous sentions impuissants à tenter une entreprise de l'ampleur de celle que Richard Hoggart a réalisée pour la classe ouvrière anglaise[38] ; et nous décidâmes de nous en tenir aux militants, ces intermédiaires privilégiés entre la « culture » et les ouvriers, ces producteurs, peut-être, d'une autre culture. Grâce à eux, nous avions le moyen de saisir dans une culture ouvrière non plus une simple réserve, un simple « îlot de préservation et de conservation d'une identité cernée et menacée »[39], mais un ensemble dynamique d'attitudes et de comportements certes marqués par la culture dominante, mais souvent soucieux et parfois capables de lui échapper. L'article de François Delpla et ces quelques pages sont nourris du travail réalisé en commun[40]. Au même moment, de façon indépendante, ces problèmes faisaient l'objet de diverses recherches : J.-P. Bernard publiait sa thèse sur *Le PCF et la question littéraire*, un colloque était consacré à Henri Barbusse[41], et une discussion s'ouvrait sur la signification historique du concept de « culture prolétarienne »[42]. Enfin les voies et les difficultés de la pénétration en France du marxisme comme culture politique et théorique commençaient à être explorées[43]. Ces convergences étaient porteuses de possibles collaborations : les articles de Nicole Racine, de Danièle Tartakowsky et de Pascal Ory sont là pour en témoigner. Fallait-il exclure de ce regroupement les témoignages des acteurs ? En retraçant pour nous l'histoire de ce groupe-charnière, La Forge, dont il avait été un des fondateurs, Paul Desanges a parlé en témoin mais aussi en





historien. En publiant, avec l'amical accord de Jacques Prévert, deux de ses chœurs ouvriers, c'est l'originalité du groupe *Octobre* qui, mieux qu'à travers un long article, fait irruption dans notre revue.

Est-il enfin nécessaire de préciser le champ chronologique couvert ? La guerre et l'entre-deux-guerres font pour l'essentiel l'objet de ce dossier. Les textes rassemblés, témoins des évolutions, des hésitations, des ruptures et des audaces des années 1920 et du début des années 1930, projettent cependant leurs ramures jusqu'au cœur de l'entreprise de démocratisation et de défense culturelle conçue au temps du Front populaire, en même temps que leurs racines plongent dans le terreau de la Belle Époque, dont on perçoit mieux aujourd'hui quelle part elle prit aux origines de la France contemporaine.




« Culture et militantisme », ***Le Mouvement social*****, n° 91, avril-juin 1975, p. 3-12.**







Les intellectuels français au XXe siècle : quelles questions



La lente émergence de l'intelligentsia et des intellectuels, du XIIIe siècle à la fin du XIXe, constitue le substrat à partir duquel il est possible d'aborder, au cours du XXe siècle, le problème de la nature complexe, de la croissance et des fonctions des intellectuels dans la formation sociale française. Mais on peut s'attendre que les mutations très rapides qui affectent la société française dans ses différentes composantes, dans la deuxième moitié du XXe siècle surtout, rejaillissent fortement sur les intellectuels : ceux-ci vont devenir l'enjeu des débats où ils ne se reconnaîtront pas toujours. Or, si nous disposons pour le XXe siècle de quelques recherches biographiques qui visent certains intellectuels spectaculaires – André Breton, Paul Nizan, Philippe Ariès, etc. –, si l'inauthenticité des rapports sociaux, dans la France contemporaine, a fait l'objet de travaux percutants – rien ne vaut pourtant un roman comme *Les Choses* de George Perec, que le Prix Renaudot couronna, peut-être par hasard, en 1965 –, si diverses institutions dont l'INSEE nous permettent d'accéder à une meilleure connaissance primaire de la sociologie des intellectuels, si les pamphlets et les tentatives d'interprétations se sont multipliés – de Paul Nizan à Régis Debray, de Gramsci à M.A. Macciochi, de Berth à Louis Bodin, de Raymond Aron à Jean-Paul Sartre et de Bon et Burnier à Jacques Julliard –, nos incertitudes, en tout cas les miennes, n'en restent pas moins considérables, et ce « rapport » ne peut guère se présenter autrement que sous la forme d'une série d'interrogations.



Croissance et « nature » des intellectuels

La croissance fait un premier bond à la fin du XIXe siècle, entre 1876 et 1901, comme le montrent les recensements[1]. On peut, à l'orée du siècle, au lendemain de l'affaire Dreyfus, chiffrer, avec Christophe Charle, à deux ou trois dizaines de milliers le nombre de ceux qui se situent dans le « champ intellectuel ». Ils sont dorénavant assez nombreux et ils restent assez concentrés dans la capitale pour disposer d'un minimum de conscience collective et pour faire appel au concept d'intellectuels afin de désigner une catégorie qui n'avait pas encore atteint son plein épanouissement au début du XIXe siècle. Pourtant les trois catégories professionnelles tangentes à la notion d'intellectuels – professeurs et instituteurs, savants et hommes de lettres, artistes – ne parviennent pas encore à s'autonomiser dans la taxinomie officielle et n'apparaissent toujours, à travers les recensements, que dans le groupe des professions libérales. Il faut attendre 1911 pour que l'enseignement public et privé soit pour la première fois répertorié à part.




Et il faut attendre le lendemain de la deuxième guerre mondiale pour que, en 1945, la catégorie « Professions intellectuelles » apparaisse dans l'intitulé d'un « groupe » qui les associe aux emplois administratifs et met ainsi l'accent sur leurs liens avec la fonction publique. Leur identité statistique au plan professionnel se précise en 1951, puisque, dans le premier code des catégories socio-professionnelles (C.S.P.) apparaît un groupe « Profession intellectuelles » distinct. A l'intérieur de ce groupe, deux catégories : les « Cadres intellectuels » (environ 100 000 personnes) et les « Intellectuels subalternes » (quelque 410 000). L'importance de l'année 1951 est manifeste sur trois plans : le code propre enfin attribué aux professions intellectuelles, le poids du nombre qui leur correspond (plus de 500 000 individus), enfin, sous un même intitulé, l'apparition officialisée de deux catégories d'intellectuels, les grands et les petits. Ce ne sont certes pas les dernières modifications introduites dans le système de classement de l'INSEE. Nous aurons l'occasion de nous interroger sur le sens de certaines d'entre elles. Mais il faut noter que, dès 1954, les professions intellectuelles perdent à nouveau leur pleine autonomie et se retrouvent dans la quatrième des neuf C.S.P. de l'INSEE, « Professions libérales et Cadres supérieurs », sans que cette C.S.P. puisse prétendre regrouper tous les intellectuels, puisque les artistes par exemples en sont



exclus et figurent dans le neuvième groupe où ils côtoient le clergé, l'armée et la police, de même qu'en sont exclus les instituteurs que l'INSEE associe dès lors aux Cadres moyens[2].

Ces glissements de codes se poursuivront : le recensement de 1975 par exemple fait des « Professions libérales et cadres supérieurs » la troisième C.S.P., des « Cadres moyens » la quatrième, et range les artistes dans la huitième. Cela ne facilite pas toujours les comparaisons. Surtout on assiste à l'émergence d'un concept nouveau, malaisé à définir[3], celui de cadre. Né dans les années 1930, le terme devient d'un usage courant après la Libération. Tous les Cadres sont-ils des intellectuels ? Rude question. Je la résoudrai tout à fait provisoirement au bénéfice de toute la C.S.P. « Professions libérales et cadres supérieurs », la troisième, d'une partie seulement de la quatrième et d'une partie de la huitième. La troisième se décompose en : Professions libérales, Professeurs et Professions littéraires et scientifiques, Ingénieurs, Cadres administratifs supérieurs. Je retiens de la quatrième sa première catégorie : Instituteurs et Professions intellectuelles diverses (professeurs de musique et de dessin, journalistes, dessinateurs publicitaires qui y ont été admis en 1968). De la huitième je garde les Artistes, qui en constituent la première catégorie. Ce choix, non dépourvu d'arbitraire, et parfaitement discutable, exclut les intellectuels, non seulement le clergé, l'armée et la police, mais trois catégories de la C.S.P. « Cadres moyens » : les services sociaux, les techniciens, les cadres administratifs moyens.




On aboutit dès lors au résultat suivant : ces « Professions intellectuelles » qui constituaient 5,75 % de la population active en 1954, en constituent 11,8 % en 1975 : 2 296 000 individus. En vingt ans le pourcentage des professions intellectuelles dans la société française a doublé alors que celui des agriculteurs par exemple passait de 23,37 % à 9,30 %. Rien d'étonnant dès lors si les problèmes qui les concernent ont acquis tant d'importance. Cette croissance est assurée pour l'essentiel par la double ascension des enseignants du Second degré (66 387 en 1958 et 223 792 en 1975), et par celle des Ingénieurs et Cadres administratifs supérieurs, le poids des professions libérales, comme celui des artistes, n'augmentant pas, et celui des Instituteurs et professions intellectuelles diverses plus faiblement. La poussée enseignante correspond évidemment au baby-boom d'après guerre et à l'œuvre enfin commencée de démocratisation de l'enseignement secondaire. Celle des Ingénieurs à



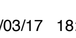
l'irruption de la science comme facteur de production, et celle des Cadres supérieurs à la montée du pouvoir technocratique.

Le tri opéré est discutable à un double point de vue. Il n'est pas dit tout d'abord que les techniciens ne doivent pas être rangés parmi les professions intellectuelles : le poids croissant des pratiques scientifiques dans la société ne se mesure pas seulement à celui des technocrates. D'autre part le problème reste entier de savoir si le système des C.S.P. Est pertinent pour étudier les mutations qui se sont produites chez les intellectuels. La tentation reste forte de continuer à ne désigner comme intellectuels que les producteurs d'idéologie et de ne prendre dès lors pour cible qu'un nombre beaucoup plus restreint d'individus.



Au cours des dernières années, ces positions ont été défendues avec éclat par plusieurs chercheurs et essayistes français. Frédéric Bon et Michel Antoine Burnier ont plaidé dans *Les nouveaux intellectuels* pour l'analyse des conditions dans lesquelles les anciennes élites intellectuelles s'effacent au profit non seulement d'une intelligentsia technocratique, mais d'intellectuels techniciens en rapide développement. Jacques Julliard dans *Contre la politique professionnelle*, a élaboré un modèle qui distingue de nos jours deux catégories d'intellectuels : les Intellectuels spécialisés (I.S.), qui gagnent leur vie en exerçant un métier d'intellectuel et pour lesquels l'activité intellectuelle est un authentique instrument de travail, et les Intellectuels professionnels (I.P.) pour lesquels le travail n'est qu'un moyen d'exercer leurs capacités. À l'homme de l'emploi du temps il oppose l'homme de l'agenda, relativement maître de ses disponibilités. Tout récemment enfin, Régis Debray, dans *Le pouvoir intellectuel en France*, a proposé de distinguer entre les professions intellectuelles et « les intellectuels » : quelque 130 000 personnes. Il désigne sous ce nom les seuls producteurs d'idéologie, parmi lesquels il range ceux qui vivent essentiellement de leurs droits d'auteurs, les animateurs des médias, les artistes supérieurs et les professeurs de l'enseignement supérieur, auxquels il ajoute ceux qui enseignent dans les classes terminales des Lycées. À une intelligentsia massifiée et prolétarisée il oppose une caste intellectuelle, une haute intelligentsia (H.I.) détentrice du pouvoir, et d'un pouvoir fondé aujourd'hui essentiellement sur le contrôle des médias.

Le chercheur continue donc à osciller entre les définitions plus ou moins larges, et des définitions très étroites des intellectuels. Cette





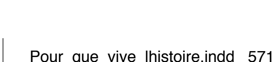
permanence dans l'oscillation présente, pour la deuxième moitié du XIX[e] siècle, deux caractères nouveaux. Que la définition soit large ou étroite, qu'elle vise plus particulièrement des professions ou des catégories socio-professionnelles, d'une part elle englobe des catégories que nul ne songeait au XIX[e] siècle à subsumer sous le concept d'intellectuels, d'autre part elle recouvre, dans tous les cas de figure, une croissance globale considérable : la H.I. De Régis Debray compte quatre à cinq fois plus d'intellectuels que le groupe étudié par Christophe Charle. Même en le rapportant au totale des actifs, l'accroissement reste très sensible. La nouveauté de ces données n'élimine pas pourtant la longue durée de l'oscillation : celle-ci ne serait-elle pas inhérente à la notion même d'intellectuel au point d'en être comme constitutive ?

L'évolution des status

Trois moments peuvent être distingués :

Au début du siècle le statut des intellectuels, même quand on entend le mot au sens large de professions intellectuelles, est sans aucun doute perçu comme spécifique et privilégié : des revenus plus élevés et une sécurité plus grande que celle des autres travailleurs : un prestige plus considérable que celui de certaines couches sociales plus fortunées. Ce prestige est lié à la gestion d'appareils symboliques, susceptibles de produire de l'idéologie ou en tout cas d'en reproduire et de trouver un public auprès de qui se faire entendre. Des hussards noirs de la République, les instituteurs, aux professeurs de Sorbonne, l'Université toute entière en constitue le noyau principal, mais non unique, comme le montre l'irruption des intellectuels dans l'affaire Dreyfus. Ce prestige s'investit aussi dans la vêture, le logement, le service domestique. Que, pour certaines professions – artistes, journalistes – il puisse se traduire par une sorte de droit à la bohème, voilà qui souligne plus fortement encore le statut privilégié des intellectuels. La liberté d'expression, charte de la République, les garantit d'autre part, à condition qu'ils l'exercent à l'écart de leur profession s'ils sont fonctionnaires, contre les poursuites judiciaires. Ce principe est mieux respecté s'agissant des grands intellectuels que des petits.

Ce portrait-robot du statut de l'intellectuel paraître en effet bien optimiste. Qu'on pense par exemple aux traitements misérables des







instituteurs[4] et à leur condition de quasi totale dépendance par rapport à leurs supérieurs hiérarchiques ! Qu'on songe aux avocats sans cause, aux pions du collège, à toute cette « plèbe intellectuelle », victime de la longue dépression des vingt dernières années du XIXe siècle, et dont les difficultés avaient inspiré à Kautsky un article célèbre[5]. Pourtant dans ses grandes lignes, ce portrait n'est pas faux et ce trait, l'individualisme, jugé caractéristique des intellectuels, l'atteste d'une certaine manière. Rarissimes ceux qui adhèrent à un parti, sauf pour y faire carrière politique. Et si les Ligues, qui datent de l'Affaire et naissent pour une part à leur initiative, leur offrent des cadres plus propices, leur adhésion nombreuse ne résiste pas vraiment au temps, comme on le voit en tout cas, sinon pour la Ligue des droits de l'Homme, du moins pour la Ligue de la Patrie française[6].

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

La première guerre mondiale et l'inflation portent des coups sévères sinon aux fondements symboliques du statut des intellectuels, du moins à ses basses matérielles. La crise les redouble dès qu'elle s'abat sur la France, plus tôt qu'on l'a cru longtemps[7]. Chômage « spontané » ou organisé par l'État ; acceptation de salaires scandaleusement bas dans le privé – pour les ingénieurs par exemple – et systématiquement abaissés dans la fonction publique, par la loi de Finances de février 1933 et les décrets-lois de mars-avril 1934. Dès lors fléchit durablement et profondément l'individualisme des professions intellectuelles. Les enseignants, dont la syndicalisation avait commencé chez les catégories les plus mal payées et les plus soumises – instituteurs, adjoints d'enseignement – avant 1914, commencent non seulement à s'organiser mais à se syndiquer dans le Second degré[8]. Après la Fédération de l'Enseignement CGTU voici en 1929 la Fédération Générale de l'Enseignement, adhérente à la CGT, tandis que le Syndicat national des Professeurs de Lycée maintient son refus de se confédérer. Certes il s'agit toujours de petites minorités. Mais la véhémence des débats, notamment dans le Second degré, atteste que la syndicalisation n'est plus globalement objet de répulsion.




Phénomène plus neuf encore, même s'il n'est pas porteur d'un avenir aussi prometteur, c'est alors que se forge la notion de « travailleur intellectuel ». La discussion qui s'engage à son sujet s'avive d'un conflit de compétence entre le Bureau International du Travail et l'Institut de



Coopération intellectuelle, rattaché directement à la SDN. L'accord se fait finalement en 1927 sur cette définition : « Le travailleur intellectuel est celui qui tire ses ressources professionnelles d'un travail dans lequel l'effort cérébral, avec ce qu'il comporte d'initiative et de responsabilité, prédomine habituellement sur l'effort musculaire », les étudiants étant définis comme des apprentis travailleurs intellectuels. À peine remaniée, cette définition est adoptée la même année au cinquième congrès de la Confédération internationale des Travailleurs intellectuels. L'organisation française, la Confédération des Travailleurs intellectuels, était née en mars 1920[9] et avait, dès le début, rassemblé, au fond sur le modèle de la CGT, d'une part des groupements professionnels actifs (syndicats et associations), d'autre part des Unions régionales. En 1933, avec 180 groupements et 198 000 membres, la CTI, où les enseignants, les fonctionnaires et les étudiants ont leur place à côté des artistes, des hommes de lettres, des journalistes, des membres des professions libérales, des savants et des techniciens, hésite pourtant sur le choix de ses moyens d'action. Peu apte à la grève, elle fonctionne surtout comme un instrument de pression sur la Chambre et le Sénat, à travers la mise en place de « Groupes parlementaires de défense des intérêts des travailleurs intellectuels ».




Faut-il mettre en relation – et comment ? – la crise de l'infrastructure matérielle des professions intellectuelles pendant l'entre-deux-guerres et les mutations qui s'annoncent dans l'organisation de leur pouvoir symbolique ? Régis Debray, en s'appuyant notamment sur l'exemple de la NRF[10], considère que le « cycle universitaire » des intellectuels s'achève vers 1930 et que dès 1920 a commencé ce qu'il appelle le « cycle éditorial », le passage du magistère de l'Université à celui des maisons d'édition se faisant sans cassure et correspondant à « l'âge d'or de la pensée française[11] ». D'*Europe* à *Esprit*, de *Commune* à *Ordre nouveau*, un certain nombre de revues tentent de souder l'art, l'écriture, la vie universitaire et la politique. À partir du cours pionnier de Jean Touchard et du livre de jean-Louis Loubet del Bayle[12], des recherches ont commencé pour déblayer ce chemin. Mais nous ne disposons pas encore de travaux suffisants pour analyser les chevauchements de l'Université et de l'édition, encore moins pour conclure au remplacement de l'appareil universitaire par un appareil éditorial ; « Quand le professeur décline, l'auteur



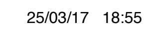
remonte », ce mot de Régis Debray, peut être une clef, pour le moment il n'est encore qu'un mot.

L'APRÈS DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

À la différence de la Grande guerre, la deuxième guerre mondiale marque les intellectuels moins par l'ampleur de l'inflation – et pourtant… – et par la détérioration des conditions de vie que par trois phénomènes concomitants et peut-être connexes : un certain désir de sécurité qui débouchera en mai 1968 sur la revendication de la Sécurité Sociale formulée par l'Union des Écrivains née au cœur du mouvement : la perte d'influence des professions libérales, consécutive au recul de leur poids dans le groupe des professions intellectuelles ; les atteintes portées, avec l'accord de la majorité de l'intelligentsia, à la thèse de la quasi-irresponsabilité des intellectuels, plus ou moins associée à la défense de la liberté d'expression. La condamnation à mort et l'exécution de Robert Brasillach en 1945 attestent, autant que par exemple l'assassinat de Georges Politzer par les nazis, les responsabilités réelles de l'intellectuel : c'est l'intellectuel communiste qui est frappé en Politzer et non l'auteur d'actes « terroristes » ; c'est l'intellectuel pro-nazi qui est condamné chez Brasillach ; il assume ainsi la responsabilité de sa parole. Les mots ont perdu leur innocence.



La crise dans laquelle est entrée la totalité de la société scolaire depuis la fin des années 1950 a largement contribué à ouvrir celle que l'on apercevait aujourd'hui dans le statut des intellectuels français. L'école, cette fois, toutes catégories confondues, doute d'elle-même. Sa capacité à produire et à diffuser les « biens symboliques » est en même temps mise en cause, surtout depuis 1968, par la montée des nouveaux médias et le fléchissement relatif des anciens : le tirage des quotidiens ne parvient pas à dépasser celui de 1938, alors que la population a sensiblement augmenté ; la radio, présente dans neuf foyers sur dix dès 1968, la télévision – neuf millions de petits écrans – tendent à assurer la majeure partie des messages intellectuels, de plus en plus étroitement associés, semble-t-il, à différents types de messages publicitaires. Pourtant, sous peine de passer pour des déclamations, ces déclarations doivent être plus solidement étayées. Elles exigent sans aucun doute plus que des nuances : des correctifs. Elles nécessitent aussi que soient mis à jour les changements dans les objectifs souhaités, les rôles joués par les diverses couches





d'intellectuels, les mutations aussi dans les formes de pouvoir qu'ils ont détenues depuis un siècle.

Rôles et objectifs

Mon point de départ sera constitué ici par les analyses que j'ai esquissées il y a cinq ans dans un petit livre consacré à *La République radicale* et que, par d'autres voies, Ch. Charle a de son côté élaborées et développées. L'affaire Dreyfus est bien le moment où, comme le dirait Gramsci, aux intellectuels organiques des classes dominantes, soucieux avant tout d'assurer la cohésion du corps social, que sont les anti-dreyfusards, s'opposent les intellectuels dreyfusards qui, sans rompre politiquement avec les classes dirigeantes, entendent affirmer les valeurs fondamentales héritées de la Révolution française et fondatrice de la République. Ni les uns ni les autres ne sont liés à des partis : quoique de façon différente ils affirment au contraire leur pleine autonomie par rapport à la classe politique et à ses regroupements. D'ailleurs, en particulier dans le camp dreyfusard, l'alliance de fait entre le socialisme dreyfusiste et de nombreux intellectuels ne survivra pas à la crise des années 1905-1907 et à l'engagement d'un des leurs, Jaurès, aux côtés de certaines options du syndicalisme révolutionnaire[13]. La fracture de 1898 reste pourtant longtemps éclairante au XXe siècle, mais elle fonctionne de façon différente selon les moments et la victoire de la révolution russe, l'apparition du Parti communiste en France vont contribuer à faire apparaître de nouveaux clivages. Faute d'une connaissance satisfaisante de l'extrême droite française depuis la Grande guerre, je me limiterai pour l'essentiel aux péripéties qui affectent les « intellectuels de gauche » longtemps minoritaires pourtant dans les médias et dans l'édition.



La foi des intellectuels dans leur mission éducative

Au lendemain de l'affaire Dreyfus elle prend la forme du « socialisme d'éducation », particulièrement vivace dans les Universités populaires, très vivantes de 1898 à 1904[14] et à travers les multiples Sociétés de pensée et les revues – telles *Pages libres* ou les *Cahiers de la Quinzaine* – par où se prolonge la pensée dreyfusienne. Mais l'espoir éducatif ne fait pas défaut à droite : songeons aux Instituts populaires dont le mouvement





catholique du Sillon, animé par Marc Sangnier, et, faut-il le rappeler ? vivement anti-dreyfusard, entreprend la mise en place, dès 1899[15].

Cette mission éducative qui leur est propre, les intellectuels socialistes, voire communistes, la font leur souvent au sein de leurs organisations, où ils définissent ainsi, pour eux et les leurs, un espace original : « Il faut que les masses populaires soient éduquées… Cette tâche, c'est à vous qu'elle est dévolue » dit Marcel Cachin aux étudiants socialistes le 18 mars 1918. Ainsi fonctionnera également le Centre confédéral d'Éducation ouvrière, mis en place par la CGT au tout début des années 1930[16]. À l'arrière-plan de ces choix, ne luit pas seulement la conscience pédagogique propre à ceux qui ont une expérience enseignante, mais la certitude, comme l'écrivait Julien Benda en 1899, de « la mission sociale de la vérité » dont les clercs sont détenteurs[17].



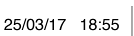
Les problèmes de la jeune intelligentsia au lendemain de la guerre

Dès avant 1914, de jeunes intellectuels rompent pourtant clairement avec le socialisme d'éducation et ce que certains d'entre eux vont appeler « l'illusion éducatrice et formatrice des intellectuels démocrates[18] ». Sans, bien sûr, généraliser cette réaction, le grand massacre lui permet de ne pas rester par trop minoritaire. Le caractère intolérable du système qui a rendu « cela » possible nourrit, chez les nombreux jeunes intellectuels qui ont fait la guerre ou ne lui ont échappé que de justesse, trois types de réaction. Toutes trois continuent à relever de la « conscience autonomiste » de l'intelligentsia :

– La recherche d'une évasion totale du réel par la quête d'un « ailleurs » en l'homme, tentation permanente du mouvement surréaliste[19].

– La volonté de propager l'esprit de révolte, d'orientation communiste, dans le cercle de famille des milieux lettrés, sans liens avec la classe ouvrière. On peut interpréter ainsi les orientations de plusieurs revues de l'intelligentsia entre 1920 et 1924 : *Clarté* ou la *Revue communiste* de Rappoport.

– La décision de participer en tant que groupes d'intellectuels autonomes à des luttes politiques qui mettent en jeu de grands principes. De ce point de vue la guerre du Riff fonctionne comme un révélateur. S'y affrontent, comme pendant l'Affaire, deux intelligentsias : les





signataires de « La proclamation des intellectuels contre la guerre de Maroc », qui paraît presque en même temps dans *Clarté*, la *Révolution surréaliste* et *l'Humanité*, et ceux qui leur répliquent, « Les intellectuels aux côtés de la Patrie ».

Le Parti communiste et les intellectuels

L'autonomie des intellectuels, maintenue en 1925 encore, par le groupe *Clarté*[20], et par les surréalistes, n'est bientôt plus tenable pour tous. L'exigence émerge d'un engagement plus total qu'à la fin du XIXe siècle, contre une société devenue globalement plus intolérable et contre une culture bourgeoise corruptrice. Il faut la mettre en relation avec « la lumière du marxisme » – pour reprendre le titre d'un livre qui eut son heure de célébrité – auquel est associée la victoire de la révolution russe. Mais les incertitudes du PCF pour tout ce qui touche non seulement ses relations avec les intellectuels, mais la perception qu'il a de leur rôle dans la société, sont à la mesure de ses origines SFIO, de son désir de puiser des forces neuves parmi les ouvriers révolutionnaires et du besoin qu'il ressent d'une aura d'intellectuels « représentatifs[21] ».



Aucun doute pourtant. Les premiers groupes qui adhèrent au PCF maintiennent encore leur quant à soi, quoique de façon très diversifiée : ainsi, quelque temps, André Breton et es amis, et ceux qui se reconnaissent, autour de Nizan, Politzer, Morhange, Lefèbvre et Feldman, dans la *Revue marxiste*, la dernière entreprise de Charles Rappoport. Le rejet du monde ancien[22], pour parler comme Apollinaire, culmine au début des années trente. Les non-conformistes de gauche, communistes ou très proches du PCF, rencontrent sur ce terrain, pour un temps, les non-conformistes de droite, étudiés par J. L. Loubet del Bayle. La « solidarité provisoire des révoltes[23] » s'appuie sur maintes amitiés de jeunesse et va faciliter non seulement de nombreux passages de l'extrême droite à l'extrême gauche et réciproquement, mais certaines connivences maintenues jusqu'au cœur de la tempête. Au plan des tendances toutefois, l'année 1934 jouera le même rôle que les deux grandes années de l'Affaire : à l'intérieur du champ intellectuel elle dessinera les camps de façon durable[24]. L'histoire des intellectuels semble étrangement se répéter.

Ce n'est pas tout à fait vrai. La lutte contre le fascisme intérieur et international, la lutte contre les menaces de guerre puis contre





l'occupant, les échos que ces combats rencontrent à gauche chez les intellectuels le montrent assez. Sur plusieurs plans.

D'abord, l'essentiel : les formes nouvelles, actives, voire, au sens propre du terme, dramatiques, que revêt l'engagement d'un certain nombre d'intellectuels, de la guerre d'Espagne à la fin de la guerre mondiale. En écrivant *L'Espoir*, Malraux sert sans doute plus efficacement la cause des républicains espagnols qu'en combattant en Espagne – c'est donc bien comme écrivain qu'il est le plus « utile » –, mais eût-il écrit l'*Espoir* s'il n'avait pas combattu en Espagne ? Le cas de Malraux[25] est d'autant plus symbolique qu'on retrouvera ce diable d'homme sous l'occupation, parmi les combattants, ainsi que nombre d'intellectuels plus jeunes que lui, désireux de se battre les armes à la main, que ce soit dans l'Armée secrète, à Franc-Tireur ou dans les FTP. Pendant la Résistance, ces intellectuels choisissent de se nier en tant que tels pour s'investir totalement dans la guerre antifasciste. Ils sont devenus des militants « comme les autres ».




À ces choix, certes exceptionnels, se trouve chronologiquement associée l'apparition, elle aussi nouvelle, de mouvements intellectuels de masse. À leur manière, ils traduisent eux aussi une volonté de lutte qui diffère de la révolte des années précédente en ce qu'elle s'articule sur des objectifs politiques de longue durée, perçus comme rassembleurs. Avec le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes[26] comme avec le mouvement Amsterdam-Pleyel ou, pendant la guerre, le Comité National des Écrivains, on est loin de l'affaire Dreyfus et des initiatives somme toute limitées aux médias ou, mais partiellement, à la Ligue des Droits de l'Homme qui avaient alors marqué l'intervention des intellectuels. Sociologiquement, quelques différences apparaissent : certes on y retrouve écrivains et hommes de science, en somme les grands intellectuels qui coiffent la plèbe provincial des petits, mais les universitaires tendent à se regrouper entre eux, ainsi dans la CVIA, et chacun de ces mouvements a finalement son visage propre.

Aux origines du regroupement d'Amsterdam (1932), qui prendra un an plus tard le nom d'Amsterdam-Pleyel, il y a l'initiative de deux écrivains, Henri Barbusse et Romain Rolland, en direction, d'abord, des milieux intellectuels. Les commentaires de Barbusse sont clairs : il s'agit à la fois d'« actionner la classe ouvrière » contre la guerre et de laisser « une certaine place aux intellectuels[27] ». Membre du Parti Communiste

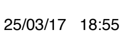


Français, l'auteur du *Feu* dispose depuis 1928 d'un hebdomadaire, *Monde*, que le Parti ne contrôle pas et qui peut servir de rampe de lancement à un mouvement à travers lequel des membres de l'intelligentsia, majoritairement sans parti, en appellent aux travailleurs non pour les « éduquer » mais pour les « rassembler ». Mieux assis dans la classe ouvrière après les années de la bolchévisation, le PCF embraye, mais l'articulation de sa pratique avec celle du Comité reste encore obscure.

Bien différent, le CVIA. Avec ce durable et authentique mouvement de masse – cinq années de militantisme de 1934 à 1939 et 7500 adhérents au printemps 1937 – on a affaire à une initiative essentiellement universitaire et qui, au lendemain des journées de février 1934, vise essentiellement le fascisme intérieur. Le projet prend d'ailleurs naissance chez les instituteurs qui militent à la CGT – André Delmas, George Lapierre – et non chez de « grands intellectuels », et il se garde mettre en avant des hommes connus pour leur militantisme politique : Paul Rivet n'est que sympathisant socialiste. Paul Langevin n'adhérera au PCF que pendant la Résistance. Alain n'a jamais été membre du parti radical. C'est le milieu intellectuel supposé distant par rapport aux organisations politiques, qu'il s'agit d'actionner. Laboratoire d'idées, lieu de vifs débats, le CVIA traduit assez bien l'aspiration du milieu de l'autonomie et son désir de se constituer en partenaire des grandes forces ouvrières et d'apporter à leurs côtés le poids de la vérité. Les fêlures qui y apparaissent, avant même la victoire du Front populaire, entre « pacifistes extrêmes » et partisans de la résistance active au nazisme préfigurent, sans les recouvrir, les ruptures qui conduiront à l'échec le Front populaire.



Dans ces tensions d'une grande acuité, ce qui sombre c'est la capacité des intellectuels de gauche à intervenir dans les luttes concrètes de façon unitaire et à définir une perspective susceptible de permettre aux catégories représentatives de l'intelligentsia traditionnelle de se rallier les couches intellectuelles nouvelles, fortement touchées par la crise économique. Est-il exact que les ingénieurs, comme les techniciens, se soient explicitement situés, depuis le début des années trente, aux côtés de la droite, comme le suggère Danielle Tartakowsky[28] ? Les recherches en cours sur les ingénieurs permettront peut-être d'y voir plus clair[29]. En tout cas le PCF a tiré profit des leçons de l'expérience du CVIA. Porté par la vague d'adhésions que, dans l'intelligentsia, il doit surtout à son action militante pendant la guerre d'Espagne puis dans la Résistance, il





ne se laissera plus enlever l'initiative. Lorsqu'il appellera les intellectuels à s'organiser durablement, ce sera désormais en tant que membres des professions intellectuelles : organisations syndicales bien sûr, mais aussi « unions » qui, tels le Comité National des Écrivains ou l'Union Française Universitaire, se développeront d'abord dans les milieux où le parti avait déjà de solides racines, mais ne s'y limiteront pas.

C'est à un tout autre niveau que vont se situer, de la guerre d'Algérie au mouvement de mai 1968, les nouvelles tentatives d'engagement, chez les intellectuels. Assurément, universitaires, écrivains, artistes aussi, sont toujours en flèche pendant les guerres coloniales : du Comité Maurice Audin et du Manifeste des 121[30] au Comité Vietnam national et au Collectif Universitaire contre la guerre du Vietnam. Mais les nouvelles professions intellectuelles s'affirment : le mouvement dit du « Milliard pour le Vietnam », prend naissance dans les bureaux d'études, compagnon du Plan. Surtout, si les communistes s'engagent, nombreux, et de toute leur combativité, dans ces différentes structures[31], celles-ci s'éloignent des pratiques mises en œuvre par les organisations que le Parti contrôlait. Pour de multiples raisons qui restent à analyser, les militants de l'ancienne et de la nouvelle intelligentsia anticolonialiste élaborent en commun stratégie, propagande et lutte, au point de sembler viser, parfois, la constitution d'un « parti intellectuel ». Le rôle des communistes y est évidemment complexe, puisqu'ils assurent la liaison entre leur parti et leur milieu sans accepter de servir de courroie de transmission.





Les solidarités nouées alors se retrouveront au cœur du mouvement de mai 1968, où vont se conjuguer les désirs de l'intelligentsia, les luttes de la classe ouvrière et les espoirs de la jeunesse. Résisteront-elles aux nouvelles orientations qui se dessinent aujourd'hui chez les intellectuels et que contribuerait à révéler l'étude comparée, à quinze ans de distance, des listes de pétitionnaires – l'acte de signer assurant ce « langage professionnel de la présence » dont parlait Barthes –, celle du poids et la composition des nouveaux comités – le CIEL, par exemple : Comité des Intellectuels pour l'Europe et les Libertés – et celles des thèmes devenus favoris de la presse lue par l'intelligentsia ?



Conclusion : les intellectuels et le pouvoir

Cette interrogation ne recouvre pas seulement les déplacements qui s'opèrent dans les objectifs poursuivis par l'intelligentsia en quête de «concret», mais les mutations en cours dans la structure de l'audience dont disposent les intellectuels et de leurs liens avec les forces politiques et sociales, donc ce qui fait leur pouvoir. L'émergence même de ce dernier concept comme objet d'étude allant de soi est relativement récente, même si des penseurs comme Sorel ou Gramsci l'avaient déjà formulé et si son inscription dans le réel date au moins de l'affaire Dreyfus. Les questions que soulève aujourd'hui le «pouvoir intellectuel» pourraient peut-être se formuler ainsi :

Quand on parle aujourd'hui de pouvoir intellectuel, à quoi l'oppose-t-on ou tout au moins de quoi le distingue-t-on ? Songe-t-on exclusivement au pouvoir politique ou vise-t-on par là les modalités culturelles de l'hégémonie ou de la recherche de l'hégémonie par les dominants ou par les dominés ? S'il s'agit du pouvoir politique, comme c'est, semble-t-il, le plus souvent le cas, est-ce celui de» l'État ou celui des partis, c'est-à-dire en fait du PC et du PS ?



Ces pouvoirs politiques n'exercent pas leur «pouvoir» sur les intellectuels de la même façon et par conséquent le degré d'autonomie du pouvoir intellectuel à leur égard et la nature même de cette autonomie ne peuvent être analysés de la même manière. Le PC et le PS ne cherchent pas à s'associer à l'intelligentsia par les mêmes voies. Le pouvoir dont dispose l'État sur les intellectuels s'est considérablement accru avec le nombre des fonctionnaires, le poids de la technocratie étatique et la demande croissante d'État dans le monde des arts comme dans celui de la recherche scientifique.

Comment analyser enfin la pesée des nouveaux médias, les éventuelles contradictions ou au contraire les similitudes que l'on peut déceler entre les discours de la radio, de la télévision et ceux que tient ce médium ancien, mais toujours vivant, la presse ? L'intellectuel est-il vraiment devenu aujourd'hui «hommedium» selon la formule de Régis Debray ? Et le pouvoir que cet état de choses conférerait à la haute intelligentsia, quel est à son tour son degré d'autonomie ?

Ce très bref rapport a été axé essentiellement sur les intellectuels français et, en France, sur la gauche intellectuelle. Les questions actuelles





sur lesquelles il débouche peuvent sans doute être posées aux acteurs qui se déplacent dans tout le champ intellectuel et à d'autres formations sociales que la formation française.

« Les intellectuels français au XXe siècle, quelles questions ? », Colloque Intellectuels français, intellectuels hongrois, octobre 1980, p. 223-234






CHAPITRE VIII.

LITTÉRATURE ET POLÉMIQUE










Avant-garde esthétique et avant-garde politique : Le socialisme français entre 1890 et 1914



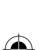

Comment expliquer les discordances, parfois les contradictions, qui se manifestent ou se sont manifestées entre l'avant-garde culturelle, ou, en un sens plus étroit, esthétique, et l'avant-garde politique ? Faut-il se contenter d'un constat attristé – encore conviendrait-il de le dresser de façon complète – ou peut-on tenter de comprendre les conditions de ce décalage, les phases par lesquelles il a passé, ce qui suppose justement que le constat soit d'abord historiquement établi ? Ces problèmes, qui n'ont guère cessé de nous préoccuper, peuvent aujourd'hui être abordés avec un plus grand sang-froid que naguère. On peut l'admettre à présent, la méchanceté humaine n'est pas seule responsable du divorce que les guesdistes par exemple ont entériné entre le goût moderne et le socialisme français, ou des difficultés qu'ont connues, du drame parfois qu'ont vécu, dans l'Union soviétique, stalinienne, tant de jeunes intellectuels avancés, sincèrement favorables au pouvoir bolchevik. En juillet 1963, la revue *Recherches internationales à la lumière du marxisme* avait, dans un numéro consacré à l'esthétique, posé certaines de ces questions, mais de façon plus normative qu'historique. En établissant tout récemment une liste exhaustive des périodiques français conservés à la Bibliothèque Nationale, dont le titre intègre la locution « Avant-Garde » et en en dépouillant systématiquement le contenu, Robert Estivals a jeté une nouvelle lueur sur ce problème : il nous reste à souhaiter la prompte publication de son livre. Enfin la revue *Le Mouvement social* a consacré



en avril-juin 1967 une série d'études aux rapports entre la critique littéraire et le socialisme au tournant du siècle : en étudiant, de l'Oural aux Rocheuses, l'évolution de la critique littéraire élaborée par des socialistes, ceux qui ont collaboré à ce travail ont entendu définir la critique comme un instrument de médiation entre l'œuvre et celui qui la reçoit, entre le roman, la nouvelle, le poème et leur public. Ils ont voulu déceler, à travers la place tenue par la critique littéraire dans la presse socialiste, le choix des œuvres commentées, leur mode de présentation et d'explication, et les critères utilisés pour distribuer la louange ou le blâme, la conception que se faisaient de cette branche de la culture, la littérature, les socialistes des pays les plus évolués de ce temps.

Je m'en tiendrai ici à quelques réflexions, à quelques éléments d'information partiellement inspirés par la préparation de ce numéro du *Mouvement social*, mais centrés sur les seuls problèmes du socialisme français dans les années 1890-1914.

Une relative indifférence à l'art nouveau



Michel Decaudin a écrit, dans sa thèse sur *la Crise des valeurs symboliques entre 1895 et 1914*, que la notion d'avant-garde artistique ne prenait guère forme en France avant 1910 et ne s'épanouissait qu'à partir de 1912. Nous reviendrons plus loi sur cette période, à cet égard en effet privilégiée : il s'agit aussi du seul moment où ont, au moins partiellement, coïncidé de façon pleinement consciente les forces de la SFIO en tant qu'avant-garde politique et celles des inventeurs d'une littérature d'avant-garde. Mais, même s'il en est ainsi, l'existence d'un goût moderne, d'une recherche littéraire qui se situe à l'extrême pointe de son temps, ne peut être récusée pour les quelque vingt années antérieures. Du naturalisme et du symbolisme à l'unanimisme, des courants se dégagent, en flèche, de l'actualité. Dans quelle mesure les socialistes leur ont-ils accordé de l'intérêt et de l'importance ? Dans quelle mesure leur ont-ils apporté leur soutien, ont-ils aidé les couches sociales qu'ils influençaient, et d'abord les militants ouvriers, à s'intéresser de façon positive à ces formes successivement nouvelles de la création littéraire ?



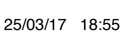
La critique littéraire n'a tenu en France, dans la vie officielle des Partis, puis du Parti Socialiste, qu'une place secondaire. Au Congrès des organisations socialistes qui se tient à Lyon du 26 au 28 mai 1901 figure



bien, parmi les propositions, un texte du « citoyen Massieux » proposant « la formation d'une section d'art… dans la constitution définitive du Parti Socialiste » et arguant pour ce faire de ce que « l'éducation artistique et littéraire du prolétariat est un élément indispensable de son émancipation ». Mais Massieux n'était pas délégué d'un groupe politique : il représentait au Congrès, à une date où le caractère informel du socialisme était loin d'avoir disparu, la Société de Libre-Pensée de Rochefort. D'autre part et surtout, sa proposition, « renvoyée à l'examen du Comité Général », selon une formule parlementaire bien connue, y dormit du sommeil du juste, conformément à une réalité parlementaire bien connue, et nul ne s'avisa de jouer à son égard les Belles au Bois dormant. Rien de comparable en France au débat qui s'ouvrit au Congrès de la Social-démocratie allemande qui se tint à Gotha en 1896, au sujet de l'orientation « naturaliste » que donnait à l'hebdomadaire illustré du Parti, *Die Neue Welt*, son nouveau rédacteur en chef, Steiger. Rien de comparable surtout au rôle pionnier que joua et à la place massive qu'occupa la critique littéraire dans la vie du jeune socialisme russe, voire roumain.



Il est vrai que la topographie des modes d'expression du socialisme français ne se limite pas à cette instance suprême, le Congrès. Mais si la presse socialiste se montre plus ouverte à la réflexion et à la diffusion littéraire, ce n'est vrai que de certains de ses organes, et non pas toujours des plus lus ni des plus audacieux. La seule revue qui suive presque constamment, dans les cadres et sous les titres les plus divers, la production littéraire est la *Revue Socialiste*. Un temps dirigé, entre 1894 et 1898, par un critique connu, Georges Renard, dont les chroniques furent rassemblées sous le titre, un peu démesuré, de *Chroniques de combat*, la *Revue socialiste* persévéra jusqu'à la veille de la guerre dans son effort, mais s'attacha rarement, fut-ce pour les critiquer, aux aspects les plus nouveaux de la littérature. Camille Mauclair, en juin 1901, y exprimait sans doute une opinion assez commune chez les intellectuels avancés lorsqu'il marquait son chagrin et celui d'une grande partie du public cultivé, spontanément favorable au socialisme, devant « l'éloignement et la défiance manifestée par une partie des socialistes envers l'art contemporain ». Un dépouillement exhaustif, bien nécessaire, des romans-feuilletons publiés dans la presse socialiste nationale et provinciale conduirait vraisemblablement aux mêmes conclusions. La littérature d'évasion traditionnelle semble y tenir la pus grande place. Les diamants





de Michel Zevacco y jettent des feux que l'on peut juger au-dessus de leurs moyens. Le mélodrame reste roi, au travers duquel il serait souhaitable d'apprécier, comme à travers le vocabulaire et les termes des chansons révolutionnaires, quelles images de la société capitaliste et de l'avenir socialiste furent présentées aux contemporains.

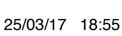
Il y a de solides raisons à cette double et relative indifférence à l'art nouveau. Les unes tiennent aux origines et aux caractères du socialisme français, d'autres au système de références culturelles auquel s'intègrent les intellectuels socialistes, d'autres enfin à l'existence en France d'une autre vie politique que la route socialiste pour ceux des écrivains, des artistes, des critiques favorables à la fois aux formes littéraires les plus modernes et aux idées politiques les plus avancées.

Racines ouvriéristes



Après la saignée de la Commune, le socialisme renaît en France, solidement étayé en milieu ouvrier. On pourrait même dire qu'il naît non seulement dans la classe ouvrière mais de la classe ouvrière. L'idée de constituer un parti de classe, on la voit apparaître par exemple chez les ouvriers parisiens dans les années 1878-1880, sans qu'ils aient besoin d'être « convertis au socialisme » par les hommes politiques qui s'en réclament. Simplement ils ont renoncé, pour s'affranchir du capital, aux coopératives de production que la grande industrie rend inefficaces ; ils aspirent à la constitution d'un vaste parti groupant pour la même fin les organisations ouvrières. On retrouve une démarche voisine, une dizaine d'années plus tard, dans une ville comme Toulouse, pourtant peu dévorée par la concentration industrielle : le socialisme toulousain, dans ses deux rameaux primitifs, blanquiste et guesdiste, prendra naissance dans les syndicats, et de façon plus précise à la Bourse du Travail. Aussi ne faut-il pas s'étonner si le premier Congrès Socialiste français, « l'immortel Congrès » de Marseille, en 1879, s'intitula Congrès Ouvrier, si le parti qui en sortit prit le nom de Parti Ouvrier. Pas davantage si, jusqu'à la réalisation de l'unité en 1905, les chambres syndicales et les coopératives ouvrières furent considérées comme parties constituantes du mouvement socialiste.

Nous savons aujourd'hui, en particulier grâce aux travaux de Claude Willard, que, s'il reste largement le parti de la classe ouvrière par ses





effectifs, le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde le fut surtout en raison du rôle historique qu'il assignait au prolétariat dans l'évolution humaine : à partir de 1893, par contre, les relations se tendirent entre les guesdistes et le mouvement syndical, et le Parti montra parfois peu d'ardeur à soutenir certaines luttes revendicatives qu'il jugeait plus dangereuses qu'utiles. C'est dès lors aux blanquistes, aux allemanistes et aux anarchistes, étroitement mêlés aux socialistes jusqu'au Congrès de Londres en 1896, qu'échut l'influence principale sur le mouvement ouvrier. Le parti d'Allemane, définitivement constituée en 1890, prit le nom de Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, son journal s'appela le *Parti ouvrier*, et la méfiance envers les intellectuels, soupçonnés toujours de placer « la doctrine » (marxiste) au-dessus de « la raison » (critique), devint un de ses traits dominants. L'ouvriérisme a donc de profondes racines dans le socialisme français et le comportement de Millerand, Premier ministre socialiste dans un ministère bourgeois, acheva de la consolider.




On peut admettre, à titre d'hypothèse, l'existence d'une corrélation entre le caractère profondément ouvrier du socialisme français lorsqu'il sort des limbes sous la Troisième République et le peu d'intérêt que ses militants portèrent à l'esthétique moderne. Il faudrait faire appel à d'autres éléments d'explication pour rendre compte de la manière dont ceux des socialistes français qui se réclamaient du marxisme en négligèrent les virtualités philosophiques et esthétiques et n'en retinrent pour l'essentiel que l'opposition de deux classes et la nécessité de la conquête politique du pouvoir. Beaucoup d'intellectuels révolutionnaires non marxistes en vinrent, comme Camille Mauclair, à faire retomber sur le marxisme tout entier la faute d'avoir « hypnotisé les hommes de parti sur le côté économique du socialisme ». Ils virent en Jules Guesde comme en son premier frère ennemi, Paul Brousse, des hommes de cabinet, pleins d'aversions pour le romantisme révolutionnaire et désireux d'empiler non les pavés mais les chiffres. Les guesdistes en tout cas s'avérèrent incapables d'utiliser et d'approfondir en art des voies entrouvertes par la réflexion de Marx et tendirent, comme les broussistes dont à cet égard ils étaient proches, à réduire le marxisme à un schéma économique et social qu'ils ne tentèrent même pas, à l'exception de Lafargue, de plaquer sur les œuvres d'art.



Les formules de Camille Mauclair sont cependant sous-tendues par une autre idée, celle de l'hostilité des socialistes aux modes d'action révolutionnaires, de leurs préférences non seulement pour les chiffres mais pour les bulletins de vote. Quoi de plus historiquement naturel dans le pays qui avait, le premier, pratique le suffrage universel ? La valeur, quasi mystique, que les socialistes, comme les républicains avancés, lui attachent, relève d'une situation véritablement nationale. On dira – avec raison – qu'elle ne dure qu'un temps : au début du XXe siècle, la parlementarisation croissante du socialisme commençait à déclencher dans la classe ouvrière et dans certains milieux paysans des réactions vivement négatives. Plus négatives encore, celles de nombreux intellectuels : la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel ne leur attribuait en effet – à moins qu'ils ne deviennent députés… – aucune place particulière sur l'échiquier du socialisme. Elle s'harmonisait bien avec l'indifférence du parti aux problèmes esthétiques, aux problèmes littéraires : « Que peut-on faire dans la littérature d'un discours sur la protection du droit de vote ? » Cette question, que Bernstein avait posée dès 1892, c'est à elle qu'il faut en particulier se reporter si l'on veut comprendre les contradictions qui opposèrent au début du siècle l'avant-garde littéraire et l'avant-garde politique. Le socialisme se trouvait dès lors, implicitement et parfois explicitement, mis en accusation pour avoir sacrifié aux batailles électorales l'exploration des branches principales de « cet arbre aux rameaux multiples qu'est la civilisation actuelle » : la formule fut employée par Georges Renard dans le numéro de janvier 1895 de la *Revue socialiste*, sans volonté de blesser quiconque. Elle eût été, dix ans plus tard, entendue de façon beaucoup plus polémique.

Repli des intellectuels socialistes

Si l'avant-garde littéraire et l'avant-garde politique n'ont pas plus étroitement coïncidé – voilà une belle litote – pendant les dix à quinze dernières années du XIXe siècle et les dix premières du XXe, il ne suffit pas d'en chercher les raisons du côté des structures et de l'orientation du parti socialiste. Le côté de l'intelligentsia mérite aussi exploration.

L'extrême richesse démocratique de la culture française dessert d'une certaine manière les intellectuels socialistes. À la différence de l'Allemagne, par exemple, les socialistes français n'ont pas besoin de jouer le






rôle de «Kulturträger». L'école primaire, la tradition orale, la grande presse républicaine diffusent à l'égard des philosophes du XVIIIe siècle, de Victor Hugo, de Michelet, une information, sans doute diversifiée, mais qui met en lumière des valeurs largement «hors la culture» dans la mesure où la société bourgeoise, n'a pas su faire pénétrer la vie de l'art «jusqu'au plus profond de la conscience prolétarienne» et où, l'eût-elle voulu, elle ne pouvait y parvenir, elle qui faisait du travailleur «le serf de sa propre vie». Il reste qu'aux yeux des socialistes français, y compris Jaurès, ici cité, les intellectuels d'avant-garde sont chargés d'une tâche politique de transformation de la société bourgeoise, non d'une mission de transmission originale de la culture. D'autres la transmettaient aussi bien qu'eux. Seul un Lafargue tenta, de façon délibérément iconoclaste, de trancher les liens qui unissaient au plan culturel le mouvement ouvrier et la grande tradition française. La volonté guesdiste de «couper le câble qui retenait encore nos travailleurs dans les eaux radicales ou jacobines bourgeoises» (selon une formule employée par Guesde en 1879), Lafargue l'interpréta comme un appel à la dénonciation de toute la «culture bourgeoise», de toutes les idoles, de toutes les «grues métaphysiques». C'est ce qu'il fit en particulier dans un de ses articles les plus connus, rédigé en 1885, mais publié dans la *Revue socialiste* en 1891, où il s'en prenait d'une plume acerbe et virulente à «la légende de Victor Hugo». Il avait bien senti l'extrême difficulté, pour l'intelligentsia socialiste française, de se définir de façon originale par rapport à la tradition culturelle démocratique. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne fut guère entendu et qu'on ne voit pas comment il aurait pu l'être davantage.



Ce qui se dessine ici, en filigrane, c'est le repli des intellectuels socialistes sur la vie politique au sens étroit du terme et par conséquent leur peu d'aptitude à reconnaître en art la nouveauté du nouveau et à en apprécier la signification non seulement littéraire, mais aussi sociale, donc politique au sens large. Le risque est d'autant plus grand que leurs critères de jugement ne diffèrent pas fondamentalement en ce domaine de ceux de leurs collègues, ou confrères, simplement «républicains». La même école les a formés, la même culture classique, le même goût de la pensée ordonnée et du récit bien construit, la même méfiance devant les distorsions de la grammaire et les obscurités du langage où d'aucuns voient une des sources de l'obscurantisme religieux. Quand on parcourt les *Critiques de combat* de Georges Renard ou les critiques dramatiques





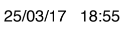
que Léon Blum donna à *l'Humanité*, à la *Grande revue*, à *Comœdia*, on est saisi par la banalité du système d'appréciation, et l'on comprend que n'ayant pas grand-chose à dire, les critiques et les intellectuels socialistes se soient souvent réfugiés dans le silence.

Naturalisme et socialisme



L'avant-garde littéraire en a été la première victime, d'autant que la valorisation, commune chez les socialistes, du concept d'art social a joué le plus souvent contre elle. Art social ? Mais encore ? Il s'agit d'un art qui serve : le romancier, le dramaturge ont une mission fondamentale de morale sociale. C'est par son contenu, presque toujours confondu avec le sujet dont elle traite, que l'œuvre tend à être définie. Le bon roman est celui qui évoque le « peuple qui fait vivre », selon la formule employée par Émile Guillaumin en mai 1895, ou, comme le dira Jaurès à propos de Zola en février 1914, « la masse des souffrants et des exploités ». Ce « peuple », cette « masse » peuvent se détailler : l'ouvrier, le pays, plus tard le militant : Jaurès s'affligera, en juillet 1909 dans la *Revue de l'enseignement primaire*, de voir Romain Rolland présenter du militant, dans *Jean-Christophe*, « un portrait-type qui n'est à vrai dire qu'une caricature ». Mais le critique socialiste s'intéresse aussi à la peinture des foules, de la collectivité : c'est un des thèmes par lesquels M.A. Leblond, traitant dans la *Revue socialiste* d'avril 1902, du « roman socialiste de 1895 à 1900 », oppose Zola à Paul Adam, le roman socialiste au roman anarchiste. Plus subtil, Jaurès entrevoit en 1909 le risque pour Zola, si la mort ne l'avait pas frappé, d'aboutir « à des allégories un peu froides ». De l'un à l'autre les références culturelles restent pourtant les mêmes.

Cette identification d'une œuvre au thème dont elle traite, pourvu que la santé du vocabulaire soit sauve, le relatif détachement enfin de la partie déchristianisée de la nation à l'égard du non-respect des bonnes mœurs ont grandement contribué à faire accepter, voire louanger, le naturalisme par le socialisme. S'il n'y a pas eu de Congrès de Gotha en France, ce n'est pas seulement par indifférence des institutions du parti à l'égard des problèmes littéraires, c'est aussi en raison de l'absence, chez les militants, de toute inquiétude à l'égard de la « morale » et de la représentation de la vie sexuelle. Par contre les recherches formelles, et d'abord celles des symbolistes et de leurs épigones, n'ont pas eu la faveur

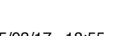


des socialistes français. À l'arrière-plan des tentatives qui visent à transformer le langage en instrument de connaissance, les intellectuels socialistes redoutent l'entrée en sourdine de l'irrationalisme, la porte ouverte au mysticisme, voire au nationalisme. Le théâtre d'Henri Bataille inquiète, en 1911, les critiques littéraires du *Mouvement socialiste* en raison de son désir latent d'agir sur les nerfs, sur la sensibilité. Et si Jaurès, à la veille de la guerre, découvre « un écrivain de génie », c'est Alain, l'auteur des *Propos* et non pas Apollinaire ou Marcel Proust, ignorés. Même l'unanimisme, dont le manifeste signé Jules Romains paraît en avril 1905, l'unanimisme, si proche pourtant par ses objectifs de cette conscience de l'existence globale à laquelle les socialistes étaient sensibles, ils ne s'en soucient guère : le style est là qui les traumatise.

Artistes et anarchistes



Si la pression collective de l'avant-garde politique pèse aussi efficacement pour écarter les socialistes de l'avant-garde esthétique, c'est enfin parce que de nombreux intellectuels avancés, écrivains, artistes, ne sont guère tentés de secouer ce joug. Ils ont en effet eu longtemps en France une issue, somme toute agréable, et qui les détournait de livrer, à l'intérieur du socialisme institutionnel, une bataille sans doute ingrate. Le mouvement anarchiste, écrit avec bonheur Camille Mauclair, dans l'article de la *Revue socialiste* que j'ai déjà plusieurs fois cité, c'est « la poésie du socialisme ». R.L. Herbert a étudié en juillet 1961 dans le *Mouvement social* les liens étroits qui unirent les artistes et certains anarchistes pendant les deux dernières décennies du XIX[e] siècle, et Pierre Aubery, aux États-Unis, continue aujourd'hui cette recherche. Mais l'anarchisme ne servit pas seulement de refuge aux peintres lorsque ceux-ci, tout en entendant rester des révolutionnaires, voire renforcer – en esthétique – l'aspect révolutionnaire de leur œuvre, abandonnèrent les sujets sociaux et lorsque se fit en eux plus aigu le conflit entre la fidélité à l'art social et l'aspiration à une forme nouvelle. Beaucoup d'écrivains sympathisèrent avec les tendances anarchistes, tels plusieurs animateurs de la revue *Pages livres*. Les *Cahiers de la quinzaine*, dont on pourra bientôt connaître le réseau des correspondants, furent également un temps, au début du siècle nouveau, une de ces revues-carrefour. L'intelligentsia la plus préoccupée d'audacieuses recherches formelles se persuada aisément qu'elle



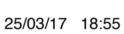
contribuait ainsi à détruire le vieux monde, et les publications anarchistes lui firent bon accueil.

On ne saurait pourtant traiter sans distinction chronologique de ces quelque vingt à trente années. Loin de se développer de façon linéaire, les relations entre l'avant-garde esthétique et l'avant-garde politique ont connu des hauts et des bas. Les moments où les intellectuels dans leur ensemble se rapprochèrent du socialisme furent aussi ceux où se réduisait au minimum la discordance entre les deux avant-gardes. Trois « bons » moments, trois temps forts : 1892-1894, 1898-1900, 1910-1914, et entre eux des intervalles « faibles ».

Les temps « forts »

1898-1894, ce sont les années d'épanouissement rapide du mouvement ouvrier, d'attirance intense vers le socialisme et vers l'anarchisme. En août 1893, cinquante députés socialistes entrent à la Chambre, Jaurès est devenu pleinement socialiste depuis un an, la lutte des classes est désormais éprouvée comme une réalité par un nombre important de Français. Jamais le marxisme n'avait semblé en France plus sûr de lui, jamais il n'avait ainsi rassemblé la jeunesse des Écoles. C'est en décembre 1892 qu'est créée à Paris l'Association des Étudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes (ESRI) dont les trois principaux fondateurs – Jean-Louis Breton, Alexandre Zévaés, Léon Thivrier – feront des carrières diverses ; et c'est en 1894 que fut fondé par A. Michel et H. Lagardelle le groupe des Étudiants Socialistes de Toulouse. On pourrait douter, à en juger par le recrutement professionnel de ces jeunes forces, qu'elles aient eu, si peu que ce soit, le pouvoir de rapprocher l'avant-garde littéraire et les socialistes. À Toulouse comme à Paris, les étudiants en droit et en médecin l'emportent dans ces groupements et les facultés littéraires n'y sont que fort peu représentées. Les conférences organisées par le groupe des ESRI, pas plus que celles dont s'occupa ensuite le groupe des Étudiants Collectivistes qui s'en détacha en mai 1893, n'ont de perspective esthétique. Mais en fait la cristallisation joua à la fois autour des étudiants et hors de leurs cercles. Une revue comme *l'Art social*, de Gabriel de la Salle, fondée en novembre 1891, figurait dès 1893 à la bibliothèque des ESRI. Et la *Revue socialiste* confia cette même année sa rubrique de critique littéraire à un jeune auteur de





contes brefs et tristes, Robert Bernier, qui avait, en 1890, lancé avec Léon Cladel, Rosny, Georges Renard, Henri Fèvre et Adolphe Tabarant un manifeste dit du « Club de l'Art Social ». Lorsque Bernier mourra de tuberculose à trente ans, en décembre 1893, Eugène Fournière, parlant sur sa tombe, soulignera le rôle qu'il avait joué, pour faire venir « au socialisme… la jeune littérature ».

Moments exaltants mais brefs. La séparation entre collectivistes et anarchistes fut plus durement ressentie, plus appauvrissante chez les écrivains et les artistes que nulle part ailleurs. Au même moment la lutte proprement politique contre le mélinisme absorbait les forces des socialistes : dans la *Revue Socialiste* elle-même, à partir de juin 1896, le mouvement littéraire n'est plus suivi régulièrement, la revue des livres ne concerne que l'histoire et la sociologie. À partir de février 1898, Georges Renard cède la responsabilité de la revue à Gustave Rouanet, sous la direction duquel toute critique littéraire disparaît pendant quelques mois : c'était à ses yeux – il s'en expliqua – le signe que le socialisme était sorti de sa phase expérimentale. À l'arrière-plan se profilaient l'espoir de la proximité de changements décisifs et l'idée – évidemment peu plaisante aux écrivains – qu'en ce cas leurs jongleries deviendraient inopportunes.

Le role de l'affaire dreyfus

L'affaire Dreyfus allait bientôt rapprocher du socialisme les intellectuels. Le mouvement fut plus profondément dialectique qu'on le croit d'ordinaire. Du côté des écrivains, des artistes, des intellectuels : conscience aiguë de l'urgence d'une action civique, d'une participation active à la vie sociale, espoir en même temps, grâce à un commun combat, de briser la carapace de l'indifférence. L'affaire fut, écrivait en juin 1901 Camille Mauclair, « une tentative sincère et désespérée des intellectuels pour faire leur trouée et rejoindre le peuple ». Du côté du mouvement socialiste cependant, la crise ouverte dans le guesdisme par l'attitude réticente du Parti au sujet de l'Affaire, dorait de vives couleurs le blason des autres organisations, et, l'espoir révolutionnaire reculant, au vu de la puissance réactionnaire de l'appareil de l'État, la nécessité d'éduquer les masses, fût-ce lentement, passait au premier plan. « Les intellectuels les plus grands entrèrent alors en communication avec la







démocratie la plus ardente, avec le socialisme le plus militant… les savants, les artistes, les philosophes se promettaient de mettre la force de la vérité et de la beauté au service d'une idée nouvelle, d'un monde nouveau» (Jaurès 11 juillet 1909). En portent témoignage entre autres la floraison des Universités populaires, l'apparition de nouvelles revues, la multiplication des *Avant-garde* progressistes non dépourvues de perspectives culturelles. Il y a beaucoup de nostalgie dans la phrase de Jaurès. Ce qui le frappe en effet en 1909 c'est que tout ce mouvement de confiance et de rapprochement s'est arrêté et dispersé et qu'à nouveau, quelques années après l'Affaire, «la part de pensée qui s'exprime par les formes de l'art ne comprend plus ou presque plus la part de la pensée qui se traduit par l'action politique et sociale». Faut-il penser que l'unité socialiste, réalisée en 1905, a rendu plus difficile la confiance entre les deux avant-gardes? Le divorce avait en réalité commencé plus tôt. Il faut le rattacher à la parlementarisation de la vie du Parti, qui irrita si profondément *Jean-Christophe*, mais aussi sans doute aux modèles culturels assez pauvres que les intellectuels avaient diffusés par le canal des Universités populaires: ils s'étaient révélés peu capables d'une vue d'ensemble sur les formes nouvelles de l'art et de la vie, inaptes à les rattacher aux besoins fondamentaux du mouvement ouvrier.



Une mutation rapide

Le troisième temps fort commence presque au lendemain du regret jaurésien. Le passage du XIXe au XXe siècle se réalise alors, et alors seulement, dans un renouvellement profond des problèmes politiques, dans une mutation rapide de la culture. La guerre menace au moment où, à l'écart des pays traditionnellement avancés, en Afrique, en Asie s'éveillent de nouvelles forces et où en Russie renaît l'espoir de la Révolution, pendant qu'entre Capri et la Suisse, Gorki et Lénine se répondent en un difficile dialogue. L'avion, le cinéma, la conquête des pôles, la hâte des villes: ceux qui évoquèrent plus tard la stabilité de l'avant-guerre se rendirent-ils compte à quel point le monde avait déjà bougé avant les grands massacres? La pérennité des types de gouvernement européens amortissait le bruit des premiers pas de la vie moderne, elle ne l'étouffait pas entièrement. De Kandinsky à Picasso, de Proust à Apollinaire, se dégage une véritable avant-garde, mais souvent dans l'ambiguïté: si Henri



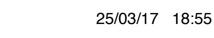


Guilbeaux dit les beautés de la vie rapide, et conclut en exaltant la paix, le manifeste futuriste de Marinetti proclame la volonté de régénérer le monde par la guerre. Même point de départ, conclusions contradictoires : l'esthétique ne se suffit-elle donc plus ? L'avant-garde politique s'inquiète de cette poussée irrationnelle où s'expriment les contradictions de l'époque, mais ne la regrette pas radicalement. Et, fait de grande portée, pour la première fois, une part importante des hommes de culture la rejoint. Nombreux sont ceux qui adhèrent alors au socialisme ou s'en rapprochent. On suit leur démarche à travers les petites revues d'art et de littérature qui se multiplient à partir de 1910. C'est l'année ou Jean-Richard Bloch, alors jeune professeur à Poitiers, crée *l'Effort* qui deviendra en 1912 *l'Effort libre*. Un peu partout, dans les *Feuilles de mai* comme dans les *Cahiers d'aujourd'hui*, à *Horizons* comme dans *la Plume* déjà ancienne, s'exprime chez les écrivains et les artistes un militantisme dont le point de départ n'est pas esthétique, mais politique et éthique, et qui conclut à l'urgence d'un changement profond de la société, de l'art et de l'homme tout entier.



Le combat contre la guerre et les idéologies qui en exaltent la valeur devient dès lors, comme il advint à plusieurs reprises dans l'histoire de nos sociétés, révolutionnaire. Il permet pour la première fois la jonction non plus paternaliste mais militante de différentes avant-gardes. Qu'on feuillette à la même époque la presse syndicaliste ou socialiste : *la Vie ouvrière* fondée en 1909 croit possible, à partir de l'œuvre de Shaw, de Gorki, de mettre « le peuple travailleur en contact avec le théâtre moderne ». André Lebey, en 1912 dans la *Revue socialiste*, définit la poésie et la peinture comme un intime mélange de présence au monde contemporain et de refus du présent. Les esthétiques d'avant-garde, ainsi justifiées, au-delà de leur extrême diversité, par leur vocation à la modernité et à la contestation, peuvent bien diverger : l'avant-garde politique aspire pour la première fois à les intégrer à son combat dès lors que celui-ci retrouve un souffle révolutionnaire. Du cubisme au théâtre de tréteaux, des pièces qui militent contre la colonisation aux poèmes de Vildrac, il est devenu clair pour beaucoup que « l'art social ne peut être obtenu que par la rupture avec la routine » et qu'à un message nouveau doit correspondre un nouveau langage.

Pouvait-on l'entendre ? Les lecteurs de la presse militante étaient-ils disposés à recevoir la littérature et l'art d'avant-garde ? Ou faut-il penser





que les modèles proposés et imposés par l'école avec une force contraignante devaient, tout autant que plus tard l'arriération culturelle des masses dans la jeune Union soviétique, rendre très difficile un art qui ne fût pas académique ? Ces explications sociologiques doivent être sollicitées et étudiées dans toute leur pesanteur. Mais le propre de toute véritable avant-garde est de puiser dans les traditions mêmes qu'elle entend renouveler, voire nier, les éléments qui en permettront le dépassement. D'autre part, la rapidité avec laquelle se transforme la réalité dans une société parvenue à un haut degré de développement exige, sous peine de dépérissement, la recherche de formes et de moyens d'expression nouveaux. Certes cela n'assurait pas une immédiate popularité aux œuvres les plus audacieuses, mais ne pouvaient-elles l'acquérir ? Ce qui commence justement, à la veille de la guerre, c'est la confuse conscience que l'art nouveau et la politique révolutionnaire, également contestataires, ne peuvent pas, en période d'intense transformation, rester étrangers l'un à l'autre. On retrouvera cette certitude lors de la naissance du Parti Communiste Français et dans l'Union soviétique des années 1920 à 1930, comme vient de le rappeler l'admirable *Ville et révolution* d'Anatole Kopp. Au contraire de ce qu'avait cru Antonio Labriola, la création artistique d'avant-garde ne pouvait dès lors, aux yeux de l'avant-garde politique, passer pour l'ombre de la vérité où celle-ci se prolonge et s'affine, plutôt que comme une ombre sur la vérité.





« Avant-garde esthétique et avant-garde politique », ***Esthétique et marxisme*****, Paris, Union générale d'éditions, 1974, p. 21-40**



Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle

Critiques littéraires et socialisme : le thème commun aux études, aux textes, aux esquisses ici rassemblées, se laisse difficilement cerner, s'élabore plus malaisément encore, et l'on peut craindre de n'apporter guère à son propos que quelques hypothèses inégalement fondées parmi la multitude du possible… Pourquoi l'avoir choisi ?

C'est que la critique littéraire, qui, pendant longtemps, s'est définie dans un rapport immédiat à l'œuvre dont elle parlait et dont Flaubert disait que, bonne ou mauvaise, elle était « une chose fort bête » comparable, en sa platitude, aux « sociétés de tempérance », est aujourd'hui considérée comme une des formes essentielles d'une vaste enquête sur l'homme. Elle intéresse à ce titre les philosophes, les anthropologues ; elle tient une place d'honneur dans la réflexion des structuralistes et dans celle de leurs adversaires. Tous ces livres écrits sur les livres suscitent de nouveaux livres écrits à leur sujet. Phénomène récent dont il serait trop long d'étudier les motivations et dont le bilan, même provisoire, n'a pas été tenté, malgré l'intéressant ouvrage de Serge Doubrovsky[1].

Que cette curiosité se fasse rétrospective, quoi de plus naturel ? Nous n'en sommes pourtant qu'aux prémisses, en France tout au moins. Les livres les plus récents sur l'histoire de la critique littéraire, celui de Pierre Moreau, celui de René Fayolle[2] font l'histoire d'un genre sans se préoccuper particulièrement de ses arrière-plans. Peut-être y a-t-il là un domaine neuf ouvert à l'historien du mouvement social. Il y a bientôt deux ans se déroulait, dans le cadre d'un colloque d'histoire sociale, à



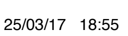
Saint-Cloud, un débat sur « Histoire sociale et Histoire littéraire[3] ». Jacques Proust, dont la thèse sur *l'Encyclopédie* fut remarquée, y était demandeur au nom des « littéraires » : il nous proposait d'étudier de plus près le public de l'œuvre et la place de l'écrivain dans la société.

Ce n'est pas en servants de l'histoire littéraire que nous poseront aujourd'hui le problème. Ce qui retiendra pour le moment notre attention c'est l'étude d'un mode de relations entre le mouvement culturel et le mouvement socialiste. D'une façon très ample et qui dépasse de beaucoup les quelques points de repère que je voudrais tenter de dégager ici, il est en effet important de connaître les modes de participation des masses à une culture élaborée par des privilégiés, réservée (dans quelle mesure ?) aux « héritiers ». Important de cerner l'horizon culturel et plus particulièrement l'horizon littéraire des travailleurs, des ouvriers, des militants, de savoir qui s'en préoccupe, comment il est orienté et selon quels critères.



Il est bien des manières de répondre à ces questions. On peut entreprendre le dépouillement des bibliothèques de sections socialistes, de bourses du travail, de groupes libertaires. On peut dresser la liste des livres et des brochures, des pièces et des chansons que la direction d'une organisation qui influence les masses populaires leur propose. Les méthodes d'analyse du contenu systématisées pour la première fois aux États-Unis en 1952 par Bernard Berelson[4] permettent dès lors non seulement de repérer les ouvrages connus, témoins d'une culture intégrée à notre commune culture, mais de déceler la nature, la fréquence, la présence plus ou moins obsédante de thèmes insufflés aux lecteurs. Un travail du même ordre peut être entrepris à propos des romans-feuilletons, des nouvelles publiées dans la presse ouvrière, à propos des pièces de théâtre dont les représentations sont organisées à l'intention des travailleurs. Que ce soit par la présentation d'un héros, d'un modèle plus ou moins « nouveau[5] », par la dramatisation de certaines circonstances de la vie privée ou sociale, ou par l'insistance du vocabulaire, la vie culturelle des ouvriers s'élabore pour une part à ce niveau, et nous pouvons envisager aujourd'hui certains moyens d'accéder ainsi à leur psychologie collective.

Donc, ce qu'ils lisent, mais aussi, second volet, comment ils lisent. Quel accueil le lecteur populaire réserve-il à l'œuvre ? Comment la reçoit-il ? Que tel romancier passe mieux la rampe que tel autre, les





tirages sont là pour l'attester. Que le vers libre soit, en France, plus mal aimé que le rythme égal, c'est l'évidence. Mais pourquoi ? Le contenu n'est pas seul en cause (encore faudrait-il repérer la place respective de la littérature d'évasion et de celle où brillent les éclairs du combat[6]). Il s'agit aussi de cette bizarre banalité, le goût. S'il y a un goût ouvrier, où et quand se forme-t-il, et comment ? Sans doute la littérature a-t-elle un effet cumulatif : dix romans-feuilletons misérabilistes renforcent le misérabilisme du lecteur. Celui-ci n'est-il pas pourtant préconditionné par son niveau d'instruction ? Ne faut-il pas dès lors s'efforcer de définir, selon ce clivage universitaire traditionnel entre tous, le diplôme, le degré de connaissance des militants responsables d'une organisation, celui des travailleurs de l'ensemble d'une organisation[7] ? Plus important encore que le niveau de l'instruction, son orientation : les manuels scolaires dont on s'est préoccupé au cours des dernières années de détecter le « patriotisme », il faudra aussi en entreprendre une lecture « littéraire » ; quelles vertus d'écriture y sont prônées ? Quels types de récits y trouvent place ? Quels poèmes et conçus selon quels rythmes ? Ces suggestions portent seulement témoignage de quelques réflexions auxquelles la préparation collective de ce travail m'a conduite.




En tout cas, entre l'œuvre et celui qui la reçoit, entre le roman et le public, la critique littéraire fait office de médiation : elle est le troisième volet d'une enquête possible sur ces aspects de la culture. Le seul fait pour un journal, pour une revue, d'en tenir une rubrique plus ou moins régulière, plus ou moins fréquente, révèle un certain intérêt pour un certain type de culture. Les critères au nom desquels sont décernés la louange, ou le blâme, les facteurs utilisés pour éclairer l'œuvre, l'expliquer, permettent, plus finement, de déceler comment le critique apprend à lire à ses lecteurs, en relation avec quelle conception, implicite ou explicite, de la littérature, de la culture, il forme leur goût.

On peut admettre que les socialistes, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, constituent à cet égard des orientateurs privilégiés[8]. Les liens qui les unissent au mouvement ouvrier et à l'intelligentsia, les perspectives sur l'avenir des hommes et des sociétés dégagées par les partis et les groupes qui se réclament du socialisme, pour certains leur conception du socialisme en tant que source d'une vie globalement différente de la vie actuelle, en tant que creuset où se forgera une nouvelle humanité, voici quelques-unes des raisons qui nous ont amenés à retenir le cadre



socialiste comme propice à une réflexion spécifique sur la critique littéraire.

Je voudrais à présent préciser les questions qui servent de trame aux études que contient ce fascicule : quelle place a tenu la critique littéraire dans les préoccupations avouées des socialistes au tournant du siècle ? Quelles fonctions a-t-elle remplies ? Quel rôle a-t-elle joué ? À l'intérieur de quels systèmes culturels s'est-elle développée ? Et en particulier dans quelle mesure y a-t-il eu aspiration à une « culture socialiste » ?

Si cette problématique est apparue dans ces grandes lignes lorsque nous avons commencé à préparer ce travail, bien des difficultés nous avaient au début échappé. Que convenait-il, par exemple, de qualifier de critique littéraire ? Où s'arrêtent la littérature et donc la critique qui s'exerce à son sujet ? Une revue comme la *Revue socialiste*, cette vieille dame française et malonienne, consacrait souvent quelques pages au « mouvement littéraire », d'autres au « mouvement théâtral », ce qui ne la dispensait pas de tenir une rubrique des livres, le plus souvent ouverte aux ouvrages de droit, de sociologie, parfois d'histoire. Fallait-il inscrire ces comptes rendus sous la mention générale « critique littéraire » ? Notre choix a été plus traditionnel : romans et nouvelles, poésie et chansons, théâtre. Et que convenait-il d'appeler « socialiste » ? Les socialistes qui font de la critique littéraire s'expriment dans deux types d'organes : publications qui se réclament du socialisme, publications que nous appellerons « bourgeoises » : c'est le cas, par exemple, pour la *Revue Blanche* en France, ou, en Angleterre, la *Saturday Review* de Frank Harris. Nous avons admis comme critère l'orientation affirmée par l'auteur, non celle de la revue. Il arrive d'ailleurs parfois que des articles parus dans un journal socialiste sont ensuite réunis en volume par une maison d'édition « bourgeoise » et offerts ainsi à un plus vaste public. La critique étudiée sera donc la critique pratiquée par des socialistes.



Limiter le sujet ce n'était pas seulement définir son objet, mais le cadre spatio-temporel dans lequel nous voulions essayer de le situer. Nous nous sommes imposés d'être intransigeants sur la date terminale : 1914, en tant que moment dramatique. Mais il est apparu difficile de définir avec rigueur une date de départ : on ne comprend ce qu'est la critique littéraire pour les socialistes roumains de la fin du XIXe siècle que si l'on évoque ce qu'elle a été dans la Russie des années 60. Nous ne pouvions nous interdire de tels sondages. En gros, cependant, il s'agit





bien du « tournant du siècle », mais le virage envisagé, de longue durée, se prolonge sur une trentaine d'années.

Enfin, des régions entières sont restées à l'écart de cette première quête : les pays scandinaves, la Belgique et la Hollande, de larges secteurs d'Europe centrale, l'Espagne, et, hors d'Europe, presque tous les pays dans lesquels commence à naître le socialisme, à l'époque de la seconde Internationale. Terra incognita. Ceux qui sont présents ici : la Russie, la Roumanie et l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis, l'Italie et la France, ne peuvent donner qu'une première vision, partielle et fragmentaire, de ce qu'a été la critique littéraire socialiste. D'une nation à l'autre pourtant les différences politiques et littéraires sont telles qu'il est possible d'esquisser au moins une étude comparée. C'est à poser quelques jalons pour cette mise en ordre que cet article entend se limiter, en symbiose étroite avec les travaux qui le suivent et dont il est nourri.

Fin du XIXe siècle : dimensions de la critique

Quelle place a donc tenu la critique littéraire dans les préoccupations des socialistes à la fin du XIXe siècle ? D'est en ouest on la voit se rétrécir. Il est des pays où le socialisme, et presque la vie de parti, naissent avec elle et pour ainsi dire d'elle, et où la liaison entre les deux activités est restée étroite ; d'autres où, sans atteindre cette intense présence, les débats critiques concernent, fût-ce épisodiquement, l'ensemble des socialistes et où leurs conclusions définissent une orientation durable ; d'autres, enfin, à l'extrémité occidentale du continent, où ils ont joué un rôle passager et occupé pendant ces années une place secondaire.

À l'est de l'Europe, la réflexion sur la littérature acquiert, de bonne heure en Russie, plus tardivement dans d'autres pays, dont la Roumanie est un bon exemple, un statut privilégié et le conserve jusqu'à la fin du siècle. Il s'agit en Russie d'une tradition ancienne, qui commence dans les années 40 avec Bielinski (1811-1849) et s'épanouit dans les années 60 au temps de Tchernychevski[9] et de son disciple Dobrolioubov (1836-1861). Entre 1880 et 1900, les controverses qui opposent marxistes et populistes « dans les salons, les sociétés savantes, les réunions d'étudiants, les revues[10] », prolongent cette présence de la critique littéraire dans le socialisme. Thème familier des Soviétiques, ce cas privilégié a été résumé avec clarté, il y a quelques années, par Jean Fréville, étudié en







profondeur par Franco Venturi dans son grand ouvrage sur le populisme russe et observé, selon une perspective très différente, dans des articles de revues beaucoup plus récents, notamment par Alain Besançon et Pierre Pascal[11]. Le cas roumain était, au contraire, quasi inconnu, en France tout au moins, jusqu'à ce que Georges Haupt écrive sur Dobrogeanu-Gherea l'étude qu'on lira plus loin. Les revues socialistes françaises avaient pourtant fait bon accueil, à la fin du siècle, aux premiers essais venus de ce pays, mais cela n'avait guère duré et l'ignorance où nous sommes des traditions culturelles et politiques des pays balkaniques ou semi-balkaniques avait, sur ce point, conservé son épaisseur.





Serrons les choses d'un peu plus près. C'est sans doute en Roumanie que la présence de la critique littéraire dans le socialisme est la plus saisissante, au cours des années 1880-1900, pour un lecteur « occidental[12] ». Un des principaux foyers du socialisme roumain, sinon le principal, est constitué, surtout à partir de 1884-1885, par la revue *Contemporanul* (le Contemporain) qui a repris le titre de la célèbre revue russe fondée quarante ans plus tôt par Pouchkine et Bielinski. Imprégné de culture russe, ami de Plekhanov, d'Axelrod, de Lavrov, son animateur, Gherea, sut faire, d'une revue spécialisée dans la critique littéraire et l'esthétique, un centre d'où rayonna en Roumanie la pensée marxiste. Alors que le socialisme n'avait d'abord touché dans ce pays que de petits groupes épars formés de lycéens ou d'étudiants de l'Université de Iassy, le temps était venu où la critique littéraire allait à la fois lui donner plus d'ampleur et lui permettre de s'exprimer d'une manière plus exaltante. Les commentaires sur les poèmes d'Eminesco, sur les drames satiriques de Caragiale, les polémiques avec le courant antisocialiste Maïorescu, rallièrent au socialisme de nombreux intellectuels. De façon passagère il est vrai : peu avant 1900, Gherea allait s'adonner à d'autres tâches militantes, la plupart des intellectuels roumains allaient rompre avec le socialisme.

Le cas de la Russie est un peu différent. À la fin du siècle, la diffusion du socialisme y est beaucoup plus ancienne et la place qu'y tient la critique littéraire n'y est déjà plus la même que pendant les premières années. Le mouvement révolutionnaire s'y était acquis au milieu du siècle et avait conservé, jusque vers 1888-1890, un contrôle quasi total sur l'activité critique dont il était né en grande partie ; il s'en était fait une



arme exceptionnelle. Combien de jeunes intellectuels étaient venus à la mise en cause radicale non seulement du pouvoir tsariste, mais de la société, à travers la lecture d'épaisses revues dont le *Sovremennik* (le Contemporain) n'est que la plus célèbre ? On se jetait sur elles, on en débattait avec avidité. Il n'y aurait guère d'exagération à dire que la critique littéraire tout entière s'était alors confondue avec les courants de pensée révolutionnaires où s'incarnait le socialisme russe. Ce quasi-monopole recule dix à quinze ans avant la fin du siècle : autour de Chestov[13] et de Volynski[14] apparaît l'aspiration à une critique « proprement esthétique », d'inspiration largement religieuse ou tout au moins mystique, qui reproche à la critique révolutionnaire d'avoir donné la part du lion à l'attitude des écrivains devant la réalité, au message social. Une revue comme le *Messager du Nord* à laquelle succédera, en 1898, le *Monde de l'Art*, développe ces points de vue, en gros conformes aux thèmes qu'élabore alors le philosophe Vladimir Soloviev. Mais un large secteur, un secteur majoritaire de la critique, continue) se réclamer du socialisme. Plekhanov et le jeune Lénine d'une part, au nom des marxistes, Mikhaïlovski pour les populistes (né en 1842, il mourra en 1904), tout en polémiquant entre eux, répliquent à la « nouvelle critique ». Avec des arguments en partie renouvelés, et de manière différente, ils se proclament les héritiers des « éducateurs » des années 60 ; comme eux ils attachent à la littérature et à ce qu'on peut dire sur elle une importance majeure. Les articles où Lénine répond[15] aux textes de Mikhaïlovski, rassemblés sous le titre *Souvenirs littéraires et discorde actuelle*, ont d'ailleurs à cette date moins de poids que ceux de Plekhanov réunis dans *l'Art et la vie sociale*. Pour tous ceux, cependant, qui se réclament du socialisme, la réflexion sur la littérature, tout en conservant une place de choix, n'est déjà plus l'activité critique principale, moins encore unique. Les problèmes que pose Mikhaïlovski dans *la Richesse russe* et auxquels Plekhanov répond en 1895, sous le pseudonyme de N. Beltov dans *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, se situent, par exemple, dans un contexte philosophique beaucoup plus vaste. Si la critique littéraire est toujours présente, et intensément présente, elle ne l'est plus seule.



Au centre de l'Europe, voici maintenant l'Autriche-Hongrie et ses peuples multiples sur lesquels nous n'avons pu pour le moment rassembler d'information solide. Lacune considérable parmi toutes les lacunes





de cette esquisse. Voici aussi l'Allemagne. Nous disposons ici, pour ces quelque vingt années, d'indications précises. Suzanne Miller n'a pu sans doute dépouiller la collection de la *Leipziger Volkszeitung*, mais elle nous rappelle que le journal publiait dans les années 90 un feuilleton littéraire fort influent dirigé par Bruno Schönlank. Le périodique théorique du parti, la *Neue Zeit*, tenait également une rubrique littéraire depuis sa fondation. Elle devint particulièrement importante lorsque après 1891 Franz Mehring la prit en charge, sans jamais en avoir d'ailleurs le monopole. Tous les journaux du parti enfin disposaient d'un supplément hebdomadaire illustré et gratuit, la *Neue Welt*, qui tirait à 140 000 exemplaires à la fin du siècle et publiait, en feuilleton, romans et pièces de théâtre. C'est à son sujet que s'engagea en 1896, au congrès du parti qui se tint à Gotha, un vaste débat : les opinions les plus diverses s'y exprimèrent et ses conclusions prudentes ne doivent pas dissimuler le fait que la social-démocratie tout entière s'y était trouvée impliquée. Il est vrai que le quotidien du parti, *Vorwärts* n'abordait pas ces questions et que celles-ci se trouvaient reléguées dans des magazines, mais leur périodicité rapprochée leur permettait de suivre l'actualité et ils étaient assurés d'une diffusion massive. Ainsi se précise le statut « intermédiaire » de la critique littéraire socialiste allemande : sans occuper la même place que son homologue russe ou roumaine, elle fait encore figure fort honorable.




Surtout si on la compare à la critique littéraire d'Occident. J'insisterai sur le cas français que confirme, d'ailleurs, dans ses grandes lignes l'étude entreprise pour l'Angleterre par Françoise Basch. L'extrême dispersion, la faiblesse de la presse socialiste française jusqu'à l'unité n'offraient certes pas des conditions très favorables. On est cependant frappé par la faible densité de la critique socialiste. Mais non moins par l'inégalité de cette densité. Les guesdistes ne se montrent guère prolixes, à l'exception de Lafargue dont les études sont publiées un peu partout[16] et d'un étonnant instituteur, Anatole Baju, fondateur en 1886 du « mouvement décadent », rallié en 1891 au socialisme, et qui en 1895 dédicace à Guesde, « que nous respectons surtout comme un penseur et un lettré[17] », un opuscule sur les principes du socialisme. La réponse de Guesde à Baju est un peu bien sèche[18] : on le comprend, à lire Baju ; mais est-ce la seule raison ? On en doute quand on voit à quel point, tout proches idéologiquement de la sociale-démocratie qu'ils se proclament, les journaux contrôlés par Guesde et ses amis utilisent peu l'« arme de la critique »



littéraire. Il est vrai que le *Parti ouvrier* fait plus mauvaise figure encore que le *Socialiste*, malgré la collaboration de grands intellectuels, comme Lucien Herr, au journal des allemanistes. Et il est de même du *Prolétaire* de Brousse.

La situation change avec les socialistes indépendants. Georges Renard, professeur au Collège de France, publie dans la *Petite République* des chroniques rassemblées entre 1894 et 1896 en trois volumes, sous un titre – *Chroniques de combat* – dont l'ambition contraste certes avec le contenu, mais annonce en tout cas une intention. Jaurès envoie régulièrement à la Dépêche *de Toulouse*, entre 1893 et 1998, une rubrique signée « Le liseur », dont l'anonymat, qui reste à expliquer, a été percé à jour par Françoise Prigent-Laurent. La *Revue socialiste* suit presque constamment, dans les cadres et sous les titres les plus divers, la production littéraire. Certes, il ne s'agit que très rarement de copieuses études[19], comparables par leur volume à celles d'un Plekhanov, d'un Gherea ou d'un Mehring. Georges Renard, qui dirige la revue de 1894 à 1898, voit pourtant[20] dans cette persévérance la marque de la tradition malonienne du socialisme intégral, soucieux de prospecter les rameaux multiples de la civilisation moderne. Pour la *Petite République*, le billet littéraire fait figure d'ornement qui la mondanise. Les textes plus massifs de la *Revue socialiste* sont lourds, par vocation quasi héréditaire, d'un autre poids. Il convient en outre de ne pas limiter à la presse socialiste la critique des socialistes. Les périodiques bourgeois, en France, en Angleterre, lui donnent souvent accueil. Le cas de Léon Blum, fécond collaborateur de la *Revue Blanche*, celui de Jaurès à la *Dépêche*, ne sont pas isolés dans un pays où la frange est étroite qui sépare les intellectuels socialistes des socialisants et de ceux qui ne le sont qu'à demi. Il en est de même en Angleterre où Bernard Shaw, Wells et Runciman s'expriment en toute audace, à partir de 1894, dans la *Saturday Review*, alors que la presse socialiste et ouvrière n'accorde à la critique littéraire, sauf exception, qu'une place restreinte. Au total cependant, même lorsque l'espace occupé n'est pas médiocre, le ton n'y est pas. Nul effort comparable à celui de la Russie, de la Roumanie, voire de l'Allemagne.




Différenciation des fonctions

La pente s'incline d'est en ouest au long de laquelle diminue l'ampleur de la réflexion des socialistes en matière de littérature. Ce déclin de la présence correspond-il, pendant les mêmes années, à une différenciation des fonctions qu'exerce la critique littéraire ? C'est ce que nous allons examiner à présent. On peut avancer, comme une hypothèse de travail raisonnable, qu'à une moindre nécessité fonctionnelle correspond une place plus restreinte.

« Chez un peuple privé de liberté politique, écrivait Herzen[21], la littérature est la seule tribune du haut de laquelle il puisse entendre les cris de son indignation et de sa conscience. » En Russie, en effet, la place considérable de la critique s'explique par ses possibilités privilégiées. L'absence de liberté d'expression pour les idées politiques rend nécessaire l'intervention du critique littéraire. La liberté reconnue à l'écrivain, et donc à celui qui parle à son sujet, s'explique par ce qu'il y a d'indirect et de lointain dans toute œuvre d'art, et par son public, forcément restreint dans un pays massivement paysan et massivement illettré. Mais


cette latitude modifie à son tour les données du problème : la littérature s'exprime à propos des choses sans les dire, sans nommément les désigner, et la distance que toute œuvre crée entre elle et ce dont elle parle justifie une seconde fois l'intervention du critique. Socialiste, il en fait une lecture militante. Il devient le médiateur de la pensée politique et sociale : dans l'œuvre il met à jour le héros révolutionnaire, « l'homme nouveau » ; de l'œuvre il souligne les aspects accusateurs ; il l'appelle à servir la cause de la révolution. Et par cela même il élargit le public littéraire, il étoffe l'intelligentsia, il contribue à faire de la Russie un pays où la littérature pénètre profondément la vie populaire : « La littérature et la poésie ont pour nous, Russes, une signification plus vaste, selon toute probabilité, que dans aucun autre pays[22] », disait déjà Tchernychevski en 1855. Infinie dignité, infinie responsabilité du critique socialiste là où sa voix seule peut se faire publiquement entendre et entraîner non seulement le lecteur mais l'écrivain dans une étroite complicité. Dès la fin du siècle pourtant, d'autres œuvres commencent à relayer en Russie le matériau réaliste et en particulier le roman : le premier recueil de poésie symboliste paraît en 1895, *la Justification du Bien* de Soloviev, en 1897. Il devient plus difficile aux critiques de dégager de ces livres



une leçon révolutionnaire. Mais la répression ne se relâche pas, et, même si l'étonnement, voire l'indignation succèdent parfois chez les socialistes à l'exaltation, la réflexion sur la critique conserve une place privilégiée.

Il est nécessaire de rapprocher, à certains égards tout au moins la Roumanie et l'Allemagne, si l'on veut essayer de rendre compte du rôle particulier qu'y joue la critique littéraire socialiste. Ce n'est pas ici, directement, essentiellement, un message politique que l'on attend d'elle. La presse est libre dans son ensemble, aux lois d'exceptions près, toujours possibles. Médiateur, le critique le reste pourtant, et intensément. Mais son rôle d'intermédiaire, c'est entre une culture orientée vers le progrès et le public qu'il l'assume. On dirait en allemand qu'il est un «Kulturträger». Certes, la situation économique et culturelle des deux nations, des deux sociétés, est bien différente : pays sous-développé, à la paysannerie misérable et illettrée, à la culture autochtone encore limitée, la Roumanie n'a guère d'autres lecteurs possibles que des étudiants, des instituteurs, avides de savoir comment satisfaire leur soif de changement. En Allemagne, au contraire, terre de vieille et haute culture, la rapidité de l'édification du capitalisme crée une classe ouvrière nombreuse, souvent en possession d'un minimum d'instruction. C'est à elle que s'adresse essentiellement la *Neue Welt*, dont l'orientation est si passionnément discutée au Congrès de Gotha, pour elle aussi qu'est fondée en 1890, la «Freie Volksbühne», le Théâtre du Peuple, à la création duquel participent plus de 2000 personnes.




Et pourtant, les ressemblances sont importantes. Dans les deux pays la coupure est profonde entre les masses populaires et la tradition culturelle. Il faut remonter loin dans la littérature allemande pour y trouver une empreinte démocratique. À quelques exceptions près – Heine est la plus célèbre – la culture allemande du XIXe siècle, surtout depuis 1848, n'a pas de prise sur la classe ouvrière. Quant à la petite bourgeoisie, les conditions dans lesquelles s'est réalisée l'unité du pays ont contribué à la détourner des idées avancées. Ainsi s'explique peut-être l'acharnement avec lequel la critique littéraire socialiste s'oriente vers les écrivains qui représentent une tradition progressiste. Telle est, en particulier, la signification du travail consacré par Mehring à Lessing. En dévoilant *la Légende de Lessing*, il veut mettre en évidence le divorce fondamental entre les intentions du père de l'Aufklärung et celles de Frédéric II, entre la philosophie des lumières et le despotisme éclairé des Hohenzollern.



L'œuvre de Lessing, conclut-il « ne relève pas de la pensée bourgeoise, mais du prolétariat[23] ».

Aux critiques socialistes de le montrer et de donner ainsi aux travailleurs un enracinement culturel. Le rôle qu'ils assument ici n'est pas très différent de celui de Gherea et de sa revue en Roumanie. Tel est aussi peut-être le cas d'autres pays d'Europe centrale et orientale, où la domination d'une langue et d'une civilisation étrangère contribue à déculturaliser les minorités nationales, à rendre indispensable la récupération de l'ancien héritage. N'est-ce pas aussi ce que, quelques années plus tard, Gramsci laissera entendre à propos de l'Italie ? À l'absence d'ancienne communauté de pensée entre les masses populaires et la bourgeoisie intellectuelle, le socialisme, et lui seul, tente, à la fin du siècle, de trouver une solution autre que l'exaltation chauvine : par sa quête d'un passé rare et précieux, sa présence au présent, la critique littéraire tient dans cette tentative une place considérable.




La situation de la France, et dans une moindre mesure de la Grande-Bretagne, confirme dans l'ensemble, *a contrario*, cette analyse. Dans ces pays, une intense activité critique se développe, hors du socialisme en direction des milieux où il tente d'implanter son influence. Journaux et revues, plus anciens et plus riches que ceux dont les socialistes disposent, utilisent les critères littéraires voisins des leurs, inspirés d'une même tradition. En France surtout, une manière de conscience littéraire commune aux « républicains » et à leur aile socialisante s'est formée au cours de luttes longtemps menées en commun, grâce à l'école aussi. Les critiques littéraires socialistes, élevés dans la même atmosphère culturelle que les autres, héritiers eux aussi du XVIIe et du XVIIIe siècle, n'ont guère autre chose à dire que bon nombre de leurs collègues. Le goût du bien fait, du récit correctement construit, du travail littéraire honnête, la méfiance devant l'obscurantisme religieux et l'obscurité grammaticale fortement soupçonnée d'y conduire, tels sont les critères dont usent Léon Blum dans ses critères dramatiques, Georges Renard dans ses « critiques de combat », tout comme leurs confrères du *Radical* ou de la *Dépêche*. Françoise Basch a qualifié de « passe-partout » cette critique qu'elle voit aussi fleurir en Angleterre. Les socialistes désireux de s'exprimer de façon spécifique, ont du mal à s'insérer dans cette activité, faute justement de combats à livrer, de repères originaux, d'une conception propre de la culture.



La tentation est grande de renoncer, faute d'avoir quelque chose à dire, à toute insertion, ou, tout au moins, de la limiter à l'extrême. Peu originale, la critique littéraire qui se réclame du socialisme semble souvent peu nécessaire. Pourquoi répéter ce que d'autres disent ? Certains le fond cependant : c'est que, socialistes sans doute, mais aussi intellectuels professionnels, il leur plaît d'exprimer leur goût personnel dans les limites d'un accord assez large, sinon universel. D'autres s'y refusent : les guesdistes se détournent de ces problèmes : s'ils donnent souvent l'impression de réduire le marxisme, dont ils sont en France les introducteurs militants, à un schéma économique et social qu'ils renoncent même à plaquer sur l'œuvre d'art, s'ils se montrent incapables de se saisir en esthétique des virtualités de la réflexion de Marx, c'est surtout, me semble-t-il, dans la mesure où ils sont le miroir ambigu d'un certain milieu culturel. La richesse démocratique de la culture française dessert l'intermédiaire fécond que peut-être dans d'autres pays, le critique littéraire socialiste. Souvent privé de toute réflexion propre sur la littérature ou l'art, le socialisme est d'autant plus facilement présenté par ses adversaires (qui ont, pour ce faire, bien d'autres raisons, inégalement avouées) comme un parti de philistins, le « parti du ventre ». Les remarques mélancoliques abondent à ce sujet, notamment dans la *Revue socialiste*, mais sans que le problème soit abordé de façon autre que plaintive. Un des textes les plus caractéristiques se situe à l'extrême limite des vingt dernières années du siècle : en juin 1901, Camille Mauclair rend le marxisme responsable d'avoir « hypnotisé les hommes de parti sur le côté économique du socialisme[24] » et en donne comme preuve Guesde et Brousse, confondus dans une commune condamnation de l'économisme.




Il ne subsiste dès lors que deux issues susceptibles de restituer une fonction authentiquement socialiste à la critique littéraire française. Lafargue assume l'une et Jaurès l'autre. Le combat, vif et prompt, que mène le gendre de Marx contre la littérature mystificatrice, créatrice de ces pseudos-idéaux démocratiques, l'égalité, la fraternité, oripeaux qui recouvrent une vilaine marchandise, l'amène à la dénonciation de l'héritage culturel bourgeois : le romantisme hugolien, plus encore que la philosophie du XVIIIe siècle, ont créé de véritables « grues métaphysiques » propres à aliéner la conscience populaire. Le critique doit les dénoncer. Nous ne pouvons comprendre ce choix délibérément iconoclaste que





comme un effort pour alimenter la volonté de combat du prolétariat en lui proposant une culture radicalement originale. Les faits montreront bientôt que cet effort voué à l'échec dans un pays où la littérature humanitaire avait si profondément imprégné la conscience populaire : jusqu'à l'intérieur du syndicalisme révolutionnaire dont Lafargue était par certains côtés proche, le goût reste très traditionnel. L'ironie de Lafargue ne porta guère atteinte au prestige du « père Hugo ». Il y avait peu de bases en France pour une « révolution culturelle ».

L'autre réponse vint de Jaurès. Il l'avait pressentie à l'époque où il commentait régulièrement les livres du jour dans la *Dépêche*. Il l'exprima avec beaucoup plus de force pendant les années suivantes, lorsqu'il eut abandonné le petit enclos du journal toulousain pour se consacrer essentiellement, pendant un temps, à la lutte politique et se réserver de n'évoquer que les œuvres majeures et les hauts problèmes. La fonction du critique, il l'a définit alors en relation étroite avec celle du militant. Il doit rappeler sans cesse qu'il est impossible d'élaborer une vaste culture humaine dans une société divisée en classes et où l'art et la littérature sont en fait réservés aux privilégiés. Dans ces conditions l'héritage culturel est un leurre que l'école est impuissante à transmettre[25] : il faut donc changer les conditions. Mais en même temps, débordant le domine des livres et intégrant pleinement son activité épisodique de critique littéraire à son activité permanente de philosophe, d'historien, de militant, Jaurès montre que grâce à leurs organisations, et de nos jours à leurs syndicats, les travailleurs élaborent une culture autonome qui rejoint celle des livres, une « encyclopédie vivante » à l'image de l'*Encyclopédie* du XVIIIe siècle[26]. D'Italie, Antonio Labriola eût été d'accord avec cette manière de reporter sur l'ensemble de la praxis la mission culturelle de la critique littéraire[27].



Des thèmes liés à leur temps

Les relations entrevues jusqu'ici entre la critique littéraire et le socialisme pendant les quinze à vingt dernières années du siècle n'ont pas seulement un caractère « régional ». Elles portent aussi la marque de leur temps. Et d'abord d'une époque où le socialisme n'était pas encore fortement institutionnalisé. Les sociétés de pensée, les imprimeries, les comités de rédaction de revues ou de journaux, sans parler des syndicats,





adhèrent souvent les qualités aux différents partis socialistes français[28]. En Angleterre, la Fabian Society se veut explicitement foyer de pensée. En Roumanie une revue est un centre de socialisme. Il faudrait évidemment rassembler une documentation beaucoup plus diverses et précise pour dire s'il s'agit là d'une situation générale. Dans l'ensemble, cependant, elle semble fondée. La diversité structurelle à l'intérieur d'un même parti est héritée d'un passé relativement informel. L'époque des partis politiques est en train de naître, elle n'a pas encore atteint son plein épanouissement[29].

D'autre part, l'espérance reste vive dans la victoire prochaine de la révolution et d'une révolution qui, comme l'explique, par exemple, William Morris[30], englobe l'homme tout entier : l'homme économique, l'homme politique, l'homme culturel. Ce messianisme entraîne de nombreux jeunes intellectuels dans les rangs du socialisme, d'autant qu'il s'accompagne, grâce à la pénétration du marxisme, d'une analyse historique par laquelle le socialisme devient nécessité. En France par exemple, les années 1893-1896 sont marquées par l'essor du groupe des Étudiants Collectivistes de Paris, véritable pépinière de militants[31]. D'autres apparaissent en province, à Toulouse notamment, où Lagardelle fait ses premières armes et lance même une revue éphémère, la *Jeunesse socialiste*[32]. Le groupe des Étudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris se constitue à la même époque[33]. Telles sont les répliques françaises à Gherea. De l'est à l'ouest de l'Europe, le socialisme recrute activement dans la jeunesse intellectuelle, et le décalage chronologique des États-Unis, étudié plus loin par Marianne Debouzy, doit lui-même être mis en relation avec le décalage global du socialisme américain.




Cette atmosphère aide à rendre compte des valeurs communément exaltées en Europe par la critique littéraire qui se réclame du socialisme, même lorsqu'elles sont soumises à des interprétations différentes. Nous pouvons saisir ainsi les lambeaux de l'univers culturel de l'intelligentsia socialiste et de ceux qu'elle influence.

Référence unanimement valorisée : le contenu social et politique de l'œuvre, presque toujours identifié au sujet qu'elle traite. Même lorsque, comme c'est le cas dans les pays soumis à une vive pruderie officielle –, l'Angleterre, l'Allemagne[34] – les socialistes revendiquent hautement et constamment la liberté totale de l'écrivain, les œuvres dont ils parlent



sont presque toujours choisies en fonction du milieu où l'histoire se déroule. Tout roman, toute pièce qui met en scène les travailleurs bénéficie d'un préjugé favorable et appelle l'analyse, même si c'est pour contester l'exactitude du portait. Le prestige de Zola, grâce à qui, dira encore Jaurès à Toulouse le 2 février 1914, « c'est la masse des souffrants et des exploités qui sort de l'ombre », celui de Georges Renard, considérable jusqu'en Allemagne[35], celui de Tolstoï, chantre de la paysannerie, sont dus pour l'essentiel aux sujets traités. Ces préoccupations s'expriment même… en vers : en mai 1895 on voit le futur romancier paysan, Émile Guillaumain, alors soldat, composer un sonnet de critique littéraire où il exhorte les écrivains à reconnaître dans « le pauvre » un matériau romanesque :

« Mais nul n'a le courage ou la force d'oser.
Le peuple est race à part et race à mépriser.
Le peuple ne vaut pas qu'on le mette en un livre !
Je voudrais qu'un géant survienne sans retard
Qui refuse aux oisifs droit de cité dans l'art
Et consacre sa plume au peuple qui fait vivre[36] »



Plus encore que la peinture du travailleur isolé et louangée celle des foules[37]. La sympathie pour ceux qui peinent, l'exaltation de toute œuvre consacrée à la vie des masses se lisent aussi bien dans les périodiques français et allemands que dans la revue américaine *Le Camarade*, qui paraît à New-York entre 1901 et 1905. Le relais de Zola sera d'ailleurs pris par Upton Sinclair : à la différence de l'autre de *Germinal*, celui de *la Jungle* se proclame socialiste, et la presse social-démocrate de très nombreux pays présente chaleureusement ce roman sur les abattoirs de Chicago quand elle n'est pas la première, comme c'est le cas en France pour l'*Humanité*, à en publier de larges passages inédits[38].

L'écrivain est donc défini comme celui qui fait connaître la vie sociale. Ce que notait, à propos de la vision russe de la peinture, Alain Besançon, caractérise en fait la vision commune des critiques littéraires socialistes. Le romancier, le dramaturge – sur le poète on est en général moins prolixe – ont une mission de morale sociale. Initiation aux réalités de la société, l'œuvre littéraire doit dénoncer, ou, disent les plus subtils, appeler la dénonciation. L'art doit servir. Aussi les recherches esthétiques entreprises à la fin du siècle n'ont-elles pas la faveur des socialistes. Le





symbolisme en particulier est dénoncé pour son renoncement à tout service social et pour l'exaspération ou le languissement du moi qu'il manifeste, prélude à tous les mysticismes. L'art pour l'art est unanimement condamné. De la Russie à la Grande-Bretagne, la mise en accusation est générale : « L'art pour l'art ne peut plus se défendre, car notre société, en mal de transformation, a un besoin trop grand du concours de toutes les forces vives qu'elle renferme » : cette formule, employée en août 1893 par la *Revue socialiste*, résume l'opinion commune[39].

La prééminence ainsi accordée au fond s'accompagne de la valorisation d'une attitude critique « scientifique ». Certes, le terme est ambigu. Certes aussi, on compte des exceptions notables. Les revues américaines semblent ignorer ce souci : le scientisme athée a eu peu de prise sur une société aussi profondément imprégnée de religiosité. D'autre part, la pénétration du marxisme, fût-ce sous ses formes les plus schématiques, y a été, dans les milieux intellectuels, plus tardive et moins étendue que sur le vieux continent. En France, par ailleurs, toute une tradition normalienne, largement représentée dans l'intelligentsia socialiste depuis les années 1890 – au degré le plus hait par Jaurès – se méfie du scientisme, déteste nommément Taine et n'a du marxisme qu'une connaissance partielle. Il faudrait songer aussi, en Angleterre, à William Morris.



Quelque importantes qu'elles soient, ce ne sont que des exceptions. L'héritage scientiste a vigoureusement marqué l'Europe social-démocrate et le marxisme s'y est, me semble-il, dans une grande mesure inséré. Or, en critique littéraire, le scientisme a un nom : Taine. On ne risque guère de surestimer son influence, directe ou non, sur ceux de ses successeurs qui se réclament à la fin du siècle de ce socialisme dans l'abhorration duquel il mourut. Non seulement Taine, en affirmant que la beauté d'une œuvre est due au milieu qu'elle reflète, légitime l'orientation de la critique vers l'étude sociale, mais, en confondant le travail critique avec la recherche de la race, du milieu et du moment, il a décidé de traiter la création littéraire comme un produit et crée « la critique des ailleurs ». Quel chant de confiance monte vers lui et vers ses disciples : Georg Brandès, Émile Hennequin, « Hennequin l'admirable », comme l'appelle en 1894 Adolphe Tabarant[40] ! La loi de dépendance mutuelle de Taine « va nous tracer notre tâche de critique », écrit Tabarant, qui en profite pour exiger, à l'intérieur du camp socialiste, la disparition des « proses fleuries et lourdes des normaliens… stagiaires d'académies, engoncés



dans l'art convenu». Et de réclamer que la critique renonce à ses prétentions normatives et se borne à l'étude mécanique de la physiologie de l'auteur et de son milieu social. Tabarant est rapidement rappelé à l'ordre: trop de normaliens fleuris peuplent le socialisme français. Mais l'ombre de Taine n'en flotte pas moins sur de très nombreux critiques littéraires de notre pays, y compris sur Lafargue, qui croit curieusement le contredire (il ne fait que le préciser), lorsqu'il évoque en 1896, dans les *Origines du romantisme*, l'écrivain «rivé à son milieu social».

Le Taine de l'Europe du Nord, c'est Brandès, Danois né en 1842, fortement influencé par Stuart Mil et plus encore par Taine lui-même. Sa vaste culture[41], son enseignement, qui se poursuit à Copenhague puis à Berlin et de nouveau à Copenhague, en font à la fin du siècle le maître de la critique littéraire comparée. Ne nous étonnons pas trop que son nom soit presque inconnu en France: on ne traduisit de lui, avant 1914, qu'un seul volume, grâce aux soins de Victor Basch[42]. Il diffère de Taine par son enthousiasme et sa flamme, assez peu par sa méthode, et se proclame son disciple.





Rien de plus facile que de tirer de Brandès et de son maître les rudiments d'une critique «sociologique»: «Si un pommier doit donner des pommes, s'écrit Plekhanov dans l'*Art et la vie sociale*, l'art d'une époque décadente doit être décadent». Le travail du critique consiste donc à analyser les «hors-d'œuvre». Un Anatole Baju, un Tabarant, les scientistes français insistent davantage sur la physiologie de l'auteur. Ceux qui se réclament de Marx sur les conditions sociales dans lesquelles l'œuvre a été produite. Que l'accent soit mis, comme chez Lafargue, sur la dépendance de l'écrivain par rapport à son milieu, comme chez G.-B. Shaw, sur les limites que la société capitaliste impose à la production littéraire, ou, comme chez Plekhanov, sur la lutte des classes, le critique socialiste, lorsqu'il se réfère à une méthodologie, la veut scientifique et déclare qu'elle peut rendre compte intégralement de l'œuvre.

Tels sont quelques-uns des éléments qui constituent le fonds culturel commun du socialisme européen pour autant que la lecture des critiques socialistes peut nous aider à en entreprendre l'exploration.



Passager recul

Au début du siècle, jusque vers 1910, les intellectuels, y compris les plus ardents à chercher des voies nouvelles, vont tendre à s'écarter du socialisme. Jaurès décrit cet éloignement dans un important article de la *Revue de l'Enseignement primaire*[43] et s'en inquiète : « Au moment de l'affaire Dreyfus, les intellectuels les plus grands entrèrent en communion avec la démocratie la plus ardente, avec le socialisme le plus militant… À quoi tient le divorce de forces qui avaient paru se rapprocher et s'unir ? » Une étude chronologique plus serrée et plus exhaustive ne mettrait-elle pas en évidence le même divorce en Italie et en Allemagne, en Roumanie[44] ?



Bien des raisons peuvent être invoquées pour expliquer cette évolution. Aucune naturellement n'a pour le moment d'autre valeur qu'hypothétique. Je me limiterai à celles qui touchent de près à notre sujet. « Les eaux tièdes et fades que l'art d'épigones petit-bourgeois déversa à la fin du siècle[45] » ont lassé les intellectuels d'avant-garde. Las de la médiocrité formelle qui se dissimulait souvent sous le nom de naturalisme, sans même que le prolétariat fût unanime à en approuver le contenu[46], ils se détournent aussi bien de la substance des grandes œuvres que de l'académie de la forme, alors que les masses populaires, qui accèdent à la culture, veulent en majorité connaître la substance et boire « les eaux tièdes » : leur température et leur consistance s'adaptent aisément à ce que l'école enseigne, à ce que publie le journal quotidien. La discordance eut portant été moindre si les artistes, comme les critiques d'avant-garde, avaient continué à croire proche la révolution. Or leur confiance décline souvent, tout au moins dans l'Europe centrale et occidentale. Ce recul de l'espérance ne leur est pas propre : on ne comprendrait pas, si l'on refusait d'en tenir compte, les contours du révisionnisme. La hâte de réaliser qui, au début du siècle, hante Bernstein et, différemment, Jaurès, elle vient de la certitude, récemment acquise, que l'essentiel ne sera pas conquis de sitôt. Il en est ainsi même en Russie dans l'atmosphère de dépression politique qui suit 1905. La parlementarisation du socialisme, de plus en plus structuré en partis politiques dont l'unité de base est le groupe de quartier adapté aux campagnes électorales, renforce l'éloignement des intellectuels. Comment s'insérer ? À quoi bon en particulier formuler, en tant que socialiste, un jugement





critique sur la littérature ? C'est la question que Bernstein avait, dès, 1892, mais à l'époque sans grand écho, posée avec pertinence : « Le vrai combat, tel qu'il est mené aujourd'hui, c'est-à-dire par le mouvement ouvrier social-démocrate, s'accorde difficilement avec les prétentions des belles lettres. Que peut-on faire dans la littérature d'un discours sur la protection du droit de vote ? ». Point de vue sans aucun doute d'une extrême étroitesse, mais qui répond, sans aucun doute aussi, à la conscience commune de nombreux intellectuels, aux environs de 1900 : que reste-t-il à médiatiser ? Que faire ? Pour le moment beaucoup jouent les Achille : leur tente les accueille.

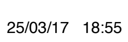
À la veille de la guerre : vers une nouvelle critique

Nous voici au troisième moment : à la veille de la guerre, quelque chose va bouger. Les quatre ou cinq années qui précèdent le grand massacre voient, dans toute une série de domaines, naître le XXe siècle : contradictions aiguisées, contacts nouveaux, rapprochements inattendus, fossés longtemps profonds et dont on entrevoit soudain la possibilité qu'un jour ils se comblent, tension dramatique de l'histoire et vision neuve du monde. Le renouvellement précipité et comme haletant, angoissé, ne laisse guère de domaines intacts. La critique littéraire et le socialisme vont eux aussi modifier leur système de cohabitation.



La crise des valeurs symbolistes, pour reprendre le titre de la thèse de Michel Decaudin[47], la disparition des grands romanciers naturalistes : autant d'éléments du renouveau culturel qui est pour beaucoup dans l'attitude nouvelle de nombreux critiques socialistes. Mas dans plus d'un cas – la France est le plus clair de ceux qui nous sont quelque peu connus – on ne saurait comprendre les tentatives qui se font jour vers une « nouvelle critique » sans tenir compte aussi du mouvement politique.

L'époque – le tournant du siècle – où le socialisme, pénétrant dans les Parlements, avait tenté de vastes efforts pour se donner les moyens de le faire victorieusement et pour élaborer des réponses concrètes à l'ensemble des problèmes discutés par la « classe politique » n'était certes pas près de s'achever. Mais le mouvement s'avérait moins linéaire que d'aucuns l'avaient espéré. Une poussée nationaliste et chauvine, intellectuellement irrationnelle, liée sans doute, quant au fond, à l'exaspération des nationalismes, grondait en Allemagne, où les romans antisémites





faisaient fureur, en Italie avec Marinetti[48] et d'Annunzio, en France. À partir de 1911, la guerre se fait plus menaçante, certains pensent qu'elle est le seul moyen de rajeunir un monde vieilli, et une inquiétude profonde saisit de jeunes intellectuels qui s'étaient jusque-là tenus à l'écart de la vie publique : ont-ils eu raison de ne pas se mêler à la bataille, de limiter leurs voix à de brèves plaquettes poétiques ? N'ont-ils pas contribué ainsi à laisser croire que les valeurs nourrissantes étaient du côté des nationalistes ? N'est-il pas temps de changer ? Ces débats de conscience sont exposés avec une particulière lucidité dans diverses petites revues d'intellectuels français et notamment dans *l'Effort* que Jean-Richard Bloch, jeune professeur à Poitiers, anime depuis juin 1910, puis dans *l'Effort libre*, qui lui succède en mars 1912. Ils alimentent largement deux décisions parallèles : adhérer au Parti socialiste, créer une critique littéraire d'un style nouveau, qui combatte le nouvel obscurantisme en indiquant à l'homme « la route où il rencontrera ses semblables[49] ».



Cette attitude est loin d'être l'apanage de ceux qui vont vers le socialisme organisé. En janvier 1911, dans une revue récemment créée et qui fera fortune non sans avatars, la N.R.F., Jacques Copeau déplore le peu de vigueur des chroniques théâtrales de Léon Blum, leurs insuffisantes exigences, il réclame « un rude censeur, un honnête homme éclairé qui sans relâche dénonce la faiblesse et le désordre, démasque le mensonge[50] ». Il est vrai que Copeau dont le théâtre des Arts, boulevards des Batignolles, marque l'aboutissement de longues recherches, a de fermes soutiens chez les intellectuels de gauche[51] : il ne se réclame pas pour autant du socialisme. Ce qui se produit en fait, c'est un appel multiple à une critique nouvelle : le courant de pensée socialiste se prépare intelligemment et activement à la capitaliser.



La demande venait enfin du mouvement ouvrier lui-même, ou tout au mois de ses secteurs les plus avancés. En France, J.-R. Bloch était lecteur de leur revue qu'il appelait « la vaillante petite *Vie ouvrière*[52] ». Quand on en parcourt, depuis sa fondation au milieu de 1909, la rubrique « À travers les livres », on est frappé au début du caractère étroit de son horizon. Puis s'ouvre une nouvelle chronique « Parmi nos lettres » : les lecteurs qui écrivent souhaitent une « partie littéraire » où l'on évoque les grandes écrivains, Shaw, Gorki, où l'on guide vers le théâtre « le peuple travailleur[53] ».





Je voudrais à présent, dépassant le cadre français, tenter de cerner des problèmes plus généraux qui concernent, de façon étroitement liée, la conscience collective et ses manifestations culturelles entre 1910 et 1914.

L'inquiétude se manifeste en France devant la pauvreté de la critique courante et la poussée du nationalisme n'est pas propre à notre pays. Gramsci fera état un peu plus tard, dans une lettre à Trotski, en date du 8 septembre 1922[54], de l'extrême popularité du futurisme dans la classe populaire italienne : la revue *L'Acerbo* dira-t-il, qui tirait à 20 000 exemplaires, était diffusée pour les quatre cinquièmes parmi les ouvriers. L'aspect chauvin du mouvement y est apparemment pour davantage que le modernisme de la forme[55]. Mais on comprendrait mieux encore ces incertitudes, parfois ces angoisses, en les situant dans un ensemble beaucoup plus vaste qui englobe jusqu'aux États-Unis d'Amérique. De larges couches de la société, pour la première fois, échappent à leur auto-satisfaction et accèdent au souci. M. Debouzy note qu'on ne peut comprendre le renouvellement de la critique littéraire aux États-Unis sans le replacer dans la mise en question du conformisme vers 1910. Et quoique les manifestations en soient tout autres, c'est aussi à l'obscure conscience d'un monde nouveau, plus dur que le précédent, le monde de la guerre et de l'impérialisme, qu'il faut se reporter si l'on veut saisir pourquoi en Hongrie et en Allemagne, à la même époque, le jeune Lukacs, fort loin encore du socialisme, mettait au point, dans l'*âme et les formes*[56], le concept de vision tragique : le problème de la mort, éliminé de la conscience philosophique pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, la réintégrait, ô surprise ! dans la revue des néokantiens de Heidelberg.




On aurait tort pourtant de ne déceler que l'insécurité mentale dans cette atmosphère culturelle nouvelle. L'exaltation s'y mêle étroitement : la conscience allègre, joyeuse parfois, de vivre une époque de vitesse, de participer à une existence collective intense, au cœur des villes et des machines, loin de la « vieille lune romantique ». En 1914, le futuriste italien Boccioni crée ce mot affreux, « modernolatria[57] ». Au même moment, Henry Guilbeaux s'écrie dans une conférence sur « la poésie des machines[58] » : « Nous sommes bien plus nerveux, plus sensibles, plus haletants. Nos cœurs et les moteurs battent à l'unisson. » Il semble que l'attitude futuriste qui se développe rapidement à partir de 1910 ait constitué une première expression de cette mentalité neuve, diverse selon



les pays, mais unifié par le désir d'échapper à tous les contrôles doctrinaux et de créer des formes esthétiques adaptées à la modernité de l'existence.

Peut-on dès lors décrire l'orientation nouvelle de la critique littéraire liée au socialisme ? La critique russe conserve des caractères originaux. Ce n'est pas de gaieté de cœur que les dirigeants bolcheviks et mencheviks, d'âge déjà mûr, voient se développer les nouvelles tendances littéraires, du symbolisme au futurisme. Sans doute un S.R. de gauche comme Razoussik défend-il passionnément les symbolistes. Sans doute le futur commissaire du peuple à l'Instruction publique, Lounatcharski, homme de vaste et universelle culture, « sensible au charme envoûtant de la littérature moderne[59] », se montre-t-il très préoccupé d'harmoniser l'espérance métaphysique des nouveaux intellectuels et l'espérance sociale des socialistes, et d'intégrer aux perspectives culturelles de la révolution les formes modernes de la littérature. Sans doute Gorki a-t-il participé, en 1907-1908, au mouvement des « Constructeurs de Dieu », mais dans l'ensemble, et plus encore envers les futuristes qu'envers les symbolistes, les réactions sont négatives.




Chez Lénine, qui a vigoureusement combattu, pour des raisons théoriques, les « Constructeurs de Dieu », un goût très classique s'accompagne du refus de dogmatiser en esthétique à partir de ses appréciation personnelles[60]. Il n'entend pas non plus juger l'œuvre littéraire au nom de son contenu explicite. C'est le sens des longs articles que, de 1908 à 1911, il consacre à Tolstoï : l'œuvre littéraire n'est pas reflet de la réalité, mais « miroir », c'est-à-dire ambiguïté, et c'est le commentaire militant du critique qui a la charge de dégager l'idéologie[61]. Quant au futurisme, Lénine s'en préoccupe peu à cette date. Trotski, lui, si l'on en croit ce qu'il écrira plus tard dans *Littérature et Société*[62], eut formulé une condamnation plus catégorique. Quant à Plekhanov, son interprétation se faisait avec l'âge de plus en plus étroite : suscités par le déclin de la bourgeoisie, le futurisme comme le symbolisme ne peuvent être que privés de beauté[63]. Lounatcharski lui-même se montre devant le futurisme d'une extrême sévérité, d'autant qu'à partir de 1912 il revient à une stricte orthodoxie marxiste[64]. À quatre ou cinq ans de la révolution d'octobre, la critique littéraire socialiste en Russie accentue son unité et sa pression militante, mais sans que s'opère de rapprochement entre elle et les tendances les plus modernes de la littérature.



«Les temps de la seule pression littéraire sont déjà révolus», avait dit Lénine[65]. Hors de Russie on est en train d'accéder l'idée d'une critique littéraire révolutionnaire plus encore que «socialiste». C'est sans doute là que réside le caractère commun le plus frappant des multiples tentatives qui, avec la guerre, pour un temps avorteront. Mais que de nuances d'un pays à l'autre !

En France, l'accord se fait, de la *Vie ouvrière* au *Mouvement socialiste*, de l'*Effort Libre* aux *Feuilles de Mai*, (le premier n° paraît en novembre 1912, avec Jean Lurçat), des *Cahiers d'aujourd'hui* (premier n° en octobre 1912 avec Georges Besson et Léon Werth) aux *Horizons* (mars 1913, avec Marcel Millet et Gabriel Reuilard), pour la révolution sociale «en toutes lettres», écrit J.-R. Bloche, contre «les littérateurs du jour, patriotes, catholiques et bourgeois[66]», et pour la défense des peuples opprimés. À la suite de nombreuses entrevues qui ont souvent lieu chez André Spire, un groupe de jeunes fonde, en 1913, la «Guilde des Forgerons», pour coordonner les revues littéraires de «contre-réaction». Ce qui les unit, c'est bien, comme l'écrit Bloche en tête de *l'Anthologie de l'Effort libre*, «une éthique et une politique», plus qu'une esthétique. La critique littéraire révolutionnaire a trouvé son unité dans l'idéologie, dans le militantisme politique et moral. Dès lors les esthétiques peuvent diverger : touts seront intégrables à la révolution. «L'art social, écrit, le 20 juillet 1913, G. Vidalenc, dans la *Vie ouvrière*, ne peut être obtenu que par la rupture avec la routine, l'effort de tous les novateurs[67]». Dans les pays anglo-saxons, enfin, où la pression conservatrice sur la culture s'est manifestée beaucoup plus fortement et plus longtemps, l'épanouissement révolutionnaire de l'avant-guerre semble révéler à certains milieux socialistes la possibilité d'une avant-garde susceptible de lier un langage nouveau au message nouveau. C'est ce que pensent Shaw et Wells aux alentours de 1912 et c'est aussi ce qui ressort de l'étude faite par M. Debouzy du magazine *Masses*, très «nouvelle gauche révolutionnaire», cette revue porte témoignage de la naissance d'un courant culturel et politique qui réapparaîtra à plusieurs reprises dans l'histoire des États-Unis et, en même temps, de la participation de la république américaine à un phénomène général qui se retrouve, à la veille de la guerre, de l'Oural aux Rocheuses.



La critique littéraire élaborée par les socialistes dans les quinze dernières années du XIXe siècle et les quinze premières du XXe n'a guère



fait avancer, finalement, la conception – peut-être mythique – d'une esthétique socialiste. Sans aller jusqu'à penser, comme Antonio Labriola, que la création artistique, ombre sur la vérité plutôt qu'ombre de la vérité, mérite méfiance presqu'au même titre que la religion et constitue le résidu irrationnel d'un cycle historique qui s'achève, les intellectuels socialistes ne se sentaient pas, dans ce domaine, en prise directe sur le réel. Peut-être faut-il faire exception pour la Russie où la littérature, privilège encore de quelques-uns dans les années 50, s'est, au début du siècle, intégrée aux préoccupations du grand nombre et où la tradition d'une critique directement tournée vers la transformation révolutionnaire de la société ne s'est jamais affaiblie.

Par contre, les socialistes qui ont fait de la critique littéraire ont fourni un effort réel pour rompre avec cette critique qui n'est qu'un récit sur le récit et avec cette autre qui se prétend normative et distribue des prix de style à défaut de prix de vertu. Les vertueux certes n'ont pas manqué, les stylistes n'ont plus ; mais dans l'ensemble, relayant Taine et l'enrichissant, les socialistes ont contribué à faire reconnaître l'intérêt d'une « critique des ailleurs », d'une critique historique et sociale. À ce titre ils ont leur place, en tout pays, dans une histoire de la critique littéraire, même si leur présence, leur activité, n'a pas toujours été considérée comme intensément nécessaire dans le mouvement socialiste.



C'est enfin dans la dénonciation des tares sociales et des mécanismes sociaux à travers le champ d'application de l'œuvre littéraire que, de Shaw à Lénine, ils ont souvent donné le meilleur d'eux-mêmes. Ce qu'ils prônent alors, indirectement et parfois directement, c'est une société où régnera une nouvelle éthique et où l'accès à l'art sera ouvert à tous. Mais quel art ? Sur ce point, dans l'ensemble, ils se soucient peu d'être explicites. Lénine déclare que le peuple décidera, Ma Eastman que toutes les audaces seront permises, Jaurès annonce une littérature ample et harmonieuse. En fait, il n'y aura de littérature socialiste qu'en société socialiste, mais il peut y avoir dès maintenant une critique révolutionnaire. Nous avons vu comment, à la veille de la guerre, elle devient, sinon une réalité, du mois une aspiration fréquente.

Rien d'étonnant dès lors, de ce seul point de vue, si le socialisme s'est montré, surtout dans les journaux et les revues où il s'exprimait de façon officielle, favorable à une littérature formellement assez traditionnelle. Le goût que la social-démocratie a entériné et diffusé ne fut que bien





rarement d'avant-garde et, lorsque ce lui arriva, ce fut au prix de vives contestations. C'est qu'il s'agissait d'éduquer l'homme pour qu'un jour il pût, selon les pays et les tendances, voter socialiste ou se battre pour le socialisme. Il s'agissait de former une société nouvelle, non de permettre une vision nouvelle de l'homme. C'est pourquoi, de Gherea à Jaurès, les plus grands critiques littéraires socialistes furent aussi, dans leurs pays, parmi les leaders socialistes les plus grands. Ils soulignèrent avec force la responsabilité et le rôle des hommes de pensée dans la préparation d'un grand mouvement social.




« Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », ***Le Mouvement social*****,**
n° 59, avril-juin 1967, p. 3-28



La littérature socialisante et la représentation du futur en France au tournant du siècle

Le vaste champ des représentations que Robert Mandrou a si largement contribué à défricher a surtout fait l'objet, jusqu'à présent, pour la période qui coïncide avec la fin du XIX[e] et le début du XX[e] siècle, d'études tournées vers la vision du passé. Pour ne signaler que quelques travaux tout à fait récents ou en cours, on évoquera le livre de Marc Ferro sur les manuels scolaires[1], la thèse d'État que Jean El Gammal consacre à la présence de l'histoire dans la vie politique au début de la III[e] République, le décryptage enfin de quelques histoires de vie où se lit, à la différence du temps historique institutionnalisé, le temps vécu par les individus et à travers lesquelles apparaît le décalage entre la sphère du politique et celle de la vie quotidienne[2]. On peut penser cependant que la représentation de l'avenir, cet «horizon des attentes et des refus», pour reprendre une expression de Henri Desroches dans sa *Sociologie de l'espérance*, mérite elle aussi exploration.

Surtout quand on s'intéresse au fait socialiste, en voie difficile de cristallisation politique pendant ces années. Les socialistes français n'ont-ils pas la réputation de s'avancer sur scène, porteurs d'un discours et d'une gestuelle prophétiques? C'est ainsi du moins que les autres, souvent, les voient. Tel Guesde saluant de son corps émacié et de sa chevelure flottante la terre promise à laquelle il en appelle. Tel Allemane, dont le portrait est brossé en 1903 par Adolphe Brisson dans un livre justement intitulé *Les Prophètes*: «Soudain il a changé de visage, ses



paroles ont respiré une foi sereine et simple, et j'ai été frappé par l'enthousiasme qui y régnait… Alors c'est l'égalité parfaite, c'est le bonheur. Tous les rouages du monde capitaliste sont détruits : l'armée, la magistrature, le clergé… Plus de propriétaires ! Plus de rentiers ! Plus de papiers fiduciaires ! Plus de monnaie, cette exécrable invention qui allume les convoitises des hommes. » La citation est un peu longue, mais elle a le mérite de synthétiser autour d'un ouvrier socialiste, ancien communard, dreyfusard, étroitement lié au mouvement syndical et aux coopératives de production, des traits dont le flamboiement se retrouve, dit-on, comme éclaté chez d'autres militants.

Et pourtant, quand sonne pour les partis l'heure de l'implantation politique, d'assez nombreux socialistes, Jules Guesde en tête, se polarisent sur les textes du corpus marxiste les plus critiques à l'égard de toute évocation de l'avenir. C'est en opposition aux utopies prémarxistes qu'est présenté le socialisme scientifique : face à l'utopie, ce rêve du futur, se dressent la science, et son pouvoir d'analyser le présent. Deux citations de Marx reviennent alors, lancinantes : « À quoi bon formuler dès aujourd'hui des recettes pour les marmites de l'avenir ?[3] » et : « La classe ouvrière n'a pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décrets du peuple[4] ». On peut, il est vrai – et cet aspect des choses contribuera à fonder nos questions –, non seulement douter de l'adhésion globale des militants socialistes à ce refus – Marx, inégalement servi par ses disciples, ne jouit pas, on le sait, d'une cote égale dans les divers courants dont la confluence conflictuelle constitue le socialisme français –, mais encore s'interroger sur la réémergence du discours sur la société future jusque dans les milieux qui se réclament, au tournant du siècle, du « marxisme de la IIe Internationale[5] ». Au cœur des tensions entre les orthodoxes et Bernstein, apparaît contre l'hérétique l'idée que le mouvement n'est pas tout, ou encore, autre manière de dire la même chose, que le but est quelque chose. C'est en somme ce qu'écrit Kautsky, en 1898, dans la préface à *Produktion und Konsum im Sozialstaat*, qui paraît sous la signature d'Atlanticus[6]. C'est aussi ce qu'écrit Jaurès, la même année, dans sa préface à *L'application du système collectiviste*, œuvre d'un guesdiste, d'assez fraîche date il est vrai et doté de quelque turbulence, Lucien Deslinières[7]. Ainsi se trouve comme libéré le désir de parole sur l'avenir jusque-là quelque peu refoulé par une révérence confusément ressentie.






Et l'on voit désormais maints guesdistes de bonne obédience ajouter leurs voix au chœur de ceux qui n'ont pas hésité à « chosifier » l'avenir.

Il semble donc intéressant de regarder dans quelle mesure la littérature socialisante a joué entre 1890 et 1914 la carte du futur. Littérature socialisante : un concept flou assurément. Que recouvre-t-il ? Un peu arbitrairement peut-être, mais en correspondance avec le sens militant de l'expression, je propose d'y ranger deux catégories de textes dont rendent compte les revues et les journaux socialistes : romans et essais. Je renonce avec beaucoup de regrets d'une part, faute de temps, aux textes anarchistes – ce qui conduit à se saisir en un sens étroit du « socialisme » – et d'autre part aux chansons dont le corpus est encore fort mal établi à l'exception du Nord[8], et dont l'interprétation pose des problèmes particulièrement délicats. Plus délicats encore que ceux, pourtant considérables, soulevés par la lecture des romans. Parmi ceux-ci, deux ensembles. Le premier groupe est publié entre 1890 et 1893. Voici, en 1890, *La Cité future* d'Alain Le Drimeur, suivi, en 1891, par deux traductions[9], coup sur coup, du roman de Bellamy, *Cent ans après ou l'an 2000*, paru en 1888 aux États-Unis, et enfin, en 1893, par un récit d'Auguste Chirac, *Si… Étude sociale d'après-demain*. Si nous ne savons presque rien sur Le Drimeur, les autres auteurs se situent clairement à l'intérieur de la nébuleuse socialiste. Sur la lancée du succès, considérable, de son roman, Bellamy a créé aux États-Unis des « clubs nationalistes » qui se rattachent à un vaste mouvement de protestation porteur de la volonté de nationaliser les moyens de production et politiquement proche du Parti populaire. Quant à Auguste Chirac, son antisémitisme, dans la tradition de Toussenel, ne lui interdit pas, à l'époque, de collaborer de temps en temps à la *Revue socialiste* et d'admirer presque également – *Si…* en témoigne – Guesde et Drumont. La critique littéraire socialiste médiatise avec force ces trois romans : en août 1893, Benoît Maon, le fondateur de la *Revue socialiste*, en jauge la nouveauté, à quelques mois de sa mort.



Cinq à six ans plus tard émerge un nouvel ensemble proposé à la lecture des socialistes par une presse qui s'est diversifiée à proportion des progrès du mouvement depuis l'explosion de 1893, les « événements fondateurs » de 1895[10] et l'affaire Dreyfus. Voici, de 1899 à 1903, les « Trois Évangiles » de Zola – *Fécondité* (1899), *Travail* (1901), et *Vérité* (1903) –, ainsi qu'un roman d'Eugène Fournière, *Chez nos petits-fils*





(1900) et, cinq ans plus tard, *Sur la pierre blanche*, d'Anatole France. Vieux socialiste, ex-communard, Fournière est en bonne compagnie avec France qui, depuis l'Affaire, fait figure de compagnon de route et Zola, dont la pensée, nourrie de fouriérisme, s'est en outre étoffée de militantisme depuis « J'accuse ».

Entre tel de ces romans où la part de l'affabulation romanesque se réduit à l'extrême – ainsi, *Chez nos petits-fils* – et tel essai pourvu de la brillance et de la rondeur d'une perle comme « La Cité heureuse » que Péguy publie en 1897, sous le pseudonyme de Pierre Deloire, dans la *Revue socialiste*, la distance n'est pas considérable. Pourtant le corpus des essais les plus importants où les socialistes français entreprennent de brosser le portrait de la société future mérite d'être évoqué séparément. Il s'agit en 1895 d'abord de réflexions « lourdes » comme les articles que Jaurès publie dans la *Revue socialiste*, prolongeant ainsi un débat commencé deux ans plus tôt dans *La Dépêche de Toulouse*[11]. Un peu plus tard apparaissent les gros volumes : ainsi en 1898 *Le régime socialiste* de Georges Renard et en 1899 *L'application du système collectiviste* – 600 pages bien serrées – ou, d'un ton plus vif, le tome de l'*Encyclopédie socialiste* « Comment nous sommes socialistes », confié en 1913 par Compère-Morel à Sixte-Quenin, le député d'Arles. Ce peuvent être aussi des propos plus rêveurs comme le texte, déjà cité, de Péguy ou « Conjungo » que Lafargue publie en 1901 dans *Le Socialiste*. Voici enfin les « codes », un genre assez particulier où s'exprime la tentation juridique, ce mal français : déjà présente dans *La Cité socialiste* d'Ernest Tarbouriech (1902), un docteur en droit converti au socialisme, elle triomphe dans les *Lois collectivistes pour l'an 19…* de Georges Dazet, un avocat de Tarbes, guesdiste et franc-maçon, et, davantage encore, avec le délire réglementaire qui, entre 1908 et 1912, s'empare de Deslinières, toujours lui : son *Projet de Code socialiste* ne compte pas moins de trois volumes et énumère 1 294 propositions de lois.



Dès la première vague romanesque, mais davantage encore lorsqu'on approche de l'exact tournant du siècle, le discours de cette littérature rompt avec le prophétisme de la parole. Au langage ardent, au ton dramatique, à la rhétorique convaincante, aux envolées tendues vers l'espérance du bonheur commun, tend, sauf exceptions – Zola bien sûr –, à se substituer une entreprise de réflexion et de conquête pédagogique



qui répond au besoin d'une vision plus précise. Il peut être utile de voir si et comment elle parvient à s'ancrer dans la culture française, et intéressant d'en discerner les traits essentiels – quelles priorités ? quelles propositions ? quelles lacunes ? –, enfin de s'interroger sur l'accueil reçu par cette production somme toute abondante.

Le champ culturel où ces textes se déploient diffère profondément de celui que traçaient les anciennes utopies. À l'absence de lieu, au caractère indéterminé de l'avenir proclamé, se substituent la forte présence d'un cadre national, celui même où s'organise le socialisme de la IIe Internationale, et l'effort pour dater, fût-ce grossièrement, le moment où prendra forme la société future. De Campanella à Fourier régnaient l'u-topie et l'u-chronie. De Le Drimeur à Anatole France, de Jaurès à Sixte-Quenin – à l'exception de Lafargue et Péguy –, le récit et le propos s'enracinent nettement dans l'espace d'une nation et la prévision d'un moment.



C'est en France, et même, grâce à la thématique et aux guirlandes du voyage de retour, à travers la France que se déroulent les épisodes de *La Cité future* et de *Si…* : une France où le changement affecte non pas cette entité, la ville, mais, en particulier, telle ou telle ville, Marseille par exemple, Lyon ou Paris. C'est la France des réalisations de Godin, celle des rares coopératives ouvrières de productions portées par le mouvement ouvrier organisé, celle des hauts fourneaux du Creusot qui constitue le réseau référentiel de *Travail*, le plus intéressant roman de l'ultime trilogie de Zola. Et Jaurès comme Deslinières, Dazet comme Sixte-Quenin implantent en France leur vision du futur : cette France où, dit Jaurès, la « démocratie rurale[12] » coexiste avec l'exploitation ouvrière ; cette France malthusienne dont Sixte-Quenin espère qu'elle le restera[13], et où Deslinières, au contraire, voit s'épanouir, le socialisme régnant, une ample floraison de beaux bébés joufflus. Ce phénomène, au reste, dépasse l'hexagone : Bellamy n'envisage la nationalisation des moyens de production que pour les États-Unis et l'horreur de la civilisation industrielle c'est au long de la Tamise que William Morris l'enracine et la surmonte, malgré le titre provocateur des *Nouvelles de nulle part*. Dans le recueil de leçons qu'il a professées à l'Université libre de Bruxelles, Tarbouriech théorise ces choix. Le cadre international, voire continental, est selon lui inadéquat : il faut prendre acte de la nationalisation du socialisme dans une Europe où « des millions d'hommes vivent dans des





conditions matérielles et morales si différentes[14] » ; quant à la province, à plus forte raison la commune, elles lui semblent dessiner un cadre trop petit. D'où le choix de ce qu'il appelle « le collectivisme national ».

Un lieu, donc. Mais aussi un moment, grossièrement prévisible, et donc assez proche. Ce sera « après-demain », dit Auguste Chirac, « dans cent ans » comme le suggère la traduction du titre de Bellamy, « en l'an 2000 » comme l'écrit dans sa conclusion Tarbouriech, voire en 2001, puisque c'est l'année où rentrent en métropole, venant de l'île Bourbon, deux descendants de dissidents qui, selon Le Drimeur, ont quitté la France l'année où l'on célébrait le centenaire de la Révolution. Descendance assez proche pour toucher, pour convaincre, pour assurer la tradition familiale : Eugène Fournière en est certain, « nos petits-fils » vivront le socialisme. Tout aussi net, Georges Dazet : ce sera en 19… ; à l'histoire certes de fixer la date exacte, mais son choix ne saurait excéder le siècle qui vient de s'ouvrir. Moins confiant dans le proche avenir, nourri de cette ironie qui déplace le regard et l'objet, c'est seulement au XXIIIe siècle que, dans le dernier récit de *Sur la pierre blanche*, Anatole France met en scène la société socialiste. Mais il faut aller chercher un homme politique et un historien comme Jaurès, ou en référer aux guesdistes que retient, comme lui, sur la pente de « l'hypothèse, domaine toujours dangereux et troublant[15] », un reste de « la doctrine », pour que les temps espérés ne fassent pas l'objet d'un pressentiment chronologique. Au total la prudence des essais l'emporte sur celle des romans : sans doute le genre l'exige-t-il.



Ne s'agit-il que de prudence ? On en doutera. À travers les essais socialistes, mais aussi au hasard d'un certain nombre de romans, le rapport au temps social se charge de sens. Rapport au passé, et rapport au présent qu'induit sans doute, fût-ce par ses silences, toute représentation de la société future. En France, à vrai dire, le lointain passé n'obsède guère. La rupture introduite par la Révolution française dans l'histoire nationale rend impensable la valorisation médiévale si sensible chez un William Morris. Nulle utopie du retour, nulle idéalisation du Moyen Âge, et même nulle visée pleinement ruralisante dans les romans et les essais qui constituent mon corpus. L'avant-Révolution française, ce temps des seigneurs, des moines et des rois, n'a même plus besoin d'être condamnée : on l'ignore. Et le XIXe siècle, associé à la montée du capitalisme, est perçu dans son ensemble comme la préface nécessaire, voire,





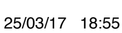
quand parlent les guesdistes, comme l'introduction « fatale » à la société future. De la fin du XVIIIe au début du XXIe siècle, le projet révolutionnaire s'insère dans la continuité du progrès dont la voie a été ouverte en 1789.

Si le regard anticipateur des socialistes et de leurs proches n'utilise qu'assez peu les souvenirs du passé, les textes produits prennent vigoureusement en charge le présent, cet instant dont on doit dénoncer les tares et les manques, mais où il est possible de repérer les signes du futur et à partir duquel se définissent les objectifs. Bien avant que Daniel Bell affirme que « l'objet de la futurologie n'est pas de prédire le futur, mais de rendre explicite la structure de la société[16] », nos écrits constituent un discours sur le présent. On en saisit la trame à plusieurs niveaux.

Et d'abord dans certaines intentions romanesques. De retour à Paris en 2001, les descendants des émigrés de 1889 retrouvent une France vouée à la discipline, cette triste rançon de l'égalité et de la loi démocratique, mais où, de plus, les grands hommes les plus vénérés sont, par antiphrase, Sadi Carnot, Jules Ferry, Constants « le violateur de domicile » et Clemenceau « qui porte le deuil de ses victimes », Félix Pyat, Mgr Lavigerie et Basly, catholiques, communards et syndicalistes figurant parmi les « célébrités non classées » : le roman a été pour l'essentiel composé avant la crise de Panama[17], mais au cœur du boulangisme dont il épouse les haines et les sympathies. Une douzaine d'années plus tard, pour brosser le tableau d'une société réconciliée autour de son patriarche, Luc Froment, Zola prendra, lui, appui non seulement sur les espoirs associés à la fée Électricité, mais sur les expériences sociales du présent : le Familistère de Guise, où Fournière l'avait introduit, la Verrerie ouvrière d'Albi, découverte à travers Jaurès. Ainsi les romanciers intègrent-ils dans la vision qu'ils se forgent de la France future des fragments du présent, que ce soit pour les dénoncer ou pour déceler les institutions qui esquissent les réseaux triomphants d'après-demain.



Le bricolage du présent fonctionne autrement chez les essayistes. Ils s'en tiennent en général à déceler dans la société de leur temps les « éléments matériels et économiques[18] » – concentration industrielle et bancaire, urbanisation – où s'inscrit la nécessité de la société future. Cette culture du destin porte le livre de Tarbouriech comme celui de Sixte-Quenin et rend possibles des précisions quasi maniaques en même temps qu'elle alimente d'étranges lacunes. Mais quand l'auteur est en même temps un grand politique, le bel aujourd'hui ne peut se limiter à fournir





exemple ou contre-exemple et le futur ne peut se traduire en termes réglementaires. Tel est le cas de Jaurès[19]. Le discours qu'il tient sur l'avenir dans les textes que j'ai mentionnés est issu de préoccupations immédiates. À l'heure de l'explosion socialiste, il s'agit d'aller vers les couches nouvelles que le socialisme français souhaite conquérir : la petite paysannerie laborieuse, la jeunesse intellectuelle, dont il prend à cœur les interrogations[20], alors que, à cette date[21], sa connaissance directe des luttes ouvrières de Carmaux nourrit son mépris pour les ingénieurs arrogants et l'absolutisme des hauts fonctionnaires. Quant à l'avenir, comme Marx dont il a sans doute lu, en janvier 1891, dans la *Neue Zit*, les gloses marginales du programme de Gotha, il s'en forge une vision évolutive. Pas question, à la différence des anarchistes, de prétendre « fixer le cours éternel des choses : après l'abolition de la propriété capitaliste, toutes les forces de la nature et de l'humanité évolueront encore en des transformations sans fin[22] » ; pas question non plus d'investir trop de temps dans l'évocation du communisme : « Nous n'avons à vivre qu'une vie d'homme », celle-ci nous laisse le temps de réfléchir au collectivisme dont l'avènement se situe dans le champ de notre vision, non au lointain communisme.




Ainsi parlent, à partir du présent, les tenants d'une culture militante. À partir du présent certes. Mais pour dessiner ou tout au moins esquisser à grands traits le visage de l'avenir. Il serait vain d'imaginer que tous lui prêtent les mêmes traits : foisonnant, le socialisme français, fût-ce à l'heure de son unité, laisse libre cours à la diversité des représentations. Les temps de l'imagination créative s'achèvent peut-être, ceux de la rude insertion politique commencent sans doute : les projets demeurent pluriels et le débat à leur sujet reste ouvert. Renonçant à rendre compte de l'extrême diversité du déploiement romanesque et du rêve militant, j'insisterai sur les structures à travers lesquelles on entrevoit la lente constitution du socialisme français autour d'une sorte de projet, sinon de programme commun, mais aussi sur les tensions majeures qui le divisent : ces textes en constituent un assez bon révélateur.

Quelques priorités surgissent : l'organisation du travail, celle de la production et, en premier lieu, quoique non exclusivement, de la production industrielle occupent une place essentielle dans *Travail* comme dans *La Cité future*, chez Fournière comme chez Deslinières, chez

Sixte-Quenin comme chez Jaurès ou Tarbouriech. Exigence née au cœur de la fondamentale incertitude ouvrière et héritée du socialisme quarante-huitard, le droit au travail – inséparable du devoir de travailler si l'on veut bénéficier de la solidarité de ses concitoyens – sera enfin assuré dans la France socialiste : « Lorsque la société s'acquitte intégralement de ses devoirs envers ses membres, ceux-ci n'ont pas d'excuse de lui refuser en échange la légère part de travail qu'ils lui doivent[23] ». Un travail bref – quelques heures – « allégé de ce qu'il a actuellement de pénible, de malsain[24] », un travail joyeux s'il faut en croire Zola, et propre, jusque dans les industries les plus repoussantes, grâce à la fée Électricité. Et les trimardeurs volontaires, « cette armée qui roule sur les routes et vit de rapine et de mendicité[25] » ? Nul ne supprimera le droit à la paresse, objet précoce des attentions de Paul Lafargue. Mais les indolents, les rêveurs ne pourront bénéficier de la solidarité nationale. Socialement nécessaire, le travail est-il reconnu comme indispensable à l'épanouissement de l'être humain ? Même Jaurès se tait sur ce point dans ses grands articles de la *Revue socialiste* et Martial Jordan, l'ingénieur de *Travail* – « L'unique vérité est dans le travail[26] » –, s'en tient d'abord à la déclamation puis à l'évocation d'un labeur collectif et joyeux. Faut-il voir dans cette réserve, ou dans cette abstention, la dîme payée par les écrivains à la déshumanisation du travail en cours dans les mines et les filatures, et le sentiment confus que la mécanisation croissante et les transformations prévisibles du procès de travail ne pourront que détacher l'ouvrier de son propre labeur ? Cette analyse, que nous ferions volontiers nôtre aujourd'hui, n'est jamais explicite : dans la société future, la machine est généralement perçue comme libératrice. On ne peut exclure pourtant cette inquiétude sous-jacente chez les amants de la dynamique industrielle.




À vrai dire, plus encore que le travail, c'est le problème de la production qui constitue le pivot de ces tableaux : le travail n'est là que pour en promouvoir l'ampleur. « La révolution sociale, écrit Jaurès, sera avant une révolution dans la production[27] ». Et de s'étonner des erreurs que commettent un Zola ou un Henry Michel, ses contemporains[28], lorsqu'ils opposent aux économistes partisans du laisser-faire, dont le souci dominant serait la production, les socialistes hantés par les exigences d'une plus juste répartition. En tendant à remplacer la propriété capitaliste par la propriété sociale, les socialistes entendent au contraire essentiellement



libérer les forces productives. Loin de Rousseau et de Babeuf, l'hymne à l'abondance s'élève dans cette littérature et les modes d'organisation évoqués, sur lesquels j'insisterai plus loin, ont précisément pour but de la provoquer. Deslinières et Sixte-Quenin en sont d'accord, et Zola s'en fait le chantre au début du siècle, lorsque sont largement revenus les temps de la croissance, alors que les romans des années 1890, à la fin des heures difficiles, y étaient moins sensibles. Certes bien des aspects du luxe d'aujourd'hui disparaîtront, mais d'autres surgiront, colorant de joie tous les êtres.

C'est à travers tous ses acteurs, tous ses agents que la priorité est reconnue à la production Ouvriers, certes, paysans bien sûr. Mais ils ne sont pas seuls. Les ingénieurs, les statisticiens sont aussi des producteurs. Le personnage de l'ingénieur est de ceux qui dominent *Travail* : Martial Jordan se prend de passion « pour les recherches que les applications de l'électricité ouvrent à l'étude des savants » et, à la différence de Froment, il est convaincu que seules la science et la technique sont révolutionnaires. Quelques années avant les grands romans d'anticipation de Bogdanov[29], émerge le héros nouveau : Zola met en scène romanesque

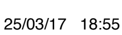



l'appel que Jaurès avait lancé à « tous les hommes de science, les techniciens qui acceptent l'idée socialiste, les ingénieurs, les agronomes, les chimistes, les statisticiens[30] », à tous ceux qui trouveront leur place dans la société que le socialisme édifiera, même s'ils n'ont pas d'emploi direct dans le mouvement socialiste organisé. Si leurs noms sont absents des pétitions dreyfusardes, ils ne devront pas faire défaut à la France à l'avenir. Manière de reléguer à l'écart des producteurs les autres intellectuels ? En créant la catégorie du superflu à côté de celle du nécessaire[31], en rangeant l'art dans le domaine de la liberté et non dans le royaume de la nécessité, c'est bien ce que semble faire Georges Renard, soucieux d'abord de préserver l'indépendance de la création. Mais les autres auteurs, tout en garantissant la totale liberté des artistes dans la société socialiste, tiennent à les définir, eux aussi, comme des agents de la « production artistique », et les écrivains comme les responsables de la « production littéraire ». À loisirs plus longs, jouissances esthétiques plus amples et donc besoin d'une production accrue. En revanche, les intermédiaires, les commerçants, les « circulateurs » comme on dit à l'époque[32], ne sont pas à la noce. Certes le commerce n'a pas disparu. Mais si Auguste Chirac supprime les grands magasins au bénéfice du boutiquier

dont ils sont la hantise, l'existence même des intermédiaires, brièvement mentionnée chez Deslinières est absente de l'œuvre de Sixte-Quenin et, qu'il s'agisse du Magasins généraux ou d'Économats, de coopératives de consommation ou d'organismes contrôlés par l'État, chez Zola comme chez Tarbouriech, le petit commerçant, ce rouage inutile, ce « mangeur de pain et de gain[33] », est pratiquement rayé des cadres.

Les héros seront donc les producteurs et d'abord les producteurs industriels, noyau de la société future. Dans une France encore majoritairement rurale, la foi dans le dynamisme industriel où s'intègre sans trop de peine la vocation ouvrière des premiers militants socialistes domine romans et essais socialisants. Convaincre les campagnes, certes, la chose apparaît d'absolue nécessité à partir des années 1890. Mais là n'est pas la zone matricielle du socialisme. Sans doute Jaurès se déclare-t-il convaincu qu'à côté de l'exploitation familiale « le syndicat des travailleurs ruraux de la commune » constituera la deuxième face de l'économie[34], et Deslinières distingue-t-il les pays de plaine à vastes lots et les régions accidentées où domineront « les lots de petite culture » après un partage du sol assuré par les directeurs communaux de l'agriculture. Mais la cité future de Tarbouriech n'est qu'une cité et les romans socialisants, moins en prise que les essais sur la pratique politique où la paysannerie se laisse difficilement oublier, présentent le changement en référence à la seule organisation du travail industriel. Le Drimeur comme Chirac, Fournière[35] comme France et Zola placent les chants des rues au-dessus de ceux des bois et ne concèdent que de minces espaces à l'avenir de la production et de la société rurales. C'est à propos de l'organisation de l'industrie que se déploient les propositions les plus chargées de signification. C'est là aussi qu'il est loisible de repérer la fragmentation subie par le consensus collectiviste, base unifiante de la pensée socialiste en France, depuis le congrès de Marseille (1879). Réponse aux mille objections formulées par les adversaires et les incrédules[36], fruits d'expériences, de lectures, de tempéraments divers, résultats parfois de longues discussions entre ces groupes d'amis, plus ou moins informels, qui ont joué jusqu'en 1914 un si grand rôle dans le socialisme français[37], les suggestions s'organisent en trois principaux courants : l'éventail s'ouvre de la gestion étatique à l'organisation syndicale, en passant par divers modes d'associations coopératives.



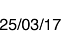




Il est difficile au lecteur d'aujourd'hui de ne pas s'interroger sur les raisons de l'éclatant succès du roman de Bellamy, le premier de tous. Dans la société qu'il voit triompher en l'an 2000, non seulement le pouvoir économique est totalement détenu par l'État, mais l'organisation sociale des producteurs reproduit, par sa rigoureuse discipline, celle de l'armée[38]. Ces citoyens mâles, obligés de servir l'État entre vingt et un et quarante-cinq ans, apparaissent comme une caricature de l'étatisation rigide régulièrement opposée au socialisme par ses adversaires. Il n'y manque même pas la sélection d'une hiérarchie de cadres dont la présence quasi obsessionnelle garantit l'égalité dans la répartition des parts du produit national. On dira que Bellamy est Américain. Mais en codifiant – avec quel luxe de détails ! – les futures structures du travail et les lois qui les régiront, Dazet et Deslinières, vingt ans plus tard, suivent la même démarche. S'il excepte du travail obligatoire les femmes mariées, veuves ou divorcées chargées d'enfants, s'il admet l'existence d'une « liste de dispensés du travail » – invalides et vieillards, corrélativement privés du droit de vote –, Deslinières place tous les ouvriers, fonctionnarisés[39], dans la dépendance des dix directions du ministère de l'Industrie[40] et de leurs agents départementaux et locaux. Dans le cadre d'un système de planification annuelle très sophistiqué, les entreprises sont privées de toute autonomie, en particulier pour le choix de leurs fournisseurs et de leurs clients. Le succès de Deslinières fut moindre certes que celui de Bellamy. Il ne prétendait d'ailleurs nullement décrire un paradis, mais exposer les moyens nécessaires à la bonne marche d'une société vraiment collectiviste. Cette idéologie de technocrate, d'origine assez largement saint-simonienne, il crut par deux fois à la possibilité de la mettre en œuvre, à vrai dire dans des sociétés rurales : dans le « Maroc socialiste » – c'est le titre d'un gros volume qu'il publia en 1912 –, au prix il est vrai de l'expulsion des Arabes[41], et, plus tard, dans la jeune Russie soviétique où Rakowski le nomma en 1920 commissaire de l'agriculture en Ukraine, mais d'où il revint rapidement, déprimé par l'anarchie du communisme de guerre…



On aurait tort pourtant de taxer d'ironie involontaire les propos d'un Bellamy ou d'un Deslinières. La haine des rentiers, le mépris pour les intermédiaires, pour ceux qui ont « les mains blanches » et que dénonçait Montéhus, voire la conscience plus aiguë qu'on ne le croit du gaspillage des forces productives, ces traits abondent dans la conscience ouvrière,





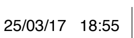
voire populaire, et constituent, à la fin du siècle du XIXe siècle, une des bases communes aux mouvements socialistes socialistes et populistes[42]. Nos auteurs forcent la note sans doute, mais n'est-ce pas pour mieux se faire comprendre, et les solutions qu'ils proposent apparaissent-elles forcément dérisoires à ceux qui hantent le chômage ? Ce n'est pas certain. Il reste que la notion de « production centralisée et méthodique » qu'emploie également Georges Renard est susceptible de diverses interprétations. Ainsi, c'est au nom du collectivisme que Fournière, Zola et Tarbouriech rejettent la nationalisation totalement étatique dont rêvent les auteurs de codes et les romanciers américains. Non sans toutes sortes de nuances.

Pierre Davant, le héros de Fournière, décrit par touches allusives la prépondérance des coopératives de production inspirées du célèbre Familistère de Guise, dans le Paris socialiste où l'a transporté la volonté de son médecin hypnotiseur : la concurrence entre entreprises n'a pas disparu, mais elle est régulée par le rapport à l'État, propriétaire éminent du sol et du matériel, et par un système d'assurance mutuelle entre coopératives. Étapistes convaincu, le député de l'Aisne décrit l'univers où vivront « nos petits-fils » comme le premier résultat d'une éducation ouvrière à laquelle il est resté attaché toute sa vie et qui a su utiliser le modèle des services publics[43].



Tout construit qu'il soit sur l'opposition entre Aujourd'hui et Demain, *Travail* se veut, plus encore que *Chez nos petits-fils*, roman du passage et de la transition. Non seulement parce que les références y sont constantes aux germes d'avenir que détient le présent – le Familistère certes, et la Verrerie ouvrière d'Albi, inaugurée en 1896 –, mais aussi en raison du rejet de la partie franchement utopique du roman dans les cent dernières pages, au terme d'étapes décennales qui scandent la construction de « la cité rêvée ». Le modèle finalement mis en œuvre à Beauclair par Luc Froment, c'est celui de l'associationnisme fouriériste – Capital, Travail et Talent – relu à la lumière de Kropotkine et débouchant, dans l'exaltation de la machine libératrice, sur le règne de l'amour et la fusion des classes. La vision mythique de l'abondance exclut à vrai dire toute évocation concrète des mécanismes de production et de travail : tout va de soi dans la commune coopérative.

Tout ne va pas de soi en revanche dans *La Cité future* de Tarbouriech. Ni romancier en quête d'absolu, ni militant épris de pédagogie, ce juriste





tard venu au socialisme par la Ligue des droits de l'Homme entend convaincre d'abord les intellectuels et son long essai se veut à chaque instant effort pour évaluer les possibilités et non pour chanter un idéal. Il définit le collectivisme comme la nécessité, face à la ruineuse et anarchique complexité du capitalisme, de « réserver en principe à l'État central… l'organisation de la production et de la consommation et leur équilibre[44] ». Mais, inquiet des risques de bureaucratisation, conscient de la méfiance qu'inspire aux ouvriers qualifiés français tout pouvoir par trop hiérarchisé, sensible à la diversité de notre industrie, il s'arrête finalement à la coexistence de trois formes de production : étatique, sur le modèle des chemins de fer, pour la grande industrie, coopérative pour l'industrie moyenne, « individualiste » pour les petits métiers et en particulier les métiers d'art[45].





Étatisation rigide. Coopérative plus ou moins intégrale, plus ou moins encadrée. Un troisième mode d'organisation collectiviste du travail industriel émerge des textes socialistes voués à la représentation du futur. Il fait aux syndicats une place de choix : c'est Jaurès qui en a présenté le projet le plus élaboré dans le quatrième des grands articles publiés en 1895 par la *Revue socialiste*. Non que le jeune leader élimine la solution de ce qu'il appelle « l'industrie administrative » où tous les producteurs sont des fonctionnaires, mais il n'y voit qu'une étape temporaire, et sans doute évitable, dans la réalisation de « la République industrielle », concept qu'il emploie de préférence à celui de République sociale. Quelle est la part des lectures et quelle celle de son engagement déjà ancien aux côtés des syndicalistes du Tarn et de la Fédération nationale des Mineurs[46] ? Nous ne pouvons en débattre ici. Mais l'orientation de Jaurès, rediffusée en 1913 par Sixte-Quenin[47], tranche à cette date sur celle de l'ensemble des socialistes, et nous n'avons pas de signes décisifs qu'il y ait plus tard renoncé. Aux fédérations nationales d'industrie, encore très embryonnaires, dont il se représente l'expansion à l'image du monde de la mine et des chemins de fer, doit aller la gestion de l'industrie nationalisée, à travers « une organisation élective » locale et nationale. Mais, par expérience militante – celle qui manque à tant d'autres socialistes –, Jaurès sait que le syndicalisme n'abolit pas les conflits et il redoute les corporatismes contraires à l'intérêt national : il a toujours été hostile à « la mine aux mineurs ». Aussi sa représentation de la République industrielle repose-t-elle au sommet sur un Conseil national du Travail où les

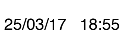


élus des organisations syndicales côtoient « des représentants directs de la nation en dehors de toute classification de travail[48] ». Face à la hiérarchie administrative, le syndicalisme ouvrier, combiné au suffrage universel, assure les intérêts de la nation tout entière. Cette cité future dont Jaurès dessine quelques traits, comme elle lui ressemble, et comme elle se nourrit à la fois de l'autonomie ouvrière et – mais est-ce conciliable ? – des mécanismes politiques de la République !

Faut-il s'étonner dans ces conditions si la vision jaurésienne d'un nouvel avenir ne semble pas intégrer la catégorie du politique ? Aux yeux de Jaurès, la République une et indivisible, le suffrage universel et le régime parlementaire réalisent dès aujourd'hui non seulement les conditions, mais les cadres politiques du collectivisme : à quoi bon dès lors inventer d'autres institutions ? Au petit jeu des lacunes ou, pour parler de façon plus moderne, des silences, on sera davantage surpris de retrouver la même absence dans l'ensemble de la littérature socialiste. Mais quoi ? Le socialisme ne doit-il pas substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes ? Les vieilles formules sont toujours vivantes. Nos auteurs semblent en être convaincus au point de ne même pas avoir besoin d'exprimer cette espérance. Deslinières toutefois le rappelle[49] et nous assure que « les partis politiques n'existeront plus ». Une seule exception à ce concert assez général. Elle vient d'Alain Le Drimeur dont le roman, de ton nettement girondin, prévoit, au début du IIIe millénaire, le remplacement du régime étatique centralisé par une confédération de provinces autonomes où les femmes auront le droit de vote. Les romans – quelques allusions dans *Si…* ou dans *Chez nos petits-fils*, mais non dans *Travail* – peuvent plus aisément que les essais laisser entrouverte la porte d'une vie politique modestement ou largement renouvelée.



Si l'on passe de l'espace politique à celui où se déploient la vie quotidienne et la vie privée, l'isolement de Jaurès s'accentue visiblement. Sur les mutations urbaines, sur la famille de l'avenir et les changements qui apparaîtront dans les rapports entre les êtres, son silence quasi total s'interprète malaisément : pudeur ? Difficulté d'articuler la sphère de la production sur celle du quotidien ? Conscience d'une incertitude fondamentale[50] ? Je ne sais. On ne peut en tout cas l'expliquer par l'inachèvement du livre auquel il songeait en 1895 : je ne vois pas en effet qu'il soit plus tard revenu sur ces problèmes[51]. En revanche, les





perspectives de réaménagement du cadre et des rapports de vie qui se dégagent de la majorité des romans et des essais socialisants mériteraient une longue étude. À les confronter avec l'abondante littérature de base sur ces sujets – conférences locales, parfois publiées en brochures[52], exposés discutés dans les groupes ou présentés dans les soirées familiales organisées par les sections – on cernerait mieux l'intérêt que le peuple socialiste leur porte et la diversité des modes de présence des utopies socialistes dans les mentalités collectives. Modes de présence plutôt que de survivance : il y a plus de richesse en effet dans les romans et les essais du tout premier XXe siècle que dans ceux du XIXe siècle finissant et les courants les plus divers s'y mêlent sans difficulté apparente. On notera en particulier, parmi les essais, où les tendances politiques se déchiffrent plus aisément, l'apport non seulement de Tarbouriech, mais celui, longuement développé, de Sixte-Quenin et, plus bref, celui de Deslinières, enfin les réflexions originales auxquelles se livre Lafargue dans l'étonnant article qu'il a intitulé « Conjungo[53] ».

Laissant sur la berge l'évocation du futur habitat ouvrier ou paysan, enfin conforme aux règles que les médecins hygiénistes s'efforcent de populariser au tournant du siècle, nous nous trouvons devant deux thèmes qui font l'objet d'un véritable débat. Le cadre de vie d'abord : essor des villes ou repeuplement des campagnes ? Quelles mutations seront associées dans l'espace urbain au développement de la propriété sociale ? Comment seront gérées les unités de vie proches des êtres réels : quartiers ou corons explicitement désignés[54] ? La famille ensuite : Lafargue et Sixte-Quenin de l'autre[55] s'affrontent sur le problème du malthusianisme ; enfin Fournière, Tarbouriech et Deslinières, comme avant Le Drimeur, débattent de l'« élevage » et de l'éducation des jeunes dans la société future. Mais tous ou presque s'accordent sur l'aspiration festive : la fête, ce grand moment de communion et de commémoration, la fête exaltée par Zola dans le chapitre de *Travail* où s'effeuillent des milliers de roses qui assurent le rapprochement symbolique des familles autrefois désunies, c'est elle où s'exprime la plus haute joie du socialisme.



Il reste beaucoup à faire pour asseoir solidement, en termes d'histoire des mentalités, la compréhension de ce corpus : l'élargir d'abord en direction des anarchistes et au prix d'un dépouillement bibliographique plus





exhaustif ; s'interroger ensuite sur la diffusion et sur les relais qui furent acquis à chaque texte : l'audience d'Émile Zola[56] et d'Anatole France n'est pas celle de Chirac ou de Le Drimeur et il y a loin de Deslinières à Jaurès, même si le second a accepté un jour de préfacer le premier ; confronter enfin ces textes fortement institués aux représentations basiques de l'avenir, ce qui suppose que, débordant les écrits, on s'intéresse aux chansons comme à l'iconographie.

Peut-être cependant faudrait-il surtout regarder, à l'orée du XXe siècle, du côté du syndicalisme révolutionnaire. Les syndicalistes sont gens engagés dans des formes d'action quotidienne qui débordent la propagande et le rappel chaleureux de l'Idée. Comme Jaurès, la CGT évoque assez souvent, pendant ces années, la possibilité de remplacer un jour les ministères par les fédérations d'industries, de façon un peu vague il est vrai. Mais au fond elle reste crispée devant la perspective de « chosifier l'avenir ». La prise en considération, parfois exaltée, du mythe de la grève générale que Georges Sorel a cru possible de dégager de la pratique ouvrière[57] apparaît, vue sous cet angle, non plus comme la réponse à des pratiques électoralistes dont le péché est imputé au socialisme, mais comme un mode de rejet de l'utopie et des images-guides. Le socialisme émerge dès lors, toutes tendances confondues, comme une conception diversifiée de l'avenir de l'humanité, grâce à laquelle on peut se démarquer en France de la démarche purement gradualiste de Bernstein, le syndicalisme comme un mouvement qui se propose d'organiser des luttes réelles et, dans une certaine mesure, de les théoriser.



« La littérature socialisante et la représentation du futur », ***Revue historique*****,**
1985, p. 407-421







CHAPITRE IX.

REPRÉSENTATIONS OUVRIÈRES










Demain : les ouvrières et l'avenir au tournant du siècle

Quel intérêt peut offrir une réflexion sur la représentation du futur chez les ouvrières ? Cette interrogation comporte plusieurs niveaux. Nul ne doute aujourd'hui que la vision qu'une collectivité se forge de son passé – du passé – ne s'intègre fortement à ses pratiques : le dernier livre de Marc Ferro vient encore d'attirer notre attention sur ce thème[1]. Tout souvenir s'inscrit dans le présent ; toute mémoire pèse sur l'histoire ; sa quête, sa construction, sa commémoration, inextricablement mêlées, forcent depuis plusieurs années l'intérêt des chercheurs. Peut-on dire autant de l'avenir ? Champ des espérances sociales, horizon des attentes et des refus[2], sa représentation désigne tout d'abord un désir, un espoir ou une crainte. L'analyse qu'on peut en faire prend pour cible les creux, les manques, du tissu social. À ce titre, elle travaille, comme l'a bien vu Daniel Bell[3] à rendre explicite la structure de la société. Désiré ou redouté, le futur enrichit les outils dont nous disposons pour lire le présent.

S'agissant de la classe ouvrière, l'intérêt s'accroît. La prise que nous offre sa vision de l'avenir se fait plus forte quand se déploient les révolutions industrielles. La manière dont les ouvriers se représentent leur rôle dans l'élaboration d'une société nouvelle et la place qu'ils y occuperont n'est pas indifférente à leur constitution en classe pour soi. Et s'ils ne le font pas, leur silence est, lui aussi, lourd de signification. Se penser ou ne pas se penser comme classe, c'est aussi une manière de se situer dans l'avenir. Un avenir qui, à la fin du XIXe siècle, a perdu son u-topie

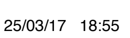


et son u-chronie. C'est en France qu'il se réalisera, pense-t-on désormais. Sa représentation s'est en quelque sorte nationalisée : foin du Texas et des Amériques ! On peut aussi, croit-on, le dater sinon le toucher. Les « marmites du futur » c'est demain qu'elles vont bouillir, après-demain au plus tard. Deux ou trois générations, pas plus, comme le suggère le best-seller de Bellamy, traduit à Paris en 1891 sous le titre *Cent ans après ou l'an 2000*, le roman qu'Auguste Chirac publie en 1893, *Si, Étude sociale d'après-demain*, ainsi que, sept ans plus tard, l'essai intitulé par Eugène Fournière, *Chez nos petits-fils*. Messianisme ? Certes la fin du siècle et la crise économique nourrissent l'espérance révolutionnaire. Mais justement, dans ces écrits d'anticipation, celle-ci n'est pas immédiate. Les images dominantes ne visent pas la décennie qui vient, mais un temps raisonnable, concevable pour l'imagination, après-demain en somme. Plutôt que d'un espoir messianique, il s'agit du sentiment de détenir la force qui changera le triste présent, et de cette profonde confiance dans le progrès sur laquelle les tragédies du XXe siècle nous ont conduits à ironiser, un peu vite peut-être. Tous les ouvriers ne la partagent pas : grande est par exemple l'inquiétude exprimée, au début du siècle nouveau, par ceux, finalement nombreux, qui se reconnaissent dans le mouvement « jaune[4] ». Mais leur vision pessimiste où s'incarne le refus ouvrier de la révolution s'ancre elle aussi dans les images d'un futur proche et vraisemblable, celui que dessinent les ouvriers « rouges ».



Ainsi vont les ouvriers, que l'on s'attache aux textes diffusés par les éditeurs ou à ceux qu'ils produisent tout en bas, dans leurs groupes, que l'on analyse les propos, ces compagnons des actes, ou les objets symboliques dont ils s'entourent ou se parent. Et les ouvrières ? Une lecture de la représentation qu'elles se font du futur est-elle nécessaire ? Possible ? Que met-elle en évidence ? Je ne puis malheureusement, faute non pas de place, mais de temps et de travail, que signaler quelques pistes apparues cette année dans un séminaire qui a surtout tenté de défricher, à l'intérieur de cette problématique» générale, le domaine masculin : la vision féminine ne s'y est le plus souvent montrée que de biais ou par contraste.

Pourtant, si l'on admet l'intérêt d'une prospection du futur tel que l'envisagent les ouvriers, comment le récuser pour les ouvrières ? 26,5 % des femmes qui exercent une profession – contre 29 % des hommes – ne travaillent-elles pas, en 1906, dans l'industrie où, en quarante ans, elles





sont passées de 30 à 37 % de la main-d'œuvre totale ? Ne constituent-elles pas, à l'heure où s'épanouit la nouvelle croissance, 56,1 % des travailleurs du textile, et 89,3 % de ceux de l'habillement, ces métiers considérés féminins depuis longtemps par le patronat et par les ouvriers ? N'ont-elles pas aussi fortement pénétré dans les industries chimiques – où elles occupent 29,3 % des emplois –, les industries polygraphiques – 20,7 % – et alimentaires – 18,1 % –, voire dans les cuirs et peaux avec 15,4 % du total ? Même si elles restent pratiquement exclues de certaines branches professionnelles – le doux charpentier, le rude maçon, l'astucieux maçon jouent un rôle quasi symbolique par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière –, même si la marche vers le tertiaire, ce grand événement, ce grand avènement féminin du XXe siècle a déjà commencé, il n'est plus besoin d'aujourd'hui de légitimer par de longs discours l'intérêt d'une étude des imaginaires féminins dans la classe ouvrière. En revanche, l'intérêt d'une étude des imaginaires féminins dans la classe ouvrière. En revanche, de récents travaux[5] ont mis en évidence non seulement le refus de nombreux travailleurs hommes de reconnaître dans « la femme » une « vraie ouvrière », mais les raisons pour lesquelles beaucoup de femmes ont grand mal à se définir elles-mêmes comme appartenant à cette catégorie. Poids croissant, dans le mode de production féminin, des travaux à domicile, au reste d'une extrême variété : en 1906, 86 % des travailleurs à domicile sont des femmes et, sur 100 femmes reconnues actives, un tiers exercent chez elles leur vie professionnelle. Discontinuité aussi, bien souvent, du travail salarié auquel sont vouées les années de jeunesse, puis, quand les enfants sont élevés, celles de l'âge mûr. Formation professionnelle, enfin, nulle, ou si étroite qu'elle se moule sur les exigences d'un seul patron et rend impossible la mobilité de l'emploi, ce puissant outil de la résistance masculine. Aussi n'est-il pas si facile de renverser la vapeur et de désigner, chez les femmes ouvrières, les voies par lesquelles elles vont affirmer leur conscience et leur vision du monde futur.



D'autant que les sources auxquelles on peut puiser sont bien plus rares, et d'exploitation plus difficiles que lorsqu'on regarde du côté du sexe fort. Les travailleuses, d'abord, parlent peu, ou plutôt il n'est guère aisé de repérer leur parole. Abondante au lavoir, à la boutique, ou les soirs d'été, sur le pas de leurs portes, elle prolonge davantage le langage





et les usages de la ménagère que ceux de l'ouvrière. Sur un cas précis, Dominique Vanoli a montré pourquoi la voix des jeunes filles enfermées dans les couvents soyeux du sud-est et retranchées du monde dans des sortes d'internat-prisons n'a pu nous parvenir, sauf rarissime exception[6]. Quand les femmes écrivent et que leurs textes arrivent à percer le silence, la vie et les rêves de celles qui tiennent la plume avoisinent rarement ceux des ouvriers. Quelques exceptions pourtant, dans la couture essentiellement : les romans de Marguerite Audoux, dont l'atelier parisien fut l'horizon[7], la série d'*Echalotte*, où une fille du peuple raconte, depuis 1908, son histoire, sous la signature de Jeanne Landre, les *Mémoires* publiées en 1936 par Jeanne Bouvier[8]. Qu'il est difficile d'ailleurs d'interpréter ces textes, de les utiliser comme des documents qui interpelleraient directement ! Les romans autobiographiques, comme ceux de M. Audoux, le récit de sa vie que Mémé Santerre a reconstitué en 1976 pour Serge Grafteaux, méritent la critique aiguë qu'en a fait Christiane Dufrancatel[9] : « L'ordinaire social partagé » peut-il s'écrire ? A-t-on le droit de considérer ces récits comme des histoires de vies ordinaires ? En revanche notre projet pourrait sortir renforcé de ces réserves : si ce qui s'écrit sous forme d'autobiographie féminine relève de ce dont on rêve plus que de ce que l'on a vécu, ne sommes-nous pas justifiés de lire dans ces textes sinon des représentations constituées du futur, du moins des fragments de désirs ? Mais qui nous assure que ce désir ne se ramène pas à ce que ceux qui liront ces récits attendent de celles qui finalement écrivent pour être lues ?




Insurmontable difficulté qu'il faut bien contourner sans excessif scrupule. Quitte à signaler brièvement qu'aucun des romans d'anticipation socialisants, qui abondent au tournant du siècle – à côté d'inconnus par dizaines, voici *Travail* et *Sur la pierre blanche* –, aucun des essais de futurologie socialiste – du fécond Deslinières à l'austère Tarbouriech, de Jaurès à Sixte-Quenin[10] – n'a pour auteur une femme. Nulle femme ouvrière, ou se réclamant du mouvement ouvrier, n'a entrepris ce que Georges Sorel appelait la « chosification du futur ». Pas de code socialiste au féminin[11], pas non plus de ces épanchements sociaux où l'avenir de tous mûrit au feu de l'espoir prolétarien. Les journaux au moins, dans leur immédiateté, livrent-ils un matériel qui nous intéresse ? Les témoignages, les enquêtes, ne font pas défaut : voir *La Fronde* de Marguerite Durand et, au même moment, cet exact tournant du siècle, une feuille



anarchiste, *Les Plébiennes*, dont vingt-et-un numéros paraissent en 1900, un mensuel de quatre pages, encore, *La femme socialiste*, où entre mars 1901 et septembre 1902, s'exprime au contact de quelques solides groupes de quartier, la sensibilité de deux femmes, dont une ouvrière[12]. Enfin les journaux masculins socialistes et syndicalistes ne se ferment pas toujours, surtout après 1900, à la parole et aux espoirs des militantes femmes[13]. Si l'*Ouvrier textile*, journal de la Fédération C.G.T. que dirige Victor Renard ne le fait que rarement, *L'Écho des Tabacs* porte fièrement en sous-titre, « Organe des ouvriers et des ouvrières des Manufactures des Tabacs de France[14] ». De ce côté donc, quelque espoir.

Enfin – hélas pour l'historien ! – les femmes, moins organisées que les hommes, et moins nombreuses encore dans les partis que dans les syndicats[15], inquiètent moins la police et, moins surveillée, fournissent matière à moins de rapports. Du moins soirées familiales et chansons dont les programmes et les textes sont parfois conservés nous aident-elles à prospecter quelques voies.





Est-ce possible de n'attendre du futur que le redoublement du passé ? Cette vision répétitive semble bien avoir été le fait d'un certain nombre de femmes ouvrières, les plus opprimées. Elle affleure à mainte reprise dans le discours de Mémé Santerre, vouée dès son enfance au long tissage des jours et des nuits d'hiver que ses parents pratiquaient, avant elle, dans une cave d'Avesnes. L'hiver, ouvrière à la cave, l'été, domestique à la ferme : « La famille est heureuse comme ça, pleinement ». Son rêve : la continuité, un avenir sans histoire, au double sens qu'Huguette Bouchardeau a donné au titre de son livre, *Pas d'histoire, les femmes*[16]… Bien avant le taylorisme, comme l'a noté dans son mémoire inédit Louis Marty[17], le travail monotone et écrasant du textile a formé des générations à une vision du monde si étroite et si étrangement solitaire, même à l'usine – combien davantage encore à domicile ! – qu'elle exclut jusqu'à l'idée du changement. Féminine seulement, cette adhésion totale à l'existant ? Bien sûr que non. Dans les usines de Roubaix, du Manchester français, des hommes aussi la partagent malgré l'audience du guesdisme et Mémé Santerre rythme son pas sur celui de son époux, Auguste. Mais les femmes, essentiellement employées à des tâches mécaniques comme le bobinage, sont exclues des équipes qui, à la filature par exemple, travaillent sur un renvideur et que dirige un homme pourvu, lui, d'une

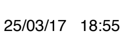


certaine maîtrise sur le procès de production. Faut-il s'étonner si l'horizon féminin peut alors se rétrécir au point de ne même plus formuler pour l'avenir d'autre désir, comme l'a dit de sa mère une ouvrière interviewée par L. Marty, qu'« un après-midi pour faire ma lessive ».

Penser l'avenir de sa fille en ouvrière semblable à sa mère, assurée comme elle de son travail et de son salaire, est-ce la même chose ? Oui et non. Oui, car la aussi, le gel semble frapper la vision des lendemains. Non, car, là aussi, le gel semble frapper la vision des lendemains. Non, car dans les usines de tabacs et d'allumettes, massivement féminisées, qu'étudie Marie-Hélène Zylberberg, les principaux avantages conquis par les ouvrières sur l'État-patron – la stabilité de l'emploi, le droit à la retraite – tranchent sur l'incertitude fondamentale de la vie prolétarienne et dessinent à grands traits les contours du rêve de sécurité auquel les femmes, gestionnaires du ménage ouvrier, sont plus que les hommes attachées. D'ailleurs, ouvrière et fonctionnaire à la fois, la cigarière ne renonce pas à ses revendications. Combatives, fortement syndiquées – une femme sur deux – c'est en quelque sorte leur conscience ouvrière que ces Carmen françaises entendent, de la crèche à la retraite, inculquer à leurs enfants. « La petite fille qui pousse à l'ombre de la manufacture s'imaginera très tôt en ouvrière[18] », à la différence de ses compagnes d'école préparées à une vie de ménage dans laquelle le travail ouvrier ne tient pas la place principale. Dans ce cas, la continuité, voire la monotonie de la représentation apparaît comme l'envers d'une authentique fierté de classe.



L'exceptionnalité des ouvrières des Tabacs n'est plus à démontrer. Au reste leurs succès leur permettraient d'envisager, non seulement pour leurs filles la reconduction d'un statut, mais, implicitement, de nouveaux progrès, en somme un avenir meilleur. Dans les autres branches, celles où les femmes aspirent au changement, c'est bien ainsi que le futur est imaginé. Non pas un changement fondamental, mais des changements, au plan du travail comme à celui de la vie familiale. Premier rêve : avoir constamment de l'ouvrage, éviter non pas tant le long chômage, ce malheur sans nom, mais le chômage saisonnier qui hante d'autant plus les métiers féminins que les salaires très bas rendent littéralement toute épargne impossible[19]. *L'Atelier de Marie-Claire* évoque avec sensibilité l'alternance, dans la couture, des jours de presse – le début de l'automne, puis Noël et Pâques – et des heures creuses – la Toussaint, janvier et





février, le cœur de l'été. Il n'est guère de chapitre, dans ce court récit, où ne s'impose la présence de la morte saison. Pourtant le petit atelier de couture a du bon : dans l'imaginaire féminin les femmes y sont entre elles et n'y subissent pas les agressions sexuelles dont elles voient les risques à l'usine, dans les ateliers mixtes ou les grand magasins. Si elles ne désirent pas accéder à certains métiers masculins[20], les ouvrières ne récusent pas en effet le travail industriel au nom d'une idée du corps féminin voué à la seule maternité. Mais elles attendent de l'avenir l'élimination des petits chefs, ces « entrepreneurs en lingerie » par exemple, déjà dénoncées par elles lors du premier congrès ouvrier de Paris, en 1876, ces contremaîtres tout-puissants dans les grands ateliers de couture parisiens, si fortement hiérarchisés, que Marcelle Capy a évoqués dans la *Bataille syndicaliste* en octobre 1913[21].



Un travail régulier, la disparition de la grossièreté masculine et des comportements hiérarchiques, est-ce à cela que se limite l'espérance des femmes ouvrières ? En ce début du XXe siècle, ont-elles rompu avec le projet de revenir au foyer, avec ce rêve familial que tant d'hommes continuent officiellement à nourrir pour elles ? Dans la couture et le textile en tout cas, la fierté de gagner sa vie semble surtout le fait des militantes : il est vrai qu'on ne la gagne guère… Des militantes de tous bords d'ailleurs : c'est Marie-Louise Rochebillard, la fondatrice des « Syndicats de l'aiguille » qui écrit en 1904 à Lyon, dans une plaquette diffusée par l'Action populaire : « J'ai eu le très grand honneur de travailler pour vivre… Je trouvais le travail si noble et belle chose que je triomphais de tout[22] ». Dans les Tabacs, terre nourricière des vraies ouvrières, Madame Jacobi n'emploie certes pas le langage moral de Mlle Rochebillard. Simplement, pour elle, le travail salarié va de soi. Responsable de sa famille, elle l'est « la même chose que l'homme[23] ». Ce qu'elle revendique, c'est l'égalité, non la différence. Et ses compagnes l'applaudissent. Mais ailleurs ? Stéphanie Bouvard, du syndicat des fleuristes-plumassières, tient sans doute un discours plus proche de la majorité des ouvrières lorsqu'elle déclare en 1900, au Congrès de la C.G.T., que dans la société de demain les femmes mariées resteront à leur foyer ; il ne pourra en être ainsi que quand les hommes gagneront suffisamment et quand leur salaire atterrira tout entier dans la bourse de la ménagère. Mal accueillie par les délégués ouvriers qui y décèlent non sans raison quelque suspicion, cette déclaration a plu, semble-t-il aux ouvrières : elle traduisait la place





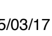
centrale que continuait de tenir la famille dans leur vie quotidienne, leur système de pouvoir et leurs désirs.

Les droits espérés relèvent pour une partie du même horizon. Droit de vote ? Ce n'est pas l'essentiel : l'ouvrier, en ce début du siècle fait souvent profession de mépriser « la politique » ; puis, quel étrange langage, tiennent les politiciens, et les quels lieux bizarres où nul ne vous acculture ! Hubertine Auclert, la belle amazone du Congrès de Marseille en 1879[24], n'a donc pas fait école chez les ouvrières. En revanche les droits civils les intéressent, particulièrement ceux qui visent la dignité de la femme dans son rapport au mari, aux enfants. Non pas tant le divorce, longue et coûteuse procédure, piège aussi à la sortie duquel la femme se retrouve seule, chargée d'enfants souvent et sans pension alimentaire, calomniée parfois. Mais ces possibilités bien concrètes : la recherche en paternité, la reconnaissance des promesses de mariage, le pouvoir de tutelle. *La femme socialiste*, *Les Plébéiennes*, *La Fronde*, abondent en ce sens et, si les congrès ouvriers se taisent, c'est sans doute que ces problèmes en ont été de fait écartés lorsque, après les premiers congrès riches de toutes les potentialités, les feux ouvriers se sont concentrés sur la défense des qualifications, la lutte antipatronale, puis l'antimilitarisme.



Un monde meilleur c'est donc aussi celui où le rôle de la femme ouvrière dans sa famille sera pleinement reconnu et où elle aura le pouvoir d'être mère à son gré. Francis Ronsin a évoqué dans un livre récent[25] le débat sur la maternité, qui occupe, en 1908-1910 les colonnes de *La Femme affranchie*, le journal qu'anime Gabrielle Petit. Parmi les féministes révolutionnaires qui y collaborent, les deux ouvrières – Gabrielle Petit elle-même et Madeleine Vernet – ne s'engagent pas dans les voies radicales prônées par d'autres : refus de la maternité, exaltation de la virginité. Elles font le choix, sans les séparer du droit à la maternité, des pratiques contraceptives et, en cas de besoin, de l'avortement.

Faut-il donc conclure sur la modestie des espérances féminines ouvrières ? C'est un fait : un thème aussi riche que, par exemple, celui de la République sociale est resté masculin, malgré la féminisation de Marianne, objet des soins de Maurice Agulhon. Au tournant du siècle, l'imaginaire ouvrier, nourri de lectures et de discours, se déploie volontiers dans l'évocation d'un avenir où se croisent les représentations constituées par des socialistes de toutes tendances, les perspectives plus floues de changement global marquées par la pensée des hommes de





1848, la volonté de la république dans l'atelier. Les ouvrières ne produisent pas de représentation aussi générale. Les changements à introduire dans la vie privée tiennent une plus grande place dans leur vision positive de l'avenir que la maîtrise de l'outil de travail. C'est moins une autre société qu'elles envisagent, que des transformations ponctuelles. Mais le besoin de dignité dans le travail confère à leurs espérances la même note morale qu'à celle des hommes, le désir d'un monde de paix, qui s'ancre dans la volonté de sauver les vies qu'elles ont créées[26] va leur ouvrir un accès nouveau au politique. Et après tout, pendant les années qui précèdent la guerre, les initiatives des femmes ouvrières commencent à trouver accueil auprès de divers militants responsables de la C.G.T. Il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le syndicalisme d'action directe, si masculin pourtant, donne alors quelques signes de compréhension de ce que le regard porté par les femmes sur le changement pouvait apporter à la lutte commune. En ne situant pas leurs espérances, pour l'essentiel, au seul plan de l'atelier ou de l'usine, en parvenant cependant pour les plus qualifiées et les plus organisées d'entre elles, à se penser comme pleinement ouvrières, en découvrant des formes nouvelles d'action en faveur de la paix, en récusant enfin d'une certaine manière toute nostalgie de l'avenir, celles des ouvrières qui ont eu, si peu que ce soit, la parole, ont sans doute contribué à poser en d'autres termes les équations du mouvement social. Hélas ! Elles n'étaient guère nombreuses et les thèmes ici esquissés ne peuvent se prévaloir d'aucune vraie rigueur : simples pistes vraiment, qu'il faudra peut-être abandonner demain.




« Demain : les ouvrières et l'avenir », ***Revue du Nord*****, n° 2250, juillet-septembre 1981, p. 667-674**






L'ouvrier à travers l'art et la littérature

On s'interrogera dans ces quelques pages sur les représentations que l'art – tous les arts, et pas seulement la peinture – et la littérature – en écartant cependant la chanson, ce continent exploré par Robert Brécy[1] – ont proposé de l'ouvrier entre 1848, à l'heure où le suffrage universel est conquis et la « question sociale » posée au plan national, et la veille de la Grande Guerre, quand s'esquisse le personnage nouveau de l'ouvrier taylorisé. Entreprise audacieuse et d'avance vouée à l'échec ! Pour en limiter les dangers, on ne se bornera pas à rappeler que les modes d'expression plastique ont leur temporalité propre, différente de ceux qui relèvent de l'écriture : on fera l'hypothèse d'une coupure chronologique, située au cœur des années 1880, quand meurt Victor Hugo et que *Germinal* vient au monde, quand s'affirme la République et que s'affiche cette nouvelle réalité ouvrière : la grève.

En amont, donc, que disent des ouvriers ceux qui créent, plume ou pinceau, qu'importe ! Ils ne sont guère nombreux les romanciers, et pas davantage les artistes qui placent au cœur de leur œuvre, fût-ce épisodiquement, ces ouvriers par deux fois écrasés – 1848, 1871 – pour avoir essayé de secouer, en acte, la chape de plomb qui pesait sur eux, alors même que les décennies qui vont de 1840 à 1870 dessinaient ce que Pierre Léon a appelé un « dôme » d'accélération industrielle. Le silence esthétique sur le « social » coïncide assez largement avec le silence politique. Pas tout à fait cependant. Avec *la Ville noire* (1860), consacrée aux



couteliers de Thiers, George Sand prolonge son premier roman ouvrier, le *Compagnon du Tour de France*. Hugo acquiert avec *Les Misérables* (1862), un roman de l'exil, un magistère moral qui lui permet d'imposer, dans le Paris d'Haussmann, une vision nourrie d'anciens souvenirs. Et en 1877, voici Zola avec *l'Assommoir*. Cependant que l'ouvrier pénètre à petits pas dans le monde des Salons, autrement plus populaire alors qu'il ne le deviendra plus tard.

La vision hugolienne domine son époque. L'ouvrier n'est certes pas le personnage central des *Misérables* : ni Valjean, ni Gavroche, ni Enjolras ! Mais il rôde aux franges de ce livre immense et le pénètre de son extrême précarité. Toujours aux bords de l'abîme, prêt toujours à perdre son « état » – ainsi Champmathieu – toujours prêt à tomber dans l'anonymat des « oubliés de l'état-civil[2] ».



Ce monde de la misère, c'est celui des travailleurs sans travail et surtout, comme nous dirions aujourd'hui, « sans domicile fixe ». Cette insécurité permanente, cette menace constante d'engloutissement qui inspire au grand Hugo ses plus bouleversants personnages et ses plus beaux cris de pitié, les lecteurs des *Misérables* les ont découvertes, génération après génération, comme une allégorie de la condition ouvrière. On n'en sort que par le bas. Ou par la mort. Aux antipodes de Sept-Épées, le compagnon forgeron de *la Ville noire* à qui un apprentissage technique viril – « le fer, dit-il, me parut plus mâle » – et un beau mariage permettent finalement de s'en tirer. Mais ils ne furent guère nombreux, les lecteurs de ce roman thiernois[3], alors que le massif hugolien, devenu œuvre culte, est entré dans la légende sous la troisième République et a même fait l'objet, dès 1907, d'une précoce adaptation filmée[4].

George Sand avait mis en question le monopole de l'ouvrier parisien. Une quinzaine d'années plus tard, on y revient avec *l'Assommoir* : une représentation agressivement antiromantique, une manière aussi de dire que le roman naturaliste ne saurait se limiter aux artistes, aux prostituées et aux militaires, ces personnages chers aux Goncourt, à Huysmans et à Descaves[5]. Foin de l'amour, de la compassion ! Place à l'entomologiste, à la description du « milieu empesté des faubourgs », à l'histoire de la déchéance fatale d'une famille ouvrière. Par chance, le roman déborde de beaucoup, quelque impitoyable que soit le regard zolien, les affirmations doctrinales de son auteur. Tout le monde y travaille, d'abord, à l'exception de Lantier qui « n'a plus touché un outil depuis qu'il est à





Paris », tous ouvriers, tous au boulot. C'est le roman des ouvriers, ce flux masculin qui, chaque matin, franchit l'octroi à pied pour aller au travail : l'habitat ne coïncide déjà plus – le roman se déroule au début du Second Empire – avec les lieux où l'on bosse. C'est aussi le roman de l'espace ouvrier parisien. Voici le lavoir où les femmes se rassemblent, où Gervaise apporte, avec le linge sale qu'elle doit nettoyer moyennant salaire, son morceau de savon et sa boule de bleu. Voici la grande bâtisse plantée rue de la Goutte d'Or ; six étages, quinze fenêtres à chaque étage, une « caserne » où s'entassent les familles. Et voici le bistrot, ce lieu masculin : il n'est pas encore interdit aux femmes puisque c'est là que Gervaise rencontre Coupeau, le zingueur.



Le bistrot dans cette œuvre au noir, c'est l'assommoir. L'alcoolisme, c'est le principal ennemi de l'ouvrier. Coupeau en meurt, puis Gervaise. Pour le dénoncer, Zola a puisé, à pleines pages, dans *le Sublime* de Denis Poulot[6]. Sans nulle tendresse pour cette « église de l'ouvrier ». Mais en bon républicain : « Fermez les cabarets, ouvrez les écoles.[7] » En ami aussi de ce que nous appellerions aujourd'hui le social : « Assainissez les faubourgs et augmentez les salaires », cette seconde partie de l'injonction étant plus audacieuse. Mieux encore : « Le peuple est ainsi parce que la société le veut bien. » Ce discours d'accompagnement, le texte ne le délivre que difficilement. Sa lecture au deuxième degré n'a rien d'évident. La mise en accusation morale de l'assommoir l'a, sur le moment, emporté comme le montrent les études sur la réception de ce roman : un appel à la République bourgeoise, à l'heure où l'ordre moral n'était pas encore battu.



Quelques scènes de genre traversent *l'Assommoir* : les blanchisseuses au lavoir, la visite de la forge. Il y avait beau temps que la peinture leur faisait assez large place. Honneur au travail et surtout aux ouvriers de métier, ces héritiers du monde ancien exaltés à proportion de leur apport à la vie moderne. Il faut classer à part *les Casseurs de pierre*, cette œuvre de jeunesse peinte par Courbet en 1849, si proche dans l'anonymat des têtes et des corps de l'univers des *Misérables*, qu'on en reste saisi. Romantisme ? Réalisme ? Les mots ici n'ont pas grand sens. On s'attachera davantage à ces « vrais » ouvriers, à ces professionnels fiers d'un statut symbolique, évoqués sans nulle déclamation par Eugène Lacoste, Jean-François Bonvin et Gustave Caillebotte. À vrai dire, le menuisier, peint par Lacoste en 1850 dans ce tableau superbe et énigmatique,



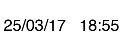
Premier travail après l'insurrection[8], a cessé son labeur : devant lui le cercueil qu'il vient d'achever, pour son fils peut-être (la famille est là) ? Après l'insurrection de Juin sans doute ? Chez Bonvin ou Caillebotte, la tragédie ne revêt pas le costume de l'ouvrier. Ce sont simples scènes de genre : forgerons, toujours aimés des dieux et utiles aux hommes, ou *Raboteurs de parquet* tels ceux que Caillebotte présente en 1875 à la deuxième exposition impressionniste[9] : des gestes de métier, de précieux témoins des professions que les artistes entendent valoriser.

1880-1890 : une décennie tournante, contemporaine d'une double jeunesse, celle de la liberté, et même si elle avait déjà quelques ancêtres, celle de la grève. Trois images de l'ouvrier la dominent : celle du héros du travail, celle du martyr, celle de l'acteur social[10].

Gloire au travail donc ! Cet hosanna, George Sand le chantait déjà dans l'étonnante cantate déclamée par Saverio, « l'habile plâtrier italien », pour célébrer les noces de Sept-Épées et de Tonine : « Nobles enfants du travail, ne quittez jamais la Ville noire ! ». Le travail, et non plus les métiers. Le travail ouvrier séparé désormais de la tâche paysanne si longtemps prioritaire à en croire l'image. *Le Carrier* de Steinlein (musée de Montreuil), son *Charpentier* (musée de Genève[11]) offrent aux regards leurs torses nus, leurs bras puissants. Nouveau Prométhée, l'ouvrier devient l'homme qui peut mâter toute matière. Support de l'industrie et de la République, la sculpture construit en son honneur des images grandeur nature. Avec son *Marteleur* présenté au Salon de 1886, un an après *Germinal*, Constantin Meunier a ouvert la voie. Jules Dalou, le communard, s'y engouffre. Il mourra en 1902 sans avoir eu le temps de réaliser le projet qui lui tenait tant à cœur : un monument où l'ouvrier seul – et non, comme en 1899, place de la Nation, la République appuyée sur l'ouvrier – eût été exalté. Ce culte né de la statuaire aurait remplacé, pensait-il, non seulement les religions mais « les mythologies passées ». Il ne nous en reste que quelques maquettes et deux figures, contemporaines des universités populaires, un marteleur et un terrassier[12].



Le texte et l'image se confondent beaucoup plus étroitement pour évoquer en l'ouvrier le martyr et non plus le héros du travail. Le jeune martyr tout d'abord, l'enfant dont le corps est détruit par une tâche excessive ; et qu'importe dès lors qu'il ait fréquenté l'école jusqu'à douze ans ! D'une production abondante et sinistre, on retiendra *l'Apprenti*,





une sculpture de Paul-Roger Bloche : lorsque celui-ci obtient que sa statue soit érigée en 1907, place Marengo à Saint-Étienne, une ville noire, elle aussi, au taux de mortalité particulièrement élevé, c'est un beau tollé ! Quel scandale, ce corps raidi et comme cassé par l'énorme marteau où s'incarne sa peine ! La bourgeoisie stéphanoise obtiendra en quatre ans son retrait[13]. Ce garçonnet a un frère : le petit Jeanlin de *Germinal*, au corps déjeté lui aussi, à l'âme déjà corrompue. La force épique du roman de Zola lui vient pour bonne part de sa capacité à faire vivre la mine comme lieu du martyr ouvrier : les ténèbres et la peur y règnent, les poitrines s'encrassent, les jambes se brisent, l'accident menace ; la mine engloutit, à chaque descente au fonds, son poids de chair humaine. Est-il pire bagne que ce royaume du Minotaure ? Dessins, lithographies, couvertures de livres, tout le dit : le malheur au quotidien, voilà le lot des gueules noires !





Alors, rien d'autre qu'un long lamento ouvrier, contre-partie de l'hommage, chaleureux ou hypocrite, rendu au travail ? Non. Avec l'assomption de la grève, la littérature et les arts s'ouvrent à une présence ouvrière radicalement nouvelle. Il est bien des images de grève. Le tableau d'Adrien Roll de 1884 (musée de Valenciennes) passe pour avoir inspiré Zola : un cri de colère, brusque, qui éclate auprès d'un puits. Quinze ans plus tard, c'est un ouvrier seul, debout, les poings serrés, qui symbolise la force de ceux qui luttent dans le beau dessin de *la Feuille* (Zo d'Axa, octobre 1898). Deux années encore et voici Jules Adler : un long cortège d'hommes et de femmes, structuré par les drapeaux rouges et noirs, l'image d'une nouvelle force collective, bref une manifestation[14]. Fruit d'une conjoncture ensoleillée propice à la lutte, et de nouvelles techniques de reproduction, la carte postale porte partout, avec les bons baisers de l'expéditeur, l'annonce de la multiplication des grèves : tous métiers, tous lieux, toutes formes de solidarité ouvrière[15].

Les arts plastiques disent pourtant moins bien que les romans, la rupture que la grève introduit dans la routine de la vie. Deux grands romanciers ont évoqué à leur manière cette coupure dans l'épaisseur monotone du temps, ce rejet soudain de la docilité et de la peur, bref, cette citoyenneté que la grève met en mouvement. Zola, bien sûr, convaincu par la grève d'Anzin de conférer à Étienne, acteur symbolique du monde nouveau, un rôle décisif dans la fracture révélée par la grève : celui de « l'apôtre apportant la vérité[16] ». Et, plus tard, Jean-Richard



Bloch. En 1917, à la fin de son premier roman, … *Et compagnie*, il casse la continuité du récit pour donner la parole à un militant socialiste, Auguste Fournier. En quelques pages, celui-ci écrit « au citoyen Jules Guesde » comment, en novembre 1885 – l'année de *Germinal*, coïncidence ? –, la grève l'a brisé, à l'usine Simler, l'épopée consensuelle du travail, importée en France au lendemain de la défaite par cette famille d'industriels alsaciens patriotes. Rupture dans la vie des grévistes, rupture dans celle de l'entreprise voire rupture d'écriture, ainsi va la grève ouvrière quand de grands romanciers s'en emparent.

Malgré la signification méconnue du livre de Jean-Richard Bloch, malgré le rôle central, tôt perçu, du deuxième roman ouvrier de Zola, synthèse à lui seul de la tragédie optimiste de la société industrielle, malgré l'irruption dans les arts plastiques de la puissance autonome de la classe, bien des représentations de l'univers ouvrier sont restées inchangées des années 1840 à la guerre. La découverte de la grande usine, par exemple, date bel et bien du second Empire : mines, fonderies, chantiers en construction[17] : voyez les Forges de Fourchambault et du Creusot peintes sur commande patronal ou étatique par François Bonhommé ! On retrouve ces scènes collectives de travail à l'extrême fin du siècle grâce à Maximilien Luce[18] : ses aciéries, ses fonderies, nées de l'émotion ressentie à Charleroi, attestent, elles aussi, la grandeur du spectacle créé par les nouveaux rapports entre l'homme et la machine et, malgré les choix idéologiques de Luce, elles évoquent davantage la grandeur de l'industrie nouvelle que la révolte des travailleurs.





Pratiquement pas d'usines textiles en revanche ! C'est que la représentation de l'ouvrière, immuable elle aussi, exclut la fabrique et voue le labeur féminin à l'atelier familial ou à la ville. Pas de « filles de filature ». Pas de typotes non plus ni de cigarières. Sur trois quarts de siècle, mille petits métiers s'ouvrent aux femmes, aucun vrai métier ! C'est *la Fileuse* de Courbet, *la Laveuse* avec Steinlein, *la Repasseuse* avec Degas : leur gestuelle intéresse les peintres plus que leurs rapports au travail. Quant à *la Petite Blanchisseuse* de Bonnard, le peintre l'a croquée, ombre noire, trotte-menue, chargée d'un panier blanc, livrant son linge à domicile et non le lessivant. Et le roman populaire confirme : de *Jenny l'ouvrière* (Xavier de Montépin) à Lise, la blanchisseuse, l'héroïne de *Gustave* (Paul de Kock) voire à *Fleur de Paris*, un des grands succès, en 1904, de Michel



Zévaco, la pauvreté rôde et, avec elle, ces deux maux «féminins», la tuberculose et la prostitution. Mais elles ne sont guère nombreuses – et il leur faut s'exprimer sous des pseudonymes masculins – celles qui, telle Amélie – devenue Émile – Bosquet, évoquent *le Roman des ouvrières*, ou qui, à l'instar de Léonie Champseix, dite André Léo, consacrent tout un roman, *Aline-Ali*, à mettre en cause l'inégalité des salaires entre les hommes et les femmes[19].

Femmes jolies et vite usées. Hommes puissants et laborieux, acteurs, dans la grève, de leur propre vie. La peinture et le livre n'ont-ils donc laissé, en ces rudes décennies, nulle place au rêve ouvrier? Bien sûr que si. Outre l'espoir, tenace, de «s'en sortir» par quelques économies et l'achat d'une boutique – ainsi Gervaise –, l'avenir se forge autour de trois projets ouvriers, associés au textile, à la mine, au bâtiment.



Le textile? C'est autour d'une usine de Rouen qu'Émile Veyrin construit sa *Pâque socialiste*, une pièce de théâtre montée avec la Maison du Peuple en 1896-1897, et qui eut un réel succès. Les ouvriers y découvrent, avec la bénédiction d'un bon patron, les joies et l'efficacité de l'autogestion et de la solidarité[20]. Le salariat agonise comme dans la Cité heureuse imaginée par Zola au fil du plus célèbre des «Quatre Évangiles», *Travail*.

La mine? Si l'orchestration wagnérienne qui domine la cinquième partie de *Germinal* ne ferme pas entièrement la porte au rêve exterminateur de Souvarine, nourri d'une haine absolue du monde capitaliste, c'est pourtant, clairement, Étienne Lantier qui porte l'espoir: demain, le syndicat; demain «des millions de travailleurs» face à «des milliers de fainéants»; demain, la défaite du capital, ce «dieu repu». Quand s'achève *Germinal* et que commence la germination, s'élève le mythe de la victoire conquise grâce à la force régulée des damnés de la terre. C'est lui qui a fait du roman de Zola, non seulement un chef-d'œuvre, mais une force politique.

Et le bâtiment? Les anciens métiers, fort anciens, fort virils, qui s'y rattachent, ces métiers où pour construire, il faut souvent commencer par détruire, ont davantage inspiré les peintres que les romanciers. Un double rêve les pénètre. Celui d'abord des *Démolisseurs*, ce tableau peint par Signac en 1896 (musée de Denain) et abondamment diffusé par la lithographie. C'est en plein air et non dans le labyrinthe sournois de la





mine, c'est debout et fier et non couché dans la taille que l'ouvrier lève son gigantesque marteau. Sur quoi ? On ne sait. La ville, noyée de brume, se devine derrière lui. Alors, le vieux monde, irreprésentable, irreprésenté ? Sans doute. Démolir, construire. Une dizaine d'années plus tard, Maximilien Luce inaugure une série de « chantiers », de « constructions », « d'échelles » : échafaudages, grues et boulons montent à l'assaut du ciel en minces treillis. La main de l'ouvrier s'ouvre sur l'avenir. Il peut créer, il peut inventer. Un grand peintre le dit, à sa façon, imaginaire, mieux peut-être qu'un livre d'histoire.

« L'ouvrier à travers l'art et la littérature », Claude Willard (dir.), *La France ouvrière, Tome 1 : Des origines à 1920*, **Paris, Éditions sociales, 1993, p. 457-463**






CHAPITRE X.

ART ET SOCIÉTÉ










Ces demoiselles



Ce titre – à l'excès policé ou un peu sauvage, selon l'humeur du lecteur – n'a qu'un mérite, en ce printemps de l'an 1988 : il renvoie, évidemment, à l'exposition consacrée aux *Demoiselles d'Avignon*, ce « tableau champ de manœuvres » (André Salmon 1912) présenté à Paris, au jeune Musée Picasso, et qui, cet été, se rendra à Barcelone au Musée qui porte lui aussi le nom du grand catalan. Il peut sembler en revanche à l'écart à la fois des tout derniers travaux sur le « bordel philosophique » et, ce qui serait plus fâcheux encore, du thème du colloque. William Rubin, le savant directeur du MOMA, ne vient-il pas de rappeler dans sa contribution majeure au catalogue de l'exposition[1] ce qu'il avait déjà démontré dans le chapitre Picasso de son grand livre, *Le primitivisme dans l'art du XXe siècle*[2] : aucun des masques tribaux dont Picasso est censé s'être inspiré pour *Les Demoiselles*, en particulier pour les prostituées situées à la droite du tableau, ne peut lui avoir été accessible en 1907, avant l'achèvement de sa toile ; or c'est par ce relais africain que *Les Demoiselles* pourraient éventuellement être mises en relation avec l'exotisme. Le pari avec lequel j'accepte d'être confrontée consiste cependant, sans ignorer les fantastiques progrès que vient de faire la connaissance de l'iconographie propre aux *Demoiselles*[3], sans sous-estimer – du moins me semble-t-il – l'apport de la savante et fondamentale étude de Pierre Daix sur l'historique du tableau[4], à maintenir et si possible à enrichir, la problématique d'une insertion exotique – mais par quelles voies ? – de



cette toile où l'on a voulu pendant longtemps voir l'acte de naissance du cubisme[5].

Un thème, donc, tiré de l'actualité, muséologique et éditoriale, fortement événementiel, centré sur une seule œuvre et dont, du coup, l'insuffisance éclate dans un colloque où la place réservée à l'exotisme iconographique est forcément restreinte, et plus encore celle qui relève de l'exotisme pictural. Aussi voudrais-je, d'abord, esquisser à grands traits l'évolution de la peinture exotique du début du XIXe siècle à la veille de la deuxième guerre mondiale. Les travaux de Philippe Jullian, Marc Lambrechts et Lynne Thornton[6], le livre pionnier de Jean Laude[7] éclairé par les récentes recherches sur le primitivisme, permettent de distinguer trois moments que la périodisation romanesque proposée par Lise Queffelec ne récuse pas. Trois moments sur lesquels il semble possible – non sans hésitation car, en France, une bonne partie des peintures n'a sans doute pas encore été répertoriée – d'articuler non pas les chefs-d'œuvre, mais l'essentiel de la production moyenne.



Le premier temps prolonge en quelque sorte le mythe de l'Orient méditerranéen. La quête des origines de l'homme se renouvelle avec l'élargissement de l'espace parcouru : après la Syrie, l'Égypte, voici le Maroc, l'Algérie. La guerre d'indépendance de la Grèce a mis l'Orient à la mode auprès du public libéral qui découvre les massacres de Scio. Beaucoup de peintres partent en missions officielles, semi-militaires, semi-diplomatiques, et la photographie, cette débutante, aide la mémoire des médiocres – des non-géniaux plutôt – autant que le carnet de croquis et l'aquarelle, cette britannique. Fête de couleur, violence et volupté, Horace Vernet, Delacroix, Chasseriau les font leurs. Mais la peinture militaire – voyez Vernet encore ou Adrien Dauzats récemment redécouvert[8], lors même qu'il s'agit de la conquête de l'Algérie, ne transforme que rarement l'autre en barbare. La guerre ne se colonialise pas immédiatement. Le thème du fier Arabe qui avait empoigné Delacroix lors de son arrivée au Maroc en 1832 – « Rome n'est plus dans Rome… L'antique n'a rien produit de plus beau » – se maintient assez longtemps. Les temps de l'anecdote triomphante ne sont pas encore advenus.



Ce serait une erreur de croire qu'elle va envahir, pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, tout le champ de la peinture orientaliste. L'artiste



ne dépend pas seulement du marché, même si, comme le dit, par exemple, Fromentin, c'est à la vente de ses tableaux, et non à son écriture, de nourrir sa famille. À l'heure où le tumulte exotique peut-être, coloriste assurément, s'achève – avec Henri Regnault, avec Delacroix, meurt en 1863 –, l'Afrique voilée peinte par Fromentin, dit moins, peut-être le désir du voile que celui d'une enquête sur la lumière grisonnante où baigne un Sahara austère et calciné. Cette interprétation, l'œuvre de son ami Narcisse Berchere la confirme : le désert l'empoigne dans sa grandeur et son silence. Quant à Gustave Guillaumet, le Musée d'Orsay travaille à le réhabiliter en présentant, en bonne place, le *Paysage de Laghouat*, injustement méconnu, qu'il peignit en 1879.

Laisser à la peinture ses propres codes et, en somme, son autonomie ne constitue pas pour autant une profession de foi en faveur de l'isolat des œuvres. Comment imaginer que celles-ci se fabriquent – eh ! oui – à l'écart des commandes de milieux aisés qui peuplent désormais la plaine Monceau, Auteuil, les Champs Élysées[9] ? Cette riche bourgeoisie veut orner ses murs : faute d'ancêtres elle mange de l'exotisme. Sensible au clinquant mais aussi à l'exactitude du détail, garant, croit-elle, du vrai, elle rêve de burnous et de yatagans. Comme la conquête de l'Afrique noire se précipite après les accords européens de 1885 et 1890 – les premiers groupes de pression à durable efficacité naissent pendant la dernière décennie du siècle – c'est du côté des Salons spécialisés qu'elle se dirige quand elle achète. Nombre d'orientalistes adhèrent, en 1890 justement, au Salon de la Société Nationale des Beaux-Arts, ce grand dissident[10], puis, à partir de 1893, au Salon plus spécifique, plus professionnel en quelque sorte, des peintres orientalistes français.




C'est alors que prennent forme les connotations péjorées que nous attribuons à l'exotisme pictural : l'anecdote, ou plutôt l'esprit anecdotique, l'emporte. Anecdotes militaires certes qui pistent nos hauts faits, source de consolation pour nos officiers, même si, comme le montre *le Carnage,* cet extraordinaire tableau de Clairin[11], le récit manque parfois de complaisance. Anecdotes semi-civiles : voir les nombreux « hommes de garde devant une porte orientale » dont Gérome se fait une spécialité en s'entourant d'un fastueux bric-à-brac. Anecdotes tout à fait civiles enfin : on n'en retiendra qu'un exemple, cette *Arrivée d'une mariée dans un village à Biskra*, due à Philippe Pavy, à laquelle ne manque, si j'ose dire, pas un bouton de guêtre : chameaux, palanquins, musiciens, femmes



porteuses de cadeaux, etc. Cet exotisme de pacotille, les peintres les plus côtés n'hésitent pas à le pratiquer pour s'en enrichir. Ceux qui sont moins célèbres n'ont pas grâce à lui fait fortune : du moins leur a-t-il permis de vivoter. À la fin du siècle pourtant, sans que nulle rupture décisive intervienne, le récit pictural se détache des scènes de genre pour s'intéresser, selon une suggestion, déjà ancienne, de Stendhal, à « ce qui se passe dans la rue[12] ». Un exemple de mutation : Maurice Bompard (1857-1936), un temps spécialisé dans les scènes de harem, puis dans la restitution de l'ombre mystérieuse des mosquées, s'intéresse, à partir de 1890, à la vie quotidienne des villes qui, comme Biskra, ont désormais perdu leur virginité exotique. Chetma – Briska – Nice – Marseille : même combat, même regard en tout cas. L'autre est devenu non pas le même, mais un autre.



Or, les lendemains qu'annonce Bompard ne sont pas près de déchanter. À l'orée du siècle nouveau s'ouvre en effet une troisième période dans les relations entre la peinture et l'exotisme. Les chercheurs belges qualifient l'entre-deux guerres d'apogée de la peinture africaniste. Lynne Thornton parle, pour la France, de renouveau, et le date du début du siècle, ce qui m'a séduite[13]. De quoi s'agit-il ? La vocation documentaire de la peinture exotique fléchit. La photographie n'avait sans doute pas été aussi concurrentielle qu'on l'a dit. En revanche, la carte postale[14]… Illustrée, elle devient un instrument de relations interpersonnelles – le soldat l'envoie à ses parents, à sa fiancée – et un instrument de masse : en 1905-1906 c'est quelque quarante-cinq millions de cartes qui sont mises en circulation en France ! Que de chameaux ! Que de palmiers ! À quoi bon peindre ? Le chromo lui même ne peut plus rivaliser. En ce début du siècle l'aventure industrialiste a gagné le monde de la communication visuelle.



Au même moment, ou peu s'en faut, des peintres, des dessinateurs aussi – voyez le grand Jossot[15] – choisissent, en nombre significatif, de s'installer durablement, sinon à vie, dans ces terres lointaines où, jusque là, ils ne faisaient que passer. Fin du voyage ? Non. Mais quête d'autre chose que le pittoresque. Ces intimités nouvelles sont lourdes de conséquences : les visions folkloriques reculent. Ainsi Émile Bernard tente-t-il de donner de l'Égypte et des *Marchands du Caire* une vision moins narrative que ses prédécesseurs. Et Étienne Dinet[16] qui s'installe à Bou Saada, avant de se convertir en 1913 à l'Islam, se spécialise-t-il dans l'illustration de livres qui mettent en valeur les liens fraternels, et éternels, entre



l'Algérie et la France : drapeaux français et drapeaux musulmans flottent au vent, mêlés. Les transpositions religieuses qui se multiplient pendant l'entre-deux guerres expriment sur un tout autre plan la même conviction de l'unité de l'humanité : Roger Bezombes en témoigne fortement avec ses madones noires et ses Cérès africaines[17]. Comment enfin, si l'on regarde du côté de l'avant-garde, ne pas souligner l'enthousiasme pour « l'art primitif » qui, sur la lancée de Gauguin, s'empare des Fauves vers 1906-1907 ? Vlaminck, Matisse, Derain qui achève *La Danse* en 1906, brassent alors des styles exotiques divers et intègrent à des tableaux aussi éloignés que possible tout récit, de tout souci de vérité documentaire, leur découverte d'œuvres qui participent au « mythe du primitif[18] ». Un ou deux ans plus tard les jungles du Douanier Rousseau solliciteront le même archaïsme pour des visions plus stables. Au total ce sont bien de nouvelles sensibilités qui s'affirment : aux « objets » lointains – art océanien, art égyptien, art nègre surtout – aux êtres et aux aîtres – Des voies différentes, ô combien ! Mais incontestablement un nouveau siècle commence pour l'exotisme pictural.




Comment situer, où situer ces cinq *Demoiselles* dans le parcours dont je viens, à très gros traits, d'esquisser l'évolution et les tendances ? Il y a quelques années seulement on eût dit, sans barguiner, sur la lancée de Jean Laude, mais en s'appuyant aussi bien sur André Salmon, Guillaume Apollinaire et Gertrude Stein, que le tableau attestait la sympathie particulière de Picasso pour l'art primitif, pour l'art nègre en particulier. Né d'un « instinct de contestation et de révolte » fixé sur le reniement d'un père lui-même artiste – peintre reconnu et professeur à l'École des Beaux-Arts de Barcelone[19] ; cet attachement, disait-on, s'était nourri d'abord de sa rencontre, depuis 1901, avec Gauguin, puis de la « révélation », du « choc », qu'il avait éprouvés en 1907 devant les masques et les fétiches tribaux découverts lors d'une visite au musée d'ethnographie du Trocadéro. Fruit d'un long travail, les *Demoiselles* passait alors pour emblématique du rôle attribué à l'art nègre aux origines du cubisme. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui. De savantes études sur l'état des collections publiques et les achats des collectionneurs privés ont démontré que Picasso n'avait pu voir que beaucoup plus tard les masques Etumbi ou Songye dont la déformation aurait pu inspirer les traits qu'il a finalement prêtés aux deux putains visibles à la droite du tableau.



L'étude minutieuse que Pierre Daix vient de faire de ses carnets et de la radiographie de la tête de la putain accroupie confirme l'inexistence de toute influence directe de masques africains sur ce personnage particulièrement terrifiant. Que dire dès lors[20] ? Est-il encore possible de poser le problème de l'exotisme des *Demoiselles*, sauf à en présenter une interprétation purement subjective, voire romanesque, à laquelle une autre peut être opposée avec une égale vraisemblance ?

Il me semble que oui. À condition de ne prendre au sérieux ni la recherche des influences, ni la quête des modèles, à condition de ne négliger ni la préhistoire du tableau, ni sa réception ; à condition surtout de ne pas s'enfermer dans le laboratoire graphique des *Demoiselles* dont Pierre Daix a mis à jour les filières emmêlées et aux multiples destinations, et de s'interroger non seulement sur « l'usage des hachures, conséquence et condition du processus de radicalisation sauvage des visages[21] », mais sur les donnés biographiques et culturelles qui éclairent le tableau. À condition, en somme, de ne pas récuser a priori son rapport à l'histoire. À cette démarche qui fut pour une part celle de Léo Steinberg dans son article pionnier, paru en 1972, « The philosophical Brothel[22] »




– il a inauguré les nouvelles recherches sur la signification du tableau après un demi-siècle de bavardage sur le « cratère incandescent » et « l'image sacrée[23] » – et qui a permis les approfondissements décisifs de William Rubin, il est peut-être possible d'intégrer quelques éléments nouveaux. Je m'y sens autorisée par le thème du colloque et par les conclusions d'Hélène Seckel dans sa présentation du catalogue de l'exposition du musée Picasso : « Force est de constater, écrit-elle, qu'on n'en finit pas avec les *Demoiselles d'Avignon*[24] ».

Résumons très brièvement la préhistoire directe du tableau. Un temps assez court : c'est en mars-avril 1907 que Picasso produit la première étude substantielle dont il fera cadeau beaucoup plus tard à la ville de Bâle ; le tableau est achevé en juillet de la même année ; dans l'intervalle : une aquarelle, celle du musée de Philadelphie. Il s'agit en somme d'une affaire de quelques mois au cours desquels l'étude des carnets laisse apercevoir, à travers de multiples pistes, la continuité du travail plutôt que ses ruptures[25]. Des transformations profondes cependant. L'étude de Bâle met en scène sept personnages : cinq femmes nues qui accueillent dans un lie clos deux hommes aux vêtements colorés qui attirent les regards : l'un, au centre, assis devant une table est un marin vête de bleu ;



l'autre, debout, à gauche, entre dans la pièce en tenant dans sa main droite un livre, dans certains dessins, un crâne. Picasso dira lui-même, plus tard qu'il s'agissait d'un étudiant en médecine. Nul doute sur la nature du lieu : un bordel, le seul endroit européen où l'on trouve réellement des femmes nues, dira Picasso[26]. Nul doute non plus sur la nature anecdotique du thème. En juin, les hommes vont être expulsés de l'aquarelle de Philadelphie : le marin d'abord, puis l'étudiant. En juillet s'achève le travail sur les corps et les visages des cinq demoiselles, sans hommes, et sans rapports entre elles, mais encore le traitement que Picasso inflige aux têtes des demoiselles de droite et de celle qui, à gauche, remplace le marin, celui qu'il impose au corps tragiquement contourné de celle qui est assise, ce discord qu'il introduit entre les corps qui tous s'unifient autour de tons saumonés et les visages scarifiés et comme masqués, tout légitime le sentiment unanime d'horreur éprouvé par les premiers amis à qui le peintre présenta son tableau. Il n'a conservé sous leur apparence ibérique que deux d'entre elles. Il a éprouvé le besoin d'en exotiser trois. L'autre a d'une certaine manière envahi le tableau. Les femmes du bordel sont devenues le support de ce que Daix appelle un « manifeste de sauvagerie. » Une sauvagerie répandue sur tout l'écran mais dont les demoiselles qui l'encadrent sont au plus haut porteuses.




Pourquoi ? D'où vient ce trouble que trahissait au départ, au temps du « bordel philosophique », la présence à côté du marin en bordée, du carabin tendant la tête de mort ou pourvu de sa pauvre science livresque, et qui s'inscrit maintenant dans l'agressive violence de trois demoiselles ? Depuis l'exégèse de Leo Steinberg, l'accord se fait chez les interprètes de l'œuvre sur l'impossibilité de rejeter l'approche psychique, biographique, sur l'appauvrissement auquel a conduit longtemps une interprétation purement formelle dès lors cependant que, pas à pas, on s'est efforcé de retracer les cheminements du crayon et du pinceau du créateur. Ce qui vient à jour à retracer le travail du peintre, à travers ces corps finalement discordants et ces ruptures de l'espace, à travers ces visages d'une sombre violence, d'une ardente hideur parfois, c'est inséparablement le désir et la peur de la femme : Eros et Thanatos étroitement mêlés. Pas d'amours apaisées : en cet été 1907, sa compagne, Fernande, s'apprête à quitter Picasso[27]. Et pas de vie sexuelle libre sans la menace sourde de la maladie et de la mort. Une menace qu'il a tenu à connaître, à reconnaître : n'est-ce pas le sens de ses visites aux prostituées



syphilitiques à l'infirmerie de la prison de Saint-Lazare, à l'hôpital Saint-Paul de Barcelone ? Si, dans son état final, le tableau est débarrassé de la triste annonce faite au marin par l'étudiant en médecine, il ne l'est pas des « terreurs élémentaires[28] ». Simplement, celles-ci, désormais, s'expriment autrement : elles ont été comme transférées sur les visages tourmentés et barbares de deux au moins, de trois peut-être, parmi les cinq putains qui s'offrent au regard du spectateur, attiré et terrifié à la fois par le possible usage de ces corps.





La crainte de la syphilis, la peur primordial de la femme qui peut la transmettre, Picasso les voit, les lit partout autour de lui. C'est au début du siècle en effet que culmine, avec la dénonciation des « filles de noce », celle du « péril vénérien ». Dans une société qui se médicalise, la place faite à la vérole l'emporte même, pour un temps en tout cas, sur celle qui est accordée à la tuberculose. Les trompettes de la renommée sonnent plus fort, on les entend en d'autres lieux plus officiels – l'armée par exemple – et les terreurs que suscite la syphilis engagent les générations, les héritages. Ce nom maudit envahit alors les lieux publics et jusqu'aux vespasiennes : elles se couvrent de publicités pour les drogues miraculeuses et, en réponse, d'affiches éditées depuis 1901 par la savante et militante Société française de prophylaxie sanitaire et morale. Un dessin à l'encre réalisé au début du siècle par Picasso[29] atteste que la décoration de ces édicules ne lui a point échappé : il lui a donné un nom, « scène de rue ». À la tête de la Société, son président Alfred Fournier, médecin-chef du plus important service de maladies vénériennes de Paris, celui de l'hôpital Saint-Louis, multiplie les brochures à petit prix – dix centimes – à gros tirages. *Danger social, pour nos fils quand ils auront dix-sept ans. En guérit-on ?*, ces titres inégalement aguichants sont mis en vente entre 1905 et 1907. Cette littérature à bon marché est rédigée en un langage simple, quoique médical. Des cas précis fixent l'attention sur la gravité des maladies que l'on croit guéries. Tel, le cas de ce « jeune artiste », marié, un enfant, dont « les tableaux se vendent bien » ; une ancienne syphilis, « blanchie » mais insuffisamment soignée, se réveille et le voici atteint d'une affection oculaire double qui… aboutit à une cécité complète[30], l'horreur pour un peintre. Source du mal : les prostituées. Maladie interclassiste, la syphilis dit-on, passe « du grabat au palais, du lupanar infâme l'alcôve de l'honnête femme ». Elle est « la maladie des filles ». Les filles : ces demoiselles.



Oui, *Les Demoiselles d'Avignon* sont bien contemporaines de «l'âge d'or du péril vénérien[31]». C'est l'époque où émerge la notion de parasyphilis contre laquelle l'iode et le mercure sont déclarés impuissants[32]. Cette intense dramatisation qui correspond à une conjoncture courte – deux petites décennies – se retrouve au théâtre: Eugène Brieux fait jouer, en 1901, *Les Avariés*, véritable morceau de propagande antivénérienne, autrement plus explicite que, dix ans plus tôt, *Les Revenants* d'Ibsen. Pour la première fois enfin la syphilis devient sujet de nombre de romans: Des Esseintes rêvait avec terreur à l'invasion de «la grande vérole», mais ce n'était qu'un rêve et ce n'était qu'un moment du roman. Avec *Les Manceniles* d'André Couvreur (1900), *Vénus ou les deux risques* de Michel Corday (1901). *Bubu de Montparnasse* du merveilleux Charles-Louis Philippe (1901 également). *L'insexué* de Paul Bru (1903) et, en 1907, l'année donc des *Demoiselles, Prostituée* de Victor Margueritte, une somme de l'amour vénal, ce sont les médecins qui parlent. Picasso certes ne lisait guère de romans, mais grand dévoreur de journaux comme maints Français de son temps, il n'a pu ignorer les comptes-rendus, les allusions, le jeu de citations et de références exemplaires qui assuraient la participation du récit romanesque à une campagne littéralement obsédante.



Alerter l'homme, désigner la femme: tels en étaient les objectifs. La femme désirée et menaçante, la femme qui porte atteinte à l'intégrité masculine. Cette figure castratrice ancienne s'inscrit au début du siècle sur un horizon culturel qui dépasse de beaucoup les bornes fiées par la seule transmission de la maladie. Les années 1900 en effet, cet exact tournant du siècle, ce bref moment où tous les cent ans l'imaginaire collectif croit que quelque chose peut basculer, voient paraître plusieurs romans, écrits par des hommes, où s'énonce la crise du masculin. À la pointe de la littérature décadentiste, les fantasmes se déchaînent. Dans *Le jardin des supplices* d'Octave Mirbeau comme dans *La femme et le pantin* de Pierre Louys, deux romans rigoureusement contemporains, il y a une inversion des comportements, des rôles sexuels. C'est l'homme, chez Pierre Louys, qui devient le pantin de la femme, être exquis et féroce, voué à la volupté du mal. Et dans *Le jardin des supplices*, l'amour de Pierre, le narrateur, pour Clara la corrompue en qui se mêlent le charme de l'enfant et la perversité de l'adulte fait de lui sa chose. C'est elle qui le possède – elle qui n'aime que les prostituées –, elle qui



l'entraîne en Chine dans ce jardin où les plantes sentent l'amour, où les objets respirent la torture et la mort. « C'est moi, l'homme », dit Clara, la « toute petite fille ». Étrange Mirbeau, créateur de fables[33], amoureux de ce monde végétal dont Picasso a maintenu la présence sur la table basse, stridente, dont l'angle avance vers le sexe de la putain à demi-accroupie des *Demoiselles.* Portrait de la femme en monstre. On le retrouve, curieusement, dans divers romans 1900 écrits par des femmes. N'en retenons qu'un, *La tour d'amour* que publie en 1899 Rachilde, une jeune romancière, féconde, qui a ses entrées au *Mercure de France* et qui avait fait, quinze ans plus tôt, quasi adolescente, son entrée en littérature avec un roman dont le titre disait l'inversion, *Monsieur Vénus*. Dans *La Tour d'amour*, triste histoire d'un vieux gardien de phare, cet objet phallique identifié à l'homme avoue son impuissance pendant que l'océan féminin engloutit toutes les virilités. La crise du masculin s'ouvre ici en tant que crise d'identité sexuelle.




Je me garderai certes de suggérer que Picasso a eu l'occasion de lire *Le Jardin des supplices*. Mais il me semble que les inquiétudes dont témoignent ces récits débordent largement l'expression romanesque. La lecture des éditoriaux du 1er janvier 1900 dans quelques grands quotidiens français[34] laisse paraître, en plusieurs cas, une vision incertaine du présent et de l'avenir des sexes, réactivant ainsi d'anciennes peurs. Ce qui confère alors actualité à ces inquiétudes, ce n'est pas seulement l'écriture de la décadence et sa préciosité un peu vaine, ce n'est pas seulement la découverte en cours du primitivisme, c'est aussi l'ancrage social du culturel. S'achèvent en effet les temps de la femme « muse ou madone[35] », source d'inspiration ou de contemplation. Recule – sans disparaître, grands dieux ! – l'époque où les ouvriers, et le mouvement ouvrier[36] s'interrogeaient sur la légitimité du travail féminin, sur sa possibilité même, à l'écart du foyer. Certes on refuse toujours à « la femme » l'accès à la vie civique et donc, en République, à la nature humaine. Mais la voici qui, non contente des « travaux » féminins auxquels il était à la rigueur supportable qu'elle fût vouée, commence d'accéder à des « métiers », à des « professions[37] », voire à des carrières. Plus que l'homme elle bénéficie du démarrage du tertiaire : institutrice, postières, infirmières, secrétaires, le champ de la concurrence s'ouvre. La presse en retentit. Ces dames s'organisent[38]. La prostitution reste le plus vieux métier du monde et, à l'heure du péril vénérien, le plus redoutable. Elle n'est plus le seul. Est-il



illégitime de penser que dans l'imaginaire de Picasso nourri de l'air du temps, l'inquiétude qu'inspire la femme prend acte aussi de l'esquisse de ces changements de statut ? Comment réagir à l'heure de la transition ?

Et justement, porté par son œuvre, sensible à son temps, il réagit. Nous comprenons mieux, me semble-t-il, le traitement auquel Picasso soumet ses *Demoiselles* entre mai et juillet 1907, nous cernons mieux les orientations, sans doute peu conscientes de sa quête, quand nous en saisissons le sérieux. En abandonnant le thème, somme toute narratif, auquel correspondait le stade primitif du bordel philosophique, le peintre s'est libéré d'une anecdote banale et banalisante. Il n'a pas renoncé à ses impérieuses inquiétudes, aux angoisses de son temps. Loin de là, il tâtonne à la recherche d'une autre voie. À travers l'exotisme, ou plutôt les exotismes, ce sera celle de l'exorcisme.



Fait intéressant : l'exotisme à chaque fois revêt la forme d'un archaïsme : l'éloignement dans le temps peut redoubler les effets de l'éloignement dans l'espace. L'archaïsme ibérique, Picasso l'avait découvert au printemps 1906 lors de la présentation au Louvre de reliefs en provenance d'Osuna ; la presse en avait fait grand cas et il en avait extrait le miel pour chanter les premières notes du bordel philosophique : la caryatide et sa voisine y sont restées fidèles. Le primitivisme éclectique à la Gauguin réactivé par l'exposition de 1906[39], la tireuse de rideau qui entre à gauche lui a emprunté son sombre, mais d'une certaine manière placide, visage : toutes les femmes, toutes les prostituées n'ont pas la même fonction. C'est enfin à l'Afrique toute entière que renvoient les violentes figures féminines de la droite du tableau.



L'Afrique : un seul mot pour désigner – c'est ce que fait Matisse[40] – celle que l'on dit blanche ou maghrébine et celle où le noir s'affiche. À la une des journaux, c'est la blanche qui s'affirme depuis que, le 31 mars 1905, Guillaume II, en débarquant à Tanger, a affirmé sa volonté de ne pas voir le Maroc devenir terre française. En août 1907, pendant que le congrès de l'Internationale socialiste discute à Stuttgart de « la question coloniale » – et de la résistance au militarisme et à la guerre – un journal comme *l'Assiette au beurre* associe dans un numéro spécial la « civilisation au Maroc » par la conquête la plus brutale et l'ouverture de maisons closes « où l'on observa strictement le principe de la Pénétration pacifique et de la Porte ouverte[41] » : une légende marquée par des références politiques et sexuelles évidentes, mais aussi par une manière de



colère froide, et de sinistre humour. Afrique à demi-soumise déjà. Picasso lisait *l'Assiette au beurre* et aurait, dit-on, été sollicité d'y collaborer : il y avait du caricaturiste chez ce diable d'homme. Il n'en fit rien, mais un morceau d'Afrique s'insinuait chez lui, une Afrique non primitiviste mais ouverte à la conquête, moderniste en somme alors même qu'il travaillait aux *Demoiselles*. Il cherchait ailleurs cependant : une manière de dessiner, de colorier ses hantises pour s'en délivrer, une mutation exorciste des *Demoiselles*.

Ce fut l'autre Afrique, la sombre, la noire. W. Rubin a tout dit sur ce thème, allant jusqu'à nuancer sur ces points de détail, dans sa contribution au catalogue de l'exposition du Musée Picasso, la riche mise au point rédigée pour son livre sur le primitivisme. On ne peut que le résumer, en quelques lignes, et renvoyer à ces deux textes. Non, je l'ai rappelé plus haut, Picasso n'a « imité » aucun masque tribal lorsqu'il a mis la dernière main aux deux putains de droite. Oui, il avait déjà vu, chez Matisse, chez Lhote peut être, des statuettes noires, mais si elles l'avaient impressionné, il n'y avait pas trouvé la solution à ses problèmes. Peut-être





parce qu'il n'était pas à la recherche d'une émotion esthétique, de la délectation du collectionneur : « Tous, nous aimions les fétiches », dira-t-il en 1937 à Malraux[42]. Mais nous n'en faisions pas tous le même usage. Oui, les objets tribaux dont il reçut presque immédiatement une violente commotion, il les a, semble-t-il, rencontrés en juin 1907 au musée du Trocadéro : visite cent fois ressassée, interrogée. C'est là, selon Rubin, que les objets africains – statues et masques – lui apparurent non comme des curiosités, ni comme des modèles, mais comme lourds de peur et de peurs, comme chargés aussi d'une force magique qui permettait de se libérer, si l'on parvenait à s'en inspirer, des terreurs ancestrales renouvelées et infléchies par le monde moderne. « Braque n'est pas superstitieux[43] ». Lui, Picasso, si. En quoi, sans avoir lu Marcel Mauss dont venait de paraître en 1904 *L'Esquisse d'une théorie générale de la magie*, il faisait sienne pour un temps, et dans une perspective d'Européen hanté par les maléfices féminins, ce qui, dans leur tribu d'origine, avait donné leur force à ces objets lointains.

Ainsi la charge d'agressivité incroyable que les putains de droite et la structure du tableau, ses coloris aussi, communiquèrent aux *Demoiselles d'Avignon*, cette agressivité qui bouleversa André Salmon et Alice Toklas[44], qui fit dire à Burgess qu'il se croyait devant des « ogresses » et



à Braque qu'il lui semblait « boire du pétrole », renvoie à une Afrique primitive et violente, jamais conquise en dépit des conquêtes, et non aux représentations d'une Afrique quasi policée, accédant par peintres interposés à la dignité européenne. Ultime ruse d'un exotisme qui se retournait contre lui-même : cette Afrique pathogène et libérée par sa sauvagerie même était une femme.




« Introduction », *Ces demoiselles*, Catalogue d'exposition, Cahiers CRLH-CIRAOI, n° 5, 1988, p. 443-455







Orsay, un autre XIXe siècle
L'histoire au musée

Le 18 août 1981, le nouveau président de la République, François Mitterrand, à qui la culture du XIXe siècle est chère, nommait, dans l'équipe chargée d'assurer l'ouverture du musée d'Orsay, une historienne avec mandat de « définir la nouvelle orientation historique des programmes ». Ce fut un petit événement. Allait-on voir, comme le craignait Patrice de Plunkett[1], « les hordes de la Seine-Saint-Denis » – où venait d'être transférée l'université de Vincennes, cette fille, née en 1968, de la vieille Sorbonne – monter à l'assaut du musée ? Mettrait-on un rouet devant *Les Tisserands* de Van Gogh, comme Pierre Schneider nous dit l'avoir redouté[2], et, toujours pour affirmer la prééminence de l'histoire sociale, un fer à repasser devant Degas, comme d'aucuns semblaient le croire[3] ? Ne montrerait-on des tableaux qu'à condition qu'ils « illustrent la naissance du socialisme » ? C'était la hantise du *Figaro Magazine*[4]. Le musée saurait-il à tout le moins se préserver de la tentation sociologique, comme l'espérait Georges Duby ?

D'autres, il est vrai, tel Georges Mathieu[5], souhaitaient une présentation, hélas ! tendancieuse (l'historienne en question ayant été nommée par « les socialistes »), mais « résolument sociale et historique », ce qu'exigeait à leurs yeux la « richesse sociale » du « contexte français » au XIXe siècle. À l'Association Muséologie nouvelle, on frémissait d'aise[6]. Des conservateurs qui avaient une formation d'historiens souhaitaient être nommés à Orsay. Et dans l'Université le musée fut un temps



– j'espère bien qu'il le restera – à la mode : les rapports entre le musée et l'enseignement de l'histoire furent évoqués entre autres dans la revue de la Société des professeurs d'histoire, *Historiens et Géographes*, et lors du colloque organisé en 1984 à Montpellier à la demande du ministère de l'Éducation nationale[7]. On en parla enfin jusque dans les séminaires de Sciences Po et de l'École nationale d'administration.

À l'étranger à vrai dire, on s'amusait un peu : les Allemands et les Anglais, les Hongrois, les Italiens, les Américains, s'étonnaient de l'étonnement des Français. Surtout lorsqu'ils savaient que les renouvellements en cours de la recherche historique passaient depuis plusieurs années par l'histoire culturelle dans la diversité de ses approches.




En fait, pourtant, par-delà les heurts de personnes, limités par l'amitié et d'ailleurs de peu d'intérêt, et les présupposés politiques, beaucoup plus passionnants, mais insuffisants à rendre compte de ce qui se passait, le problème posé était d'un intérêt majeur : on ne gagne rien aux polémiques secondaires. L'heure n'est certainement pas venue de faire le point : la vérité d'Orsay ne se dévoilera qu'au cours de son fonctionnement. Et je n'ai, trop évidemment, aucune qualité pour prétendre, en ce domaine, à l'objectivité. Mais il me semble qu'après des années de collaboration et de confrontation – aussi étroitement mêlées que littérature et poésie chez le jeune Hugo – les réflexions se sont affinées. Musée et histoire : ce thème est en passe de devenir un peu plus qu'un topo journalistique. Lieu de mémoire, un musée, un musée d'art, peut-il devenir un lieu d'histoire ? C'est entre autres la distance entre ces deux concepts qui est en cause à travers les choix de la mise en scène et les débat suscités par ce musée nouveau.

La mise en perspective historique du musée eût pu être conçue de diverses manières. De toute façon, la dimension historique allait de soi dès lors que le site était choisi. La gare de Laloux, inaugurée en 1900, est en effet bien autre chose qu'un cadre. Fer et pierre, fer voilé de pierre, elle dit à elle seule les rapports difficiles entre ingénieurs et architectes[8]. Elle plante l'Industrie au cœur de la ville d'Haussmann qui avait voulu l'en chasser, en face du Louvre, ce symbole patrimonial de l'Art : Art et Industrie, un des grands débats du siècle. En en sauvegardant le mouvement, la verrière rêveuse et maints pylônes costauds, maintes barres brutales, les architectes ont su rendre sensible le temps des chemins de fer, de la sidérurgie et des voyages, ils ont su en faire la raison d'être du

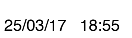


musée. Au-delà des astuces rhétoriques dont l'écriture journalistique est heureusement friande, du genre « le musée est une gare », c'est un monument symbolique des mutations réelles et des songes d'une époque qui se trouve magnifié.

Le lieu, donc. Mais aussi la période précise à laquelle Orsay se consacre. Pour un grand musée français, c'est une première : Carnavalet déborde de toutes parts la Révolution française. Versailles chante moins Louis XIV que le programme de réconciliation nationale, légèrement anticlérical sur les bords[9], de Louis-Philippe, le Roi-Citoyen. Et Beaubourg inquiète : ce temple de l'art du XXe siècle pourra-t-il intégrer l'« art contemporain » quand nous serons entrés dans le XXIe siècle ? Il y aura au contraire quelque chose de rassurant dans les dates inaugurales et terminales d'Orsay. De 1848, printemps des peuples en Europe, à 1914, quand le massacre mondial commence avec l'assassinat de l'archiduc autrichien puis celui du grand Jaurès, la chronologie, placide, recoupe celle de nos manuels les plus confirmés. De surcroît, pour la France, elle est raisonnable : il n'est de coupure acceptable que politique ; ni les arts, ni l'économie, ni la société ne se prêtent à ces jeux. Par chance enfin, ici, le politique engendre le culturel : comment comprendre l'alphabétisation généralisée, la naissance de la presse à un sou, cet agent exceptionnel de la modernité, la conquête par l'édition de nouveaux publics, l'essor de nouveaux symboles, sans le suffrage universel ? En même temps que les nouvelles formes d'industrialisation créent les conditions matérielles de la reproductibilité des arts : voyez, aux alentours de 1900, le triomphe de la carte postale[10].



Voici donc l'âge des foules nouvelles où se mêlent et s'opposent les classes. C'est donc rendre hommage à l'époque que d'assurer dans le musée la visibilité des statues qui peuplèrent nos places[11] et dont souvent la souscription publique permit l'édification. C'est lui rendre hommage que de vouer plusieurs salles à la photographie, à la gravure, la naissance du cinéma qui porte avec lui les potentialités culturelles du XXe siècle. Et de consacrer une longue galerie, un « passage » à la naissance et à l'essor de la presse de masse et du livre illustré. Épars dans l'espace du musée, ces lieux disent la nouvelle puissance de l'image que chacun, ou presque peut acquérir, le nouveau pouvoir de ce spectacle, forain d'abord, et bientôt industrialisé, sur lequel règnent les frères Lumière, puis Méliès et Feuillade. Non point temple de l'Art, mais musée des arts, tel s'avance





Orsay. Et voici réalisé un des rêves d'Antonin Proust, l'ami de Manet, le parrain de l'Union centrale des Arts décoratifs, le ministre de Gambetta[12].

Trois petits quarts de siècle : c'est peu au regard de la longue durée du Louvre ou de celle qu'a chantée Braudel. C'est beaucoup, quand tout bouge : l'imaginaire et le social, les goûts et les valeurs dominantes ; quand le débat d'idées triomphe chez les intellectuels – c'est Barbey d'Aurevilly qui, bien avant l'Affaire, emploie le premier ce mot au substantif – et gagne les couches populaires alors que tant de créateurs se réfugient dans l'art pour l'art. Aussi a-t-on, au service de la chronologie, découpé les espaces construits à l'intérieur du grand vaisseau. Trois niveaux, mais seulement deux périodes : la coupure se situe aux alentours de la guerre de 1870, de la Commune et d'*Impression, soleil levant*. Ce choix, austère, brise la création au bénéfice de la périodisation – ni l'œuvre de Monet ni celle de Degas ne sont rassemblées – et privilégie l'évolution des styles sur l'intime unité de chaque artiste. L'histoire y trouve-elle son compte ? Langlois et Seignobos, nos grands historiens positivistes, auraient applaudi. Lucien Febvre, non. Pour une fois, je me range du côté des positivistes.



Alors, l'histoire associée à la structure du musée ? Sans doute, même si ce mariage n'est pas immédiatement voyant. Elle reste en revanche étrangère, pour une large part, à sa muséologie. On peut s'en irriter ou s'en réjouir.

Ce qui me gêne, je l'avoue, dans le cantonnement du discours historique à la périphérie du musée – dans la zone d'accueil ou le « passage des dates[13] » – c'est la définition de l'histoire qu'il semble impliquer. Les visiteurs ont, certes, absolument besoin de repères : ils les découvrent avec les arbres de la liberté et le chassepot qui a fait merveille, avec nos glorieux Jules et la séparation de la soutane et de la République, avec la machine-à-coudre-qui-libère-la-femme et les affiches de la C.G.T. Quant aux scénarios du passage des dates, ils en suspendront plus d'un parmi ceux qui, ringards, méprisent encore l'événement, cette fracture que l'historien découpe dans le temps[14]. Mais cette mise en perspective du musée à ses limites. Cette histoire tenue à l'écart ne risque-t-elle pas d'apparaître comme un moyen pratique pour dessiner un contexte sans prise réelle sur les œuvres, sans relations sérieuses avec elles ? Éloignées des tableaux, des photos, des objets, les informations données pâlissent,

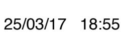


quelle que soit leur force de frappe. Il n'est pas certain que les œuvres bénéficient de cette légère anémie.

Le béat porte donc sur l'articulation entre le discours historique et les œuvres que donne à voir le musée. Un débat très difficile à conduire, obscurci qu'il est, entre autres, par son passé. À la différence, par exemple, de l'Italie, la République française, au tournant du siècle, a construit une part notable de son idéologie sur le culte de la méthode historique[15]. Dans l'esprit de ses promoteurs, celle-ci était applicable à des textes, non à des objets. La répartition du pouvoir dans les universités s'est faite en faveur de l'histoire ainsi entendue. Et c'est l'histoire de Lavisse qui a irrigué notre enseignement à l'heure où le monde des musées commençait à se replier sur un univers raréfié et où échouaient les tentatives de démocratisation esquissées à la veille de la Grande Guerre. Lorsque l'histoire s'est largement ouverte pendant l'entre-deux-guerre au monde des images et des objets, lorsque, en tout cas, elle a annoncé son intention de le faire, ses praticiens, enivrés par cet élargissement de l'horizon de leur discipline ont eu tendance à traiter les œuvres comme des contributions heuristiques à la connaissance du milieu où elles étaient nées, comme des documents en somme. Cependant que l'idéologie du «créateur», de la «qualité» et du «Beau» triomphait, chez les critiques d'art et dans le monde des musées, nourrie, pour la période d'Orsay, par la réévaluation glorieuse de l'impressionnisme et le mépris pour l'académisme.



L'histoire de ces tensions, ou plutôt de leur enracinement institutionnel et théorique, n'est pas seule en cause. Le prodigieux essor actuel des musées suffirait, s'il en était ainsi, à ramener l'historien à plus de modestie: pour quelle université est-on prêt à dépenser le cinquième de ce qu'a coûté Orsay? Non, toujours tâtonnant, plus proche, toujours, de l'essai que du discours de la méthode, le regard de l'historien s'est affiné. Louis Althusser est passé par là. Nous savons que «le temps pictural n'est pas celui de la société globale[16]» encore qu'il en dépende et l'influence. Nous savons que l'artiste à sa façon est «créateur de société, producteur d'histoire[17]». Et l'on s'attache à le démontrer aujourd'hui, pour la photographie par exemple, si clairement située au carrefour de l'art et de l'industrie, que chaque type d'image est pris dans un réseau de pratiques à la fois techniques et sociales qui lui est propre[18].





Le temps est donc passé, et bien passé, des lectures purement anecdotiques et documentaires ou, si l'on préfère, de l'instrumentalisation des œuvres par ce chasseur de gibier, l'historien. Dès lors au musée, l'histoire souhaite se présenter sinon en servante – qui le croirait ? – du moins en associée. Convaincu que tout est, d'une certaine manière, historique, l'historien se montre soucieux, avant tout, d'éclaire les œuvres. Le faut-il ? Pour qui ? Comment ? Trois questions étroitement liées.

Le faut-il ? Les tenants de la tradition muséologique ne le croient pas. Leurs raisons sont fortes : une part de chacun de nous, je crois, y adhère, façonnés que nous sommes par l'amour du Beau. Il me faut les évoquer brièvement, même si je crains, quelque part, de les trahir : du moins ont-elles fait à Orsay l'objet de discussions passionnées au terme desquelles l'institution muséale a tranché en leur faveur. Le musée veut d'abord procurer à ses visiteurs une jouissance esthétique. C'est à leur pure délectation qu'il s'attache, à faciliter, dans des vies haletantes, quelques instants de contemplation, de bonheur. En faisant chanter les grandes œuvres dans un espace épuré, en plaçant au centre du dispositif muséal celles que leur « nature » – la peinture par exemple – et leur valeur   marchande définissent comme relevant de l'art, en mettant en scène, pour les rendre dignes, celles qui – ainsi le mobilier ou les dessins d'architecture – n'ont pas toujours été rangées dans cette catégorie, en pratiquant un rigoureux isolat des genres, le conservateur est fidèle à sa mission principale : c'est Merlin l'Enchanteur. Une conviction nourrit cette stratégie : les chefs-d'œuvre parlent d'eux-mêmes, tout discours d'accompagnement affaiblirait leur voix. Aux autres il convient d'adapter une scénographie adéquate, mais rien d'autre qu'une scénographie.

Conscient de l'ennui profond que peut susciter le commentaire didactique, voici pourtant le-petit-historien-valeureux en proie à quelques inquiétudes. Est-il certain tout d'abord que les mêmes œuvres chantent à tous la même chanson et qu'il suffise de les montrer pour que règne chez tous la pure jouissance ? Les modes de fréquentation des musées disent assez qu'il n'en est rien. La poussée joyeuse du nombre des visites n'a pas modifié sensiblement le recrutement social et culturel des visiteurs et les études récentes réalisées par Duncan, Cameron ou Gaudibert ont confirmé les conclusions de Pierre Bourdieu : l'amour de l'art ne vient guère qu'à ceux qui déjà l'éprouvent. Certes, la présentation des œuvres, leur sacralisation silencieuse ne sont pas seules en cause dans la



ségrégation culturelle et sociale qui fonctionne dans tant de musées d'art. La conquête de nouveaux publics implique des contacts systématiques, elle suppose, pour que se mobilise une mémoire patrimoniale sans prise directe sur nombre d'œuvres, des relais dans les réseaux associatifs : comités d'entreprise, etc. Elle est moins difficile quand le musée évoque, à travers tous les modes d'expression esthétique, les bruits et les fureurs d'une époque fabuleuse assez proche de nous pour que nous nous en sentions les fils, assez éloignée pour que nous ayons conscience de la découvrir. Orsay à cet égard a de la chance même si l'esthétique de l'objet industriel n'y est présentée qu'à travers l'envolée de la gare. N'y a-t-il pas moyen pourtant non seulement d'éviter les contresens, mais de soutenir le regard, d'aider à rapprocher ce qui, pour maintes raisons, peut l'être, de faciliter le questionnement et la compréhension ? Croit-on, au reste, que seuls en bénéficieraient ceux qui, en l'absence d'une muséologie fiancée, sinon mariée, à l'histoire, ne vont pas « au musée » ? L'inquiétude historique, le plaisir de comprendre, en quoi peuvent-ils nuire à la délectation, y compris chez ceux qui déjà se délectent ?



Quelques exemples éclaireront ces propos. Soucieuse de cerner des usages, des pratiques, des modes d'appropriation, l'histoire culturelle attache aujourd'hui la plus grande importance à la fortune critique des œuvres, aux lectures qui en ont été proposées, adoptées. *Le Rêve* de Detaille, *La Fuite de Caïn* de Cormon ont peuplé l'imaginaire de ceux qui sont nés au tournant du siècle avant de disparaître depuis quelque cinquante ans de la mémoire des vivants. Cette aventure ne leur est pas propre ? En effet. Mais ici, sa trame n'a pas été pour l'essentiel constituée par des critiques d'art. Elle est due aux instruments quasi officiels de la vulgarisation républicaine : manuels scolaires, buvards, dictionnaires. Or *Le Rêve*, présenté au Salon de 1888, relance la légende napoléonienne mise à mal par les défaites du second Empire et dont, en 1893, le célèbre album de Job, *Le grand Napoléon des petits enfants*, assurera le triomphe[19]. Le tableau de Detaille : une force politique. Mais qui donc sait, hors quelques spécialistes, que cette œuvre, popularisée par la République, n'est pas due au pinceau d'un disciple de Paul Bert, mais à celui d'un notable fortuné, qui cherche à promouvoir le général Boulanger. On le retrouvera, quelques années plus tard, antisémite, comme le montrent ses *Carnets*, et, bien sûr, antidreyfusard. Évocation vocale – qu'on se souvienne des « colonnes parlantes » de l'exposition Diderot –, panneaux





stratigraphiques placés de manière à ne pas brutaliser le regard, ou tout autre voie : cette salle d'une mémoire engloutie eût mérité d'être historisée. On trouvera sans doute ailleurs ces informations. Mais qui ira les y chercher ?

En d'autres lieux du musée on n'a pas hésité à donner à voir le grand partage esthétique du siècle, quitte à encourir le reproche, bien immérité, de réhabiliter la tradition académique. De part et d'autre du cours central, véritable voie royale du musée, les œuvres applaudies en leur temps par les instances légitimantes – d'Ingres à Cabanel, Couture et Puvis de Chavannes – et celles qui, le plus souvent, furent combattues, voire rejetées – de Daumier à Courbet et à Manet – sont face à face. La seule disposition des lieux permet, tout en montrant que ce n'est pas si simple[20], de jauger les goûts contrastés d'une génération au moment d'un profond et complexe renouvellement des valeurs, et de se poser ces questions, évidentes : qui a vu quoi pendant les années 1850 où Baudelaire plongeait dans les Salons[21] ? Et qui aimait quoi ? Force admirable de la muséologie quand elle prend l'histoire à bras le corps. Pourquoi s'arrêter dès lors comme à mi-chemin ? En évoquant la centralité des affrontements esthétiques, leur place au cœur des formes de la vie moderne, de la ville haussmannienne, et les rythmes des retournements culturels qui ont marqué la fortune opposée du « côté gauche » et du « côté droit », l'historien chercherait à situer les arts plastiques au milieu de l'Empire non pas dans un contexte, mais dans un ensemble qui les déborde, dans un champ critique, socialement restreint sans doute, mais où s'affirment de nouvelles visions du monde.




Non pas encore les avant-gardes : ce concept d'origine militaire, ne s'intègre au vocabulaire des milieux culturels qu'aux alentours de 1900. Mais dès le milieu du siècle s'organisent ces groupes d'amis – peintres, sculpteurs, romanciers, photographes – dont les représentations d'ateliers affirment l'existence et qui tenteront bientôt de s'exprimer à travers d'éphémères revues, combatives et solidaires. Le rêve de « concordance entre les arts » s'y exprime. Ce mot, si beau, semblait créé pour Orsay, le musée de toutes les disciplines. La sévère gestion des styles, la volonté d'éviter tout artifice, tout pastiche, la conviction qu'en rapprochant un poème d'un tableau ou d'une photo, loin de redoubler leur force commune et de mettre en lumière leurs liens étranges, on les affaiblit : ces forces conjuguées ont exclu du musée la concordance – et la



discordance – des arts, leur éventuelle rencontre et leurs dissonances, l'avancée rapide des uns, leur percée, et le pas plus lent des autres : un des grands mystères de notre histoire culturelle au XIXe siècle. La salle consacrée à Daumier pourtant, la première, montre assez comment peinture, caricature et sculpture se renforcent de leur voisinage : le mépris du juste milieu, l'admiration pour les femmes du peuple et l'amour de la plantureuse République y avancent d'une même allure.



L'avenir est à l'histoire culturelle saisie dans ses dimensions sociales. Orsay sera un territoire à découvrir, à explorer, un lieu assez vertigineux que les sciences humaines – l'histoire et la littérature, la philosophie, l'esthétique et l'histoire de l'art, l'ethnologie peut-être – exploreront au cours des ans et intégreront dans la quête des sens qu'a produits le siècle de Manet et de Nadar, de Carpeaux et de Rodin, le siècle d'Haussmann, de Baudelaire, de Barrès et de Jaurès. C'est pourquoi l'histoire au musée ne saurait se déchiffrer à travers les seuls espaces où elle est explicitement présente. C'est en filigrane qu'il faut la deviner, à travers, par exemple, la maquette de l'Opéra ou celle du noyau fortuné de la ville haussmannienne. C'est aussi, c'est surtout, à travers les dossiers que réaliseront régulièrement les conservateurs et l'intense activité de création et de réflexion que l'on attend du « service naturel », nouveauté majeure, inventive et vivace du musée. Les films et les concerts, les débats et les combats, les « parcours » et autres itinéraires vont fouiller ce siècle bondissant et renouveler notre connaissance des bouleversements qui l'ont marqué. L'histoire à Orsay est en devenir. C'est une grande chance d'avoir pu participer à sa mise en place prospective : école de modestie et d'apprentissage, mais aussi lieu où les convictions se sont à la fois affinées et affirmées, ainsi fonctionne un musée novateur pour une historienne en recherche.



« Orsay, un autre XIXe siècle », *Le Débat*, n° 44, p. 48-64









1913 : l'art et la réflexion sur l'art[1]

«Je n'ai ni le temps ni la puissance de définir l'état intellectuel de l'Europe en 1914… mais… si je fais abstraction de tout détail… je ne vois rien.» Rien, parce que l'Europe mentale était alors «le désordre à l'état parfait», un désordre né «de la libre coexistence dans tous les esprits cultivés, des idées les plus dissemblables, des principes de vie et de connaissance les plus opposés[2]». Ainsi parlait à Londres, en avril 1919, Paul Valéry, rendu sur le tard à la loquacité. Si à cette époque certains de ses propos («nous autres civilisations…) ont fait bon an mal an le malheur de force candidats au baccalauréat, ce jugement cruel, classique au sens propre du terme, puisqu'il appelle modernes la multitude et la multiplicité, tend plus malaisément le cou au commentaire. La «Rome de Trajan», «l'Alexandrie des Ptolémées», voilà pourtant des références. L'Europe en 1914 se trouvait-elle donc, si profonde y était la crise, vouée non seulement à recevoir le choc de la guerre, mais, par incapacité à unifier sa diversité culturelle et à lui imposer quelques règles, à devenir enfin ce que sa nature depuis toujours lui proposait d'être: «un petit cap du continent asiatique»?

À ce jugement aigu et, comme toute l'œuvre de Valéry, d'un pessimisme désespéré, d'un antihistoricisme intégral, il n'est pas difficile d'opposer la radieuse confiance dont, à la veille de la guerre, témoignaient nombre d'enquêtes sur la jeunesse, ou tout au moins nombre d'enquêteurs[3]. Et d'abord la quête la plus célèbre, celle d'Agathon (Henri Massis et Alfred de Tarde), parue au printemps 1912 dans *L'Opinion*,



puis en 1913 en librairie sous le titre *Les jeunes gens d'aujourd'hui* : « (La jeunesse) s'affirme douée pour la plus grande et la plus rude tâche, qui est d'organiser… en toutes matières, c'est le trait de son esprit de faire de l'ordre et de la hiérarchie comme son aînée faisait du désordre et des ruines. » À cette confiance, diverses raisons. Non seulement le patriotisme, parfois la religion[4], mais encore le physique même de la jeune génération, si peu moderne au sens valéryen du terme, et si légèrement encombrée de diversité intellectuelle ou artistique : « L'élégance que nous prônons sera toute virile, sans fadeur et sans mièvrerie. C'est celle qui convient à nos jeunes gens actuels, presque tous plus ou moins athlètes, presque tous sveltes avec l'allure dégagée et pleine d'assurance de l'homme habitué aux exercices du corps[5] ». Faut-il pourtant juger inconciliables ces deux visions de 1913 ? Si le salut est possible, c'est qu'il y a péril, si l'ordre, selon Agathon, c'est que domine le désordre selon Valéry. Plutôt que contradictoires, ces jugements seraient donc complémentaires…



Ils constituent en tout cas sur l'avant-guerre deux types de prises de conscience qui ont le mérite de différer et des banalités sur la Belle Époque propres à décourager toute réflexion, leur fût-elle hostile, et de la haine totale que nombre d'intellectuels révolutionnaires[6] portèrent dans les années 20 sur la matrice du grand massacre, sur les sociétés où était né le socialisme de guerre et du coup sur la vie culturelle. Nous restions pourtant dans une grande incertitude que venaient accroître plutôt qu'atténuer les recherches en paternité conduites à propos de mouvements esthétiques plus récents dont la radicale nouveauté avait d'abord frappé : je pense bien sûr aux travaux de Michel Zeraffa sur *Personne et personnage*[7], à ceux de Jean Laude sur l'influence des arts de la noire Afrique et à la thèse fondamentale de Pierre Francastel selon laquelle un fort long temps est nécessaire pour qu'une révolution dans la conception et la représentation de l'espace plastique s'élabore et triomphe. Qui croire en effet ? Et la France était-elle un terrain de chasse représentatif ?

L'année 1913 offre pour la première fois sinon une réponse, du moins les éléments sérieux d'une réponse aux questions que soulevaient tant d'affirmations péremptoires ou d'analyses aiguës. Cet énorme ouvrage – quelque 1300 pages – est né du labeur prolongé sur quatre années d'un séminaire du C.N.R.S. Le travail de l'équipe française a été complété par



nombre d’universitaires et de chercheurs étrangers, sollicités surtout pour le tome II, où revivent les principales revues culturelles des grands pays européens. Il a été animé et mis en œuvre par Liliane Brion-Guerry : il faut avoir préparé un colloque, même modeste, et organisé un volume collectif pour imaginer ce que représente d’abnégation et d’invention la présentation d’un tel ouvrage. On nous annonce un troisième volume consacré à des textes théoriques inconnus en France de Schoenberg et de Scriabine, de Marinetti et de Sakharoff, de Boccioni et de Gutfreund, etc.

1300 pages. Et pourtant il ne s’agit ici « que » des « formes esthétiques de l’œuvre d’art » et non point des différents aspects de la vie culturelle européenne à la veille de la guerre. Cette précision, qui constitue le sous-titre de l’ouvrage, ne lève pourtant pas toute ambiguïté. Disons plutôt que le cœur de ce livre concerne les produits culturels traditionnellement considérés comme relevant de l’esthétique – architecture, sculpture et peinture, musique, poésie, roman et théâtre, danse et film – et que les études sur les revues, souvent d’un haut intérêt et d’un contenu très neuf, manifestent ouvertement ce qui s’exprime de façon latente tout au long




du tome I : les formes esthétiques inséparables de la culture globale ne peuvent guère être comprises si font défaut les différentes médiations grâce auxquelles elles s’y insèrent ; dans une revue, la critique « d’art » et la critique « littéraire[8] » par lesquelles l’art nouveau est communiqué au lecteur fût-il lointain coexistent de façon si étroite avec les analyses philosophiques et souvent politiques qu’au concept d’art tend à se substituer en fait non pas seulement celui de culture mais celui de civilisation.

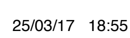
Encore faut-il s’entendre sur les formes qui font l’objet principal de l’enquête. Une autre problématique surgit alors : recherches d’avant-garde ou produits de large consommation Constitution de séries ou quête de l’objet novateur ? Inventaire se voulant exhaustif ou effort pour déterminer dans chaque type de produit culturel son sens essentiel ? Ces trois questions ne se recoupent pas tout à fait. Elles ont pourtant un grand air de famille. Et l’on ne saurait dire que les auteurs y aient répondu de manière univoque. Tout d’abord parce qu’ils sont peu nombreux à se les être explicitement posées. Lilian Brion-Guerry affirme bien que le critère qui a guidé l’entreprise, son étoile polaire, a été la novation, mais c’est pour l’opposer à un hypothétique critère de valeur ou de perfection : « Nous avons tenté, écrit-elle (p. 2) d’analyser les tentatives – même



incertaines, même insatisfaisantes – qui annoncent des formes nouvelles, plutôt que certaines réussites qui confirment des conceptions antérieures.» Il me semble au total que Jean Laude est le seul, dans son introduction à l'étude de *La sculpture en 1913*, à aborder cette difficulté: s'en tenir «aux données que fournirait une analyse quantitative des faits, aux indications que nous possédons sur la notoriété des artistes, au goût affirmé et imposé par une certaine classe de société», bref à la consommation culturelle, c'est à la fois rater la sculpture (car le terme de décadence est trop faible pour caractériser, à travers toute l'Europe, cet art officiel) et s'interdire de comprendre d'un point de vue historique le rapport complexe qui unit une «civilisation nouvelle à son art». C'est en effet la sculpture d'avant-garde, niée par la bourgeoisie conquérante, qui parle sur la structure de vie, les valeurs et finalement la culture que cette bourgeoisie serait en train d'instaurer. Ainsi se trouve justifié le choix des œuvres novatrices comme base des réflexions sur l'année 1913: par une affirmation audacieuse, dans la lignée francastélienne, qui fait intervenir l'œuvre d'art elle-même comme un des éléments déterminants de la configuration du tissu socio-culturel. Au sein d'une même séquence historique, les œuvres novatrices peuvent, pour diverses raisons, bénéficier d'un rayonnement relativement rapide ou retardé; elles peuvent donner naissance à une lignée directe, ou, par suite d'erreur de lecture souvent liées à des situations nationales, engendrer de vigoureux bâtards. De toute façon l'avenir leur était ouvert. On dira que c'est notre privilège, commode, de le savoir… Soit.



L'étude de Michel Guiomar (sur la musique), celle de Michel Zeraffa sont riches d'éléments qui auraient pu permettre de pousser vers d'autres routes la réflexion sur l'avant-garde et sa relation avec la société en train de se faire. Ce n'a pas été le cas et s'il était possible de suggérer un prolongement à la somme qui nous est ici présentée, il nous faudrait une table ronde sur ce grand sujet: quelles relations entre – comme dirait Musil – «ceux qui ont engendré les temps» et ceux «qui ont été enfants de leur temps»? Quels rapports entre les avant-gardes créatrices non encore figées dans une modernité apte à la consommation et les avant-gardes politiques et sociales? Enter les unes et les autres et la société à naître dans le court ou le moyen terme? Oui, partir de «1913» serait excellent: les ruptures de la guerre vont cumuler avec celles qui datent de la fin du siècle et celles qui s'esquissent à la veille de 1914 pour





dessiner l'horizon d'une crise globale des valeurs d'une rare violence dont il n'est pas dit que les victoires de la société industrielle aient éteint à jamais tous les feux.

Laissons ces objectifs ambitieux – ces rêves – et revenons aux deux volumes qui nous sont donnés. Pour l'essentiel l'inventaire n'en est pas absent, quoique toujours sélectif, mais, à quelques exceptions près, il se réfugie dans d'énormes annexes. Voyons les exceptions : certaines relèvent d'une analyse, fut-elle rapide, des styles appliqués au design. À la frontière de l'art et la vie, Frank Popper étudie ce « mélange entre beaux-arts et arts appliqués » qui caractérise d'abord « l'Art nouveau » dont le règne se développe depuis 1900 et se déploie à distance de l'avant-garde, puis, après Lalique et Guimard, Tiffany et les « Quatre de Glasgow », des réalisations plus géométriques et fonctionnelles dont le style « Sezession » en essor à Vienne fournit un bel exemple[9]. Il s'agit ici d'un art qui se veut social selon le mot de Claude-Roger Marx[10], c'est-à-dire producteur d'objets utilitaires, accessibles à tous, en France on dit : au peuple. Mais les choix affirmés de F. Popper contre le végétalisme et les lignes serpentines, pour la pureté géométrique, ôtent à son inventaire les risques d'aplatissement, qui s'attachent facilement à ce type d'entreprise. Dans un genre peut-être voisin, le chapitre dû à Marina Scriabine sur « l'esthétique de la vie quotidienne » ne convainc qu'à demi : utiliser les catalogues des grands magasins, les chroniques des journaux de modes et les romanciers populaires, bravo ! La para-littérature a fort bonne presse chez les sociologues et les historiens. Mais les techniques d'usage s'en sont affinées depuis quelques années et il est devenu difficile de n'en pas tenir compte. Surtout il m'a semblé, mais peut-être à tort, que les stéréotypes esthétiques des classes riches ne disaient pas grand-chose d'autre qu'une vague aspiration à l'excentricité, insuffisante pour y déceler l'image, même fortement réfractée, des recherches des peintres, des sculpteurs et des romanciers. Il y a enfin nombre de conclusions à tirer de l'étude d'Évelyne Hurard sur le goût musical à Paris en 1913 et de celle de Dominique Jameux sur Vienne : le recensement exhaustif des œuvres jouées dans les concerts parisiens pendant la saison musicale 1913 (septembre à juin) met en évidence la souveraineté absolue de Ludwig van (pour parler comme le piteux héros d'*Orange Mécanique*) dont la place à Vienne est relativement modeste. Certains novateurs (tels Schönberg et ses élèves) bénéficient à Vienne, dans une société par ailleurs hautement






conservatrice d'une « sorte de reconnaissance sociale » que l'antisémitisme ne parvient pas à briser. Même à Paris d'ailleurs on exécute en 1913 beaucoup plus de musique contemporaine qu'en 1960. Ici compter a un sens, surtout si l'auteur de l'inventaire pose à son propre questionnaire quelques questions. C'est ce que fait remarquablement Dominique Jameux en se demandant non seulement ce que l'on peut entendre à Vienne mais « qui écoute quoi ? », « comment est organisée la vie musicale[11] » et quel est enfin le statut des représentants de la nouvelle musique dans ce centre de haute tradition où la musique moderne naît avec l'atonalité et d'où elle commence à s'expatrier. La Vienne de 1913 est encore un paradis, mais…

L'aplat du dénombrement, fût-il réservé aux novations a pourtant dans l'ensemble été expulsé de *L'Année 1913* et en ce sens Liliane Brion-Guerry a été entendue. Il triomphe par contre dans les chronologies, mais modestement, comme en témoigne une autre typographie, et sans jamais prétendre à l'exhaustivité. Trois cas ici : l'aberrant, le monstre indispensable et l'utile quotidien. Aberrant – mais l'auteur s'en explique –, le chapitre de Raymond Bellour sur la naissance du cinéma se réduit à une chronologie commentée où l'on assiste aux difficultés de Pathé, à l'essor de la Motion Pictures Patent Corporation, qui sera *le* trust américain et à un certain nombre de conquêtes positives qui ouvrent – mais ouvrent seulement – « l'exigence et la possibilité jusque-là insoupçonnées d'une autonomie de la parole créatrice[12] » : en son absence le dénombrement chronologique se justifie pleinement. Passons au monstre dont on ne pourra plus se passer. Il s'agit, naturellement, de l'énorme « chronologie de l'année 1913 » qui, pays par pays, et colonne par colonne, étire ses aventures sur plus de soixante pages. Tous les arts pour tous les pays où l'on parle une langue européenne : de A (Allemagne) à S (Suisse). Les aires culturelles dominantes sont regroupées mais différenciées nation par nation : Allemagne et Empire austro-hongrois ; Angleterre, Irlande et États-Unis ; Espagne, Portugal et Amérique latine ; Pays scandinaves, etc. Les lacunes, évidentes, témoignent de notre ignorance, toujours scandaleuse : la Grèce par exemple et la Bulgarie n'ont droit qu'à une brève mention. De-ci de-là quelques erreurs typographiques à corriger : *L'action Française* ne prend pas naissance en 1889 mais en 1899 et *L'Avant-Guerre* de Léon Daudet date de l'après-guerre. Presque toujours on découvre : les vertus de l'horizontalité n'ont plus besoin d'être



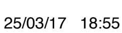



chantées. Quoi ! *Le démon de midi* est contemporain des premiers poèmes d'Éluard et *Maria Chapdelaine* du *Paysage à l'église* de Kandinsky ? Zadkine a vingt-trois ans et il vit déjà à Paris, Biely trente-trois et il publie *Petersbourg*. Et Rodin participe, avec Brancusi à l'Armory Show… Ce genre d'index se lit avec plus de passion qu'un roman. À lui seul il dit le livre.

Quant au menu fretin des fins de chapitre, sa pêche est presqu'aussi miraculeuse. Art pour art, si l'on ose dire, les chronologies, fort denses, couvrent une tranche, généralement de quatre ans[13]. Une exception, le cinéma où la constitution du trust aux États-Unis a conduit à fixer à 1908 le point de départ. Prenons comme exemple, pas tout à fait au hasard, la chronologie musicale établie par M. Guiomar, que les profanes connaissent surtout pour ses travaux sur *Le Grand Meaulnes*. La musique est un peu plus que son violon d'Ingres. Sa chronologie groupe non seulement les œuvres écrites ou exécutées pour la première fois entre 1910 et 1914, mais les dates de mort et de naissance des grands compositeurs, l'accès de X ou Y à des fonctions dirigeantes ou importantes de l'Establishment musical, les sujets de thèses, etc. L'avant-garde est en flèche, mais l'on joue toujours Massenet, qui meurt en 1912 et Lecoq qui ne meurt pas ; et les admirateurs de Lépine seront ravis d'apprendre que l'ami de Clemenceau, grand pourfendeur d'anarchistes et de syndicalistes, décora en 1910 Erik Satie des palmes académiques « pour services rendus au patronage laïque d'Arcueil ». Il arrive qu'une bibliographie complète la chronologie, ainsi pour la danse. Mais le plus souvent les très riches références bibliographiques sont impitoyablement rejetées en note et en bas de page.



Telle s'avance cette somme, à peine masquée. Chacun en usera à sa guise, comme on frôle les pages d'un dictionnaire ou comme on s'enfonce dans les couloirs secrets et surchargés d'un musée. Est-il possible d'aller plus loin, en quête de quelques conclusions globales ? En sa préface Liliane Brion-Guerry nous invite de façon pressante à n'en rien faire, à nous méfier des rapprochements, tentants mais abusifs, des nivellements conceptuels nés extérieurement au moment et qui conduisent à « négliger les faits irrédents » ou à aligner les personnalités irréductibles. Comment échapper pourtant à cette tentation dans cette Europe « où l'on circule sans passeport de l'Oural à l'Atlantique » dans ce continent fier de





lui-même où les peintres, les hommes de théâtre, les architectes passent si aisément d'un pays à l'autre qu'il leur arrive à l'étranger de découvrir leur propre pays[14] ? Dans le grand bazar des objets culturels, essayons donc, toute honte bue et toute imprudence assumée, de dégager quelques lignes de force.

Il convient d'abord de faire acte d'humilité devant l'extraordinaire foisonnement de ces années où Valéry voyait le signe certain de leur décadence. Même s'il se trompait dans le diagnostic, il avait repéré les faits avec rigueur. Tout coexiste : l'ancien avec le nouveau et le nouveau lui-même éclate en maintes directions. Au reste comment le reconnaître ? Le scandale même ne le désigne pas vraiment : le Théâtre des Champs-Élysées qu'Auguste Perret achève en 1913 stupéfie, alors que comme L. Brion-Guerry le montre en une étude remarquable, les solutions qu'il propose, sauf sans doute en ce qui concerne le choix du matériau, sont résolument passéistes[15]. Et *Le Sacre du Printemps*, événement de l'année, au point qu'on a dû appeler 1913 l'année du Sacre, baigne en réalité dans une large aura qui atténue fortement la nouveauté de l'œuvre de Stravinsky et la situe déjà dans un héritage : quoique les contemporains, plus habitués à Saint-Saëns, voire à Massenet, aient reçu dans leur ensemble un choc comparable à celui que produisit en son temps Hernani, nous savons aujourd'hui que la vraie novation n'était pas dans le scandale du 29 mai 1913, mais dans celui qui avait éclaté à Vienne le 31 mars lors du concert atonal dirigé par Schönberg. Les clefs de ces ambiguïtés ne sont pas toujours inaccessibles. Entre 1910 et 1914, deux ondes culturelles se recouvrent. L'une qui date des années 1890 et de la liquidation du naturalisme a été ouverte en particulier par Bergson et a frayé la voie au vitalisme ; les futuristes et certains cubistes pourraient être portés par elle comme Stravinsky. L'autre, plus récente, commence à s'élever alors que la première atteint à peine sa plénitude : elle correspond à l'univers conceptuel d'un Schönberg ou d'un Malevitch. La grandeur de cet instant – l'année 1913 – provient simplement de cette brève rencontre.




Dans ce chœur multiforme, les revues jouent leur partie. Comme le fait remarquer André Banuls « il est rare que l'on puisse appliquer à chacune des revues littéraires un qualificatif précis » et il en est de même pour celles où l'on traite de peinture. Prenons une revue belge, socialisante, qui joue un grand rôle dans le développement de « l'art nouveau »,



L'Art Moderne (1881-1914). Si l'on excepte la reconnaissance d'un impératif social qui sert de commun dénominateur à ses collaborateurs, les jugements les plus contradictoires s'y affrontent : Franz Hellens rejette Kandinsky dont l'imagination n'a pas, dit-il, de « base terrestre », tandis qu'Élie Faure[16] affirme qu'« il ne nous appartient pas d'imposer à l'artiste l'inertie de notre vision » (page 1049). Il en est de même pour la revue anglaise *The New Age* fondée en 1894, dont le directeur Orage, un socialiste fabien, équilibre sagement critiques d'avant-garde et critiques traditionnelles. Plus net encore, le cas des revues panoramiques, allemandes comme la *Neue Rundschau*, ou françaises comme *Le Mercure de France* dont R. Bellour décrit la parfaite circularité : revue monotone et libérale à la fois, aseptique en tout cas et sans danger, puisqu'il ne s'agit que d'un jeu culturel. Le futurisme russe lui-même y est récupéré par confusion avec un courant beaucoup moins radical, l'acméisme d'Akhmatova, et les ouvrages étrangers rejetés dans des chroniques d'où ils ne risquent guère de porter atteinte à la prépotence française.




Il faut pourtant voire autre chose dans le foisonnement des revues à la veille de la guerre. Qu'on regarde l'Allemagne – *Der Sturm* est fondé en 1910, *Die Aktion* en 1911 –, l'Autriche – Freud lance *Image* en 1911, et Ficker *Der Brenner* en 1910 –, la Bohême où *La Revue mensuelle des Arts* paraît depuis octobre 1911, l'Angleterre, où le premier numéro de *Poetry and Drama* est publié en mars 1913, l'Irlande – *The Irish Review*, mars 1911 –, l'Italie avec *La Voce* et *Lacerba*, il n'est guère de pays d'où ne montent de nouvelles voix. On serait tenté de reprocher à *L'Année 1913* d'avoir quelque peu sacrifié la France alors que le courant des « petites revues » n'y a jamais été aussi puissant : avec les *Cahiers de la Quinzaine* en effet, pas plus qu'avec *Le Mercure*, ou *Vers et Prose*, nous ne sommes en présence d'une création pressante répondant à de nouveaux besoins. Certes il y a *Les Soirées de Paris* d'Apollinaire et *Montjoie !* – revue d'extrême droite pour « une nouvelle culture » –, mais une étude moins monographique fait certainement défaut. Ces revues ne se bornent pas à raconter : le discours sur l'art ne redouble pas le discours de l'art. Les polémiques qu'elles conduisent dans un cadre le plus souvent national – mais pas toujours là[17] – s'accompagnent d'une réflexion théorique qui tranche avec la platitude des simples panoramas. Une revue comme *Montjoie !*, où Roland Manuel fait ses débuts, se proclame dogmatique. L'anti-passéisme fervent de *Lacerba* se veut totalisant : il



s'agit de changer tous les aspects de la vie. Et l'*Irish Review*, toute préoccupée qu'elle soit par la recherche de l'identité des enfants de Gaël, n'hésite pas à critiquer l'insularité chauvine de tel de ses collaborateurs.

Certaines s'ouvrent d'ailleurs largement aux débats par lesquels les sciences humaines, nouvelles ou anciennes, communiquent avec l'art. Sans doute esthéticiens et historiens sont-ils « plus familiers avec la Renaissance qu'avec le Fauvisme[18] ». Mais les écrivains et les artistes qui rédigent *Les Soirées de Paris* visent à théoriser leurs créations. Surtout le formalisme qui prospère en Allemagne et va s'épanouir en France dans le *Système des Beaux-arts* d'Alain commence à s'interroger sur la vie autonome des formes hors de toute historicité, alors qu'un Charles Lalo[19] ou un Wundt[20] posent en principe l'existence d'une vaste généalogie des arts en relation avec la culture et le développement des sociétés, même si ce lien passe par des institutions esthétiques dont le caractère diffus rend la sociologie fort difficile. Contradiction plus apparente que réelle, de l'avis de Mikel Dufrenne : mais, hommage suprême que les historiens n'osent guère se rendre à eux-mêmes, c'est chez eux qu'il découvre les « vrais savants », ceux pour qui l'érudition ne se limite pas à elle-même et selon qui le goût de l'histoire ne peut se passer d'une réflexion sur





l'art. Décidément, ce début du XXe siècle est bénéfique aux historiens : de Jaurès à Simiand et d'Élie Faure à l'École de Warburg, elle est loin, chez les maîtres, l'histoire historisante que Péguy moquait si cruellement en la personne de « Langlois tel qu'on le parle ». Du danger de se battre essentiellement contre des moulins à vent…

En somme un milieu intellectuel propice. Il faut le situer lui-même plus largement si l'on veut entrevoir la trame sur laquelle se dessinent en 1913 les figures de l'art. « La ville de l'âge industriel est le lieu spécifique où se produisent les formes mentales de la modernité.[21] » Fascinante, menaçante, elle peut déterminer soit un envol vers la ruralité – fleurs, feuillages, branches et oiseaux comme c'est le cas dans l'Art Nouveau – soit le désir d'établir la vie urbaine de façon fonctionnelle et moins dure aux travailleurs : c'est entre 1901 et 1904 que Tony Garnier[22] élabore son premier projet de « cité industrielle » pour une ville moyenne de quelque 35 000 habitants, comme s'il en trouve dans la grande banlieue lyonnaise et comme en rêvait Fourier. L'architecte, le plus social des arts, n'est pas seule à subir l'influence du monde urbain. La machine,



fortement associée à la ville, fait, depuis le début du siècle, comme une seconde entrée publique dans l'art malgré l'exaltation du travail solitaire et libre de partisan : pour les futuristes, pour Delaunay comme pour Duchamp et Picabia[23], non seulement il convient de réagir contre l'ostracisme culturel qui frappe les formes utilitaires en donnant aux machines droit de cité en peinture – ce qui n'aurait rien de très nouveau –, mais surtout la machine est vue comme un organisme raffiné dont les relations internes sont plus intéressantes que la finalité. Elle recèle en elle-même « une certaine beauté » qui la dépasse : on peut l'honorer en la représentant en tant qu'objet de beauté, comme le fait Van de Velde. On peut concevoir, comme le fait Léger, que le paysage lui-même est devenu secondaire, car le train, l'auto, le rompent, le brisent, et prennent pour eux « le dynamique », les arbres et les maisons revenant au statut décoratif[24] qui avait jadis été le leur. L'espace plastique continu est atteint au moment où la représentation théorique de la nature est remise en question, et avec elle les bases du positivisme naïf. La science, toujours rectifiée[25], et la technique toujours refaçonnée proposent ainsi aux divers modes d'expression artistique, à la fois la tentation de l'abstraction et la nécessité du mouvement discontinu. Les peintres ne seront pas les seuls à se saisir de l'épure ni à rompre avec l'espace plastique illusionniste.




Il me semble pourtant qu'ici le fil en train de se tendre s'arrête court qu'il manque à la compréhension de l'année 1913 un élément essentiel dont quelques allusions éparses ne parviennent pas à pallier l'absence. Si vraiment ce qui s'est ouvert à la fin du XIXe siècle c'est la crise de la naïveté positiviste hors de laquelle ni le nouveau roman ni la nouvelle peinture ne sont pensables, peut-on s'en tenir à cette constatation ? Peut-on, par exemple, s'en tenir à cette constatation ? Le positivisme était-il donc né de lui-même et s'est-il autodévoré ? En d'autres termes peut-on faire comme si l'européocentrisme conquérant et lénifiant ne se heurtait pas, au tournant du siècle, et plus fortement encore à la veille de la guerre, au réveil de l'Asie, aux mouvements nouveaux de l'Islam ? Comme si l'idéologie du progrès ne commençait pas à subir les coups sous lesquels elle manquera de périr pendant la guerre qui vient ? Le silence sur ces questions, – qu'on les baptise crise de l'Occident ou d'un autre nom est finalement secondaire – tend à enfermer la production culturelle en elle-même et à la constituer en série indépendante.



Peut-on distinguer, parmi – ou par-delà – les voix dont le discord fait la richesse de 1913, quelques accords sourds peut-être, mais profonds, quelques orientations qui permettraient à nos sens de se reconnaître dans la forêt touffue des formes esthétiques ? La suggestion de Jean Laude – écarter tout classement fondé sur la nomenclature traditionnelle des écoles – semble judicieuse : la succession des groupes, maladie qui ronge la peinture, présuppose en fait la continuité du progrès et s'appuie sur l'historicité positiviste traditionnelle. À nombre d'entre eux on pourrait d'ailleurs opposer la vieille question : qui t'a fait roi ? Quel journaliste incompétent, en mal de copie ? C'est ailleurs qu'il faut chercher les moyens de classement, les références unifiantes : ne serait-ce pas la crise intellectuelle en cours, redoublée et réfractée par l'intensité du débat dont témoignent les revues et la vitalité des amitiés entre créateurs qui communiquerait ses valeurs au bariolage des produits culturels ?




Liliane Brion-Guerry elle-même – si prudente propose (p. 112), à partir d'une citation de Kandinsky, cette remarque : « La fuite de la forme close constitue l'un des aspects essentiels de l'esthétique du XXe siècle : elle caractérise la peinture du « Blaue Reiter », mais aussi la variation perpétuelle de Schöenberg, la mise en scène d'Appia et la technique romanesque de Virginia Woolf. Elle présidera aux recherches de liberté du plan chez F. L. Wright ou Loos, d'interpénétration spatiale chez Grotius. Mais il serait inexact de ne pas la reconnaître déjà chez Horta, Gaudi, Guimard ou Van de Velde. » Que faut-il entendre par là ? Ce sont les rapports entre l'objet esthétique et le spectateur qui se modifient et du même coup ceux qui existaient entre l'espace du dedans et celui du dehors. Les exemples socialement les plus accessibles concernent le théâtre, dont la décadence, en France notamment, était particulièrement frappante au début du siècle. La scène à l'italienne constituée en espace rigoureusement séparé du public, organisé sur trois dimensions pour créer une illusion jumelle de celle qu'engendre en peinture, depuis la Renaissance, le cube d'Alberti[26], se trouve mise en cause par diverses voix comme le montrent, malgré leurs désaccords sur quelques points importants, André Villiers et Denis Bablet : des représentations de plein air données à Bussang aux spectacles du cirque dont la vogue n'a jamais été aussi grande et aux volontés d'une Isadora Duncan de danser devant un simple rideau[27], maintes nouveautés de détail convergent pour pousser l'Institut Jacques-Dalcroze d'Hellerau à jouer *L'Annonce faite à Marie*



sans scène aucune et sans décor. La mise en scène rejetée est celle de l’illusionnisme traditionnel, les auditeurs ne sont plus devant un tableau, mais dans la salle, l’espace scénique se même au leur et les tréteaux nus que Jacques Copeau inaugure au Vieux-Colombier jouent leur rôle dans une entreprise qui donne au spectateur sa chance de se sentir coauteur. Sans doute partagent-ils aussi ce sentiment, les habitants de « maison Robie », construite par Wright ou ceux qui fréquentent le premier Goetheanum réalisé à Dornach en 1913 : l’auditorium et la scène y fusionnent, les espaces circulaires s’interpénètrent. La distinction traditionnelle s’évanouit entre qui donne et qui reçoit, qui invente et qui subit. Et au même moment la peinture de Kandinsky ou de Klee, celle de Picasso même, lorsqu’elles morcellent l’espace, lorsqu’elles détruisent le mode de représentation traditionnelle de l’objet, en appellent au spectateur, à son regard, à sa prise de conscience. Ce n’est pas « la réalité » qui a disparu, mais la confortable et bourgeoise certitude qu’il n’y a de réel que ce qu’on peut embrasser d’un seul regard, celui du propriétaire. Le créateur de formes esthétiques devient celui qui propose. Il n’est plus celui qui dispose.




Dans l’univers romanesque, la crise du personnage, qui débute, répond au même déclin du rôle traditionnel de l’écrivain. Dieu le Père ne tient plus sous sa coupe ses sujets soumis. C’est à partir de 1907 environ – l’année des *Demoiselles d’Avignon* – que se manifeste dans le roman occidental l’orientation nouvelle. Les voies en sont obliques : dans un monde soumis à la machine, le devenir historique de l’individu perdait depuis quelques temps sa crédibilité et les romans de l’éducation jusqu’à leur possibilité. Le récit romanesque cesse d’être « historique », la vie de l’esprit et l’exaltation de la beauté deviennent sursignifiantes, comme on le voit dans *La Mort à Venise*. Ainsi meurent les héros traditionnels, mais dans cette dissociation de l’unité entre l’art et l’être, entre le monde actuel et l’histoire, les solutions nouvelles n’apparaissent que lentement. La recherche d’une unité nouvelle, du même ordre sinon de la même nature que celle qui assure l’interpénétration de l’espace du dehors et de celui du dedans, n’est pas encore publique dans le roman de 1913. De Hofmannstahl à Thomas et Heinrich Mann, de Friedrich Huch[28] à Maurice Barrès et André Biely, le reniement de l’historicité de l’homme s’amplifie, mais seuls Joyce et Proust, dans le silence, travaillent à élaborer un nouveau point de vue qui, privilégiant la durée individuelle

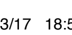


sur le temps objectif, donnera au lecteur la possibilité de se sentir coauteur et restituera au roman, radicalement transformé, une « situation » du même ordre que celle de la peinture.

On dira – et c'est vrai – que les « motifs » ainsi décelés ont tous les inconvénients qui résultent d'une recherche volontariste : difficilement lisibles, ils ne rendent jamais compte de l'infinie diversité du réel ou du moins ils n'en explorent pas tous les chemins. Ainsi en musique comme au théâtre et en peinture le refus de l'historicité peut conduire à un retour vers les temps épiques, les lieux exotiques, les légendes nationales : la Chine et la Polynésie aident Victor Segalen à éviter le silence tentateur du poète et « la catastrophe d'Igitur ». Pour Claudel, Péguy ou d'Annunzio, pour Yeats, Synge et Valle-Inclan, le retour aux sources répond à un besoin commun. Il en est de même pour Bartók, pour Kodaly et même pour de Falla qui découvre à Paris la musique espagnole. La tentation primitiviste ou tout au moins ruralisante n'est pourtant pas la seule. Une autre veine se dégage, dont l'exploration déconcerte l'être : en des styles très différents, divers artistes s'orientent vers une intention ascétique et secrète, particulièrement sensible dans la musique française où son expression coïncide avec le développement de la Schola Cantorum et le renouveau, voisin de l'épure, que connaît le vieux contrepoint français : Debussy, Fauré, Florent Schmitt. Leur répondant à l'étranger c'est évidemment l'école viennoise qui se constitue entre 1904[29] et 1909. Leurs répondants picturaux se nomment Mondrian, Klee et Malevitch. Ascèse redoutable car elle risque de conduire l'artiste véritable à la page blanche, au silence, mais aussi, plus banalement à l'insuccès, à la misère. Or il s'agit de créations qui ne peuvent vivre que de la complicit du public, comme une maison de Wright ou une improvisation d'Isadora Duncan. L'œuvre la plus sévère est celle qui requiert au maximum la communication.



Ces comparaisons constantes, ces « passages » ont pourtant quelque chose d'artificiel et je ne les ai pas esquissés sans de longues hésitations. Les distorsions d'un pays à l'autre, d'un art à l'autre aussi, frappent de plein fouet le lecteur de *L'Année 1913* et ce serait trahir l'équipe à qui nous devons ce livre que de les taire. Elles n'y sont pourtant pas évoquées sur pied d'égalité. Si le plan par « disciplines » tend en effet à atténuer les différences nationales, il faut de l'audace pour effleurer le problème des décalages des arts. On se bornera donc à quelques remarques.

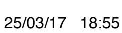




Comment rendre-compte par exemple de ce que l'Angleterre reste, jusqu'à la veille de la guerre – 1910 au moins, sinon rigoureusement 1913 – un foyer de conservatisme esthétique ? Certes la sensibilité aux idées nouvelles s'y développe ensuite très vite comme le montrent les (brèves) audaces de Monro et de sa revue *Poetry and Drama*[30]. Les chronologies britanniques restent pourtant peu fournies malgré l'apport essentiel d'Edward G. Craig au renouveau de la mise en scène[31]. Insularité ? Conscience retardée de la crise culturelle, et sociale, dans les couches dirigeantes de la Société britannique et faiblesse du « milieu artistique » peut être liées à l'intérêt que portent aux questions sociales, entendues en un sens ouvriériste, les intellectuels travaillistes les plus ouverts à la vie moderne ? Tout ceci est bien hypothétique. On constate en effet que l'Angleterre n'est pas seule à refuser dans sa masse, et par la voix de presque tous ses artistes, cette rupture avec l'historicité[32] dont nous avons fait un des éléments essentiels de la crise artistique. Mais en Italie, à Moscou, l'adhésion à l'histoire revêt des sens bien différents. La revue futuriste italienne *Lacerba*[33] manifeste essentiellement son intention de réconcilier l'individu et la vie moderne, de théoriser l'accord entre l'être et l'art dans une Italie qu'il s'agit d'arracher à un provincialisme désuet. Mais cette fureur antipasséiste est en réalité profondément antihistoriciste : le destin de chaque individu coïncide à chaque instant avec l'instant. Ainsi la revue pourra-t-elle, dès 1913, se rallier au culte de l'État en place et naturellement de la violence d'État. À Moscou au contraire où – à la différence de Saint-Pétersbourg et à la ressemblance de quelques foyers allemands[34] – l'aspiration à la lutte sociale et politique se développe dans l'avant-garde, le futurisme « éprouve dans la Révolution la possibilité d'une historicité de l'utopie » (page 595). Maiakovski, qui proclamait dès 1910 « Je veux faire un art socialiste », ne sera pas Marinetti. L'horizon du second c'est la guerre. Pour le premier c'est la Révolution.



Il faut dire enfin que l'année 1913 n'est pas seulement le fait des grandes capitales. Si Paris, Vienne, Berlin à sa façon et même Moscou brillent des feux d'une fête artistique internationale permanente, l'apport d'autres peuples n'apparaît pas moins original. La vitalité continue de la peinture belge, la qualité durable de la danse classique danoise que rien ne peut détourner de sa perfection, la volonté d'éducation dans et par l'art national de l'Irlande, et particulièrement du Théâtre et de l'Abbaye[35], tout prouve que dans cette Europe qui s'achevait, l'apport de





chacun, et d'abord des plus opprimés, accroissait la richesse globale. Où le percevoir mieux qu'à Prague ? Kafka y commence *Amerika*[36], Otto Gutfreund y élabore non seulement une œuvre admirable[37], mais une théorie de la sculpture cubiste qui n'a pas de précédent : architectes et hommes de théâtre y collaborent étroitement. *La Revue mensuelle des Arts, Tendances libres, La Scène, Le Style* : l'avant-garde tchèque travaille avec toute l'avant-garde européenne et réévalue, dans le cadre d'un large débat, le rapport qu'elle entretient avec le passé de son peuple.



Si nous passons des différences nationales à celles qu'un œil souverain pourrait percevoir entre les arts, notre incertitude s'accroît. En gros pourtant se vérifie, à la veille de la guerre, cette « avance » de la peinture, étroitement unie à la musique, que Pierre Francastel souligna : « Je suis convaincu, écrivait-il dans *Peinture et Société*, que les peintres d'aujourd'hui, comme ceux du XVe siècle, sont parmi les premiers groupes sociaux à compter parmi eux des hommes tournés davantage vers l'avenir que vers le passé. » Certes bien des hypothèses classiques sont conservées dans les œuvres cubistes des années 1907-1914, mais la façon systématique dont sont rassemblées, de Picasso à Léger, les fragments de l'objet éclaté, met en évidence très tôt le rôle conjugué du peintre et du spectateur dans l'unification des perceptions et prélude largement à d'autres modes d'expression artistique. Il est vraisemblable que l'existence d'un marché d'amateurs, lui-même lié à l'institution du marchand[38], a facilité la généralisation relativement rapide de ces expériences. Le « retard » de la sculpture, pour laquelle un marché n'existe pas, peut le laisser croire : de tous les arts le plus collectifs avec l'architecture, celui du sculpteur, ne parvient pas à assumer, à la veille de la guerre, sa socialité. Ni la Cité, ni les architectes – à de fort rares exceptions près – ne veulent d'œuvres qui se démarqueraient de l'art officiel : en France, celui des bustes de Marianne et de l'Alsace-Lorraine, bientôt celui des monuments aux morts que Poincaré inaugurera hebdomadairement. À ce jeu des exclusions qui rejettent la sculpture d'avant-garde dans les mains des peintres à qui leurs tableaux assurent le pain – Matisse, Picasso – la France est-elle gagnante ? Paris est certes redevenu à la veille de la guerre, le grand creuset où viennent se former les jeunes sculpteurs – Zadkine, Archipenko, Brancusi, Modigliani –, mais Boccioni, Gutfreund, tout en « passant par Paris » œuvrent dans leurs pays. C'est peut-être enfin le roman, ce produit culturel type du XIXe siècle, qui élabore le plus lentement sa





propre crise. Sans que le poids du passé semble peser sur l'écriture romanesque plus lourdement que sur tel autre art, celle-ci s'engage dans de multiples voies. Il faut attendre l'extrême veille de la guerre pour que les recherches entreprises dès 1905 par Proust et par Joyce débouchent en 1913 sur la publication de *Swann*, et en 1914 sur ce traité d'esthétique romanesque, *Portrait of the artist* et pour que le romancier, devenu narrateur, renonce clairement à être un créateur de personnages et devienne le « filtre » psychologique à partir duquel s'instaure le nouveau romanesque.

« Adieu Europe, la belle tradition est finie. » Ainsi parlera dans *Les Irresponsables*, Herrman Broch, dont les premiers poèmes sont publiés en 1913. Pour lui comme pour Valéry la vieille Europe est morte en 1914. À nos yeux cependant, le livre fermé, ce ne sont point les couleurs de la décadence qui fardent l'année 1913. Que nous soyons moins optimistes que certains à l'époque, soit : qui pourrait aujourd'hui se permettre, à la façon des rédacteurs de *Montjoie !* D'affirmer que va venir un art fort et pur ? Nous ne cherchons pas dans ce livre de solution pour notre avenir. Bien plutôt des lumières sur la crise des années 20 et peut-être sur les problèmes culturels de notre temps. Au lendemain de la grande guerre, le détraquement global des valeurs et des certitudes du XIX[e] siècle, largement perçu dans les cercles de l'avant-garde entre 1910 et 1914, débouche sur trois comportements dont la vivacité et la force récusent le concept de décadence : le silence solitaire d'un Marcel Duchamp, la dérision désespérée de Dada, l'engagement révolutionnaire de Maiakovski et de ses camarades. Les potentialités de l'avant-garde n'étaient pas infinies et les artistes ne revinrent pas tout de suite – s'ils y revinrent jamais – à leur proche passé. Aujourd'hui par contre, ce que nous reconnaissons dans les formes esthétiques mises en œuvres il y a plus de cinquante ans, ou plutôt ce que nous en retenons, ce n'est pas seulement l'inquiétude latente que la guerre va justifier, ni le tumultueux bouillonnement d'inventions multiples, mais les prémices de l'abstraction ou du cinétisme, celles du nouveau roman et d'un art qui, même lorsqu'il semble ne s'attacher qu'aux objets, procède de la subjectivité la plus aiguë. Un tel regard, finaliste sans aucun doute, présente tous les dangers de l'anachronisme et le maître d'œuvre de l'*Année 1913* a fait son possible pour






nous en préserver. Mais qu'il est donc difficile d'ordonner le passé sans le recours du présent…

Madeleine Rebérioux, « 1913 : l'art et la réflexion sur l'art »,
L'année 1913 dans l'art, Annales ESC, 29-4, 1974, p. 903-914,
© Éd. de l'Ehess, Paris







POSTFACE

Madeleine Rebérioux par Michelle Perrot

«La citoyenne Madeleine, toujours en vadrouille», disait d'elle affectueusement son mari, Jean, mort il y a une dizaine d'années et qui l'accompagna fidèlement dans ses pérégrinations de tous ordres, gardien de leur foyer, à La Varenne ou dans ce Berry sandien qu'ils aimaient tant.

Madeleine est partie. Elle nous manque. Nous commençons à peine à mesurer son apport d'historienne et de citoyenne, qu'elle fut indissolublement. Je n'entreprendrai pas de raconter sa vie. On en a évoqué de nombreux épisodes, lors du bel hommage qui lui a été rendu à Orsay, le lundi 14 février 2005, particulièrement vivant par la projection de larges extraits du film-interview qui lui a été consacré. Sa vie, on l'écrira un jour, parce qu'elle traverse le XXe siècle, ses drames, ses conflits, ses déceptions et ses espoirs. Cette femme engagée fut de tous les combats, aimantée par de très fermes convictions politiques et sociales, dont Jaurès, qu'elle a tant servi, est comme la figure de proue.

Madeleine, je l'ai rencontrée pour la première fois en 1960, au colloque sur «Le militant ouvrier», dont devait naître *Le Mouvement Social*, qu'elle a ultérieurement dirigé durant de longues années. Notre collaboration, parfois intermittente, voire conflictuelle, toujours amicale, n'a jamais cessé. Une de nos dernières rencontres de travail, c'était le 5 février 2004, lors de l'enregistrement d'une émission pour la 5, sur les femmes, pour le 8 mars, où Laurent Joffrin nous avait conviées.



Car Madeleine s'intéressait à l'histoire des femmes. Le social et le politique demeuraient pour elle prioritaires. Mais elle y incorpora la dimension des rapports de sexes de plusieurs manières : dans son œuvre et à Paris VIII-Vincennes, puis Saint-Denis, l'université dont elle a été une des fondatrices. Béatrice Slama a raconté, dans sa contribution à *l'Hommage à Madeleine Rebérioux*[1], ce que fut l'atmosphère passionnée des années 1970, où tant de choses paraissaient possibles. Il y eut notamment le colloque de décembre 1978 à Vincennes, sur « Femmes et classe ouvrière ». C'était le second grand colloque sur les femmes, après celui de juin 1975 à Aix-en-Provence, initié par Yvonne Knibiehler « (Femmes et sciences humaines »). Trois sections : « femmes et travail » ; « femmes et mouvement ouvrier » ; « le travail ménager », sur lequel le débat féministe s'interrogeait alors : fallait-il, ou non, rémunérer ce travail « gratuit » des femmes ? Durant trois jours, un public nombreux montra l'intérêt pour ces problématiques et l'intensité des recherches en cours. Beaucoup de rencontres se firent à cette occasion. Il y eut un projet de publication, chez Maspero, malheureusement inabouti. Au même moment, Le Mouvement Social sortait « Travaux de femmes » (octobre-décembre 1978). Annie Kriegel et Madeleine avaient soutenu cette livraison. Le terreau des recherches sur les femmes était social et Madeleine s'en réjouissait. Par la suite, elle a dirigé de nombreuses maîtrises et thèses dans cette direction et dans celle du socialisme, son autre préoccupation[2].




Elle-même infléchissait ses recherches dans cette direction. Dans Romantisme, elle publiait le discours d'Hubertine Auclert au célèbre congrès ouvrier de Marseille (1879), « esclave » parlant « au nom de neuf millions d'esclaves », et applaudie avec un enthousiasme qui ne durera pas[3], préfaçait le livre pionnier de Charles Sowerwine sur Les femmes et le socialisme[4] et posait ra question des relations du socialisme et du féminisme. Dans un article (1979) consacré à « la question des femmes dans la seconde Internationale », elle se plaisait à souligner que « la rencontre entre les femmes et le socialisme a bien eu lieu ». Le socialisme allemand et, tout compte fait, le marxisme étaient plus ouverts à cet aspect des choses. C'était moins le socialisme en tant que tel qu'il convenait d'incriminer qu'un certain sexisme français, présent aussi bien chez Jaurès, « si peu féministe », que dans la tradition proudhonienne du mouvement ouvrier, visible dans la Fédération du Livre, dont elle s'était faite



l’historienne. Roger Coquelin, représentant de la Fédération du Livre CGT, a rappelé, l’autre soir, à Orsay, le succès de son ouvrage sur Les ouvriers du Livre et leur Fédération, et aussi les efforts faits par Madeleine pour inciter ces travailleurs à réfléchir à cette dimension de leur histoire.

Dans les années 1990, l’expérience du musée d’Orsay terminée, Madeleine s’est investie dans un projet plus régional : la fondation en Berry, autour de Nohant et d’Ars, du « Centre international George Sand et le romantisme ». Madeleine, présidente du conseil scientifique de ce projet, au départ très ambitieux, s’en occupa avec l’énergie qu’elle apportait à toute chose. Il y eut d’innombrables réunions et démarches, où elle déploya son savoir-faire et la multiplicité de ses relations culturelles. Littéraires, historiens et personnalités locales affluèrent aux colloques organisés à Nohant, l’un sur « la Correspondance », l’autre sur « l’éducation des filles[5] » l’un et l’autre publiés, avec sa participation. L’amitié entre Madeleine et George n’était pas évidente : le côté « bonne dame » ne l’emballait pas ; et puis, il y avait la Commune et Madeleine se sentait plus proche, sans doute, de Louise Michel que de Sand à cet égard. Mais Sand était sa voisine. Jaurès l’aimait bien. Comme lui, Madeleine appréciait son engagement pour la République et le socialisme. « Le socialisme est le but. La République est le moyen », disait George en 1848. Madeleine approuvait. Elle redécouvrit son œuvre romanesque, en particulier *La Ville noire*, le plus ouvrier des romans de Sand. À Saint-Étienne, dans une rencontre organisée par Stéphane Michaud, elle la confrontait à Flora Tristan. L’historienne de la troisième République se plongeait avec plaisir dans le romantisme. Malheureusement, le projet sandien ne fut que partiellement réalisé. Mais Madeleine ne désarmait pas. Dans les années 2000, elle rêvait d’organiser, au château d’Ars, autour d’une pionnière de la photographie en Berry, une exposition sur les femmes photographes, dont elle discuta notamment avec Janine Niepce. Rien n’était étranger à cette femme multiple et passionnée.



Assurément pas les femmes, même si elles ne furent pas sa préoccupation première. Elle était réservée sur le féminisme et, plus encore, sur les questions du Genre, tant elle entendait demeurer fidèle à l’universalité des « droits de l’Homme », à La Ligue, qu’elle présida avec l’intensité que l’on sait, et ailleurs, partout dans le monde. Pour elle, les femmes étaient dans le monde et elle redoutait de les isoler.





C'est elle qui nous manque, à présent.

Michelle PERROT, « Madeleine Rebérioux », *Clio*, n° 21, 2005, p. 5-8







NOTES

Avant-propos

1. Leur relevé a été fait jusqu'en 1999 dans Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.) Avenirs et avant-gardes en France, XIXe-XXe siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui », 1999, p. 395-432. Le complément depuis 1999 est proposé sur le site de la Société d'études jaurésiennes : www.jaures.info.

2. Colloque organisé par la Société d'études jaurésiennes et la Fondation Jean-Jaurès. *Cf.* « Histoires du socialisme », Cahiers Jaurès, 191, janvier-mars 2009 et les Essais (Jean-François Chanet, Françoise Thébaud, Christophe Prochasson) publiés par la Fondation Jean-Jaurès.



3. Voir la notice de Patrick Fridenson consacrée à Madeleine Rebérioux dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, série 1940-1968, t. 10, Paris, Éditions de l'Atelier, 2014 (le « Maitron ») ou en ligne (accès payant) maitron-en-ligne, ainsi que la thèse d'Ellen Crabtree sur The Historical Militancy of Madeleine Rebérioux (1920-2005), soutenue en 2016 à l'université de Durham et présentée dans « Madeleine Rebérioux dans les archives », Cahiers Jaurès, 217, juillet-décembre 2015, p. 21-33. Les archives et papiers de Madeleine Rebérioux, ainsi qu'une partie de sa bibliothèque, sont aujourd'hui répartis entre les Archives nationales, le Musée de l'histoire vivante à Montreuil et la bibliothèque de l'ENS.

4. *Ibid.* (notice de Patrick Fridenson).

5. *Cf.* Fabrice Virgili, « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 75, juillet-septembre 2002, p. 7-8.

6. *Cf.* Patrick Fridenson, « Toujours avec Madeleine Rebérioux », Le Mouvement social, 212, juillet-septembre 2005, p. 3-4 et « Madeleine Rebérioux entre histoire, culture et politique », Le Mouvement social, 219-220, avril-juin 2007. Sur la dimension internationale, voir aussi Maria-Grazia Meriggi (dir.), « Madeleine Rebérioux entre France et Italie : regards croisés », actes du colloque de Bergame, Cahiers Jaurès, 183-184, janvier-juin 2007.

7. Béatrice Slama, « Quand nous travaillions sur les femmes à Vincennes dans les années 70 », in Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.) Avenirs et avant-gardes en France, XIXe-XXe siècles, op. cit., p. 33.

8. Nicolas Hatzfeld et alii, « Parcours historiens et Mai 68 : pistes orales sur un moment du Mouvement social », Le Mouvement social, 223, avril-juin 2008, p. 13-32.





9. Alain Monchablon, «Madeleine Rebérioux», notice du Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments, dirigé par Jacques Julliard et Michel Winock, Paris, Seuil, 2002 [1996], p. 1158.

10. Madeleine Rebérioux, «Éditorial», Jean Jaurès, bulletin de la SEJ, 120, février [janvier-mars] 1991, p. 3.

11. Pour la restitution de certains de ses débats voir, Le Débat, 44, mars-mai 1987. Mais leur histoire demeure encore très largement à écrire.

12. Jean Jaurès, «L'État socialiste et les fonctionnaires», La Revue socialiste, avril 1895, repris dans Le socialisme en débat, tome 5 des Œuvres de Jean Jaurès édité par Alain Boscus, à paraître aux éditions Fayard.

13. Préface aux Œuvres de Jean Jaurès, Paris, Fayard, 2000.

14. Madeleine Rebérioux, avec Chantal Georgel et Frédéric Moret, Socialisme et utopies de Babeuf à Jaurès, Paris, La Documentation française, 2000., p. 15.

15. Madeleine Rebérioux, Jaurès, la parole et l'acte, Paris, «Découvertes Gallimard», 1994, p. 111.

Socialisme et Révolution française

1. C. Batalha, «L'image de la Révolution française dans le mouvement ouvrier brésilien à l'aube du XX[e] siècle», dans Images de la Révolution française (Michel Vovelle dir.), Paris-Oxford, Pergamon Press, 1989, vol. II, pp. 1621-1630.




2. *Cf.* A. Santos, Fragmentes da historia operaria no Brasil, Rio de Janeiro, 1966, cité par C. Batalha.

3. Le Peuple, 7 juillet 1889, cité par P. Delwit, J.-M. de Waele, B. Marques-Pereira, «Les valeurs de la Révolution française dans la presse du Parti Ouvrier belge 1885-1894», dans Images de la Révolution française, vol. cité, pp. 1565-1568.

4. Il faut un tempérament aussi provocateur que celui de Paul Lafargue pour décerner un brevet de socialisme à de Mun sans plus se soucier de ses appartenances politiques et religieuses. Ainsi, lors de son premier discours à la Chambre le 8 décembre 1891.

5. Il n'existe pas d'inventaire exhaustif de la presse socialiste au XIX[e] siècle. De bons inventaires partiels en revanche: ainsi, pour la presse guesdiste, celui qu'a dressé Claude Willard dans Le Mouvement socialiste en France (1893-1905): les guesdistes, Paris, Éditions sociales, 1965. Sur la Revue socialiste, *cf.* la monographie de Madeleine Rebérioux dans le n° 5 des Cahiers Georges Sorel consacré en 1987 aux «Revues dans la vie intellectuelle» entre 1885 et 1914.

6. Le tome I consacré à l'Histoire de La Constituante paraît en 1901. Les fascicules étaient en vente depuis 1900.

7. *Cf.* Congrès International socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières, Londres, 26 juillet-2 août 1896. C'est sur cette motion destinée à définir qui est reconnu comme socialiste par l'Internationale que se produit la rupture avec la majorité des syndicats français.

8. *Cf.* A. Forrest, La Révolution et les pauvres, Paris, Librairie Académique Perrin, 1986.

9. *Cf.* La Sécurité Sociale. Son histoire à travers les textes, t. I, 1780-1879, Association pour l'histoire de la sécurité sociale, 1988. *Cf.* aussi le numéro de mars 1989 de la Revue



de l'économie sociale, B. Gibaud, Révolution et droit d'association. Au conflit de deux libertés, Paris, Mutualité française, 1989, et Démocratie et pauvreté. Du quatrième ordre au quart-monde, Paris, Albin Michel, 1991.

10. *Cf.* la notice, rédigée par G. Rosa, de l'édition des Misérables de la collection «Bouquins», Robert Laffont, 1985, pp. 1159-1168.

11. Les romans et les reportages des frères Léon et Maurice Bonneff au début du XXe siècle sont très révélateurs. De même, la vision des artistes de Steinlen à Luce, en passant par les dessinateurs de L'Assiette au beurre.

12. Sur Lille, voir les travaux exemplaires de F. Codaccioni; sur Rouen, ceux de Y. Marec, sur Armentières, l'Enquête parlementaire de 1903.

13. Voir en 1889 les Études sociales rassemblées par un sociologue protestant, Charles Secrétan.

14. La brochure de Schaefflé sera rééditée, avec une traduction améliorée, en 1904, dans la «bibliothèque socialiste» une des entreprises du socialisme d'éducation dreyfusard. C'est dire son long usage.

15. *Cf.* Jaurès, Histoire socialiste de la Révolution française, édition Soboul, Paris, Messidor, tome I, pp. 286-300.

16. B.-H. Moss, Aux origines du mouvement ouvrier français: le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914, Besançon, Annales littéraires de l'Université, 1985 (1re éd. Berkeley, 1976).



17. La discussion est ouverte entre les guesdistes: Lafargue d'un côté, Guesde et Deslinières de l'autre; Jaurès qui a toujours dit avoir été collectiviste dès 1886 y participe en 1893-1894 à travers une polémique avec un vieux républicain, Bernard Lavergne, puis dans la Revue socialiste où il publie en 1895-1896 les premiers chapitres d'un livre sur «l'organisation socialiste» que la vie militante l'empêcha d'achever.

18. «Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.»

19. *Cf.* La «Lettre socialiste» de É. Renoult que Malon publie dans la Revue socialiste en février 1889. Elle définit l'État collectiviste comme «une vaste société de consommation où chaque associé, c'est-à-dire nous tous, trouve toutes les denrées à son prix minimum!». L'autorité de Considerant, Louis Blanc, Proudhon, du socialiste allemand Rittingshausen, de l'économiste suisse Laveleye est convoquée par Malon pour soutenir cette thèse.

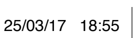
20. Dans son Histoire de la Révolution française qui commence à paraître en 1847 et s'achève en 1862.

21. *Ibid.*, tome VIII, pp. 259-272. Pour l'ensemble des textes, *cf.* Madeleine Rebérioux, Ils ont pensé les Droits de l'Homme, Paris, EDI-LDH, 1989.

22. Jaurès, «La propriété individuelle», article paru dans La Petite République et repris en 1901 dans les Études socialistes. Rééd. à Genève aux Éditions Slatkine en 1979, préface de M. Rebérioux.

23. Louis Blanc, op. cit., vol. cité, pp. 271-272.

24. *Cf.* le livre irremplacé de M. Dommanget, Histoire du drapeau rouge, Paris, Librairie de l'Étoile, s. d. et M. Rebérioux, «Le Mur des Fédérés» dans Les lieux de mémoire (sous la direction de Pierre Nora), tome I, La République, Paris, Gallimard, 1983.





25. Fédération des travailleurs socialistes de France, Compte rendu du Congrès International ouvrier socialiste tenu à Paris du 15 au 20 juillet 1889.

26. Congrès International ouvrier socialiste tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891, Bruxelles, 1893, p. 9.

27. *Ibid.*, p. 22.

28. Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris, abgehalten vom 14 bis 20 Juli 1889, Nurnberg, 1890, p. 128. Il n'existe pas de compte rendu en français de ce Congrès, ce qui atteste la faiblesse à cette date des guesdistes et des vaillantistes.

29. Publiée dans sa version définitive par E. Pottier en 1887, L'Internationale est mise en musique par Pierre Degeyter à Lille en 1888. Répandue d'abord dans le Nord et dans les milieux guesdistes, elle gagne l'ensemble des courants français et le socialisme international en 1889-1900. Dès lors, La Marseillaise recule sans disparaître.

30. Dans le rapport qu'il rédigea au nom du nouveau parti qu'il vient de fonder, le POSR – une scission de plus cependant ! – pour le Congrès International de Bruxelles.

31. *Cf.* J. Howorth, Édouard Vaillant, Paris, Syros, 1982, chap. V et VI, préface de M. Rebérioux.

32. M. Rebérioux, « Lectures socialistes de la Révolution française : de Louis Blanc à Jaurès », dans Jaurès historien de la Révolution française, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989.

33. Voir en particulier la série d'articles sur le droit de propriété qui constituent une part importante du volume Études socialistes (1901) ; *cf.* supra, note 22.




34. Histoire socialiste, éd. citée, tome VI, pp. 39-139.

35. Études socialistes, éd. citée, p. 213.

36. *Ibid.*, p. 151.

37. L'affaire Dreyfus occupe ici une authentique scène primaire du socialisme moderne. Puis la « question coloniale » perçue comme une atteinte aux Droits de l'Homme. La menace de guerre enfin qui met en mouvement toute la « communauté nationale ».

38. Une trentaine au moins accéda aux honneurs de l'imprimé. Cette mine n'a encore été qu'effleurée.

39. Les QM : les Quinze Mille. Allusion fort peu indirecte à l'indemnité de 15 000 francs que les parlementaires votèrent à leur usage au lendemain des élections de 1906 ; elle représentait par rapport à l'indemnité annuelle antérieure un bonus de 6 000 francs. L'effet fut désastreux.

40. *Cf.* J. Gaillard, Communes de province, Commune de Paris 1870-1871, Paris, Flammarion, 1971.

41. *Cf.* M. Offerlé, Les Conseillers municipaux de Paris au début de la III[e] République : des communards aux socialistes, thèse d'État de science politique, Université Paris I, 1978.

42. Sur Les Maires en France du consulat à nos jours, lire le livre de M. Agulhon, L. Girard, J.-L. Robert, W. Serman et alii, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986. Et les publications du Groupement de recherches sur l'administration locale (GRAL) qui, entre et 1981, ont constitué certaines des fondations de la loi Defferre.



43. *Cf.* M. Genty, L'Apprentissage de la citoyenneté, Paris, Éditions Sociales, 1987, avec une remarquable préface de Michel Vovelle.

44. Comme l'avait vigoureusement – et négativement – dit Jules Ferry dans le projet de discours contre Floquet rédigé en février 1889 : *cf.* O. Rudelle, La République absolue 1870-1889, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, pp. 240-244.

45. Un témoignage entre cent, de la popularité du référendum, instrument de démocratie directe, dans le milieu très antiboulangiste de la Revue socialiste, en avril 1889 : « Non, il n'y a pas de souveraineté pour un peuple auquel on peut appliquer des lois qu'il n'a pas approuvées ». C'est le refus radical de la délégation de pouvoir, non pour l'élaboration de la loi, mais pour son adoption.

46. *Cf.* Francolin, « La réforme du parlementarisme », Revue socialiste, avril 1889.

47. Jaurès a publié dans La Dépêche de Toulouse entre mai 1888 et mai 1889 une série d'articles où il se révèle constitutionnaliste, bien sûr distingué.

48. La volonté d'unanimité est au cœur de la conscience politique révolutionnaire. Chacun est libre mais toute fraction est soupçonnée d'être une faction.

49. À l'origine de cette interprétation, *cf.* l'article du Dr Blatin, un radical avancé, repris à son compte en juin 1889 par la Revue socialiste.

50. Jaurès, « Socialisme et liberté », La Revue de Paris, 1er décembre 1898.



Un groupe de paysans socialistes de Saône-et-Loire à l'heure de l'unité (1905-1906) : le Journal *du groupe d'études sociales de Cuisery*

1. Nous avons respecté l'orthographe et les titres du texte original dont nous reproduisons quelques extraits à partir de la page 26.

2. *Cf.* Cl. Willard, Le mouvement ouvrier français de 1893 à 1905 : les Guesdistes, Éd. Sociales, 1965, passim.

3. Je dois ces renseignements, ainsi que la communication du Journal du groupe tenu par Armand Girard, à la très grande amabilité de son fils, pépiniériste à Cuisery, à qui j'adresse ici tous mes remerciements.

4. *Cf.* à la fin du premier cahier : « À la prochaine consultation, ces bons radicaux apporteront un si léger bagage parlementaire, et encore quel bagage, que notre parti [il vient de nommer le Parti socialiste français] faisant alliance avec eux n'hériterait que de railleries ».

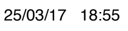
5. *Cf.* causerie du 9 déc. 1905 : « Dans la partie économique, considérons d'abord le sort des travailleurs de la terre, puisque nous le sommes presque tous ».

6. *Cf.* une saynète, « Jean et Jane » (histoire du pauvre paysan à qui la famille de sa fiancée, beaucoup plus aisée, refuse le mariage, mais tout s'arrange) ; une nouvelle, « La dame de charité », anticléricale, antinobiliaire, antipaternaliste ; un « Portrait du pauvre », un poème contre Coppée. Mais Girard recopie aussi des extraits de Sganarelle.

7. Gustave Hervé est le seul militant socialiste étranger au département dont le nom figure dans le Journal de Girard.

8. *Cf.* causerie du 9 décembre 1905 : « Combien d'entre nous, camarades, sont les vrais propriétaires des champs qu'ils cultivent ? ».







9. *Cf.* les comptes rendus de réunions du groupe et les listes de présence au Comité fédéral (il se compose d'un militant par groupement adhérant à la Fédération) que publie régulièrement Le Socialiste de Saône-et-Loire.

10. Consacrée au «Dimanche rouge», cette causerie, sans doute prononcée au début de février 1905, porte témoignage de l'horreur qu'il inspira.

11. Ce texte est daté du 11 février 1905.

12. Causerie vraisemblablement prononcée en mars 1905.

13. Causerie du samedi 9 décembre 1905.

14. Cette causerie est datée de décembre 1906.

15. Sur Futin et Bouverie, voir supra. la présentation de ces documents et leurs biographies dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tomes XI et XII.

Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914)

1. Elles ont été récemment mises en lumière dans le petit livre de J.-M. Mayeur, *La Séparation de l'Église et de l'État*, Julliard, «Archives», 1966.

2. *Cf.* Cl. Willard, *Le Mouvement socialiste en France 1893-1905. Les Guesdistes,* Éditions Sociales, 1965. Willard analyse de ce point de vue le guesdisme de «la France du Midi».

3. *Cf.* F. Caron, «La grève des cheminots de 1910, une tentative d'approche», dans *Conjoncture économique, structures sociales, Hommage à Ernest Labrousse,* Paris, Mouton, 1974; et *Revue d'histoire des chemins de fer français*, passim.



4. Le programme demande «l'intervention de l'État pour faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national les diverses catégories de moyens de production et d'échange au fur et à mesure qu'elles deviennent mûres pour l'appropriation sociale».

5. *8e Congrès national tenu à Saint-Quentin, les 16, 17, 18 et 19 avril 1911*, compte rendu sténographique, p. 304.

6. *Cf.* la thèse d'A. Soboul, *Les Sans-Culottes parisiens de l'an II*, Clavreuil, 1958.

7. *Cf.* B. Porchnev, *Les Soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Moscou, 1948 (traduction française SVPEN), et le compte rendu critique de R. Mousnier dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril 1958.

8. Une exception: l'enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs décidée par la Chambre dans le cadre d'un ordre du jour Jaurès, le 7 novembre 1903, à l'occasion de la grande grève d'Armentières. [Péremptoire, cette formulation – «une exception» – est particulièrement malheureuse, comme l'ont montré, dans les années 1990, les chercheurs qui ont étudié les rapports entre «le fait social» et l'État. La revue *Genèses* a joué, là, un grand rôle, au confluent de la sociologie et de l'histoire.]

9. L'expression fut employée par Jaurès à l'égard d'Emmanuel Arène, député dont le nom avait été fermement cité lors du scandale de Panama (Chambre des députés, séance du 8 février 1893).





10. Il est vrai que nous ne possédons pas de compte rendu sténographique du congrès du *Globe.* Le compte rendu analytique fut joint à celui du congrès de Chalon d'octobre 1905. Les deux tiennent en une seule brochure de 127 pages.

11. Dans la préface qu'il écrivit pour une série de ses articles réunis sous le titre le *Socialisme ouvrier*.

12. La revue a fait l'objet d'un diplôme d'études supérieures soutenu devant la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Paris en 1964, et réalisé sous la direction de M. Labrousse par P. Biard. *Cf.* aussi M. Rebérioux, «La Guerre sociale et le Mouvement socialiste face au problème colonial», *Le Mouvement social*, n° 46, janv.-mars 1964. [Depuis le début des années 1980, l'état d'ignorance ici évoqué a donné naissance à une surabondance d'informations et d'analyses: *cf.* la thèse, non publiée, de Marion de Flers, *Hubert Lagardelle et l'équipe du Mouvement socialiste,* Paris, Institut d'Études politiques, 1983; Shlama Sand, *L'illusion du politique, Georges Sorel et le débat intellectuel 1900,* La Découverte, 1985; *Georges Sorel en son temps,* Le Seuil, 1985 etc.]

13. Dans l'avant-propos qu'il rédigea pour la table analytique des articles parus pendant les six premières années du *Mouvement socialiste*.

14. L'École des Hautes Études Sociales, le Collège libre des Sciences sociales, l'École socialiste.

15. En dehors de la Seine, les mandats qu'on leur confie proviennent tantôt de petites fédérations où quelques militants font la pluie et le beau temps (le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine), tantôt de fédérations où tel d'entre eux a gardé (la Haute-Garonne) ou conquis (la Loire) une position locale.



16. *Cf.* le diplôme d'études supérieures de J.-Cl. Peyronnet sous la direction de E. Labrousse, Faculté des Lettres de Paris [*cf.* en 1997, la biographie de *Gustave Hervé, itinéraire d'un provocateur,* par Gilles Heuré, Paris, La Découverte.]

17. Gustave Hervé tient régulièrement ses lecteurs au courant de la santé du journal.

18. Au congrès de Toulouse (octobre 1908), les insurrectionnels étaient également porteurs d'une motion dont seul l'enthousiasme unitaire développé par Jaurès a amené l'étouffement.

19. *Cf.* le dossier de justice de l'affaire; il était en 1965 entreposé aux Archives municipales de Sens.

20. Le Commissaire spécial de Chalon évalue au début de 1906 sa fortune à 500 000 F (Archives départementales de Saône-et-Loire, 30 M 02).

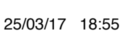
21. *Cf.* les lettres de Lagardelle à Kautsky en date du 4 septembre l903 et du 25 novembre 1904, Institut International d'Histoire Sociale, archives Kautsky (Cl. Willard, *Le Mouvement socialiste,* éd. citée, p. 565).

22. *9e Congrès national tenu à Lyon, les 18, 19, 20 et 21 février 1912*, compte rendu sténographique, p. 246.

23. Selon l'expression employée par un partisan du «socialisme ouvrier», H. Boulay (*Mouvement socialiste*, avril 1909).

24. *3e Congrès national tenu à Limoges, les 1er, 2, 3, 4 novembre 1906*, compte rendu sténographique, p. 164.

25. H. Boulay, art. cité.



26. Ils en avaient dénoncé à la Chambre certains agissements et l'émotion déclenchée par leurs propos (il s'agissait de deux députés guesdistes) avait dominé le congrès de Lyon qui les avait pourtant, sur l'essentiel, absous.

27. *5e Congrès national tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1908*, compte rendu sténographique, p. 348.

28. Sans doute, aux élections de 1910, Jobert, candidat cette fois-ci dans l'arrondissement de Sens, appelle-t-il ses électeurs à s'abstenir, mais son attitude est sévèrement condamnée par la fédération de l'Yonne.

29. *7e Congrès national tenu à Nîmes, les 6, 7, 8 et 9 février 1910*, compte rendu sténographique, pp. 350-356.

30. *5e Congrès national…,* éd. citée, p. 252.

31. Préface à la brochure de J. Gaumont, *L'État contre la Nation*, 1911.

Albert Thomas, pivot du réformisme français

1. B. W. Schaper, Albert Thomas, Trente ans de réformisme social, Paris-Assen, s. d. La thèse de Schaper n'a pu utiliser ni le vaste fonds Albert Thomas déposé aujourd'hui par Mme A. Thomas aux Archives nationales, ni l'énorme documentation conservée à Genève dans les locaux du BIT.

2. Le tome consacré à l'histoire du Second Empire.

3. Outre deux articles sur Thomas, on y trouve pp. 34-35 une note de B. Gille, «Les archives d'Albert Thomas».



4. Dans L'Actualité de l'Histoire, deux lettres de Thomas, fort révélatrices, l'une à Paul Faure (pp. 21-31), l'autre à Henri Barbusse (pp. 32-33). Dans Les Cahiers du Monde russe et soviétique, janv.-juin 1973, pp. 86-204, le «Journal de Russie d'Albert Thomas, 22 avril-19 juin 1917», présenté et annoté par I. Sinanoglou.

5. Thomas précisera ses conceptions dans la préface qu'il écrira en 1911 pour une brochure où sera reproduit le discours d'Héliès au congrès SFIO de Paris (1910) sur La Coopération devant le socialisme.

6. Il s'agit du Congrès socialiste international qui venait de se tenir du 16 au 24 août 1907 et auquel Thomas avait participé.

7. La Conférence de Christiania a été organisée en 1907 par le Secrétariat syndical international. La CGT n'avait pas participé à ses travaux en raison du refus du Secrétariat, depuis 1905, de discuter des huit heures, de la grève générale et de l'antimilitarisme.

8. P. Waline, «Albert Thomas et Robert Pinot», Albert Thomas vivant, Genève, 1957, p. 142.

9. Archives nationales, 94 AP 80 et 237, correspondance personnelle Renault-Thomas. P. Devinat, «Albert Thomas homme universel», dans Albert Thomas vivant, *Ibid.*, p. 226.

10. Sur cette visite, *cf.* G. Hatry, «Albert Thomas à Billancourt», De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault régie nationale, n° 6, juin 1973, pp. 193-202.

11. Alors principal militant CGT de Renault. Le 15 janvier 1917 il conduisait la délégation des ouvriers de Renault qui, dans le bureau de Thomas et en sa présence, a négocié et signé le premier accord instituant les délégués d'atelier, document qui a ensuite servi de






règle dans la région parisienne. Il vient ici de prononcer un discours demandant une loi sur les délégués d'atelier et le développement « maximum » de « l'industrie nationale » avec « les méthodes nouvelles américaines ».

12. Sur cette grève, Archives nationales, F7 13366, rapports de police. Sur la visite de Thomas, Archives nationales, 94 AP 238, textes des interventions, Archives de la Préfecture de Police, B/a 1386, et dossier Usines Renault.

13. Pour préparer l'accord avec L. Renault du 15 janvier 1917.

14. « Il faut renoncer à la politique du poing tendu pour adapter une politique de présence dans les affaires de la nation », déclare alors Léon Jouhaux. Le Congrès de Paris de la CGT (15 au 18 juillet 1918) a marqué la rencontre entre la pensée de Jouhaux et celle de Thomas. C'est aussi Thomas qui a fait connaître à Jouhaux les articles d'Otto Bauer sur les nationalisations, dont les idées ont été reprises par le Congrès de Lyon de la CGT (septembre 1919). Dans le même temps le cartel intersyndical chrétien constitué pendant l'été 1918 appelle à « une meilleure utilisation des forces productives ».

15. Après la guerre les conseils (paritaires) d'usine, dont le National Ward Labour Board avait, le 1er juillet 1918, exigé la création, disparaissent. Sur initiative patronale apparaissent alors un certain nombre de conseils d'entreprise aux attributions plus réduites : on y fait en particulier usage du freudisme pour « sublimer » le caractère pénible du travail en informant les travailleurs sur la marche de l'entreprise. En 1927 un million et demi d'ouvriers sont ainsi concernés.



16. Le Conseil économique national réclamé par la CGT (mais refusé par la CGTU) est créé en janvier 1925. Jouhaux dit de lui, non sans optimisme, qu'il « sera ce que la classe ouvrière voudra qu'il soit ».

17. La Charte du Travail commence à être mise en œuvre en 1927. L'entente des patrons et des ouvriers est obligatoire dans la corporation en fonction de « l'intérêt de la nation ». Thomas y voit pour sa part la « codification des principes de justice sociale » proclamés par la Charte internationale du Travail (B. W. Schaper, Albert Thomas, Trente ans…, éd. citée, p. 287).

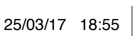
18. Depuis la rédaction de cet article, nous avons pris connaissance de l'excellente thèse de Ph. D. de M. Fine, Toward corporatism, the movement for capital-labor collaboration in France, 1914-1936, Madison, University of Wisconsin, 1971, dont six chapitres sur huit sont consacrés à Albert Thomas de 1914 à 1932, L'analyse de Fine concorde avec la nôtre. [*Cf.* aussi 1914-1918, l'autre front, Cahier du Mouvement social n° 2, études coordonnées et rassemblées par Patrick Fridenson, Paris, les Éditions ouvrières, 1977.]

Guesdisme et culture politique : recherches sur L'Encyclopédie socialiste *de Compère-Morel*

1. *Lettre* de la Librairie Aristide Quillet en date du 6 juin 1975.

2. Ils sont, il est vrai, prestigieux : une longue lettre de Jaurès, une autre d'Édouard Vaillant, toutes deux inédites.

3. Le bulletin de souscription doit alors être renvoyé à Compère-Morel. Plus tard, les adresses se diversifieront.





4. L'orientation idéologique de *L'Encyclopédie* rend impossible, nous le verrons, sa publication par la SFIO. Au reste, le seul grand projet d'édition du parti – les *Œuvres essentielles de Marx*, en 8-10 volumes – ne dépassera guère le stade d'un rêve de J. Longuet.

5. En l'absence de toutes archives, les informations qui concernent Aristide Quillet et la maison qu'il a fondée proviennent pour l'essentiel d'une brochure publicitaire rédigée en 1929 à l'occasion d'un projet de candidature au conseil général de Seine-et-Oise, *Aristide Quillet au service du progrès économique et social, notamment de la région de Villiers-Adam, son village*, et d'une plaquette de 115 pages publiée en 1948 pour le cinquantième anniversaire du début d'Aristide Quillet dans l'édition, *Histoire du livre et d'un animateur de la pensée: Aristide Quillet*. Je remercie la Librairie Aristide Quillet de me l'avoir communiquée.

6. Lorsque le 24 octobre 1949, le ministre de l'Intérieur Jules Moch viendra en personne remettre la Légion d'honneur à Quillet, ce dernier, évoquant les ouvrages «à tendance nettement républicaine, toutefois exempts d'odieux sectarisme» qu'il a publiés, citera *L'Encyclopédie socialiste.*

7. *Aristide Quillet au service du peuple,* éd. citée, p. 8.

8. Il y publie, à partir de janvier 1906, deux ou trois chroniques où il défend l'œuvre des groupes d'études sociales, et une lettre assez vive au maire de Villiers-Adam, qu'il signe AQMPS (membre du Parti socialiste) SFIO (5 mai 1906).

9. *La Lutte sociale*, 10 février 1906.



10. Il est élu conseiller municipal en mai 1925. Il deviendra maire de la commune après son départ de la SFIO en septembre 1929, conservera ces fonctions jusqu'au 6 octobre 1940, sera réélu à la Libération et restera maire de Villiers jusqu'à son décès, en mai 1955.

11. *Aristide Quillet au service du progrès,* éd. citée, pp. 8-9: il quitte la SFIO, dit-il, car il est «furieusement Français», et il souhaite la participation des socialistes au pouvoir.

12. *Histoire du livre*, éd. citée, p. 28.

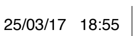
13. Dans ses *Mémoires*, rédigées en 1939 (j'ai consulté le manuscrit préparé par les soins d'Harvey Goldberg et Georges Haupt), Rappoport fait état d'une somme de 400 000 francs rapportée par *L'Encyclopédie*. Étant donné la faiblesse des droits d'auteur – Rappoport déclare n'avoir touché que 2 000 francs pour les trois volumes qu'il a rédigés – et les tarifs variables de la souscription, on peut estimer que le tirage a oscillé entre quatre et cinq mille exemplaires.

14. *Le Socialisme*, 2 décembre 1911.

15. Un seul a été publié, en 1908, *Les Vérités de Pierre Mathurin, ouvrier et Paysan*: le héros, un jeune terrien, frotté d'armée et de ville, dégrossit politiquement le village en quelques veillées bien senties.

16. *Le Combat social* du Gard publie au début de 1912 la liste des premiers souscripteurs du département. Ils sont trente et un le 10 février: trois instituteurs, quatre membres de professions libérales, trois employés, un artisan, quatre journalistes, seize élus et responsables socialistes. Le 2 mars, les trente et un sont devenus quarante-six: leurs activités restent réparties de la même façon. J. Ozouf me dit qu'il n'a trouvé nulle trace de *L'Encyclopédie*, même chez les instituteurs militants. Ch.-A. Julien se souvient que sa mère a souscrit pour lui à *L'Encyclopédie* quand il eut vingt ans.

17. En 1913 il publie, avec Grados, un gros livre aujourd'hui introuvable, destiné à enseigner le socialisme aux enfants: *Petit Pierre sera socialiste*.





18. *Lettre* de Vaillant à Compère-Morel, 3 nov. 1911, archives Compère-Morel.

19. *Lettre* de Jaurès à Compère-Morel, s. d., archives Compère-Morel

20. Sur les 15 000 francs d'indemnité parlementaire, les députés socialistes doivent cependant verser 3 000 francs au Parti.

21. J.-B. Séverac, *Le Socialisme moderne*, Paris, 1905, p. 77.

22. C'est la formule qu'ils emploient à la fin de leur « Introduction générale ».

23. *Rapport* sur la propagande présenté au congrès de Lyon (18 au 21 février 1912) ; compte rendu sténographique, p. 92.

24. *Ibid.,* p. 263 (intervention de Compère-Morel dans le débat sur le rapport Dubreuilh).

25. *Rapport* de Lucien Roland au congrès d'Amiens (25 au 28 janvier 1914) : compte rendu sténographique, pp. 49-51.

26. *Rapport* de Lucien Roland au congrès de Nîmes (6 au 9 février 1910) : compte rendu sténographique, pp. 40-41.

27. *Cf.* le *Rapport* de J. Longuet au congrès de Saint-Quentin (16 au 19 avril 1911) : compte rendu sténographique, pp. 43-47.

28. C'est la flèche du Parthe du guesdiste L. Roland, qui dirige la librairie, au congrès d'Amiens (*cf. Rapport,* compte rendu sténographique, p. 51).

29. Compère-Morel et Jean-Lorris, « Introduction générale » à *L'Encyclopédie*.

30. *Ibid.*

31. Le terme n'apparaîtra qu'en 1919.



32. Les archives du groupe ont été conservées par Pierre Dormoy. [Elles ont été utilisées par Christophe Prochasson pour son mémoire de maîtrise soutenu en 1981 sur *Le socialisme normalien*, université Paris I.]

33. *Revue socialiste*, juillet 1912, p. 89.

34. Une ultime tentative sera faite en ce sens – en vain – au congrès d'Amiens.

35. Selon Rappoport (*Mémoires*, p. 210), Guesde aurait donné comme ligne, en 1907, à la rédaction du *Socialisme*, de « combattre tout ce que fait et dit Jaurès ».

36. *Correspondance Engels-Lafargue,* éd. citée

37. *Cf.* J. Rabaut, « Charles Rappoport déconfit ou le coup manqué du congrès de Saint-Quentin », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 37, avril-juin 1970.

38. Ainsi le qualifie-t-on à diverses reprises dans *Le Combat social* du Gard.

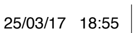
39. L'Aube, le Gard, l'Hérault, l'Isère, le Nord, la Seine-Inférieure, la Vendée, les Vosges. Plusieurs fédérations notoirement guesdistes – la Dordogne, la Haute-Vienne – manquent à cette liste.

40. *Le Socialisme*, 16 février 1908. Ni Rappoport ni Lafargue n'ont fait partie du comité de rédaction du journal.

41. *Mémoires,* éd. citée, p. 211.

42. *Le Socialisme*, 27 juin 1908.

43. 16 pages et le format du *Socialisme*, plié en deux.





44. *Cf. lettre* de Compère-Morel à Achille Graber (1er octobre 1913), publiée par M. Vuilleumier dans *Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse*, Lausanne, 1970, t. II, p. 27.

45. Éditorial du premier numéro du *Socialisme*, 17 novembre 1907.

46. C'est ce qu'écrit Mme Allart, qui fut la secrétaire du groupe, dans une lettre du 15 novembre 1968 : « Andler a été dès le début notre conseiller, même dans les plus petits détails » (Archives Pierre Dormoy).

47. Il a veillé jadis à la comptabilité du POF et porté à bout de bras, de 1900 à 1909, *Le Travailleur de l'Oise*. Il va administrer *Socialisme et lutte de classe*.

48. *Cf.* H. Goldberg, « Jaurès et Rappoport », *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1970, pp. 3-20.

49. *La France socialiste*, p. 149.

50. Il a publié en 1907 une *Histoire du mouvement syndical en France* favorable à l'action directe et à la grève générale.

51. Son étude sur *Le Colonialisme* (1905) reste un des livres les plus solides publiés par un socialiste avant 1914.

52. En témoignent non seulement son activité publique mais sa correspondance avec Kautsky et avec Jaurès.

53. C'est le deuxième volet du slogan de *L'Encyclopédie*. « Toute la pensée socialiste, toute l'action ouvrière. »



54. *La Secte russe des hommes de Dieu*, Paris, 1906. La préface, autobiographique, est intéressante.



55. Dans le *Mouvement socialiste,* il fait même de l'ironie aux dépens des militants venus du POF.

56. « Le suicide de Paul Lafargue », *Le Mouvement socialiste,* décembre 1911, pp. 382-385.

57. *Le Socialisme moderne*, p. 16.

58. *Ibid.,* p. 62.

59. *Ibid.*, p. 33.

60. Brizon n'est en effet nullement spécialiste du mouvement coopératif.

61. *Cf.* l'article cité note 37. Au congrès de Paris (1er au 2 novembre 1911), Rappoport sera privé du mandat du Nord.

62. Par exemple à propos de l'action syndicale, comme en témoigne le discours où, le 2 novembre 1911, il dénonce la CGT devant la Chambre et aussi, à propos de la menace de guerre, qui lui inspire, dans *L'Humanité* du 1er décembre 1911, cette conclusion sans fard : « Avant de dépenser son temps et ses forces en vue d'empêcher des conflits internationaux plus ou moins problématiques, la classe ouvrière se doit à elle-même. de faire cesser le conflit social dont elle est la malheureuse et innocente victime ».

63. *Cf. L'Humanité*, 23 déc. 1911, *Le Combat social*, 29 juin 1912, etc.

64. *Cf. Aristide Quillet au service du progrès,* éd. citée, p. 8.

65. 1er au 2 novembre 1911 : chargé de réviser les statuts, le congrès marque un nouvel échec des guesdistes.



66. Le 14 octobre 1911, *L'Humanité* annonce que Jaurès arrivera à Bordeaux le 28 octobre.

67. Jaurès indique dans sa lettre qu'on a mis sous ses yeux «il y a deux jours» un article de Lafargue que j'évoque un peu plus loin: il eût donc fallu qu'on le lui présentât dès son retour qui fut largement consacré sans doute à son frère Louis, atteint par la catastrophe survenue le 25 septembre à son bateau *Le Liberté*. Enfin Jaurès a dû prendre quelques conseils avant d'écrire ce texte très élaboré: sans doute a-t-il consulté Vaillant, contacté le premier par Compère-Morel en raison de son ancienne appartenance au PS de F et du rayonnement que lui valait son passé de communard.

68. «Je croyais vous avoir expliqué hier, au congrès, suffisamment, les motifs qui actuellement m'en empêchaient.»

69. Paul et Laura Lafargue se suicident le 25 novembre 1911.

70. Jaurès précisera le 13 novembre dans *L'Humanité* que les rémunérations étaient cinq à six fois plus faibles que Lafargue l'avait suggéré. Ajoutons que le 16 septembre 1911, *Le Socialisme* publia (avec un point d'interrogation, il est vrai) un article du *Temps* du 8 septembre qui associait «Jean Jaurès le grand orateur» à «Nini Buffet la grande chanteuse», elle aussi en tournée américaine. [Sur ce problème, M. Rebérioux «Les tournées culturelles françaises en Amérique latine au début du siècle», *Jaurès, l'Amérique latine et la latinité, Cahiers Jean Jaurès,* janvier-mars 1996.]

71. Dans son article du 13 novembre, Jaurès reviendra sur «l'incroyable injure» faite à sa probité et à son caractère: il a entrepris, dit-il, le voyage après une «lettre pressante du Parti socialiste argentin».



72. Voir en particulier *Le Maroc socialiste*, 1912.

73. «J'ai confiance en vos intentions à cet égard» (l'impartialité unitaire), avait écrit Vaillant. Et Jaurès: «J'ai une confiance absolue en votre caractère propre et en votre parfaite loyauté».

74. *L'Humanité*, 28 nov. 1911.

75. Le titre de ce volume, qui paraît à la fin de 1912, est celui d'un livre de Kautsky qui venait d'être traduit en français et auquel Rappoport se réfère sans cesse.

76. Le silence total de la *Revue socialiste* souligne par contraste l'opposition à l'entreprise non seulement de la vieille garde antimarxiste – Fournière –, mais des hommes qui, comme Albert Thomas, en prenaient une vigoureuse relève.

77. On l'apprend en janvier 1914 au congrès d'Amiens.

78. Le seul *erratum* de l'histoire des fédérations figure à la fin du douzième volume, p. 598: la fédération guesdiste de l'Allier reconnaît l'honorabilité des militants vaillantistes des années 1890.

79. Tel est, d'après le plan de *L'Encyclopédie*, l'objectif du volume confié à Sixte-Quenin, *Pourquoi nous sommes socialistes*.

80. Elles ont été éditées en 1909 sous le titre *Le Socialisme à l'étranger*.

81. Y collaboraient, pour l'éditeur Dietz (de Stuttgart): Bernstein, Hugo, Kautsky, Lafargue, Mehring, Plekhanoff. Entre 1895 et 1898 parurent les tomes I (une histoire du socialisme de Platon à l'AIT) et III (un recueil de textes théoriques). Le socialiste suisse C. Hugo avait publié de son côté, en 1895, avec la collaboration de Steimann, un *Handbuch des Sozialismus*, premier du genre.





82. *Pourquoi nous sommes socialistes,* de Rappoport.

La question des femmes dans les débats de la Deuxième Internationale

1. Sur l'itinéraire de jeunesse de Anna Kuliscioff, *cf.* Anna Kuliscioff, *Lettere d'amore a Andrea Costa*, Milan, 1976. Issu d'un colloque tenu à Milan en 1976, ce texte, malgré les remaniements qu'il a subis, ne se présente pas comme une synthèse, impossible encore aujourd'hui, mais comme une tentative de défrichement international d'un domaine où se croisent la « question des femmes » et le socialisme.

2. Les études pouvant fournir des bases nationales à ces recherches sont encore peu nombreuses. Citons cependant, pour l'Allemagne : Verner Thonessen, *The Emancipation of Women ; the Rise and Decline of the Women's Movement in German Social Democracy, 1863-1933,* Londres, 1973 ; et surtout Jean H. Quartaert, « Feminist Tactics in German Social Democracy », *Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, mars 1977 ; pour les États-Unis, Marie-Jo Buhle, « Women and the Socialist Party, 1901-1914 », *Radical America*, vol. IV, février 1970 ; pour l'Autriche, le volume qui lui est consacré sous la direction de Jean Maitron et de Georges Haupt, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, 1971 ; pour la France, Charles Sowerwine, *les Femmes et le socialisme,* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978 ; pour l'Italie, Franca Pieroni-Bortolotti, *Alle origini del movimento femminile in Italia, 1848-1892*, Turin, 1963. La meilleure vision d'ensemble reste Sheila Rowbothom, *Women Resistance and Revolution,* Londres, 1972.





3. *Cf.* Luisa Dornemann, *Clara Zetkin, ein Lebensbild*, Berlin, 1973 : un livre constamment réédité. Et en français, Isabelle Guyot, *Clara Zetkin et l'émancipation des femmes*, thèse de 3e cycle, multigraphiée, université Paris-VIII, Vincennes à Saint-Denis.

4. Jusqu'en 1908, les seuls *Länder* allemands où les femmes avaient ce droit étaient la Saxe, le Bade-Wurtemberg et la ville de Hambourg. La Prusse, la Bavière, le Mecklembourg et le Brunswick s'y opposaient, même si, à partir de 1890, la Prusse a fini par autoriser les femmes à assister aux réunions publiques. Il en fut de même en Autriche. Adelheid Popp écrit dans son autobiographie *Die Jugendgeschichte einer Arbeiterin*, Munich, 1909 (la première traduction française est de 1913) : « J'aurais voulu être un homme pour avoir aussi le droit de m'occuper de politique ».

5. Le congrès est présenté dans les circulaires de convocation comme « un parlement international des ouvriers ». L'ordre du jour appelle sur proposition d'un grand nombre de citoyennes et membres des sociétés ouvrières de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie et de la Suisse – une affirmation bien pompeuse ! – à des mesures législatives de protection spécifique des ouvrières. Elles seront votées sur le rapport de Luise Kautsky (*cf. Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zurich du 6 au 12 août 1893*, Rééd. par Minkoff, Genève, 1977, p. 80 et pp. 582-585).

6. La première « organisation des femmes socialistes » (un simple cercle) est créée à Amsterdam en 1886, le premier groupe suédois à Stockholm en 1892.

7. Approuvée au congrès de Halle (1890), rediscutée à Berlin (1892) à la demande expresse d'Ottilia Baader, la décision fut confirmée à Francfort en 1894. Les mesures répressives prises à l'encontre des cercles féminins poussent les socialistes allemands en 1898 à instituer des « représentants fiduciaires » chargés d'assurer les relations. C'est O. Baader qui représente les femmes au Vorstand du parti.



8. *Cf.* Georges Haupt, *Bureau socialiste international. Compte rendu des réunions. Manifestes et circulaires*, Paris-La Haye, Mouton, 1969, vol. I, *1900-1907*, pp. 240-266.

9. Georges Haupt, *Ibid.,* pp. 274-277.

10. Le compte rendu officiel de la première Conférence socialiste internationale des femmes a été publié en allemand par les éditions du *Vorwärtz* en 1907 et reproduit en annexe du compte rendu en allemand du congrès de Stuttgart.

11. Féministe radicale et marginale, la doctoresse Pelletier (1874-1939) a adhéré à la SFIO en 1906. Elle voudrait utiliser le parti et l'Internationale pour la promotion, notamment, du suffrage des femmes. Rude échec.

12. *Cf.* Charles Sowerwine, *Les Femmes et le socialisme, op. cit.* [*Cf.* Laurence Klejman et Florence Rochefort, *L'Égalité en marche. Le féminisme sous la IIIe République*, Paris, Des femmes/Presses de la FNSP, 1989].

13. Comme le montre le compte rendu du congrès de Copenhague, la conférence qui a siégé les 26 et 27 août a mis à son ordre du jour les «mesures pratiques» destinées à assurer l'accès des femmes au suffrage universel et les «mesures de protection sociale en faveur de la maternité et de l'enfance», un thème qui avait fait son apparition en 1893 au congrès de Zurich. Aucun effet sur le congrès.

14. *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*, n° 9, p. 14.

15. Les typos – vieux métier masculin – ne sont évidemment pas seuls, mais la force de leur syndicat et le caractère exceptionnel de leur métier assurent un grand retentissement à leurs propos.




16. Le rapport publié par le Secrétariat belge du congrès reproduit bien (pp. 84-85) les propos de Vandervelde, mais non les réactions qu'ils suscitent: on les trouve dans la presse ! Le leader belge devra constater l'après-midi (p. 86) «la désapprobation rencontrée à la précédente séance par sa déclaration sur les droits de la femme». Comme en France en 1789, il distingue les droits civils auxquels les femmes ont accès comme les hommes et les droits politiques à propos desquels il déclare finalement réserver son jugement.

17. Madeleine Rebérioux, Christiane Dufrancatel, Béatrice Slama, «Hubertine Auclert et la question des femmes à l'immortel congrès», *Romantisme*, n° 13-14, 1976, pp. 123-142.

18. Le dernier paragraphe prévoit l'extension de ces droits aux «activités domestiques et agricoles», aux laboratoires, aux boutiques et aux usines: bonne image de la diversité des «travaux de femmes».

19. Les neuf déléguées autrichiennes firent une déclaration assez embarrassée pour expliquer leur vote.

20. Maria Brèsniée, Adèle Declercq, Elvire Geesbergen, Emilie Staatge.

21. L'original en allemand est conservé aux Archives Guesde à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (pp. 205-212).

22. Ainsi s'exprime Clara Zetkin en commission.

23. Dès 1893, à l'époque de la fondation de l'Independent Labour Party, les socialistes anglais avaient attiré l'attention sur la nécessité de ne pas se couper des «féministes bourgeoises».

24. Le débat Bebel-Jaurès au congrès d'Amsterdam est un classique du mouvement socialiste.



25. Cette motion est mentionnée dans le rapport que présentent les Suédoises à la Conférence internationale des femmes à Copenhague, en 1910.

26. C'est dans les milieux anarchistes que ces positions s'expriment le plus souvent, ou dans certains métiers : pharmaciens, médecins. La Société française d'eugénisme est créée en janvier 1913.

27. *Der Student und das Weib* (1899) n'a pas été inclus dans les *Œuvres* de Clara Zetkin rassemblées par Luise Dornemann.

28. « Elles ne savent pas se servir du téléphone », note le rapport rédigé par le groupe de New York pour la Conférence internationale de Copenhague.

29. Comme le fait par exemple Marc Angenot dans *L'Utopie collectiviste*.

30. Il paraît en trois langues depuis 1909.

31. Les sympathies féministes sont le fait d'individus dans le socialisme français. Jaurès « n'a rien contre » comme on dit. Mais il ne parvient pas à croire à la centralité du problème. Il a beau répondre chaleureusement aux délégations de femmes qui le pressent, en 1905, 1906, 1907, 1908, d'agir à la Chambre pour que le vote des femmes devienne réalité, ces promesses ne sont suivies d'aucun effet. Il ne rédige pas les textes promis même s'il prend position dans *L'Humanité*. Il adhère en 1911 à une Ligue d'électeurs pour le suffrage des femmes présidée par Ferdinand Buisson : rien de neuf ! Indifférence ? peut-être. Lui pour qui l'humanité définit l'horizon de l'histoire ne la pense pas comme sexuée.

32. Ce qui ne signifie pas que les réactions du parti allemand et celles du parti autrichien se recoupent toujours : on le vit bien en 1906 où le parti autrichien sacrifia le vote des femmes pour obtenir le suffrage universel masculin (*cf. supra* note 19).



33. Cité dans Käte Schirmacher, « Le féminisme allemand », *Revue germanique*, mai-juin 1905.

34. *Cf. supra*, note 5.

35. Depuis la première rédaction de ce texte, en 1978, quelques instruments de travail fondamentaux ont été publiés. 1/Dans la série du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, sous la direction de Jean Maitron : *La Grande-Bretagne*, 1979, deux volumes (François Bédarida dir.) ; *L'Allemagne*, 1990 (Jacques Droz dir.) : curieusement, la participation des femmes allemandes aux mouvements qui concernent les femmes en est absente. 2/Les reprint des *congrès de la Deuxième Internationale de 1889 à 1910*, Genève, Éd. Minkoff, 1976-1981. 3/Dans *L'Histoire des femmes*, le tome IV, *Le XIXe siècle,* Geneviève Fraisse et Michelle Perrot dir., Plon, 1991. 4/Enfin, en 1998, l'*Encyclopédie politique et historique des femmes*, Christine Fauré dir., PUF (à signaler le texte de Maximilien Rubel, « L'émancipation des femmes dans l'œuvre de Marx et d'Engels », et ceux de Florence Rochefort, « Du droit des femmes au féminisme en Europe, 1860-1914 » et de Françoise Basch, « Les droits des femmes et le suffrage aux États-Unis, 1848-1920 »).

George Sand, Flora Tristan et la question sociale

1. « En miroir : Flora Tristan et Georges Sand », *Un fabuleux destin, Flora Tristan*, S. Michaud éd., Dijon, Éd. universitaires de Dijon, 1985.

2. Paris, Le Seuil, 1993.





3. Albin Michel, 1994.

4. «Socialismes», dans *Pierre Larousse et son temps*, J.-Y. Mollier et P. Ory dir., Paris, Larousse 1995.

5. G. Sand, *Correspondance*, éd. G. Lubin, Paris, «Classiques Garnier», t. VI, pp. 622-625.

6. G. Sand, *Histoire de ma vie*, Livre I, chap. 6, Gallimard, «La Pléiade», 1970.

7. G. Sand, *Correspondance*, op. cit., t. V, pp. 535-547.

8. À Anthime Corbon et aux rédacteurs de L'Atelier, Paris, 9 janvier 1845, in G. Sand, *Correspondance*, Op. cit., t. VI, pp. 766-773.

9. *Ibid.*, pp. 788-790.

10. *Cf.* G. Sand, *Une correspondance*, textes réunis par Nicole Mozet, Saint-Cyr-sur-Loire, C. Pirot, 1994.

11. *Cf. Cahiers de l'INSEA*, n° 15, 1973 et J.-P. Lacassagne, La Grève de Samarez, Klincksieck, 1977.

12. *Cf.* J.-P. Lacassagne, *Histoire d'une amitié, Pierre Leroux et George Sand*, Klincksieck, 1973.

13. G. Sand, *Correspondance*, op. cit., t. IX, pp. 174-190.

14. *Ibid.*, t. VIII, pp. 578-582.

15. [Il faut signaler les textes de Sand que Michelle Perrot a publiés en 1997 à l'Imprimerie nationale sous le titre *Politique et polémiques (1843-1850).*]




Naissance du secrétariat typographique international

1. Ces chiffres sont tirés de G. Lefranc, Les Expériences syndicales internationales, Paris, Aubier, 1952. Voir aussi M. Leroy, La Coutume ouvrière, Paris, Rieder, 1913 et les travaux de J. Michel sur les mineurs de l'Europe du Nord.

2. Pour le cas français : M. Rebérioux, Les Ouvriers du livre et leur fédération, Paris, Temps actuels, 1981. Le mot «similaires» englobe à la fois les nouveaux métiers (galvanoplastie, etc.) et les travailleurs peu qualifiés indispensables au fonctionnement des machines (margeurs, etc.).

3. Lors du congrès de 1889, le délégué italien, Veraldi, s'élève contre «le système allemand qui accorde le viatique aux voyageurs se promenant pour leur agrément» : propos inégalement reçus, on s'en doute.

4. Le représentant de la fédération belge, d'Hooghe, se voit confier les fonctions de secrétaire de la «séance préparatoire» décisive – elle décide de l'ordre du jour – qui se tient le 18 juillet.

5. À son sujet : P. Ory, L'Exposition de 1889, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989 ; L'Exposition de 1889, Mise en scène et vulgarisation, numéro spécial du Mouvement social, oct.-déc. 1989, sous la direction de M. Rebérioux ; M. Debouzy, «Les ouvriers américains et l'expo», Revue de l'économie sociale, janv.-mars 1990 (numéro spécial sur les expositions universelles à Paris, sous la direction de M. Rebérioux) ; H. Trocmé, «Les États-Unis et l'Exposition universelle de 1889», Revue d'histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1990.



6. Sur les « congrès d'exposition », A. Rasmussen, « Les congrès internationaux liés aux expositions universelles de Paris (1867-1900) », 1900, Cahiers Georges Sorel, n° 7, 1989 ; sur le congrès typographique de 1889, M. Rebérioux, Centenaire de la première internationale graphique, Montreuil, FILPAC-CGT, 1989. Le congrès socialiste de 1891 accélérera la naissance des unions internationales de la métallurgie, du textile, du bois et des marins. Les mineurs avaient commencé à s'organiser en 1889-1890.

7. À vrai dire surtout au congrès dit « possibiliste ». Celui des « marxistes » était plus « intellectuel ». Mais beaucoup de délégués circulèrent de l'un à l'autre. Ces congrès ont été l'occasion de maintes rencontres informelles.

8. G. Haupt, La Deuxième Internationale, 1889-1914, Étude critique de sources, essai bibliographique, Paris-La Haye, Manton, 1964.

9. Il faut espérer qu'elle a été conservée avec le soin méticuleux mis en œuvre, pour sa part, par le comité central de la FFTL. Dans le premier rapport annuel du STI pour 1894, G. Reimann, le secrétaire, écrit (p. 43) : « la correspondance du secrétaire est importante. Elle est faite en français et en allemand […]. Elle est copiée, puis rangée et enregistrée pour chaque pays séparément ». Le rapport pour 1897 fait remarquer que « la correspondance et l'expédition d'imprimés ont déjà pris des proportions telles qu'il a été parfois nécessaire que le secrétaire se fasse aider pour venir à bout de tout le travail à effectuer » (p. 12).

10. *Cf.* M. Rebérioux, « Les ouvriers du livre », Histoire de l'édition française, sous la direction de R. Chartier et de H.-J. Martin, Paris, Promodis, tome III, 1985.

11. *Cf.* les chapitres XI et XII de P. Chauvet, Les Ouvriers du livre en France de 1789 à la constitution de la fédération du livre, Paris, Rivière, 1964, et Ph. Minard, Typographes des Lumières, Seyssel, Champ Vallon, 1989.



12. Soit deux fois et demi le traitement d'un instituteur débutant, nettement plus que le salaire moyen d'un ouvrier du livre dans la province française : il oscille entre 4 et 6 F par jour, nettement moins qu'un typo de presse à Paris.

13. Rapport annuel du STI pour 1894, pp. 26-27.

14. G. Reimann le déplore dès son deuxième rapport annuel pour 1895 (p. 23).

15. Neuf pages dans le Rapport du STI pour 1894, quatre dans celui pour 1895 : « le dernier mot n'a pas encore été dit ».

16. De l'avis du successeur de Reimann qui, comme tout bon typo, s'abstient de porter un jugement, les faits parlant d'eux-mêmes (*cf.* Rapport du STI pour 1896, p. 27).

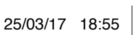
17. M. Rebérioux, « Les ouvriers du livre devant l'innovation technologique », Histoire économique et société, 1986, 2e trimestre.

18. Le premier grand ouvrage sur les typotes est celui de Sian Reynolds, Britannica's typesetters. Women Compositors in Edinburgh, Edinburgh UP, 1989.

19. Deuxième Rapport trimestriel du STI pour 1897, p. 23.

20. Il y eut de nombreuses abstentions provinciales lors du référendum organisé sur ce thème par le comité central en mars 1893. Et le retour dans la FFTL des typos parisiens dissidents qui l'avaient quittée en 1886 sur une base très corporatiste conduisit en 1896 une majorité nationale de quarante voix à juger trop coûteuse l'affiliation au Secrétariat et à obtenir purement et simplement le retrait de la France.

21. Rapport du STI pour 1897, p. 11.





22. En novembre 1895 par exemple le secrétaire envoie mille francs aux grévistes de Budapest dont la majorité des fédérations jugeaient les objectifs de lutte – la journée de 8 heures – aventureux.

23. Les typographes finlandais en firent les frais en mai 1897, pendant un mouvement qui les opposait de fait au tsarisme (Rapport du STI pour 1900, p. 68).

24. En novembre 1899, l'Association des typographes de Bruxelles voit la grève qu'elle projetait récusée par les comités de plusieurs grosses fédérations qui la jugent insuffisamment motivée. Bruxelles donne « des explications un peu rudes, parfois même offensantes ». Une rude affaire (Rapport du STI pour 1900, p. 65) qui s'explique peut-être, en partie, par la mauvaise volonté des Bruxellois à l'égard du viatique. Mais non une affaire isolée.

25. Elle n'avait d'ailleurs jamais cessé de faire transiter par Berne son soutien financier aux grèves légitimées par le Secrétariat.

26. Le troisième Rapport trimestriel pour 1897 note que si l'Angleterre s'affiliait au STI, il faudrait traduire en anglais tous les textes.

27. Au reste le Secrétariat prend garde de ne pas aider les seuls compositeurs ; ainsi, en mai 1898 par exemple, la grève des fondeurs en caractères d'Italie qui s'était déroulée en novembre 1896 fait l'objet d'un « rapport final » exceptionnel : la cotisation extraordinaire avait rapporté près de 19 000 F, les dons volontaires plus de 800 F.

Premières lectures du congrès de 1883
À propos des sociétés de secours mutuels



1. C'est ce qu'affirment dans l'*Avertissement* qu'ils rédigent le 31 décembre 1883, trois mois et demi après le fin du congrès, P. A. Bleton et G. Clément qui ont été chargés de l'édition par le Bureau du comité général des Présidents de Lyon. Le compte rendu est publié en 1884 à Lyon par la Librairie générale Henri Georg, à Paris par la Librairie administrative P. Dupont. Sur les travaux des commissions, le compte rendu ne fournit que les rapports et les procès-verbaux : la richesse des débats nous échappe.

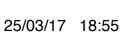
2. L'historiographie récente du mouvement ouvrier a plutôt eu tendance à réhabiliter la qualité des sources policières.

3. Chaque congrès dure une dizaine de jours, deux fois plus que le congrès de septembre 1883. Pour une vue globale voir R. Brecy, *Le Mouvement syndical en France 1871-1921*, École des Hautes Études, 1963 (rééd. Éditions du Signe, 1982) et M. Rebérioux, « Le socialisme français de 1875 à 1914 », dans *Histoire générale du Socialisme* sous la direction de J. Droz, t. Il, PUF, 1975.

4. Voir le petit livre de J. Gaillard, *Communes de province*, *Commune de Paris*, *1870-1871*, Flammarion, 1971.

5. La statistique officielle indique qu'il y en a 4 790 en 1880 et qu'elles regroupent 790 000 mutualistes. Ces chiffres traduisent une légère croissance.

6. Une bonne illustration de cette tutelle est le *Diplôme pour la société de secours mutuel (sic)*, commandé au peintre J.-F. Bonhommé en 1852 : il est dominé par le personnage de Napoléon III (musée du Fer à Jarville).





7. *Cf.* L. Mysyrowicz, «Karl Marx, la Première Internationale et la statistique», *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1969.

8. Voir l'étude de G. Thuillier, «Les institutions médico-sociales de la Nièvre en 1883», dans *Actes du colloque de 1981 sur l'Histoire de la Sécurité sociale*.

9. *Cf.* Chanoine L. Prevost, *Un siècle d'histoire des œuvres catholiques de Rouen*, 1875-1975, Dieppe, 1975, pp. 168-171. Je remercie Yannick Marec, auteur, dans *La Revue de l'économie sociale*, en janvier 1987, d'une belle présentation de Vermont, «l'apôtre de la mutualité», de m'avoir signalé cette brochure.

10. *Le Nouvelliste* est dirigé par J. Rambaud, fils d'un homme d'affaires monarchiste, professeur d'économie politique aux Facultés catholiques de Lyon, porte-parole du vieux patronat lyonnais.

11. 25 novembre et 4 décembre 1882.

12. Ainsi Bernard des ouvriers en bâtiment de Vienne et Dard des ouvriers en soie du Rhône.

13. Ce paragraphe vise à donner force de loi au décret du22 septembre 1870.

14. C'est la formule qu'il emploie en intervenant à la séance plénière du 8 septembre (*Compte rendu* du Congrès national des sociétés de secours mutuels tenu à Lyon, *op. cit.,* p. 227).

15. H. Maze, *La Lutte contre la misère, op. cit.*, 1883, p. 12.

16. Elle a été tentée à propos de la loi sur les syndicats par M. Kieffer*, La Législation des syndicats en France*, Luxembourg, 1981.



17. Rolande Trempé a montré par exemple comment en 1883, à Carmaux, le préfet Léon Bourgeois gère une dure grève au bénéfice des ouvriers plus que de la Compagnie.

18. Sur ces problèmes, voir en particulier F. Chavot*, Les Sociétés de secours mutuels en France et en Algérie sous le Second Empire*, mémoire de Maîtrise, Université de Paris I, 1982.

19. Ainsi dans le célèbre *Manifeste* de 1876, «Les syndicaux et leur congrès».

20. *Cf.* M. Rebérioux, *Les Ouvriers du Livre et leur Fédération*, Temps actuels, 1981.

21. H. Maze, *La Lutte contre la misère, op. cit.*, p. 119.

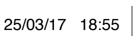
22. Les pourcentages ont été calculés par M. Perrot dans *Les Ouvriers en grève : France 1871-1891*, Mouton, 1974.

23. Au milieu de février 1883, 26000 travailleurs du bâtiment sont sans emploi à Paris. Après le bâtiment, les métiers d'art, les grands ateliers sont touchés. Des marches de chômeurs sont projetées. Les charbonnages, il est vrai, ne seront atteints que pendant l'hiver 1883-1884.

24. *Discours* prononcé à la Chambre le 21 novembre 1884, cité dans P. Sorlin, *Waldeck-Rousseau*, Colin, 1966, p. 272.

Mouvement syndical et santé en France, 1880-1914

1. *Cf.* en 1984 le numéro spécial de Prévenir consacré au compte rendu du colloque organisé en 1983 par le Greco 55 à l'occasion du centenaire du premier congrès national des sociétés de secours mutuels ; M. Rebérioux lui consacre un article reproduit dans





ce livre (chapitre 12). *Cf.* aussi, pour apprécier le poids des traditions religieuses sur certaines de ces sociétés, l'article de Yannick Marec, «L'apôtre de la Mutualité: Henri Vermont», Revue de l'Économie sociale, janvier 1987.

2. Marie-Geneviève Dezès a consacré divers articles aux syndicats «jaunes»: *cf.* «Jaurès, cible des Jaunes, 1904-1912», Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes, janv.-mars 1978.

3. Je laisse de côté trois industries: le charbon (Rolande Trempé), les cheminots (Georges Ribeill), les Tabacs (Marie-Hélène Zylberger).

4. C'est le cas en particulier pour celle qu'ont conduite les frères Pelloutier et les frères Bonneff. Mais des revues comme le Mouvement socialiste ou La Vie ouvrière, des journaux comme La Bataille syndicaliste, L'Humanité ou *La* Guerre sociale œuvrent dans le même sens. Je ne prétends pas ici à l'exhaustivité. Le répertoire de ces enquêtes n'a pas été dressé. Il faudrait y joindre bulletins et journaux spécifiquement féminins et en relation avec des syndicats non confédérés. Sans oublier les rapports ouvriers pour les Expositions universelles, moins riches cependant qu'au temps du Second Empire.

5. Je pense ici aux journaux des syndicats de métier ou d'industrie. Les syndicats peuvent aussi, sur des sujets brûlants, publier des brochures: *cf.* la «Conférence sur l'empoisonnement des ouvriers-peintres par le blanc de céruse», le 19 août 1905, publiée par la Chambre syndicale des ouvriers-peintres de Saint-Quentin.

6. La lecture de la presse est particulièrement nécessaire lorsque les congrès sont très espacés: ainsi pour la Fédération française des travailleurs du livre.



7. On sait que le refus opposé par la CGT à toute représentation proportionnelle a pour effet de minorer les gros bataillons. Mais, sensible au niveau des votes, ô combien, cette pratique a moins de conséquence sur le cours même des congrès fédéraux et n'en a aucune, bien sûr, sur les congrès professionnels.

8. *Cf.* Jacques Léonard, La Médecine entre les pouvoirs et les savoirs, Paris, Aubier, 1981, p. 345.

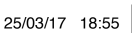
9. Le 20 juin 1911, La Vie ouvrière, l'hebdomadaire syndicaliste fondé en 1909 par Pierre Monatte publie à nouveau ce questionnaire. Sur la Revue socialiste, *cf.* l'article de M. Rebérioux dans le numéro de 1988 des Cahiers Georges Sorel consacré aux revues au tournant du siècle.

10. Le livre paraît en 1900 sous la signature de Fernand et Maurice Pelloutier. Il a été publié en reprint en 1975. Dans le numéro des Cahiers Georges Sorel cité note 9, Jacques Julliard a consacré un article à la revue dirigée par F. Pelloutier de 1897 à 1899, L'Ouvrier des deux mondes.

11. Le livre a été réédité en 1984, aux EDI, avec une nouvelle préface de Michelle Perrot. À signaler aussi sous la plume des frères Bonneff, dont la vision «rouge et noir» est particulièrement puissante: Les Métiers qui tuent (1900) et La Classe ouvrière (1911) qui rassemblent des monographies de métiers publiées dans la presse.

12. Voir à son sujet l'étude courte mais substantielle de Maurice Moissonnier dans Les Cahiers de l'Institut CGT d'Histoire sociale, décembre 1986.

13. Notons toutefois, mais de façon allusive, l'intervention du délégué des maçons, Rebeyrand, et celle de Gruhier quand il parle au nom du syndicat des comptables de Paris. Lors du congrès CGT de Bourges, qui en 1904 décide de faire des «huit heures»





l'objectif majeur et le test de la combativité ouvrière pour le 1er mai 1906, les raisons analysées en 1886 ne sont pas reprises.

14. Pourtant Hamelin, du Livre, rapporteur de la Commission sur la semaine anglaise au congrès CGT du Havre en 1912, indique qu'en supprimant un «surmenage meurtrier», elle diminuerait le nombre des accidents du travail. À la conférence ordinaire des Bourses du travail qui se tient à Paris en juillet 1913, Jouhaux s'indigne de ce que les organisations ne font pas l'effort nécessaire pour diffuser le matériel édité par la CGT: l'objectif de «la semaine» n'a pas encore vraiment pénétré le monde du travail.

15. *Cf.* W. Sewell, Gens de métier, Paris, Aubier, 1983.

16. Pour un exposé synthétique sur ce thème, *cf.* ci-dessus chapitre 8.

17. *Cf.* J. Gélis, La Sage-femme ou le médecin, Paris, Fayard, 1988.

18. *Cf.* J. Léonard, La médecine…, *op. cit.*, cinquième partie, «La Belle Époque», qui souligne le rôle du docteur Bourneville et les limites de son influence à Paris.

19. M. Pigenet, Les Ouvriers du Cher, fin XVIIIe siècle-1914. Travail, Espace et conscience sociale, thèse d'État, Paris I, 1987, p. 1146. (Ce grand livre a été publié en 1991 par l'Institut CGT d'histoire sociale.)

20. *Cf.* le catalogue de l'exposition Steinlen présentée à Montreuil en 1987: Steinlen: le bel héritage, Éditions Musée de l'Histoire vivante, Montreuil. [Pour une brève synthèse, *cf.* Madeleine Rebérioux, «L'ouvrier à travers l'art et la littérature», dans *La France ouvrière, Des origines à 1920,* sous la direction de Claude Willard, Paris, Éd. de l'Atelier, 1995.]




21. *Cf.* L. Chevalier, Classes laborieuses, classes dangereuses, rééd. 1978, Paris, Le livre de poche, p. 608.

22. Sur l'inspection du travail, consulter Vincent Viet, *Les voltigeurs de la République*, Paris, CNRS Éd., 1994, 2 volumes.

23. C'est la formule employée par le délégué de la FFTL qui pense qu'il faut, en outre, être titulaire du baccalauréat.

24. Bourderon (1858-1930) est un militant qui fera parler de lui pendant la guerre en raison de son hostilité à l'Union sacrée et de sa participation à Zimmerwald. Socialiste allemaniste, il a fondé en 1903 la Fédération CGT du Tonneau et l'a dirigée jusqu'en 1929.

25. Premier Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers, Paris, 29 au 30 octobre 1904, p. 112.

26. J. Léonard, La Médecine., éd. citée, évoque, p. 308, les «médecins-contrôleurs» recrutés à cette fin par les compagnies.

27. *Cf.* B. Lécuyer, «Les maladies professionnelles dans les Annales d'hygiène publique et de médecine légale», Le Mouvement social, juillet-sept. 1983, numéro spécial sur L'usure au travail dirigé par Alain Cottereau.

28. F. et M. Pelloutier, La Vie ouvrière., éd. citée, avant-dernier chapitre.

29. Cette enquête, diffusée au lendemain des grèves du textile à Armentières (elles ont mis en lumière les salaires scandaleux versés aux ouvriers et surtout aux ouvrières en 1903) est dépouillée par le Docteur Verhaegue attaché à la Bourse du travail de Lille.

30. F. et M. Pelloutier, La vie ouvrière…, *op. cit.*, dernier chapitre, consacré à l'alcoolisme.



31. Premier Congrès de l'hygiène des travailleurs, *op. cit.*, p. 33.

32. Troisième Congrès de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, Paris, 1907, p. 60.

33. Compte rendu du Congrès de la FFTL tenu à Bordeaux en 1905, p. 105. Le rapporteur, Bertrand, appartient à la section d'Orléans.

34. *Cf.* les propos de Brunet, président de la Loge des Travailleurs socialistes de France: «L'hygiène est un des terrains où tous les hommes d'action, de pensée et de bonne volonté, peuvent faire trêve aux querelles particulières et se rencontrer pour le plus grand bien de l'humanité» (Loge Les Travailleurs socialistes en France, Conférence donnée, le 17 novembre 1904 par le professeur Paul Brouardel sur «l'empoisonnement des ouvriers-peintres par le blanc de céruse», p. 4).

35. La loi de 1898 est aujourd'hui bien étudiée: voir les ouvrages publiés depuis 1981 par le CRHES dans la collection «Histoire des accidents du travail» et F. Ewald, L'État-providence, Paris, Grasset, 1986.

36. *Cf.* M. Pigenet, Les Ouvriers du Cher, *op. cit.*, qui montre le rôle joué à partir de 1902 par la Fédération des Bûcherons: à travers les formes de lutte les plus variées, elle place l'extension de la loi aux hommes de la forêt en tête de ses préoccupations. La victoire n'est acquise que le 15 juillet 1914.

37. *Cf.* la campagne menée par la Revue socialiste en 1911.

38. En voici le texte: «Toute perturbation de l'organisme produite par le travail ou à l'occasion du travail qui, en affaiblissant les facultés physiques ou physiologiques de l'ouvrier, entraîne une perte partielle ou totale, temporaire ou permanente de la qualité productive est un accident du travail».



39. Elle a été longuement ouverte par B. Ramazzini dans De morbis artificum diatriba, Modène, 1700: *cf.* A. Farge, «Les artisans malades de leur travail», Annales ESC, sept.-oct. 1977.

40. *Cf.* A. Lavy, L'Œuvre de Millerand. Un ministre socialiste, juin 1899-janvier 1902, 1902, et L. Derfler, Alexandre Millerand. The Socialist Years, La Hague-Paris, Mouton, 1977. Un sujet à retravailler: une partie du matériel reste inexplorée. On attend les travaux d'Isabelle Lespinet.

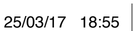
41. Académicien, doyen de la Faculté de médecine depuis 1887, le docteur Brouardel intervient devant les loges maçonniques aux côtés de son ami Clemenceau pour dénoncer les méfaits du blanc de céruse (*cf.* la conférence citée plus haut du 17 novembre 1904).

42. Quelque 125 congrès sont officiellement reconnus par l'Exposition de 1900. Celui de la protection légale des travailleurs se fait remarquer par le caractère étonnamment consensuel de la délégation française: de Motte, l'industriel du textile, l'adversaire de Guesde dans le Nord jusqu'au socialiste Vaillant.

43. *Cf.* M. Rebérioux, «Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre: Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas», dans La banlieue oasis, sous la direction de Katherine Burlen, Saint-Denis, PU de Vincennes, 1987.

44. En 1905, Querton, en 1909, d'Amar publient des ouvrages consacrés au «rendement de la machine humaine».

45. Ce thème de la décadence réapparaît à chaque fin de siècle: il dominait les années 1780 et a nourri alors celui de la «regénération» où s'incarna l'espoir des hommes de 1789.





46. *Cf.* Joan Wallach Scott, Les Verriers de Carmaux. Histoire de la naissance d'un syndicalisme, Paris, Flammarion, 1982.

47. Raoul Dorizon, délégué de Bordeaux, explique ainsi, au congrès de 1904, la mise à l'ordre du jour de «l'hygiène dans les verreries» (compte rendu, p. 27).

48. *Cf.* A. Corbin, «Le péril vénérien au début du siècle: prophylaxie sanitaire et prophylaxie morale», dans L'Haleine des faubourgs, Paris, Recherches, 1977; et M. Rebérioux, «Ces Demoiselles», dans L'Exotisme, Actes du Colloque de Saint-Denis de la Réunion, Cahiers CRLH, n° 5, 1988.

49. Congrès de la Fédération des Travailleurs du Verre, mars 1912, p. 135: la formule est du docteur Dodier.

50. Le texte de l'ordre du jour proposé par Delzant occupe les pages 141-142 du compte rendu.

51. Congrès de la Fédération…, mars 1912, éd. citée., pp. 27-30.

52. *Cf.* M. Rebérioux, Les Ouvriers du Livre et leur Fédération, Paris, Temps Actuels, 1981, pp. 110-116.

53. Article de Paul Gauthier (section de Reims) dans La typographie française, 16 mai 1905.

54. Celle des typographes de Paris comptait 500 adhérents et pouvait secourir ses malades pendant six mois.



55. *Cf.* le long article «Les Bourses du travail» publié par F. Pelloutier le 10 septembre 1899 dans La Revue politique et parlementaire et reproduit dans Jacques Julliard, Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Paris, Éditions du Seuil, 1971, pp. 426-474. Voir aussi, P. Schöttler, Naissance des Bourses du travail. Un appareil idéologique d'État à la fin du XIX[e] siècle, Paris, PUF, 1985. [Michel Dreyfus a attiré utilement l'attention sur la faiblesse du «syndicalisme à bases multiples» dans la CGT avant 1914, même si les Bourses anticipent l'avenir: *cf. Histoire de la CGT*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1995.]

56. *Cf.* G. Forgeot, La Bourse du Travail de Bourges et le syndicalisme dans le Cher de 1897 à 1914, Université Paris VIII, 1973, multigraphié.

57. Le Travailleur du Bâtiment par exemple publie en 1907 de véritables placards publicitaires – gratuits bien sûr: c'est de l'information syndicale – sur les services installés à la Maison des Fédérations: «pansements, opérations chirurgicales, radiographies, massages, traitement spécial des plaies, des luxations, des fractures, des ankyloses. Consultations et soins gratuits. Pour les blessures graves, maison de santé où les soins seront continués par les médecins et chirurgiens du service» (numéro du 18 mai 1907).

58. Le rapport de Beausoleil consacré aux accidents du travail occupe les pages 315 à 324 du compte rendu du congrès. Il est complété par les rapports annexes d'Élisa Augier (eh! oui, une femme…) et Saint-Venant, un syndicaliste lillois.

59. Ainsi Jules Uhry, fort dévoué pourtant à toutes les institutions créées par l'Union locale de Paris. Et Georgel, avocat-conseil de la Bourse de Poitiers, ville dont il est conseiller municipal entre 1900 et 1904.

60. *Cf.* l'article de Guerry, «Le dispensaire syndical de la Bourse du travail de Lyon», Revue socialiste, janvier 1910.





61. Elle commence dans la revue de Monatte le 20 janvier 1911 et se poursuit sous forme de lettres de lecteurs jusqu'au grand article de Lafontaine le 20 mai. Cet ensemble, tout à fait remarquable, permet en outre de faire entendre la voix des infirmiers, ces humbles salariés, aux yeux de qui le médecin, à l'hôpital, qu'il soit socialiste ou anarchiste n'y change rien, est d'abord «le patron».

62. *Cf.* A. Millerand au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales (25 juin 1900); *cf.* Marcel Cachin qui note dans ses Carnets, (tome I, CNRS-Éditions, 1993) l'ampleur des réalisations de santé des villes anglaises et allemandes, etc.

63. J.-A. Tournerie, Le Ministère du travail. Origines et premiers développements, Paris, Éditions Cujas, 1971, pp. 120-123.

Jaurès et la nation

1. La revue Évolution en mars 1933 et Les Hommes du Jour en août 1935 ont publié d'abondants extraits de ces journaux. Nationalistes «intégraux» et grande presse d'information du «Consortium» se rejoignent pour élaborer une véritable anthologie de la provocation au meurtre, selon l'expression de G. Tétard dans ses Essais sur Jean Jaurès (Colombes, 1959).

2. La Bataille syndicaliste, 25, 27 et 30 décembre 1911.

3. Le Socialisme, 15 avril 1911.

4. Jaurès peut écrire dans L'Humanité du 3 au 22 septembre 1913 une série d'articles sur la tactique générale de la CGT sans susciter de violentes réactions.



5. Histoire socialiste de la Révolution, Mathiez éd., t. VIII, p. 414.

6. *Cf.* sa lettre en date du 26 août 1908 au grand helléniste Henri Weil, son maître (Le Quotidien, 23 novembre 1924).

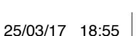
7. Je laisserai volontairement de côté tout ce qui concerne les relations entre la nation et l'individu selon Jaurès. Il s'agit pourtant là d'un problème qui le passionnait et qui avait été longtemps, a-t-il écrit dans La Dépêche le 25 septembre 1893, un obstacle à son adhésion pleine et entière au socialisme: «J'ai rédigé pour moi seul en 1886 des études collectivistes que j'ai encore, où j'essayais de préciser pour moi les difficultés et le problème […]. Mais ce qui m'a retenu longtemps c'est la crainte de briser le ressort individuel en réalisant l'égalité sociale; j'ai laissé passer peu à peu dans mes votes, dans ce que je disais, dans ce que j'écrivais, une infiltration des idées socialistes qui emplissaient mon esprit, mais je ne me suis rallié tout haut au collectivisme explicite que lorsque j'ai eu la conviction absolue qu'il laissait à la personne humaine toute son activité légitime et tous ses droits.» Mais, puisque c'est dans le cadre du cinquantième anniversaire de la Première Guerre mondiale que se tient aussi ce colloque, j'ai préféré centrer cette analyse sur les aspects de la conception jaurésienne de la nation qui peuvent jeter quelque lumière sur l'attitude complexe des socialistes français pendant la guerre.

8. La Dépêche, 11 juin 1887.

9. La Dépêche, 12 février 1887.

10. *Ibid.*

11. L'édition de librairie de L'Armée Nouvelle paraît en 1911, mais le livre est rédigé pour l'essentiel à Bessoulet pendant les étés 1909 et 1910, et le texte constitue d'abord,





comme on sait, une annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 14 novembre 1910.

12. L'Armée Nouvelle, Bonnafous éd., p. 370.

13. Europe, décembre 1958

14. *Cf.* Ch. R. Ageron, «Jaurès et la question algérienne» Le Mouvement Social, n° 42, janv.-mars 1963.

15. M. Launay, Jaurès orateur, DES, Faculté des Lettres Paris, 1955, dactylographié.

16. K. Renner (sous le pseudonyme de R. Springer), Der Kampf der oesterreichisten Nation um den Staat, 1902. Grundlagen und Entwiecklungziele der oesterreichen – ungarischen Monarchie, 1906. O. Bauer, Die Nationalitätsfrage und die Sozialdemokratie, 1907.

17. R. Luxemburg, Die Akkumulation des Kapitals; ein Beitrag zur oekonomischen Erklärung des Imperialismus, Berlin, 1913. Voir aussi sur ce point J. Freymond, Lénine et l'impérialisme, Lausanne, 1951.

18. Cl. Digeon, La Crise allemande de la pensée française, Paris, PUF, 1959.

19. Récemment rééditée chez François Maspero, avec une préface de Lucien Goldmann.

20. Le texte de cette enquête a été repris avec d'autres, par d'anciens élèves de Rauh mort prématurément, et publié par eux en 1911 chez Alcan, sous le titre: Études morales.

21. Sur le Mouvement Socialiste et la Guerre sociale, *cf.* M. Rebérioux, Le Mouvement Social, n° 46, janv.-mars 1964; *cf.* aussi le chapitre 2 de ce livre.




22. À Limoges, en 1906, certaines fédérations le soutiennent au complet; non seulement l'Yonne, mais les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes, la Charente-Inférieure, la Creuse, le Jura. À Nancy, un an plus tard, l'hervéisme n'emporte plus l'unanimité que dans un très petit nombre de fédérations, mais il a pénétré dans d'autres.

23. Si l'on en croit l'intervention de J. Nadi au Congrès de Limoges (compte rendu officiel, p. 237).

24. Conférence prononcée à Bordeaux, le 21 janvier 1900. Texte dans Revue Socialiste, mars 1900.

25. L'Humanité, 7 septembre 1905.

26. Revue de l'enseignement primaire, 18 juin 1911.

27. L'Armée Nouvelle, éd. citée, p. 367.

28. *Ibid.*, p. 364.

29. *Cf.* l'article de P. Nora: «E. Lavisse, son rôle dans la formation du sentiment national», Revue historique, juillet-sept. 1962, pp. 73-106. *Cf.* aussi J. et M. Ozouf: «Le thème du patriotisme dans les manuels primaires», Le Mouvement Social, oct.-déc. 1964, pp. 5-31.

30. Une source capitale à cet égard est l'enquête du Mouvement Socialiste, (août à novembre 1905) sur «l'idée de patrie et la classe ouvrière»: ce ne sont pas seulement des dirigeants confédéraux qui affirment que le prolétariat est exclu de la nation, mais de nombreux militants locaux. Sur quarante-deux réponses, une seule voix divergente, celle de Keufer, leader du syndicat du livre. Il faudrait assurément des travaux plus sérieux pour juger de la valeur de test d'une telle enquête. Il est difficile néanmoins de ne pas la prendre au sérieux.



31. On sait qu'Engels avait mis en garde Lafargue en 1893 contre les équivoques d'une telle formulation. *Cf.* Correspondance Engels-Lafargue, Éditions Sociales, tome III.

32. L'Humanité, 20 septembre 1913.

33. *Cf.* Le Mouvement Social, n° 35, avr.-juin 1961.

34. L'Armée Nouvelle, éd. citée, pp. 360-361.

35. *Cf.* sur ce point F. Venturi, Jaurès e altri storici della Rivoluzione francese et M. Rebérioux, «Jaurès historien de la Révolution». (Texte italien dans Rivista storica del Socialismo, sept.-déc.1962; texte français dans Jaurès, historien de la Révolution française, Castres, Centre international et musée Jean Jaurès, 1989).

36. D. Tintant et B. Georges, Léon Jouhaux, cinquante ans de syndicalisme, t. I, PUF, 1962.

37. Recueilli dans le n° 39 du Mouvement Social (numéro spécial consacré à Jaurès en avr.-juin 1962).

38. L'Humanité, 28 juillet 1912.

39. L'Humanité, 9 novembre 1913.

40. On peut distinguer en gros quatre manières de concevoir l'unité nationale en France dans les années 1905-1914: les nationalistes à la Maurras préconisent pour y parvenir la destruction des diversités (*cf.* E. Weber, L'Action Française, Stock, 1964, p. 578); les hommes du «parti national» (Briand, Barthou, Poincaré) tentent d'étouffer les différences; Jaurès et ses amis pensent qu'il faut au contraire les organiser; et les syndicalistes révolutionnaires condamnent la notion même d'unité nationale.



41. L'Armée d'une démocratie, de G Moch, un fort volume, paraît en 1899, quelques semaines avant la série d'articles qu'il donne dans La Petite République du 29 novembre 1899 au 31 janvier 1900.

42. J. Moch, Revue Socialiste, octobre 1963, pp. 227-230.

43. Il le fit en fait le 1er juillet 1908 au cours d'une séance de la Chambre où on venait de lui faire remarquer qu'il était le seul orateur «militaire» non membre de la Commission, Jaurès de bondir: «Je pose ma candidature» (Journal Officiel, p. 1475).

44. H. Contamine a étudié dans son livre sur La Revanche les chiffres fantaisistes utilisés en faveur de la loi de trois ans par Étienne et Barthou, avec ce qu'il nomme «un manque total de sang-froid».

45. *Cf.* J. et M. Ozouf, «Le thème du patriotisme…», art. cité et P. Nora, «E. Lavisse…», art. cité.

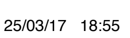
46. *Cf.* l'abondante bibliographie de M. Dommanget dans sa biographie de Vaillant; il signale en particulier que la brochure de 64 pages consacrée en 1904 par Vaillant à «La suppression de l'armée permanente», fut tirée à 20000 exemplaires, chiffre considérable.

47. *Cf.* l'extraordinaire séance du 19 décembre 1911 à la Chambre et l'admirable compte rendu qu'en fait, dans La Bataille Syndicaliste, Amédée Dunois qui se décidera quelques jours plus tard, avec toute une vague de jeunes intellectuels anarchisants, à adhérer au Parti socialiste.

48. Discours à la Chambre, 19 décembre 1911.

49. L'Armée Nouvelle, éd. citée, p. 253.

50. Lénine, Œuvres Choisies, éd. de Moscou en langue étrangère, 2 vol., t. l, p. 687.





51. Trotsky, « Jaurès », Cahiers Communistes, Librairie de l'Humanité, 1924.

52. L'Humanité, 26 octobre 1912.

53. *Cf.* M. Rebérioux et G. Haupt, « L'attitude de l'Internationale face à la question coloniale », Le Mouvement Social, n° 45, oct.-déc. 1963.

54. C'est le terme que Jaurès emploie à la Chambre, le 7 mars 1895.

55. *Cf.* E. Reybell, « Le socialisme et la question d'Alsace-Lorraine », Revue Socialiste, janv.-fév. 1904 ; Paul et Victor Margueritte, « L'Alsace-Lorraine », Revue de la Paix, janvier 1905 ; E. Chauvelon et Strauss s. d., L'Alsace-Lorraine et le Pacifisme, Strasbourg, Éd. Ammel, 1906.

56. L'Humanité, articles de Jaurès le 16 août 1910, le 26 mai 1911, le 11 mai 1913 ; articles de Reybell en février 1911 ; enquête de Morizet à la fin de mars 1913.

57. *Cf.* discours à la Chambre, 28 juin 1912, deuxième séance.

58. *Cf.* M. Launay, « Jaurès, la Sorbonne et l'affaire Dreyfus », Revue des Sciences Humaines, janv.-mars 1964.

Vision du prolétariat

1. Il y a certes « complot », mais qui bénéficie à la base d'un assez large consensus.

2. Message adressé par Jaurès à Kropotkine par l'intermédiaire d'un article de La Dépêche, « Fausse tactique », au lendemain du congrès de Londres, le 12 août 1896.




Jaurès et le marxisme

1. « Karl Marx. Commémoration », *Le Mouvement socialiste*, 15 mars 1903.

2. Il y fait par deux fois appel à Marx, en un premier temps pour renforcer Vico, en un second pour lui faire honneur d'avoir « chassé Dieu de l'histoire » : *cf. Œuvres de Jean Jaurès*, éditées par Max Bonnafous, Rieder, 1930-1939, « Études socialistes », t. II, pp. 19-35.

3. P. et M. Favre, *Les Marxismes après Marx*, PUF, 1970.

4. P. Souyri, *Le Marxisme après Marx*, Flammarion, 1970.

5. La remarque est de Lucien Herr, futur bibliothécaire à l'École Normale Supérieure, grand ami de Jaurès. Elle date du « voyage philosophique » qu'il fait en Allemagne en 1886-1887 (L. Herr, *Choix d'écrits*, Rieder, 1932, t. II, p. 5).

6. « Il ne m'a pas déplu, écrit-il en conclusion, de traiter en latin des questions contemporaines, parce que c'est en cette langue qu'a été formulé le droit humain de l'antique philosophie morale et qu'a soupiré et chanté la fraternité chrétienne. Au surplus la langue latine est encore aujourd'hui la seule langue universelle commune à tous les peuples ; elle convient donc au socialisme universel. »

7. Elle a été l'objet de plusieurs éditions. La dernière est parue chez François Maspero en 1959 avec une préface de Lucien Goldmann.

8. En particulier dans sa thèse d'État, *La Réalité du monde sensible*, soutenue le 12 mars 1892. Elle n'est pour le moment accessible que dans l'édition Bonnafous. André Robinet a suggéré récemment dans un volume de la collection « Philosophes de tous les temps »



(Seghers, 1964) une intéressante parenté entre la thèse de Jaurès et les philosophies de Maine de Biran et de Merleau-Ponty.

9. Ce sont les qualificatifs qu'il emploie, en répondant par le canal de *La Dépêche de Toulouse*, le 1er août 1892, à un instituteur qui lui demandait « dans quels livres clairs et décisifs on pourrait trouver un résumé de la doctrine socialiste ».

10. Elle est attestée par la promptitude de ses répliques : ainsi, lorsque dans le numéro de janvier 1903, Franz Mehring critique de façon très polémique « la teuf-teuf méthode » historique de Jaurès, la réponse vient dans *La Petite République* dès le 28 mars.

11. Même après le Congrès d'Amsterdam, Kautsky, pourtant très dreyfusard, reste très hostile à Jaurès : *cf.* sa lettre à Guesde du 30 août 1904 : « Naturellement je considère qu'il est impossible de faire l'unité avec Jaurès. Mais on doit s'efforcer de l'isoler ou de le faire reconnaître, devant le prolétariat international, comme la vraie cause de la désunion du socialisme français ». (Cité par C. Willard, *Le Mouvement socialiste en France de 1893 à 1905, Les Guesdistes*, Éditions Sociales, 1965, p. 579.)

12. *Cf.* l'article de *La Dépêche* du 17 août 1900, où il fait état des journées passées avec Liebknecht chez Hyndman, quinze mois plus tôt.

13. Comme l'a démontré Bert Andreas (*Le Manifeste communiste de Marx et d'Engels*, Milan, Feltrinelli, 1963), la première brochure française reproduisant *Le Manifeste* date de 1895, mais en 1912 il en a été tiré vingt-trois éditions. Selon Andreas, dont le travail a un caractère définitif, la traduction Andler de 1901 « altère de façon tendancieuse quelques passages ».



14. Les principaux commentaires que fait Jaurès du *Manifeste* datent de l'hiver 1901-1902 (série d'articles de *La Petite République*), de décembre 1905 (*Discours* à la Chambre du 15 décembre) et de 1910 (*L'Armée nouvelle*).

15. Karl Kautsky, *Parlementarisme et socialisme*, préface de Jean Jaurès, Librairie Jacques, 1900. À cette date, la rupture entre Jaurès et Kautsky n'est pas encore intervenue.

16. *La Dépêche*, 11 janvier 1893.

17. *La Dépêche*, 25 septembre 1893. Les textes auxquels il fait allusion n'ont pas été retrouvés.

18. *Action socialiste*, recueil d'articles publié en 1899 à la Librairie G. Bellais, p. VI.

19. Introduction aux *Discours parlementaires*, édition Cornély, 1904, pp. l-3.

20. Comme le prouvent la réédition intégrale de sa thèse, avec son accord, en 1902, et le discours qu'il prononce à la Chambre les 21 et 24 janvier 1910.

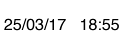
21. Sa thèse représente en effet non un point de départ mais un point d'aboutissement philosophique. C'est ce qu'a montré Michel Launay lors d'un exposé présenté en 1958 à un séminaire de l'Institut d'Études politiques de Paris consacré à Jaurès (avr.-juin 1962).

22. « Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire », conférence de décembre 1894, *Œuvres*, *Études Socialistes,* t. II, p. 15.

23. *La Dépêche*, 1er août 1892.

24. « Le premier service que les socialistes français doivent rendre à (la doctrine de Marx et de Lassalle) c'est de la faire bien connaître », écrit-il dans *La Dépêche* le 25 février 1890.

25. *Les Origines du socialisme allemand*, *op. cit.*, p. 34.





26. Voir sur ce point le manuscrit de 1891 publié par Michel Launay, intitulé « La question religieuse et le socialisme » et le commentaire de M. Rebérioux dans *Les Annales* (ESC) nov.-déc. 1961 : il est reproduit dans ce volume, chapitre 14.

27. Une communauté de gens qui ont le même idéal.

28. F. Engels, P. et L. Lafargue, *Correspondance*, Éditions sociales, 1959, t. III, p. 364.

29. La préface de Georges Sorel aux *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* de Labriola nous apprend que le texte de Jaurès a été publié la première fois dans une revue éditée à Toulouse, aujourd'hui introuvable, *La Jeunesse socialiste*, sous le titre « Idéalisme de l'histoire ».

30. Repris dans *Œuvres*, « Études socialistes », t. II, p. 243.

31. Introduction à *La Morale sociale* de Benoît Malon, Études Socialistes, t. I, p. 264.

32. « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », février 1900, Études Socialistes, t. II, p. 137.

33. *La Dépêche*, 18 octobre 1893.

34. « Bernstein… », « Études socialistes », t. II, p. 122.

35. *Les Guesdistes*, éd. citée, p. 456.

36. *La Petite République*, 19 avril et 23 mai 1896.

37. « Socialisme et liberté », *Revue de Paris*, 1er décembre 1898, « Études Socialistes », t. II, p. 99.

38. *La Dépêche*, 25 septembre 1893.




39. Rolande Trempé a montré, chiffres en main, dans une conférence reproduite dans le recueil collectif *Jean Jaurès*, présenté par Vincent Auriol, que Jaurès était à la fois dans sa circonscription l'élu des mineurs et des paysans.

40. *La Petite République*, 4 mars 1899.

41. *Revue socialiste*, mars 1900, p. 264.

42. *La Petite République*, 17 novembre 1900. L'article s'intitule « Le vrai marxisme ».

43. Voir l'étonnant passage qui correspond dans « Études socialistes », t. II, aux pages 124-131.

44. *Ibid.,* p. 131.

45. *Ibid.,* p. 127.

46. Au début de 1898, il prenait encore à son compte l'imminence de la victoire socialiste en France : « Je me suis risqué à dire à la Chambre française que nous pouvions prévoir le triomphe du socialisme en France dans une dizaine d'années. Je sais combien il est téméraire, combien même il peut être ridicule de s'aventurer en pareilles prophéties […] ce n'est pourtant pas sans des raisons que je crois sérieuses que j'ai risqué cette date » (« Le Socialisme français », *Cosmopolis*, janvier 1898, pp.107-135).

47. *La Petite République*, 28 décembre 1901.

48. « "Travail" d'Émile Zola », *Revue socialiste*, juin 1901 ; « La justice dans l'humanité », *Revue socialiste*, janvier 1903 ; « La doctrine saint-simonienne et le socialisme », *Revue socialiste*, août 1903.

49. *La Petite République*, 7 janvier 1902. L'article s'intitule « Le jeu des formules marxistes ».



50. *La Petite République*, 9 janvier 1902.

51. *La Petite République*, 6 août 1901 et 17 octobre 1901.

52. *La Petite République*, 17 octobre 1901. Jaurès ne s'abuse-t-il pas ici sur lui-même ? La documentation dont nous disposons sur les origines de la Verrerie ouvrière par exemple montre que Jaurès n'y vit qu'un moyen de défense des verriers *lock-outés* à Carmaux en 1895. Il a écrit et dit maintes fois qu'elle ne constituait « ni une solution, ni le type d'une solution susceptible d'être généralisée ».

53. *La Petite République*, 21 juillet 1901.

54. Notamment après la révocation de Gustave Hervé comme professeur de l'enseignement secondaire (fin 1901) : *cf.* M. Rebérioux « Jaurès et la Nation », *Actes du Colloque* Jaurès et la Nation, publiés par la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, 1965, pp.1-27 (voir chapitre 15 de ce livre).

55. Jaurès n'a jamais admis les interprétations purement économistes et positivistes du *Capital*.

56. La discussion qui commence à la fin de 1901 – elle dure dans *La Petite République* du 24 décembre 1901 au 25 janvier 1902 – concerne l'ensemble des problèmes que le *Manifeste* pose à Jaurès. Elle se localisera plus tard.

57. *Cf.* « La justice dans l'humanité » où il indique que Proudhon a particulièrement bien marqué la tradition propre au socialisme français dans *De la justice dans la révolution et dans l'Église*.



58. Jaurès ne semble pas tenir compte des *Luttes de classes en France* qu'il connaît pourtant parfaitement puisqu'il a signalé la récente préface de Charles Longuet.



59. *La Petite République*, 2 janvier 1902.

60. *Ibid.*

61. La formule de Marx, écrit-il alors, « c'est la négation sarcastique de l'histoire elle-même, c'est l'idée sacrifiée à la boutade ».

62. « "Travail" d'Émile Zola », *Revue socialiste*, juin 1901.

63. « Question de méthode », « Études Socialistes », t. II, pp. 241-266.

64. *Ibid.,* p. 244.

65. *Ibid.*, p. 255.

66. Ces analyses sont tirées de l'article « Socialisme et liberté », *Revue de Paris*, 1er décembre 1898.

67. *La Petite République*, 21 juillet 1903.

68. « Le socialisme et le radicalisme en 1885 », *Discours parlementaire*, pp. 62-63. [Cette préface de 180 pages a été rééditée chez Slatkine en 1980 avec une présentation de M. Rebérioux.]

69. *Cf.* la lettre adressée par Enjalran, professeur de philosophie au Lycée d'Albi, voisin de Jaurès à la campagne et son ami, à Lucien Lévy-Bruhl. Elle a été publiée par Michel Launay, *Archives internationales de Sociologie de la coopération*, janv.-fév. 1959, pp. 127-139. *Cf.* aussi l'esquisse biographique consacrée à Jaurès par Lévy-Bruhl : *Jean Jaurès*, Rieder, 1924.



70. Ce n'est possible, déclare-t-il devant la Chambre le 20 décembre 1911, en résumant Hilferding, que par le principe d'une expansion économique sans monopole territorial, sans monopole industriel, sans monopole de douane.

71. *Cf.* la communication de Georges Haupt, «Jaurès et l'Internationale», *Actes du colloque* Jaurès et la nation, *op. cit.*, pp. 31-64.

72. J'ai retrouvé sa carte d'inscription dans les archives, hélas partielles, de l'École socialiste, dont photocopie a été communiquée au Centre d'Histoire du syndicalisme de l'Université de Paris I.

73. Ainsi ces démocrates et socialistes hongrois qui tendent d'obtenir de lui une interview en juin 1914, ou une prise de position sur les problèmes intérieurs de la Hongrie: *cf.* l'article de Janos Jemmitz dans *Le Mouvement Social*, juillet-sept. 1965, pp. 94-96 et la note de M. Rebérioux dans *Le Bulletin la société d'études jaurésiennes*, oct.-déc. 1971, pp. 15-17.

74. *Cf.* la reconstitution de ce discours par Jean Stengers dans *Actes du colloque* Jaurès et la Nation, *op. cit.*, p. 106.

75. Si l'on admet les catégories définies par Louis Althusser (*Réponse à John Lewis*, Maspero, 1973), le socialisme jaurésien serait donc à cette date aux antipodes du marxisme révolutionnaire. Cependant, non seulement la pratique mais l'œuvre de Jaurès invitent à plus de prudence dans le maniement des concepts: nous reviendrons en conclusion sur ce que représente finalement «l'homme» pour Jaurès. En tout état de cause, l'humanisme n'est pas pour lui, contrairement à ce que suggère Althusser, l'autre visage d'un économisme qui n'a jamais été son fait.



76. Voir les textes rassemblés par M. Rebérioux dans *Jaurès*, *Textes choisis*, Éditions Sociales, 1959, et dans *La IIe Internationale et l'Orient*, Éditions Cujas, 1967.

77. *Cf.* le livre fort intéressant du marxiste français Henri Nivet, *La Croisade balkanique. La jeune Turquie devant l'opinion française et devant le socialisme international*, Paris, 1913; c'est une défense et illustration des Jeunes-Turcs à la fin des guerres balkaniques. *Cf.* aussi l'article de Jaurès dans *L'Humanité* du 26 octobre 1912, où il déclare considérer comme «un grand malheur» une éventuelle défaite militaire écrasante des Turcs dans les Balkans.

78. L. Lévy-Bruhl, *Jean Jaurès, op. cit.*, p. 123.

79. C'est la fameuse affaire Ghesquière-Compère Morel, débattue au Congrès de 1912, à Lyon, où Jaurès est d'ailleurs mis en échec.

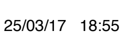
80. «Une nation quelconque, jeune ou vieille, ne peut atteindre à la plénitude de la vie nationale sans l'intervention d'une classe ouvrière organisée», déclare-t-il à Buenos Aires le 28 septembre 1911 (traduction inédite de sa conférence sur «Nationalité, Démocratie et classe ouvrière» à partir du texte espagnol des *Conferencias*, Librairie de la Vanguardia, Buenos Aires, 1911).

81. *L'Humanité*, 2 août 1905. Jaurès reprendra cette analyse le 20 décembre 1911 à la Chambre à propos des milliardaires américains «comme rassasiés d'une fortune qui dépasse leurs facultés de jouissance et même de direction».

82. *L'Humanité*, 14 janvier 1907.

83. *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes*, juillet-sept. 1971 à avr.-juin 1972.

84. *L'Humanité*, 13 août 1905.





85. *L'Armée Nouvelle*, Éditions 10-18, chapitre X, p. 191.

86. *Cf.* la lettre d'Enjalran, citée note 69.

87. «Ce serait une succession de ténèbres interrompue par instant par des éclairs qu'illuminerait la mort […]; de cette tempête, de cette nuit d'obscurité et de sang sortiraient les nouvelles contradictions qui arriveraient au cœur du peuple, apportant l'angoisse et le désespoir». («Les conséquences d'une guerre européenne et les moyens d'assurer la paix», conférence de Buenos Aires).

88. Par exemple en Tunisie, l'affaire Couitéas, où Jaurès eut à convaincre le comité central de la Ligue des droits de l'homme, plus prompt à condamner l'usage du droit par le protectorat français à l'égard des étrangers vivant en Tunisie qu'à l'égard des Arabes spoliés.

89. Il emploie l'expression à propos de la vision historique de Clemenceau dans «Le Socialisme et le radicalisme en 1885», p. 147.

90. «La Révolution est un grand drame dont les personnages essentiels sont les classes.»

91. On sait que Marx «obsédé par la Convention» et qui, aux alentours de 1844, songeait à lui consacrer un livre, abandonne par la suite ce projet: *cf.* J. Bruhat, «Marx et la Révolution française», *La Pensée socialiste devant la Révolution française*, Clavreuil, 1966, pp. 125-170.

92. *Cf.* la préface d'Ernest Labrousse à la réédition par Albert Soboul de *L'Histoire socialiste de la Révolution française*, et l'étude de M. Rebérioux publiée en sept.-déc. 1962 dans la *Rivista storica del Socialismo.* Elle est parue en français dans *La Pensée socialiste devant la Révolution française* et dans *Jaurès historien de la Révolution française*, Castres, Centre international et musée Jean Jaurès, 1989.



93. Jaurès veut dire, comme l'indique le paragraphe précédent, que les prix ne sont que l'expression superficielle de la valeur.

94. C'est en grande partie l'objectif de son article de janvier 1898 dans *Cosmopolis*.

95. Il en envisage le dépérissement total en régime socialiste et accepte par conséquent de le définir comme une simple «forme historique»; *cf. La Petite République*, 19 avril 1896, où Jaurès résume et prend à son compte les *Principes socialistes* que vient de publier Gabriel Deville.

96. Je suis ici en accord avec l'interprétation d'Yves Le Bras: *cf.* notamment *Bulletin de la société d'Études jaurésiennes*, avr.-juin 1972.

97. Texte intégral de la conférence dans «Études socialistes», t. II, pp. 5-19.

98. H. Guillemin, *L'Arrière-pensée de Jaurès*, Gallimard, 1966. J'ai fait de ce livre si sensible et intelligent, mais à mon sens discutable, un compte rendu dans le *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, juillet-sept. 1966, pp. 1-14. J'en révise toutefois ici partiellement les conclusions. [Les *Cahiers Jean Jaurès* ont publié en 1997, n° 144, les *Lettres d'Henri Guillemin à Madeleine Rebérioux* au sujet de Jaurès.]

99. «Socialisme et liberté», *Revue de Paris*, 1er décembre 1898.

100. Texte et présentation par Michel Launay, *Archives internationales de sociologie de la coopération*, article cité. Voir aussi la préface que Lucien Goldmann écrivit pour ce texte, dans le premier numéro du *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, juin 1960, l'article de Claude Tresmontant dans *Esprit*, décembre 1960, et l'article de M. Rebérioux dans





Annales ESC, en nov.-déc. 1961, sous le titre «Socialisme et religion» (voir dans ce livre le chapitre 14).

101. *La Petite République*, 8 janvier 1901. L'article s'intitule «La philosophie de Vaillant».

102. *Cf.* son article sur «Jean Jaurès» publié en russe en 1917 et traduit en français en 1924, dans la collection des «Cahiers communistes».

103. *Le Devenir Social* en avait publié la traduction en septembre 1895. Lucien Herr considérait l'ignorance de Hegel comme une des graves lacunes de l'enseignement philosophique français.

104. «Question de méthode», «Études socialistes», t. II, p. 258: Jaurès rappelle que pour Marx, la possibilité positive de l'émancipation allemande était liée en 1844 à «la formation […] d'une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise […], d'une sphère qui ait un caractère universel par la souffrance universelle». Toutes les citations du paragraphe ci-dessus proviennent de ce passage capital.

La conception du parti chez Jaurès

1. Ferry surtout, mais plus tard, c'est la pensée de Gambetta qui le fascinera. Jaurès avait signé avec les Éditions Rouff un contrat pour un livre consacré à l'homme du «grand ministère»: Evelyne Diebolt en a trouvé trace dans les archives de Rouff.

2. *Cf.* M. Rebérioux, «Jaurès et Toulouse», Annales du Midi, juillet 1963.



3. J'ai essayé de le monter dans ma contribution consacrée au socialisme français de 1871 à 1914, in Histoire du socialisme (J. Droz éd.), PUF, t. 2, 1974, pp. 133-234.



4. *Cf.* en particulier la quatrième partie de Cl. Willard, Les Guesdistes, Éd. sociales, 1965.

5. En grande partie dans le cadre de la problématique proposée par Georges Haupt sur les agents de la propagation du socialisme pendant les deux décennies qui suivent la Commune.

6. *Cf.* la discussion qui a suivi la communication de Georges Haupt: «La Commune comme symbole et comme exemple», in La Commune de 1871, Actes du Colloque universitaire pour la commémoration du centenaire, les 21, 22, 23 mai 1971, Paris, Les Éditions ouvrières, 1972. La discussion occupe les pages 226 à 246.

7. Sans même parler des Ardennes qui garderont un statut spécifique jusque dans la SFIO, il suffit pour s'en rendre compte de regarder la liste des groupes représentés en 1899 au Congrès de Japy: ils sont classés par départements et par organisations nationales. *Cf.* Congrès général des organisations socialistes françaises tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899, compte rendu sténographique, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1900, pp. 417-476.

8. «La Verrerie ouvrière», La Petite République, 22 septembre 1896.

9. «Le socialisme et le radicalisme en 1885», introduction à Jean Jaurès, Discours parlementaires, recueillis et annotés par Edmond Claris, tome I, Éd. Cornély, 1904, p. 136. Cette «introduction» a été rééditée à Genève, Éd. Slatkine, 1979, avec une préface de M. Rebérioux. «Tant qu'il y aura des partis, c'est-à-dire des classes», écrit-il dans le même texte (p. 11), ce qui ne signifie pas qu'il faille mettre le signe = entre la classe et le parti, mais que les partis sont inconcevables sans les classes.



10. On n'a pas encore extrait tout le suc des pages qu'il a consacrées à sa première législature dans «Le socialisme et le radicalisme en 1885», op. cit.

11. Pendant quelques mois, il écrit en effet dans La Dépêche, La Petite République, La Lanterne et Le Matin: *cf.* M. Rebérioux, «Jaurès et Le Matin, 1896-1897», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, oct.-déc. 1968.

12. «Le socialisme et le radicalisme en 1885», op. cit., p. 3.

13. Ces problèmes ont été débattus, encore trop brièvement, pendant les interventions de E. Stepanova, C. Abramsky et M. Molnar lors du colloque de 1964 sur l'AIT: La Première Internationale, l'Institution, l'Implantation, le Rayonnement, Paris, Éd. du CNRS, 1968.

14. En mars 1869 encore, Marx espérait fermement que les divergences qui reflétaient le «mouvement réel» dans l'AIT n'empêcheraient pas la formation graduelle d'un «programme théorique commun». Il ne se forma pas et, dès la Conférence de Londres de 1871, Marx prit acte de la nationalisation du mouvement.

15. La Dépêche, 22 octobre 1890: «Les socialistes les plus absolus travaillent contre eux-mêmes quand ils s'isolent du grand Parti républicain».

16. C'est la thèse qu'il défend dans «Socialisme et radicalisme en 1885» où il tente d'analyser, sans s'instaurer en juge, les fautes politiques commises après les élections de 1885 par les opportunistes et les radicaux.

17. La Dépêche, 21 juillet 1889.



18. *Cf.* son discours contre l'interdiction des candidatures multiples, in Discours parlementaires, op. cit., p. 337. Il y tire les conclusions de «l'éclosion extraordinaire des sectes politiques et sociales» (*Ibid.*, p. 325) et trouve dans le concept de «démocratie ouvrière socialiste» une formule qui convient à l'ensemble de ces groupes.



19. La Dépêche, 27 octobre 1889. L'article est écrit peu après la défaite électorale que Jaurès vient de subir. Il y distingue nettement «le parti» et «l'idée».

20. La Dépêche, 23 avril 1891. Le Parti socialiste agit, dit Jaurès, il a une doctrine et de l'activité à défaut d'organisation.

21. Devant les pressions amicales qu'exercent sur lui les ouvriers de la Bourse du travail de Toulouse et devant les pratiques de collaboration en œuvre dans la ville rose.

22. La Dépêche, 26 juillet 1892.

23. *Cf.* le DES d'A. Moutet, «Le mouvement ouvrier à Paris du lendemain de la Commune au premier congrès syndical en 1876», Sorbonne, s.d.

24. Le mot est partout, et notamment dans les articles précédemment cités de La Dépêche (27 octobre 1889, 22 octobre 1890).

25. Dans un article publié le 10 février 1892 dans La Dépêche, Jaurès qui vient de voir à Paris les chefs des différentes fractions républicaines, indique que la nécessité d'un nouveau programme «au contact des problèmes sociaux» se fait d'autant plus sentir que «le socialisme, à mesure que sa force grandit, cessera d'être une école ou une secte pour devenir un parti».

26. Sur le militantisme de Herr au Parti possibiliste dont il suit, après le Congrès de Chatelleraut, la tendance allemaniste, voir la deuxième partie du «Livre premier» de D. Lindenberg et P.-A. Meyer, Lucien Herr. Le Socialisme et son destin, Calmann-Lévy, 1977.



27. La Dépêche, 18 janvier 1893 : le titre de l'article, « Large politique » est significatif.

28. *Cf.* l'article « À l'œuvre » qu'il donne à La Petite République le 20 mai 1897 et que Le Travailleur du Tarn reproduit le 27 mai.

29. Dès 1889, Jaurès, qui préside la société d'instruction populaire « L'Union française de la jeunesse », explique lors de la distribution des prix de la société, le 12 juillet, que son objectif est de faire cesser la division établie par le Second Empire entre jeunesse studieuse et classe ouvrière : Henri Brisson évoque cette séance à la Chambre, le 13 juillet 1889, en répondant au bref discours que Jaurès vient de prononcer contre l'interdiction des candidatures multiples. Pendant les années 1893-1896, Jaurès prononce plusieurs conférences pour le compte des étudiants collectivistes. Il donne son accord à la Jeunesse socialiste, la revue fondée à Toulouse par le jeune Hubert Lagardelle.

30. ptembre 1892), plus tard enrichi par ses soins au Congrès de Nantes (septembre 1894), que Jaurès a été élu. Dès janvier 1893 il pose la question : « Pourquoi s'étonnerait-on que le socialisme s'étendît parmi les cultivateurs ? » (La Dépêche, 18 janvier 1893). Sur la mise en route d'une politique paysanne socialiste et le rôle qu'y joua Jaurès, *cf.* l'article de H. Goldberg dans le Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, avril-juin 1975.

31. Préface de Jaurès à Ernest Montusier, « Le député en blouse », Les Cahiers du Centre, mai-juin 1913.

32. Sur le rôle de Millerand député socialiste, *cf.* les chapitres 4 et 5 du livre de L. Derfler, Alexandre Millerand. The socialist years, La Haye-Paris, Mouton, 1977. À la différence de Jaurès, Millerand, avant les élections de 1893, a fondé avec notamment Abel Hovelacque et Gustave Rouanet sa propre organisation : la Fédération républicaine socialiste de la Seine.




33. « Le congrès », La Dépêche, 5 août 1896.

34. Elle s'est par exemple manifestée dans la série d'articles qu'il publie, de mars 1895 à mai 1896 dans La Revue socialiste, sur « L'organisation socialiste ».

35. C'est Aristide Briand qui dirige alors le journal radical créé en 1877. Jaurès vient de quitter passagèrement La Petite République.

36. Ceux-ci appartiennent au « mouvement réel », comme disait Marx, Georges Haupt a montré que le tournant de Londres ne concerne pas que la France.

37. Le point sur cette question embrouillée a été fait par Cl. Willard, in Les Guesdistes, op. cit., p. 407.

38. C'est le terme qu'il emploie dans la tribune libre de La Lanterne citée plus haut : *cf.* supra, note 35.

39. « Le socialisme français », Cosmopolis, janvier 1898.

40. La récente réédition en reprint par Minkoff du livre écrit en 1897 par Augustin Hamon, Le Socialisme et le Congrès de Londres, permet au moins de suivre les débats. L'auteur, alors anarchiste, est évidemment très hostile à Jaurès qui se refuse à reconnaître comme socialistes ceux qui condamnent toute action politique parlementaire.

41. Les mineurs, cheminots, sont hautement demandeurs de législation sociale. Mais même dans la vieille classe ouvrière parisienne, comme en fait foi le Bulletin du mouvement social de décembre 1875, un syndicaliste militant comme Julien Dupire rompt de bonne heure avec le rigoureux refus de toute ingérence étatique dans les affaires ouvrières et souhaite l'intervention du législateur pour fixer un salaire minimum vital. Dans un article



encore inédit, Peter Schöttler souligne que l'apolitisme d'une partie des syndicats français à cette date est moins lié à l'audience encore faible d'anarchistes comme Tortelier qu'aux conséquences de la loi de 1884 d'une part et de la division sociale de l'autre.

42. *Cf.* la lettre de Jaurès aux socialistes de Paris qui lui avaient offert un siège dans le Ve arrondissement après son échec à Carmaux au premier tour des élections de 1898, La Petite République, 12 mai 1898.

43. *Ibid.*

44. La Petite République, 16 octobre 1898.

45. Sur ce processus qui n'est pas seulement parlementaire, *cf.* le livre de Z. Sternhell, La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, Le Seuil, 1978.

46. « L'organe parlementaire de l'unité socialiste est définitivement constitué », écrit-il dans l'article-manifeste intitulé « L'unité socialiste » qu'il donne en janvier 1899 au premier numéro du Mouvement socialiste, la nouvelle revue de Lagardelle. En juin, Millerand… Du coup, le 25 novembre il constate dans La Petite République : « Aujourd'hui il y a deux, voire trois groupes socialistes à la Chambre, qui ne se réunissent même plus pour délibérer ».

47. Les deux adjectifs iront de pair dans le langage jaurésien jusqu'en 1914.

48. « Nous attendons maintenant que les organisations s'acquittent du mandat que le socialisme parisien, approuvé à coup sûr par tous les groupes socialistes de France, leur a confié », écrit Jaurès le 15 juin dans La Dépêche.

49. « Action complète », La Petite République, 1er juillet 1899.



50. Quand les symptômes révolutionnaires se multiplient, écrit-il à l'occasion de la grève spontanée des facteurs, c'est au parti de « donner aux événements toute leur signification et tout leur effet » ; « Avertissement », La Petite République, 22 mai 1899.

51. « Question de méthode », La Petite République, 17 octobre 1899.

52. « Action complète », article cité.

53. Jaurès fait l'expérience personnelle de telles difficultés lors de la mise au point du projet de loi millerandiste sur les délégués d'atelier : *cf.* L. Derfler, Alexandre Millerand, op. cit.

54. *Cf.* supra, note 51.

55. C'est le titre d'un important article qu'il donne à La Petite République le 25 octobre 1899.

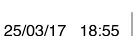
56. « Syndicalisme ouvrier et congrès socialiste », La Petite République, 30 août 1900.

57. Ce sera la situation entérinée en 1906 par la Charte d'Amiens ; Jaurès n'en prendra jamais son parti.

58. Copigneaux, secrétaire de la CGT d'octobre 1898 à septembre 1900, ardent partisan sur ce point des thèses de Jaurès, est allemaniste. Bourderon aussi, etc. Syndicalistes et socialistes, ils ont une position somme toute cohérente. Le drayfusisme a d'ailleurs, comme depuis 1896 la Verrerie ouvrière, noué des liens plus étroits entre Jaurès et le POSR, comme en témoigne la lecture du Parti ouvrier en 1898-1899.

59. Les guesdistes redoutent de voir le parti envahi par des syndicalistes réformistes et plus ou moins millerandistes ou/et par des chantres de la grève générale. Leur position est conjoncturelle. Celle de Vaillant est structurelle : il a toujours été partisan de la séparation







radicale du politique et de l'économique (*cf.* la thèse inédite de Jolyon Howorth et, sur ce point précis, son article «Édouart Vaillant et Jean Jaurès: éléments d'une influence latente», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, juillet-sept. 1976). [M. Rebérioux parle, à cette date, d'un «modèle belge» pour Jaurès: *cf.* «Parti ouvrier belge et socialisme français» dans *France-Belgique (1848-1914),* Bruxelles, Éd. Labor, 1997.]

60. Pelloutier, très malade, affirme son affection pour l'homme Jaurès qui «n'a point l'âme d'un chef de parti» (*cf.* Jacques Julliard, Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Le Seuil, 1971, p. 163), mais il est très hostile à «l'unité de nombre» à laquelle il oppose «l'unité d'aspiration» (Lettre aux anarchistes du 12 décembre 1899, publiée en préface à sa brochure Le Congrès général du Parti socialiste français, Stock, 1900) et il craint que les syndicats ne perdent leur âme dans un parti forcément étatique.

61. «L'unité socialiste», La Petite République, 12 décembre 1899.

62. Résultats établis à partir de la liste des organisations participantes publiée en annexe du Compte rendu du congrès, op. cit.

63. «Action syndicale et politique», La Petite République, 1er septembre 1900. La formule est capitale, mais on ne voit pas comment, malgré l'argumentation très luxemburgiste de Jaurès, elle pourrait convaincre Pelloutier: «La cessation du travail concertée par toute une classe a pour objet non pas le changement des rapports particuliers de tel patron et de tel groupe d'ouvriers, mais une transformation générale des rapports sociaux».

64. En particulier pendant l'été 1901, lors de l'affaire de la première communion de sa fille Madeleine.



65. Elle est bien pauvre la rubrique «sociale» – c'est-à-dire ouvrière – de L'Humanité des dix-sept agrégés; *cf.* M. Rebérioux, «Naissance de L'Humanité», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, oct.-déc. 1975, et C. Riou, «Les rapports entre parti et syndicats en France de 1904 à 1914: L'Humanité, un lieu de rencontre?», mémoire de maîtrise, Paris VII, 1977.

66. «Défiances surannées», L'Humanité, 14 septembre 1912.

67. «L'origine», L'Humanité, 22 septembre 1913.

68. Je crois erronée l'analyse de Jean-Jacques Fiechter selon laquelle le groupe parlementaire impose sa politique à la SFIO: *cf.* J.-J. Fiechter, Le Socialisme français: de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre, Genève, Droz, 1965, 290 pages.

69. *Cf.* G. Lefranc et P. Collart, «Images de Jaurès tirées des Cahiers inédits de Marcel Sembat», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, janv.-mars 1979, p. 22.



70. Constamment sommé de réclamer l'exclusion du parti de Gustave Hervé, Jaurès s'y refuse toujours, quoique Hervé ait conduit contre lui une campagne personnelle lorsqu'il lui a succédé, en octobre 1905, dans la Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur.

71. Fragment d'une lettre non datée de Jean Jaurès à la marquise Arconati-Visconti, citée par G. Baal, «Jaurès et la marquise Arconati-Visconti», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, avril-juin 1979.

72. Même s'il avait en partie compensé ce recul en enrichissant le cercle de ses amis: Léon Blum, la marquise Arconati-Visconti, Gabriel Monod, etc. Beaucoup s'éloignent définitivement, après 1905, même si c'est à une cadence irrégulière.

73. Comme il l'écrit dans L'Humanité dès le 23 août 1905.





74. *Cf.* C. Riou, op. cit., voir supra, note 65.

75. «Défiances surannées», art. cité.

76. L'organisation matérielle du Congrès de Paris fit scandale dans les milieux les plus divers de l'Internationale: J. Longuet en fait état dans Le Mouvement socialiste international, 1913, p. 39.

77. Elle a été éditée par Georges Haupt et Jolyon Howorth: *cf.* «Édouard Vaillant, délégué au BSI: correspondance avec le Secrétariat international (1900-1915)», Annali della Fondazione Giangiacome Feltrinelli, 1976, n° 13, pp. 219-305.

78. Si les textes ne sont pas encore complètement publiés, Georges Haupt les a déjà commentés à plusieurs reprises, notamment dans Le Congrès manqué, Maspero, 1965, et dans sa communication «Jaurès et l'Internationale», in Actes du Colloque Jaurès et la nation, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, 1965, pp. 31-64.

79. *Cf.* supra, note 39.

80. *Cf.* «Pour aboutir vite», L'Humanité, 20 juillet 1912.

81. Le parti a le souci de conduire la campagne sous des formes diverses (pétitions, appels d'intellectuels, agitation dans les casernes, etc.), de manière à y associer le plus grand nombre de citoyens.

82. C'est un point sur lequel je suis en désaccord avec les thèses formulées par G. Lefranc, dans Jaurès et le socialisme des intellectuels, Aubier-Montaigne, 1968.



83. Sur les attaques contre Jaurès du Socialisme, le journal des guesdistes, et sur celles de Rappoport au Congrès de Saint-Quentin, voir H. Goldberg, «Jaurès et Rappoport», Le Mouvement social, oct.-déc. 1970, pp. 3-20. Voir aussi M. Rebérioux, «Guesdisme et culture politique: recherches sur L'Encyclopédie socialiste de Compère-Morel», in Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron, Les Éditions ouvrières, 1976, pp. 211-227; cet article est repris au chapitre 4 du présent recueil.

84. A. Lebey a rapporté ces propos dans un «Médaillon de Jaurès», in Jaurès vu par ses contemporains, éd. Chiron, 1925, p. 68.

85. En juillet 1914, le parti a environ 90 000 adhérents: c'est un bond en avant.

86. «Dans les seuls cantons ruraux nous avons une majorité de 700 voix», déclare Jaurès, triomphalement, dans les «Remerciements» qu'il adresse à ses électeurs au lendemain du deuxième tour (Le Cri des travailleurs du Tarn, 10 mai 1914).

Jaurès devant le problème de la croissance industrielle au début du XXe siècle

1. *Cf.* dans P. Desanges, L. Meriga, *Pages choisies de Jaurès*, Rieder, 1928, les deux textes «Au clair de lune» et «La houille et le Blé». Ils sont repris à la Libération dans *L'Anthologie* de L. Levy, rééd. 1983 chez Calmann-Lévy avec une préface de M. Rebérioux.

2. R. Moureaux, «Impressions et souvenirs jauressistes», *Le Mouvement social*, avril-juin 1962.

3. Ch. Péguy, *Cahiers de la Quinzaine*, novembre 1905.







4. E. Malinvaud, classiquement, date le tournant de 1896, F. Crouzet de 1905-1906. Pour une mise au point globale*, cf.* J.-C. Asselain*, Histoire économique de la France du XVIIIe siècle à nos jours,* Paris, Éditions du Seuil, t. I, 1984.

5. *Cf.* M. Gillet, *Les Charbonnages du Nord de la France au XIXe siècle*, Paris, Mouton, 1973.

6. *Cf. Le Patronat de la seconde industrialisation*, études rassemblées par M. Lévy-Leboyer, Éditions Ouvrières, « Cahiers du Mouvement social », 1979.

7. *Cf. Le Taylorisme*, Actes du colloque international organisé par l'Université de Paris XIII, sous la direction de M. de Montmollin et O. Pastré, Paris, La Découverte, 1984.

8. Sur la grève Renault de février 1913, lire P. Fridenson, « Les premiers ouvriers français de l'automobile, 1890-1914 », *Sociologie du Travail*, juillet-sept. 1979. Voir aussi sa contribution à D. Pubs, *Wahrnehmungsformen und Protestverhalten*, Frankfurt, Suhrkamp Verlag, 1979.

9. Les travaux de M. Lévy-Leboyer font ici autorité.

10. *Cf.* D. Baillaud, *La CGT et les problèmes économiques*, *1905-1914*, Université de Paris VII, 1974.

11. Ce minutier contient en deux volumes la correspondance de Merrheim entre 1904 et 1915. Le premier tome (494 pages) va de juin 1904 à octobre 1914 : *cf.* V. Daline, « Alphonse Merrheim et sa correspondance confidentielle » dans *Hommes et idées*, Moscou-Paris, Éditions du Progrès, 1983, pp. 232-342.

12. G. Dumoulin, *La Bataille syndicaliste*, 8 février 1913.



13. La campagne a commencé en 1908.

14. C. Prochasson, *Le Socialisme normalien*, *1907-1914*, Université de Paris I, 1981.

15. Entre 1908 et 1914, il paraît quatorze *Cahiers du socialiste*.

16. P. Fridenson et Madeleine Rebérioux ont employé ce qualificatif pour le désigner dans un article du numéro spécial du *Mouvement social* sur « Les réformismes » (avril-juin 1974 ; voir chapitre 3 de ce livre).

17. Lysis a publié auparavant des articles remarqués dans *La Revue* et *La Grande Revue*. Non socialiste, il écrit dans *L'Humanité* en mars, juillet et août 1910.

18. *Cf. Movimento operaio e societá industriale in Europa, 1870-1970*, Venezia, Marsilio éd., 1981, pp. 145-165.

19. Les syndicalistes les plus novateurs, tels Ronine, Merrheim et Monatte, ne parviennent pas à intégrer leurs analyses dans une stratégie. À la droite de la SFIO en revanche, Thomas y parvient sans peine.

20. Malgré le succès de certaines formules-gadgets dont Lafargue ou Compère-Morel ont le secret, le groupe parlementaire socialiste et même la SFIO parviennent, à la veille de la guerre, à un accord, dans le domaine de l'analyse économique, beaucoup plus large que celui qu'atteint la CGT.

21. Thomas présente à la Chambre, sous forme d'ordre du jour, le 13 juin 1910, le programme économique et politique contresigné par les 75 députés SFIO qui viennent d'être élus. Il souligne « le caractère remarquable de la poussée économique, industrielle et commerciale ».





22. Pour deux réflexions différentes sur la manière dont Jaurès a approché Marx, *cf.* J. Palermo, «Jaurès était-il marxiste?», dans *L'Université socialiste*, mars 1972-mars 1974; et M. Rebérioux, «Jaurès et le marxisme», [1975], trad. française *in Histoire du marxisme contemporain* (10/18, 1977, t. III, pp. 205-246); voir texte de ce dernier article chapitre 17 de ce livre.

23. «Dans la controverse qui s'est élevée au sujet des principes et de la méthode socialistes entre Bernstein et Kautsky, je suis dans l'ensemble avec Kautsky», ainsi commence la célèbre conférence sur Bernstein de février 1900.

24. L'exemplaire en allemand de *L'Accumulation du capital* qui se trouve au musée «L'histoire vivante» à Montreuil est abondamment annoté de la main de Jaurès.

25. Ces articles, parus dans *La Petite République* en septembre-octobre 1901, ont été retenus par Jaurès dans le recueil *Études socialistes,* publié en décembre 1901 par les *Cahiers de la Quinzaine* et réédité aux Éditions Slatkine, en 1979 avec une présentation de M. Rebérioux.

26. *Études socialistes*, éd. citée, p. 243.

27. *Cf.* Jaurès, «Étonnement», *L'Humanité*, 30 juillet 1910. La Commission d'enquête, dit Jaurès, a transmis ce vœu au ministère des Finances.

28. Jaurès, «Finances nationales», *L'Humanité*, 3 janvier 1913.

29. W. Sewell, *Gens de métiers*, Aubier, 1983.

30. Les journaux du Tarn, nombreux et divers, mettent tous en lumière la rapidité avec laquelle, entre 1885 et 1889, émergent et se défont les syndicats de métiers.



31. «Il a rencontré le forgeron»: c'est un des commentaires ironiques maniés par les socialistes à la Chambre.

32. S'il faut attendre la loi du 21 juillet 1909 pour que soit uniformisé le régime des retraites des Compagnies ferroviaires, celles-ci avaient créé leurs propres caisses dès les années 1850: *cf.* G. Ribeill*, Le Personnel des Compagnies de chemins de fer*, t. I, *Des origines à 1914*, rapport de recherche DGRST, 1980, pp. 146 et suivantes.

33. Dès sa première législature, Jaurès se bat pour la mise en place de délégués mineurs à la sécurité. À partir de 1893, il siège au groupe parlementaire de défense des cheminots et contribue au vote par la Chambre de la loi dite «Berteaux-Jaurès», en 1897.

34. Y. Lequin, *Les Ouvriers de la région lyonnaise*, PUL, 1977, t. II, cha-pitre 5.

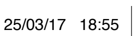
35. Jaurès, «Un exemple», *L'Humanité*, 15 septembre 1912.

36. En dernière page il est vrai, mais ce n'est pas la moins bonne. Il s'agit d'un vrai reportage où les diverses dimensions de la grève sont bien perçues.

37. *Cf.* M. Perrot, «La classe ouvrière française au temps de Jaurès», *Jaurès et la Classe ouvrière*, Paris, Éditions Ouvrières, 1981. M. Perrot va jusqu'à parler du «réel malentendu» qui séparerait Jaurès de la classe ouvrière.

38. Les *Carnets* de Marcel Cachin, publiés aux Éditions du CNRS, attestent l'extrême intérêt porté par Cachin, conseiller municipal de Paris depuis 1912, à ses nouvelles fonctions.

39. Sur les problèmes de l'impérialisme français, aux sens classique et marxiste du terme, *cf.* J. Bouvier, R. Girault, *L'Impérialisme français d'avant 1914*, Mouton, 1976, et J. Thobie, *La France impériale*, *1880-1914*, Mégrelis, 1982.





40. Jaurès, «La production socialiste», *Revue socialiste*, mai 1896. [On peut s'étonner, par exemple, de la myopie d'un Charles Gide, qui n'a rien pourtant d'un économiste «libéral».]

41. Jaurès, «La doctrine saint-simonienne et le socialisme», *Revue socialiste*, août 1903.

42. Jaurès, «Syndicalisme et production», *L'Humanité*, 12 avril 1912, repris dans *Jean Jaurès, La classe ouvrière*, textes rassemblés et présentés par Madeleine Rebérioux, Maspero, 1976. Jaurès commente les débats de la Fédération CGT du Bâtiment qui vient de se tenir à Bordeaux.

43. Ces deux citations sont extraites du discours qu'il prononce à la Chambre le 9 juillet 1909.

44. Parmi les principaux, *Discours* du 8 mars 1887, du 17 février 1894, du 22 janvier 1897 et ceux des 12 et 13 juin 1912.

45. Jaurès, «Finances nationales», *L'Humanité*, 3 janvier 1913.

46. Le même thème est exprimé presque dans les mêmes termes dans l'article du 30 juillet 1910, cité note 27.

47. *Discours* prononcé à la Chambre le 26 janvier 1911, repris par G. Candar, *Jean Jaurès l'intolérable*, Paris, Éditions Ouvrières, 1984.

48. Jaurès, «Finances nationales», art. cité.

49. *Ibid.*

50. *Cf.* P. Guillen, «Les milieux d'affaires français et le Maroc à l'aube du XX[e] siècle», repris dans J. Bouvier et R. Girault, *L'Impérialisme français…, op. cit*.



51. G. Oved, *La Gauche française et le nationalisme marocain*, thèse d'État, L'Harmattan, 1984, t. I. et 1985, t. II.

52. Le livre de J. Thobie, cité note 39, a été complété par deux autres volumes (J. Bouvier, R. Girault) consacrés à *L'Impérialisme à la française,* Paris, La Découverte, 1986.

53. *Discours* prononcé par Jaurès à la Chambre le 25 janvier 1914. Constituée en avril 1914, la Société des mines de l'Ouenza réunit des capitaux provenant pour 45 % de Schneider et Krupp, associés dans l'ancienne Société d'études, pour 35 % du groupe en partie hollandais Muller-Portalis, et pour le reste de divers industriels et banquiers français.

54. Jaurès, «Le coup de cloche», *La Dépêche de Toulouse*, 1[er] février 1914. Cette affaire a été éclairée par R. Girault de façon définitive: *cf.* «Finances internationales et relations internationales [à propos des usines Poutiloff]», repris dans J. Bouvier, R. Girault, *L'Impérialisme français…,* éd. citée.

55. Comme l'écrit G. Oved, *La Gauche française*…, *op. cit.*, p. 95.

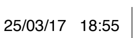
56. *Discours* prononcé à la Chambre le 18 novembre 1909.

57. *Cf.* J. Horne, «L'idée de nationalisation dans les mouvements ouvriers européens jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale», *Le Mouvement social*, janv.-mars 1986, pp. 9-36 (numéro spécial consacré aux «Nationalisations d'après-guerre en Europe occidentale»).

58. Jaurès, «Le moment critique», *L'Humanité*, 10 décembre 1906.

59. Jaurès, «Pas d'équivoque», *L'Humanité*, 17 septembre 1912.

60. Septième congrès national de la SFIO, tenu à Nîmes les 6, 7, 8 et 9 février 1910. Compte rendu sténographique, p. 387.






61. *Ibid.*

62. *Discours* prononcé à la Chambre le 18 novembre 1909.

63. Jaurès, «Un exemple», *L'Humanité*, 15 septembre 1912. Sur l'histoire des fonctions de l'État en France au XX[e] siècle, *cf.* R. Kuisel, *Le Capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme*, Paris, Gallimard, 1984.

64. Ainsi, la discipline contre laquelle les inscrits maritimes se sont mis en grève en 1904 ; *cf.* Jaurès, «Fin de grève», *L'Humanité*, 15 mai 1904.

65. Voir l'affaire de la Verrerie ouvrière en 1912, évoquée dans la thèse de M.-F. Brive, *La Verrerie ouvrière. Étude historique, 1895-1931*, thèse de III[e] cycle, Université de Toulouse-Le Mirail, 1981. [L'essentiel en a été publié dans Marie-France Brive, Roger Loubet, *La Verrerie ouvrière d'Albi*, Paris, Scandéditions, 1993.]

66. Jaurès, «Grève et contrat», *L'Humanité*, 16 mai 1904.

Jaurès : «pour l'amour de l'humanité»

1. *Cf.* la contribution de C. Prochasson au colloque Jaurès et les intellectuels, M. Rebérioux et G. Candar dir., Éd. de l'Atelier, 1994.

2. M. Rebérioux, «Zola, Jaurès et France : trois intellectuels devant l'Affaire», les Cahiers naturalistes, n° 54, 1980, pp. 266-281 ; et «Classe ouvrière et intellectuels devant l'Affaire : Jaurès», dans G. Leroy (dir.), Les Écrivains et l'affaire Dreyfus, PUF, 1983, pp. 185-198.




3. Discours à la Chambre, 24 décembre 1894.

4. *Cf.* J. W. Scott, Les Verriers de Carmaux. Histoire de la naissance d'un syndicalisme, Flammarion, 1982.

5. R. Trempé, Les Mineurs de Carmaux, Éditions ouvrières, 1971, tome II.

6. M. Rebérioux, «Jaurès vu par Yves Guyot», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, oct.-déc. 1977.

7. *Cf.* J. W. Scott, Les Verriers de Carmaux, op. cit., p. 120.

8. De larges extraits du Manifeste ont été publiés par J.-J. Fiechter, Le Socialisme français : de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre, Genève, Droz, 1965, p. 49.

9. La Petite République : Jaurès, 11 décembre 1897 ; Sembat, 15 décembre ; Vaillant, 17 décembre.

10. La Dépêche de Toulouse, 5 février 1890.

11. M. Angenot, Ce que l'on dit des Juifs en 1889, Saint-Denis, PU de Vincennes, 1989, préface de M. Rebérioux.

12. La Dépêche de Toulouse, 5 février 1890.

13. Dans sa célèbre brochure, Lettre à la jeunesse. Sur la chronologie de l'intervention de Zola, un travail définitif, celui d'A. Pagès, Émile Zola, un intellectuel dans l'affaire Dreyfus, Paris, Librairie Séguier, 1991.

14. La Lanterne, 16 janvier 1898.

15. *Cf.* la lettre que Péguy adresse à ce sujet à Georges Renard, le 10 juillet 1898 : il se dit convaincu que Millerand entend développer une ligne anti-jaurésienne, anti-dreyfusarde



(Ch. Péguy, Œuvres en prose complètes, sous la direction de R. Burac, Gallimard, «La Pléiade», t. I, 1987, p. 1556).

16. Le Parti ouvrier, 11 juin 1898.

17. *Cf.* Marie-France Brive et Roger Loubet, La Verrerie ouvrière d'Albi, Paris, Scandéditions, 1993.

18. Dès le 29 janvier 1898, Maurice Charnay, dans le Parti ouvrier, avait demandé à Jaurès de s'engager dans la «proclamation de l'innocence de Dreyfus».

19. La biographie de Victor Basch, fondateur de la section de Rennes de la Ligue des droits de l'homme, a permis à Françoise Basch de montrer les obstacles auxquels il se heurte pour faire venir Jaurès à Rennes (F. Basch, Victor Basch, de l'affaire Dreyfus au crime de la Milice, Paris, Plon, 1994): l'opposition de Reinach ne peut être surmontée.

20. Les Preuves [éd. 1898], p. 13. Réédition du livre de Jaurès aux éditions du Signe avec une présentation de M. Rebérioux. [Toute dernière édition en 1998 à La Découverte: la préface de M. Rebérioux constitue le chapitre 28 de ce livre.]

L'affaire Dreyfus, crise de la République et sursaut républicain

1. Fayard, 1994.

2. Deux livres majeurs lui ont été consacrés qui se complètent sans se répéter: J. Bouvier, *Les Deux Scandales de Panama*, Paris, Julliard, 1964; J.-Y. Mollier, *Le Scandale de Panama*, Paris, Fayard, 1991.




3. *Cf.* sous la direction de M. Rebérioux, *Fourmies et les premier Mai*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994.

4. Constans est ministre de l'Intérieur de février 1889 à février 1892. Rappelons ce mot, assez justement célèbre, de Rouvier, ministre des Finances quand le scandale de Panama éclata à la Chambre, Rouvier dont l'immunité parlementaire est d'ailleurs levée le 20 décembre 1892: j'ai «la conscience d'avoir traversé les plus grandes affaires de ce pays sans que le chiffre de ma fortune *s'en soit accru anormalement*».

5. Une exception de novembre 1895 à avril 1896 pour le ministère radical Léon Bourgeois: il s'avère vite incapable de défendre ses propres positions.

6. En particulier dans *Catholicisme et Démocratie chrétienne*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.

7. J.-Y. Mollier en a brossé un portrait acéré dans *La plus longue des Républiques*, Paris, Fayard, 1994, pp. 145 et suiv.

8. M. Winock, dans sa contribution à *La France de l'affaire Dreyfus* (sous la direction de P. Birnbaum, Paris, Gallimard, 1994) renvoie à un article publié par Barrès dans *Le Figaro*, le 4 juillet 1892.

9. *Cf.* les travaux de Gérard Noiriel, et en particulier *Le Creuset français*, Paris, Éditions du Seuil, 1988.

10. L. Marty, *Chanter pour survivre*, Lille, Fédération Léo Lagrange, 1983, préface de M. Rebérioux.

11. P. Milza, *Français et Italiens à la fin du XIXe siècle*, Rome, 1981.



12. *Cf.* P. Sorlin, *La Croix et les Juifs*, Paris, Grasset 1967 ; J. Ponty, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1974 ; et D. Delmaire, *Antisémitisme et catholiques dans le Nord pendant l'affaire Dreyfus*, Lille, PUL, 1991.

13. Voir le « Congrès antisémite » réuni à Lyon du 27 au 29 novembre 1895. Son compte rendu est titré, dans *Le Peuple français* du 29 novembre : « Congrès de la Démocratie chrétienne ». Rappelons que le *Peuple français*, fondé en 1893 par l'abbé Garnier, un des « abbés démocrates », est le premier quotidien français à se réclamer d'une « Démocratie chrétienne » encore fort embryonnaire. Drumont dirige toute la partie antisémite du Congrès et y fait applaudir son programme.

14. P. de Cassagnac, « La question juive », *L'Autorité*, 28 mai 1895.

15. M. Angenot, *Ce que l'on dit des Juifs en 1889*, Saint-Denis, PU de Vincennes, 1989, préface de M. Rebérioux.

16. J.-P. Rioux, *Nationalisme et conservatisme*, Paris, Éditions Beauchesne, 1977.

17. *La Libre Parole*, 19 décembre 1898. On sait que les listes de souscription pour le Monument Henry ont été publiées chez Stock par P. Quillard en 1899. Elles ont été étudiées par Ch. Prochasson.

18. Le journal tenu par D. Halévy (*cf. Regards sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions de Fallois, 1994) met en lumière le rejet de cette raison d'État.

19. C'est le cas du journal d'Allemane, *Le Parti ouvrier,* quelques jours à peine après la condamnation de Dreyfus.



20. *Cf.* le texte remarquable de J. Hélie, « L'arche sainte fracturée » dans *La France de l'affaire Dreyfus, op. cit.*

21. C'est ce que, loin de me borner à dénoncer « les erreurs du service historique de l'armée », il est vrai surprenantes, j'ai écrit dans un article publié par *Le Monde* le 17 février 1994, en réponse à l'article du SHAT (Service historique de l'armée de terre) dont ce journal avait, le 10 février, publié l'essentiel.

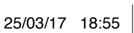
22. Les calculs de F. Crouzet (*Annales* ESC, janv.-fév. 1970) n'ont guère été affinés. Ils montrent que le véritable tournant se situe en 1905. *Cf.* sur ce thème, le chapitre 19 de ce livre.

23. Sur la naissance de la Ligue, *cf.* E. Naquet, « La Ligue des droits de l'homme au tournant du siècle », dans *L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle*, catalogue de l'exposition de la BDIC et du Musée d'histoire contemporaine, Nanterre, 1994 ; et M. Rebérioux, « La naissance de la Ligue des droits de l'homme » (sous la direction de Michel Drouin), dans *L'Affaire Dreyfus de A à Z,* Flammarion, 1994. [À compléter par le numéro spécial du *Mouvement social* consacré en avril-juin 1998, aux « Droits de l'homme en politique, 1898-1939 », sous la direction de M. Rebérioux.]

24. La section de Rennes est désormais bien connue, grâce aux travaux de Françoise Basch sur son grand-père qui en fut un des fondateurs : F. Basch, *Victor Basch, de l'affaire Dreyfus au crime de la Milice*, Paris, Plon, 1994.

25. *Cf.* M. Rebérioux, « La Ligue des droits de l'homme, une histoire bientôt séculaire », *Humanisme*, numéro spécial sur « les intellectuels ».

26. Exposé très clair de R. Huard : « Aboutissements préparés et cristallisations imprévues : la formation des partis », dans *La France de l'affaire Dreyfus, op. cit.*





27. M. Rebérioux, « Le socialisme français 1875-1914 » dans *Histoire générale du socialisme*, Jacques Droz dir., Paris, PUF, t. II, 1983 (deuxième édition).

28. *Les Preuves*, pp. 12-14. Un bref chapitre intitulé « l'intérêt socialiste » et, comme toujours chez Jaurès, nourri par l'actualité autant que par l'intemporalité de l'Idée. En septembre 1898, quand sort ce volume admirable d'histoire à chaud, le gouvernement concentre 60 000 hommes de troupe à Paris, affolé qu'il est par la grève du bâtiment et la menace d'une grève des cheminots ; *cf.* le chapitre 28 de ce livre.

29. C'est le chiffre donné par le syndicaliste Charles Bougot, vice-président de la section rennaise de la LDH, lors de la manifestation organisée à Rennes par la Ligue le 29 mai 1909 (*Bulletin officiel de la LDH*, 1909, t. II, p. 1043).

30. Deux livres seulement. L'un, plus sociologique, et fondateur : C. Charle, *Naissance des « intellectuels », 1880-1900*, Paris, Éditions de Minuit, 1990 ; l'autre tourné davantage vers les individus et leurs voies de rencontre : C. Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Éditions du Seuil, 1993. En attendant V. Duclert.

31. Le dernier chapitre de son *Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1994, est un modèle.

32. Alfred Dreyfus, *Carnets (1899-1907)*, éd. établie par Philippe Oriol, Paris, Calmann-Lévy, 1999.

33. J. Hélie, « L'arche sainte fracturée » dans *La France de l'affaire Dreyfus, op. cit.*, p. 243.

34. Il a fallu attendre – mais mieux vaut tard que jamais – le 7 septembre 1995 pour que le Chef du Service historique de l'armée de terre déclare très officiellement qu'il y eut « conspiration militaire » – le mot est fort – et « condamnation d'un innocent en partie fondée sur des documents truqués ». C'était à l'Hôtel de Ville de Paris.



35. Excellente mise au point de R. Trempé dans *La France ouvrière*, Éditions de l'Atelier, 1995, t. I, chap. 3.

36. G. Baal l'a démontré dans sa thèse d'État sur *Le Parti radical socialiste de 1901 à 1914*. On attend avec impatience le grand livre qu'il va en tirer.

Pour introduire Les Preuves

1. Éditions Le Signe, 1981.

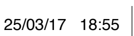
2. *Cf.* le récit fait par Jean Psichari des « Origines de la Ligue » dont il fut le premier secrétaire, Bulletin officiel de la Ligue des droits de l'homme, 15 juillet 1904, pp. 904-905.

3. Dernière mise au point collective sur cette entreprise, Jaurès, historien de la Révolution française, Centre national et musée Jean-Jaurès, Castres, 1989.

4. L'Introduction aux études historiques a été rééditée en 1992, aux Éditions Kimé avec une préface de M. Rebérioux.

5. Sur les choix difficiles de Zola – ils vont lui faire perdre le leadership de l'Affaire – *cf.* Alain Pagès, Émile Zola, un intellectuel dans l'affaire Dreyfus, Librairie Séguier, Paris, 1991.

6. *Cf.* Rémi Fabre, « Francis de Pressensé », numéro spécial du Mouvement social consacré à l'histoire de la Ligue des droits de l'homme, n° 183, 1998, sous la direction de M. Rebérioux.





7. Le livre fondamental de confrontation de tous les documents est depuis 1961, celui de Marcel Thomas, L'affaire avant Dreyfus, Fayard, Paris, 1961.

8. Ce thème est étudié à Médan, en confrontation avec la rhétorique zolienne, le 30 mai 1998. [Les exposés sont repris fin 1999, dans un Cahier Jean Jaurès.]

9. Sur Stock, *cf.* Jean-Yves Mollier, «La bataille de l'imprimé», dans Les représentations de l'affaire Dreyfus dans la presse en France et à l'étranger, Publication de l'Université de Tours, 1997. Voir aussi, pour la qualité du témoignage, Pierre-Victor Stock, L'Affaire Dreyfus. Mémorandum d'un éditeur, rééd. Stock, Paris, 1994.

10. On les trouvera dans la bibliographie, en fin de volume.

11. Le dernier appel, pathétique et confiant, que lui adresse le journal des allemanistes date du 11 juin 1898.

12. *Cf.* Marie-France Brive, La Verrerie ouvrière d'Albi, Scandéditions, Paris, 1993.

13. Voir, en novembre 1895, la proposition de loi déposée par Vaillant à la Chambre au nom du groupe socialiste sur les transformations constitutionnelles nécessaires: référendum d'approbation des lois, droit d'initiative populaire, etc.

14. Jaurès a prononcé à la faculté des lettres de Toulouse, le 19 décembre 1889, une conférence sur «Les idées politiques et sociales de J.-J. Rousseau» publiée en mai 1912 dans la Revue de métaphysique et de morale.



15. La Petite République et à un moindre degré Le Temps rendent compte de la tournée de conférences que fait Jaurès dans le Midi (Toulon, Marseille, Sète) à la fin du mois de juin, puis à Montpellier le 2 juillet; il y met à nu les pseudo-aveux faits à Lebrun-Renaud non sans susciter, à Montpellier notamment, de très vives réactions: le général commandant le corps d'armée a fait savoir qu'il rompait toute relation avec le maire qui avait prêté la salle!

16. Jaurès a fini par renoncer à faire campagne dans sa circonscription électorale, de peur non pas des coups, mais des représailles dont risquent d'être victimes les mineurs.

17. À ceux qui souhaitent une vision plaisante de cet événement, on ne saurait trop recommander la lecture du chapitre VIII de L'île des pingouins d'Anatole France (1908). [Le texte intégral des débats du Procès Zola a été republié, en reprint, chez Stock, en 1998.]

18. Dernière édition par les soins de Jean-Noël Jeanneney, à l'Imprimerie nationale (1992, deux tomes). Dernier travail collectif: le Cahier Jean Jaurès consacré à Jaurès et la défense nationale, 1993.

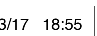
19. Jean-Pierre Rioux, Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la patrie française (1899-1904), Beauchesne, Paris, 1977. Le texte de Jaurès date du 7 janvier 1899.

20. Charles-André Julien et Charles-Robert Ageron, «Jaurès et l'Algérie», Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, juillet 1961. Et Pierre Hebey, Alger 1898, la grande vague antijuive, Nil Éditions, Paris, 1996.

Histoire, historiens et dreyfusisme

1. Les travaux d'Henri Guillemin sont la plus notable.

2. Contrairement aux affirmations constamment répétées, le vocable «intellectuel» ne devient pas un substantif du fait de ceux qui appartiennent à ce milieu mais par la





volonté de leurs adversaires : L'Aurore n'a pas publié, le 14 janvier 1898, un Manifeste d'intellectuels mais une simple « Protestation » signée de gens qui ne se désignent que par leur nom et leurs titres et grades. C'est Maurice Barrès qui, en titrant le 1[er] février 1898 son article du Journal « La protestation des intellectuels » c'est Brunetière dans son article de la Revue des Deux Mondes du 15 mars, qui se servent du terme soit, ainsi Brunetière, pour Ironiser sur l'impuissance scientifique des signataires, soit, ainsi Barrès, pour entamer le long procès de l'esprit critique. Le drapeau sera relevé.

3. Ferdinand BRUNETIÈRE, De quelques intellectuels, Après le procès, Paris, 1898, P. 74.

4. William R. KEYLOR, Academy and community : the foundalion of the french. historical profession, Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1975, 286 p., p. 143.

5. 2. Robert J. SMITH, The École normale supérieure in the Third Republic, a study of classes of 1890-1904, Ph. D., University of Pennsylvania, 1967, microfilm.

6. 3. Robert J. SMITH, L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX[e] siècle, Revue d'histoire moderne el contemporaine, juin 1973, pp. 248-268. robespierristcs, 1974. 260 p.

7. James FRIGUGLIETTI. Albert Mathiez, historien révolutionnaire (1874-1932), traduit de l'anglais par M. F. PERNOT, Avant-Propos de J. GODECIIOT, Paris, Société des Etudes robespierristes, 1974, 260 p.

8. Les fonds Lavisse et Anatole France sont riches. Le fonds Albcrt Houtin aussi, mais pour une période légèrement postérieure. Des lettres d'historiens dreyfusards sont dispersées ailleurs. Mais elle ne concernent que marginalement notre sujet.



9. En AB19 les papiers de Philippe Sagnae sont bien classés (cote 3525) mais assez pauvres ; ceux de Pierre Caron, plus riches, ne sont pas encore invcntoriés.

10. Notre collègue Raymond Bloch a mis libéralement à ma disposition les papiers de son oncle Camille Bloch, Inspecteur général des Archives : outre une correspondance abondante notamment avec Andler ct Aulard. on y trouve un manuscrit inédit où C. Bloch relate les deux rencontres qu'il eut avec le capitaine Dreyfus dans la propriété des Valabrègue peu de temps après la grâce.

11. R. J. SMITH, Op. clt., p. 180.

12. Les statuts de la Société sont publiés dans la Revue critique d'histoire et de littérature, le 24 juillet 1882.

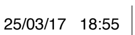
13. 3. La liste des membres des premiers « Comités des sections régionales » est publiée dans un supplément au Bulletin officiel de la Ligue (1[er] mai 1901). La profession, l'activité principale sont indiquées dans la très grande majorité des cas.

14. 4. Revue historique, janvier-avril 1921, pp. 306-307.

15. Le jeune Gustave Hervé, dont la carrière universitaire sera brève mais agitée, et la carrière politique longue et diverse, ajoute à son nom la mention « agrégé d'histoire » au bas d'une lettre de félicitation à Emile Zola, publiée dans la presse le 5 janvier 1898 : c'est un cas presque unique.

16. Précision tirée d'un article, il paraître dans Le Mouvement social, de Victor KARADY, que je remercie ici.

17. La moyenne quinquennale (établie par Antoine Prost) des licences de lettres, qui n'était que de 296 entre 1891 et 1895, passe à 412 en 1896-1900.



18. Lettres, philosophie, histoire. Bientôt quatre avec les langues vivantes.

19. De Nancy, où il vient d'être nommé à la Faculté, Ch. Pffster signale le 16 novembre 1893 à Lavisse qu'il n'a que trois candidats à l'agrégation (Papiers Lavisse, B.N. Mss, Naf, 25168).

20. Ferdinand LOT, La Faculté de Philosophie en Allemagne et les facultés des lettres et des sciences en France. Recherches statistiques, Paris, 1896, p. 8.

21. Créée en 1821. Les femmes n'y seront admises qu'en 1906, et, comme l'écrit Maurice Prou dans l'article qu'il consacre à l'École le 15 janvier 1927 dans la Revue des Deux Mondes : « Même en regrettant que (la femme) ne garde pas la place que la nature lui assigne, on ne peut nier que les femmes ne soient aptes aux études scientifiques. »

22. Gabriel MONOD rendra à son fondateur Emile Boutmy un vibrant hommage après sa mort en 1906, dans la Revue historique.

23. Paul FREDÉRICQ, L'enseignement supérieur de l'histoire à Paris. Notes et impressions de voyage, Paris, 1883, pp. 14-15.

24. L'École des Chartes y emménage en 1897.

25. Elle représente le nombre de chaires créées dans les différentes disciplines littéraires entre 1865 et 1966 : *cf.* Terry N. CLARK, Prophels and patrons. The french Universily and The emergence of the Social Sciences, Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1973, p. 31.

26. C'est celle année-là que paraît L'introduction aux études historiques.

27. Julien BENDA, La jeunesse d'un clerc, Paris, 1931, p. 196.



28. Les cours aux Chartes, écrit-il, sont « combinés et gradués » et chacun développe « un ordre enlier de connaissances », art. cil.

29. Gabriel MONOD, Revue historique, 1903.

30. Ernest LAVISSE, Le concours pour l'agrégation d'histoire, Revue internationale de l'enseignement, 15 lévrier 1881, p. 146.

31. Monod, Thévenin, Roy, Bémont, Reuss, Lot. Voir la liste dans Annuaire de l'E.P.H.E., 1899-1901.

32. Ch.-A. Julien qui l'assista à partir de l926 au secrétariat de la Revue historique, rappelle que jusqu'à cette date et depuis la mort de Gabriel Monod en 1912, il assurait seul la correction de toutes les épreuves et les déposait lui-mêrne, pour gagner du Temps, dans les boîtes aux lettres des collaborateurs parisiens de la Revue.

33. 4. Déclaration au Temps du 4 février 1898.

34. *Cf.* sur ce point la thèse de troisième cycle inédite de Suzanne CITRON.

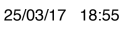
35. Charles BÉMONT, Notice nécrologique consacrée à Gustavz Fagniez, Revue historique, juillet-août 1927, pp. 456-458.

36. « C'était bien du Monod, cette idée d'installer en plein cœur de Paris un cercle Idéaliste. » écrit G. DESCHAMPS en 1899 dans Le malaise de la démocratie, p. 187.

37. En 1905 il y obtiendra la chaire d'histoire générale et de méthode historique, créée pour cinq ans grâce à une donation de celle qui se faisait appeler familièrement « la fille de Peyrat » la marquise Arconati-Viseonti.

38. Dans un article essentiel paru ici même en 1962, Pierre Nora rappelle que Lavisse resta longtemps fidèle à la restauration bonapartiste et qu'en avril 1878 encore il







écrivait au prince impérial qu'il ne croyait pas «à la possibilité d'une longue durée de la République».

39. Jules ISAAC l'a évoqué soixante ans plus tard dans Expériences de ma vie, pp. 265-267, et PÉGUY l'avait dénoncé dès 1911-1913 dans Un nouveau théologien et L'argent. Mais il suffit pour s'en assurer de parcourir, avant même son élection à l'Académie française, sa volumineuse correspondance.

40. Papiers Lavisse, Naf, 25168, feuillets F 482 ct 483.

41. La chose est attestée pour Paul Meyer par Paul FRÉDÉRICQ, pour Gabriel Monod par Hubert BOURGIN qui, comme bien d'autres, déplore par ailleurs sa timidité et sa diction un peu monotone (De Jaurès à Léon Blum, p. 42), pour Lavisse par Fernand GREGH (L'âge d'or, p. 97).

42. D'où l'agacement visible de MONOD rendant compte de l'Introduction aux études historiques: «Les vrais principes nous sont présentés comme s'ils étaient découvcrts pour la première fois.» (Revue historique, mai-juin 1898, p. 130).

43. C'est l'avis de H. Bourgin ct de Ch. Andler.

44. *Cf.* les propos de Pierre LEGUAY, Monsieur Seignobos et l'histoire, Mercure de France, octobre 1910, pp. 36 à 52.

45. Les lettres écrites par Ph. Sagnac à Lavisse entre 1894 et 1911 (Papiers Lavisse, B.N., Nat 25169) et une longue lettre d'Espinas à Sagnac en date du 20 février 1899, conservée dans les papiers Sagnac aux Archives nationales, soulignent son hostilité au socialisme et un certain mépris pour la vie politique.



46. Elie Halévy se spécialise dans l'étude de la démocratie anglaise, Louis Eisenmann dans celle de l'Autriche-Hongrie, Charles Andler dans celle de l'Allemagne. Voir sur Halévy le récent article de François BÉDARIOA, Elie Halévy et le socialisme anglais, Revue historique, octobre-décembre 1975.



47. L'année 1893 est décisive de ce point de vue à Paris et en province.

48. Il écrivit à 20 ans dans son Journal: «Je l'ai quittée (la Foi) par l'investigation lente de l'histoire» (cité par Ch. BÉMONT dans la notice nécrologique qu'il consacre à Monod, Annuaire de l'E.P.H.E., 1912-1913).

49. *Cf.* la notice nécrologique due à Ch. BÉMONT et Ch. PFISTER, Revue historique, mai-juin 1912.

50. Au sujet du pasteur Fallot (1844-1904), et Marc BOEGNER, La vie et la pensée de Tommy Fallot, 2 vol., Paris, 1914 et 1926. Être protestant ne signifie pas être de religion protestante.

51. Maurice HAUMONT a publié dans Aux sources de l'Affaire (p. 189) la lettre du 23 janvier 1898 où G. Paris exprime à Hanotaux l'émotion du «milieu des homme désintéressés et sincères qui recherchent la vérité et ont l'habitude de la critique: le milieu de l'École des Hautes Etudes et du Collège de France». *Ibid.* (p. 190) une lettre de Monod au même Hanotaux en date du 20-2-1898.

52. «J'aurais craint, écrira-t-il, que ma qualité de protestant et les stupides attaques. que m'ont souvent values celle qualité et le nom que j'ai l'honneur de porter diminuassent auprès d'un certain public la valeur de mes jugements» (lettre du 5 novembre 1897, citée dans E. de HAIME, Affaire Dreyfus. Les faits acquis à l'histoire, Paris, 1898, p. 214).

53. Frank PUAUX, Vers la justice, Paris, 1906.



54. Dans les papiers Reinach déposés aux Manuscrits de la.N., figure une note de Bernard Lazare (largement citée par R. GAUTHIER, Dreyfusards l, Paris, 1965, pp. 84-95) qui précise que les premiers universitaires qui sympathisèrent à la cause furent G. Monod, P. Brulat, L. Herr et S. Reinach.

55. Il occupe quatre pages du livre de E. de Haime et confirme, sans s'y référer explicitement, les assertions du Soir (de Bruxelles) à son égard.

56. Dans une interview publiée par la revue protestante Le Signal le 11 novembre 1898, il déclare d'ailleurs que si les ministres pouvaient affirmer sur leur honneur la certitude de la culpabilité de Dreyfus, il jugerait de son devoir de se taire et de les croire.

57. *Cf.* dans Le Temps du 14 novembre 1897 la lettre adressée par Scheurer-Kestner à son collègue Ranc : il y exprime son désir d'aboutir à la révision du procès.

58. Il évoque leur accord passé sur «la valeur de l'esprit critique ou scientifique» et conclut : «Je ne doute pas que vos motifs soient de l'ordre le plus élevé, mais j'avoue que je n'arrive pas à les comprendre» (Le Temps, 10 janvier 1898).

59. G. MONOD, Gaston Paris, 1903, 14 p.

60. Elle sera suivie (Le Temps, 21 septembre 1898) d'une lettre au général, plus généreuse : «Général, je vous crois homme de cœur… employez-vous à la réparation des torts dont vous êtes responsable cl travaillez ainsi à l'apaisement.»

61. Les journaux en publient le texte le 23 janvier. P. Meyer est d'accord avec J. Lemaître pour protester contre l'emploi de ce «fâcheux et ridicule mot d'intellectuel».





62. Le Temps, 21 septembre 1898.

63. Le Temps, 25 février 1898.

64. Il donne au *Siècle*, pendant l'été 1898, une longue chronique où il rend compte de son évolution.

65. Ferdinand Lot parle à juste titre de «confirmation saisissante» : *cf.* notice nécrologique consacrée à Arthur Giry, Annuaire de l'E.P.H.E., pp. 20-47.

66. Le Temps, 17 novembre 1897.

67. C'est au bas de celle lettre, publiée le 5 janvier 1898, avec 11 signatures, que l'on trouve le nom de Gustave Hervé.

68. C'est ce qu'écrira le géographe Raoul BLANCHARD dans Ma jeunesse à l'ombre de Péguy, Paris, 1961, p. 204.

69. Les procédés de récupération de la vie politique par la publicité ne datent pas d'aujourd'hui : le 26 janvier 1898, L'Aurore public l'annonce suivante : «J'accuse… la grande Maison de Modes, 15, rue Lafayette, d'être la seule qui ait, pour 9,90 F, des chapeaux ravissants.»

70. *Cf.* Charles ADLER, Vie de Lucien Herr, Paris, 1932, p. 117.

71. Georges Hervé, professeur à l'École d'anthropologie, est chargé de centraliser les signatures aux différentes pétitions et de les répartir ensuite pour communication à la presse (*Le Siècle*, 19 janvier 1898).

72. R. Blanchard dira avoir recueilli 13 ou 14 signatures sur 21 de sa promotion.

73. Joseph REINACH, Histoire de l'affaire Dreyfus (1901-1911), Paris, t. 2, p. 244.

74. Publié en 1898 à Paris et à Bruxelles sous le patronage de Séverine Clemenceau, Mirbeau et Ranc du côté français, Hector Denis, Georges Lorand, Maeterlinck et



Verhaeren du côté belge, il associe à Zola: Duclaux, Grimaud, Jaurès, Rcinach et Picquart: aucun historien.

75. Sa signature est vivement reprochée à Hauser par le journal catholique de Clermont-Ferrand, L'Avenir du Puy-de-Dôme, auquel il répond par une lettre «Oui, j'ai signé…» que reproduit la presse parisienne favorable à la révision.

76. 2. Auguste Molinier ré interviendra dans l'Affaire en mars 1904 avec Paul Painlevé: *cf.* Affaire Dreyfus. Examens critiques d'un mémoire intitulé «Le bordereau, élude des dépositions de M. Bertillon el du capitaine Valerio au Conseil de guerre de Renne, par un ancien élève de l'École Polytechnique» Paris, 1904, 50 p.

77. Charles BÉMONT el Gabriel MONOD, Notice nécrologique consacrée à Auguste Molinier, Revue historique, mai-juin 1904.

78. E. de HAIME, op. cit., témoignage d'Arthur Giry, p. 12.

79. Née de rencontres entre hommes politiques modérés en février 1898, la Ligue annonce sa constitution officielle lors d'un meeting aux Sociétés savantes le 4 juin 1898.

80. J'ai relevé ici exhaustivement les noms des historiens patentés qui exercent des responsabilités à la Ligue en 1898-1899. Ajoutons-y Armand Brette.

81. Campagne contre les tribunaux militaires et les conditions de détention dans les Bat d'Af.

82. Voir le récit de Ch. ANDLER, op. cit., chap. 4.

83. Revue historique, mai-août 1898, pp. 352-353.



84. Revue historique, juillet-aoùt 1899, p. 382.

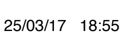
85. Monod avait été son élève: «Michelet m'a montré comme la plus noble des vocations d'enseigner l'histoire, d'enseigner la France, de servir d'intermédiaire, de lien et d'interprète entre la France d'hier cl la France de demain.

86. 3. C'est à ce titre, comme l'a montré Claude Digeon, que Monod est souvent condamné dans ces milieux. Un des académiciens français qui adhère à la Ligue déclare au Temps, le 1er janvier 1899: «La Sorbonne avait manifesté dans les affaires en cours, avec quelque imprudence m'a-t-il paru. L'Académie française n'avait-elle pas le devoir, de rappeler ceux qui semblent s'égarer en des agitations stériles au calme et à la conciliation?» En fait l'appel à l'apaisement s'accompagne de la condamnation des défenseurs de Dreyfus et de Picquart, à qui le Comité d'Initiative interdit, le 4 janvier, la signature du manifeste, pour mieux affirmer sa volonté de se placer «au-dessus de1 l'affaire Dreyfus».

87. Ils figurent parmi les premiers signataires du Manifeste de la Patrie française.

88. Lettres dans L'Éclair, 21 et 22 février 1898. Ils affirment qu'on ne peut porter aucun jugement sur l'écriture d'un document quand on n'en possède pas l'original, et ils condamnent les conclusions formulées à partir d'un fac-similé du bordereau. Meyer, Giry el Molinier, soutenus par Gaston Paris, répondent qu'ils regrettent que l'accès à l'original ne leur ait pas été possible, mais ils ajoutent: «Où en serait l'histoire si on devait renoncer à se servir de tous les documents dont les originaux ont disparu?» (*Le Siècle*, 23 février 1898).

89. Une exception notable: Paul Viollet, catholique pratiquant, professeur d'histoire du droit canonique du Moyen Age à l'École des Chartes, membre de l'Institut, fonde le Comité catholique pour la défense du droit.





90. Il collecte lui-même les signatures d'académiciens (témoignages de G. LARROUMET, dans Le Temps, 24 janvier 1899) et consulte Poincaré pour celles des hommes politiques.

91. Robert J. SMITH, art. Cit., p. 255.

92. Les professeurs de lettres antidreyfusards – Boissier, Brunetière, Ollé-Laprune ne sont pas historiens.

93. Au sujet de Saint-Cloud, quelques aperçus intéressants dans la correspondance du Jeune Pierre Brizon, futur député socialiste de l'Allier, avec son ami Frantz Brunel. Brizon est reçu au concours en 1897 et c'est le procès Zola qui le conduit au dreyfusisme (*cf.* M. REBERIOUX, Pierre Brizon et Jaurès, Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes, janvier-mars 1972.

94. Un exemple : Auguste Longnon, professeur de géographie historique à l'E.P.H.E., fils boursier d'un cordonnier autodidacte, est rien moins que dreyfusard (*cf.* la notice nécrologique que lui consacre MONOD dans la Revue historique en 1911).

95. Paul Meyer est catholique et « confirmé » comme il l'expose en se présentant au procès Zola.

96. Revue historique, mai-août 1901, p. 130.

97. Gabriel MONOD, Éloge funèbre d'Arthur Giry, in Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Funérailles de Arthur Giry, membre de l'institut, te 15 novembre 1899, p. 14.



98. « Dans les dernières années de sa vie, seuls quelques intimes purent soupçonner, derrière le calme parfait de ses manières, le bouleversement qu'opérait en lui une crise où il voyait sombrer tout ce qui fut l'idéal de la génération à laquelle Il appartenait Quand il revint de Rennes, sa constitution, si robuste, était minée par de longs mois de soucis et de chagrins ». (Ferdinand LOT, Notice nécrologique consacrée à Arthur Giry, Annuaire de l'E.P.H.E., 1900, p. 47).

99. C'est l'expression qu'emploie, le 2 décembre 1897, Lucien Herr dans une lettre à Zyromskl, un de ses camarades de promotion, professeur à Orléans (Ch. ANDLER, op. cil., p. 121).

100. Lettre d'Andler à Camille Bloch, 19 janvier 1898, archives Bloch

101. Alfred Rambaud, « une des intelligences les plus actives, un des travailleurs les plus prodigieux que j'ai connu », soupirera MONOD, article nécrologique, Revue historique, Janvier-février 1906.

102. PÉGUY note dans la Revue blanche du 15 novembre 1899, que Lavisse a présenté sous un jour bénin « la sournoise trahison méliniste » et renvoyé dos à dos dreyfusards et antidreyfusards. Péguy a vu juste.

103. Gabriel MONOD, préface à Frank PUAUX, Vers la justice, Paris, 1906, p. 5.

104. *Cf.* Jacques VIARD, Socialistes chrétiens : George Sand, DostoÏevski et Péguy, Etudes, octobre 1974, pp. 389-413.

105. Monod demande, le 27 octobre 1902, à Anatole France, de venir présider la séance publique de l'Université populaire (B.N., Naf 15436 F331).

106. *Cf.* Robert J. SMITH, art. cit., p. 261.

107. C'est un des points sur lesquels elle se sépare de Monod dont la vision est plus populiste.





108. Monod écrit par exemple au *Siècle* qu'on attend du XX[e] siècle «le triomphe du socialisme, c'est-à-dire la prédominance des intérêts généraux de l'humanité sur les intérêts particuliers des individus ou des groupes de classes, de castes, ou de nations». (Il envoie sur ce point une lettre à Péguy et Viard la cite dans son article d'Études, p. 403.)

109. Revue historique, mars-avril 1902.

110. Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. IV, pp. 279 à 287, et t. VI, pp. 404-414.

111. Titre officiel: Commission centrale pour la publication des documents économiques de la Révolution française.

112. À côté d'une majorité d'historiens universitaires et d'archivistes (Aulard, Camille Bloch, Pierre Caron, etc.) elle compte une dizaine de parlementaires et quelques journalistes dont Armand Brelle.

113. *Cf.* Charles ANDLER, op. cit., pp. 135 à 141.

114. Sagnac est clairement agacé par Aulard, comme le montrent plusieurs de ses lettres à Lavisse.

115. Qui va quiller quelques mois plus tard le secrétariat général, lorsqu'il sera nommé à Châteauroux.

116. Placée sous la présidence de Monod, elle permet d'entendre Lanson et Hauser.

117. II l'oppose sur ce point à la Société d'Histoire de la Révolution française, de tendance radicale (Claretie, Aulard), et à la Société d'Histoire de la Révolution de 1848, de tendance socialiste avec Georges Renard (P. CARON, La société d'histoire moderne (1901-1901), Revue de synthèse historique, janvier-juin 1904, pp. 2·14 à 250).



118. Dans un assez méchant compte rendu d'un livre de BOUGLÉ, Les idées égalitaires, il explique que les sociologues aussi ont besoin de rassembler un matériel précis avant de conclure. (Revue d'histoire moderne et contemporaine, novembre-décembre 1899).

119. En juillet-août 1902, la Revue d'histoire moderne et contemporaine signalera avec sympathie la «tentative de journalisme critique» constituée par le lancement de L'Européen, dont Charles Seignobos est un des rédacteurs en chef.

120. *Cf.* la controverse qui, dans la Revue de synthèse historique, puis dans L'Année Sociologique, oppose en 1903 Seignobos et Mantoux, Lacombe et Simiand. Voir aussi HAUSER, L'enseignement des sciences sociales, Paris, 1903.

121. C'est ainsi que Monod qualifie les peuples colonisés dont son ami Giry avait pris la défense, *cf.* Eloge funèbre d'Arthur Giry, op. cit.

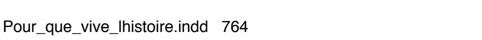
122. Jaurès par exemple reste l'ami de Aulard au point de ne pas adhérer à la Société des Etudes robespierristes et Monod s'indigne quand Péguy rend publics ses désaccords avec les socialistes.

Ce que l'Affaire a changé

1. *Notre jeunesse*, 1910.

2. C. Charle, *Naissance des «intellectuels», 1880-1900*, Éd. de Minuit, 1990.

3. V. Duclert, *L'Affaire Dreyfus*, La Découverte, «Repères», 1994.





4. C. Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Éditions du Seuil, 1993.

Pétitionner

1. Présentation critique de ces textes dans M. Rebérioux (avec la collaboration de A. De Baecque et D. Godineau, Ils ont pensé les droits de l'homme, Paris, Ligue des droits de l'homme et edi, 1989.

2. Présentation de cet arsenal législatif ou réglementaire par J. Godechot, Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire, Paris, puf, 1951.

3. La Ligue avait élaboré, avant les cinéastes, un appel intitulé «Nous ne pouvons plus laisser faire, qui mettait en cause l'essentiel de la loi Debré en discussion. et non pas son seul premier paragraphe consacré à ceux qui «hébergent» des étrangers. C'est la dénonciation de ce texte «délateur» qui a donné au mouvement pétitionnaire toute son ampleur et qui a largement contribué à la signature de l'appd de ¬la ldh.: *Cf.* «20000 noms contre la loi Debré», numéro spécial de Hommes et Libertés, revue de la Ligue des droits de l'homme, mars 1997.

4. *Cf.* A. Garrigou, Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs, Paris, Presses de la fnsp, 1992.

5. Ch. Charle, Naissance des «intellectuels», 1880-1900, Paris, Éd. de Minuit. 1990.



6. J.-F. Sirinelli, Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle, Paris, Fayard, 1990.

7. L. Schwartz, Un mathématicien aux prises avec le siècle, Paris, Odile Jacob, 1997.

8. A. Rosa, Citoyennes: les femmes et la révolution française, Paris, Messidor, 1988.

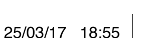
9. M. Riot-Sarcey, «Des femmes pétitionnent sous la monarchie de Juillet», in A. Corbin, J. Lalouette, M. Riot-Sarcey (dir.), Femmes dans la cité, 1815-1871, Paris, Créaphis, 1997.

10. R. Huard, Le Suffrage universel en France, 1848-1946, Paris, Aubier, 1991, premier chapitre.

11. Dans Le Mouvement républicain en Bas-Languedoc, 1848-1881, Paris, Presses de la fnsp, 1982, R. Huard qui a compté dans le Gard 23000 signataires, signale en 1851 le rôle des «Montagnards blancs», soucieux de contrer les Orléanistes.

12. Nous savons aujourd'hui (*cf.* P. Goujon, Le vigneron citoyen. Mâconnais et Chalonnais 1848-1914, Paris, Éd. du cths, 1993) que les nombreuses occasions de vote sous l'Empire ont contribué à l'accoutumance des électeurs pourtant soumis à la candidature officielle. Mais aux yeux des républicains c'est la tare originelle du régime qui est en cause: le suffrage universel a porté à la présidence de la République l'homme du coup d'État. Par ignorance, pense-t-on. Au reste de très grands républicains, ainsi Gambetta, se refuseront toujours à faire dépendre le suffrage universel de «l'exercice lègal et régulier de la raison cultivée». À leurs yeux c'est d'abord «un droit» (Gambetta intervient dans ce sens le 21 avril 1881 au premier congrès de la Ligue de l'enseignement).

13. P.-E. Raffi, Le temps des cercles. La Ligue de l'enseignement à Paris, 1866-1881, Paris, Ligue de l'enseignement, 1993; et J.-P. Martin, La Ligue de l'enseignement et la République des origines à 1914, thèse de doctorat, iep, 1992.





14. La référence de cet appel à la Commune de Paris est aussi neutre que possible : « Après la Commune, la croisade contre l'ignorance doit s'affirmer plus énergiquement que jamais » : « après »… non pas « à cause de » encore bien moins « malgré » : la chronologie joue contre la causalité.

15. *Cf.* les pages que lui consacrent Ch. Charle, Naissance…, op. cit., et Ch. Prochasson, Les intellectuels, le socialisme et la guerre, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

16. Le livre de G. Bensoussan, L'idéologie du rejet, Levallois-Perret, Manya, 1993 ne périme pas, loin de là, les travaux de S. Wilson (Annales esc, mars-avril 1977).

17. J.-P. Rioux, Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la Patrie française, Paris. Éd. Beauchesne, 1977 ; et toujours Ch. Charle, Naissance…, op. cit.

18. D. Tartakowsky, Les manifestations de rue en France, 1918-1968, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

19. *Cf.* F. Hamon et J. Lelièvre (dir.), L'héritage politique de la Révolution française, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993.

La défense des droits sociaux

1. Il s'est signalé, comme sénateur, en rapportant sur la dernière et la plus grave des « lois scélérates » en 1894, et, comme ministre de la Justice, en faisant surveiller Jaurès de près en 1895.

2. Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, section IV.




3. La Déclaration de 1793, plus rousseauiste, introduit l'idée de limites récusées par les notables anglais.

4. Sur les deux Déclarations, *cf. Ils ont pensé les droits de l'homme. Textes et Débats. 1789-1793*, LDH, 1989.

5. Les références aux motions et aux allégations des sections sont toutes tirées du (*BOLDH*), une mine. On les retrouve grâce à l'index annuel. Il serait fastidieux de les réitérer à chaque instant.

6. *BOLDH*, 1904, p. 1279 *sq*.

7. *Idem*, p. 1288-1298.

8. *BOLDH*, 1905, p. 1325-1326.

9. C'est le « discours de Lille », à deux voix, du 25 novembre 1900, maintes fois réédité : pas d'émancipation des travailleurs sans que ceux-ci prennent en main leur cause ; instrument : le syndicat, que ses choix soient « modérés » ou « révolutionnaires ».

10. Dreyfusard passionné, le maître verrier de Nancy appartenait à un groupe de jeunes notables, souvent en révolte contre le conservatisme de leur milieu. On y croise Maurice Barrès, né en 1862, et Maxime Leroy, de dix ans son cadet.

11. C'est le titre du livre, savant et toujours indispensable, qu'il publie en 1913.

12. Le premier est publié sous ce titre par la Ligue des droits de l'homme en 1906.

13. La commission est d'accord, dès lors que le droit est « commun ».

14. Il témoigne le 18 février, puis le 12 octobre 1908.



15. *Cf.* André Hélard, *L'Honneur d'une ville*, préface de M. Rebérioux, Rennes, Éd. Apogée, 2001.

16. Parmi ceux qui ont pesé au comité central en faveur du « 11 mai », Morhardt, secrétaire général depuis 1898, annonce aux sections qu'une « forte brochure de 400 à 500 pages » rendra compte du congrès et sollicite leur participation financière.

17. Compte rendu sténographique du congrès dans le *BOLDH*, 1909, p. 769 à 1088. Il englobe le compte rendu (p. 1017-1057) de la manifestation publique du 29 mai.

18. Le congrès commence le 30 octobre 1910, le comité de grève appelé le 18 à la reprise du travail (*cf. BOLDH*, 1911, p. 1 à 305).

19. Dernier travail : Christian Chevandier, *Cheminots en grève*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002. On compte près de 3 000 révoqués sur 43 000 grévistes.

20. Legay, Jean, *Un siècle citoyen. Histoire de la section havraise de la LDH*, préface de Madeleine Rebérioux, Le Havre, LDH, 1998.

21. *BOLDH*, 1911, p. 583.

22. *Cf.* le compte rendu du congrès de mai 1921, point 5. Depuis 1920, le BOLDH a disparu (hélas ! pour les historiens). Les actes des congrès sont publiés en volumes.

23. *Cf.* Weexsteen, Antoine, « La fédération de la Seine de la Ligue des droits de l'homme », *Le Mouvement social*, avril-juin 1998, sous la direction de Madeleine Rebérioux, numéro consacré aux « Droits de l'homme en politique ».



Le mur des fédérés



1. *Clarté*, 27 mai 1921 (c'est l'année du cinquantenaire de la Commune).

2. Allocution prononcée au Père-Lachaise le 28 mai 1882 par Émile Gois qui fut aide de camp d'Eudes, et un des responsables de l'exécution des cinquante otages de la rue Haxo (Le citoyen, 30 mai 1881).

3. Les cadavres ont été en particulier apportés de La Roquette où une cour martiale avait condamné à mort en bloc 861 fédérés et les avait fait immédiatement exécuter.

4. Selon le reportage anonyme du *Temps*, 30 mai 1882.

5. *Cf.* Jacquemet, Gérard, « Belleville ouvrier à la Belle Epoque », Le Mouvement social, janvier-mars 1982 'numéro spécial sur « Ouvrier dans la ville » dirigé par Yves Lequin).

6. Le célèbre texte de Pottier, « Elle n'est pas morte », a été publié pour la première fois dans La Question sociale, 10 avril-10 mai 1885. Renvoyons une fois pour toutes à Pottier, Eugène, Œuvres complètes, réunies et présentées par Pierre Brochon, Paris, Maspero, 1966.

7. Sur ces questions, *cf.* Rebérioux Madeleine, « Roman, théâtre et chanson : quelle commune ? » dans *La Commune de 1871*, Paris, Éditions ouvrières, 1972, ainsi que dans le même volume, le texte de Parrain, Josette sur la censure. Voir aussi Brécy, Robert, *La Chanson de la Commune*, Paris, Éditions ouvrières, 19991, préface de Claude Willard.

8. *Cf.* Cerf, Marcel, « Le Comité de secours pour les familles de détenus politiques », *La Commune*, janvier 1982, Le Comité a son siège à Paris. De nombreuses sociétés se sont constituées très tôt à l'étranger. Marcel Cerf apporte des informations sur plusieurs d'entre



elles. Les comptes définitifs du Comité Greppo ont été publiés dans *L'Intransigeant*, le 8 octobre 1880 et *Le Rappel*, le 9 octobre.

9. *Ibid.* Le Comité est issu de la Société des réfugiés de la Commune.

10. *Cf.* Huard Raymond, *Le Mouvement républicain en bas Languedoc 1848-1881*, Paris, Presses de la FNSP, 1982, p. 295-297.

11. Encore qu'Olivier Souëtre résume plusieurs chansons contemporaines lorsqu'en 1879 il obtient le premier prix au concours de *La Muse républicaine* en écrivant :
[…] Grâce à tant de morts stoïques,
Couverts de lueurs héroïques,
Oui, la République a vaincu.
Il souligne lui aussi le caractère républicain du mouvement.

12. Le 26 mai 1878, le journal de Guesde, *L'Égalité*, parle de « décade sanglante », non de semaine.

13. Bell, Georges, *Paris incendié – Histoire de la Commune de 1871*, Paris, 1872-1873, IIe partie, chap. VIII : « Le Père-Lachaise ». Documentation transmise Michel Gillet que je remercie.

14. Dans le cimetière désaffecté de Charonne, on retrouvera en 1897 les corps de 800 fédérés (*cf. Le Matin*, 29 janvier 1897).

15. C'est ce qu'indique Sery, Jean, *Pour le Mur des Fédérés*, Paris, Imprimerie La Productrice, 1907, p. 6.

16. *Le Citoyen*, 30 mai 1882.



17. *Quel est le fou ?* (1884), *Chants révolutionnaires* (1887), etc.

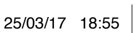
18. Pottier en 18885 croyait le tableau « vendu pour l'Amérique » (lettre à Argyriades du 4 juin 1885 citée par Brochon, Pierre, *op. cit.* p. 219). Il serait aujourd'hui en URSS. Une lithographie est visible au musée de Saint-Denis où depuis 1971, est également exposé un beau tableau de Félix Philippoteaux, peint dès 1871, et auquel on a donné pour titre : *Les Derniers Combats de la Commune au Père-Lachaise*. Pichio est enterré au Père-Lachaine.

19. *L'Égalité* lui a consacré un supplément de trois pages à son numéro du 23-26 mai 1880 (Amédée Dunois reprendra ce récit par deux fois dans *Le Populaire*, 19 mai 1935, 24 mai 1936). *Cf.* aussi *Le Prolétaire* (1er et 15 mai 1880) et *La Justice*, le journal de Clemenceau (24 mai 1880). On dispose encore d'une lettre écrite le jour même par Guesde à Lafargue (elle est publiée dans *La Naissance du Parti ouvrier français*, correspondance inédite, réunie par Bottigelli, Émile, présentée et annotée par Claude Willard, Paris, Éditions Sociales, 1981, p. 81). Guesde a vu 25 000 manifestants, *Le Temps* quelques centaines de curieux…

20. *Cf.* l'appel de divers groupes publié le 1er mai 1880 dans *Le Prolétaire*.

21. Voir Dommanget, Maurice, *Histoire du drapeau rouge*, Paris, Librairie de l'Étoile, s.d.

22. Sur cette journée on dispose, outre la presse, de deux lettres de Paul et Laura Lafargue (elles sont publiées dans Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, *Correspondance*, Paris, Éditions Sociales, t. I, 1956, p. 289-293) et du compte rendu des débats, fort vifs, au Conseil municipal et à la Chambre. Quatre morts : c'est le chiffre inexact semble-t-il, donné le premier jour sous le coup de l'émotion, par le *Cri du peuple.*





23. En mai 1885, *Le Temps* exhorte vertueusement Allain-Targé à mettre un terme à la jurisprudence « molle et floue » de ses prédécesseurs. Il suit ce conseil.

24. *Cf.* le beau tableau de Répine, *Meeting au Mur des fédérés*, 1883, galerie Tretiakov, Moscou.

25. Chiffre établi en confrontant les récits du *Temps* et du *Citoyen*. Il n'y a pas de dossier à la préfecture de police avant 1897.

26. Pour un historique de l'Association qui a plusieurs fois changé de noms et dont l'activité a été assez discontinue, *cf.* Jean Braire, son secrétaire général actuel, dans La Commune, janvier 1982. L'association qui connaît ces dernières années un regain d'activités, a son siège 46, rue des Cinq Diamants, 75013, Paris.

27. Le Comité du monument des fédérés se crée semble-t-il, en 1883. Il suscite la lettre au préfet de la Seine, signée, entre autres, par Joffrin et l'ami de Clemenceau, Stephen Pichon, qui sollicite l'autorisation d'élever un monument sur l'emplacement réservé le 24 décembre 1883. Deux projets : la grille chère à Joffrin, et un monument de pierre (peut-être le tronc de pyramide dont la maquette est reproduite sur une carte postale conservée par J. Braire). Les procès verbaux du Comité, d'abord rédigés sur des feuilles volantes, seront recopiés sur un registre quand Navarre succédera à Ferré, le frère du communard, au secrétariat du Comité (*cf.* J. Sery, *op. cit., passim*). Où sont aujourd'hui ces archives ?

28. Le Comité des proscrits se constitue à l'initiative de Lissagaray, le 28 mai 1885. Il décide de participer aux obsèques de Hugo, *La Bataille*, 30 mai 1885.

29. *Le Temps*, 25 mai 1885.



30. Le principe de la grille a été retenu par la commission exécutive du Comité, le 19 avril 1884.

31. Mais de justesse : en raison des arguments juridiques développés par le préfet, il y a 36 abstentions et seulement 33 voix favorables, 5 irréductibles – les anti-communards absolus – votant contre.

32. Les dossiers où elles sont conservées portent les cotes Ba 1545 et Ba 1546. Les feuillets ne sont pas numérotés. On les désignera par PP Ba 1545, etc. Ces dossiers s'arrêtent en 1913.

33. PP Ba 1546, année 1903.

34. PP Ba 1546, année 1904.

35. *Le Cri du Peuple*, 10 au 10 novembre 1884.

36. *Cf.* les violentes bagarres qui ont marqué, le 10 août 1888, l'enterrement d'Eudes.

37. Même les groupes anarchistes dénoncent, en 1888, les trois coups de pistolets tirés par l'un deux au moment où un militant du Comité révolutionnaire central déposait la couronne de son organisation.

38. PP Ba 1545, année 1897.

39. Voici la chanson anti-Rochefort du 29 mai 1898 :
Rochefort est un vieux cochon
Plus il devient vieux, plus il devient bête,
Rochefort est un vieux cochon
Plus il devient vieux, plus il devient con.





40. Un solide dossier récapitulatif est établi par la préfecture de police en 1899 : *cf.* PP Ba, année 1899. Les dossiers suivants confirment la stabilité du système.

41. Ainsi en 1897, où il déclarent ne plus souffrir « le contact insultant de la police » au voisinage du Mur : *cf.* L'ordre du jour voté le 23 mai, après la manifestation (PP Ba 1545, année 1897).

42. *Cf.* Sternhell, Zeev, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1878.

43. C'est une des raisons qui vont conduire Jaurès au socialisme. Allemane lui-même avait espéré obtenir quelques aménagements de la loi Waldeck-Rousseau en échange de l'accord conclu le 23 mai 1888 avec les radicaux : en vain (*cf.* Reynolds, Sian, *La Vie de Jean Allemane (1843-1935)*, thèse de troisième cycle, Université de Paris VIII, 1981, t. 1, chap VII).

44. Outre le livre de Sternhell, *op. cit.*, voir, parmi les travaux les plus récents, Levillain, Philippe, *Boulanger, fossoyeur de la monarchie*, Paris, Flammarion, 1982, et Rudelle, Odile, *La République absolue, 1870-1889*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

45. *Le Prolétariat* (nouveau titre du *Prolétaire*), juin 1888.

46. *Cf.* dans *Le Parti ouvrier*, qu'Allemane vient de fonder, l'article du 21 avril 1888.

47. Pour une interprétation marxiste de Vaillant, *cf.* Howorth, Jolyon, *Édouard Vaillant*, Paris, EDI-Syros, 1982, préface de Madeleine Rebérioux.

48. J'ai essayé de montrer que l'engagement total de Jaurès dans l'Affaire se fait sous leur impulsion : *cf.* Rebérioux, Madeleine, « Classe ouvrière et intellectuels devant l'affaire : Jaurès », in *Les Écrivains et l'Affaire Dreyfus*, Paris, PUF, 1983.



49. Toutes les informations concordent, du gros dossier de la préfecture de police, (Ba 1545, année 1898).

50. Alors que, huit jours plus tard, à en croire un rapport de la préfecture de police en date du 19 mai 1899, six mille personnes manifestent en criant « Vive Dreyfus ! Vive Zola ! Vive l'Internationale ! ».

51. PP Ba 1546, année 1901.

52. La même décision est prise, au cours de la même séance pour le cimetière Montparnasse où le souvenir jusqu'à la Grande Guerre ne s'éteint pas plus qu'au Père-Lachaise même s'il fut toujours moins ample et moins amplifiés.

53. Pour les biographies de ces trois militants, *cf. Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. VI et XIV. Les contacts entre Élie May et la préfecture, sinon le ministre de l'Intérieur, sont présentés comme notoires : *cf.* PP Ba 1546, année 1908, rapport du 24 mai.

54. Selon les estimations de la police : c'est une manière de résurrection.

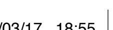
55. PP Ba 1546, année 1908 : *cf.* les comptes rendu par « Fauvette » de la réunion de la XXe section (19 mai) et, par « Robert » de la réunion de la Fédération (20 mai).

56. PP Ba 1547, année 1910, rapport de synthèse du 28 mai.

57. *Cf.* sa déclaration à L'Éclair, 4 juillet 1905, et sa biographie dans le Dictionnaire…, *op. cit*. t. XII.

58. Ils protesteront vivement contre ces mauvais traitements : *cf. Bulletin municipal officiel* du 15 juin 1909. *L'Humanité* s'était, sur le moment, justifiée non sans quelque







gêne: «Pourquoi diable ces messieurs n'agissent-ils pas comme les Rochefortistes?»… qui ont renoncé à venir au Mur (25 mai 1908)!

59. PP Ba 1547, année 1913.

60. Il met en avant, dans sa circulaire, «le caractère particulier et exceptionnel que les organisateurs veulent lui donner» (texte dans PP Ba 1547, année 1913).

61. Dans le même dossier, voir le rapport très détaillé sur la réunion commune tenue le 22 mai par la Fédération de la Seine et la CAP.

62. *Cf.* PP Ba 1547, année 1913.

63. *Philémon, vieux de la vieille* est aussi celui de ses romans que Descaves préférait.

64. Deffoux, Léon, *Un communard*, Paris, Pan Collection De Chez Figuière, 1913.

65. Il exerce son droit de regard vigilant sur la turbulente Fédération de la Seine de la SFIO jusqu'à sa mort: *cf.* Rebérioux, Madeleine, préface à Howorth, Jolyon, *Édouard Vaillant, op. cit*.

66. Présidée par le Dr Goupil, la Société va inaugurer le 15 février 1914 le buste de Vallès au Père-Lachaise.

67. Il y a encore quelques survivants en 1930: Chevalier, Poensens, Clerget, Philippe et bien sûr Allemane et Camélinat.

68. C'est parfois aux républicains de 1848 que ces pages font songer.

69. Je dégage ici l'essentiel des textes, d'ailleurs courts, que Le Populaire consacre à appeler à la manifestation le 20 mai 1933, une semaine avant les communistes.



70. *Cf.* entre autres articles, ceux parus dans *Le Matin* le 10 juin 1896 et *L'Humanité* le 18 mars 1907.



71. *L'Humanité*, 31 mai 1931. C'est l'année où l'orientation stalinienne s'impose en tous domaines et à tous.

72. Le groupe de la Fédération du Théâtre ouvrier français qui anime en 1932 la manifestation s'appelle «Prémices». Vois à son sujet le mémoire de maîtrise de Cortes-Durand, Lise, *Une expérience de théâtre populaire: la compagnie Proscenium (1929-1939)*, Maîtrise sous la direction de Jacques Droz, Paris I, 1972, 126 p. Centre d'histoire du syndicalisme et des mouvements sociaux. La pratique des chœurs parlés vient d'URSS et du parti communiste allemand. *Cf.* Fauré, Michel, *Le Groupe Octobre*, Paris, Christian Bourgois, 1977.

73. Cachin, Marcel, *L'Humanité*, 30 mai 1932.

74. En 1948, c'est le comité d'organisation de la manifestation à dominante communiste qui décide de la reporter au 6 juin pour éviter les «incidents graves» avec les socialistes et les courants qualifiés de trotskistes chez les socialistes.

75. *Cf.* Dansel, Michel, *Au Père-Lachaise*, Paris, Fayard, 1976.

76. La situation en mai 1934 est particulièrement intéressante: il s'agit pour le PC de combattre Doriot au nom du Comité central et pour la Fédération socialiste de la Seine, «pivertiste», de se démarquer de la direction nationale de la SFIO. Naturellement, il faut aussi dénoncer le fascisme et répondre aux désirs unitaires.

77. Ces chiffres et les suivants sont extraits des reportages du *Monde*.

78. *Cf. Je suis partout*, 27 mai 1938.



79. *Cf.* l'introduction historique de Jeanne Gaillard à Émile Zola, *Correspondance*, t. IV (1880-1883). Québec ; Presses de l'Université de Montréal, Éd. Du CNRS, 1983, p. 75.

Manifester pour Ferrer, octobre 1909

1. V. Robert, « La protestation universelle lors de l'exécution de Ferrer : les manifestations d'octobre 1909 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* avril-juin 1989. Il faut regretter que V. Robert, auteur d'un beau livre sur *Les chemins de la manifestation (1848-1914),* n'ait pu être des nôtres pendant ce colloque.

2. V. Vives, dans *L'Europe du XIXe et du XXe siècles – 1870-1914*, sous la direction de M. Beloff, P. Renouvin, F. Schnabel, F. Valsecchi, Milan, 1962.

3. M. Dommanget, *Les Grands Socialistes et l'éducation*, Paris, A. Colin, 1970.

4. L. Guilloux, *Le Pain des rêves*, Paris, Folio, pp. 220-223.

5. *Cf.* P. Vilar, « Ernest Labrousse et le savoir historique », *Annales historiques de la Révolution française*, avril-juin 1989.

6. Archives de la Préfecture de police BA 1 642.

7. *Cf.* M. Rebérioux, « Les socialistes français de 1871 à 1914 », dans *Histoire générale du socialisme*, sous la direction de J. Droz, PUF, 1974, pp. 133-235.

8. *Cf.* M. Rebérioux, *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes*, janvier-mars 1976, juillet-sept. 1974, oct.-déc. 1975.



9. La « Chanson de Jean Peheu » intitulée « Lettre ouverte à Alphonse XIII au sujet de l'exécution du grand républicain Ferrer » est datée du 13 octobre 1909. Date symbolique plutôt que réelle, peut-être ? Conservée dans les archives des Bouches-du-Rhône, elle m'a été communiquée par Jacqueline Lalouette que je remercie ici.

10. Ne pas oublier la manifestation au Mur des Fédérés du 24 mai 1885 : une trentaine de blessés dans le cimetière dont deux grièvement, une vingtaine d'arrestations (*cf.* M. Dommanget, *Histoire du drapeau rouge*, Paris, Librairie de l'Étoile, s. d., pp. 209-210). Penser aussi à la charge policière mortelle du 1er juillet 1893 au quartier latin et à l'escalade qu'elle entraîne (*cf.* M. Rebérioux, « Jaurès et les étudiants parisiens au printemps de 1893 », *Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes*, juillet-août 1968).

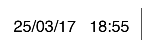
11. Feuillet n° 20 (les autres ont disparu) du *rapport* du directeur de la police municipale (APP, BA 1 642).

12. Baro, Mallet, Hoyos, Garcia. Aucun d'eux n'avait la notoriété internationale et ne disposait des soutiens variés d'un Ferrer.

13. C'est Griffuelhes, alors secrétaire général de la CGT qui, au lendemain de la fusillade de Villeneuve-Saint-Georges, avait qualifié de « braillards » les amis d'Hervé, accusés par lui d'attacher plus d'importance aux discours pseudo-révolutionnaires qu'au travail syndical. *Cf.* J. Julliard, *L'Autonomie ouvrière*, Paris. Hautes Études-Gallimard, Éditions du Seuil, 1988, pp. 43-68.

14. La biographie d'Eugène Vigo dit Miguel Almereyda est une des plus subtiles de celles que rassemble, pour les années 1871-1914, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (tome X, pp. 134-136).

15. *Cf.* M. Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO », *Le Mouvement social,* oct.-nov. 1968.





16. *La Guerre Sociale*, 23 janv. 1907. Le problème était posé à partir d'une manifestation syndicale projetée par la CGT pour protester contre le retard mis à appliquer la loi sur le repos hebdomadaire. Clemenceau l'avait interdite.

17. Sixième congrès national, tenu à Saint-Étienne (11-14 avril 1909), *compte rendu analytique*, pp. 596-597 (les mandats de la Seine se sont en fait partagés à part égale au moment du vote).

18. Création d'une commission d'enquête sur ses agissements (APP, BA 1 642).

19. On appelle ainsi une pratique, qui porte le nom de son inventeur, en vertu de laquelle la cavalerie tourne interminablement devant les lieux qu'elle a la charge de « garder » pour rendre impossible toute manifestation.

20. *Cf.* J.-P. Machelon, *La République contre les libertés ?,* Paris, Presses de la FNSP, 1976, Titre II, chapitre II ; et D. Cardon et J.-Ph. Heurtin, « L'ordre de la manifestation et le service d'ordre », communication multigraphiée à la table ronde n° 2 du *Congrès national de l'AFSP* (Bordeaux, oct. 1988).

21. Depuis la grave crise que *L'Humanité* avait traversée en 1906-1907, un conseil d'administration du journal avait été créé où le Parti, représenté par toutes ses tendances, avait la majorité et où Jaurès conservait la direction.

22. *Le Socialiste*, 31 oct.-7 nov. 1909. Le point de vue d'Aspard n'est pas isolé. Bracke dont le jugement avait du poids avait écrit, une semaine plus tôt, dans le journal des guesdistes. *Le Socialisme*, que Ferrer appartenait à ces clans de « libres-penseurs internationaux qui se mettent au travers du socialisme ».



23. Les premiers articles de Jaurès, les 4 et 5 septembre, traitent de la répression en Espagne, non de Ferrer. Il en est de même de l'affiche « Contre les bourreaux de la liberté » diffusée, à partir du 21 septembre, par la CGT.



24. Texte intégral publié dans le *Bulletin Officiel de la Ligue des droits de l'Homme*, 1909, Tome II, p. 1262.

25. V. Basch, vice-président de la Ligue, réunit d'urgence le Conseil central de l'organisation en « séance extraordinaire » le 13 octobre, le président et le secrétaire général étant excusés. La résolution votée met en cause « le véritable bourreau de Ferrer, cette compagnie de Jésus contre laquelle il a lutté durant toute sa vie ». Un geste un peu hâtif ? Des paroles peut-être peu opportunes ? Rien d'impossible.

26. Les meilleures mises au point sur ce thème restent celles recueillies lors du colloque « Jaurès et la classe ouvrière » organisé en 1976 par la Société d'Études jaurésiennes. Les actes en ont été publiés sous ce titre aux Éditions Ouvrières en 1981.

27. Sur la naissance de la pétition d'intellectuels, *cf.* M. Rebérioux, « Histoire, historiens, dreyfusisme », *Revue historique*, n° 518, 1976 ; Ch. Charle, *Naissance des intellectuels, 1880-1900*, Paris, Éditions de Minuit, 1990. Le livre de J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXᵉ siècle*, Paris, Fayard, 1990, commence avec la Grande Guerre.

28. Voici le texte de la pétition pour Ferrer publiée dans *L'Humanité,* le 9 octobre 1909 : « Aux universitaires, Monsieur, vous savez que le professeur espagnol, M. Ferrer, est à la veille de comparaître devant un tribunal militaire. Qu'il soit enlevé à la justice civile, c'est assez pour éveiller notre méfiance. Mais nous avons d'autres raisons de craindre. Au lendemain d'une guerre civile, peut-on raisonnablement espérer que l'impartialité des juges soit à l'abri de la passion politique ? Les idées de M. Ferrer lui ont fait bien



des ennuis. Déjà elles ont failli le perdre au moment de l'attentat de la rue Rohan où l'on essaya en vain de l'impliquer. Enfin le document principal de l'accusation actuelle est bien fait pour provoquer les soupçons de quiconque se rappelle les naïves perfidies de l'Affaire Dreyfus. »

29. Pour ne prendre qu'un exemple, peu connu : la pétition pour sauver la vie de Jacqueline (une « Française ») et son mari (un « Algérien ») Abdelkader Guerroudj : « Les Guerroudj ne doivent pas mourir » (Comité de défense constitué autour de leur avocat, Michel Bruguier).

30. *Cf.* P. Champagne, « La manifestation : la production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, juin 1984.

31. *Cf.* APP, BA 1642, le *rapport* de police daté du 7 octobre 1909 : 60 voitures ont été lancées, la Fédération socialiste et l'Union des syndicats ont promis, chacune, dix délégués. Le siège de *L'Humanité* est avec la rue Michelet (pour les écoles) et la place de la République (pour l'Union des syndicats) un des points de rassemblement.

32. *Le Temps*, 25 mai 1898.

33. Jaurès, « liberté ajournée », *L'Humanité*, 26 janvier 1907.

34. Jaurès, *Ibid.* ; Vaillant, *Journal Officiel,* Chambre des députés, 21 janvier 1907. Chez Vaillant – à un moindre degré sans doute chez Jaurès – il s'agit d'un élément d'une stratégie jamais abandonnée de démocratie directe, qui mériterait une longue étude.

35. *Cf.* la communication de M. Offerlé « Descendre dans la rue : de la "journée" à la "manif" » au congrès de l'Association française de science politique. Voir aussi, sous la direction de Pierre Favre, *La manifestation*, Paris, PFNSP, 1990.



36. M. Offerlé, *Ibid.* ; texte multigraphié, p. 6.

37. *Cf.* M. Rebérioux, « Le Mur des Fédérés », dans *Les Lieux de mémoire*, tome I, *La République,* sous la direction de P. Nora, Paris, Gallimard, 1983.

38. Les guesdistes, rappelons-le, étaient hostiles à une campagne centrée sur Ferrer.

39. Dans *Le Socialiste* (numéros du 26 sept. au 3 oct. et du 4 au 11 oct.), Renaudel avait, en deux longs papiers, critiqué la Fédération de la Seine que sa lenteur à prendre des décisions faisait apparaître « en marge de l'action ». Et il avait suggéré une solution : « l'autonomie des groupes » de quartier, c'est-à-dire leur rattachement direct à la Fédération sans passer par les sections.

40. APP, BA 1546 : compte rendu par un informateur de la réunion tenue par la Fédération le 20 mai 1908.

41. *L'Humanité* reproduit également cet appel rassurant dans son édition spéciale du dimanche 17 au matin.

42. C'est Renaudel qui y veille : ainsi se confirme son rôle personnel.

43. À leur sujet, D. Cardon et J.-Ph. Heurtin signalent deux ouvrages récents : G. P. Sleenson, *Not one man ! Not one penny ! German Social Democraty*, Pittsburg UP, 1981 et M. Nolan, *Social Democraty and Society Working-class radicalism in Düsseldorf*, Cambridge, Cambridge UP, 1981.

44. Louis Dubreuilh, rapport sur l'activité du Conseil national, *Compte rendu du Congrès de Nîmes* (6 au 9 février 1910), p. 32.

45. *Cf.* La réponse que leur oppose Almereyda dans *La Guerre sociale*, 3-9 nov. 1909.





46. *La Guerre Sociale*, 20 au 25 octobre 1909.

47. *Cf.* les tableaux très utiles des votes émis lors de chaque législature par les socialistes dans J.-J. Fiechter, *Le Socialisme français : de l'Affaire Dreyfus à la grande guerre*, Genève, Droz, 1965. Celui qui nous concerne se trouve p. 136.

48. *Compte rendu du congrès de Nîmes,* éd. citée, p. 30. Il y avait beaucoup de militants socialistes opportunément absents, ce jour-là : 42.

49. D. Cardon et J.-Ph. Heurtin ont bien mis en évidence cette continuité dans leur communication au congrès de l'AFSP, éd. citée.

50. *Correspondance Lucien Roland*, Institut français d'histoire sociale, *Fonds Dommanget* 14 IS 313. Il s'agit d'une lettre adressée le 4 novembre 1909 par Raymond Lavigne à Lucien Roland. Je remercie Gilles Candar de m'avoir signalé cette perle.

L'internationale et le problème colonial

1. *Cf.* Jules Guesde, Textes choisis (1867-1882) par Claude Willard, Paris, Éd. Sociales, 1959, p. 146-154.

2. *Cf.* Fiches d'Information, Études anticolonialistes, « La Question coloniale et la Social-Démocratie allemande », Paris, mai 1963, p. 3.

3. Le texte ligure dans Les congrès socialistes Internationaux. Ordres du Jour el résolutions, publiés par le BSI de Bruxelles. Gand. Société coopérative VolksdrukkerlJ. 1902, p. 16.




4. *Cf.* l'intéressant article de Belford E. Bax, « Kolonialpolitik und Chauvinismus », Neue Zeit, 1897-1898, p. 420-427.

5. CI. Henri Brunschwig, Mythes et réalités de l'Impérialisme colonial français 1871-1914, Paris. Colin, 1960.

6. La Petite République, 17 mai 1896. Article reproduit dans Jaurès. Textes choisis par M. Rebérioux, Paris, Ed. Sociales, 1959, tome « p. 95-102.

7. « Le congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur de la politique coloniale, elle n'est que J'extension du champ d'exploitation capitaliste dans l'Intérêt exclusif de la classe capitaliste », cité d'après Augustin Hamon, Le socialisme et le Congrès de Londres, Paris, Stock, 1897, p. 151-152. Le rapport, présenté par George Lansbury, de la SDF, fut adopté par la majorité anti-anarchiste du congrès. Le débat entre anarchistes et socialistes portait d'ailleurs sur d'autres points de la motion.

8. Le congrès fut organisé de façon déplorable. Outre le compte rendu officiel voir celui de Pierre Mille dans les Cahiers de la Quinzaine.

9. Dans les attendus de sa motion au congrès de sociologie coloniale, il définissait « L'idéal de toute politique coloniale […] : le bien-être des indigènes ».

10. *Cf.* son étude « L'Algérie et la politique coloniale », Le Mouvement socialiste, n° 119 et 120, 1903.

11. Die Voraussetzung des Sozlansmus und die Aufgaben der Sozialdemokratie paraissent à Stuttgart en 1899. Sur Bernstein et la polémique dans les colonnes de la Neue Zeit, voir thèse de Pierre Angel, Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand, Paris, Didier, 1961, In-8°, 461 p.



12. Le texte intégral de la motion est dans Les Congrès socialistes internationaux, op. cit., p. 87-88.

13. Congrès socialiste international d'Amsterdam. Rapports et projets de résolution sur les questions à l'ordre du jour, par le Secrétariat international, Bruxelles, 1904, p. 20.

14. Le dernier ouvrage sur Hyndman est celui de Chushichi Tsuzuki, H. M. Hyndman and British Socialism, Oxford University Press, 1961

15. «Le socialisme lui-même, écrit-il dans son rapport, est pour l'Europe occidentale, moins important que la prévention de cette atrocité en grand».

16. Op. cit., p. 78.

17. «Les besoins nouveaux qui se feront sentir après la victoire de la classe ouvrière et son affranchissement économique rendront nécessaire, même sous le régime socialiste de l'avenir, la possession de colonies», op. cit., p. 62.

18. La Revue Socialiste, sept. 1904, p. 258-287.

19. Le Peuple, 18 août 1904. Il n'y eut pas moins de cinq résolutions en présence. C'est De Brouckère qui, au terme d'un long débat, formula la motion à laquelle la commission se railla après divers amendements. Hyndman dut renoncer à ses «propositions négatives»: l'indépendance immédiate des colonies… Les citations ci-après sont tirées de l'article du Peuple.

20. *Cf.* India at the International Socialist Congress, Speach of Dadabhai Naorojy, p. 2 (exemplaire à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam). *Cf.* aussi Internationale Sozlallsten Kongresae Uber Indien, Reden und Resolutlonen, s, l., s.d.




21. C'est le texte de la motion que Hyndman présenta dans son rapport comme émanant de D.N., op. cit., p. 82.

22. Et non un Bureau International d'Étude, comme le dit par erreur le compte rendu français.

23. *Cf.* La Revue Indigène qui publie les appels de ce comité, où Tarbouriech est, avec Félicien Challaye, le seul socialiste.

24. Il publie en 1905 à la Société nouvelle de librairie et d'édition un petit volume qui porte le numéro 36 de la Bibliothèque socialiste: Le Colonialisme. II reprend avec force les arguments habituels contre la colonisation. Sur les positions de l'ensemble de la SFIO, l'étude la plus récente est celle de Thomas, «La politique socialiste et le problème colonial», Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer, 2e trimestre 1960, pp. 213-245.

25. Ce dépouillement a été mené à bien pour les Allemands par Abraham Asher, «Imperialists within German Social-democracy prior 1914», Journal of central European Affairs, 1961, n° 4, p. 397-422.

26. Texte extrait du discours que Jaurès devait prononcer à Berlin le 9 juillet 1905 et qui, interdit par Bülow, fut publié le même jour dans l'Humanité et le Vorwärts. Signalons que, dès 1905, le BSI envoie plusieurs circulaires sur le problème marocain, dans la perspective de la lutte contre la guerre.

27. Voir sur ce point le J.O. de février 1906 et notamment l'intervention de Rouanet des 19 et 20 février. Voir aussi les articles de Rouanet dans l'Humanité, ceux de Pierre Mille dans les Cahiers de la Quinzaine; Les Souvenirs sur la colonisation édités en 1935, en hommage à Félicien Challaye, par quelques-uns de ses amis (ils contiennent son Carnet de route de 1905 pendant la mission Brazza), enfin le rapport du capitaine Jules Saintoyant,



L'affaire du Congo, 1905, publié en 1960 à Paris, aux éditions de l'Épi, avec une préface de Charles-André Julien.

28. Cet article est un fragment d'un livre paru plus tard.

29. Sozialistische Monatshefte, 1907, p. 370.

30. 26 août 1907.

31. La brochure imprimée se trouve à Bonn, dans les archives du Parti social-démocrate.

32. Conférence prononcée à Leipzig le 27 avril 1907, extraits dans le Socialisme 12 mai 1907. Voir aussi Karl Liebknecht, Gesammelte Reden und Schrlften, vol. 1, sept. 1900 – févr. 1907, Berlin, Dietz Verlag, 1958.

33. Arthur Dix, Sozialdemokratie, Militarismus und Kolonialpolitlik aufden sozialistischen Kongressen, Berlin, 1907. Karl Kautsky, Sozialismus und Kolonialpolitik, Berlin, 1907. Parvus, Die Kolonialpolitik und der Zusammenbruch, Leipzig, 1907. Henri de La Porte, Les leçons de Stuttgart, Niort, 1908.

34. On peut y ajouter le compte rendu officiel des réunions du B.S.I. Conférence des journalistes socialistes, Commission interparlementaire qui se tinrent à Bruxelles les 10-12 octobre 1908. Il est publié à Gand, 1909, 104 p.

35. Compte rendu analytique de la 3e commission, op. cit., p. 217.

36. La minorité de la commission : Ledebour, Wurm, De La Porte, Bracke, Karski.

37. Conclusion de son discours à la séance plénière du congrès de Stuttgart, op. cit., p. 288.





38. *Cf.* la série d'articles de De Brouckère dans Le Peuple en octobre-novembre 1908.

39. *Cf.* la réponse de Kautsky à Van Kol à la réunion du BSI du 12 octobre 1908.

40. *Cf.* Proletarii, 16 oct. 1908. Délégué du POSDR au BSI, Lénine a participé à la réunion.

41. Bulletin périodique du BSI, n° 6, p. 203-214. Voir aussi, la même année, de Van Kol : « Die kolonialpolitischen Aufgaben der sozialistischen Parteien », Sozialistiche Monatshefte, 1910, cahiers 16-18.

42. Bulletin périodique du BSI, I, n° 6, p. 214-216.

43. *Cf.* Georges Haupt, Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale, Paris, Maspero, 1965, p. 208-217.

44. On appelle ainsi le petit groupe qui, en 1909, s'était séparé du Parti socialiste des Pays-Bas et regroupé autour de Tribune. Il comptait de remarquables personnalités qui se réclamaient du marxisme : Pannekoek, Gorter, Van Ravesteyn et, plus tard, Henriette Roland-Holst.

45. V. Lénine, Le Mouvement de libération nationale des peuples d'Orient, éd. en langue étrangère, Moscou, p. 43-51.

46. Proletarii, 16 oct. 1908, in Lénine, op, cit., p. 52-64.

47. Pravda, 1er mars 1913, in Lénine, op. cit., p. 84-91.

48. A. Pannekoek, « Révolution mondiale », Le Socialisme (hebdomadaire guesdiste), 21 janvier 1912.

49. Tigran Derwisch, « Die persische Revolution », Neue Zeit, XVII, Bd. l, p. 720-726.



50. Chambre des Députés, 28 juin 1912. Texte du discours in M. Rebérioux, Jean Jaurès, Textes choisis, Contre la guerre el la politique coloniale, op. cit., p. 203·210.

51. Georges Haupt, Le Congrès manqué, op. cit., p. 211.

52. L'expression est de Lénine, Pravda, 10 mal 1913, in op. cit., p. 99-100.

53. Les principaux documents qui la concernent sont en cours d'élaboration à l'École des Hautes Éudes en Sciences Sociales, VIe section, par Michel Rachline.

54. Il fut mis en rapport avec Künert du Vorwärts.

55. Le chroniqueur asiatique de l'Humanité, l'Espagnol Fabra Ribas, fait une grande place aux révolutions chinoises. Le Mouvement socialiste de Lagardelle publie un article de Sun.

56. Texte publié dans la revue belge L'Avenir social, 1906, tome 2, p. 130.

57. Le texte en est reproduit dans la Revue du Monde musulman, 1911, p. 319, et dans Jean Longuet, Le Mouvement Socialiste International, (Encyclopédie Socialiste, Syndicale et Coopérative de l'Internationale ouvrière, publiée sous la direction de Compère – Morel), Paris, Quillet, 1913, p. 519.

58. Le texte en est bien connu, mais en France il n'a été publié que dans le Mouvement socialiste.

59. *Cf.* la circulaire n° 20 du BSI, 1911, archives Huysmans. Le document de septembre 1911 a été publié par Georges Haupt, Correspondance Lénine – Huysmans, p. 90-92, L'Humanité le reproduit le 12 septembre 1911.



60. *Cf.* infra l'étude de Madame N.K. Belava.

61. *Cf.* l'élude de M. S. Ivanov dans Pervaja russkaya revoloucija i mejdunarodnoe raabotchee dvijenie, volume II, Mosva, 1956, p. 309.

62. *Cf.* A. Agahi, Rasprostranenie idei marksizma-Ieninizma v Irane, Bakou, 1981, p. 61. Agahi omet de mentionner que le rédacteur en chef d'Irane-é Now était Mehmet Emin Rasul Zaden. Pour les détails biographiques voir Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay, La Presse et le Mouvement National chez les Musulmans de Russie avant 1920, Paris-La Haye, Mouton & Co, 1964.

63. C'est l'expression employée par A.R. Desai, Social background of Indlan natlonalism, Bombay, Popular book depot, 3e éd., 1959, p. 192.

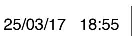
64. Leur grève de 1908 pour protester contre l'arrestation du leader nationaliste Tilak fut saluée par Lénine comme la première action politique du prolétariat indien. Sur le mouvement syndical indien voir le chapitre 21 de S. D. Punekar, Industriel Labour in India, London, Asia publishing house, 1960 ; *cf.* aussi le travail plus ancien de R. K. Das, The Labour movement in India, 1923, et le livre récent de G. K. Sharma, Labour movement in India (Its Past and Present), Delhi University Publishers, 1953, p. 47-70.

65. Compte rendu de la réunion par Jean Longuet, L'Humanité, 15 décembre 1913.

66. Dès juin 1913, ses trois dirigeants sont internés puis expédiés en Hollande.

67. De nombreux renseignements à ce sujet sont rassemblés dans le numéro spécial de la Revue du Monde Musulman de 1922 (n° 52-53) consacré au sujet suivant : « Le bolchevisme et l'Islam hors de Russie ».

68. Son principal leader était un Intellectuel Javanais très modéré, Tjokro Aminoto.





69. *Cf.* Ruth T. Macvey, The Rise of Indonesian communism, New York Cornell University Press, 1965, p. 12·17.

70. Il subsiste ici beaucoup d'obscurités, malgré les apports neufs de Ruth McVey. Nous voyons mal en particulier quel rôle ont joué dans ce processus les chinois contre qui pour une part, s'était formé le Sarekat-Islam, mais qui, selon Van Ravesteyn (cité par Lénine, Pravda. 7 mai 1913) avaient transporté à Java le mouvement populaire de leur pays natal.

71. Manabendra Nath Roy (1887-1954), né dans une famille aisée au Bengale, fit des études supérieures de mathématiques. Très hostile à la Grande-Bretagne. Il dut en 1915 s'exiler aux États-Unis, puis au Mexique. Borodine l'amena au communisme. Il joua un rôle important dans le Komintern de 1920 à 1928 et se spécialisa dans les questions coloniales avant de quitter l'Internationale communiste. Sur Roy, voir Contributions à l'histoire du Comintern, sous la direction de Jacques Freymond, Genève, Librairie Droz, 1965 et la noie de Boris Souvarine in Contrat Social, 1966, n° 5, p. 267-269.

72. Proletarii, 20 octobre 1907, repris dans Lénine, op. cit., p. 40-42.

73. Proletarii, 16 octobre 1908, in Lénine, op. cit., p. 65-67.

74. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Prosvechtchenie, n° 4-5-6, 1914.

75. *Cf.* Charles-Robert Ageron, « Jaurès et la question algérienne », Le Mouvement social n° 43, janvier-mars 1963 et La Deuxième Internationale et l'Orient, op. cit., p. 148-439.

76. *Cf.* les articles de Marc Ferro et Claudie Weill dans La Deuxième Internationale et l'Orient, op. cit.



77. Les études les plus récentes sur les analyses de l'Impérialisme tentées à la veille de la première guerre mondiale sont celles de Harwey Mitchell « Hobson Revised », Journal of the History of Ideas, XXVI, 1965, n° 3, p. 397-416, et l'article de Paolo Santi dans Critica Marxista, mai-juin 1965, p. 84-134, *cf.* aussi Henri Brunschwig, « Empire et Impérialisme », Revue historique, juillet-septembre 1965.

Culture et militantisme

1. Il est impossible de renvoyer ici à une bibliographie, très abondante. Les principales orientations de recherche sont évoquées dans les trois volumes publiés par J. LE GOFF et P. NORA sous l'intitulé Faire de l'histoire, Paris 1974.

2. *Cf.* R. MANDROU, De la culture populaire aux XVIIe et XVIIIe siècles, Paris 1964, réédition en 1975 ; et les travaux complémentaires, parfois divergens, de G. Bollème.

3. Comme le montre le livre de J.-J. DARMON, Le colportage de librairie en France sous le Second Empire, grands colporteurs et culture populaire, Paris 1972.

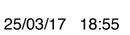
4. Voir les premiers chapitres de l'Histoire culturelle de la France, XIXe-XXe siècles, publiée en 1974 par M. CRUBELLIER.

5. *Cf.* D. FABRE et J. LACROIX, La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIXe siècle, Paris 1973.

6. Particulièrement dans La République au village, Paris 1970.

7. *Cf.* La thèse d'A. CORBIN, Archaïsme et modernité en Limousin au XIXe siècle, Paris 1975.

8. La Vie ouvrière en France sous le Second Empire, Paris 1946.





9. Le premier numéro du Mouvement social rendait compte, au début de 1961, du colloque sur «Le militant ouvrier français dans la seconde moitié du XIXe siècle, organisé un an plus tôt par l'Institut français d'histoire sociale.

10. P. SORLIN fait remarquer que l'armée ne décèle vers 1880 que quinze pour cent d'illétrés parmi les conscrits, mais elle «se contente du déchiffrement pénible d'inscriptions en gros caractères».

11. *Cf.* P. DUMONT, La Petite Bourgeoisie vue à travers les contes quotidiens du Journal, 1894-1895, Paris 1973.

12. Selon J. PONTY, quatre-vingt-cinq pour cent des journaux sont encore anti-dreyfusards lors du procès de Rennes.

13. *Cf.* le mémoire de maîtrise de F. SCOFFHAM (voir bibliographie à la fin de ce numéro).

14. Parmi les travaux récents, voir la thèse de droit soutenue en 1955 à Paris par D. MALIN; l'article de L. DINTZER paru en avril-juin 1961 dans Le Mouvement social; et le mémoire de G. FORGEOT sur la Bourse du Travail de Bourges (voir bibliographie).

15. *Cf.* mémoire de V. LEROUX-HUGON (voir bibliographie).

16. J. JULLIARD, Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Paris 1971.

17. P.-B. CALDWELL, Worker's education in France, 1890-1914, 1962 (Université de Leeds, multigraphié).





18. Comme l'indique la correspondance de Mme Allart, qui fut trésorière de l'École (elle est déposée au Centre d'histoire du syndicalisme).

19. De même l'Union sportive du parti socialiste SFIO, créée en 1907 par la Fédération de la Seine, doit recruter ses adhérents exclusivement parmi les membres du parti et leurs enfants.

20. Chiffre donné pr P. Ory, «Quand toute la vie sera propriété commune. Front populaire et création artistique», La Nouvelle Revue socialiste, 1974, n° 3, G. COGNIOT propose un chiffre encore plus élevé: 96000.

21. J. JULLIARD, a reproduit en annexe de sa biographie de Pelloutier sa conférence sur «L'art et la révolte».

22. Au congrès des Universités populaires de 1904 on affirme même que leur véritable but est «l'émancipation ouvrière».

23. Notamment à Lille et à Limoges.

24. Les feuilletons de L'Humanité ne sont pas choisis comme ceux du Petit Parisien: plusieurs travaux l'ont montré.

25. Voir pourtant les équipes animées dans l'Yonne par Luc Froment et le Théâtre social de Marseille (1910-1914) qu'a étudié P. BARRAU dans sa thèse de droit sur Le Mouvement ouvrier à Marseille, 1900-1914 (1971).

26. *Cf.* Esthétique et marxisme, 1974.

27. C'est l'expression employée dans les programmes de l'École socialiste.

28. *Cf.* le mémoire de Th. DAVET.

29. Comme l'a montré J.-P. BERNARD, Le Parti communiste français et la question littéraire, 1921-1939, Grenoble 1972.



30. Sur l'évolution du Proletkult, voir le numéro 59 de la revue Action poétique et le numéro d'avril 1975 d'Europe sur «Les futurismes».

31. C'est la formulation qu'emploie le groupe Prémices : *cf.* Le mémoire de L. CORTES, fondé sur les archives du groupe (voir bibliographie).

32. À l'exception d'Octobre et Proscenium.

33. Le premier se réclame de l'unanimisme, le second de Jacques Copeau.

34. Le groupel théâtral de Chaville intervient par exemple tout au long de la course Bordeaux-Paris, en 1934 (Sport, 4 juillet 1934).

35. *Cf.* le débat ouvert dans Politique aujourd'hui (octobre-décembre 1974) sur «Culture prolétarienne et pratique révolutionnaire».

36. P. GAUDIBERT, «Front populaire et Arts plastiques», Politique aujourd'hui, numéro cité.

37. Voir le rapport de P. ORY lors du récent colloque sur «Léon Blum et la culture», à paraître dans la Nouvelle Revue socialiste.

38. La culture du pauvre, Paris 1970, préface de J.-Cl. PASSERON.

39. M. VERRET, «Sur la culture ouvrière», La pensée, juin 1972.

40. Voir à la fin de ce numéro la liste des mémoires de maîtrise et thèses de 3e cycle.

41. Les Actes en ont été publiés par Europe en 1974.

42. *Cf.* les travaux de N. RACINE, le livre de M. RAGON, Histoire de la littérature prolétarienne en France, Paris 1974, et le numéro spécial de Politique aujourd'hui, «Idéologie et production culturelle», octobre-décembre 1974.



43. Parmi les travaux les plus récents, *cf.* D. LINDEBERG, Le marxisme introuvable, Paris 1975, et M. REBÉRIOUX, «Jean Jaurès e il marxismo», Storia del marxismo contemporaneo, Feltrinelli, Milano, 1974.

Les intellectuels français au XXe siècle : quelles questions

1. Ils ont été confrontés par Ch. Charle.

2. Sur tout ceci, *cf.* Alain Desrosières, Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles, INSEE, 1976, Ronéotypé.

3. Voir la bibliographie établie par Pierre Sorlin, La société française, 1914-1968, Arthaud, 1971.

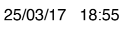
4. Pour un émouvant témoignage, *cf.* Le roman d'Antonin Lavergne, Jean Coste, réédité en 1975 avec l'essai que Péguy lui consacra en 1902.

5. Il paraît dans la Neue Zeit en 1895 et est aussitôt traduit dans Le Devenir social.

6. *Cf.* Jean-Pierre Rioux, Nationalisme et conservatisme : la Ligue de la Patrie française, 1899-1904, Éditions Beauchesne, 1977.

7. Voir le récent article de Jacques Marseille dans la Revue d'histoire économique, 1980.

8. *Cf.* les deux articles que Paul Gerbod a consacrés dans Le Mouvement social, avril-juin 1966 et octobre-décembre 1970, aux associations et aux syndicalismes universitaires jusqu'en 1937.





9. Beaucoup de renseignements dans la thèse de droit de Victor Roussot, La condition économique et sociale des travailleurs intellectuels, 1934.

10. Pour en juger de façon plus sûre il faut attendre la sortie, chez Gallimard, du Tome 2 consacré par A. Anglès à la Nouvelle Revue Française.

11. Régis Debray, Le pouvoir intellectuel en France, Édition Ramsay, 1979, page 79.

12. J. L. Loubet del bayle, Les non-conformistes des années 30, Le Seuil, 1969.

13. *Cf.* Gérard Baal, Jaurès et la marquise Arconati-Visconti, Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes, avril-juin 1979.

14. Un seul grand travail sur les Universités populaires: la thèse de Lucien Mercier soutenue à Paris I en 1979. L'auteur prépare un petit volume pour les Cahiers du Mouvement social aux Éditions Ouvrières.

15. Il manque un travail sur les Instituts créés par le Sillon: *cf.* Jeanne Caron, Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910, Plon, 1967.

16. Sur le CCEO, voir le mémoire de Paul Stouder, Une expérience d'éducation ouvrière, le CCEO, Centre d'Histoire du syndicalisme de l'Université de Paris I et divers articles de Georges Lefranc.

17. Revue Blanche, 15 mars 1899. Ce thème va nourrir, quelque trente ans plus tard, le pamphlet vite célèbre du même Benda, La trahison des clercs (1927).

18. Réponse des animateurs du groupe «La Forge» à un des responsables du groupe «Clarté», citée par P. Desanges, «Les Forgerons», numéro spécial du Mouvement social. «Culture et militantisme en France, de la belle époque au Front populaire», avril-juin 1975, page 57.




19. *Cf.* par exemple l'analyse de Pierre Naville dans Que peuvent faire les Surréalistes?, 1926.

20. Voir sur le groupe «Clarté» la thèse de Nicole Racine et les deux articles qu'elle a publiés en 1967 dans The Journal ou Contemporary History et dans la Revue française de Science politique. Voir aussi Vladimir Brett, Henri Barbusse, Prague, 1963, et les tout récents travaux inédits du Colloque de Lexicologie politique qui s'est tenu à l'ENS de Saint-Cloud en septembre 1980. Diverses recherches sont en cours pour cerner les antennes du groupe hors de France et notamment en Amérique Latine.

21. Voir ici, bien sûr, les deux éditions du livre de David Caute, Le communisme et les intellectuels français, 1967 et 1980, Gallimard, et l'étude présentée par Georges Lavau, «Le PCF et le système politique français», lors d'un colloque de la Fondation nationale des Sciences politiques en mars 1968.

22. Un livre en témoigne fortement, Les chiens de garde, publié par Paul Nizan en 1932.

23. J'emprunte l'expression à Henri Dubief, Le déclin de la II[e] république, 1929-1938, Le Seuil, 1976.

24. C'est par exemple le moment où Esprit s'engage du côté antifasciste.

25. Voir la récente biographie que Jean Lacouture lui a consacrée aux Éditions du Seuil.

26. *Cf.* l'article, très informé, de Nicole Racine sur le CVIA dans le Mouvement Social, octobre-décembre 1977.

27. Monde, 16 juillet 1932. Texte cité par Jocelyne Prézeau, «Le rôle d'Amsterdam-Pleyel», Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, novembre-décembre 1974.



28. «Une discussion entre Danielle Tartakowsky et Claude Prévost, les intellectuels et le PCF, 1920-1940», Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez, 1976, 1er trimestre.

29. Un colloque «ingénieurs et société», se tient au Creusot en cette fin d'octobre 1980: *cf.* Les travaux de André Thépot.

30. *Cf.* le petit volume paru sous ce titre chez Maspéro à la fin de 1961.

31. À l'exception du Comité Vietnam national.

Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle

1. S. DOUBROVSKY, Pourquoi la nouvelle critique, Mercure de France, 1966, 262p.

2. P. MOREAU, La Critique littéraire en France, Armand Colin, 1960. René Fayolle, La Critique, Armand Colin, «Collection U» 1964, 430p.

3. Le compte rendu du Colloque vient d'en être publié aux Presses Universitaires de France sous le titre L'Histoire sociale, sources et méthodes.

4. *Cf.* l'étude critique de Jacques Ozouf avec une abondante bibliographie: «Mesure et démesure: l'étude de l'opinion», Annales E.S.C., mars-avril 1966, pp. 324-345.

5. *Cf.* la communication faite par Alain Besançon, le 5 mars 1967, à la Société d'Histoire moderne et contemporaine sur «L'Homme nouveau en Russie» et la discussion qui a suivi.

6. Voir à ce sujet les enquêtes actuelles de René Kaës.



7. C'est parfois possible, par exemple, en France, pour les postiers, les cheminots.

8. Mais ce ne sont pas les seuls: il faut penser aussi aux syndicalistes et surtout aux anarchistes: l'hebdomadaire La Révolte, 1887-1894, parut avec un supplément littéraire d'abord bi-mensuel (nov. 1887) puis hebdomadaire (août 1890). Les Temps nouveaux qui lui succédèrent (1895-1914) comportèrent un supplément littéraire à partir de fév. 1904.

9. C'est à la prison Saint-Pierre et Paul qu'il écrivit Que faire? Dès 1855, il avait élaboré sa thèse sur les Rapports de l'art avec la réalité.

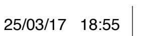
10. P. Pascal, «Les grands courants de la pensée russe contemporaine», Cahiers du monde russe et soviétique, vol III, fasc. 1, janv.-mars 1962 pp. 5/89. Il s'agit d'une étude considérable où est exaltée la «renaissance» mystique du XXe siècle, dans le cadre d'une mise en place chronologique des différents courants intellectuels de 1860 à 1950.

11. V. I. Lénine, Sur la littérature et l'art, Textes choisis, précédés d'une étude J. Fréville, Éd. Sociales, 1957, 235p. (Fréville a utilisé largement un livre de Boris Meïlakh traduit aux Éd. Sociales en 1956 sous le titre Lénine et les problèmes de la littérature russe). Voir aussi F. Venturi, Il Populismo russo, Milan, Einaudi, 1952, 2 vol, 1.195p, et A. Besançon «Un grand problème, la dissidence de la peinture russe, 1860-1822», Annales E.S.C., mars-avril 1962, pp. 252-287.

12. Il faudrait aussi étudier de près le cas blugare et le cas serbe.

13. On vient de traduire de lui, sous le titre L'homme pris au piège, des articles sur Pouchkine, Tolstoï et Tchekhov (collection 10/18, 1966), et des articles sur Dostoïeski et Nieztsche sous le titre Les Philosophes de la tragédie (Flammarion, 1966).

14. *Cf.* son recueil d'études sur les Critiques russes. C'est Volynski qui dirige le Messager du Nord.





15. LENINE, «Quel héritage renions-nous?» 1897. Œuvres complètes, Ed. Sociales, tome II, pp. 505-553.

16. Son article sur Victor Hugo est même paru dans la Revue socialiste, *cf.* Infra, l'étude de Claude Willard.

17. A. BAJU, Principes du socialisme. À ceux qui pensent, pour ceux qui souffrent, Paris, Vanier, 1895, 48p. Voir ses précédents manifestes dans B. MITCHELL, Les manifestes littéraires de la belle époque, 1886-1914, Anthropologie critique, Paris, Seghers, 1966, 198 p.

18. Elle sert de préface à la brochure en question.

19. Il est significatif que les plus longues soient consacrées aux problèmes littéraires d'autres pays que la France: *cf.*, en mars 1897, l'article de H. Thurow, «L'Allemagne socialiste en 1896» (compte rendu du Congrès de Gotha) et, en septembre de la même année, celui de Jules Destrée sur «les Préoccupations intellectuelles esthétiques et morales du parti socialiste belge». Notons pourtant l'étude de Lafargue déjà citée, les copieuses prises de position de R. Bernier (avril 1893), A. Tabarant (février 1894), etc.

20. Revue socialiste, janv. 1895, P. 1.

21. HENZEN, Œuvres incomplètes, t. 4, p. 350, cité par Jean FRÉVILLE, op. cit., p. 13.

22. Cité par F. Venturi, op. Cit., p. 241.

23. Légende de Lessing, p. 364.

24. C. MAUCLAIR, Revue socialiste, juin 1901, p. 676



25. *Cf.* en particulier la conférence prononcée le 13 avril 1900 sur «l'Art et le socialisme».

26. Chambre des députés, Discours du 15 déc. 1905. Jaurès répond implicitement à Marcel Sembat, qui avait dénoncé le caractère clos de la culture bourgeoise.

27. *Cf.* infra l'étude de Rocco Musolino.

28. Il suffit pour s'en rendre compte de consulter la liste des organisations qui adhèrent aux premiers Congrès généraux des organisations socialistes françaises en 1899, 1900, 1901.

29. *Cf.* sur ce point les études classiques de politologie et notamment M. Ostrogorski, R. Michels et M. Duverger.

30. W. MORRIS, "The Socialist Ideal", The New Review, janv. 1891, cité par F. Basch, infra.

31. *Cf.* Cl. WILLIARD, Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes, Éd. Sociales, 1965.

32. Il n'en subsiste d'exmeplaires, semble-t-il, qu'à l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam et au Musée Jaurès de Castres.

33. J. MAITRON, «Le groupe des E.S.R.I.», Le Mouvement social, janv.-mars 1964, pp. 3 à 26.

34. *Cf.* le débat sur la loi Heinze.

35. Voir ce qu'écrit à ce sujet H. Thurow, Revue socialiste, art. cité. Il insiste sur deux romans de G. Renard, Un exilé et La conversion d'André Savenay.

36. Ce poème est cité par Paul VERNOIS, Le roman rustiquei de G. Sand à Ramuz, Nizet, 1962, p. 183.



37. *Cf.* M.A. LEBLOND, « Le Roman socialiste contemporain », Revue socialiste, mars-avril 1902, et R. DELONS, « Ce que doit être le théâtre socialiste », id., août 1893.

38. Jean LONGUET, « Un grand roman socialiste, la Jungle », Revue socialiste, déc. 1906.

39. R. DELONS, « Ce que doit être le théâtre socialiste », art. cité., p. 191.

40. Revue socialiste, fév. 1894. Tabarant en quittera bientôt la « revue littéraire », ayant eu la malchance ou la pertinence d'attaquer G. Renard qui, trois mois plus tard, prend la direction du périodique.

41. Elle se manifeste dans les nombreux volumes d'essais qu'il consacra aussi bien à Kierkegaard qu'à Zola, à Nieztsche qu'à Tolstoï.

42. Il s'agit de l'École romantique en France, préface de V. Basch, Paris, 1902.

43. «Littérature et mouvement social », Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur, 11 juillet 1909.

44. En Angleterre, par contre, et aux États-Unis, l'insularité, la distance, et les rythmes d'évolution créent d'autres conditions. En Russie, ce sont les années où la critique littéraire accède à la pleine dignité du parti en gagnant la presse qui entre clandestinement dans le pays. Mais les marxistes conservent ausi de grandes revues « publiques », et même en créent, en 1906, une nouvelle, Le Monde contemporain.

45. L'expression est d'Ernst FISCHER, « Esthétique », Recherches internationales à la lumière du marxisme, juillet-août 1963, p. 193.





46. *Cf.* les débats du Congrès de Gotha : ils montrent qu'un sectur important, quoique non majoritaire, de la social-démocratie dénonce le caractère outrancier et pessimiste de la littérature moderne.

47. M. DECAUDIN, La crise des valeurs symbolistes. Vingt ans de poésie française, 1895-1914, Toulouse, Privat, 1960.

48. Le « Manifeste futuriste » de Marinetti, qui paraît dans le Figaro du 9 févr. 1909, proclame sa volonté de rajeunir le monde, et d'abord l'Italie, « marché de brocanteurs », par la guerre : « Nous voulons glorifier la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles Idées qui tuent et le mépris de la femme. »

49. L'Effort libre, n° 1, mars 1912.

50. Cité par R. FAYOLLE, La critique, p. 149.

51. A. Lebay le félicite chaleureusement dans un article intitulé « À propos des Frères Karamazov », Revue socialiste, mai 1911.

52. L'Effort libre, janv. 1913.

53. La Vie ouvrière, 5 mai 1912, 5 févr. 1913.

54. Publiée dans TROTSKI, Littérature et Révolution, Julliard, « Dossiers des Lettres nouvelles », 1964, p. 140.

55. Sur les tendances nationalistes dans le mouvement ouvrier italien avant la guerre, *cf.* Les études d'Enzo Santarelli, et notamment « Le socialisme national en Italie », le Mouvement social, janv.-mars 1965.

56. L'ouvrage parut d'abord partiellement dans Logos, revue de l'Université de Heidelberg. Il est publié à Berlin en 1911. Lukacs a alors vingt-six ans.



57. Il a fourni la moitié de son titre au récent ouvrage d'un Suédois P. Bergman, paru à Upsala, mais en français, en 1962, sous le titre Modernolatria et Simultaneita.

58. La Revue, 1er mai 1914.

59. Cl. FRIOUX, «Lounatcharski et le futurisme russe», Cahiers du monde russe et soviétique, vol. I, fasc. 2, p. 308.

60. «Je ne puis considérer, dira-t-il à Clara Zetkin après la révolution, les oeuvres expressionnistes, futuristes et autres «istes», comme les manifestations suprêmes du génie artistique. Je ne les comprend pas. Elles ne me procurent aucune joie […], mais l'important n'est pas notre opinion sur l'art […]. L'art appartient au peuple.» (Lénine tel qu'il fut, Moscou 1959, t. 2, p. 598.)

61. *Cf.* l'étude subtile de P. MACHEREY, «Lénine critique de Tolstoï», La pensée, juin 1965. Elle a été reprise dans Pour une théorie de la production littéraire, Maspero, 1966, 327.

62. Littérature et Société, passim. Le futurisme est aux yeux de Trotski un succédané du romantisme, un méandre de l'art bourgeois.

63. PLEKHANOV, Histoire de la pensée sociale en Russie, t. I, 1914 ; cité par J. Fréville, p. 74.

64. *Cf.* infra, ce que nous connaissons de la fameuse lettre des Futuristes à Lounatcharski avec une présentation de Cl. Frioux.

65. Œuvres complètes, t. 9, p. 235.

66. Cahiers d'aujourd'hui, oct. 1912.




67. Parallèlement, l'Humanité élargit les horizons de la culture ouvrière: à partir du 9 janvier 1913, dans sa nouvelle formule à six pages, apparaissent les interviews, les comptes rendus, les notes critiques, le tout est rédigé avec vivacité, et pertinence. C'est ce relai que prendra, après la guerre, Marcel Martinet.

La littérature socialisante et la représentation du futur en France au tournant du siècle

1. Marc Ferro, Comment on enseigne l'histoire aux enfants, à travers le monde entier, Paris, Payot, 1981, 316p.

2. *Cf.* le document de travail de Luisa Passerini, «Inventaire de la mémoire à Turin», paru dans le n° 6 (décembre 1981) du Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent. Il n'est pas certain que le décalage ialien se retrouve intégralement en France.

3. Préface à la deuxième édition de Capital.

4. Manifeste sur la guerre civile en France, 12 juin 1871.

5. Concept forgé par Emilio Ragioneri (*cf.* Il marxismo e l'Internazionale. Studi di storia del marxismo, Roma, Ed. Riuniti, 1968), et par Georges Haupt (*cf.* De Marx au marxisme, L'historien et le mouvement social, Maspero, 1980).

6. En 1907, Bebel, garant jusqu'à sa mort de l'identité du SPD, publie un livre sur Fourier, Charles Fourier. Sein Leben und seine Theorien, et Kautsky écrit, en 1913, une deuxième préface pour le livre qu'il avait publié à Londres en 1887, Thomas More und seine Utopie.



7. Sur Lucien Deslinières, le texte le mieux informé, malgré son titre polémique, est dû à Guy Thuillier : Aux origines du Programme commun : Lucien Desliières et le projet de Code socialiste, 1907-1912. Je remercie G. Thuillier de m'avoir communiqué ce travail inédit.

8. *Cf.* pour Lille les travaux de Pierre Pierrard, et pour Roubaix ceux de Laurent Marty, publiés en 1982 à Lille par la Fédération Léo-Lagrange : Chanter pour survivre. Culture ouvrière, travail et techniques dans le textile. Roubaix 1850-1914. Préface de M. Rebérioux.

9. L'une, assez approximative, est due au comte Gaëtan de Lestrade, l'autre à Théodore Reinach. Une nouvelle version de ce livre à succès – 400 000 exemplaires vendus aux États-Unis en quelques-années – paraît à Paris en 1898.

10. L'expression est de Marie-France Brive dans sa thèse : La Verrerie ouvrière d'Albi, étude historique (1895-1931), Université de Toulouse - Le Mirail, 1980. Trois événements essentiels marquent en effet l'année 1895 : la fondation de la CGT, celle de la Bourse des Coopératives socialistes, la décision de contruire la Verrerie ouvrière.

11. L'ensemble a été repris dans le premier volume des Études socialistes intégrées à l'édition des Œuvres de Jean Jaurès, publiée chez Rieder entre 1931 et 1939, et interrompue par la guerre.

12. Il utilise plus particulièrement ce concept dans les articles qu'il donne régulièrement à La Dépêche depuis 1887.

13. Les pages où il affirme dans Comment nous sommes socialistes (p. 224-232) lui valent, à la fin du volume, une vive réfutation de Compère-Morel.



14. Ernest Tarbouriech, La Cité future, Paris, 1902, 480 p. (p. 62).

15. La formule est de Compère-Morel dans sa préface au livre de Sixte-Quenin : le député du Gard a fort à faire pour démontrer que l'auteur de Comment nous sommes socialistes n'a pas entrepris de « dire ce que sera la société de demain ».

16. Daniel Bell, L'historien entre l'ethnologue et le futurologue, Paris, Mouton, 1972.

17. Une note le précise p. 20.

18. Comme l'écrit Tarbouriech dans La Cité future (p. 478) en reprenant une déclaration de l'Union socialiste révolutionnaire, matrice, en 1901, du Parti socialiste de France.

19. Je résume ici des passages d'un article sur « Jaurès et l'avenir » que j'ai publié en juillet-septembre 1980 dans le Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes.

20. Comme en témoignent les articles de critique littéraire qu'il donne alors à La Dépêche, les conférences qu'il prononce pour le groupe Parisien des Étudiants collectivistes et le patronage qu'il accorde à l'éphémère revue fondée par le jeune Lagardelle, La Jeunesse socialiste.

21. Après la grève des mineurs de 1892, il est engagé depuis l'été 1895 dans celle des verriers.

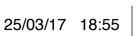
22. Jaurès, « Querelle anarchiste », Petite République, 21 juillet 1895.

23. Deslinières, L'application du système collectivistes, Paris, 1899, 524 p. (p. 126-127).

24. *Ibid.*, p. 128

25. Sixte-Quenin, op. cit., p. 60

26. Zola, Travail, Paris, Fasquelle, p. 326.





27. Jaurès, Organisations socialistes, Études socialistes, op. cit., p. 379. C'est pourtquoi il y a quelques mégalomanie chez Deslinières lorsque, dans la préface qu'il rédige en 1912 pour le t. 3 de son Projet de Code socialiste, il se présente comme un martyr solitaire de l'organisation de la production.

28. Zolla est professeur à l'École libre des Sciences politiques et à Grignon ; Henry Michel est l'auteur de L'Idée de l'État.

29. Ils n'ont malheureusement pas été traduits en français.

30. Préface à Deslinières, L'application…, op. cit., p. III.

31. Georges Renard, Le régime socialiste, Paris, 1898, p. 133, etc.

32. *Cf.* M. Rebérioux, « Les socialistes français et le petit commerce au tournant du siècle », et l'ensemble du numéro spécial du Mouvement social (janvier-mars 1981) où cet article est publié.

33. Zola, Travail, op. cit., p. 582.

34. Jaurès, « Travail rural », Études socialistes, op. cit., p. 176-179.

35. Il évoque la campagne en un court chapitre : zone retardataire dans le domaine des mœurs, mais où la culture est pratiquée « en commun ».

36. Vandervelde note que les utopies romanesques ont ici une fonction d'utilité (Le collectivisme et l'évolution industrielle, Paris, 1901, p. 205).



37. J'ai étudié l'un d'eux il y a quelques années : M. Rebérioux, « Un groupe de paysans socialistes de Saône-et-Loire à l'heure de l'unité », Le Mouvement social, juillet-septembre 1966, p. 89-103.

38. Bellamy avait d'ailleurs rêvé d'être élève à West Point et c'est par dépit qu'il se tourna vers le droit et le journalisme.

39. Il prévoit, dans chaque commune, l'affichage d'un tableau d'avancement pour passage dans la classe supérieure : *cf.* Projet de Code socialiste, op. cit., t. 3, art. 161.

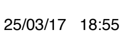
40. Métallurgie et mécanique, Tissus et vêtments, Produits alimentaires, Produits chimiques, Industries du bois, Industries diverses, Études, recherche et enseignements industriel, Personnel, Comptabilité et statistique, Cabinet du ministre.

41. Sur ce vaste projet qu'il tenta en vain de faire approuver par le groupe parlementaire socialiste, *cf.* Le chapitre 5 de G. Haupt et M. Rebérioux, La Deuxième Internationale et l'Orient, Cujas, 1867, 494 p. Les thèses marocaines de Deslinières, reprises dans le livre qu'il publie en 1919, La France nord-africaine, sont encore évoquées en 1932 par la Ligue des socialistes reconstructeurs.

42. En tout cas, Georges Renard, qu'on ne peut taxer de sympathie pour les idées révolutionnaires, insiste, dans Le régime socialiste (p. 136-138), sur les conditions qui permettront de faire disparaitre les « entraves au développement de la production ».

43. Fournière expose (op. cit., p. 147) les difficultés rencontrées « au moment de la Révolution » par l'extension du modèle du Familistère : elles sont nées, selon lui, de l'inaptitude temporaire de beaucoup d'ouvriers au travail en commun et à la direction des entreprises.

44. Tarbouriech, La Cité future, op. cit., p. 69.





45. Il ne prévoit d'ailleurs nullement la disparition complète des artisans, et conclut que la petite industrie correspond à la fois à l'attente de certains caractères et à des nécessités économiques (op. cit., p. 213).

46. Voir à ce sujet les Actes du Colloque Jaurès et la classe ouvrière, Paris, Éditions Ouvrières, 1981, et le recueil de textes que j'ai publiés sur ce thème en 1976 chez Maspero.

47. Sixte-Quenin, après avoir largement cité Jaurès dans Comment nous sommes socialistes, prend d'ailleurs ses distances envers les solutions préconisées.

48. Jaurès, « L'organisation sociale », Études socialistes, op. cit., p. 353.

49. Au début du 24[e] chapitre de L'application…, op. cit.

50. Elle est exprimée par Tarbouriech dans le langage de la prudence : « il n'est pas douteux que les Français manifestent, pour tout ce qui touche à la vie privée, un sentiment d'individualisme dont il faut tenir le plus grand compte » (La Cité future, op. cit., p. 136).

51. La préface qu'il rédige en 1894 pour La morale sociale de Benoît Malon ne nous éclaire guère. La vie militante ne lui a pas laissé le temps d'écrire les grands ouvrages auxquels il pensait à la veille de la guerre, selon ses amis Enjalran et Lévy-Bruhl.

52. La Fédération socialiste de l'Yonne publie systématiquement ce genre de textes, signés de pseudonymes transparents à l'époque : G. Loublié, Verluisant, etc.

53. Lafargue, « Conjungo », Le socialiste, 30 juin - 7 juillet 1901.

54. *Cf.* plus particulièrement Tarbouriech, Zola et France.

55. Les Actes du Colloque international sur Malthus, organisé par la Maison des Sciences de l'homme, sont parus en 1983 à Londres : Malthus. Past and Present, Academic Press Inc.




56. En 1902, au bout d'un an, il a été vendu 56 000 exemplaires de Travail : c'est relativement peu au regard de Germinal qui, l'année de sa sortie, tirait à 120 000 exemplaires.

57. On attent la publication des Actes du Colloque international sur George Sorel, organisé en 1982 à l'ENS de la rue d'Ulm. Le dernier livre sur Sorel est celui de Larry Portis, Georges Sorel, Paris, Maspero, 1982, 330 p. Le travail le plus important : la thèse de Shlomo Sand soutenue à l'EHESS en 1983 et encore inédite.

Demain : les ouvrières et l'avenir au tournant du siècle

1. M. FERRO, Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier, Payot, 1981.

2. *Cf.* H. DESROCHES, Sociologie de l'espérance, 1973.

3. Daniel Bell, L'historien entre l'ethnologue et le futurologue, Mouton, 1972.

4. On attend, dans très peu de temps, sur ce sujet tout à fait neuf, la thèse de Marie-Geneviéve Dezès.

5. *Cf.* « Travaux de femmes dans la France du XIX[e] siècle », n° spécial du Mouvement social (oct.-déc. 1978), présenté par Michèle Perrot ; Marie-Hélène ZYLBERBERG-HOCQUARD, Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français, Éditions Ouvrières, 1981 : Madeleine REBERIOUX, Les ouvrières du Livre et leur Fédération, Temps actuels, 1981.



6. Dominique VANOLI, «Les ouvrières enfermées: les couvents soyeux, Les Révoltes logiques, printemps-été 1976.

7. Marie-Claire, Prix Goncourt en 1910, et l'Atelier de Marie-Claire, 1919.

8. Les souvenirs de Jeanne Bouvier ont été utilisés par Françoise Blum pour son Mémoire sur la Fédération de l'Habillement, soutenu à Paris I en 1980.

9. Christiane DUFRANCATEL, «Autobiographies des femmes du peuple», le Mouvement Social, op. cit.

10. Pour plus de détails, voir mon article sur «Jaurès et l'avenir», Bulletin de la Société d'étude jaurésiennes, juillet-septembre 1980.

11. À la différence de Lucien Deslinières et de Georges Dazet.

12. Sur le journal d'Elizabeth Renaud et de Louise Saumonneau, *cf.* Charles Sowernine, «Le groupe féministe socialiste (1899-1902)», Le Mouvement Social, janvier-mars 1975.

13. Voir par exemple le témoignage de Lucie Baud, qui dirigea les grèves de Vizille en 1905-1906: il a été publié dans Le Mouvement Socialiste en juin 1908 et reproduit dans le numéro spécial du Mouvement Social, déjà cité. Voir aussi les grandes enquêtes de Marcelle Capy dans La Bataille syndicaliste, d'août 1913 à juin 1914.

14. M.H. Zylberberg poursuit des recherches sur les ouvrières des Tabacs.

15. *Cf.* Ch. SOWERWINE, Les femmes et le socialisme, Presse de la F.N.S.P., 1978.

16. H. BOUCHARDEAU, Pas d'histoire les femmes…, Syros, 1977.



17. L. MARTY, Travail et technique dans le textile à Roubaix, 1890-1914, Université de Lille III, 1980.



18. M.H. ZYLBERBERG, «Les ouvrières d'État dans les dernières années du XIXe siècle», Le Mouvement Social, op. cit., p. 107.

19. Voir les budgets d'ouvrières établis entre 1905 et 1908, et présentés dans les Enquêtes sur le travail à domicile que le Ministère du Travail publie à la veille de la guerre.

20. Au congrès ouvrier de Lyon en 1878, la citoyenne Merle cite les paveurs, les charpentiers et les maçons.

21. Elle évoque en particulier la maison Paquin, où travaillent 850 ouvrières soumises à une discipline toute militaire.

22. Cité par M.H. ZYLBERBERG dans Féminisme et syndicalisme en France, Anthropos, 1978, pages 234.

23. Voir sa déclaration au Congrès national de la Fédération des Tabacs en 1911, dans le cadre d'un débat sur l'attribution, aux femmes comme aux hommes, de vêtements de travail tout faits.

24. Voir son rapport au Congrès et les analyses qui l'accompagnent dans le nupméro spécial de Romantisme, «Mythes et représentation de la femme», 1976.

25. F. RONSIN, La grève des ventres. Propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France, XIXe et XXe siècles, Aubier, 1980.

26. Les itinéraires de Madeleine Vernet, fondatrice d'orphelinats ouvriers, et de Gabrielle Duchêne, dont la B.D.I.C. Possède depuis peu un fonds considérable, sont ici exemplaires.



L'ouvrier à travers l'art et la littérature

1. Robert Brécy, Florilège de la chanson révolutionnaire. De 1789 au Front Populaire, Éditions Hier et Demain, Paris 1978.

2. Annette Rosa, présentation des Misérables, Laffont, collection «Bouquins», Paris 1985.

3. George Sand, la Ville noire, édition présentée par J. Courrier, Presses universitaires de Grenoble, 1978.

4. E. Petitier, «Si Hugo m'était conté», La gloire de Victoire Hugo, sous la direction de P. Georgel, Édition de la Réunion des musées nationaux, Paris 1985.

5. A. Pagès, le Naturalisme, PUF, «Que sais-je», Paris 1989.

6. Denis Poulor, le Sublime, présentation d'Alain Couttereau, réédition Maspero, Paris 1981.

7. Émile Zola, Correspondance, tome II, Presses de l'université de Montréal, 1980.

8. «Exigences de réalisme dans la peinture française entre 1830 et 1870», Catalogue de l'exposition du musée des beaux-arts de Chartes, 1983.

9. *Cf.* la Représentation du travail: mines, forges, usines CRACAP, Le Creusot 1977; Images du travail, Éditions de la RMN, 1985.

10. *Cf.* N. Wolf, le Peuple dans le roman français de Zola à Céline, PUF, Paris 1990.

11. «Le bel héritage: Steinlein», Catalogue de l'exposition du musée de Montreuil, 1987.



12. Ph. Durey, «Le réalisme dans la sculpture française au XIXe siècle», Catalogue de l'exposition du Grand Palais 1986, Éditions de la Réunion des musées nationaux, Paris 1986.

13. Ibidem.

14. Images du travail, ouvrage cité.

15. Madeleine Rebérioux, «la Carte postale de grève», Le mouvement social, avril-juin 1985.

16. C. Becker, La Fabrique de Germinal, SEDES, Paris 1985.

17. P. Vaisse, «la Machine officielle. Regard sur les murailles des édifices publics», Romantisme, 1986.

18. Ph. Cazeau, Maximilien Luce, La Bibliothèque des arts, Lausanne-Paris 1982.

19. L. Klejman et F. Rochefort, l'Égalité en marche, Presses de la FNSP, Paris 1989.

20. X. Durand, «L'art social au théâtre», le Mouvement social, avril-juin 1975.

Ces demoiselles

1. W. Rubin, «La génèse des Demoiselles d'Avignon», dans Les Demoiselles d'Avignon. Paris, Éd. De la Réunion des musées nationaux, 1988, Volume 2, p. 367-488.

2. Le primitivisme dans l'art du XXe siècle, sous la direction de W. Rubin, Paris, Flammarion, 1987 (1re édition, New-York, 1984).







3. Le volume 1 des Demoiselles d'Avignon, op. cit. constitue, comme l'écrit Hélène Seckel, commissaire de l'exposition, «un livre d'images propre à rappeler le rassemblement éphémère des œuvres qui ont précédé et accompagné le tableau».

4. P. Daix, «L'histoire des Demoiselles d'Avignon révisé à l'aide des carnets de Picasso», dans Les Demoiselles d'Avignon, op. cit., volume 2, p. 489-546.

5. L'accord se fait aujourd'hui pour dire qu'il n'en est rien.

6. *Cf.* Ph. Jullian, Les Orientalistes. La vision de l'Orient par les peintres européens, Paris, Société française des livres, 1977; L. Thornton, Les Orientalistes, I, peintres-voyageurs 1828-1908, Paris ACR Ed. 1983; M. Lambrechts, l'Orientalisme et l'Africanisme dans l'art belge XIXe-XXe, Bruxelles, 1984.

7. J. Laude, La peinture française (1905-1914) et l'Art nègre, Paris, Klincksieck, 1968.

8. *Cf.* la notice que L. Thornton consacre à ce compagnon du baron Taylor dans Les Orientalistes, op. cit.

9. L'héroïne du Lys Rouge (1894) habite Auteuil. Michel Lévy se fait construire un fastueux hôtel sur les Champs-Élysées et après sa mort en 1875, son frère Calmann s'installe dans un immense appartement rue Pierre-Charron, tout près des Champs: *cf.* J.M. Mollier, Michel et Calmann Lévy ou la naissance de l'édition moderne 1836-1891. Pairs, Calmann-Lévy, 1984.

10. Un article lui a été récemment consacré par J.-P. Bouillon. «Sociétés d'artistes et institutions officielles pendant la seconde moitié du siècle», Romantisme, n° 54, 1986.



11. Le tableau date de 1890. Clairin a peint de nombreuses scènes de «guerre exotique», voire coloniale assez terribles.



12. «Ce qui est curieux c'est ce qui se passe dans la rue et qui ne semble curieux à aucun homme du pays» (Stendhal, Mémoires d'un touriste. T. II).

13. *Cf.* L. Thornton, Les peintres de l'Afrique Noire, Paris, 1981.

14. *Cf.* A. Ripert et C. Frère, La Carte postale. Son histoire. Sa fonction sociale. Lyon, Presses Universitaires de Lyon, et Paris, ed. du CNRS, 1983.

15. Jossot, un des plus grands caricaturalistes politiques du temps, s'installe en Tunisie en 1912 pour «vivre à l'orientale parmi les Arabes». Il devient Abdou-I-Karim Jossot: *cf.* E. Et M. Dixmier, L'assiette au Beurre, Paris, Maspero, 1974.

16. *Cf.* D. Brahimi et K. Benchikou, Les Orientalistes, II, la vie et l'œuvre d'Étienne Dinet, Paris, ACR Ed., 1983.

17. R. Bezombes est né en 1913. Il part très tôt en Afrique noire où il travaillera d'ailleurs, après l'indépendance, pour l'Assemblée nationale de Côté d'Ivoire à Abidjan. Son livre sur L'exotisme dans l'art et la pensée date de 1953.

18. Voir dans Le primitivisme… op. cit., l'introduction de W. Rubin, le chapitre sur Gauguin de K. Varnedoe et celui que J.-D. Flam consacre à «Matisse et les fauves» où il étudie en particulier les œuvre de Derain et montre comment, à terme, «l'imagination visuelle» de Matisse sera profondément marquée par son expérience de l'art africain et de l'art océanien.

19. *Cf.* W. Rubin, «Picasso», dans Le primitivisme… op. cit., p. 241.

20. W. Rubin lui-même termine son étude dans Les Demoiselles d'Avignon, op. cit., en écrivant, lui, l'historien du primitivisme: «Où donc l'Afrique (ou tout autre source



d'inspiration tribale) intervient-elle dans la tête de cette demoiselle accroupie ? Nulle part, dirai-je aujourd'hui » (p. 486).

21. P. Daix, « L'historien des Demoiselles… », dans Les Demoiselles, op. cit., vol. 2, p. 491

22. Ce texte est pour la première fois publié en français en tête de volume 2 de Les Demoiselles, op. cit.

23. La première formule est d'André Salmon en 1920, la seconde d'André Breton en 1924.

24. Les Demoiselles… op. cit., vol 1, p. XIV.

25. P. Daix, « L'historique des Demoiselles… » dans Les Demoiselles… op. cit., vol. 2, p. 357.

26. Rapporté par P. Daix, « L'historique des demoiselles… » dans Les Demoiselles… op. cit., vol. 2, p. 499.

27. Fernande Olivier annonce à ses amis au début du mois d'août qu'elle quitte le Bateau-Lavoir et se cherche un appartement.

28. Je suis ici en accord avec les interprétations de Steinberg et Rubin, solidement étayées.

29. Il est reproduit par W. Rubin dans « La genèse… », Les Demoiselles…, op. cit., p. 419.

30. A. Fournier, Danger social de la syphilis, 1905, p. 37.

31. L'expression est d'Alain Corbin, Les filles de noce, Paris, Aubier, 1978, p. 386.



32. A. Corbin, « Le péril vénérien au début du siècle : prophylaxie sanitaire et prophylaxie morale », dans L'haleine des faubourges, Paris, Recherches, 1977, p. 245-283.

33. C'est ce que dit Hubert Juin dans sa préface à La 628-E-8.

34. J'ai eu l'occasion de les faire analyser par un groupe d'étudiants et d'étudiantes dans le cadre d'un enseignement de licence sur la production culturelle des années 1900, assuré à Paris VIII en 1986-1987 avec Béatrice Slama.

35. Selon un beau titre inventé par Stéphane Michaud en 1985.

36. Dernier ouvrage sur la question : Le féminisme et ses enjeux. Vingt-sept femmes parlent, Paris, Centre fédéral FEN et Edilig, 1988 (en particulier, M. Rebérioux « Le mouvement syndical et les femmes jusqu'au Front populaire »).

37. *Cf.* deux numéros du Mouvement social dirigés par Michelle Perrot : Travaux de femmes, oct. dec. 1978, et Métiers de femmes, juillet-septembre 1987.

38. *Cf.* en particulier, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français, Paris, Ed. Ouvrières, 1981, et la thèse encore inédite de Laurence Klejman et Florence Rochefort, L'égalité en marche. Histoire du mouvement féministe en France, 1868-1914, Université Paris VII, 1987.

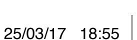
39. Il s'agit d'une exposition rétrospective d'une grande importance qui se tint dans le cadre du Salon d'automne.

40. « Mes expériences sont des expériences de l'Afrique » : *cf.* J.-D. Flam, « Matisse et les Fauves », dans Le primitivisme, op. cit., p. 238.

41. Le numéro s'intitule Civilisons le Maroc ! Le dessin, ainsi légendé, est de Galanis.

42. Malraux, La tête d'obsidienne, 1974.

43. *Ibid.*





44. Salmon parle de «la hideur des faces… qui nous inspire une espèce d'effroi».

Orsay, un autre XIX*e siècle* *L'histoire au musée*

1. Dans La Culture en veston rose, Paris, Grasset, 1983.

2. L'express, 28 novembre 1986.

3. Le Monde, 29 novembre 1986.

4. Le Figaro Magazine, 29 novembre 1986.

5. Le Figaro, 3 décembre 1986.

6. Les prises de position de Muséologie nouvelle et Expérimentation sociale ont été rassemblés dans un ouvrage collectif, sous la direction d'Alain Nicolas, Nouvelles Muséologies, Marseille, 1985.

7. *Cf.* M. Rebérioux, «Musée et histoire», Colloque national sur l'histoire et son enseigement, Ministère de l'Éducation nationale, C.N.D.P., 1984.

8. Ils sont évoqués de façon remarquable dans le catalogue de l'exposition-dossier consacré à La carrière de l'architecte qui vient d'être réalisé à Orsay.

9. *Cf.* Hélène Himelfarb, «Versailles, fonctions et légendes», Les Lieux de mémoire, t. II, La Nation, sous la direction de Pierre Nora, Gallimard, 1986, vol. 2 – ainsi que les travaux de Christian Amalfi.



10. *Cf.* A. Ripert et C. Frère, La carte postale. Son histoire, sa fonction sociale, Lyon, Presses Universitaires de Lyon et Éd. Du C.N.R.S., 1983.



11. Sur la statuaire du XIXe siècle, le grand livre est un catalogue : celui de l'exposition La Sculpture française au XIXe siècle, dû à Anne Pingeot, R.M.N., 1986. Ce n'est pas ici qu'il est nécessaire d'évoquer l'œuvre de Maurice Agulhon.

12. Proust, à qui un intéressant travail a été consacré par Véronique Prest (Université de Nanterre, maîtrise d'histoire de l'art), met l'accent d'abord sur la sauvegarde des arts industriels et des métiers d'art.

13. Comme le passage de la presse, celui dit «des dates» n'a été possible que par la présence au musée d'une conservatrice historienne, Chantal Martinet-Georgel.

14. Après la redécouverte de l'événement dans Faire de l'histoire, il faut signaler les réflexions de Gérard Vincent.

15. *Cf.* M. Rebérioux «Histoire, historiens et dreyfusisme», Revue historique, avril-juin 1976.

16. Citation commentée par Gérard Vincent, «l'historien face au tableau», Le mouvement social, avril-juin 1985, numéro consacré à L'Expression plastique au XIXe siècle, sous la direction de M. Rebérioux.

17. *Cf.* l'interview de Stanislas Adotevi dans Nouvelles Muséologies, op. cit. p. 39.

18. C'est l'orientation des travaux d'André Rouillé, notamment dans Le Corps et ses images, écrit avec Bernard Marbot, Éd. Contrejour, 1986.

19. *Cf.* François Robichon, Job ou l'histoire illustrée, Herscher, 1984.



20. Les passages en effet ne manquent pas du côté gauche au côté droit du cours, et réciproquement. Couture par exemple a été le maître de Manet. Et, d'autre part, le face-à-face de Delacroix et de Millet, le suivi de Delacroix à Puvis, nous laissent dans la nuit.

21. Un des premiers «parcours du musée d'Orsay», dû à Nicole Savy, s'intitule Baudelaire et ses peintres.

1913 : l'art et la réflexion sur l'art

1. L'année 1913. Les formes esthétiques de l'œuvre d'art à la veille de la Première Guerre mondiale, sous la direction de Liliane Brion-Guerry, Klincksieck, 1971, 2 vol.

2. Paul VALÉRY, «La crise de l'esprit», Variété I, 1919.

3. *Cf.* Philippe BÉNÉTON «la génération de 1912-1914 : image, mythe et réalité ?», Revue française de Science politique, octobre 1971, pp. 981-1009. En annexe à cet article, la liste des dix principales enquêtes sur la jeunesse publiées en 1912-1913.

4. Le dernier livre d'Henriette PSICHARI, Les convertis de la Belle époque, 1971, évoque, sur un mode souvent ironique ou tout au moins plaisant, la mode des conversions dans certains milieux d'intellectuels et surtout d'écrivains.

5. Extrait des «Lectures pour tous» (1913), cité par Marina SCRIABINE, L'Année 1913, p. 934.

6. Pas tous, naturellement. Qu'on pense à Barbusse, resté si étonnament fidèle à l'idéalisme symboliste jusque dans son adhésion au Parti communiste : *cf.* ses romans d'après-guerre, et en particulier Les Enchaînements.



7. Personne et personnage : le romanesque des années vingt aux années cinquante, 1969. *Cf.* aussi, du même auteur : Roman et société, 1971, et le compte rendu de B. MOURALES, Annales, mars-avril 1972.

8. *Cf.* le numéro spécial du Mouvement social, avril-juin 1967, consacré à «critique littéraire et socialisme au tournant du siècle».

9. Sur l'Art nouveau, outre les divers recueils de Maurice Rheims, voir le livre récent de Walter TSCHUDI MADSEN, Art nouveau, et le célèbre catalogue de l'exposition du Musée d'Art moderne (1960-1961) consacré aux Sources du XXe siècle. L'inventeur de l'expression Art nouveau est Samuel Bing (1838-1905).

10. Claude-Roger MARX, L'Art social, 1913.

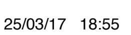
11. 247 chorales amateurs d'hommes ! Plus de dix mille citoyens, une pédagogie musicale de masse et un establishment musical «à la fois vivace et figé» : *f.* Finale und Auftakt, Wien, 1898-1914, Salzburg, 1964.

12. C'est en 1913 que Griffith entreprend «Naissance d'une nation» où s'identifieront la venue au monde du cinéma et celle des États-Unis d'aujourd'hui.

13. «Au mois de décembre 1910 ou à peu de chose près, la nature humaine a changé du tout au tout» : ainsi s'exprimera, en 1924, Virginia WOOLF, Collected Essays, Londres, 1966, vol. I, p. 320.

14. L'Italien Marinetti vit en France souvent, et fait en Russie des tournées de conférences. Kandinsky vit tantôt à Munich, tantôt en Russie.







15. Perret maintient en particulier la séparation entre le plateau et la salle, et la façade du «Zeppelin de l'avenue Montaigne» pourrait convenir à n'importe quel ministère.

16. Les trois premiers volumes de son Histoire de l'Art paraissent entre 1909 et 1914.

17. *Cf.* l'Almanach du «Blaue Reiter».

18. Comme le fait remarquer Mikel Dufrenne au début de son étude sur «L'esthétique en 1913».

19. Dans son Introduction à l'esthétique, 1912.

20. Le troisième volume de la Psychologie des peuples paraît en 1908.

21. La formule est de Jacques Guillerme, dans un essai aigu (pp. 73-95).

22. Le livre le plus récent sur Tony Garnier est celui de Christophe PAWLOWSKI, Tony Garnier et les débuts de l'urbanisme fonctionnel en France, 1967. Mais les références idéologiques en sont pauvres. Mieux vaut aller les chercher dans le commode recueil de textes dû à Françoise Choay.

23. Chez Picabia par exemple, c'est la découverte de l'Amérique en 1913, qui introduit ce thème, renouvelé plus durablement par son deuxième séjour à New York à partir d'avil 1915 : *cf.* Marc LE BOT, Francis Picabia et la crise des valeurs figuratives, 1968.

24. *Cf.* LÉGER, «Les réalisation picturales actuelles», Les soirées de Paris, 15 juin 1914.

25. On pensera évidemment à la crise du savoir scientifique dont on ignore d'ailleurs comment elle fut perçue par les artistes.

26. *Cf.* la rigoureuse et célèbre démonstration de Pierre FRANCASTEL dans la première partie de Peinture et Société.



27. Elle entend aussi rejeter le harnachement dont était victime la danseuse 1900. Voir la note (p. 328) de Germaine Prudhommeau: «Elle portait sur le corps une chemise avec un grand pan derrière, qu'on rabattait entre les jambes pour le ramener devant jusqu'à la taille où il était attaché: un corset de coutil soutenant le buste; une culotte de shirting dont les jambes assez longues pour s'insérer dans les bas de coton tenus par des jarretières… ; un corsage blanc décolleté en rond, orné d'un volant; le juponnage qui ne s'appelait pas encore tutu… formé de deux ou trois épaisseurs de tarlatane; enfin une ceinture. Souvent le juponnage du dessous était cousu entre les jambes.»

28. Dont le roman, Enzio, en 1910, est tout entier bâti sur la dualité de la chair et de l'esprit et sur la religion de l'art.

29. C'est en 1904 que Berg devient l'élève de Schönberg.

30. On va y faire l'éloge des futuristes dont le mouvement et les initiatives n'avaient suscité jusque-là en Grande-Bretagne que silence ou moquerie.

31. Sur Craig et son œuvre, voir D. BABLET, Esthétique générale du décor du théâtre de 1870 à 1914, 1965.

32. Dont Virginia Woolf fut au contraire intensément consciente.

33. Je reste un peu sceptique devant l'explication de la rapide évolution de Lacerba vers un chauvinisme peu encombé de nuances: «L'action lente et sournoise de Marinetti sur de «pures artistes» (Boccioni, Russolo) ne serait-elle pas quelque peu hypertrophiée?

34. Ainsi à Munich où Hans Leynold fonde en 1913 la revue Révolution, à Berlin où Hugo Ball, Ywan Goll, Walter Benjamin, Robert Musil, et… Gustave Hervé collaborent à Die Aktion que dirige Franz Pfemfert.





35. John Kelly rappelle qu'au moment des Pâques rouges de 1916, plusieurs collaborateurs de l'Irish Review furent exécutés, dont son dernier rédacteur en chef, Plunkett.

36. Faut-il signaler au lecteur des Annales l'intérêt, pour cette période de sa vie, des Lettres à Felice ?

37. Je saisie cette occasion pour dire la qualité des quelques soixante planches intégrées au tome II, et en particulier du célèbre « Bioloncelliste » de Gutfreund (1912) dont J. Laude donne une brève et remarquable analyse.

38. *Cf.* le livre désormais classique de Raymonde MOULIN, Le marché de la peinture contemporaine en France, 1967.

Madeleine Rebérioux par Michelle Perrot

1. Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson (dir.), *Avenirs et avant-gardes en France, XIX-XX*e *siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999 : Béatrice Slama, « Quand nous travaillions sur les femmes à Vincennes dans les années 1970 », p. 32-49.

2. Michèle Riot-Sarcey. *La démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir 1830-1848,* Paris, Albin Michel, 1994, illustre cette orientation.

3. *Romantisme, 13-14,* « Mythe et représentations de la femme »*, octobre-décembre 1976*. Publication faite avec Béatrice Slama et Christiane Dufrancatel.

4. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978.




5. *George Sand, une correspondance,* Nicole Mozet (dir.), Édition Christian Pirot, 1994 ; *L'éducation des filles au temps de George Sand*, Michèle Hecquet (dir.), Artois Presses Université, 1995.







TABLE DES MATIÈRES
















Imprimé en France par
N° d'imprimeur : xxxx – Dépôt légal : mai 2017
N° d'édition :